REPUBLIQUE FRANÇAISE

TABLE DES DÉBATS DU SÉNAT

Sessions de 1981

TABLE DES MATIÈRES

ETABLIE PAR LE SERVICE DES ARCHIVES DU SENAT

TABLES
Volume 24

JOURNAUX OFFICIELS
26, RUE DESAIX — 75727 PARIS CEDEX 15

SÉNAT

TABLE DES MATIÈRES

Seconde session ordinaire de 1980-1981	Du 2 avril au 30 juin 1981.
Session de droit (Art. 12 de la Constitution).....	Du 2 juillet au 16 juillet 1981.
Session extraordinaire	Du 17 juillet au 2 août 1981.
Session extraordinaire	Du 8 septembre au 1er octobre 1981.
Première session ordinaire de 1981-1982.....	Du 2 octobre au 20 décembre 1981.
Session extraordinaire	Du 21 décembre au 23 décembre 1981.

NOTA. – Les impressions du Sénat sont numérotées, pour chaque année, à compter du premier jour de la première session ordinaire (2 octobre) jusqu'au premier jour de la première session ordinaire de l'année suivante.

AVERTISSEMENT

La Table des Débats a pour objet de faciliter la recherche sur les sujets traités au cours des débats du Sénat.

Elle se compose de deux parties distinctes : une Table nominative et une Table des matières.

Elle met à la disposition du lecteur :

– en regard des noms de MM. les Sénateurs et de MM. les Ministres, un résumé chronologique de leur activité au Sénat pendant l'année (Table nominative) ;

– pour chacune des matières examinées par le Sénat, le résumé et l'analyse des travaux de ladite assemblée (Table des matières).

Pour l'usage de la présente Table, il est précisé que les dates, seules, indiquent les dates des séances publiques concernées ; les dates, précédées des mentions « *J.O.,* Débats », renvoient aux dates du *Journal officiel,* Débats parlementaires, Sénat.

ABRÉVIATIONS

Groupes :

C.	Groupe communiste.
GD	Groupe de la gauche démocratique.
GD-SRG	Formation des sénateurs radicaux de gauche rattachée administrativement au groupe de la gauche démocratique aux termes de l'article 6 du règlement.
UCDP	Groupe de l'union centriste des démocrates de Progrès.
UREI	Groupe de l'union des républicains et des indépendants.
RPR	Groupe du rassemblement pour la République.
S	Groupe socialiste.
NI	Réunion administrative des sénateurs ne figurant sur la liste d'aucun groupe.

Divers :

CMP	Commission mixte paritaire.
DG	Discussion générale.

TABLEAU DE CONCORDANCE

de la Date des Séances avec la Date de Publication, les Numéros des Débats, la Pagination et les Numéros des Microfiches.

(Débats parlementaires)

ANNÉE 1981

DATE des séances	DATE de la publication	NUMÉROS	PAGES	NUMÉROS des microfiches
Questions	8 janvier	1	1 à 52	001
Questions	15 janvier	2	53 à 82	002
Questions	22 janvier	3	83 à 112	003
Questions	29 janvier	4	113 à 160	004
Questions	5 février	5	161 à 188	005
Questions	12 février	6	189 à 228	006
Questions	19 février	7	229 à 242	007
Questions	26 février	8	243 à 280	008
Questions	5 mars	9	281 à 312	009
Questions	12 mars	10	313 à 368	010
Questions	19 mars	11	369 à 400	011
Questions	26 mars	12	401 à 416	012
2 avril	3 avril	13	417 à 494	013
3 avril	4 avril	14	495 à 524	014
7 avril	8 avril	15	525 à 554	015
15 avril	16 avril	16	555 à 594	016
22 avril	23 avril	17	595 à 622	017
29 avril	30 avril	18	623 à 650	018
6 mai	7 mai	19	651 à 664	019
13 mai	14 mai	20	665 à 696	020
20 mai	21 mai	21	697 à 736	021
11 juin	12 juin	22	737 à 752	022
19 juin	20 juin	23	753 à 774	023
2 juillet	3 juillet	24	775 à 812	024
8 juillet	9 juillet	25	813 à 852	025
9 juillet	10 juillet	26	853 à 882	026
15 juillet	16 juillet	27	883 à 906	027
16 juillet	17 juillet	28	907 à 936	028
21 juillet	22 juillet	29	937 à 1000	029
22 juillet	23 juillet	30	1001 à 1054	030
23 juillet	24 juillet	31	1055 à 1102	031
24 juillet	25 juillet	32	1103 à 1164	032
28 juillet	29 juillet	33	1165 à 1202	033
29 juillet	30 juillet	34	1203 à 1266	034
30 juillet	31 juillet	35	1267 à 1288	035
31 juillet	1er août	36	1289 à 1326	036
Questions	20 août	37	1327 à 1358	037
Questions	3 septembre . .	38	1359 à 1372	038
8 septembre . .	9 septembre . .	39	1373 à 1428	039
10 septembre .	11 septembre .	40	1429 à 1438	040
15 septembre .	16 septembre .	41	1439 à 1476	041
16 septembre .	17 septembre .	42	1477 à 1524	042
17 septembre .	18 septembre .	43	1525 à 1556	043
22 septembre .	23 septembre .	44	1557 à 1604	044
23 septembre .	24 septembre .	45	1605 à 1632	045
24 septembre .	25 septembre .	46	1633 à 1660	046
28 septembre .	29 septembre .	47	1661 à 1698	047
29 septembre .	30 septembre .	48	1699 à 1734	048
30 septembre .	1er octobre . .	49	1735 à 1796	049
1er octobre . .	2 octobre . . .	50	1797 à 1812	050
2 octobre . . .	3 octobre . . .	51	1813 à 1852	051
6 octobre . . .	7 octobre . . .	52	1853 à 1890	052
7 octobre . . .	8 octobre . . .	53	1891 à 1900	053
8 octobre . . .	9 octobre . . .	54	1901 à 1920	054
9 octobre . . .	10 octobre . . .	55	1921 à 1940	055
13 octobre . . .	14 octobre . . .	56	1941 à 1970	056
14 octobre . . .	15 octobre . . .	57	1971 à 2008	057
15 octobre . . .	16 octobre . . .	58	2009 à 2032	058
16 octobre . . .	17 octobre . . .	59	2033 à 2040	059
20 octobre . . .	21 octobre . . .	60	2041 à 2084	060
22 octobre . . .	23 octobre . . .	61	2085 à 2138	061
23 octobre . . .	24 octobre . . .	62	2139 à 2176	062
27 octobre . . .	28 octobre . . .	63	2177 à 2222	063
28 octobre . . .	29 octobre . . .	64	2223 à 2262	064
29 octobre . . .	30 octobre . . .	65	2263 à 2324	065
30 octobre . . .	31 octobre . . .	66	2325 à 2372	066
3 novembre . .	4 novembre . .	67	2373 à 2402	067
4 novembre . .	5 novembre . .	68	2403 à 2448	068
5 novembre . .	6 novembre . .	69	2449 à 2504	069
6 novembre . .	7 novembre . .	70	2505 à 2550	070
10 novembre . .	11 novembre . .	71	2551 à 2572	071
12 novembre . .	13 novembre . .	72	2573 à 2628	072
13 novembre . .	14 novembre . .	73	2629 à 2684	073
16 novembre . .	17 novembre . .	74	2685 à 2724	074
17 novembre . .	18 novembre . .	75	2725 à 2780	075
18 novembre . .	19 novembre . .	76	2781 à 2834	076
19 novembre . .	20 novembre . .	77	2835 à 2898	077
20 novembre . .	21 novembre . .	78	2899 à 2960	078
21 novembre . .	22 novembre . .	79	2961 à 2982	079
23 novembre . .	24 novembre . .	80	2983 à 3046	080
24 novembre . .	25 novembre . .	81	3047 à 3092	081
25 novembre . .	26 novembre . .	82	3093 à 3148	082
26 novembre . .	27 novembre . .	83	3149 à 3204	083
27 novembre . .	28 novembre . .	84	3205 à 3314	084 085
30 novembre . .	1er décembre .	85	3315 à 3386	086
1er décembre .	2 décembre . .	86	3387 à 3464	087
2 décembre . .	3 décembre . .	87	3465 à 3526	088
3 décembre . .	4 décembre . .	88	3527 à 3596	089
4 décembre . .	5 décembre . .	89	3597 à 3650	090
5 décembre . .	6 décembre . .	90	3651 à 3706	091
6 décembre . .	7 décembre . .	91	3707 à 3768	092
7 décembre . .	8 décembre . .	92	3769 à 3846	093
8 décembre . .	9 décembre . .	93	3847 à 3908	094
9 décembre . .	10 décembre . .	94	3909 à 3986	095
10 décembre . .	11 décembre . .	95	3987 à 4050	096
11 décembre . .	12 décembre . .	96	4051 à 4114	097
12 décembre . .	13 décembre . .	97	4115 à 4208	098
14 décembre . .	15 décembre . .	98	4209 à 4220	099
15 décembre . .	16 décembre . .	99	4221 à 4268	100
16 décembre . .	17 décembre . .	100	4269 à 4324	101
17 décembre . .	18 décembre . .	101	4325 à 4362	102
18 décembre . .	19 décembre . .	102	4363 à 4402	103
19 décembre . .	20 décembre . .	103	4403 à 4432	104
21 décembre . .	22 décembre . .	104	4433 à 4494	105
22 décembre . .	23 décembre . .	105	4495 à 4550	106
23 décembre . .	24 décembre . .	106	4551 à 4578	107

EXPLICATION DES SIGLES

ACP (pays)	Pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique.
ACTA	Association de coordination technique agricole.
ACTIM	Agence pour la coopération technique, industrielle et économique.
ACUCES	Association du centre universitaire de coopération économique et sociale.
ADEP	Agence pour le développement de l'éducation permanente.
ADI	Agence de l'information.
AFAT	Association française d'action touristique.
AFEI	Association française pour l'étiquetage d'information.
AFERNOD	Association française pour l'étude et la recherche des nodules.
AFP	Agence France-Presse.
AFPA	Association nationale pour la formation professionnelle des adultes.
AFTRP	Agence foncière et technique de la région parisienne.
AGEAM	Association pour la gérance d'écoles d'apprentissage maritime.
AGIRC	Association générale des institutions de retraites des cadres.
AMEXA	Assurance maladie, invalidité et maternité des exploitants agricoles.
AMG	Assistance médicale gratuite.
ANACT	Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail.
ANAH	Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat.
ANDA	Association nationale pour le développement agricole.
ANEFE	Association nationale des écoles françaises de l'étranger.
ANIFOM	Agence nationale pour l'indemnisation des Français d'outre-mer.
ANIL	Association nationale d'information logement.
ANPE	Agence nationale pour l'emploi.
ANRED	Agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets.
ANVAR	Agence nationale de valorisation de la recherche.
AOC	Appellation d'origine contrôlée.
AP	Autorisation de programme.
AP	Assistance publique.
APEC	Association pour l'emploi des cadres, ingénieurs et techniciens.
APL	Aide personnalisée au logement.
APTRP	Association professionnelle des transporteurs de la région parisienne.
ARIAD	Association pour la recherche et l'information sur l'aide au développement.
ARIM	Association de restauration immobilière.
ARIST	Agence régionale d'information scientifique et technique.
ARRCO	Association des régimes de retraites complémentaires.
ASA	Aide supplémentaire d'attente.
ASE	Agence spatiale européenne.
ASSEDIC	Association pour l'emploi dans l'industrie et le commerce.
ASSU	Association du sport scolaire et universitaire.
ATAC	Association technique pour l'action culturelle.
ATC	Assistants techniques du commerce.
AUDIST	Agence universitaire de documentation et d'information scientifique.
AVTS	Allocation aux vieux travailleurs salariés.
BAPSA	Budget annexe des prestations sociales agricoles.
BDPA	Bureau pour le développement de la production agricole.
BEI	Banque européenne d'investissement.
BEPA	Brevet d'études professionnelles agricoles.
BFCE	Banque française du commerce extérieur.
BIC	Bénéfices industriels et commerciaux.
BIPA	Banque d'information politique et d'actualité.
BIPE	Bureau d'information et de prévisions économiques.
BIT	Bureau international du travail.
BPA	Brevet professionnel agricole.
BRGM	Bureau de recherches géologiques et minières.
BTP	Bâtiments et travaux publics.
BUMIDOM	Bureau pour le développement des migrations intéressant les départements d'outre-mer.
BUS	Bureau universitaire de statistique.
CADIST	Centre d'acquisition et de diffusion de l'information scientifique et technique.
CAECL	Caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales.
CANCAVA	Caisse autonome nationale de compensation de l'assurance vieillesse des artisans.
CAP	Certificat d'aptitude professionnelle.
CAPA	Caisse d'amortissement pour l'acier.
CAPES	Certificat d'aptitude au professorat d'enseignement secondaire.
CAT	Centre d'aide par le travail.
CAUE	Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement.
CDF	Charbonnages de France.
CEA	Commissariat à l'énergie atomique.
CECA	Communauté européenne du charbon et de l'acier.
CEE	Communauté économique européenne.
CEFAC	Centre de formation des assistants techniques du commerce et consultants commerciaux.
CEMAGREF	Centre national du machinisme agricole, du génie rural et des eaux et forêts.
CEP	Centre d'expérimentation du Pacifique.
CEPAM	Centre d'études et de perfectionnement de l'artisanat et des métiers.
CEPII	Centre d'études prospectives et d'informations internationales.
CERBE	Centre de recherche sur le bien-être.
CERC	Centre d'étude des revenus et des coûts.
CERN	Centre européen de recherches nucléaires.

CES	Collège d'enseignement secondaire.
CET	Collège d'enseignement technique.
CETEHOR	Centre technique de l'industrie horlogerie.
CFA	Centre de formation d'apprentis.
CFCE	Centre français du commerce extérieur.
CFDT	Confédération française démocratique du travail.
CFP	Compagnie française des pétroles.
CFPC	Centre de formation des personnels communaux.
CFT	Confédération française du travail.
CGI	Code général des impôts.
CGT	Confédération générale du travail.
CHS	Comité d'hygiène et de sécurité.
CHU	Centre hospitalier et universitaire.
CIASI	Comité interministériel pour l'aménagement des structures industrielles.
CIAT	Comité interministériel pour l'aménagement du territoire.
CIDAR	Comité interministériel pour le développement et l'aménagement rural.
CIDISE	Comité interministériel pour le développement des investissements et le soutien de l'emploi.
CII	Compagnie internationale pour l'informatique.
CIPE	Comité interministériel pour la promotion de l'emploi.
CIRA	Centre interministériel de renseignements administratifs.
CIRDI	Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements.
CIRIT	Comité interprofessionnel de rénovation de l'industrie textile.
CNAC Georges-Pompidou	Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou (musée Beaubourg).
CNAJEP	Comité pour les relations nationales et internationales des associations de jeunesse et d'éducation populaire.
CNAM	Conservatoire national des arts et métiers.
CNAP	Conseil national d'accession à la propriété.
CNASEA	Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles.
CNBF	Caisse nationale des barreaux français.
CNC	Comité national de la consommation.
CNDP	Centre national de documentation pédagogique.
CNEJ	Centre national d'études judiciaires.
CNES	Centre national d'études spatiales.
CNET	Centre national d'études des télécommunications.
CNEXO	Centre national pour l'exploitation des océans.
CNIPE	Centre national d'information pour la productivité des entreprises.
CNME	Caisse nationale des marchés de l'État.
CNPF	Conseil national du patronat français.
CNR	Compagnie nationale du Rhône.
CNRS	Centre national de la recherche scientifique.
CNUCED	Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement.
CODEFI	Comités départementaux pour le financement des investissements des entreprises.
CODER	Commission de développement économique régional.
CODIS	Comité d'orientation pour les industries stratégiques.
COFACE	Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur.
COGEMA	Compagnie générale des matières nucléaires.
COMES	Commissariat à l'énergie solaire.
CORDES	Comité d'organisation des recherches appliquées sur le développement économique et social.
COS	Coefficient d'occupation du sol.
CPIE	Centre permanent d'initiation à l'environnement.
CPP	Code de procédure pénale.
CREDOC	Centre de recherche et de documentation sur la consommation (devenu Centre de recherches pour l'étude et l'observation des conditions de vie).
CREPS	Centre régional d'éducation physique et sportive et d'éducation populaire.
CROAT	Centre régional d'observation de l'activité touristique.
CROSS	Centre régional opérationnel de surveillance et de sauvetage.
CROUS	Centre régional des œuvres universitaires et scolaires.
CSTB	Centre scientifique et technique du bâtiment.
CTGREF	Centre technique du génie rural des eaux et forêts.
CTIFL	Centre technique interprofessionnel.
CUCES	Centre universitaire de coopération économique et sociale.
CUMA	Coopérative d'utilisation de matériel agricole.
DATAR	Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale.
DDAS	Direction départementale de l'action sanitaire et sociale.
DDE	Direction départementale de l'équipement.
DEPE	Délégué des entreprises pour l'emploi.
DEUG	Diplôme d'études universitaires générales.
DGA	Délégation générale pour l'armement.
DGCC	Direction générale de la concurrence et de la consommation.
DGE	Dotation globale d'équipement.
DGF	Dotation globale de fonctionnement.
DGRST	Délégation générale à la recherche scientifique et technique.
DOM	Département d'outre-mer.
DOT	Défense opérationnelle du territoire.
EDF	Électricité de France.
EID	Entente interdépartementale pour la démoustication.
ENA	École nationale d'administration.
ENIM	Établissement national des invalides de la marine.
ENM	École nationale de la magistrature.
EPAD	Établissement public pour l'aménagement de la Défense.
ERAP	Entreprise de recherche et d'activités pétrolières.
FAAS	Fonds additionnel d'action sociale.
FAC	Fonds d'aide et de coopération.
FAC	Fonds d'action conjoncturelle.
FACE	Fonds d'amortissement des charges d'électrification.
FACT	Fonds d'amélioration des conditions de travail.
FADIL	Fonds d'aide au développement de l'intérieur et des îles.
FAR	Fonds d'action rurale.
FAS	Fonds d'action sociale pour les travailleurs migrants.

FASASA ..... Fonds d'action sociale pour l'aménagement des structures agricoles.
FASO ..... Fonds d'action sociale obligatoire.
FAU ..... Fonds d'aménagement urbain.
FBCF..... Formation brute de capital fixe.
FDES..... Fonds de développement économique et social.
FEC..... Fonds d'égalisation des charges.
FECL..... Fonds d'équipement des collectivités locales.
FED..... Fonds européen de développement.
FEDER..... Fonds européen de développement régional.
FEOGA..... Fonds européen d'orientation et de garantie agricole.
FIANE ..... Fonds d'intervention et d'action pour la nature et l'environnement.
FIAT..... Fonds d'intervention pour l'aménagement du territoire.
FICA..... Fondation à l'initiative créatrice artisanale.
FIDA..... Fonds international pour le développement agricole.
FIDAR ..... Fonds interministériel de développement et d'aménagement rural.
FIDES..... Fonds d'investissement et de développement économique et social.
FIDOM..... Fonds d'investissement des départements d'outre-mer.
FIOM ..... Fonds d'intervention et d'organisation des marchés des produits de la pêche maritime et de la conchyliculture.
FIQV..... Fonds d'investissement pour la qualité de la vie.
FIRS ..... Fonds d'intervention et de régularisation du marché du sucre.
FMI..... Fonds monétaire international.
FNAC..... Fédération nationale d'achat des cadres.
FNAFU..... Fonds national d'aménagement foncier et d'urbanisme.
FNAH..... Fonds national d'amélioration de l'habitat.
FNAL..... Fonds national d'aide au logement.
FNAT..... Fonds national d'aménagement du territoire.
FNE..... Fonds national de l'emploi.
FNSEA..... Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles.
FOCOMA..... Fonds congé maternité.
FONJEP..... Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire.
FORMA ..... Fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles.
FPA..... Formation professionnelle des adultes.
FROM..... Fonds régionaux d'organisation des marchés.
FSAI..... Fonds spécial d'adaptation industrielle.
FSIR..... Fonds spécial d'investissement routier.

GANIL..... Grand accélérateur national à ions lourds.
GAPP ..... Groupe d'aide psycho-pédagogique.
GATT..... General agreement on tariffs and trade. Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce.
GDF ..... Gaz de France.
GEPI..... Groupe d'études prospectives internationales.
GERDAT..... Groupement d'études et de recherches pour le développement de l'agronomie tropicale.
GFA ..... Groupement foncier agricole.
GIE..... Groupement d'intérêt économique.
GMEM..... Groupe maritime d'économie mixte.

HLM..... Habitations à loyer modéré.

IATA..... Association internationale des transports aériens.
IAURP..... Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région parisienne.
IDHEC..... Institut des hautes études cinématographiques.
IDI ..... Institut de développement industriel.
IDIA..... Institut de développement des industries agro-alimentaires.
IFAC..... Inspection fusionnée d'assiette et de contrôle.
ILM..... Immeuble à loyer moyen.
ILN..... Immeuble à loyer normal.
INA..... Institut national de l'audio-visuel.
INC..... Institut national de la consommation.
INED..... Institut national d'études démographiques.
INPI..... Institut national de la propriété industrielle.
INPNPP ou IN2P3..... Institut national de physique nucléaire et de physique des particules.
INRA..... Institut national de la recherche agronomique.
INRP..... Institut national de la recherche pédagogique.
INRS..... Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles.
INSA..... Institut national des sciences appliquées.
INSEE..... Institut national de la statistique et des études économiques.
INSERM..... Institut national de la santé et de la recherche médicale.
IPES ..... Institut de préparation aux enseignements du second degré.
IRA..... Instituts régionaux d'administration.
IRAP..... Instituts régionaux d'administration publique.
IRCAM..... Institut de recherche et de coordination acoustique-musique.
IRCANTEC .... Institution de retraite complémentaire des agents non titulaires de l'État et des collectivités publiques.
IRIA..... Institut de recherche d'informatique et d'automatique.
IRPP..... Impôt sur le revenu des personnes physiques.
IRSID..... Institut de recherche de la sidérurgie.
ISM..... Indemnité spéciale de montagne.
ISTPM..... Institut scientifique et technique des pêches maritimes.
IUT..... Institut universitaire de technologie.
IVD..... Indemnité viagère de départ.

JET..... Joint european Tours.
JO..... Journal officiel.

LCR..... Lettre de change-relevé.

MIACA..... Mission interministérielle pour l'aménagement de la côte d'Aquitaine.
MIDEM ..... Marché international du disque et de l'édition musicale.
MIDIST..... Mission interministérielle de l'information scientifique et technique.
OCDE..... Organisation de coopération et de développement économiques.
OCORA ..... Office de coopération radiophonique.
OECE..... Organisation européenne de coopération économique.
OGAP..... Opération groupée d'aménagement foncier.
OIT..... Organisation internationale du travail.
OLP..... Organisation de la libération de la Palestine.

OMCI ..... Organisation maritime consultative intergouvernementale.
OMS ..... Organisation mondiale de la santé.
ONERA ..... Office national d'études et de recherches aérospatiales.
ONI ..... Office national d'immigration.
ONIBEV ..... Office national interprofessionnel du bétail et des viandes.
ONIC ..... Office national interprofessionnel des céréales.
ONISEP ..... Office national d'information sur les enseignements et les professions.
ONIVIT ..... Office national interprofessionnel des vins de table.
ONSER ..... Organisation nationale pour la sécurité routière.
ONU ..... Organisation des Nations Unies.
ONUDI ..... Organisation des Nations Unies pour le développement industriel.
OPEP ..... Organisation des pays exportateurs de pétrole.
OPH ..... Opération programmée d'amélioration de l'habitat.
OPPBTP ..... Organisation professionnelle de prévention du bâtiment et des travaux publics.
OREAM ..... Organisme d'études d'aménagement des aires métropolitaines.
OREAV ..... Organismes d'études d'aménagement des vallées.
ORGANIC ..... Organisation autonome nationale d'assurance vieillesse de l'industrie et du commerce.
ORSTOM ..... Office de la recherche scientifique et technique d'outre-mer.
ORTF ..... Office de radiodiffusion et télévision française.
OTAN ..... Organisation du traité de l'Atlantique-Nord.
OTASE ..... Organisation du traité de l'Asie du Sud-Est.
OUA ..... Organisation de l'unité africaine.

PACT ..... Propagande et action contre le taudis.
PADOG ..... Plan d'aménagement et d'organisation générale de la région parisienne.
PALULOS ..... Prime à l'amélioration des logements à usage locatif et à occupation sociale.
PAP ..... Prêt d'accession à la propriété.
PAP ..... Programme d'action prioritaire.
PAPIR ..... Programme d'action prioritaire d'initiative régionale.
PEGC ..... Professeur d'enseignement général de collège.
PIB ..... Production intérieure brute ou produit intérieur brut.
PLA ..... Prêt locatif aidé.
PLD ..... Plafond légal de densité.
PLR ..... Programmes à loyer réduit.
PMA ..... Pays les moins avancés.
PME ..... Petites et moyennes entreprises.
PMI ..... Protection maternelle et infantile.
PMI ..... Petites et moyennes industries.
PMU ..... Pari mutuel urbain.
PNB ..... Produit national brut.
PNUB ..... Programme des Nations Unies pour le développement.
POA ..... Prime d'orientation agricole.
POS ..... Plan d'occupation des sols.
PRDE ..... Plan régional de développement économique et social et d'aménagement du territoire.
PSI ..... Prêt spécial immobilier.
PSR ..... Programmes sociaux de logement.
PTT ..... Postes et télécommunications.

RATP ..... Régie autonome des transports parisiens.
RBE ..... Résultat brut d'exploitation.
RCB ..... Rationalisation des choix budgétaires.
RDA ..... République démocratique allemande.
RER ..... Réseau express régional.
RFA ..... République fédérale d'Allemagne.
RIVP ..... Régie immobilière de la Ville de Paris.
RTLN ..... Réunion des théâtres lyriques nationaux.

SAFER ..... Sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural.
SAIF ..... Sociétés agricoles d'investissement foncier.
SALT (accords) .. Stragegic arms limitation treaty.
SCIC ..... Société immobilière de la Caisse des dépôts.
SCPI ..... Société civile de placement immobilier.
SDAU ..... Schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme.
SDECE ..... Service de documentation extérieure et de contre-espionnage.
SDR ..... Société de développement régional.
SEATER ..... Service d'étude et d'aménagement touristique de l'espace rural.
SEATM ..... Service d'étude et d'aménagement touristique de la montagne.
SEFRANE ..... Service pour l'emploi des Français à l'étranger.
SEITA ..... Société nationale d'exploitation industrielle des tabacs et des allumettes.
SFP ..... Société française de production et création audiovisuelles.
SFT ..... Société française de télédistribution.
SIBEV ..... Société interprofessionnelle du bétail et des viandes.
SICA ..... Société d'intérêt collectif agricole.
SICAV ..... Société d'investissement à capital variable.
SICOMI ..... Société immobilière pour le commerce et l'industrie.
SIDO ..... Société interprofessionnelle des oléagineux.
SIECA ..... Service d'information, d'études et de cinématographie des armées.
SIRPA ..... Service d'information et de relations publiques des armées.
SIVOM ..... Syndicat intercommunal à vocation multiple.
SMAG ..... Salaire minimum agricole garanti.
SMIC ..... Salaire minimum de croissance.
SMIG ..... Salaire minimum interprofessionnel garanti.
SNCF ..... Société nationale des chemins de fer français.
SNECMA ..... Société nationale d'étude et de construction de moteurs d'aviation.
SNEP ..... Société nationale des entreprises de presse.
SNI ..... Syndicat national des instituteurs.
SNIAS ..... Société nationale industrielle aérospatiale.
SNLE ..... Sous-marin nucléaire lanceur d'engins.
SNPA ..... Société nationale des pétroles d'Aquitaine.
SOFIRAD ..... Société financière de radiodiffusion.
SOFRATEV .... Société française d'études et de réalisations d'équipements de radiodiffusion et de télévision.
SONACOTRA .. Société nationale de construction de logements pour les travailleurs.
SS ..... Sécurité sociale.
STO ..... Service du travail obligatoire.

TDF ..... Télédiffusion de France.
TGV ..... Train à grande vitesse.
TLE ..... Taxe locale d'équipement.
TOM ..... Territoires d'outre-mer.

TPG..... Trésoriers-payeurs généraux.
TPS..... Taxe sur les prestations de services.
TVA..... Taxe sur la valeur ajoutée.

UEO..... Union de l'Europe occidentale.
UER..... Unité d'enseignement et de recherche.
UEREPS..... UER d'éducation physique et sportive.
UFAC..... Union française des associations de combattants et de victimes de guerre.
UGAP..... Union des groupements d'achats publics.
UGB..... Unité de gros bétail.
UGC..... Union générale cinématographique.
UNAF..... Union nationale des associations familiales.
UNEDIC..... Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce.
UNESCO..... Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.
UNIL..... Union nationale interprofessionnelle du logement.
UNSS..... Union nationale du sport scolaire.
URSSAF..... Union de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales.
UTN..... Unités touristiques nouvelles.

VRP..... Voyageurs, représentants, placiers.
VRTS..... Versement représentatif de la taxe sur les salaires.

ZAC..... Zone d'aménagement concerté.
ZAD..... Zone d'aménagement différé.
ZIF..... Zone d'intervention foncière.
ZUP..... Zone à urbaniser en priorité.

SÉNAT

TABLE DES MATIÈRES

SESSIONS DE 1981

A

A 300 (avion)

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Transports.

A 310 (avion)

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Transports.

A 320 (avion)

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Transports.

ABANDON DE NAVIRES

Voir AMNISTIE, 1 : CMP.

ABATTOIRS

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Agriculture.

ABG - SEMCA (entreprise).

Voir QUESTION ORALE, n° **106**.

ABRIS ANTI-ATOMIQUE

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Secrétariat général de la défense nationale ; Intérieur et décentralisation.

ACCÉLÉRATEUR EUROPÉEN DE PARTICULES SYNCHROTRON (ESRF)

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Recherche et technologie.

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Justice.
PEINE DE MORT, 1, DG.
TRAITÉS ET CONVENTIONS, 2, DG.

ACCIDENTS DU TRAVAIL ET MALADIES PROFESSIONNELLES

1. — **Proposition de loi relative à l'organisation de la sécurité sociale dans les mines,** présentée par M. Hector Viron, sénateur et plusieurs de ses collègues [20 octobre 1981] [n° **27**, (1981-1982)]. — Renvoi à la Commission des affaires sociales.

ACCIDENTS DU TRAVAIL

Voir QUESTIONS ORALES, n^os **25, 33.**
TRAITÉS ET CONVENTIONS, **14**, DG.

ACCIDENTS (noyades)

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **9.**

ACCISE

Voir QUESTION ORALE, n° **116** (J.O. du 3 avril 1981).
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **491.**

ACCORDS

Voir TRAITÉS ET CONVENTIONS.

(Accords d'Évian.)

Voir QUESTION ORALE, n° **135.**

(Accords multifibres.)

Voir LOI DE FINANCES, **1**, : Industrie ; Commerce extérieur.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **21.**

ACIER

Voir QUESTION ORALE, n° **149.**

(Aciers spéciaux.)

Voir LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **2**, DG.

ACTIONS

Voir LOI DE FINANCES, **1** : art. 68 ; art. 75.
SOCIÉTÉS COMMERCIALES, **1.**
VALEURS MOBILIÈRES.

ACTION SANITAIRE ET SOCIALE

Voir QUESTIONS ORALES, n^os **23, 116.**
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n^os **490, 83.**

ADDUCTIONS D'EAU

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Agriculture.

ADJUDICATIONS

Voir QUESTION ORALE, n° **112** (J.O. du 3 avril 1981).

ADMINISTRATEURS CIVILS

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Services du Premier ministre. — I. — Services généraux.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **80.**

ADMINISTRATEURS DES ASSEMBLÉES PARLEMENTAIRES

Voir FONCTIONNAIRES PARLEMENTAIRES.

ADMINISTRATION (organisation.)

Voir COLLECTIVITÉS LOCALES, **2.**
LOI DE FINANCES, **1** : art. 28.
QUESTIONS ORALES, n^os **88, 119, 125.**
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n^os 500, 23.

(Personnels.)

Voir FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, **7**, DG.

(Relations avec le public)

Voir QUESTIONS ORALES, n° **93** (J.O. du 12 février 1981), **71.**
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **494.**

ADMINISTRATION PÉNITENCIAIRE

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Justice.
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **1**, DG.
PEINE DE MORT, **1**, DG.

ADMINISTRATIONS FINANCIÈRES

Voir QUESTIONS ORALES, n^os **111** (J.O. du 26 mars 1981), **50, 51, 52.**

AÉRONAUTIQUE (industrie)

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Transports ; Recherche et technologie.
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **3**, DG.
QUESTION ORALE.
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n^os **50, 60, 81.**

AÉRONAUTIQUE NAVALE

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Défense.

AÉROPORTS

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Transports.

AFGHANISTAN

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, 1.

LOI DE FINANCES, 1 : Relations extérieures. – I. – Services diplomatiques et généraux. – II. – Coopération.

AFRIQUE

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, 1.

LOI DE FINANCES, 1 : Relations extérieures. – I. – Services diplomatiques et généraux. – II. – Coopération ; Solidarité nationale, Santé.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 3 : art. 17.

QUESTION ORALE, n° 143.

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, nos 479, 490.

(Afrique du Sud.)

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Relations extérieures. – I. – Services diplomatiques et généraux. – II. – Coopération ; Commerce extérieur.

QUESTION ORALE, n° 143.

AGACHE - WILLOT (groupe)

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 21.

AGENCE DE L'AIR

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Environnement.

AGENCE DE L'INFORMATIQUE (ADI)

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Recherche et technologie.

AGENCE FRANCE-PRESSE

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Services du Premier ministre. – I. – Services généraux : Information.

AGENCE NATIONALE DE VALORISATION DE LA RECHERCHE (ANVAR)

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Recherche et technologie ; Mer.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, DG.

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 1.

AGENCE NATIONALE D'INDEMNISATION DES FRANÇAIS D'OUTRE-MER (ANIFOM)

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Budget.

AGENCE NATIONALE POUR L'AMÉLIORATION DE L'HABITAT (ANAH)

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Urbanisme et logement.

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 25.

AGENCE NATIONALE POUR L'AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL (ANACT)

Voir NATIONALISATIONS, 1, DG.

AGENCE NATIONALE POUR LA RÉCUPÉRATION DES DÉCHETS (ANRED)

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Environnement.

AGENCE NATIONALE POUR L'EMPLOI (ANPE)

1. – **Proposition de loi relative à l'intégration dans le statut général des fonctionnaires des catégories de personnel contractuel de l'Agence nationale pour l'emploi,** présentée par M. Jacques Eberhard, sénateur et plusieurs de ses collègues (rattachée pour ordre au procès verbal de la séance du 20 décembre 1980. – 2 avril 1981) [n° 232 (1980-1981)]. – Renvoi à la commission des lois.

(Agence nationale pour l'emploi [ANPE].)

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Services du Premier ministre. – I. – Services généraux ; Travail.

POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE, 1, DG.

AGENCE POUR LA COOPÉRATION TECHNIQUE, INDUSTRIELLE ET ÉCONOMIQUE (ACTIM)

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Commerce extérieur ; Services économiques et financiers.

AGENCE POUR LES ÉCONOMIES D'ÉNERGIE

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Industrie.

AGENCES DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

Voir COLLECTIVITÉS LOCALE, 2, DG.

AGENCES DE TRAVAIL TEMPORAIRE

Voir QUESTION ORALE, n° 38.

AGENCES DE VOYAGE

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 15.

AGENCES RÉGIONALES DE L'ÉNERGIE

Voir DÉCLARATION DU GOUVERNEMENT, 3.

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 25.

AGENCES TECHNIQUES DÉPARTEMENTALES

Voir COLLECTIVITÉS LOCALES, 2, DG.

AGENTS COMMUNAUX

1. – **Proposition de loi tendant à étendre au personnel porteur du service municipal des pompes funèbres de Paris le bénéfice des dispositions de la loi n° 50-328 du 17 mars 1950 accordant aux agents des réseaux souterrains des égouts des avantages spéciaux pour l'ouverture du droit à pension,** présentée par M. Serge Boucheny, sénateur et plusieurs de ses collègues (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 20 décembre 1980. – 2 avril 1981) [n° 230 (1980-1981)]. – Renvoi à la Commission des affaires sociales.

(Agents communaux)

Voir FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, 7, DG.

FONCTION PUBLIQUE DES COLLECTIVITÉS LOCALES.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 3, art. 23.

AGENTS IMMOBILIERS

Voir LOI DE FINANCES, 1, art. 17.

AGRÉÉS EN ARCHITECTURE

Voir QUESTION ORALE, n° 18.

AGRICULTEURS (jeunes)

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Plan et aménagement du territoire ; Agriculture.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, DG.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 4, DG.

QUESTION ORALE, n° 112.

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 71.

AGRICULTURE

1. – **Proposition de loi tendant à instituer une incitation fiscale en faveur de l'investissement productif des entreprises agricoles,** présentée

par M. Rémy Herment, sénateur et plusieurs de ses collègues (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 20 décembre 1980. – 2 avril 1981) [n° **214** (1980-1981)]. – Renvoi à la Commission des finances.

2. – **Proposition de loi cadre sur l'agriculture de la façade méditerranéenne et de son arrière-pays,** présentée par M. Maurice Janetti, sénateur et plusieurs de ses collègues (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 20 décembre 1980. – 2 avril 1981) [n° **237** (1980-1981)]. – Renvoi à la Commission des affaires économiques et du plan.

3. – **Proposition de loi d'orientation de l'agriculture biologique,** présentée par M. Pierre Lacour, sénateur et plusieurs de ses collègues [7 avril 1981] [n° **274** (1980-1981)]. – Renvoi à la Commission des affaires économiques.

(Agriculture)

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, **1.**

LOI DE FINANCES, **1**: Agriculture: art. 31.LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **1,** DG.

PLAN, **1,** DG.

QUESTIONS ORALES, n° **31, 127.**

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **3.**

(Agriculture méditerranéenne.)

Voir LOI DE FINANCES, **1**: Relations extérieures. – I. – Services diplomatiques et généraux. – II. – Coopération; Agriculture.

(Aide à l'agriculture.)

Voir LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **4,** DG.

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **71.**

(Fiscalité de l'agriculture.)

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **71.**

AGRICULTURE (ministère de l').

Voir QUESTION ORALE, n° **125.**

AIDE A L'AMÉLIORATION DE L'HABITAT

Voir LOI DE FINANCES, **1**: Urbanisme et logement.

AIDE A L'INNOVATION

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, **2.**

AIDE AU DÉVELOPPEMENT

Voir LOI DE FINANCES, **1**: Relations extérieures. – I. – Services diplomatiques et généraux. – II. – Coopération.

AIDE AU LOGEMENT

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, **1, 2.**

LOI DE FINANCES, **1**: Urbanisme et logement.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **1,** DG.

AIDE AU RETOUR (travailleurs immigrés.)

Voir ÉTRANGERS, **1,** DG.

LOI DE FINANCES, **1**: Solidarité nationale, santé; Travail.

AIDE AUX TROUPEAUX ALLAITANTS

Voir LOI DE FINANCES, **1**: Agriculture.

AIDE JUDICIAIRE

Voir LOI DE FINANCES, **1**: Justice.

AIDE MÉDICALE

Voir LOI DE FINANCES, **1**: Solidarité nationale, santé.

QUESTION ORALE, n° **30.**

AIDE MÉNAGÈRE

Voir LOI DE FINANCES, **1**: Anciens Combattants; Prestations sociales agricoles; Solidarité nationale, santé; Charges communes.

QUESTION ORALE, n° **140.**

AIDE PERSONNALISÉE AU LOGEMENT (APL)

Voir BAUX, **1,** DG.

LOI DE FINANCES, **1**: Urbanisme et logement.

QUESTIONS ORALES, n^{os} **14, 24.**

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **4.**

AIDE PERSONNALISÉE AU VOYAGE

Voir LOI DE FINANCES, **1**: Transports.

AIDES AU DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, **2.**

PLAN, **1.**

AIDES ET PRÊTS

Voir LOI DE FINANCES, **1**: art. 27; art. 66.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **2.**

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **3,** art 2 et 3.

PLAN, **1.**

AIDE SOCIALE

Voir COLLECTIVITÉS LOCALES, **2,** DG.

LOI DE FINANCES, **1**: Solidarité nationale, santé.

QUESTION ORALE, n° **138.**

(Aide sociale [enseignement].)

Voir LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **1,** DG.

AIDE SPÉCIALE COMPENSATRICE

Voir LOI DE FINANCES, **1**: Commerce et artisanat.

AIRBUS (avion) Voir LOI DE FINANCES, 1: Transports; Commerce extérieur.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **3,** DG.

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **60.**

AIR FRANCE

Voir LOI DE FINANCES, **1**: Transports; Charges communes.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **3,** DG.

AIR INTER

Voir LOI DE FINANCES, **1**: Transports.

ALCOOLISME

Voir LOI DE FINANCES, **1**: Solidarité nationale, santé.

ALCOOLS

1. – **Proposition de loi tendant à modifier le régime de taxation des alcools,** présentée par M. Louis Minetti, sénateur et plusieurs de ses collègues (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 20 décembre 1980. – 2 avril 1981) [n° **219** (1980-1981)]. – Renvoi à la Commission des finances.

(Droits sur les alcools.)

Voir LOI DE FINANCES, **1**: art. 25 *ter.*

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **38.**

ALGÉRIE

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Relations extérieures. – I. – Services diplomatiques et généraux. – II. – Coopération ; Solidarité nationale, santé.

QUESTIONS ORALES, nos 119 (J.O. du 3 avril 1981), 135, 139.

ALGUES MARINES

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Mer.

ALIMENTS DU BÉTAIL

Voir QUESTION ORALE, n° 11.

ALLÉGEMENTS FISCAUX

Voir LOI DE FINANCES, 1 : art. 27.

ALLEMAGNE

Voir RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE D'ALLEMAGNE (RDA).

RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE (RFA)

ALLIANCE ATLANTIQUE

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, 1.

LOI DE FINANCES, 1 : Relations extérieures. – I. – Services diplomatiques et généraux. – II. – Coopération.

QUESTION ORALE, n° 130.

ALLIANCE FRANÇAISE

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Relations extérieures. – I. – Services diplomatiques et généraux. – II. – Coopération.

ALLOCATION AUX HANDICAPÉS MAJEURS

Voir QUESTION ORALE, n° 33.

SÉCURITÉ SOCIALE, 2, DG.

ALLOCATION LOGEMENT

Voir BAUX, 1, DG.

DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, 2.

LOI DE FINANCES, 1 : Urbanisme et logement ; Prestations sociales agricoles ; Solidarité nationale, santé.

QUESTION ORALE, n° 166.

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 4.

ALLOCATIONS FAMILIALES

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Départements et territoires d'outre-mer ; Solidarité nationale, santé.

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 77.

SÉCURITÉ SOCIALE, 2, DG.

ALLOCUTIONS

1. – **Hommage à des personnalités officielles portugaises,** [22 septembre 1981] (p. 1565) : M. Maurice Schumann, vice-président du Sénat, président de séance.

2. – **Hommage à une délégation parlementaire autrichienne,** [1er octobre 1981] (p. 1799) : M. Etienne Dailly, vice-président du Sénat, président de séance.

3. – **Hommage à une délégation du Parlement du Royaume Uni de Grande-Bretagne,** [6 octobre 1981] (p. 1860) : M. Alain Poher, président du Sénat.

4. – **Attentat contre le président Sadate,** [6 octobre 1981] (p. 1873) ; **décès du président Sadate** (p. 1877) : M. Robert Laucournet, vice-président du Sénat, président de séance.

5. – **Hommage à une délégation de membres du Conseil national et du Conseil fédéral autrichien,** présidé par M. Anton Benya président du Conseil national, [20 octobre 1981] (p. 2051) : M. Robert Laucournet, vice-président du Sénat, président de séance.

6. – **Hommage à une délégation de la Grande Assemblée nationale de Roumanie** et à M. Marin Radoë, président du groupe parlementaire roumain pour la sécurité et la coopération en Europe, [8 décembre 1981] (p. 3855) : M. Alain Poher, président du Sénat.

7. – **Événements de Pologne** : manifestation de soutien et suspension éventuelle des travaux du Sénat [14 décembre 1981] (p. 4209, 4210) : MM Alain Poher, président du Sénat, Adolphe Chauvin, James Marson, Jean Chérioux, François Collet, André Cellard, secrétaire d'État à l'agriculture.

8. – **Hommage à une délégation de la Knesset** conduite par M. Menahem Savidor, président de la Knesset, [16 décembre 1981] (p. 4288) : M. Robert Laucournet, vice-président du Sénat, président de séance.

9. – **Événements de Pologne** : participation du Sénat à l'émotion du peuple français et suspension de séance, [21 décembre 1981] (p. 4439) : M. Maurice Schumann, vice-président du Sénat, président de séance.

10. – **Événements de Pologne :** manifestation de solidarité, à l'Opéra de Paris, d'artistes français avec le peuple polonais. Soutien au peuple polonais [22 décembre 1981] (p. 4518, 4519) : MM. Michel Rocard, ministre du Plan et de l'aménagement du territoire ; André Méric, Michel Chauty, président de la Commission des affaires économiques ; Marcel Lucotte.

11. – **De M. Alain Poher, président du Sénat** (clôture de la session extraordinaire des 21-23 décembre 1981 qui a suivi la première session ordinaire de 1981-1982) [23 décembre 1981] (p. 4562, 4565) [n° 164]

– *M. le président du Sénat* (p. 4562) ; fonctionnement des institutions de la Ve République et démocratie. Rappelle le décès de huit sénateurs. Climat passionnel et tension de la session de 1981. Rôle du Sénat : amélioration de la loi par la réflexion et le dialogue ; vote de plusieurs questions préalables ; contribution positive aux projets importants transformant la législation ; vote de 44 textes législatifs. Précipitation des débats et conditions de travail des parlementaires. Chambre de réflexion et confrontation des idées. Tolérance et dialogue avec le Gouvernement. (p. 4563) : refus d'une chambre d'opposition ou d'une chambre d'enregistrement. Acceptation de l'abrogation de la peine de mort, de textes sur les immigrés et de l'abrogation de la loi anti-casseurs. Transformation d'un projet et témoignage des conceptions du Sénat. Droits et libertés des communes : acceptation du principe ; dépôt d'amendements et recherche d'un ensemble cohérent. Nationalisations : rejet du projet et saisine du Conseil constitutionnel. Entretien de M. le Président de la République et du bureau du Sénat ; étude de l'inscription à l'ordre du jour de séances de questions d'actualité ; caractère d'urgence de nombreux projets de loi et limitation de ce recours ; amélioration des conditions d'examen de la loi de finances et possibilité de vote de cette loi en deux temps. Accession au Conseil de Gouvernement de quatre anciens sénateurs. (p. 4564) : présentation de vœux à M. le Premier ministre, aux membres du Gouvernement, aux fonctionnaires et agents du Sénat, à la presse parlementaire. Presse écrite et audio-visuelle et place du débat parlementaire. Trêve de Noël et référence aux événements de Pologne.

– *M. André Labarrère, ministre chargé des relations avec le Parlement* (p. 4564) : bilan positif de la session ordinaire d'automne. Importance du programme de travail du Parlement. Discussion de deux propositions de loi. Décentralisation. Contribution du Sénat aux projets de loi. Recours à la procédure d'urgence. Organisation du travail législatif. (p. 4565) : effort des parlementaires et des services du Sénat. Nombre des amendements présentés. Rythme des travaux. Concertation avec les commissions. Convocation du Parlement le mardi 12 janvier 1982 ; examen en seconde lecture du projet de loi relatif à la décentralisation ; examen d'un projet de loi sur la Corse. Entretien du bureau du Sénat avec M. le Président de la République ; déclarations d'urgence ; introduction au Sénat de séances reservées aux questions d'actualité ; amélioration des conditions d'examen de la loi de finances. Remerciements aux sénateurs, au personnel du Sénat, à M. le président Poher, aux présidents

assistant à la conférence des présidents. Expression des vœux de M. le Premier ministre.

ALSACE

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Transports ; Industrie ; Plan et aménagement du territoire ; Culture.

ALSACE LORRAINE

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 17.

(Alsace Lorraine : « malgré nous ».

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Anciens Combattants.

AMBASSADES (bâtiments)

Voir LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, DG.
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 3, DG.

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

1. — **Proposition de loi tendant à permettre d'accélérer l'installation d'entreprises industrielles et la création de nouveaux emplois en région d'Ile-de-France,** présentée par Mme Brigitte Gros, sénateur (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 7 avril 1981. — 2 juillet 1981) [n° 278 (1980-1981)]. — Renvoi à la commission des affaires économiques.

(Aménagement du territoire)

Voir COLLECTIVITÉS LOCALES, 2, DG.
LOI DE FINANCES, 1 : Plan et aménagement du territoire ; Agriculture.
LOI DE FINANCES, RECTIFICATIVE, 1, DG.
PLAN, 1, DG.
QUESTIONS ORALES, nos 91 (J.O. du 29 janvier 1981) 10.
QUESTIONS ORDRES AVEC DÉBAT, nos 480, 25, 71.

AMÉNAGEMENT RURAL

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Plan et aménagement du territoire ; Urbanisme et logement ; Agriculture.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 480.

AMENDES

Voir AMNISTIE, 1, DG.

AMÉRIQUE CENTRALE

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Relations extérieures. 2V — I. — Services diplomatiques et généraux. — II. — Coopération.

AMÉRIQUE LATINE

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, 1.
LOI DE FINANCES, 1 : Relations extérieures. — I. — Service diplomatiques et généraux. — II. — Coopération.

AMEUBLEMENT (industrie)

Voir MEUBLE (INDUSTRIE).

AMNESTY INTERNATIONAL

Voir PEINE DE MORT, 1, DG.

AMNISTIE

1. — **Projet de loi portant amnistie,** présenté au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Robert Badinter, ministre de la justice [8 juillet 1981] [n° 304 (1980-1981)]. — Renvoi à la Commission des lois. — Rapport de M. Marcel Rudloff [16 juillet 1981] [n° 309 (1980-1981)]. — Urgence [21 juillet 1981] (p. 942). — Discussion [21 juillet 1981] (p. 940, 985). — [22 juillet 1981] (p. 1002, 1015). — Adoption [22 juillet 1981] (n° 84).

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (PREMIÈRE LECTURE) [22 juillet 1981] (n° 226). — Renvoi à la Commission des lois. — Pour avis à la commission de la défense nationale. — Rapport de M. Jean-Pierre Michel [24 juillet 1981] (n° 239). — Annexe a ce rapport : observation présentée par M. Jean-Pierre Le Coadic au nom de la commission de la défense nationale. — Discussion [29 juillet 1981]. — Adoption [29 juillet 1981] (n° 19).

TRANSMISSION AU SÉNAT (DEUXIÈME LECTURE) [30 juillet 1981] [n° 339 (1980-1981)]. — Renvoi à la Commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLÉE NATIONALE) ; rapport de M. Jean-Pierre Michel. [31 juillet 1981] (n° 302). — Discussion [31 juillet 1981]. — Adoption [31 juillet 1981] (n° 23).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SÉNAT) ; rapport de M. Marcel Rudloff [31 juillet 1981] [n° 343 (1980-1981)]. — Discussion [31 juillet 1981] (p. 1291, 1305). — Adoption [31 juillet 1981] [n° 96 (1980-1981)].

PROMULGATION : loi n° 81736 du 4 août 1981 (J.O. Lois et décrets du 5 août 1981).

Discussion (première lecture)

[21 juillet 1981](p. 940, 985), [22 juillet 1981] (p. 1002, 1015).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 940, 952) :

— MM. Robert Badinter, ministre de la justice ; Marcel Rudloff, rapporteur de la Commission des lois ; Félix Ciccolini, François Collet, Jacques Larché, Charles Lederman, Jean-Marie Girault.

AMENDES : Badinter (Robert) (p. 942) ; Rudloff (Marcel) (p. 944).

AMNISTIE : Badinter (Robert) (p. 940, 941, 942) ; Rudloff (Marcel) (p. 942, 943, 944, 945) ; Ciccolini (Félix) (p. 945, 946) ; Collet (François) (p. 946) ; Larché (Jacques) (p. 946, 947) ; Lederman (Charles) (p. 947, 948, 949) ; Girault (Jean-Marie) (p. 951) ;

AMOCO CADIZ (pétrolier) : Girault (Jean-Marie) (p. 951).

AVORTEMENT : Badinter (Robert) (p. 941).

BANQUEROUTES : Rudloff (Marcel) (p. 944).

CONTRAVENTIONS DE POLICE (CIRCULATION) : Collet (François) (p. 946).

COUR DE SÛRETÉ DE L'ÉTAT : Badinter (Robert) (p. 940) ; Lederman (Charles) (p. 948).

CRIMES ET DÉLITS : Badinter (Robert) (p. 940, 941, 942).

DÉLINQUANCE : Badinter (Robert) (p. 942) ; Ciccolini (Félix) (p. 945) ; Larché (Jacques) (p. 948).

DÉSERTION : Badinter (Robert) (p. 941).

DÉTENTION PRÉVENTIVE : Ciccolini (Félix) (p. 945) ; Collet (François) (p. 946) ; Larché (Jacques) (p. 946) ; Lederman (Charles) (p. 948).

DÉTENUS : Badinter (Robert) (p. 941) ; Ciccolini (Félix) (p. 945) ; Collet (François) (p. 946) ; Larché (Jacques) (p. 946) ; Lederman (Charles) (p. 948).

DROGUE : Girault (Jean-Marie) (p. 951).

DROIT PÉNAL : Rudloff (Marcel) (p. 943).

ÉTRANGERS : Badinter (Robert) (p. 941) ; Rudloff (Marcel) (p. 943).

ÉTUDIANTS : Lederman (Charles) (p. 949).

GRÂCE (droit de) : Badinter (Robert) (p. 941) ; Rudloff (Marcel) (p. 943) ; Lederman (Charles) (p. 948).

HERSANT (groupe de presse) : Lederman (Charles) (p. 950).

INFRACTIONS ÉCONOMIQUES : Badinter (Robert) (p. 942) ; Rudloff (Marcel) (p. 944).

INFRACTIONS POLITIQUES : Badinter (Robert) (p. 941) ; Ciccolini (Félix) (p. 945) ; Collet (François) (p. 946).

INSOUMISSIONS : Badinter (Robert) (p. 941).

PEINES : Badinter (Robert) (p. 940, 941, 942) ; Ciccolini (Félix) (p. 946) ; Girault (Jean-Marie) (p. 951).

PEINES DE SUBSTITUTION : Badinter (Robert) (p. 940).

PERMIS DE CONDUIRE (suspensions) : Badinter (Robert) (p. 941) ; Rudloff (Marcel) (p. 944).

POLLUTION : Ciccolini (Félix) (p. 945) ; Lederman (Charles) (p. 950) ; Girault (Jean-Marie) (p. 951).

PRESSE : Badinter (Robert) (p. 941) ; Lederman (Charles) (p. 950).

PRISONS : Badinter (Robert) (p. 941) ; Rudloff (Marcel) (p. 943) ; Ciccolini (Félix) (p. 945) ; Collet (François) (p. 946) ; Lederman (Charles) (p. 948) ; Larché (Jacques) (p. 948).

PROBATION : Rudloff (Marcel) (p. 943) ; Lederman (Charles) (p. 948).

RACISME : Ciccolini (Félix) (p. 945).

RADIODIFFUSION TÉLÉVISION (monopole) : Badinter (Robert) (p. 940, 941).

RAPATRIÉS : Badinter (Robert) (p. 941).

RÉGIONALISATION : Badinter (Robert) (p. 940) ; Ciccolini (Félix) (p. 945).

SANCTIONS DISCIPLINAIRES ET PROFESSIONNELLES : Badinter (Robert) (p. 941) ; Rudloff (Marcel) (p. 943) ; Lederman (Charles) (p. 948, 949),

SYNDICATS : Lederman (Charles) (p. 949).

VICTIMES (droits des) : Badinter (Robert) (p. 942) ; Rudloff (Marcel) (p. 943).

II. – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 953, 985, 1002, 1015) : *MM. Francis Palmero, Guy Petit, Marcel Rudloff, rapporteur ; Robert Badinter, ministre ; Charles Lederman, Pierre Vallon, Jean Colin, François Collet, Jacques Habert, Henri Caillavet, Michel Dreyfus-Schmidt, Jacques Larché, Félix Ciccolini, Paul Pillet, Raymond Bourgine, Jean Mercier, Lionel de Tinguy, Roger Poudonson, Louis de La Forest, Marc Bécam, Jacques Thyraud, Jean-Marie Girault, Adolphe Chauvin, Philippe de Bourgoing, Louis Virapoullé, Paul Girod.*

Article 1er *(Amnistie de droit des contraventions de police).* – Adopté (p. 952).

Article 2 *(Amnistie de droit de certaines infractions : délits pour lesquels seule une peine d'amende est encourue, délits commis à l'occasion de certaines actions individuelles ou conflits collectifs, infractions commises en relation avec les élections ou des incidents d'ordre politique ou social, infractions constitutives d'atteintes à la sûreté de l'État, délits de presse liés à la réglementation de la radio-télévision, interruption illégale de grossesse, délits en matière de police des étrangers, délits commis en relation avec la défense des droits et intérêts des Français rapatriés d'outre-mer)* (p. 952)

Adoptés : amendement n° 15 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : suppression de l'exclusion relative aux délits de fraude et de corruption électorale (p. 955). – Amendement n° 5 de M. Félix Ciccolini : report au chapitre V de l'exclusion des délits d'apologie des crimes de guerre et des crimes et délits de collaboration avec l'ennemi (p. 956). – Amendement n° 16 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : extension du champ d'application aux atteintes au monopole de la radiodiffusion (p. 956). – Amendement n° 6 de M. Félix Ciccolini : exclusion du bénéfice de l'amnistie des délits en matière de police des étrangers (p. 958).

Rejetés : amendement n° 40 de M. Guy Petit : suppression de cet article, énumérant les délits et infractions amnistiés (p. 954). – Amendement n° 68 de M. Charles Lederman : extension de l'amnistie aux activités syndicales et revendicatives (p. 955). – Amendement n° 38 de M. Jean Colin : extension aux infractions commises à l'occasion des élections législatives des 14 et 21 juin 1981 (p. 956). – Amendement n° 67 de Mme Cécile Goldet : extension de l'amnistie aux délits relatifs aux actes d'homosexualité (p. 957). – Sous-amendement n° 92 de M. Robert Badinter, ministre : extension de l'amnistie aux délits relatifs aux actes d'homosexualité : limitation aux attentats à la pudeur sans violence (p. 957). – Amendement n° 88 de M. Pierre Vallon : extension de l'amnistie aux infractions formelles en matière de droit des sociétés (p. 958).

Retirés : amendement n° 87 de M. Pierre Vallon : extension de l'amnistie aux infractions à l'ordonnance du 30 juin 1945 relative aux prix (p. 955). – Amendement n° 4 de M. Félix Ciccolini : extension à tous les délits commis par voie de presse (p. 956). – Amendement n° 47 de M. François Collet : exclusion du bénéfice de l'amnistie de l'amnistie des délits en matière de police des étrangers (p. 957).

– L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 958).

Après l'article 2 (p. 958).

Retiré : amendement n° 56 (art. additionnel) de M. Francis Palmero : extension du bénéfice de l'amnistie aux personnes condamnées ou sanctionnées à l'occasion des événements d'Algérie ; reconstitution de carrière des fonctionnaires civils et militaires (p. 960).

Article 3 *(Amnistie, sans condition, d'infractions à caractère militaire)* (p. 960).

Adopté : amendement n° 48 de M. François Collet : exclusion du bénéfice de l'amnistie des délits de désertion les plus graves (p. 960).

– L'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 960);

Article 4 *(Insoumission et désertion)* (p. 960).

Retiré : amendement n° 59 de M. Henri Caillavet : statut des objecteurs de conscience et régularisation de leur situation (p. 961).

– L'article 4, ainsi modifié, est adopté (p. 961).

Article 5 *(Amnistie de droit de certaines infractions prévues par le code du service national).* – Adopté (p. 961).

Article 6 *(Amnistie en raison du « quantum » de la peine)* (p. 961).

Adoptés : amendement n° 17 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : amnistie au quantun et élévation du seuil de un an à quinze mois pour les condamnations partiellement assorties du sursis simple ou avec mise à l'épreuve (p. 963). – Amendement n° 20 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : sursis à l'amnistie pour les peines avec mise à l'épreuve jusqu'à réparation des dommages causés (p. 968 ; précédemment réservé p. 964). – Amendement de coordination n° 80 de M. Robert Badinter, ministre : amnistie et jugement par défaut (p. 970 ; précédemment réservé p. 962).

Rejeté : amendement n° 49 de M. François Collet : suspension des effets de l'amnistie pendant une période probatoire pour les condamnés à des peines de trois à six mois (p. 965).

Retiré : amendement n° 41 de M. Guy Petit : amnistie au quantum et élévation du seuil de un an à dix huit mois pour les condamnations avec sursis simple (p. 963).

Devient sans objet : Amendement n° 7 de M. Félix Ciccolini, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : extension de l'amnistie aux jugements par défaut ou par itératif défaut (p. 970 ; précédemment réservé p. 962).

– L'article 6, ainsi modifié, est adopté (p. 970).

Après l'article 6 (p. 965).

Rejeté : amendement n° 69 (art. additionnel) de M. Charles Lederman : sursis à l'amnistie pour les peines assorties d'une période probatoire (p. 968).

Article 7 *(Amnistié des infractions ayant donné lieu à l'application de peines du substitution à l'emprisonnement)* (p. 968).

Adopté : amendement de coordination n° 81 de M. Robert Badinter, ministre (p. 970 ; précédemment réservé p. 968).

– L'article 7, ainsi modifié, est adopté (p. 970).

Article 6 *(Amnistie des infractions ayant donné lieu à une dispense de peine).* – Adopté (p. 968).

Article 9 *(Amnistie des infractions commises par des mineurs ayant fait l'objet d'une admonestation)* (p. 969).

Retiré : amendement n° 22 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : extension de l'amnistie aux mesures éducatives en faveur des mineurs (p. 969).

– L'article 9 est adopté (p. 969).

Après l'article 9 (p. 969).

Adopté : amendement n° 82 (art. additionnel) de M. Robert Badinter, ministre : extension du champ d'application de l'amnistie aux jugements par défaut, par itératif défaut et aux jugements réputés contradictoires sans nécessité de signification (p. 970).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 970).

Article 10 *(Contestations relatives à l'amnistie).* – Adopté (p. 971).

Article 11 *(Amnistie par mesure individuelle) (p. 971).*

Adopté : amendement n° 42 de M. Guy Petit : possibilité d'amnistie du Président de la République pour des personnes qui se sont distinguées d'une manière exceptionnelle, dans quelque domaine que ce soit (p. 973).

Retiré : amendement n° 60 de M. Henri Caillavet : possibilité d'amnistie du Président de la République pour les personnes âgées de moins de 23 ans (p. 972).

– L'article 11, ainsi modifié, est adopté (p. 974).

Article 12 *(Amnistié des sanctions disciplinaires ou professionnelles).* – Adopté (p. 974).

Article 13 *(Amnistie de faits commis par des étudiants ou des élèves dans les établissements universitaires ou scolaires)* (p. 974).

Rejeté : amendement n° 70 de M. Charles Lederman : amnistie pour les élèves et étudiants et réintégration dans les établissements universitaires et scolaires (p. 975).

– L'article 13 est adopté (p. 975).

Après l'article 13 (p. 975).

Retiré : amendement n° 71 (art. additionnel) de M. Charles Lederman : amnistie pour les personnels de la navigation aérienne (p. 975).

Article 14 *(Contestations relatives à l'amnistie des sanctions disciplinaires ou professionnelles)* (p. 975).

Adoptés : amendement n° 23 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : amnistie des sanctions disciplinaires : suspension de l'exécution de la sanction pendant la durée du règlement de la contestation relative à l'amnistie, sauf exception (p. 1010 ; précédemment réservé p. 978). – Sous-amendement n° 85 de M. Robert Badinter, ministre : absence de caractère suspensif du recours contentieux ; modification des conditions de l'exception (p. 1009 ; précédemment réservé p. 978).

Retiré : amendement n° 8 de M. Félix Ciccolini : bénéfice de l'amnistie si l'autorité n'a pas statué définitivement dans un délai de trois mois (p. 1009 ; précédemment réservé (p. 978).

– L'article 14, ainsi modifié, est adopté (p. 1010).

Article 15 *(Amnistie de certaines mesures administratives concernant le permis de conduire)* (p. 978).

Adopté : amendement rédactionnel n° 24 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (p. 978).

Rejetés : amendement n° 9 de M. Félix Ciccolini soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : suppression de l'exception du bénéfice de l'amnistie pour les mesures administratives concernant le permis de conduire : conduite en état d'ivresse et homicide ou blessures involontaires (p. 979). – Amendement n° 50 de M. François Collet : exception au bénéfice de l'amnistie pour les mesures administratives concernant le permis de conduire, en cas de conduite en état d'ivresse ou d'homicide ou blessures involontaires (p. 979).

– L'article 15, ainsi modifié, est adopté (p. 980).

Après l'article 15 (p. 980).

Adopté : amendement n° 79 (art. additionnel) de M. Louis de La Forest : cessation des poursuites engagées par certaines caisses d'assurance maladie et d'assurance vieillesse à l'égard de commerçants et artisans pour retard dans le paiement des cotisations (p. 981). – Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 981).

Article 16 *(Effets généraux de l'amnistie en matière pénale)* (p. 981).

Adopté : amendement n° 10 de M. Félix Ciccolini : suppression de la référence à l'article 1er, relatif aux contraventions de police, dans l'alinéa traitant du paiement préalable de l'amende (p. 981).

Retiré : amendement n° 25 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : addition de la référence à l'article 2-1°, relatif aux délits passibles seulement d'une peine d'amende, dans l'alinéa traitant du paiement préalable de l'amende (p. 981).

– L'article 16, ainsi modifié, est adopté (p. 981).

Article 17 *(Condamnation pour infractions multiples)* (p. 981).

Adopté : amendement de forme n° 26 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : rectification d'une erreur matérielle (p. 982).

– L'article 17, ainsi modifié, est adopté (p. 982).

Article 18 *(Évasion et interdiction de séjour).* – Adopté (p. 982).

Article 19 *(Effets de l'amnistie en matière professionnelle)* (p. 982).

Adoptés : amendement n° 27 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : possibilité de reconstitution de carrière (p. 982). – Amendement n° 3 de M. Jacques Thyraud : modification des règles de liquidation des pensions pour les fonctionnaires réintégrés (p. 983).

Rejeté : amendement n° 72 de M. Charles Lederman : réintégration de droit et reconstitution de carrière pour les personnes licenciées ou révoquées pour des faits commis à l'occasion de conflits de travail, d'activités syndicales et revendicatives (p. 983).

– L'article 19, ainsi modifié, est adopté (p. 983).

Article 20 *(Réserve du droit des tiers)* (p. 983).

Retiré : amendement n° 58 de M. Jacques Thyraud : non application de l'amnistie aux jugements ordonnant réparation du dommage causé (p. 984).

– L'article 20, ainsi modifié, est adopté (p. 984).

Article 21 *(Action en révision et réhabilitation).* – Adopté (p. 984).

Article 22 *(Interdiction du rappel des faits amnistiés)* (p. 984).

Adopté : amendement n° 43 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : sanctions en cas de référence à une condamnation à une sanction amnistiée ; expédition de jugements amnistiés et mention de l'amnistie ; amnistie et publication de jugements en matière de diffamation ou de dénonciation calomnieuse (p. 984).

– L'article 22, ainsi modifié, est adopté (p. 984).

Article 23 *(Mesures tendant à la protection judiciaire de la jeunesse)* (p. 984).

Adopté : amendement n° 28 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : absence d'effet de l'amnistie sur les mesures de déchéance paternelle et d'autorité parentale (p. 984).

– L'article 23, ainsi modifié, est adopté (p. 984).

Après l'article 23 (p. 1002 et 1009).

Adoptés : amendement n° 73 (art. additionnel) de M. Charles Lederman : conditions d'exclusion de l'armée pour les faits relatifs à la guerre d'Indochine (p. 1009 ; précédemment réservé p. 1002). – Sous-amendement n° 93 de M. Robert Badinter, ministre : exclusions et suppression des notions de restriction et d'exclusion par loi ou décret (p. 1009).

Irrecevable (article 40 de la Constitution). – Amendement n° 91 de M. Francis Palmero : dépense découlant de la réinsertion sociale et prise en charge par l'État (p. 1002).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1009).

Article 24 *(Exclusions de l'amnistie)* (p. 1003).

Adoptés : amendements identiques n° 44 de M. Guy Petit et n° 57 de M. Jean-Marie Girault : suppression de cet article concernant les exclusions du bénéfice de la loi d'amnistie (p. 1008 ; scrutin public n° 94, liste des votants p. 1051, 1052).

– L'article 24 est supprimé (p. 1008).

Intitulé du chapitre VI *(dispositions particulières relatives au casier judiciaire)* (p. 1010).

Adoptés : amendement n° 83 de M. Robert Badinter, ministre : de forme : « dispositions particulières relatives à la réhabilitation et au casier judiciaire » (p. 1013 ; précédemment réservé p. 1010). – Sous-amendement n° 94 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : référence à tous fichiers portant mention de condamnations pénales (p. 1013).

Retiré : amendement n° 63 de M. Henri Caillavet : de forme : « dispositions particulières relatives au casier judiciaire, au fichier des infractions à la circulation et au fichier central des chèques » (p. 1012 ; précédemment réservé p. 1010).

– L'intitulé du chapitre VI, ainsi modifié, est adopté (p. 1013).

Avant l'article 25 (p. 1010).

Adopté : amendement n° 84 de M. Robert Badinter, ministre : réhabilitation de droit pour les décisions de faillite faites en application de la loi du 1er janvier 1968 (p. 1010).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1010).

Article 25 *(Apurement du casier judiciaire : condamnations prononcées par des juridictions étrangères ou par des juridictions compétentes en matière de navigation sur le Rhin ou sur la Moselle).* – Adopté (p. 1010).

Article 26 *(Apurement du casier judiciaire : retrait – I. – des fiches relatives au décisions de faillite ou de règlement judiciaire prononcées en application des dispositions en vigueur avant le 1er janvier 1968. – II. – des fiches relatives aux arrêtés d'expulsion pris contre les étrangers avant le 1er janvier 1960).* (p. 1010).

Adopté : amendement n° 35 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : retrait du sommier de police technique des fiches relatives aux questions d'amnistie (p. 1010).

– L'article 26, ainsi modifié, est adopté (p. 1010).

Après l'article 26 (p. 1010).

Retirés : amendement n° 64 (art. additionnel) de M. Henri Caillavet : retrait de tous les fichiers des infractions à la circulation amnistiées par la présente loi (p. 1011). – Amendement n° 65 (art. additionnel) de M. Henri Caillavet : chèques émis avant le 22 mai 1981 et retrait du fichier central des chèques des interdictions bancaires (p. 1012).

Irrecevable (art. 40 de la Constitution) : amendement n° 37 (art. additionnel) de M. Marcel Rudloff, rapporteur : événements d'Algérie et amnistie avec possibilité de reconstitution de carrière (p. 1013).

Article 27 *(Applicabilité de la loi dans les territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte).* – Adopté (p. 1013).

Explications de vote :

– *M. Paul Pillet* (p. 1013) : caractère positif des mesures d'amnistie. Problème des militaires ayant eu des attitudes répréhensibles pendant les guerres d'Indochine et d'Algérie. Vote favorable du groupe de l'Union centriste des démocrates de progrès.

– *M. Guy Petit* (p. 1013) : vote favorable de l'Union des républicains et des indépendants. (p. 1014) : amendements proposés par le groupe des indépendants et volonté de ne pas reprendre totalement les dispositions de 1974. Amnistie et pouvoir judiciaire. Fichier et sort des condamnations amnistiées. Étude du texte par la Commission mixte paritaire.

– *M. Pierre Carous* (p. 1014) : élections présidentielles et amnistie ; problème du quantum. Procédure d'urgence et absence de deuxième lecture devant le Sénat. Condamnations amnistiées et fichiers. Vote favorable de la majorité du groupe RPR.

– *M. Félix Ciccolini* (p. 1014) : suppression des exclusions de l'amnistie et imperfections du texte. Vote favorale du groupe socialiste. Plainte du syndicat des journalistes de 1977 contre M. Hersant.

– *M. Charles Lederman* (p. 1014) : rejet des amendements proposés par le groupe communiste. Suppression des exclusions de l'amnistie. (p. 1015) : vote favorable du groupe communiste.

– *Intervention de M. Robert Badinter, ministre* (p. 1015) : importance des considérations d'ordre juridique et d'intérêt général.

Scrutin public (p. 1015 ; n° 95 ; liste des votants p. 1052, 1053).

Adoption [22 juillet 1981] (p. 1015).

Discussion (Commission mixte paritaire).

[31 juillet 1981] (p. 1291, 1305).

I. – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1291, 1296) : *MM. Marcel Rudloff, rapporteur pour le Sénat ; Robert Badinter, ministre de la justice.*

ABANDON DE NAVIRES : Rudloff (Marcel) (p. 1292).

CRIMES ET DÉLITS (délits d'apologie de crimes de guerre) : Rudloff (Marcel) (p. 1292) ; Badinter (Robert) (p. 1294).

FRAUDE ÉLECTORALE : Rudloff (Marcel) (p. 1292).

INFRACTIONS ÉCONOMIQUES : Rudloff (Marcel) (p. 1293), 1294).

PEINES : Rudloff (Marcel) (p. 1292).

POLLUTION : Rudloff (Marcel) (p. 1292).

PRESSE : Rudloff (Marcel) (p. 1292).

SANCTIONS DISCIPLINAIRES ET PROFESSIONNELLES : Rudloff (Marcel) (p. 1292, 1293) ; Badinter (Robert) (p. 1294).

II. – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1294, 1305) : *MM. Lionel de Tinguy, Raymond Bourgine, Marcel Rudloff, rapporteur ; Félix Ciccolini, Charles Lederman, Étienne Dailly, président de la Commission mixte paritaire ; Robert Badinter, ministre.*

Article 2 (p. 1294).

Article 3 à 6 (p. 1295).

Article 9 *bis* (p. 1295).

Article 11 (p. 1295).

Article 12 *bis* (p. 1296).

Article 13 à 16 (p. 1302).

Article 23 et 24 (p. 1302).

Explications de vote :

– *M. Raymond Bourgine* (p. 1303) : notion d'actes commis en relation avec la fonction. Loi et jurisprudence de la Cour de cassation. Vote défavorable sur le texte.

– *M. Jacques Larché* (p. 1303) : qualité de la protection des salariés ayant un mandat et faiblesse du nombre de ces salariés concernés par l'amnistie. Vote favorable de la majorité du groupe UREI. Travail de la Commission mixte paritaire.

– *M. Adolphe Chauvin* (p. 1303) : relations patrons-ouvriers. Vote favorable du groupe UCDP. Qualité du travail de la Commission mixte paritaire.

– *M. Charles Lederman* (p. 1304) : qualité du travail de la Commission mixte paritaire. Amnistie des travailleurs victimes de la

répression anti-syndicale. Maintien des exclusions de la loi d'amnistie.

– *M. François Collet* (p. 1304) : absence d'imagination du texte. Regrette l'abandon du principe d'un quantum sans exclusion pour l'amnistie. Intervention du législateur dans le domaine judiciaire et de l'État dans le domaine des relations privées. Problème de la réintégration des travailleurs protégés : action des délégués syndicaux. Importance du nombre des petites et moyennes entreprises concernées par le texte. Justice de classe et exclusion de la loi d'amnistie : législation du travail et associations de consommateurs. Abstention de la majorité du groupe R.P.R.

– *M. Étienne Dailly* (p. 1304) : amnistie des délits d'ingérence. (p. 1305) : suppression de toute incapacité et de déchéance pour les élus municipaux et départementaux.

– *Intervention de M. Robert Badinter, ministre* (p. 1305) : amnistie du délit d'ingérence. Principe de la remise de toutes les peines principales, accessoires et complémentaires, des incapacités ou des déchéances subséquentes. Amnistie et disparition de l'incapacité d'exercice d'une fonction publique ; jurisprudence de la Cour de cassation.

Scrutin public (p. 1305 ; n° 105 ; liste des votants p. 1325).

Adoption [31 juillet 1981] (p. 1305).

(Amnistie)

Voir LIBERTÉS PUBLIQUES, **2**, DG.

LOI DE FINANCE, **1**, DG. ; Justice.

QUESTION ORALE, n° **131.**

RAPATRIÉS, **2**, DG.

AMOCO-CADIZ (pétrolier)

Voir AMNISTIE, **1**, DG.

TRAITÉS ET CONVENTIONS, **12**, DG.

ANCIENS COMBATTANTS

1. – **Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 74-1044 du 9 décembre 1974 donnant vocation à la qualité de combattant aux personnes ayant participé aux opérations effectuées en Afrique du Nord, entre le 1er janvier 1952 et le 2 juillet 1962,** présentée par M. Fernant Lefort, sénateur et plusieurs de ses collègues (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 janvier 1979. – 14 mars 1979) [n° **227** (1978-1979)]. – Renvoi à la Commission des affaires sociales. – Rapport commun pour la présente proposition et pour les propositions nos **[115** (1980-1981)], **[247** (1980-1981)], **[248** (1980-1981)] et **[259** (1980-1981)], de M. Robert Schwint [2 avril 1981] [n° **260** (1980-1981)].

2. – **Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 74-1044 du 9 décembre 1974 donnant vocation à la qualité de combattant aux personnes ayant participé aux opérations effectuées en Afrique du Nord entre le 1er janvier 1952 et le 2 juillet 1962,** présentée par M. Marcel Lucotte, sénateur et plusieurs de ses collègues [25 novembre 1980] [n° **115** (1980-1981)]. – Renvoi à la Commission des affaires sociales. – Rapport commun pour la présente proposition et pour les propositions nos **[227** (1978-1979)], **[247** (1980-1981)], **[248** (1980-1981)] et **[259** (1980-1981)], de M. Robert Schwint [2 avril 1981] [n° **260** (1980-1981)].

3. – **Proposition de loi relative à la retraite des anciens combattants en Algérie, Maroc et Tunisie,** présentée par M. Fernand Lefort, sénateur et plusieurs de ses collègues (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 20 décembre 1980. – 2 avril 1981) [n° **223** (1980-1981)]. – Renvoi à la Commission des affaires sociales.

4. – **Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 74-1044 du 9 décembre 1974 donnant vocation à la qualité de combattant aux personnes ayant participé aux opérations effectuées en Afrique du Nord entre le 1er janvier 1952 et le 2 juillet 1962,** présentée par M. Robert Schwint sénateur et plusieurs de ses collègues (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 20 décembre 1980. – 2 avril 1981) [n° **247** (1980-1981)]. – Renvoi à la Commission des affaires sociales. – Rapport commun pour la présente proposition et pour les propositions nos **[227** (1978-1979)], **[115** (1980-1981)], **[248** (1980-1981)] et **[259** (1980-1981)], de M. Robert Schwint [2 avril 1981] [n° **260** (1980-1981)].

5. – **Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 74-1044 du 9 décembre 1974 donnant vocation à la qualité de combattant aux personnes ayant participé aux opérations effectuées en Afrique du Nord entre le 1er janvier 1952 et le 2 juillet 1962,** présentée par M. Jean Béranger, sénateur et plusieurs de ses collègues (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 20 décembre 1980. – 2 avril 1981) [n° **248** (1980-1981)]. – Renvoi à la Commission des affaires sociales. – Rapport commun pour la présente proposition et pour les propositions nos **[227** (1978-1979)], **[115** (1980-1981)], **[247** (1980-1981)] et **[259** (1980-1981)], de M. Robert Schwint [2 avril 1981] [n° **260** (1980-1981)].

6. – **Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 74-1044 du 9 décembre 1974 donnant vocation à la qualité de combattant aux personnes ayant participé aux opérations effectuées en Afrique du Nord entre le 1er janvier 1952 et le 2 juillet 1962,** présentée par M. Pierre Bouneau, sénateur et plusieurs de ses collègues [2 avril 1981] [n° **259** (1980-1981)]. – Renvoi à la Commission des affaires sociales. – Rapport commun pour la présente proposition et pour les propositions nos **[227** (1978-1979)], **[115** (1980-1981)], **[247** (1980-1981)] et **[248** (1980-1981)], de M. Robert Schwint [2 avril 1981] [n° **260** (1980-1981)].

7. – **Proposition de loi tendant à rétablir le rapport constant entre le montant des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre et le traitement des fonctionnaires,** présentée par M. Roger Boileau, sénateur et plusieurs de ses collègues [2 avril 1981] [n° **267** (1980-1981)]. – Renvoi à la Commission des affaires sociales.

(Anciens combattants)

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Anciens Combattants.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **1**, DG.

QUESTIONS ORALES, nos **43, 137.**

(Anciens Combattants d'Afrique du Nord.)

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Anciens Combattants.

(Contingent de la Légion d'honneur.)

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Légion d'honneur et ordre de la Libération.

ANCIENS COMBATTANTS (ministère des)

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Anciens Combattants.

ANGOLA

Voir QUESTION ORALE, n° **143.**

ANIMATEURS

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Intérieur et décentralisation ; Solidarité nationale, santé.

PLAN, **1**, DG.

ANIMAUX

1. – **Projet de loi modifiant ou complétant diverses dispositions du code rural relatives à la lutte contre les maladies des animaux et à leur protection,** présenté au nom de M. Raymond Barre, Premier ministre, par M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'agriculture [2 octobre 1980] (n° **1937**). – Renvoi à la Commission de la production. – Rapport de M. Camille Petit [20 novembre 1980] (n° **2080**). – Discussion [10 décembre 1980]. – Adoption [10 décembre 1980] (n° **399**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (PREMIÈRE LECTURE) [11 décembre 1980] [n° **158** (1980-1981)]. – Renvoi à la Commission des affaires économiques et du Plan. – Rapport de M. Michel Sordel [2 avril 1981] [n° **269** (1980-1981)]. – Discussion [8 juillet 1981] (p. 830, 834). – Adoption [8 juillet 1981] (n° **78**).

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (DEUXIÈME LECTURE) [9 juillet 1981] (n° **80**). – Renvoi à la Commission de la production.

Discussion (première lecture)

[8 juillet 1981] (p. 830, 834).

I. – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 830, 832) : *Mme Édith Cresson, ministre de l'agriculture ; MM. Michel Sordel, rapporteur de la Commission des affaires économiques ; Robert Laucournet, Pierre Lacour.*

ANIMAUX : Cresson (Édith) (p. 831) ; Sordel (Michel) (p. 831) ; Laucournet (Robert) (p. 831, 832) ; Lacour (Pierre) (p. 832).

AUTOMOBILES : Cresson (Édith) (p. 831) ; Sordel (Michel) (p. 831) ; Laucournet (Robert) (p. 831).

LIBERTÉS INDIVIDUELLES : Laucournet (Robert) (p. 832) ; Lacour (Pierre) (p. 832).

VÉTÉRINAIRES : Cresson (Édith) (p. 831) ; Sordel (Michel) (p. 831) ; Laucournet (Robert) (p. 832) ; Lacour (Pierre) (p. 832).

II. – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 832, 834) : *MM. Michel Sordel, rapporteur ; Pierre Lacour, Mme Édith Cresson, ministre ; M. Marcel Daunay.*

Article 1er *(Article 215-2 du code rural : habilitation des fonctionnaires et agents des services vétérinaires en matière de lutte contre les maladies des animaux).* – Adopté (p. 832).

Article 1er *bis* *(Article 215-4 du code rural : accompagnement par un officier ou agent de police judiciaire pour les visites de nuit effectuées par les fonctionnaires et agents des services vétérinaires)* (p. 832).

– *Retirés :* amendement n° 1 de M. Michel Sordel, rapporteur : contrôle vétérinaire et présence d'un officier ou d'un agent de police judiciaire « en uniforme » (p. 833). – Amendement n° 4 de M. Marcel Daunay : contrôle vétérinaire et respect de la réglementation à l'entrée dans les établissements d'élevage (p. 833).

– L'article 1er *bis* est adopté (p. 833).

Article 2 *(Article 283-2 du code rural : habilitation des fonctionnaires et agents des services vétérinaires en matière de protection humanitaire des animaux domestiques). – Adopté (p. 833).*

Article 3 *(Article 283-5 nouveau du code rural : visite des locaux où vivent les animaux et fouille des véhicules les transportant par les fonctionnaires et agents des services vétérinaires)* (p. 833).

Adopté : amendement n° 2 de M. Michel Sordel, rapporteur : contrôle vétérinaire sur les véhicules « à usage professionnel » (p. 834).

– L'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 834).

Adoption [8 juillet 1981] (p. 834).

(Animaux.)

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **11.**

ANTILLES

Voir COLLECTIVITÉS LOCALES, **2**, DG.

GUADELOUPE (La).

MARTINIQUE (La).

ANTHROPOPHAGIE

Voir QUESTION ORALE, n° **7.**

APPAREILLAGE

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Anciens Combattants.

QUESTIONS ORALES, nos **88, 22.**

APPELLATIONS D'ORIGINE CONTRÔLÉE (AOC)

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Agriculture.

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **3.**

APPRENTISSAGE

Voir FORMATION PROFESSIONNELLE.

LOI DE FINANCES, **1** : Commerce et artisanat.

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **492.**

(Apprentissage maritime.)

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Services du Premier ministre. – I. – Services généraux.

AQUACULTURE

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Mer.

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **76.**

ARABIE SAOUDITE

Voir PAKISTAN (Rapport d'information).

ARCHÉOLOGIE

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Relations extérieures. – I. – Services diplomatiques et généraux. – II. – Coopération ; Éducation nationale.

ARCHITECTES

Voir QUESTION ORALE, n° **18.**

(Architectes des bâtiments de France [ABF].)

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Urbanisme et logement ; Culture.

(Ordre des architectes.)

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Urbanisme et logement.

ARCHITECTURE

1. – **Proposition de loi tendant à compléter la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 et reconnaître la profession de concepteur en bâtiment,** présentée par M. Henri Caillavet, sénateur [18 juin 1980] [n° **318** (1979-1980)]. – Renvoi à la Commission des affaires culturelles. – Reprise par son auteur le 13 octobre 1981.

2. – **Projet de loi supprimant le caractère obligatoire de la consultation des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement,** présenté au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Roger Quilliot, ministre de l'urbanisme et du logement [30 octobre 1981] (n° **484**). – Renvoi à la Commission des affaires culturelles. – Rapport de M. Jacques Brunhes [25 novembre 1981] (n° **565**). – Discussion [26 novembre 1981]. – Adoption [26 novembre 1981] (n° **67**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (PREMIÈRE LECTURE) [30 novembre 1981] [n° **84** (1981-1982)]. – Renvoi à la Commission des affaires culturelles. – Rapport de Mme Danielle Bidard [9 décembre 1981] [n° **105** (1981-1982)]. – Discussion [14 décembre 1981] (p. 4214, 4216). – Adoption [14 décembre 1981] (n° **16**).

PROMULGATION : loi n° 81-1153 du 29 décembre 1981 (J.O. Lois et décrets du 30 décembre 1981).

Discussion (première lecture)

[14 décembre 1981] (p. 4214, 4216).

I. – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 4214, 4216) : *Mme Danielle Bidard, rapporteur de la Commission des affaires culturelles ; MM. Roger Quilliot, ministre de l'urbanisme et du logement ; Bernard-Michel Hugo.*

CONSEILS D'ARCHITECTURE, D'URBANISME ET DE L'ENVIRONNEMENT (CAUE) : Bidard (Danielle) (p. 4214, 4215) , Quilliot (Roger) (p. 4215) ; Hugo (Bernard-Michel) (p. 4215, 4216).

DÉCENTRALISATION : Hugo (Bernard-Michel) (p. 4216).

II. – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4216) : *M. Félix Ciccolini ; Mme Danielle Bidard, rapporteur ; M. Roger Quilliot, ministre.*

Article 1er *(Abrogation des dispositions de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture faisant obligation aux maîtres d'ouvrages qui n'ont pas fait appel à un architecte, de consulter le conseil d'architecture).* – Adopté (p. 4216).

Après l'article 1er (p. 4216).

Retiré : amendement n° 1 (art. additionnel) de M. Lucien Delmas, soutenu par M. Félix Ciccolini : extension du bénéfice de l'exemption du recours à un architecte aux collectivités territoriales et à leurs établissements publics (p. 4216).

Article 2 *(Modification de l'article L.421-2 du code de l'urbanisme : non recours à un architecte pour les personnes physiques qui déclarent vouloir édifier ou modifier, pour elles-mêmes, une construction de faible importance).* – Adopté (p. 4216).

Adoption [14 décembre 1981] (p. 4216).

3. – **Projet de loi portant validation d'inscriptions d'étudiants en seconde année des unités pédagogiques d'architecture,** présenté au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Roger Quilliot, ministre de l'urbanisme et du logement [2 décembre 1981] [n° **90** (1981-1982)]. – Renvoi à la Commission des affaires culturelles. – Rapport de M. Michel Miroudot [9 décembre 1981] [n° **106** (1981-1982)]. – Discussion [15 décembre 1981] (p. 4254, 4256). – Adoption [15 décembre 1951] (n° **19**).

NOUVEL INTITULÉ : « **Projet de loi portant validation d'inscription d'étudiants dans les unités pédagogiques d'architecture** ».

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (PREMIÈRE LECTURE) [16 décembre 1981] (n° **615**). – Renvoi à la Commission des affaires culturelles. – Rapport de M. Job Durupt [17 décembre 1981] (n° **621**). – Discussion [17 décembre 1981]. – Adoption [17 décembre 1981] (n° **85**).

PROMULGATION : loi n° 81-1137 du 24 décembre 1981. (J.O. Lois et décrets du 26 décembre 1981).

Discussion (première lecture)

[15 décembre 1981] (p. 4254, 4256).

I. – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 4254, 4256) : *MM. Michel Miroudot, rapporteur de la Commission des affaires culturelles ; Roger Quilliot, ministre de l'urbanisme et du logement.*

ARCHITECTURE (ENSEIGNEMENT) : Miroudot (Michel) (p. 4254, 4255) ; Quilliot (Roger) (p. 4255, 4256).

ENSEIGNANTS : Quilliot (Roger) (p. 4256).

ÉTUDIANTS : Miroudot (Michel) (p. 4254, 4255) ; Quilliot (Roger) (p. 4255, 4256).

ÉTUDIANTS ÉTRANGERS : Miroudot (Michel) (p. 4255) ; Quilliot (Roger) (p. 4255).

II. – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 4256) : *M. Michel Miroudot, rapporteur.*

Article unique *(Validation d'inscription d'étudiants dans les unités pédagogiques d'architecture)* (p. 4256).

Adopté : amendement n° 1 de M. Roger Quilliot, ministre : validation des inscriptions des étudiants étrangers et de la dérogation à la règle du délai maximum de trois années pour effectuer le premier cycle d'études (p. 4256).

– L'article unique, ainsi modifié, est adopté (p. 4256).

NOUVEL INTITULÉ

Adopté : amendement n° 2 de M. Roger Quilliot, ministre : nouvel intitulé : « **Projet de loi portant validation d'inscription d'étudiants dans les unités pédagogiques d'architecture** » (p. 4256).

Adoption [15 décembre 1981] (p. 4256).

(Architecture.)

Voir AGRÉÉS EN ARCHITECTURE.
LOI DE FINANCES, **1** : Culture.

(Enseignement de l'architecture.)

Voir ARCHITECTURE, **3**, DG.

ARCHIVES

1. – **Proposition de loi complétant la loi n° 79-18 du 3 janvier 1979 relative aux fonds d'archives,** présentée par M. Raymond Bourgine, sénateur et plusieurs de ses collègues [23 décembre 1981] [n° **163** (1981-1982)]. – Renvoi à la Commission des affaires culturelles.

(Archives.)

Voir QUESTIONS ORALES, n°s **135, 139.**

(Archives d'Algérie.)

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Anciens Combattants.

(Archives départementales.)

Voir COLLECTIVITÉS LOCALES, **2**, DG.

ARDENNES

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **25.**

ARMÉE

1. – **Proposition de loi concernant la garantie du droit au travail et la protection de la deuxième carrière des militaires retraités,** présentée par M. Jacques Genton, sénateur et plusieurs de ses collègues (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 20 décembre 1980. – 2 avril 1981) [n° **236** (1980-1981)]. – Renvoi à la Commission des affaires étrangères. – Retirée par ses auteurs le 2 décembre 1981.

2. – **Proposition de loi concernant la garantie du droit au travail et la protection de la deuxième carrière des militaires retraités,** présentée par M. Jacques Genton, sénateur et plusieurs de ses collègues [2 décembre 1981] [n° **88** (1981-1982)]. – Renvoi à la Commission des affaires étrangères.

3. – **Proposition de loi tendant à compléter la loi n° 72-662 du 13 juillet 1972, relative au statut général des militaires,** présentée par M. Yvon Bourges, sénateur et plusieurs de ses collègues [17 décembre 1981] [n° **136** (1981-1982)]. – Renvoi à la Commission des affaires étrangères.

(Armée.)

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Défense.
QUESTION ORALE, n° **74.**
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **78, 82.**

(Armée de l'air.)

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Défense.
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **3**, DG.

(Personnels des armées.)

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Défense.

ARMEMENT

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Défense.
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **3**, DG.
QUESTION ORALE, n° **86.**

(Armement nucléaire et atomique.)

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Défense.
QUESTION ORALE, n° **130.**
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **49.**

ARMEMENT (industrie)

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Défense.

NATIONALISATION, 1, DG.

ARMES

(Armes chimiques.)

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Défense.

(Armes et munitions.)

Voir QUESTION ORALE, n° **134.**

(Ventes d'armes.)

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Relations extérieures. – I. – Services diplomatiques et généraux. – II. – Coopération ; Défense ; Départements et territoires d'outre-mer.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, DG.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 3, DG.

QUESTION ORALE, n° **86.**

ARTISANAT

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Commerce et artisanat ; Départements et territoires d'outre-mer ; Travail.

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n^os **1, 66.**

(Charte de l'artisanat.)

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Commerce et artisanat.

ARTISANS

Voir BAUX, 1, DG.

LOI DE FINANCES, 1 : Anciens Combattants.

QUESTIONS ORALES, n^os **80, 115, 149, 159.**

(Artisans tisserands.)

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **21.**

(Conjoints d'artisans.)

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Services du Premier ministre. – I. – Services généraux.

ARTISTES

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Culture.

TRAITÉS ET CONVENTIONS, 17, DG.

(Artistes auteurs.)

Voir SÉCURITÉ SOCIALE, 2, DG.

ASIE DU SUD-EST

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Relations extérieures. – I. – Services diplomatiques et généraux. – II. – Coopération.

ASSAINISSEMENT

Voir LOI DE FINANCES, 1, DG ; Environnement ; Agriculture ; Intérieur et décentralisation.

QUESTIONS ORALES, n^os **60, 113, 126.**

ASSEMBLÉE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

1. – **Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977 relative à l'élection des représentants de l'Assemblée des Communautés européennes, en créant une répartition des sièges par région,** présentée par M. Henri Caillavet, sénateur [10 septembre 1981] [n° **369** (1980-1981)]. – Renvoi à la Commission des lois.

ASSEMBLÉE NATIONALE

Bureau. – Communication de M. le Président de l'Assemblée Nationale : vice-présidents, questeurs et secrétaires nommés le 2 avril 1981 [7 avril 1981] (p. 528).

– Communication de M. le Président de l'Assemblée Nationale : vice-présidents, questeurs et secrétaires nommés les 2 et 3 juillet 1981 [8 juillet 1981] (p. 814).

ASSISTANCE MILITAIRE TECHNIQUE

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Défense.

ASSISTANTES MATERNELLES

Voir LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, CMP.

QUESTION ORALE, n° **121** (J.O. du 4 avril 1981).

ASSISTANTES SOCIALES

Voir LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, DG.

QUESTIONS ORALES, n^os **115** (J.O. du 3 avril 1981), **23.**

ASSOCIATION D'AIDE A LA FORMATION DES ANIMATEURS D'ORGANISATIONS DE CONSOMMATEURS (ASSFORM)

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Consommation.

ASSOCIATION DE COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE (ACDA)

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Solidarité nationale, santé.

ASSOCIATION DE COORDINATION TECHNIQUE AGRICOLE (ACTA)

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Agriculture.

ASSOCIATION DES MAIRES DE FRANCE

Voir COLLECTIVITÉS LOCALES, 2, DG.

ASSOCIATION FRANÇAISE DE L'ACTION TOURISTIQUE (AFAT)

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Temps libre.

ASSOCIATION FRANÇAISE POUR L'ÉTUDE ET LA RECHERCHE DES NODULES (AFERNOD)

Voir MER, 2, DG.

ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRANSPORTS AÉRIENS (IATA)

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Transports.

ASSOCIATION NATIONALE DES ÉCOLES FRANÇAISES DE L'ÉTRANGER (ANEFE)

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Relations extérieures. – I. – Services diplomatiques et généraux. – II. – Coopération.

ASSOCIATION POUR LA FORMATION PROFESSIONNELLE DES ADULTES (AFPA)

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Services du Premier ministre. – I. – Services généraux ; Travail.

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **27.**

ASSOCIATION POUR LA RECHERCHE ET L'INFORMATION SUR L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT (ARIAD)

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Relations extérieures. – I. – Services diplomatiques et généraux. – II. – Coopération.

ASSOCIATIONS

1. – **Projet de loi modifiant la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association en ce qui concerne les associations dirigées en droit ou en fait par des étrangers,** présenté au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. François Autain, secrétaire d'État aux immigrés [10 septembre 1981] [n° **365** (1980-1981)]. – Renvoi à la Commission des lois. – Rapport de M. Charles de Cuttoli [15 septembre 1981] [n° **370** (1980-1981)]. – Discussion [22 septembre 1981] (p. 1592, 1598). – Adoption [22 septembre 1981] (n° **103**).

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (PREMIÈRE LECTURE) [23 septembre 1981] (n° **382**). – Renvoi à la Commission des lois. – Pour avis à la Commission des affaires culturelles et à la Commission des affaires étrangères [23 septembre 1981]. – Rapport de M. Daniel Le Meur. – Annexe présentée au nom de la Commission des affaires culturelles par M. Louis Lareng [29 septembre 1981] (n° **389**). – Discussion [29 septembre 1981]. – Adoption [29 septembre 1981] (n° **34**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (DEUXIÈME LECTURE) [29 septembre 1981] [n° **400** (1980-1981)]. – Renvoi à la Commission des lois. – Rapport de M. Charles de Cuttoli [30 septembre 1981] [n° **401** (1980-1981)]. – Discussion [30 septembre 1981] (p. 1780, 1781). – Adoption [30 septembre 1981] (n° **111**).

PROMULGATION : Loi n° 81-909 du 9 octobre 1981 (J.O. Lois et décrets du 10 octobre 1981. – rectificatif du 16 octobre 1981).

Discussion (première lecture)

[22 septembre 1981] (p. 1592, 1598).

I. – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1592, 1595) : *MM. François Autain, secrétaire d'État aux immigrés ; Charles de Cuttoli, rapporteur de la Commission des lois ; Jean Béranger, Mme Cécile Goldet.*

ASSOCIATIONS ÉTRANGÈRES : Autain (François) (p. 1592) ; Cuttoli (Charles de) (p. 1593, 1594).

DROIT D'ASSOCIATION : Autain (François) (p. 1592) ; Cuttoli (Charles de) (p. 1593, 1594) ; Béranger (Jean) (p. 1595) ; Goldet (Cécile) (p. 1595).

ÉTRANGERS : Autain (François) (p. 1592) ; Cuttoli (Charles de) (p. 1593).

FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER : Cuttoli (Charles de) (p. 1594).

LIBERTÉS PUBLIQUES : Béranger (Jean) (p. 1595) ; Goldet (Cécile) (p. 1595).

RACISME : Autain (François) (p. 1592).

TRAVAILLEURS IMMIGRÉS : Autain (François) (p. 1592) ; Cuttoli (Charles de) (p. 1593) ; Goldet (Cécile) (p. 1595).

II. – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1595, 1598) : *MM. Charles Lederman ; Charles de Cuttoli, rapporteur ; François Autain, secrétaire d'État ; Paul Pillet ; Marcel Rudloff.*

Article 1er *(Dissolution judiciaire des associations)* (p. 1595).

Adopté : amendement rédactionnel n° 5 de M. Charles Lederman (p. 1596).

– L'article 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 1597).

Après l'article 1er (p. 1597).

Adopté : amendement n° 1 (art. additionnel) de M. Charles de Cuttoli, rapporteur : déclaration préalable d'une association ayant son siège social à l'étranger à la préfecture du département où se trouve le siège de son principal établissement (p. 1597).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1597).

Article 2 *(Suppression du régime d'autorisation préalable des associations étrangères).* – Adopté (p. 1597).

Après l'article 2 (p. 1597).

Adopté : amendement n° 2 (art. additionnel) de M. Charles de Cuttoli, rapporteur : application de la loi aux territoires d'outre-mer et à Mayotte (p. 1597).

Rejeté : amendement n° 3 (art. additionnel) de M. Charles de Cuttoli, rapporteur : conditions de jouissance pour les associations de la capacité juridique attachée à l'autorisation (p. 1598).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1597).

Adoption [22 septembre 1981] (p. 1598).

Discussion (deuxième lecture)

[30 septembre 1981] (p. 1780, 1781).

I. – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1780) : *MM. François Autain, secrétaire d'État aux immigrés ; Charles de Cuttoli, rapporteur de la Commission des lois ; Charles Lederman.*

ASSOCIATIONS ÉTRANGÈRES : Autain (François) (p. 1780) ; Cuttoli (Charles de) (p. 1780) ; Lederman (Charles) (p. 1781).

II. – DISCUSSION DE L'ARTICLE 1er (p. 1781).

Article 1er. – Reste supprimé (p. 1781).

Adoption [30 septembre 1981] (p. 1781).

(Associations.)

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, **1.**

LOI DE FINANCES, **1** : Environnement ; Plan et aménagement du territoire ; Temps libre ; Culture ; Solidarité nationale, santé.

PLAN, **1,** DG.

QUESTIONS ORALES, nos **90** (J.O. du 29 janvier 1981), **127** (J.O. du 14 mai 1981), **87, 100.**

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, nos **498, 67.**

(Associations de consommateurs.)

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, **1.**

LOI DE FINANCES, **1** : Consommation.

(Associations étrangères.)

Voir ASSOCIATIONS, **1,** DG ; deuxième lecture, DG.

ÉTRANGERS, **1,** DG.

(Associations sportives.)

Voir LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **1,** DG.

ASSOCIATIONS ET MOUVEMENTS

1. – **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête pour faire toute la lumière sur les activités du service d'action civique (SAC) et pour déterminer les complicités dont il a pu bénéficier à tous les niveaux,** présentée par M. Jacques Eberhard, sénateur et plusieurs de ses collègues [28 octobre 1981] [n° **37** (1981-1982)]. – Renvoi à la Commission des lois.

ASSURANCE MALADIE MATERNITÉ

1. – **Proposition de loi tendant à garantir aux personnes retraitées résidant dans les territoires d'outre-mer la pérennité du régime de protection sociale dont elles bénéficiaient en métropole,** présentée par M. Daniel Millaud, sénateur et plusieurs de ses collègues (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 31 juillet 1981. – 8 septembre 1981) [n° **350** (1980-1981)]. – Renvoi à la Commission des affaires sociales.

2. – **Proposition de loi tendant à interdire le contrôle médical patronal,** présentée par Mme Monique Midy, sénateur et plusieurs de ses collègues [28 octobre 1981] [n° **40** (1981-1982)]. – Renvoi à la Commission des affaires sociales.

(Assurance maladie maternité.)

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Prestations sociales agricoles.

PLAN, **1.**

SÉCURITÉ SOCIALE, **2,** DG ; CMP.

TRAITÉS ET CONVENTIONS, **14,** DG.

ASSURANCES

1. – **Proposition de loi tendant à modifier l'article L.121-4 du code des assurances,** présentée par MM. Georges Treille et Jean Cauchon (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 7 avril 1981. – 2 juillet 1981) [n° **277** (1980-1981)]. – Renvoi à la Commission des lois.

(Assurances.)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** art. 5 ; art. 77.

(Assurance construction.)

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **39.**

(Assurance dommages-ouvrages.)

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **4.**

(Assurances maritimes.)

Voir TRAITÉS ET CONVENTIONS, **12,** DG.

(Assurance veuvage.)

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Prestations sociales agricoles ; Solidarité nationale, santé.

SÉCURITÉ SOCIALE, **2,** DG ; CMP.

ASSURANCE VIEILLESSE

1. – **Proposition de loi visant à étendre aux ascendants le bénéfice des dispositions en vigueur pour les veuves permettant le cumul de la pension de guerre avec les allocations vieillesse,** présentée par M. Fernand Lefort, sénateur et plusieurs de ses collègues (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 20 décembre 1980. – 2 avril 1981) [n° **245** (1980-1981)]. – Renvoi à la Commission des affaires sociales.

2. – **Proposition de loi tendant à fixer à soixante ans pour les hommes et à cinquante cinq ans pour les femmes et les travailleurs des métiers pénibles et insalubres l'âge auquel ils pourront bénéficier de la retraite à taux plein,** présentée par M. Hector Viron, sénateur et plusieurs de ses collègues [9 octobre 1981] [n° **13** (1981-1982)]. – Renvoi à la Commission des affaires sociales.

3. – **Proposition de loi tendant à assurer le paiement mensuel des pensions de retraite ou d'invalidité,** présentée par Mme Monique Midy, sénateur et plusieurs de ses collègues [28 octobre 1981] [n° **39** (1981-1982)]. – Renvoi à la Commission des affaires sociales.

(Assurance vieillesse)

Voir PLAN, **1.**

POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE, **1,** DG.

SÉCURITÉ SOCIALE, **2,** DG.

TRAITÉS ET CONVENTIONS, **14,** DG.

ASSURANCE VOLONTAIRE

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Solidarité nationale, santé.

ATR 42 (avion)

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Transports.

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **60.**

ATTACHÉS D'ADMINISTRATION

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Services du Premier ministre. – I. – Services généraux.

QUESTIONS ORALES, n[os] **104** (J.O. du 5 mars 1981), **171.**

ATTENTATS

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **486.**

ATTENTATS AUX MŒURS

1. – **Proposition de loi tendant à abroger l'alinéa 2 de l'article 331 du code pénal,** présentée par M. Henri Caillavet, sénateur [13 octobre 1981] [n° **22** (1981-1982)]. – Renvoi à la Commission des lois.

AUBERGES DE JEUNESSE

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Temps libre.

AUDIOVISUEL

Voir ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, **1** : deuxième lecture, DG.

LOI DE FINANCES, **1** : Radiodiffusion-télévision française ; Éducation nationale ; Culture.

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **35.**

(Charte de l'audiovisuel.)

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **15.**

RADIODIFFUSION, **1,** DG ; deuxième lecture, DG.

AUDIT

Voir QUESTION ORALE, n° **167.**

AUTO-DÉFENSE

Voir PEINE DE MORT, **1,** DG ; Question préalable.

AUTOMOBILE (industrie)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** DG ; Industrie ; Commerce extérieur.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **1,** DG.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **2,** DG ; CMP.

QUESTIONS ORALES, n[os] **2, 117.**

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n[os] **482, 489, 1, 14, 65.**

AUTOMOBILES

Voir ANIMAUX, **1,** DG.

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **1.**

(Musée de l'automobile)

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Culture.

AUTORITÉ PARENTALE

1. – **Proposition de loi tendant à modifier les articles 372, 373-2, premier alinéa, et 374, second alinéa, du Code civil en reconnaissant l'extension de la notion d'autorité parentale exercée conjointement par les père et mère vivant en cohabitation hors mariage, les droits de surveillance et d'éducation exercés conjointement par les père et mère divorcés ou séparés de corps, l'autorité parentale conjointe pour les enfants naturels reconnus par le père et la mère,** présentée par M. Henri Caillavet, sénateur (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 7 avril 1981. – 2 juillet 1981) [n° **280** (1980-1981)]. – Renvoi à la Commission des lois.

AUTOROUTES

Voir LOI DE FINANCES, **1,** DG ; Transports.

QUESTIONS ORALES, n[os] **27, 93, 95, 153.**

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **1.**

AUXILIARIAT (enseignement)

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Éducation nationale.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **1,** DG.

QUESTION ORALE, n° **118** (J.O. du 3 avril 1981).

AVIATION CIVILE

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Transports.

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n[os] **50, 51, 81.**

AVIATION LÉGÈRE ET SPORTIVE

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Transports.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **60.**

AVIONS

Voir A 300.
A 310.
A 320.
AIRBUS.
CANADAIRS.
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **1,** DG.

(Avions de combat.)

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Défense.

(Avions supersoniques.)

Voir CONCORDE.
LOI DE FINANCES, 1 : Transports.

AVOCATS

1. — **Proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions du statut des avocats,** présentée par M. Michel Dreyfus-Schmidt, sénateur et plusieurs de ses collègues [2 juillet 1981] [n° **289** (1980-1981)]. — Renvoi à la Commission des lois.

(Avocats.)

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Justice.
QUESTION ORALE, n° **58.**

AVOCATS AU CONSEIL D'ÉTAT ET A LA COUR DE CASSATION

Voir JUSTICE, **2,** DG.

AVOIR FISCAL

Voir QUESTION ORALE, n° **13.**
TRAITÉS ET CONVENTIONS, **17,** DG.

AVORTEMENT

1. — **Proposition de loi tendant à modifier les lois n° 75-17 du 17 janvier 1975 et n° 79-1204 du 31 décembre 1979 relatives à l'interruption volontaire de grossesse,** présentée par M. Henri Caillavet, sénateur [8 septembre 1981] [n° **362** (1980-1981)]. — Renvoi à la Commission des affaires sociales.

2. — **Proposition de loi tendant à améliorer la législation de l'interruption volontaire de grossesse,** présentée par Mme Marie-Claude Beaudeau, sénateur et plusieurs de ses collègues [23 septembre 1981] [n° **391** (1980-1981)]. — Renvoi à la Commission des affaires sociales.

(Avortement.)

Voir AMNISTIE, **1,** DG.
INTERRUPTION VOLONTAIRE DE GROSSESSE (IVG).

B

BACCALAURÉAT

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Éducation nationale.

BANANE

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Départements et territoires d'outre-mer.

BANQUE DE FRANCE

Voir LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **1,** DG.

BANQUE D'INFORMATION POLITIQUE ET D'ACTUALITÉ (BIPA)

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Services du Premier ministre. — I. — Services généraux.

BANQUEROUTES

Voir AMNISTIE, **1,** DG.

BANQUES

Voir COMPAGNIES FINANCIÈRES
DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, **1, 2.**
LOI DE FINANCES, **1,** DG ; Industrie ; Commerce extérieur ; art. 15.
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **1,** DG ; CMP.
NATIONALISATION, **1,** DG ; nouvelle lecture, DG.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **15.**

BARRAGES

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **25.**

BATEAUX DE PLAISANCE

Voir FRANCISATION ET NAVIGATION (droit de).

BATELLERIE

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Transports.

BÂTIMENT (industrie du)

Voir BAUX, **1,** DG.
DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, **2.**
LOI DE FINANCES, **1,** DG ; Urbanisme et logement.
PLAN, **1,** DG.
QUESTIONS ORALES, n^{os} **96, 149.**
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n^{os} **4, 6, 75.**

(Artisans du bâtiment.)

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Commerce et artisanat.

BÂTIMENTS PUBLICS

Voir CONSTRUCTIONS PUBLIQUES.
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **1,** DG.
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **3,** DG ; art. 19.

BAUX

1. — **Projet de loi relatif à la modération des loyers,** présenté au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Roger Quilliot, ministre de l'urbanisme et du logement [9 novembre 1981] (n° **546**). — Renvoi à la Commission des lois. — Rapport de M. Roger Rouquette [19 novembre 1981] (n° **558**). — Discussion [26 novembre 1981]. — Adoption [26 novembre 1981] (n° **66**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (PREMIÈRE LECTURE) [30 novembre 1981] [n° **83** (1981-1982)]. — Renvoi à la Commission des lois. — Pour avis à la Commission des affaires économiques [5 décembre 1981]. — Rapport de M. Paul Pillet [10 décembre 1981] [n° **111** (1981-1982)]. — Avis de M. Robert Laucournet [10 décembre 1981] [n° **114** (1981-1982)]. — Discussion [15 décembre 1981] (p. 4232, 4253). — Adoption [15 décembre 1981] (n° **18**).

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (DEUXIÈME LECTURE) [15 décembre 1981] (n° **613**). — Renvoi à la Commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLÉE NATIONALE) ; rapport de M. Roger Rouquette [18 décembre 1981] (n° **649**). – Discussion [18 décembre 1981]. – Adoption [18 décembre 1981] (n° **86**).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SÉNAT) ; rapport de M. Paul Pillet [18 décembre 1981] [n° **139** (1981-1982)]. – Discussion [18 décembre 1981] (p. 4387). – Adoption [18 décembre 1981] (n° **25**).

PROMULGATION : loi n° 81-1161 du 30 décembre 1981 (J.O. Lois et décrets du 31 décembre 1981).

Discussion (première lecture)

[15 décembre 1981] (p. 4232, 4253).

I. – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 4232, 4236) : *MM. Roger Quilliot, ministre de l'urbanisme et du logement ; Paul Pillet, rapporteur de la Commission des lois ; Robert Laucournet, rapporteur pour avis de la Commission des affaires économiques ; Fernand Lefort.*

AIDE PERSONNALISÉE AU LOGEMENT (APL) : Quilliot (Roger) (p. 4232) ; Laucournet (Robert) (p. 4234).

ALLOCATION LOGEMENT : Quilliot (Roger) (p. 4232) ; Lefort (Fernand) (p. 4235).

ARTISANS : Lefort (Fernand) (p. 4235).

BÂTIMENT (industrie du) : Laucournet (Robert) (p. 4235).

BAUX COMMERCIAUX : Pillet (Paul) (p. 4233) ; Lefort (Fernand) (p. 4235).

CONSTRUCTION : Quilliot (Roger) (p. 4233) ; Pillet (Paul) (p. 4233).

CONVENTIONNEMENT : Quilliot (Roger) (p. 4232) ; Pillet (Paul) (p. 4233).

ÉNERGIE (économies d') : Laucournet (Robert) (p. 4235).

HABITATIONS A LOYER MODÉRÉ (HLM) : Quilliot (Roger) (p. 4232) ; Pillet (Paul) (p. 4233) ; Laucournet (Robert) (p. 4234) ; Lefort (Fernand) (p. 4235).

INFLATION : Laucournet (Robert) (p. 4235) ; Lefort (Fernand) (p. 4235).

LOGEMENT : Quilliot (Roger) (p. 4232, 4233) ; Pillet (Paul) (p. 4233) ; Laucournet (Robert) (p. 4234) ; Lefort (Fernand) (p. 4235).

LOGEMENT SOCIAL : Quilliot (Roger) (p. 4233) ; Lefort (Fernand) (p. 4235).

LOYERS : Quilliot (Roger) (p. 4232, 4233) ; Pillet (Paul) (p. 4233) ; Laucournet (Robert) (p. 4234) ; Lefort (Fernand) (p. 4235).

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES : Lefort (Fernand) (p. 4235).

PLAN INTÉRIMAIRE : Laucournet (Robert) (p. 4235).

PRÊTS A L'ACCESSION A LA PROPRIÉTÉ (PAP) : Laucournet (Robert) (p. 4235).

PRÊTS LOCATIFS AIDES (PLA) : Laucournet (Robert) (p. 4235).

SPÉCULATION FONCIÈRE : Lefort (Fernand) (p. 4235).

TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE (TVA) : Lefort (Fernand) (p. 4235).

II. – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4236, 4253) : *MM. Michel Dreyfus-Schmidt ; Roger Quilliot, ministre ; Paul Pillet, rapporteur ; Robert Laucournet, rapporteur pour avis ; Fernand Lefort ; Marcel Rudloff ; Richard Pouille ; Louis Souvet ; Philippe de Bourgoing, Jacques Carat.*

Article 1er *(Durée et champ d'application des mesures de modération des loyers)* (p. 4236).

Adoptés : amendement n° 15 de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis : fixation du 1er décembre 1981 au 31 mai 1982 de la période de modération des loyers (p. 4238). – Amendement de coordination n° 16, précédemment réservé (p. 4238) de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis (p. 4249). – Amendement n° 17 de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis : modération des loyers et suppression des dispositions concernant le changement ou non de locataire pour les nouvelles locations (p. 4239). – Amendement n° 18 de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis : non application des dispositions du projet aux locaux vacants par décision de justice ou volonté du précédent preneur (p. 4239). – Amendement de forme n° 20 de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis (p. 4240). – Amendement n° 3 de M. Paul Pillet, rapporteur, précédemment réservé (p. 4241) : suppression des dispositions de cet article excluant du projet la part initiale des logements-foyers (p. 4242). – Amendement n° 23 de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis : exclusion des dispositions de la loi des loyers des logements meublés loués par un professionnel (p. 4241). – Amendement n° 4 de M. Paul Pillet, rapporteur : exclusion des dispositions de la loi de la part initiale de la redevance assimilable aux loyers des logements-foyers (p. 4242).

Rejeté : amendement de forme n° 21 de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis (p. 4241).

Retirés : amendement n° 1 de M. Paul Pillet, rapporteur : fixation du 1er octobre 1981 au 30 juin 1982 de la période de modération des loyers (p. 4238). – Amendement n° 19 de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis : application des dispositions du projet aux locaux accessoires dépendant ou non du local principal (p. 4240). – Amendement n° 2 de M. Paul Pillet, rapporteur : travaux d'amélioration et fixation libre du montant du loyer initial (p. 4240).

– L'article 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 4249).

Article 2 *(Limitation des hausses de loyers des logements HLM et de certaines sociétés d'économie mixte)* (p. 4242).

Adopté : amendement n° 24 de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis : système de modération de la hausse des loyers d'HLM et prise en compte de la date du 30 novembre 1981 comme référence (p. 4243).

Rejeté : amendement n° 5 de M. Paul Pillet, rapporteur : loyer des logements HLM et système de majoration prenant en compte le rythme annuel d'augmentation du loyer ; fixation d'un taux pivot à 13,6 % (p. 4243).

Retiré : amendement n° 25 de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis : non application du texte aux loyers HLM inférieurs à la moyenne du montant minimum des loyers et aux logements où ont été effectués des travaux d'amélioration ou d'économies d'énergie (p. 4244).

– L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 4244).

Article 2 *bis* *(Conditions de majoration des logements soumis à la réglementation du Crédit foncier de France)* (p. 4244).

Adoptés : amendement n° 6 de M. Paul Pillet, rapporteur : règles de majoration des loyers des logements soumis à la réglementation du Crédit foncier de France ou de la Caisse centrale de coopération économique (p. 4245). – Amendement n° 27 de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis : logements soumis à la réglementation du Crédit foncier de France ou de la Caisse centrale de coopération économique et hausse du loyer dans la limite de la variation de l'indice du coût de la construction (p. 4245). – Amendement n° 28 de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis, modifié après la reprise par M. Robert Laucournet du sous-amendement n° 41 de M. Roger Quilliot, ministre : reconduction du bail d'un logement soumis à la réglementation du Crédit foncier de France ou de la Caisse centrale de coopération économique et possibilité de majoration (p. 4245). – Amendement de coordination n° 29 de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis (p. 4245). – Amendement de coordination n° 7 de M. Paul Pillet, rapporteur (p. 4246).

– L'article 2 *bis*, ainsi modifié, est adopté (p. 4246).

Article 3 *(Limitation de la hausse des loyers du secteur libre)* (p. 4246).

Adoptés : amendement de coordination n° 31, précédemment réservé (p. 4246) de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis :

principe de l'augmentation des loyers du secteur libre (p. 4249). – Amendement n° 9 de M. Paul Pillet, rapporteur : absence de référence pour la hausse des loyers du secteur libre ; limite à 80 pour cent de la variation du dernier indice publié par l'INSEE (p. 4246). – Amendement n° 33 de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis : reconduction du contrat et fixation d'une limite au nouveau loyer égale au dernier loyer du précédent contrat (p. 4237). – Amendement n° 34 de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis : règles pour la hausse des loyers du secteur libre et non application aux locaux d'habitation ou à usage mixte vacants depuis plus d'un an (p. 4247).

Retirés : amendement n° 32 de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis : absence de référence pour la hausse des loyers du secteur libre ; limite à 80 pour cent de la variation du dernier indice publié par l'INSEE (p. 4246).

Devient sans objet : amendement n° 8 de M. Paul Pillet, rapporteur précédemment réservé (p. 4246) : limitation à 80 pour cent de la variation de l'indice du coût de la construction des loyers du secteur libre dans le délai d'application de la présente loi (p. 4249).

– L'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 4249).

Après l'article 3 (p. 4247).

Adoptés : amendement n° 35 (art. additionnel) de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis : logements du secteur libre et des sociétés d'économie mixte non conventionnés et augmentation des loyers à la condition de la réalisation de travaux d'économies d'énergie au moins égale à 2.000 francs (p. 4249). – Sous-amendement n° 45 de M. Paul Pillet, rapporteur, à l'amendement n° 35 (art. additionnel) de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis : estimation du coût des travaux à au moins 50 francs le mètre carré de surface habitable (p. 4249). – Sous-amendement n° 42 de M. Roger Quilliot, ministre, à l'amendement n° 35 (art. additionnel) de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis : reconduction du bail ou nouvelle location et hausse du loyer (p. 4249). – Sous-amendement n° 43 de M. Roger Quilliot, ministre, à l'amendement n° 35 (art. additionnel) de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis : communication de la facture des travaux et révision ou fixation du nouveau loyer (p. 4249).

Devient sans objet : sous-amendement n° 44 de M. Roger Quilliot, ministre, à l'amendement n° 35 (art. additionnel) de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis : non application de ces dispositions aux locaux d'habitation ou à usage mixte vacants depuis plus d'un an (p. 4248).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 4249).

Article 3 *bis* *(Redevance des logements-foyers).* – Adopté (p. 4249).

Article 4 *(Interdiction des mesures de rattrapage)* (p. 4249).

Adopté : amendement n° 36 de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis : expiration de la date d'application de la loi et interdiction des mesures de rattrapage pour l'ensemble des loyers soumis à limitation (p. 4250).

Devient sans objet : amendement n° 14 de M. Paul Pillet, rapporteur : expiration de la date d'application de la loi et interdiction des mesures de rattrapage pour l'ensemble des loyers soumis à limitation (p. 4250).

– L'article 4, ainsi modifié, est adopté (p. 4250).

Article 4 *bis* *(Évolution des loyers des baux commerciaux)* (p. 4250).

Rejetés : amendement n° 39 de M. Louis Souvet : locaux commerciaux et fixation en cas de renouvellement pour 1982 du coefficient de hausse (p. 4250). – Amendement n° 37 de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis : locaux commerciaux et fixation en cas de renouvellement pour 1982 du coefficient de hausse (p. 4250).

– L'article 4 *bis* est adopté (p. 4250).

Article 5 *(Répression des infractions)* (p. 4250).

Adopté : amendement n° 11 de M. Paul Pillet, rapporteur : suppression de cet article prévoyant la répression des infractions à la présente loi (p. 4251).

– L'article 5 est supprimé (p. 4251).

Article 6 *(Détermination des charges récupérables dans le secteur HLM).* – Adopté (p. 4251).

Article 7 *(Extension du champ d'application de la loi)* (p. 4251).

Adoptés : amendement n° 46 de M. Paul Pillet, rapporteur : principe des charges récupérables dans le secteur HLM et non application aux logements régis par le chapitre III de la loi du 1er septembre 1948, et à ceux dont le loyer est réglementé par le Crédit foncier de France ou la Caisse centrale de coopération économique qu'ils soient conventionnés ou non (p. 4252). – Amendement n° 47 de M. Paul Pillet, rapporteur : suppression de dispositions de cet article pour coordination (p. 4253).

Retiré : amendement n° 38 de M. Jacques Carat : régime des charges récupérables dans le secteur HLM et application aux logements des sociétés d'économie mixte conventionnés dans le cadre de la loi du 3 janvier 1977 (p. 4252).

Devient sans objet : amendement n° 40 de M. Roger Quilliot, ministre : principe des charges récupérables dans le secteur HLM et non application aux logements régis par le chapitre III de la loi du 1er septembre 1948 (p. 4252).

– L'article 7, ainsi modifié, est adopté (p. 4253).

Après l'article 7 (p. 4253).

Retiré : amendement n° 12 (art. additionnel) de M. Michel Charasse soutenu par M. Jacques Carat : non application de la présente loi aux immeubles donnés en location à l'État par les collectivités locales (p. 4253).

Explication de vote :

– *M. Louis Virapoullé* (p. 4253) : location et maîtrise de l'inflation. Projet de loi et perte de confiance dans le secteur du bâtiment ; blocage des loyers et risques de déséquilibre ; menaces sur les épargnants. Protection des droits des locataires et des propriétaires.

Adoption [15 décembre 1981] (p. 4253).

Discussion (Commission mixte paritaire)

[18 décembre 1981] (p. 4385, 4387).

I. – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 4385) : *MM. Paul Pillet, rapporteur pour le Sénat ; Roger Quilliot, ministre de l'urbanisme et du logement.*

LOYERS : Pillet (Paul) (p. 4385) ; Quilliot (Roger) (p. 4385).

II. – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4385, 4387) : *MM. Roger Quilliot, ministre ; Paul Pillet, rapporteur.*

Article 1er (p. 4385). – Amendement n° 4 de M. Roger Quilliot, ministre : application des dispositions du projet de loi à compter du 7 octobre 1981 (p. 4385). – Amendement de forme n° 1 de M. Roger Quilliot, ministre (p. 4386).

Article 2 (p. 4386). – Amendement de coordination n° 3 de M. Roger Quilliot, ministre (p. 4386).

Articles 2 *bis*, 3, 3 *bis* A (p. 4386).

Article 4 (p. 4387).

Article 7 (p. 4387). – Amendement n° 2 de M. Roger Quilliot, ministre : charges de gardiennage non récupérables sur le locataire en ce qui concerne les organismes d'HLM et les logements des sociétés d'économie mixte ou financées par le crédit foncier (p. 4387).

Vote unique sur l'ensemble du projet de loi dans la rédaction proposée par la Commission mixte paritaire modifiée par les amendements du gouvernement (p. 4387).

Adoption [18 décembre 1981] (p. 4387).

(Baux commerciaux.)

Voir BAUX, 1, DG.

(Baux [statut des locataires].)

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, 1.

(Baux d'habitation.)

Voir BAUX, 1.

BAUX DE CARRIÈRE

Voir LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 4, DG.

BAUX RURAUX

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Agriculture.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 71.

BÉNÉFICES AGRICOLES

Voir IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES AGRICOLES
LOI DE FINANCES, 1 : art. 14.
REVENU AGRICOLE.

BÉNÉFICES INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX

Voir LOI DE FINANCES, 1 : art. 14 ; art. 71.
TRAITÉS ET CONVENTIONS, 18, DG.

BÉNÉFICES NON COMMERCIAUX

Voir LOI DE FINANCES, 1 : art. 14.

BERLIN (statut)

Voir TRAITÉS ET CONVENTIONS, 22, DG.

BESANÇON

Voir NATIONALISATION, 1, DG.

BEST-SELLERS (livres)

Voir LIVRES, 1, DG.

BETTERAVES

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Agriculture.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 25.

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Éducation nationale ; Culture.

BIBLIOTHÈQUES

Voir LIVRES, 1, DG.
LOI DE FINANCES, 1 : Éducation nationale ; Culture.
PLAN, 1, DG.
QUESTION ORALE, n° 55.

« BIENVENUE FRANCE » (groupe d'intérêt économique)

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Temps libre.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 15.

BIÈRE

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 3.

BIJOUTERIE ET JOAILLERIE

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s 489, 1.

BILANS

Voir QUESTION ORALE, n° 167.

BIO-INDUSTRIE

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Commerce extérieur.

(Bio-gaz.)

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 1.

BLÉ

Voir QUESTION ORALE, n° 45.

BLUM (Léon)

Voir COLLECTIVITÉS LOCALES, 2, DG.

BOIS ET FORÊTS

Voir LOI DE FINANCES, 1 : art. 30.
QUESTION ORALE, n° 113.
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s 24, 25.

BOIS (industrie)

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Agriculture.
QUESTIONS ORALES, n°s 103, 154.
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s 3, 24, 25.

BOISSONS ET ALCOOLS

1. — **Proposition de loi relative à la distillation en franchise de droits d'une partie de la production d'eau-de-vie naturelle des récoltants-producteurs,** présentée par M. Serge Mathieu, sénateur et plusieurs de ses collègues [30 juillet 1981] [n° 342 (1980-1981)]. — Renvoi à la Commission des finances.

2. — **Proposition de loi rétablissant l'allocation de franchise supprimée par les ordonnances n° 60-907 du 30 août 1960 et n° 60-1253 à 1256 du 29 novembre 1960,** présentée par M. Marcel Daunay, sénateur et plusieurs de ses collègues [31 juillet 1981] [n° 345 (1980-1981)]. — Renvoi à la Commission des finances.

BOMBE A NEUTRONS

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Défense.

BONS ANONYMES

Voir LOI DE FINANCES, 1 : art. 10.

BOULONNAIS

Voir QUESTION ORALE, n° 65.

BOURSE DES VALEURS

Voir NATIONALISATION, 1, DG.
QUESTION ORALE, n° 76.

BOURSES « AVENTURE, JEUNESSE, INITIATIVE, RESPONSABILITÉS » (AJIR)

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Temps libre.

BOURSES D'ÉTUDES

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Éducation nationale ; Agriculture ; Départements et territoires d'outre-mer ; Solidarité nationale, santé.

BOUSSAC SAINT-FRÈRES (société)

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 21.

BOVINS

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 8.

BRETAGNE

Voir QUESTION ORALE, n° 41.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 25.

« BRETAGNE - ANGLETERRE - IRLANDE » (BAI) (société)

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Mer.

BREVET D'ÉTUDES PROFESSIONNELLES (BEP)

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Éducation nationale.

BREVET PROFESSIONNEL AGRICOLE (BPA)

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Services du Premier ministre. — I. — Services généraux.

BREVETS

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Commerce extérieur ; Mer.

BRITISH STEEL CORPORATION

Voir LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 2, DG.

BRUIT

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Environnement.

BUDGET ANNEXE DES PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES (BAPSA)

Voir LOI DE FINANCES, 1 ; Agriculture ; art. 33 et 34.

BUDGET DE L'ÉTAT

Voir LOIS DE FINANCES, LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES ET LOIS DE RÈGLEMENT.
LOI DE FINANCES, 1 : art. 41 à 46.
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 2.
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 3 : art. 15.
PLAN, 1.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 3.

BUDGETS ANNEXES

Voir LOIS DE FINANCES, LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES ET LOIS DE RÈGLEMENT.
LOI DE FINANCES, 1 : art. 32 ; art. 47 ; art. 48.

BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL (BIT)

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 21.

C

CÂBLES (industrie)

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Industrie.

CABOTAGE

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Mer.

CADASTRE

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Agriculture.

CADRES

Voir NATIONALISATION, 1, DG ; Nouvelle lecture, DG.

(Cadres : fuite des cerveaux.)

Voir LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, DG.
NATIONALISATION, 1, DG ; Nouvelle lecture, DG.

CAILLAUX (Citation de Joseph Caillaux sur la politique de Léon Blum).

Voir LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, DG.

CAISSE CENTRALE DE COOPÉRATION ÉCONOMIQUE

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Relations extérieures. — I. — Services diplomatiques et généraux. — II. — Coopération.

CAISSE D'AMORTISSEMENT POUR L'ACIER

Voir LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 2, DG.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Dépôt du rapport de la Commission de surveillance, de M. Robert Bisson, député [2 juillet 1981] (p. 779).

(Caisse des dépôts et consignations.)

Voir COLLECTIVITÉS LOCALES, 2, DG.
QUESTION ORALE, n° 9.

CAISSE DES EXPATRIES

Voir LOI DE FINANCES, 1, Solidarité nationale, santé.

CAISSE NATIONALE DE L'INDUSTRIE (CNI)

Voir LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 3, DG.
NATIONALISATION, 1, nouvelle lecture, DG.

CAISSE NATIONALE DES BANQUES

Voir NATIONALISATION, 1.

CAISSE NATIONALE DE RETRAITE DES AGENTS DES COLLECTIVITÉS LOCALES

Voir POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE, 1, DG.

CAISSE NATIONALE DES ÉCONOMIES D'ÉNERGIE

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 25.

CAISSES D'ÉPARGNE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Urbanisme et logement.
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, DG.

(Caisse nationale d'épargne.)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Postes et télécommunications ; Intérieur et décentralisation.

CALAMITÉS

Voir LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, DG.

CALAMITÉS AGRICOLES

1. — **Proposition de loi tendant à organiser un régime minimum d'assurance obligatoire contre les calamités agricoles,** présenté par M. Henri Caillavet, sénateur [30 juillet 1981] [n° 341, (1980-1981)]. — Renvoi à la Commission des affaires économiques.

(Calamités agricoles.)

VOIR LOI DE FINANCES, 1, Agriculture.
QUESTION ORALE, n° 79.

CAMBODGE

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, 1.

CAMPAGNE ÉLECTORALE

Voir QUESTION ORALE, n° **39.**

CAMPING ET CARAVANING

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Temps libre.
QUESTION ORALE, n° **157.**
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **15.**

CAMPS MILITAIRES

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Défense.
QUESTION ORALE n° **54.**

CANADA

Rapport d'information, fait, au nom de la Commission des affaires sociales, à la suite d'une mission effectuée du 1er au 12 juillet 1980 par une délégation de cette Commission chargée d'étudier certains problèmes sanitaires et sociaux au **Canada,** par M. Jean Mézard et plusieurs de ses collègues (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 20 décembre 1980. – 2 avril 1981) [n° **238** (1980-1981)].

(Canada.)

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **76.**

CANADAIRS

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Intérieur et décentralisation.

CANAUX

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Transports
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, nos **9, 12, 20.**

CANNE A SUCRE

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Agriculture.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **48.**

CANTONS

Voir COLLECTIVITÉS LOCALES, **2,** DG.

CAOUTCHOUC

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, **5,** DG.

CAPITAL - DÉCÈS

Voir QUESTION ORALE, n° **84.**

CAPITAL SOCIAL

Voir SOCIÉTÉS CIVILES ET COMMERCIALES, **1**

CARAÏBES

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Départements et territoires d'outre-mer.

CARBURANTS

Voir LOI DE FINANCES, **1,** art. 31 et 35.

(Carburants [détaxation].)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Temps libre ; agriculture.
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **4,** DG.

(Carburant [prix du].)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** DG ; industrie.

CAR - FERRIES

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Mer.

CARTE D'IDENTITÉ

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Intérieur et décentralisation.

CARTE ORANGE (transports)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Transports.

CARTE UNIVERSITAIRE

Voir DÉCLARATION DU GOUVERNEMENT, **1.**
ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, **1,** DG.

CASIER JUDICIAIRE (informatisé)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Justice.

CEINTURES DE SÉCURITÉ

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Transports.

CENTRALES ÉLECTRIQUES

Voir QUESTION ORALE, n° **89.**

CENTRALES HYDRO-ÉLECTRIQUES (micro-centrales)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Environnement.

CENTRALES NUCLÉAIRES

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, **3.**
LOI DE FINANCES, **1,** Industrie ; commerce extérieur.
QUESTIONS ORALES, n° **91** (J.O. du 29 janvier 1981), **94.**
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, nos **25, 26, 41, 42, 43, 44, 45, 54.**

CENTRALES THERMIQUES

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Industrie.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **25.**

CENTRE CULTUREL DU MARAIS

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Culture.

CENTRE DE LA CINÉMATOGRAPHIE

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Culture.

CENTRE DE RECHERCHE ET DE DOCUMENTATION SUR LA CONSOMMATION (CREDOC)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Plan et aménagement du territoire.

CENTRE DES HAUTES ÉTUDES SUR L'AFRIQUE ET L'ASIE MODERNES

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Services du Premier ministre. – I. – services généraux.

CENTRE D'ÉTUDE DES REVENUS ET DES COUTS (CERC)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Plan et aménagement du territoire ; Budget.

CENTRE D'ÉTUDES PROSPECTIVES D'INFORMATIONS INTERNATIONALES (CEPII)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Plan et aménagement du territoire.

CENTRE D'EXPÉRIMENTATION ATOMIQUE DU PACIFIQUE

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Mer.

CENTRE EUROPÉEN DE RECHERCHE NUCLÉAIRE (CERN)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Recherche et technologie.

CENTRE FRANÇAIS DU COMMERCE EXTÉRIEUR (CFCE)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Agriculture ; Commerce extérieur ; Services économiques et financiers.

CENTRE INTERNATIONAL POUR LE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS RELATIFS AUX INVESTISSEMENTS (CIRDI)

Voir TRAITÉS ET CONVENTIONS, **6,** DG.

CENTRE NATIONAL D'ART ET DE CULTURE GEORGES POMPIDOU

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Culture.

CENTRE NATIONAL DE DOCUMENTATION PÉDAGOGIQUE (CNDP)

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **35.**

CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE (CNRS)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Recherche et technologie ; éducation nationale.

CENTRE NATIONAL DES LETTRES

Voir LIVRES, **1,** DG.

LOI DE FINANCES, **1,** Culture.

CENTRE NATIONAL D'ÉTUDES ET D'EXPÉRIMENTATION DU MACHINISME AGRICOLE (CNEEMA)

Voir QUESTION ORALE, n° **125.**

CENTRE NATIONAL D'ÉTUDES SPATIALES (CNES)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Recherche et technologie.

CENTRE NATIONAL DU MACHINISME AGRICOLE DU GÉNIE RURAL ET DES EAUX ET FORÊTS (CEMAGREF)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Agriculture.

CENTRE NATIONAL POUR L'AMÉNAGEMENT DES STRUCTURES DES EXPLOITATIONS AGRICOLES (C.N.A.S.E.A.)

Dépot d'un **rapport du gouvernement** sur l'activité du C.N.A.S.E.A. en application des prescriptions de l'article 59 de la loi de finances pour 1966 n° **65997** du 29 novembre 1965 [8 septembre 1981] (p. 1375).

CENTRE NATIONAL POUR L'EXPLOITATION DES OCÉANS (CNEXO)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Recherche et technologie ; Mer.

CENTRES CULTURELS

Voir TRAITES ET CONVENTION, **21,** DG.

(Centres culturels français à l'étranger)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Relations extérieures. – I. – services diplomatiques et généraux. – II. – coopération.

CENTRES DE CALCUL ÉLECTRONIQUE

Voir QUESTION ORALE, n° **118.**

CENTRES DE FORMATION D'APPRENTIS (CFA)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Commerce et artisanat ; services du Premier ministre. – I. – Services généraux.

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **492.**

CENTRES DE GESTION AGRÉÉS

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Commerce et artisanat.

CENTRES DE SANTÉ INTÉGRÉS

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, **1**

LOI DE FINANCES, **1,** Solidarité nationale, santé.

QUESTION ORALE, n° **105.**

CENTRES D'ÉTUDES TECHNIQUES DE L'ÉQUIPEMENT

Voir LOI DE FINANCES, **1,** DG.

CENTRES DE VACANCES

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Temps libre

CENTRES RÉGIONAUX D'ÉDUCATION PHYSIQUE ET SPORTIVE ET D'ÉDUCATION POPULAIRE (CREPS)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Temps libre.

CENTRES RÉGIONAUX OPÉRATIONNELS DE SURVEILLANCE ET DE SAUVETAGE (CROSS)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Mer.

CENTRES-VILLES

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Urbanisme et logement

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **4.**

CENTRE TECHNIQUE DE L'INDUSTRIE HORLOGERIE (CETEHOR)

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **1.**

CENTRE TECHNIQUE DU GÉNIE RURAL DES EAUX ET FORÊTS (CTGREF)

Voir QUESTION ORALE, n° **125.**

CENTRE TECHNIQUE INTERPROFESSIONNEL (CTIFL)

Voir QUESTION ORALE, n° **124.**

CÉRÉALES

Voir BLÉ

LOI DE FINANCES, **1,** Agriculture

QUESTIONS ORALES, n° **11, 45.**

CÉRÉMONIES PUBLIQUES ET FÊTES LÉGALES

1. – **Proposition de loi tendant à déclarer le 8 mai jour férié,** présentée par M. Jean Cluzel, sénateur et plusieurs de ses collègues (29 juillet 1981) [n° **338,** (1980-1981)]. – Renvoi à la Commission des affaires sociales.

(Cérémonies publiques et fêtes légales.)

Voir FÊTES LÉGALES

CERTIFICAT D'APTITUDE AU PROFESSORAT D'ÉDUCATION PHYSIQUE ET SPORTIVE (CAPEPS)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Éducation nationale.

CERTIFICAT D'APTITUDE PROFESSIONNELLE (CAP)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Éducation nationale.

CHAMBRES D'AGRICULTURE

1. – **Projet de loi relatif à la durée du mandat des membres des chambres d'agriculture,** présenté au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par Mme Édith Cresson, ministre de l'agriculture [21 octobre 1981] (n° **477**). – Renvoi à la Commission de la production. – Rapport de M. Gilbert Sénès [17 novembre 1981] (n° **549**). – Discussion [25 novembre 1981]. – Adoption [25 novembre 1981] (n° **59**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (PREMIÈRE LECTURE) [26 novembre 1981] [n° **77** (1981-1982)]. – Renvoi à la Commission des affaires économiques. – Pour avis à la Commission des lois [3 décembre 1981]. – Renonciation [11 décembre 1981]. – Rapport de M. Marcel Daunay [9 décembre 1981] [n° **109** (1981-1982)]. – Discussion [14 décembre 1981] (p. 4210, 4214). – Adoption modifiée [14 décembre 1981] (n° **15**).

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (DEUXIÈME LECTURE) [15 décembre 1981] (n° **611**). – Renvoi à la Commission de la production; – Rapport de M. Gilbert Sénès [17 décembre 1981] (n° **620**). – Discussion [17 décembre 1981]. – Adoption [17 décembre 1981] (n° **84**).

PROMULGATION : loi n° **81-1138** du 24 décembre 1981 (J.O. Lois et décrets du 26 décembre 1981).

Discussion (première lecture)

[14 décembre 1981] (p. 4210, 4214).

I. – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 4211, 4213) : *MM. André Cellard, secrétaire d'État à l'agriculture ; Marcel Daunay, rapporteur de la Commission des affaires économiques, James Marson.*

CHAMBRES D'AGRICULTURE : Cellard (andré) (p. 4210, 4211, 4213) ; Daunay (Marcel) (p. 4211, 4212, 4213) ; Marson (James) (p. 4213).

DÉCENTRALISATION : Daunay (Marcel) (p. 4213) ; Marson (James) (p. 4213).

PARLEMENT (CONTRÔLE DU) : Daunay (Marcel) (p. 4212) ; Cellard (André) (p. 4213).

II. – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 4214) : *MM. Marcel Daunay rapporteur ; Adolphe Chauvin, James Marson.*

Article unique (Expiration des mandats des membres des chambres d'agriculture et renouvellement) (p. 4214).

– *Adopté :* amendement n° 1 de M. Marcel Daunay, rapporteur : renouvellement des membres des chambres d'agriculture et consultation d'une Commission composée de députés, de sénateurs et de membres du conseil économique et social (p. 4214).

– l'article unique, ainsi modifié, est adopté (p. 4214).

Adoption [14 décembre 1981] (p. 4214).

CHAMBRES DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Commerce et artisanat.

CHAMBRES DES MÉTIERS

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Commerce et artisanat.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **492.**

CHAMBRES RÉGIONALES DES COMPTES

Voir COLLECTIVITÉS LOCALES, **2,** DG.
LOI DE FINANCES, **1,** DG ; Services économiques et financiers.

CHANSON

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Relations extérieures. – I. – services diplomatiques et généraux. – II. – coopération ; Culture.
QUESTION ORALE, n° **87.**

CHANTIERS DE DÉVELOPPEMENT LOCAL

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Travail.

CHAPTALISATION

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **3.**

CHARBON

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, **3.**
LOI DE FINANCES, **1,** Industrie ; Commerce extérieur.
QUESTION ORALES, n° **87** (J.O. du 8 janvier 1981), **102** (J.O. du 5 mars 1981), **90.**
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n° **25, 53, 56.**

CHARBONNAGES DE FRANCE

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Industrie
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n° **25, 53.**

CHARGES DÉDUCTIBLES

Voir LOI DE FINANCES, **1,** art. 69 ; art. 70.

CHARGES PUBLIQUES

Voir LOI DE FINANCES, **1,** art. 38.

CHASSE

1. – **Proposition de loi relative au remembrement des enclaves cynégétiques** présenté par MM. Jacques Ménard et Roland du Luart sénateurs [26 juin 1981] [n° **349** (1979-1980)]. – Renvoi à la Commission des affaires économiques. – Reprise par ses auteurs le 20 octobre 1981.

(Chasse)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Environnement ; Départements et territoires d'outre-mer.

CHÈQUES

Voir LOI DE FINANCES, **1,** art. 77.

CHÈQUES POSTAUX

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Postes et télécommunications.

« CHÉQUES VACANCES »

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, **1**
LOI DE FINANCES, **1,** Temps libre
PLAN, **1** DG.
POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE, **1,** DG.
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n° **15, 52.**

CHERCHEURS

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Recherche et technologie

(Statut des chercheurs)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** DG.

CHEVAUX

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **11.**

CHIMIE (INDUSTRIE)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** environnement ; Transports.
NATIONALISATIONS, **1,** DG.

CHIRURGIENS - DENTISTES

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Solidarité nationale, santé.
QUESTION ORALE, n° **145.**

CHINE (RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Relations extérieures. I. services diplomatiques et généraux. II. – coopération.
TRAITÉS ET CONVENTIONS, **3.**

CHÔMAGE

Voir DÉCLARATION DU GOUVERNEMENT, **1, 2.**

ÉTRANGERS, 1, DG.

LOI DE FINANCES, 1, DG ; Services du Premier ministre. I. services généraux ; Défense ; Postes et télécommunications ; Éducation nationale ; Temps libre ; Agriculture ; Intérieur et décentralisation ; Départements et territoires d'outre-mer ; Solidarité nationale, santé ; Travail ; Mer.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, DG.

POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE, 1, DG.

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE.

QUESTIONS ORALES, n° **108, 117, 120, 144.**

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n^{os} **1, 21, 66.**

TRAITÉS ET CONVENTIONS, **14,** DG.

CHÔMAGE (Indemnisation du)

1. — **Proposition de loi tendant à créer une allocation complémentaire pour certains chômeurs agés de plus de cinquante cinq ans dans l'attente de percevoir la garantie de ressources** présentée par M. Hector Viron, sénateur et plusieurs de ses collègues (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 20 décembre 1980. — 2 avril 1981) [n° **226** (1980-1981)]. — Renvoi à la Commission des affaires sociales.

(Chômage [indemnisation du].)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Travail ; art. 12

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **1,** DG.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **3,** DG, art. 15

POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE, **1,** DG.

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **69.**

CHÔMEURS

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Solidarité nationale, santé.

PLAN, **1,** DG.

SÉCURITÉ SOCIALE, **2,** ; CMP.

CINÉMA

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Culture.

PLAN, **1,** DG.

CIRCULATION ROUTIÈRE

1. — **Proposition de loi tendant à modifier l'article 18 du code de la route et à limiter les pouvoirs de la Commission spéciale en matière de suspension des permis de conduire,** présentée par M. Henri Caillavet, sénateur [24 novembre 1981] [n° **65** (1981-1982)]. — Renvoi à la Commission des lois.

(Circulation routière)

Voir QUESTIONS ORALES, n° **27, 90, 95, 153, 161.**

« CITIZEN-BAND »

Voir QUESTION ORALE, n° **35.**

« CITOYENNETÉ ÉCONOMIQUE »

Voir NATIONALISATION, **1,** DG.

CITROËN (SOCIÉTÉ)

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **1.**

CLAUSES ABUSIVES

Voir QUESTION ORALE, n° **89** (J.O. du 22 janvier 1981).

CLINIQUES PRIVÉES

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Solidarité nationale, santé.

CLIPPERTON (ÎLE)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Départements et territoires d'outre-mer.

MER, **2,** DG.

CODE DE JUSTICE MILITAIRE

Voir JUSTICE, **2,** 2^{e} lecture, DG.

CODE DE LA NATIONALITÉ FRANÇAISE

Voir TRAITÉS ET CONVENTIONS, **11** DG.

CODE DE LA SANTÉ PUBLIQUE

Voir TRAITÉS ET CONVENTIONS, **11,** DG.

CODE DE L'AVIATION CIVILE

Voir CODES

CODE DE PROCÉDURE PÉNALE

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Départements et territoires d'outre-mer.

CODE DES PORTS MARITIMES

Voir CODES

CODE DU DOMAINE PUBLIC FLUVIAL ET DE LA NAVIGATION INTÉRIEURE

Voir CODES

CODE DU TRAVAIL

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Départements et territoires d'outre-mer ; Travail.

CODE PÉNAL

Voir LIBERTÉS PUBLIQUES, **2,** DG.

LOI DE FINANCES, **1,** Justice ; Départements et territoires d'outre-mer.

(RÉFORME DU CODE PÉNAL)

Voir PEINE DE MORT, **1,** DG ; Question préalable.

CODES

1. — **Projet de loi conférant valeur législative à la première partie (législative) du code des ports maritimes, modifiant ce code et celui du domaine public fleuvial et de la navigation intérieure et complétant le code de l'aviation civile** présenté au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Louis Le Pensec, ministre de la mer [7 décembre 1981] [n° **99** (1981-1982)]. — Renvoi à la commission des affaire économiques.

CODES (feux de croisement en ville)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Transports.

COGNAC

Voir LOI DE FINANCES, **1,** DG.

COIFFEURS

Voir QUESTION ORALE, n° **159.**

COLLECTIVITÉS LOCALES

1. — **Proposition de loi tendant à admettre la possibilité d'affecter les dotations provenant du fonds de compensation de la T.V.A. au paiement des intêrets des emprunts souscrits pour investissement,** présentée par M. René Tomasini, sénateur (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 20 décembre 1980. — 2 avril 1981) [n° **235** (1980-1981)]. — Renvoi à la Commission des finances.

2. – **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,** présenté au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur et de la décentralisation (16 juillet 1981) [n° **105**]. – Renvoi à la Commission des lois. – Pour avis à la commission des affaires culturelles (16 juillet 1981), à la Commission des finances (16 juillet 1981), à la Commission de la production (17 juillet 1981). – Rapport (titres I et II) de M. Alain Richard (24 juillet 1981) [n° **237**]. – Rapport supplémentaire (titres III et IV) de M. Alain Richard (8 septembre 1981) [n° **312**]. – Discussion (27, 28, 30 et 31 juillet, 1er et 2 août, 8, 9, 10 et 11 septembre 1981). – Adoption (11 septembre 1981) [n° **25**]

TRANSMISSION AU SÉNAT (PREMIÈRE LECTURE) (15 septembre 1981) [n° **371** (1980-1981)]. – Renvoi à la commission des lois. – Pour avis à la Commission des affaires économiques (17 septembre 1981), à la Commission des finances (22 septembre 1981), à la Commission des affaires culturelles (30 septembre 1981), à la Commission des affaires sociales (29 octobre 1981). – Rapport de M. Michel Giraud (22 octobre 1981) [n° **33** (1981-1982)]. – Avis de M. Joseph Raybaud, au nom de la Commission des finances (22 octobre 1981) [n° **34** (1981-1982)], de M. Auguste Chupin, au nom de la Commission des affaires économiques (22 octobre 1981) [N° **35** (1981-1982)] de M. Jean Madelain, au nom de la Commission des affaires sociales (5 novembre 1981) [n° **49** (1981-1982)]. – Discussion (28 octobre 1981) (p. 2224, 2257) ; (29 octobre 1981) (p. 2264, 2287, 2289, 2317) ; (30 octobre 1981) (p. 2347, 2357) ; (3 novembre 1981) (p. 2374, 2392) ; (4 novembre 1981) (p. 2407, 2424) ; (5 novembre 1981) (p. 2450, 2493) ; (6 novembre 1981) (p. 2527, 2536) ; (10 novembre 1981) (p. 2553, 2566) ; (12 novembre 1981) (p. 2575, 2620) ; (13 novembre 1981) (p. 2645, 2670) ; (16 novembre 1981) (p. 2687, 2720) ; (17 novembre 1981) (p. 2728, 2771) ; (18 novembre 1981) (p. 2784, 2826) ; (19 novembre 1981) (p. 2839, 2894). – Adoption (19 novembre 1981) [n° **12**]

NOUVEL INTITULÉ : « **Projet de loi relatif aux droits, libertés et responsabilités des communes, des régions et des territoires d'outre-mer** ».

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (DEUXIÈME LECTURE) (24 novembre 1981) [n° **563**]. – Renvoi à la Commission des lois. – Rapport de M. Alain Richard (4 décembre 1981) [n° **595**]. – Discussion (les 14, 15, 18, 19 et 20 décembre 1981) – Adoption (20 décembre 1981) [n° **92**]

NOUVEL INTITULÉ : « **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions** ».

TRANSMISSION AU SÉNAT (DEUXIÈME LECTURE) (21 décembre 1981) [n° **150** (1981-1982)]. – Renvoi à la Commission des lois.

Discussion (première lecture)

(28 octobre 1981) (p. 2224, 2257) ; (29 octobre 1981) (p. 2264, 2287 ; 2289, 2317) ; (30 octobre 1981) (p. 2347, 2357) ; (3 novembre 1981) (p. 2374, 2392) ; (4 novembre 1981) (p. 2407, 2424) ; (5 novembre 1981) (p. 2450, 2493) ; (6 novembre 1981) (p. 2527, 2536) ; (10 novembre 1981) (p. 2553, 2566) ; (12 novembre 1981) (p. 2575, 2620) ; (13 novembre 1981) (p. 2645, 2670) ; (16 novembre 1981) (p. 2687, 2720) ; (17 novembre 1981) (p. 2728, 2771) ; (18 novembre 1981) (p. 2784, 2826) ; (19 novembre 1981) (p. 2839, 2894).

I. – DISCUSSION GÉNÉRALE (28 octobre 1981) (p. 2224, 2257) ; (29 octobre 1981) (p. 2264, 2287 ; 2289, 2317) ; (30 octobre 1981) (p. 2347, 2357) ; (3 novembre 1981) ; (p. 2374, 2392) ; (4 novembre 1981) (p. 2407, 2411).

MM. Michel Giraud, rapporteur de la Commission des lois ; Gaston Defferre, ministre de l'intérieur ; Auguste Chupin, rapporteur pour avis de la Commission des affaires économiques ; Joseph Raybaud, rapporteur pour avis de la Commission des finances ; Roland Ruet, rapporteur pour avis de la Commission des affaires culturelles. MM. Marcel Rosette, Lucien Delmas, Georges Berchet, René Tomasini, Pierre Schiélé, Mme Irma Rapuzzi, MM. Francisque Collomb, Michel d'Aillières, Paul Jargot, Marc Bécam, Franck Sérusclat. – MM. Max Lejeune, Roger Boileau, Edgar Faure, Bernard Pellarin, Jean Ooghe, Georges Repiquet, Louis Longequeue, René Touzet, André Méric, Jean Cluzel, Roland du Luart, Serge Mathieu, Louis Souvet, Marcel Gargar, Gérard Delfau, André Morice, Daniel Hoeffel, Hubert Martin, Christian de La Malène, Marc Plantegenest, Josy Moinet, Pierre-Christian Taittinger, Jacques Mossion, Christian Poncelet, Georges Dagonia, Jean Béranger, Daniel Millaud, Jean Puech, Henri Belcour, Émile Didier, Louis Virapoullé, Jacques Larché. – MM. Edmond Valcier, Jacques Pelletier, Roger Lise, Marcel Lucotte, François Collet, Mme Brigitte Gros, M. Pierre Salvi. – MM. Jean-François Pintat, Jean Amelin, Jean-Pierre Fourcade, Bernard Legrand, Rémi Herment, Jacques Chaumont, Georges Mouly, Alphonse Arzel, Guy Petit, Jacques Moutet, Louis Jung, Paul Girod, Henri Goetschy, Alfred Gérin, Claude Mont, Marcel Henry. – MM. Guy Petit, Jacques Descours Desacres.

AGENCES DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL : Delfau (Gérard) (p. 2285) ;

AGENCES TECHNIQUES DÉPARTEMENTALES : Raybaud (Joseph) (p. 2235) ; Rosette (Marcel) (p. 2240) ; Delmas (Lucien) (p. 2241) ; Tomasini (René) (p. 2245) ; Jargot (Paul) (p. 2252) ; Souvet (Louis) (p. 2282) ; LUCOTTE (Marcel) (p. 2353) ; Mont (Claude) (p. 2391) ; Defferre (Gaston) (p. 2409).

AIDE SOCIALE : Giraud (Michel) (p. 2230).

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE : Delfau (Gérard) (p. 2284) ; PONCELET (Christian) (p. 2301) ; Arzel (Alphonse) (p. 2382).

ANTILLES : Gargar (Marcel) (p. 2283) ; Dagonia (Georges) (p. 2305) ; Valcin (Edmond) (p. 2348, 2349) ; Lise (Roger) (p. 2351, 2352).

ARCHIVES (départementales) : Pellarin (Bernard) (p. 2272).

ASSOCIATION DES MAIRES DE FRANCE : Chaumont (Jacques) (p. 2380) ; Mont (Claude) (p. 2390) ; Descours Desacres (Jacques) (p. 2410).

BLUM (Léon) (et le Sénat) : Larché (Jacques (p. 2316).

CANTONS : Defferre (Gaston) (p. 2280, 2299, 2309) ; Mossion (Jacques) (p. 2299) ; Puech (Jean) (p. 2309) ; Didier (Emile) (p. 2312) ; Lise (Roger) (p. 2351) ; Pintat (Jean-François) (p. 2375).

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS : Chaumont (Jacques)(p. 2380).

CHAMBRES RÉGIONALES DES COMPTES : Giraud (Michel) (p. 2227) ; Raybaud (Joseph) (p. 2233, 2234, 2236) ; Schiélé (Pierre) (p. 2247) ; Collomb (Francisque) (p. 2250) ; Aillières (Michel d') (p. 2251) ; Serusclat (Franck) (p. 2257) ; Hoeffel (Daniel) (p. 2286) ; Martin (Hubert) (p. 2287) ; Mossion (Jacques) (p. 2299) ; Poncelet (Christian) (p. 2302) ; Pelletier (Jacques) (p. 2349) ; Gros (Brigitte) (p. 2355) ; Pintat (Jean-François) (p. 2375) ; Herment (Rémi) (p. 2379) ; Mouny (Georges) (p. 2382) ; Arzel (Alphonse) (p. 2382) ; Petit (Guy) (p. 2384) ; Goetschy (Henri) (p. 2388) ; Mont (Claude) (p. 2391) ; Defferre (Gaston) (p. 2409).

COLLECTIVITÉS LOCALES (charges des) : Giraud (Michel) (p. 2229) ; Raybaud (Joseph) (p. 2236) ; Tomasini (René) (p. 2244).

COMITÉ INTERMINISTÉRIEL POUR L'AMÉNAGEMENT DES STRUCTURES INDUSTRIELLES (CIASI) : Ooghe (Jean) (p. 2273) ; Arzel (Alphonse) (p. 2383).

COMITÉ RÉGIONAL DES PRÊTS : Faure (Edgar) (p. 2270) ; Pintat (Jean-François) (p. 2375).

COMITÉS DÉPARTEMENTAUX DE FINANCEMENT DES ENTREPRISES (Codefi) : Ooghe (Jean) (p. 2273).

COMITÉS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX : Chupin (Auguste) (p. 2232) ; Legrand (Bernard) (p. 2378).

COMITÉS LOCAUX DE L'EMPLOI : Ooghe (Jean) (p. 2273).

COMMISSAIRES ET COMMISSAIRES ADJOINTS DE LA RÉPUBLIQUES : Schiélé (Pierre) (p. 2247) ; Jargot (Paul) (p. 2252) ; Serusclat (Franck) (p. 2257) ; Defferre (Gaston) (p. 2299, 2305, 2408, 2409) ; Beranger (Jean) (p. 2307) ; Didier (Émile) (p. 2312) ; Girod (Paul) (p. 2387).

COMMISSION DÉPARTEMENTALE : Taittinger (Pierre-Christian) (p. 2295) ; Defferre (Gaston) (p. 2295, 2296).

COMMUNES : Giraud (Michel) (p. 2224, 2227, 2228, 2229) ; Chupin (Auguste) (p. 2231, 2232) ; Rosette (Marcel) (p. 2239, 2240) ; Delmas (Lucien) (p. 2240, 2241) ; Berchet (Georges) (p. 2242) ; Tomasini (René) (p. 2243, 2244, 2245) ; Collomb (Francisque) (p. 2250) ; Aillières (Michel d') (p. 2251) ; Jargot (Paul) (p. 2252, 2253) ; Becam (Marc) (p. 2254) ; Boileau (Roger) (p. 2266, 2267) ; Ooghe (Jean) (p. 2272, 2273, 2274) ; Longequeue (Louis) (p. 2275) ; Touzet (René) (p. 2276) ; Mathieu (Serge) (p. 2281) ; Morice (André) (p. 2285) ; Moinet (Josy) (p. 2292) ; Mossion (Jacques) (p. 2298, 2299) ; Béranger (Jean) (p. 2306, 2307, 2308) ; Millaud (Daniel) (p. 2309) ; Belcour (Henri) (p. 2310, 2311) ; Larché (Jacques) (p. 2315) ; Pelletier (Jacques) (p. 2350) ; Collet (François) (p. 2354) ; Legrand (Bernard) (p. 2377) ; Morely (Georges) (p. 2381) ; Petit (Guy) (p. 2383, 2384, 2385) ; Moutet (Jacques) (p. 2385, 2386) ; Jung (Louis) (p. 2386) ; Girod (Paul) (p. 2387) ; Mont (Claude) (p. 2390, 2391) ; Defferre (Gaston) (p. 2408, 2409).

COMMUNES (coopération intercommunale) : Giraud (Michel) (p. 2226) ; Delmas (Lucien) (p. 2241) ; Tomasini (René) (p. 2243) ; Jargot (Paul) (p. 2253) ; Mossion (Jacques) (p. 2298) ; Fourcade (Jean-Pierre) (p. 2376) ; Mouly (Georges (p. 2381) ; Arzel (Alphonse) (p. 2382).

COMMUNES (forestières) : Belcour (Henri) (p. 2311).

COMMUNES (petites) : Giraud (Michel) (p. 2229) ; Delmas (Lucien) (p. 2241) ; Luart (Roland du) (p. 2280) ; Delfau (Gérard) (p. 2284) ; Hoeffel (Daniel) (p. 2286) ; Martin (Hubert) (p. 2287) ; Mossion (Jacques) (p. 2298, 2299) ; Belcour (Henri) (p. 2310) ; Pintat (Jean-François) (p. 2375) ; Amelin (Jean) (p. 2375) ; Arzel (Alphonse) (p. 2382) ; Moutet (Jacques) (p. 2385) ; Gerin (Alfred) (p. 2390) ; Mont (Claude) (p. 2391).

CONSEIL DE L'EUROPE : Jung (Louis) (p. 2386).

CONSEIL D'ÉTAT (avis) : Larché (Jacques) (p. 2316).

CONSEILLERS MUNICIPAUX : Pintat (Jean-François) (p. 2374).

CONSEIL RÉGIONAL DE L'ÉDUCATION ET DE LA RECHERCHE : Faure (Edgar) (p. 2270).

CONSEILS GÉNÉRAUX : Lejeune (Marc) (p. 2265, 2266) ; Boileau (Roger) (p. 2268) ; Repiquet (Georges) (p. 2274, 2275) ; Cluzel (Jean) (p. 2278) ; Moinet (Josy) (p. 2294) ; Taittinger (Pierre Christian) (p. 2295) ; Defferre (Gaston) (p. 2295, 2304) ; Dagonia (Georges) (p. 2305, 2306) ; Legrand (Bernard) (p. 2378).

CONSEILS GÉNÉRAUX (présidents) : Giraud (Michel) (p. 2225) ; Raybaud (Joseph) (p. 2233) ; Berchet (Georges) (p. 2242) ; Schiélé (Pierre) (p. 2247) ; Collomb (Francisque) (p. 2249) ; Aillières (Michel d') (p. 2251) ; Serusclat (Franck) (p. 2257) ; Lejeune (Max) (p. 2265,2266) ; Boileau (Roger) (p. 2267) ; Morice (André) (p. 2285) ; Moinet (Josy) (p. 2293) ; Mossion (Jacques) (p. 2298, 2299) ; Poncelet (Christian) (p. 2302) ; Defferre (Gaston) (p. 2304, 2305) ; Herment (Rémi) (p. 2380) ; Arzel (Alphonse) (p. 2382) ; Girod (Paul) (p. 2387) ; Goetschy (Henri (p. 2388) ; Gérin (Alfred) (p. 2390).

CONSEILS RÉGIONAUX : Lejeune (Max) (p. 2266) ; Cluzel (Jean) (p. 2278) ; Taittinger (Pierre-Christian) (p. 2295) ; Poncelet (Christian) (p. 2302) ; Defferre (Gaston) (p. 2304) ; Pelletier (Jacques) (p. 2350) ; Legrand (Bernard) (p. 2378) ; Herment (Rémi) (p. 2379) ; Arzel (Alphonse) (p. 2383).

CONSTITUTION (Article 34 : domaine de la loi) : Giraud (Michel) (p. 2226) ; Schiélé (Pierre) (p. 2248) ; Collomb (Francisque) (p. 2250) ; Serusclat (Franck) (p. 2256).

CONSTITUTION (Article 24 : élection du Sénat) : Salvi (Pierre) (p. 2357) ; Defferre (Gaston) (p. 2357).

CONTRATS DE PAYS : Arzel (Alphonse) (p. 2383).

CORSE : Defferre (Gaston) (p. 2296) ; Dagonia (Georges) (p. 2306) ; Pintat (Jean-François) (p. 2375).

COUR DE DISCIPLINE BUDGÉTAIRE ET FINANCIÈRE : Giraud (Michel) (p. 2228) ; Collomb (Francisque) (p. 2250) ; Serusclat (Franck) (p. 2257) ; Lejeune (Max) (p. 2265) ; Cluzel (Jean) (p. 2278) ; Luart (Roland du) (p. 2280) ; Hoeffel (Daniel) (p. 2286) ; Mossion (Jacques) (p. 2298, 2299) ; Poncelet (Christian) (p. 2304) ; Puech (Jean) (p. 2310) ; Belcour (Henri) (p. 2311) ; Gros (Brigitte) (p. 2356) ; Salvi (Pierre) (p. 2357) ; Pintat (Jean-François) (p. 2375) ; Legrand (Bernard) (p. 2378) ; Herment (Rémi) (p. 2379) ; Mouly (Georges) (p. 2382) ; Arzel (Alphonse) (p. 2382) ; Petit (Guy) (p. 2384, 2385, 2409) ; Moutet (Jacques) (p. 2385) ; Girod (Paul) (p. 2387) ; Goetschy (Henri) (p. 2388) ; Gérin (Alphonse) (p. 2390) ; Mont (Claude) (p. 2391) ; Defferre (Gaston) (p. 2409).

CULTURE (ministère de la) : Taittinger (Pierre-Christian) (p. 2295) ; Defferre (Gaston) (p. 2296).

DÉCENTRALISATION : Giraud (Michel) (p. 2225, 2226, 2227, 2228, 2229) ; Chupin (Auguste) (p. 2232) ; Raybaud (Joseph) (p. 2233, 2234) ; Ruet (Roland) (p. 2237) ; Rosette (Marcel) (p. 2239, 2240) ; Berchet (Georges) (p. 2242) ; Tomasini (René) (p. 2244) ; Schiélé (Pierre) (p. 2246, 2247, 2248) ; Collomb (Francisque) (p. 2249) ; Aillières (Michel d') (p. 2251) ; Jargot (Paul) (p. 2253) ; Becam (Marc) (p. 2254) ; Serusclat (Franck) (p. 2256) ; Boileau (Roger) (p. 2266, 2267, 2268) ; Pellarin (Bernard) (p. 2271) ; Ooghe (Jean) (p. 2272) ; Repiquet (Georges) (p. 2274) ; Touzet (René) (p. 2276, 2277) ; Luart (Roland du) (p. 2279, 2280) ; Mathieu (Serge) (p. 2281, 2282) ; Delfau (Gérard) (p. 2284) ; Hoeffel (Daniel) (p. 2286) ; Martin (Hubert) (p. 2287) ; La Malène (Christian de) (p. 2289, 2291) ; Plantegenest (Marc) (p. 2291, 2292) ; Moinet (Josy) (p. 2292, 2294) ; Taittinger (Pierre-Christian) (p. 2294) ; Defferre (Gaston) (p. 2296, 2299, 2410) ; Mossion (Jacques) (p. 2298) ; Poncelet (Christian) (p. 2300) ; Dagonia (Georges) (p. 2305) ; Béranger (Jean) (p. 2307, 2308) ; Millaud (Daniel) (p. 2308) ; Puech (Jean) (p. 2309, 2310) ; Belcour (Henri) (p. 2310, 2311) ; Virapoullé (Louis) (p. 2312) ; Larché (Jacques) (p. 2315, 2316, 2317) ; Valcin (Edmond) (p. 2347) ; Pelletier (Jacques) (p. 2349, 2350) ; Lucotte (Marcel) (p. 2352, 2353) ; Collet (François) (p. 2354) ; Gros (Brigitte) (p. 2355, 2356) ; Salvi (Pierre) (p. 2356, 2357) ; Pintat (Jean-François) (p. 2374, 2375) ; Legrand (Bernard) (p. 2377, 2378, 2379) ; Herment (Rémi) (p. 2379) ; Chaumont (Jacques) (p. 2380, 2381) ; Mouly (Georges) (p. 2381, 2382) ; Arzel (Alphonse) (p. 2382, 2383) ; Petit (Guy) (p. 2382, 2384) ; Moutet (Jacques) (p. 2385, 2386) ; Jung (Louis) (p. 2386) ; Girod (Paul) (p. 2386, 2387, 2388) ; Gérin (Alfred) (p. 2389, 2390) ; Mont (Claude) (p. 2390, 2391) ; Henry (Marcel) (p. 2392) ; Descours Desacres (Jacques) (p. 2410).

DÉCONCENTRATION : Chupin (Auguste) (p. 2253) ; Serusclat (Franck) (p. 2256, 2257) ; Taittinger (Pierre-Christian) (p. 2296) ; Valcin (Edmond) (p. 2348) ; Herment (Rémi) (p. 2379, 2380) ; Petit (Guy) (p. 2383) ; Defferre (Gaston) (p. 2408).

DÉPARTEMENT : Aillières (Michel d') (p. 2251) ; Becam (Marc) (p. 2254) ; Lejeune (Max) (p. 2264, 2265) ; Boileau (Roger) (p. 2267, 2268) ; Faure (Edgar) (p. 2270) ; Pellarin (Bernard) (p. 2271, 2272) ; Repiquet (Georges) (p. 2275) ; Longequeue (Louis) (p. 2275) ; Defferre (Gaston) (p. 2279, 2280, 2286, 2287, 2293, 2350) ; Hoeffel (Daniel) (p. 2285) ; La Malène (Christian de) (p. 2291) ; Taittinger (Pierre-Christian) (p. 2295) ; Mossion (Jacques) (p. 2298, 2299) ; Poncelet (Christian) (p. 2304) ; Béranger (Jean) (p. 2308) ; Didier (Émile) (p. 2311, 2312) ; Pelletier (Jacques) (p. 2250) ; Pintat (Jean-François) (p. 2375) ; Chaumont (Jacques) (p. 2380, 2381) ; Arzel (Alphonse (p. 2382).

DÉPARTEMENTALISATION : Gargar (Marcel) (p. 2283) ; Plantegenest (Marc) (p. 2291, 2292) ; Dagonia (Georges) (p. 2305) ; Virapoullé (Louis) (p. 2313) ; Valcin Edmond) (p. 2348) ; Lise (Roger) (p. 2351, 2352) ; Gros (Brigitte) (p. 2356).

DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER (DOM) : Repiquet (Georges) (p. 2274, 2275) ; Gargar (Marcel) (p. 2282, 2283, 2284) ; Dagonia (Georges) (p. 2305, 2306) ; Virapoullé (Louis) (p. 2312) ; Valcin (Edmond) (p. 2347, 2348) ; Lise (Roger) (p. 2351, 2352) ; Collet (François) (p. 2355).

DIRECTIONS DÉPARTEMENTALES DE L'ÉQUIPEMENT (DDE) : Pellarin (Bernard) (p. 2272) ; Poncelet (Christian) (p. 2302) ; Mouly (Georges) (p. 2381).

DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT (DGF) : Becam (Marc) (p. 2254) ; Touzet (René) (p. 2276) ; Lucotte (Marcel)

(p. 2352) ; Pintat (Jean-François) (p. 2374) ; Fourcade (Jean-Pierre) (p. 2376, 2377) ; Mont (Claude) (p. 2391).

DOTATION GLOBALE D'ÉQUIPEMENT (DGE) : Giraud (Michel) (p. 2229) ; Raybaud (Joseph) (p. 2237) ; Delmas (Lucien) (p. 2241) ; Becam (Marc) (p. 2254) ; Defferre (Gaston) (p. 2255, 2376) ; Boileau (Roger) (p. 2266) ; Fourcade (Jean-Pierre) (p. 2376) ; Mont (Claude) (p. 2391).

ÉDUCATION NATIONALE : Goetschy (Henri) (p. 2389).

ÉLUS LOCAUX (statut des) : GIRAUD (Michel) (p. 2226, 2229) ; Delmas (Lucien) (p. 2240, 2241) ; Tomasini (René) (p. 2245) ; Collomb (Francisque) (p. 2250) ; Jargot (Paul) (p. 2252) ; Lejeune (Max) (p. 2265) ; Boileau (Roger) (p. 2267) ; Luart (Roland du) (p. 2280) ; Martin (Hubert) (p. 2287) ; Moinet (Josy) (p. 2293) ; Defferre (Gaston) (p. 2294, 2296) ; Mossion (Jacques) (p. 2298) ; Poncelet (Christian) (p. 2302) ; Béranger (Jean) (p. 2307) ; Lucotte (Marcel) (p. 2353) ; Legrand (Bernard) (p. 2377) ; Moutet (Jacques) (p. 2385) ; Gérin (Alfred) (p. 2390).

EMPLOI (emploi des jeunes) : Faure (Edgar) (p. 2270) ; Taittinger (Pierre-Christian) (p. 2297).

EMPLOIS (création d') : Ooghe (Jean) (p. 2273) ; Longequeue (Louis) (p. 2276).

ENTREPRISES (Aide aux) : Giraud (Michel) (p. 2226) ; Chupin (Auguste) (p. 2231, 2232) ; Souvet (Louis) (p. 2282) ; Delfau (Gérard) (p. 2284) ; Taittinger (Pierre-Christian) (p. 2297) ; Defferre (Gaston) (p. 2303, 2408) ; Fourcade (Jean-Pierre) (p. 2377) ; Arzel (Alfonse) (p. 2382) ; Goetschy (Henri) (p. 2389).

ÉTABLISSEMENTS PUBLICS RÉGIONAUX : Raybaud (Joseph) (p. 2235).

FINANCES LOCALES : Giraud (Michel) (p. 2227, 2229) ; Chupin (Auguste) (p. 2233, 2236) ; Rosette (Marcel) (p. 2239) ; Delmas (Lucien) (p. 2241) ; Berchet (Georges) (p. 2242) ; Tomasini (René) (p. 2243) ; Aillières (Michel d') (p. 2251) ; Jargot (Paul) (p. 2253) ; Becam (Marc) (p. 2254, 2255) ; Defferre (Gaston) (p. 2254, 2296, 2299, 2409) ; Boileau (Roger) (p. 2266, 2268) ; Ooghe (Jean) (p. 2274) ; Cluzel (Jean) (p. 2278) ; Mathieu (Serge) (p. 2281) ; Moinet (Josy) (p. 2292) ; Taittinger (Pierre-Christian) (p. 2295, 2297) ; Mossion (Jacques) (p. 2298, 2299) ; Poncelet (Christian) (p. 2302) ; Béranger (Jean) (p. 2308) ; Puech (Jean) (p. 2310) ; Belcour (Henri) (p. 2311) ; Pelletier (Jacques) (p. 2349, 2350) ; Collet (François) (p. 2354) ; Gros (Brigitte) (p. 2355) ; Pintat (Jean-François) (p. 2375) ; Amelin (Jean) (p. 2376) ; Chaumont (Jacques) (p. 2380) ; Mouly (Georges) (p. 2381) ; Arzel (Alphonse) (p. 2382) ; Goetschy (Henri) (p. 2389) ; Gérin (Alfred) (p. 2390).

FINANCES LOCALES (simulations) : Defferre (Gaston) (p. 2296, 2409) ; Poncelet (Christian) (p. 2302).

FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS : Poncelet (Christian) (p. 2304) ; Defferre (Gaston) (p. 2305) ; Lucotte (Marcel) (p. 2353) ; Herment (Rémi) (p. 2379) ; Girod (Paul) (p. 2388).

FONCTION PUBLIQUE DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES : Giraud (Michel) (p. 2226, 2228) ; Tomasini (René) (p. 2245) ; Collomb (Francisque) (p. 2250) ; Lejeune (Max) (p. 2265) ; Pellarin (Bernard) (p. 2271) ; Longequeue (Louis) (p. 2275, 2276) ; Martin (Hubert) (p. 2287) ; Defferre (Gaston) (p. 2293, 2296, 2301, 2305) ; Mossion (Jacques) (p. 2298) ; Poncelet (Christian) (p. 2301, 2304) ; Béranger (Jean) (p. 2307) ; Lucotte (Marcel) (p. 2353) ; Collet (François) (p. 2354) ; Herment (Rémi) (p. 2379) ; Moutet (Jacques) (p. 2385).

FONDS DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL (FDES) : Ooghe (Jean) (p. 2773).

FONDS D'INVESTISSEMENTS DES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER (FIDOM) : Dagonia (Georges) (p. 2305).

FONDS RÉGIONAUX POUR L'EMPLOI : Faure (Edgar) (p. 2270).

FONDS SPÉCIAL D'INVESTISSEMENT ROUTIER (FSIR) : Goetschy (Henri) (p. 2389).

GROUPEMENTS D'INTÉRÊT ÉCONOMIQUE (GIE) : Chupin (Auguste) (p. 2232).

INSTITUTEURS (indemnité de logement) : Giraud (Michel) (p. 2229) ; Raybaud (Joseph) (p. 2236) ; Ruet (Roland) (p. 2238) ; Tomasini (René) (p. 2244) ; Belcour (Henri) (p. 2311).

INTÉRIEUR (ministère de - [archives]) : Defferre (Gaston) (p. 2248).

LIBERTÉS PUBLIQUES : Giraud (Michel) (p. 2226, 2228) ; Jargot (Paul) (p. 2252) ; Serusclat (Franck) (p. 2255, 2257) ; Ooghe (Jean) (p. 2272) ; Cluzel (Jean) (p. 2278) ; Luart (Roland du) (p. 2281) ; Gargar (Marcel) (p. 2283).

LOI « BONNET » (collectivités locales) : Defferre (Gaston) (p. 2230) ; Delmas (Lucien) (p. 2240) ; Tomasini (René) (p. 2243) ; Schiélé (Pierre) (p. 2246) ; Aillières (Michel d') (p. 2251) ; Becam (Marc) (p. 2253, 2255) ; Serusclat (Franck) (p. 2256) ; Boileau (Roger) (p. 2266) ; Longequeue (Louis) (p. 2275) ; Cluzel (Jean) (p. 2277) ; Luard (Rolând du) (p. 2279) ; Morice (André) (p. 2285) ; Poncelet (Christian) (p. 2300) ; Belçour (Henri) (p. 2311) ; Lucotte (Marcel) (p. 2352) ; Salvi (Pierre) (p. 2356) ; Amelin (Jean) (p. 2376) ; Herment (Rémi) (p. 2379) ; Chaumont (Jacques) (p. 2380) ; Moutet (Jacques) (p. 2385) ; Girod (Paul) (p. 2386) ; Mont (Claude) (p. 2391).

MANDATS (cumuls des) : Lejeune (Max) (p. 2266) ; Boileau (Roger) (p. 2267) ; Cluzel (Jean) (p. 2278) ; Defferre (Gaston) (p. 2294, 2296) ; Poncelet (Christian) (p. 2302) ; Pelletier (Jacques) (p. 2350) ; Lise (Roger) (p. 2351) ; Legrand (Bernard) (p. 2378) ; Arzel (Alphonse) (p. 2383).

MAIRES (responsabilités des) : Raybaud (Joseph) (p. 2234) ; Delmas (Lucien) (p. 2241) ; Berchet (Georges) (p. 2242) ; Collomb (Francisque) (p. 2250) ; Aillières (Michel d') (p. 2251) ; Becam (Marc) (p. 2254) ; Seruscalt (Franck) (p. 2257) ; Lejeune (Max) (p. 2265) ; Boileau (Roger) (p. 2267) ; Ooghe (Jean) (p. 2273) ; Touzet (René) (p. 2276) ; Luart (Roland du) (p. 2280) ; Mathieu (Serge) (p. 2281) ; Souvet (Louis) (p. 2282) ; Martin (Hubert) (p. 2287) ; La Malène (Christian de) (p. 2291) ; Béranger (Jean) (p. 2308) ; Puech (Jean) (p. 2310) ; Belcour (Henri) (p. 2311) ; Pelletier (Jacques) (p. 2349, 2350) ; Lucotte (Marcel) (p. 2352) ; Collet (François) (p. 2354) ; Pintat (Jean-François) (p. 2374) ; Legrand (Bernard) (p. 2378) ; Chaumont (Jacques) (p. 2380) ; Mouly (Georges) (p. 2381) ; Girod (Paul) (p. 2387) ; Defferre (Gaston) (p. 2408).

MARTINIQUE (La) : Valcin (Edmond) (p. 2348, 2349) ; Lise (Roger) (p. 2351, 2352) ; Collet (François) (p. 2355).

MAYOTTE : Henry (Marcel) (p. 2391, 2392).

NATIONALISATION : Defferre (Gaston) (p. 2297) ; Puech (Jean) (p. 2310) ; Fourcade (Jean-Pierre) (p. 2377) ; Goetschy (Henri) (p. 2389).

PARIS : La Malène (Christian de) (p. 2289, 2290) ; Defferre (Gaston) (p. 2289, 2290, 2291, 2296) ; Taittinger (Pierre-Christian) (p. 2297, 2298).

PERMIS DE CONSTRUIRE : Meric (André) (p. 2276).

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (PME) : Ooghe (Jean) (p. 2273).

PLAN : Chupin (Auguste) (p. 2232, 2233) ; Raybaud (Joseph) (p. 2235) ; Delmas (Lucien) (p. 2241) ; Serusclat (Franck) (p. 2257) ; Delfau (Gérard) (p. 2284) ; Collet (François) (p. 2354).

POLITIQUE CULTURELLE : Ruet (Roland) (p. 2237) ; Schiele (Pierre) (p. 2246).

POLYNÉSIE FRANÇAISE : Millaud (Daniel) (p. 2308, 2309).

PRÉFETS : Lejeune (Max) (p. 2264) ; Boileau (Roger) (p. 2267) ; Pellarin (Bernard) (p. 2271) ; Longequeue (Louis) (p. 2275) ; Defferre (Gaston) (p. 2279, 2280, 2293, 2408) ; Morice (André) (p. 2285) ; Martin (Hubert) (p. 2287) ; Moinet (Josy) (p. 2293, 2294) ; Mossion (Jacques) (p. 2298, 2299) ; Poncelet (Christian) (p. 2301, 2302) ; Dagonia (Georges) (p. 2305) ; Didier (Émile) (p. 2311, 2312) ; Larche (Jacques) (p. 2315) ; Salvi (Pierre) (p. 2357) ; Pintat (Jean-François) (p. 2375) ; Amelin (Jean) (p. 2375) ; Herment (Rémi) (p. 2379, 2380) ;

Arzel (Alphonse) (p. 2382) ; Girod (Paul) (p. 2387) ; Goetschy (Henri) (p. 2388) ; Henry (Marcel) (p. 2392).

RÉFÉRENDUM : Lise (Roger) (p. 2352) ; Jung (Louis) (p. 2386).

RÉGION : Giraud (Michel (p. 2225, 2226, 2227, 2228, 2229) ; Chupin (Auguste) (p. 2232) ; Raybaud (Joseph) (p. 2235, 2236) ; Schiélé (Pierre) (p. 2247, 2248) ; Rapuzzi (Irma) (p. 2248) ; Becam (Marc) (p. 2254) ; Serusclat (Franck) (p. 2257) ; Lejeune (Max) (p. 2264, 2265, 2266) ; Faure (Edgar) (p. 2269, 2270) ; Longequeue (Louis) (p. 2275) ; Touzet (René) (p. 2277) ; Cluzel (Jean) (p. 2278) ; Delfau (Gérard) (p. 2284, 2285) ; Morice (André) (p. 2285) ; Hoeffel (Daniel) (p. 2286) ; Defferre (Gaston) (p. 2287, 2350) ; Moinet (Josy) (p. 2294) ; Taittinger (Pierre-Christian) (p. 2297) ; Mossion (Jacques) (p. 2298) ; Poncelet (Christian) (p. 2304) ; Pelletier (Jacques) (p. 2350) ; Lise (Roger) (p. 2351) ; Gros (Brigitte) (p. 2355) ; Salvi (Pierre) (p. 2356, 2357) ; Herment (Rémi) (p. 2379) ; Chaumont (Jacques) (p. 2381) ; Arzel (Alfonse) (p. 2382) ; Jung (Louis) (p. 2386) ; Girod (Paul) (p. 2387, 2388) ; Gérin (Alfred) (p. 2390) ; Henry (Marcel) (p. 2392).

RÉGIONALISATION : Giraud (Michel) (p. 2224, 2225, 2226, 2227) ; Chupin (Auguste) (p. 2233) ; Raybaud (Joseph) (p. 2235) ; Tomasini (René) (p. 2243) ; Rapuzzi (Irma) (p. 2248) ; Lejeune (Max) (p. 2264, 2265, 2266) ; Faure (Edgar) (p. 2268, 2269, 2270) ; Chaumont (Jacques) (p. 2381) ; Mouly (Georges) (p. 2381, 2382).

RÈGLEMENT DES ASSEMBLÉES PARLEMENTAIRES (règlement du Sénat) (article 48 : recevabilité des amendements constituant un contre-projet) : Defferre (Gaston) (p. 2230, 2231, 2247) ; Serusclat (Franck) (p. 2256) ; Giraud (Michel) (p. 2347).

RÉUNION (La) : Virapoulle (Louis) (p. 2313, 2314).

SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON : Plantegenest (Marc) (p. 2291).

SÉNAT : Salvi (Pierre) (p. 2357) ; Defferre (Gaston) (p. 2357).

SOCIÉTÉ ANONYME USINE BEAUFORT (SAUB) : Gargar (Marcel) (p. 2284).

SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES OUVRIÈRES DE PRODUCTION (SCOP) : Chupin (Auguste) (p. 2231).

SOCIÉTÉS D'ÉCONOMIE MIXTE : Chupin (Auguste) (p. 2232) ; Delmas (Lucien) (p. 2240) ; Gargar (Marcel) (p. 2284).

TEMPS LIBRE (ministère du) : Taittinger (Pierre-Christian) (p. 2295) ; Defferre (Gaston) (p. 2296).

TERRITOIRES D'OUTRE-MER (TOM) : Millaud (Daniel) (p. 2308, 2309).

TUTELLE ADMINISTRATIVE : Giraud (Michel) (p. 2224, 2227) ; Raybaud (Joseph) (p. 2233) ; Rosette (Marcel) (p. 2238) ; Delmas (Lucien) (p. 2240, 2241) ; Berchet (Georges) (p. 2242) ; Tomasini (René) (p. 2243, 2244) ; Schiele (Pierre) (p. 2247) ; Aillières (Michel d') (p. 2251) ; Defferre (Gaston) (p. 2254) ; Becam (Marc) (p. 2255) ; Serusclat (Franck) (p. 2256) ; Boileau (Roger) (p. 2267) ; Ooghe (Jean) (p. 2272) ; Longequeue (Louis) (p. 2275) ; Touzet (René) (p. 2276, 2277) ; Cluzel (Jean) (p. 2277) ; Meric (André) (p. 2276) ; Luart (Roland du) (p. 2279, 2280) ; Mathieu (Serge) (p. 2281) ; Souvet (Louis) (p. 2282) ; Martin (Hubert) (p. 2287) ; La Malène (Christian de) (p. 2289) ; Taittinger (Pierre-Christian) (p. 2298) ; Mossion (Jacques) (p. 2300) ; Poncelet (Christian) (p. 2301, 2302) ; Béranger (Jean) (p. 2307) ; Millaud (Daniel) (p. 2308) ; Puech (Jean) (p. 2309, 2310) ; Belcour (Henri) (p. 2311) ; Larché (Jacques) (p. 2316) ; Pelletier (Jacques) (p. 2349) ; Lucotte (Marcel) (p. 2352, 2353) ; Salvi (Pierre) (p. 2357) ; Pintat (Jean-François) (p. 2374, 2375) ; Amelin (Jean) (p. 2375, 2376) ; Legrand (Bernard) (p. 2378) ; Herment (Rémi) (p. 2379) ; Arzel (Alphonse) (p. 2382) ; Petit (Guy) (p. 2383) ; Moutet (Jacques) (p. 2385) ; Goetschy (Henri) (p. 2388) ; Mont (Claude) (p. 2391) ; Descours Desacres (Jacques) (p. 2410).

II. – DISCUSSION DES ARTICLES (4 novembre 1981) (p. 2411, 2424) ; (5 novembre 1981) (p. 2450, 2493) ; (6 novembre 1981) (p. 2527, 2536) ; (10 novembre 1981) (p. 2553, 2566) ; (12 novembre 1981) (p. 2575, 2620) ; (13 novembre 1981) (p. 2645, 2670) ; (16 novembre 1981) (p. 2687, 2720) ; (17 novembre 1981) (p 2728, 2771) ; (18 novembre 1981) (p. 2784, 2826) ; (19 novembre 1981) (p. 2839, 2894).

MM. Michel Giraud, rapporteur de la Commission des lois ; Gaston Defferre, ministre de l'intérieur ; Léon Jozeau-Marigné, président de la Commission des lois ; Franck Sérusclat, Mlle Irma Rapuzzi, MM. Marc Bécam, Etienne Dailly, Jean Ooghe, Paul Jargot, Paul Malassagne, Marcel Rudloff, Claude Mont, Louis Perrein, Marcel Lucotte, Christian Poncelet, Pierre Sallenave, Maurice Lombard, Paul Girod. – Paul Pillet, Pierre Schiélé, Jacques Eberhard, François Collet, James Marson, Adolphe Chauvin, Louis Virapoullé, Alfred Gérin, René Touzet, Bernard Legrand, Georges Repiquet, Michel Rigou, Raymond Bouvier, Joseph Raybaud, rapporteur pour avis de la commission des finances ; Paul Séramy, Henri Belcour, Pierre Louvot, Mme Cécile Goldet, MM. Raymond Poirier, Philippe de Bourgoing, Jacques Descours Desacres, Jean-François Pintat, André Labarrère, ministre chargé des relations avec le Parlement ; Guy Petit, Michel Miroudot, Roger Romani, Michel Dreyfus-Schmidt. – Jacques Pelletier. – Charles Beaupetit, Marcel Daunay, André Cellard, secrétaire d'État à l'agriculture ; Camille Vallin, Jacques Braconnier, Robert Laucournet, André Bettencourt, Guy de la Verpillière. – Henri Emmanuelli, secrétaire d'État aux départements et territoires d'outre-mer ; Paul Robert, François Dubanchet, Charles Lederman, Jean Chérioux, Michel Caldaguès, Pierre-Christian Taittinger, Dominique Pado, Jean Béranger, Marcel Gargar, Michel Darras, Lionel Cherrier, Marcel Henri, Charles Pasqua, Stéphane Bonduel, Christian de la Malène. – Fernand Lefort, Pierre Gamboa, Raymond Espagnac, André Morice, Bernard-Michel Hugo, Edmond Hervé, ministre de l'énergie ; Jacques Carat, Mme Marie-Claude Beaudeau. – MM. Paul d'Ornano, Marc Jacquet, Daniel Millaud, Maurice Blin, rapporteur général de la commission des finances ; Edmond Valcin, Bernard Lemarié en remplacement de M. Jean Madelain, rapporteur pour avis de la Commission des affaires sociales. – Raymond Courrière, secrétaire d'État aux rapatriés ; André Bohl, Jean-Marie Gérault, Josy Moinet, André Méric, Auguste Chupin, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; Yves Le Cozannec, Jean Amelin, Henri Goetschy, Louis Jung, Michel Moreigne, Louis Souvet. – France Lechenault, Roger Boileau, Michel d'Aillières, Jean-Pierre Fourcade, Richard Pouille. – Georges Lemoine, secrétaire d'État à la défense ; Anicet le Pors, ministre de la fonction publique ; Jean Madelain, rappoteur pour avis de la commission des affaires sociales ; Pierre Carous, Mme Rolande Perlican.

Article 1er *(Libre administration des collectivités locales. Répartition des compétences et des ressources) (p. 2411). L'article est réservé (p. 2417) ; scrutin public n° 4 sur la réserve de l'article 1er et de l'amendement n°I-333 [art. additionnel avant l'article 1er] de M. Pierre Schiélé ; liste des votants (p. 2447).*

TITRE Ier *(Des droits et libertés de la commune)* (p. 2417)

Intitulé du titre Ier.

Adopté : amendement n° I-199 de M. Marc Bécam : « Des droits, des libertés et des responsabilités des communes » (p. 2417).

– L'intitulé du titre Ier, ainsi modifié est adopté (p. 2418).

Avant l'article 2 (p.2418).

Adopté : amendement n° I-84 (intitulé additionnnel) de M. Michel Giraud, rapporteur : introduction d'une distinction en chapitres : « chapitre premier. – Suppression de la tutelle administrative » (p. 2418).

– Un intitulé est inséré avant l'article 2 (p. 2418).

Réservé : amendement n° I.259 (art. additionnel) de M. Camille Vallin, soutenu par M. Paul Jargot : liberté d'association des communes (p. 2419).

Article 2 *(Suppression du contrôle a priori sur les actes des autorités communales)* (p. 2419).

Adopté : amendement n° I-85 de M. Michel Giraud, rapporteur : précision sur le caractère exécutoire de plein droit des décisions des autorités communales ; suppression du deuxième alinéa relatif à l'abrogation des dispositions antérieures (p. 2420).

Rejeté : amendement n° I.339 de M. Claude Mont : suppression de cet article relatif au caractère exécutoire de plein droit des délibérations, arrêtés et conventions relatives aux marchés, pris par les autorités communales (p. 2420).

Retiré : amendement n° I-14 de M. Guy Petit soutenu par M. Pierre Sallenave : possibilité du maire de consulter le représentant de l'État dans son département ; délai de réponse (p. 2422).

Deviennent sans objet : amendement n° I-158 de M. Marcel Lucotte : exception au caractère exécutoire de plein droit des décisions des autorités communales, en matière de police (p. 2421). – Amendement n° I-288 de M. Christian Poncelet : exception au caractère exécutoire de plein droit des décisions des autorités communales, en matière de police (p. 2421).

– L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 2422).

Après l'article 2 (p. 2422).

Adoptés : amendement n° I-413 (art. additionnel) de M. Michel Giraud, rapporteur : pouvoir de substitution du représentant de l'État et pouvoir hiérarchique (p. 2422).

Retirés : amendement n° 37 (art. additionnel) de M. René Tomasini, soutenu par M. Christian Poncelet : autorité du représentant de l'État dans le département en matière d'hygiène et de sécurité (p. 2423). – Amendement n° I-163 (art. additionnel) de M. Marcel Lucotte : autorité du représentant de l'État en matière d'hygiène, de sécurité et de circulation (p. 2423).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2422).

Rejetés : amendement n° I-260 (art. additionnel) de M. Bernard-Michel Hugo, soutenu par M. Jean Ooghe : droit d'audience par le conseil municipal des représentants d'une association locale ou des habitants de la commune (p. 2452). – Amendement n° I-261, (art. additionnel) de M. Paul Jorgot, soutenu par M. Jacques Eberhard ; désignation par le conseil municipal de son président et éventuellement de son vice-président (p. 2453). – Amendement (art. additionnel) n° I-262 de M. Paul Jargot soutenu par M. James Marson : exercice collégial des responsabilités publiques au sein de la municipalité (p. 2454 ; scrutin public n° 5; liste des votants p. 2501). – Amendement n° I-343 (art. additionnel) de M. Alfred Gérin : contrôle *a posteriori* des délibérations du conseil municipal par le représentant de l'État (p. 2456).

Réservés : jusqu'à la discussion du chapitre II du titre II *bis* : amendement n° I-410 (art. additionnel) de M. Louis Virapoullé : consultation du maire en cas d'assignation à résidence sur le territoire d'une commune (p. 2455). – Amendement n° I-411 (art. additionnel) de M. Louis Virapoullé : recours à la force publique du maire (p. 2455). – Réservé jusqu'à la discussion de l'article 4 : amendement n° I-393 (art. additionnel) de M. Paul Girod : contrôle a posteriori par la chambre régionale des comptes des délibérations relatives à un emprunt important (p. 2458) puis retiré (p. 2787).

Article 3 *(Contrôle de la légalité des actes des autorités communales)* (p. 2458)

Adoptés : amendement n° I-86 de M. Michel Giraud, rapporteur : notification des décisions des autorités municipales dans un délai de dix jours au représentant de l'État sous peine de nullité (p. 2466). – Amendement n° I-61 de M. Joseph Raybaud, rapporteur pour avis : fixation du délai de saisine du tribunal administratif par le représentant de l'État dans le département deux mois après la notification et information préalable quinze jours auparavant du maire (p. 2467) ; sous-amendement n° I-87 de M. Michel Giraud, rapporteur : saisine du tribunal administratif dans les quarante jours après la notification (p. 2467) ; sous-amendement n° I-417 de M. René Touzet : information du maire par le représentant de l'État 20 jours après notification et délai de saisine du tribunal administratif de vingt jours (p. 2467). – Amendement n° I-251 de M. Paul Malassagne information du maire à sa demande par le représentant de l'État de son intention de ne pas déférer au tribunal administratif un acte des autorités municipales (p. 2468). – Amendement de coordination n° I-139 de M. Louis Perrein (p. 2468). – Amendement n° I-90 de M. Michel Giraud, rapporteur : fixation du délai de saisine du tribunal administratif à deux mois (p. 2473). – Amendement n° I-91 de M. Michel Giraud, rapporteur : maintien du principe de la procédure de référé ne donnant pas lieu au sursis à exécution (p. 2474). – Amendement n° I-92 de M. Michel Giraud, rapporteur : sursis à exécution et suspension de la délibération jusqu'au desaisissement du tribunal administratif (p. 2474). – Amendement n° I-140 de M. Louis Perrein : soumission d'un rapport par le gouvernement avant le 1er juin sur l'exercice par les représentants de l'État dans les départements du contrôle a posteriori des actes des autorités communales (p. 2475).

Rejetés : amendement n° I-215 de M. Bernard Legrand : réduction du délai de notification des actes des conseils municipaux et prise en compte des avis des représentants de l'État en cas de désaccord avant une nouvelle délibération du conseil municipal (p. 2461). – Amendement n° I-296 de M. Christian de La Malène, soutenu par M. Georges Repiquet : nullité des actes des autorités municipales contrevenant à la loi et saisine de la juridiction administrative par le délégué du gouvernement, trois conseils municipaux ou cinquante électeurs de la commune. Sursis à exécution de la délibération ou de l'arrêté en cas de saisine (p. 2461). – Amendement n° I-192 de MM. Jean Béranger et André Jouany, soutenu par M. Michel Rigou : réduction du délai de notification des décisions des autorités municipales et du délai de saisine du tribunal administratif (p. 2466). – Sous-amendement n° I-416 de M. Gaston Defferre, ministre, à l'amendement n° I-192 de MM. Jean Béranger et André Jouany : notification du budget et comptes administratifs des autorités communales au président de la Chambre régionale des comptes (p. 2466). – Amendement n° I-89 de M. Michel Giraud, rapporteur : suppression du troisième alinéa de l'article 3 sur la possibilité d'information du maire par le représentant de l'État de son intention de ne pas déférer au tribunal administratif un acte des autorités municipales (p. 2468) ; amendement n° I-204 de M. Marc Bécam, identique à l'amendement n° I-89 de M. Michel Giraud, rapporteur (p. 2468). – Amendement n° I-216 de M. Paul Girod : décision du tribunal administratif dans un délai de deux mois et décision en appel de Conseil d'État assurant la procédure d'urgence (p. 2473). – Amendement n° I-349 de M. Raymond Poirier : fixation du délai de saisine du tribunal administratif à un mois (p. 2473). – Amendement n° I-298 de M. Roger Romani : suspension à exécution lors de la saisine du tribunal administratif (p. 2475).

Retirés : amendement n° I-250 de M. Paul Malassagne : possibilité de demande d'une seconde délibération par le représentant de l'État dans le département en cas d'illégalité, dans les quinze jours suivant la notification (p. 2463). – Sous-amendement n° I-88 de M. Michel Giraud, rapporteur à l'amendement n° I-61 de M. Joseph Raybaud, rapporteur pour avis : information du maire par le commissaire de la République dix jours avant la saisine du tribunal administratif (p. 2465). – Amendement n° I-214 de M. René Touzet : information du maire par le commissaire de la République quinze jours après la notification, possibilité de modification de la décision du maire pendant vingt jours et nouvelle information du maire par le représentant de l'État pendant dix jours après la seconde notification (p. 2467). – Amendement n° I-264 de M. Jean Ooghe : délai de saisine du tribunal administratif à quinze jours et information préalable du maire (p. 2465). – Amendement n° I-165 de M. Marcel Lucotte : envoi par le représentant de l'État d'un mémoire au tribunal administratif avec copie au maire dans les dix jours suivant le dépôt du recours (p. 2467). – Amendement n° I-34 de M. Henri Belcour : fixation d'un délai de quinze jours pour modification des actes par le maire (p. 2466). – Amendement n° I-167 de M. Marcel Lucotte, soutenu par M. Pierre Louvot : sursis à exécution lors de la saisine du tribunal administratif (p. 2474). – Amendement n° I-243 de M. Louis de la Forest, soutenu par M. Philippe de Bourgoing : demande de suspension dans un délai de quinze jours de l'exécution d'un acte des autorités communales au représentant de l'État par un citoyen (p. 2474). – Amendement n° I-252 de M. Paul Malassagne : obligation pour le tribunal administratif après un sursis d'exécution de statuer sur ce point dans le mois suivant l'enregistrement de la requête (p. 2470). – Amendement n° I-353 de M. Jean Francou, soutenu par M. Raymond Poirier : suspension d'un acte du conseil municipal par le représentant de l'État à la demande des citoyens après avis du sous-préfet et entente du maire, et décision du tribunal administratif (p. 2473).

Deviennent sans objet : amendement n° I-344 de M. Alfred Gérin, soutenu par M. Raymond Bouvier : notification dans un délai de quinze jours des délibérations, arrêtés et conventions relatifs aux marchés des autorités communales aux représentants de l'État dans

le département (p. 2466). – Amendement n° I-59 de M. Joseph Raybaud, rapporteur pour avis : limitation de la transmission à la chambre régionale des comptes administratifs des communes importantes (p. 2466). – Amendement n° I-60 de M. Joseph Raybaud, rapporteur pour avis : contrôle administratif du représentant de l'État pour les délibérations relatives au budget des avances, emprunts, garanties d'emprunts et marchés, et caractère exécutoire de plein droit des délibérations dans un délai de quinze jours (p. 2466). Amendement n° I-203 de M. Marc Bécam : information du maire par le commissaire de la République vingt jours avant la saisine du tribunal administratif (p. 2467). – Amendement n° I-297 de M. Amédée Bouquerel, soutenu par M. Henri Belcour : octroi d'un délai de deux mois pour le représentant de l'État pour la légalisation des actes incriminés (p. 2467). – Amendement n° I-193 de MM. Jean Béranger et André Jouany, soutenu par M. Michel Rigou : fixation du délai de saisine du tribunal administratif à deux mois (p. 2473). – Amendement n° I-350 de MM. Raymond Bouvier et Roger Boileau, soutenu par M. Pierre Schiélé : fixation du délai de saisine du tribunal administratif à deux mois (p. 2473). – Sous-amendement n° I-414 de M. Marc Bécam, à l'amendement n° I-140 de M. Louis Perrein : soumission d'un rapport par le Gouvernement (p. 2475). – Sous-amendement n° I-415 de M. Michel Giraud, rapporteur à l'amendement n° I-140 de M. Louis Perrein : soumission d'un rapport annuel avant le 1er juin (p. 2475).

– L'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 2475).

Après l'article 3 (p. 2475).

Adopté : amendement n° I-93 de M. Michel Giraud, rapporteur : demande d'un citoyen au représentant de l'État dans le département de mise en œuvre de la procédure prévue à l'article 3 (p. 2477).

Retirés : amendement n° I-5 de M. Richard Pouille, soutenu par M. Jean-François Pintat : substitution du représentant de l'État dans le département au maire dans l'exercice de ses fonctions en cas de carence grave et répétée (p. 2475). – Amendement n° I-168 de M. Marcel Lucotte soutenu par M. Michel Miroudot : caractère exécutoire des délibérations des conseils municipaux, portant sur les surtaxes locales temporaires ou les droits de ports perçus au profit des communautés après un délai de deux mois (p. 2477). – Amendement n° I-305 de M. Roger Romani : caractère exécutoire des délibérations des conseils municipaux, portant sur les surtaxes locales temporaires ou les droits de port perçus au profit des communautés après un délai de deux mois (p. 2477). – Amendement n° I-194 de M. Bernard Legrand : rôle de conseil des commissaires adjoints de la République envers les autorités communales (p. 2478). – Amendement n° I-217 de M. René Touzet : sursis à exécution lors du recours devant le tribunal administratif et compensation par l'État approuvée par la Chambre régionale des comptes (p. 2478). – Amendement n° I-302 de M. Christian Poncelet, soutenu par M. François Collet : délivrance d'un certificat de conformité à la loi des actes du conseil par le délégué du Gouvernement (p. 2479). – Amendement n° I-303 de M. Christian Poncelet, soutenu par M. Paul Malassagne : contrôle administratif du délégué du Gouvernement et possibilité de suspension de l'exécution de la délibération (p. 2480). – Amendement n° I-355 de M. Paul Seramy : caractère urgent d'un acte contesté bénéficiant d'un sursis à exécuter et procédure en matière de référé de l'article R-102 du code des tribunaux administratifs (p. 2481).

Deviennent sans objet : amendement n° I-41 de M. René Tomasini : pouvoirs du représentant de l'État et demande de seconde lecture au conseil municipal, tenant compte des observations formulées (p. 2476). – Amendement n° I-306 de M. Paul Kauss : demande de seconde lecture par le représentant de l'État au conseil municipal tenant compte des observations formulées par le représentant de l'État (p. 2476).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2477).

Article 4 *(Interventions à caractère économique et social des communes)* (p. 2480).

Réservé jusqu'au titre II *bis*, à la fin du chapitre VIII (p. 2481 ; scrutin public n° 6 ; liste des votants p. 2502) (repris p. 2728).

TITRE Ier (suite) (p. 2724)

Article 4 (p. 2764) (précédemment réservé p. 2481).

Adopté : amendement n° I-94 de M. Michel Giraud, rapporteur : suppression de cet article concernant les pouvoirs en matière de protection des intérêts économiques et sociaux du conseil municipal (p. 2787).

Retirés : amendement n° I-62 de M. Joseph Raybaud, rapporteur pour avis : interventions économiques communales et limitation au domaine immobilier ou foncier (p. 2786). – Amendement n° I-400 de M. Auguste Chupin : interventions économiques communales et limitation ou domaine immobilier ou foncier (p. 2786). – Amendement n° I-308 de M. Jean Chérioux : mesures financières et interventions économiques communales (p. 2786). – Amendements identiques n° I-170 de M. Marcel Lucotte, soutenu par M. Michel Miroudot et n° I-309 de M. Adrien Gouteyron, soutenu par M. Marc Bécam : interventions économiques communales et protection et développement des intérêts économiques et sociaux (p. 2786). – Amendement n° I-206 de M. Marc Bécam : interventions économiques et menaces graves et durables sur les intérêts économiques et sociaux communaux (p. 2786). – Amendement n° I-219 de M. Paul Girod : interventions économiques communales et interdiction de tout versement direct de fonds publics (p. 2786). – Amendement n° I-43 de M. Maurice Lombard soutenu par M. Jean Amelin : prises de participation communale dans des sociétés d'économie mixte et satisfaction des besoins communaux ou réalisation d'activités d'intérêt général (p. 2786). – Amendements identiques n° I-171 de M. Marcel Lucotte, soutenu par M. Michel Miroudot et n° I-310 de M. Michel Caldaguès, soutenu par M. Marc Bécam : interventions économiques communales à l'exclusion de services propres destinés à représenter ou à intervenir dans la promotion, l'organisation ou l'animation d'entreprises à but lucratif (p. 2786). – Amendement n° I-195 de M. Jean Béranger, soutenu par M. Michel Rigou : interventions économiques communales et limitation à 10 % des ressources fiscales directes des subventions concernées et à 25 % de la dette pour les garanties d'emprunts (p. 2786). – Amendement n° I-45 de M. Maurice Lombard, soutenu par M. Jean Amelin : répartition des compétences et régime juridique des sociétés d'économie mixte (p. 2786). – Amendement n° I-406 de M. France Lechenault soutenu par M. Michel Rigou : limitation à 5 % des recettes fiscales du montant des engagements financiers communaux faits pour interventions économiques ; interventions et possibilité d'expertise financière (p. 2786). – Amendement n° I-407 de M. France Lechenault, soutenu par M. Michel Rigou : interventions économiques et fixation de la quotité des recettes fiscales concernées ; possibilité d'expertise financière (p. 2786). – Amendement n° I-207 de M. Marc Bécam : suppression des dispositions de cet article relatives à la concordance entre interventions économiques communales et plan national (p. 2786). – Amendement n° I-172 de M. Marcel Lucotte, soutenu par M. Michel Miroudot : participation communale à un déficit d'exploitation ou à des fonds d'aide ou de secours de catégories socio-professionnelles et avis préalable du représentant de l'État ; prise en compte des règles d'aménagement du territoire (p. 2786). – Amendement n° I-313 de M. Christian Poncelet, soutenu par M. Marc Bécam : participation communale à un déficit d'exploitation ou à des fonds d'aide ou de secours de catégories socio-professionnelles et avis préalable du représentant de l'État ; prise en compte des règles d'aménagement du territoire (p. 2786). – Amendement n° I-399 de M. Jean Chérioux, soutenu par M. Jean Amelin : interventions économiques communales et respect des orientations du plan et de la politique économique nationale (p. 2786). – Amendement n° I-17 de Mme Brigitte Gros, soutenu par M. Paul Girod : interventions économiques communales en faveur d'une entreprise et interdiction de la mise en déséquilibre du budget (p. 2786). – Amendement n° I-44 de M. René Tomasini, soutenu par M. Jean Amelin : interventions économiques communales et respect de la liberté du commerce et de l'industrie (p. 2786). – Amendement n° I-220 de M. Paul Girod : contraction d'un emprunt, obtention d'une caution ou garantie communale et intervention de la chambre régionale des comptes (p. 2786). – Amendement n° I-408 de M. France Lechenault soutenu par M. Michel Rigou : contraction d'un emprunt, obtention d'une caution ou garantie communale et intervention de la chambre régionale des comptes (p. 2786). – Amendement n° I-221 de M. Bernard Legrand, soutenu par M. Paul Girod : interventions économiques communales et avis d'une commission composée de maires, conseillers généraux et représentants de la chambre régionale des comptes (p. 2786). – Amendement n° I-314 de M. Hubert d'Andigné, soutenu par M. Marc Bécam : interven-

tions économiques communales et avis d'une commission économique départementale dont la composition sera fixée par décret en conseil d'État (p. 2786). – Amendement n° I-404 de M. Louis Souvet : interventions économiques communales et fixation d'un plafond à 3 % des ressources ordinaires dont deux en aides financières (p. 2786).

– L'article 4 est supprimé (p. 2787).

Après l'article 4 (p. 2481).

Retirés : amendement n° I-174 (art. additionnel) de M. Marcel Lucotte, soutenu par M. Michel Miroudot : possibilité pour un citoyen de demander la suspension d'un acte du conseil municipal au représentant de l'État dans le département et saisine du tribunal administratif (p. 2482). – Amendement n° I-175 (art. additionnel) de M. Marcel Lucotte, soutenu par M. Michel Miroudot : constitution de commissions extra-municipales par les conseils municipaux (p. 2483). – Amendement n° I-315(art. additionnel) de M. Jacques Braconnier, soutenu par M. Roger Romani : constitution de commissions extra-municipales par les conseils municipaux (p. 2483).

Réservés : amendement n° I-142 (art. additionnel) de M. René Regnault : création par les syndicats de communes de services d'assistance juridique, technique ou financière (p. 2482) (puis non soutenu) ; amendement n° I-365 (art. additionnel) de M. Raymond Poirier : création par les syndicats de communes de services d'assistance juridique, technique ou financière (p. 2482) (réservé jusqu'au chapitre II du titre III *bis* ; puis retiré p. 2841) ; amendement n° I-176 de M. Marcel Lucotte : rémunération par les communes et services des agents de l'État et des établissements publics de l'État (p. 2483) (réservé jusqu'à l'article additionnel après l'art. 10).

Intitulé nouveau (p. 2483)

Adopté : amendement n° I-95 de M. Michel Giraud, rapporteur : insérer un intitulé nouveau ainsi rédigé « Chapitre II. Suppression de la tutelle financière » (p. 2483).

– Un intitulé nouveau est inséré dans le projet de loi (p. 2484).

Avant l'article 5 A (p. 2484)

Retiré : amendement n° I-266 (art. additionel) de M. Paul Jargot soutenu par M. Jacques Éberhard : débat d'orientation au sein du conseil municipal sur le projet de budget (p. 2484).

Article 5 A *(Délai de vote du budget communal)* (p. 2484).

Adoptés : amendement n° I-196 de M. Michel Giraud, rapporteur :possibilité de mise en recouvrement des recettes et d'engagement des dépenses de la section de fonctionnement par le maire, dans la limite de celles inscrites au budget primitif de l'année précedente en cas de non adoption du budget de la commune avant le 1er janvier (p. 2487) ; sous amendement n° I-370 de M. Paul Séramy : engagement des recettes et des dépenses de fonctionnement en cas de non adoption du budget avant le 1er janvier de l'exercice dans la limite de celles portées au budget primitif (p. 2486). – Amendement n° I-97 de M. Michel Giraud rapporteur : suppression des dispositions de cet article concernant le contrôle sur le budget voté (p. 2492 ; scrutin public n° 7 ; liste des votants p. 2502, 2503). – Amendement n° I-98 de M. Michel Giraud, rapporteur : suppression des dispositions de cet article sur la possibilité de mise en application du budget par les représentants de l'État dans les départements sur avis public de la chambre régionale des comptes pour une nouvelle commune (p. 2493).

Retirés : amendement n° I-196 de M. Michel Giraud : exécution des recettes et des dépenses de fonctionnement en cas de non adoption du budget de la commune et jusqu'à son adoption (p. 2485) ; sous-amendement n° I-177 de M. Marcel Lucotte, soutenu par M. Michel Miroudot : engagement des dépenses et des recettes de fonctionnement en cas de non adoption du budget avant le 1er janvier ou dans le mois suivant la notification des recettes en provenance de l'État (p. 2486). – Amendement n° I-267 de M. James Marson ; apport par le gouvernement dès octobre à chaque collectivité territoriale des informations prévisionnelles concernant ses dotations (p. 2486).

Deviennent sans objet : amendement n° I-222 de M. Paul Girod : contrôle sur le budget voté et précision de la date limite de communication au conseil municipal d'informations indispensables à l'établissement du budget (p. 2492). – Amendement rédactionnel n° I-208 de M. André Labarrère, ministre (p. 2492). – Amendement n° I-223 de M. Bernard Legrand : application du budget par la chambre régionale des comptes en cas de non adoption avant le 31 mars de l'exercice (p. 2492). – Amendement n° I-178 de M. Marcel Lucotte soutenu par M. Michel Miroudot : application du budget en cas de non adoption avant le 30 avril (p. 2492). – Amendement n° I-63 de M. Joseph Raybaud, rapporteur pour avis, soutenu par M. Jacques Descours Desacres : suppression des dispositions de cet article sur l'intervention de la chambre régionale des comptes au stade de l'établissement des documents budgétaires (p. 2492). – Amendement n° I-64 de M. Joseph Raybaud, rapporteur pour avis, soutenu par M. Jacques Descours Desacres : détermination du budget de la commune dans un délai de 15 jours après la communication des documents utiles à l'établissement du budget (p. 2492). – Amendement n° I-224 de M. Bernard Legrand : possibilité d'une mise en application du budget par la chambre régionale des comptes pour une nouvelle commune (p. 2492).

– L'article 5 A, ainsi modifié est adopté (p. 2493).

Article 5 *(Rétablissement de l'équilibre lorsque le budget communal n'est pas voté en équilibre réel)* (p. 2527).

Adoptés : amendement n° I-99 de M. Michel Giraud, rapporteur : modification de la définition de la notion d'équilibre réel du budget communal (p. 2530). – Amendement n° I-101 de M. Michel Giraud, rapporteur : fonctionnement et pouvoirs de la chambre régionale des comptes dans le rétablissement de l'équilibre lorsque le budget communal n'est pas voté en équilibre réel (p. 2533). – Amendement n° I-102 de M. Michel Giraud, rapporteur : suppression du contrôle sur le budget a priori, c'est-à-dire sur le budget voté et maintien de la nouvelle délibération du conseil municipal prenant la forme d'un budget rectifiant le budget initial (p. 2535).

Rejetés : amendement n° I-66 de M. Joseph Raybaud, rapporteur pour avis, soutenu par M. Jacques Descours Desacres : modification de la définition de la notion d'équilibre réel du budget communal (p. 2530). – Amendement n° I-226 de M. Georges Berchet, soutenu par M. Jacques Pelletier : modification de la définition de la notion d'équilibre réel du budget communal (p. 2530). – Sous-amendement n° I-418 de M. Jacques Descours Desacres à l'amendement n° I-101 de M. Michel Giraud, rapporteur : intervention de la chambre des comptes dans l'établissement du budget (p. 2533).

Retirés : amendement n° I-268 de M. Jean Ooghe : suppression de cet article concernant le rétablissement de l'équilibre lorsque le budget communal n'est pas voté en équilibre réel (p. 2528). – Amendement n° I-316 de M. Christian Poncelet, soutenu par M. Roger Romani : restauration de l'autorité budgétaire dans le rétablissement de l'équilibre lorsque le budget communal n'est pas voté en équilibre réel (p. 2529). – Amendement n° I-372 de M. Claude Mont, soutenu par M. Pierre Schiélé : fonctionnement et pouvoirs de la chambre régionale des comptes dans le rétablissement de l'équilibre lorsque le budget communal n'est pas voté en équilibre réel (p. 2532). – Amendement n° I-7 de M. Jean-François Pintat, soutenu par M. Guy Petit : fonctionnement et pouvoirs de la chambre régionale des comptes dans le rétablissement de l'équilibre lorsque le budget communal n'est pas voté en équilibre réel (p. 2532). – Amendements n° I-69 : coordination, de M. Jacques Descours Desacres et n° I-70 : coordination, de M. Jacques Descours Desacres (p. 2534). – Amendement n° I-318 de M. François Collet, soutenu par M. Georges Repiquet : ouverture du recours aux citoyens (p. 2536).

Deviennent sans objet : amendement n° I-209 de M. Gaston Defferre, ministre : modification de la définition de la notion d'équilibre réel du budget communal ; notion d'équilibre sincère (p. 2531). – Amendement n° I-225 de M. Paul Girod, soutenu par M. Jacques Pelletier : modification de la définition de la notion d'équilibre réel du budget communal (p. 2531). – Amendement n° I-371 de M. Claude Mont, soutenu par M. Adolphe Chauvin : modification de la définition de la notion d'équilibre réel du budget communal (p. 2531). – Amendement n° I-179 de M. Marcel Lucotte, soutenu par M. Michel Miroudot : fonctionnement et pouvoirs de la chambre régionale des comptes dans le rétablissement de l'équilibre lorsque le budget communal n'est pas voté en équilibre réel (p. 2533). –

Amendement n° I-210 de M. Gaston Defferre, ministre : fonctionnement et pouvoirs de la chambre régionale des comptes dans le rétablissement de l'équilibre lorsque le budget communal n'est pas voté en équilibre réel (p. 2533). – Amendement n° I-67 de M. Jacques Descours Desacres : intervention de la chambre des comptes dans l'établissement du budget (p. 2533). – Amendement n° I-68 de M. Joseph Raybaud, rapporteur pour avis, soutenu par M. Jacques Descours Desacres : « rectification du budget initial et non budget supplémentaire » (p. 2535). – Amendement n° I-394 de M. Paul Girod, soutenu par M. Jacques Pelletier : budget supplémentaire « exceptionnel » (p. 2535). – Amendement n° I-373 de M. Raymond Poirier, soutenu par M. Pierre Schiélé : budget réglé et rendu exécutoire par le représentant de l'État dans le département (p. 2535). – Amendement n° I-395 de M. Bernard Legrand, soutenu par M. Jacques Pelletier : budget réglé et rendu exécutoire par la chambre régionale des comptes (p. 2535). – Amendement n° I-227 de M. Bernard Legrand, soutenu par M. Jacques Pelletier : budget rendu exécutoire par la chambre régionale des comptes (p. 2535). – Amendement n° I-228 de M. Georges Berchet, soutenu par M. Jacques Pelletier : audition du maire ou de son représentant (p. 2535). – Amendement n° I-47 de M. René Tomasini, soutenu par M. Georges Repiquet : exercice par le représentant de l'État de tous les pouvoirs dévolus au conseil municipal en matière fiscale et budgétaire (p. 2535).

– L'article 5, ainsi modifié, est adopté (p. 2536).

Article 6 *(Rétablissement de l'équilibre lorsque l'exécution du budget précédent a fait apparaître un déficit)* (p. 2553).

Adoptés : amendement n° I-419 de M. Gaston Defferre, ministre : limite au 1er août du délai donné au conseil municipal pour le vote de l'arrêt des comptes (p. 2554). – Amendement de forme n° I-103 de M. Michel Giraud, rapporteur (p. 2554). – Amendement n° I-269 de M. Jacques Eberhard : chambre régionale des comptes et possibilité d'audition pour le maire ou son représentant (p. 2558). – Amendement n° I-105 de M. Michel Giraud, rapporteur : maintien du déficit et exécution des mesures de la chambre régionale des comptes par le représentant de l'État ; inclusion dans le contrôle du budget exécuté des dépenses obligatoires (p. 2558). – Amendement n° I-420 de M. André Cellard, secrétaire d'État à l'agriculture : déficit égal ou supérieur à 10 % pour les communes de moins de 20.000 habitants et à 5 % pour les autres et saisine de la chambre régionale des comptes (p. 2558).

Rejeté : amendement n° I-396 de M. Bernard Legrand : déficit budgétaire et responsabilité du conseil municipal ; intervention de la chambre régionale des comptes et pouvoir de décision en cas de désaccord (p. 2557).

Retirés : amendement n° I-229 de M. Paul Girod : allongement du délai légal de vote de l'arrêt des comptes en cas de retard de transmission des pièces et informations nécessaires (p. 2554). – Amendement n° I-379 de M. Raymond Bouvier, soutenu par M. Pierre Schiélé : redressement d'un budget communal et information motivée aux assemblées départementales et régionales (p. 2558).

Irrecevable (article 40 de la Constitution) : amendement n° I-104 de M. Michel Giraud, rapporteur : en cas de déficit égal ou supérieur à 10 % des ressources pour les communes de moins de 20.000 habitants et à 5 % pour les autres communes, intervention de la chambre régionale des comptes et possibilité d'emprunt exceptionnel (p. 2555).

Deviennent sans objet : amendements identiques n° I-71 de M. Joseph Raybaud, rapporteur pour avis et n° I-230 de M. Georges Berchet, soutenu par M. Charles Beaupetit : déficit égal ou supérieur à 10 % des ressources et intervention de la chambre régionale des comptes (p. 2558). – Amendement n° I-81 de M. Marcel Daunay : déficit égal ou supérieur à 10 % pour les communes de moins de 20.000 habitants et à 5 % pour les autres, des ressources ordinaires et intervention de la chambre régionale des comptes (p. 2558). – Sous-amendement n° I-319 de M. Jacques Delong à l'amendement n° I-105 de M. Michel Giraud, rapporteur, soutenu par M. Jacques Braconnier : nécessité d'une mise en demeure par le représentant de l'État (p. 2558). – Amendement n° I-378 de M. Paul Pillet, soutenu par M. Marcel Daunay : divergences entre la chambre régionale des comptes et le représentant de l'État ; publication des propositions de ce représentant (p. 2558).

– L'article 6, ainsi modifié, est adopté (p. 2558).

Après l'article 6 (p. 2558).

Retiré : amendement n° I-270 (art. additionnel) de M. James Marson, soutenu par M. Camille Vallin : suppression des dispositions du code des communes portant obligation au maire de se retirer au moment de la discussion et du vote du compte administratif le concernant (p. 2559).

Article 7 *(Supprimé par l'assemblée nationale)* (p. 2559)

Adopté : amendement n° I-106 de M. Michel Giraud, rapporteur : rétablir un article 7 nouveau relatif aux difficultés financières exceptionnelles et au principe de l'octroi de subventions exceptionnelles par le représentant de l'État (p. 2562 ; scutin public n° 9, liste des votants p. 2572).

– L'article 7 est rétabli, ainsi rédigé (p. 2562).

Article 8 *(Procédure d'inscription et de mandatement d'office des dépenses obligatoires)* (p. 2562).

Adopté : amendement n° I-107 de M. Michel Giraud, rapporteur : caractère de dépense obligatoire pour les seules dépenses légales et correspondant à des dettes certaines, liquides et exigibles (p. 2565).

Retirés : amendement n° I-48 de M. Jacques Braconnier : suppression de cet article concernant l'inscription, après avis de la chambre régionale des comptes, par le représentant de l'État, des dépenses obligatoires aux budgets communaux (p. 2563). – Amendement n° I-180 de M. Marcel Lucotte soutenu par. M. Pierre Louvot : non recours à la chambre régionale des comptes pour la constatation de la non inscription des dépenses obligatoires (p. 2564).

Deviennent sans objet : amendement n° I-19 de M. Jean-François Pintat, soutenu par M. André Bettencourt : limitation du rôle de la chambre régionale des comptes au constat de la non inscription d'une dépense obligatoire (p. 2565). – Amendement n° I-72 de M. Joseph Raybaud, rapporteur pour avis : compétence du représentant de l'État pour le contrôle de la légalité des dispositions budgétaires (p. 2565). – Amendement n° I-320 de M. François Collet, soutenu par M. Marc Bécam : non recours à la chambre régionale des comptes pour la constatation de la non inscription des dépenses obligatoires (p. 2565). – Amendement n° I-20 de M. Michel d'Aillières, soutenu par M. Guy de la Verpillière : inscription des dépenses obligatoires et suppression de la saisine d'office de la chambre régionale des comptes (p. 2565). – Amendement n° I-73 de M. Joseph Raybaud, rapporteur pour avis : mise en demeure du représentant de l'État et inscription de la dépense au budget de la commune ; caractère exécutoire du budget modifié (p. 2565).

– L'article 8, ainsi modifié, est adopté (p. 2565).

Article 9 *(Nomination du comptable)* (p. 2565).

Adoptés : amendement n° I-74 de M. Joseph Raybaud, rapporteur pour avis : comptable de la commune et production des comptes devant la chambre régionale des comptes ; décision par voie de jugement (p. 2566) ; sous-amendement n° I-421 de M. Gaston Defferre, ministre : décision de la chambre régionale des comptes par voie d'arrêt (p. 2566).

– L'article 9, ainsi modifié, est adopté (p. 2566).

Article 10 *(Réquisition par le maire du comptable communal)* (p. 2575).

Adoptés : amendement n° I-109 de M. Michel Giraud, rapporteur : limitation du rôle du comptable à un contrôle de régularité, excluant toute appréciation de l'opportunité ou de la légalité des décisions de l'ordonnateur (p. 2578). – Amendement n° I-110 de M. Michel Giraud, rapporteur : cas de refus du comptable : suppression du contrôle du caractère libératoire du réglement (p. 2579 ; scrutin public n° 10 ; liste des votants p. 2625). – Amendement n° I-75 de M. Joseph Raybaud, rapporteur pour avis : rôle d'arbitre de la chambre régionale des comptes ; fixation par décret des pièces justificatives que le comptable peut exiger (p. 2583) ; sous-amendement n° I-183 (premier alinéa) de M. Marcel Lucotte : caractère d'arrêté de l'ordre de réquisition, notification au comptable (p. 2582).

Rejeté : Sous-amendements n° I-183 (deuxième alinéa) de M. Marcel Lucotte à l'amendement n° I-75 de M. Joseph Raybaud, rapporteur pour avis : affichage en mairie et notification à la chambre régionale des comptes (p. 2582).

Retiré : amendement n° I-182 de M. Marcel Lucotte : droit de réquisition et responsabilités (p. 2578).

Deviennent sans objet : amendement n° I-384 de M. Alfred Gérin, soutenu par M. Paul Séramy : modalités d'exercice du droit de réquisition par le maire du comptable communal (p. 2583). – Amendement n° I-321 de M. Michel Chauty, soutenu par M. Paul Malassagne : suppression du premier alinéa de cet article relatif à l'interdiction pour le comptable communal d'apprécier l'opportunité ou la légalité des actes de l'ordonnateur (p. 2583). – Amendement n° I-185 de M. Marcel Lucotte : contrôle de légalité exercé par le comptable, limité à la vérification de la conformité aux prescriptions du règlement général de la comptabilité publique (p. 2583). – Amendement n° I-184 de M. Marcel Lucotte : caractère d'arrêté de l'ordre de réquisition (p. 2583). – Amendement n° I-323 de M. Marcel Fortier, soutenu par M. Paul Malassagne : caractère d'arrêté de l'ordre de réquisition ; notification au comptable et à la chambre régionale des comptes et affichage en mairie (p. 2583). – Trois amendements identiques n° I-18 de Mme Brigitte Gros, soutenu par M. Paul Robert, n° I-385 de M. Alfred Gérin, soutenu par M. François Dubanchet et n° I-386 de M. Paul Séramy : suppression du dernier alinéa relatif à l'engagement de la responsabilité de l'ordonnateur en cas de réquisition (p. 2583). – Amendement n° I-273 de M. Jacques Eberhard : approbation par le conseil municipal de l'ordre de réquisition et responsabilité de la commune (p. 2583).

– L'article 10, ainsi modifié, est adopté (p. 2583).

Intitulé nouveau (p. 2583).

Adopté : amendement n° I-111 de M. Michel Giraud, rapporteur : insérer un intitulé nouveau ainsi rédigé : « Chapitre III. – Suppression de la tutelle technique » (p. 2583).

– Un intitulé nouveau, ainsi rédigé, est inséré dans le projet de loi (p. 2583).

Après l'article 10 (p. 2584)

Adoptés : amendement n° I-112 (art. additionnel) de M. Michel Giraud, rapporteur : suppression, sauf disposition expresse de la loi, des prescriptions particulières visant la conception et l'exécution des travaux des communes (p. 2584). – Amendement n° I-113 (art. additionnel) de M. Michel Giraud, rapporteur : suppression, sauf disposition expresse de la loi, des prescriptions particulières visant la gestion des services ou l'utilisation du patrimoine des communes (p. 2584). – Amendement n° I-114 de M. Michel Giraud, rapporteur : suppression des rémunérations accessoires versées par les communes aux agents de l'État de la région, du département ou de leurs établissements publics (p. 2585).

Devient sans objet : amendement n° I-176 de M. Marcel Lucotte : suppression des rémunérations accessoires versées par les communes aux agents de l'État et des établissements publics de l'État (p. 2585).

– Trois articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 2584, 2585).

Intitulé nouveau (p. 2585)

Adopté : amendement n° I-115 de M. Michel Giraud, rapporteur : insérer un intitulé nouveau ainsi rédigé : « Chapitre IV. Dispositions diverses » (p. 2585).

– Un intitulé nouveau, ainsi rédigé, est inséré dans le projet de loi (p. 2585).

Article 11 *(Application aux groupements de communes)* (p. 2585)

Adopté : amendement n° I-116 de M. Michel Giraud, rapporteur : suppression des dispositions de cet article relatives à la répartition des contingents d'aide sociale ; extension des dispositions de la loi aux communautés urbaines (p. 2586).

– L'article 11, ainsi modifié, est adopté (p. 2586).

Après l'article 11 (p. 2586).

Adopté : amendement n° I-117 (art. additionnel) de M. Michel Giraud, rapporteur : délai d'application des dispositions du présent chapitre aux agglomérations nouvelles (p. 2586).

– Un article additionel est inséré dans le projet de loi (p. 2586).

Article 12 *(Responsabilité des ordonnateurs devant la Cour de discipline budgétaire et financière)* (p. 2586).

Réservé jusqu'après l'examen de l'amendement créant un article 56 C (p. 2588 ; scrutin public n° 11 ; liste des votants p. 2588).

Après l'article 12 (p. 2588).

Retiré : amendement n° I-329 (art. additionnel) de M. Paul Kauss, soutenu par M. Roger Romani : maintien des dispositions du code des communes relatives à la nullité de plein droit de certaines délibérations (p. 2589).

Réservé : amendement n° I-190 (art. additionnel) de M. Marcel Lucotte : abrogation de la loi du 16 juillet 1971 relative aux fusions de communes (p. 2588) (réservé jusqu'après l'examen de l'amendement créant un article nouveau à la fin du titre IV ; retiré p. 2874).

Article 13 *(Supprimé par l'Assemblée nationale)* (p. 2589).

Retiré : amendement n° I-245 de M. Pierre-Christian Taittinger : rétablissement de cet article dans une rédaction rendant applicables les dispositions du titre I à la ville de Paris sous réserve des dispositions du code des communes relatives aux attributions du préfet de police (p. 2592).

Réservé : amendement n° I-119 de M. Michel Giraud, rapporteur : rétablissement de cet article dans une rédaction rendant applicables les dispositions du titre I à la ville de Paris sous réserve des dispositions du code des communes relatives aux attributions du préfet de police (p. 2595) (réservé jusqu'à la fin du projet de loi ; retiré p. 2885).

Après l'article 13 (p. 2595).

Adopté : amendement n° I-412 (art. additionnel) de M. Louis Virapoullé : application intégrale des dispositions du titre I aux communes des départements d'outre-mer (p. 2596).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2596).

Article 13 *bis* (Application aux communes des territoires d'outre-mer) (p. 2596).

Adopté : amendement n° I-120 de M. Michel Giraud, rapporteur : conditions d'extension des dispositions du présent titre aux communes des territoires d'Outre-mer : détermination par une loi, pour chaque territoire, dans le délai d'un an, des adaptations nécessaires après consultation des assemblées territoriales (p. 2597).

Retiré : amendement n° I-191 de M. Marcel Lucotte : détermination par une loi ultérieure dans le délai d'un an, des conditions d'application du titre I aux communes des territoires d'outre-mer (p. 2597).

– L'article 13 *bis,* ainsi modifié, est adopté (p. 2597).

Après l'article 13 *bis* (p. 2597).

Adoptés : amendement n° I-401 (art. additionnel) de M. Marcel Henry : application des dispositions du présent titre aux communes de la collectivité territoriale de Mayotte ; compétence de la chambre régionale des comptes de la Réunion (p. 2597). – Amendement n° I-277 (art. additionnel) de M. Marcel Rudloff : conditions d'application des dispositions du titre I aux communes des départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin (p. 2599).

– deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 2597, 2599).

Article 14 A *(Conférences intercommunales)* (p. 2599).

Rejeté : amendement n° I-256 de M. Jacques Descours Desacres : possibilité pour les représentants de l'État dans le département d'assister aux conférences intercommunales subordonnée à la demande unanime des communes intéressées (p. 2600).

Retiré : amendement n° I-122 de M. Michel Giraud, rapporteur : suppression de cet article relatif à la possibilité pour les représentants de l'État dans le département d'assister aux conférences intercommunales à la demande des communes intéressées (p. 2600).

– L'article 14 A est adopté (p. 2600).

Avant l'article 14 (p. 2600).

Adopté : amendement n° I-123 de M. Michel Giraud, rapporteur : liberté des conseils municipaux de fixer le nombre des postes d'adjoints (p. 2600).

– un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2600).

Article 14 *(Harmonisation du code des communes)* (p. 2600). – Réservé (p. 2601).

Article 15 (supprimé par l'Assemblée nationale) (p. 2601).

Adoptés : amendement n° I-136 de M. Michel Giraud, rapporteur : rétablissement de cet article, dans une rédaction visant la codification du projet en examen dans le code des communes (p. 2601) ; sous-amendement de M. Gaston Defferre, ministre : établissement ultérieur d'un code général des collectivités locales (p. 2601).

– L'article 15, ainsi rédigé, est adopté (p. 2601).

TITRE II *(Des droits et libertés du département)*

Intitulé du titre II (p. 2601)

Adopté : amendement n° II-110 de M. Marc Bécam, soutenu par M. Michel Giraud, rapporteur : « Des droits, des libertés et des responsabilités des départements » (p. 2601).

– L'intitulé du titre II, ainsi modifié, est adopté (p. 2601).

Intitulé du chaptire 1er (p. 2602).

Adopté : amendement n° II-43 de M. Michel Giraud, rapporteur : suppression de l'intitulé du chapitre I « Des institutions départementales » (p. 2602).

– L'intitulé est supprimé (p. 2602).

Article 16 *(Compétence du conseil général)* (p. 2602).

Adoptés : amendements identiques n° II-44 de M. Michel Giraud, rapporteur, n° II-1 de M. Jean-François Pintat et n° II-119 de M. Paul Girod : suppression de l'alinéa relatif au soutien éventuel du département aux communes pour l'exercice de leurs libertés et reponsabilités (p. 2604).

Retirés : amendement n° II-274 de M. Louis Souvet, soutenu par M. Marc Bécam : répartition des fonctions administratives à l'échelon départemental entre le représentant de l'État et le conseil général (p. 2604). – Amendements identiques n° II-97 de M. Marcel Lucotte, soutenu par M. Philippe de Bourgoing et n° II-275 de M. Marc Jacquet, soutenu par M. Marc Bécam : exercice par le conseil général de ses pouvoirs de décision dans le cadre des lois de la République (p. 2604). – Amendement n° II-224 de M. Rémi Herment, soutenu par M. Paul Pillet : exercice des compétences du conseil général et coordination avec celles des autres personnes morales ou collectivités territoriales (p. 2604).

Devient sans objet : amendement n° II-184 de M. Paul Jargot soutenu par M. Jacques Eberhard : soutien éventuel du département aux communes, « dans le respect de leur autonomie » (p. 2604).

– L'article 16, ainsi modifié, est adopté (p. 2604)

Intitulé nouveau de chapitre (p. 2604).

Adopté : amendement n° II-45 de M. Michel Giraud, rapporteur : introduire un intitulé de chapitre ainsi rédigé : « Chapitre 1er. – Transfert du pouvoir exécutif au président du conseil général » (p. 2604).

– Un intitulé nouveau est introduit dans le projet de loi (p. 2604).

Avant l'article 17 (p. 2604).

Réservé : amendement n° II-226 (art. additionnel) de M. Pierre Schiélé : création dans chaque département d'un syndicat de communes pour le personnel (p. 2604) (jusqu'après l'examen de l'article 55).

Article 17 *(Collégialité du bureau du Conseil Général)* (p. 2604).

Adopté : amendement n° II-46 de M. Michel Giraud, rapporteur : exécutif départemental conféré au président du conseil général (p. 2607).

Retirés : amendement n° II-98 de M. Marcel Lucotte, soutenu par M. Philippe de Bourgoing : élection par le conseil général en son sein d'une commission départementale exécutive (p. 2606). – Amendement n° II-227 de M. Daniel Hoeffel, soutenu par M. Paul Pillet : élection du président et du bureau du conseil général suivant les règles de la représentation proportionnelle dite au plus fort reste (p. 2606. – repris ensuite par M. Jacques Eberhard). – Amendement n° II-16 de M. Michel d'Aillières, soutenu par M. Guy de la Verpillière : détermination du nombre des vice-présidents en fonction de l'effectif des membres du conseil général (p. 2606). – Amendement n° II-14 de M. Michel d'Aillières, soutenu par M. Guy de la Verpillière : incompatibilité du mandat de président de conseil général avec la fonction de maire de la commune, chef-lieu du département (p. 2606). – Amendement n° II-228 de M. Pierre Salvi, soutenu par M. Paul Pillet : composition du bureau : président et membres du conseil général (p. 2606).

Deviennent sans objet : amendement rédactionel n° II-111 de M. Gaston Defferre, ministre (p. 2607). – Amendement n° II-227 de M. Daniel Hoeffel, soutenu et retiré par M. Paul Pillet, puis repris par M. Jacques Eberhard : élections du président et du bureau du conseil général selon les règles de la représentation proportionnelle dite au plus fort reste (p. 2607). – Amendement n° II-230 de M. Alfred Gérin, soutenu par M. Paul Pillet : bureau du conseil général : membres supplémentaires dans les départements de plus de 1 million d'habitants (p. 2607). – Amendement n° II-231 de M. Kléber Malécot, soutenu par M. Paul Pillet : délégation du président à tout membre du bureau (p. 2607).

– L'article 17, ainsi modifié, est adopté (p. 2607).

Après l'article 17 (p. 2607).

Retiré : amendement n° II-279 de M. René Tomasini, soutenu par M. Charles Pasqua : incompatibilité du mandat de président du conseil général, avec une fonction gouvernementale (p. 2607).

Article 18 *(Transfert du pouvoir exécutif au président du Conseil général)* (p. 2607).

Adopté : amendement n° II-47 de M. Michel Giraud, rapporteur : rôle du président du conseil général comme organe exécutif du département (p. 2612).

Retirés : amendement n° II-120 de M. Bernard Legrand, soutenu par M. Paul Girod : incompatibilité du mandat de président de conseil général avec un mandat parlementaire ou une fonction ministérielle (p. 2611). – Amendement n° II-282 de M. Michel Maurice-Bokanowski, soutenu par M. Roger Romani : suppression de l'alinéa prévoyant dans chaque département une convention entre le représentant de l'État et le conseil général, fixant la liste des services de la préfecture transférés au département (p. 2611). – Amendement n° II-8 de M. Jean-François Pintat : fixation par décret en Conseil d'État de la liste de services de la préfecture transférés au département (p. 2611). – Amendement n° II-283 de M. Michel Chauty, soutenu par M. François Collet : fixation par décret, après le vote de la loi sur la répartition des compétences, de la liste des services extérieurs de l'État dans le département, que pourra utiliser le président du conseil général (p. 2611). – Amendement n° II-12 de M. Michel d'Aillières, soutenu par M. Guy de la Verpillière : approbation par décret en Conseil d'État d'une convention type entre le représentant de l'État et le conseil général pour la répartition des services de la préfecture (p. 2611). – Amendement n° II-11 de M. Michel d'Aillières, soutenu par M. Guy de la Verpillière : application automatique de la convention type après un délai de quatre mois (p. 2611).

Irrecevable (article 40 de la Constitution) : amendement n° II-270 de M. France Lechenault, soutenu par M. Stéphane Bonduel : rôle d'un directeur général des services départementaux pour assister le

président du conseil général dans sa mission de chef des services départementaux (p. 2609).

Deviennent sans objet : amendement n° II-185 de M. Jean Garcia, soutenu par M. Jacques Eberhard : rôle du président du conseil général, assisté du bureau, comme organe exécutif du département (p. 2612). — Amendement n° II-186 de M. Jean Garcia, soutenu par M. Jacques Eberhard : compétence de l'exécutif pour nommer aux emplois départementaux (p. 2612). — Amendement n° II-284 de M. Christian Poncelet, soutenu par M. Marc Bécam : fixation par décret en Conseil d'État de la liste des services de la préfecture transférés à la collectivité départementale (p. 2612). — Amendement n° II-123 de M. Paul Girod : fixation par la loi sur la répartition des compétences d'une liste minimum des services de la préfecture transférés aux départements (p. 2612).

— L'article 18, ainsi modifié, est adopté (p. 2612).

Article 18 *bis* *(Mise à disposition des services extérieurs de l'État)* ; art. 18 *ter* *(Statuts des personnels)* ; art. 18 *quater* *(Coordination services départementaux et services de l'État)* (p. 2612). — Réservés (l'article 18 *bis* jusqu'au chapitre 1er du titre III *bis*, l'article 18 *ter* jusqu'au chapitre II du titre III *bis* et l'article 18 *quater* jusqu'au chapitre 1er du titre III *bis*).

Article 18 *bis* (suite) (p. 2823)

Adopté : amendement n° II-48 de M. Michel Giraud, rapporteur : suppression de cet article relatif à la possibilité pour le président du conseil général, à titre transitoire, de disposer en tant que de besoin, des services extérieurs de l'État (p. 2824).

Retiré : amendement n° II-13 de M. Roland Ruet , soutenu par M. Guy de la Verpillière : disposition directe du président du conseil général sur les services extérieurs de l'État (p. 2823).

Devient sans objet : amendement n° II-124 de M. Paul Girod, soutenu par M. René Touzet : régime transitoire jusqu'à l'entrée en vigueur de la loi (p. 2824).

— L'article 18 *bis* est supprimé (p. 2824).

Article 18 *ter* (suite) (p. 2841).

Adopté : amendement n° II-49 de M. Michel Giraud, rapporteur : suppression de cet article sur le statut des personnels transférés ou mis à disposition (p. 2843).

Devient sans objet : amendement n° II-331 de M. Georges Lemoine, secrétaire d'État : modalités de recrutement et statut du personnel départemental (p. 2843).

— L'article 18 *ter* est supprimé (p. 2843).

Article 18 *quater* (suite) (p. 2824).

Adopté : amendement n° II-50 de M. Michel Giraud, rapporteur : suppression de cet article relatif à la coordination des services dans le département (p. 2824).

Retiré : amendement n° II-291 de M. Roger Romani soutenu par M. François Collet : suppression de cet article relatif à la coordination des services dans le département (p. 2824).

— L'article 18 *quater* est supprimé (p. 2824).

Article 18 *quinquies* *(Dispositions financières transitoires)* (p. 2612).

Adopté : amendement n° II-51 de M. Michel Giraud, rapporteur : suppression de cet article relatif au maintien à titre transitoire de l'actuelle répartition des charges entre l'État et le département (p. 2613).

Deviennent sans objet : amendements nos II-113, II-114, II-115 de M. Gaston Defferre ministre : précisions sur la répartition des charges dans le régime transitoire (p. 2613). — Amendement n° II-127 de M. Paul Girod : maintien du régime de la participation de l'État aux dépenses d'aide sociale (p. 2613). — Amendement n° II-238 de M. Paul Pillet : suppression de l'alinéa rendant applicables au commissaire de la République les dispositions concernant les préfets (p. 2613).

— L'article 18 *quinquies* est supprimé (p. 2613).

Article 18 *sexies* *(Délégation de compétences aux vice-présidents du Conseil général)* (p. 2613).

Adopté : amendement n° II-52 de M. Michel Giraud, rapporteur : pouvoirs du président du conseil général et délégations aux vice-présidents (p. 2614).

Retirés : amendement n° II-187 de M. Jean Garcia, soutenu par M. Jacques Eberhard : délégations aux vice-présidents et suppression de la notion de surveillance (p. 2614). — Amendement n° II-19 de M. Michel d'Aillières, soutenu par M. Guy de la Verpillière : limitation des délégations de compétences du président du conseil général aux seuls vice-présidents (p. 2614).

— L'article 18 sexies, ainsi modifié, est adopté (p. 2614).

Article 18 *septies* *(Création d'une agence technique départementale)* (p. 2614).

Adoptés : amendements identiques n° II-53 de M. Michel Giraud, rapporteur et n° II-2 de M. Jean-François Pintat : suppression de cet article relatif à la création d'agences techniques départementales (p. 2615 ; scrutin public n° 12 ; liste des votants p. 2626, 2627).

Deviennent sans objet : amendement n° II-144 de M. René Régnault, soutenu par M. Franck Sérusclat : nouvelle rédaction de cet article pour étendre aux communes et aux établissements publics intercommunaux la possibilité de créer des agences techniques départementales (p. 2615). — Amendement n° II-188 de M. Paul Jargot, soutenu par M. Jacques Eberhard : assistance du conseil général aux communes et syndicats intercommunaux par les services départementaux (p. 2615). — Amendement n° II-24 de M. Joseph Raybaud, rapporteur pour avis, soutenu par M. Jacques Descours Desacres : création d'une agence technique départementale subordonnée à la majorité qualifiée des deux tiers du conseil général (p. 2615). — Amendement n° II-240 de M. Claude Mont, soutenu par M. Pierre Schiélé : extension aux communes et aux établissements publics intercommunaux de la possibilité de création d'une agence technique départementale (p. 2615). — Amendement n° II-241 de M. Yves Le Cozannet, soutenu par M. Pierre Schiélé : recrutement par concours du personnel de l'agence technique départementale (p. 2615).

— L'article 18 *septies* est supprimé (p. 2615).

Article 20 *(Démission du président du Conseil Général)* (p. 2616).

Adoptés : amendements nos II-54 et II-55 de M. Michel Giraud, rapporteur : vacance du siège de président du conseil général : modalités d'exercice provisoire de ses fonctions et organisation de l'élection (p. 2616).

— L'article 20, ainsi modifié, est adopté (p. 2616).

Intitulé du chapitre II *(« Des fonctions de commissaire de la République »)* (p. 2617).

Adopté : amendement n° II-56 de M. Michel Giraud, rapporteur : « Chapitre II. — Du représentant de l'État dans le département » (p. 2617).

— L'intitulé du chapitre II, ainsi modifié, est adopté (p. 2617).

Article 21 *(Le commissaire de la République, représentant de l'État dans le département)* (p. 2617).

Adopté : amendement n° II-57 de M. Michel Giraud, rapporteur : nouvelle rédaction de cet article : appellation de représentant de l'État, substituée à celle de commissaire de la République ; attributions essentielles (p. 2620).

Deviennent sans objet : amendement n° II-296 de M. Michel Caldaguès, soutenu par M. Roger Romani : relations entre le délégué du Gouvernement et le conseil général (p. 2620). — Amendement n° II-301 de M. Roger Romani : suppression du premier alinéa de cet article, fixant la dénomination de commissaire de la République (p. 2620). — Amendements identiques n° II-134 de M. Paul Girod, n° II-140 de M. Jacques Descours Desacres et n° II-299 de M. Louis Souvet, soutenu par M. Christian de la Malène : appellation de préfet substituée à celle de commissaire de la République (p. 2620).

– Amendement n° II-303 de M. François Collet, soutenu par M. Roger Romani : détermination ultérieure des compétences du commissaire de la République (p. 2620). – Amendement n° II-242 de M. Rémi Herment, soutenu par M. Paul Pillet : rôle du commissaire de la République comme représentant du Gouvernement (p. 2620). – Amendement n° II-129 de M. Paul Girod : énumération des services de l'État dans le département non soumis à l'autorité du préfet (p. 2620). – Amendements identiques n° II-21 de M. Michel d'Aillières, soutenu par M. Philippe de Bourgoing et amendement n° II-101 de M. Marcel Lucotte : mention de la compétence du président du conseil général sur les services extérieurs de l'État dans le département (p. 2620). – Amendement n° II-302 de M. Hubert d'Andigué, soutenu par M. Charles Parqua : mention des compétences du président du conseil général sur les services extérieurs de l'État dans le département (p. 2620). – Amendement n° II-304 de M. Louis Souvet, soutenu par M. Roger Romani : création auprès du préfet d'un préfet-adjoint (p. 2620). – Amendement n° II-243 de M. Jean Francou, soutenu par M. Paul Pillet : suppression de l'alinéa relatif aux attributions du représentant de l'État (p. 2620). – Amendements identiques de coordination n° II-42 de M. Pierre Salvi, soutenu par M. Pierre Schiélé, n° II-135 de M. Paul Girod et n° II-141 de M. Jacques Descours Desacres (p. 2620). – Amendement de coordination n° II-300 de M. Louis Souvet soutenu par M. Charles Parqua (p. 2620). – Amendement n° II-298 de M. Jean Chérioux, soutenu par M. Roger Romani : appellation de délégué du gouvernement substituée à celle de commissaire de la république (p. 2620). – Amendement n° II-305 de M. Louis Souvet, soutenu par M. Christian de la Malène : mention des fonctions des sous-préfets (p. 2620). – Amendement n° II-145 de M. Louis Perrein, soutenu par M. Franck Sérusclat : énumération des collaborateurs du commissaire de la République (p. 2620). – Amendement n° II-189 de M. Bernard-Michel Hugo, soutenu par M. Jacques Eberhard : modification du dernier alinéa de l'article, relatif au contrôle de légalité (p. 2620). – Amendement n° II-6 de Mme Brigitte Gros, soutenu par M. Paul Girod : rôle éventuel du commissaire de la République comme conseil aux communes qui le demandent (p. 2620). – Amendement n° II-116 de M. Gaston Defferre, ministre : information du commissaire de la République par les autorités élues sur l'action des services relevant des collectivités territoriales (p. 2620). – Amendement n° II-332 de M. Gaston Defferre, ministre : appellations de commissaire de la République et de commissaire de la République adjoint, substituées à celles de préfet et de sous-préfet dans toutes les lois non modifiées par le texte en examen (p. 2620).

TITRE I (suite) (p. 2646)

Article 14 (p. 2646 ; précédemment réservé p. 2601).

Adoptés : amendement n° I-211 de M. Gaston Defferre, ministre : abrogation des dispositions du code des communes concernant les pouvoirs de tutelle sur les actes des autorités communales, la démission d'office d'un conseiller municipal ; cas particulier de Paris (p. 2652). – Sous-amendement n° I-124 de M. Michel Giraud, rapporteur, à l'amendement n° I-211 de M. Gaston Defferre, ministre : suppression des dispositions relatives aux vœux politiques (p. 2652). – Sous-amendement n° I-423, de coordination, de M. Michel Giraud, rapporteur à l'amendement n° I-211 de M. Gaston Defferre ministre (p. 2652). – Sous-amendement de coordination n° I-125, de M. Michel Giraud, rapporteur à l'amendement n° I-211 de M. Gaston Defferre, ministre (p. 2652). – Sous-amendement n° I-126, de M. Michel Giraud, rapporteur, à l'amendement n° I-211 de M. Gaston Defferre, ministre : interdiction pour le conseil municipal d'émettre des vœux méconnaissant les dispositions de l'alinéa premier de l'article 20 de la Constitution du 4 octobre 1958 (p. 2653). – Sous-amendement n° I-424 de M. Michel Giraud, rapporteur, à l'amendement n° I-211 de M. Gaston Defferre, ministre : pouvoirs de substitution du représentant de l'État envers le maire en tant qu'agent de l'État (p. 2653). – Sous-amendement de forme n° I-129 de M. Michel Giraud, rapporteur, à l'amendement n° I-211 de M. Gaston Defferre, ministre (p. 2653). – Sous-amendement n° I-135 de M. Michel Giraud, rapporteur, à l'amendement n° I-211 de Gaston Defferre, ministre : abrogation des dispositions conférant au Gouvernement ou à ses représentants un pouvoir d'annulation ou d'approbation des actes des autorités communales (p. 2653).

Retirés : amendement n° I-276 de M. Paul Jargot, soutenu par M. Fernand Lefort : abrogation du code des communes des dispositions sur les fusions de communes (p. 2650). – Sous-amendement n° I-422 de M. Pierre Vallon soutenu par M. Adolphe Chauvin, à l'amendement n° I-211 de M. Gaston Defferre, ministre : fixation par décret en conseil d'État des dispositions applicables au modèle de cahier des charges type (p. 2650). – Sous-amendement n° I-22 de M. Michel d'Aillières, soutenu par M. Jacques Descours Desacres, à l'amendement n° I-211 de M. Gaston Defferre ministre : nullité de plein droit des délibérations du conseil municipal portant sur un objet étranger à ses attributions ou prises hors de ses réunions légales, ainsi que des délibérations prises en violation d'une loi ou d'un réglement d'administration publique (p. 2651). – Amendement n° I-77 de M. Joseph Raybaud, rapporteur pour avis : suppression de la notion d'avis motivé de la chambre régionale des comptes sur le budget voté (p. 2652).

Devient sans objet : amendement n° I-392 de M. Alphonse Arzel, soutenu par M. Pierre Schiélé : suspension des maires et adjoints après avis du conseil d'État (p. 2653).

– L'article 14, ainsi modifié, est adopté (p. 2653).

TITRE II (suite) (p. 2653)

Article 22 *(Réunion de droit du Conseil général)* (p. 2653).

Adopté : amendement n° II-158 de M. Michel Giraud, rapporteur : réunion du conseil général à la demande de la moitié de ses membres sur un ordre du jour déterminé pour une durée ne pouvant excéder 5 jours et réunion par décret en cas de circonstances exceptionnelles (p. 2655).

Retirés : amendement n° II-307 de M. Hubert d'Andigné, soutenu par M. Paul Malassagne : réunion de 4 sessions ordinaires du conseil général ; fixation de la date d'ouverture des sessions par le président du conseil général en l'absence de décision du conseil général ; fixation de la première réunion de plein droit lors du renouvellement triennal des conseils généraux (p. 2655). – Amendement n° I-133 de MM. Paul Girod et André Morice soutenu par M. André Morice : tenue des réunions des conseils généraux à caractère budgétaire à l'hôtel de la préfecture (p. 2655).

– L'article 22, ainsi modifié, est adopté (p. 2655).

Article 22 *bis* *(Entrée du représentant de l'État au conseil général)* (p. 2655).

Adopté : amendement n° II-59 de M. Michel Giraud, rapporteur : droit de regard du représentant de l'État au conseil général et audition sur demande du Premier ministre ou du président du conseil général (p. 2657).

Rejeté : amendement n° II-190 de M. Jacques Eberhard, soutenu par M. Bernard-Michel Hugo : droit d'audience du représentant de l'État dans le département au conseil général (p. 2657).

Retirés : amendement n° II-3 de M. Jean-François Pintat, soutenu par M. André Bettencourt : droit d'audience du représentant de l'État dans le département au conseil général (p. 2657). – Amendement n° II-103 de M. Marcel Lucotte soutenu par M. André Bettencourt : droit d'audience du représentant de l'État dans le département au conseil général (p. 2657). – Amendement n° II-308 de M. Paul Kauss, soutenu par M. Paul Mallassagne : droit d'audience du représentant de l'État dans le département au conseil général (p. 2657). – Amendement n° II-161 de M. Bernard Legrand, soutenu par M. André Morice : audition du représentant de l'État dans le département par le conseil général à la demande du Premier ministre ou du président du conseil général (p. 2657). – Amendement n° II-272 de M. France Lechenault soutenu par M. Jean Béranger : audition du représentant de l'État par le conseil général à la demande du président du conseil général (p. 2657).

Devient sans objet : amendement n° II-18 de M. Michel d'Aillières, soutenu par M. André Bettencourt : audition du représentant de l'État dans le département par le conseil général à la demande du Premier ministre ou du président du conseil général (p. 2657).

– L'article 22 *bis*, ainsi modifié, est adopté (p. 2657).

Article 23 *(Réunion du Conseil général à l'initiative de membres autres que son président)* (p. 2657).

Adopté : amendement n° II-60 de M. Michel Giraud, rapporteur : suppression de cet article portant sur les conditions de réunion du conseil général (p. 2658).

Retirés : amendement n° II-310 de M. Michel Chauty, soutenu par M. Roger Romani : réunion du Conseil général à la demande de la majorité des membres du bureau (p. 2658). – Amendement n° II-311 de M. Michel Chauty, soutenu par M. Roger Romani : réunion du conseil général à la demande de la moitié de ses membres (p. 2658).

Deviennent sans objet : amendement n° II-273 de M. France Léchenault, soutenu par M. Jean Béranger : réunion du conseil général à la demande de la majorité du bureau ou du tiers du conseil général ; mention de l'ordre du jour sur la convocation et réunion par décret en cas de circonstances exceptionnelles (p. 2658). – Amendement n° II-17 de M. Michel d'Aillières, soutenu par M. André Bettencourt : réunion du conseil général à la demande des deux tiers de ses membres (p. 2658). – Amendement n° II-104 de M. Marcel Lucotte soutenu par M. André Bettencourt, identique à l'amendement n° II-17 de M. Michel d'Aillières, soutenu par M. André Bettencourt (p. 2658).

– L'article 23 est supprimé (p. 2658).

Article 24 *(Élection du président du conseil général et du Bureau)* (p. 2658).

Rejeté : amendement n° II-250 de M. Paul Pillet, soutenu par M. Adolphe Chauvin : élection des autres membres du bureau à la représentation proportionnelle pour la même durée que le président (p. 2660).

Retirés : amendement n° II-248 de M. Jean Francou soutenu par M. Adolphe Chauvin : élection du président à la majorité absolue des votants pour une durée de trois ans (p. 2660). – Amendement n° II-163 de M. Paul Girod soutenu par M. André Morice : élection des vice-présidents du conseil général et scrutin uninominal (p. 2660). – Amendement n° II-249 de MM. Pierre Salvi et Jean Gravier, soutenu par M. Louis Virapoullé : remplacement d'un membre du bureau décédé dans un délai de 15 jours par un nouveau membre élu (p. 2660). – Amendement de coordination n° II-313 de M. Hubert d'Andigné, soutenu par M. Paul Malassagne (p. 2660).

– L'article 24 est adopté (p. 2660).

Après l'article 24 (p. 2660)

Adopté : amendement n° II-61 (art. additionnel) de M. Michel Giraud, rapporteur : délégation du conseil général au bureau (p. 2660).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2660).

Article 25 *(Élaboration du règlement intérieur)* (p. 2660).

Adopté : amendement n° II-333 de M. Michel Giraud, rapporteur : transmission du règlement intérieur du conseil général au tribunal administratif qui se prononce sur sa conformité à la loi dans le délai d'un mois (p. 2660).

– L'article 25, ainsi modifié est adopté (p. 2660).

Article 26 *(Caractère public des réunions du Conseil général)* (p. 2660).

Adopté : amendement n° II-166 de M. Bernard Legrand, soutenu par M. André Morice : prise de décisions à la majorité absolue des présents (p. 2661).

Rejeté : amendement n° II-191 de M. Bernard-Michel Hugo : audition par le conseil général des représentants d'un conseil municipal ou d'une association locale ou départementale concernée par l'ordre du jour des débats (p. 2661).

– L'article 26, ainsi modifié, est adopté (p. 2661).

Après l'article 26 (p. 2661)

Retiré : amendement n° II-251 (art. additionnel) de MM. Claude Mont et Rémi Herment, soutenu par M. Paul Séramy : respect par le conseil général des règles légales dans le cadre de ses compétences (p. 2661).

Article 27 *(Règles d'adoption des délibérations)* (p. 2661).

Adoptés : amendement n° II-252 de M. Alfred Gérin, soutenu par M. Adolphe Chauvin : représentation de la majorité absolue des membres en exercice par des mandataires d'un membre du conseil général (p. 2662). – Amendement n° II-167 de M. Bernard Legrand, soutenu par M. André Morice : réunion de plein droit du conseil général trois jours après sa convocation (p. 2662).

Rejeté : amendement n° II-329 de M. Bernard Legrand, soutenu par M. André Morice : caractère non public des séances et décisions du conseil général à la majorité absolue (p. 2662).

Retirés : amendement n° II-253 de M. Pierre Schiélé, soutenu par M. Louis Virapoullé : mise à la disposition du public de relevés des décisions du conseil général (p. 2662). – Amendement n° II-168 de M. Paul Girod, soutenu par M. André Morice : demande de scrutin public par le sixième des membres présents et prépondérance de la voix du président ; scrutin secret des votes sur les nominations ; liste des votants (p. 2662).

– L'article 27, ainsi modifié, est adopté (p. 2662).

Article 28 *(Rapports et comptes rendus d'activité)* (p. 2663).

Adopté : amendement n° II-62 de M. Michel Giraud, rapporteur : envoi d'un rapport quinze jours avant la réunion du conseil général sur les affaires à l'ordre du jour et rapport annuel de l'activité des services départementaux et organismes placés sour sa dépendance (p. 2664).

Retiré : amendement n° II-254 de MM. Claude Mont et Rémi Herment, soutenu par M. Adolphe Chauvin : rapport annuel de l'activité du conseil général et des organismes placés sous sa dépendance (p. 2663).

– L'article 28, ainsi modifié, est adopté (p. 2664).

Article 29 *(Dissolution du Conseil général)* (p. 2664).

Adoptés : amendement n° II-149 de M. Michel Giraud, rapporteur : dissolution du conseil général par le Gouvernement lorsque son fonctionnement se révèle impossible et information du Parlement dans le délai le plus bref (p. 2665). – Amendement n° II-63 de M. Michel Giraud, rapporteur : expédition des affaires courantes par le président du conseil général en cas de dissolution, de démission ou d'annulation (p. 2665). – Amendement n° II-64 de M. Michel Giraud, rapporteur : réunion de plein droit de l'assemblée le second lundi suivant le premier tour de scrutin (p. 2666). – Amendement n° II-335 de M. Michel Giraud, rapporteur : fixation de la date et de l'heure de cette réunion par le décret de dissolution (p. 2668).

Retirés : amendement n° II-255 de M. Paul Pillet, soutenu par M. Adolphe Chauvin : dissolution du conseil général par le gouvernement et information du Parlement dans un délai de 10 jours (p. 2665). – Amendement n° II-256 de M. Pierre Salvi, soutenu par M. Adolphe Chauvin : information du Parlement en cas de dissolution du conseil général par une communication motivée (p. 2665).

– L'article 29, ainsi modifié, est adopté (p. 2668).

Article 30 *(Délégation de vote)* (p. 2668).

Adopté : amendement n° II-65 de M. Michel Giraud, rapporteur : délégation de droit de vote des membres du conseil général en cas de maladie, d'accident, d'évènement familial grave ou en cas de participation aux travaux d'une assemblée parlementaire, de l'assemblée des communautés européennes ou d'un conseil régional et impossibilité d'être porteur de plus d'un mandat (p. 2670).

Devient sans objet : amendement n° II-192 de Mme Marie-Claude Beaudeau : délégation de vote en cas d'empêchement pour une réunion du conseil général à un autre conseiller (p. 2670).

– L'article 30, ainsi modifié, est adopté (p. 2670).

Intitulé du chapitre IV *(Du régime des actes administratifs et budgétaires)* (p. 2687)

Adopté : amendement de forme n° II-66 de M. Michel Giraud, rapporteur : rédiger ainsi l'intitulé : « De la suppression des tutelles » (p. 2687).

– L'intitulé, ainsi modifié, est adopté (p. 2687).

Article 31 *(Suppression des contrôles a priori sur les actes des autorités départementales)* (p. 2687).

Adopté : amendement n° II-67 de M. Michel Giraud, rapporteur : délibérations et arrêtés des autorités départementales exécutoires de plein droit comme le sont désormais celles du conseil municipal (p. 2687).

– L'article 31, ainsi modifié, est adopté (p. 2688).

Article 32 *(Notification et contrôle de légalité des actes des autorités départementales)* (p. 2689).

Adopté : amendement n° II-68 de M. Michel Giraud, rapporteur : suppression de cet article pour coordination avec les articles 2 et 3 du présent projet (p. 2690).

– L'article 32 est supprimé (p. 2690).

Article 34 *(Interventions départementales à caractère économique et social)* (p. 2690). – Réservé jusqu'après le chapitre additionnel VIII du titre II *bis* (p. 2691) (repris pour examen p. 2788).

Article 35 *(Préparation et structure du budget départemental)* (p. 2691).

Adoptés : amendement n° II-70 de M. Michel Giraud, rapporteur : suppression du premier alinéa concernant la limitation des travaux du conseil général sur les orientations budgétaires (p. 2691). – Amendement de forme n° II-176 de M. Bernard Legrand (p. 2691). – Amendement n° II-71 de M. Michel Giraud, rapporteur : libre emploi des douzièmes provisoires (p. 2692).

Rejeté : amendement n° II-217 de MM. Paul Girod et Bernard Legrand qui le soutient : examen du budget départemental par le conseil général porté de dix à vingt jours (p. 2692).

– L'article 35, ainsi modifié est adopté (p. 2692).

Article 36 *(Délais de vote et procédure de redressement du budget départemental)* (p. 2693).

Adopté : amendement n° II-72 de M. Michel Giraud, rapporteur : conditions de l'équilibre réel du budget départemental et procèdure de redressement du déficit budgétaire identique à celle retenue par le Sénat concernant le budget communal aux articles 5 et 6 (p. 2693).

Retirés : amendement n° II-194 de M. Jean Ooghe : budget prévisionnel et notion d'équilibre réel (p. 2693). – Amendement n° II-195 de M. Jean Ooghe : budget prévisionnel et notion d'équilibre réel (p. 2693). – Amendement n° II-177 de M. Bernard Legrand : suppression du dernier alinéa de cet article relatif à la procédure de redressement (p. 2693).

– L'article 36, ainsi modifié, est adopté (p. 2693).

Article 37 *(Dépenses obligatoires)* (p. 2693).

Adopté : amendement n° II-73 de M. Michel Giraud, rapporteur : dépenses obligatoires pour les départements à partir du budget exécuté ou nécessaire à l'acquittement des dettes certaines, liquides et exigibles (p. 2694).

– L'article 37, ainsi modifié, est adopté (p. 2694).

Après l'article 37 (p. 2694)

Rejeté : amendement n° II-197 (art. additionnel) de M. Jean Ooghe : institution à titre transitoire d'un comité des prêts dans chaque département, comportant une majorité d'élus, devant lesquels les communes pourront faire appel (p. 2694).

Article 38 *(Nomination du comptable)* (p. 2694).

Adopté : amendement n° II-74 de M. Michel Giraud, rapporteur : conditions d'assujettissement des comptables à la chambre régionale des comptes (p. 2695).

Retiré : amendement n° II-32 de M. Joseph Raybaud, rapporteur pour avis, soutenu par M. Jacques Descours Desacres : conditions d'assujettissement des comptables à la chambre régionale des comptes (p. 2695).

– L'article 38, ainsi modifié, est adopté (p. 2695).

Article 39 *(Requisition par le président du Conseil général du comptable départemental)* (p. 2695).

Adopté : amendement n° II-75 de M. Michel Giraud, rapporteur : réquisition par le président du conseil général du comptable départemental (p. 2695).

– L'article 39, ainsi modifié, est adopté (p. 2695).

Après l'article 39 (p. 2696).

Adoptés : amendement n° II-77 (art. additionnel) de M. Michel Giraud, rapporteur : suppression de la tutelle technique (p. 2696). – Amendement n° II-78 (art. additionnel) de M. Michel Giraud, rapporteur : suppression de la tutelle technique (p. 2696). – Amendement n° II-79 (art. additionnel) de M. Michel Giraud, rapporteur : interdiction de rémunération des agents d'autres collectivités (p. 2696).

– Trois articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 2696).

Intitulé de chapitre nouveau (p. 2696).

Adopté : amendement de forme n° II-80 de M. Michel Giraud, rapporteur : insérer l'intitulé nouveau « Chapitre V. – Dispositions diverses » (p. 2696).

– L'intitulé du chapitre V (chapitre additionnel) est adopté (p. 2696).

Article 40 *(Dispositions financières transitoires)* (p. 2696).

Adopté : amendement n° II-82. de M. Michel Giraud, rapporteur : suppression des deux derniers alinéas de cet article relatifs au maintien de la répartition des dépenses sanitaires et sociales entre l'État et le département (p. 2697).

Rejeté : amendement n° II-117 de M. Gaston Defferre, ministre : attributions du commissaire de la République et des maires : service départemental d'incendie (p. 2698).

Retiré : amendement n° II-22 de M. Henri Goetschy, soutenu par M. Paul Séramy : individualisation des dépenses relatives à l'aide sociale (p. 2697).

– L'article 40, ainsi modifié, est adopté (p. 2698).

Article 41 *(Participation de l'État aux dépenses d'aide sociale et de santé publique).* – Supprimé par l'Assemblée nationale (p. 2698).

Avant l'article 42 (p. 2698)

Réservé : amendement n° II-80 (art. additionnel) de M. Paul Girod soutenu par M. Bernard Legrand : responsabilités des conseillers généraux, des présidents élus de groupements de départements et des ordonnateurs élus des établissements publics départementaux, et droit de réquisition (réserve ordonnée jusqu'après l'examen de l'article 56 C, au chapitre I du titre IV ; p. 2699). – Retiré (p. 2854).

Article 42 *(Responsabilité des ordonnateurs départementaux devant la cour de discipline budgétaire et financière).* – Réserve ordonnée jusqu'après l'examen de l'article 56 C, au chapitre I[er] du titre IV (p. 2699). – Supprimé (p. 2856).

Avant l'article 44 (p. 2699)

Adoptés : amendement n° II-111 (art. additionnel) de M. Henri Goetschy, soutenu par M. Paul Séramy : participation des présidents des conseils généraux concernés aux commissions créées par des accords internationaux et chargées des questions transfrontalières (p. 2700). – Amendement n° II-330 (art. additionnel) de M. Louis Virapoullé : maintien du conseil général dans les départements d'outre-mer et bénéfice des nouvelles attributions prévues par la présente loi (p. 2700). – Amendement n° II-269 (art. additionnel) de M. Marcel Henry soutenu par M. Daniel Millaud : application des dispositions de ce titre à la collectivité territoriale de Mayotte ; extension de la compétence de la chambre régionale des comptes de la Réunion à la collectivité territoriale de Mayotte (p. 2700).

Réservé : amendement n° II-84 de M. Michel Giraud, rapporteur : dispositions relatives aux actes administratifs et budgétaires du

département de Paris (réserve ordonnée jusqu'au terme de l'examen du projet de loi ; p. 2699).

– Trois articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 2700).

Article 44 *(Abrogation de certaines dispositions et modifications de forme)* (p. 2700).

Adoptés : amendement n° II-118 de M. Gaston Defferre, ministre : liste des textes abrogés (p. 2705). – Sept sous-amendements de M. Michel Giraud, rapporteur, à l'amendement n° II-118 de M. Gaston Defferre, ministre : n° II-85 : modification de la liste des textes abrogés, I. – modalités de scrutin du conseil général, II. – relation entre le conseil général et les chefs de service des administrations publiques, III. – sanction à l'égard d'un conseiller général absent (p. 2703) ; n° II-91 : coordination (p. 2703) ; n° II-334 : respect par le conseil général de l'article 20 de la Constitution, qui stipule que le gouvernement détermine et conduit la politique de la nation (p. 2703) ; n° II-93 : modification de la liste des textes abrogés : loi du 28 pluviôse an VIII (p. 2704) ; n° II-92 : modification de la liste des textes abrogés : abrogation du deuxième alinéa (1°) de l'article 61 de la loi du 10 août 1871 (p. 2704) ; n° II-94 : modification de la liste des textes abrogés : abrogation de l'acte dit loi du 2 novembre 1940 interdisant aux collectivités locales l'attribution d'indemnités aux fonctionnaires préfectoraux (p. 2704) ; n° II-95 : abrogation des dispositions conférant au Gouvernement ou à ses représentants un pouvoir d'annulation ou d'approbation des actes des autorités départementales (p. 2704).

– L'article 44, ainsi modifié, est adopté (p. 2705).

Après l'article 44 (p. 2705).

Adoptés : amendement n° II-96 (art. additionnel) de M. Michel Giraud, rapporteur : insertion dans un code des départements des dispositions en vigueur (p. 2705). – Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2705).

Après l'article 44 (suite) (p. 2705).

TITRE II *bis* nouveau (p. 2705)

Adoptés : amendement n° II *bis* 1 de M. Michel Giraud, rapporteur : insérer un intitulé de titre additionnel II *bis* nouveau ainsi rédigé : « Titre II *bis*. – Clarification et répartition des compétences » (p. 2709). – Amendement n° II *bis* 2 de M. Michel Giraud, rapporteur : insérer l'intitulé d'un chaptire 1er nouveau ainsi rédigé « Chapitre 1er ; – Justice » (p. 2709). – Amendement n° II *bis* 8 de M. Michel Giraud, rapporteur : insérer l'intitulé d'un chapitre 2 nouveau ainsi rédigé « Chapitre 2. – Police » (p. 2711). – Amendement n° II *bis* 9 (art. additionnel) de M. Michel Giraud, rapporteur : transfert des charges de police dans les communes, à l'État (p. 2713). – Amendement II *bis* 10 (art. additionnel) de M. Michel Giraud, rapporteur : précisions concernant les responsabilités de l'État et les pouvoirs du maire en matière de police (p. 2715). – Amendement n° II *bis* 11 (art. additionnel) de M. Michel Giraud, rapporteur : charge de la police et de la voie publique sur les voies à grande circulation aux représentants de l'État dans les départements de la petite couronne parisienne (p. 2715). – Amendement n° I-140 (art. additionnel) de M. Louis Virapoullé : consultation obligatoire du maire d'une commune en cas d'assignation à résidence sur son territoire (p. 2716). – Amendement n° II *bis* 12 de M. Michel Giraud, rapporteur : insérer un intitulé de chapitre III nouveau ainsi rédigé « Chapitre III. – Action sociale et santé » (p. 2720).

Retirés : amendement n° II *bis* 7 (art. additionnel) de M. Michel Giraud, rapporteur : abrogation des diverses dispositions qui mettaient à la charge des collectivités locales une part des dépenses de fonctionnement et d'équipement des services publics de la justice (p. 2711). – Amendement n° I-411 (art. additionnel) de M. Louis Virapoullé : possibilité pour le maire de requérir lui-même la force publique (p. 2717).

Irrecevables (article 40 de la Constitution) : amendements II *bis* 3, II *bis* 4, II *bis* 5 et II *bis* 6 (art. additionnels) de M. Michel Giraud, rapporteur (p. 2710). – Amendement n° II *bis* 83 (art. additionnel) de M. Michel Giraud, rapporteur : étatisation de la police municipale dans les communes de plus de 2.000 habitants, sous certaines conditions (p. 2713).

Réservé : amendement n° II-137 de M. Pierre-Christian Taittinger : régime administratif de la ville de Paris (p. 2705).

– Quatre articles additionnels et trois intitulés additionnels sont insérés dans le projet de loi.

Après l'article 44 (suite) (p. 5728)

Adoptés : amendement n° II *bis* 18 (art. additionnel) de M. Michel Giraud, rapporteur : caractère obligatoire et répartition des dépenses d'aide sociale entre la commune et le département ; création d'un budget annexe départemental (p. 2733). – Amendement n° II *bis* 19 (art. additionnel) de M. Michel Giraud, rapporteur : élaboration d'un état prévisionnel de l'action sanitaire et sociale de l'État dans le département (p. 2733). – Amendement n° II *bis* 20 (art. additionnel) de M. Michel Giraud, rapporteur : convention entre le département et la commune sur la prise en charge, par la commune, de dépenses départementales (p. 2733). – Amendement n° II *bis* 21 (art. additionnel) de M. Michel Giraud, rapporteur : fixation par une loi ultérieurre des règles régissant l'exercice des compétences sociales reconnues à l'État et aux collectivités locales (p. 2734). – Amendement n° II *bis* 23 (intitulé de chapitre additionnel) de M. Michel Giraud, rapporteur : intitulé nouveau : « chapitre IV nouveau. Éducation » (p. 2736). – Amendement n° II *bis* 13 (art. additionnel) de M. Michel Giraud, rapporteur, précédemment réservé (p. 2728) : principe de la répartition, par blocs, des compétences d'action sociale et de santé entre la commune, le département et l'État (p. 2736). – Amendement n° II *bis* 24 (art. additionnel) de M. Michel Giraud, rapporteur : compétence communale pour les écoles maternelles et élémentaires, à l'exception des dépenses de personnel (p. 2737). – Amendement n° II *bis* 25 (art. additionnel) de M. Michel Giraud rapporteur : prise en charge par l'État des indemnités de logement des instituteurs (p. 2737). – Amendement n° II *bis* 30 (intitulé de chapitre additionnel) de M. Michel Giraud, rapporteur : intitulé nouveau : « Chapitre V nouveau. Culture » (p. 2740). – Amendement n° II *bis* 31 (art. additionnel) de M. Michel Giraud, rapporteur : culture et compétence communale, départementale et régionale ; création d'un fonds d'intervention culturelle (p. 2740). – Amendement n° II *bis* 34 (Intitulé de chapitre additionnel) de M. Michel Giraud rapporteur : intitulé nouveau : « Chapitre VI nouveau. – Aménagement du territoire » (p. 2740). – Amendement n° II *bis* 35 (art. additionnel) de M. Michel Giraud, rapporteur : caractère légal des règles d'aménagement du territoire ; consultation des régions (p. 2741). – Amendement n° II *bis* 36 (art. additionnel) de M. Michel Giraud : établissement par l'État en concertation avec les régions et les départements des schémas des grands équipements publics (p. 2741). – Amendement n° II *bis* 37 (intitulé de chapitre additionnel) de M. Michel Giraud, rapporteur : intitulé nouveau : « Chapitre VII nouveau. Urbanisme et environnement » (p. 2742). – Amendement n° II *bis* 38 (art. additionnel) de M. Michel Giraud, rapporteur : caractère légal des règles générales d'urbanisme (p. 2742). – Amendement n° II *bis* 39 (art. additionnel) de M. Michel Giraud, rapporteur : élaboration des schémas directeurs d'aménagement et d'urbanisme par le président du conseil général ; opposition du conseil général et transfert de la compétence à l'État (p. 2743). – Amendement n° II *bis* 40 (art. additionnel) de M. Michel Giraud, rapporteur : élaboration par les communes, en concertation avec l'État et le département, des plans d'occupation des sols ; opposabilité et publication (p. 2744). – Amendement n° II *bis* 41 (art. additionnel) de M. Michel Giraud rapporteur : principe et modalités d'application de l'établissement et de la publication d'une carte communale des zones inconstructibles (p. 2745). – Sous-amendement n° II *bis* 53 de M. Auguste Chupin à l'amendement n° II *bis* 41 (art. additionnel) de M. Michel Giraud, rapporteur : obligation d'établissement d'un plan d'occupation des sols et exclusion du recours à la procédure de la carte communale (p. 2745). – Amendement n° II *bis* 44 (art. additionnel) de M. Michel Giraud, rapporteur : instruction des demandes de permis de construire et mise à la disposition des maires des services départementaux et étatiques ; absence de rémunération (p. 2747). – Amendement n° II *bis* 45 (art. additionnel) de M. Michel Giraud, rapporteur : grandes communes et décentralisation des opérations d'aménagement urbain (p. 2747).

Retiré : amendement de coordination n° II *bis* 22 (art. additionnel) de M. Michel Giraud rapporteur (p. 2734).

Irrecevable (article 40 de la Constitution) : amendement n° II *bis* 14 (art. additionnel) de M. Michel Giraud, rapporteur : bloc départe-

mental de compétences d'action sociale et de santé (p. 2739). – Amendement n° II *bis* 15 (art. additionnel) de M. Michel Giraud, rapporteur : compétence communale pour les services de désinfection et les bureaux d'hygiène (p. 2729). – Amendement n° II *bis* 16 (art. additionnel) de M. Michel Giraud, rapporteur : bloc étatique de compétences d'action sociale et sanitaire (p. 2730). – Amendement n° II *bis* 17 (art. additionnel) de M. Michel Giraud rapporteur, précédemment réservé (p. 2730) : prise en charge de l'aide sociale et de la santé par les collectivités locales et application de règles de caractère général et public ; rôle coordinateur du conseil général (p. 2736). – Amendement n° II *bis* 26 (art. additionnel) de M. Michel Giraud, rapporteur : prise en charge par l'État des indemnités de logement des instituteurs (p. 2737). – Amendement n° II *bis* 27 (art. additionnel) de M. Michel Giraud, rapporteur : compétence étatique pour les lycées et départementale, à l'exception des dépenses de personnel, pour les collèges ; passation de conventions pour le transfert des charges (p. 2737). – Amendement n° II *bis* 28 (art. additionnel) de M. Michel Giraud, rapporteur : principe et modalités d'application du transfert aux départements de la compétence d'attribution des bourses aux élèves d'établissements publics et privés sous contrats d'association (p. 2738). – Amendement n° II *bis* 29 (art. additionnel) de M. Michel Giraud, rapporteur : principe et modalités d'application du transfert de la responsabilité des transports scolaires aux départements (p. 2738). – Amendement n° II *bis* 32 (art. additionnel) de M. Michel Giraud, rapporteur : compétence communale pour la construction et la gestion des écoles et conservatoires de musique et des bibliothèques municipales (p. 2740). – Amendement n° II *bis* 33 (art. additionnel) de M. Michel Giraud, rapporteur : compétence étatique pour l'équipement et le fonctionnement des musées et des bibliothèques classées (p. 2740). – Amendement n° II *bis* 42 (art. additionnel) de M. Michel Giraud, rapporteur : compétence du maire pour l'instruction et la délivrance des permis de construire (p. 2746). – Amendement n° II *bis* 54 (art. additionnel) de M. Auguste Chupin : plan d'occupation des sols et compétence du maire pour l'instruction et la délivrance des permis de construire (p. 2746). – Amendement n° II *bis* 43 (art. additionnel) de M. Michel Giraud, rapporteur : compétence du maire pour la délivrance des documents annexes au permis de construire (p. 2746).

Devient sans objet : sous-amendement n° II *bis* 55 de M. Jean Madelain, soutenu par M. André Bohl, à l'amendement n° II *bis* 16 (art. additionnel) de M. Michel Giraud, rapporteur : prise en charge par l'État des dépenses relatives aux maladies mentales, l'alcoolisme, la toxicomanie, l'usage et le trafic de substances vénéneuses et la lutte contre le cancer (p. 2730).

Réservé : jusqu'après l'examen de l'article 48 du titre III : amendement n° II *bis* 46 (intitulé de chapitre additionnel) de M. Michel Giraud, rapporteur : intitulé : « Chapitre VIII *(nouveau).* Actions économiques » (p. 2748).

– Seize articles additionnels et quatre intitulés de chapitres nouveaux sont insérés dans le projet de loi.

TITRE III *(Des droits et libertés des régions)* (p. 2749).

Intitulé du titre III (p. 2749)

Adopté : amendement n° III-93 de M. Marc Becam : de forme : « Des droits, des libertés et des responsabilités des régions » (p. 2750).

– L'intitulé du titre III, ainsi modifié, est adopté (p. 2750).

Avant l'article 45 (p. 2750).

Adopté : amendement n° III-53 de M. Michel Giraud, rapporteur : insérer un intitulé de chapitre ainsi rédigé : « Chapitre 1er. – Vocation et organisation de la région ». (p. 2750).

– Un intitulé est inséré avant l'article 45 (p. 2750).

Article 45 *(Transformation de la région en collectivité territoriale)* (p. 2750).

Adopté : amendement n° III-54 de M. Michel Giraud, rapporteur : suppression de cet article prévoyant la transformation en collectivité territoriale de la région (p. 2755).

Deviennent sans objet : amendement n° III-76 de M. Michel Maurice Bokanowski, soutenu par M. Marc Bécam : caractère et mission de la région ; composition et modalités d'élection du conseil régional (p. 2755). – Amendement n° III-133 de M. Jean Francou, soutenu par M. Pierre Schiélé : suppression des dispositions de cet article érigeant la région en collectivité territoriale (p. 2755). – Amendement n° III-134 de M. Marcel Rudloff : composition du conseil régional ; participation pour moitié des parlementaires et des présidents des conseils généraux (p. 2755). – Amendement n° III-109 de M. Louis Vérapoullé : caractère de collectivité territoriale des régions ne comprenant qu'un seul département (p. 2755). – Amendement n° III-181 de M. Roger Romani, soutenu par M. Marc Bécam : administration de la région dans le cadre des lois républicaines (p. 2755). – Amendement n° III-180 de M. Marcel Fortier, soutenu par M. Marc Bécam : élection au suffrage universel direct du conseil régional pour six ans (p. 2755). – Amendements identiques n° III-85 de M. Marcel Lucotte et n° III-179 de M. Jacques Braconnier : comité économique et social, et vocation d'avis (p. 2755). – Amendement n° III-135 de M. Marcel Rudloff : principe constitutionnel de la représentation des collectivités territoriales régionales au Sénat (p. 2755). – Amendement n° III-136 de M. Yves Le Cozannet : institutionnalisation de la coopération entre le département et la région (p. 2755). – Amendement n° III-183 de M. Jean Amelin : compétence régionale dans le domaine commercial et artisanal (p. 2755). – Amendement n° III-95 de M. Raymond Dumont, soutenu par M. Jean Ooghe : caractère propre des compétences départementales et communales (p. 2755). – Amendement n° III-137 de M. Claude Mont, soutenu par M. Henri Goetschy : actions du conseil régional et concertation avec les autres collectivités territoriales et les établissements publics régionaux (p. 2755). – Amendement n° III-96 de M. Raymond Dumont, soutenu par M. Jean Ooghe : compétences générales et principe de l'association de la région et des autres collectivités territoriales (p. 2755). – Amendement n° III-214 de M. Paul Girod : suppression des dispositions de cet article concernant la possibilité d'association, dans le cadre de leurs compétences, de la région avec l'État et les autres collectivités territoriales (p. 2755). – Amendement n° III-138 de M. Claude Mont, soutenu par M. Pierre Schiélé : suppression des dispositions de cet article relatives à l'affirmation de l'intégrité du territoire national (p. 2755). – Amendement n° III-110 de M. Louis Virapoullé : adaptation des dispositions de cette loi aux régions mono-départementales (p. 2755). – Amendement n° III-97 de M. Raymond Dumont, soutenu par M. Jean Garcia : définition légale du territoire régional (p. 2755). – Amendement n° III-139 de M. Marcel Rudloff : possibilité de coopération interrégionale (p. 2755). – Amendement n° III-185 de M. Henri Belcour, soutenu par M. Marc Bécam : coopération interrégionale (p. 2755).

Réservé : amendement n° III-171 de M. Louis Jung : relations transfrontalières et possibilité de concertation, organisée par le conseil régional, avec les collectivités décentralisées étrangères ; réservé jusqu'à l'article 47 *quater* auquel il s'appliquera (p. 2755) (et adopté p. 2761).

– L'article 45 est supprimé (p. 2755)

Après l'article 45 (p. 2755).

Retirés : amendement n° III-19 (art. additionnel) de M. Michel d'Aillières, soutenu par M. Guy de La Verpillière : compétence régionale en matière d'équipement collectif (p. 2755). – Amendement n° II-20 (art. additionnel) de M. Guy de La Verpillière : possibilité de modification des limites actuelles des régions (p. 2756). – Amendement n° III-186 (art. additionnel) de M. Christian Poncelet, soutenu par M. Marc Bécam : fixation par la loi de 1972 des limites et des dénominations régionales ; possibilité de modification à l'initiative du Gouvernement ou des régions (p. 2756). – Amendement n° III-211 (art. additionnel) de M. Louis de La Forest, soutenu par M. Guy de La Verpillière : modification des dénominations et limites régionales à la demande des conseils généraux et régionaux (p. 2756). – Amendement n° III-217 (art. additionnel) de M. Bernard Legrand, soutenu par M. Paul Girod : commission d'étude et dépôt d'un rapport sur la question des limites régionales (p. 2756).

Article 45 *bis* *(Application de la loi à la région Corse)* (p. 2756).

Adoptés : amendements identiques n° III-55 de M. Michel Giraud, rapporteur, n° III-215 de M. Jean Béranger, soutenu par M. Michel Rigou et n° III-216 de M. Paul Girod : suppression de cet article concernant l'application de la loi à la région Corse (p. 2756).

– L'article 45 *bis* est supprimé (p. 2756).

Article 46 *(Maintien en vigueur des lois du 5 juillet 1972 et du 6 mai 1976)* (p. 2757).

Adopté : amendement n° III-56 de M. Michel Giraud, rapporteur : entrée en vigueur de la loi et maintien, jusqu'à cette date, du caractère d'établissement public de la région (p. 2757).

– L'article 46, ainsi modifié, est adopté (p. 2757).

Article 47 *(Organes de la région)* (p. 2757)

Adopté : amendement n° III-57 de M. Michel Giraud, rapporteur : principe du transfert au président du conseil régional de l'exécutif ; rôle du comité économique et social (p. 2758).

Retiré : sous-amendement n° III-21 de M. Michel d'Aillières, soutenu par M. Guy de La Verpillière, à l'amendement n° III-57 de M. Michel Giraud, rapporteur : affaires régionales et pouvoirs du commissaire de la République (p. 2758).

Devient sans objet : amendement n° III-98 de M. Guy Schmauss, soutenu par M. Jean Garcia : commissaire de la République et pouvoirs d'instruction et d'exécution des affaires régionales (p. 2758).

– L'article 47, ainsi modifié, est adopté (p. 2758).

Après l'article 47 (p. 2758).

Adopté : amendement n° III-108 (art. additionnel) de M. Henri Goetschy : participation aux séances du conseil régional du président du conseil général avec voix consultative (p. 2758).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2758).

Article 47 *bis* *(Composition des comités économiques et sociaux)* (p. 2758).

Adopté : amendement n° III-58 de M. Michel Giraud, rapporteur : suppression de cet article concernant la mise en place des nouveaux comités économiques et sociaux (p. 2759).

Deviennent sans objet : amendement n° III-218 de M. Paul Girod : caractère légal des dispositions fixant les principes de fonctionnement des comités économiques et sociaux (p. 2759). – Amendement n° III-189 de M. François Collet, soutenu par M. Marc Bécam : représentation des corps sociaux et composition du comité économique et social (p. 2759). – Amendement n° III-49 de M. Daniel Hoeffel, soutenu par M. Marcel Rudloff : fixation par la loi des catégories représentées au comité économique et social (p. 2759).

– L'article 47 *bis* est supprimé (p. 2759).

Article 47 *ter* *(Rôle des comités économiques et sociaux) (p. 2760).*

Adopté : amendement n° III-59 de M. Michel Giraud, rapporteur : suppression de cet article concernant le rôle du comité économique et social (p. 2760).

– L'article 47 *ter* est supprimé (p. 2760).

Après l'article 47 *ter* (p. 2760).

Irrecevable (article 40 de la constitution) : amendement n° III-220 (art. additionnel) de M. Paul Girod : définition des conditions techniques et financières de fonctionnement du comité économique et social (p. 2760).

Article 47 *quarter* *(Vocation de la région)* (p. 2760).

Adopté : amendement n° III-60 de M. Michel Giraud, rapporteur : régions et contribution au développement économique, social et culturel, en collaboration avec l'État et les collectivités territoriales (p. 2761).

– L'article 47 *quarter,* ainsi modifié, est adopté (p. 2761).

Après l'article 47 *quarter* (p. 2761).

Adopté : amendement n° III-171 (art. additionnel) de M. Louis Jung (précédemment réservé p. 2755) (p. 2761).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2761).

Article 48 *(Participation aux dépenses de fonctionnement)* (p. 2761).

Adopté : amendement n° III-61 de M. Michel Giraud, rapporteur : création d'équipements par la région et participation aux dépenses de fonctionnement ; accomplissement des missions régionales et mise à la disposition des services et personnels nécessaires (p. 2764).

Deviennent sans objet : amendement n° III-154 de M. Marcel Rudloff : fixation à 5 % du budget régional de la participation aux dépenses de fonctionnement des équipements régionaux (p. 2764). – Amendement n° III-24 de M. Michel d'Aillières, soutenu par M. Guy de La Verpillière : fixation à 20 % des dépenses d'investissement de la participation aux dépenses de fonctionnement des équipements régionaux (p. 2764). – Amendement n° III-155 de M. Daniel Hoeffel, soutenu par M. Marcel Rudloff : intervention économique et sociale et avis du comité économique et social (p. 2764). – Amendement n° III-159 de M. Yves Le Cozannet : intervention économique et sociale de la région et principe de la liberté du commerce et de l'industrie (p. 2764). – Amendement de coordination n° III-162 de M. Gaston Defferre, ministre (p. 2764). – Amendement n° III-26 de M. Michel d'Aillières, soutenu par M. Guy de La Verpillière : absence de création de services régionaux propres pour représenter les intérêts généraux commerciaux et industriels (p. 2764). – Amendement n° III-192 de M. Jacques Valade : intervention économique régionale et accord préalable du département et de la commune (p. 2764). – Amendement n° III-158 de M. Jean Francou, soutenu par M. Marcel Rudloff : principe et modalités d'élaboration du plan régional (p. 2764). – Amendement n° III-25 de M. Michel d'Aillières, soutenu par M. Guy de La Verpillière : attributions économiques et sociales de la région et transformation en collectivité territoriale (p. 2764). – Amendement n° III-191 de M. Bernard-Charles Hugo, soutenu par M. Marc Bécam : attributions économiques et sociales de la région et transformation en collectivité territoriale (p. 2764). – Amendement n° III-193 de M. Michel Chauty, soutenu par M. Marc Bécam : possibilité d'intervention de la région dans les échanges extérieurs avec l'étranger (p. 2764). – Amendement n° III-163 de M. Gaston Defferre, ministre : extension aux régions de la faculté d'exonération de la taxe professionnelle (p. 2764).

– L'article 48, ainsi modifié, est adopté (p. 2761).

TITRE II (suite) (p. 2788)

Article 34 (p. 2788) (précédemment réservé : p. 2691).

Adopté : amendement n° II-69 de M. Michel Giraud, rapporteur : suppression de cet article relatif aux interventions économiques des départements (p. 2790).

Retirés : amendement n° II-219 de M. Paul Kauss soutenu par M. Marc Bécam : suppression de cet article relatif aux interventions économiques des départements (p. 2790). – Amendement n° II-268 de M. Auguste Chupin : interventions économiques des départements : limitation des modalités des interventions concourant à la création ou au redressement d'entreprises (p. 2790). – Amendement n° II-320 de M. Adrien Gouteyron, soutenu par M. Marc Bécam : interventions économiques des départements (p. 2790). – Amendement n° II-321 de M. Christian Poncelet, soutenu par M. Marc Bécam : interventions économiques des départements (p. 2790). – Amendement n° II-15 de M. Michel d'Aillières : interventions économiques des départements (p. 2790). – Amendement de coordination n° II-28 de M. Joseph Raybaud, rapporteur pour avis (p. 2790). – Amendement de coordination n° II-4 de M. Richard Pouille, soutenu par M. Philippe de Bourgoing (p. 2790). – Amendement n° II-263 de M. Yves Le Cozannet, soutenu par M. Paul Pillet : interventions économiques des départements et principe de la liberté du commerce et de l'industrie (p. 2790). – Amendement n° II-262 de M. Marcel Daunay, soutenu par M. Marcel Rudloff : limitation des garanties d'emprunt données à une entreprise (p. 2790).

– L'article 34 est supprimé (p. 2790).

TITRE II *BIS* NOUVEAU (suite) (p. 2790)

Après l'article 44 (p. 2795).

Adoptés : amendement n° II *bis* 46 de M. Michel Giraud, rapporteur : intitulé additionnel : « Chapitre VIII. – Actions économiques » (p. 2800). – Amendement n° II *bis* 47 (art. additionnel) de M. Michel Giraud, rapporteur : principes juridiques devant inspirer les interventions des communes, des départements et des régions en matière économique et sociale (p. 2801). – Amendement n° II *bis* 91

(art. additionnel) de M. Michel Giraud, rapporteur : interventions de caractère foncier et immobilier de la commune, du département et de la région (p. 2801). – Amendement n° II *bis* 49 (art. additionnel) de M. Michel Giraud, rapporteur : aide financière du département et de la région pour faciliter l'installation des entreprises et la création de nouveaux emplois (p. 2801). – Amendement n° II *bis* 50 (art. additionnel) de M. Michel Giraud, rapporteur : interventions des communes et des départements pour assurer le maintien des services nécessaires à la population en milieu rural ou dans les petites communes touristiques et thermales (p. 2802). – Amendement n° II *bis* 51 (art. additionnel) de M. Michel Giraud, rapporteur : limites financières de la charge annuelle résultant de ces interventions ; recettes fiscales ; garanties d'emprunts ; types d'interventions (p. 2802). – Amendement n° II *bis* 92 (art. additionnel) de M. Michel Giraud, rapporteur : définition par une loi du statut juridique des sociétés d'économie mixte (p. 2803).

– Un intitulé de chapitre et six articles additionnels sont insérés dans le projet de loi.

TITRE III (suite) (p. 2803)

Article 48 *bis* *(Rôle des établissements publics régionaux en matière de planification)* (p. 2803).

Adoptés : amendement n° III-62 de M. Michel Giraud, rapporteur : participation de la région à l'élaboration du plan national ; plan régional ; coordination des investissements publics locaux dans la région (p. 2804) ; sous-amendement n° III-157 de M. Claude Mont, soutenu par M. Pierre Schiélé : suppression, dans l'alinéa relatif au plan régional, de la référence aux « normes et critères fixés par la loi » (p. 2804).

– L'article 48 *bis,* ainsi modifié, est adopté (p. 2804).

Après l'article 48 *bis* (p. 2804).

Adoptés : amendement n° III-63 (art. additionnel) de M. Michel Giraud, rapporteur : participation de la région à la définition de la politique de formation professionnelle (p. 2804). – Amendement n° III-64 (art. additionnel) de M. Michel Giraud, rapporteur : participation des régions au capital des sociétés de développement régional et des sociétés de financement interrégionales (p. 2804) ; sous-amendement n° III-32 de M. Joseph Raybaud, rapporteur pour avis : plafond à la prise de participation d'une région dans le capital de ces sociétés (p. 2804). – Amendement n° II-163 (art. additionnel) de M. Gaston Defferre, ministre : possibilité pour les conseils régionaux d'exonérer les entreprises de la part de taxe professionnelle perçue par la région (p. 2805).

Retiré : amendement n° III-65 (art. additionnel) de M. Michel Giraud, rapporteur : possibilité pour les conseils régionaux d'exonérer les entreprises de la part de taxe professionnelle perçue par la région (p. 2805).

– Trois articles additionnels sont insérés dans le projet de loi.

Article 48 *ter* *(Comité régional des prêts)* (p. 2805).

Adopté : amendement n° III-94 de M. Guy Petit, soutenu par M. Pierre Sallenave : suppression de cet article relatif à l'institution dans chaque région d'un comité des prêts composé en majorité d'élus régionaux, départementaux et communaux (p. 2806).

Devient sans objet : amendement n° III-27 de M. Michel d'Ailliè-res : rôle du comité des prêts : détermination des orientations ; absence de consultation sur les décisions d'attribution (p. 2806).

– L'article 48 *ter* est supprimé (p. 2806).

Après l'article 48 *ter* (p. 2806).

Adoptés : amendement n° III-66 (art. additionnel) de M. Michel Giraud, rapporteur : prêt des caisses d'épargne aux collectivités locales et aux entreprises bénéficiant de leur garantie (p. 2806). – Amendement n° III-67 (art. additionnel) de M. Michel Giraud, rapporteur : fixation à 60 % au lieu de 50 % du contingent minimum de l'excédent des dépôts affectés aux « prêts Minjoz » (p. 2806).

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi.

Avant l'article 49 (p. 2806).

Adoptés : amendement de coordination n° III-68 de M. Michel Giraud, rapporteur : intitulé additionnel : « Chapitre III. – Suppression des tutelles et transfert du pouvoir exécutif » (p. 2806). – Amendement n° III-246 (art. additionnel) de M. Michel Giraud, rapporteur : coopération interrégionale (p. 2807).

– Un intitulé de chapitre et un article additionel sont insérés dans le projet de loi.

Article 49 *(Suppression de la tutelle administrative)* (p. 2807).

Adopté : amendement n° III-69 de M. Michel Giraud, rapporteur : simplification de cet article relatif au caractère exécutoire de plein droit des délibérations et arrêtés des autorités régionales (p. 2809).

Deviennent sans objet : amendement n° III-222 de M. René Tomasini, soutenu par M. Marc Bécam : caractère exécutoire de plein droit des délibérations et arrêtés des autorités régionales et clarification des modalités de saisine du tribunal administratif (p. 2809). – Amendement n° III-196 de M. Paul Kauss, soutenu par M. Marc Bécam : notification dans un délai de 8 jours des délibérations des autorités régionales au représentant de l'État dans la région ; (p. 2809). – Amendement n° III-197 de M. Christian de la Malène, soutenu par M. Marc Bécam : rapport annuel au Parlement sur l'exercice du contrôle *a posteriori* des représentants de l'État dans les régions (p. 2809). – Amendement n° III-144 de M. Marcel Rudloff : suppression de la disposition prévoyant une possibilité pour le préfet d'aviser le président du conseil régional qu'il ne déférera pas au tribunal administratif un acte des autorités régionales (p. 2809). – Amendement n° III-198 de M. Christian Poncelet, soutenu par M. Marc Bécam : saisine du tribunal administratif et sursis à exécution de la délibération (p. 2809). – Amendement n° III-146 de M. Roger Boileau : réduction de trois à deux mois du délai laissé au tribunal administratif pour statuer sur les délibérations du conseil régional relatives aux marchés (p. 2809). – Amendement n° III-160 de M. Pierre Schiélé : réduction de trois à un mois du délai laissé au tribunal administratif pour statuer sur les délibérations des autorités régionales relatives aux marchés (p. 2809). – Amendement n° III-161 de M. Raymond Poirier, soutenu par M. Pierre Schiélé : réduction de trois à un mois du délai laissé au tribunal administratif pour statuer sur les délibérations des autorités régionales relatives aux marchés (p. 2809).

– L'article 49, ainsi modifié, est adopté (p. 2809).

Article 49 *bis* *(Abrogations)* (p. 2809).

Adopté : amendement n° III-70 de M. Michel Giraud, rapporteur : suppression de cet article relatif à l'abrogation des dispositions prévoyant l'annulation par le Gourvenement ou ses représentants des délibérations et arrêtés des autorités régionales ou les soumettant à approbation (p. 2809).

– L'article 49 *bis* est supprimé (p. 2809).

Article 50 *(Fonctionnement du Conseil régional)* (p. 2810).

Adopté : amendement n° III-71 de M. Michel Giraud, rapporteur : fonctionnement du conseil régional ; convocation à la demande de la moitié de ses membres (p. 2811).

Deviennent sans objet : amemdement n° III-199 de M. Edmond Valcin : élection par le conseil régional dans son sein d'une commission permanente (p. 2811). – Amendement n° III-200 de M. Michel Alloncle, soutenu par M. Marc Bécam : élection des membres du bureau du conseil régional au scrutin de liste, à la représentation proportionnelle (p. 2811). – Amendement n° III-202 de M. Roger Romani, soutenu par M. Marc Bécam : délégation du conseil régional à son bureau sur un ordre du jour et pour une durée déterminée (p. 2811).

– L'article 50, ainsi modifié, est adopté (p. 2811).

Après l'article 50 (p. 2811).

Adopté : amendement n° III-247 (art. additionnel) de M. Michel Giraud, rapporteur : extension à la région de la procédure applicable au département en cas de décès ou de démission du président du conseil général ; dissolution du conseil régional (p. 2811).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2811).

Article 50 *bis* *(Rapport annuel du président du conseil régional et du représentant de l'État dans la région au conseil régional)* (p. 2811).

Adopté : amendement n° III-72 de M. Michel Giraud, rapporteur : nouvelle rédaction de cet article relatif aux rapports annuels présentés au conseil régional par le président du conseil régional et par le représentant de l'État (p. 2812).

– L'article 50 *bis,* ainsi modifié, est adopté (p. 2812).

Article 51 *(Transfert du pouvoir exécutif au président du Conseil général)* (p. 2812).

Adopté : amendement n° III-73 de M. Michel Giraud, rapporteur : rôle du président du conseil régional comme organe exécutif de la région (p. 2813).

Retirés : amendement n° III-207 de M. Adrien Gouteyron, soutenu par M. Marc Bécam : rappel des attributions du comité économique et social (p. 2812). – Amendement n° III-147 de M. Pierre Schiélé : délégation du président du conseil régional aux seuls vice-présidents et autres membres du bureau (p. 2813). – Amendement n° III-29 de M. Michel d'Aillières : élaboration par décret en Conseil d'État d'une convention type sur les services transférés à la collectivité régionale (p. 2813). – Amendement n° III-208 de M. Bernard Charles Hugo, soutenu par M. Louis Souvet : audition du représentant de l'État dans la région à sa demande par le conseil régional (p. 2813).

– L'article 51, ainsi modifié, est adopté (p. 2813).

Article 51 *bis* *(Mise à disposition des services extérieurs de l'État dans la région)* (p. 2813).

Adopté : amendement n° III-74 de M. Michel Giraud, rapporteur : suppression de cet article relatif à la possibilité à titre transitoire pour le président du conseil régional de disposer en tant que de besoin des services extérieurs de l'État (p. 2814).

Devient sans objet : amendement de coordination n° III-164 de M. Gaston Defferre, ministre : délégation de signature (p. 2814).

– L'article 51 *bis,* ainsi modifié, est adopté (p. 2814).

Article 51 *ter* *(Statut des personnels)* (p. 2814).

Adopté : amendement n° III-75 de M. Michel Giraud, rapporteur : suppression de cet article relatif au maintien du statut des personnels des services de la préfecture régionale et des services extérieurs de l'État (p. 2814).

– L'article 51 *ter* est supprimé (p. 2814).

Article 51 *quarter* *(Coordination des services)* (p. 2814).

Adopté : amendement n° III-76 de M. Michel Giraud, rapporteur : suppression de cet article relatif à la coordination entre l'action des services régionaux et celle des services de l'État dans la région (p. 2814).

Retiré : amendement n° III-148 de M. Raymond Bouvier, soutenu par M. Roger Boileau : clarification des responsabilités respectives du président du conseil régional et du représentant de l'État dans la région sur les services régionaux et les services de l'État (p. 2814).

– L'article 51 *quarter* est supprimé (p. 2814).

Article 51 *quinquies* *(Dispositions financières transitoires)* (p. 2814).

Adopté : amendement n° III-77 de M. Michel Giraud, rapporteur : suppression, pour coordination, de cet article relatif au maintien à titre provisoire de la répartition des charges entre l'État et la région (p. 2815).

– L'article 51 *quinquies* est supprimé (p. 2815).

Article 52 *(Dispositions financières transitoires)* (p. 2815).

Adopté : amendement n° III-78 de M. Michel Giraud, rapporteur : simplification de cet article relatif aux attributions du représentant de l'État dans la région (p. 2815).

Retiré : amendement n° III-30 de M. Michel d'Aillières : impossibilité pour le représentant de l'État dans la région d'être en même temps représentant de l'État dans le département chef-lieu de la région (p. 2815).

– L'article 52, ainsi modifié, est adopté (p. 2815).

Article 52 *bis* *(Entrée du représentant de l'État au conseil régional)* (p. 2816).

Adopté : amendement n° III-79 de M. Michel Giraud, rapporteur : entrée du représentant de l'État auprès de la région au conseil régional ; audition à la demande du premier ministre ou du président du conseil régional (p. 2816).

– L'article 52 *bis,* ainsi modifié, est adopté (p. 2816).

Article 53 *(Droit de réquisition du comptable)* (p. 2816).

Adopté : amendement n° III-80 de M. Michel Giraud, rapporteur : régime du comptable de la région : conditions de nomination ; exercice des responsabilités ; droit de réquisition par le président du conseil régional (p. 2817).

– L'article 53, ainsi modifié, est adopté (p. 2817).

Article 54 *(Contrôle sur les actes budgétaires des régions)* (p. 2817).

Adopté : amendement n° III-81 de M. Michel Giraud, rapporteur : budget régional : référence aux dispositions applicables aux budgets communaux (p. 2817).

– L'article 54, ainsi modifié, est adopté (p. 2817).

Article 55 (Responsabilité des ordonnateurs régionaux devant la cour de discipline budgétaire). – Réservé jusqu'à l'examen du chapitre I du titre IV (p. 2817) (supprimé p. 2856).

Après l'article 55 (p. 2817).

Adoptés : amendement n° III-83 (art. additionnel) de M. Michel Giraud, rapporteur : création ultérieure d'un code des régions (p. 2818). – Amendement n° III-84 (art. additionnel) de M. Michel Giraud, rapporteur : abrogation de toutes les dispositions prévoyant l'annulation par le gouvernement de délibérations régionales ou les soumettant à approbation (p. 2818). – Amendement n° III-51 (art. additionnel) de MM. Lionel Cherrier et Daniel Millaud : extension par des lois ultérieures, après consultation des assemblées territoriales intéressées, des droits et libertés de chaque territoire d'outre-mer au sein de la République française (p. 2818). – Amendement n° III *bis* I de M. Michel Giraud, rapporteur : intitulé de titre additionnel : « Titre III *bis* – Les conséquences des transferts de compétences » (p. 2819). – Amendement n° III *bis* 2 de M. Michel Giraud, rapporteur : intitulé de chapitre additionnel : « Chapitre premier – L'organisation des services » (p. 2819). – Amendement n° III *bis* 3 (art. additionnel) de M. Michel Giraud rapporteur : transfert de compétences et transfert des services correspondants (p. 2819). – Amendement n° III *bis* 4 (art. additionnel) de M. Michel Giraud, rapporteur : autorité du président du conseil général sur les services nécessaires à la mise en œuvre des compétences du département (p. 2820). – Amendement n° III *bis* 5 (art. additionnel) de M. Michel Giraud, rapporteur : transfert au département des services de la préfecture nécessaires à la préparation et à l'exécution des délibérations du conseil général (p. 2820). – Amendement n° III *bis* 6 (art. additionnel) de M. Michel Giraud, rapporteur : transfert au département des services départementaux de l'équipement et d'une part des services de la direction départementale de l'action sanitaire et sociale (p. 2821) ; sous-amendement n° III *bis* 52 de MM. Henri Goetschy et Marcel Rudloff qui le soutient : transfert au département d'une part des services de la direction départementale de l'agriculture (p. 2821). – Amendement n° III *bis* 7 (art. additionnel) de M. Michel Giraud, rapporteur : conditions de mise à disposition des autres services extérieurs de l'État (p. 2821). – Amendement n° III *bis* 8 (art. additionnel) de M. Michel Giraud, rapporteur : transfert des personnels des services de la préfecture et des services extérieurs de l'État et maintien de leurs droits acquis (p. 2822). – Amendement n° III *bis* 9 (art. additionnel) de M. Michel Giraud, rapporteur : conditions d'application des transferts et régime provisoire (p. 2822). – Amendement n° III *bis* 10 (art. additionnel) de M. Michel Giraud, rapporteur : transfert des services de la préfecture de région nécessaires à la préparation et à l'exécution des délibérations du conseil régional (p. 2822). – Amendement n° III *bis* 54 (art. additionnel) de M. Michel Giraud, rapporteur : possibilité pour le premier ministre,

en cas de catastrophe menaçant la sécurité de la population, de confier la coordination de l'action des services de l'État et des services départementaux aux représentants de l'État dans les départements (p. 2822). — Amendement n° III *bis* 11 de M. Michel Giraud, rapporteur : intitulé de chapitre additionnel : « Chapite II nouveau. — Création d'une fonction publique locale » (p. 2826). — Amendement n° III *bis* 12 (art. additionnel) de M. Michel Giraud, rapporteur : protection législative des garanties fondamentales des fonctionnaires des collectivités locales et des établissements publics (p. 2839). — Amendement n° III *bis* 13 (art. additionnel) de M. Michel Giraud, rapporteur : son amendement n° III *bis* 13 : intégration de l'ensemble des personnels titulaires dans les communes ou les départements et statuts de la fonction publique communale ou départementale (p. 2839). — Amendement n° III *bis* 14 (art. additionnel) de M. Michel Giraud, rapporteur : délibération du conseil municipal et établissement d'une liste des emplois permanents à temps complet confiés à un personnel communal (p. 2839). — Amendement n° III *bis* 15 (art. additionnel) de M. Michel Giraud, rapporteur : choix des effectifs des différents emplois communaux par le conseil municipal et référence à la loi portant statut de la fonction publique locale (p. 2840). — Amendement n° III *bis* 16 (art. additionnel) de M. Michel Giraud, rapporteur : création de la fonction publique départementale (p. 2840). — Amendement n° III *bis* 17 (art. additionnel) de M. Michel Giraud, rapporteur : délibération du conseil général et établissement de la liste des emplois permanents à temps complet confiés à un personnel départemental et qualité de fonctionnaire départemental des agents titulaires (p. 2840). — Amendement n° III *bis* 18 (art. additionnel) de M. Michel Giraud, rapporteur : garanties des personnels communaux et départementaux et alignement des règles de la fonction publique communale et départementale sur celles en vigueur pour la fonction publique d'État ; garantie d'un déroulement normal de carrière (p. 2840). — Amendement n° III *bis* 20 (art. additionnel) de M. Michel Giraud, rapporteur : spécificité de la fonction publique communale et départementale et possibilité de détachements (p. 2841). — Amendement n° III *bis* 22 de M. Michel Giraud, rapporteur : intitulé de chapitre additionel : « Chapitre III nouveau. — Création d'un statut des élus locaux » (p. 2844). — Amendement n° III *bis* 23 (art. additionnel) de M. Michel Giraud, rapporteur : caractère de gratuité de l'engagement local au niveau municipal, départemental ou régional (p. 2844). — Amendement n° III *bis* 24 de M. Michel Giraud, rapporteur : intitulé additionel de section : « Section I nouvelle. — Garanties d'exercice de certains mandats locaux » (p. 2845). — Amendement n° III *bis* 25 (art. additionnel) de M. Michel Giraud, rapporteur : principe des autorisations d'absence pour les salariés en vue d'assister aux séances des conseils municipaux ou des commissions qui en dépendent (p. 2845). — Amendement n° III *bis* 26 (art. additionnel) de M. Michel Giraud, rapporteur : possibilité d'octroi d'autorisations spéciales aux élus bénéficiant d'une indemnité de fonction (p. 2845). — Amendement n° III *bis* 27 (art. additionnel) de M. Michel Giraud, rapporteur : garantie de maintien du contrat de travail des élus (p. 2845). — Amendement n° III *bis* 28 (art. additionnel) de M. Michel Giraud, rapporteur : applicabilité de ces dispositions aux agents de l'État, des collectivités locales et des établissements publics (p. 2845). — Amendement n° III *bis* 29 de M. Michel Giraud, rapporteur : intitulé additionnel de section : « Section II. — Compensations pécuniaires à l'exercice de certains mandats locaux » (p. 2846). — Amendement n° III *bis* 30 (art. additionnel) de M. Michel Giraud, rapporteur : versement d'une indemnité de fonction aux maires, adjoints et élus (p. 2847) ; sous-amendement n° III *bis* 53 de M. Roger Boileau : prise en charge par l'État de la moitié de cette indemnité de fonction (p. 2847). — Amendement n° III *bis* 31 (art. additionnel) de M. Michel Giraud, rapporteur : majoration de l'indemnité de fonction en faveur des conseilers municipaux dans les communes de plus de 30.000 et de plus de 400.000 habitants (p. 2847). — Amendement n° III *bis* 32 (art. additionnel) de M. Michel Giraud, rapporteur : versement d'une indemnité aux conseillers généraux pendant la durée des sessions des réunions de commissions réglementaires ou de missions dont ils sont chargés (p. 2847). — Amendement n° III *bis* 33 (art. additionnel) de M. Michel Giraud, rapporteur : versement d'une indemnité journalière au président du conseil général (p. 2847). — Amendement n° III *bis* 34 de M. Michel Giraud, rapporteur : intitulé additionnel de section : « Section III. — Frais de mission et de représentation » (p. 2847). — Amendement n° III *bis* 35 (art. additionnel) de M. Michel Giraud, rapporteur : vote d'un crédit pour frais de représentation du président du conseil général ou du conseil régional et aux membres désignés pour représenter cette assemblée (p. 2848). — Amendement n° III *bis* 36 (art. additionnel) de M. Michel Giraud, rapporteur : versement d'une indemnité de déplacement et remboursement des frais supplémentaires en faveur des conseillers généraux ou régionaux (p. 2848). — Amendement n° III *bis* 37 (intitulé de section additionnel) de M. Michel Giraud, rapporteur : intitulé additionnel de section : « Section IV. — Régime de retraite » (p. 2848). — Amendement n° III *bis* 38 (art. additionnel) de M. Michel Giraud, rapporteur : affiliation des élus recevant une indemnité de fonction au régime complémentaire des agents non titulaires de l'État et des collectivités publiques ; calcul des cotisations et dépenses obligatoires concernant les cotisations (p. 2848). — Amendement n° III *bis* 39 (art. additionnel) de M. Michel Giraud, rapporteur : possibilité de rachat de leur cotisation par les maires et adjoints n'étant plus en fonction au 1er janvier 1973 (p. 2848). — Amendement n° III *bis* 40 (art. additionnel) de M. Michel Giraud, rapporteur : régime de retraite des conseillers généraux (p. 2849). — Amendement n° III *bis* 41 de M. Michel Giraud, rapporteur : intitulé additionnel de section : « Section V. — Formation » (p. 2849). — Amendement n° III *bis* 42 (art. additionnel) de M. Michel Giraud, rapporteur : remboursement de frais de stage aux membres des conseils municipaux, généraux et régionaux (p. 2849). — Amendement n° III *bis* 43 de M. Michel Giraud, rapporteur : intitulé additionnel de section : « Section VI. — Responsabilités » (p. 2849). — Amendement n° III *bis* 44 (art. additionnel) de M. Michel Giraud, rapporteur : protection pénale des élus (p. 2849). — Amendement n° III *bis* 45 (art. additionnel) de M. Michel Giraud, rapporteur : suppression ou atténuation de la responsabilité de la commune, du département ou de la région en cas de faute intentionnelle ou inexcusable de la victime (p. 2849). — Amendement n° III *bis* 46 (art. additionnel) de M. Michel Giraud, rapporteur : responsabilité des présidents et vice-présidents des organismes de coopération intercommunale (p. 2849). — Amendement de coordination n° III *bis* 47 (art. additionnel) de M. Michel Giraud, rapporteur : abrogations de textes (p. 2850).

Retirés : amendement n° III *bis* 50 (intitulé de titre additionnel) de M. Lionel Cherrier : « Titre additionnel nouveau. — Des droits et libertés des territoires d'outre-mer » (p. 2818). — Sous-amendement n° III *bis* 50 de M. Hubert d'Andigné, soutenu par M. Marc Bécam, à l'amendement n° III *bis* 5 (art. additionnel) de M. Michel Giraud, rapporteur : établissement par décret de manière exhaustive de la liste des services extérieurs de l'État dans le département mis à la disposition du président du conseil général (p. 2820). — Sous-amendement n° III *bis* 51 de MM. Henri Goetschy et Marcel Rudloff qui le soutient à l'amendement n° III *bis* 5 de M. Michel Giraud, rapporteur : transfert à la collectivité départementale du secrétariat général de la préfecture (p. 2820).

— Un intitulé de titre, deux intitulés de chapitre, six intitulés de section et 41 articles additionnels sont insérés dans le projet de loi.

TITRE IV *(Dispositions communes)* (p. 2850)

Intitulé du titre IV (p. 2850)

Adopté : amendement n° IV-37 de M. Michel Giraud, rapporteur : intitulé ; « Titre IV. — Dispositions communes et relations entre l'État, les communes, les départements et les régions » (p. 2850).

— L'intitulé du titre IV, ainsi modifié, est adopté (p. 2850).

Chapitre I *(Du contrôle financier)* (p. 2850).

Intitulé du chapitre I

Adopté : amendement n° IV-38 de M. Michel Giraud, rapporteur : intitulé ; « Chapitre I. — Dispositions communes » (p. 2850).

— L'intitulé du chapitre I, ainsi modifié, est adopté (p. 2850).

Intitulé de section

Adopté : amendement n° IV-39 de M. Michel Giraud, rapporteur : intitulé nouveau : « Section 1. — Organisation du contrôle juridictionnel a posteriori » (p. 2850).

— Un intitulé nouveau de section est inséré dans le projet de loi (p. 2850).

Avant l'article 56 (p. 2850)

Adoptés : amendement (art. additionnel) n° IV-40 de M. Michel Giraud, rapporteur : applicabilité de la procédure des règlements d'office aux cas de condamnation par les tribunaux (p. 2851). – Amendement n° IV-41 de M. Michel Giraud rapporteur : intitulé nouveau : « Sous-section I. – Cour de discipline budgétaire et financière » (p. 2851). – Amendement n° IV-42 (art. additionnel) de M. Michel Giraud, rapporteur : élaboration d'une nomenclature simplifiée des pièces justificatives des dépenses communales, départementales et régionales (p. 2852). – Amendement n° IV-43 (art. additionnel) de M. Michel Giraud, rapporteur : responsabilité des ordonnateurs devant la Cour de discipline budgétaire (p. 2855). – Amendements identiques n° I-118 de M. Michel Giraud, rapporteur et n° I-186 de M. Guy Petit : suppression de l'article 12 (précédemment réservé) sur la responsabilité des ordonnateurs devant la Cour de discipline budgétaire (p. 2855). – Amendement n° II-83 de M. Michel Giraud, rapporteur : suppression de l'article 42 (précédemment réservé) sur la responsabilité des ordonnateurs départementaux devant la Cour de discipline budgétaire (p. 2856). – Amendement n° III-82 de M. Michel Giraud, rapporteur : suppression de l'article 55 sur la responsabilité des ordonnateurs régionaux devant la Cour de discipline budgétaire (p. 2856). – Amendement n° IV-44 (art. additionnel) de M. Michel Giraud, rapporteur : alignement du montant maximum de l'amende sur le montant annuel de l'indemnité de fonction (p. 2856). – Amendement n° IV-45 (art. additionnel) de M. Michel Giraud, rapporteur : traduction des ordonnateurs devant la Cour de discipline budgétaire par la Cour des comptes, sur proposition de la chambre régionale des comptes (p. 2856). – Amendement n° IV-46, de M. Michel Giraud, rapporteur : intitulé nouveau : « Sous-section II. – Les chambres régionales des comptes » (p. 2856).

Retirés : amendement n° I-237 de M. Paul Girod : modification, à l'article 12, de la compétence de la Cour de justice budgétaire (p. 2854). – Amendement n° I-397 de M. Paul Girod : modification de l'article 12 : traduction des maires devant la Cour de discipline budgétaire en cas de réquisition prononcée par eux à l'égard du comptable (p. 2854).

– Cinq articles nouveaux, deux titres nouveaux de sous-section sont insérés avant l'article 56 ; les articles 12, 42 et 55 sont supprimés.

Article 56 *(Création dans chaque région d'une chambre régionale des comptes)* (p. 2857).

Adopté : amendement n° IV-47 de M. Michel Giraud, rapporteur : un président et deux assesseurs : composition collégiale minimum de la chambre régionale des comptes (p. 2857).

– L'article 56, ainsi modifié, est adopté (p. 2857).

Article 56 *bis (Organisation de la chambre régionale des comptes)* (p. 2857).

Adoptés : amendement n° IV-48 de M. Michel Giraud, rapporteur : composition de la chambre régionale des comptes (p. 2859) ; sous-amendement n° IV-154 de M. Paul Girod : statut et mode de recrutement du corps des conseillers des chambres régionales des comptes (p. 2859).

Rejeté : amendement n° IV-17 de M. Joseph Raybaud, rapporteur pour avis : mise à la disposition des chambres régionales des comptes d'agents des services extérieurs du Trésor et possibilité de détachement d'autres agents de l'État ou des collectivités territoriales auprès des chambres régionales (p. 2859).

Retirés : amendements n° IV-115 et IV-116 de M. Marcel Rudloff : sur la carrière des magistrats appelés à siéger dans les chambres régionales des comptes et les possibilités d'intégration dans le corps des magistrats de la chambre des comptes (p. 2858).

– L'article 56 *bis,* ainsi modifié, est adopté (p. 2859).

Article 56 *ter (Incompatibilités électorales)* (p. 2859).

Rejeté : amendement n° IV-134 de M. Gaston Defferre, ministre : suppression de l'article 56 *ter* pour coordination (p. 2859).

– L'article 56 *ter* est adopté (p. 2859).

Article 57 *(Jugement additionnel des comptes)* (p. 2859).

Adoptés : amendement n° IV-49 de M. Michel Giraud, rapporteur : pouvoirs de la chambre régionale des comptes et de la Cour des comptes (p. 2860) ; sous-amendement n° IV-135 de M. Gaston Defferre, ministre : jugement de l'ensemble des comptes par la chambre régionale des comptes (p. 2860). – Amendement n° IV-51 de M. Michel Giraud, rapporteur : compétence de la Cour des comptes pour vérifier les comptes et la gestion des entreprises publiques dont l'activité s'exerce sur plus d'une région (p. 2860). – Amendement de coordination n° IV-52 de M. Michel Giraud, rapporteur (p. 2861). – Amendement n° IV-19 de M. Joseph Raybaud, rapporteur pour avis : alignement des pouvoirs des chambres régionales des comptes sur ceux de la Cour des comptes (p. 2860).

– L'article 57, ainsi modifié, est adopté (p. 2861).

Après l'article 57 (p. 2861)

Adoptés : amendement n° IV-53 (art. additionnel) de M. Michel Giraud, rapporteur : avis de la chambre régionale des comptes sur la régularité des opérations budgétaires des collectivités territoriales et des établissements publics (p. 2861). – Amendement (art. additionnel) n° IV-54 de M. Michel Giraud, rapporteur : conditions de formulation des observations et des suggestions des chambres régionales des comptes.

Rejeté : sous-amendement n° IV-109 de M. Pierre Perrin à l'amendement n° IV-53 de M. Michel Giraud, rapporteur : consultation par la chambre régionale des comptes d'une Commission mixte de magistrats et d'élus avant toute décision ou présentation d'observations (p. 2861).

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 2861).

Article 58 *(Partie du rapport publié de la Cour des comptes consacré à la gestion des communes, des départements et des régions)* (p. 2861).

Adopté : amendement n° IV-55 de M. Michel Giraud, rapporteur : conditions d'établissement et de diffusion du rapport public de la Cour des comptes sur la gestion des communes (p. 2862).

– L'article 58, ainsi modifié, est adopté (p. 2862).

Article 58 ***bis*** *(Régime disciplinaire des membres des chambres régionales des comptes ; Cour des comptes juridictions d'appel)* (p. 2862).

Adoptés : amendement n° IV-136 de M. Gaston Defferre, ministre : rapport de la Cour des comptes et des chambres régionales et statut des membres des chambres régionales des comptes (p. 2862). – Amendement n° IV-56 de M. Michel Giraud, rapporteur : calendrier prévisionnel des chambres régionales des comptes (p. 2862) ; sous-amendement n° IV-29 de M. Joseph Raybaud, rapporteur pour avis : création de chambres interrégionales des comptes (p. 2862).

– L'article 58 *bis,* ainsi modifié, est adopté (p. 2862).

Chapitre II *(Allègement des prescriptions et procédures techniques)* (p. 2862).

Adopté : amendement n° IV-57 de M. Michel Giraud, rapporteur : intitulé : remplacer « Chapitre II » par « Section II » (p. 2863).

– L'intitulé « Section II » est adopté (p. 2863).

Article 59 *(Code des prescriptions et procédures techniques)* (p. 2863).

Adoptés : amendement de coordination n° IV-58 de M. Michel Giraud, rapporteur (p. 2864). – Amendement n° IV-59 de M. Michel Giraud, rapporteur : règles du code de prescriptions et de procédures techniques en matière de construction publique (p. 2864). – Amendement de forme n° IV-60 de M. Michel Giraud, rapporteur (p. 2864). – Amendement n° IV-146 de MM. Jean-Pierre Fourcade et Jacques Descours Desacres, soutenu par M. Jacques Descours Desacres : règles du code de prescriptions et de procédures techniques en matière de culture (p. 2864). – Amendement de coordination n° IV-61 de M. Michel Giraud, rapporteur (p. 2864).

Devient sans objet : amendement n° IV-137 de M. Gaston Defferre, ministre : applicabilité des prescriptions et procédures techniques

aux communes, départements et régions, et élaboration d'un code (p. 2864).

– L'article 59, ainsi modifié, est adopté (p. 2864).

Après l'article 59 (p. 2864)

Retiré : amendement n° IV-103 (art. additionnel) de M. Marcel Lucotte, soutenu par M. Pierre Louvot : abrogation des dispositions législatives concernant les interventions des fonctionnaires de l'État dans les collectivités locales (p. 2864).

Article 60 *(Comité d'allègement des procédures et des prescriptions techniques).* – Adopté (p. 2864).

Chapitre III *(De l'allègement des charges des collectivités territoriales)* (p. 2864).

Adopté : amendement n° IV-62 de M. Michel Giraud: suppression de l'intitulé : « Chapitre III. – De l'allègement des charges des collectivités territoriales » (p. 2865).

– L'intitulé est supprimé (p. 2865).

Article 61 A *(Allègement des charges pour Paris)* (p. 2865).

Adopté : amendement n° IV-63 de M. Michel Giraud, rapporteur : suppression de cet article sur le cas de Paris (p. 2865).

– L'article 61 A est supprimé (p. 2865).

Article 61 B *(Allègement des charges pour les communes des territoires d'outre-mer)* (p. 2865).

Adopté : amendement n° IV-64 de M. Michel Giraud, rapporteur : suppression de cet article sur le cas des communes des territoires d'outre-mer (p. 2865).

– L'article 61 B est supprimé (p. 2865)

Article 61 *(Dotation culturelle aux établissements publics régionaux et aux collectivités territoriales)* (p.2865).

Adopté : amendement n° IV-65 de M. Michel Giraud, rapporteur : suppression de cet article sur la dotation spéciale à but culturel attribuée par l'État aux établissements publics régionaux et aux collectivités territoriales ou leurs groupements (p. 2865).

Devient sans objet : amendement n° IV-2 de Mme Brigitte Gros, soutenu par M. Paul Girod : affectation de la dotation spéciale de l'État au développement de l'action culturelle et éducative (p. 2865).

– L'article 61 est supprimé (p. 2865).

Article 62 *(Dotation logement des instituteurs) (p. 2866).*

Adopté : amendement n° IV-66 de M. Michel Giraud, rapporteur : suppression de cet article sur la dotation logement des instituteurs (p. 2866).

– L'article 62 est supprimé (p. 2866).

Avant l'article 63 (p. 2866).

Réservé : amendement n° IV-9 (art. additionnel) de M. Henri Goetschy (p. 2866) (jusqu'au titre V nouveau ; retiré p. 2877).

Article 63 *(Suppression de la contribution communale aux dépenses de police dans les communes où a été instituée une police d'État)* (p. 2866).

Adopté : amendement n° IV-67 de M. Michel Giraud, rapporteur : suppression de cet article sur la suppression de la constribution communale aux dépenses de police dans les communes où a été instituée une police d'État (p. 2867).

Irrecevable (article 40 de la constitution) : amendement n° IV-14 de M. Pierre Schiélé : prise en charge des dépenses de police par l'État dans les communes ne disposant pas d'une police d'État (p. 2867).

– L'article 63 est supprimé (p. 2867).

Article 64 *(Dotation spéciale aux collectivités territoriales pour compenser les dépenses de justice)* (p. 2867).

Adopté : amendement n° IV-68 de M. Michel Giraud, rapporteur : suppression de cet article sur l'action d'une dotation spéciale par l'État aux collectivités territoriales pour compenser les dépenses de fonctionnement supportées par elles au titre du service public de la justice (p. 2867).

– L'article 64 est supprimé (p. 2867).

Article 64 *bis (Indemnités aux agents des services et établissements publics d'État)* (p. 2867).

Adopté : amendement n° IV-69 de M. Michel Giraud, rapporteur : suppression de cet article relatif aux indemnités aux agents des services et établissements publiés d'État, pour coordination (p. 2867).

– L'article 64 *bis* est supprimé (p. 2867)

Après l'article 64 ***bis*** (p. 2867).

Adopté : amendement n° IV-157 (art. additionnel) de M. Marcel Rudloff : contribution de l'État au paiement des frais entraînés par l'exécution des mesures de sûreté (p. 2867).

Réservé : amendement n° IV-10 (art. additionnel) de M. Henri Goetschy (p. 2866) (jusqu'au titre V nouveau ; irrecevable aux termes de l'article 40 de la constitution, p. 2881).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2867).

Chapitre IV *(Dispositions transitoires et diverses)* (p. 2868).

Adopté : amendement n° IV-70 de M. Michel Giraud, rapporteur : suppression de l'intitulé : « Chapitre IV. – Dispositions transitoires et diverses » (p. 2868).

– L'intitulé est supprimé (p. 2868).

Article 65 A *(Inscription et mandatement des dépenses obligatoires résultant d'une décision juridictionnelle passée en force de chose jugée)* (p. 2868).

Adopté : amendement n° IV-71 de M. Michel Giraud, rapporteur : suppression de cet article sur l'inscription et le mandatement des dépenses obligatoires résultant d'une décision juridictionnelle passée en force de chose jugée (p. 2868).

– L'article 65 A est supprimé (p. 2868).

Article 65 B *(Insertion des dispositions de la présente loi dans un code général de collectivités locales par des décrets en Conseil d'État)* (p. 2868).

Adopté : amendement n° IV-72 de M. Michel Giraud, rapporteur : suppression de cet article sur l'insertion des dispositions de la présente loi dans un code général des collectivités locales par des décrets en Conseil d'État (p. 2868).

– L'article 65 B est supprimé (p. 2868).

Article 65 *(Pouvoirs des commissaires de la République sur les mesures de règlement des budgets des collectivités territoriales et des régions)* (p. 2868).

Adopté : amendement n° IV-73 de M. Michel Giraud, rapporteur : suppression de cet article sur les pouvoirs des commissaires de la République sur les mesures de règlement des budgets des collectivités territoriales et des régions (p. 2868).

Devient sans objet : amendement n° IV-141 de M. Gaston Defferre, ministre : substitution de l'action de la chambre des comptes régionale à l'action des trésoriers payeurs généraux (p. 2868).

– L'article 65 est supprimé (p. 2868).

Après l'article 65 (p. 2868).

Adoptés : amendement n° IV-74 de M. Michel Giraud, rapporteur : intitulé nouveau : « Chapitre additionnel. – Garanties de l'autonomie des communes, des départements et des régions par rapport à l'État et des collectivités entre elles » (p. 2869). – Amendement n° IV-75 (art. additionnel) de M. Michel Giraud, rapporteur : transfert de compétences et de ressources (p. 2869). – Amendement n° IV-76 (art. additionnel) de M. Michel Giraud, rapporteur : impossibilité de transfert de charges non expressément prévu par la loi (p. 2869). – Amendement n° IV-77 (art. additionnel) de M. Michel

Giraud, rapporteur : répartition des compétences des collectivités locales et absence de confusion (p. 2869). — Amendement n° IV-78 (art. additionnel) de M. Michel Giraud, rapporteur : possibilité pour les communes, départements et régions de passer des conventions avec l'État ou une personne de droit public (p. 2869). — Amendement n° IV-79 de M. Michel Giraud, rapporteur : intitulé nouveau : « Chapitre additionnel. — Organisation de leur libre coopération » (p. 2869). — Amendement n° IV-80 (art. additionnel) de M. Michel Giraud, rapporteur : association des communes, des départements, des régions et formation de districts, de syndicats de communes, d'ententes inter-départementales, d'ententes interrégionales et de syndicats mixtes (p. 2869). — Amendement n° IV-81 de M. Michel Giraud, rapporteur : intitulé nouveau : « Section I. — Formes de la coopération inter-communale » (p. 2870). — Amendement n° IV-82 (art. additionnel) de M. Michel Giraud, rapporteur : précision des objets des syndicats de communes (p. 2870). — Amendement n° IV-83 (art. additionnel) de M. Michel Giraud, rapporteur : dispositions relatives aux districts (p. 2870). — Amendement n° IV-84 (art. additionnel) de M. Michel Giraud, rapporteur : adhésion des communes à un syndicat pour une part de leurs compétences (p. 2871). — Amendement n° IV-85 (art. additionnel) de M. Michel Giraud, rapporteur : création d'un nouveau district ou syndicat ou adhésion et répartition des compétences (p. 2871). — Amendement n° IV-86 (art. additionnel) de M. Michel Giraud, rapporteur : groupement de communes et secteurs d'étude et de programmation (p. 2871). — Amendement n° IV-87 de M. Michel Giraud, rapporteur : intitulé nouveau : « Section II. — Administration et fonctionnement » (p. 2871). — Amendement n° IV-88 (art. additionnel) de M. Michel Giraud, rapporteur : règles d'administration et de fonctionnement des syndicats et des districts (p. 2871). — Amendement n° IV-89 de M. Michel Giraud, rapporteur : intitulé nouveau : « Section III. — Modifications aux conditions initiales de composition et de fonctionnement » (p. 2871). — Amendement n° IV-90 (art. additionnel) de M. Michel Giraud, rapporteur : cas de modification des conditions initiales de composition et de fonctionnement des comités syndicaux, des conseils de district, des conseils municipaux (p. 2872). — Amendement n° IV-91 (art. additionnel) de M. Michel Giraud, rapporteur : préservation des intérêts de la commune et du groupement considéré en cas de retrait d'une commune d'un syndicat (p. 2872). — Amendement n° IV-92 de M. Michel Giraud, rapporteur : intitulé nouveau : « Section IV. — Durée » (p. 2872). — Amendement n° IV-93 (art. additionnel) de M. Michel Giraud, rapporteur : création de syndicats ou de districts sans limitation de durée ou pour une durée déterminée (p. 2872). — Amendement n° IV-94 (art. additionnel) de M. Michel Giraud, rapporteur : conditions de dissolution des collectivités locales (p. 2873). — Amendement n° IV-95 de M. Michel Giraud, rapporteur : intitulé nouveau : « Section V. — Finances » (p. 2873). — Amendement n° IV-96 (art. additionnel) de M. Michel Giraud, rapporteur : recettes du budget du syndicat ou du district (p. 2873). — Amendement n° IV-97 de M. Michel Giraud, rapporteur : intitulé nouveau : « Section VI. — Abrogations » (p. 2873). — Amendement n° IV-98 (art. additionnel) de M. Michel Giraud, rapporteur : alignement des délibérations du comité du syndicat sur les délibérations des conseils municipaux (p. 2874).

Retirés : amendement n° IV-142 (art. additionnel) de M. Gaston Defferre, ministre : pouvoirs du commissaire de la République en cas de nécessité d'application du plan Orsec (p. 2874). — Amendement n° IV-143 (art. additionnel) de M. Gaston Defferre, ministre : mesures non militaires de défense et moyens mis à la disposition du commissaire de la République (p. 2874).

Réservés : amendements n° IV-158, IV-159, IV-160 et IV-161 (art. additionnels) de M. Gaston Defferre, ministre (p. 2866) (réservés jusqu'au titre VI additionnel ; adoptés p. 2883).

— Dix huit articles additionnels et sept intitulés de chapitre ou sections nouveaux sont insérés dans le projet de loi.

TITRE V (nouveau) (p. 2875)

Après l'article 65 (suite) (p. 2875).

Adoptés : amendement n° V-1 de M. Michel Giraud, rapporteur : intitulé : « Titre V (nouveau). — Compensation financières des transferts de compétences. Allègement des charges et création d'une dotation globale d'équipement » (p. 2875). — Amendement n° V-2 de M. Michel Giraud, rapporteur : intitulé : « Chapitre premier. — Compensation financière des transferts de compétences et allègement de charges » (p. 2875). — Amendement n° V-3 de M. Michel Giraud, rapporteur : intitulé : « Section I — Conditions préalables aux transferts de compétences » (p. 2875). — Amendement n° V-4 (art. additionnel) de M. Michel Giraud, rapporteur : accroissement des charges résultant d'un transfert de compétences et transfert de ressources (p. 2875). — Amendement n° V-5 (art. additionnel) de M. Michel Giraud, rapporteur : révision des barèmes d'aide sociale (p. 2876). — Amendement n° V-6 (art. additionnel) de M. Michel Giraud, rapporteur : répartition des personnels en fonction à l'échelon départemental et régional dans les services de préfecture et services extérieurs de l'État (p. 2876). — Amendement n° V-7 de M. Michel Giraud, rapporteur : intitulé : « Section II. — Compensation financière » (p. 2876). — Amendement n° V-8 (art. additionnel) de M. Michel Giraud, rapporteur : compensation de tout accroissement net des charges résultant d'un transfert de compétences ou de services par un transfert de ressources (p. 2876). — Amendement n° V-9 de M. Michel Giraud, rapporteur : intitulé : « Section III. — Allègement des charges » (p. 2876). — Amendement n° V-10 (art. additionnel) de M. Michel Giraud, rapporteur : remboursement des sommes dues par l'État aux départements (p. 2877). — Amendement n° V-28 (art. additionnel) de M. Joseph Raybaud, rapporteur pour avis : dotation dès 1982 et compensation des charges de justice inscrites aux budgets locaux pour cette même année (p. 2877) ; sous-amendement de coordination n° V-30 de M. Michel Giraud (p. 2877). — Amendement n° V-11 (art. additionnel) de M. Michel Giraud, rapporteur : attribution d'une dotation spéciale par l'État aux communes pour le logement des instituteurs (p. 2877). — Amendement n° V-12 (art. additionnel) de M. Michel Giraud, rapporteur : dotation culturelle de l'État (p. 2878). — Amendement n° V-33 (art. additionnel) de M. Michel Giraud, rapporteur : correlation entre la dotation et les dépenses réelles des communes au titre de l'indemnité de logement des instituteurs (p. 2878). — Amendement n° V-13 de M. Michel Giraud, rapporteur : intitulé : « Section IV. — Dispositions communes » (p. 2878). — Amendement n° V-14 (art. additionnel) de M. Michel Giraud, rapporteur : applicabilité de ces dispositions aux communes des territoires d'outre-mer et de la collectivité territoriale de Mayotte (p. 2878). — Amendement n° V-15 de M. Michel Giraud, rapporteur : intitulé : « Chapitre II. — Institution d'une dotation globale d'équipement » (p. 2878). — Amendement n° V-22 (art. additionnel) de M. Joseph Raybaud, rapporteur pour avis : dotation globale d'équipement aux communes et subventions d'investissements aux collectivités locales pour des opérations d'aménagement du territoire ou des actions d'intérêt national (p. 2879). — Amendement n° V-23 (art. additionnel) de M. Joseph Raybaud, rapporteur pour avis : progression de la dotation globale d'équipement (p. 2879). — Amendement n° V-24 (art. additionnel) de M. Joseph Raybaud, rapporteur pour avis : montant comparé supérieur de la dotation globale d'équipement par rapport aux subventions spécifiques d'investissement (p. 2879). — Amendement n° V-20 (art. additionnel) de MM. Lionel Cherrier et Daniel Millaud, soutenu par M. Daniel Millaud : applicabilité de ces dispositions aux communes des territoires d'outre-mer et de la collectivité territoriale de Mayotte (p. 2880). — Amendement n° V-25 (art. additionnel) de M. Joseph Raybaud, rapporteur pour avis : répartition de la dotation globale d'équipement entre les communes (p. 2881). — Amendement n° V-26 (art. additionnel) de M. Joseph Raybaud, rapporteur pour avis : inscription de la dotation globale d'équipement à la section d'investissement du budget communal ou du budget de l'organisme de coopération qui en bénéficie sans affectation particulière (p. 2881). — Amendement n° V-27 (art. additionnel) de M. Joseph Raybaud, rapporteur pour avis : conditions d'emploi de la dotation globale d'équipement (p. 2881).

Retirés : amendement n° I-57 (art. additionnel) de M. Joseph Raybaud, rapporteur pour avis : accroissement des charges résultant d'un transfert de compétences et transfert de ressources (p. 2875).

Irrecevable (article 40 de la constitution) : amendement n° IV-10 (art. additionnel) de M. Henri Goetschy : taux de rémunération des disponibilités des collectivités territoriales déposées pendant plus de trois mois au Trésor public (p. 2881 ; précédemment réservé p. 2866).

— Dix sept articles additionnels et sept intitulés de titre, chapitres ou sections nouveaux sont insérés dans le projet de loi.

TITRE VI (nouveau) (p. 2881)

Après l'article 65 (suite) (p. 2881)

Adoptés : amendement n° VI-32 de M. Michel Giraud, rapporteur : intitulé : « Titre VI (nouveau). – Dispositions diverses » (p. 2881). – Amendement n° IV-158 (art. additionnel) de M. Gaston Defferre, ministre : suppression de la tutelle à Paris (p. 2883 ; précédemment réservé p. 2866). – Amendement n° IV-159 (art. additionnel) de M. Gaston Defferre, ministre : statut de l'emploi de la commune de Paris (p. 2883 ; précédemment réservé p. 2866). – Amendement n° IV-160 (art. additionnel) de M. Gaston Deffere (ministre) : dispositions relatives à la chambre régionale des comptes, à l'allègement de la tutelle technique et des charges financières, aux dotations spéciales culturelles, aux instituteurs, à la justice, et à la police d'État pour Paris (p. 2883 ; précédemment réservé p.2866). – Amendement n° IV-161 (art. additionnel) de M. Gaston Defferre, ministre : modalités d'application du régime de droit commun (p. 2883, précédemment réservé p. 2866).

– Un intitulé de titre nouveau et quatre articles additionnels sont insérés dans le projet de loi.

TITRE Ier (suite) (p. 2883)

Avant l'article 1er

Retiré : amendement n° I-333 (art. additionnel) de M. Pierre Schiélé : entrée en vigueur de la loi après la promulgation de toutes les lois prévues par ses dispositions (p. 2884 ; précédemment réservé p. 2417).

Article 1er (suite) (p. 2884 ; précédemment réservé p. 2417).

Adopté : amendement n° I-83 de M. Michel Giraud, rapporteur : suppression de cet article sur la libre administration des collectivités locales et la répartition des compétences et des ressources (p. 2885).

– L'article 1er est supprimé (p. 2885).

Intitulé du projet de loi (p. 2885)

Adopté : amendement n° IV-104 de M. Michel Giraud, rapporteur : nouvel intitulé : « **Projet de loi relatif aux droits, libertés et responsabilités de communes, des départements, des régions et des territoires d'outre-mer** » (p. 2885).

Retiré : amendement n° IV-1 de MM. Lionel Cherrier et Daniel Millaud : nouvel intitulé : « Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements, des régions et des territoires d'outre-mer » (p. 2885).

– L'intitulé du projet de loi, ainsi modifié est adopté (p. 2885).

Explications de vote :

– *M. Adolphe Chauvin* (p. 2886) : intérêt du Sénat pour les collectivités locales. Absence de concertation du gouvernement avec les parties intéressées. Envoi des circulaires d'application avant le vote de la loi par les ministres. Recours aux ordonnances. Statut de droit commun de Paris. Interventions économiques ; compétence. Cas des départements et territoires d'outre-mer. Travaux parlementaires et perfectionnement du texte. Hommage rendu au rapporteur, au président et aux commissaires de la Commission des lois ainsi qu'aux rapporteurs pour avis. Décentralisation : dispositions financières ; liberté et autonomie des petites communes ; bon fonctionnement des pouvoirs publics. Défenses des libertés des collectivités locales et des citoyens.

– *M. Pierre Carous* (p. 2887) : attachement du Sénat aux collectivités locales et à l'autonomie des communes ; moyens matériels. Hommage rendu au rapporteur de la commission des lois, M. Michel Giraud, et au travail accompli par la commission des lois. Unicité dans la réglementation propre aux communes. Rôle des associations. Prise en compte par l'Assemblée nationale de ce texte amendé. Vote du projet par le groupe RPR.

– *M. Philippe de Bourgoing* (p. 2887) : hommage rendu à M. Lionel de Tinguy. Respect des prérogatives du parlement. Compétence du rapporteur de la commission des lois, M. Michel Giraud (p. 2888) : lutte contre l'isolement des petites communes. Amélioration de l'ensemble des dispositions relatives au pouvoir d'intervention économique des communes, des départements et des régions. Vote de ces textes complétés et amendés. Décentralisation rigoureuse et efficace et allègement des tutelles.

– *M. Roland Courteau* (p. 2888) : décentralisation et transfert des pouvoirs ; répartition des compétences ; organisation des régions ; refonte de la fiscalité locale ; statut des élus locaux, des agents des collectivités locales ; cas particulier de Paris, de la Corse et des départements et territoires d'outre-mer, de l'Alsace. Opposition du groupe socialiste aux propositions de la commission des lois et vote du groupe socialiste contre le texte amendé.

– *Mme Hélène Luc* (p. 2888) : soutien au projet gouvernemental : disparition de la tutelle du préfet sur les conseils municipaux ; pouvoir exécutif des conseils généraux ; élection au suffrage universel des conseils régionaux. Modification du texte par la commission des lois et véritable contre-projet. Opposition du groupe communiste au projet amendé.

– *M. Jean Béranger* (p. 2888) : clarté du projet gouvernemental et satisfaction des élus communaux, départementaux ou régionaux. Autonomie et liberté des collectivités locales, renforcement du statut des élus et définition des compétences et des moyens financiers. Autonomie des collectivités locales et territoriales. Modification du texte et abstention des radicaux de gauche sur le projet amendé. Défense de la dotation globale d'équipement.

– *M. Paul Girod* (p. 2889, 2890) : projet gouvernemental de décentralisation : loi de principe et entrée immédiate en vigueur. Attitude du gouvernement et débats du Sénat ; utilisation de l'article 40 de la Constitution. Maintien du titre de préfet. Désir de la part du Sénat d'une décentralisation complète. Persistance de problèmes : levée des tutelles ; transfert de l'exécutif ; imbrication des compétences ; engagements de la responsabilité des élus ; action économique et ressources des collectivités locales. Attachement à la liberté communale. Vote du projet amendé et prise en compte de l'attitude de l'Assemblée nationale lors de la deuxième lecture.

– *M. Léon Jozeau-Marigné* (p. 2890) : intervention au nom de la commission des lois. Évocation de M. Lionel de Tinguy. Dépôt du projet gouvernemental à l'Assemblée nationale. Hommage rendu aux travaux des commissions du Sénat ; mise au point de près de 1350 amendements. Relations Gouvernement Parlement et nécessité d'un réel dialogue. Volonté du Sénat de représenter les collectivités locales. Transfert de l'exécutif ; suppression du contrôle *a priori.* Responsabilités des maires et moyens accordés. Relations entre les deux chambres. Nécessité d'une véritable décentralisation. Fonctionnement parlementaire et actes du pouvoir réglementaire.

– *Intervention de M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur* (p. 2890, 2891) : droit d'amendement du Sénat en tant que représentant des collectivités territoriales. Projet de décentralisation : absence de recours aux ordonnances ; soumission des projets au Parlement ; possibilité d'utilisation de la procédure d'urgence ; constitutionnalité du projet. Présentation du projet à l'Assemblée nationale et devant la commission mixte paritaire ; accord du Gouvernement avec un certain nombre de propositions du Sénat. Impossibilité d'établir une différence entre les grandes et les petites communes. (p. 2892) : problème de la répartition des compétences et nécessité de perfectionnement du texte. Remerciements au groupe socialiste et au groupe communiste du Sénat. Recours à l'article 40 de la Constitution et protection des finances de l'État. Nécessité de l'élection du conseil régional au suffrage universel. (p. 2893) : relations Gouvernement Parlement et liberté de la presse. Attachement à une véritable décentralisation. Envoi d'une circulaire aux préfets leur demandant de prendre contact avec les présidents de conseils généraux pour préparer la transition. Responsabilité et liberté des élus. Besoin de qualité de la vie et besoin de responsabilités.

– *M. Léon Jozeau-Marigné, en réponse* (p. 2893) : évocation devant le Congrès des présidents de conseils généraux de France de l'envoi par le ministre de l'intérieur d'une circulaire demandant aux préfets de prendre contact avec les présidents de conseils généraux pour préparer la transition.

Scrutin public (p. 2893, 2894 ; n° 13 ; liste des votants p. 2897, 2898)

Adoption [19 novembre 1981] (p. 2894).

(Collectivités locales.)

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, **1, 2.**

LOI DE FINANCES, **1,** Environnement ; Recherche et technologie ; Intérieur et décentralisation ; Solidarité nationale, santé.

PLAN, **1.**

POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE, **1.**

QUESTIONS ORALES, n° **9, 42, 46, 60, 92, 94, 113, 157.**

(Collectivités locales [charges])

Voir COLLECTIVITÉS LOCALES, **2,** DG.

(Collectivités locales [justice])

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Justice.

COLLÈGE DE FRANCE

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Éducation nationale.

COLLÈGE MILITAIRE DU MANS

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **82.**

COLLÈGES D'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Commerce et artisanat.

COMITÉ D'ALLÈGEMENT DES PRESCRIPTIONS ET PROCÉDURES TECHNIQUES

Voir COLLECTIVITÉS LOCALES, **2.**

COMITÉS D'ÉTUDES PÉTROLIÈRES MARINES (CEPM)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Mer.

COMITÉ D'ÉTUDES SUR LA FISCALITÉ AGRICOLE

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Prestations sociales agricoles.

COMITÉ D'ORGANISATION DE RECHERCHES APPLIQUÉES SUR LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL (CORDES)

Voir LOI DE FINANCES, **1** Plan et aménagement du territoire.

COMITÉ D'ORIENTATION POUR LES INDUSTRIES STRATÉGIQUES (CODIS)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Industrie.

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **21.**

COMITÉ DU CONTENTIEUX FISCAL, DOUANIER ET DES CHARGES

Dépôt d'un **rapport du gouvernement** en exécution des dispositions de l'article 20 de la loi n° 77-1453 du 29 décembre 1977 accordant des garanties de procédures aux contribuables en matière fiscale et douanière [8 septembre 1981] (p. 1375).

COMITÉ DU TRAVAIL FÉMININ

Voir FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, **7,** DG.

COMITÉ FRANÇAIS DES MANIFESTATIONS ÉCONOMIQUES A L'ÉTRANGER

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Services économiques et financiers.

COMITÉ INTERMINISTÉRIEL POUR L'AMÉNAGEMENT DES STRUCTURES INDUSTRIELLES (CIASI)

Voir COLLECTIVITÉS LOCALES, **2,** DG.

COMITÉ INTERMINISTÉRIEL POUR L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE (CIAT)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Plan et aménagement du territoire ; Temps libre.

COMITÉ INTERMINISTÉRIEL POUR LE DÉVELOPPEMENT ET L'AMÉNAGEMENT RURAL (CIDAR)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Temps libre ; Plan et aménagement du territoire.

COMITÉ INTERMINISTÉRIEL POUR LE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS ET DU SOUTIEN DE L'EMPLOI (CIDISE)

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **21.**

COMITÉ NATIONAL DE LA CONSOMMATION (CNC)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Consommation.

COMITÉ POUR LES RELATIONS NATIONALES ET INTERNATIONALES DES ASSOCIATIONS DE JEUNESSE ET D'ÉDUCATION POPULAIRE (CNAJEP)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Temps libre.

COMITÉ RÉGIONAL DES PRÊTS

Voir COLLECTIVITÉS LOCALES, **2,** DG.

COMITÉS DE BASSIN

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Environnement.

COMITÉS D'ENTREPRISE

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, **1, 2.**

LOI DE FINANCES, **1,** Travail ; Culture.

NATIONALISATION, **1,** DG.

COMITÉS DÉPARTEMENTAUX DE FINANCEMENT DES ENTREPRISES (CODEFI)

Voir COLLECTIVITÉS LOCALES, **2,** DG.

LOI DE FINANCES, **1,** Comptes spéciaux du Trésor.

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **21.**

COMITÉS DÉPARTEMENTAUX ET RÉGIONAUX DU TOURISME

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Temps libre.

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **15.**

COMITÉS D'HYGIÈNE ET DE SÉCURITÉ

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Environnement.

COMITÉS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX

Voir COLLECTIVITÉS LOCALES, **2,** DG.

LOI DE FINANCES, **1,** Plan et aménagement du territoire.

PLAN, **1,** DG.

COMITÉS LOCAUX DE L'EMPLOI

Voir COLLECTIVITÉS LOCALES, **2,** DG.

LOI DE FINANCES, **1,** Intérieur et décentralisation ; Travail.

COMITÉS LOCAUX DES PÊCHES

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Mer.

COMMERÇANTS

Voir QUESTIONS ORALES, n° **80, 115.**

COMMERÇANTS ET ARTISANS (conjoints)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Commerce et artisanat.

COMMERCE

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Commerce et artisanat.

QUESTION ORALE, n° **70.**

COMMERCE ET ARTISANAT

1. – **Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 73-1193 d'orientation du commerce et de l'artisanat du 27 décembre 1973,** présentée par M. Henri Belcour, sénateur et plusieurs de ses collègues [30 septembre 1981] [n° **403** (1980-1981)]. – Renvoi à la Commission des affaires économiques.

(Commerce et artisanat.)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Commerce et artisanat.

PLAN, **1,** DG.

COMMERCE EXTÉRIEUR

Voir LOI DE FINANCES, **1,** DG ; Commerce extérieur.

NATIONALISATION, **1,** DG.

PLAN, **1,** DG ; nouvelle lecture, DG.

POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE, **1,** DG.

QUESTIONS ORALES, n° **94** (J.O. du 12 février 1981), **12, 72, 86.**

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n° **24, 58.**

TRAITES ET CONVENTIONS, **8,** DG.

COMMISSAIRES ET COMMISSAIRES ADJOINTS DE LA RÉPUBLIQUE

Voir COLLECTIVITÉS LOCALES, **2,** DG.

COMMISSARIAT A L'ÉNERGIE ATOMIQUE (CEA)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Recherche et technologie.

COMMISARIAT A L'ÉNERGIE SOLAIRE (COMES)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Industrie ; Recherche et technologie.

COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN

Voir LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES, **1,** DG ; Plan et aménagement du territoire.

COMMISSION CONSULTATIVE (autorisation des radios locales)

Voir RADIODIFFUSION, **1,** DG ; 2e lecture, DG.

COMMISSION DE LA CONCURRENCE

Voir LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **3,** art. 16.

COMMISSION DELMON (loyers)

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **4.**

COMMISSION DÉPARTEMENTALE

Voir COLLECTIVITÉS LOCALES, **2,** DG.

COMMISSION DÉPARTEMENTALE DE CONCILIATION

Voir LOI DE FINANCES, **1,** art. 83.

COMMISSION DES SUITES

Voir LOI DE FINANCES, **1,** DG.

COMMISSION DU SUIVI (plan)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Plan et aménagement du territoire.

COMMISSION EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **40.**

COMMISSION NATIONALE CONTRE LE CHÔMAGE

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, **2.**

COMMISSION NATIONALE DE L'INFORMATIQUE ET DES LIBERTÉS

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Justice.

COMMISSIONS D'AMÉNAGEMENT DES PRÊTS (rapatriés)

Voir RAPATRIES, **2,** DG ; CMP.

COMMISSIONS D'ENQUÊTE DE DE CONTRÔLE

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n° **21, 37, 73.**

COMMISSIONS MIXTES PARITAIRES

1.– COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGÉE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU PROJET DE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR 1981 (non publiée).

Communication pour sa création [24 juillet 1981] (p. 1157).

Nomination par l'Assemblée Nationale [27 juillet 1981] et par le Sénat [24 juillet 1981] (p. 1157).

Députés : membres titulaires : MM. Edmond Alphandéry, Jean Anciant, Christian Goux, Michel Inchauspé, Parfait Jans, André Laignel, Christian Pierret ; membres suppléants : MM. Michel Berson, Jean-Pierre Balligand, Michel Charzat, Jean-Louis Dumont, Robert-André Vivien, Gilbert Gantier, Dominique Frelaut.

Sénateurs : membres titulaires : MM. Édouard Bonnefous, Maurice Blin, Jacques Descours Desacres, Geoffroy de Montalembert, Louis Perrein, Gérard Delfau, Camille Vallin ; membres suppléants : MM. Jean Cluzel, Georges Lombard, Christian Poncelet, Jean Chamant, Henri Duffaut, Tony Larue, Mlle Irma Rapuzzi.

Bureau

Président : M. Christian Goux ; *vice-président :* M. Geoffroy de Montalembert ; *rapporteurs :* à l'Assemblée nationale : M. Christian Pierret ; au Sénat : M. Maurice Blin.

2. – COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGÉE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU PROJET DE LOI PORTANT AMNISTIE (J.O. Lois et décrets du 31 juillet 1981) (p. 2103).

Communication pour sa création [30 juillet 1981] (p. 1268).

Nomination par l'Assemblée nationale [30 juillet 1981] et par le Sénat [30 juillet 1981] (p. 1268).

Députés : membres titulaires : MM. Raymond Forni, Jean-Pierre Le Coadic, Guy Ducoloné, Jean Foyer, Raymond Marcellin, Jean-Pierre Michel, Michel Sapin ; membres suppléants : MM. Nicolas Alfonsi, Jean-Marie Bockel, Georges Bustin, Charles Millon, Alain Richard, Michel Suchod, Jacques Toubon.

Sénateurs : membres titulaires : MM. Léon Jozeau-Marigné, Étienne Dailly, François Collet, Félix Ciccolini, Michel Dreyfus-Schmidt, Charles Lederman, Marcel Rudloff ; membres suppléants : MM. Jean-Marie Girault, Lionel de Tinguy, Charles de Cuttoli, Roger Romani, Michel Darras, Germain Authié, Jean Ooghe.

Bureau

Président : M. Étienne Dailly ; *vice-président :* M. Raymond Forni ; *rapporteurs :* à l'Assemblée nationale : M. Jean-Pierre Michel ; au Sénat : M. Marcel Rudloff.

3. – COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGÉE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU PROJET DE LOI PORTANT DÉROGATION AU MONOPOLE D'ÉTAT DE LA RADIODIFFUSION [15 octobre 1981] (p. 2013).

Communication pour sa création [30 septembre 1981] (p. 1774).

Nomination par l'Assemblée nationale [14 septembre 1981[et par le Sénat [1er octobre 1981] (p. 1799).

Députés : membres titulaires : MM. Bernard Schreiner, Jacques Badet, Jean Beaufort, Alain Bocquet, Claude Évin, Michel Péricard, Francisque Perrut ; membres suppléants : M. Jean-Hugues Colonna, Mmes Gislaine Toutain, Martine Frachon, MM. Étienne Pinte, Jean-Paul Fuchs, Roland Renard, François Loncle.

Sénateurs : membres titulaires : MM. Michel Miroudot, Charles Pasqua, Jacques Carat, Adolphe Chauvin, James Marson, Dominique Pado, Paul Séramy ; membres suppléants : MM. Jacques Habert, Marc Bœuf, Michel Maurice-Bokanowski, Mme Brigitte Gros, MM. Gilbert Baumet, René Tinant, Guy de La Verpillière.

Bureau

Président : M. Claude Évin ; *Vice-président :* M. Michel Miroudot ; *rapporteurs :* à l'Assemblée nationale : M. Bernard Schreiner ; au Sénat : M. Charles Pasqua.

4. – COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGÉE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU PROJET DE LOI PORTANT ABROGATION DE LA LOI N° 80-564 DU 21 JUILLET 1980 MODIFIANT LES ARTICLES 13, 14 ET 15 DE LA LOI D'ORIENTATION DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR DU 12 NOVEMBRE 1968 ET PORTANT MODIFICATION DES ARTICLES 13, 14 ET 15 DE LADITE LOI [15 octobre 1981] (p. 2013).

Communication pour sa création (1er octobre 1981) (p. 1805).

Nomination par l'Assemblée nationale [1er octobre 1981] et par le Sénat [1er octobre 1981) (p. 1805).

Députés : membres titulaires : MM. Louis Lareng, Jean-Claude Cassaing, Gérard Collomb, Antoine Gissenger, Jacques Guyard, Georges Hage, Francisque Perrut ; membres suppléants : MM. René Haby, Jacques Brunhes, Jean Proveux, Étienne Pinte, Jean-Pierre Sueur, Mme Marie-France Lecuir, M. Jacques Badet.

Sénateurs : membres titulaires : MM. Michel Miroudot, Jacques Habert, Jean Sauvage, Marc Bœuf, Adolphe Chauvin, Mme Danielle Bidard, M. Paul Séramy ; membres suppléants : MM. Adrien Gouteyron, Jacques Carat, Charles Pasqua, Gilbert Baumet, René Tinant, Guy de La Verpillière, Pierre Vallon.

Bureau

Président : M. Jacques Guyard ; *vice-président :* M. Michel Miroudot ; *rapporteurs :* à l'Assemblée nationale : M. Georges Hage ; au Sénat : M. Jacques Habert.

5. – COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGÉE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU PROJET DE LOI MODIFIANT DIVERSES DISPOSITIONS DU CODE DE TRAVAIL RELATIVES A L'EMPLOI DE TRAVAILLEURS ÉTRANGERS EN SITUATION IRRÉGULIÈRE [15 octobre 1981] (p. 2013).

Communication pour sa création [2 octobre 1981] (p. 1814).

Nomination par l'Assemblée nationale [24 septembre 1981] et par le Sénat [2 octobre 1981] (p. 1814).

Députés : membres titulaires : MM. Louis Lareng, Alain Billon, Michel Sapin, Francisque Perrut, Étienne Pinte, Daniel Le Meur, Bruno Vennin ; membres suppléants : MM. Jean Proveux, Bernard Derosier, Bernard Bardin, Jean-Marc Alaize, Jean-Paul Fuchs, Jean-Claude Cassaing, Mme Hélène Missoffe.

Sénateurs : membres titulaires : MM. Robert Schwint, Gérard Roujas, Charles de Cuttoli, Philippe de Bourgoing, Jean Béranger, Charles Bonifay, André Rabineau ; membres suppléants : MM. Jean Madelain, Jean Chérioux, Marc Castex, Louis Lazuech, Georges Treille, Marcel Gargar, Pierre Sallenave.

Bureau

Président : M. André Rabineau ;*vice-président :* M. Bruno Vennin ; *rapporteurs :* à l'Assemblée nationale : M. Louis Lareng ; au Sénat : M. Gérard Roujas.

6. – COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGÉE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU PROJET DE LOI RELATIF AUX CONDITIONS D'ENTRÉE ET DE SÉJOUR DES ÉTRANGERS EN FRANCE [15 octobre 1981] (p. 2014).

Communication pour sa création [13 octobre 1981] (p. 1943).

Nomination par l'Assemblée nationale [12 octobre 1981] et par le Sénat [13 octobre 1981] (p. 1943).

Députés : membres titulaires : MM. Raymond Forni, Michel Suchod, Daniel Le Meur, Bruno Vennin, Jean-Michel Belorgey, Philippe Séguin, Maurice Sergheraert ; membres suppléants : MM. Louis Lareng, Michel Sapin, Roland Renard, Antoine Gissenger, Gilbert Bonnemaison, Gérard Collomb, Pascal Clément.

Sénateurs : membres titulaires : MM. Jean Jozeau-Marigné, Charles de Cuttoli, Jean Madelain, Paul Pillet, Michel Dreyfus-Schmidt, François Collet, François Giacobbi ; membres suppléants : MM. Jacques Larché, Marcel Rudloff, Mme Cécile Goldet, MM. Pierre Carous, Charles Lederman, Paul Girod, Pierre Schiélé.

Bureau

Président : M. Raymond Forni ; *vice-président :* M. Léon Jozeau-Marigné ; *rapporteurs :* à l'Assemblée nationale : M. Michel Suchod ; au Sénat : M. Charles de Cuttoli.

7. – COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGÉE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU DEUXIÈME PROJET DE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVES POUR 1981 [28 octobre 1981] (p. 2259).

Communication pour sa création [22 octobre 1981] (p. 2106).

Nomination par l'Assemblée nationale [27 octobre 1981[et par le Sénat [27 octobre 1981] (p. 2202).

Députés : membres titulaires : Mme Denise Cacheux, MM. Paul Chomat, Henry Delisle, René Drouin, Jean-Paul Durieux, Mme Colette Goeuriot, M. Jean-Louis Masson ; membres suppléants : MM. Jacques Badet, Jean Jarosz, Pierre Messmer, Yvon Tondon, Jean-Louis Dumont, Umberto Battist, Pierre Bernard.

Sénateurs : membres titulaires : MM. Édouard Bonnefous, Maurice Blin, René Tomasini, Jacques Descours Desacres, Jean Cluzel, Henri Duffaut, Pierre Perrin ; membres suppléants : MM. Joseph Raybaud, Jean-Pierre Fourcade, Geoffroy de Montalembert, Richard Pouille, André Fosset, Paul Jargot, Tony Larue.

Bureau

Président : M. Édouard Bonnefous ; *vice-président :* Mme Colette Goeuriot ; *rapporteurs :* à l'Assemblée nationale : M. René Drouin ; au Sénat : M. René Tomasini.

8. – COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGÉE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU PROJET DE LOI DE NATIONALISATION [26 novembre 1981] (p. 3198).

Communication pour sa création [23 novembre 1981] (p. 3014).

Nomination par l'Assemblée nationale [25 novembre 1981] et par le Sénat [25 novembre 1981] (p. 3117).

Députés : membres titulaires : MM. André Billardon, Michel Charzat, François d'Aubert, Georges Gosnat, André Laignel, Michel Noir, Jean-Paul Planchou ; membres suppléants : MM. Alain Hautecœur, Christian Goux, Guy Bêche, Raymond Forni, François Asensi, Jacques Godfrain, Charles Millon.

Sénateurs : membres titulaires : MM. Daniel Hoeffel, Étienne Dailly, Jean-Pierre Fourcade, Jean Chérioux, André Fosset, Louis Perrein, Raymond Dumont ; membres suppléants : MM. Jacques Larché, René Tomasini, Raymond Bourgine, Pierre Ceccaldi-Pavard, Richard Pouille, Bernard Parmentier, Henri Duffaut.

Bureau

Président : M. André Billardon ; *vice-président :* M. Daniel Hoeffel ; *rapporteurs :* à l'Assemblée nationale : M. Michel Charzat ; au Sénat : M. Étienne Dailly.

9. – COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGÉE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 1982 [23 décembre 1981] (p. 4571).

Communication pour sa création [12 décembre 1981] (p. 4198).

Nomination par l'Assemblée nationale [14 décembre 1981] et par le Sénat [14 décembre 1981] (p. 4214).

Députés : membres titulaires : MM. Christian Goux, Christian Pierret, Edmond Alphandéry, André Laignel, Jacques Marette, Parfait Jans, Jean Natiez ; membres suppléants : MM. Jean-Pierre Balligand, Paul Chomat, Jean-Louis Dumont, Gilbert Gantier, Michel Inchauspé, Charles Josselin, François Mortelette.

Sénateurs : membres titulaires : MM. Édouard Bonnefous, Maurice Blin, Henri Duffaut, Jacques Descours Desacres, Geoffroy de Montalembert, Jean Cluzel, Louis Perrein ; membres suppléants : MM. Georges Lombard, Jean-Pierre Fourcade, Paul Jargot, Yves Durand, Christian Poncelet, Robert Schmitt, Stéphane Bonduel.

Bureau

Président : M. Edouard Bonnefous ; *vice-président :* M. Christian Goux ; *rapporteurs :* à l'Assemblée nationale : M. Christian Pierret ; au Sénat : M. Maurice Blin.

10. – COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGÉE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU PROJET DE LOIS RELATIF A LA MODÉRATION DES LOYERS [23 décembre 1981] (p. 4571).

Communication pour sa création [15 décembre 1981] (p. 4254).

Nomination par l'Assemblée nationale [16 décembre 1981] et par le Sénat [15 décembre 1981] (p. 4254).

Députés : membres titulaires : MM. Roger Rouquette, Amédée Renault, Alain Richard, Jean-Pierre Santa-Cruz, Pascal Clément, Jean Tibéri, Daniel Le Meur ; membres suppléants :MM. Guy Malandain, Freddy Dechaux-Beaum, Maurice Briand, Michel Sapin, Michel d'Ornano, Philippe Séguin, Edmond Garcin.

Sénateurs : membres titulaires : MM. Léon Jozeau-Marigné, Paul Pillet, Robert Laucournet, Roland du Luart, Jacques Larché, Félix Ciccolini, François Collet ; membres suppléants : MM. Marcel Rudloff, Paul Girod, Mme Cécile Goldet, MM. Germain Authié, Louis Virapoullé, Charles Lederman, Marc Bécam.

Bureau

Président : M. Alain Richard ; *vice-président :* M. Léon Jozeau-Marigné ; *rapporteurs :* à l'Assemblée nationale : M. Roger Rouquette ; au Sénat M. Paul Pillet.

11. – COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGÉE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU TROISIÈME PROJET DE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR 1981 [23 décembre 1981] (p. 4571).

Communication pour sa création [17 décembre 1981] (p. 4353).

Nomination par l'Assemblée nationale [17 décembre 1981] et par le Sénat [17 décembre 1981] (p. 4353).

Députés : membres titulaires : MM. Christian Goux, Christian Pierret, Edmond Alphandéry, Parfait Jans, Jean Natiez, Jean-Paul Planchou, Georges Tranchant ; membres suppléants : MM. Jean-Pierre Balligand, Jean-Louis Dumont, Charles Josselin, François Mortellette, Jean de Préaumont, Emmanuel Hamel , Paul Chomat.

Sénateurs : membres titulaires : MM. Édouard Bonnefous, Maurice Blin, Henri Duffaut, Jacques Descours Desacres, Geoffroy de Montalembert, Yves Durand, Louis Perrein ; membres suppléants : MM. Joseph Raybaud, Jean-Pierre Fourcade, Camille Vallin, Modeste Legouez, René Tomasini, André Fosset, Josy Moinet.

Bureau

Président : M. Édouard Bonnefous ; *vice-président :* M. Christian Goux ; *rapporteurs :* à l'Assemblée nationale : M. Christian Pierret ; au Sénat : M. Maurice Blin.

12. – COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGÉE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU PROJET DE LOI PORTANT DIVERSES MESURES RELATIVES A LA SÉCURITÉ SOCIALE [23 décembre 1981] (p. 4571).

Communication pour sa création [18 décembre 1981] (p. 4384).

Nomination par l'Assemblée nationale [18 décembre 1981] et par le Sénat [18 décembre 1981] (p. 4384).

Députés : membres titulaires : M. Jacques Guyard, Mme Ghislaine Toutain, MM. Marc Verdon, Guy Malandain, Étienne Pinte, Jean Briane, Mme Huguette Jacquaint ; membres suppléants : Mme Odile Sicard, M. Joseph Pinard, Mme Paulette Nevous, M. Alain Billon, Mme Hélène Missoffe, M. Jean-Paul Fuchs, Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis.

Sénateurs : membres titulaires : MM. Robert Schwint, Louis Boyer, Paul Robert, Jean Béranger, Jean Amelin, Robert Lise, Jean-Pierre Cantegrit ; membres suppléants : MM. Georges Dagonia, Jean Chérioux, André Rabineau, Marcel Gargar, René Touzet, Pierre Louvot, Jean Madelain.

Bureau

Président : M. Jean Chérioux ; *vice-président :* M. Guy Malandain ; *rapporteurs :* à l'Assemblée nationale : M. Jacques Guyard ; au Sénat : M. Louis Boyer.

13. – COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGÉE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU PROJET DE LOI PORTANT DIVERSES DISPOSITIONS RELATIVES A L'INSTALLATION DES RAPATRIES [23 décembre 1981] (p. 4572).

Communication pour sa création [19 décembre 1981] (p. 4428).

Nomination par l'Assemblée nationale [20 décembre 1981] et par le Sénat [19 décembre 1981] (p. 4428).

Députés : membres titulaires : MM. Christian Goux, Christian Pierret, Emmanuel Aubert, Gérartd Bapt, Gilbert Gantier, Parfait Jans, Jean Natiez ; membres suppléants : MM. Jean-Pierre Balligand, Jean-Louis Dumont, Charles Josselin, François Mortelette, Marc Lauriol, Emmanuel Hamel, Dominique Frelaut.

Sénateurs : membres titulaires : MM. Édouard Bonnefous, Maurice Blin, Jean Francou, Henri Duffaut, Jacques Descours Desacres, Geoffroy de Montalembert, Louis Perrein, membres suppléants : MM. Charles de Cuttoli, Jean-Pierre Fourcade, Yves Durand, Paul Jargot, René Ballayer, René Tomasini, Stéphane Bonduel.

Bureau

Président : M. Christian Goux ; *vice-président :* M. Édouard Bonnefous ; *rapporteur :* à l'Assemblée nationale : M. Gérard Bapt ; au Sénat : M. Jean Francou.

14. – COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGÉE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU PROJET DE LOI D'ORIENTATION AUTORISANT LE GOUVERNEMENT PAR APPLICATION DE L'ARTICLE 38 DE LA CONSTITUTION A PRENDRE DES MESURES D'ORDRE SOCIAL [23 décembre 1981] (p. 4572).

Communication pour sa création [21 décembre 1981[(p. 4480).

Nomination par l'Assemblée nationale [22 décembre 1981] et par le Sénat [21 décembre 1981] (p. 4480, 4572).

Députés : membres titulaires : MM. Claude Évin, Jean-Michel Belorgey, Bernard Schreiner, Bruno Vennin, Francisque Perrut, Mme Hélène Missoffe, M. Jacques Brunhes ; membres suppléants : Mme Martine Frachon, MM. Jean-Hugues Colonna, Yves Dollo, Jean-Marie Alaize, Joseph-Henri Maujoüan du Gasset, Étienne Pinte, André Tourné.

Sénateurs : membres titulaires : MM. Jean-Pierre Cantegrit, François Collet, Marcel Rudloff, Roger Lise, Jean Chérioux, Charles Bonifay, Mme Cécile Goldet ; membres suppléants : MM. Jean-Marie Girault, André Rabineau, Gérard Ehlers, Marcel Lucotte, Pierre Louvot, Jacques Bialski, Étienne Dailly.

Bureau

Président : M. Claude Évin ; *vice-président :* M. Jean-Pierre Cantegrit ; *rapporteurs :* à l'Assemblée nationale : M. Jean-Michel Belorgey ; au Sénat : M. François Collet.

15. – COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGÉE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU QUATRIÈME PROJET DE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR 1981 [23 décembre 1981] (p. 4572).

Communication pour sa création [21 décembre 1981] (p. 4488).

Nomination par l'Assemblée nationale [22 décembre 1981) et par le Sénat [2 décembre 1981] (p. 4488).

Députés : membres titulaires : MM. Christian Goux, Christian Pierre, Edmond Alphandéry, Parfait Jans, Jean Natiez, Jean-Paul Planchou, Georges Tranchant ; membres suppléants : MM. Jean-Pierre Balligand, Jean-Louis Dumont, Charles Josselin, François Mortelette, Jean de Préaumont, Emmanuel Hamel, Paul Chomat.

Sénateurs : membres titulaires : MM. Édouard Bonnefous, Maurice Blin, René Monory, Henri Duffaut, Jacques Descours Desacres, Geoffroy de Montalembert, Louis Perrein ; membres suppléants : MM. Joseph Raybaud, Jean-Pierre Fourcade, Jean Cluzel, Paul Jargot, Jean Chamant, Michel Chauty, Stéphane Bonduel.

Bureau

Président : M. Christian Goux ; *vice-président :* M. Édouard Bonnefous ; *rapporteurs :* à l'Assemblée nationale : M. Christian Pierret ; au Sénat : M. Maurice Blin.

16. – COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGÉE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU PROJET DE LOI APPROUVANT LE PLAN INTÉRIMAIRE POUR 1982 ET 1983 [23 décembre 1981] (p. 4572).

Communication pour sa création [22 décembre 1981] (p. 4544).

Nomination par l'Assemblée nationale [23 décembre 1981] et par le Sénat [22 décembre 1981] (p. 4544).

Députés : membres titulaires : MM. Christian Goux, Christian Pierret, Michel Barnier, Gilbert Gantier, Jean-Paul Planchou, Vincent Porelli, Alain Richard ; membres suppléants : MM. Gérard Bapt, François Mortelette, Jean Natiez, Jean-Louis Dumont, Roger Fossé, Emmanuel Hamel, Jacques Rimbault.

Sénateurs : membres titulaires : MM. Michel Chauty, Jacques Braconnier, Raymond Dumont, Georges Lombard, Pierre Louvot, Pierre Noé, Richard Pouille ; membres suppléants : MM. Lucien Delmas, Auguste Chupin, Bernard Barbier, Bernard Parmentier, Jacques Mossion, Henri Olivier, Pierre Lacour.

Bureau

Président : M. Michel Chauty ; *vice-président :* M. Christian Goux ; *rapporteurs :* à l'Assemblée nationale : M. Jean-Paul Planchou ; au Sénat : M. Jacques Braconnier.

COMMISSIONS PERMANENTES

(composition au 31 décembre 1981 avec les modifications intervenues au cours de l'année 1981).

Commission des affaires culturelles

I. – *Membres :* M. Gilbert Baumet, Mme Danielle Bidard, MM. René Billères, Jean-Pierre Blanc, Marc Bœuf, Michel Charasse, Adolphe Chauvin, Auguste Cousin, Lucien Delmas, Charles Durand, Raymond Espagnac, Jules Faigt, Claude Fuzier, Léon-Jean Grégory, Guy de la Verpillière, Henri Le Breton, Yves Le Cozannet, Maurice Lombard, Mme Hélène Luc, MM. Kléber Malécot, Hubert Martin, Michel Maurice-Bokanowski, Roger Moreau, Dominique Pado, Sosefo Makape Papilio, Charles Pasqua, Jacques Pelletier, Maurice Pic, Roland Ruet, François Schleiter, Guy Schmaus, Abel Sempé, Raymond Soucaret, Pierre-Christian Taittinger, René Tinant, Edmond Valcin, Pierre Vallon, Marcel Vidal.

II. – *Bureau :* président : M. Léon Eeckhoutte ; vice-présidents : MM. Michel Miroudot, Adrien Gouteyron, Jean Sauvage, Jacques Habert ; secrétaires : Mme Brigitte Gros, MM. James Marson, Jacques Carat, Paul Séramy.

Sont nommés membres de cette commission : MM. Abel Sempé [2 juillet 1981], Raymond Splingard [8 juillet 1981], Raymond Soucaret [16 juillet 1981], Raymond Espagnac [10 septembre 1981], Henri Le Breton [8 octobre 1981], Michel Charasse [20 novembre 1981].

Est nommée secrétaire de cette commission : Mme Brigitte Gros [16 juillet 1981].

Cessent d'appartenir à cette commission : MM. Jacques Bordeneuve [3 janvier 1981], Gastom Pams [19 février 1981], Bernard Chochoy [22 avril 1981], Jean Mercier [2 juillet 1981], Paul Mistral [29 août 1981], Raymond Splingard [10 septembre 1981], Bernard Barbier [8 octobre 1981], Roland Courteau [20 novembre 1981].

Commission des affaires économiques et du plan

I. – *Membres :* MM. Octave Bajeux, Bernard Barbier, Georges Berchet, Jean-Marie Bouloux, Amédée Bouquerel, Jacques Braconnier, Raymond Brun, Pierre Ceccaldi-Pavard, William Chervy, Jean Colin, Henri Collard, Roland Courteau, Pierre Croze, Marcel Daunay, Hector Dubois, Émile Durieux, Gérard Ehlers, Roland Grimaldi, Paul Guillaumot, Rémi Herment, Bernard Charles Hugo, Bernard Michel Hugo, René Jager, Maurice Janetti, Pierre Jeambrun, Paul Kauss, Pierre Lacour, Robert Laucournet, France Léchenault, Fernand Lefort, Charles-Edmond Lenglet, Paul Malassagne, Serge Mathieu, Marcel Mathy, Daniel Millaud, Louis Minetti, Jacques Mossion, Georges Mouly, Jacques Moutet, Henri Olivier, Bernard Parmantier, Pierre Perrin, Jean Peyrafitte, Marc Plantegenest, Richard Pouille, Maurice Prévoteau, Jean Puech, Jean-Marie Rausch, René Regnault, Michel Rigou, Roger Rinchet, Marcel Rosette, Jules Roujon, André Rouvière, Maurice Schumann, Michel Sordel, Raymond Splingard, Pierre Tajan, Fernand Tardy, René Travert, Raoul Vadepied, Jacques Valade, Frédéric Wirth, Joseph Yvon, Charles Zwickert.

II. – *Bureau :* président : M. Michel Chauty ; vice-présidents : MM. Marcel Lucotte, Auguste Chupin, Bernard Legrand, Pierre Noé ; secrétaires : MM. Francisque Collomb, Marcel Lemaire, André Barroux, Raymond Dumont.

Sont nommés membres de cette commission : MM. Bernard Barbier [8 juillet 1981], Raymond Splingard [10 septembre 1981], William Chevry [8 octobre 1981], René Jager [8 octobre 1981], Marc Plantegenest [8 octobre 1981], Roger Quilliot [8 octobre 1981], Henri Collard [16 octobre 1981], Michel Charasse [29 octobre 1981], Roland Courteau [20 novembre 1981].

Cessent d'appartenir à cette commission : MM. Albert Pen [2 juillet 1981], Jean-François Pintat [8 juillet 1981], André Le Jeune [2 juillet 1981], Roger Quilliot [23 juillet 1981], Jean-Paul Hammann [28 juillet 1981], Paul Mistral [29 août 1981], Charles Beaupetit [15 octobre 1981], Roger Quilliot [27 octobre 1981 à minuit], Michel Charasse [20 novembre 1981], Pierre Labonde [22 novembre 1981].

Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées

I. – *Membres :* MM. Michel Alloncle, Gilbert Belin, Jean Bénard Mousseaux, André Bettencourt, Charles Bosson, Yvon Bourges, Raymond Bourgine, Louis Brives, Michel Caldaguès, Jacques Chaumont, Georges Constant, Jacques Delong, Jean Desmarets, François Dubanchet, Louis de la Forest, Jean Garcia, Gérard Gaud, Lucien Gautier, Jacques Genton, Alfred Gérin, Marcel Henry, Christian de La Malène, Edouard Le Jeune, Max Lejeune, Louis Le Montagner, Louis Longequeue, Philippe Madrelle, Louis Martin, Pierre Matraja, Jean Mercier, Pierre Merli, Claude Mont, André Morice, Paul d'Ornano, Mme Rolande Perlican, MM. Robert Pontillon, Roger Poudonson, Edouard Soldani, Georges Spénale, Albert Voilquin.

II. — *Bureau :* président : M. Jean Lecanuet ; vice-présidents : MM. Antoine Andrieux, Georges Repiquet, Émile Didier, Jacques Ménard ; secrétaires : MM. Serge Boucheny, Michel d'Aillières, Philippe Machefer, Francis Palmero.

Sont nommés membres de cette commission : MM. Jean Mercier [2 juillet 1981], Jacques Delon [8 octobre 1981].

Cessent d'appartenir à cette commission : MM. Edgar Pisani [26 juin 1981], Abel Sempé [2 juillet 1981].

Commission des affaires sociales

I. — *Membres :* MM. Jean Amelin, Pierre Bastié, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Henri Belcour, Jean Béranger, Noël Berrier, André Bohl, Charles Bonifay, Pierre Bouneau, Louis Caiveau, Jean-Pierre Cantegrit, Marc Castex, Henri Collette, Michel Crucis, Georges Dagonia, Charles Ferrant, Marcel Gargar, Jean Gravier, André Jouany, Louis Jung, Louis Lazuech, Mme Geneviève Le Bellegou-Béguin, MM. Bernard Lemarié, Pierre Louvot, Jean Madelain, André Méric, Mme Monique Midy, MM. Michel Moreigne, Jean Natali, Charles Ornano, Bernard Pellarin, Raymond Poirier, Henri Portier, Paul Robert, Gérard Roujas, Pierre Sallenave, Louis Souvet, René Touzet, Georges Treille, Jean Varlet.

II. — *Bureau :* président : M. Robert Schwint ; vice-présidents : MM. André Rabineau, Victor Robini, Louis Boyer, Jean Chérioux ; secrétaires : MM. Roger Lise, Jacques Bialski, Hubert d'Andigné, Hector Viron.

Sont nommés membres de cette Commission : M. Pierre Bastié [29 juillet 1981], Mme Monique Midy [22 septembre 1981], M. Louis Caiveau [8 octobre 1981], Mme Geneviève Le Bellegou-Béguin [8 octobre 1981], M. Henri Collette [28 octobre 1981].

Cessent d'appartenir à cette commission : MM. Guy Robert [20 mai 1981]], M. Guy Durbec [2 juillet 1981], Mme Cécile Goldet [29 juillet 1981], M. Pierre Gamboa [22 septembre 1981], M. Philippe de Bourgoing [20 octobre 1981].

Commission des Finances, du Contrôle budgétaire et des Comptes économiques de la Nation

I. — *Membres :* MM. René Ballayer, Charles Beaupetit, Stéphane Bonduel, Henri Caillavet, Jean Chamant, René Chazelle, Marcel Debarge, Gérard Delfau, Marcel Fortier, André Fosset, Jean-Pierre Fourcade, Jean Francou, Pierre Gamboa, Henri Goetschy, Robert Guillaume, Marc Jacquet, Tony Larue, Georges Lombard, Michel Manet, Josy Moinet, René Monory, Jean-François Pintat, Christian Poncelet, Mlle Irma Rapuzzi, MM. Joseph Raybaud, Robert Schmitt, René Tomasini, Henri Torre, Camille Vallin.

II. — *Bureau :* président : M. Edouard Bonnefous ; vice-présidents : MM. Henri Duffaut, Jacques Descours Desacres, Geoffroy de Montalembert, Jean Cluzel ; secrétaires : MM. Modeste Legouez, Paul Jargot, Yves Durand, Louis Perrein ; rapporteur général : M. Maurice Blin.

Sont nommés membres de cette Commission : M. Jean-François Pintat [8 juillet 1981], Mme Monique Midy [29 juillet 1981], MM. René Monory [16 septembre 1981], M. Pierre Gamboa [22 septembre 1981], M. Charles Beaupetit [15 octobre 1981].

Cessent d'appartenir à cette Commission : MM. Raymond Marcellin [14 juin 1981], Anicet Le Pors [23 juillet 1981], René Jager [16 septembre 1981], Mme Monique Midy [22 septembre 1981], M. Gustave Héon [29 septembre 1981].

Commission des Lois constitutionnelles, de Législation, du Suffrage universel, du Règlement et d'Administration générale

I. — *Membres :* MM. Alphonse Arzel, Germain Authié, Marc Bécam, Roger Boileau, Philippe de Bourgoing, Raymond Bouvier, Lionel Cherrier, Félix Ciccolini, François Collet, Étienne Dailly, Michel Darras, Michel Dreyfus-Schmidt, Jacques Eberhard, Edgar Faure, François Giacobbi, Michel Giraud, Jean-Marie Girault, Paul Girod, Mme Cécile Goldet, MM. Daniel Hoeffel, Jacques Larché, Jean Ooghe, Guy Petit, Hubert Peyou, Paul Pillet, Roger Romani, Marcel Rudloff, Pierre Schiélé, Franck Sérusclat, Edgar Tailhades, Raymond Tarcy, Jacques Thyraud.

II. — *Bureau :* président : M. Léon Jozeau-Marigné ; vice-présidents : MM. Jean Geoffroy, Pierre Carous, Louis Virapoullé, Charles de Cuttoli ; secrétaires : MM. Charles Lederman, Roland du Luart, Pierre Salvi.

Sont nommés membres de cette Commission : M. Pierre Bastié [28 juillet 1981], Mme Cécile Goldet [29 juillet 1981], MM. Daniel Hoeffel [8 octobre 1981], Philippe de Bourgoing [20 octobre 1981].

Cessent d'appartenir à cette Commission : MM. Raymond Courrière [23 juillet 1981], Pierre Bastié [29 juillet 1981], Lionel de Tinguy [9 septembre 1981], Baudoin de Hauteclocque [10 octobre 1981].

Commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes

I. — *Membres :* MM. Raymond Bourgine, Gérard Delfau, Marcel Fortier, René Jager, Pierre Jeambrun, Jean Ooghe, Paul Séramy, Albert Voilquin.

II. — *Bureau :* président : M. François Schleiter ; secrétaire-rapporteur : M. Tony Larue.

Est nommé membre de cette commission : M. Gérard Delfau [15 septembre 1981].

Est nommé secrétaire-rapporteur de cette Commission : M. Tony Larue, en remplacement de M. Paul Mistral, décédé [9 décembre 1981].

Cesse d'appartenir à cette Commission : M. Paul Mistral [29 août 1981].

COMMISSIONS SPÉCIALES

1. — COMMISSION SPÉCIALE CHARGÉE D'EXAMINER LE PROJET DE LOI DE NATIONALISATION [28 octobre 1981] (p. 2259).

Communication pour sa création [27 octobre 1981] (p. 2187).

Nomination par le Sénat [28 octobre 1981] (p. 2230 et 2259).

Membres : Raymond Bourgine, Pierre Ceccaldi-Pavard, Jean Chérioux, Auguste Chupin, Félix Ciccolini, Étienne Dailly, Henri Duffaut, Raymond Dumont, André Fosset, Jean-Pierre Fourcade, Daniel Hoeffel, Jacques Larché, Charles Lederman, Bernard Legrand, Josy Moinet, René Monory, Bernard Parmantier, Louis Perrein, Richard Pouille, René Regnault, Pierre-Christian Taittinger, René Tomasini, Jacques Valade, Pierre Vallon.

Bureau : président : M. Daniel Hoeffel ; vice-présidents : MM. Jacques Larché, Henri Duffaut, René Tomasini ; secrétaires : MM. Raymond Dumont, Josy Moinet, Auguste Chupin ; rapporteurs : MM. Étienne Dailly (aspects constitutionnels et juridiques), Jean-Pierre Fourcade (aspects économiques et financiers), Jean Chérioux (aspects sociaux).

2. — COMMISSION SPÉCIALE CHARGÉE D'EXAMINER LE PROJET DE LOI D'ORIENTATION AUTORISANT LE GOUVERNEMENT PAR APPLICATION DE L'ARTICLE 38 DE LA CONSTITUTION A PRENDRE DES MESURES D'ORDRE SOCIAL (non publiée).

Nomination par le Sénat [11 décembre 1981] (p. 4072).

Membres : MM. Octave Bajeux, Jean Béranger, Jacques Bialski, Charles Bonifay, Raymond Bourgine, Louis Boyer, Jean-Pierre Cantegrit, Michel Charasse, Michel Chauty, Jean Chérioux, François Collet, Étienne Dailly, Gérard Ehlers, André Fosset, Jacques Genton, Jean-Marie Girault, Mme Cécile Goldet, MM. Roger Lise, Pierre Louvot, Marcel Lucotte, André Rabineau, Marcel Rudloff, Franck Sérusclat, Hector Viron.

Bureau : président : M. Jean-Pierre Cantegrit ; vice-présidents : MM. Jacques Genton, Louis Boyer ; rapporteur : M. François Collet.

COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE (CEE)

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT , **2.**

LOI DE FINANCES, **1,** Relations extérieures. — I. — services diplomatiques et généraux. — II. — coopération ; Agriculture ; Départements et territoires d'outre-mer ; Commerce extérieur.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **3,** art. 11.
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **4,** DG.
NATIONALISATION, **1,** DG.
QUESTIONS ORALES, n° **116** (J.O. du 3 avril 1981), **11, 67, 109, 149.**
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n° **491, 3, 17, 21, 48, 71.**

(Communauté économique européenne (CEE) [élargissement de la].)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Relations extérieures. – I. – services diplomatiques et généraux. – II. – coopération ; Agriculture.

(Communauté économique européenne (CEE) [recommandations].)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Postes et télécommunications.

COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE DU CHARBON ET DE L'ACIER (CECA)

Voir LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **2,** DG.

COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

– **Rapport d'information,** fait, au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes sur les activités des institutions des **Communautés européennes** entre le 1er novembre 1980 et le 30 avril 1981, en application de la loi n° 79-564 du 6 juillet 1979 portant création de délégations parlementaires pour les Communautés européennes par M. Georges Spénale [2 juillet 1981] [n° **286** (1980-1981)]. – Participation de MM. Jacques Genton, Bernard Barbier, Adrien Gouteyron, Joseph Raybaud, Jean Garcia, Amédée Bouquerel, Marcel Daunay, Robert Laucournet, Philippe Machefer, Michel Miroudot, Jacques Mossion, Robert Pontillon.

– **Rapport d'information,** fait, au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes sur les activités des institutions des **Communautés européennes** entre le 1er mai 1981 et le 31 octobre 1981 par M. Georges Spénale [2 décembre 1981] [n° **89** (1981-1982)]. – Participation de MM. Bernard Barbier, Adrien Gouteyron, Joseph Raybaud, Amédée Bouquerel, Marcel Daunay, Robert Laucournet, Philippe Machefer, Michel Miroudot, Jacques Mossion.

(Communautés européennes)

Voir DÉLÉGATIONS PARLEMENTAIRES
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **1.**
SOCIÉTÉS COMMERCIALES, **1,** 2e lecture, DG.

(Communautés européennes [directives du Conseil])

Voir SOCIÉTÉS COMMERCIALES, **1,** DG.

COMMUNAUTÉS URBAINES

Voir LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **3,** art. 21.

COMMUNES

Voir COLLECTIVITÉS LOCALES, **2,** DG.
LOI DE FINANCES, **1,** Départements et territoires d'outre-mer.
QUESTIONS ORALES, n° **42, 64, 141, 157, 165.**

(Communes forestières)

Voir COLLECTIVITÉS LOCALES, **2,** DG.

(Communes [petites]

Voir COLLECTIVITÉS LOCALES, **2,** DG.

(Communes [personnel]

Voir AGENTS COMMERCIAUX

(Communes touristiques)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Temps libre.

(Coopération intercommunale)

Voir COLLECTIVITÉS LOCALES, **2,** DG.

COMORES (République fédérale islamique des)

Voir TRAITÉS ET CONVENTIONS, **15** ; **16.**

COMPAGNIE FINANCIÈRE DE PARIS ET DES PAYS-BAS

NATIONALISATION, **1.**

COMPAGNIE FINANCIÈRE DE SUEZ

Voir NATIONALISATION, **1.**

COMPAGNIE FRANÇAISE D'ASSURANCE POUR LE COMMERCE EXTÉRIEUR (COFACE)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Commerce extérieur.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **21.**

COMPAGNIE GÉNÉRALE D'ÉLECTRICITÉ (CGE)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Industrie.
NATIONALISATION, **1.**
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **25.**

COMPAGNIE GÉNÉRALE DE RADIOLOGIE

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Solidarité nationale, santé.

COMPAGNIE GÉNÉRALE DES MATIÈRES NUCLÉAIRES (COGEMA)

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **25**

COMPAGNIE GÉNÉRALE MARITIME (CGM)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Mer.
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **1,** DG.

COMPAGNIE INDUSTRIELLE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS (CIT)

Voir NATIONALISATION, **1,** DG.

COMPAGNIE NATIONALE DU RHÔNE (CNR)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Transports.

COMPAGNIES AÉRIENNES

Voir AIR FRANCE.
AIR INTER.
LOI DE FINANCES, **1,** Transports.
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n° **15, 60.**

COMPTABILITÉ PUBLIQUE (direction de la)

QUESTION ORALE, n° **111** (J.O. du 26 mars 1981).

COMPTABLES

Voir COLLECTIVITÉS LOCALES, **2.**

COMPTABILITÉ

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Agriculture.

COMPTE D'ÉPARGNE ÉNERGIE

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Industrie.

COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Comptes spéciaux du Trésor, art. 32.
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **2.**

CONCENTRATION INDUSTRIELLE

Voir NATIONALISATION, 1, nouvelle lecture, DG.

CONCHYLICULTURE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Mer.

CONCILIATEURS

Voir QUESTION ORALE, n° 98.

CONCORDE (avion supersonique)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Transports.

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 60.

CONCURRENCE

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, 2.

LOI DE FINANCES, 1, Transports ; Industrie ; Commerce et artisanat.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 3, art. 16.

LIVRES, 1, DG ; 2e lecture, DG.

QUESTIONS ORALES, nos 8, 109, 149, 167.

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, nos 1, 14, 17, 21.

CONCURRENCE INTERNATIONALE

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, 1.

LOI DE FINANCES, 1, DG ; Industrie ; Agriculture ; Commerce extérieur ; Mer.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 2, DG.

NATIONALISATION, 1, DG ; nouvelle lecture, DG.

PLAN, 1, DG.

QUESTION ORALE, n° 127.

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n° 1, 21, 60.

CONFÉRENCE ANNUELLE AGRICOLE

Voir LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 4, DG.

CONFÉRENCE DES PRÉSIDENTS

— Fixation de l'heure de début de séance pour les 13 et 20 octobre 1981. — MM. Robert Laucournet, vice-président du Sénat, président de séance ; René Touzet [7 octobre 1981] (p. 1981, 1892).

(Conférences des présidents.)

Voir ORDRE DU JOUR DU SÉNAT.

CONFÉRENCES

(Conférence de Madrid sur la sécurité et la coopération en Europe.)

VOIR LOI DE FINANCES, 1, Relations extérieures. — I. — services diplomatiques et généraux. — II. — coopération.

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 49.

(Conférence de Paris sur les pays les moins avancés.)

Voir LOI DE FINANCES, 1, charges communes.

(Conférences des nations unies sur le droit de la mer.)

Voir MER, 2, DG.

(Conférence d'Helsinki.)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Anciens Combattants ; Relations extérieures. — I. — services diplomatiques et généraux. — II. — Coopération.

(Conférence d'Ottawa.)

Voir LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, DG.

(Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, CSLE.)

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 49.

(Conférence sur le désarmement en Europe, CDE.)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Relations extérieures. — I. — Services diplomatiques et généraux. — II. — Coopération.

CONFLITS DU TRAVAIL

Voir GRÈVES.

CONGÉS AVEC VOYAGE PAYÉ

Voir LOI DE FINANCES, 1, Départements et territoires d'outre-mer.

CONGÉS DE MATERNITÉ

Voir QUESTION ORALE, n° 160.

CONGÉS PAYÉS

Voir LOI DE FINANCES, 1, Départements et territoires d'outre-mer.

PLAN, 1, DG.

POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE, 1, DG.

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 5.

CONNAISSEMENT

Voir TRAITÉS ET CONVENTIONS, 13, DG.

CONSEIL CONSTITUTIONNEL

1. — **Proposition de loi constitutionnelle tendant à modifier l'article 41 de la constitution et permettre la consultation du Conseil Constitutionnel en cours de procédure législative**, présentée par M. Henri Caillavet, sénateur [25 novembre 1981] [n° 71 (1981-1982)]. — Renvoi à la commission des lois.

Décisions :

1. — *Trois décisions* [2 avril 1981] (p. 418 et 427).

1° Décision du 30 décembre 1980 qui déclare la loi de finances pour 1981 conforme à la constitution.

2° Décision du 20 janvier 1981 qui déclare contraires à la Constitution les dispositions des articles 66, 92, 94 et 100, deuxième alinéa, de la loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes et non contraires à la Constitution les autres dispositions de cette loi.

3° Décision du 21 janvier 1981 qui déclare conforme à la Constitution la loi relative au travail à temps partiel.

2. — *Décision* du 10 juillet 1981 sur une requête en contestation d'opérations électorales (Charente). — Rejet de la requête [15 juillet 1981] (p. 884 et 890).

3. — *Deux décisions* [3 novembre 1981] (p. 2373, 2374).

1° Décision des 30-31 octobre 1981 déclarant conforme à la Constitution, à l'exception des dispositions contenues à l'article 3 « en tant qu'elles rendent cette loi applicable aux territoires d'outre-mer », la loi portant dérogation au monopole d'État de la radiodiffusion.

2° Décision du 30 octobre 1981 déclarant conforme à la Constitution la loi portant abrogation de la loi n° 80-564 du 21 juillet 1980 modifiant les articles 13, 14 et 15 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 et portant modification des articles 14 et 15 de ladite loi.

4. — *Décision* du 3 décembre 1981 sur une requête en contestation d'opérations électorales (Var). — Rejet de la requête [4 décembre 1981] (p. 3598 et 3647).

5. — *Décision* du 16 décembre 1981 déclarant non conformes à la constitution certaines dispositions de la loi relative à l'exploration et à l'exploitation des ressources minérales des grands fonds marins [17 décembre 1981] (p. 4353, 4354).

(Conseil constitutionnel.)

Voir NATIONALISATION, **1,** DG ; Nouvelle lecture, DG.

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **40.**

CONSEIL D'ÉTAT

1. – **Projet de loi modifiant l'ordonnance n° 45-1708 du 31 juillet 1945 sur le Conseil d'État** présenté au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre par M. Robert Badinter, ministre de la justice [15 septembre 1981] [n° **372** (1980-1981)]. – Renvoi à la Commission des lois. – Rapport de M. Michel Dreyfus-Schmidt [8 octobre 1981] [n° **10** (1980-1981)]. – Discussion [14 octobre 1981] (p. 1974, 1981). – Adoption [14 octobre 1981] (n° **10).**

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (PREMIÈRE LECTURE) [15 septembre 1981] (n° **468**). – Renvoi à la Commission des lois. – Rapport de M. Michel Sapin [15 décembre 1981] (n° **614). – Discussion [17 décembre 1981]. – Retrait [17 décembre 1981].**

Discussion (première lecture)

[14 octobre 1981] (p. 1974, 1981).

I. – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1974, 1977) : *MM. Robert Badinter, ministre de la justice ; Michel Dreyfus-Schmidt, rapporteur de la Commission des lois ; Charles Lederman, Pierre Salvi.*

CONSEIL D'ÉTAT : Badinter (Robert) (p. 1974, 1975) ; Dreyfus-Schmidt (Michel) (p. 1975, 1976) ; Lederman (Charles) (p. 1976, 1977) ; Salvi (Pierre) (p. 1977).

ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION : Badinter (Robert) (p. 1974) ; Dreyfus-Schmidt (Michel) (p. 1975).

FONCTIONNAIRES PARLEMENTAIRES : Dreyfus-Shmidt (Michel) (p. 1975).

RÉFÉRENDAIRES AU CONSEIL D'ÉTAT : Badinter (Robert) (p. 1974, 1975) ; Dreyfus-Schmidt (Michel) (p. 1975, 1976) ; Lederman (Charles) (p. 1976) ; Salvi (Pierre) (p. 1977).

TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS : Dreyfus-Schmidt (Michel) (p. 1976) ; Lederman (Charles) (p. 1976, 1977).

II. – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 1977, 1981) : *MM. Michel Dreyfus-Schmidt, rapporteur ; Robert Badinter, ministre ; Paul Girod, Étienne Dailly, Charles Lederman.*

Article unique *(Article 3 nouveau de l'ordonnance n° 45-1708 du 31 juillet 1945 sur le Conseil d'État : création de référendaires au Conseil d'État pour compléter les formations juridictionnelles du Conseil d'État)* (p. 1977).

Adoptés : amendement de forme n° 2 de M. Michel Dreyfus-Schmidt, rapporteur (p. 1977). – Amendement n° 4 de M. Michel Dreyfus-Schmidt, rapporteur : extension de la possibilité de recrutement aux administrateurs des assemblées parlementaires après accord du bureau de l'Assemblée nationale ou du bureau du Sénat (p. 1979). – Amendement n° 3 de M. Michel Dreyfus-Schmidt, rapporteur : composition de la Commission chargée d'établir des propositions pour la nomination de référendaires : majorité de membres du Conseil d'État (p. 1979). – Amendement n° 5 de M. Michel Dreyfus-Schmidt, rapporteur : compétence exclusive du vice-président du Conseil d'État délibérant avec les présidents de section pour demander qu'il soit mis fin au détachement (p. 1981).

Rejeté : amendement n° 6 de M. Paul Girod : extension de la possibilité de recrutement à tous les fonctionnaires âgés de 35 ans au moins et justifiant de dix ans de service public (p. 1978).

Retiré : sous-amendement n° 1 de M. Charles Lederman à l'amendement n° 5 de M. Michel Dreyfus-Schmidt, rapporteur : possibilité pour le vice-président du Conseil d'État de demander qu'il soit mis fin au détachement, dans le seul cas d'inaptitude du référendaire à ses fonctions (p. 1981).

– L'article unique, ainsi modifié, est adopté (p. 1981).

Adoption [14 octobre 1981] (p. 1981).

(Conseil d'État.)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Justice.

(Conseil d'État [avis].)

Voir COLLECTIVITÉS LOCALES, **2,** DG.

CONSEIL DE LA PÊCHE EUROPÉEN

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Mer.

CONSEIL DE L'EUROPE

Voir COLLECTIVITÉS LOCALES, **2,** DG.

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **40.**

CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Conseil économique et social.

(Conseil économique et social [construction d'une annexe].)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Conseil économique et social.

(Conseil économique et social [statut du personnel].)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Conseil économique et social.

CONSEILLERS GÉNÉRAUX

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Départements et territoires d'outre-mer.

CONSEILLERS MUNICIPAUX

Voir COLLECTIVITÉS LOCALES, **2,** DG.

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **28.**

CONSEILLERS TECHNIQUES ET PÉDAGOGIQUES

Voir LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **1,** DG.

CONSEIL NATIONAL DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE

Voir ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, **1,** DG.

CONSEIL PERMANENT DU DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, **1.**

CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA MAGISTRATURE

1. – **Proposition de loi constitutionnelle tendant à modifier l'article 65 de la Constitution, relatif au Conseil supérieur de la magistrature,** présentée par M. Henri Caillavet, sénateur [28 juillet 1981] [n° **331** (1980-1981)]. – Renvoi à la Commission des lois.

CONSEILS D'ARCHITECTURE, D'URBANISME ET DE L'ENVIRONNEMENT (CAUE)

Voir ARCHITECTURE, **2,** DG.

LOI DE FINANCES, **1,** Urbanisme et logement.

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **4.**

CONSEILS DE PRUD'HOMMES

Voir JUSTICE, **2,** DG.

LOI DE FINANCES, **1,** Justice ; Travail.

CONSEILS D'UNIVERSITÉ

Voir UNIVERSITÉS (conseils).

CONSEILS GÉNÉRAUX

1. – **Proposition de loi tendant à modifier l'article 9 de la loi du 10 août 1871,** présentée par M. Joseph Raybaud, sénateur (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 20 décembre 1980. –

2 avril 1981) [n° **212** (1981-1981)]. – Renvoi à la Commission des lois.

(Conseils généraux.)

Voir COLLECTIVITÉS LOCALES, **2**, DG.
PLAN, **1**, DG.
QUESTIONS ORALES, n^os **1**, **9**.

(Conseils généraux [présidents].)

Voir COLLECTIVITÉS LOCALES.

CONSEILS MUNICIPAUX

Voir LOI DE FINANCES, **1**, Industrie.
VILLES NOUVELLES, **1**, DG.

CONSEILS RÉGIONAUX

Voir COLLECTIVITÉS LOCALES, **2**, DG.

CONSEILS RÉGIONAUX DE L'ÉDUCATION ET DE LA RECHERCHE

Voir COLLECTIVITÉS LOCALES, **2**, DG.

CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA FONCTION PUBLIQUE

Voir LOI DE FINANCES, **1**, Services du Premier ministre. – I. – Services généraux.

CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA MAGISTRATURE

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, **1**.
LOI DE FINANCES, **1**, Justice.

CONSEIL SUPÉRIEUR DES FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER

Voir LOI DE FINANCES, **1**, Relations extérieures. – I. – Services diplomatiques et généraux. – II. – Coopération.

CONSEIL SUPÉRIEUR DES UNIVERSITÉS

Voir LOI DE FINANCES, **1**, Éducation nationale.

CONSEIL SUPÉRIEUR DU TOURISME

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **15**.

CONSERVATOIRE DU LITTORAL

Voir LOI DE FINANCES, **1**, Environnement ; Plan et aménagement du territoire.
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **1**, DG.

CONSERVATOIRE NATIONAL SUPÉRIEUR DE MUSIQUE

Voir LOI DE FINANCES, **1**, Culture.

CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET MÉTIERS (CNAM)

Voir LOI DE FINANCES, **1**, Travail.

CONSERVES

Voir LOI DE FINANCES, **1**, Agriculture.

CONSOMMATEURS (protection et information des)

Voir LOI DE FINANCES, **1**, Consommation.
LIVRES, **1**, DG.
LOI DE FINANCES, **1**, Commerce et artisanat.
QUESTION ORALE, n° **21**.

CONSOMMATION

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, **2**.
LOI DE FINANCES, **1**, DG ; Consommation.
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **1**, DG.
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **3**, DG.
PLAN, **1**, DG.
POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE, **1**, DG.
QUESTIONS ORALES, n^os **89** (J.O. du 22 janvier 1981), **21**.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **21**.

CONSTITUTION

1. – **Proposition de loi constitutionnelle tendant à abroger l'article 17 et à modifier l'article 65 de la Constitution,** présentée par M. René Chazelle, sénateur et plusieurs de ses collègues (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 20 décembre 1980. – 2 avril 1981) [n° **244** (1980-1981)]. – Renvoi à la Commission des lois.

2. – **Proposition de loi constitutionnelle tendant à modifier les articles 11 et 60 de la Constitution pour favoriser le recours au référendum,** présentée par M. Jean Cluzel, sénateur et plusieurs de ses collègues (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 31 juillet 1981. – 8 septembre 1981) [n° **358** (1980-1981)]. – Renvoi à la Commission des lois.

3. – **Proposition de loi constitutionnelle modifiant et complétant les articles 21, 34, 37 et 72 de la Constitution,** présentée par M. Pierre Schiélé, sénateur et plusieurs de ses collègues [17 septembre 1981] [n° **378** (1980-1981)]. – Renvoi à la Commission des lois.

(Constitution.)

Voir FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, **7**, DG.
NATIONALISATION, **1**, DG ; nouvelle lecture, DG.
PEINE DE MORT, **1**, DG ; question préalable.

(Constitution [art. 3].)

Voir NATIONALISATION, **1**, DG.

(Constitution [art. 11].)

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **13**.

(Constitution [art. 24].)

Voir COLLECTIVITÉS LOCALES, **2**, DG.

(Constitution [art. 34].)

Voir COLLECTIVITÉS LOCALES, **2**, DG.
NATIONALISATION, **1**, DG.

(Constitution [art. 37].)

Voir NATIONALISATION, **1**, DG.

(Constitution [art. 38].)

Voir LOI DE FINANCES, **1**, DG.
NATIONALISATION, **1**, DG.
POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE, **1**, DG.

(Constitution [art. 40].)

Voir RAPPELS AU RÈGLEMENT, **10**.

(Constitution [art. 41].)

Voir NATIONALISATION, **1**, DG.

(Constitution [art. 43].)

Voir LOI DE FINANCES, **1**, Relations extérieures. – I. – Services diplomatiques et généraux. – II. – Coopération.

(Constitution [art. 44].)

Voir RAPPELS AU RÈGLEMENT, **7**.

(Constitution [art. 48].)

(Constitution [art. 51].)

Voir NATIONALISATION, **1**, DG.

(Constitution [révision de la].)

Voir LOI DE FINANCES, **1**, Justice.

Voir QUESTION ORALE, n° **6**.

CONSTRUCTION

1. – **Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 78-12 du 4 janvier 1978 relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction,** présentée par M. René Jager, sénateur [2 avril 1981] [n° **268** (1980-1981)]. – Renvoi à la Commission des lois.

2. – **Projet de loi donnant force de loi à la première partie (législative) du code de la construction et de l'habitation,** présenté au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Roger Quilliot, ministre de l'urbanisme et du logement [22 septembre 1981] [n° **383** (1980-1981)]. – Renvoi à la Commission des affaires économiques.

(Construction.)

Voir ARCHITECTURE, **2.**

BÂTIMENT (industrie du).

BAUX, **1**, DG.

LOI DE FINANCES, **1**, Urbanisme et logement ; art. 17.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **1**, DG.

QUESTIONS ORALES, n[os] **96** (J.O. du 19 février 1981).

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n[os] **4, 39, 75.**

CONSTRUCTION NAVALE

Voir LOI DE FINANCES, **1**, Commerce extérieur ; Mer.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **1**, DG.

PLAN, **1**, DG.

CONSTRUCTIONS PUBLIQUES

Voir BÂTIMENTS PUBLICS.

LOI DE FINANCES, **1**, Intérieur et décentralisation.

CONSTRUCTIONS SCOLAIRES

Voir LOI DE FINANCES, **1**, Éducation nationale.

CONTRACEPTION

Voir LOI DE FINANCES, **1**, Services du Premier ministre. – I. – Services généraux.

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **485.**

CONTRACTUELS

Voir QUESTION ORALE, n° **172.**

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **492.**

CONTRATS

Voir QUESTION ORALE, n° **89** (J.O. du 22 janvier 1981).

CONTRATS D'ASSOCIATION

Voir QUESTION ORALE, n° **165.**

CONTRATS D'ENTREPRISE

Voir NATIONALISATION, **1**, DG.

CONTRATS DE PAYS

Voir COLLECTIVITÉS LOCALES, **2**, DG.

LOI DE FINANCES, **1**, Urbanisme et logement.

PLAN, **1**, DG.

CONTRATS DE PLAN

Voir PLAN, **1**, DG.

CONTRATS DE RÉGULATION

Voir LOI DE FINANCES, **1**, Commerce et artisanat.

CONTRATS DE SOLIDARITÉ

Voir LOI DE FINANCES, **1**, DG ; Industrie ; Solidarité nationale, santé ; Travail.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **4**, DG.

PLAN, **1**, DG.

POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE, **1**, DG.

CONTRATS DE TRAVAIL

Voir POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE, **1**, DG.

QUESTION ORALE, n° **38.**

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n[os] **478, 10.**

CONTRATS EMPLOI - FORMATION

Voir LOI DE FINANCES, **1**, Services du Premier ministre. – I. – Services généraux.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **1**, DG.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **4**, DG.

CONTRATS « JEUNES VOLONTAIRES »

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, **2.**

LOI DE FINANCES, **1**, Temps libre.

CONTRAVENTIONS DE POLICE

Voir AMNISTIE, **1**, DG.

CONTRIBUTIONS INTERNATIONALES

Voir LOI DE FINANCES, **1**, Relations extérieures. – I. – Services diplomatiques et généraux. II. – Coopération.

CONTRÔLE DES CHANGES

Voir LOI DE FINANCES, **1**, DG ; Commerce extérieur ; Budget.

CONVENTION INTERNATIONALE DU TRAVAIL

Voir TRAITÉS ET CONVENTIONS, **11.**

CONVENTIONNEMENT

Voir BAUX, **1**, DG.

CONVENTIONS INTERNATIONALES

Voir FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, **7**, DG.

TRAITÉS ET CONVENTIONS.

COOPÉRANTS

Voir LOI DE FINANCES, **1**, Relations extérieures. – I. – Services diplomatiques et généraux. – II. – Coopération.

TRAITÉS ET CONVENTIONS, **15**, DG.

COOPÉRATION

Voir LOI DE FINANCES, **1**, Relations extérieures. – I. – Services diplomatiques et généraux. – II. – Coopération ; Éducation nationale.

PLAN, **1.**

QUESTION ORALE, n° **30.**

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **490.**

TRAITÉS ET CONVENTIONS, **16**, DG.

(Coopération culturelle, scientifique et technique.)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Relations extérieures. – I. – Services diplomatiques et généraux. – II. – Coopération ; Recherche et technologie.

TRAITÉS ET CONVENTIONS, **10,** DG.

(Coopération militaire.)

Voir TRAITÉS ET CONVENTIONS, **16,** DG.

COOPÉRATION INTERNATIONALE

Voir VILLES NOUVELLES, **1,** DG.

COOPÉRATIVES

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Agriculture.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **3,** art. 20.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **4,** DG.

(Coopératives agricoles.)

Voir LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **3,** nouvelle lecture, DG.

COPRAH

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **46.**

CORPS DIPLOMATIQUE ET CONSULAIRE

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Relations extérieures. – I. – Services diplomatiques et généraux. – II. – Coopération.

QUESTIONS ORALES, n^{os} **101** (J.O. du 26 février 1981), **5.**

TRAITÉS ET CONVENTIONS, **3,** DG.

(Personnel consulaire.)

Voir TRAITÉS ET CONVENTIONS, **22,** DG.

CORSE

1. – **Proposition de loi relative au retour au domaine public maritime des étangs salés de la Corse communiquant avec la mer,** présentée par M. Louis Minetti, sénateur et plusieurs de ses collègues [10 décembre 1981] [n° **110** (1981-1982)]. – Renvoi à la Commission des affaires économiques.

(Corse.)

Voir COLLECTIVITÉS LOCALES, **2,** DG.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **4,** DG.

(Transports vers la Corse.)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Transports.

COUR DE CASSATION

Voir JUSTICE, **1,** DG.

JUSTICE, **2,** DG ; 2^{e} lecture, DG.

LOI DE FINANCES, **1,** Justice.

COURS D'ASSISES

Voir JUSTICE, **1,** DG.

LOI DE FINANCES, **1,** Justice.

COURS DE DISCIPLINE BUDGÉTAIRE ET FINANCIÈRE

Voir COLLECTIVITÉS LOCALES, **2,** DG.

COUR DES COMPTES

Dépôt du rapport annuel de la Cour des comptes [9 juillet 1981] (p. 854 et 855) : *MM. Bernard Beck, premier président de la Cour des comptes ; Édouard Bonnefous, président de la Commission des finances.*

COUR DES COMPTES : Bonnefous (Édouard) (p. 854, 855).

COUR DES COMPTES (rapport du Sénat sur les suites données aux observations de la Cour) : Bonnefous (Édouard) (p. 854).

ENTREPRISES NATIONALES : Bonnefous (Édouard) (p. 854).

JEUNESSE ET SPORTS : Bonnefous (Édouard) (p. 854).

SÉCURITÉ SOCIALE (cotisations) : Bonnefous (Édouard) (p. 854).

TRAVAILLEURS MIGRANTS : Bonnefous (Édouard) (p. 854).

(Cour des comptes.)

Voir COLLECTIVITÉS LOCALES, **2,** DG.

LOI DE FINANCES, **1,** DG ; Industrie ; Comptes spéciaux du Trésor ; Services économiques et financiers ; Charges communes.

NATIONALISATION, **1,** DG.

POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE, **1,** DG.

(Cour des comptes [rapport annuel].)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** DG ; Plan et aménagement du territoire.

COUR DE SÛRETÉ DE L'ÉTAT

Voir AMNISTIE, **1,** DG.

DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, **1.**

JUSTICE, **1,** DG.

LOI DE FINANCES, **1,** Justice.

COURS D'EAU

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Environnement.

VOIES NAVIGABLES.

CRÉANCES

Voir QUESTION ORALE, n° **112** (J.O. du 3 avril 1981).

CRÉATION

Voir LIVRES, **1,** DG ; 2^{e} lecture, DG.

LOI DE FINANCES, **1,** Radiodiffusion télévision française ; Culture.

NATIONALISATION, **1,** nouvelle lecture, DG.

CRÊCHES

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Solidarité nationale, santé.

PLAN, **1,** DG.

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **77.**

CRÉDIT

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, **2.**

LOI DE FINANCES, **1,** DG ; Commerce extérieur.

NATIONALISATION, **1,** DG.

PLAN, **1,** DG.

QUESTIONS ORALES, n^{os} **101, 102.**

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **62.**

CRÉDIT AGRICOLE

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Agriculture ; Intérieur et décentralisation.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **4,** DG ; nouvelle lecture, DG.

QUESTION ORALE, n° **112.**

(Crédit agricole mutuel.)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Agriculture.

CRÉDIT D'ÉQUIPEMENT DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (CEPME)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Charges communes.

CRÉDIT MUTUEL

Voir CRÉDIT AGRICOLE.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 4, DG ; nouvelle lecture, DG.

CRÉDIT NATIONAL

Voir LOI DE FINANCES, 1, Charges communes.

CRIMES ET DÉLITS

1. — **Proposition de loi tendant à supprimer l'interdiction de séjour,** présentée par M. Charles Lederman, sénateur et plusieurs de ses collègues (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 20 décembre 1980. — 2 avril 1981) [n° **224** (1980-1981)]. — Renvoi à la Commission des lois.

(Crimes et délits.)

Voir AMNISTIE, 1, DG.

LIBERTÉS PUBLIQUES, 2, DG.

PEINE DE MORT, 1, DG.

QUESTIONS ORALES, n^os^ **117** (J.O. du 3 avril 1981), 7.

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **486.**

TRAITÉS ET CONVENTIONS, 2, DG.

(Crimes et délits [délit d'apologie de crimes de guerre].)

Voir AMNISTIE, 1, CMP.

CRIMINALITÉ

Voir LOI DE FINANCES, 1, Justice ; Intérieur et décentralisation.

CUIRS ET PEAUX

Voir HABILLEMENT, 1.

CULTURE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Culture.

PLAN, 1.

POLITIQUE CULTURELLE.

QUESTION ORALE, n° **100.**

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **67.**

CULTURE (ministère de la)

Voir COLLECTIVITÉS LOCALES, 2, DG.

LOI DE FINANCES, 1, Culture.

CUMULS

Voir LOI DE FINANCES, 1, Anciens Combattants ; Défense ; Solidarité nationale, santé.

MANDATS (cumuls des).

POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE, 1, DG.

CYCLONES

Voir CALAMITÉS.

CYCLOTRON MÉDICAL

Voir LOI DE FINANCES, 1, Recherche et technologie.

D

DÉCENTRALISATION

Voir ARCHITECTURE, 2, DG.

CHAMBRES D'AGRICULTURE, 1, DG.

COLLECTIVITÉS LOCALES, 2, DG.

DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, 1, 2.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, 1, DG.

LOI DE FINANCES, 1, DG : Environnement ; Anciens Combattants ; Radiodiffusion télévision française ; Recherche et technologie ; Commerce et artisanat ; Plan et aménagement du territoire ; Services du premier ministre. — I. — Services généraux ; Temps libre ; Urbanisme et logement ; Agriculture ; Culture ; Intérieur et décentralisation ; Départements et territoires d'outre-mer ; Solidarité nationale, santé.

PLAN, 1, DG.

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n^os^ **4, 35, 42, 46.**

RADIODIFFUSION, 1, DG ; 2^e^ lecture, DG.

DÉCHETS

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Environnement.

(Déchets nucléaires.)

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, 3.

LOI DE FINANCES, 1 : Industrie.

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **25.**

DÉCLARATION DES DROITS DE L'HOMME

Voir FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, 7, DG.

NATIONALISATION, 1, DG ; nouvelle lecture, DG.

DÉCLARATION DES RÉNUMÉRATIONS PAR LES EMPLOYEURS

Voir LOI DE FINANCES, 1, art. 11 *bis.*

DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT

1. — **Déclaration de M. Pierre Mauroy, Premier ministre,** lue par M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur [8 juillet 1981] (p. 815, 824) [n° **301**].

ÉLECTION DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE. JEAN JAURÈS (p. 815).

JEAN MOULIN. VICTOR SCHOELCHER. POLITIQUE ÉCONOMIQUE. CHÔMAGE. FRANC (p. 816).

INVESTISSEMENTS. POLITIQUE DE L'EMPLOI. TRAVAIL (durée du). RETRAITE (âge de la). SALAIRES. SALAIRE MINIMUM DE CROISSANCE SMIC. SÉCURITÉ SOCIALE. MÉDECINE. CENTRES DE SANTÉ (p. 817).

PRESTATIONS FAMILIALES. TRAVAILLEURS ÉTRANGERS. EXPULSIONS. IMPÔT SUR LE REVENU. IMPÔT SUR LA FORTUNE. FRAUDE FISCALE. QUOTIENT FAMILIAL. « NOUVELLE CITOYENNETÉ ». PARTIS POLITIQUES. JUSTICE (organisation de la). COUR DE SÛRETÉ DE L'ÉTAT. TRIBUNAUX PERMANENTS DES FORCES ARMÉES. CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA MAGISTRATURE (p. 818).

ÉCOUTES TÉLÉPHONIQUES. POLICE. RADIODIFFUSION ET TÉLÉVISION. COLLECTIVITÉS LOCALES. RÉGIONS. PRÉFETS. DÉCENTRALISATION. ASSOCIATIONS DE CONSOMMATEURS. HABITAT. AIDES AU LOGEMENT. ÉNERGIE (économies d'). BAUX. ASSOCIATIONS. « CHÈQUES VACANCES ». FORMATION PERMANENTE. ÉDUCATION. GRANDES ÉCOLES. CONSEILS D'UNIVERSITÉ. LOI « SAUVAGE » (p. 819).

CARTE UNIVERSITAIRE. ENTREPRISES. COMITÉ D'ENTREPRISES. TRAVAIL TEMPORAIRE. SYNDICATS. PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES. ENTREPRISES (fiscalité des). INVESTISSEMENTS. INTÉRÊT. ÉPARGNE. ENTREPRISES (charge des). POLITIQUE INDUSTRIELLE. RECHERCHE. CONSEIL PERMANENT DU DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL. NATIONALISATION (p. 820).

BANQUES. INDUSTRIES NATIONALISÉES (p. 821).

NATIONALISATION (indemnisation). AGRICULTURE. CONCURRENCE INTERNATIONALE. EXPORTATIONS. POLITIQUE DE L'ÉNERGIE. ÉNERGIE NUCLÉAIRE. EUROPE. ESPACE SOCIAL EUROPÉEN (p. 822).

POLITIQUE EXTÉRIEURE. ALLIANCE ATLANTIQUE. AFRIQUE. URSS. DÉSARMEMENT. AFGHANISTAN. POLOGNE. MOYEN ORIENT. CAMBODGE. AMÉRIQUE LATINE. PÉTROLE (prix du). SYSTÈME MONÉTAIRE INTERNATIONAL SMI. MATIÈRES PREMIÈRES. TIERS-MONDE. FRANCOPHONIE (p. 823).

2. – **Déclaration de politique générale,** de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, lue par M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur [15 septembre 1981] (p. 1440, 1446) (n° **374**). – En réponse : *M. Adolphe Chauvin* (p. 1447).

IMPÔTS. INFLATION. CHÔMAGE. POLITIQUE INDUSTRIELLE. REVENU AGRICOLE. EMPLOI (p. 1441).

TRAVAIL (durée du). EMPLOI DES FEMMES. TRAVAIL (conditions du). SYNDICATS. COMITÉS D'ENTREPRISES. ENTREPRISES (aide aux). PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (PME) (p. 1441).

POLITIQUE ÉCONOMIQUE. CONCURRENCE. ENTREPRISES (charge des). PETITES ET MOYENNES INDUSTRIES (PMI). INVESTISSEMENTS. INTÉRÊTS (taux). EMPLOI. CONSOMMATION. ÉNERGIE (économies). HABITAT. FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS. PRESTATIONS FAMILIALES. ALLOCATION LOGEMENT. LOGEMENT (aide au). HABITATIONS A LOYER MODÉRÉ (HLM). RECHERCHE. BÂTIMENT (industrie du). ÉQUIPEMENT. TRANSPORTS EN COMMUN. TRAVAUX PUBLICS. TUNNELS (tunnel sous la Manche). COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE (CEE). IMPÔT SUR LE REVENU. UNION NATIONALE POUR L'EMPLOI DANS L'INDUSTRIE ET LE COMMERCE (UNEDIC). QUOTIENT FAMILIAL. IMPÔT SUR LA FORTUNE (p. 1442).

TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE (TVA). BANQUES. TAXE SUR LE CARBURANT. SÉCURITÉ SOCIALE (réforme). NATIONALISATION. CRÉDIT. DÉCENTRALISATION. PRIX. PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (PME) (p. 1443).

ENTREPRISES (création d'). AIDES AU DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL. COLLECTIVITÉS LOCALES. AIDE A L'INNOVATION. ENTREPRISES (aide aux). MUTATION (droits de). TRAVAIL (durée du). TRAVAIL A TEMPS PARTIEL. FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS. RETRAITE (âge de la) (p. 1444).

PENSIONS DE RETRAITE. FONDS NATIONAL DE L'EMPLOI. FORMATION PROFESSIONNELLE. EMPLOI (emploi des jeunes). CONTRAT DE « JEUNE VOLONTAIRE ». TRAVAIL (durée du) (p. 1445).

EMPLOIS (création d'). CHÔMAGE. COMMISSION NATIONALE CONTRE LE CHÔMAGE (p. 1446).

3. – **Déclaration de politique générale** du gouvernement sur **son programme d'indépendance énergétique** de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, lue par M. Roger Quilliot, ministre de l'urbanisme et du logement [7 octobre 1981] (p. 1892, 1895) (n° **9**).

SYSTÈME MONÉTAIRE EUROPÉEN (SME). EMPLOIS (création d'). INFLATION. PRIX. REVENUS. FINANCES PUBLIQUES. ÉNERGIE. ÉNERGIE NUCLÉAIRE. CENTRALES NUCLÉAIRES. DÉCHETS NUCLÉAIRES. SÉCURITÉ ÉNERGÉTIQUE NUCLÉAIRE (p. 1893).

MOYEN ORIENT. PÉTROLE. CHARBON. ÉNERGIE (économie d'). ÉNERGIES NOUVELLES. PARLEMENT (rôle du). AGENCES DE L'ÉNERGIE. CENTRALES NUCLÉAIRES (p. 1894).

POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE (p. 1895).

DÉCONCENTRATION

Voir COLLECTIVITÉS LOCALES, **2,** DG.

DÉCORATIONS

1. – **Proposition de loi tendant à élargir les conditions d'attribution de la médaille d'honneur du travail,** présentée par M. Hector Viron, sénateur et plusieurs de ses collègues [9 octobre 1981] [n° **14** (1981-1982)]. – Renvoi à la Commission des affaires sociales.

(Décorations [mérite combattant].)

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Anciens Combattants.

DÉFENSE CIVILE

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Secrétariat général de la défense nationale ; Intérieur et décentralisation.

PROTECTION CIVILE.

DÉFENSE NATIONALE

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Défense.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **3,** DG ; art. 4 et 5.

QUESTIONS ORALES, n[os] **74, 130.**

DÉLÉGATION A LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Services du Premier ministre. – I. – Services généraux.

DÉLÉGATION A L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET A L'ACTION RÉGIONALE (DATAR)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** DG : Environnement ; Plan et aménagement du territoire ; Commerce extérieur.

DÉLÉGATION GÉNÉRALE A LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE (DGRST)

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Recherche et technologie.

DÉLÉGATION INTERMINISTÉRIELLE A L'ÉCONOMIE SOCIALE

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Plan et aménagement du territoire.

DÉLÉGATION RÉGIONALE A L'ARCHITECTURE ET A L'ENVIRONNEMENT

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Environnement.

DÉLÉGATIONS PARLEMENTAIRES

Délégation parlementaire pour les communautés européennes. – Membre : M. Josy Moinet (en remplacement de M. Gustave Héon, décédé) [28 octobre 1981] (p. 2242).

Délégation parlementaire pour la radiodiffusion télévision française.

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Radiodiffusion télévision française.

DÉLÉGUÉS SYNDICAUX

Voir QUESTION ORALE, n° **49.**

DÉLINQUANCE

Voir AMNISTIE, **1,** DG.

LIBERTÉS PUBLIQUES, **2,** DG.

LOI DE FINANCES, **1** ; Défense ; Justice ; Intérieur et décentralisation.

PEINE DE MORT, **1,** DG.

DÉMOGRAPHIE

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Prestations sociales agricoles.

DÉNATIONALISATION

Voir NATIONALISATION, 1, DG.

DÉPARTEMENTALISATION

Voir COLLECTIVITÉS LOCALES, 2, DG.

LOI DE FINANCES, 1 : Départements et territoires d'outre-mer.

DÉPARTEMENTS

Voir COLLECTIVITÉS LOCALES, 2, DG.

LOI DE FINANCES, 1 : Intérieur et décentralisation.

DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER (DOM)

Voir ANTILLES.

COLLECTIVITÉS LOCALES, 2, DG.

GUADELOUPE (LA).

LOI DE FINANCES, 1 : Services du Premier Ministre. — I. — Services généraux : information ; Radiodiffusion télévision française ; Temps libre ; Urbanisme et logement ; Départements et territoires d'outre-mer ; Travail ; art. 27.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, DG.

MARTINIQUE (LA).

NATIONALISATION, 1, DG.

QUESTIONS ORALES, n° 113 (J.O. du 3 avril 1981), 46.

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n[os] 15, 48, 66, 76.

RÉUNION (LA)

SAINT-PIERRE ET MIQUELON

DÉPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER (DOM-TOM)

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Postes et télécommunications ; Agriculture.

PLAN, 1.

POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE, 1, DG.

DÉPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER (sécrétériat d'État)

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Départements et territoires d'outre-mer.

DÉPORTÉS ET INTERNÉS

1. — **Proposition de loi tendant à étendre aux bénéficiaires de la loi n° 50-1027 du 22 août 1950 et de la loi n° 51-538 du 14 mars 1951 les dispositions applicables aux anciens pionniers de guerre en matière de pension de retraite,** présentée par M. Jean Cauchon, sénateur et plusieurs de ses collègues [2 juillet 1981] [n° 287 (1980-1981)]. — Renvoi à la Commission des affaires sociales.

2. — **Proposition de loi tendant à modifier les conditions d'attribution de la carte d'interné résistant,** présentée par M. Fernand Lefort, sénateur et plusieurs de ses collègues [9 octobre 1981] [n° 12 (1981-1982)]. — Renvoi à la Commission des affaires sociales.

(Déportés et internés.)

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Anciens Combattants.

RÉSISTANTS.

(Déportés et internés [déportés du travail].)

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Anciens Combattants.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, DG.

DÉSARMEMENT

Voir CONFÉRENCES.

DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, 1.

LOI DE FINANCES, 1 : Relations extérieures. — I. — Services diplomatiques et généraux. — II. — Coopération ; Défense.

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 49.

DÉSERTION

Voir AMNISTIE, 1, DG.

PEINE DE MORT, 1, DG.

DÉTENTION PROVISOIRE

Voir AMNISTIE, 1, DG.

LOI DE FINANCES, 1 : Justice.

DÉTENUS

Voir AMNISTIE, 1, DG.

LOI DE FINANCES, 1 : Justice.

(Détenus français à l'étranger.)

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Relations extérieures. — I. — Services diplomatiques et généraux. — II. — Coopération.

(Détenus du Viet Minh.)

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Anciens Combattants.

DETTE PUBLIQUE

Voir EMPRUNTS.

LOI DE FINANCES, 1, DG : Charges communes.

DIALOGUE NORD-SUD

Voir ÉTRANGERS, 1, DG.

PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT.

TRAITÉS ET CONVENTIONS, 5, DG.

DIRECTION DES RELATIONS UNIVERSITAIRES INTERNATIONALES (DRUI)

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Éducation nationale.

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA CONSOMMATION ET DE LA CONCURRENCE (DGCC)

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Services économiques et financiers ; Consommation.

DIRECTION GÉNÉRALE DES IMPÔTS (DGI)

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Budget.

DIPLÔMES

Voir QUESTION ORALE, n° 44.

(Diplômes [animateurs].)

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Intérieur et décentralisation.

(Diplômes [assistantes sociales].)

Voir QUESTION ORALE, n° 115 (J.O. du 3 avril 1981).

DIRECTIONS DÉPARTEMENTALES DE L'ÉQUIPEMENT (DDE)

Voir COLLECTIVITÉS LOCALES, 2, DG.

DISQUES

Voir QUESTION ORALE, n° 87.

DIVORCE

1. — **Proposition de loi tendant à la création d'un fonds des pensions alimentaires,** présentée par Mme Marie-Claude Beaudeau, sénateur et plusieurs de ses collègues [23 septembre 1981] [n° **390** (1980-1981)]. — Renvoi à la Commission des lois.

2. — **Proposition de loi tendant à modifier les articles 230 et 231 du code civil et à permettre en cas de divorce par consentement mutuel sur demande conjointe des époux la personnalisation du projet de convention accompagné du contre-seing d'un ou plusieurs avocats,** présentée par M. Henri Caillavet, sénateur [7 décembre 1981] [n° **98** (1981-1982)]. — Renvoi à la Commission des lois.

DOCKERS

Voir LOI DE FINANCES, **1**: Mer.

DOCUMENTATION FRANÇAISE

Voir LOI DE FINANCES, **1**: Services du Premier Ministre. — I. — Services généraux.

DOCUMENTS PARLEMENTAIRES (diffusion)

Voir LOI DE FINANCES, **1**: Recherche et technologie.

DOMAINE PUBLIC

Voir LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **4**, DG.

QUESTION ORALE, n° **64.**

DOMICILE

Voir LIBERTÉS PUBLIQUES, **2**, DG.

DOMMAGES DE GUERRE

Voir LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **1**, CMP.

DONATIONS PARTAGES

Voir LOI DE FINANCES, **1**, DG.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **1**, DG ; CMP ; Nouvelle lecture.

DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT

Dépôt d'un rapport du gouvernement établi pour l'année 1981 en application de l'article 22 de la loi n° 80-1102 du 31 décembre 1980 relative à la dotation globale de fonctionnement versée par l'État aux collectivités locales et à certains de leurs groupements [3 décembre 1981] (p. 3588).

(Dotation globale de fonctionnement [DGF].)

Voir COLLECTIVITÉS LOCALES, **2**, DG.

LOI DE FINANCES, **1**: Intérieur et décentralisation ; Départements et territoires d'outre-mer ; art. 36.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **3**, DG ; art. 21 ; art. 23 ; art. 25.

POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE, **1**, DG.

DOTATION GLOBALE D'ÉQUIPEMENT (DGE)

Voir COLLECTIVITÉS LOCALES, **2**, DG.

DOUANES

1. — **Proposition de résolution, tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'évasion des capitaux et les moyens d'y mettre fin,** présentée par M. Paul Jargot, sénateur et plusieurs de ses collègues [9 décembre 1981] [n° **107** (1981-1982)]. — Renvoi à la Commission des finances.

(Douanes [droits de douane].)

Voir LOI DE FINANCES, **1**: Départements et territoires d'outre-mer ; Charges communes.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **3**, art. 13.

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **46.**

DOUBLES IMPOSITIONS

Voir IMPÔTS (DOUBLES IMPOSITIONS).

DROGUE (LUTTE CONTRE LA)

Voir AMNISTIE, **1**, DG.

LOI DE FINANCES, **1**: Solidarité nationale, santé.

PEINE DE MORT, **1**, DG.

QUESTION ORALE, n° **92** (J.O. du 29 janvier 1981).

DROIT AU TRAVAIL

Voir LOI DE FINANCES, **1**: Défense.

PLAN, **1.**

DROIT D'ASILE

Voir ÉTRANGERS, **1**, DG.

PEINE DE MORT, **1**, DG.

QUESTION ORALE, n° **28.**

DROIT D'ASSOCIATION

Voir ASSOCIATIONS, **1**, DG.

ÉTRANGERS, **1**, DG.

DROIT DE GARDE (mineurs)

Voir TRAITÉS ET CONVENTIONS, **2**, DG.

DROIT DE GRÈVE

Voir LOI DE FINANCES, **1**: Solidarité nationale, santé.

DROIT DE MANIFESTATION

Voir LIBERTÉS PUBLIQUES, **2.**

DROIT INTERNATIONAL DE LA MER

Voir LOI DE FINANCES, **1**: Mer.

DROIT PÉNAL

Voir AMNISTIE, **1**, DG.

CODE PÉNAL.

DROIT PUBLIC INTERNATIONAL

Voir NATIONALISATIONS, **1**, DG.

DROITS CIVILS

Voir ÉTRANGERS, **1**, DG.

DROITS DE DOUANES

Voir LOI DE FINANCES, **1**, art. 23 ; art. 31 ; art. 79 ; art. 80.

DROITS DE LA FEMME

Voir FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, **7**, DG.

DROITS DE L'HOMME

Voir DÉCLARATION DES DROITS DE L'HOMME.

LOI DE FINANCES, **1**: Relations extérieurs. — I. — Services diplomatiques et généraux. — II. — Coopération ; Éducation nationale.

PEINE DE MORT, **1**, DG.

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **40, 79.**

TRAITÉS ET CONVENTIONS, **11**, DG ; **19**, DG.

(Droits de l'homme [convention européenne de sauvegarde].)

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **40.**

DROITS DE MUTATION

Voir LOI DE FINANCES, **1**: Commerce et artisanat.

E

EAU

Voir LOI DE FINANCES, **1**: Environnement.

QUESTIONS ORALES, n[os] **113, 146.**

EAUX USÉES

Voir QUESTION ORALE, n° **126.**

« ÉCOLE DE BASE »

Voir LOI DE FINANCES, **1**: Éducation nationale.

ÉCOLE FRANÇAISE DE L'ACADÉMIE DE FRANCE A ROME

Rapport d'information, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, à la suite de la mission effectuée du 7 au 13 juillet 1980 par une délégation de cette Commission en République italienne et au Saint-Siège apostolique, chargée d'étudier la situation de l'**École francaise de l'Académie de France** et des pieux établissements de France à Rome, par M. Maurice Vérillon et plusieurs de ses collègues **(Italie - Saint-Siège)** (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 31 juillet 1981. – [8 septembre 1981] [n° **353** (1980-1981)].

ÉCOLE MILITAIRE DE SANTÉ

Voir LOI DE FINANCES, **1**: Défense.

ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION (ENA)

Voir CONSEIL D'ÉTAT, **1,** DG.

LOI DE FINANCES, **1**: Services du Premier ministre. – I. – Services généraux.

ÉCOLE NATIONALE DE LA MAGISTRATURE

Voir LOI DE FINANCES, **1**: Justice.

ÉCOLE NATIONALE DE LA SANTÉ PUBLIQUE

Voir LOI DE FINANCES, **1**: Solidarité nationale, santé.

ÉCOLE NATIONALE DE VOILE

Voir LOI DE FINANCES, **1**: Temps libre.

ÉCOLE POLYTECHNIQUE (ministère de la recherche)

Voir LOI DE FINANCES, **1**: Recherche et technologie.

ÉCOLES D'ART

Voir LOI DE FINANCES, **1**: Culture.

ÉCOLES DE PÊCHE ET D'APPRENTISSAGE MARITIME

Voir LOI DE FINANCES, **1**: Mer.

POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE, **1,** DG.

ÉCOLES (directeurs d')

Voir LOI DE FINANCES, **1**: Éducation nationale.

ÉCOLES FRANÇAISES DE L'ÉTRANGER

Voir ÉCOLE FRANÇAISE DE L'ACADÉMIE DE ROME.

LOI DE FINANCES, **1**: Relations extérieures. – I. – Services diplomatiques et généraux. – II. – Coopération; Éducation nationale.

PLAN, **1,** DG.

TRAITÉS ET CONVENTIONS, **16,** DG.

ÉCOLES NORMALES

Voir QUESTION ORALE, n° **73.**

ÉCOLES PARA-MÉDICALES PUBLIQUES

Voir LOI DE FINANCES, **1**: Solidarité nationale, santé.

ÉCOLES VÉTÉRINAIRES

Voir LOI DE FINANCES, **1,** DG.

ÉCOLOGIE

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **25.**

ÉCONOMIE SOCIALE

Voir LOI DE FINANCES, **1**: Plan et aménagement du territoire.

ÉCONOMIQUEMENT FAIBLES

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **494.**

ÉCOUTES TÉLÉPHONIQUES

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, **1.**

ÉDITION

Voir LIVRES, **1,** DG.

LOI DE FINANCES, **1,** art. 20 et 27.

QUESTIONS ORALES, n° **108** (J.O. du 19 mars 1981), **26.**

ÉDUCATION CIVIQUE

Voir INSTRUCTION CIVIQUE.

ÉDUCATION NATIONALE

Voir COLLECTIVITÉS LOCALES, **2,** DG.

DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, **1.**

LOI DE FINANCES, **1**: Éducation nationale.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **1,** DG.

ÉDUCATION PHYSIQUE ET SPORTIVE

Voir LOI DE FINANCES, **1**: Éducation nationale; Temps libre.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **1,** DG.

PLAN, **1,** DG.

QUESTION ORALE, n[os] **123** (J.O. du 16 avril 1981), **47.**

ÉDUCATION POPULAIRE

Voir LOI DE FINANCES, **1**: Temps libre.

ÉDUCATION SPÉCIALISÉE

Voir LOI DE FINANCES, **1**: Solidarité nationale, santé.

QUESTION ORALE, n° **53.**

ÉDUCATION SURVEILLÉE

Voir LOI DE FINANCES, **1**: Justice.

EFFECTIFS SCOLAIRES

Voir QUESTION ORALE, n° **107** (J.O. du 19 mars 1981).

ÉLECTION DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, 1.

QUESTIONS ORALES, n° **101** (J.O. DU 26 février 1981), **113** (J.O. du 3 avril 1981).

ÉLECTIONS CANTONALES

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Départements et territoires d'outre-mer.

QUESTION ORALE, n° 1.

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

Voir QUESTION ORALE, n° **39.**

ÉLECTIONS MUNICIPALES

1. – **Proposition de loi tendant à modifier le code électoral et le code des communes en vue d'instituer le scrutin proportionnel plurinominal à un tour pour l'élection des conseillers municipaux dans les villes de plus de 30 000 habitants,** présentée par M. Henri Caillavet, sénateur [28 juillet 1981] [n° **330** (1980-1981)]. – Renvoi à la Commission des lois.

(Élections municipales.)

Voir ÉTRANGERS, **1,** DG.

LOI DE FINANCES, 1 : Intérieur et décentralisation.

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **28.**

ÉLECTIONS SÉNATORIALES

(Élections partielles.)

Voir CONSEIL CONSTITUTIONNEL (décisions sur requêtes en contestation d'élections).

SÉNAT. – Élections.

ÉLECTRICITÉ

Voir QUESTION ORALE, n° **68.**

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n^{os} **25, 48.**

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE (EDF)

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Agriculture.

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n^{os} **9, 25.**

ÉLECTRIFICATION RURALE

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Agriculture.

ÉLECTRONIQUE (industrie)

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Postes et télécommunications ; Commerce extérieur.

NATIONALISATION, **1,** DG.

ÉLEVAGE

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Agriculture.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **4,** DG.

QUESTIONS ORALES, n^{os} **11, 78.**

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n° **8, 11.**

(Bâtiments d'élevage.)

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Agriculture.

ELF AQUITAINE (société)

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **25.**

ÉLOGES FUNÈBRES

Hommage à la mémoire de M. Jacques Bordeneuve, sénateur de Lot-et-Garonne et à la mémoire de M. Gaston Pams, sénateur des Pyrénées-Orientales, par M. Alain Poher, président du Sénat, auquel s'associe M. Jean François-Poncet, ministre des affaires étrangères [7 avril 1981] (p. 526, 528).

Hommage à la mémoire de M. Bernard Chochoy, sénateur du Pas-de-Calais, par M. Alain Poher, président du Sénat, auquel s'associe M. Pierre Mauroy, Premier ministre [2 juillet 1981] (p. 776, 777).

Hommage à la mémoire de M. Lionel de Tinguy, sénateur de la Vendée, par M. Alain Poher, président du Sénat, auquel s'associe M. Georges Lemoine, secrétaire d'État à la défense [6 octobre 1981] (p. 1861, 1863).

Hommage à la mémoire de M. Paul Mistral, sénateur de l'Isère, par M. Alain Poher, président du Sénat, auquel s'associe M. Charles Fiterman, ministre des transports [13 octobre 1981] (p. 1942, 1943).

Hommage à la mémoire de M. Gustave Héon, sénateur de l'Eure, par M. Alain Poher, président du Sénat, auquel s'associe M. Roger Quilliot, ministre de l'urbanisme et du logement [27 octobre 1981] (p. 2178, 2179).

Hommage à la mémoire de M. Baudouin de Hautecloque, sénateur du Pas-de-Calais, par M. Alain Poher, président du Sénat, auquel d'associe M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur [10 novembre 1981] (p. 2552, 2553).

Hommage à la mémoire de M. Pierre Labonde, sénateur de l'Aube, par M. Alain Poher président du Sénat, auquel s'associe M. Roger Quilliot, ministre de l'urbanisme et du logement [15 décembre 1981] (p. 4231, 4232).

ÉLUS LOCAUX (statut des)

Voir COLLECTIVITÉS LOCALES, **2,** DG.

LOI DE FINANCES, 1 : Intérieur et décentralisation.

ÉMIGRATION ET IMMIGRATION

Voir QUESTIONS ORALES, n° **119** (J.O. du 3 avril 1981).

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n^{os} **484, 496.**

TRAVAILLEURS ÉTRANGERS.

TRAVAILLEURS IMMIGRÉS.

EMPLOI

1. – **Proposition de loi tendant à égaliser au travers des annonces publiées par les conseils en recrutement les chances dans l'accès aux emplois et accroître l'information au bénéfice du service public et des candidats,** présentée par M. Henri Caillavet, sénateur [8 septembre 1981] [n° **361** (1980-1981)]. – Renvoi à la Commission des affaires sociales.

2. – **Proposition de loi tendant à favoriser la participation des salariés privés d'emploi à la reprise d'entreprises en difficulté ou à la création d'entreprises nouvelles,** présentée par M. Auguste Chupin, sénateur [16 novembre 1981] (n° **51** (1981-1982)]. – Renvoi à la Commission des affaires sociales.

Rapport d'information, fait, au nom de la Commission des finances, en application de l'article 22, premier alinéa du règlement, sur les aspects financiers et économiques du **sous-emploi,** par M. André Fosset [2 juillet 1981] [n° **290** (1980-1981)].

(Emploi.)

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, **2.**

LOI DE FINANCES, 1 : Environnement ; Commerce et artisanat ; Agriculture.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **2,** DG.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **4,** DG.

NATIONALISATION, **1,** DG ; nouvelle lecture, DG.

PLAN, **1,** DG.

POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE, **1,** DG.

POLITIQUE DE L'EMPLOI.

QUESTIONS ORALES, nos 99 (J.O. du 19 février 1981), 125 (J.O. du 16 avril 1982), 2, 8, 15, 19, 92, 108, 111, 120, 134, 136, 144, 158, 164.

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, nos 482, 488, 490, 1, 14, 16, 21, 25, 36, 37, 41, 42, 43, 44, 48, 60, 75.

TRAITÉS ET CONVENTIONS, 11.

(Emploi des jeunes.)

Dépôt d'un rapport du gouvernement, en application de l'article 10 de la loi n° 79-575 du 10 juillet 1979 portant diverses mesures en faveur de l'emploi des jeunes, sur la politique en matière d'emploi des jeunes depuis 1977 [3 novembre 1981] (p. 2374).

Voir COLLECTIVITÉS LOCALES, 2, DG.

DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, 2.

ÉTRANGERS, 1, DG.

LOI DE FINANCES, 1 : Travail ; Charges communes.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, DG.

QUESTION ORALE, n° 158.

(Emploi des femmes.)

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, 2.

FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, 7, DG.

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 3.

EMPLOIS (créations d')

Voir COLLECTIVITÉS LOCALES, 2, DG.

DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, 2, 3.

LOI DE FINANCES, 1 : Environnement ; Anciens combattants ; Transports ; Industrie ; Recherche et technologie ; Plan et aménagement du territoire ; Relations extérieures. — I. — Services diplomatiques et généraux. — II. — Coopération ; Défense ; Postes et télécommunications ; Éducation nationale ; Temps libre ; Agriculture ; Justice ; Intérieur et décentralisation ; Départements et territoires d'outre-mer ; Solidarité nationale, santé ; Travail ; Comptes spéciaux du Trésor ; Charges communes ; Budget.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, DG.

NATIONALISATION, 1 : Nouvelle lecture, DG.

PLAN, 1, DG.

POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE, 1, DG.

QUESTION ORALE, n° 88.

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 3.

TRAVAILLEURS ÉTRANGERS, 1, DG.

EMPLOIS PUBLICS

Voir LOI DE FINANCES, 1, DG : Services du Premier ministre. — I. — Services généraux.

FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS.

PLAN, 1, DG.

EMPLOIS RÉSERVÉS

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Anciens Combattants.

EMPLOIS TERTIAIRES

Voir LOI DE FINANCES, 1, DG ; Départements et territoires d'outre-mer.

PLAN, 1, DG.

EMPRUNTS

1. — **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la spéculation sur les emprunts 7 % et 4,5 % émis par l'État en 1973,** présentée par M. Anicet Le Pors, sénateur et plusieurs de ses collègues (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 7 avril 1981. — 2 juillet 1981) [n° 276 (1980-1981)]. — Renvoi à la Commission des finances. — Pour avis à la Commission des lois.

(Emprunts.)

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Charges communes.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 3, art. 15.

QUESTION ORALE, n° 9.

ÉNERGIE

Rapport d'information, fait, au nom de la Commission des affaires économiques et du plan à la suite de la mission effectuée à Munich du 8 au 13 septembre 1980, pour suivre les travaux de la XIe session de la conférence mondiale de **l'énergie,** par M. Raymond Dumont et plusieurs de ses collègues (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 20 décembre 1980. — 2 avril 1981) [n° 213 (1980-1981)].

(Énergie.)

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, 3.

LOI DE FINANCES, 1, art. 70.

PLAN, 1, DG.

POLITIQUE DE L'ÉNERGIE.

QUESTION ORALE, n° 37.

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, nos 3, 25, 45, 56, 57, 61.

(Énergie [économies d'].)

Voir BAUX, 1, DG.

DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, 1, 2, 3.

LOI DE FINANCES, 1 : Industrie ; Éducation nationale ; art. 70.

PLAN, 1, DG.

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, nos 25, 56, 57.

ÉNERGIE ÉLECTRIQUE

Voir LOI DE FINANCES, 1, art. 85 A.

ÉNERGIE HYDRAULIQUE

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 25.

ÉNERGIE NUCLÉAIRE

1. — **Proposition de loi tendant à réduire la dépendance énergétique de la France,** présentée par M. Auguste Chupin, sénateur et plusieurs de ses collègues [2 octobre 1981] [n° 4 (1981-1982)]. — Renvoi à la Commission des affaires économiques.

(Énergie nucléaire.)

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, 1, 3.

LOI DE FINANCES, 1, DG ; Industrie ; Recherche et technologie.

PLAN, 1, DG.

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, nos 25, 26, 45, 56, 63.

ÉNERGIES NOUVELLES

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, 3.

LOI DE FINANCES, 1, DG ; Industrie ; Recherche et technologie ; Urbanisme et logement ; Départements et territoires d'outre-mer.

PLAN, 1, DG.

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, nos 25, 56.

ÉNERGIE SOLAIRE

Voir QUESTION ORALE, n° 20.

ENFANTS

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Solidarité nationale, santé.

QUESTION ORALE, n° 127 (J.O. du 14 mai 1981).

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 496.

ENGRAIS ET AMENDEMENTS

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Agriculture.
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 4, DG.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 48.

ENREGISTREMENT

Voir QUESTION ORALE, n° 98 (J.O. du 19 février 1981).

(Enregistrement : successions et libéralités.)

Voir LOI DE FINANCES, 1, art. 9.

ENSEIGNANTS

Voir ARCHITECTURE, 3, DG.
AUXILIARIAT (enseignement).
ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, 1, DG.
LOI DE FINANCES, 1 : Éducation nationale.
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, DG.
QUESTIONS ORALES, nos 107 (J.O. du 19 mars 1981), 109 (J.O. du 19 mars 1981), 110 (J.O. du 19 mars 1981), 118 (J.O. du 3 avril 1981), 123 (J.O. du 16 avril 1981), 40, 47, 53.
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, nos 492, 497, 3.

ENSEIGNEMENT

1. — **Proposition de loi tendant à encourager et à accélérer l'évolution vers l'égalité des sexes à travers les manuels scolaires,** présentée par Mme Marie-Claude Beaudeau, sénateur et plusieurs de ses collègues [23 septembre 1981] [n° 392 (1980-1981)]. — Renvoi à la Commission des affaires culturelles.

2. — **Proposition de loi tendant à permettre aux établissements d'enseignement français situés hors de France de dispenser une formation permanente,** présentée par M. Pierre Croze, sénateur et plusieurs de ses collègues [22 décembre 1981] [n° 157 (1981-1982)]. — Renvoi à la Commission des affaires culturelles.

(Enseignement.)

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Environnement ; Départements et territoires d'outre-mer ; Commerce extérieur.
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, DG.
PEINE DE MORT, 1, DG.
PLAN, 1, DG.
QUESTIONS ORALES, nos 107 (J.O. du 19 mars 1981), 77, 147.
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, nos 35, 48, 66, 78.

(Enseignement [personnel non enseignant].)

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Éducation nationale.

ENSEIGNEMENT AGRICOLE

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Agriculture.
PLAN, 1, DG.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 3.

ENSEIGNEMENT DES ARTS PLASTIQUES

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Culture.
PLAN, 1, DG.

ENSEIGNEMENT DRAMATIQUE

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Culture.

ENSEIGNEMENT ÉLÉMENTAIRE

Voir QUESTIONS ORALES, nos 110 (J.O. du 19 mars 1981), 114 (J.O. du 3 avril 1981).

ENSEIGNEMENT EN ALTERNANCE

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 3.

ENSEIGNEMENT MUSICAL

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Culture.

ENSEIGNEMENT PRÉSCOLAIRE

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Éducation nationale.

ENSEIGNEMENT PRIMAIRE

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Éducation nationale.
PLAN, 1, DG.

ENSEIGNEMENT PRIVÉ

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Éducation nationale.
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, DG.
QUESTIONS ORALES, nos 44, 165.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 22.

ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Voir ENSEIGNEMENT PRIMAIRE.
ENSEIGNEMENT SECONDAIRE.
LOI DE FINANCES, 1 : Éducation nationale.

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Éducation nationale.
QUESTIONS ORALES, nos 95 (J.O. du 19 février 1981), 118 (J.O. du 3 avril 1981), 53.

ENSEIGNEMENT SPÉCIAL

Voir QUESTION ORALE, n° 163.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

1. — **Projet de loi portant abrogation de la loi n° 80-564 du 21 juillet 1980 modifiant les articles 13, 14 et 15 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 et portant modification de l'article 14 de ladite loi,** présenté au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale [8 septembre 1981] (n° 311). — Renvoi à la Commission des affaires culturelles. — Rapport de M. Georges Hage [10 septembre 1981] (n° 317). — Discussion [16 septembre 1981]. — Adoption [16 septembre 1981] (n° 26).

NOUVEL INTITULÉ : « **Projet de loi portant abrogation de la loi n° 80-564 du 21 juillet 1980, modifiant les articles 13, 14 et 15 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 et portant modification des articles 14 et 15 de ladite loi** ».

TRANSMISSION AU SÉNAT (PREMIÈRE LECTURE) [17 septembre 1981] [n° 379 (1980-1981)]. — Renvoi à la Commission des affaires culturelles. — Rapport de M. Jacques Habert [24 septembre 1981] [n° 394 (1980-1981)]. — Discussion [30 septembre 1981] (p. 1751, 1774). — Adoption modifiée [30 septembre 1981] (n° 109).

NOUVEL INTITULÉ : « **Projet de loi portant abrogation de la loi n° 80-564 du 21 juillet 1980, modifiant les articles 13, 14 et 15 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 et portant modification des articles 13, 14 et 15 de ladite loi** ».

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (DEUXIÈME LECTURE) [1er octobre 1981] (n° 397). — Renvoi à la Commission des affaires culturelles. — Rapport de M. Georges Hage [1er octobre 1981] (n° 399). — Discussion [1er octobre 1981]. — Adoption [1er octobre 1981] (n° 38).

NOUVEL INTITULÉ : « **Projet de loi portant abrogation de la loi n° 80-564 du 21 juillet 1980, modifiant les articles 13, 14 et 15 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968, et portant modification des articles 14 et 15 de ladite loi** ».

TRANSMISSION AU SÉNAT (DEUXIÈME LECTURE) [1er octobre 1981] [n° **406** (1980-1981)]. – Renvoi à la Commission des affaires culturelles. – Discussion [1er octobre 1981] (p. 1800, 1805). – Adoption modifiée [1er octobre 1981] (n° **112**).

NOUVEL INTITULÉ : « **Projet de loi portant abrogation de la loi n° 80-564 du 21 Juillet 1980, modifiant les articles 13, 14 et 15 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 et portant modification des articles 13, 14 et 15 de ladite loi** ».

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (TROISIÈME LECTURE) [1er octobre 1981] (n° **443**). – Renvoi à la Commission des affaires culturelles.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLÉE NATIONALE). – Rapport de M. Georges Hage [2 octobre 1981] (n° **445**).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SÉNAT). – Rapport de M. Jacques Habert [2 octobre 1981] [n° **2** (1981-1982)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) [1er octobre 1981] (n° **443**). – Renvoi à la Commission des affaires culturelles. – Rapport de M. Georges Hage [2 octobre 1981] (n° **448**). – Discussion [2 octobre 1981]. – Adoption [2 octobre 1981] (n° **41**).

NOUVEL INTITULÉ : « **Projet de loi portant abrogation de la loi n° 80-564 du 21 juillet 1980, modifiant les articles 13, 14 et 15 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 et portant modification des articles 14 et 15 de ladite loi** ».

TRANSMISSION AU SÉNAT (NOUVELLE LECTURE) [2 octobre 1981] [n° **6** (1981-1982)]. – Renvoi à la Commission des affaires culturelles. – Discussion [2 octobre 1981]. – Adoption [2 octobre 1981] (n° **2**).

NOUVEL INTITULÉ : « **Projet de loi portant abrogation de la loi n° 80-564 du 21 juillet 1980, modifiant les articles 13, 14 et 15 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 et portant modification des articles 13, 14 et 15 de ladite loi** ».

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (DERNIÈRE LECTURE) [2 octobre 1981] (n° **451**). – Renvoi à la Commission des affaires culturelles. – Rapport de M. Georges Hage [2 octobre 1981] (n° **452**). – Discussion [2 octobre 1981]. – Adoption [2 octobre 1981] (n° 43).

NOUVEL INTITULÉ : « **Projet de loi portant abrogation de la loi n° 80-564 du 21 juillet 1980 modifiant les articles 13, 14 et 15 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 et portant modification des articles 14 et 15 de la ladite loi** ».

PROMULGATION : Loi n° 81-995 du 9 novembre 1981 (J.O. lois et décrets du 10 novembre 1981).

DÉCISION DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL des 30 et 31 octobre 1981 (J.O. lois et décrets du 1 novembre 1981).

Discussion (première lecture)

[30 septembre 1981] (p. 1751, 1774).

I. – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1751, 1767) : *MM. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale ; Jacques Habert, rapporteur de la Commission des affaires culturelles ; Michel Miroudot, Stéphane Bonduel, Jacques Valade, Jean Sauvage, Mme Danielle Bidard, M. Marc Boeuf.*

CARTE UNIVERSITAIRE : Savary (Alain) (p. 1751).

CONSEIL NATIONAL DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE : Savary (Alain) (p. 1766).

DÉCENTRALISATION : Savary (Alain) (p. 1751).

ENSEIGNANTS : Savary (Alain) (p. 1751, 1752, 1753) ; Habert (Jacques) (p. 1755) ; Miroudot (Michel) (p. 1756) ; Bonduel (Stéphane) (p. 1759) ; Sauvage (Jean) (p. 1761) ; Bidard (Danielle) (p. 1763, 1764).

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR : Savary (Alain) (p. 1751, 1752, 1753, 1766, 1767) ; Habert (Jacques) (p. 1754, 1755) ; Miroudot (Michel) (p. 1756, 1757, 1758) ; Bonduel (Stéphane) (p. 1758) ; Valade (Jacques) (p. 1759, 1760) ; Sauvage (Jean) (p. 1761, 1762) ; Bidard (Danielle) (p. 1762, 1763, 1764) ; Boeuf (Marc) (p. 1764, 1765).

ÉTUDIANTS : Savary (Alain) (p. 1752, 1753) ; Habert (Jacques) (p. 1754, 1755) ; Miroudot (Michel) (p. 1757) ; Bonduel (Stéphane) (p. 1758) ; Valade (Jacques) (p. 1759) ; Sauvage (Jean) (p. 1760, 1761, 1762) ; Bidard (Danielle) (p. 1763, 1764) ; Boeuf (Marc) (p. 1765).

ÉTUDIANTS (étudiants étrangers) : Savary (Alain) (p. 1752) ; Habert (Jacques) (p. 1754) ; Miroudot (Michel) (p. 1757) ; Sauvage (Jean) (p. 1762) ; Boeuf (Marc) (p. 1765).

ÉTUDIANTS (salariés) : Bidard (Danielle) (p. 1764).

FORMATION CONTINUE : Savary (Alain) (p. 1751) ; Bidard (Danielle) (p. 1764).

INGÉNIEURS, TECHNICIENS ADMINISTRATIFS (ITA) (enseignement) : Bidard (Danielle) (p. 1764).

MÉDECINE (enseignement de la) : Miroudot (Michel) (p. 1757).

PARTICIPATION (universités) : Savary (Alain) (p. 1752) ; Habert (Jacques) (p. 1754) ; Valade (Jacques) (p. 1759) ; Sauvage (Jean) (p. 1761) ; Bidard (Danielle) (p. 1763) ; Boeuf (Marc) (p. 1764).

PROFESSEURS : Habert (Jacques) (p. 1755) ; Miroudot (Michel) (p. 1754) ; Bidard (Danielle) (p. 1763).

RECHERCHE UNIVERSITAIRE : Savary (Alain) (p. 1751, 1766) ; Habert (Jacques) (p. 1754).

RÉGIONS : Savary (Alain) (p. 1751).

SYNDICATS PROFESSIONNELS : Savary (Alain) (p. 1766).

UNIVERSITÉS : Savary (Alain) (p. 1751, 1752, 1753, 1766, 1767) ; Habert (Jacques) (p. 1754, 1755) ; Miroudot (Michel) (p. 1756, 1757, 1758) ; Bonduel (Stéphane) (p. 1758) ; Valade (Jacques) (p. 1759, 1760) ; Sauvage (Jean) (p. 1760, 1761, 1762) ; Bidard (Danielle) (p. 1762, 1763, 1764) ; Boeuf (Marc) (p. 1764, 1765).

UNIVERSITÉS (conseils) : Savary (Alain) (p. 1753, 1766) ; Habert (Jacques) (p. 1755) ; Miroudot (Michel) (p. 1756, 1757) ; Bonduel (Stéphane) (p. 1758) ; Valade (Jacques) (p. 1759) ; Sauvage (Jean) (p. 1760, 1761) ; Bidard (Danielle) (p. 1763, 1764) ; Boeuf (Marc) (p. 1765).

UNIVERSITÉS (élection des présidents) : Savary (Alain) (p. 1752, 1766) ; Habert (Jacques) (p. 1754, 1755) ; Miroudot (Michel) (p. 1758) ; Bonduel (Stéphane) (p. 1758) ; Valade (Jacques) (p. 1759) ; Sauvage (Jean) (p. 1760, 1762) ; Boeuf (Marc) (p. 1765).

II. – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1767, 1774) : *MM. Jean Sauvage, Jacque Habert, rapporteur ; Alain Savary, ministre ; Marc Boeuf, Mme Danielle Bidard, MM. Michel Miroudot, Stéphane Bonduel.*

Avant l'article 1er (p. 1767).

Rejeté : amendement n° 16 (art. additionnel) de M. Pierre Vallon soutenu par M. Jean Sauvage : participation de droit des professeurs membres de l'institut et des académies nationales aux conseils de l'établissement public et de l'unité d'enseignement et de recherche (p. 1767).

Article 1er *(Rétablissement des dispositions de la loi de 1968 relatives à la composition des conseils et à l'élection des Présidents d'universités et directeurs d'Unité d'enseignement et de recherche, UER)* (p. 1767).

Adopté : amendement n° 1 de M. Jacques Habert, rapporteur : composition des conseils d'université et participation des personnes extérieures, détermination des programmes et des crédits de recherche, composition des collèges électoraux d'enseignants, de chercheurs et d'étudiants (p. 1768 ; scrutin public n° 116 ; liste des votants p. 1793).

– L'article 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 1768).

Article 2 *(Suppression du quorum étudiant et modification des conditions d'exigibilité des étudiants étrangers)* (p. 1768).

Adoptés : amendement n° 2 de M. Jacques Habert, rapporteur : interdiction des inscriptions électorales multiples, rétablissement du quorum prévu dans la loi de 1968 pour toutes les catégories d'électeurs dans le cadre des conseils d'université et d'UER (p. 1769 ; scrutin public n° 117 ; liste des votants p. 1794). – Amendement n° 3 rédactionnel de M. Jacques Habert, rapporteur (p. 1769). – Amendement de coordination n° 4 de M. Jacques Habert, rapporteur. – Amendement n° 5 de M. Jacques Habert, rapporteur : éligibilité des étudiants étrangers ressortissants de pays avec lesquels existent des accords de réciprocité (p. 1770). – Amendement n° 6 rédactionnel de M. Jacques Habert, rapporteur (p. 1770).

– L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 1770).

Après l'article 2 (p. 1770).

Adoptés : amendement n° 7 (art. additionnel) de M. Jacques Habert, rapporteur : rôle, durée du mandat et grade du président d'un établissement et du directeur d'une unité d'enseignement (p. 1770) ; sous-amendement n° 17 de M. Michel Miroudot à l'amendement n° 7 de M. Jacques Habert rapporteur : réégibilité immédiate une fois du président d'un établissement (p. 1771).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1771).

Article 3 *(Rétablissement des dispositions statutaires en vigueur avant la loi du 21 juillet 1980)* (p. 1771).

Adopté : amendement n° 8 de suppression pour coordination de M. Jacques Habert, rapporteur (p. 1771).

– L'article 3 est supprimé (p. 1771).

Article 4 *(Élection des nouveaux conseils)* (p. 1771).

Adoptés : amendement n° 9 de M. Jacques Habert, rapporteur : adaptation des statuts des conseils d'université en fonction des dispositions de la présente loi (p. 1771). – Amendement rédactionnel n° 10 de M. Jacques Habert, rapporteur.

– L'article 4 ainsi modifié est adopté (p. 1771).

Article 5 *(Situation des présidents d'universités et directeurs d'UER actuellement en fonction)* (p. 1771).

Adoptés : amendement n° 11 de M. Jacques Habert, rapporteur : maintien en fonction des présidents d'université élus avant et après le 1er juillet 1980 (p. 1771). – Amendement de coordination n° 12 de M. Jacques Habert, rapporteur (p. 1772).

– L'article 5, ainsi modifié, est adopté (p. 1772).

Article 6 *(Réexamen des statuts)* (p. 1772).

Adopté : amendement n° 13 de M. Jacques Habert, rapporteur : suppression de l'article 6 sur l'application des dispositions statutaires aux conseils d'université et la possibilité de réélection de ceux-ci dans les trois mois après l'adoption du nouveau statut (p. 1772).

– L'article 6 est supprimé (p. 1772).

Article 6 *bis* *(Composition des personnalités extérieures)* (p. 1773).

Adopté : amendement n° 14 de M. Jacques Habert, rapporteur : suppression de l'article portant énumération des catégories appelées à siéger en tant que personnalités extérieures au sein des conseils (p. 1773).

– L'article 6 *bis* est supprimé (p. 1773).

Article 6 *ter* *(Rapport sur les orientations du Gouvernement en matière universitaire).* – Adopté (p. 1773).

Article 7 *(Abrogation de la loi du 21 juillet 1980).* – Adopté (p. 1773).

Nouvel intitulé (p. 1773).

Adopté : amendement n° 15 de M. Jacques Habert, rapporteur ; de forme : **« Projet de loi portant abrogation de la loi n° 80-564 du 21 juillet 1980, modifiant les articles 13, 14 et 15 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 et portant modification des articles 13, 14 et 15 de ladite loi »** (p. 1773).

– L'intitulé, ainsi modifié, est adopté (p. 1773).

Adoption [30 septembre 1981] (p. 1773).

Discussion (deuxième lecture)

[1er octobre 1981] (p. 1800, 1805)

I. – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1800, 1801) : *MM. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale ; Jacques Habert, rapporteur de la Commission des affaires culturelles.*

AUDIOVISUEL : Habert (Jacques) (p. 1800).

UNIVERSITÉS : Habert (Jacques) (p. 1800, 1801).

UNIVERSITÉS (conseils) : Habert (Jacques) (p. 1800).

II. – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1801, 1805) : *MM. Jacques Habert, rapporteur ; Alain Savary, ministre ; Robert Laucournet.*

Article 1er (p. 1801).

Adopté : amendement n° 1 de M. Jacques Habert, rapporteur : représentation de chaque catégorie dans des proportions à l'intérieur d'une fourchette pour la composition des conseils d'université et d'UER (p. 1801).

– L'article 1, ainsi modifié, est adopté (p. 1801).

Article 2 (p. 1801, 1802).

Adoptés : amendement n° 2 de M. Jacques Habert, rapporteur : rétablissement du quorum prévu dans la loi de 1968 et généralisation à toutes les catégories d'électeurs pour les conseils d'université et les conseils d'UER (p. 1802). – Amendement rédactionnel n° 3 de M. Jacques Habert, rapporteur (p. 1802). – Amendement n° 4 de M. Jacques Habert, rapporteur : éligibilité pour les seuls étudiants étrangers ressortissants de pays avec lesquels existent des accords de réciprocité (p. 1802).

– L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 1802).

Article 2 *bis* (p. 1802).

Adopté : amendement n° 5 de M. Jacques Habert, rapporteur : rééligibilité immédiate des présidents (p. 1802).

– L'article 2 *bis,* ainsi modifié, est adopté (p. 1802).

Article 3 (p. 1802).

Adopté : amendement n° 6 de suppression pour coordination de M. Jacques Habert, rapporteur (p. 1802).

– L'article 3 est supprimé (p. 1802).

Article 4 (p. 1803).

Adoptés : amendement n° 7 de M. Jacques Habert, rapporteur : fixation du programme d'application de la loi et rôle des conseils actuellement en fonction (p. 1803). – Amendement rédactionnel n° 8 de M. Jacques Habert, rapporteur (p. 1803).

– L'article 4, ainsi modifié, est adopté (p. 1803).

Article 5 (p. 1803).

Adoptés : amendement n° 9 de M. Jacques Habert, rapporteur : accomplissement de leur mandat jusqu'à expiration pour tous les présidents d'universités et directeurs d'UER régulièrement élus (p. 1803). – Amendement n° 10 de M. Jacques Habert, rapporteur : suppression du deuxième alinéa de cet article concernant les présidents maintenus en poste et ceux qui seraient exclus (p. 1803).

– L'article 5, ainsi modifié, est adopté (p. 1803).

Article 6 (p. 1803).

Adopté : amendement n° 11 de M. Jacques Habert, rapporteur : suppression de l'article 6 concernant le calendrier d'application déjà précisé à l'article 4 (p. 1803).

– L'article 6 est supprimé (p. 1803).

Article 6 *bis* (p. 1803).

Adopté : amendement n° 12 de M. Jacques Habert, rapporteur : suppression de cet article concernant la détermination par décret des catégories de personnalités extérieures appelées à siéger dans les conseils d'universités (p. 1804).

– L'article 6 *bis* est supprimé (p. 1804).

Nouvel intitulé (p. 1804).

Adopté : amendement n° 13 de M. Jacques Habert, rapporteur : de forme : **« Projet de loi portant abrogation de la loi n° 80-564 du 21 juillet 1980 modifiant les articles 13, 14 et 15 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 et portant modification des articles 13, 14 et 15 de ladite loi. »** (p. 1804).

– L'intitulé, ainsi modifié, est adopté (p. 1804).

Explications de vote :

– *Intervention de M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale* (p. 1804) : examen hâtif du projet, nécessité de calendrier, large concertation et refonte en octobre 1982 du système des enseignements supérieurs et du rôle des universités. Proposition du gouvernement, choix politique. Conciliation possible lors de l'examen futur de l'ensemble du problème.

– *M. Robert Laucournet* (p. 1804) : déception concernant le climat politique et rapports futurs. Problème de la répartition proportionnelle des avis budgétaires. Vote défavorable du groupe socialiste sur l'ensemble du projet de loi dénaturé par les amendements adoptés.

– *Mme Danielle Bidard* (p. 1804) : groupe communiste favorable au projet gouvernemental. Texte actuel première étape d'une loi proposée fin 1982. Vote défavorable du groupe communiste contre ce projet de loi dénaturé par les amendements adoptés.

– *M. Adolphe Chauvin* (p. 1804) : difficulté du climat politique au Sénat évoqué par M. Robert Laucournet. Respect de la répartition proportionnelle et attribution des rapports. Projet en examen : discrimination envers les présidents d'universités légalement élus. Ordre dans les universités. Nécessité de revoir la loi de 1968 et souhait d'un dépôt rapide du prochain projet. Danger de l'amendement communiste adopté à l'Assemblée nationale relatif aux campagnes d'information politique dans les universités.

Adoption [1er octobre 1981] (p. 1805).

Discussion (nouvelle lecture)

[2 octobre 1981] (p. 1842, 1845).

I. – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1843) : *MM. Alain Savary, ministre de l'éducation ; Jacques Habert, rapporteur de la Commission des affaires culturelles.*

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR : Habert (Jacques) (p. 1843).

UNIVERSITÉS : Habert (Jacques) (p. 1843).

II. – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1842, 1845) : *MM. Alain Savary, ministre ; Jacques Habert, rapporteur.*

Article 1er (p. 1843).

Adopté : amendement n° 1 de M. Jacques Habert, rapporteur : conseils d'universités et répartition des différentes catégories ; prépondérance aux professeurs maîtres de conférences et maîtres-assistants (p. 1843 ; scrutin public n° 1 ; liste des votants p. 1851).

– L'article 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 1844).

Article 2 (p. 1844).

Adoptés : amendement n° 2 de M. Jacques Habert, rapporteur : modalités d'organisation de déroulement du scrutin des représentants aux conseils d'UER et d'universités (p. 1844). – Amendement n° 3 de M. Jacques Habert, rapporteur : suppression des dispositions de cet article concernant les modalités d'élection des représentants des étudiants (p. 1844). – Amendement n° 4 de M. Jacques Habert, rapporteur : élection des seuls étudiants étrangers dont les pays ont des accords de réciprocité avec la France (p. 1844).

– L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 1844).

Article 2 *bis* (p. 1844).

Adopté : amendement n° 5 de M. Jacques Habert, rapporteur : rééligibilité immédiate du président (p. 1844).

– L'article 2 *bis*, ainsi modifié, est adopté (p. 1844).

Article 3 (p. 1844).

Adopté : amendement n° 6 de M. Jacques Habert, rapporteur : suppression de cet article concernant l'abrogation des modifications apportées au statut des établissements publics à caractère scientifique et culturel et de leurs unités d'enseignement et de recherche (p. 1844).

– L'article 3 est supprimé (p. 1844).

Article 4 (p. 1844).

Adoptés : amendement n° 7 de M. Jacques Habert, rapporteur : adaptation des statuts des conseils d'universités à la présente loi avant le 1er janvier 1982 (p. 1845). – Amendement rédactionnel n° 8 de M. Jacques Habert, rapporteur (p. 1845).

– L'article 4, ainsi modifié, est adopté (p. 1845).

Article 5 (p. 1845).

Adoptés : amendement n° 9 de M. Jacques Habert, rapporteur : maintien en fonction des présidents et directeurs d'UER élus avant la date de promulgation de la présente loi (p. 1845). – Amendement n° 10 de coordination de M. Jacques Habert, rapporteur (p. 1845).

– L'article 5, ainsi modifié, est adopté (p. 1845).

Article 6 (p. 1845).

Adopté : amendement n° 11 de suppression pour coordination de M. Jacques Habert, rapporteur.

– L'article 6 est supprimé (p. 1845).

Article 6 *bis* (p. 1845).

Adopté : amendement n° 12 de M. Jacques Habert, rapporteur : suppression de cet article concernant la définition par décret des modalités de participation des personnalités extérieures aux conseils d'universités (p. 1845).

– L'article 6 *bis* est supprimé (p. 1845).

Nouvel intitulé (p. 1845).

Adopté : amendement n° 13 de M. Jacques Habert, rapporteur ; de forme : **« Projet de loi portant abrogation de la loi n° 80-564 du 21 juillet 1980, modifiant les articles 13, 14 et 15 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 et portant modification des articles 13, 14 et 15 de ladite loi »** (p. 1845).

– L'intitulé, ainsi modifié, est adopté (p. 1845).

Adoption [2 octobre 1981] (p. 1845).

(Enseignement supérieur.)

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Éducation nationale ; Agriculture.
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, DG.
PLAN, 1, DG.
QUESTION ORALE, n° 118.
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, nos 3, 493, 68.

ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET PROFESSIONNEL

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Éducation nationale.
PLAN, 1, DG.
QUESTION ORALE, n° 123 (J.O. du 16 avril 1981).
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 82.

ENSEIGNEMENT UNIVERSITAIRE

Voir ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR.

ENTENTE FRANCO-ALLEMANDE (fondation)

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Anciens Combattants.

ENTRAIDE JUDICIAIRE

Voir TRAITÉS ET CONVENTIONS, 2, DG.

ENTREPRISES

1. – **Projet de loi tendant à instituer des mesures de prévention des difficultés dans les entreprises,** présenté au nom de M. Raymond Barre, Premier ministre, par M. Alain Peyrefitte, ministre de la justice [17 avril 1979] (n° **974**). – Renvoi à la Commission des lois constitutionnelles. – Rapport de M. Charles Millon [9 avril 1980] (n° **1606**). – Discussion [18, 24 avril et du 13 mai 1980]. – Adoption [13 mai 1980] (n° **288**).

NOUVEL INTITULÉ : « **Projet de loi tendant à améliorer le fonctionnement des sociétés commerciales, l'information et la protection des actionnaires et à défendre l'épargne** ».

TRANSMISSION AU SÉNAT (PREMIÈRE LECTURE) [14 mai 1980] [n° **249** (1979-1980)]. – Renvoi à la Commission des lois. – Rapport de M. Étienne Dailly (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 20 décembre 1980. – 2 avril 1981) [n° **243** (1980-1981)].

2. – **Proposition de loi tendant à favoriser la transmission des entreprises familiales,** présentée par M. Georges Lombard, sénateur [7 avril 1981] [n° **275** (1980-1981)]. – Renvoi à la Commission des finances.

3. – **Proposition de loi tendant à favoriser l'évolution des structures industrielles et commerciales et à assurer une meilleure protection des salariés et des ayants-droit d'une entreprise ou d'un établissement en difficulté,** présentée par M. Pierre Schiélé, sénateur et plusieurs de ses collègues (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 31 juillet 1981. – 8 septembre 1981) [n° **347** (1980-1981)]. – Renvoi à la Commission des affaires économiques.

4. – **Projet de loi relatif au droit d'action du ministère public dans les procédures collectives d'apurement du passif des entreprises,** présenté au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Robert Badinter, ministre de la justice (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 31 juillet 1981. – 8 septembre 1981) [n° **357** (1980-1981)]. – Renvoi à la Commission des lois. – Rapport de M. Jacques Thyraud (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 31 juillet 1981. – 8 septembre 1981) [n° **360** (1980-1981)]. – Discussion [8 septembre 1981] (p. 1378, 1392). – Adoption [8 septembre 1981] (n° **99**).

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (PREMIÈRE LECTURE) [9 septembre 1981] (n° **314**). – Renvoi à la Commission des lois. – Rapport de M. Alain Hautecœur [16 septembre 1981] (n° **323**). – Discussion [22 septembre 1981]. – Adoption [22 septembre 1981] (n° **28**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (DEUXIÈME LECTURE) [23 septembre 1981] [n° **386** (1980-1981)]. – Renvoi à la Commission des lois. – Rapport de M. Jacques Thyraud [23 septembre 1981] [n° **388** (1980-1981)]. – Discussion [30 septembre 1981] (p. 1749, 1751). – Adoption modifiée [30 septembre 1981] (n° **108**).

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (DEUXIÈME LECTURE) [30 septembre 1981] (n° **396**). – Renvoi à la Commission des lois. – Rapport de M. Alain Hautecœur [1er octobre 1981] (n° **401**). – Discussion [1er octobre 1981]. – Adoption [1er octobre 1981] (n° **37**).

PROMULGATION : Loi n° 81-927 du 15 octobre 1981 (J.O. lois et décrets du 16 octobre 1981).

Discussion (première lecture)

[8 septembre 1981] (p. 1378, 1392)

I. – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1378, 1380) : *MM. Robert Badinter, ministre de la justice ; Jacques Thyraud, rapporteur de la Commission des lois.*

ENTREPRISES : Badinter (Robert) (p. 1378, 1379) ; Thyraud (Jacques) (p. 1380).

FAILLITE, RÈGLEMENT JUDICIAIRE ET LIQUIDATION DE BIENS (règlement judiciaire) : Badinter (Robert) (p. 1378, 1379) ; Thyraud (Jacques) (p. 1380).

MINISTÈRE PUBLIC : Badinter (Robert) (p. 1378, 1379) ; Thyraud (Jacques) (p. 1380).

TRIBUNAUX DE COMMERCE : Badinter (Robert) (p. 1378, 1379) ; Thyraud (Jacques) (p. 1380).

II. – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1380, 1392) : *MM. Jacques Thyraud, rapporteur ; Robert Badinter, ministre ; Lionel de Tinguy, Michel Darras, François Collet, Raymond Bourgine, Frank Sérusclat, Michel Dreyfus-Schmidt, Paul Girod, Charles Lederman.*

Article 1er *(Modification de l'alinéa 2 de l'article 2 de la loi n° 67-563 du 13 juillet 1967 sur le règlement judiciaire, la liquidation des biens, la faillite personnelle et les banqueroutes : droit d'action du ministère public lors de l'ouverture d'une procédure de règlement judiciaire ou de liquidation)* (p. 1380).

Rejetés : amendement n° 1 de M. Jacques Thyraud, rapporteur : saisine du tribunal par le Procureur de la République et convocation au préalable du débiteur (p. 1383). – Sous amendement n° 16 de M. Lionel de Tinguy, à l'amendement n° 1 de M. Jacques Thyraud, rapporteur : saisine du tribunal par le Procureur de la République et « audition » préalable du débiteur (p. 1382).

– L'article 1er est adopté (p. 1383).

Article 2 *(Modification de l'alinéa 2 de l'article 3 de la loi du 13 juillet 1967 : possibilité, pour le Procureur de la République, de demander l'ouverture d'une procédure collective* (p. 1383).

Adopté : amendement n° 2 de M. Jacques Thyraud, rapporteur : convocation des seuls héritiers « connus » (p. 1383).

– L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 1383).

Article 3 *(Article 8-1 de la loi n° 67-563 du 13 juillet 1967 : désignation d'un administrateur provisoire pendant la procédure de règlement judiciaire)* (p. 1383).

Adopté : amendement n° 3 de M. Jacques Thyraud, rapporteur : conditions de désignation par le tribunal d'un administrateur provisoire ; possibilité ou non pour cet administrateur de déposer des offres de concordat (p. 1384).

Retiré : sous-amendement n° 11 de M. Paul Girod, à l'amendement n° 3 de M. Jacques Thyraud, rapporteur : appel de la désignation d'un administrateur, et exécution provisoire (p. 1384).

– L'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 1384).

Article 4 *(Article 9 de la loi n° 67-563 du 13 juillet 1967 : remplacement d'un ou plusieurs syndics)* (p. 1384).

Adopté : amendement n° 4 de M. Jacques Thyraud, rapporteur : possibilité pour le débiteur, les créanciers ou le Procureur de la République de demander le remplacement d'un ou plusieurs syndics et procédure unique de saisine du juge commissaire (p. 1384).

– L'article 4, ainsi modifié, est adopté (p. 1384).

Article 5 *(Article 21-1 de la loi n° 67-563 du 13 juillet 1967 : remplacement ou éviction des dirigeants sociaux lors de l'homologation du concordat)* (p. 1384).

Adoptés : amendement n° 10 de M. Paul Girod : nouvelle rédaction de cet article : exercice par le tribunal de la possibilité de subordonner à l'avance l'homologation du concordat au remplacement d'un ou plusieurs dirigeants sociaux ou à la cession de leurs parts, dans le seul cas où la survie de l'entreprise le requiert (p. 1387). – Sous-amendement n° 17 de M. Jacques Thyraud, rapporteur, à l'amendement n° 10 de M. Paul Girod : application de cette possibilité de remplacement aux seuls dirigeants sociaux, à l'exclusion des débiteurs (p. 1387).

Rejeté : amendement n° 5 de M. Jacques Thyraud, rapporteur : suppression de cet article relatif à la possibilité pour le tribunal, dans

la procédure de règlement judiciaire, de subordonner l'homologation du concordat à certaines conditions : remplacement de dirigeants sociaux ou cession de leurs parts, privation du droit de vote (p. 1386).

– L'article 5, ainsi modifié, est adopté (p. 1387).

Article 12 *(Article 32 de l'ordonnance n° 67-820 du 23 septembre 1967 : l'éviction des dirigeants sociaux lors de l'admission du plan d'apurement du passif)* (p. 1387) ; Priorité ordonnée (p. 1384).

Adoptés : amendement n° 9 de M. Jacques Thyraud, rapporteur : suspension provisoire des poursuites et conditions dans lesquelles le tribunal peut subordonner l'admission du plan à certaines conditions : remplacement de dirigeants sociaux ou cessions de leurs parts ; privation du droit de vote (p. 1388). – Sous-amendement n° 15 de M. Robert Badinter, ministre à l'amendement n° 9 de M. Jacques Thyraud, rapporteur : possibilité pour le tribunal d'exercer cette faculté dans le seul cas où la survie de l'entreprise le requiert ; possibilité de caducité du plan en cas d'inexécution (p. 1388).

– L'article 12, ainsi modifié, est adopté (p. 1388).

Après l'article 5 (p. 1388).

Rejeté : amendement n° 14 (art. additionnel) de M. Paul Girod : pratique des ventes à forfait en matière de procédure collective et possibilité pour le Procureur de la République de présenter au tribunal un recours, mais non de faire appel (p. 1389).

Retiré : amendement n° 12 (art. additionnel) de M. Paul Girod : audition du Procureur de la République et du débiteur préalable à la décision du tribunal autorisant le syndic à traiter à forfait (p. 1390).

Article 6 *(Article 103-1 de la loi n° 67-563 du 13 juillet 1967 : voies de recours)* (p. 1390).

Adoptés : amendement n° 6 de M. Jacques Thyraud, rapporteur : suppression de la faculté d'appel des jugements autorisant le syndic à traiter à forfait des actifs du débiteur (p. 1391). – Amendement n° 7 de M. Jacques Thyraud, rapporteur : droit d'appel du ministère public limité à la décision d' « ouverture » du règlement judiciaire ou de la liquidation des biens (p. 1391).

Retiré : amendement n° 13 de M. Paul Girod, identique à l'amendement n° 6 de M. Jacques Thyraud, rapporteur (p. 1390).

– L'article 6, ainsi modifié, est adopté (p. 1391).

Article 7 *(Article 3 de l'ordonnance n° 67-820 du 23 septembre 1967 tendant à faciliter le redressement économique et financier de certaines entreprises : la saisine du tribunal par le Procureur de la République).* – Adopté (p. 1391).

Article 8 *(Modification d'intitulé de titre après l'article 7 de l'ordonnance du 23 septembre 1967).* – Adopté (p. 1391).

Article 9 *(Article 8 de l'ordonnance n° 67-820 du 23 septembre 1967 : saisine du tribunal par le Procureur de la République, ou d'office).* – Adopté (p. 1391).

Article 10 *(Article 12 de l'ordonnance n° 67-820 du 23 septembre 1967 : le remplacement d'un ou plusieurs curateurs).* – Adopté (p. 1391).

Article 11 *(Article 13 de l'ordonnance n° 67-820 du 23 septembre 1967 : mission et pouvoirs du curateur).* – Adopté (p. 1382).

Article 13 *(Article 44 de l'ordonnance n° 67-820 du 23 septembre 1967 : extension au ministère public du droit d'appel des jugements relatifs à la nomination, au remplacement et à l'étendue des pouvoirs d'un ou plusieurs curateurs).* – Adopté (p. 1392).

Article 14 *(Applicabilité de la réforme aux territoires d'outre-mer ainsi qu'à la collectivité territoriale de Mayotte).* – Adopté (p. 1392).

Explication de vote :

– *M. Charles Lederman* (p. 1392) : intervention du ministère public : désignation des mandataires de justice. Sauvegarde des entreprises. Vote favorable du groupe communiste sur le projet.

Adoption [8 septembre 1981] (p. 1392).

Discussion (deuxième lecture)

[30 septembre 1981] (p. 1749, 1751) –

I. – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1749, 1750) : *MM. Robert Badinter, ministre de la justice ; Jacques Thyraud, rapporteur de la Commission des lois ; Charles Lederman.*

ENTREPRISES : Badinter (Robert) (p. 1749) ; Thyraud (Jacques) (p. 1749, 1750).

FAILLITE, RÈGLEMENT JUDICIAIRE ET LIQUIDATION DE BIENS (règlement judiciaire) : Badinter (Robert) (p. 1749) ; Thyraud (Jacques) (p. 1749, 1750).

MINISTÈRE PUBLIC : Badinter (Robert) (p. 1749) ; Thyraud (Jacques) (p. 1750) ; Lederman (Charles) (p. 1750).

II. – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1750, 1751) : *MM. Jacques Thyraud, rapporteur ; Robert Badinter, ministre.*

Article 6 (p. 1750).

Adopté : amendement n° 1 de M. Jacques Thyraud, rapporteur : force de chose jugée de la décision autorisant le syndic à traiter à forfait les actifs du débiteur lorsque la cour d'appel n'a pas statué au fond dans les 40 jours après le jugement (p. 1750).

– L'article 6, ainsi modifié, est adopté (p. 1750).

Article 12. – Adopté (p. 1751).

Adoption [30 septembre 1981] (p. 1751).

(Entreprises.)

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, **1.**

LOI DE FINANCES, **1,** DG ; Plan et aménagement du territoire ; Commerce extérieur ; Travail ; art. 4 ; art. 27 ; art. 67 ; art. 78.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **1,** DG.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **3,** DG ; art. 2 et 3.

NATIONALISATION, **1,** DG ; nouvelle lecture, DG.

PLAN, **1,** DG.

POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE, **1,** DG.

QUESTIONS ORALES, n[os] **93** (J.O. du 12 février 1981), **105** (J.O. du 5 mars 1981), **13, 38, 65, 71, 101, 102, 106, 109, 134, 136, 154, 158.**

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n[os] **10, 16, 41.**

SOCIÉTÉS CIVILES ET COMMERCIALES, **1,** DG.

(Aide aux entreprises.)

Voir COLLECTIVITÉS LOCALES, **2,** DG.

DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, **2.**

LOI DE FINANCES, **1,** DG ; Industrie ; Charges communes.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **1,** CMP ; nouvelle lecture.

NATIONALISATIONS, **1,** DG ; nouvelle lecture, DG.

PLAN, **1,** DG.

(Charges des entreprises.)

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, **1, 2.**

LOI DE FINANCES, **1** : Industrie.

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **21.**

(Conseils d'administration et de surveillance.)

Voir LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **1,** DG.

NATIONALISATIONS, **1,** DG ; nouvelle lecture, DG.

(Création d'entreprises.)

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, **2.**

LOI DE FINANCES, **1** : Commerce et artisanat ; Plan et aménagement du territoire.

(Fiscalité des entreprises.)

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, **1.**
LOI DE FINANCES, **1,** DG ; Recherche et technologie ; Commerce et artisanat.
NATIONALISATION, **1,** DG.
QUESTION ORALE, n° **8.**

ENTREPRISES DE MAIN-D'ŒUVRE

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Commerce et artisanat.

ENTREPRISES DE TRAVAIL TEMPORAIRE

Voir LOI DE FINANCES, **1,** art. 14 *bis.*
TRAVAIL TEMPORAIRE.

ENTREPRISES NATIONALES

Voir COUR DES COMPTES.
LOI DE FINANCES, **1,** DG ; Transports ; Industrie ; Recherche et technologie ; Plan et aménagement du territoire ; Comptes spéciaux du Trésor ; Charges communes.
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **1,** DG.
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **2,** DG.
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **3,** DG ; art. 2 et 3.
NATIONALISATION, **1,** DG ; nouvelle lecture, DG.
PLAN, **1,** DG.
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n^{os} **25, 60.**

ENTREPRISES PUBLIQUES

Voir COUR DE COMPTES.
ENTREPRISES NATIONALES.
LOI DE FINANCES, **1,** DG.
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **1,** DG.
NATIONALISATION, **1,** DG.

ENVIRONNEMENT

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Environnement.
PLAN, **1.**

ENVIRONNEMENT (ministère de l')

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Environnement.

ÉPARGNE

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, **1.**
LOI DE FINANCES, **1,** DG.
NATIONALISATION, **1,** DG.
QUESTIONS ORALES, n^{os} **13, 76, 115.**
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **62.**

ÉPARGNE LOGEMENT

Voir LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **3,** art. 2 et 3.

ÉPIDÉMIOLOGIE

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Solidarité nationale, santé.

ÉQUARRISSAGE

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **11.**

ÉQUIPEMENT

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, **2.**
LOI DE FINANCES, **1** : Agriculture ; Intérieur et décentralisation.

(Équipement hospitalier.)

Voir QUESTIONS ORALES, n° **120** (J.O. du 3 avril 1981), **104.**

(Équipement rural.)

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Agriculture.

(Équipement sportif et socio-éducatif.)

Voir LOI DE FINANCES, **1** ; Éducation nationale ; Temps libre ; Intérieur et décentralisation.
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **1,** DG.
PLAN, **1,** DG.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **34.**

ERREUR JUDICIAIRE

Voir PEINE DE MORT, **1,** DG ; Question préalable.

ESPACE JUDICIAIRE EUROPÉEN

Voir PEINE DE MORT, **1,** DG.

ESPACE SOCIAL EUROPÉEN

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, **1.**
LOI DE FINANCES, **1** : Relations extérieures. – I. – Services diplomatiques et généraux. – II. – Coopération.

ESPACES VERTS

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Urbanisme et logement.

ESPADRILLES (industrie)

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, N° **21.**

ESPAGNE

Voir QUESTION ORALE, n° **127.**

ESPIONNAGE

Voir QUESTION ORALE, n° **5.**

ESSENCE (prix de l')

Voir CARBURANT (PRIX DU).

ESSENCES (service des)

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Défense.

ESSONNE

Voir QUESTIONS ORALES, n^{os} **105, 113.**

ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES INVALIDES DE LA MARINE (ENIM)

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Mer.
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **1,** DG.

ÉTABLISSEMENTS DE BIENFAISANCE ET FONDATIONS

Voir LOI DE FINANCES, **1,** art. 69.

ÉTABLISSEMENTS PUBLICS

Voir COLLECTIVITÉS LOCALES, **2.**

(Établissements publics régionaux.)

Voir COLLECTIVITÉS LOCALES, **2,** DG.

ÉTAT CIVIL

1. – **Proposition de loi tendant à modifier l'article 55 du code civil concernant les déclarations de naissances,** présentée par M. Francis Palmero, sénateur [10 septembre 1981] [n° **364** (1981-1982)]. – Renvoi à la Commission des lois.

2. – **Proposition de loi portant réforme du droit au nom,** présentée par Mme Cécile Goldet, sénateur et plusieurs de ses collègues

(rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 20 décembre 1980. – 2 avril 1981) [n° **221** (1980-1981)]. – Renvoi à la Commission des lois.

ÉTATISATION

Voir NATIONALISATION, **1**, DG.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

Voir QUESTION ORALE, n° **130.**

ÉTRANGERS

1. – **Projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France,** présenté au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par Mme Nicole Questiaux, ministre de la solidarité nationale [10 septembre 1981] [n° **366** (1980-1981)]. – Renvoi à la Commission des lois. – Pour avis à la Commission des affaires sociales. – Rapport de M. Charles de Cuttoli [22 septembre 1981] [n° **382** (1980-1981)]. – Avis M. Jean Madelain [17 septembre 1981] [n° **381** (1980-1981)]. – Discussion [22 septembre 1981] (p. 1559, 1592). – Adoption [22 septembre 1981] (n° **102**).

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (PREMIÈRE LECTURE) [23 septembre 1981] (n° **383**). – Renvoi à la Commission des lois. – Pour avis à la Commission des affaires culturelles. – Rapport de M. Michel Suchod. – Avis présenté au nom de la Commission des affaires culturelles par M. Louis Lareng [29 septembre 1981] (n° **390**). – Discussion [29 et 30 septembre 1981]. – Adoption [30 septembre 1981] (n° **36**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (DEUXIÈME LECTURE) [1er octobre 1981] [n° **405** (1980-1981)]. – Renvoi à la Commission des lois. – Rapport de M. Charles de Cuttoli [1er octobre 1981] [n° **408** (1980-1981)]. – Discussion [6 octobre 1981] (p. 1854, 1860 ; 1863, 1873). – Adoption [6 octobre 1981] (n° **3**).

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (DEUXIÈME LECTURE) [7 octobre 1981] (n° **457**). – Renvoi à la Commission des lois. – Rapport de M. Michel Suchod [8 octobre 1981] (n° **461**). – Discussion [9 octobre 1981]. – Adoption [9 octobre 1981] (n° **47**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (TROISIÈME LECTURE) [13 octobre 1981] [n° **21** (1981-1982)]. – Renvoi à la Commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLÉE NATIONALE) ; rapport de M. Michel Suchod [14 octobre 1981] (n° **466**). – Discussion [14 octobre 1981]. – Adoption [14 octobre 1981] (n° **50**).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SÉNAT) ; rapport de M. Charles de Cuttoli [14 octobre 1981] (n° **23**). – Discussion [15 octobre 1981] (p. 2010, 2012). – Adoption [15 octobre 1981] (n° **8**).

PROMULGATION : Loi n° 81-973 du 29 octobre 1981 (J.O. Lois et décrets du 30 octobre 1981).

Discussion (première lecture)

[22 septembre 1981] (p. 1559, 1592)

I. – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1559, 1572) : *Mme Nicole Questiaux, ministre de la solidarité nationale ; MM. Charles de Cuttoli, rapporteur de la Commission des lois ; Jean Madelain, rapporteur pour avis de la Commission des affaires sociales ; Max Lejeune, Edgar Tailhades, Charles Lederman, Jacques Larché, François Autain, secrétaire d'État aux immigrés.*

AIDE AU RETOUR (travailleurs immigrés) : Questiaux (Nicole) (p. 1562) ; Lejeune (Max) (p. 1568).

ASSOCIATIONS ÉTRANGÈRES : Questiaux (Nicole) (p. 1563) ; Lederman (Charles) (p. 1570).

CHÔMAGE : Lejeune (Max) (p. 1568, 1569).

DIALOGUE NORD SUD : Questiaux (Nicole) (p. 1560, 1562).

DROIT D'ASILE : Lejeune (Max) (p. 1569) ; Larche (Jacques) (p. 1571).

DROIT D'ASSOCIATION : Questiaux (Nicole) (p. 1561, 1562, 1563) ; Lederman (Charles) (p. 1570) ; Autain (François) (p. 1572).

DROITS CIVILS : Questiaux (Nicole) (p. 1561, 1564) ; Cuttoli (Charles de) (p. 1567) ; Madelain (Jean) (p. 1568) ; Tailhades (Edgar) (p. 1570).

DROITS CIVIQUES : Lejeune (Max) (p. 1569) ; Larché (Jacques) (p. 1572) ; Autain (François) (p. 1572).

ÉLECTIONS MUNICIPALES : Lejeune (Max) (p. 1569) ; Larché (Jacques) (p. 1572) ; Autain (François).

EMPLOI DES JEUNES : Lejeune (Max) (p. 1569).

ÉTRANGERS : Questiaux (Nicole) (p. 1560, 1561, 1562, 1563, 1564) ; Cuttoli (Charles de) (p. 1566, 1567) ; Madelain (Jean) (p. 1567, 1568) ; Lejeune (Max) (p. 1568, 1569) ; Tailhades (Edgar) (p. 1569, 1570) ; Lederman (Charles) (p. 1570, 1571) ; Larché (Jacques) (p. 1571, 1572).

EXPULSIONS (étrangers) : Questiaux (Nicole) (p. 1561, 1562, 1563, 1564) ; Cuttoli (Charles de) (p. 1566, 1567) ; Madelain (Jean) (p. 1567, 1568) ; Lejeune (Max) (p. 1569) ; Tailhades (Edgar) (p. 1570).

GARDE A VUE : Questiaux (Nicole) (p. 1564) ; Cuttoli (Charles de) (p. 1567).

IMMIGRATION : Questiaux (Nicole) (p. 1560, 1561, 1562, 1563, 1564) ; Cuttoli (Charles de) (p. 1565, 1566) ; Madelain (Jean) (p. 1567, 1568) ; Lejeune (Max) (p. 1568, 1569) ; Tailhades (Edgar) (p. 1569, 1570) ; Lederman (Charles) (p. 1570, 1571) ; Larché (Jacques) (p. 1571, 1572).

IMMIGRATION CLANDESTINE : Questiaux (Nicole) (p. 1562, 1564) ; Madelain (Jean) (p. 1568) ; Lejeune (Max) (p. 1568) ; Tailhades (Edgar) (p. 1570) ; Lederman (Charles) (p. 1570) ; Larché (Jacques) (p. 1572).

LIBERTÉS INDIVIDUELLES : Questiaux (Nicole) (p. 1561, 1562, 1564) ; Cuttoli (Charles de) (p. 1566).

LIBERTÉS PUBLIQUES : Questiaux (Nicole) (p. 1561, 1562).

LOGEMENT : Questiaux (Nicole) (p. 1562) ; Lejeune (Max) (p. 1568) ; Lederman (Charles) (p. 1571).

MINEURS (d'âge) : Questiaux (Nicole) (p. 1561, 1564) ; Cuttoli (Charles de) (p. 1567) ; Tailhades (Edgar) (p. 1570).

NATURALISATION : Questiaux (Nicole) (p. 1561) ; Larché (Jacques) (p. 1572).

OFFICE NATIONAL D'IMMIGRATION : Questiaux (Nicole) (p. 1563).

OFFICES DE MIGRANTS : Questiaux (Nicole) (p. 1562).

RACISME : Questiaux (Nicole) (p. 1560) ; Lejeune (Max) (p. 1569) ; Lederman (Charles) (p. 1570).

SCOLARISATION : Questiaux (Nicole) (p. 1562).

SÉJOUR (carte de) : Questiaux (Nicole) (p. 1561, 1563) ; Cuttoli (Charles de) (p. 1566, 1567) ; Lederman (Charles) (p. 1571).

SOLIDARITÉ : Questiaux (Nicole) (p. 1560, 1561).

TRAVAILLEURS IMMIGRÉS : Questiaux (Nicole) (p. 1561, 1562, 1563) ; Cuttoli (Charles de) (p. 1566, 1567) ; Lejeune (Max) (p. 1568, 1569) ; Tailhades (Edgar) (p. 1569, 1570) ; Lederman (Charles) (p. 1570, 1571).

II. – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1572, 1592) : *MM. Guy Petit, Michel Dreyfus-Schmidt, Charles de Cuttoli, rapporteur ; Mme Nicole Questiaux, ministre ; MM. Jacques Larché, François Collet, Charles Lederman, Paul Pillet, Marcel Rudloff.*

Article 1er *(Article 5 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : conditions générales d'entrée des étrangers en France)* (p. 1573).

Adoptés : amendement n° 1 de M. Charles de Cuttoli, rapporteur : non présentation systématique par un étranger de garanties de rapatriement (p. 1573). – Amendement rédactionnel n° 25 de M. Edgar Tailhades soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt (p. 1574). – Amendement n° 28 de M. Charles Lederman : possibilité pour un étranger après un refus d'entrée de s'adresser à un conseil de son choix (p. 1575).

Rejeté : amendement n° 41 de M. Jacques Larché : refus de l'accès du territoire français à tout étranger constituant une menace pour l'ordre public (p. 1574).

– L'article 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 1575).

Après l'article 1er (p. 1575).

Adopté : amendement n° 2 (art. additionnel) de M. Charles de Cuttoli, rapporteur : problème du regroupement familial (p. 1575).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1575).

Article 2 *(Article 19 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : conduite à la frontière des étrangers en situation irrégulière)* (p. 1575).

Adoptés : amendement n° 4 de M. Charles de Cuttoli, rapporteur : prise en compte de la situation familiale des détenus et de tous éléments utiles sur les conditions du séjour lors du refoulement à la frontière (p. 1576). – Amendement n° 5 de M. Charles de Cuttoli, rapporteur : récidive à défaut de régularisation de la situation en cas d'immigration clandestine (p. 1577). – Sous-amendement n° 29 de M. Charles Lederman à l'amendement n° 5 de M. Charles de Cuttoli, rapporteur : suppression de la notion de récidive (p. 1577). – Amendement rédactionnel n° 6 de M. Charles de Cuttoli, rapporteur (p. 1579).

Rejetés : amendement n° 3 de M. Charles de Cuttoli, rapporteur : augmentation de l'amende pour immigration clandestine (p. 1576). – Sous-amendement n° 27 de M. Edgar Tailhades, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt, à l'amendement n° 6 de M. Charles de Cuttoli, rapporteur : suppression de l'interdiction de territoire obligatoire en cas de récidive (p. 1579).

– L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 1579).

Article 3 *(Article 23 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : motifs d'expulsion et abrogation des arrêtés d'expulsion. Article 24 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : commission d'expulsion. Article 25 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : catégories d'étrangers faisant l'objet d'un régime de faveur au regard de l'expulsion ou du refoulement. Article 26 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : urgence absolue. Article 26 bis de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : exécution d'office des arrêtés d'expulsions)* (p. 1579).

Adoptés : amendement n° 7 de M. Charles de Cuttoli, rapporteur : possibilité d'expulsion d'un étranger condamné à six mois d'emprisonnement ferme (p. 1581). – Amendement rédactionnel n° 8 de M. Charles de Cuttoli, rapporteur (p. 1581). – Amendement n° 9 de M. Charles de Cuttoli, rapporteur : plus grande indépendance de la commission d'expulsion vis-à-vis du préfet (p. 1581). – Amendement n° 33 de M. Charles Lederman : exclusion de l'expulsion des mineurs de 18 ans et moins (p. 1583). – Amendement n° 11 de M. Charles de Cuttoli, rapporteur : justification de leur résidence pour les étrangers résidant en France depuis l'âge de 10 ans (p. 1583). – Amendement n° 12 de M. Charles de Cuttoli, rapporteur : justification de la résidence habituelle en France d'un étranger (p. 1584). – Amendement n° 26 de M. Edgar Tailhades, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : exclusion de l'expulsion quand le conjoint est de nationalité française et qu'il est père ou mère d'enfants français mineurs (p. 1585). – Sous-amendement n° 47 de M. Marcel Rudloff, à l'amendement n° 26 de M. Edgar Tailhades : exclusion de l'expulsion de l'étranger dont le conjoint est de nationalité française et qui subvient normalement aux besoins de sa famille (p. 1585). – Amendement n° 35 de M. Charles Lederman : exclusion de l'expulsion d'un étranger titulaire d'une rente accident de travail (p. 1585).

Rejetés : amendement n° 31 de M. Charles Lederman : adjonction d'un conseiller général et d'un conseiller municipal au sein de la commission (p. 1582 ; scrutin public n° 112 ; liste des votants p. 1603). – Amendement n° 10 de M. Charles de Cuttoli, rapporteur : possibilité de huis clos lors des débats de la commission en cas de danger pour l'ordre public ou les mœurs (p. 1582).

Retirés : amendement n° 32 de M. Charles Lederman : élargissement des possibilités d'avis donnés par la commission (p. 1583). – Amendement n° 34 de M. Charles Lederman : exclusion de l'expulsion des étrangers résidant en France depuis plus de 10 ans (p. 1584).

– L'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 1585).

Article 4 *(Article 28 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : assignation à résidence).* – Adopté (p. 1585).

Article 5 *(Maintien administratif des étrangers en instance de départ forcé du territoire français)* (p. 1585).

Adoptés : amendement n° 13 de M. Charles de Cuttoli, rapporteur : possibilité de maintien administratif par décision écrite motivée du préfet (p. 1586). – Sous-amendement n° 37 de M. Charles Lederman, à l'amendement n° 13 de M. Charles de Cuttoli, rapporteur : maintien administratif en cas de nécessité absolue (p. 1586). – Amendement rédactionnel n° 14 de M. Charles de Cuttoli, rapporteur (p. 1586). – Amendement n° 38 de M. Charles Lederman : intervention d'un interprète pour informer un étranger de ses droits (p. 1587). – Amendement n° 15 de M. Charles de Cuttoli, rapporteur : obligation pour le président du tribunal de statuer par ordonnance après audition de l'intéressé (p. 1588). – Sous-amendement n° 39 de M. Charles Lederman, à l'amendement n° 15 de M. Charles de Cuttoli, rapporteur : audition de l'intéressé en présence de son conseil ou après avoir averti le conseil (p. 1588). – Amendement n° 16 de M. Charles de Cuttoli, rapporteur : durée du maintien administratif maximum de 6 jours à compter de l'ordonnance du président du tribunal (p. 1588). – Amendement rédactionnel n° 17 de M. Charles de Cuttoli, rapporteur (p. 1588). – Amendement n° 18 de M. Charles de Cuttoli, rapporteur : tenue d'un registre des étrangers étant ou ayant été en état de maintien administratif (p. 1589). – Amendement n° 19 de M. Charles de Cuttoli, rapporteur : pouvoirs du Procurreur de la République (p. 1589). – Amendement rédactionnel n° 20 de M. Charles de Cuttoli, rapporteur (p. 1589). – Amendement n° 21 de M. Charles de Cuttoli, rapporteur : mentions du registre de maintien administratif (p. 1589).

– L'article 5, ainsi modifié, est adopté (p. 1589).

Article 6 *(Départements d'outre-mer)* (p. 1589).

Adopté : amendement n° 22 de M. Charles de Cuttoli, rapporteur : cas des départements d'outre-mer (p. 1589).

– L'article 6, ainsi modifié, est adopté (p. 1589).

Article 7 *(Abrogations diverses)* (p. 1590).

Adopté : amendement n° 23 de M. Charles de Cuttoli, rapporteur : abrogation de la loi du 10 janvier 1980 à l'exception des articles 2, 4 et 10 (p. 1590).

– L'article 7, ainsi modifié, est adopté (p. 1590).

Après l'article 7 (p. 1590).

Adopté : amendement n° 24 (art. additionnel) de M. Charles de Cuttoli, rapporteur : non incarcération des étrangers en instance d'expulsion dans des établissements pénitentiaires (p. 1590).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1590).

Explications de vote :

– *M. François Collet* (p. 1590, 1591) : accueil et générosité envers les étrangers et les travailleurs immigrés ; insertion des immigrés ; sécurité. Déssaisissement par le gouvernement de ses moyens d'action. Non publication de la circulaire ministérielle du 11 août 1981. Abstention du groupe du rassemblement pour la République sur le projet.

– *M. Michel Dreyfus-Schmidt* (p. 1591) : France, terre d'asile ; refoulement des immigrants clandestins mais limitation des expulsions. Modifications préjudiciables au projet par certains amendements. Vote du projet par le groupe socialiste en espérant un retour à l'esprit initial.

– *M. Charles Lederman* (p. 1591) : abrogation de la loi Bonnet. Vote par le groupe communiste du projet de loi afin de ne pas bloquer la discussion en espérant que la navette rétablira l'esprit initial du projet.

Adoption [22 septembre 1981] (p. 1592).

Discussion (deuxième lecture)

[6 octobre 1981] (p. 1854, 1860, 1863, 1873)

I. – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1854, 1855) : *M. Charles de Cuttoli, rapporteur de la Commission des lois.*

ÉTRANGERS : Cuttoli (Charles de) (p. 1855).

EXPULSIONS : Cuttoli (Charles de) (p. 1855).

TRAVAILLEURS IMMIGRÉS : Cuttoli (Charles de) (p. 1855).

II. – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1855, 1873) : *M. Charles de Cuttoli, rapporteur ; Mme Nicole Questiaux, ministre ; MM. Michel Dreyfus-Schmidt, François Collet, François Autain, secrétaire d'État ; Charles Lederman, Marcel Rudloff, Georges Degonia, Edmond Valcin, Jacques Eberhard.*

Article 1er (p. 1855).

Adoptés : amendement n° 2 de M. Charles de Cuttoli, rapporteur : précisions sur les motifs de refus d'accès au territoire français (p. 1856). – Amendement n° 3 de M. Charles de Cutolli, rapporteur : décret en Conseil d'État pour la fixation des autorités administratives pouvant opposer un refus d'entrée (p. 1856). – Amendement n° 4 de M. Charles de Cuttoli, rapporteur : maintien administratif et application des garanties prévues à l'article 35 *bis* (p. 1856).

Rejeté : amendement n° 1 de M. Charles de Cuttoli, rapporteur : suppression de la réserve relative aux conventions internationales (p. 1855).

– L'article 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 1856).

Article 1er *ter* (p. 1856). – Adopté.

Article 2 (p. 1857).

Adoptés : amendement n° 21 de Mme Nicole Questiaux ministre : sanctions en cas de violation d'une interdiction du territoire (p. 1857). – Amendement n° 17 de Mme Nicole Questiaux, ministre : conduite à la frontière et modification des références à l'article 25 énumérant les catégories non expulsables (p. 1857). – Amendement n° 5 de M. Charles de Cuttoli, rapporteur : conduite à la frontière et suppression de la référence à l'interdiction du territoire (p. 1857). – Amendement n° 18 de Mme Nicole Questiaux, ministre : cas de l'étranger en situation irrégulière qui allègue une relation de travail et consultation de l'inspection du travail (p. 1860). – Sous-amendement n° 22 de M. Charles de Cuttoli, rapporteur : cas de l'étranger en situation irrégulière qui allègue une relation de travail et sursis à statuer de la juridiction compétente après consultation de l'inspection du travail (p. 1860). – Amendement n° 19 de Mme Nicole Questiaux, ministre : possibilité, et non obligation, pour la juridiction, en cas de récidive, de prononcer l'interdiction du territoire français pour une durée maximale d'un an (p. 1860).

Rejeté : amendement n° 6 de M. Charles de Cuttoli, rapporteur : délai laissé à l'étranger pour la régularisation de sa situation et suppression de l'injonction faite à l'administration par la juridiction saisie (p. 1859).

Devient sans objet : amendement n° 7 de M. Charles de Cuttoli, rapporteur : action en justice intentée par l'étranger contre son employeur en vertu des dispositions du code du travail et sursis à statuer de la juridiction saisie pour le délit d'entrée ou de séjour irrégulier sur le territoire (p. 1860).

– L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 1860).

Article 3 (p. 1863).

Adoptés : amendement n° 8 de M. Charles de Cuttoli, rapporteur : possibilité pour le ministre d'abroger l'arrêté d'expulsion et fixation à 10 ans au lieu de 5 du délai au-delà duquel la consultation de la commission est obligatoire (p. 1864). – Amendement n° 9 de M. Charles de Cuttoli, rapporteur : énumération des catégories d'étrangers qui ne peuvent être ni reconduits à la frontière, ni expulsés, et justification obligatoire de la durée de résidence en France (p. 1865). – Amendement n° 10 de M. Charles de Cuttoli, rapporteur : catégories d'étrangers « non expulsables » : étranger marié à un conjoint français et durée du mariage ; étranger parent d'enfant français (p. 1867). – Sous-amendement n° 15 de M. Michel Dreyfus-Schmidt : possibilité d'expulsion d'un étranger parent d'enfant français dans le seul cas de déchéance de l'autorité parentale (p. 1867). – Amendement n° 11 de M. Charles de Cuttoli, rapporteur : possibilité d'expulsion pour des étrangers condamnés à certaines peines mêmes inférieures à un an : addition du cas de proxénétisme aggravé (p. 1867). – Amendement n° 12 de M. Charles de Cuttoli, rapporteur : la sûreté de l'État, dans l'alinéa relatif à la possibilité, en cas d'urgence absolue, d'expulser un étranger appartenant à une catégorie normalement non expulsable (p. 1867).

Rejeté : sous-amendement n° 16 de M. Michel Dreyfus-Schmidt : rétablissement à 6 mois de la durée minimale du mariage avec un conjoint français (p. 1867).

– L'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 1867).

Article 4 (p. 1868). – Adopté.

Article 5 (p. 1868).

Adopté : amendement n° 13 de M. Charles de Cuttoli, rapporteur : compétence du préfet pour décider du maintien administratif de l'étranger expulsé ou refoulé (p. 1869).

– L'article 5, ainsi modifié, est adopté (p. 1869).

Article 6 (p. 1869).

Adopté : amendement n° 14 de M. Charles de Cuttoli, rapporteur : énumération des motifs administratifs pour lesquels le ministre de l'intérieur pourra dans les départements d'outre-mer, décider la conduite à la frontière pour entrée ou séjour irrégulier (p. 1872).

Rejeté : sous-amendement n° 23 de M. Edmond Valcin : suppression de la mention de durée maximale de 5 ans de cette mesure (p. 1872).

Devient sans objet : amendement n° 20 de M. François Autain, secrétaire d'État : fixation par décret des conditions dans lesquelles le ministre de l'intérieur pourra à titre transitoire pour une durée de 5 ans, décider la conduite à la frontière pour entrée ou séjour irrégulier (p. 1872).

– L'article 6, ainsi modifié, est adopté (p. 1872).

Article 7 (p. 1872). – Adopté.

Explications de vote :

– *M. François Collet* (p. 1872) : abstention du groupe RPR en première lecture de ce projet. Modifications apportées en deuxième lecture et nouvelle abstention de la très grande majorité du groupe RPR ; quelques votes contre.

– *M. Jacques Larché* (p. 1872) : abstention du groupe UREI. Problèmes sociaux posés par la population immigrée en France et laxisme de la politique du gouvernement. Immigration clandestine et nécessité des contrôles d'identité.

– *M. Michel Dreyfus-Schmidt* (p. 1872) : vote du groupe socialiste favorable au texte en examen ; améliorations apportées au projet. Responsabilités à l'égard de l'ancienne Union française et des travailleurs immigrés. Moyens donnés au gouvernement pour faire respecter sa politique.

– *M. Max Lejeune* (p. 1873) : devoirs de la France envers l'ancienne Union française et les travailleurs immigrés. Danger néanmoins des dispositions adoptées.

– *M. Charles Lederman* (p. 1873) : soutien du groupe communiste à la politique du gouvernement à l'égard des immigrés. Vote favorable du groupe sur le projet en examen.

Adoption [6 octobre 1981] (p. 1873).

Discussion (Commission mixte paritaire)

[15 octobre 1981] (p. 2010, 2012)

I. – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2010, 2011) : *MM. François Autain, secrétaire d'État aux immigrés ; Charles de Cuttoli, rapporteur pour le Sénat.*

ÉTRANGERS : Autain (François) (p. 2010) ; Cuttoli (Charles de) (p. 2010, 2011).

EXPULSIONS (étrangers) : Autain (François) (p. 2010) ; Cuttoli (Charles de) (p. 2010, 2011).

INSPECTION DU TRAVAIL : Cuttoli (Charles de) (p. 2010).

SÉJOUR (carte de) : Autain (François) (p. 2010) ; Cuttoli (Charles de) (p. 2010).

TRAVAILLEURS IMMIGRÉS : Autain (François) (p. 2010) ; Cuttoli (Charles de) (p. 2010, 2011).

II. – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2011, 2012)

Articles 2 et 3 (p. 2011).

Articles 5 et 6 (p. 2012).

Explication de vote :

– *M. Charles Lederman* (p. 2012) : texte novateur. Changement de la politique du gouvernement à l'égard des immigrés. Vote du texte par le groupe communiste.

Adoption [15 octobre 1981] (p. 2012).

(Étrangers.)

Voir AMNISTIE, **1**, DG.
ASSOCIATIONS, **1**, DG.
PEINE DE MORT, **1**, DG.
QUESTIONS ORALES, n[os] **106** (J.O. du 12 mars 1981), **119** (J.O. du 3 avril 1981), **28.**

(Étudiants.)

Voir AMNISTIE, **1**, DG.
ARCHITECTURE, **3**, DG.
ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, **1**, DG.
LOI DE FINANCES, **1** : Éducation nationale.
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **1**, DG.
QUESTIONS ORALES, n[os] **106** (J.O. du 12 mars 1981), **166.**
TRAITÉS ET CONVENTIONS, **14**, DG.

(Étudiants étrangers.)

Voir ARCHITECTURE, **3**, DG.
ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, **1**, DG.
LOI DE FINANCES, **1** : Relations extérieures. – I. – Services diplomatiques et généraux. – II. – Coopération ; Éducation nationale.
TRAITÉS ET CONVENTIONS, **20**, DG.

(Étudiants salariés.)

Voir ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, **1**, DG.

EUROPE

Voir ASSEMBLÉE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES.
COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE DU CHARBON ET DE L'ACIER (CECA).
COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES.
COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE (CEE).
CONSEIL DE L'EUROPE.
DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, **1.**
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **49.**

EXAMENS ET CONCOURS

Voir LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **1**, DG.
QUESTIONS ORALES, n[os] **44, 58.**
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **500.**

EXODE RURAL

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Agriculture.

EXPERTS COMPTABLES

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Commerce et artisanat.

EXPLOITANTS AGRICOLES

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Agriculture.
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **1**, DG.
QUESTIONS ORALES, n[os] **17, 67, 78, 112, 121.**
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n[os] **8, 19, 29, 71, 72.**
TRAVAILLEURS ÉTRANGERS, **1**, 2[e] lecture, DG.

(Exploitants agricoles [conjoints].)

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Services du Premier ministre. – I. – Services généraux ; Agriculture ; Prestations sociales agricoles.
QUESTION ORALE, n° **17.**

EXPLOITATIONS AGRICOLES

Voir LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **4**, DG.
PLAN, **1**, DG.

EXPORTATIONS

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, **1.**
LIVRES, **1**, DG.
LOI DE FINANCES, **1**, DG ; Urbanisme et logement ; Agriculture ; Commerce extérieur ; Solidarité nationale, santé ; Services économiques et financiers ; Charges communes.
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **1**, DG.
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **3**, DG.
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **4**, DG.
NATIONALISATION, **1**, DG.
PLAN, **1**, DG.
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n[os] **1, 3, 38.**

(Aide à l'exportation.)

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Commerce extérieur.

EXPOSITION UNIVERSELLE

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Culture.

EXPOSITIONS

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Imprimerie nationale.

EXPULSIONS

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, **1.**
ÉTRANGERS, **1**, DG ; 2[e] lecture DG ; CMP.
QUESTIONS ORALES, n[os] **119** (J.O. du 3 avril 1981), **5, 28.**
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n[os] **484, 4.**

EXTRADITION

Voir PEINE DE MORT, **1**, DG.
QUESTION ORALE, n° **7.**
TRAITÉS ET CONVENTIONS, **2**, DG.

F

FAILLITE, RÈGLEMENT JUDICIAIRE ET LIQUIDATION DE BIENS

Voir ENTREPRISES, 4, DG ; 2e lecture DG.
LOI DE FINANCES, 1, Justice
PLAN, 1, DG.
QUESTIONS ORALES, nos 78, 120.
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, nos 21, 84.

FAIM (Lutte contre la)

1. – **Proposition de loi tendant à combattre la faim dans le monde,** présentée par Mme Rolande Perlican, sénateur et plusieurs de ses collègues (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 20 décembre 1980. – 2 avril 1981) [n° 225 (1980-1981)]. – Renvoi à la Commission des affaires étrangères.

FAMILLE

1. – **Proposition de loi tendant à la reconnaissance de la famille naturelle de tous les enfants orphelins ou abandonnés par leurs parents,** présentée par M. Francis Palméro, sénateur (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 20 décembre 1980. – 2 avril 1981) [n° 210 (1980-1981)]. – Renvoi à la Commission des lois.

(Famille.)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Éducation nationale.
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, DG.
POLITIQUE FAMILIALE.
QUESTION ORALE, n° 66.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 34.

(Familles monoparentales.)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Services du Premier ministre. – I. – Services généraux.

FÉDÉRATION FRANÇAISE DE LA MUTUALITÉ

Voir LOI DE FINANCES, 1, Plan et aménagement du territoire.

FÉDÉRATION NATIONALE D'ACHAT DES CADRES (FNAC)

LIVRE, 1, DG.

FÉDÉRATION NATIONALE DES SYNDICATS D'EXPLOITANTS AGRICOLES (FNSEA)

Voir LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 4, DG.

FÉDÉRATION SPORTIVE ET GYMNIQUE DU TRAVAIL

Voir QUESTION ORALE, n° 90 (J.O. du 29 janvier 1981).

FEMMES

1. – **Proposition de loi tendant à assurer l'égalité effective de rémunération entre les hommes et les femmes et à définir les moyens d'y parvenir,** présentée par Mme Marie-Claude Beaudeau, sénateur et plusieurs de ses collègues (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 20 décembre 1980. – 2 avril 1981) [n° 227 (1980-1981)]. – Renvoi à la Commission des affaires sociales.

2. – **Proposition de loi pour le congé maternité à six mois, pour l'extension des droits à la maternité,** présentée par Mme Marie-Claude Beaudeau, sénateur et plusieurs de ses collègues [7 décembre 1981] [n° 102 (1981-1982)]. – Renvoi à la Commission des affaires sociales.

3. – **Proposition de loi sur le respect de l'application du principe de l'égalité des sexes,** présentée par Mme Marie-Claude Beaudeau, sénateur et plusieurs de ses collègues [11 décembre 1981] [n° 117 (1981-1982)]. – Renvoi à la Commission des lois.

(Femmes.)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Défense.
PEINE DE MORT, 1, DG.
TRAITÉS ET CONVENTIONS, 11, DG.

(Femme [condition de la].)

Voir FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, 7.
QUESTION ORALE, n° 160.
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, nos 483, 485.

(Femme [droits de la].)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Services du Premier ministre. – I. – Services généraux.

FERMAGE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Agriculture.

FERMETURES DE CLASSES

Voir QUESTIONS ORALES, n° 95 (J.O. du 19 février 1981), 107 (J.O. du 19 mars 1981).

FESTIVALS

Voir LOI DE FINANCES, 1, Culture.

FÊTES LÉGALES

(Fêtes légales [commémoration du 8 mai 1945].)

Voir CÉRÉMONIES PUBLIQUES ET FÊTES LÉGALES, 1.
LOI DE FINANCES, 1, Anciens combattants.
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, DG.

(Fêtes légales [commémoration du 19 mars 1962].)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Anciens combattants.

FICHIER MILITAIRE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Défense.

FILIATION

1. – **Proposition de loi tendant à modifier l'article 340-1 du code civil et à abandonner la notion d'inconduite notoire en cas d'action en recherche de paternité,** présentée par M. Henri Caillavet, sénateur [7 décembre 1981] [n° 97 (1981-1982)]. – Renvoi à la Commission des lois.

2. – **Proposition de loi tendant à modifier l'article 334-8 du code civil relatif à l'établissement de la filiation naturelle,** présentée par M. Jean Foyer, député [8 juillet 1981] (n° 73). – Renvoi à la Commission des lois. – Rapport de M. Jean Foyer [12 novembre 1981] (n° 547). – Discussion [14 décembre 1981]. – Adoption [14 décembre 1981] (n° 77).

TRANSMISSION AU SÉNAT (PREMIÈRE LECTURE) [14 décembre 1981] [n° 123 (1981-1982)]. – Renvoi à la Commission des lois.

FILMS

Voir LOI DE FINANCES, 1, Culture.

FINANCES LOCALES

Voir COLLECTIVITÉS LOCALES, 2, DG.
IMPÔTS LOCAUX.
QUESTIONS ORALES, nos 113, 138.

(Finances locales [charges sociales].)

Voir QUESTION ORALE, n° 42.

FINANCES PUBLIQUES

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, 3.
PLAN, 1.

FISCALITÉ AGRICOLE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Agriculture.

FLAGRANT DÉLIT

Voir LIBERTÉS PUBLIQUES, 2, DG.$MFFLE*

FLEURS ET PLANTES

1. – **Proposition de loi tendant à la défense de la culture familiale de la lavande et du lavandin,** présentée par M. Louis Minetti, sénateur et plusieurs de ses collègues [1er décembre 1981][n° **87** (1981-1982)]. – Renvoi à la Commission des affaires économiques.

(Fleurs et plantes.)

Voir PARFUMS (PLANTES À).
QUESTION ORALE, n° 34.

FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS

1. – **Proposition de loi tendant à instituer le congé spécial dans la fonction publique,** présentée par M. Pierre SALVI, sénateur et plusieurs de ses collègues (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 7 avril 1981. – 2 juillet 1981) [n° **283** (1980-1981). – Renvoi à la Commission des lois.

2. – **Proposition de loi tendant à instaurer des horaires personnalisés dans la fonction publique,** présentée par M. Pierre Salvi, sénateur et plusieurs de ses collègues (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 7 avril 1981. – 2 juillet 1981) [n° **284** (1980-1981)]. – Renvoi à la Commission des lois.

3. – **Proposition de loi instituant un congé spécial pour certains fonctionnaires,** présentée par M. Serge Mathieu, sénateur et plusieurs de ses collègues [29 juillet 1981] [n° **337** (1980-1981)]. – Renvoi à la Commission des affaires sociales.

4. – **Projet de loi portant modification de la loi du 18 août 1936 ayant pour objet l'assimilation des enfants adultes handicapés, bénéficiant de l'allocation aux adultes handicapés, aux autres enfants à charge pour le bénéfice des dispositions, ouvrant droit au recul de la limite d'âge des fonctionnaires de l'État,** présenté au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Anicet Le Pors, ministre chargé de la fonction publique (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 31 juillet 1981. – 8 septembre 1981) [n° **354** (1980-1981)]. – Renvoi à la commission des affaires sociales. – Rapport de Mme Marie-Claude Beaudeau [8 septembre 1981] [n° **363** (1980-1981)]. – Discussion [10 septembre 1981] (p. 1430, 1432). – Adoption [10 septembre 1981] (n° **100).**

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (PREMIÈRE LECTURE) [10 septembre 1981] (n° **318**). – Renvoi à la Commission des lois. – Rapport de Mme Denise Cacheux [17 septembre 1981] (n° **378**). – Discussion [22 septembre 1981]. – Adoption [22 septembre 1981] (n° **30**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (DEUXIÈME LECTURE) [23 septembre 1981] [n° **387** (1980-1981)]. – Renvoi à la Commission des affaires sociales. – Rapport de Mme Marie-Claude Beaudeau [24 septembre 1981] [n° **393** (1980-1981)]. – Discussion [24 septembre 1981] (p. 1634, 1635). – Adoption [24 septembre 1981] (n° **105**). –

PROMULGATION : Loi n° 81-879 du 25 septembre 1981 (J.O. Lois et décrets du 27 septembre 1981).

Discussion (première lecture)

[10 septembre 1981] (p. 1430, 1432)

I. – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1430, 1431) : *M. Anicet Le Pors, ministre chargé de la fonction publique, Mme Marie-Claude Beaudeau, rapporteur de la Commission des affaires sociales.*

FONCTIONNAIRES (LIMITE D'ÂGE) : Le Pors (Anicet) (p. 1430, 1431) ; Beaudeau (Marie-Claude) (p. 1431).

HANDICAPÉS : Le Pors (Anicet) (p. 1430, 1431) ; Beaudeau (Marie-Claude) (p. 1431).

II. – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 1432)

Article unique *(Article 4 de la loi du 18 août 1936 : dans la limite de trois ans, recul des limites d'âge d'une année par enfant à charge ouvrant droit aux prestations familiales ou à l'allocation aux adultes handicapés)* (p. 1432).

Explication de vote

– *M. Daniel Millaud* (p. 1432) : intention généreuse du Gouvernement ; amélioration de la situation des parents d'enfants adultes handicapés. Vote favorable du groupe UCDP.

Adoption [10 septembre 1981] (p. 1432).

Discussion (deuxième lecture)

[24 septembre 1981] (p. 1634, 1635)

I. – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1634, 1635) : *M. Anicet Le Pors, ministre chargé de la fonction publique ; Mme Marie-Claude Beaudeau, rapporteur de la Commission des affaires sociales.*

FONCTIONNAIRES (LIMITE D'ÈGE) : Le Pors (Anicet) (p. 1634) ; Beaudeau (Marie-Claude) (p. 1635).

HANDICAPÉS : Le Pors (Anicet) (p. 1634).

II. – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 1635).

Article unique (p. 1635).

Adoption [24 septembre 1981] (p. 1635).

5. – **Proposition de loi tendant à harmoniser la date de départ à la retraite des époux fonctionnaires,** présentée par M. Georges Mouly, sénateur [16 septembre 1981] [n° **375** (1980-1981)]. – Renvoi à la Commission des affaires sociales.

6. – **Proposition de loi tendant à améliorer l'intégration des fonctionnaires ayant servi outre-mer,** présentée par M. René Tomasini, sénateur et plusieurs de ses collègues [28 septembre 1981] [n° **397** (1980-1981)]. – Renvoi à la Commission des lois.

7. – **Projet de loi modifiant l'article 7 de l'ordonnance du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires,** présenté au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par Mme Yvette Rondy, ministre des droits de la femme [15 octobre 1981] [n° **24** (1981-1982)]. – Renvoi à la Commission des lois. – Rapport de Mme Cécile Goldet [3 décembre 1981] [n° **92** (1981-1982)]. – Discussion [15 décembre 1981] (p. 4256, 4263). – Adoption [15 décembre 1981] (n° **20**).

NOUVEL INTITULÉ : « **Projet de loi modifiant l'article 7 de l'ordonnance du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires et portant dispositions diverses concernant le principe d'égalité d'accès aux emplois publics».**

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (PREMIÈRE LECTURE) [17 décembre 1981] (n° **616**). – Renvoi à la Commission des lois.

Discussion (première lecture)

[15 décembre 1981] (p. 4256, 4263)

I. – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 4256, 4261) : *Mme Yvette Roudy, ministre des droits de la femme ; M. Anicet Le Pors, ministre de la fonction publique ; Mmes Cécile Goldet, rapporteur de la Commission des lois ; Marie-Claude Beaudeau, M. Louis Jung.*

ADMINISTRATION (PERSONNELS) : Goldet (Cécile) (p. 4260).

AGENTS COMMERCIAUX : Goldet (Cécile) (p. 4259).

COMITÉ DU TRAVAIL FÉMININ : Goldet (Cécile) (p. 4260).

CONSTITUTION : Goldet (Cécile) (p. 4259).

CONVENTIONS INTERNATIONALES : Roudy (Yvette) (p. 4257) ; Le Pors (Anicet) (p. 4258).

DÉCLARATION DES DROITS DE L'HOMME : Goldet (Cécile) (p. 4259).

DROITS DE LA FEMME : Roudy (Yvette) (p. 4257), Le Pors (Anicet) (p. 4258) ; Goldet (Cécile) (p. 4259).

EMPLOI (EMPLOI DES FEMMES) : Roudy (Yvette) (p. 4257), Beaudeau (Marie-Claude) (p. 4260).

FONCTIONNAIRES PARLEMENTAIRES : Goldet (Cécile) (p. 4259).

FONCTION PUBLIQUE (STATUT) : Roudy (Yvette) (p. 4256, 4257, 4258) ; Le Pors (Anicet) (p. 4258, 4259) ; Goldet (Cécile) (p. 4259, 4260) ; Beaudeau (Marie-Claude) (p. 4260, 4261).

INSTITUTEURS : Roudy (Yvette) (p. 4257) ; Goldet (Cécile) (p. 4260).

POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS (PERSONNEL DES) : Roudy (Yvette) (p. 4257) ; Le Pors (Anicet) (p. 4259).

SERVICE NATIONAL : Jung (Louis) (p. 4261).

II. – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 4261) : *Mme Cécile Goldet, rapporteur ; MM. Anicet Le Pors, ministre ; Marcel Rudloff.*

Article unique *(Modification de l'article 7 de l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires : principe d'égalité des hommes et des femmes)* (p. 4261).

Adopté : amendement n° 1 de Mme Cécile Goldet, rapporteur : article 7 du statut général des fonctionnaires et affirmation du principe d'égalité à l'exclusion de toute référence aux dérogations réservées à l'article 18 *bis* (p. 4262).

– L'article unique, ainsi modifié, est adopté (p. 4262)

Après l'article unique (p. 4262).

Adoptés : amendement n° 2 (art. additionnel) de Mme Cécile Goldet, rapporteur : consultation des comités techniques paritaires pour l'établissement de la liste des corps à recrutement discriminatoire et pour la définition des modalités de ces recrutements (p. 4262). – Amendement n° 3 (art. additionnel) de Mme Cécile Goldet, rapporteur : application des dispositions du projet aux personnels des assemblées parlementaires, des collectivités locales et des établissements ou entreprises publiques (p. 4262). – Amendement n° 4 (art. additionnel) de Mme Cécile Goldet, rapporteur : dérogation à l'égalité d'accès des hommes et des femmes aux emplois communaux et mise en conformité avec les dispositions du projet (p. 4262) ; sous-amendement n° 7 de M. Anicet Le Pors, ministre : extension aux personnels communaux, des dispositions relatives aux épreuves physiques (p. 4262). – Amendement n° 5 (art. additionnel) de Mme Cécile Goldet, rapporteur : respect du principe d'égalité et rapport gouvernemental biannuel sur son application après avis du Conseil supérieur de la fonction publique (p. 4263).

– Quatre articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 4262, 4263).

NOUVEL INTITULÉ

Adopté : amendement n° 6 de Mme Cécile Goldet, rapporteur : nouvel intitulé : « **Projet de loi modifiant l'article 7 de l'ordonnance du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires et portant dispositions diverses concernant le principe d'égalité d'accès aux emplois publics** » (p. 4263).

Adoption [15 décembre 1981] (p. 4263).

(Fonctionnaires et agents publics.)

Voir COLLECTIVITÉS LOCALES, **2,** DG.

DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, **2.**

LOI DE FINANCES, **1,** DG ; Intérieur et décentralisation ; Solidarité nationale, santé.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **1,** DG.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **3,** art. 2 et 3.

POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE, **1,** DG.

QUESTIONS ORALES, n[os] **104,** (J.O. du 5 mars 1981), **111** (J.O. du 26 mars 1981), **50, 52, 85, 88, 128, 171.**

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n[os] **69, 76, 80.**

RAPATRIÉS, **2,** DG.

TRAITÉS ET CONVENTIONS, **15,** DG.

(Fonctionnaires [doubles traitements].)

Voir LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **1,** DG.

(Fonctionnaires [indemnisation – chômage].)

Voir LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **1,** DG.

(Fonctionnaires [limite d'âge].)

Voir FONCTIONNAIRES, **4,** DG ; 2[e] lecture DG.

(Fonctionnaires [mutations].)

Voir QUESTION ORALE, n° **66**

FONCTIONNAIRES PARLEMENTAIRES

Voir CONSEIL D'ÉTAT, **1,** DG.

FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, **7,** DG.

PLAN, **7,** DG.

FONCTION PUBLIQUE

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Services du Premier ministre. – I. – Services généraux ; Intérieur et décentralisation ; Charges communes.

QUESTION ORALE, n° **172.**

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **5**

TRAITÉS ET CONVENTIONS, **11,** DG.

(Fonction publique [statut].)

Voir FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, **7,** DG.

FONCTION PUBLIQUE DES COLLECTIVITÉS LOCALES

Voir COLLECTIVITÉS LOCALES, **2,** DG.

LOI DE FINANCES, **1,** Services du Premier ministre. – I. – Services généraux ; Intérieur et décentralisation.

POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE, **1,** DG.

FONDS ADDITIONNEL D'ACTION SOCIALE (FAAS)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Prestations sociales agricoles.

FONDS CONGÉ MATERNITÉ (FOCOMA)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Prestations sociales agricoles.

FONDS CULTUREL DU LIVRE

Voir LIVRES, **1,** DG.

FONDS D'ACTION CONJONCTURELLE (FAC)

Voir LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **1,** DG.

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **4.**

FONDS D'ACTION SOCIALE (FAS)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Solidarité nationale, santé.

FONDS D'ACTION SOCIALE POUR L'AMÉNAGEMENT DES STRUCTURES AGRICOLES (FASASA)

Voir LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **1,** DG.

FONDS D'AIDE A LA RECHERCHE ET A L'INNOVATION

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Mer.

FONDS D'AIDE A L'EXPANSION DE LA PRESSE FRANÇAISE A L'ÉTRANGER

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Services du Premier ministre. – I. – Services généraux : information.

FONDS D'AIDE ET DE COOPÉRATION (FAC)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Relations externes. – I. – Services diplomatiques et généraux. – II. – Coopération.

FONDS D'AMÉNAGEMENT URBAIN (FAU)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Urbanisme et logement.

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **4.**

FONDS D'AMORTISSEMENT DES CHARGES D'ÉLECTRIFICATION (FACE)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Agriculture.

FONDS DE COMPENSATION POUR LA TVA

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Intérieur et décentralisation.

FONDS DE COOPÉRATION DE LA JEUNESSE ET DE L'ÉDUCATION POPULAIRE (FONJEP)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Temps libre.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **1,** DG.

FONDS DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL (FDES)

Voir COLLECTIVITÉS LOCALES, **2,** DG.

LOI DE FINANCES, **1,** Commerce et artisanat ; Mer ; Comptes spéciaux du Trésor ; Charges communes.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **1,** DG.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **2,** DG ; CMP.

NATIONALISATION, **1,** DG.

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **15.**

FONDS DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Services du Premier ministre. – I. – Services généraux.

FONDS DE PROMOTION DES PRODUITS AGRICOLES ET ALIMENTAIRES

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Agriculture.

FONDS DES DROITS DE LA FEMME

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Plan et aménagement du territoire.

FONDS DE SOUTIEN AUX HYDROCARBURES

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Comptes spéciaux du Trésor.

FONDS D'INTERVENTION ET D'ACTION MARITIME (FIAM)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Mer.

FONDS D'INTERVENTION ET DE RÉGULARISATION DU MARCHÉ DU SUCRE

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Agriculture.

FONDS D'INTERVENTION ET D'ORGANISATION DU MARCHÉ (FIOM)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Mer.

FONDS D'INTERVENTION POUR L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE (FIAT)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** DG ; Plan et aménagement du territoire.

FONDS D'INTERVENTION POUR LA QUALITÉ DE LA VIE (FIQV)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Environnement.

FONDS D'INTERVENTION STRATÉGIQUE

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Agriculture.

FONDS D'INVESTISSEMENT DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL (FIDES)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Départements et territoires d'outre-mer.

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **15.**

FONDS D'INVESTISSEMENT DES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER (FIDOM)

Voir COLLECTIVITÉS LOCALES, **2,** DG.

LOI DE FINANCES, **1,** Départements et territoires d'outre-mer.

FONDS D'ORIENTATION ET DE RÉGULARISATION DES MARCHÉS AGRICOLES (FORMA)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Agriculture.

FONDS EUROPÉEN DE DÉVELOPPEMENT (FED)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Départements et territoires d'outre-mer.

FONDS EUROPÉEN DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL (FEDER)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Plan et aménagement du territoire ; Relations extérieures. – I. – Services diplomatiques et généraux. – II. – Coopération.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **1,** DG.

FONDS EUROPÉEN D'ORIENTATION ET DE GARANTIE AGRICOLE (FEOGA)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Agriculture.

FONDS FORESTIER NATIONAL

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **3.**

FONDS INTERMINISTÉRIEL DE DÉVELOPPEMENT ET D'AMÉNAGEMENT RURAL (FIDAR)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Environnement ; Plan et aménagement du territoire ; Agriculture.

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n^{os} **480, 1.**

FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL (FMI)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** DG.

FONDS NATIONAL D'AMÉLIORATION DE L'HABITAT (FNAH)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Urbanisme et logement.

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **4.**

FONDS NATIONAL DE L'EMPLOI (FNE)

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, **2.**

LOI DE FINANCES, **1,** Travail.

FONDS NATIONAL DE SOLIDARITÉ (FNS)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Prestations sociales agricoles ; Solidarité, santé ; Charges communes.

SÉCURITÉ SOCIALE, **2,** DG.

TRAITÉS ET CONVENTIONS, **15.**

FONDS NATIONAL POUR LE DÉVELOPPEMENT DES ADDUCTIONS D'EAU (FNDAE)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Agriculture.

FONDS NATIONAL POUR LE DÉVELOPPEMENT DES SPORTS (FNDS)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Temps libre.

FONDS MARINS

Voir MER (RESSOURCES DE LA)

FONDS POUR LA PARTICIPATION DES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT AUX RESSOURCES DES GRANDS FONDS MARINS

Voir LOI DES FINANCES, **1,** Comptes spéciaux du Trésor.

FONDS RÉGIONAUX POUR L'EMPLOI

Voir COLLECTIVITÉS LOCALES, **2,** DG.

FONDS SOCIAL EUROPÉEN

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **27.**

FONDS SPÉCIAL D'ADAPTATION INDUSTRIELLE (FSAI)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Plan et aménagement du territoire.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **1,** DG.

FONDS SPÉCIAL D'INVESTISSEMENT ROUTIER (FSIR)

Voir COLLECTIVITÉS LOCALES, **2,** DG.

LOI DE FINANCES, **1,** DG ; Transports.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **1,** nouvelle lecture.

FORCE D'INTERVENTION

Voir QUESTION ORALE, n° **74.**

FORCE EXÉCUTOIRE

Voir COLLECTIVITÉS LOCALES, **2.**

FORCES TERRESTRES

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Défense.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **3,** DG.

FORÊTS

Voir LOI DE FINANCES, **1,** DG ; Agriculture.

QUESTION ORALE, n° **103.**

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n^os^ **3,** 24.

(Forêts [incendies de].)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Intérieur et décentralisation.

QUESTION ORALE, n° **62.**

FORMATION CONTINUE

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, **1.**

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, **1,** DG.

LOI DE FINANCES, **1,** Commerce et artisanat ; Services du Premier ministre. — I. — Services généraux ; Éducation nationale ; Solidarité nationale, santé.

PLAN, **1,** DG.

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n^os^ **3, 35.**

FORMATION PROFESSIONNELLE

1. — **Proposition de loi tendant à permettre aux établissements d'enseignement français situés hors de France de recevoir, dans le cadre de la formation permanente, des jeunes et des adultes,** présentée par M. Pierre Croze, sénateur, et plusieurs de ses collègues [29 octobre 1980] [n° **62,** 1980-1981). — Renvoi à la Commission des affaires culturelles. — Retirée par ses auteurs le 22 décembre 1981.

(Formation professionnelle.)

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, **2.**

LOI DE FINANCES, **1,** Commerce et artisanat ; Services du Premier ministre. — I. — Services généraux ; Éducation nationale ; Agriculture ; Justice ; Départements et territoires d'outre-mer ; Travail ; Mer ; article 29.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **1,** DG.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **2,** DG.

PLAN, **1,** DG.

POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE, **1,** DG.

QUESTIONS ORALES, n^os^ **110** (J.O. du 19 mars 1981), **23, 81, 168.**

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n^os^ **1, 3, 21, 27.**

TRAITÉS ET CONVENTIONS, n° **1.**

(Formation professionnelle agricole.)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Services du Premier ministre. — I. — Services généraux.

(Formation professionnelle des adultes.)

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **27.**

FOS-SUR-MER (industries)

Voir LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **2,** DG.

FOYERS (travailleurs migrants)

Voir QUESTION ORALE, n° **63.**

FRAIS GÉNÉRAUX

Voir LOI DE FINANCES, **1,** DG ; Commerce et artisanat ; Commerce extérieur ; article 14 ; nouvelle lecture, DG.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **1,** DG ; CMP ; nouvelle lecture.

PLAN, **1,** DG.

FRANC (monnaie)

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, **1.**

LOI DE FINANCES, **1,** DG.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **1,** DG.

FRANÇAIS (langue)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Radiodiffusion télévision française ; Recherche et technologie ; Relations extérieures. — I. — Services diplomatiques et généraux. — II. — Coopération ; Culture.

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **35.**

TRAITÉS ET CONVENTIONS, **18,** DG.

FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER

Voir ASSOCIATIONS, **1,** DG.

LOI DE FINANCES, **1,** Relations extérieures. — I. — Services diplomatiques et généraux. — II. — Coopération ; Éducation nationale ; Solidarité nationale, santé.

PLAN, **1,** DG.

QUESTION ORALE, n° **101** (J.O. du 26 février 1981)

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **40.**

TRAITÉS ET CONVENTIONS, **10,** DG ; **19,** DG ; **20,** DG.

(Français de l'étranger [scolarisation].)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Relations extérieures. – I. – Services diplomatiques et généraux. – II. – Coopération ; Éducation nationale.

FRANÇAIS MUSULMANS

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Charges communes.

RAPATRIÉS, **2,** DG.

FRANCE - INFORMATION - LOISIRS

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Temps libre.

FRANCHE-COMTÉ (région)

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n^os^ **482, 489, 1.**

FRANCISATION ET DE NAVIGATION (droits de)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** article 23.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **1,** DG ; CMP.

FRANCOPHONIE

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, **1.**

LIVRES, **1,** DG.

FRAUDE ÉLECTORALE

Voir AMNISTIE, **1,** CMP.

FRAUDE FISCALE

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, **1.**

LOI DE FINANCES, **1,** DG ; Budget ; art. 72 ; art. 73 ; art. 74 ; art. 76 ; art. 78 ; art. 81 ; art. 82.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **1,** DG.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **3,** DG.

FRAUDES (répression des)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Consommation.

FRÊT

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **76.**

FRUITS ET LÉGUMES

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Agriculture.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **4,** DG.

QUESTION ORALE, n° **124.**

G

GARDE A VUE

Voir ÉTRANGERS, **1,** DG.

GARDERIES D'ENFANTS

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **77.**

GARIBALDI (centenaire)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Services du Premier ministre. – I. – Services généraux.

GAZ

Voir PLAN, **1,** DG.

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **25.**

GAZÉIFICATION

(Gazéification du charbon)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Industrie.

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **25.**

GENDARMERIE

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Transports ; Défense ; Intérieur et décentralisation ; Départements et territoires d'outre-mer.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **1,** DG.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **3,** DG.

GENERAL AGREEMENT ON TARIFFS AND TRADE (GATT)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Commerce extérieur.

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **21.**

GÉNÉTIQUE

Voir PEINE DE MORT, **1,** DG.

GÉOTHERMIE

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **56.**

GIRONDE

Voir QUESTION ORALE, n° **79.**

GÎTES RURAUX

Voir LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **4,** DG.

GOUVERNEMENT

Voir MINISTÈRES.

PLAN, **1,** DG.

QUESTION ORALE, n° **169.**

GRACE (droit de)

Voir AMNISTIE, **1,** DG.

PEINE DE MORT, **1,** DG ; question préalable.

GRANDE-BRETAGNE

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Agriculture.

GRANDES ÉCOLES

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, **1.**

GRANDES SURFACES DE VENTE (magasins)

Voir LIVRES, **1,** DG ; 2^e^ lecture, DG.

LOI DE FINANCES, **1,** Commerce et artisanat.

GRÈCE

Voir QUESTION ORALE, n° **127.**

GREFFES (justice)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Justice.

GRÈVES

Voir QUESTION ORALE, n° **158.**

GROUPEMENT D'ÉTUDES ET DE RECHERCHES POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'AGRONOMIE TROPICALE (GERDAT)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Recherche et technologie ; Relations extérieures. – I. – Services diplomatiques et généraux. – II. – Coopération.

GROUPEMENT D'ÉTUDES POUR LA DIVERSIFICATION DES TECHNOLOGIES ET INDUSTRIES HORLOGÈRES (GEDITEC)

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 1.

GROUPEMENTS D'INTÉRÊT ÉCONOMIQUE (GIE)

Voir COLLECTIVITÉS LOCALES, 2, DG.

LOI DE FINANCES, 1, Commerce et artisanat ; Temps libre.

GROUPEMENTS FONCIERS AGRICOLES (GFA)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Agriculture.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 4, DG.

GROUPES POLITIQUES

(Composition au 31 décembre 1981 avec les modifications intervenues au cours de l'année 1981).

Groupe communiste (C).

Membres (22 sénateurs). – Mmes Marie-Claude Beaudeau, Danielle Bidard, MM. Serge Boucheny, Raymond Dumont, Jacques Eberhard, Gérard Ehlers, Pierre Gamboa, Jean Garcia, Bernard Michel Hugo, Paul Jargot, Charles Lederman, Fernand Lefort, Mme Hélène Luc, M. James Marson, Mme Monique Midy, MM. Louis Minetti, Jean Ooghe, Mme Rolande Perlican, MM. Marcel Rosette, Guy Schmaus, Camille Vallin, Hector Viron.

Président du groupe : Mme Hélène Luc.

Apparenté aux termes de l'article 6 du règlement (1 sénateur). – M. Marcel Gargar.

Modifications. – Démission de M. Anicet Le Pors, nommé ministre [24 juillet 1981], remplacé par Mme Monique Midy qui adhère au groupe [24 juillet 1981].

Groupe de la gauche démocratique (GD).

Membres (22 sénateurs). – MM. Charles Beaupetit, Georges Berchet, Edouard Bonnefous, Jean-Pierre Cantegrit, Henri Collard, Georges Constant, Charles de Cuttoli, Étienne Dailly, Paul Girod, Mme Brigitte Gros, MM. Pierre Jeambrun, Bernard Legrand, Max Lejeune, Pierre Merli, André Morice, Georges Mouly, Jacques Moutet, Jacques Pelletier, Joseph Raybaud, Paul Robert, Victor Robini, René Touzet.

Président du groupe : M. René Touzet.

Apparentés aux termes de l'article 6 du règlement (2 sénateurs). – MM. Abel Sempé, Sylvain Maillols.

Rattachés administrativement aux termes de l'article 6 du règlement (2 sénateurs). – MM. Charles Edmond Lenglet, Raymond Soucaret.

Formation des Sénateurs radicaux de gauche rattachée administrativement au groupe de la Gauche démocratique aux termes de l'article 6 du règlement (13 sénateurs). – MM. Jean Béranger, René Billères, Stéphane Bonduel, Louis Brives, Émile Didier, François Giacobbi, André Jouany, France Léchenault, Jean Mercier, Josy Moinet, Hubert Peyou, Michel Rigou, Pierre Tajan.

Modifications. – Décès de M. Jacques Bordeneuve [3 janvier 1981], remplacé par M. Raymond Soucaret qui adhère au groupe en qualité de rattaché administrativement [2 avril 1981] ; décès de M. Gaston Pams, président du groupe [19 février 1981], remplacé par M. Sylvain Maillols qui adhère au groupe en qualité d'apparenté [1er décembre 1981] ; décès de M. Gustave Héon [29 septembre 1981], remplacé par M. Henri Collard qui adhère au groupe [8 octobre 1981] ; M. René Touzet devient président du groupe [14 octobre 1981], en remplacement de M. Gaston Pams, décédé.

Groupe de l'union centriste des démocrates de progrès (UCDP).

Membres (61 membres). – MM. Alphonse Arzel, Octave Bajeux, René Ballayer, Jean-Pierre Blanc, Maurice Blin, André Bohl, Roger Boileau, Charles Bosson, Jean-Marie Bouloux, Raymond Bouvier, Louis Caiveau, Jean Cauchon, Pierre Ceccaldi-Pavard, Adolphe Chauvin, Auguste Chupin, Jean Cluzel, Jean Colin, François Dubanchet, Charles Ferrant, André Fosset, Jean Francou, Henri Goetschy, Jean Gravier, Marcel Henry, Rémi Herment, Daniel Hoeffel, René Jager, Louis Jung, Pierre Lacour, Bernard Laurent, Jean Lecanuet, Edouard Le Jeune, Bernard Lemarié, Louis Le Montagner, Georges Lombard, Jean Madelain, Kléber Malécot, Daniel Millaud, René Monory, Claude Mont, Jacques Mossion, Dominique Pado, Francis Palmero, Paul Pillet, Alain Poher, Raymond Poirier, Roger Poudonson, Maurice Prévoteau, André Rabineau, Jean-Marie Rausch, Marcel Rudloff, Pierre Salvi, Jean Sauvage, Pierre Schiélé, Paul Séramy, René Tinant, Raoul Vadepied, Pierre Vallon, Louis Virapoullé, Joseph Yvon, Charles Zwickert.

Président du groupe : M. Adolphe Chauvin.

Rattachés administrativement aux termes de l'article 6 du règlement (9 membres). – MM. Marcel Daunay, Charles Durand, Jacques Genton, Alfred Gérin, Henri Le Breton, Yves Le Cozannet, Marcel Lemaire, Roger Lise, Georges Treille.

Modifications. – Démission de M. Guy Robert [2 juillet 1981] ; adhésion de M. René Monory [21 juillet 1981] ; décès de M. Lionel de Tinguy [9 septembre 1981], remplacé par M. Louis Caiveau qui adhère au groupe [16 septembre 1981] ; adhésion de M. Daniel Hoeffel [30 septembre 1981] ; adhésion, en qualité de rattaché administrativement, de M. Henri Le Breton [30 septembre 1981] ; adhésion de M. Bernard Laurent [2 décembre 1981].

Groupe de l'union des républicains et des indépendants (UREI).

Membres (45 sénateurs). – MM. Michel d'Aillières, Bernard Barbier, Jean Bénard Mousseaux, André Bettencourt, Philippe de Bourgoing, Louis Boyer, Marc Castex, Jean Chamant, Lionel Cherrier, Auguste Cousin, Pierre Croze, Michel Crucis, Jacques Descours Desacres, Louis de la Forest, Jean-Pierre Fourcade, Jean-Marie Girault, Paul Guillard, Paul Guillaumot, Léon Jozeau-Marigné, Jacques Larché, Guy de La Verpillière, Louis Lazuech, Modeste Legouez, Pierre Louvot, Marcel Lucotte, Hubert Martin, Serge Mathieu, Jacques Ménard, Michel Miroudot, Paul d'Ornano, Guy Petit, Jean-François Pintat, Richard Pouille, Jean Puech, Jules Roujon, Roland Ruet, Pierre Sallenave, François Schleiter, Robert Schmitt, Michel Sordel, Pierre-Christian Taittinger, Jacques Thyraud, René Travert, Albert Voilquin, Frédéric Wirth.

Président du groupe : M. Philippe de Bourgoing.

Apparenté aux termes de l'article 6 du règlement (1 sénateur). – M. Henri Torre.

Rattachés administrativement aux termes de l'article 6 du règlement (3 sénateurs). – MM. Louis Martin, Henri Olivier, Bernard Pellarin.

Modifications. – Démission de M. Raymond Marcellin, élu député [2 juillet 1981] ; décès de M. Baudoin de Hauteclocque [9 octobre 1981] ; décès de M. Pierre Labonde [23 novembre 1981].

Groupe du rassemblement pour la République (RPR).

Membres (36 sénateurs). – MM. Michel Alloncle, Jean Amelin, Hubert d'Andigné, Henri Belcour, Amédée Bouquerel, Jacques Braconnier, Michel Caldaguès, Pierre Carous, Jacques Chaumont, Michel Chauty, Jean Chérioux, François O. Collet, Henri Collette, Jacques Delong, Marcel Fortier, Lucien Gautier, Michel Giraud, Adrien Gouteyron, Bernard Charles Hugo, Marc Jacquet, Paul Kauss, Christian de La Malène, Maurice Lombard, Michel Maurice-Bokanowski, Geoffroy de Montalembert, Roger Moreau, Jean Natali, Sosefo Makapé Papilio, Charles Pasqua, Christian Poncelet, Georges Repiquet, Roger Romani, Maurice Schumann, René Tomasini, Jacques Valade, Edmond Valcin.

Président du groupe : M. Charles Pasqua.

Apparentés aux termes de l'article 6 du règlement (4 sénateurs). – MM. Yvon Bourges, Raymond Brun, Paul Malassagne, Henri Portier.

Rattachés administrativement aux termes de l'article 6 du règlement (2 sénateurs). – MM. Marc Bécam, Louis Souvet.

Modifications. – M. Marcel Fortier, membre du groupe devient rattaché administrativement [2 avril 1981] puis adhère de nouveau au groupe [10 novembre 1981] ; démission de M. Jean-Paul Hammann [28 juillet 1981] ; adhésion de M. Jacques Delong [28 septembre 1981] ; M. Charles Pasqua devient président du groupe [14 octobre 1981] en remplacement de M. Marc Jacquet ; adhésion de M. Henri Collette [22 octobre 1981].

Groupe socialiste (S).

Membres (66 sénateurs). – MM. Antoine Andrieux, Germain Authié, André Barroux, Pierre Bastié, Gilbert Baumet, Gilbert Belin, Noël Berrier, Jacques Bialski, Marc Bœuf, Charles Bonifay, Jacques Carat, Michel Charasse, René Chazelle, William Chervy, Félix Ciccolini, Roland Courteau, Georges Dagonia, Michel Darras, Marcel Debarge, Gérard Delfau, Lucien Delmas, Michel Dreyfus-Schmidt, Henri Duffaut, Émile Durieux, Léon Eeckhoutte, Raymond Espagnac, Jules Faigt, Claude Fuzier, Gérard Gaud, Jean Geoffroy, Mme Cécile Goldet, MM. Roland Grimaldi, Robert Guillaume, Maurice Janetti, Tony Larue, Robert Laucournet, Mme Geneviève Le Bellegou-Béguin, MM. Louis Longequeue, Philippe Machefer, Philippe Madrelle, Michel Manet, Marcel Mathy, Pierre Matraja, André Méric, Gérard Minvielle, Michel Moreigne, Pierre Noé, Bernard Parmantier, Louis Perrein, Jean Peyrafitte, Maurice Pic, Robert Pontillon, Mlle Irma Rapuzzi, MM. René Regnault, Roger Rinchet, Gérard Roujas, André Rouvière, Robert Schwint, Franck Sérusclat, Edouard Soldani, Georges Spénale, Raymond Splingard, Edgar Tailhades, Fernand Tardy, Jean Varlet, Marcel Vidal.

Président du groupe : M. André Méric.

Apparentés aux termes de l'article 6 du règlement (2 sénateurs). – MM. Marc Plantegenest, Raymond Tarcy.

Modifications. – Décès de M. Bernard Chochoy [23 avril 1981], remplacé par M. Marcel Wacheux qui adhère au groupe [2 juillet 1981] ; démission de M. Marcel Wacheux, élu député [8 juillet 1981], remplacé par M. Raymond Splingard qui adhère au groupe [8 juillet 1981] ; démission de M. Albert Pen, élu député [2 juillet 1981], remplacé par M. Marc Plantegenest qui adhère au groupe en qualité d'apparenté [28 septembre 1981] ; démission de M. Edgar Pisani [2 juillet 1981] ; démission de M. André Lejeune, élu député [8 juillet 1981], remplacé par M. William Chervy qui adhère au groupe [28 septembre 1981] ; démission de M. Guy Durbec, élu député [8 juillet 1981), remplacé par Mme Geneviève Le Bellegou-Béguin qui adhère au groupe [28 septembre 1981] ; démission de M. Raymond Courrière, nommé secrétaire d'État [24 juillet 1981], remplacé par M. Pierre Bastié qui adhère au groupe [24 juillet 1981] ; démission de M. Roger Quilliot, nommé ministre [24 juillet 1981] qui adhère de nouveau au groupe après sa réélection [28 septembre 1981] ; décès de M. Paul Mistral [29 août 1981], remplacé par M. Raymond Espagnac qui adhère au groupe [8 septembre 1981] ; démission de M. Raymond Courrière [28 octobre 1981], remplacé par M. Michel Charasse qui adhère au groupe [28 octobre 1981].

Réunion administrative des sénateurs ne figurant sur la liste d'aucun groupe.

Membres (13 sénateurs). – MM. Pierre Bouneau, Raymond Bourgine, Henri Caillavet, Francisque Collomb, Jean Desmarets, Hector Dubois, Yves Durand, Edgar Faure, Léon-Jean Grégory, Jacques Habert, Roland du Luart, Charles Ornano, Pierre Perrin.

Le délégué du groupe : M. Jacques Habert.

Aucune modification n'est intervenue au cours de l'année 1981.

«GROUP - INCLUSIVE - TOURS»

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **15.**

GUADELOUPE (la)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Éducation nationale ; Agriculture ; Départements et territoires d'outre-mer.
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **1,** DG.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **66.**

GUINÉE

Voir QUESTION ORALE, n° **56.**

H

HABILITATIONS (enseignement)

Voir LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **1,** DG.

HABILLEMENT

1. – **Proposition de résolution tendant à la création d'une Commission d'enquête sur les aides publiques reçues de l'État et des banques par les grandes sociétés du textile et de l'habillement et notamment par le groupe Willot,** présentée par M. Charles Lederman, sénateur et plusieurs de ses collègues [23 septembre 1981] [n° **389** (1980-1981)]. – Renvoi à la Commission des affaires économiques. – Pour avis à la Commission des lois.

(Habillement.)

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n^{os} **21, 37**

HABITAT

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, **1, 2.**
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **6.**

(Habitat [réhabilitation].)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Urbanisme et logement ; Agriculture ; Commerce et artisanat.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **4.**

(Habitat rural)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Urbanisme et logement.

HABITATIONS A LOYER MODÉRÉ (H.L.M.)

Voir BAUX, **1,** DG.
DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, **2.**
LOI DE FINANCES, **1,** Urbanisme et logement.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **4.**

HACHETTE (groupe)

Voir LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **3,** DG.

HAÏTI (république d')

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Départements et territoires d'outre-mer

HANDICAPÉS

1. – **Proposition de loi tendant à assurer une large information sur les problèmes des personnes atteintes d'un handicap,** présentée par Mme Monique Midy, sénateur et plusieurs de ses collègues [28 octobre 1981] [n° **44** (1981-1982)]. – Renvoi à la Commission des affaires culturelles.

(Handicapés.)

Voir FONCTIONNAIRES, **4,** DG ; 2^{e} lecture, DG.
LOI DE FINANCES, **1,** Départements et territoires d'outre-mer ; Solidarité nationale, santé ; Travail.

PLAN, 1, DG.
QUESTIONS ORALES, n° 88 (J.O. du 22 janvier 1981), 125 (J.O. du 16 avril 1981), 127 (J.O. du 15 mai 1981), 15, 22, 33, 140, 147.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 495.

(Handicapés [établissements spécialisés et soins].)

Voir QUESTION ORALE, n° 163.

HARAS

Voir LOI DE FINANCES, 1, DG.

HAUT COMITÉ À LA JEUNESSE ET AUX SPORTS

Voir LOI DE FINANCES, 1, Temps libre.

HAUT COMITÉ DE LA LANGUE FRANÇAISE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Relations extérieures. — I. — Services diplomatiques et généraux. — II. — Coopération ; Services du Premier ministre. — I. — Services généraux.

HAUT COMITÉ D'ÉTUDES ET D'INFORMATION SUR L'ALCOOLISME

Voir LOI DE FINANCES, 1, Services du Premier ministre. — I. — Services généraux.

HAUT COMITÉ DU LOISIR SOCIAL

Voir LOI DE FINANCES, 1, Temps libre.

HAUT CONSEIL DU SECTEUR PUBLIC

Voir NATIONALISATION, 1, DG.

HÉLICOPTÈRES

Voir LOI DE FINANCES, 1, Défense.

HERSANT (groupe)

Voir Amnistie, 1, DG.

HISTOIRE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Anciens Combattants.

(Histoire [enseignement].)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Éducation nationale.

HONEYWELL-BULL (société)

Voir NATIONALISATION, 1, DG.

HONGRIE

Voir TRAITÉS ET CONVENTIONS, 2, DG ; 8, DG.

HÔPITAUX

Voir LOI DE FINANCES, 1, Solidarité nationale, santé.
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, DG.
QUESTIONS ORALES, nos 120 (J.O. du 3 avril 1981), 104, 105, 106, 131, 132, 133, 148.

(Hôpitaux [conseils d'administration].)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Solidarité nationale, santé.

(Hôpitaux [personnels].)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Solidarité nationale, santé.

(Hôpitaux psychiatriques)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Solidarité nationale, santé.

(Hôpitaux publics [secteur privé].)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Solidarité nationale, santé.

(Hôpitaux [tarifs].)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Solidarité nationale, santé.

HORLOGERIE (industrie)

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DÉABT, nos 482, 489, 1.

HORTICULTURE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Agriculture.
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 4, DG.
QUESTIONS ORALES, nos 34 ; 97.

HOSPICES

Voir LOI DE FINANCES, 1, Solidarité nationale, santé.

HÔTELS ET RESTAURANTS

Voir LOI DE FINANCES, 1, Temps libre.
QUESTIONS ORALES, nos 59, 157.
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, nos 15, 66.

HOUILLÈRES

Voir LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 3, DG.
QUESTION ORALE, n° 90.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 25.

HYDROCARBURES

Voir CARBURANTS
PÉTROLE
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 25.
TRAITÉS ET CONVENTIONS, 12.

(Hydrocarbures [récupérés].)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Mer.

HYDRAULIQUE AGRICOLE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Agriculture.

I

ÎLE DE FRANCE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Culture ; art. 63.
QUESTION ORALE, n° 117.

IMMIGRATION

Voir ÉTRANGERS, 1, DG.
LOI DE FINANCES, 1, Solidarité nationale, santé.
TRAVAILLEURS ÉTRANGERS.
TRAVAILLEURS IMMIGRÉS.
TRAVAILLEURS MIGRANTS.

(Immigration clandestine.)

Voir ÉTRANGERS, 1, DG.
TRAVAILLEURS ÉTRANGERS, 1, DG.

IMPORTATIONS

Voir LOI DE FINANCES, 1, Industrie ; Commerce extérieur ; Mer.
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, DG.

NATIONALISATION, 1, DG.

QUESTIONS ORALES, nos 102 (J.O. du 5 mars 1981), 103 (J.O. du 5 mars 1981), 116 (J.O. du 3 avril 1981), 3, 11.

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, nos 491 ; 1, 3, 21, 25, 38, 58.

IMPÔTS

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, 2.

LOI DE FINANCES, 1, art. 1, 27, 28.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, DG.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 3, DG, art. 7 à 11.

QUESTION ORALE, n° 109.

(Impôt chômage.)

Voir LOI DE FINANCES, 1, DG.

(Impôts [doubles impositions].)

Voir TRAITÉS ET CONVENTIONS, 8, DG ; 17, DG ; 18, DG.

(Impôts [mensualisation].)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Budget.

(Impôts [réforme fiscale].)

Voir RÉFORME FISCALE.

IMPÔTS INDIRECTS

Voir LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, DG.

IMPÔTS FONCIERS

Voir LOI DE FINANCES, 1, Urbanisme et logement.

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 4.

TAXES FONCIÈRES SUR LES PROPRIÉTÉS BÂTIES ET NON BÂTIES.

IMPÔTS LOCAUX

Voir LOI DE FINANCES, 1, Intérieur et décentralisation ; Budget.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, DG.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 3, art. 12.

PLAN, 1, DG.

QUESTION ORALE, n° 46, 113, 138.

(Impôts locaux [simulations].)

Voir COLLECTIVITÉS LOCALES, 2, DG.

LOI DE FINANCES, 1, Intérieur et décentralisation.

IMPÔT SUR LA FORTUNE

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, 1, 2.

LOI DE FINANCES, 1, DG ; Industrie ; Commerce et artisanat ; Agriculture ; Commerce extérieur ; Budget ; art. 2 à 10 *bis* ; nouvelle lecture, DG.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, DG.

PLAN, 1, DG.

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, nos 3, 4, 15.

IMPÔT SUR LE REVENU

1. — **Proposition de loi tendant à permettre la déduction du revenu imposable des dépenses engagées pour l'emploi du personnel de maison,** présentée par M. Jacques Valade, sénateur et plusieurs de ses collègues [26 novembre 1981] [n° 76 (1981-1982)]. — Renvoi à la Commission des finances.

2. — **Proposition de loi tendant à accorder aux personnes employant du personnel à des tâches familiales ou ménagères un abattement pour le calcul de l'impôt sur le revenu des personnes physiques,** présentée par M. Jean-Pierre Blanc, sénateur et plusieurs de ses collègues [26 novembre 1981] [n° 78 (1981-1982)]. — Renvoi à la Commission des finances.

(Impôt sur le revenu.)

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, 1, 2.

LOI DE FINANCES, 1, DG ; Agriculture ; art. 11 à 14 ; art. 69 ; art. 70.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, DG ; CMP ; nouvelle lecture.

QUESTION ORALE, n° 112 (J.O. du 3 avril 1981).

IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES AGRICOLES

Voir LOI DE FINANCES, 1, Agriculture.

IMPÔTS SUR LES SOCIÉTÉS

Voir LOI DE FINANCES, 1, DG ; Comptes spéciaux du Trésor.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 3, DG.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 4, DG.

QUESTIONS ORALES, nos 99 (J.O. du 26 février 1981), 70.

IMPRIMERIE

Voir QUESTION ORALE, n° 105 (J.O. du 5 mars 1981)

IMPRIMERIE NATIONALE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Imprimerie nationale.

INDEMNISATION DES ACTIONNAIRES (nationalisations)

Voir NATIONALISATIONS (indemnisation des actionnaires).

INDEMNITÉ DE RÉSIDENCE

Voir QUESTION ORALE, n° 128.

INDEMNITÉ SPÉCIALE DE MONTAGNE (ISM)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Agriculture.

INDEMNITÉ VIAGÈRE DE DÉPART (IVD)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Agriculture.

INDÉPENDANCE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Départements et territoires d'outre-mer.

INDUSTRIALISATION

Voir LOI DE FINANCES, 1, Départements et territoires d'outre-mer.

INDUSTRIE

Voir LOI DE FINANCES, 1, DG ; Industrie.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, DG.

NATIONALISATIONS, 1, DG ; nouvelle lecture.

PLAN, 1, DG.

POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE, 1, DG.

POLITIQUE INDUSTRIELLE.

QUESTIONS ORALES, nos 10, 65, 144.

(Industrie [aide à l'].)

LOI DE FINANCES, 1, DG ; Charges communes.

NATIONALISATION, 1, DG.

INDUSTRIE (ministère de l')

Voir LOI DE FINANCES, 1, Industrie.

INDUSTRIE AGRO-ALIMENTAIRE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Agriculture ; Commerce extérieur.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, DG.
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 4, DG.

INDUSTRIE AGRO-ALIMENTAIRE (secrétariat d'État)

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 23.

INDUSTRIE BIO-MÉDICALE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Solidarité nationale, santé.

INDUSTRIE HORLOGÈRE

Voir HORLOGERIE (industrie).

INDUSTRIE MÉDICO-CHIRURGICALE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Solidarité nationale, santé.

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Solidarité nationale, santé.

INDUSTRIES

Voir l'objet.

INDUSTRIES NATIONALISÉES

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, 1.

INFIRMIERS ET INFIRMIÈRES

Voir LOI DE FINANCES, 1, Solidarité nationale, santé.
QUESTION ORALE, n° 133.

INFLATION

Voir BAUX, 1, DG.
DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, 2, 3.
LOI DE FINANCES, 1, DG ; Plan et aménagement du territoire.
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, DG.
PLAN, 1, DG.
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 76.

INFORMATION

Voir LOI DE FINANCES, 1, Services du Premier ministre. — I. — Services généraux : information ; Commerce extérieur ; Solidarité nationale, santé.
PLAN, 1, DG.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 7.

INFORMATION RADIOTÉLÉVISÉE

Voir RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION (informations).

INFORMATIQUE

1. — **Proposition de loi visant à la création d'un conseil supérieur de la télématique,** présentée par M. Louis Perrein, sénateur et plusieurs de ses collègues [29 novembre 1980] [n° 130 (1980-1981)]. — Renvoi à la Commission des lois. — Pour avis à la Commission des affaires économiques [3 avril 1981].

(Informatique.)

Voir JUSTICE, 2, DG.
LOI DE FINANCES, 1, Anciens Combattants ; Recherche et technologie ; Services du Premier ministre. — I. — Services généraux ; Justice ; Intérieur et décentralisation ; Budget.
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, DG.
QUESTION ORALE, n° 118.

INFORMATIQUE (industrie)

Voir NATIONALISATION, 1, DG.

INFRACTIONS

(Infractions économiques.)

Voir AMNISTIE, 1, DG ; CMP.

(Infractions fiscales et financières.)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Justice.

(Infractions politiques.)

Voir AMNISTIE, 1, DG.

INGÉNIERIE

Voir QUESTION ORALE, n° 12.

INGÉNIEURS, TECHNICIENS ADMINISTRATIFS (ITA)

(Enseignement.)

Voir ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, 1, DG.

(Recherche.)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Recherche et technologie.

INNOVATION

Voir LOI DE FINANCES, 1, DG ; Recherche et technologie ; Agriculture.
QUESTION ORALE, n° 21.

INSOUMISSION

Voir AMNISTIE, 1, DG.

INSPECTION DE LA RECHERCHE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Recherche et technologie.

INSPECTION DU TRAVAIL

Voir ÉTRANGERS, 1, CMP.
LOI DE FINANCES, 1, Travail.
TRAVAILLEURS ÉTRANGERS, 1, DG.

INSTITUT AUGUSTE COMTE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Services du Premier ministre. — I. — Services généraux ; Agriculture.

INSTITUT DE RECHERCHE DE LA SIDÉRURGIE (IRSID)

Voir LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 2, DG.

INSTITUT DE RECHERCHE POUR LE DÉSARMEMENT À GENÈVE

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 49.

INSTITUT DES HAUTES ÉTUDES CINÉMATOGRAPHIQUES (IDEC)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Culture.

INSTITUTEURS

Voir FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, 7, DG.
LOI DE FINANCES, 1, Éducation nationale.
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, DG.
QUESTIONS ORALES, nos 109 (J.O. du 19 mars 1981), 168.
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, nos 497, 48.

(Instituteurs [indemnité de logement].)

Voir COLLECTIVITÉS LOCALES, **2,** DG.

LOI DE FINANCES, **1,** Intérieur et décentralisation ; nouvelle lecture, DG.

INSTITUT NATIONAL DE LA CONSOMMATION (INC)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Consommation.

INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE AGRONOMIQUE (INRA)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Recherche et technologie ; Agriculture.

INSTITUT NATIONAL DE LA SANTÉ ET DE LA RECHERCHE MÉDICALE (INSERM)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Recherche et technologie ; Solidarité nationale, santé.

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES (INSEE)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Services économiques et financiers.

INSTITUT NATIONAL DE L'AUDIOVISUEL (INA)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Radiodiffusion télévision française.

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **35.**

INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHE EN INFORMATION ET EN AUTOMATIQUE (INRIA)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Recherche et technologie.

INSTITUT NATIONAL DES INVALIDES

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Anciens Combattants.

INSTITUT NATIONAL DES SPORTS ET D'ÉDUCATION PHYSIQUE (INSEP)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Temps libre.

INSTITUT NATIONAL DU TRAVAIL (INT)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Travail.

INSTITUT PASTEUR

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Recherche et technologie ; Solidarité nationale, santé.

INSTITUT SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE DES PÊCHES MARITIMES (ISTPM)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Recherche et technologie ; Environnement ; Mer.

INSTITUTS RÉGIONAUX D'ADMINISTRATION (IRA)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Services du Premier ministre. – I. – Services généraux.

INSTRUCTION CIVIQUE

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Éducation nationale ; Radiodiffusion télévision française.

INSTRUMENTATION SCIENTIFIQUE (industrie)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Recherche et technologie.

INTÉRÊT (taux)

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, **1, 2.**

LOI DE FINANCES, **1,** DG ; Commerce et artisanat ; Plan et aménagement du territoire ; Postes et télécommunications ; Urbanisme et logement ; Agriculture ; Charges communes.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **1,** DG.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **3,** DG.

NATIONALISATION, **1,** DG.

QUESTIONS ORALES, n[os] **101, 112, 115.**

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n[os] **21, 55, 71.**

INTÉRIEUR (ministère de)

(Archives.)

Voir COLLECTIVITÉS LOCALES, **2,** DG.

INTERNAT

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **500.**

INTERPOL

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Intérieur et décentralisation.

INTERRUPTION VOLONTAIRE DE GROSSESSE (IVG)

Voir AVORTEMENT.

LOI DE FINANCES, **1,** Services du Premier ministre. – I. – Services généraux.

QUESTION ORALE, n° **110.**

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n[os] **483, 485, 85.**

INVESTISSEMENTS

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, **1, 2.**

LOI DE FINANCES, **1,** DG ; Industrie ; Commerce et artisanat ; Plan et aménagement du territoire ; Postes et télécommunications ; Éducation nationale ; Agriculture ; Prestations sociales agricoles ; Départements et territoires d'outre-mer ; Commerce extérieur ; Imprimerie nationale ; art. 7 ; art. 66 ; Nouvelle lecture ; DG.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **1,** DG.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **2,** DG.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **3,** DG ; art. 3.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **4,** DG.

MER, **2,** DG.

NATIONALISATION, **1,** DG.

PLAN, **1,** DG.

POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE, **1,** DG.

QUESTIONS ORALES, n[os] **13, 68, 92, 94, 102.**

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n[os] **16, 21.**

(Investissements [à l'étranger].)

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **21.**

TRAITÉS ET CONVENTIONS, **6,** DG ; **8,** DG ; **19,** DG.

IRAN

Voir QUESTION ORALE, n° **94** (J.O. du 12 février 1981).

ITALIE

Voir QUESTION ORALE, n° **116** (J.O. du 3 avril 1981).

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **3.**

J

JAPON

1. – **Rapport d'information,** fait au nom de la Commission des affaires culturelles, à la suite de la mission effectuée au **Japon,** du 3 au 15 avril 1980, par une délégation de cette Commission, par M. Léon Eeckhoutte, sénateur et plusieurs de ses collègues (rattaché

pour ordre au procès-verbal de la séance du 20 décembre 1980. – 2 avril 1981) [n° **221** (1980-1981)].

2. – **Rapport d'information,** fait, au nom de la Commission des affaires économiques et du plan, à la suite de la mission effectuée du 9 au 26 juillet 1980 au **Japon,** par une délégation de cette Commission chargée d'étudier le redéploiement industriel de ce pays et ses relations commerciales avec la France, par M. Michel Chauty et plusieurs de ses collègues [2 avril 1981] [n° **262** (1980-1981)].

(Japon.)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** DG.

TRAITÉS ET CONVENTIONS, **17,** DG.

JAURÈS (Jean)

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, **1.**

JEUNES

Voir EMPLOI (emploi des jeunes).

LOI DE FINANCES, **1,** Services du Premier ministre. – I. – Services généraux ; Éducation nationale ; Temps libre.

POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE, **1.**

QUESTION ORALE, n° **81.**

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **51.**

JEUNESSE ET SPORTS

Voir COUR DES COMPTES.

JEUX (échecs)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Temps libre.

JEUX ET PARIS

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Temps libre ; art. 24.

JEUX OLYMPIQUES

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Temps libre.

JOURNAUX OFFICIELS

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Journaux officiels.

(Journaux officiels [personnels].)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Journaux officiels.

JURY D'ASSISES

Voir PEINE DE MORT, **1,** DG.

JUSTICE

1. – **Projet de loi portant suppression de la cour de sûreté de l'État,** présenté au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Robert Badinter, ministre de la justice [8 juillet 1981] (n° **77**). – Renvoi à la Commission des lois et pour avis à la Commission de la défense nationale. – Rapport de M. Philippe Marchand [15 juillet 1981] [n° **104** (1980-1981)]. – Discussion [17 juillet 1981]. – Adoption [17 juillet 1981] (n° **2**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (PREMIÈRE LECTURE) [21 juillet 1981] [n° **312** (1980-1981)]. – Renvoi à la Commission des lois. – Rapport de M. Michel Dreyfus-Schmidt [23 juillet 1981] [n° **317** (1980-1981)]. – Discussion [28 juillet 1981] (p. 1166, 1188). – Adoption modifiée [28 juillet 1981] (n° **87**).

TRANSMISSION À L'ASSEMBLÉE NATIONALE (DEUXIÈME LECTURE) [29 juillet 1981] (n° **246**). – Renvoi à la Commission des lois. – Rapport de M. Philippe Marchand [29 juillet 1981] (n° **247**). – Discussion [29 juillet 1981]. – Adoption [29 juillet 1981] (n° **18**).

PROMULGATION : Loi n° 81-737 du 4 août 1981 (J.O. lois et décrets du 5 août 1981).

Discussion (première lecture)

[28 juillet 1981] (p. 1166, 1188).

I. – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1166, 1182) : *MM. Robert Badinter, ministre de la justice ; Michel Dreyfus-Schmidt, rapporteur de la Commission des lois ; Georges Mouly, Raymond Bourgine, Jean-Marie Girault, Félix Ciccolini, Charles Lederman, Pierre Carous, Guy Petit.*

COUR D'ASSISES : Badinter (Robert) (p. 1168, 1170, 1180, 1181) ; Mouly (Georges) (p. 1172) ; Bourgine (Raymond) (p. 1173, 1174) ; Girault (Jean-Marie) (p. 1175) ; Ciccolini (Félix) (p. 1176) ; Lederman (Charles) (p. 1178) ; Carous (Pierre) (p. 1179).

COUR DE CASSATION : Badinter (Robert) (p. 1169) ; Dreyfus-Schmidt (Michel) (p. 1171) ; Bourgine (Raymond) (p. 1173) ; Ciccolini (Félix) (p. 1175).

COUR DE SÛRETÉ DE L'ÉTAT : Badinter (Robert) (p. 1166, 1167, 1169, 1170, 1179, 1180, 1181, 1182) ; Dreyfus-Schmidt (Michel) (p. 1170, 1171) ; Mouly (Georges) (p. 1172) ; Bourgine (Raymond) (p. 1172, 1173, 1174) ; Girault (Jean-Marie) (p. 1174, 1175) ; Ciccolini (Félix) (p. 1175, 1176, 1177) ; Lederman (Charles) (p. 1177, 1178) ; Carous (Pierre) (p. 1178, 1179) ; Petit (Guy) (p. 1181, 1182).

LIBERTÉS INDIVIDUELLES : Badinter (Robert) (p. 1170, 1180) ; Mouly (Georges) (p. 1172).

MAGISTRATS : Badinter (Robert) (p. 1167, 1170, 1181) ; Mouly (Georges) (p. 1172) ; Lederman (Charles) (p. 1178) ; Carous (Pierre) (p. 1179).

PRÉFETS : Dreyfus-Schmidt (Michel) (p. 1171) ; Lederman (Charles) (p. 1178) ; Badinter (Robert) (p. 1179).

PROCÉDURE PÉNALE : Badinter (Robert) (p. 1167, 1169, 1182) ; Dreyfus-Schmidt (Michel) (p. 1170, 1171) ; Ciccolini (Félix) (p. 1176) ; Petit (Guy) (p. 1182).

TERRORISME : Badinter (Robert) (p. 1169, 1180, 1181) ; Bourgine (Raymond) (p. 1173) ; Girault (Jean-Marie) (p. 1175) ; Petit (Guy) (p. 1182).

TRIBUNAL PERMANENT DES FORCES ARMÉES : Badinter (Robert) (p. 1169) ; Dreyfus-Schmidt (Michel) (p. 1171) ; Bourgine (Raymond) (p. 1173).

II. – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1182, 1186) : *MM. Michel Dreyfus-Schmidt, rapporteur ; Lionel de Tinguy, Robert Badinter, ministre ; Michel Darras, Marcel Rudloff, Raymond Bourgine, François Collet, Guy Petit.*

Article premier *(Article 698 du code de procédure pénale : compétence de la Cour de sûreté de l'État)* (p. 1182).

Adopté : amendement n° 2 de M. Michel Dreyfus-Schmidt, rapporteur, soutenu par M. Lionel de Tinguy : divulgation de secrets de la défense nationale et dessaisissement de la juridiction d'instruction ou de jugement par la chambre criminelle à la demande du procureur général de la Cour de cassation (p. 1183).

Scrutin public sur l'article premier (p. 1186 ; n° 99, liste des votants p. 1201).

– L'article premier, ainsi modifié, est adopté (p. 1186).

Article 2 *(Abrogation des articles 699 à 702 du code de procédure pénale : mineurs, privilège de juridiction des magistrats et fonctionnaires, publication du jugement, saisies).* – Adopté (p. 1186).

Article 3 *(Abrogation de la loi n° 63-23 du 15 janvier 1963 : composition, fonctionnement et procédure de la Cour de sûreté de l'État).* – Adopté (p. 1186).

Article 4 *(Suppression dans les textes en vigueur de toute référence à la Cour de sûreté de l'État).* – Adopté (p. 1186).

Article 5 *(Sort des magistrats actuellement détachés à la Cour de sûreté de l'État).* – Adopté (p. 1186).

Article 6 *(Entrée en vigueur de la loi et dispositions transitoires).* – Adopté (p. 1186).

Explications de vote :

– *M. Lionel de Tinguy* (p. 1186) : évoque le contexte entourant la volonté de suppression de la Cour de sûreté de l'État. Petit nombre d'affaires jugées par la Cour. Qualités de la Cour de cassation. Amnistie et reprise du texte de 1974. Comptes-rendus donnés par la radiodiffusion et la télévision. Efficacité du fonctionnement de la Cour de sûreté de l'État. (p. 1187) : respect de la Constitution et du caractère un et indivisible de la République. Juridictions d'exception ou juridictions spécialisées. Circonstances exceptionnelles et arrêt Canal ; maintien des garanties essentielles de la défense. Abstention d'une partie du groupe de l'UCDP et vote favorable pour l'autre.

– *M. Michel Darras* (p. 1187) : retour aux juridictions de droit commun et fin des circonstances exceptionnelles créatrices de la Cour de sûreté de l'État. Caractère politique de cette cour. (p. 1188) : moyens juridiques de lutte contre le terrorisme. Évoque le retour à des circonstances exceptionnelles analogues à celles de 1961.

– *M. Pierre Carous* (p. 1188) : vote défavorable du groupe RPR.

Scrutin public (n° 100 ; liste des votants p. 1202).

Adoption [28 juillet 1981] (p. 1188).

2. – **Projet de loi relatif à la cour de cassation,** présenté au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Robert Badinter, ministre de la justice [17 juillet 1981] (n° **116**). – Renvoi à la Commission des lois. – Rapport de M. François Massot [22 juillet 1981] (n° **156**). – Discussion [22 juillet 1981]. – Adoption [22 juillet 1981] (n° **3**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (PREMIÈRE LECTURE) [23 juillet 1981] [n° **315** (1980-1981)]. – Renvoi à la Commission des lois. – Rapport de M. Jacques Thyraud [23 juillet 1981] [n° **316** (1980-1981)]. – Discussion [24 juillet 1981] (p. 1124, 1133). – Adoption modifiée [24 juillet 1981] (n° **85**).

TRANSMISSION À L'ASSEMBLÉE NATIONALE (DEUXIÈME LECTURE) [27 juillet 1981] (n° **241**). – Renvoi à la Commission des lois. – Rapport de M. François Massot [29 juillet 1981] (n° **245**). – Discussion [29 juillet 1981]. – Adoption [29 juillet 1981] (n° **17**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (DEUXIÈME LECTURE) [29 juillet 1981] [n° **335** (1980-1981)]. – Renvoi à la Commission des lois. – Rapport de M. Jacques Thyraud [29 juillet 1981] [n° **336** (1980-1981)]. – Discussion [31 juillet 1981] (p. 1291). – Adoption [31 juillet 1981] (n° **95**).

PROMULGATION : Loi n° 81-759 du 6 août 1981 (J.O. Lois et décrets du 7 août 1981).

Discussion (première lecture)

[24 juillet 1981] (p. 1124, 1133).

I. – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1124, 1127) : MM. Robert Badinter, ministre de la justice ; Jacques Thyraud, rapporteur de la Commission des lois ; Félix Ciccolini, Charles Lederman.

AVOCATS AU CONSEIL D'ÉTAT ET À LA COUR DE CASSATION : Badinter (Robert) (p. 1125) ; Thyraud (Jacques) (p. 1125).

CONSEILS DE PRUD'HOMMES : Lederman (Charles) (p. 1127).

COUR DE CASSATION : Badinter (Robert) (p. 1124, 1125) ; Thyraud (Jacques) (p. 1125, 1126) ; Ciccolini (Félix) (p. 1126) ; Lederman (Charles) (p. 1126, 1127).

INFORMATIQUE : Badinter (Robert) (p. 1125) ; Thyraud (Jacques) (p. 1126) ; Lederman (Charles) (p. 1127).

JUSTICE (organisation de la) : Badinter (Robert) (p. 1124, 1125) ; Thyraud (Jacques) (p. 1125, 1126) ; Ciccolini (Félix) (p. 1126) ; Lederman (Charles) (p. 1126, 1127).

MAGISTRATS : Badinter (Robert) (p. 1125) ; Thyraud (Jacques) (p. 1126) ; Ciccolini (Félix) (p. 1126) ; Lederman (Charles) (p. 1127).

MAGISTRATURE (statut) : Lederman (Charles) (p. 1127).

II. – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1127, 1133) : *MM. Jacques Thyraud, rapporteur ; Robert Badinter, ministre ; Jean Mercier, Charles Lederman, Étienne Dailly.*

Article premier *(Réduction du quorum de 7 à 5)* (p. 1127).

Adopté : amendement n° 1 de M. Jacques Thyraud, rapporteur : suppression des dispositions de cet article concernant le renvoi d'affaires devant la chambre en formation plénière (p. 1128).

– L'article premier, ainsi modifié, est adopté (p. 1128).

Article 2 *(Compétence de formations restreintes)* (p. 1128).

Rejeté : amendement n° 2 de M. Jacques Thyraud, rapporteur : suppression de cet article concernant le renvoi devant la formation restreinte de l'affaire par le premier président ou le président de la chambre concernée (p. 1131).

– L'article 2 est adopté (p. 1131).

Après l'article 2 (p. 1131).

Adoptés : amendement n° 3 (art. additionnel) de M. Jacques Thyraud, rapporteur : pourvoi en cassation et suppression de l'obligation de conciliation (p. 1131). – Sous-amendement n° 4 d'harmonisation de M. Robert Badinter, à l'amendement n° 3 (art. additionnel) de M. Jacques Thyraud, rapporteur (p. 1131).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1131).

Explications de vote :

– *M. Étienne Dailly* (p. 1131) : projet de loi et fin de l'encombrement progressif de la Cour de cassation. Nécessité d'une informatique de gestion. Problème des locaux, du personnel de secrétariat. Renforcement des effectifs des juges. (p. 1132) : recrutement temporaire de conseillers et d'avocats.

– *Intervention de M. Robert Badinter, ministre* (p. 1132) : fonctionnement de la Cour de cassation et avenir des institutions judiciaires. Accroissement des moyens matériels. Concertation avec le personnel de la Cour de cassation.

– *M. Jean Mercier* (p. 1132) : filtrage des pourvois et suppression de la chambre des requêtes. Caractère provisoire du texte. Incidence des moyens matériels ; cas du manque de secrétaires dactylographes. Problèmes de locaux.

– *M. François Collet* (p. 1132) : vote favorable du groupe RPR. Rejet de la disposition concernant l'amende pour recours abusif. Encombrement analogue des juridictions administratives. (p. 1133) : demande un texte sur le fonctionnement des juridictions administratives.

– *M. Georges Lombard* (p. 1133) : vote favorable du groupe de l'UCDP. Concertation avec les magistrats de la Cour de cassation. Caractère provisoire des mesures proposées. Décisions contradictoires de la Cour de cassation.

Adoption [24 juillet 1981] (p. 1133).

Discussion (deuxième lecture)

[31 juillet 1981] (p. 1291).

I. – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1291) : *MM. Robert Badinter, ministre de la justice ; Charles de Cuttoli, rapporteur de la Commission des lois en remplacement de M. Jacques Thyraud.*

CODE DE JUSTICE MILITAIRE : Cuttoli (Charles de) (p. 1291).

COUR DE CASSATION : Badinter (Robert) (p. 1291) ; Cuttoli (Charles de) (p. 1291).

LIBERTÉ DE LA PRESSE : Cuttoli (Charles de) (p. 1291).

II. – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1291).

Article 3. – Adopté (p. 1291).

Adoption [31 juillet 1981] (p. 1291).

(Justice.)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Justice.

(Justice [organisation de la].)

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, **1.**
JUSTICE, **2,** DG.
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **1,** DG.
QUESTIONS ORALES, nos **98, 155.**

JUTE (industrie du)

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **21.**

K

KERGUELEN (îles)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Mer.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **48.**

L

LABORATOIRES

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Intérieur et décentralisation.

(Laboratoires pharmaceutiques.)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Solidarité nationale, santé.

LACQ (gaz de)

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **25.**

LA HAGUE (retraitement nucléaire)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Industrie.

LAÏCITE

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Éducation nationale.

LAIT ET PRODUITS LAITIERS

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Agriculture.
QUESTION ORALE, n° **48.**

LANGUEDOC-ROUSSILLON

Voir LOI DE FINANCES, **1,** DG.

LANGUES ÉTRANGÈRES

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Éducation nationale ; Imprimerie nationale.

LANGUES RÉGIONALES

1. – **Proposition de loi relative au statut des langues et cultures régionales dans l'enseignement, les affaires culturelles, l'éducation permanente, la radio et la télévision,** présentée par M. Jean Francou, sénateur et plusieurs de ses collègues (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 7 avril 1981. – 2 juillet 1981) [n° **285** (1980-1981)]. – Renvoi à la commission des affaires culturelles.

(Langues régionales.)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Éducation nationale ; Culture.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **48.**

LARZAC (camp militaire)

Voir QUESTION ORALE, n° **54.**

LA VILLETTE (établissement public)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Charges communes.

LÉGION D'HONNEUR (ordre de la)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Légion d'honneur et ordre de la Libération.

(Légion d'honneur [contingents].)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Anciens Combattants ; Légion d'honneur et ordre de la Libération.

(Légion d'honneur [maison d'éducation].)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Légion d'honneur et ordre de la Libération.

LIBÉRATION CONDITIONNELLE

Voir PEINE DE MORT, **1,** DG.

LIBERIA

Voir TRAITÉS ET CONVENTIONS, **19.**

LIBERTÉS INDIVIDUELLES

1. – **Proposition de loi tendant à compléter la loi n° 75-625 du 11 juillet 1975 instituant la lutte contre la discrimination fondée sur le sexe en l'étendant à la discrimination fondée sur l'homosexualité masculine et féminine et à la transsexualité,** présentée par M. Henri Caillavet, sénateur (rattachée pour ordre au procès-verval de la séance du 7 avril 1981. – 2 juillet 1981) [n° **279** (1980-1981)]. – Renvoi à la commission des lois.

(Libertés individuelles.)

Voir ANIMAUX, **1,** DG.
ÉTRANGERS, **1,** DG.
JUSTICE, **1,** DG.

LIBERTÉS PUBLIQUES

1. – **Proposition de loi tendant à donner une véritable liberté d'opinion et d'expression aux salariés et à leurs représentants dans leur entreprise,** présentée par Mme Hélène Luc, sénateur et plusieurs de ses collègues [20 octobre 1981] [n° **29** (1981-1982)]. – Renvoi à la commission des affaires sociales.

2. – **Proposition de loi tendant à l'abrogation de la loi n° 70-480 du 8 juin 1970 dite loi « anti-casseur »,** présentée par M. Alain Bocquet, député et plusieurs de ses collègues [22 juillet 1981] (n° **200**). – Renvoi à la commission des lois. – Rapport de M. Philippe Marchand [19 novembre 1981] (n° **559**). – Discussion [25 novembre 1981]. – Adoption [25 novembre 1981] (n° **60**).

NOUVEL INTITULÉ : **« Proposition de loi tendant à modifier l'article 108 du code pénal et à abroger les articles 184, alinéa 3, et 314 du même code ».**

TRANSMISSION AU SÉNAT (PREMIÈRE LECTURE) [26 novembre 1981] [n° **75** (1981-1982)]. – Renvoi à la commission des lois. – Rapport de M. Charles de Cuttoli [10 décembre 1981] [n° **112** (1981-1982)]. – Discussion [15 décembre 1981] (p. 4223, 4231). – Adoption [15 décembre 1981] (n° **17**).

PROMULGATION : Loi n° 81-1134 du 23 décembre 1981 (J.O. Lois et décrets du 24 décembre 1981).

Discussion (première lecture)

[15 décembre 1981] (p. 4223, 4231).

I. – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 4223, 4230) : *MM. Robert Badinter, ministre de la justice ; Charles de Cuttoli, rapporteur de la*

Commission des lois ; Jacques Eberhard, Pierre Carous, Michel Dreyfus- Schmidt, Louis Virapoullé.

AMNISTIE : Cuttoli (Charles de) (p. 4225) ; Eberhard (Jacques) (p. 4228).

CODE PÉNAL : Badinter (Robert) (p. 4223, 4224, 4230) ; Cuttoli (Charles de) (p. 4236) ; Eberhard (Jacques) (p. 4227) ; Dreyfus-Schmidt (Michel) (p. 4229).

CRIMES ET DÉLITS : Cuttoli (Charles de) (p. 4226).

DÉLINQUANCE : Badinter (Robert) (p. 4223, 4225).

DOMICILE : Cuttoli (Charles de) (p. 4226) ; Eberhard (Jacques) (p. 4227).

FLAGRANT DÉLIT : Badinter (Robert) (p. 4224) ; Eberhard (Jacques) (p. 4227).

LIBERTÉ DE RÉUNION : Badinter (Robert) (p. 4223).

LOI ANTI-CASSEURS (loi du 8 juin 1970) : Badinter (Robert) (p. 4223, 4224, 4225, 4230) ; Cuttoli (Charles de) (p. 4225, 4226, 4227) ; Eberhard (Jacques) (p. 4227, 4228) ; Carous (Pierre) (p. 4228) ; Dreyfus-Schmidt (Michel) (p. 4229) ; Virapoullé (Louis) (p. 4229, 4230).

MANIFESTATIONS : Badinter (Robert) (p. 4223, 4224) ; Cuttoli (Charles de) (p. 4226) ; Eberhard (Jacques) (p. 4227) ; Carous (Pierre) (p. 4228).

OCCUPATION DES LOCAUX : Carous (Pierre) (p. 4228).

RESPONSABILITÉ CIVILE : Cuttoli (Charles de) (p. 4226) ; Eberhard (Jacques) (p. 4227) ; Badinter (Robert) (p. 4230).

RESPONSABILITÉ PÉNALE : Badinter (Robert) (p. 4230) ; Cuttoli (Charles de) (p. 4225) : Eberhard (Jacques) (p. 4227) ; Carous (Pierre) (p. 4228) ; Dreyfus-Schmidt (Michel) (p. 4229) ; Virapoullé (Louis) (p. 4230).

SYNDICATS PROFESSIONNELS : Cuttoli (Charles de) (p. 4227) ; Eberhard (Jacques) (p. 4227).

VIOLENCE : Badinter (Robert) (p. 4223) ; Cuttoli (Charles de) (p. 4225, 4226) ; Carous (Pierre) (p. 4228).

II. – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4230, 4231)

Article 1er *(Abrogation de l'article 314 du code pénal concernant les actions collectives ayant donné lieu à des actes de violence, et de l'article 184, alinéa 3 du code pénal concernant la violation d'un lieu affecté à un service public, administratif, scientifique ou culturel).* – Adopté (p. 4230).

Article 2 *(Harmonisation du deuxième alinéa de l'article 108 du code pénal).* – Adopté (p. 4230).

Article 3 *(Applicabilité de la loi aux territoires d'outre-mer).* – Adopté (p. 4230).

Explication de vote :

– *M. Étienne Dailly* (p. 4230) : vote de la loi « anti-casseurs » au Sénat ; rappelle son rôle de président de séance et donc l'impossibilité de participer à ce vote ; souligne son opposition à cette loi. Suppression de la loi « anti-casseurs » et interprétation donnée par l'opinion publique. Inutilité de cette loi d'exception. Vote favorable.

Scrutin public (p. 4231 ; n° 48 ; liste des votants p. 4266, 4267).

Adoption [15 décembre 1981] (p. 4231).

(Libertés publiques.)

Voir ASSOCIATIONS, **1,** DG.

COLLECTIVITÉS LOCALES, **2,** DG.

ÉTRANGERS, **1,** DG.

LOI DE FINANCES, **1,** Intérieur et décentralisation.

QUESTIONS ORALES, n° **114, 135, 156.**

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **487.**

(Liberté de la presse.)

Voir JUSTICE, **2,** 2e lecture, DG.

(Liberté de réunion.)

Voir LIBERTÉS PUBLIQUES, **2,** DG.

(Liberté d'expression radiophonique.)

Voir RADIODIFFUSION, **1,** DG ; 2e lecture, DG.

(Libertés syndicales.)

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **25.**

LIBRAIRIES

Voir LIVRES, **1,** DG ; 2e lecture, DG.

LIBYE

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Relations extérieures. – I. – Services diplomatiques et généraux. – II. – Coopération.

QUESTON ORALE, n° **86.**

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **479.**

LICENCIEMENTS

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Radiodiffusion télévision française ; Commerce et artisanat ; Travail.

QUESTIONS ORALES, nos **105** (J.O du 5 mars 1981), **49, 120, 136.**

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, nos **1, 21, 74.**

LIGNES ÉLECTRIQUES

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Environnement.

LIGNES FERROVIAIRES

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Transports.

QUESTION ORALE, n° **41.**

LIGUE DES DROITS DE L'HOMME

Voir PEINE DE MORT, **1,** DG.

LIN

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Agriculture.

LINDAL (société)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Industrie.

LITTORAL

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Environnement ; Plan et aménagement du territoire ; Temps libre ; art. 37.

(Littoral [protection du].)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Urbanisme et logement ; Mer.

LIVRE

1. – **Projet de loi relatif au prix du livre,** présenté au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Jack Lang, ministre de la culture [23 juillet 1981] [n° **318** (1980-1981)]. – Renvoi à la Commission des affaires culturelles. – Pour avis à la Commission des affaires économiques. – Rapport de M. Jacques Carat [28 juillet 1981] [n° **328** (1980-1981)]. – Avis de M. Roland Grimaldi [28 juillet 1981] [n° **329** (1980-1981)]. – Discussion [29 juillet 1981] (p. 1205, 1229 ; 1242, 1254). – Adoption [29 juillet 1981] (n° **93**).

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (PREMIÈRE LECTURE) [30 juillet 1981] (n° **251**). – Renvoi à la Commission des affaires culturelles. – Pour avis à la Commission des finances. – Rapport de M. Rodolphe Pesce [30 juillet 1981] (n° **252**). – Discussion [30 juillet 1981]. – Adoption [30 juillet 1981] (n° **22**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (DEUXIÈME LECTURE) [31 juillet 1981] [n° **344** (1980-1981)]. – Renvoi à la Commission des affaires culturelles. – Rapport de M. Jacques Carat [31 juillet 1981] [n° **346** (1980-1981)]. – Discussion [31 juillet 1981] (p. 1305, 1317). – Adoption modifiée [31 juillet 1981] (n° **97**).

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (DEUXIÈME LECTURE) [31 juillet 1981] (n° **303**). – Renvoi à la Commission des affaires culturelles. – Rapport de M. Rodolphe Pesce [31 juillet 1981] (n° **304**). – Discussion [31 juillet 1981]. – Adoption définitive [31 juillet 1981] (n° **24**).

PROMULGATION : Loi n° 81-766 du 10 août 1981 (J.O. Lois et décrets du 11 août 1981).

Discussion (première lecture)

[29 juillet 1981] (p. 1205, 1229 ; 1242, 1254).

I. – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1205, 1215) : *MM. Jack Lang, ministre de la culture ; Jacques Carat, rapporteur de la Commission des affaires culturelles ; Roland Grimaldi, rapporteur pour avis de la Commission des affaires économiques ; Michel Miroudot, James Marson, Paul Séramy, Léon Eeckhoutte, président de la Commission des affaires culturelles.*

BIBLIOTHÈQUES : Lang (Jack) (p. 1206, 1214) ; Carat (Jacques) (p. 1209) ; MARSON (James) (p. 1212).

BEST-SELLERS (livres) : Lang (Jack) (p. 1206) ; Carat (Jacques) (p. 1208) ; Miroudot (Michel) (p. 1210) ; Marson (James) (p. 1211).

CENTRE NATIONAL DES LETTRES : Marson (James) (p. 1212) ; Lang (Jack) (p. 1214).

CONCURRENCE : Lang (Jack) (p. 1206, 1214) ; Carat (Jacques) (p. 1208) ; Miroudot (Michel) (p. 1211).

CONSOMMATEURS (information et protection des) : Lang (Jack) (p. 1206) ; Grimaldi (Roland) (p. 1210).

CRÉATION : Lang (Jack) (p. 1205, 1206) ; Carat (Jacques) (p. 1208, 1209) ; Grimaldi (Roland) (p. 1209) ; Séramy (Paul) (p. 1212).

ÉDITION : Lang (Jack) (p. 1205, 1206, 1213, 1214) ; Carat (Jacques) (p. 1209) ; Grimaldi (Roland) (p. 1209) ; Miroudot (Michel) (p. 1210, 1211) ; Marson (James) (p. 1211) ; Séramy (Paul) (p. 1212, 1213).

EXPORTATIONS : Grimaldi (Roland) (p. 1210) ; Séramy (Paul) (p. 1213) ; Lang (Jack) (p. 1214).

FÉDÉRATION NATIONALE D'ACHAT DES CADRES (FNAC) : Carat (Jacques) (p. 1208) ; Séramy (Paul) (p. 1212).

FONDS CULTUREL DU LIVRE : Séramy (Paul) (p. 1213).

FRANCOPHONIE : Séramy (Paul) (p. 1213).

GRANDES SURFACES DE VENTE (magasins) : Carat (Jacques) (p. 1208, 1209) ; Miroudot (Michel) (p. 1210, 1211) ; Marson (James) (p. 1211) ; Séramy (Paul) (p. 1212) ; Lang (Jack) (p. 1214).

LIBRAIRIES : Lang (Jack) (p. 1205, 1206) ; Carat (Jacques) (p. 1208, 1209) ; Grimaldi (Roland) (p. 1210) ; Miroudot (Michel) (p. 1210, 1211) ; Marson (James) (p. 1211, 1212) ; Séramy (Paul) (p. 1212).

LIVRE : Lang (Jack) (p. 1205, 1206, 1213, 1214) ; Carat (Jacques) (p. 1207, 1208, 1209) ; Grimaldi (Roland) (p. 1209, 1210) ; Miroudot (Michel) (p. 1210, 1211) ; Marson (James) (p. 1211, 1212) ; Séramy (Paul) (p. 1212, 1213).

PRIX (liberté des) : Lang (Jack) (p. 1205) ; Carat (Jacques) (p. 1208) ; Grimaldi (Roland) (p. 1209) ; Miroudot (Michel) (p. 1210) ; Marson (James) (p. 1211) ; Séramy (Paul) (p. 1212).

PRESSE : Lang (Jack) (p. 1206).

SOLDES : Lang (Jack) (p. 1206).

VENTES A PRIMES : Lang (Jack) (p. 1206).

II. – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1215, 1229 ; 1242, 1254) : *MM. Roland Grimaldi, rapporteur pour avis ; Jean-Pierre Fourcade, Raymond Bourgine, Jacques Carat, rapporteur ; Jack Lang, ministre ; Michel Miroudot, Robert Laucournet, Jean Cluzel, Jacques Habert, Michel Darras, André Méric, Léon Eeckhoutte, président de la Commission des affaires culturelles ; Philippe de Bourgoing, Lionel de Tinguy, James Marson, Bernard Parmantier, Pierre Vallon, Paul Pillet, Maurice Schumann, François Collet.*

Article 1er *(Fixation du prix de vente des livres. – La fourchette : moins 5, plus 5 %)* (p. 1215).

Adoptés : amendement rédactionnel n° 28 de M. Roland Grimaldi, rapporteur pour avis (p. 1218). – Amendement rédactionnel n° 29 de M. Roland Grimaldi, rapporteur pour avis (p. 1218). – Amendement n° 17 de M. Jacques Carat, rapporteur : obligations concernant les mentions permettant l'identification du livre et le calcul des délais légaux (p. 1218). – Amendement n° 1 de M. Michel Miroudot : prix facturé au détaillant et application d'un barème d'écart sur le prix de vente public hors taxes ; inclusion possible du prix du transport (p. 1219). – Amendement n° 2 de M. Michel Miroudot : principe de l'unicité du prix sans aucune modulation possible (p. 1222). – Amendement rédactionnel n° 31 de M. Roland Grimaldi, rapporteur pour avis (p. 1222).

Rejeté : amendement n° 25 de M. Jean-Pierre Fourcade : création d'un système de prix imposé pendant les deux premières années de commercialisation (p. 1218).

Retirés : amendement n° 11 de M. Raymond Bourgine : mode de vente et prix différenciés (p. 1218). – Amendement n° 30 de M. Roland Grimaldi, rapporteur pour avis : prix effectif de vente au public et possibilité de modulation par rapport au prix fixé par l'éditeur ou l'importateur (p. 1222). – Amendement n° 45 de M. Jean Cluzel : limitation dans le temps du principe de l'unicité du prix du livre (p. 1221). – Amendement n° 46 de M. Jean Cluzel : prix de vente et élargissement de la marge de modulation reconnue aux détaillants (p. 1221). – Amendement n° 47 de M. Jean Cluzel : éditeurs et distributeurs et accord de limitation de la marge bénéficiaire (p. 1221).

Devient sans objet : sous-amendement n° 53 de M. Jacques Habert, à l'amendement n° 30 de M. Roland Grimaldi, rapporteur pour avis : abaissement du niveau inférieur de la fourchette tolérée (p. 1222).

– Scrutin public pour l'article (p. 1225 ; n° 101 ; liste des votants p. 1263).

– L'article 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 1223).

Après l'article 1er (p. 1223).

Adopté : amendement n° 51 (art. additionnel) de M. Jack Lang, ministre : efforts en faveur de la diffusion du livre et remises qualitatives : obligation de dépassement par rapport aux remises quantitatives (p. 1225).

Retirés : amendement n° 18 (art. additionnel) de M. Jacques Carat, rapporteur : efforts en faveur de la diffusion des livres et régime des rabais consentis par les éditeurs aux détaillants sans prise en compte des quantités vendues (p. 1224). – Amendement n° 3 (art. additionnel) de M. Michel Miroudot : efforts en faveur de la diffusion des livres et remises quantitatives ; possibilité de dépassement par rapport aux remises quantitatives(p. 1224).

Devient sans objet : amendement n° 32 (art. additionnel) de M. Roland Grimaldi, rapporteur pour avis : efforts en faveur de la diffusion des livres et régime des rabais consentis par les éditeurs aux détaillants sans prise en compte des quantités acquises (p. 1225).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1225).

Article 2 *(Dérogations au prix unique en faveur de certains clients)* (p. 1225).

Adoptés : amendement n° 33 de M. Roland Grimaldi, rapporteur pour avis : dérogations en faveur de l'État et des collectivités et exclusion de toute revente des livres acquis (p. 1226). – Amendement n° 19 de M. Jacques Carat, rapporteur : non application du système du prix unique aux établissements de recherche (p. 1227). – Amendement n° 20 de M. Jacques Carat, rapporteur : non appli-

cation du système de prix unique aux associations scolaires à but éducatif ou culturel (p. 1227). – Amendement n° 35 de M. Roland Grimaldi, rapporteur pour avis : non application du système du prix unique aux bibliothèques de lecture ou de prêt (p. 1228).

Rejeté : amendement n° 12 de M. Raymond Bourgine : suppression de cet article concernant l'inapplicabilité à l'État et aux collectivités du système du prix unique (p. 1225).

Retirés : amendement n° 34 de M. Roland Grimaldi, rapporteur pour avis : non application du système du prix unique aux établissements de recherche ou à vocation culturelle (p. 1227). – Amendement n° 6 de M. James Marson : non application du système du prix unique aux comités d'entreprises (p. 1228). – Amendement n° 21 de M. Jacques Carat, rapporteur : non application du système du prix unique aux établissements ou organismes culturels à l'étranger (p. 1229).

– L 'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 1229).

Article 3 *(Ventes par courtage, abonnement ou correspondance)* (p. 1242).

Adoptés : amendement n° 52 de M. Jack Lang, ministre : application limitée à neuf mois du système du prix unique du livre aux personnes publiant un livre en vue de sa diffusion par courtage (p 1244). – Amendement n° 36 de M. Roland Grimaldi, rapporteur pour avis : ventes par courtage, abonnement ou correspondance et point de départ du délai d'application du prix unique ; dépôt légal ou date d'importation (p. 1245).

Rejetés : amendement n° 8 de MM. Pierre Vallon et Charles Zwickert : suppression de cet article concernant la non application au bout de neuf mois du système du prix unique du livre diffusé par courtage, abonnement ou correspondance (p. 1244). – Amendement n° 7 de M. Paul Pillet : vente par courtage, abonnement ou correspondance et non application du prix unique du livre après un délai d'un an (p. 1245).

Retiré : amendement n° 26 de M. Jean-Pierre Fourcade, identique à l'amendement n° 8 de MM. Pierre Vallon et Charles Zwickert (p. 1244).

– L'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 1245).

Article 4 *(Soldes des livres neufs)* (p. 1245).

Adopté : amendement n° 37 de M. Roland Grimaldi, rapporteur pour avis : rabais sur les livres ; délais concernant le dépôt légal ou l'importation et le dernier approvisionnement (p. 1247).

Retiré : amendement n° 43 du M. Jean-Pierre Fourcade : suppression de cet article concernant les rabais et les conditions de délai d'édition et de réapprovisionnement (p. 1246).

Devient sans objet : amendement n° 22 de M. Jacques Carat, rapporteur : rabais et suppression de la condition de délai de réapprovisionnement (p. 1247).

– L'article 4, ainsi modifié, est adopté (p. 1247).

Article 5 *(Ventes à prime)* (p. 1247).

Adoptés : amendement n° 38 de M. Roland Grimaldi, rapporteur pour avis : principe de la simultanéité par tous les détaillants des ventes à primes (p. 1248). – Amendement n° 4 de M. Michel Miroudot, identique à l'amendement n° 38 de M. Roland Grimaldi, rapporteur pour avis (p. 1248).

– L'article 5, ainsi modifié, est adopté (p. 1248).

Article 6 *(La publicité des rabais est interdite)* (p. 1248).

Adoptés : amendement n° 23 de M. Jacques Carat, rapporteur : suppression de cet article concernant les rabais sur les prix de vente au public (p. 1248). – Amendement n° 27 de M. Jean-Pierre Fourcade, identique à l'amendement n° 23 de M. Jacques Carat, rapporteur (p. 1248).

– L'article 6 est supprimé (p. 1248).

Article 7 *(Sanctions : – quelles infractions pourront être poursuivies – à qui l'action est ouverte)* (p. 1248).

Adoptés : amendement n° 39 de M. Roland Grimaldi, rapporteur pour avis : infractions à la loi et possibilité d'intenter des actions en cessation de toutes les opérations concernées (p. 1248). – Amendement n° 40 de M. Roland Grimaldi, rapporteur pour avis : ouverture du droit à l'action à tous les syndicats de professionnels (p. 1248).

– L'article 7, ainsi modifié, est adopté (p. 1248).

Après l'article 7 (p. 1248).

Retiré : amendement n° 49 (art. additionnel) de M. Jean Cluzel : infractions à la loi et amende pénale (p. 1249).

Article 8 *(L'ordonnance de 1945 sur les prix demeure applicable au régime du livre)* (p. 1249).

Adopté : amendement n° 41 de M. Roland Grimaldi, rapporteur pour avis : maintien de la possibilité d'application de l'ordonnance du 30 juin 1945 relative aux prix (p. 1249).

Rejeté : amendement n° 16 de M. Raymond Bourgine : suppression de cet article concernant l'application de l'ordonnance du 30 juin 1945 relative aux prix (p. 1249).

– L'article 8, ainsi modifié, est adopté (p. 1249).

Après l'article 8 (p. 1249).

Retiré : amendement n° 42 (art. additionnel) de M. Roland Grimaldi, rapporteur pour avis : application de la loi exclusivement aux livres neufs (p. 1250).

Article 9 *(Date d'entrée en vigueur de la loi)* (p. 1250).

Adopté : amendement n° 24 de M. Jacques Carat, rapporteur : présentation au 1er novembre 1983 d'un rapport d'application sur la présente loi (p. 1251).

Rejeté : sous-amendement n° 55 de M. François Collet, à l'amendement n° 24 de M. Jacques Carat, rapporteur : application de la présente loi jusqu'au 31 décembre 1984 (p. 1251).

Retiré : amendement n° 50 de M. Jean Cluzel : application pour deux ans de la présente loi et dépôt d'un rapport sur la lecture en France (p. 1250).

– L'article 9, ainsi modifié, est adopté (p. 1252).

Seconde délibération sur plusieurs articles (p. 1252)

Article 1er (p. 1252).

Adopté : amendement de forme n° 56 de M. Jacques Carat, rapporteur (p. 1252).

– L'article 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 1252).

Article 1er *bis* (p. 1252).

Adopté : amendement n° 57, de forme, de M. Jacques Carat, rapporteur (p. 1252).

– L'article 1er *bis,* ainsi modifié, est adopté (p. 1252).

Article 2 (p. 1252).

Adopté : amendement de forme n° 58 de M. Jacques Carat, rapporteur (p. 1252).

– L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 1252).

Explications de vote :

– *M. Jean Cluzel* (p. 1253) : importance économique et culturelle du livre. Abandon du système de liberté des prix. Vote favorable dans sa grande majorité du groupe de l'UCDP. Politique du livre et contrôle du Sénat.

– *M. Jean-Pierre Fourcade* (p. 1253) : qualité du débat. Améliorations et modifications apportées au projet et approbation du texte par le groupe de l'UREI.

– *M. Adrien Gouteyron* (p. 1253) : caractère culturel du livre. Importance des rabais qualitatifs. Amélioration du texte par le Sénat ; vente par courtage et par les clubs. Prix unique du livre et caractère de simple distributeur du libraire. Problème de l'évolution

des prix du livre. Politique du livre et dépôt d'un rapport. Vote favorable du groupe RPR.

– *M. James Marson* (p. 1253) : vote favorable du groupe communiste (p. 1254) : conditions d'achat de livres par les collectivités locales ; traitement discriminatif imposé aux comités d'entreprises. Souhaite un projet de loi sur le livre.

– *Intervention de M. Jack Lang, ministre* (p. 1254) : qualité du débat. Applicaton du texte. Prix du livre. Politique culturelle.

– **Scrutin public** (p. 1254 ; n° 103 ; liste des votants p. 1265).

Adoption [29 juillet 1981] (p. 1254).

Discussion (deuxième lecture)

[31 juillet 1981] (p. 1305, 1317)

I. – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1305, 1306) : *M. Jacques Carat, rapporteur de la Commission des affaires culturelles.*

CONCURRENCE : Carat (Jacques) (p. 1305).

CRÉATION : Carat (Jacques) (p. 1305).

GRANDES SURFACES DE VENTE (magasins) : Carat (Jacques) (p. 1305).

LIBRAIRIES : Carat (Jacques) (p. 1305).

II. – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1306, 1317) : *MM. Jacques Caràt, rapporteur ; Jack Lang, ministre ; Jacques Habert, Robert Laucournet, Michel Miroudot, vice-président de la Commission des affaires culturelles ; Richard Pouille, Daniel Millaud, Raymond Bourgine.*

Article 1er (p. 1306).

Adoptés : amendement n° 7 de M. Jack Lang, ministre : indication du prix sur le livre (p. 1307). – Amendement n° 8 de M. Jack Lang, ministre : décret et détermination des obligations de l'éditeur ou de l'importateur pour l'identification du livre et le calcul des délais légaux (p. 1307). – Amendement n° 2 de M. Jacques Carat, rapporteur : suppression des dispositions de cet article concernant le service gratuit de commande à l'unité (p. 1308). – Amendement n° 20 de M. Jacques Habert, précédemment réservé (p. 1309) : prix unique et rétablissement de la fourchette de variation de 10 % (p. 1309).

Rejeté : amendement n° 3 de M. Jacques Carat, rapporteur : prix unique et possibilité d'ajout du coût du transport (p. 1309).

Retiré : amendement n° 1 de M. Jacques Carat, rapporteur : décret et publication du prix unique et des obligations incombant à l'éditeur ou à l'importateur (p. 1307).

– L'article 1er, ainsi modifié, est adopté.

Article 2 (p. 1309).

Adoptés : amendement de coordination n° 4 de M. Jacques Carat, rapporteur (p. 1309). – Amendement n° 9 de M. Jack Lang, ministre : suppression des dispositions de cet article concernant la non application du prix unique aux établissements et centres culturels reconnus établis hors de France (p. 1310). – Amendement n° 5 de M. Jacques Carat, rapporteur : suppression des dispositions de cet article concernant l'exclusion du système du prix unique des associations à but non lucratif (p. 1310).

– L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 1310).

Article 3 (p. 1310).

Retiré : amendement n° 6 de M. Jacques Carat, rapporteur : vente par courtage, abonnement ou correspondance et fixation du point de départ des délais légaux (p. 1311).

– L'article 3 est adopté (p. 1311).

Article 4 (p. 1311).

Adoptés : amendement n° 15 de M. Jacques Carat, rapporteur : suppression des dispositions de cet article faisant référence à la loi de 1906 sur les soldes (p. 1311). – Amendement rédactionnel n° 12 de M. Jack Lang, ministre (p. 1311). – Amendement rédactionnel n° 17 de M. Jacques Carat, rapporteur (p. 1311).

– L'article 4, ainsi modifié, est adopté (p. 1311).

Après l'article 4 (p. 1311).

Adopté : amendement n° 13 (art. additionnel) de M. Jacques Carat, rapporteur : publicité sans limitation de lieu pour les soldes et limitation pour la remise de 5 % (p. 1312).

Devient sans objet : amendement n° 21 (art. additionnel) de M. Jack Lang, ministre : interdiction de la publicité hors des lieux de vente en cas de soldes (p. 1312).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi.

Article 5 (p. 1312). – Adopté (p. 1313).

Article 7. – Adopté (p. 1313).

Article 8 (p. 1313).

Adopté : amendement n° 10 de M. Jack Lang, ministre : maintien de l'application de l'ordonnance de juin 1945 relative aux prix (p. 1313).

– L'article 8, ainsi modifié, est adopté (p. 1313).

Article 9 (p. 1313).

Adoptés : amendement n° 11 de M. Jack Lang, ministre : suppression des dispositions de cet article prévoyant un décret sur les règles relatives au calcul des marges bénéficiaires (p. 1313). – Amendement n° 14 de M. Jacques Carat, identique à l'amendement n° 11 de M. Jack Lang, ministre (p. 1313). – Amendement rédactionnel n° 18 de M. Jacques Carat., rapporteur (p. 1313).

– L'article 9, ainsi modifié, est adopté (p. 1314).

Avant l'article 9 (p. 1314).

Adopté : amendement n° 19 (art. additionnel) de M. Jacques Carat, rapporteur : décret et application de la loi dans les départements d'outre-mer (p. 1314).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi.

Deuxième délibération sur plusieurs articles (p. 1314) : *M. Jack Lang, ministre de la culture ; M. Michel Miroudot, vice-président de la Commission des affaires culturelles.*

Article 1er (p. 1314).

Adoptés : amendement n° 22 de M. Jack Lang, ministre : principe du service gratuit de commande à l'unité ; service exceptionnel et possibilité de surcoût (p. 1314). – Amendement n° 24 de M. Jack Lang, ministre : prix unique et limitation à 5 % de la fourchette de variation autour du prix fixé (p. 1314).

– L'article 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 1314).

Article 2 (p. 1314).

Adopté : amendement n° 23 de M. Jack Lang, ministre : exclusion du système du prix unique des bibliothèques publiques régies par la loi de 1901 sur les associations (p. 1315).

– L'article 2, ainsi modifié est adopté (p. 1315).

Après l'article 5 (p. 1315).

Adopté : amendement n° 25 (art. additionnel) de M. Jack Lang, ministre : interdiction hors des lieux de vente de toute publicité de rabais sur les prix de vente au public (p. 1316).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1316).

Explications de vote :

– *M. Adolphe Chauvin* (p. 1316) : vote favorable de la quasi-unanimité de groupe UCDP lors de la première lecture. Politique de libération des prix ; regrette les propos du ministre sur l'absence de *M. René Monory* lors du débat au Sénat.

– *M. Raymond Dumont* (p. 1317) : achat par les comités d'entreprises des livres à des prix privilégiés ; portée pratique de cette mesure. Vote favorable du groupe communiste.

– *Intervention de M. Jack Lang, ministre* (p. 1317) : liberté des prix et absence de mise en cause, lors du débat à l'Assemblée nationale, de *M. René Monory*. Obstacles juridiques à l'abrogation de l'arrêté Monory de 1979 ; choix entre un système de taxation et le vote d'une loi.

Adoption [31 juillet 1981] (p. 1317).

(Livre.)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Culture ; Imprimerie nationale.

PLAN, **1,** DG.

QUESTION ORALE, n° **26.**

LOGEMENT

1. – **Proposition de loi visant à garantir le relogement des salariés contraints de quitter l'emploi au titre duquel ils bénéficiaient d'un logement fourni par l'employeur,** présentée par M. Hector Viron, sénateur et plusieurs de ses collègues [20 octobre 1981], [n° **28** (1981-1982)]. – Renvoi à la Commission des affaires sociales.

2. – **Proposition de loi tendant à suspendre les mesures de saisie, d'expulsion ou autres voies d'exécution lorsqu'elles ont pour cause le non-paiement d'une dette due au chômage, à la maladie ou plus généralement à la crise économique,** présentée par Mme Monique Midy, sénateur et plusieurs de ses collègues [28 octobre 1981] [n° **38** (1981-1982)]. – Renvoi à la Commission des lois.

(Logement.)

Voir BAUX, **1,** DG.

ÉTRANGERS, **1,** DG.

LOI DE FINANCES, **1,** DG ; Urbanisme et logement ; Départements et territoires d'outre-mer ; Solidarité nationale, Santé ; art. 27.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **1,** DG.

PLAN, **1,** DG.

QUESTIONS ORALES, n[os] **96** (J.O. du 19 février 1981) : **119** (J.O. du 3 avril 1981) ; **14 ; 24 ; 63 ; 83 ; 85 ; 96.**

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n[os] **4, 6, 55, 75.**

(Logement social.)

Voir BAUX, **1,** DG.

LOI DE FINANCES, **1,** Environnement ; Urbanisme et logement.

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n[os] **4, 48.**

LOI

(Application de la loi.)

Voir QUESTIONS ORALES, n[os] **89** (J.O. du 22 janvier 1981), **125** (J.O. du 16 avril 1981), **31.**

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n[os] **483, 495.**

(Domaine de la loi.)

Voir POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE, **1,** DG.

(Non-rétroactivité de la loi.)

Voir QUESTION ORALE, n° **170.**

LOI ANTI-CASSEURS (loi du 8 juin 1970.)

Voir LIBERTÉS PUBLIQUES, **2,** DG.

LOI « BONNET » (collectivités locales ; non votée.)

Voir COLLECTIVITÉS LOCALES, **2,** DG.

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **48.**

LOI BOSCHER (loi n° 70-610 du 10 juillet 1970 tendant à faciliter la création d'agglomérations nouvelles.)

Voir VILLES NOUVELLES, **1,** DG.

LOI DE FINANCES

1. – **Projet de loi de finances pour 1982,** présenté au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Laurent Fabius, ministre chargé du budget [2 octobre 1981] (n° **450**). – Renvoi à la Commission des finances. – Pour avis à la Commission des affaires culturelles, à la Commission des affaires étrangères, à la Commission de la défense nationale, à la Commission des lois et à la Commission de la production et des échanges. – Rapport général de M. Christian Pierret, rapporteur général [15 octobre 1981] (n° **470**). – Discussion [du 27 octobre au 20 novembre 1981]. – Adoption [20 novembre 1981] (n° **57**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (PREMIÈRE LECTURE) [23 novembre 1981] [n° **57** (1981-1982)]. – Renvoi à la Commission des finances. – Pour avis à la Commission des affaires culturelles, à la Commission des affaires économiques, à la Commission des affaires étrangères, à la Commission des affaires sociales et à la Commission des lois. – Rapport général de M. Maurice Blin, rapporteur général [23 novembre 1981] [n° **58** (1981-1982)]. – Discussion [23 novembre 1981] (p. 3015, 3041) ; [24 novembre 1981] (p. 3048, 3078) ; [25 novembre 1981[(p. 3095, 3141) ; [26 novembre 1981] (p. 3151, 3197) ; [27 novembre 1981] (p. 3208, 3291) ; [30 novembre 1981] (p. 3316, 3376) ; [1[er] décembre 1981] (p. 3388, 3448) ; [2 décembre 1981] (p. 3466, 3518) ; [3 décembre 1981] (p. 3528, 3588) ; [4 décembre 1981] (p. 3598, 3645) ; [5 décembre 1981] (p. 3652, 3697) ; [6 décembre 1981] (p. 3708, 3767) ; [7 décembre 1981] (p. 3770, 3839) ; [8 décembre 1981] (p. 3848, 3894) ; [9 décembre 1981] (p. 3910, 3963) ; [10 décembre 1981] (p. 3988, 4038) ; [11 décembre 1981] (p. 4052, 4111) ; [12 décembre 1981] (p. 4117, 4198). – Adoption [12 décembre 1981] (n° **14**).

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) [12 décembre 1981] (n° **610**). – Renvoi à la Commission des finances.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLÉE NATIONALE) ; rapport de M. Christian Pierret, rapporteur général [15 décembre 1981] (n° **612**).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SÉNAT) ; rapport de M. Maurice Blin, rapporteur général [15 décembre 1981] [n° **125** (1981-1982)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) [12 décembre 1981] (n° **610**). – Renvoi à la Commission des finances. – Rapport de M. Christian Pierret, rapporteur général [16 décembre 1981] (n° **617**). – Discussion [16 et 17 décembre 1981]. – Adoption [17 décembre 1981] (n° **78**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (NOUVELLE LECTURE) [18 décembre 1981] [n° **138** (1981-1982)]. – Renvoi à la Commission des finances. – Rapport de M. Maurice Blin, rapporteur général [18 décembre 1981] [n° **140** (1980-1982)]. – Discussion [18 décembre 1981] (p. 4388, 4397). – Rejet [18 décembre 1981] (n° **26**).

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (DERNIÈRE LECTURE) [18 décembre 1981] (n° **657**). – Renvoi à la Commission des finances. – Rapport de M. Christian Pierret [19 décembre 1981] (n° **660**). – Discussion [19 décembre 1981].

DÉCISION DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL du 30 décembre 1981 (J.O. Lois et décrets du 31 décembre 1981). – Adoption [19 décembre 1981] (n° **90**).

PROMULGATION : Loi n° 81-1160 du 30 décembre 1981 (J.O. Lois et décrets du 31 décembre 1981).

SÉNAT

Rapporteur général

Rapport général de M. Maurice Blin [n° **58** (1981-1982)] fait, au nom de la Commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1982, adopté par l'Assemblée nationale.

Tome I.– Le budget de 1982 et son contexte économique et financier.

ANNEXE. – Observations de la Commission des finances sur le rapport annuel de la cour des comptes (M. André Fosset, rapporteur).

Tome II.– Les conditions générales de l'équilibre financier. (Première partie de la loi de finances).

Tome III.– Les moyens des services et les dispositions spéciales. (Deuxième partie de la loi de finances).

Rapporteurs spéciaux

I. – BUDGETS CIVILS

A. – **Budget général**

Annexes n[os] :

Agriculture :

1. – Tome I. – Agriculture : M. Jean CHAMANT.

2. – Tome II. – Industries agricoles et alimentaires : M. Henri GŒTSCHY.

3. – Anciens combattants : M. René TOMASINI.

4. – Commerce et artisanat : M. René BALLAYER.

5. – Commerce extérieur : M. Tony LARUE.

6. – Consommation : M. Michel MANET.

7. – Culture : M. Jean-Pierre FOURCADE.

8. – Départements et territoires d'outre-mer : M. René MONORY.

Économie et finances :

9. – I. – Charges communes : M. Henri DUFFAUT.

10. – II. – Services économiques et financiers : M. Michel MANET.

10. – III. – Budget : M. Michel MANET.

Éducation nationale :

11. – I. – Enseignement scolaire : M. Gérard DELFAU.

12. – II. – Enseignement universitaire : M. René CHAZELLE.

13. – Environnement : M. Henri TORRE.

14. – Industrie : M. René TOMASINI.

15. – Information : M. Henri GŒTSCHY.

16. – Intérieur et décentralisation : M. Joseph RAYBAUD.

17. – Justice : M. Georges LOMBARD.

Mer :

18. – Marine marchande : M. Camille VALLIN.

19. – Ports : M. Tony LARUE.

Plan et aménagement du territoire :

20. – I. – Commissariat général du plan : M. Paul JARGOT.

21. – II. – Aménagement du territoire : M. Geoffroy de MONTALEMBERT.

20. – III. – Economie sociale : M. Paul JARGOT.

22. – Recherche et technologie : M. Jacques DESCOURS DESACRES.

Relations extérieures :

23. – I. – Services diplomatiques et généraux : M. Josy MOINET.

24. – II. – Coopération : M. Robert SCHMITT.

Services du Premier Ministre :

25. – I. – Services généraux : M. Robert GUILLAUME.

26. – II. – Secrétariat général de la Défense Nationale : M. Christian PONCELET.

27. – III. – Conseil économique et social : M. Paul JARGOT.

Solidarité nationale, santé ; travail :

28. – I. – Section commune : M. André FOSSET.

29. – II. – Solidarité nationale et santé : M. Marcel FORTIER.

28. – III. – Travail : M. André FOSSET.

Temps libre :

30. – I. – Section commune : M. Stéphane BONDUEL.

30. – II. – Loisir social, éducation populaire et activités de pleine nature : M. Stéphane BONDUEL.

30. – III. – Jeunesse et sports : M. Stéphane BONDUEL.

31. – IV. – Tourisme : M. Yves DURAND.

Transports :

32. – I. – Section commune : Mlle Irma RAPUZZI.

33. – II. – Aviation civile : M. Jean François PINTAT.

III. – Transports intérieurs :

32. – Transports terrestres : Mlle Irma RAPUZZI.

34. – Routes et voies navigables : M. Henri CAILLAVET.

33. – IV. – Météorologie : M. Jean-François PINTAT.

35. – Urbanisme et logement : M. Charles BEAUPETIT.

B. – **Budgets annexes.**

36. – Imprimerie Nationale : M. Pierre GAMBOA.

37. – Journaux officiels : M. Pierre GAMBOA.

38. – Légion d'Honneur et Ordre de la Libération : M. René CHAZELLE.

39. – Monnaies et médailles : M. Jean-Pierre FOURCADE.

40. – Postes et télécommunications : M. Louis PERREIN.

41. – Prestations sociales agricoles : M. Henri TORRE.

II. – DEFENSE

A. – **Budget général**

42. – Exposé d'ensemble : M. Jean FRANCOU.

43. – Dépenses ordinaires : M. Modeste LEGOUEZ.

42. – Dépenses en capital : M. Jean FRANCOU.

B. – **Budget annexe**

44. – Essences : M. Michel MANET.

III. – AUTRES DISPOSITIONS

45. – Comptes spéciaux du trésor : M. Christian PONCELET.

46. – Radiodiffusion et télévision (organismes créés par la loi n° 74-696 du 7 août 1974) : M. Jean CLUZEL.

Avis [n° **59** (1981-1982)] présenté, au nom de la Commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 1982, adopté par l'Assemblée Nationale :

Tome I.– Culture, par M. Michel MIROUDOT.

Tome II.– Cinéma-Théâtre dramatique, par M. Jacques CARAT.

Tome III.– Environnement, par M. Hubert MARTIN.

Tome IV.– Enseignement scolaire, par M. Paul SÉRAMY.

Tome V.– Enseignement et recherche agricoles, par M. René TINANT.

Tome VI.– Enseignements supérieurs, par M. Jean SAUVAGE.

Tome VII.– Recherche scientifique et technique, par M. Adrien GOUTEYRON.

Tome VIII.– Formation professionnelle continue, par Mme Brigitte GROS.

Tome IX.– Rééducation physique et sportive, par M. Roland RUET.

Tome X.– Jeunesse et sports, par M. Roland RUET.

Tome XI.– Loisir social, éducation populaire et activités de pleine nature, par Mme Hélène LUC.

Tome XII.– Information - Presse, par Mme Brigitte GROS.

Tome XIII.– Radiodiffusion - Télévision, par M. Charles PASQUA.

Tome XIV.– Relations culturelles, scientifiques et techniques, par M. Jacques PELLETIER.

Tome XV.– Coopération, par M. Lucien DELMAS.

Avis [n° **60** (1981-1982)] présenté au nom de la Commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 1982, adopté par l'Assemblée Nationale :

Tome I.– Agriculture, par M. Michel SORDEL.

Tome II.– Aménagement rural, par M. Jules ROUJON.

Tome III.– Industries agricoles et alimentaires, par M. Pierre JEAMBRUN.

Tome IV.– Industrie, par M. Francisque COLLOMB.

Tome V.– Énergie, par M. Marcel LUCOTTE.

Tome VI.– Recherche scientifique, par M. Pierre NOÉ.

Tome VII.– Commerce et artisanat, par M. Raymond BRUN.

Tome VIII.– Consommation et concurrence, par M. Gérard EHLERS.

Tome IX.– Commerce extérieur, par M. Maurice PRÉVOTEAU.

Tome X.– Aménagement du territoire, par M. Roger RINCHET.

Tome XI.– Plan, par M. Bernard BARBIER.

Tome XII.– Routes et voies navigables, par M. Jacques BRACONNIER.

Tome XIII.– Ports maritimes, par M. Daniel MILLAUD.

Tome XIV.– Logement, par M. Robert LAUCOURNET.

Tome XV.– Urbanisme, par M. Pierre CECCALDI-PAVARD.

Tome XVI.– Tourisme, par M. Paul MALASSAGNE.

Tome XVII.– Environnement, par M. Richard POUILLE.

Tome XVIII.– Transports terrestres, par M. Georges BERCHET.

Tome XIX.– Aviation civile, par M. Bernard LEGRAND.

Tome XX.– Marine marchande, par M. Joseph YVON.

Tome XXI.– Postes et télécommunications, par M. Jean-Marie RAUSCH.

Tome XXII.– Départements d'outre-mer, par M. Bernard PARMANTIER.

Tome XXIII.– Territoires d'outre-mer, par M. Jacques MOSSION.

Avis [n° **61** (1981-1982)] présenté, au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 1982, adopté par l'Assemblée Nationale :

Tome I.– Relations extérieures, par M. Claude MONT.

Tome II.– Relations extérieures. – Relations culturelles, par M. Francis PALMERO.

Tome III.– Coopération, par M. Louis MARTIN.

Tome IV.– Défense. – Section commune, par M. Jacques GENTON.

Tome V.– Défense. – Section Gendarmerie, par M. Lucien GAUTIER.

Tome VI.– Défense. – Section Forces terrestres, par M. Jacques CHAUMONT.

Tome VII.– Défense. – Section Air, par M. Albert VOILQUIN.

Tome VIII.– Défense. – Section Marine, par M. Max LEJEUNE.

Avis [n° **62** (1981-1982)] présenté, au nom de la Commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 1982, adopté par l'Assemblée Nationale :

Tome I.– Anciens combattants, par M. André MÉRIC.

Tome II.– Solidarité nationale, Santé, par M. Jean CHÉRIOUX.

Tome III.– Solidarité nationale, Sécurité sociale, par M. Louis BOYER.

Tome IV.– Travail, par M. Jean BÉRANGER.

Tome V.– Prestations sociales agricoles, par M. Jean GRAVIER.

Avis [n° **63** (1981-1982)] présenté, au nom de la Commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 1982, adopté par l'Assemblée Nationale :

Tome I.– Intérieur, par M. Pierre SALVI.

Tome II.– Justice, par M. Edgar TAILHADES.

Tome III.– Départements d'outre-mer, par M. Louis VIRAPOULLÉ.

Tome IV.– Territoires d'outre-mer, par M. Lionel CHERRIER.

Tome V.– Protection civile, par M. Paul GIROD.

ASSEMBLÉE NATIONALE

Rapporteur général

Rapport général de M. Christian PIERRET (n° **450**) fait, au nom de la Commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1982.

Tome I.– Rapport général.

Tome II.– Examen de la première partie du projet de loi de finances. Conditions générales de l'équilibre financier.

Tome III.– Examen de la deuxième partie du projet de loi de finances. Moyens des services et dispositions spéciales.

Rapporteurs spéciaux

I. – DÉPENSES CIVILES

Annexes n[os] :

1. – Agriculture : Dépenses ordinaires : M. Yves TAVERNIER.

2. – Agriculture : Dépenses en capital : M. Martin MALVY.

3. – Anciens combattants : M. Jean-Louis DUMONT.

4. – Commerce et Artisanat : Commerce : M. Germain SPRAUER.

5. – Commerce et Artisanat : Artisanat : M. René SOUCHON.

6. – Commerce exérieur : M. Paul CHOMAT.

(fascicule budgétaire : Économie et Finances : Services économiques et financiers).

7. – Communication : Communication, Radio-télévision : M. Pierre FORGUES.

(fascicule budgétaire : Services du Premier ministre, Services généraux).

8. – Consommation : M. Serge BELTRAME.

(fascicules budgétaires : Économie et finances : Services économiques et financiers. – Agriculture).

9. – Culture : M. Jean-Paul PLANCHOU.

10. – Départements et territoires d'outre-mer : M. Maurice POURCHON.

11. – Économie et finances : M. Jean-Pierre BALLIGAND.

(Tome 1) Charges communes.

(Tome 2) Services économiques et financiers.

12. – Économie et finances : M. Parfait JANS.

(Tome 1) Budget.

13. – Éducation nationale : Enseignement primaire et secondaire : M. François MORTELETTE.

14. – Éducation nationale : Enseignement supérieur : M. Gilbert GANTIER.

15. – Environnement : M. René RIEUBON.

16. – Formation professionnelle : M. Michel BERSON.

(fascicule budgétaire : Services du Premier ministre : Services généraux).

17. – Industrie : M. Claude GERMON.

18. – Industrie : Énergie : M. Alain RODET.

19. – Intérieur et décentralisation : M. André LAIGNEL.

20. – Justice : M. Jean NATIEZ.

21. – Mer : M. Albert DENVERS.

22. – Plan et aménagement du territoire : M. Dominique TADDEI.

23. – Recherche et technologie : M. Michel CHARZAT.

24. – Relations extérieures : Services diplomatiques et généraux : M. Charles JOSSELIN.

25. – Relations extérieures : Affaires européennes : M. Pierre MEHAIGNERIE.

26. – Relations extérieures : Coopération et développement : M. Alain VIVIEN.

27. – Services du Premier ministre : Droits de la femme : M. Emmanuel HAMEL.

28. – Services du Premier ministre : Fonction publique : M. Raymond DOUYERE.

29. – Services du Premier ministre : Relations avec le Parlement : M. Edmond ALPHANDÉRY.

30. – Services du Premier ministre : Rapatriés : M. Gérard BAPT.

31. – Services du Premier ministre : Services généraux : M. Jean ANCIANT.

32. – Services du Premier ministre : Secrétariat Général de la Défense Nationale : M. Henri DE GASTINES.

33. – Services du Premier ministre : Conseil économique et social : M. Michel BARNIER.

34. – (Tome 1) Santé : M. Daniel BENOIST.

(fascicule budgétaire : Solidarité nationale, Santé, Travail).

(Tome 2) Solidarité nationale : M. Daniel BENOIST.

(fascicule budgétaire : Solidarité nationale, Santé, Travail).

35. – Solidarité nationale - Santé - Travail : Section commune : M. Jean-Paul DE ROCCA SERRA.

36. – Temps libre : Section commune, Loisir social, Éducation populaire et activités de pleine nature : M. Hervé VOUILLOT.

37. – Temps libre : Jeunesse et Sports : M. Claude WILQUIN.

38. – Temps libre : Tourisme : M. Jean DE PRÉAUMONT.

39. – Transports : Section commune : M. François D'AUBERT.

40. – Transports : Transports intérieurs : M. Roland CARRAZ.

41. – Transports : Aviations civile - Météorologie : M. Robert-André VIVIEN.

42. – Travail : M. Dominique FRELAUT.

(fascicule budgétaire : Solidarité nationale, Santé, Travail)

43. – Urbanisme et logement : M. Guy LENGAGNE.

II. – DÉPENSES MILITAIRES

44. – Défense : M. Jean-Yves LE DRIAN.

III. – BUDGETS ANNEXES

45. – Essences : M. Michel INCHAUSPÉ.

46. – Imprimerie nationale : M. Philippe MESTRE.

47. – Journaux officiels : M. Michel BARNIER.

48. – Légion d'Honneur, Ordre de la Libération : M. Roger FOSSÉ.

49. – Monnaies et médailles : M. Michel NOIR.

50. – Postes, télécommunications et télédiffusion : M. Alain BONNET.

51. – Prestations sociales agricoles : M. Roland MAZOIN.

IV. – DIVERS

11. – (Tome 3) Comptes spéciaux du Trésor : M. Jean-Pierre BALLIGAND.

12. – (Tome 2) Taxes parafiscales : M. Parfait JANS.

Avis (n° **471**) présenté, au nom de la Commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 1982 :

Tome I. – Relations extérieures : Relations culturelles scientifiques et techniques, par M. André DELEHEDDE.

Tome II. – Anciens combattants, par M. Jean FALALA.

Tome III. – Communication, par M. Jean-Michel BOUCHERON (Charente).

Tome IV. – Culture, par M. Rodolphe PESCE.

Tome V. – Éducation nationale, par M. Bernard DEROSIER.

Tome VI.– Éducation nationale : Enseignement primaire et enseignement secondaire, par M. Jacques BRUHNES.

Tome VII.– Éducation nationale : Universités, par M. Jacques SANTROT.

Tome VIII.– Éducation nationale : Enseignement technique, par M. Jean-Paul FUCHS.

Tome IX.– Éducation nationale : Éducation physique et sportive, par M. Jean-Hugues COLONNA.

Tome X.– Environnement, par M. Étienne PINTE.

Tome XI.– Urbanisme et logement : Logement social, par M. Pierre GODEFROY.

Tome XII.– Formation professionnelle, par M. Antoine GISSINGER.

Tome XIII.– Temps libre : Jeunesse et sports, par M. Charles HABY.

Tome XIV.– Recherche et technologie : Recherche, par M. Jean-Pierre SUEUR.

Tome XV.– Santé, par M. Louis LARENG.

Tome XVI.– Solidarité nationale, par M. Joseph LEGRAND.

Tome XVII.– Solidarité nationale : Population immigrée, par M. Jean-Michel BELORGEY.

Tome XVIII.– Solidarité nationale : Famille et population, par M. Henri BAYARD.

Tome XIX.– Solidarité nationale : Personnes âgées, par M. Jean LABORDE.

Tome XX.– Solidarité nationale : Handicapés, par M. Louis BESSON.

Tome XXI.– Communication : Radio-Télévision, par M. Alain BOCQUET.

Tome XXII.– Travail, par M. Michel COFFINEAU.

Tome XXIII.– Temps libre, par M. Michel SAINTE-MARIE.

Tome XXIV.– Services du Premier ministre : Prestations sociales agricoles, par M. Francis GENG.

Tome XXV.– Services du Premier ministre : Rapatriés, par M. Gérard COLLOMB.

Tome XXVI.– Départements et territoires d'outre-mer : Régime social, par M. Laurent CATHALA.

Tome XXVII.– Services du Premier ministre : Droits de la femme, par Mme Ghislaine TOUTAIN.

Avis (n° **472**) présenté, au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 1982 :

Tome I.– Relations extérieures, par M. Jacques MELLICK.

Tome II.– Relations extérieures : Coopération et développement, par M. André BELLON.

Tome III.– Relations extérieures : Relations culturelles, par M. Xavier DENIAU.

Tome IV.– Commerce extérieur, par M. Jean-Jacques BARTHE (Fascicule budgétaire : Économie et finances).

Avis (n° **473**) présenté au nom de la Commission de la Défense Nationale, sur le projet de loi des finances pour 1982 :

Tome I.– Défense : Politique de défense de la France, par M. Jacques HUYGHUES DES ÉTAGES.

Tome II.– Défense : Section commune et budget annexe des Essences, par M. Pierre MAUGER.

Tome III.– Défense : Section Forces terrestres, par M. Jean COMBASTEIL.

Tome IV.– Défense : Section Marine, par M. Pierre DABEZIES.

Tome V.– Défense : Section Air, par M. Loïc BOUVARD.

Tome VI.– Défense : Section Gendarmerie, par M. Robert AUMONT.

Tome VII.– Services du Premier ministre : Secrétariat général de la Défense Nationale, par M. Jacques HUYGHUES DES ÉTAGES.

Avis (n° **474**) présenté, au nom de la Commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 1982 :

Tome I.– Justice : Administration centrale et services judiciaires, par M. Guy DUCOLONÉ.

Tome II.– Justice : Administration pénitentiaire et éducation surveillée, par M. Jean-Pierre MICHEL.

Tome III.– Intérieur et décentralisation : Administration générale et collectivités locales, par M. Claude WOLFF.

Tome IV.– Intérieur et décentralisation : Sécurité, par M. Bertrand DELANOÉ.

Tome V.– Services du Premier ministre : Fonction publique (Fascicule budgétaire : Services du Premier ministre : services généraux), par Mme Françoise GASPARD.

Tome VI.– Départements et territoires d'outre-mer : Départements d'outre-mer, par M. Philippe SEGUIN.

Tome VII.– Départements et territoires d'outre-mer : Territoires d'outre-mer, par M. René ROUQUET.

Avis (n° **475**) présenté, au nom de la Commission de la production sur le projet de loi de finances pour 1982 :

Tome I.– Agriculture : Dépenses ordinaires, par M. Charles PISTRE.

Tome II.– Agriculture : Dépenses en capital, par M. Roland HUGUET.

Tome III.– Commerce et artisanat, par M. Jean-Pierre DESTRADE.

Tome IV.– Départements et territoires d'outre-mer, par M. Maurice DOUSSET.

Tome V.– Commerce extérieur (Fascicule budgétaire : Économie et finances), par M. Alain MAYOUD.

Tome VI.– Consommation (Fascicule budgétaire : Économie et finances), par M. Maurice CORNETTE.

Tome VII.– Environnement, par M. René LA COMBE.

Tome VIII.– Industrie, par M. André BILLARDON.

Tome IX.– Industrie : Énergie, par M. Albert CHAUBARD.

Tome X.– Urbanisme et logement, par Mme Annette CHEPY-LÉGER.

Tome XI.– Mer, par M. André DUROMÉA.

Tome XII.– Plan et aménagement du territoire, par M. Robert de CAUMONT.

Tome XIII.– Postes, télécommunications et télédiffusion, par M. Jean JAROSZ.

Tome XIV.– Prestations sociales agricoles, par M. Émile BIZET.

Tome XV.– Recherche et technologie, par M. Robert CHAPUIS.

Tome XVI.– Temps libre : Tourisme, par M. Jean BÉGAULT.

Tome XVII.– Transports : Transports intérieurs, par M. AlainCHÉNARD.

Tome XVIII.– Transports : Aviation civile, par M. Claude LABBÉ.

Tableau de concordance des articles du projet de loi de finances pour 1982 (Assemblée nationale n° 450 et Sénat n° 57, 1981-1982) et des articles de la loi de finances pour 1982 (n° 81-1160 du 30 décembre 1981)

ARTICLES		OBJET	DATES de discussion au Sénat (première et deuxième lecture)	PAGES du « J.O. »	ARTICLES de la loi de finance
Projet de loi	Additionnels				
		PREMIÈRE PARTIE			
		CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER			
		TITRE PREMIER			
		Dispositions relatives aux ressources			
		I. – IMPÔTS ET REVENUS AUTORISÉS			
		A. – *Dispositions antérieures*			
1		Autorisation de percevoir les impôts existants	24 nov. 1981 18 déc. 1981	3056 4389	1
		B. – *Mesures fiscales*			
		I. *Impôt sur les grandes fortunes*			
2		Impôt sur les grandes fortunes. Personnes imposables. Territorialité	24 nov. 1981 26 nov. 1981 18 déc. 1981	3059 3165 4389	2
3		Impôt sur les grandes fortunes. Assiette de l'impôt	24 nov. 1981 25 nov. 1981 18 déc. 1981	3065 3095 4390	3
4		Impôt sur les grandes fortunes. Définition des biens professionnels	25 nov. 1981 18 déc. 1981	3115 4390	4
5		Impôt sur les grandes fortunes. Règles particulières	25 nov. 1981 18 déc. 1981	3129 4390	5
6		Impôt sur les grandes fortunes. Tarif	25 nov. 1981 18 déc. 1981	3137 4391	6
7		Impôts sur les grandes fortunes. Déduction à effectuer sur l'impôt dû par les détenteurs de biens professionnels en fonction des investissements réalisés dans l'entreprise	26 nov. 1981 18 déc. 1981	3151 4391	7
8		Impôt sur les grandes fortunes. Déclaration à souscrire	26 nov. 1981 18 déc. 1981	3157 4391	8
9		Impôt sur les grandes fortunes. Application, en principe, des règles en vigueur en matière de droits de succession	26 nov. 1981 18 déc. 1981	3159 4392	9
10		Impôt sur les grandes fortunes. Régime applicable aux bons anonymes	26 nov. 1981 18 déc. 1981	3163 4392	10
	10 *bis* (A.N.)	Modification de l'article L. 111 du livre des procédures fiscales. Distinction des trois impôts : revenu, sociétés, grandes fortunes	26 nov. 1981	3165	11
		II. *Impôts directs*			
		A. *Personnes physiques*			
11		Barème de l'impôt sur le revenu. Mesures d'accompagnement	26 nov. 1981 18 déc. 1981	3172 4392	12
	11 *bis* (A.N.)	Complètement de l'article 87 du CGI : Obligation pour toute personne versant des traitements et salaires à en faire la déclaration	26 nov. 1981 18 déc. 1981	3194 4392	13

ARTICLES		OBJET	DATES de discussion au Sénat (première et deuxième lecture)	PAGES du « J.O. »	ARTICLES de la loi de finance
Projet de loi	Additionnels				
12		Majoration exceptionnelle de l'impôt sur le revenu de 1981 pour financer l'indemnisation du chômage	26 nov. 1981 18 déc. 1981	3194 4392	14
13		Réduction des déductions forfaitaires applicable aux revenus fonciers.....	27 nov. 1981	3208	15
	13 *bis* (A.N.)	Prélèvement exceptionnel sur la fraction excédant 200 000 F du bénéfice net provenant d'émoluments, honoraires ou remboursements de frais.....	27 nov. 1981 18 déc. 1981	3209 4392	16
		B. *Frais généraux, banques et compagnies pétrolières*			
14		Taxe sur certains frais généraux et limitation de la déduction des loyers portant sur des voitures particulières.....	27 nov. 1981 18 déc. 1981	3211 4393	17
	14 *bis* (A.N.)	Entreprises de travail temporaire. Prélèvement sur les bénéfices	27 nov. 1981 18 déc. 1981	3223 4393	18
15		Prélèvement sur les banques et établissements de crédit .	27 nov. 1981	3224	19
16		Relèvement des taux de la redevance progressive des mines d'hydrocarbures	27 nov. 1981	3225	20
	16 *bis* (A.N.)	Mines pour les hydrocarbures. Taux des redevances communale et départementale	27 nov. 1981 18 déc. 1981	3225 4393	21
	16 *ter* (Sénat)	Mines de charbon. Taux de la redevance communale..	27 nov. 1981 18 déc. 1981	3227 4393	22
		C. *Dispositions communes*			
17		Aménagement du régime fiscal des profits de construction.....	27 nov. 1981 18 déc. 1981	3228 4393	23
	17 *bis* (Sénat)	Modification de la redevance sur l'édition des ouvrages de librairie (article 1609 déciès B du CGI)	27 nov. 1981	3229	24
		III. *Impôts indirects*			
18		Modification du régime de la taxe intérieure sur les produits pétroliers	27 nov. 1981 18 déc. 1981	3232 4393	25
	18 *bis* (A.N.)	Chauffeurs de taxi. Détaxation du carburant. Droits de timbre. Carte d'identité. Effets de commerce.....	27 nov. 1981	3237	26
19		Assujettissement des vétérinaires à la taxe sur la valeur ajoutée. Relèvement du seuil de paiement trimestriel de la taxe sur la valeur ajoutée.....	27 nov. 1981	3239	27
20		Assujettissement à la TVA des publications non quotidiennes.....	27 nov. 1981 18 déc. 1981	3240 4394	28
21		Modification de la fiscalité des tabacs	27 nov. 1981	3244	29
		IV. *Dispositions diverses*			
22		Taxe sur les véhicules à moteur. Barèmes.....	27 nov. 1981 18 déc. 1981	3245 4394	30
23		Imposition de certains navires de plaisance.....	27 nov. 1981 18 déc. 1981	3250 4394	31
	23 *bis* (A.N.)	Taxe spéciale sur certains aéronefs. Extension de l'exonération aux aéronefs privés biplaces.....	27 nov. 1981 18 déc. 1981	3252 4394	32
24		Taxe annuelle d'État sur les appareils automatiques installés dans les lieux publics.....	27 nov. 1981 18 déc. 1981	3252 4394	33
	24 *bis* (A.N.)	Taxes sur les permis de conduire et les cartes grises non dues à la suite d'un changement d'état matrimonial	27 nov. 1981	3255	34
25		Taxe sur les vins ayant fait l'objet d'opérations de coupage	27 nov. 1981	3255	35
	25 *bis* A (Sénat)	Extension aux vins délimités de qualité supérieure des dispositions prévues aux articles 444 et 479 du CGI pour les vins d'appellation AOC.....	27 nov. 1981	3256	36

ARTICLES		OBJET	DATES de discussion au Sénat (première et deuxième lecture)	PAGES du « J.O. »	ARTICLES de la loi de finance
Projet de loi	Additionnels				
	25 *bis* (A.N.)	Détermination de la dénomination « vin doux naturel » (art. 416 et 417 du CGI). Droit de consommation des vins de liqueur importés (art. 418 du CGI). Droit de timbre sur les chèques non barrés d'avance (art. 916 A du CGI).	27 nov. 1981	3256	37
	25 *ter* (A.N.)	Tarifs des droits de consommation sur les alcools, de fabrication des produits énumérés à l'art. 406 A du CGI, de circulation des vins, cidres et poirés	27 nov. 1981	3257	38
26		Taxe spéciale sur la publicité télévisée	27 nov. 1981	3260	39
27		Reconduction de diverses mesures temporaires venant à expiration au 31 décembre 1981	27 nov. 1981 18 déc. 1981	3261 4394	40
	27 *bis* (A.N.) Nlle lecture	Taxe d'habitation (suppression du prélèvement de 3,60 % prévu par l'article 1642-I du CGI). Taux majoré de TVA (perles fines et pierres précieuses). Mutations à titre gratuit entre vifs. Droits de timbre	18 déc. 1981 18 déc. 1981	4394 4394	41
28		Mesure de simplification administrative	27 nov. 1981	3268	42
	28 *bis* (A.N.)	Droits de timbre. Tarifs des procès-verbaux de réception des véhicules. Tarifs des droits fixes et des minima d'enregistrement et de la taxe de publicité foncière	27 nov. 1981	3268	43
29		Report de l'application des dispositions financières de la loi du 12 juillet 1980 relative aux formations professionnelles alternées et reconduction en 1982 de la cotisation complémentaire à la taxe d'apprentissage . .	27 nov. 1981	3268	44
		C. — *Mesures diverses*			
30		Versement en recette du budget général du prélèvement sur le produit de la taxe unique sur les produits forestiers affecté au budget de l'agriculture	27 nov. 1981	3269	45
31		Suppression du régime de détaxation des carburants agricoles	27 nov. 1981	3269	46
		II. — RESSOURCES AFFECTÉES			
32		Disposition relatives aux affectations	27 nov. 1981	3270	47
33		Majoration de la taxe sur les huiles perçue au profit du budget annexe des prestations sociales agricoles	27 nov. 1981	3270	48
34		Institution de deux taxes fiscales au profit du budget annexe des prestations sociales agricoles en remplacement de deux taxes parafiscales.	27 nov. 1981	3271	49
35		Modification de la redevance perçue au profit du Fonds de soutien aux hydrocarbures applicable à l'essence et au supercarburant	27 nov. 1981	3271	50
36		Fixation du taux de prélèvement sur les recettes de l'État au titre de la dotation globale de fonctionnement	27 nov. 1981	3272	51
37		Redevance sur les ressources des grands fonds marins .	27 nov. 1981	3273	52
		TITRE II			
		Dispositions relatives aux charges			
38		Confirmation de dispositions législatives antérieures. . .	27 nov. 1981	3274	53
39		Majoration des rentes viagères	27 nov. 1981	3274	54

ARTICLES		OBJET	DATES de discussion au Sénat (première et deuxième lecture)	PAGES du « J.O. »	ARTICLES de la loi de finance
Projet de loi	Additionnels				
		TITRE III			
		Dispositions relatives à l'équilibre des ressources et des charges			
40		Équilibre général du budget	27 nov. 1981 18 déc. 1981	3276 4395	55
		DEUXIÈME PARTIE			
		MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES			
		TITRE PREMIER			
		Dispositions applicables à l'année 1982			
		A. – *Opérations à caractère définitif*			
		I. – BUDGET GÉNÉRAL			
41		Budget général. – Services votés	12 déc. 1981	4117	56
42		Mesures nouvelles. – Dépenses ordinaires des services civils	12 déc. 1981	4117	57
43		Mesures nouvelles. – Dépenses en capital des services civils	12 déc. 1981	4118	58
44		Mesures nouvelles. – Dépenses ordinaires des services militaires	4 déc. 1981	3627	59
45		Mesures nouvelles. – Dépenses en capital des services militaires	4 déc. 1981	3628	60
46		Autorisations d'engagements par anticipation	12 déc. 1981	4120	61
		II. – BUDGETS ANNEXES			
47		Budgets annexes. Service votés	12 déc. 1981	4120	62
48		Budgets annexes. Mesures nouvelles	12 déc. 1981	4120	63
		III. – OPÉRATIONS A CARACTÈRE DÉFINITIF DES COMPTES D'AFFECTATION SPÉCIALE			
49		Comptes d'affectation spéciale. Opérations définitives. Services votés	11 déc. 1981	4094	64
50		Ouverture d'un compte d'affectation spéciale « fonds pour la participation des pays en développement aux ressources des grands fonds marins »	11 déc. 1981	4094	65
51		Comptes d'affectation spéciale. Opérations définitives. Mesures nouvelles	11 déc. 1981	4094	66
		B. – *Opérations à caractère temporaire*			
52		Comptes retraçant des opérations à caractère temporaire. Service votés	11 déc. 1981	4094	67
53		Comptes d'affectation spéciale. Opérations à caractère temporaire. Mesures nouvelles	11 déc. 1981	4095	68
54		Comptes de commerce. Mesures nouvelles	11 déc. 1981	4095	69
55		Comptes de règlement avec les gouvernements étrangers. Mesures nouvelles	11 déc. 1981	4095	70
56		Comptes d'avances. Mesures nouvelles	11 déc. 1981	4095	71
57		Comptes de prêts. Mesures nouvelles	11 déc. 1981	4095	72
		C. – *Dispositions diverses*			
58		Perception des taxes parafiscales	12 déc. 1981	4120	73
59		Crédits évaluatifs	12 déc. 1981	4136	74
60		Crédits provisionnels	12 déc. 1981	4137	75
61		Reports de crédits	12 déc. 1981	4138	76
62		Aide au logement social	6 déc. 1981	3766	77
63		Financement de grands travaux intéressant la région d'Ile-de-France	12 déc. 1981	4141	78

ARTICLES		OBJET	DATES de discussion au Sénat (première et deuxième lecture)	PAGES du « J.O. »	ARTICLES de la loi de finance
Projet de loi	Additionnels				
64		Subvention aux collectivités locales pour la prise en charge du réseau routier national déclassé	9 déc. 1981	3963	79
65		Répartition du produit des droits constatés de la redevance pour droit d'usage des appareils récepteurs de télévision	30 nov. 1981	3333	80
	65 *bis* (Sénat)	Tarif de la taxe pour les emplacements et caissons publicitaires	12 déc. 1981	4141	81
	65 *ter* (Sénat)	Modification du paragraphe II de l'article 1411 du CGI : abattement facultatif à la base de la taxe d'habitation	12 déc. 1981	4141	82
		TITRE II			
		Dispositions permanentes			
		A. – *Mesures fiscales*			
		I. *Mesures d'incitation*			
66		Aménagement du régime de l'aide fiscale à l'investissement	12 déc. 1981	4143	83
67		Abattement sur le bénéfice imposable des entreprises industrielles nouvelles	12 déc. 1981	4153	84
	67 *bis* (Sénat)	Impôt sur les sociétés. Modification des limites prévues par les articles 302 septies A (parag. I) et 302 septies A bis (parag. III) du CGI	12 déc. 1981	4154	85
68		Reconduction pour un an de la déduction pour achat d'actions	12 déc. 1981	4156	86
69		Versements effectués au profit d'œuvres ou d'organismes d'intérêt général	12 déc. 1981	4156	87
70		Aménagement du régime de déduction des dépenses destinées à économiser l'énergie	12 déc. 1981	4159	88
		II. *Mesures de normalisation*			
71		Régime fiscal des revenus provenant d'immeubles d'habitation loués meublés lorsqu'ils ne s'inscrivent pas dans le cadre d'une activité professionnelle	12 déc. 1981	4159	89
		III. *Mesures de lutte contre l'évasion ou la fraude fiscale*			
72		Renforcement des moyens de lutte contre le transfert de bénéfices vers l'étranger	12 déc. 1981	4162	90
73		Défaut de délivrance de factures ou notes. – Sanctions applicables	12 déc. 1981	4162	91
74		Extension des obligations relatives à l'établissement des factures	12 déc. 1981	4162	92
	74 *bis* (A.N.)	Publicité, enseignes et préenseignes. Obligation de déclarer les noms et adresses des bénéficiaires ainsi que les sommes versées dépassant 500 F	12 déc. 1981	4162	93
75		Mise au nominatif des titres non cotés	12 déc. 1981	4163	94
76		Inopposabilité des cessions d'actifs couverts par l'anonymat	12 déc. 1981	4169	95
77		Obligation de paiement par chèque pour certains achats et obligation de déclaration des compagnies d'assurance	12 déc. 1981	4169	96
78		Adaptation des moyens d'action de l'administration à la technicité croissante des vérifications d'entreprises	12 déc. 1981	4173	97
79		Lutte contre l'organisation d'insolvabilité, en matière douanière	12 déc. 1981	4173	98
80		Modification du taux de certaines amendes douanières	12 déc. 1981	4173	99
		IV. *Divers*			
81		Abandon des majorations fiscales pour insuffisance de déclaration en cas de reconnaissance spontanée de ces insuffisances avant le 1er août 1982	12 déc. 1981	4173	100
82		Avoirs à l'étranger, incitation au rapatriement	12 déc. 1981	4174	101
83		Modification de la composition et de la compétence de la commission départementale de conciliation	12 déc. 1981	4174	102
84		Adaptation des règles de fixation du forfait de TVA pour les membres des professions non commerciales et mesures connexes	12 déc. 1981	4175	103

ARTICLES		OBJET	DATES de discussion au Sénat (première et deuxième lecture)	PAGES du « J.O. »	ARTICLES de la loi de finance
Projet de loi	Additionnels				
		B. — *Autres mesures*			
		Budget			
	85 A (A.N.)	Majoration des taxes instituées sur les grandes surfaces au titre du chiffre d'affaires et par rapport au mètre carré	2 déc. 1981	3496	104
	85 B (A.N.)	Fonds d'amortissement des charges d'électrification rurale. Dispositions reconduites pour la durée du plan de deux ans	12 déc. 1981	4176	105
85		Institution et financement d'une aide en faveur des artisans et commerçants	2 déc. 1981	3497	106
	85 *bis* (A.N.)	Taxe pour frais de chambres de métiers. Nouveau tarif	2 déc. 1981	3497	107
86		Contrôle des opérations financées par le Fonds européen d'orientation et de garantie	12 déc. 1981	4176	108
		Éducation nationale			
87		Intégration dans l'enseignement public de deux écoles privées	5 déc. 1981	3696	109
	87 *bis* (A.N.)	Emplois réservés d'assistant pour les vacataires ou enseignants d'établissements scientifiques et culturels. Conditions de nomination	5 déc. 1981	3696	110
		Industrie			
88		Redevances dues au titre du contrôle de sûreté des installations nucléaires de base	1er déc. 1981	3447	111
		Justice			
89		Relèvement des plafonds de ressources et de l'indemnité forfaitaire versée aux avocats en matière d'aide judiciaire	8 déc. 1981	3871	112
		Solidarité nationale			
90		Modalités d'attribution de l'allocation d'éducation spéciale et de ses compléments	10 déc. 1981	4038	113
		Transports			
91		Prorogation de l'organisation des transports de voyageurs dans la région d'Ile-de-France	1er déc. 1981	3420	114
		Urbanisme et logement			
92		Accession des sociétés d'économie mixte de construction constituées dans les départements d'outre-mer aux financements du régime des organismes d'habitations à loyer modéré	6 déc. 1981	3766	115
	93 (Sénat)	Assimilation de l'établissement public foncier de la métropole lorraine aux collectivités visées à l'article 19 du code des caisses d'épargne	6 déc. 1981	3767	116
	94 (Sénat)	Stations classées. Possibilité d'instituer une « taxe de séjour » par délibération des conseils municipaux	12 déc. 1981	4178	117

Discussion (première lecture)

[23 novembre 1981] (p. 3015, 3041), [24 novembre 1981] (p. 3048, 3078), [25 novembre 1981] (p. 3095, 3141), [26 novembre 1981] (p. 3151, 3197), [27 novembre 1981] (p. 3208, 3291), [30 novembre 1981] (p. 3316, 3376), [1er décembre 1981] (p. 3388, 3448), [2 décembre 1981] (p. 3466, 3518), [3 décembre 1981] (p. 3528, 3588), [4 décembre 1981] (p. 3598, 3645), [5 décembre 1981] (p. 3652, 3697), [6 décembre 1981] (p. 3708, 3767), [7 décembre 1981] (p. 3770, 3839), [8 décembre 1981] (p. 3848, 3894), [9 décembre 1981] (p. 3910, 3963), [10 décembre 1981] (p. 3988, 4038), [11 décembre 1981] (p. 4052, 4111), [12 décembre 1981] (p. 4117, 4198).

I. – DISCUSSION GÉNÉRALE [23 novembre 1981] (p. 3015, 3041) ; [24 novembre 1981] (p. 3048, 3056) : *MM. Maurice Blin, rapporteur général de la Commission des finances ; André Fosset, rapporteur de la Commission des finances (rapport annuel de la Cour des Comptes) ; Jacques Delors, ministre de l'économie ; Laurent Fabius, ministre du budget ; Henri Duffaut, René Monory, Jean-Pierre Fourcade, Mme Hélène Luc, MM. Christian Poncelet, Georges Lombard, Pierre-Christian Taittinger, Camille Vallin, Jean Chérioux, Pierre Lacour, Paul Jargot.*

ALLEMAGNE (République fédérale) : Blin (Maurice) (p. 3015) ; Delors (Jacques) (p. 3021, 3022) ; Duffaut (Henri) (p. 3026) ; Poncelet (Christian) (p. 3037, 3038) ; Fabius (Laurent) (p. 3055).

AMNISTIE : Monory (René) (p. 3030).

ASSAINISSEMENT : Fosset (André) (p. 3019).

AUTOMOBILE (industrie) : Poncelet (Christian) (p. 3038).

AUTOROUTES : Lombard (Georges (p. 3041).

BANQUES : Taittinger (Pierre-Christian) (p. 3048) ; Fabius (Laurent) (p. 3055).

BÂTIMENT (industrie du) : Lombard (Georges) (p. 3040).

CARBURANT (prix du) : Luc (Hélène) (p. 3035) ; Poncelet (Christian) (p. 3038).

CENTRES D'ÉTUDES TECHNIQUES DE L'ÉQUIPEMENT : Fosset (André) (p. 3020).

CHAMBRES RÉGIONALES DES COMPTES : Fosset (André) (p. 3020).

CHANGES (contrôle des) : Jargot (Paul) (p. 3052).

CHERCHEURS (statut) : Blin (Maurice) (p. 3017).

CHÔMAGE : Blin (Maurice) (p. 3015) ; Delors (Jacques) (p. 3022) ; Fabius (Laurent) (p. 3024, 3053) ; Duffaut (Henri) (p. 3027) ; Monory (René) (p. 3032) ; Fourcade (Jean-Pierre) (p. 3033) ; Luc (Hélène) (p. 3036) ; Poncelet (Christian) (p. 3036) ; Lombard (Georges) (p. 3039, 3040) ; Taittinger (Pierre-Christian) (p. 3048) ; Jargot (Paul) (p. 3052).

COGNAC : Lacour (Pierre) (p. 3051).

COMMERCE EXTÉRIEUR : Blin (Maurice) (p. 3015) ; Monory (René) (p. 3032) ; Fourcade (Jean-Pierre) (p. 3034) ; Poncelet (Christian) (p. 3037).

COMMISSION DES SUITES : Fosset (André) (p. 3020).

CONCURRENCE INTERNATIONALE : Delors (Jacques) (p. 3021) ; Poncelet (Christian) (p. 3038).

CONSOMMATION : Delors (Jacques) (p. 3022) ; Monory (René) (p. 3032) ; Luc (Hélène) (p. 3034) ; Poncelet (Christian) (p. 3037) ; Taittinger (Pierre-Christian) (p. 3048) ; Vallin (Camille) (p. 3050) ; Jargot (Paul) (p. 3052).

CONSTITUTION (art. 38) : Luc (Hélène) (p. 3036).

CONTRATS DE SOLIDARITE : Fabius (Laurent) (p. 3053).

COUR DES COMPTES : Fosset (André) (p. 3020) ; Fabius (Laurent) (p. 3025).

COUR DES COMPTES (rapport annuel) : Fosset (André) (p. 3019).

CREDIT : Blin (Maurice) (p. 3019).

DÉCENTRALISATION : Fabius (Laurent) (p. 3024).

DÉLÉGATION A L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET A L'ACTION RÉGIONALE (DATAR) : Fosset (André) (p. 3020).

DETTE PUBLIQUE : Blin (Maurice) (p. 3016, 3018) ; Duffaut (Henri) (p. 3028).

DONATIONS-PARTAGES : Chérioux (Jean) (p. 3051).

ÉCOLE VÉTÉRINAIRE (Lyon) : Fosset (André) (p. 3019).

EMPLOIS PUBLICS : Blin (Maurice) (p. 3017) ; Delors (Jacques) (p. 3022) ; Fabius (Laurent) (p. 3024, 3054) ; Duffaut (Henri) (p. 3027) ; Monory (René) (p. 3031) ; Fourcade (Jean-Pierre) (p. 3034) ; Luc (Hélène) (p. 3036) ; Poncelet (Christian) (p. 3039) ; Lombard (Georges) (p. 3040).

EMPLOIS TERTIAIRES : Blin (Maurice) (p. 3017).

ÉNERGIE NUCLÉAIRE : Fourcade (Jean-Pierre) (p. 3033).

ÉNERGIES NOUVELLES : Fabius (Laurent) (p. 3024) ; Duffaut (Henri) (p. 3027).

ENTREPRISES : Blin (Maurice) (p. 3016, 3017) ; Delors (Jacques) (p. 3023) ; Fabius (Laurent) (p. 3024) ; Duffaut (Henri) (p. 3027) ; Monory (René) (p. 3030) ; Fourcade (Jean-Pierre) (p. 3034).

ENTREPRISES (aide aux) : Delors (Jacques) (p. 3023) ; Fabius (Laurent) (p. 3024) ; Jargot (Paul) (p. 3052).

ENTREPRISES (fiscalité des) : Blin (Maurice) (p. 3017) ; Fourcade (Jean-Pierre) (p. 3034).

ENTREPRISES NATIONALES : Blin (Maurice) (p. 3016).

ÉPARGNE : Delors (Jacques) (p. 3023) ; Fourcade (Jean-Pierre) (p. 3034) ; Poncelet (Christian) (p. 3038) ; Taittinger (Pierre-Christian) (p. 3048).

EXPORTATIONS : Delors (Jacques) (p. 3022).

FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS : Blin (Maurice) (p. 3017, 3019).

FONDS D'INTERVENTION POUR L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE (FIAT) : Fosset (André) (p. 3020).

FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL (FMI) : Fourcade (Jean-Pierre) (p. 3034).

FONDS SPÉCIAL D'INVESTISSEMENT ROUTIER (FSIR) : Blin (Maurice) (p. 3017).

FORÊTS : Blin (Maurice) (p. 3018).

FRAIS GÉNÉRAUX : Blin (Maurice) (p. 3018) ; Monory (René) (p. 3031) ; Fourcade (Jean-Pierre) (p. 3033).

FRANC (monnaie) : Delors (Jacques) (p. 3022) ; Duffaut (Henri) (p. 3027).

FRAUDE FISCALE : Fabius (Laurent) (p. 3025) ; Vallin (Camille) (p. 3049).

HARAS : Fosset (André) (p. 3020).

IMPÔT CHÔMAGE : Blin (Maurice) (p. 3018) ; Fabius (Laurent) (p. 3023) ; Poncelet (Christian) (p. 3038) ; Lombard (Georges) (p. 3041).

IMPÔT SUR LA FORTUNE : Blin (Maurice) (p. 3018) ; Fabius (Laurent) (p. 3024, 3025, 3055) ; Duffaut (Henri) (p. 3028) ; Monory (René) (p. 3031) ; Fourcade (Jean-Pierre) (p. 3033) ; Luc (Hélène) (p. 3035) ; Poncelet (Christian) (p. 3038) ; Taittinger (Pierre-Christian) (p. 3049) ; Vallin (Camille) (p. 3049) ; Chérioux (Jean) (p. 3050, 3051).

IMPÔT SUR LE REVENU : Fabius (Laurent) (p. 3025) ; Duffaut (Henri) (p. 3028) ; Monory (René) (p. 3031) ; Fourcade (Jean-Pierre) (p. 3033) ; Poncelet (Christian) (p. 3039) ; Vallin (Camille) (p. 3050).

IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS : Blin (Maurice) (p. 3018) ; Fourcade (Jean-Pierre) (p. 3033) ; Vallin (Camille) (p. 3050).

INDUSTRIE : Blin (Maurice) (p. 3016, 3019).

INDUSTRIE (aide à) : Blin (Maurice) (p. 3016).

INFLATION : Blin (Maurice) (p. 3018) ; Monory (René) (p. 3030, 3032) ; Fourcade (Jean-Pierre) (p. 3034) ; Poncelet (Christian) (p. 3039) ; Taittinger (Pierre-Christian) (p. 3048, 3049) ; Jargot (Paul) (p. 3052) ; Fabius (Laurent) (p. 3053).

INFORMATIQUE : Fosset (André) (p. 3019).

INNOVATION : Delors (Jacques) (p. 3022).

INTÉRÊT (taux d') : Blin (Maurice) (p. 3016) ; Delors (Jacques) (p. 3022) ; Monory (René) (p. 3032) ; Fourcade (Jean-Pierre) (p. 3034) ; Lombard (Georges) (p. 3040).

INVESTISSEMENTS : Blin (Maurice) (p. 3015, 3019) ; Delors (Jacques) (p. 3023) ; Duffaut (Henri) (p. 3027) ; Monory (René) (p. 3033) ; Luc (Hélène) (p. 3035) ; Lombard (Georges) (p. 3040) ; Taittinger (Pierre-Christian) (p. 3048) ; Chérioux (Jean) (p. 3050) ; Jargot (Paul) (p. 3052) ; Fabius (Laurent) (p. 3053, 3056).

JAPON : Blin (Maurice) (p. 3015) ; Delors (Jacques) (p. 3021) ; Duffaut (Henri) (p. 3026).

LANGUEDOC-ROUSSILLON : Fosset (André) (p. 3019).

LOGEMENT : Delors (Jacques) (p. 3022) ; Duffaut (Henri) (p. 3027).

NATIONALISATIONS : Blin (Maurice) (p. 3019) ; Fosset (André) (p. 3020) ; Poncelet (Christian) (p. 3037) ; Taittinger (Pierre-Christian) (p. 3048) ; Fabius (Laurent) (p. 3055).

ŒUVRES D'ART (taxation) : Blin (Maurice) (p. 3018) ; Monory (René) (p. 3031) ; Poncelet (Christian) (p. 3038) ; Chérioux (Jean) (p. 3050).

OFFICE DES VINS : Blin (Maurice) (p. 3018) ; Fabius (Laurent) (p. 3053).

PARCS DE STATIONNEMENT : Fosset (André) (p. 3019).

PERSONNES ÂGÉES : Fabius (Laurent) (p. 3024).

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (PME) : Fabius (Laurent) (p. 3024, 3056) ; Monory (René) (p. 3031) ; Poncelet (Christian) (p. 3038) ; Jargot (Paul) (p. 3052).

PÉTROLE (prix du) : Duffaut (Henri) (p. 3027) ; Monory (René) (p. 3029).

PLAN : Blin (Maurice) (p. 3019).

PLUS-VALUES (imposition des) : Poncelet (Christian) (p. 3038).

POLITIQUE ÉCONOMIQUE : Blin (Maurice) (p. 3015) ; Delors (Jacques) (p. 3021, 3022) ; Fabius (Laurent) (p. 3023, 3024, 3025, 3026, 3050, 3054, 3055) ; Duffaut (Henri) (p. 3026, 3027) ; Monory (René) (p. 3029, 3030, 3031, 3032, 3033) ; Fourcade (Jean-Pierre) (p. 3033, 3034) ; Luc (Hélène) (p. 3035, 3036) ; Poncelet (Christian) (p. 3036, 3037, 3038, 3039) ; Lombard (Georges) (p. 3039, 3040, 3041) ; Taittinger (Pierre-Christian) (p. 3048) ; Vallin (Camille) (p. 3049, 3050) ; Jargot (Paul) (p. 3052).

PRIX : Delors (Jacques) (p. 3023).

QUOTIENT FAMILIAL : Fabius (Laurent) (p. 3025) ; Duffaut (Henri) (p. 3028) ; Poncelet (Christian) (p. 3038).

RECHERCHE : Blin (Maurice) (p. 3017) ; Duffaut (Henri) (p. 3027).

RÉFORME FISCALE : Fabius (Laurent) (p. 3026) ; Poncelet (Christian) (p. 3037).

SALAIRE MINIMUM DE CROISSANCE (SMIC) : Fabius (Laurent) (p. 3024).

SALAIRES : Delors (Jacques) (p. 3023) ; Fabius (Laurent) (p. 3024) ; Fourcade (Jean-Pierre) (p. 3034) ; Poncelet (Christian) (p. 3037).

SECRET BANCAIRE : Chérioux (Jean) (p. 3050).

SÉCURITÉ SOCIALE : Fosset (André) (p. 3020) ; Delors (Jacques) (p. 3023) ; Fabius (Laurent) (p. 3024) ; Monory (René) (p. 3030).

SÉCURITÉ SOCIALE (cotisations) : Blin (Maurice) (p. 3018) ; Fourcade (Jean-Pierre) (p. 3033) ; Luc (Hélène) (p. 3035) ; Jargot (Paul) (p. 3052).

SOCIÉTÉS (filiales) : Luc (Hélène) (p. 3035) ; Vallin (Camille) (p. 3049) ; Jargot (Paul) (p. 3052).

SYNDICATS PROFESSIONNELS : Luc (Hélène) (p. 3036).

TAXE D'HABITATION : Fabius (Laurent) (p. 3026).

TAXE DIFFÉRENTIELLE SUR LES VÉHICULES A MOTEUR (vignette) : Poncelet (Christian) (p. 3038).

TAXE PROFESSIONNELLE : Blin (Maurice) (p. 3018) ; Fabius (Laurent) (p. 3026, 3054) ; Poncelet (Christian) (p. 3037, 3038).

TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE (TVA) : Fabius (Laurent) (p. 3026).

TAXE SUR LES ALCOOLS : Fabius (Laurent) (p. 3055).

TERRES AGRICOLES : Blin (Maurice) (p. 3018).

TRANSPORTS URBAINS : Fosset (André) (p. 3019).

TRAVAILLEURS MIGRANTS : Fosset (André) (p. 3020).

VALEURS MOBILIÈRES : Poncelet (Christian) (p. 3038).

VITICULTURE : Lacour (Pierre) (p. 3051, 3052) ; Fabius (Laurent) (p. 3053, 3056).

II. – DISCUSSION DES ARTICLES [24 novembre 1981] (p. 3056, 3078) ; [25 novembre 1981] (p. 3095, 3141) ; [26 novembre 1981] (p. 3151, 3197) ; [27 novembre 1981] (p. 3208, 3291).

PREMIÈRE PARTIE

CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

MM. Louis Virapoullé, Maurice Blin, rapporteur général ; Jean Chérioux, Laurent Fabius, ministre du budget ; Michel Dreyfus-Schmidt, Louis Jung, Dominique Pado, Camille Vallin, André Méric, Michel d'Aillières, Édouard Bonnefous, président de la Commission des finances ; Christian Poncelet, Jacques Mossion, Philippe de Bourgoing, Pierre Ceccaldi-Pavard, Raymond Bourgine, Paul Séramy, Paul Robert, Paul Girod, Jacques Descours Desacres, Michel Rigou, Francis Palmero, Henri Duffaut, Jean-François Pintat, Jean-Pierre Cantegrit, Michel Caldaguès, Marcel Rudloff, Roland du Luart, Louis de La Forest, Paul Pillet, Pierre Sallenave, Louis Souvet, Geoffroy de Montalembert. – MM Jacques Moutet, Michel Miroudot, vice-président de la Commission des affaires culturelles ; Jacques Habert, Pierre Salvi, Josy Moinet, Henri Caillavet, Robert Laucournet, Jean-Pierre Fourcade, René Monory, Michel Chauty, Richard Pouillé, Pierre Lacour, Yves Durand, François Dubanchet, Jean Amelin, Adolphe Chauvin, Pierre Croze, Georges Lombard. – MM. René Touzet, Marc Bécam, Pierre Gamboa, Marcel Daunay, René Tomasini, Frédéric Wirth, Paul Jargot, François Collet, Mme Marie-Claude Beaudeau, M. Daniel Millaud, Mme Monique Midy, Étienne Dailly, Gérard Ehlers. – MM. André Bohl, Joseph Yvon, Raymond Dumont, Fernand Lefort, Marcel Lemaire, Charles Beaupetit, Georges Dagonia, au nom de la Commission des affaires sociales ; René Tinant, Marcel Gargar, Pierre-Christian Taittinger, au nom de la Commission des affaires culturelles.

Article 1er *(Autorisation de percevoir les impôts existants).* – Adopté (p. 3057).

Avant l'article 2 (p. 3057).

Adopté : amendement n° 284 de M. Maurice Blin, rapporteur général (modification d'intitulé) : « I. – Impôt sur le patrimoine » (p. 3059 ; scrutin public n° 15 ; liste des votants p. 3089, 3090).

Retiré : amendement n° 435 de M. Jean Chérioux (modification d'intitulé) : « I. – Impôt sur certains éléments du patrimoine » (p. 3058).

Article 2 *(Impôt sur les grandes fortunes : personnes imposables, territorialité)* (p. 3059) :

Adoptés : amendement n° 286 de MM. Édouard Bonnefous, qui le soutient, et Maurice Blin, rapporteur général : fixation pour 1982 du seuil d'assujettissement à l'impôt sur la fortune (p. 3064). – Amendement de coordination n° 285 de M. Maurice Blin, rapporteur général (p. 3064). – Amendement n° 341 de M. Frédéric Wirth, soutenu par M. Philippe de Bourgoing : actualisation des conventions fiscales (p. 3065). – Amendement n° 410 de MM. Paul Girod, qui le soutient et Jacques Moutet : prise en compte des conditions les plus favorables en 1982 pour calculer la situation de la famille lors de la déclaration (p. 3065). – Amendement n° 478 de M. Maurice Blin rapporteur général : appréciation des conditions d'assujettissement au 1er janvier 1982 (p. 3065).

Rejeté : amendement n° 113 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard : exclusion du champ d'application de l'impôt sur la fortune des biens professionnels (p. 3064 ; scrutin public n° 16 ; liste des votants p. 3090).

Retirés : amendement n° 322 de M. Louis Virapoullé : exclusion du champ d'application de l'impôt sur la fortune de la valeur de la résidence principale (p. 3061). – Amendement n° 235 de M. Paul Robert : révision annuelle du montant de l'impôt dans le cadre du projet de loi de finances (p. 3065). – Amendement n° 327, précédemment réservé (p. 3064) de M. Raymond Bourgine : calcul du seuil d'imposition par personne fiscale et non par foyer fiscal (p. 3075).

Deviennent sans objet : amendement n° 382 de M. Christian Poncelet : substitution de la taxe sur la transmission du patrimoine et de la surtaxe sur la fortune de l'héritier ou du donataire aux droits de mutation par décès et aux droits de donation (p. 3064). – Amendement n° 112 de M. Pierre Vallon : report au 1er janvier 1983 de la mise en application de l'impôt sur la fortune (p. 3064). – Amendement n° 371 de M. Louis Virapoullé : fixation d'un seuil d'exonération en cas de mutation ou de succession (p. 3064). – Amendement n° 114 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard : exclusion du champ d'application de l'impôt sur la fortune des biens professionnels (p. 3064). – Amendement n° 372, précédemment réservé (p. 3065) de M. Louis Virapoullé : possibilité d'imposition séparée pour les personnes mariées, quel que soit leur régime matrimonial (p. 3077).

– L'article 2, d'abord réservé (p. 3065 et p. 3108), ainsi modifié, est adopté (p. 3171 ; scrutin public n° 21 ; liste de votants p. 3200, 3201).

Après l'article 2 (p. 3066).

Adoptés : amendement n° 116 (art. additionnel) de M. Francis Palmero : indemnisation des Français rapatriés d'outre-mer (p. 3067). – Amendement n° 57 (art. additionnel) de M. Maurice Schumann, soutenu par M. Michel Caldaguès : fixation du plafond d'imposition (p. 3071).

Rejeté : amendement n° 287 (art. additionnel) de M. Maurice Blin, rapporteur général : fixation du plafond d'imposition (p. 3071).

Deviennent sans objet : amendement n° 328 (art. additionnel) de M. Raymond Bourgine : fixation du plafond d'imposition (p. 3071). – Amendement n° 117 (art. additionnel) de M. Francis Palmero : fixation du plafond d'imposition (p. 3071). – Amendement n° 226 (art. additionnel) de M. Jean-François Pintat : fixation du plafond d'imposition (p. 3071). – Amendement n° 267 (art. additionnel) de M. Jean-Pierre Cantegrit : fixation du plafond d'imposition (p. 3071).

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 3067, 3071).

Article 3 *(Assiette de l'impôt sur les grandes fortunes)* (p. 3065).

Adoptés : amendement n° 60 de M. Pierre-Christian Taittinger, soutenu par M. Philippe de Bourgoing : réduction de la valeur de l'habitation principale lors du calcul de l'assiette de l'impôt (p. 3073). – Amendement n° 288 de M. Maurice Blin, rapporteur général : assimilation des cas de concubinage notoire aux couples légitimes pour le calcul de l'assiette de l'impôt (p. 3077 ; scrutin public n° 17 ; liste des votants p. 3091). – Amendement n° 291 de M. Auguste Chupin, soutenu par M. Marcel Rudloff : élévation du seuil concernant les biens industriels et professionnels susceptibles d'être imposés au titre de l'impôt sur le patrimoine (p. 3098). – Amendement n° 289 de MM. Maurice Blin, rapporteur général et Geoffroy de Montalembert : justification du passif et article 109 du code de commerce (p. 3099). – Amendement n° 59 de M. Jean-François Pintat : exonération en faveur d'immeubles réservés par un plan d'occupation des sols au profit d'une collectivité publique (p. 3099). – Amendement n° 128 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard : abattement de 50 % sur la valeur des immeubles entrant dans le champ d'application de la loi n°48-360 du 1er septembre 1948 (p. 3099). – Amendement n° 77 de M. Roland du Luart : exclusion des stocks nécessaires à l'exercice d'une profession industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou libérale pour le calcul de l'impôt sur le capital (p. 3101). – Amendement de coordination n° 290 de M. Maurice Blin, rapporteur général (p. 3101). – Amendement n° 293 de M. Maurice Blin, rapporteur général : 1°/ exonération totale de l'impôt sur le patrimoine des immeubles classés monuments historiques ouverts au public. 2°/ exonération à 50 % des mêmes immeubles dans le cas où seuls les parcs et jardins sont ouverts au public (p. 3108 , scrutins publics nos 18 et 19 ; liste des votants p. 3144, 3145 et 3146). – Amendement n° 292 de M. Maurice Blin, rapporteur général : suppression de la restriction en cas de vente pour l'exportation pour le calcul des bases de l'imposition (p. 3110). – Amendement n° 412 de MM. Paul Girod qui le soutient et Jacques Moutet : non prise en compte de la valeur de capitalisation des droits à retraite de base et de la valeur de capitalisation des rentes viagères (p. 3112). – Amendement n° 123 de M. Francis Palmero : exonération de l'impôt pour les plans et comptes d'épargne à long terme (p. 3112). – Amendement n° 374 de M. Louis Virapoullé soutenu par M. Marcel Rudloff : exclusion de l'assiette de l'impôt des intérêts des dépôts dans les caisses d'épargne dans la limite des sommes exonérées d'impôts sur le revenu (p. 3112). – Amendement de coordination n° 480 de M. Maurice Blin rapporteur général (p. 3115). – Amendement n° 275 de M. Michel Giraud, soutenu par M. Louis Souvet : dépense et taxation de la situation de famille des couples mariés (p. 3078). – Amendement n° 8 de M. Henri Caillavet : non prise en compte des bijoux, objets d'antiquité, d'art ou de collection, pour le calcul de l'impôt sur le patrimoine, sauf dans le cas de vente à l'exportation (p. 3110). – Amendement n° 373 de M. Louis Virapoullé soutenu par M. Marcel Rudloff : estimation des meubles meublants pour le calcul de l'impôt sur le patrimoine (p. 3110).

Retirés : amendement n° 120 de M. Pierre Vallon : assiette de l'impôt des Français rapatriés d'outre-mer (p. 3067). – Amendements identiques n° 127 de M. Paul Séramy et n° 436 de M. René Tomasini soutenu par M. Christian Poncelet : exclusion de l'assiette de l'impôt de la valeur de la résidence principale (p. 3072). – Amendement n° 385 de M. Christian Poncelet : taxation et dépense de la situation de famille des couples mariés (p. 3077). – Amendement n° 276 de M. Michel Giraud, soutenu par M. Louis Souvet, précédemment réservé (p. 3077) : taxation et dépense de la situation de famille des couples mariés (p. 3141). – Amendement n° 414 de M. Paul Girod : prise en compte des situations de famille pour le calcul de l'assiette de l'impôt (p. 3096). – Amendement n° 121 de M. Auguste Chupin, soutenu par M. Marcel Rudloff : exclusion des biens professionnels définis à l'article 4 pour le calcul de l'impôt (p. 3097). – Amendement n° 76 de M. Roland du Luart : exonération fiscale des biens professionnels pour le calcul de l'impôt sur le patrimoine portée à cinq millions de francs (p. 3097). – Amendement n° 234 de M. Paul Robert, soutenu par M. Jacques Moutet : prévision annuelle des montants dans le cadre du projet de loi de finances (p. 3097). – Amendement n° 356 de M. Louis Virapoullé, soutenu par M. Marcel Rudloff : prise en compte d'un abattement proportionnel au pourcentage du chiffre d'affaires réalisé à l'exportation pour le calcul de l'impôt concernant les biens professionnels (p. 3077). – Amendements identiques n° 122 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard et n° 224 de M. Jean-François Pintat : déductibilité des dettes de l'actif imposable (p. 3099). – Amendement n° 384 de M. René Tomasini, soutenu par M. Christian Poncelet : extension aux restaurateurs des dispositions prévues en faveur des propriétaires et négociants concernant les stocks (p. 3101). – Amendement n° 61 de M. Jules Roujon, soutenu par M. Pierre Sallenave : exonération à 50 % des immeubles classés monuments historiques et à 100 % lorsqu'ils sont accessibles au public (p. 3104). – Amendement n° 248

de M. Jacques Descours Desacres : abattement à 50 % sur les immeubles classés monuments historiques pour le calcul de l'impôt sur le patrimoine (p. 3104). – Amendement n° 236 de M. Paul Robert : exonération à 50 % des immeubles classés monuments historiques ouverts au public pour le calcul de l'impôt sur le patrimoine (p. 3104). – Amendement n° 75 de M. Michel Miroudot : exonération totale de l'impôt sur le patrimoine des immeubles classés monuments historiques ouverts au public, y compris les abords et parcs. Exonération à 50 % des mêmes immeubles non ouverts au public (p. 3105). – Amendements n[os] 358 et 361 de M. Henri Duffaut : exonération de l'impôt sur le patrimoine des immeubles classés monuments historiques ouverts au public (p. 3103). – Amendement n° 450 de M. Paul Séramy : exonération totale de l'impôt sur le patrimoine des monuments historiques (p. 3103). – Amendement n° 125 de M. Pierre Salvi : exonération des immeubles classés monuments historiques ou faisant partie du patrimoine national (p. 3105). – Amendement n° 326 de M. Marcel Lucotte : exonération applicable à la bijouterie et à l'orfèvrerie (p. 3109). – Amendement n° 9 de M. Henri Caillavet : non prise en compte dans les bases d'imposition à l'impôt sur le patrimoine des œuvres d'art ou de collection pour les artistes créateurs et producteurs d'œuvres contemporaines (p. 3109). – Amendement n° 375 de M. Louis Virapoullé, soutenu par M. Marcel Rudloff : non prise en compte des titres d'emprunts et des obligations de l'Etat et des collectivités locales pour le calcul de l'impôt (p. 3113). – Amendement n° 406 de M. Louis Virapoullé soutenu par M. Marcel Rudloff : prise en compte à la moitié de leur valeur des titres d'emprunts des obligations de l'Etat et des collectivités locales pour le calcul de l'impôt (p. 3113). – Amendement n° 79 de M. Roland du Luart : évaluation des terres plantées en vignes, en mûriers et en arbres fruitiers selon les modalités de l'article 1509-II du code général des impôts (p. 3114). – Amendement n° 278 de M. Jacques Larché soutenu par M. Jacques Descours Desacres : exclusion de l'assiette de l'impôt sur le patrimoine des biens et fonds agricoles directement exploités ou loués (p. 3113). – Amendement n° 126 de M. Paul Séramy : exclusion du calcul de la valeur du patrimoine des biens à usage des sports équestres.

Deviennent sans objet : amendements identiques n° 58 de MM. Pierre Sallenave qui le soutient, et Robert Schmitt, n° 247 de M. Jacques Descours Desacres, n° 413 de M. Paul Girod : taxation et défense de la situation de famille des couples mariés (p. 3077). – Amendement n° 282 de M. Jacques Larché soutenu par M. Michel d'Aillières : exclusion des stocks agricoles de l'assiette de l'impôt sur le capital (p. 3101). – Amendement n° 119 de M. Paul Séramy : prise en compte à leur valeur comptable des stocks de vin et d'alcool pour le calcul de l'impôt sur le capital (p. 3101). – Amendement n° 359 de M. Henri Duffaut : possibilité d'exonération pour les artistes vivants dans le cas d'exportation d'œuvres d'art (p. 3110).

– L'article 3, d'abord réservé (p. 3115), ainsi modifié, est adopté (p. 3141).

Article 4 *(Impôt sur les grandes fortunes : définition des biens professionnels)* (p. 3115).

Adoptés : amendement n° 294 de MM. Maurice Blin, rapporteur général et Jacques Descours Desacres qui le soutient : prise en compte comme bien professionnel des biens nécessaires à l'exercice d'une activité principale tant par leur propriétaire que par le conjoint de celui-ci (p. 3117). – Amendement n° 295 de M. Maurice Blin, rapporteur général : prise en compte comme biens professionnels des actions des sociétés représentant plus de 75 % des autres biens soumis à l'imposition (p. 3122). – Amendement n° 132 de MM. Francis Palmero qui le soutient et Jean Francou : extension de la prise en compte comme bien professionnel pour le propriétaire qui exerce ses fonctions à titre principal dans une ou plusieurs sociétés ayant la même nature d'activité (p. 3122). – Amendement n° 479 de M. Maurice Blin, rapporteur général : prise en compte comme bien professionnel des sociétés holdings (p. 3122). – Amendement n° 81 de M. Roland du Luart : prise en compte comme bien professionnel des parts de groupements fonciers agricoles, GFA (p. 3127 ; scrutin public n° 20 ; liste des votants p. 3146). – Amendement n° 296 de MM. Maurice Blin, rapporteur général et Christian Poncelet qui le soutient : prise en compte comme bien professionnel des parts détenues dans un groupement forestier (p. 3129).

Rejetés : amendement n° 131 de M. Jacques Mossion : prise en compte comme bien professionnel des parts de sociétés de personnes dont les bénéfices sont soumis à l'impôt sur le revenu dans la catégorie des bénéfices agricoles, des bénéfices industriels ou commerciaux ou des bénéfices non commerciaux (p. 3117). – Amendement n° 257 de MM. Charles de Cuttoli, qui le soutient, et de M. Paul Girod : prise en compte comme bien professionnel des parts de sociétés civiles constituées entre époux, parents ou alliés dans la même ligne, pour la fraction de leur valeur correspondant aux biens loués en vue de l'exercice d'une profession libérale à titre principal par l'un des conjoints (p. 3118). – Amendement n° 274 de M. Michel Giraud, soutenu par M. Michel Chauty : prise en compte comme bien professionnel des parts du gérant minoritaire et du principal actionnaire (p. 3118). – Amendement n° 84 de M. Roland du Luart : prise en compte comme bien professionnel de la « maison de maître » qui donne son nom à un vignoble (p. 3128).

Retirés : amendement n° 80 de M. Roland du Luart : définition des biens professionnels étendue aux biens nécessaires à l'exercice d'une profession industrielle, commerciale, artisanale ou agricole destinés à la location (p. 3117). – Amendement n° 139 de M. Alphonse Arzel, soutenu par M. Jacques Mossion : considération comme bien professionnel des biens nécessaires à l'exercice d'une profession industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou libérale (p. 3117). – Amendement n° 387 de M. Christian Poncelet : remplacement du mot nécessaire par le mot affecté pour donner la définition des biens professionnels (p. 3116). – Amendement n° 388 de M. Christian Poncelet : remplacement du critère de nécessité par celui d'affectation pour l'appréciation de la qualité des biens professionnels (p. 3122). – Amendement n° 134 de M. Pierre Vallon : prise en compte comme bien professionnel des actions détenues par les salariés au sein de leur entreprise (p. 3123). – Amendement n° 62 de M. Philippe de Bourgoing, soutenu par M. Jacques Descours Desacres : extension du régime prévu pour les biens professionnels à l'ensemble des biens ruraux loués par un bail écrit, enregistré, sous réserve de conformité au statut du fermage (p. 3125). – Amendement n° 129 de M. René Tinant, soutenu par M. Francis Palmero : extension du régime prévu pour les biens professionnels à l'ensemble des biens ruraux loués par un bail écrit, enregistré, sous réserve de conformité au statut du fermage (p. 3125). – Amendement n° 437 de M. Jean Amelin : prise en compte comme bien professionnel des vignobles d'appellation contrôlée (p. 3127). – Amendement n° 82 de M. Roland du Luart : prise en compte comme bien professionnel des biens personnels ayant fait l'objet d'une sûreté réelle en vue de l'achat de biens professionnels (p. 3127). – Amendement n° 83 de M. Roland du Luart : prise en compte comme bien professionnel des parts coopératives (p. 3127).

Deviennent sans objet : amendement n° 136 de M. Auguste Chupin, soutenu par M. Francis Palmero : modification de la définition des biens professionnels (p. 3117). – Amendement n° 133 de MM. Francis Palmero qui le soutient et Jean Francou : prise en compte comme bien professionnel des actions détenues indirectement (p. 3122). – Amendement n° 407 de M. Jacques Larché soutenu par M. Michel d'Aillières : élargissement de la base familiale à partir de laquelle serait calculée l'assiette des biens professionnels (p. 3122). – Amendement n° 135 de MM. Pierre Lacour, qui le soutient, et Georges Treille : élargissement de la base familiale à partir de laquelle serait calculée l'assiette des biens professionnels (p. 3122). – Amendement n° 24 de M. Pierre Gamboa, soutenu par M. Camille Vallin : rétablissement du critère de participation majoritaire dans une société pour bénéficier de la franchise relative aux biens professionnels (p. 3122). – Amendement n° 51 de M. Yves Durand : extension de la prise en compte comme bien professionnel pour le propriétaire qui exerce ses fonctions à titre principal dans une ou plusieurs sociétés ayant la même nature d'activité (p. 3122). – Amendement n° 225 de M. Jean-François Pintat, soutenu par M. Michel Miroudot : prise en compte comme bien professionnel des apports en numéraire (p. 3127).

– L'article 4, ainsi modifié est adopté (p. 3129).

Après l'article 4 (p. 3129).

Adopté : amendement n° 150 (art. additionnel) de M. Pierre Croze : prise en compte comme biens professionnels des biens agricoles des invalides et handicapés qui ne peuvent les exploiter eux-mêmes (p. 3130).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3130).

Article 5 *(Impôt sur les grandes fortunes : règles particulières)* (p. 3130).

Adoptés : amendement n° 141 de MM. Raymond Poirier et Jean Cauchon, soutenu par M. Marcel Rudloff : non prise en compte de l'indemnisation d'un préjudice moral ou corporel pour le calcul de l'impôt sur le patrimoine (p. 3130). – Amendement n° 297 de MM. Maurice Blin, rapporteur général et Yves Durand, qui le soutient : prise en compte des biens grevés d'un usufruit dans le patrimoine du nu-propriétaire pour le calcul de l'impôt sur le patrimoine (p. 3134). – Amendement n° 298 de MM. Maurice Blin, rapporteur général, et Christian Poncelet, soutenu par M. Édouard Bonnefous : non prise en compte dans le patrimoine de l'usufruitier pour le calcul de l'impôt sur la fortune des biens ayant fait l'objet d'un don ou legs à l'État, aux départements, aux communes et aux établissements publics nationaux à caractère administratif (p. 3135).

Rejeté : amendement n° 332 de M. Raymond Bourgine : exemption de l'impôt pour les placements financiers situés en France (p. 3136).

– L'article 5, ainsi modifié, est adopté (p. 3136).

Article 6 *(Impôt sur les grandes fortunes : tarif)* (p. 3137).

Adopté : amendement n° 300 de MM. Maurice Blin, rapporteur général, qui le soutient, et Jacques Descours Desacres : prise en compte dans le calcul du bien imposable de la situation de famille du contribuable (p. 3140). – Amendement de coordination n° 299 de M. Maurice Blin, rapporteur général (p. 3140). – Amendement de coordination n° 301 de M. Maurice Blin, rapporteur général (p. 3140). – Amendement n° 397 de MM. René Tomasini et Christian Poncelet, qui le soutient : non mise en recouvrement des impôts inférieurs à 1000 F (p. 3140).

Rejeté : amendement n° 25 de M. Pierre Gamboa, soutenu par M. Camille Vallin : adjonction d'une tranche supplémentaire dans le barème d'imposition sur le patrimoine (p. 3140).

Retiré : amendement n° 447 de M. Geoffroy de Montalembert : application pour le calcul de l'imposition sur le patrimoine des abattements prévus pour le calcul de l'impôt sur le revenu concernant le conjoint et les enfants (p. 3140).

Deviennent sans objet : amendement n° 87 de M. Roland du Luart : fixation du plafond d'imposition (p. 3071). – Amendement n° 54 de M. Georges Lombard : indexation des tranches du barème de l'impôt sur le patrimoine (p. 3140).

– L'article 6, ainsi modifié, est adopté (p. 3141).

Article 7 *(Impôt sur les grandes fortunes : déduction à effectuer sur l'impôt dû, par les détenteurs de biens professionnels en fonction des investissements réalisés dans l'entreprise)* (p. 3151).

Adoptés : amendements identiques n° 152 de M. Françis Palmero, soutenu par M. Marcel Rudloff, n° 221 de M. Jean-François Pintat, soutenu par M. Jacques Descours Desacres et n° 268 de M. Pierre Cantegrit, soutenu par M. René Touzet : montant de l'impôt et déduction du montant de l'investissement net en biens professionnels amortissables réalisé par l'entreprise et ses filiales (p. 3154). – Amendement n° 417 de M. Paul Girod : montant de l'impôt et possibilité de déduction des investissements nets en biens vivants (p. 3154). – Amendement n° 428 de M. Paul Girod : déduction fiscale pour excédent d'investissements supérieures au montant de l'impôt ; déductibilité des crédits d'impôt obtenus (p. 3155). – Amendement n° 399 de M. Christian Poncelet, soutenu par M. Marc Bécam : dirigeants des sociétés mères et prise en compte de l'excédent d'investissements par consolidation des éléments servant de base au calcul (p. 3155).

Retirés : amendement n° 89 de M. Roland du Luart : possibilité de déduction du montant des impôts d'une somme égale au montant des investissements en biens professionnels (p. 3154). – Amendement n° 439 de M. Christian Poncelet, soutenu par M. Marc Bécam : prise en compte des sommes de formation du personnel pour déduction du montant des impôts (p. 3154). – Amendement n° 440 de M. René Tomasini, soutenu par M. Marc Bécam : prise en compte des travaux d'amélioration de la forêt comme excédent des dépenses d'investissement (p. 3154). – Amendement n° 26 de M. Pierre Gamboa : déduction fiscale pour excédent d'investissements et conditions de l'accroissement des effectifs (p. 3155). – Amendement n° 398 de M. Christian Poncelet, soutenu par M. Marc Bécam : déduction fiscale et calcul de l'excédent d'investissements sur la valeur moyenne des deux ou trois derniers exercices (p. 3155). – Amendement n° 153 du M. Marcel Daunay : déduction fiscale liée aux investissements et extension à l'accroissement du cheptel vif (p. 3155). – Amendement n° 441 de M. René Tomasini, soutenu par M. Marc Bécam : déduction de l'impôt sur les immeubles locatifs des sommes investies dans l'acquisition et la construction de logements (p. 3155).

– L'article 6, ainsi modifié, est adopté (p. 3155).

Après l'article 7 (p. 3156).

Adopté : amendement n° 442 (art. additionnel) de M. Christian Poncelet : déductibilité de l'impôt sur la fortune des taxes payées sur le patrimoine (p. 3157).

Retirés : amendement n° 90 (art. additionnel) de M. Roland du Luart, soutenu par M. Jacques Descours Descacres : impôt sur les sociétés et déduction du montant de l'impôt sur les grandes fortunes dû sur des biens affectés à une profession (p. 3156). – Amendement n° 230 (art. additionnel) de M. Jean-François Pintat, soutenu par M. Jacques Descours Desacres : déductibilité de l'impôt sur la fortune des investissements affectés à des fonds ruraux donnés à bail (p. 3156). – Amendement n° 451 (art. additionnel) de M. Paul Séramy, soutenu par M. Marcel Rudloff : monuments classés ou inscrits et déduction du montant des biens des sommes consacrées à l'entretien et à la rénovation (p. 3157).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3157).

Article 8 *(Impôt sur les grandes fortunes : déclaration à souscrire)* (p. 3157).

Adoptés : amendements identiques n° 252 de M. Jacques Descours Desacres et n° 418 de MM. Paul Girod et Jacques Moutet : suppression des dispositions de cet article concernant les pénalités applicables par défaut de déclaration relative à l'impôt sur la fortune (p. 3158).

Retirés : amendement n° 445 de M. Christian Poncelet : décès du contribuable et déduction des droits de succession des sommes versées au titre de l'impôt sur le patrimoine (p. 3158). – Amendement n° 446 de M. René Tomasini : évaluation du patrimoine et calcul de l'impôt ; déduction des frais nécessités pour recours à des conseils juridiques ou fiscaux (p. 3159).

– L'article 8, ainsi modifié, est adopté (p. 3159).

Article 9 *(Impôt sur les grandes fortunes : application en principe des règles en vigueur en matière de droits de succession)* (p. 3159).

Adoptés : amendement n° 409 de M. Christian Poncelet, soutenu par M. Roland du Luart : impôt sur le patrimoine et abattement en ce qui concerne les parts des groupements forestiers et des groupements fonciers agricoles (p. 3163). – Amendement n° 419 de M. Paul Girod : loi du marché et établissement de la valeur vénale des biens ; litiges et charge de la preuve à l'administration (p. 3163). – Amendement de coordination n° 302 de M. Maurice Blin, rapporteur général (p. 3163).

Retirés : amendement n° 91 de MM. Roland du Luart et Geoffroy de Montalembert : impôt sur le patrimoine et abattement en ce qui concerne les parts des groupements forestiers et des groupements fonciers agricoles (p. 3161). – Amendement n° 321 de M. Louis Virapoullé, soutenu par M. Marcel Rudloff : évaluation du patrimoine et contestation de l'administration fiscale ; estimation de l'administration et valeur de promesse d'achat (p. 3160).

– L'article 9, ainsi modifié, est adopté (p. 3163).

Article 10 *(Impôt sur les grandes fortunes : régime applicable aux bons anonymes)* (p. 3163).

Adoptés : amendement n° 231 de M. Jean-François Pintat, soutenu par M. Jacques Descours Desacres : application de l'impôt sur la fortune aux bons émis à compter de la date d'entrée en vigueur de la loi de finances ; retiré puis repris M. Maurice Blin, rapporteur général ; adopté (p. 3165). – Amendement de coordination n° 304 de M. Maurice Blin, rapporteur général (p. 3165).

Retirés : amendement n° 303 de M. Maurice Blin, rapporteur général : application de l'impôt sur la fortune aux bons émis à compter de la date d'entrée en vigueur de la loi de finances (p. 3164). – Amendement n° 233 de M. Jean-François Pintat, soutenu par M. Jacques Descours Desacres : impôt sur la fortune et diminution du taux de prélèvement sur les bons anonymes (p. 3164).

– L'article 10, ainsi modifié, est adopté (p. 3165).

Article 10 *bis* *(Publicité de la liste des contribuables de l'impôt sur les grandes fortunes)* (p. 3165).

Adopté : amendement rédactionnel de coordination n° 305 de M. Maurice Blin, rapporteur général (p. 3165).

– L'article 10 *bis,* ainsi modifié, est adopté (p. 3165).

Avant l'article 11 (p. 3171).

Retirés : amendement n° 27 (art. additionnel) de M. Camille Vallin, soutenu par M. Paul Jargot : établissement d'une étude gouvernementale pour la création d'un impôt sur le capital des sociétés en fonction de leur actif net réévalué (p. 3171). – Amendement n° 255 (art. additionnel) de M. Paul Jargot : imposition des revenus de placement effectués au titre d'un contrat d'assurance-vie (p. 3171).

Article 11 *(Barême de l'impôt sur le revenu : mesures d'accompagnement)* (p. 3172).

Adoptés : amendement n° 422 de M. Paul Girod : réduction d'impôt d'une part pour les foyers fiscaux d'une seule personne et de deux parts pour les foyers fiscaux d'au moins deux personnes (p. 3180). – Amendement n° 109 de M. Jean Cauchon, soutenu par M. Marcel Rudloff : hausse du plafonnement de la demi-part de réduction d'impôt sur le revenu (p. 3180). – Amendements identiques n° 98 de M. Jean Cauchon, soutenu par M. Marcel Rudloff et n° 449 de M. René Tomasini, soutenu par M. Michel Chauty : non application du plafonnement de la réduction d'une demi-part d'impôt aux demi-parts additionnelles attribuées aux enfants invalides (p. 3180). – Amendement n° 163 de M. François Collet : indexation sur la 7e tranche du barême de l'impôt sur le revenu du plafonnement de la demi-part de réduction d'impôt (p. 3180). – Amendement n° 240 de M. Paul Girod : absence de plafonnement pour la demi-part supplémentaire pour le 3e enfant (p. 3180). – Amendement n° 99 de M. Jean Cauchon, soutenu par M. Paul Pillet : rattachement d'enfants majeurs au foyer fiscal et augmentation de l'avantage fiscal accordé (p. 3181).

Rejeté : amendement n° 28 de M. Camille Vallin, soutenu par M. Paul Jargot : barême de l'impôt sur le revenu et établissement d'une tranche d'imposition à 65 % (p. 3175).

Retirés : amendement n° 357 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard : enfant de moins de 25 ans inscrits à l'agence nationale pour l'emploi et prise en compte comme personne à charge au titre de l'impôt sur le revenu (p. 3176). – Amendement n° 104 de M. Jacques Mossion : impôt sur le revenu et augmentation des déductions fiscales des personnes âgées de moins de 65 ans et des invalides aux revenus modestes (p. 3176). – Amendement n° 29 de Mme Marie-Claude Beaudeau : extension du bénéfice de la déduction pour frais de garde à tous les couples exerçant une activité professionnelle (p. 3177). – Amendement n° 103 de M. Daniel Millaud : extension du bénéfice de la déduction pour frais de garde à tous les couples exerçant une activité professionnelle (p. 3177). – Amendement n° 160 de M. Marcel Rudloff : adhésion des chefs d'entreprises aux centres de gestion agréés et bénéfice de l'abattement réservé aux salariés quel que soit leur chiffre d'affaires (p. 3178). – Amendement n° 423 de M. Paul Girod : centres de gestion agréés et relèvement des limites du chiffre d'affaires pour l'octroi d'abattements fiscaux (p. 3178). – Amendement n° 166 de M. Jean Cauchon, soutenu par M. Marcel Rudloff : centres de gestion agréés et relèvement des limites du chiffre d'affaires pour l'octroi d'abattements fiscaux (p. 3178). – Amendement n° 420 de M. Paul Girod : centres de gestion agréés et abattements fiscaux ; application des mêmes règles pour les agriculteurs et les professions libérales (p. 3178). – Amendement n° 448 de M. René Tomasini, soutenu par M. François Collet : centres de gestion agréés et relèvement de la limite de la déduction fiscale attachée au salaire du conjoint (p. 3179). – Amendement n° 102 de M. Daniel Millaud : réduction à deux ans du délai donné à l'administration pour son droit de reprise vis-à-vis des salariés ou des retraités (p. 3179). – Amendement n° 421 de M. Paul Girod : suppression des dispositions de cet article concernant le plafonnement de la demi-part de réduction d'impôt sur le revenu (p. 3180). – Amendement n° 108 de M. André Rabineau, soutenu par M. Paul Pillet : indexation sur la hausse des prix du plafonnement de la demi-part de réduction d'impôt sur le revenu (p. 3180). – Amendement n° 107 de M. Jean Cauchon, soutenu par M. Paul Pillet : demi-part supplémentaire de quotient familial pour au moins deux enfants à charge ; compensation de recettes (p. 3181). – Amendement n° 31 de Mme Monique Midy : conjoint marié invalide et augmentation d'une demi-part du quotient familial ; compensation de recettes (p. 3182). – Amendement n° 66 de M. Paul Guillard, soutenu par M. Philipe de Bourgoing : déduction fiscale pour dépenses engagées par l'emploi de personnel de maison ; compensation de recettes (p. 3184). – Amendement n° 101 de M. Jean Cauchon, soutenu par M. Paul Pillet : revalorisation du plafond des déductions forfaitaires pour frais professionnels (p. 3184). – Amendement n° 164 de M. Pierre Salvi, soutenu par M. Paul Pillet : application aux pensions de retraite et d'invalidité des déductions fiscales relatives aux frais inhérents à la fonction ou à l'emploi (p. 3185). – Amendement n° 165 de M. Pierre Salvi, soutenu par M. Paul Pillet : suppression des dispositions du code général des impôts instituant un abattement de 10 % pour l'imposition des pensions et retraites ; compensation de recettes (p. 3185). – Amendement n° 13 de M. Robert Schmitt, soutenu par M. Philippe de Bourgoing : majoration de la taxe spéciale sur les conventions d'assurance (p. 3187).

Réservés puis non retenus dans le vote unique demandé par le gouvernement (article 44 de la Constitution) : amendement n° 304 de M. Maurice Blin, rapporteur général : suppression des dispositions de cet article prévoyant une augmentation du taux de la TVA sur la nourriture pour les animaux familiers (p. 3184). – Amendement n° 476 de M. Christian Poncelet, soutenu par M. François Collet : suppression des dispositions de cet article augmentant le taux de la TVA sur la nourriture pour les animaux familiers ; création d'une taxe à l'importation sur les automobiles provenant de pays autres que ceux de la CEE (p. 3184). – Amendement n° 176 de MM. Jacques Pelletier et Paul Girod qui le soutient : augmentation du taux de la TVA sur les achats de perles et de pierres précieuses (p. 3184).

Irrecevalbes (article 40 de la Constitution) : amendement n° 158 de M. Charles Ferrant, soutenu par M. Paul Pillet : impôt sur le revenu et augmentation des déductions du plafond pour les intérêts des emprunts contractés pour la construction de l'immeuble (p. 3185). – Amendement n° 241 de M. Jacques Moutet, soutenu par M. Paul Girod : réévaluation du plafond de la déduction forfaitaire supplémentaire applicable aux voyageurs-représentants et placiers de commerce ou d'industrie ; compensation de recettes (p. 3186).

Vote unique sur les paragraphes VII et VIII de l'article11 (Scrutin public n° 22 p. 3187 ; liste des votants p. 3201, 3202 ; rejet).

– L'article 11, ainsi modifié, est adopté (à l'exception des paragraphes VII et VIII) (p. 3188).

Après l'article 11 (p. 3188).

Adopté : amendement n° 171 (art. additionnel) de M. Marcel Rudloff, soutenu par M. Pierre Ceccaldi-Pavard : réévaluation de l'abattement octroyé aux adhérents des associations agréées des professions libérales (p. 3192).

Rejeté : amendement n° 424 (art. additionnel) de M. Paul Girod : conjoints percevant un revenu et déduction des dépenses de frais de garde pour les enfants à charge de moins de trois ans ; création d'une taxe différentielle sur les motocyclettes (p. 3194 ; scrutin public n° 23 ; liste des votants p. 3202, 3204).

Retirés : amendement n° 32 (art. additionnel) de Mme Danielle Bidard, soutenu par M. Gérard Ehlers : abrogation des dispositions concernant l'avoir fiscal (p. 3188). – Amendement n° 33 (art. additionnel) de M. Hector Viron, soutenu par M. Pierre Gamboa : demandeurs d'emploi et possibilité du report du paiement de leur impôt jusqu'à la reprise d'activités (p. 3189). – Amendement n° 34 (art. additionnel) de M. Pierre Gamboa : droit pour le conjoint survivant ou les ayants droit du défunt à l'étalement du versement du tiers provisionnel et du solde de l'impôt sur trois ans à partir du décès (p. 3190). – Amendement n° 167 (art. additionnel) de

M. Marcel Rudloff, soutenu par M. Paul Pillet : agrément des centres de gestion des artisans ; abaissement du seuil minimal du nombre d'adhésions après trois années d'existence pour le maintien de l'agrément (p. 3190). – Amendement n° 168 de M. Marcel Rudloff, soutenu par M. Paul Pillet : déduction du bénéfice imposable de l'entreprise du salaire du conjoint participant à l'exercice de la profession (p. 3190). – Amendement n° 169 (art. additionnel) de M. Jean-Pierre Blanc, soutenu par M. Paul Pillet : revenus inférieurs au plafond de la huitième tranche du barème de l'impôt et déduction des dépenses consacrées au personnel de maison (p. 3191). – Amendement n° 170 (art. additionnel) de M. Pierre Vallon, soutenu par M. Paul Pillet : principe et modalités d'application de la création du titre-vacances ; compensation de recettes (p. 3191).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3192).

Article 11 *bis* *(Déclaration par les employeurs des rémunérations versées à leurs employés)* (p. 3194).

Adopté : amendement n° 307 de M. Maurice Blin, rapporteur général : suppression de cet article relatif à l'obligation de déclaration annuelle à l'administration fiscale pour toute personne versant des traitements ou salaires (p. 3194).

– L'article 11 *bis* est supprimé (p. 3194).

Article 12 *(Majoration exceptionnelle de l'impôt sur le revenu de 1981 pour financer l'indemnisation du chômage* (p. 3194).

Adoptés : amendement n° 67 de M. Michel Miroudot, soutenu par M. Philippe de Bourgoing : majoration exceptionnelle de l'impôt sur le revenu en 1981 inférieure à 50.000 F et bénéfice d'une décote sur cette majoration (p. 3196). – Amendement n° 344 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard : suppression des dispositions de cet article prévoyant une taxation exceptionnelle du montant des provisions techniques des entreprises d'assurance (p. 3196).

Retirés : amendement n° 242 de MM. Josy Moinet et Michel Rigou qui le soutient : substitution au prélèvement sur les provisions techniques des assurances d'une taxe sur les conventions d'assurance (p. 3196). – Amendement n° 465 de M. René Tomasini, soutenu par M. François Collet : non application de la majoration exceptionnelle de l'impôt sur le revenu de 1981 aux retraités et veuves de retraités (p. 3197).

Devient sans objet : amendement n° 351 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard : application de la taxation exceptionnelle sur les provisions techniques aux organismes d'assurance (p. 3196).

– L'article 12, ainsi modifié, est adopté (p. 3197).

Article 13 *(Réduction des déductions forfaitaires applicables aux revenus fonciers)* (p. 3208).

Rejetés : amendement n° 173 de M. Paul Séramy, soutenu par M. Daniel Millaud : suppression de cet article relatif à la diminution des taux des déductions forfaitaires applicables aux revenus fonciers (p. 3209). – Amendement n° 174 de M. Alphonse Arzel, soutenu par M. Adolphe Chauvin : réduction de 20 à 15 % du taux de la déduction forfaitaire applicable aux revenus fonciers prévus à l'article 31 du code général des impôts (p. 3209). – Amendement n° 175 de M. Henri Le Breton, soutenu par M. Adolphe Chauvin : taux unique de la déduction forfaitaire applicable aux revenus fonciers (p. 3209).

– L'article 13 est adopté (p. 3209).

Article 13 *bis* *(Prélèvement exceptionnel sur les bénéfices des syndics et administrateurs judiciaires)* (p. 3209).

Adopté : amendement n° 308 de M. Maurice Blin, rapporteur général : suppression de cet article, qui institue une taxation exceptionnelle des bénéfices réalisés en 1981 par les syndics et administrateurs judiciaires (p. 3210).

Retiré : amendement n° 324 de M. Daniel Millaud : taxation des ouvrages écrits par des personnalités exerçant leurs activités à la télévision française (p. 3210).

– L'article 13 *bis* est supprimé (p. 3210).

Après l'article 13 *bis* (p. 3210).

Retirés : amendement n° 176 (art. additionnel) de M. Dominique Pado, soutenu par M. Adolphe Chauvin : exonération de la taxe d'habitation pour les emplacements de stationnement non couverts (p. 3210). – Amendement n° 403 (art. additionnel) de M. Jacques Habert : généralisation de l'abattement sur la part de chaque frère ou sœur pour la perception des droits de mutation par décès (p. 3211).

Article 14 *(Taxe sur certains frais généraux et limitation de la déduction des loyers portant sur des voitures particulières)* (p. 3211).

Adoptés : amendement n° 309 de M. Maurice Blin, rapporteur général : exonération de la taxation des frais généraux engagés pour l'exportation (p. 3213). – Amendement n° 310 de M. Maurice Blin, rapporteur général : exonération de la taxation des frais généraux pour les petites et moyennes entreprises nouvelles (p. 3213). – Amendement n° 181 de M. Paul Séramy : suppression de la taxation des frais généraux des entreprises en ce qu'elle concerne les frais de restaurant (p. 3215). – Amendement n° 362 de M. Henri Duffaut : taxation des frais généraux et substitution de la notion de dirigeants ou cadres de direction à la notion de personnes les mieux rémunérées (p. 3215). – Amendement n° 5 de M. Paul Malassagne, au nom de la Commission des affaires économiques et soutenu par M. Michel Chauty, président de cette Commission : taxation des frais généraux : suppression de la taxation des frais de congrès et manifestations assimilées et limitation de la taxation des frais de croisière et de voyage (p. 3217). – Amendement n° 364 de M. Michel Dreyfus Schmidt, soutenu et retiré par M. Henri Duffaut, puis repris par M. Adolphe Chauvin : taxation des frais généraux : déduction des frais se rapportant à l'exercice d'une fonction représentative syndicale ou professionnelle et des frais d'inscription et de participation à des congrès ou manifestations d'intérêt général professionnel ou ayant pour objet la formation ou le perfectionnement des participants (p. 3219).

Rejeté : amendement n° 261 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard : suppression de la taxation des frais généraux pour les assujettis à l'impôt sur les bénéfices non commerciaux (p. 3213).

Retirés : amendement n° 178 de M. Auguste Chupin, soutenu par M. Adolphe Chauvin : limitation de la taxation des frais généraux aux entreprises de plus de cinquante salariés (p. 3213). – Amendement n° 474 de M. Christian Poncelet soutenu par M. Michel Chauty : exonération de la taxation des frais généraux pour les entreprises déficitaires (p. 3214). – Amendement n° 469 de M. Christian Poncelet, soutenu par M. Michel Chauty : diminution du montant du prélèvement exceptionnel pour les entreprises exportatrices (p. 3214). – Amendement n° 473 de M. Christian Poncelet, soutenu par M. Michel Chauty : estimation des frais généraux en fonction du chiffre d'affaires des entreprises et notamment de la part du chiffre d'affaires réalisée à l'exportation (p. 3214). – Amendements identiques n° 311 de M. Maurice Blin, rapporteur général et n° 363 de M. Henri Duffaut : taxation des frais généraux : suppression de la taxation des frais de congrès et manifestations assimilées (p. 3218 ; ce dernier amendement repris par M. Adolphe Chauvin et retiré à nouveau). – Amendement n° 488 de M. Laurent Fabius, ministre : relèvement du seuil de taxation des frais de congrès et manifestatons assimilées (p. 3219). – Amendement n° 263 de M. Marcel Rudloff, soutenu par M. Adolphe Chauvin : taxation des frais généraux : multiplication des seuils d'imposition dans le cas de sociétés civiles professionnelles ou d'associations agréées (p. 3220). – Amendement n° 472 de M. René Tomasini, soutenu par M. Michel Chauty : taxation des frais généraux : exonération des entreprises qui réalisent plus de 25 % de leur chiffre d'affaires à l'exportation (p. 3220). – Amendement n° 466 de M. René Tomasini, soutenu par M. Michel Chauty : taxation des frais généraux : modulation du taux de la taxe selon le montant des dépenses engagées (p. 3221). – Amendement n° 183 de M. François Dubanchet, soutenu par M. Adolphe Chauvin : réduction de 30 % à 10 % du taux de la taxation des frais généraux (p. 3221). – Amendement n° 180 de M. André Rabineau, soutenu par M. Adolphe Chauvin : déductibilité pour le calcul de l'assiette de l'impôt sur le revenu ou de l'impôt sur les sociétés (p. 3221). – Amendements n°s 259 et 260 de M. Charles de Cuttoli, soutenus par M. Frédéric Wirth : exonération ou diminution de la taxe pour les entreprises exportatrices (p. 3221). – Amendement n° 185 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, soutenu par M. Adolphe Chauvin : modalités d'application des dispositions de l'article 39-4 du code général des impôts interdisant la déduction de certaines charges en cas d'opération de crédit-bail ou de location de

voitures particulières (p. 3222). – Amendement n° 345 de M. Louis Virapoullé, soutenu par M. Adolphe Chauvin : diminution du taux de l'impôt sur les sociétés (p. 3222). – Amendement n° 468 de M. René Tomasini, soutenu par M. Michel Chauty : rapport annuel du Gouvernement au Parlement sur l'application de la taxation de certains frais généraux et sur ses conséquences (p. 3222).

Deviennent sans objet : amendement n° 471 de M. Paul Malassague, soutenu par M. Georges Repiquet : taxation des frais généraux : suppression des frais de congrès et manifestations assimilées et précisions relatives aux frais de croisières (p. 3219). – Amendement n° 187 de M. Joseph Yvon : taxation des frais généraux : exonération des frais afférents aux croisières maritimes relatives à des congrès et effectuées par des compagnies françaises (p. 3219).

– L'article 14, ainsi modifié, est adopté (p. 3222).

Après l'article 14 (p. 3222).

Retirés : amendement n° 35 (art. additionnel) de M. Pierre Gamboa : taux réduit de la TVA sur les véhicules automobiles des personnes handicapées ; contrepartie dans le plafonnement des sommes admises en déduction de l'impôt sur les sociétés (p. 3223). – Amendement n° 36 (art. additionnel) de M. Paul Jargot, soutenu par M. Raymond Dumont : remboursement aux associations de la loi du 1er juillet 1901 de la TVA afférente à leurs travaux d'équipement ; contrepartie dans la restriction du champ d'application du régime des entreprises mères et filiales (p. 3223).

Article 14 *bis* *(Prélèvement exceptionnel sur les bénéfices des entreprises de travail temporaire)* (p. 3223).

Adopté : amendement n° 312 de M. Maurice Blin : suppression de cet article instituant un prélèvement sur les bénéfices des entreprises de travail temporaire (p. 3224).

– L'article 14 *bis* est supprimé (p. 3224).

Article 15 *(Prélèvement sur les banques et établissements de crédit)* (p. 3224).

Retirés : amendement n° 188 de M. Louis Jung, soutenu par M. Adolphe Chauvin : abaissement à 1 p. 1000, pour les caisses de crédit mutuel, du taux du prélèvement exceptionnel sur les banques et établissements de crédit (p. 3225). – Amendement n° 69 de M. Robert Voilquin, soutenu par M. Adolphe Chauvin : exonération du prélèvement exceptionnel sur les banques et établissements de crédit pour les caisses de crédit mutuel (p. 3225).

– L'article 15 est adopté (p. 3225).

Article 16 *(Relèvement des taux de la redevance progressive des mines d'hydrocarbures).* Adopté (p. 3225).

Article 16 *bis* *(Modification des taux des redevances communale et départementale des mines)* (p. 3225).

Adoptés : amendement de coordination n° 313 de M. Maurice Blin, rapporteur général (p. 3226). – Amendement n° 365 de M. Henri Duffaut : 1° liste complémentaire de produits visés par les redevances communales et départementales sur les hydrocarbures ; 2° indexation de ces redevances sur la valeur du produit intérieur brut (p. 3226).

– L'article 16 *bis,* ainsi modifié, est adopté (p. 3226).

Après l'article 16 *bis* (p. 3227).

Adopté : amendement n° 347 (art. additionnel) de M. André Bohl : taux des redevances communales des mines pour le charbon (p. 3227).

Rejeté : sous-amendement n° 495 de M. Laurent Fabius, ministre : réduction de l'augmentation proposée pour la redevance communale des mines pour le charbon (p. 3227).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3227).

Article 17 *(Aménagement du régime fiscal des projets de construction)* (p. 3228).

Adopté : amendement n° 315 de M. Maurice Blin, rapporteur général : fiscalité des sociétés de promotion immobilière : suppression du caractère rétro-actif de la définition des entreprises redevables du prélèvement sur les profits réalisés à l'occasion d'opérations de construction-vente (p. 3229).

Devient sans objet : amendement n° 269 de M. Jean-Pierre Cantegrit : fiscalité des sociétés de promotion immobilière : définition des entreprises redevables du prélèvement sur les profits réalisés à l'occasion d'opérations de construction-vente (p. 3229).

– L'article 17, ainsi modifié, est adopté (p. 3229).

Après l'article 17 (p. 3229).

Adopté : amendement n° 368 (art. additionnel) de M. Henri Duffaut : redevance sur les éditions de livres au profit du Centre national des lettres : relèvement du seuil d'exonération des petits éditeurs (p. 3230).

Retirés : amendement n° 37 (art. additionnel) de Mme Marie-Claude Beaudeau : institution d'une taxe sur la valeur ajoutée des entreprises de plus de cent salariés (p. 3230). – Amendement n° 38 (art. additionnel) de M. Fernand Lefort : création au profit de l'État d'une taxe assise sur le montant des provisions pour reconstitution de gisement ; subvention pour travaux d'entretien et de rénovation des offices publics d'HLM et des organismes de construction à caractère social (p. 3231). – Amendement n° 453 (art. additionnel) de M. René Tomasini, soutenu par M. Michel Chauty : suppression de la TVA sur les produits alimentaires de première nécessité ; compensation par la taxation à due concurrence de l'importation de motocycles des pays autres que ceux de la CEE (p. 3231).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3230).

Article 18 *(Modification du régime de la taxe intérieure sur les produits pétroliers)* (p. 3232).

Adopté : amendement n° 316 de M. Maurice Blin, rapporteur général : augmentation de la taxe intérieure sur les produits pétroliers, sans indexation (p. 3233).

Rejeté : amendement n° 39 de M. Raymond Dumont : suppression du paragraphe II de cet article relatif à l'indexation de la taxe intérieure sur les produits pétroliers d'après l'évolution du barème de l'impôt sur le revenu (p. 3233).

Retirés : amendement n° 190 de M. Pierre Vallon, soutenu par M. Marcel Lemaire : suppression de cet article relatif au montant et à l'indexation de la taxe intérieure sur les produits pétroliers (p. 3232). – Amendement n° 3 de M. Marcel Lucotte, au nom de la Commission des affaireséconomiques et soutenu par M. Michel Chauty, président de cette Commission : suppression du paragraphe II de cet article relatif à l'indexation de la taxe intérieure sur les produits pétroliers d'après l'évolution du barème de l'impôt sur le revenu (p. 3233). – Amendement n° 193 de M. Jacques Mossion, soutenu par M. Adolphe Chauvin : exonération de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers pour les agriculteurs ; déductibilité de la TVA sur les carburants (p. 3234).

– L'article 18, ainsi modifié, est adopté (p. 3234).

Après l'article 18 (p. 3234).

Retirés : amendement n° 40 (art. additionnel) de M. Hector Viron, soutenu par M. Raymond Dumont : exonération de la TVA sur les livraisons gratuites de charbon consenties aux mineurs par les houillères nationales ; contrepartie dans le régime fiscal des compagnies d'assurances (p. 3235). – Amendement n° 4 (art. additionnel) de M. Raymond Dumont : contingent annuel de carburant détaxé en faveur des voyageurs de commerce, représentants et placiers, (VRP) ; compensation dans le régime fiscal des compagnies pétrolières (p. 3236). – Amendement n° 244 (art. additionnel) de M. Jacques Moutet, soutenu par M. Charles Beaupetit : contingent annuel de carburant détaxé en faveur des voyageurs de commerce, représentants et placiers, (VRP) ; compensation à due concurrence par une taxe sur le chiffre d'affaires des compagnies pétrolières (p. 3236). – Amendement n° 192 (art. additionnel) de M. Alphonse Arzel, soutenu par M. Adolphe Chauvin : aide aux carburants pour les marins pêcheurs (p. 3236). – Amendement n° 245 (art. additionnel) de MM. Josy Moinet et Michel Rigou, soutenu par ce dernier : non application de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers aux carburants utilisés par les services de transports interurbains et scolaires de voyageurs par autocar (p. 3237).

– Amendement n° 243 (art. additionnel) de MM. Josy Moinet et Michel Rigou, soutenu par ce dernier : non application de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers aux carburants utilisés par les services de transports scolaires (p. 3237).

Article 18 *bis* *(Exonération du carburant utilisé par les taxis de la taxe intérieure sur les produits pétroliers)* (p. 3237).

Retirés : amendement n° 1 de M. Michel Chauty : extension du contingent annuel de carburant détaxé pour les chauffeurs de taxis aux voyageurs, représentants et placiers (VRP) titulaires de la carte professionnelle (p. 3237). – Amendement n° 195 de M. Roger Boileau, soutenu par M. Adolphe Chauvin : extension aux ambulanciers privés du bénéfice du contingent annuel de carburant détaxé institué au profit des chauffeurs de taxis (p. 3238). – Amendement n° 455 de M. René Tomasini, soutenu par M. Michel Chauty : extension aux agriculteurs du bénéfice du contingent annuel de carburant détaxé, institué au profit des chauffeurs de taxis (p. 3238). – Amendement n° 456 de M. Christian Poncelet, soutenu par M. Michel Chauty : extension aux entreprises de transport du bénéfice du contingent annuel de carburant détaxé institué au profit des chauffeurs de taxi (p. 3238) – Amendement n° 454 de M. René Tomasini : augmentation du contingent annuel de carburant détaxé institué au profit des chauffeurs de taxis (p. 3238). – Amendement n° 2 de M. Michel Chauty : franchise de taxe pour une quantité équivalente de gazole accordée aux véhicules de transports urbains ou de transports scolaires (p. 3238). – Amendement n° 12 de M. Henri Caillavet, soutenu par M. Charles Beaupetit : réduction de 50 % du taux de la taxe intérieure sur les produits pétroliers pour les utilisateurs de tracteurs et engins agricoles (p. 3239).

– L'article 18 *bis* est adopté (p. 3239).

Article 19 *(Assujettissement des vétérinaires à la taxe sur la valeur ajoutée. Relèvement du seuil de paiement trimestriel de la taxe sur la valeur ajoutée)* (p. 3239).

Retiré : amendement n° 265 de M. Paul Séramy : exonération de la TVA pour les soins dispensés par les vétérinaires aux gros animaux domestiques et pour les sociétés de protection animale (p. 3240).

– L'article 19 est adopté (p. 3240).

Après l'article 19 (p. 3240).

Retirés : amendement n° 42 (art. additionnel) de M. Camille Vallin, soutenu par M. Pierre Gamboa : abaissement du seuil du versement transports en commun (p. 3240). – Amendement n° 266 (art. additionnel) de M. Roger Boileau, soutenu par M. Francis Palmero : taux de la TVA sur l'acquisition de véhicules destinés à l'enseignement de la conduite automobile (p. 3240).

Article 20 *(Assujettissement à la taxe sur la valeur ajoutée des publications non quotidiennes)* (p. 3240).

Adopté : amendement n° 337 de MM. Christian Poncelet et Paul Séramy, soutenu par ce dernier : liberté d'option pour les publications non quotidiennes entre l'assujettissement à la TVA sur les ventes au taux de 4 % et l'exonération de cette taxe avec maitien de la taxe sur les salaires ; contrepartie financière dans le relèvement de la taxe sur les films pornographiques (p. 3242).

Retiré : amendement n° 325 de M. Robert Schwint, au nom de la Commission des affaires sociales, soutenu par M. Georges Dagonia : taux de la TVA de 2,10 % pour les publications syndicales ou corporatives et assimilées (p. 3243).

Irrecevable (article 40 de la constitution) : amendement n° 197 de M. Pierre Schiélé, soutenu par M. Francis Palmero : liberté d'option pour les publications non quotidiennes entre l'assujettissement à la TVA sur les ventes au taux de 4 % et l'exonération de cette taxe avec maintien de la taxe sur les salaires (p. 3242).

Deviennent sans objet : sous-amendement n° 431 de M. René Touzet, soutenu par M. Paul Robert sur l'amendement n° 325 de M. Robert Schwint : application du même taux privilégié de TVA pour les publications des associations d'anciens combattants (p. 3243).

– L'article 20, ainsi modifié, est adopté (p. 3243).

Après l'article 20 (p. 3243).

Retirés : amendement n° 198 (art. additionnel) de M. Daniel Millaud : taux réduit de la TVA pour les hôtels de luxe, quatre étoiles ; contrepartie financière dans l'augmentation des droits sur les alcools (p. 3243). – Amendement n° 457 de M. Jean Chérioux : taux réduit de la TVA pour les instruments permettant aux aveugles les fonctions ordinaires de la vie : lecture, écriture ou marche ; contrepartie financière par une taxe à l'importation des voitures en provenance des pays autres que ceux de la CEE (p. 3244).

Article 21 *(Modification de la fiscalité des tabacs)* (p. 3244).

Retiré : amendement n° 199 de M. Louis Jung, soutenu par M. Francis Palmero : modification de certains taux du droit de consommation sur les tabacs (p. 3244).

– L'article 21 est adopté (p. 3244).

Après l'article 21 (p. 3244).

Retirés : amendement n° 458 (art. additionnel) de M. Jean Chérioux : taxe sur les salaires : exonération des associations reconnues d'utilité publique ; contepartie financière dans une taxe à l'importation des voitures en provenance de pays autres que ceux de la CEE (p. 3245). – Amendement n° 459 (art. additionnel) de Mme Marie-Claude Beaudeau, soutenu par M. Pierre Gamboa : augmentation du plafond de récupération des allocations du Fonds national de solidarité sur la succession de l'allocataire (p. 3245).

Article 22 *(Taxes sur les véhicules à moteur ; barêmes)* (p. 3245).

Adoptés : amendement n° 405 de M. Jacques Habert : taxe spéciale sur les véhicules de plus de 16 CV ; atténuation du tarif, notamment pour les véhicules ayant plus de six ans d'âge (p. 3249). – Amendement n° 201 de M. Pierre Vallon, soutenu par M. Francis Palmero : taxe différentielle sur les véhicules à moteur : rétablissement de la taxation des motocyclettes (p. 3250).

Rejeté : amendement n° 460 de M. René Tomasini, soutenu par M. Jean Chérioux : taxe différentielle sur les véhicules à moteur : suppression de la taxe pour les véhicules d'une puissance inférieure ou égale à 4 CV ; contrepartie financière dans une taxe à l'importation sur le matériel photo en provenance des pays autres que ceux de la CEE (p. 3248).

Retirés : amendement n° 43 de M. Guy Schmaus, soutenu par M. Pierre Gamboa : tarif de la taxe différentielle sur les véhicules à moteur : maintien de la taxe pour les véhicules de moins de 8 CV et augmentation progressive à due concurrence pour les véhicules de plus de 8 CV (p. 3246). – Amendement n° 461 de M. René Tomasini, soutenu par M. Jean Chérioux : taxe différentielle sur les véhicules à moteur : atténuation du prix pour les familles nombreuses (p. 3248).

Irrecevable (article 40 de la constitution) : amendement n° 200 de M. Jacques Mossion, soutenu par M. Francis Palmero : taxe différentielle sur les véhicules à moteur : suppression de la taxe pour les véhicules de moins de 6 CV (p. 3247).

– L'article 22, ainsi modifié, est adopté (p. 3250).

Après l'article 22 (p. 3250).

Retiré : amendement n° 202 (art. additionnel) de M. Marcel Rudloff, soutenu par M. Francis Palmero : application du taux réduit de la TVA aux opérations d'entretien et de réparations (p. 3250).

Article 23 *(Imposition de certains navires de plaisance)* (p. 3250).

Adopté : amendement n° 204 de M. Francis Palmero : droits d'escale : tarif dégressif pour les bateaux étrangers (p. 3251).

Rejeté : amendement n° 203 de M. Charles Ferrant, soutenu par M. Francis Palmero : suppression de cet article relatif à la taxation des navires de plaisance (p. 3251).

– L'article 23, ainsi modifié, est adopté (p. 3251).

Article 23 *bis* *(Application de la taxe spéciale sur certains aéronefs)* (p. 3252).

Adopté : amendement n° 462 de M. Jean Chérioux : taxe sur les avions privés : extension aux triplaces de l'exonération accordée aux monoplaces et aux biplaces (p. 3252).

– L'article 23 *bis,* ainsi modifié, est adopté (p. 3252).

Article 24 *(Taxe annuelle d'État sur les appareils automatiques installés dans les lieux publics)* (p. 3252).

Adoptés : amendement n° 369 de M. Henri Duffaut : taxe sur les appareils automatiques : modulation par catégorie d'appareils (p. 3254). – Amendement n° 205 de M. Maurice Blin, rapporteur général : taxe sur les appareils automatiques : possibilité de majoration au profit des communes (p. 3254 ; scrutin public n° 24 ; liste des votants p. 3311).

– L'article 24, ainsi modifié, est adopté (p. 3254).

Article 24 *bis* *(Taxe sur le permis de conduire et les cartes grises).* – Adopté (p. 3255).

Article 25 *(Taxe sur les vins ayant fait l'objet d'opérations de coupage).* – Adopté (p. 3255).

Après l'article 25 (p. 3255).

Adopté : amendement n° 370 (art. additionnel) de M. Henri Duffaut : circulation des vins : couleur des titres d'acquits et des capsules-congés (p. 3256).

Irrecevables (article 40 de la constitution) : amendement n° 48 (art. additionnel) de M. Paul Jargot, soutenu par M. Pierre Gamboa : rétablissement du privilège fiscal des bouilleurs de cru (p. 3256). – Amendement n° 208 (art. additionnel) de M. Marcel Daunay, soutenu par M. René Tinant : rétablissement du privilège fiscal des bouilleurs de cru (p. 3256).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3256).

Article 25 *bis* *(Régime fiscal des « vins doux naturels »).* – Adopté (p. 3257).

Article 25 *ter* *(Nouveau barême des droits indirects sur les alcools, les vins, les cidres et poirés)* (p. 3257).

Adopté : amendement n° 380 de M. Michel Rigou : taxation des alcools : diminution des droits pour les petits producteurs et augmentation de la surface admise pour les producteurs qui utilisent de la main d'œuvre permanente ; contrepartie financière dans l'augmentation du droit de timbre sur les chèques non barrés (p. 3259).

Retirés : amendement n° 254 de M. Jacques Descours Desacres : définition des petits producteurs par référence à la surface minimum d'installation (p. 3257). – Amendement n° 379 de M. Michel Rigou : réduction des droits indirects sur les alcools pour les petits producteurs et prise en compte de la seule superficie exploitée en vignes (p. 3259). – Amendement n° 378 de M. Michel Rigou : rappel des avantages consentis aux groupements agricoles d'exploitation en commun, GAEC (p. 3260).

– L'article 25 *ter,* ainsi modifié, est adopté (p. 3260).

Article 26 *(Taxe spéciale sur la publicité télévisée).* – Adopté (p. 3260).

Après l'article 26 (p. 3260).

Adopté : amendement n° 246 (art. additionnel) de M. Charles Beaupetit : institution en faveur des communes d'une imposition forfaitaire annuelle sur les gazoducs et oléoducs (p. 3261).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3261).

Article 27 *(Reconduction de diverses mesures temporaires venant à expiration au 31 décembre 1981)* (p. 3261).

Adopté : amendement n° 317 de M. Maurice Blin, rapporteur général : rétablissement d'un paragraphe supprimé par l'Assemblée nationale, visant à la reconduction pour un an de la déduction forfaitaire que les sociétés immobilières d'investissements et de gestion sont autorisées à opérer sur les dividendes distribués (p. 3262).

Vote par division : rejet de la deuxième partie de l'article 27, relative à la réduction du délai d'exonération d'impôt pour les sociétés ayant des activités industrielles dans les départements d'outre-mer (p. 3263 ; scrutin public n° 25 ; liste des votants p. 3311, 3312).

– L'article 27, ainsi modifié, est adopté (p. 3263).

Après l'article 27 (p. 3263).

Retiré : amendement n° 339 (art. additionnel) de M. Jacques Carat, au nom de la Commission des affaires culturelles : possibilité pour les communautés urbaines et les collectivités locales d'exonérer de la taxe professionnelle, dans la limite de 50 %, les entreprises de spectacles présentant un intérêt culturel (p. 3264).

Irrecevables (article 40 de la constitution) : amendement n° 338 (art. additionnel) de M. Jacques Carat, au nom de la Commission des affaires culturelles, soutenu par M. Pierre-Christian Taittinger : extension aux spectacles de cirque ou de revues de l'abattement de base d'imposition de la TVA assise sur les recettes réalisées aux entrées des premières représentations des spectacles dramatiques, lyriques, musicaux ou chorégraphiques (p. 3264). – Amendement n° 340 de M. Jacques Carat, au nom de la Commission des affaires culturelles : exonération de la TVA pour certains spectacles de bienfaisance et non assujettissement à la taxe sur les salaires (p. 3264).

Article 27 *bis* *(Réduction de la durée des exonérations de taxe foncière sur les propriétés bâties prévues pour l'article 1385 du code général des impôts)* (p. 3264).

Adopté : amendement n° 217 de M. Jean-François Pintat, soutenu par M. Jean-Pierre Fourcade : suppression de cet article qui tend à réduire les durées d'exonération de l'impôt foncier de 25 à 20 ans et de 15 à 10 ans (p. 3268).

Rejeté : amendement n° 366 de M. Henri Duffaut : suppression du contenu de cet article qui tend à réduire la durée des exonérations de l'impôt foncier de 25 à 20 ans et de 15 à 10 ans ; suppression du prélèvement pour frais de dégrèvement et de non valeur en matière de taxe d'habitation ; contrepartie financière dans la majoration du taux de la TVA sur les pierres précieuses, l'augmentation du droit de timbre et des droits de mutation à titre gratuit (p. 3267 ; scrutin public n° 26 ; liste des votants p. 3312, 3313).

Retiré : amendement n° 367 de M. Henri Duffaut : suppression de cet article qui tend à réduire les durées d'exonération de l'impôt foncier de 25 à 20 ans et de 15 à 10 ans (p. 3267).

– L'article 27 *bis* est supprimé (p. 3268).

Article 28 *(Mesure de simplification administrative ; sommes arrondies au centime de franc inférieur ou centimes négligés).* – Adopté (p. 3268).

Article 28 *bis* *(Majoration des droits de timbre).* – Adopté (p. 3268).

Article 29 *(Report de l'application des dispositions financières de la loi du 12 juillet 1980 relative aux formations professionnelles alternées et reconduction en 1982 de la cotisation complémentaire à la taxe d'apprentissage)* (p. 3268).

Rejeté : amendement n° 211 de M. Jacques Mossion, soutenu par M. Adolphe Chauvin : suppression de cet article qui vise à différer la mise en application des dispositions financières prévues par la loi du 12 juillet 1980, relative aux formations professionnelles alternées, et à reconduire la taxe additionnelle à la taxe d'apprentissage, instituée pour le financement des pactes pour l'emploi (p. 3269).

Irrecevable (article 42 de l'ordonnance portant loi organique relative aux lois de finances) : amendement n° 4 de M. Raymond Brun, au nom de la Commission des affaires économiques, soutenu par M. Daniel Millaud : reconduction pour un an de l'application de l'article 2 de la loi du 3 janvier 1979 relative à l'apprentissage, excluant du calcul de l'effectif d'une entreprise les apprentis titulaires d'un contrat conclu entre 1979 et 1981 (p. 3269).

– L'article 29 est adopté (p. 3269).

Après l'article 29 (p. 3269).

Retiré : amendement n° 464 (art. additionnel) de M. Louis Souvet, soutenu par M. François Collet : report au 1er janvier 1983 de l'assujettissement à la TVA des établissements de formation professionnelle (p. 3269).

Article 30 *(Versement en recettes du budget général du prélèvement sur le produit de la taxe unique sur les produits forestiers affecté au budget de l'agriculture).* – Adopté (p. 3269).

Article 31 *(Supprimé par l'Assemblée nationale)* (p. 3269).

Adopté : amendement n° 318 de M. Maurice Blin, rapporteur général : rétablissement de cet article, supprimé par l'Assemblée nationale, dans une rédaction fixant le montant d'un contingent de carburant détaxé pour les travaux agricoles et les travaux d'irrigation (p. 3270).

– L'article 31, ainsi rédigé, est rétabli (p. 3270).

Après l'article 31 (p. 3270).

Rejeté : amendement n° 46 (art. additionnel) de M. Paul Jargot, soutenu par M. Pierre Gamboa : exonération de la taxe sur les salaires pour les associations reconnues d'utilité publique, employant moins de trois salariés ; contrepartie financière dans la réduction à due concurrence du crédit d'impôt relatif à l'avoir fiscal (p. 3270).

Retiré : amendement n° 47 (art. additionnel) de M. Camille Vallin, soutenu par M. Pierre Gamboa : exonération de la taxe sur les salaires pour les hôpitaux, hospices et maisons de retraites ; remboursement de la TVA sur les dépenses d'investissements des établissements hospitaliers publics ; contrepartie financière dans l'abrogation des dispositions fiscales relatives à la provision pour risques (p. 3270).

Article 32 *(Dispositions relatives aux affectations).* – Adopté (p. 3270).

Article 33 *(Majoration de la taxe sur les huiles perçue au profit du budget annexe des prestations sociales agricoles).* – Adopté (p. 3271).

Article 34 *(Institution de deux taxes fiscales au profit du budget annexe des prestations sociales agricoles en remplacement de deux taxes parafiscales).* – Adopté (p. 3271).

Après l'article 34 (p. 3271).

Retiré : amendement n° 49 (art. additionnel) de M. Paul Jargot, soutenu par M. Pierre Gamboa : modulation des cotisations au budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) en fonction du revenu cadastral (p. 3271).

Article 35 *(Modification de la redevance perçue au profit du Fonds de soutien aux hydrocarbures applicable à l'essence et au supercarburant).* – Adopté (p. 3271).

Avant l'article 36 (p. 3271).

Rejeté : amendement n° 50 (art. additionnel) de M. Paul Jargot, soutenu par M. Pierre Gamboa : taux annuel de progression de la dotation globale de fonctionnement au moins égal au taux d'accroissement des recettes de l'État ou du traitement annuel des fonctionnaires (p. 3272).

Article 36 *(Fixation du taux du prélèvement sur les recettes de l'État au titre de la dotation globale de fonctionnement)* (p. 3272).

Retiré : amendement n° 212 de M. Pierre Schiélé, soutenu par M. Adolphe Chauvin : création d'un prélèvement exceptionnel supplémentaire au profit des collectivités locales pour assurer à la dotation globale de fonctionnement (DGF), une augmentation équivalente à celle des recettes de l'État (p. 3273).

– L'article 36 est adopté (p. 3273).

Article 37 *(Redevance sur les ressources des grands fonds marins).* – Adopté (p. 3273).

Après l'article 37 (p. 3273).

Retirés : amendement n° 213 (art. additionnel) de M. Pierre Lacour : reconduction jusqu'en 1985 des participations du Fonds d'amortissement des charges d'électrification (FACE) (p. 3274). – Amendement n° 381 (art. additionnel) de M. Georges Lombard, soutenu par M. Adolphe Chauvin : réédition et mise à la disposition du public du code général des impôts et de ses annexes (p. 3274).

Article 38 *(Confirmation de dispositions législatives antérieures).* – Adopté (p. 3274).

Article 39 *(Majoration des rentes viagères)* (p. 3274).

Rejeté : amendement n° 214 de M. Francis Palmero, soutenu par M. Adolphe Chauvin : suppression de cet article fixant les taux de majoration applicables aux rentes viagères (p. 3275).

– L'article 9 est adopté (p. 3275).

Article 40 - État A *(Équilibre général du budget)* (p. 3276).

Adopté : amendement n° 497 de M. Laurent Fabius, ministre : récapitulation budgétaire des votes intervenus (p. 3287).

Retiré : amendement n° 215 de M. Jean-Marie Rausch, soutenu par M. Adolphe Chauvin : suppression du prélèvement sur l'excédent d'exploitation du budget annexe des postes et télécommunications (p. 3286).

– L'article 40 et l'État A, ainsi modifiés, sont adoptés (p. 3287).

Seconde délibération, à la demande du gouvernement (p. 3287).

Article 25 *ter* (p. 3287).

Adopté : amendement n° 498 de M. Laurent Fabius, ministre : suppression des dispositions adoptées à l'article 25 *ter* relatives à la définition des petits producteurs susceptibles de bénéficier de taux réduits des droits sur les alcools (p. 3288).

– L'article 25 *ter,* ainsi modifié, est adopté (p. 3288).

Article 40 (p. 3287).

Adopté : amendement de coordination n° 499 de M. Laurent Fabius, ministre : modification, après l'adoption de l'amendement n° 498 à l'article 25 *ter,* de la récapitulation budgétaire des votes intervenus (p. 3288).

– L'article 40 et l'État A, ainsi modifiés, sont adoptés (p. 3288).

Explications de vote sur l'ensemble de la première partie.

– *M. Michel Caldaguès* (p. 3288) : changement politique et traduction budgétaire. (p. 3289) : scepticisme à l'égard des hypothèses économiques retenues par le Gouvernement. Problème du financement du déficit budgétaire et caractère inévitable de l'inflation. Atteinte à la confiance. Impôt sur les grandes fortunes et taxation de l'outil de travail. Modifications apportées par le Sénat au projet du Gouvernement et utile contribution du groupe RPR. Vote du groupe RPR favorable à la première partie de la loi de finances ainsi modifiée.

– *M. Henri Duffaut* (p. 3289) : solidarité et défense de l'emploi. Augmentation des dépenses votées par la majorité sénatoriale et majoration du déficit. Vote du groupe socialiste contre la première partie de la loi de finances ainsi modifiée.

– *M. Pierre Gamboa* (p. 3289) : refus par la majorité du Sénat du changement politique intervenu. (p. 3290) : remise en cause des orientations du budget. Dispositions vidées de leur contenu : impôt sur les fortunes ; taxation des frais généraux des entreprises. Refus du plafonnement du quotient familial. Attitude constructive des sénateurs communistes. Vote du groupe communiste contre la première partie de la loi de finances ainsi modifiée.

– *M. Jean-Pierre Fourcade* (p. 3290) : vote positif des groupes UREI et UCDP et d'une partie de la gauche démocratique, sur la première partie de la loi de finances ainsi modifiée : amendements adoptés et réductions de crédits proposées par les rapporteurs des commissions, lors de l'examen de la deuxième partie du projet de loi de finances. Réflexion approfondie du Sénat. Valeur des travaux des commissions. (p. 3291) : attitude constructive du Sénat.

– *M. Michel Rigou* (p. 3291) : vote de la formation des sénateurs radicaux de gauche contre la première partie du projet de loi de finances partiellement vidée de son contenu.

DEUXIÈME PARTIE

MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

Ordre de présentation de l'analyse des crédits affectés aux différents départements ministériels

Agriculture.

Anciens combattants.

Commerce et artisanat.

Commerce extérieur.

Comptes spéciaux du Trésor.

Consommation.

Culture.

Défense.

Départements et territoires d'outre-mer.

Économie et finances :

I. – Charges communes.

II. – Services économiques et financiers.

III. – Budget.

Éducation nationale.

Environnement.

Industrie.

Intérieur et décentralisation.

Justice.

Mer.

Plan et aménagement du territoire.

Radiodiffusion-télévision française.

Recherche et technologie.

Relations extérieures :

I. – Services diplomatiques et généraux.

II. – Coopération.

Services du Premier ministre :

I. – Services généraux :

Information.

Services divers rattachés : Fonction publique. – Formation professionnelle. – Droits de la femme.

II. – Secrétariat général de la défense nationale.

III. – Conseil économique et social.

Solidarité nationale, santé, travail.

II. – Santé ; solidarité nationale.

III. – Travail et I. – Section commune.

Temps libre.

Transports.

Urbanisme et logement.

Budgets annexes :

Imprimerie nationale.

Journaux officiels.

Légion d'honneur et ordre de la Libération.

Monnaies et médailles.

Postes et télécommunications.

Prestations sociales agricoles.

AGRICULTURE

Discussion [7 décembre 1981] (p. 3783, 3839) : *Mme Édith Cresson, ministre de l'agriculture ; MM. Jean Chamant, rapporteur spécial de la Commission des finances ; Henri Gœtschy, rapporteur spécial de la Commission des finances (Industries agricoles et alimentaires) ; Michel Sordel, rapporteur pour avis de la Commission des affaires économiques ; Jules Roujon, rapporteur pour avis de la Commission des affaires économiques (Aménagement rural) ; Pierre Jeambrun, rapporteur pour avis de la Commission des affaires économiques (Industries agricoles et alimentaires) ; René Tinant, rapporteur pour avis de la Commission des affaires culturelles (Enseignement et formation agricoles) ; Fernand Tardy, France Lechenault, Rémi Herment, Jacques Ménard, Roland du Luart, Louis Minetti, Fernand Tardy, Maurice Schumann, Marcel Vidal, Charles-Edmond Lenglet, Jacques Mossion, Louis de La Forest, Paul Jargot, Hubert d'Andigné, Gérard Roujas, Jacques Pelletier, Alphonse Arzel, Philippe de Bourgoing, Jacques Éberhard, Paul Malassagne, Germain Authié, Michel Rigou, Marcel Daunay, Louis Souvet, André Barroux, Yves Le Cozannet, Christian Poncelet, Maurice Janetti, Louis Virapoullé, Roland Courteau, André Rabineau, Charles Zwickert, René Jager, Raymond Poirier, André Cellard, secrétaire d'État à l'agriculture ; Georges Dagonia.*

ABATTOIRS : Herment (Rémi) (p. 3805).

ADDUCTIONS D'EAU : Lenglet (Charles-Edmond) (p. 3812) ; Arzel (Alphonse) (p. 3820).

AGRICULTEURS (jeunes) : Cresson (Édith) (p. 3787, 3788, 3789, 3790) ; Chamant (Jean) (p. 3793) ; Sordel (Michel) (p. 3796) ; Tardy (Fernand) (p. 3803) ; Luart (Roland du) (p. 3807) ; Minetti (Louis) (p. 3810) ; Vidal (Marcel) (p. 3811) ; Mossion (Jacques) (p. 3813, 3814) ; Andigné (Hubert de) (p. 3816) ; Merli (Pierre) (p. 3818) ; Arzel (Alphonse) (p. 3819) ; Malassagne (Paul) (p. 3821) ; Authié (Germain) (p. 3822, 3823) ; Rigou (Michel) (p. 3823) ; Souvet (Louis) (p. 3825) ; Courteau (Louis) (p. 3830) ; Rabineau (André) (p. 3830) ; Zwickert (Charles) (p. 3831) ; Poirier (Raymond) (p. 3831) ; Cellard (André) (p. 3833).

AGRICULTURE : Cresson (Édith) (p. 3787, 3788, 3789, 3790, 3791, 3792, 3833, 3834, 3835, 3836, 3837) ; Chamant (Jean) (p. 3792, 3793, 3794) ; Gœtschy (Henri) (p. 3794, 3795) ; Sordel (Michel) (p. 3795, 3796, 3797, 3798) ; Roujon (Jules) (p. 3798, 3799) ; Jeambrun (Pierre) (p. 3799) ; Tinant (René) (p. 3800, 3801, 3802) ; Tardy (Fernand) (p. 3802, 3803) ; Lechenault (France) (p. 3803, 3804) ; Herment (Henri) (p. 3804, 3805) ; Ménard (Jacques) (p. 3805, 3806) ; Luart (Roland du) (p. 3806, 3807, 3808, 3809) ; Minetti (Louis) (p. 3809, 3810) ; Schumann (Maurice) (p. 3810, 3811) ; Vidal (Marcel) (p. 3811, 3812) ; Lenglet (Charles-Edmond) (p. 3812, 3813) ; Mossion (Jacques) (p. 3813, 3814) ; La Forest (Louis de) (p. 3814, 3815) ; Jargot (Paul) (p. 3815, 3816) ; Andigné (Hubert d') (p. 3816, 3817) ; Roujas (Gérard) (p. 3817, 3818) ; Merli (Pierre) (p. 3818, 3819) ; Arzel (Alphonse) (p. 3819, 3820) ; Bourgoing (Philippe de) (p. 3820, 3821) ; Éberhard (Jacques) (p. 3821) ; Malassagne (Paul) (p. 3821, 3822) ; Authié (Germain) (p. 3822, 3823) ; Rigou (Michel) (p. 3823) ; Daunay (Marcel) (p. 3824, 3825) ; Souvet (Louis) (p. 3825, 3826) ; Barroux (André) (p. 3826) ; Le Cozeannet (Yves) (p. 3826, 3827) ; Poncelet (Christian) (p. 3827, 3828) ; Janetti (Maurice) (p. 3828, 3829) ; Virapoullé (Louis) (p. 3829) ; Courteau (Roland) (p. 3829, 3830) ; Rabineau (André) (p. 3830, 3831) ; Zwickert (Charles) (p. 3831) ; Jager (René) (p. 3831) ; Poirier (Raymond) (p. 3831, 3832) ; Cellard (André) (p. 3832, 3833) ; Dagonia (Georges) (p. 3835).

AGRICULTURE MÉDITERRANÉENNE : Cresson (Édith) (p. 3797) ; Courteau (Roland) (p. 3829).

AIDE AUX TROUPEAUX ALLAITANTS : Chamant (Jean) (p. 3793) ; Malassagne (Paul) (p. 3822) ; Authié (Germain) (p. 3822).

AMÉNAGEMENT RURAL : Roujon (Jules) (p. 3798, 3799) ; Lenglet (Charles-Edmond) (p. 3812) ; Andigné (Hubert d') (p. 3817) ; Arzel (Alphonse) (p. 3820) ; Malassagne (Paul) (p. 3822) ; Souvet (Louis) (p. 3825) ; Le Cozannet (Yves) (p. 3827) ; Janetti (Maurice) (p. 3829) ; Cellard (André) (p. 3833).

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE : Roujon (Jules) (p. 3798).

APPELLATIONS D'ORIGINE : Zwickert (Charles) (p. 3831).

ASSAINISSEMENT : Vidal (Marcel) (p. 3811) ; Lenglet (Charles-Edmond) (p. 3812) ; Arzel (Alphonse) (p. 3820) ; Cellard (André) (p. 3832).

ASSOCIATION DE COORDINATION TECHNIQUE AGRICOLE (ACTA) : Cresson (Édith) (p. 3789).

BAUX RURAUX : Cresson (Édith) (p. 3790).

BETTERAVES : Herment (Rémi) (p. 3804).

BOIS (industrie du) : Cresson (Édith) (p. 3788, 3837) ; Jeambrun (Pierre) (p. 3799) ; Herment (Rémi) (p. 3805).

BOURSES : Tinant (René) (p. 3801) ; Herment (Rémi) (p. 3804) ; La Forest (Louis de) (p. 3814) ; Rigou (Michel) (p. 3823) ; Daunay (Marcel) (p. 3824).

BUDGET ANNEXE DES PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES (BAPSA) : Tardy (Fernand) (p. 3803) ; Herment (Rémi) (p. 3805) ; Luart (Roland du) (p. 3806) ; Mossion (Jacques) (p. 3813).

CADASTRE : Lenglet (Charles-Edmond) (p. 3813).

CALAMITÉS AGRICOLES : Sordel (Michel) (p. 3796).

CANNE A SUCRE : Gœtschy (Henri) (p. 3794) ; Dagonia (Georges) (p. 3835).

CARBURANT (détaxation) : Poncelet (Christian) (p. 3828) ; Zwickert (Charles) (p. 3831).

CENTRE FRANÇAIS DU COMMERCE EXTÉRIEUR (CFCE) : Jeambrun (Pierre) (p. 3799).

CENTRE NATIONAL DU MACHINISME AGRICOLE DU GÉNIE RURAL ET DES EAUX ET FORÊTS (CEMAGREF) : Cresson (Édith) (p. 3789).

CÉRÉALES : Lechenault (France) (p. 3804) ; Minetti (Louis) (p. 3809) ; Schumann (Maurice) (p. 3811) ; Andigné (Hubert d') (p. 3816) ; Bourgoing (Philippe de) (p. 3820) ; Poirier (Raymond) (p. 3832).

CHÔMAGE : Courteau (Henri) (p. 3829).

COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE (CEE) : Cresson (Édith) (p. 3787, 3791, 3792, 3833) ; Sordel (Michel) (p. 3797) ; Jeambrun (Pierre) (p. 3799) ; Herment (Rémi) (p. 3805) ; Luart (Roland du) (p. 3807, 3808) ; Schumann (Maurice) (p. 3811) ; Mossion (Jacques) (p. 3813) ; Jargot (Paul) (p. 3816) ; Andigné (Hubert d') (p. 3816) ; Merli (Pierre) (p. 3818) ; Arzel (Alphonse) (p. 3819) ; Éberhard (Jacques) (p. 3821) ; Daunay (Marcel) (p. 3824) ; Janetti (Maurice) (p. 3828) ; Courteau (Louis) (p. 3830).

COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE (CEE) (élargissement de la) : Cresson (Édith) (p. 3791) ; Sordel (Michel) (p. 3795) ; Minetti (Louis) (p. 3810) ; Janetti (Maurice) (p. 3828).

COMPTABILITÉ : Merli (Pierre) (p. 3818).

CONCURRENCE INTERNATIONALE : Gœtschy (Henri) (p. 3795) ; Jargot (Paul) (p. 3815) ; Courteau (Louis) (p. 3830).

CONSERVES : Gœtschy (Henri) (p. 3795) ; Jeambrun (Pierre) (p. 3799) ; Cresson (Édith) (p. 3836).

COOPÉRATIVES : Cresson (Édith) (p. 3791).

CRÉDIT AGRICOLE : Cresson (Édith) (p. 3789) ; Lenglet (Charles-Edmond) (p. 3813) ; Mossion (Jacques) (p. 3814) ; Le Cozannet (Yves) (p. 3827) ; Virapoullé (Louis) (p. 3829) ; Poirier (Raymond) (p. 3831) ; Cellard (André) (p. 3833).

CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL : Vidal (Marcel) (p. 3811).

DÉCENTRALISATION : Roujon (Jules) (p. 3798) ; Vidal (Marcel) (p. 3812) ; Cellard (André) (p. 3832).

DÉPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER (DOM-TOM) : Cresson (Édith) (p. 3790, 3835) ; Virapoullé (Louis) (p. 3829).

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE (EDF) : Ménard (Jacques) (p. 3805).

ÉLECTRIFICATION RURALE : Cresson (Édith) (p. 3788) ; Roujon (Jules) (p. 3798) ; Ménard (Jacques) (p. 3806) ; Vidal (Marcel) (p. 3811) ; Lenglet (Charles-Edmond) (p. 3812, 3813) ; La Forest (Louis de) (p. 3815) ; Barroux (André) (p. 3826) ; Cellard (André) (p. 3832).

ÉLEVAGE : Chamant (Jean) (p. 3793) ; Lechenault (France) (p. 3804) ; Herment (Rémi) (p. 3805) ; Luart (Roland du) (p. 3809) ; Minetti (Louis) (p. 3809) ; Schumann (Maurice) (p. 3811) ; Lenglet (Charles-Edmond) (p. 3812) ; Roujas (Gérard) (p. 3817) ; Merli (Pierre) (p. 3818) ; Bourgoing (Philippe de) (p. 3820) ; Éberhard (Jacques) (p. 3821) ; Malassagne (Paul) (p. 3822) ; Authié (Germain) (p. 3822) ; Rabineau (André) (p. 3830) ; Jager (René) (p. 3831) ; Cresson (Édith) (p. 3834).

ÉLEVAGE (bâtiments d') : Andigné (Hubert d') (p. 3817) ; Poncelet (Christian) (p. 3828).

EMPLOI : Cresson (Édith) (p. 3788).

EMPLOIS (création d') : Cresson (Édith) (p. 3789) ; Sordel (Michel) (p. 3796) ; Tardy (Fernand) (p. 3803) ; Arzel (Alphonse) (p. 3819) ; Rigou (Michel) (p. 3823).

ENGRAIS : Luart (Roland du) (p. 3809) ; Lenglet (Charles-Edmond) (p. 3812) ; Bourgoing (Philippe de) (p. 3820) ; Éberhard (Jacques) (p. 3821) ; Cresson (Édith) (p. 3837).

ENSEIGNEMENT AGRICOLE : Cresson (Édith) (p. 3789, 3837) ; Chamant (Jean) (p. 3793) ; Tinant (René) (p. 3800, 3801, 3802) ; Tardy (Fernand) (p. 3803) ; Herment (Rémi) (p. 3804) ; Luart (Roland du) (p. 3807, 3808) ; Mossion (Jacques) (p. 3813) ; La Forest (Louis de) (p. 3814, 3815) ; Andigné (Hubert d') (p. 3817) ; Arzel (Alphonse) (p. 3819) ; Bourgoing (Philippe de) (p. 3821) ; Malassagne (Paul) (p. 3822) ; Rigou (Michel) (p. 3823) ; Daunay (Marcel) (p. 3824) ; Souvet (Louis) (p. 3825) ; Le Cozannet (Yves) (p. 3827) ; Poncelet (Christian) (p. 3828) ; Rabineau (André) (p. 3831) ; Zwickert (Charles) (p. 3831) ; Poirier (Raymond) (p. 3832).

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR : Cresson (Édith) (p. 3789) ; Tinant (René) (p. 3802).

ÉQUIPEMENT : Cresson (Édith) (p. 3787) ; Le Cozannet (Yves) (p. 3827).

ÉQUIPEMENTS RURAUX : Lenglet (Charles-Edmond) (p. 3813).

EXODE RURAL : Cresson (Édith) (p. 3788) ; Luart (Roland du) (p. 3809) ; Courteau (Roland) (p. 3829) ; Jager (René) (p. 3831).

EXPLOITANTS AGRICOLES : Tardy (Fernand) (p. 3802) ; Mossion (Jacques) (p. 3813) ; Andigné (Hubert de) (p. 3817) ; Éberhard (Jacques) (p. 3821) ; Cresson (Édith) (p. 3839).

EXPLOITANTS AGRICOLES (conjoints) : Luart (Roland du) (p. 3809) ; Souvet (Louis) (p. 3825).

EXPORTATIONS : Cresson (Édith) (p. 3791, 3792, 3835, 3836) ; Jeambrun (Pierre) (p. 3799) ; Daunay (Marcel) (p. 3824) ; Souvet (Louis) (p. 3825).

FERMAGE : Cellard (André) (p. 3833).

FISCALITÉ AGRICOLE : Cresson (Édith) (p. 3836).

FONDS D'AMORTISSEMENT DES CHARGES D'ÉLECTRIFICATION (FACE) : Cresson (Édith) (p. 3788) ; Ménard (Jacques) (p. 3805) ; Lenglet (Charles-Edmond) (p. 3812) ; La Forest (Louis de) (p. 3815) ; Arzel (Alphonse) (p. 3820) ; Malassagne (Paul) (p. 3822) ; Barroux (André) (p. 3826) ; Cellard (André) (p. 3832).

FONDS DE PROMOTION DES PRODUITS AGRICOLES ET ALIMENTAIRES : Jeambrun (Pierre) (p. 3799).

FONDS D'INTERVENTION ET DE RÉGULARISATION DU MARCHÉ DU SUCRE : Goetschy (Henri) (p. 3794).

FONDS D'INTERVENTION STRATÉGIQUE : Cresson (Édith) (p. 3835).

FONDS D'ORIENTATION ET DE RÉGULARISATION DES MARCHÉS AGRICOLES (FORMA) : Chamant (Jean) (p. 3793).

FONDS EUROPÉEN D'ORIENTATION ET DE GARANTIE AGRICOLE (FEOGA) : Cresson (Édith) (p. 3790).

FONDS INTERMINISTÉRIEL DE DÉVELOPPEMENT ET D'AMÉNAGEMENT RURAL (FIDAR) : Sordel (Michel) (p. 3796) ; Roujon (Jules) (p. 3798) ; Andigné (Hubert d') : (p. 3817).

FONDS NATIONAL POUR LE DÉVELOPPEMENT DES ADDUCTIONS D'EAU (FNDAE) : Cellard (André) (p. 3832).

FORÊTS : Cresson (Édith) (p. 3788, 3836) ; Chamant (Jean) (p. 3793) ; Jeambrun (Pierre) (p. 3799) ; Luard (Roland du) (p. 3808) ; Souvet (Louis) (p. 3825).

FORMATION PROFESSIONNELLE : Tinant (René) (p. 3800, 3802, 3803) ; Rabineau (André) (p. 3830).

FRUITS ET LÉGUMES : Minetti (Louis) (p. 3809, 3810) ; Cresson (Édith) (p. 3836).

GRANDE-BRETAGNE : Cresson (Édith) (p. 3791).

GROUPEMENTS FONCIERS AGRICOLES (GFA) : Sordel (Michel) (p. 3797) ; Luart (Roland du) (p. 3808) ; Merli (Pierre) (p. 3818) ; Arzel (Alphonse) (p. 3820) ; Cellard (André) (p. 3833).

GUADELOUPE : Dagonia (Georges) (p. 3855) ; Cresson (Édith) (p. 3835).

HABITAT (amélioration de l') : La Forest (Louis de) (p. 3815).

HORTICULTURE : Merli (Pierre) (p. 3818) ; Cresson (Édith) (p. 3836).

HYDRAULIQUE AGRICOLE : Cresson (Édith) (p. 3788) ; Sordel (Michel) (p. 3797) ; Tardy (Fernand) (p. 3803) ; Herment (Rémi) (p. 3804) ; Vidal (Marcel) (p. 3811) ; Lenglet (Charles-Edmond) (p. 3812) ; Mossion (Jacques) (p. 3813) ; Andigné (Hubert d') (p. 3817) ; Arzel (Alphonse) (p. 3820) ; Rigou (Michel) (p. 3823) ; Daunay (Marcel) (p. 3824) ; Le Cozannet (Yves) (p. 3827) ; Zwickert (Charles) (p. 3831) ; Cellard (André) (p. 3823).

IMPÔTS SUR LA FORTUNE : Lechenault (France) (p. 3804) ; Luart (Roland du) (p. 3807, 3808) ; Andigné (Hubert d') (p. 3817) ; Merli (Pierre) (p. 3818).

IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES AGRICOLES : Cresson (Édith) (p. 3836).

IMPÔT SUR LE REVENU : Schumann (Maurice) (p. 3811) ; Andigné (Hubert d') (p. 3816) ; Zwickert (Charles) (p. 3831) ; Jager (René) (p. 3831).

INDEMNITÉ SPÉCIALE DE MONTAGNE (ISM) : Poncelet (Christian) (p. 3828) ; Cellard (André) (p. 3832).

INDEMNITÉ VIAGÈRE DE DÉPART (IVD) : Chamant (Jean) (p. 3793) ; La Forest (Louis de) (p. 3815) ; Malassagne (Paul) (p. 3821) ; Rigou (Michel) (p. 3823) ; Souvet (Louis) (p. 3825) ; Cellard (André) (p. 3833).

INDUSTRIE AGRO-ALIMENTAIRE : Cresson (Édith) (p. 3787, 3791, 3835) ; Chamant (Jean) (p. 3794, 3795) ; Jeambrun (Pierre) (p. 3798) ; Andigné (Hubert d') (p. 3816) ; Daunay (Marcel) (p. 3824) ; Janetti (Maurice) (p. 3828, 3829).

INNOVATION : Jeambrun (Pierre) (p. 3799).

INSTITUT AUGUSTE COMTE : Cresson (Édith) (p. 3834).

INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE AGRONOMIQUE (INRA) : Cresson (Édith) (p. 3789, 3836) ; Sordel (Michel) (p. 3796) ; Tardy (Fernand) (p. 3803) ; Luart (Roland du) (p. 3808) ; Lenglet (Charles-Edmond) (p. 3812) ; Mossion (Jacques) (p. 3814) ; Rigou (Michel) (p. 3823).

INTÉRÊT (taux de l') : Mossion (Jacques) (p. 3813) ; Arzel (Alphonse) (p. 3819) ; Malassagne (Paul) (p. 3821) ; Souvet (Louis) (p. 3825).

INVESTISSEMENTS : Herment (Rémi) (p. 3804) ; Merli (Pierre) (p. 3818).

LAIT ET PRODUITS LAITIERS : Herment (Rémi) (p. 3805) ; Schumann (Maurice) (p. 3811) ; Bourgoing (Philippe de) (p. 3820) ; Éberhard (Jacques) (p. 3821) ; Authié (Germain) (p. 3822) ; Jager (René) (p. 3831) ; Cresson (Édith) (p. 3834).

LIN : Éberhard (Jacques) (p. 3821) ; Cresson (Édith) (p. 3836).

MAISONS FAMILIALES RURALES D'ÉDUCATION ET D'ORIENTATION : Cresson (Édith) (p. 3789) ; Malassagne (Paul) (p. 3822).

MONTAGNE : Cresson (Édith) (p. 3789) ; Sordel (Michel) (p. 3796) ; Andigné (Hubert d') (p. 3817) ; Malassagne (Paul) (p. 3822) ; Poncelet (Christian) (p. 3827, 3828) ; Janetti (Maurice) (p. 3828) ; Zwickert (Charles) (p. 3831) ; Cellard (André) (p. 3832, 3833).

MONTANTS COMPENSATOIRES MONÉTAIRES : Cresson (Édith) (p. 3787, 3791) ; Sordel (Michel) (p. 3795) ; Jeambrun (Pierre) (p. 3799) ; Herment (Rémi) (p. 3805) ; Luard (Roland du) (p. 3807, 3808) ; Éberhard (Jacques) (p. 3821) ; Cresson (Édith) (p. 3834).

MUTUALITÉ SOCIALE AGRICOLE : Luart (Roland du) (p. 3808) ; La Forest (Louis de) (p. 3815) ; Andigné (Hubert d') (p. 3817).

OFFICE DES VINS : Chamant (Jean) (p. 3793) ; Luart (Roland du) (p. 3807) ; Vidal (Marcel) (p. 3811) ; Courteau (Louis) (p. 3830) ; Zwickert (Charles) (p. 3831) ; Cellard (André) (p. 3831).

OFFICE NATIONAL INTERPROFESSIONNEL DES CÉRÉALES (ONIC) : Chamant (Jean) (p. 3793).

OFFICE NATIONAL INTERPROFESSIONNEL DES VINS DE TABLE (ONIVIT) : Chamant (Jean) (p. 3793).

OFFICES : Tardy (Fernand) (p. 3803) ; Luard (Roland du) (p. 3807) ; Minetti (Louis) (p. 3810) ; Schumann (Maurice) (p. 3810) ; Vidal (Marcel) (p. 3811) ; Arzel (Alphonse) (p. 3819) ; Bourgoing (Philippe de) (p. 3820) ; Malassagne (Paul) (p. 3822) ; Authié (Germain) (p. 3822, 3823) ; Souvet (Louis) (p. 3825) ; Janetti (Maurice) (p. 3828, 3829) ; Courteau (Louis) (p. 3830) ; Rabineau (André) (p. 3830) ; Cellard (André) (p. 3832, 3833) ; Cresson (Édith) (p. 3835, 3836, 3837) ; Gœtschy (Henri) (p. 3794) ; Roujas (Gérard) (p. 3817, 3818).

PARLEMENT (information du) : Gœtschy (Henri) (p. 3794).

PÊCHE MARITIME : Gœtschy (Henri) (p. 3795) ; Cresson (Édith) (p. 3835).

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (PME) : Cresson (Édith) (p. 3791).

PLAN GRAND SUD-OUEST : Tardy (Fernand) (p. 3803) ; Rigou (Michel) (p. 3823) ; Zwickert (Charles) (p. 3831) ; Cellard (André) (p. 3833).

PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES : Sordel (Michel) (p. 3796).

PRIME D'ORIENTATION AGRICOLE (POA) : Gœtschy (Henri) (p. 3795) ; Jeambrun (Pierre) (p. 3799).

PRIX : Chamant (Jean) (p. 3794).

PROPRIÉTÉ (droit de) : Souvet (Louis) (p. 3825) ; Cellard (André) (p. 3833).

RECHERCHE : Jeambrun (Pierre) (p. 3799) ; Tardy (Fernand) (p. 3803) ; Vidal (Marcel) (p. 3811) ; Rigou (Michel) (p. 3823) ; Le Cozannet (Yves) (p. 3826) ; Cresson (Édith) (p. 3835).

RÉGIONS : Lenglet (Charles-Edmond) (p. 3813).

REMEMBREMENT : Sordel (Michel) (p. 3794) ; Herment (Rémi) (p. 3804) ; Lenglet (Charles-Edmond) (p. 3813) ; Mossion (Jacques) (p. 3813) ; Andigné (Hubert d') (p. 3817) ; Arzel (Alphonse) (p. 3820) ; Rigou (Michel) (p. 3824) ; Daunay (Marcel) (p. 3824) ; Le Cozannet (Yves) (p. 3827) ; Zwickert (Charles) (p. 3831) ; Jager (René) (p. 3831) ; Cellard (André) (p. 3833).

RÉUNION (La) : Virapoullé (Louis) (p. 3829) ; Cresson (Édith) (p. 3835, 3836).

REVENU AGRICOLE : Cresson (Édith) (p. 3787, 3790, 3836) ; Chamant (Jean) (p. 3793) ; Sordel (Michel) (p. 3798) ; Lechenault (France) (p. 3803) ; Herment (Rémi) (p. 3804) ; Luart (Roland du) (p. 3806, 3807, 3809) ; Minetti (Louis) (p. 3809) ; Schumann (Maurice) (p. 3811) ; Lenglet (Charles-Edmond) (p. 3812) ; Andigné (Hubert d') (p. 3816, 3817) ; Merli (Pierre) (p. 3818) ; Arzel (Alphonse) (p. 3819) ; Bourgoing (Philippe de) (p. 3820) ; Authié (Germain) (p. 3822, 3823) ; Daunay (Marcel) (p. 3824) ; Le Cozannet (Yves) (p. 3827) ; Rabineau (André) (p. 3830).

SÉCURITÉ SOCIALE : Luart (Roland du) (p. 3808).

SOCIÉTÉ D'EXPLOITATION INDUSTRIELLE DES TABACS ET DES ALLUMETTES (SEITA) : Jargot (Paul) (p. 3815, 3816) ; Cresson (Édith) (p. 3836).

SOCIÉTÉ POUR L'EXPANSION DES VENTES DE PRODUITS AGRICOLES ET ALIMENTAIRES (SOPEXA) : Jeambrun (Pierre) (p. 3799) ; Cresson (Édith) (p. 3835).

SOCIÉTÉS CIVILES DE PLACEMENT IMMOBILIER (SCPI) : Sordel (Michel) (p. 3797) ; Cellard (André) (p. 3833).

SOCIÉTÉS D'AMÉNAGEMENT FONCIER ET D'ÉTABLISSEMENT RURAL (SAFER) : Cresson (Édith) (p. 3790) ; Chamant (Jean) (p. 3793) ; Sordel (Michel) (p. 3793) ; Tardy (Fernand) (p. 3803) ; Luart (Roland du) (p. 3807) ; Minetti (Louis) (p. 3810) ; Vidal (Marcel) (p. 3811) ; Mossion (Jacques) (p. 3813) ; Andigné (Hubert d') (p. 3817) ; Merli (Pierre) (p. 3818) ; Arzel (Alphonse) (p. 3820) ; Malassagne (Paul) (p. 3821) ; Souvet (Louis) (p. 3825) ; Virapoullé (Louis) (p. 3829) ; Courteau (Louis) (p. 3830) ; Poirier (Raymond) (3832) ; Cellard (André) (p. 3833).

SOCIÉTÉS D'INTÉRÊT COLLECTIF AGRICOLE POUR L'ÉLECTRIFICATION (SICAE) : Lenglet (Charles-Edmond) (p. 3812).

SPÉCULATION FONCIÈRE : Minetti (Louis) (p. 3810) ; Arzel (Alphonse) (p. 3820).

TABAC : Jargot (Paul) (p. 3815) ; Cresson (Édith) (p. 3836).

TABAGISME (lutte contre le) : Jargot (Paul) (p. 3815).

TAXE DE CORESPONSABILITÉ SUR LE LAIT : Malassagne (Paul) (p. 3822) ; Cresson (Édith) (p. 3834).

TAXES FONCIÈRES SUR LES PROPRIÉTÉS BÂTIES ET NON BÂTIES : Andigné (Hubert d') (p. 3817) ; Cresson (Édith) (p. 3834).

TERRES AGRICOLES : Cresson (Édith) (p. 3789) ; Chamant (Jean) (p. 3793) ; Sordel (Michel) (p. 3797) ; Luart (Roland du) (p. 3807) ; Minetti (Louis) (p. 3810) ; Merli (Pierre) (p. 3818) ; Souvet (Louis) (p. 3825).

TRANSPORTS SCOLAIRES : Tinant (René) (p. 3801) ; Herment (Rémi) (p. 3804) ; La Forest (Louis de) (p. 3814) ; Rigou (Michel) (p. 3823).

VINS : Minetti (Louis) (p. 3809, 3810) ; Courteau (Louis) (p. 3830) ; Cresson (Édith) (p. 3834, 3836).

VITICULTEURS : Lechenault (France) (p. 3804) ; Courteau (Louis) (p. 3829).

Examen des crédits [7 décembre 1981] (p. 3837, 3839) : *MM. Georges Dagonia, Rémi Herment, Christian Poncelet, Jean Chamant, rapporteur spécial ; Mme Édith Cresson, ministre ; MM. Roland Courteau, Bernard Lemarié, Charles Zwickert.*

État B. – TITRE III : rejet (scrutin public p. 3838, n° 34 ; liste des votants p. 3842).

TITRE IV (p. 3838).

Adopté : amendement n° 512 de M. Christian Poncelet : réduction des crédits du titre IV : suppression des crédits afférents à la mise en place de l'office des vins ; rétablissement à due concurrence de crédits pour l'enseignement agricole privé (p. 3838 ; scrutin public n° 35 ; liste des votants p. 3843).

– Les crédits du titre IV, ainsi modifiés, sont adoptés (p. 3839).

État C. – TITRE V : rejet (p. 3839 ; scrutin public n° 36 ; liste des votants p. 3843, 3844).

TITRE VI : rejet (p. 3839 ; scrutin public n° 37 ; liste des votants p. 3844, 3845).

Après l'article 86 (p. 3839).

Retiré : amendement n° 483 (art. additionnel) de MM. Daniel Hoeffel et Charles Zwickert, soutenu par M. Charles Zwickert : abrogation d'un article du code forestier, rôle de l'Office national des forêts (p. 3839).

ANCIENS COMBATTANTS

Discussion [30 novembre 1981] (p. 3344, 3362) : *MM. Jean Laurain, ministre des anciens combattants ; René Tomasini, rapporteur spécial de la Commission des finances ; André Méric, rapporteur pour avis de la Commission des affaires sociales ; Philippe de Bourgoing, Fernand Lefort, Edmond Valcin, René Touzet, Charles Ferrant.*

AIDE-MÉNAGÈRE : Laurain (Jean) (p. 3345).

ALSACE-LORRAINE (« Malgré-nous ») : Laurain (Jean) (p. 3345, 3359) ; Tomasini (René) (p. 3348).

ANCIENS COMBATTANTS : Laurain (Jean) (p. 3344, 3345, 3346, 3358, 3359, 3360) ; Tomasini (René) (p. 3346, 3347, 3348) ; Méric (André) (p. 3348, 3349, 3350, 3354, 3355) ; Bourgoing (Philippe de) (p. 3350, 3351) ; Lefort (Fernand) (p. 3351, 3352, 3360) ; Valcin (Edmond) (p. 3352, 3353, 3354) ; Touzet (René) (p. 3355, 3356, 3357) ; Ferrant (Charles) (p. 3357, 3358).

ANCIENS COMBATTANTS (ministère des) : Laurain (Jean) (p. 3344).

ANCIENS COMBATTANTS D'AFRIQUE DU NORD : Laurain (Jean) (p. 3346, 3358) ; Méric (André) (p. 3349) ; Bourgoing (Philippe de) (p. 3350) ; Lefort (Fernand) (p. 3353) ; Valcin (Edmond) (p. 3353) ; Méric (André) (p. 3354) ; Touzet (René) (p. 3356) ; Ferrant (Charles) (p. 3357).

APPAREILLAGE : Laurain (Jean) (p. 3344, 3360) ; Tomasini (René) (p. 3346, 3347) ; Bourgoing (Philippe de) (p. 3351) ; Touzet (René) (p. 3356) ; Lefort (Fernand) (p. 3351).

ARCHIVES (d'Algérie) : Bourgoing (Philippe de) (p. 3350) ; Valcin (Edmond) (p. 3353) ; Laurain (Jean) (p. 3358).

ARTISANS : Ferrant (Charles) (p. 3357).

CONFÉRENCE D'HELSINKI : Lefort (Fernand) (p. 3351).

CUMULS : Ferrant (Charles) (p. 3357).

DÉCENTRALISATION : Tomasini (René) (p. 3348).

DÉCORATIONS (Mérite combattant) : Bourgoing (Philippe de) (p. 3350) ; Ferrant (Charles) (p. 3357) ; Laurain (Jean) (p. 3360).

DÉPORTÉS ET INTERNÉS : Laurain (Jean) (p. 3346, 3359) ; Méric (André) (p. 3355) ; Ferrant (Charles) (p. 3358).

DÉPORTÉS DU TRAVAIL : Lefort (Fernand) (p. 3352) ; Laurain (Jean) (p. 3360).

DÉTENUS DU VIET MINH : Ferrant (Charles) (p. 3358).

EMPLOIS (création d') : Laurain (Jean) (p. 3345) ; Tomasini (René) (p. 3347) ; Méric (Jean) (p. 3349) ; Lefort (Fernand) (p. 3352).

EMPLOIS RÉSERVÉS : Tomasini (René) (p. 3347) ; Berrier (Noël) (p. 3354) ; Laurain (Jean) (p. 3360).

ENTENTE FRANCO-ALLEMANDE (Fondation) : Laurain (Jean) (p. 3345) ; Tomasini (René) (p. 3348).

FÊTES LÉGALES (commémoration du 8 mai 1945) : Laurain (Jean) (p. 3344, 3360) ; Tomasini (René) (p. 3347) ; Méric (André) (p. 3349) ; Bourgoing (Philippe de) (p. 3350) ; Lefort (Fernand) (p. 3351) ; Valcin (Edmond) (p. 3352) ; Méric (Jean) (p. 3354) ; Touzet (René) (p. 3356) ; Ferrant (Charles) (p. 3357) ; Chauvin (Adolphe) (p. 3361).

FÊTES LÉGALES (commémoration du 19 mars 1962 Algérie) : Tomasini (René) (p. 3346) ; Lefort (Fernand) (p. 3352) ; Valcin (Edmond) (p. 3353) ; Touzet (René) (p. 3356) ; Ferrant (Charles) (p. 3357) ; Chauvin (Adolphe) (p. 3361).

HISTOIRE : Laurain (Jean) (p. 3344, 3358) ; Tomasini (René) (p. 3347) ; Valcin (Edmond) (p. 3353) ; Touzet (René) (p. 3356).

INFORMATIQUE : Laurain (Jean) (p. 3346) ; Tomasini (René) (p. 3347) ; Méric (André) (p. 3349).

INSTITUT NATIONAL DES INVALIDES : Laurain (Jean) (p. 3345) ; Tomasini (René) (p. 3347) ; Méric (André) (p. 3349) ; Ferrant (Charles) (p. 3357).

LÉGION D'HONNEUR (contingents) : Tomasini (René) (p. 3348) ; Touzet (René) (p. 3356) ; Laurain (Jean) (p. 3360).

MAISON DES ANCIENS COMBATTANTS (Martinique) : Valcin (Edmond) (p. 3353) ; Laurain (Jean) (p. 3360).

OFFICE NATIONAL DES ANCIENS COMBATTANTS : Méric (André) (p. 3349).

OFFICES DÉPARTEMENTAUX DES ANCIENS COMBATTANTS : Laurain (Jean) (p. 3346).

ORPHELINS : Laurain (Jean) (p. 3346) ; Tomasini (René) (p. 3348) ; Méric (André) (p. 3349) ; Bourgoing (Philippe de) (p. 3350) ; Lefort (Fernand) (p. 3351).

PENSIONS DE RETRAITE DES ANCIENS COMBATTANTS : Laurain (Jean) (p. 3344) ; Tomasini (René) (p. 3346) ; Méric (André) (p. 3350) ; Bourgoing (Philippe de) (p. 3350) ; Valcin (Edmond) (p. 3352) ; Ferrant (Charles) (p. 3358).

PENSIONS DE RETRAITE MUTUALISTE : Bourgoing (Philippe de) (p. 3350) ; Lefort (Fernand) (p. 3351) ; Ferrant (Charles) (p. 3357) ; Laurain (Jean) (p. 3359).

PERSONNES ÂGÉES : Laurain (Jean) (p. 3344).

RAPPORT CONSTANT : Laurain (Jean) (p. 3344, 3358) ; Lefort (Fernand) (p. 3351) ; Valcin (Edmond) (p. 3352) ; Méric (André) (p. 3354) ; Touzet (René) (p. 3355) ; Ferrant (Charles) (p. 3357) ; Chauvin (Adolphe) (p. 3361).

RÉSISTANTS : Méric (André) (p. 3355) ; Ferrant (Charles) (p. 3357).

VÉLIZY (expérience télématique) : Laurain (Jean) (p. 3345).

VEUVES : Laurain (Jean) (p. 3346, 3360) ; Tomasini (René) (p. 3348) ; Méric (André) (p. 3349) ; Bourgoing (Philippe de) (p. 3350) ; Lefort (Fernand) (p. 3351) ; Valcin (Edmond) (p. 3353) ; Berrier (Noël) (p. 3354) ; Touzet (René) (p. 3356) ; Chauvin (Adolphe) (p. 3361).

Examen des crédits [30 novembre 1981] (p. 3361, 3362) : *MM. Adolphe Chauvin, René Tomasini, rapporteur spécial ; André Méric.*

État B. — TITRE III : adopté (p. 3361).

TITRE IV (p. 3361). — (Scrutin public n° 29 ; liste des votants p. 3385). — Adopté.

COMMERCE ET ARTISANAT

Discussion [2 décembre 1981] (p. 3484, 3497) : *MM. André Delelis, ministre du commerce et de l'artisanat ; René Ballayer, rapporteur spécial de la Commission des finances ; Raymond Brun, rapporteur pour avis de la Commission des affaires économiques ; André Jouany, Édouard Le Jeune, Robert Schmitt, Jacques Éberhard, Jacques Braconnier, Robert Laucournet, Josefo Makapé Papilio, René Chazelle.*

AIDE SPÉCIALE COMPENSATRICE : Brun (Raymond) (p. 3486) ; Le Jeune (Édouard) (p. 3488) ; Schmitt (Robert) (p. 3489) ; Kauss (Paul) (p. 3490) ; Laucournet (Robert) (p. 3491) ; Chazelle (René) (p. 3492) ; Delelis (André) (p. 3492, 3494).

APPRENTISSAGE : Ehlers (Gérard) (p. 3489) ; Chazelle (René) (p. 3492) ; Delelis (André) (p. 3493).

ARTISANAT : Delelis (André) (p. 3484, 3492) ; Ballayer (René) (p. 3484, 3485) ; Jouany (André) (p. 3487) ; Le Jeune (Édouard) (p. 3488) ; Laucournet (Robert) (p. 3491) ; Papilio (Sosefo Makapé) (p. 3491) ; Chazelle (René) (p. 3492).

BÂTIMENT (artisans) : Ballayer (René) (p. 3486).

CENTRES DE FORMATION D'APPRENTIS : Delelis (André) (p. 3493).

CENTRES DE GESTION AGRÉÉS : Brun (Raymond) (p. 3486) ; Le Jeune (Édouard) (p. 3488) ; Chazelle (René) (p. 3492) ; Delelis (André) (p. 3493).

CHAMBRES DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE : Kauss (Paul) (p. 3490) ; Delelis (André) (p. 3492, 3493).

CHAMBRES DES MÉTIERS : Ballayer (René) (p. 3485) ; Le Jeune (Édouard) (p. 3488) ; Kauss (Paul) (p. 3490) ; Delelis (André) (p. 3493).

CHARTÉ DE L'ARTISANAT : Ballayer (René) (p. 3485).

CHÔMAGE : Schmitt (Robert) (p. 3489) ; Kauss (Paul) (p. 3490).

COLLÈGES D'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE : Delelis (André) (p. 3493).

COMMERÇANTS ET ARTISANS (conjoints) : Ballayer (René) (p. 3485, 3486) ; Brun (Raymond) (p. 3486) ; Ehlers (Gérard) (p. 3489) ; Laucournet (Robert) (p. 3491) ; Delelis (André) (p. 3493).

COMMERCE : Delelis (André) (p. 3484, 3492) ; Ballayer (René) (p. 3485) ; Brun (Raymond) (p. 3486) ; Jouany (André) (p. 3487) ; Le Jeune (Édouard) (p. 3488) ; Schmitt (Robert) (p. 3489) ; Ehlers (Gérard) (p. 3489) ; Kauss (Paul) (p. 3490) ; Laucournet (Robert) (p. 3491).

COMMERCE ET ARTISANAT : Delelis (André) (p. 3484, 3492, 3495) ; Ballayer (René) (p. 3485, 3486) ; Brun (Raymond) (p. 3486) ; Jouany (André) (p. 3487) ; Le Jeune (Édouard) (p. 3488) ; Schmitt (Robert) (p. 3488, 3489) ; Ehlers (Gérard) (p. 3489) ; Kauss (Paul) (p. 3490) ; Laucournet (Robert) (p. 3491) ; Papilio (Sosefo Makapé) (p. 3491) ; Chazelle (René) (p. 3492).

CONCURRENCE : Delelis (André) (p. 3484, 3494) ; Jouany (André) (p. 3487) ; Ehlers (Gérard) (p. 3489) ; Laucournet (Robert) (p. 3491).

CONSOMMATEURS (information et protection des) : Delelis (André) (p. 3484).

CONTRATS DE RÉGULATION : Delelis (André) (p. 3495).

DÉCENTRALISATION : Delelis (André) (p. 3484) ; Laucournet (Robert) (p. 3491).

DROITS DE MUTATION : Le Jeune (Édouard) (p. 3488).

EMPLOI : Delelis (André) (p. 3484) ; Jouany (André) (p. 3487) ; Le Jeune (Édouard) (p. 3488) ; Ehlers (Gérard) (p. 3489) ; Laucournet (Robert) (p. 3491).

ENTREPRISES (création d') : Laucournet (Robert) (p. 3491).

ENTREPRISES (fiscalité des) : Delelis (André) (p. 3484) ; Ehlers (Gérard) (p. 3489).

ENTREPRISES DE MAIN-D'ŒUVRE : Delelis (André) (p. 3494).

EXPERTS COMPTABLES : Delelis (André) (p. 3494).

FONDS DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL (FDES) : Delelis (André) (p. 3492).

FORMATION CONTINUE : Delelis (André) (p. 3484, 3493) ; Le Jeune (Édouard) (p. 3488).

FORMATION PROFESSIONNELLE : Brun (Raymond) (p. 3487) ; Jouany (André) (p. 3487) ; Le Jeune (Édouard) (p. 3488) ; Ehlers (Gérard) (p. 3489) ; Delelis (André) (p. 3493).

FRAIS GÉNÉRAUX : Delelis (André) (p. 3495).

GRANDES SURFACES DE VENTE (magasins) : Delelis (André) (p. 3484, 3494) ; Ballayer (René) (p. 3485) ; Brun (Raymond) (p. 3486) ; Jouany (André) (p. 3487) ; Ehlers (Gérard) (p. 3489) ; Kauss (Paul) (p. 3490) ; Laucournet (Robert) (p. 3491).

GROUPEMENT D'INTÉRÊT ÉCONOMIQUE (G.I.E.) : Papilio (Sosefo Makapé) (p. 3491).

HABITAT ANCIEN : Kauss (Paul) (p. 3490).

IMPÔT SUR LA FORTUNE : Le Jeune (Édouard) (p. 3488) ; Delelis (André) (p. 3494).

INTÉRÊT (taux d') : Ballayer (René) (p. 3485).

INVESTISSEMENTS : Brun (Raymond) (p. 3486).

LICENCIEMENTS : Ballayer (René) (p. 3486).

MONTAGNE : Delelis (André) (p. 3484).

PERSONNES ÂGÉES : Jouany (André) (p. 3487) ; Le Jeune (Édouard) (p. 3488).

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (PME) : Delelis (André) (p. 3484) ; Ehlers (Gérard) (p. 3489).

PRIME A L'EMBAUCHE : Ballayer (René) (p. 3485) ; Brun (Raymond) (p. 3487) ; Le Jeune (Édouard) (p. 3488) ; Schmitt (Robert) (p. 3489) ; Delelis (André) (p. 3492).

PRIX : Ballayer (René) (p. 3485) ; Brun (Raymond) (p. 3486) ; Delelis (André) (p. 3495).

RÉPARATIONS : Le Jeune (Édouard) (p. 3488).

RETRAITE (âge de la) : Delelis (André) (p. 3494, 3495).

SÉCURITÉ SOCIALE : Delelis (André) (p. 3484) ; Ballayer (René) (p. 3485) ; Jouany (André) (p. 3487) ; Le Jeune (Édouard) (p. 3488) ; Schmitt (Robert) (p. 3489) ; Ehlers (Gérard) (p. 3489) ; Laucournet (Robert) (p. 3491).

SOCIÉTÉS A RESPONSABILITÉ LIMITÉE DITES « FAMILIALES » : Brun (Raymond) (p. 3486) ; Le Jeune (Édouard) (p. 3488) ; Delelis (André) (p. 3494).

STATIONS SERVICE : Ehlers (Gérard) (p. 3489) ; Delelis (André) (p. 3494).

STATISTIQUES : Laucournet (Robert) (p. 3491) ; Chazelle (René) (p. 3492).

TAXE PROFESSIONNELLE : Delelis (André) (p. 3484, 3494) ; Jouany (André) (p. 3487) ; Chazelle (René) (p. 3492).

TRAVAIL CLANDESTIN : Le Jeune (Édouard) (p. 3488) ; Chazelle (René) (p. 3492) ; Delelis (André) (p. 3495).

TRAVAILLEURS NON SALARIÉS NON AGRICOLES : Ballayer (René) (p. 3485).

URBANISME COMMERCIAL : Schmitt (Robert) (p. 3489) ; Kauss (Paul) (p. 3490).

WALLIS ET FUTUNA : Papilio (Sosefo Makapé) (p. 3491) ; Delelis (André) (p. 3492).

ZONES RURALES : Delelis (André) (p. 3484) ; Ballayer (René) (p. 3486) ; Jouany (André) (p. 3487) ; Le Jeune (Édouard) (p. 3488) ; Ehlers (Gérard) (p. 3489) ; Kauss (Paul) (p. 3490) ; Chazelle (René) (p. 3492).

Examen des crédits et des articles 85 A, 85 et 85 *bis* [2 décembre 1981] (p. 3495, 3497) : *MM. Louis Virapoullé, Robert Schwint, René Ballayer, rapporteur spécial ; Jean Cluzel, André Delelis, ministre.*

État B. – TITRES III ET IV : rejetés (p. 3495).

État C. – TITRE VI : rejeté (p. 3496).

Article 85 A *(Taux de la taxe additionnelle à la taxe d'entraide assise sur la surface des locaux de vente destinés à la vente au détail de plus de 400 mètres carrés).* – Adopté (p. 3496).

Avant l'article 85 (p. 3496).

Retiré : amendement n° 482 (art. additionnel) de M. Jean Cluzel : implantation des grandes surfaces et renforcement du pouvoir des commissions départementales d'urbanisme commercial (p. 3497).

Article 85 *(Aide spéciale compensatrice).* – Adopté (p. 3497).

Article 85 *bis* *(Taxe pour frais de chambres des métiers).* – Adopté (p. 3497).

COMMERCE EXTÉRIEUR

Discussion [10 décembre 1981] (p. 3988, 3998) ; [11 décembre 1981] (p. 4089, 4090) : *MM. Michel Jobert, ministre du commerce extérieur ; Tony Larue, rapporteur spécial de la Commission des finances ; Maurice Prévoteau, rapporteur pour avis de la Commission des affaires économiques ; Philippe Machefer, Henri Le Breton, Frédéric Wirth.*

ACCORDS MULTIFIBRES : Jobert (Michel) (p. 3988) ; Prévoteau (Maurice) (p. 3991).

AFRIQUE DU SUD : Jung (Louis) (p. 3997) ; Jobert (Michel) (p. 3997).

AGENCE POUR LA COOPÉRATION TECHNIQUE, INDUSTRIELLE ET ÉCONOMIQUE (ACTIM) : Larue (Tony) (p. 3989) ; Le Breton (Henri) (p. 3992).

AIRBUS : Prévoteau (Maurice) (p. 3990).

AUTOMOBILE (industrie) : Larue (Tony) (p. 3990) ; Prévoteau (Maurice) (p. 3990).

BANQUES : Jobert (Michel) (p. 3996).

BIO-INDUSTRIE : Larue (Tony) (p. 3990).

BREVETS : Jobert (Michel) (p. 3996).

CENTRALES NUCLÉAIRES : Machefer (Philippe) (p. 3992) ; Jobert (Michel) (p. 3996).

CENTRE FRANÇAIS DU COMMERCE EXTÉRIEUR (CFCE) : Larue (Tony) (p. 3989) ; Le Breton (Henri) (p. 3992) ; Jobert (Michel) (p. 3994).

CHARBON : Jung (Louis) (p. 3997).

COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE (CEE) : Prévoteau (Maurice) (p. 3990).

COMMERCE EXTÉRIEUR : Jobert (Michel) (p. 3988, 3994, 3995, 3996, 3997) ; Larue (Tony) (p. 3989) ; Prévoteau (Maurice) (p. 3990) ; Machefert (Philippe) (p. 3991) ; Le Breton (Henri) (p. 3992) ; Wirth (Frédéric) (p. 3992, 3993) ; Jung (Louis) (p. 3997) ; Bidard (Danielle) (p. 3997) ; Virapoullé (Louis) (p. 3997).

COMPAGNIE FRANÇAISE D'ASSURANCE POUR LE COMMERCE EXTÉRIEUR (COFACE) : Machefer (Philippe) (p. 3991).

CONCURRENCE INTERNATIONALE : Prévoteau (Maurice) (p. 3991) ; Le Breton (Henri) (p. 3992).

CONSTRUCTION NAVALE : Jung (Louis) (p. 3997) ; Jobert (Michel) (p. 3998).

CONTRÔLE DES CHANGES : Prévoteau (Maurice) (p. 3991) ; Jobert (Michel) (p. 3995).

CRÉDIT : Wirth (Frédéric) (p. 3993) ; Jobert (Michel) (p. 3996).

DÉLÉGATION A L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET A L'ACTION RÉGIONALE (DATAR) : Le Breton (Henri) (p. 3992) ; Jobert (Michel) (p. 3994).

ÉLECTRONIQUE (industrie) : Larue (Tony) (p. 3990).

ENSEIGNEMENT : Jobert (Michel) (p. 3996).

ENTREPRISES : Wirth (Frédéric) (p. 3993) ; Jobert (Michel) (p. 3997) ; Virapoullé (Louis) (p. 3997).

EXPORTATION (aide à l') : Larue (Tony) (p. 3989) ; Jobert (Michel) (p. 3995).

EXPORTATIONS : Jobert (Michel) (p. 3988, 3995) ; Prévoteau (Maurice) (p. 3990) ; Machefer (Philippe) (p. 3991, 3992).

FORUM EUROPÉEN DE MANAGEMENT : Wirth (Frédéric) (p. 3993).

FRAIS GÉNÉRAUX : Wirth (Frédéric) (p. 3993).

GENERAL AGREEMENT ON TARIFFS AND TRADE (GATT) : Prévoteau (Maurice) (p. 3990) ; Jobert (Michel) (p. 3995).

IMPORTATIONS : Jobert (Michel) (p. 3989) ; Larue (Tony) (p. 3989) ; Le Breton (Henri) (p. 3992) ; Wirth (Frédéric) (p. 3992, 3993).

IMPÔT SUR LA FORTUNE : Wirth (Frédéric) (p. 3993).

INDUSTRIE AGRO-ALIMENTAIRE : Larue (Tony) (p. 3989) ; Prévoteau (Maurice) (p. 3990).

INFORMATION : Machefer (Philippe) (p. 3991).

INSTITUT DE COMMERCE INTERNATIONAL : Jobert (Michel) (p. 3996).

INVESTISSEMENTS : WIRTH (Frédéric) (p. 3993).

MACHINE-OUTIL (industrie de la) : Larue (Tony) (p. 3990).

MEUBLE (industrie du) : Larue (Tony) (p. 3990).

MONNAIE : Jobert (Michel) (p. 3989, 3997).

NATIONALISATION : Wirth (Frédéric) (p. 3993) ; Jobert (Michel) (p. 3997).

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE (OCDE) : Prévoteau (Maurice) (p. 3991).

PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT : Larue (Tony) (p. 3990) ; Jobert (Michel) (p. 3995).

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (PME) : Prévoteau (Maurice) (p. 3991) ; Machefer (Philippe) (p. 3991) ; Jobert (Michel) (p. 3995, 3996).

PÉTROLE (prix du) : Jobert (Michel) (p. 3988).

ROBOTIQUE (industrie) : Larue (Tony) (p. 3990).

SOUS-TRAITANCE : Machefer (Philippe) (p. 3992) ; Jobert (Michel) (p. 3996).

SUCRE : Prévoteau (Maurice) (p. 3990) ; Jobert (Michel) (p. 3995).

SYNDICATS PROFESSIONNELS : Wirth (Frédéric) (p. 3994) ; Jobert (Michel) (p. 3997).

TAXE VALEUR AJOUTÉE SÉCURITÉ SOCIALE : Virapoullé (Louis) (p. 3997).

TEXTILE (industrie) : Larue (Tony) (p. 3989).

TRAIN A GRANDE VITESSE (TGV) : Machefer (Philippe) (p. 3991) ; Jobert (Michel) (p. 3996).

UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES (URSS) : Jobert (Michel) (p. 3996).

Examen des crédits [10 décembre 1981] (p. 3997) ; [11 décembre 1981] (p. 4089, 4090) : *M. Louis Jung, Mme Danielle Bidard, MM. Louis Virapoullé, Michel Jobert, ministre.*

– Les crédits concernant le ministère du commerce extérieur étant inscrits à la ligne économie et finances. – II. – Services économiques et financiers, leur examen est réservé (p. 3998) jusqu'à la discussion de ces crédits. – Les autres crédits sont adoptés (p. 4089, 4090).

COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR

Discussion [11 décembre 1981] (p. 4090, 4095) : *MM. Jacques Delors, ministre de l'économie et des finances ; Christian Poncelet, rapporteur spécial de la Commission des finances ; Pierre Gamboa, Édouard Bonnefous, président de la Commission des finances.*

COMITÉS DÉPARTEMENTAUX DE FINANCEMENT DES ENTREPRISES (CODEFI) : Gamboa (Pierre) (p. 4092) ; Delors (Jacques) (p. 4093).

COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR : Delors (Jacques) (p. 4090, 4093, 4094) ; Poncelet (Christian) (p. 4090, 4091, 4092) ; Gamboa (Pierre) (p. 4092).

COUR DES COMPTES : Bonnefous (Édouard) (p. 4093).

EMPLOIS (création d') : Gamboa (Pierre) (p. 4092).

ENTREPRISES NATIONALES : Poncelet (Christian) (p. 4091) ; Bonnefous (Édouard) (p. 4093) ; Delors (Jacques) (p. 4094).

FONDS DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL (FDES) : Poncelet (Christian) (p. 4091) ; Gamboa (Pierre) (p. 4092) ; Delors (Jacques) (p. 4093, 4094).

FONDS DE SOUTIEN AUX HYDROCARBURES : Poncelet (Christian) (p. 4091) ; Delors (Jacques) (p. 4093).

FONDS POUR LA PARTICIPATION DES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT AUX RESSOURCES DES GRANDS FONDS MARINS : Poncelet (Christian) (p. 4091).

IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS : Poncelet (Christian) (p. 4092) ; Delors (Jacques) (p. 4093).

PARLEMENT (contrôle du) : Poncelet (Christian) (p. 4091).

RENAULT (Régie) : Poncelet (Christian) (p. 4092) ; Delors (Jacques) (p. 4093).

ROBOTIQUE : Poncelet (Christian) (p. 4092).

Examen des crédits figurants aux articles 49 à 57 [11 décembre 1981] (p. 4094, 4095) : *MM. Jacques Descours Desacres, Jacques Delors, ministre ; Christian Poncelet, rapporteur spécial.*

Article 49 *(Comptes d'affectation spéciale. – Opérations définitives. – Services votés).* – Adopté (p. 4094).

Article 50 *(Ouverture d'un compte d'affectation spéciale : « Fonds pour la participation des pays en développement aux ressources des grands fonds marins ».* Adopté (p. 4094).

Article 51 *(Comptes d'affectation spéciale. – Opérations définitives. – Mesures nouvelles).* – Adopté (p. 4094).

Article 52 *(Comptes retraçant des opérations à caractère temporaire. – Services votés).* – Adopté (p. 4095).

Article 53 *(Comptes d'affectation spéciale. – Opérations à caractère temporaire. – Mesures nouvelles).* – Adopté (p. 4095).

Article 54 *(Comptes de commerce. – Mesures nouvelles).* Adopté (p. 4095).

Article 55 *(Comptes de règlement avec les gouvernements étrangers. – Mesures nouvelles).* – Adopté (p. 4095).

Article 56 *(Comptes d'avances. – Mesures nouvelles).* – Adopté (p. 4095).

Article 57 *(Comptes de prêts. – Mesures nouvelles).* – Adopté (p. 4095).

CONSOMMATION

Discussion [7 décembre 1981] (p. 3770, 3775) : *Mme Catherine Lalumière, ministre de la consommation ; MM. Michel Manet, rapporteur spécial de la Commission des finances ; Gérard Ehlers, rapporteur pour avis de la Commission des affaires économiques ; Mme Monique Midy, M. Marcel Daunay.*

ASSOCIATION D'AIDE A LA FORMATION DES ANIMATEURS D'ORGANISATIONS DE CONSOMMATEURS (ASSFORM) : Ehlers (Gérard) (p. 3772).

ASSOCIATIONS DE CONSOMMATEURS : Ehlers (Gérard) (p. 3772) ; Midy (Monique) (p. 3773) ; Daunay (Marcel) (p. 3774) ; Lalumière (Catherine) (p. 3775).

COMITÉ NATIONAL DE LA CONSOMMATION (CNC) : Lalumière (Catherine) (p. 3770).

CONSOMMATEURS (information et protection des) : Lalumière (Catherine) (p. 3771, 3775) ; Manet (Michel) (p. 3772) ; Ehlers (Gérard) (p. 3772) ; Midy (Monique) (p. 3773) ; Daunay (Marcel) (p. 3774).

CONSOMMATION : Lalumière (Catherine) (p. 3770, 3771, 3774, 3775) ; Manet (Michel) (p. 3772) ; Ehlers (Gérard) (p. 3772, 3773) ; Midy (Monique) (p. 3773, 3774) ; Daunay (Marcel) (p. 3774).

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA CONCURRENCE ET DE LA CONSOMMATION (DGCC) : Lalumière (Catherine) (p. 3771) ; Ehlers (Gérard) (p. 3772).

FRAUDES (répression des) : Lalumière (Catherine) (p. 3771, 3774).

INSTITUT NATIONAL DE LA CONSOMMATION (INC) : Lalumière (Catherine) (p. 3770, 3771, 3774) ; Ehlers (Gérard) (p. 3773) ; Midy (Monique) (p. 3773).

PRIX : Ehlers (Gérard) (p. 3773) ; Midy (Monique) (p. 3774) ; Daunay (Marcel) (p. 3774) ; Lalumière (Catherine) (p. 3774).

RADIODIFFUSION TÉLÉVISION (émissions) : Lalumière (Catherine) (p. 3771) ; Daunay (Marcel) (p. 3774, 3775).

Examen des crédits : Les crédits concernant le ministère de la consommation sont inclus dans les crédits inscrits, d'une part, à la ligne « agriculture », qui seront mis aux voix lors de l'examen des crédits concernant l'agriculture et, d'autre part, à la ligne « Économie et finances. — II. — Services économiques et financiers ».

CULTURE

Discussion [8 décembre 1981] (p. 3872, 3894) : *MM. Jack Lang, ministre de la culture ; Jean-Pierre Fourcade, rapporteur spécial de la Commission des finances ; Michel Miroudot, rapporteur pour avis de la Commission des affaires culturelles ; Jacques Carat, rapporteur pour avis de la Commission des affaires culturelles (cinéma, théâtre dramatique) ; Jean-Marie Girault, James Marson, Edmond Valcin, Marcel Vidal, Henri Gœtschy, Pierre-Christian Taittinger, François Collet, Marc Bœuf, Louis Virapoullé.*

ALSACE : Gœtschy (Henri) (p. 3885, 3886) ; Lang (Jack) (p. 3890).

ARCHITECTES DES BÂTIMENTS DE FRANCE (ABF) : Miroudot (Michel) (p. 3877, 3878).

ARCHITECTURE : Lang (Jack) (p. 3873) ; Collet (François) (p. 3887).

ARTISTES : Marson (James) (p. 3882).

ASSOCIATIONS : Fourcade (Jean-Pierre) (p. 3876) ; Miroudot (Michel) (p. 3878) ; Lang (Jack) (p. 3889, 3890).

AUDIOVISUEL : Carat (Jacques) (p. 3880).

AUTOMOBILE (musée) : Gœtschy (Henri) (p. 3885).

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE : Lang (Jack) (p. 3874) ; Fourcade (Jean-Pierre) (p. 3876).

BIBLIOTHÈQUES : Girault (Jean-Marie) (p. 3881) ; Vidal (Marcel) (p. 3885) ; Bœuf (Marc) (p. 3887) ; Lang (Jack) (p. 3889).

CENTRE CULTUREL DU MARAIS : Marson (James) (p. 3883) ; Lang (Jack) (p. 3890).

CENTRE DE LA CINÉMATOGRAPHIE : Carat (Jacques) (p. 3880).

CENTRE NATIONAL D'ART ET DE CULTURE GEORGES POMPIDOU : Collet (François) (p. 3887).

CENTRE NATIONAL DES LETTRES : Fourcade (Jean-Pierre) (p. 3875).

CHANSON : Marson (James) (p. 3882).

CINÉMA : Lang (Jack) (p. 3873, 3891) ; Carat (Jacques) (p. 3879, 3880, 3881) ; Marson (James) (p. 3883).

COMITÉS D'ENTREPRISES : Marson (James) (p. 3883).

CONSERVATOIRE NATIONAL SUPÉRIEUR DE MUSIQUE : Valcin (Edmond) (p. 3883).

CRÉATION : Lang (Jack) (p. 3874, 3890) ; Fourcade (Jean-Pierre) (p. 3875) ; Carat (Jacques) (p. 3879) ; Girault (Jean-Marie) (p. 3881) ; Marson (James) (p. 3882) ; Taittinger (Pierre-Christian) (p. 3886) ; Collet (François) (p. 3887).

DÉCENTRALISATION : Lang (Jack) (p. 3874, 3890) ; Fourcade (Jean-Pierre) (p. 3876) ; Miroudot (Michel) (p. 3878) ; Carat (Jacques) (p. 3879) ; Girault (Jean-Marie) (p. 3881) ; Marson (James) (p. 3882) ; Vidal (Marcel) (p. 3884) ; Gœtschy (Henri) (p. 3885) ; Collet (François) (p. 3887) ; Bœuf (Marc) (p. 3887, 3888).

ÉCOLES D'ART : Girault (Jean-Marie) (p. 3881) ; Lang (Jack) (p. 3890).

ENSEIGNEMENT DES ARTS PLASTIQUES : Fourcade (Jean-Pierre) (p. 3875, 3877) ; Lang (Jack) (p. 3889).

ENSEIGNEMENT DRAMATIQUE : Carat (Jacques) (p. 3879).

ENSEIGNEMENT MUSICAL : Miroudot (Michel) (p. 3878) ; Virapoullé (Louis) (p. 3889).

EXPOSITION UNIVERSELLE : Lang (Jack) (p. 3874).

FESTIVALS : Miroudot (Michel) (p. 3878) ; Carat (Jacques) (p. 3880).

FILMS : Carat (Jacques) (p. 3881) ; Marson (James) (p. 3883) ; Lang (Jack) (p. 3891).

FRANÇAIS (langue) : Collet (François) (p. 3887).

ÎLE DE FRANCE : Collet (François) (p. 3887) ; Lang (Jack) (p. 3890).

INSTITUT DES HAUTES ÉTUDES CINÉMATOGRAPHIQUES (IDHEC) : Carat (Jacques) (p. 3880).

LANGUES RÉGIONALES : Valcin (Edmond) (p. 3884).

LIVRE : Lang (Jack) (p. 3872, 3873, 3891) ; Fourcade (Jean-Pierre) (p. 3875) ; Virapoullé (Louis) (p. 3889).

LOUVRE (musée du) : Valcin (Edmond) (p. 3883).

MARTINIQUE (La) : Valcin (Edmond) (p. 3884).

MÉCÉNAT : Lang (Jack) (p. 3873).

MÉTIERS D'ART : Fourcade (Jean-Pierre) (p. 3875).

MAISONS DE LA CULTURE : Fourcade (Jean-Pierre) (p. 3876) ; Collet (François) (p. 3887) ; Bœuf (Marc) (p. 3887).

MONUMENTS HISTORIQUES : Miroudot (Michel) (p. 3878) ; Gœtschy (Henri) (p. 3885) ; Collet (François) (p. 3887) ; Lang (Jack) (p. 3891).

MUSÉE DU XIXe SIÈCLE (Orsay) : Lang (Jack) (p. 3874, 3889) ; Fourcade (Jean-Pierre) (p. 3876, 3877).

MUSÉES : Lang (Jack) (p. 3874, 3889, 3890) ; Fourcade (Jean-Pierre) (p. 3876, 3877) ; Valcin (Edmond) (p. 3883, 3884) ; Collet (François) (p. 3887).

MUSÉES (personnels) : Valcin (Edmond) (p. 3883) ; Lang (Jack) (p. 3890).

MUSIQUE : Lang (Jack) (p. 3873) ; Fourcade (Jean-Pierre) (p. 3876) ; Miroudot (Michel) (p. 3878, 3879) ; Marson (James) (p. 3882) ; Valcin (Edmond) (p. 3883) ; Vidal (Marcel) (p. 3885).

MUSIQUE (instruments de) : Vidal (Marcel) (p. 3885) ; Virapoullé (Louis) (p. 3888) ; Lang (Jack) (p. 3890).

ŒUVRES D'ART : Lang (Jack) (p. 3873, 3874) ; Fourcade (Jean-Pierre) (p. 3877).

OPÉRA : Lang (Jack) (p. 3873) ; Fourcade (Jean-Pierre) (p. 3876).

PHARE DE COURDOUAN : Bœuf (Marc) (p. 3888) ; Lang (Jack) (p. 3890).

RÉUNION (La) : Virapoullé (Louis) (p. 3888) ; Lang (Jack) (p. 3890).

SITES ET PAYSAGES (protection des) : Collet (François) (p. 3887) ; Lang (Jack) (p. 3891).

TÉLÉVISION : Lang (Jack) (p. 3873) ; Carat (Jacques) (p. 3879) ; Marson (James) (p. 3883) ; Virapoullé (Louis) (p. 3888).

« TEMPS LIBRE » : Bœuf (Marc) (p. 3887).

THÉÂTRES DRAMATIQUES : Carat (Jacques) (p. 3879, 3880) ; Girault (Jean-Marie) (p. 3881, 3882) ; Lang (Jack) (p. 3890).

THÉÂTRES NATIONAUX : Lang (Jack) (p. 3874) ; Fourcade (Jean-Pierre) (p. 3876) ; Carat (Jacques) (p. 3879, 3880).

VILLES MOYENNES : Bœuf (Marc) (p. 3887).

Examen des crédits [8 décembre 1981] (p. 3891, 3894) ; *MM. Henri Duffaut, Alphonse Arzel, Louis Perrein, Jean-Pierre Fourcade, rapporteur spécial ; Jack Lang, ministre.*

État B. – TITRE III : adopté (p. 3892)

TITRE IV : (p. 3892).

Adopté : amendement n° 506 de M. Jean-Pierre Fourcade, rapporteur spécial : réduction des crédits du titre IV sur l'enseignement des arts plastiques (p. 3893 ; scrutin public n° 38 ; liste des votants p. 3905, 3906).

– Les crédits du titre IV, ainsi modifiés, sont adoptés (p. 3893).

État C. – TITRE V : (p. 3893)

Adopté : amendement n° 507 de M. Jean-Pierre Fourcade, rapporteur spécial : réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement du titre V sur l'enseignement des arts plastiques (p. 3893 ; scrutin public n° 39 ; liste des votants p. 3906, 3907).

– Les crédits du titre V, ainsi modifiés, sont adoptés (p. 3893).

TITRE VI : (p. 3893).

Adopté : amendement n° 508 de M. Jean-Pierre Fourcade, rapporteur spécial : réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement du titre VI sur l'enseignement des arts plastiques (p. 3893 ; scrutin public n° 40 ; liste des votants p. 3907, 3908).

Retiré : amendement n° 509 de M. Jean-Pierre Fourcade, rapporteur spécial : réduction des autorisations de programme du titre VI concernant l'aménagement du musée d'Orsay (p. 3894).

– Les crédits du titre VI, ainsi modifiés, sont adoptés (p. 3894).

DÉFENSE

Discussion [4 décembre 1981] (p. 3598, 3628) : *MM. Charles Hernu, ministre de la défense ; Jean Francou, rapporteur spécial de la Commission des finances (exposé d'ensemble et dépenses en capital) ; Modeste Legouez, rapporteur spécial de la Commission des finances (dépenses ordinaires) ; Michel Manet, rapporteur spécial de la Commission des finances (essences) ; Jacques Genton, rapporteur pour avis de la Commission des affaires étrangères (section commune) ; Jacques Chaumont, rapporteur pour avis de la Commission des affaires étrangères (section forces terrestres) ; Lucien Gautier, rapporteur pour avis de la Commission des affaires étrangères (section gendarmerie) ; Albert Voilquin, rapporteur pour avis de la Commission des affaires étrangères (section air) ; Max Lejeune, rapporteur pour avis de la Commission des affaires étrangères (section marine) ; Yvon Bourges, Louis Longequeue, Albert Voilquin, Serge Boucheny, Philippe Machefer.*

AÉRONAUTIQUE NAVALE : Lejeune (Max) (p. 3609).

ARMÉE (air) : Hernu (Charles) (p. 3599, 3622, 3625) ; Genton (Jacques) (p. 3605) ; Voilquin (Albert) (p. 3608, 3609, 3618) ; Longequeue (Louis) (p. 3614) ; Machefer (Philippe) (p. 3621).

ARMÉE (personnels) : Hernu (Charles) (p. 3599, 3624) ; Francou (Jean) (p. 3601) ; Legouez (Modeste) (p. 3603) ; Chaumont (Jacques) (p. 3606) ; Voilquin (Albert) (p. 3608) ; Longequeue (Louis) (p. 3615) ; Machefer (Philippe) (p. 3620, 3621).

ARMEMENT : Hernu (Charles) (p. 3598) ; Bourges (Yvon) (p. 3611) ; Longequeue (Louis) (p. 3614).

ARMEMENT (armement nucléaire) : Hernu (Charles) (p. 3598, 3622, 3624, 3626) ; Francou (Jean) (p. 3601, 3602) ; Genton (Jacques) (p. 3605) ; Bourges (Yvon) (p. 3611) ; Longequeue (Louis) (p. 3614) ; Voilquin (Albert) (p. 3616) ; Machefer (Philippe) (p. 3621).

ARMEMENT (industrie) : Hernu (Charles) (p. 3599, 3622) ; Francou (Jean) (p. 3601) ; Boucheny (Serge) (p. 3619).

ARMES (ventes d') : Hernu (Charles) (p. 3600) ; Boucheny (Serge) (p. 3619).

ARMES CHIMIQUES : Chaumont (Jacques) (p. 3607) ; Hernu (Charles) (p. 3625).

ASSISTANCE MILITAIRE TECHNIQUE : Legouez (Modeste) (p. 3604) ; Hernu (Charles) (p. 3623).

AVIONS DE COMBAT : Hernu (Charles) (p. 3599, 3622, 3625) ; Genton (Jacques) (p. 3605) ; Voilquin (Albert) (p. 3608, 3609, 3618) ; Longequeue (Louis) (p. 3614) ; Machefer (Philippe) (p. 3621).

BOMBE A NEUTRONS : Francou (Jean) (p. 3601) ; Genton (Jacques) (p. 3606) ; Voilquin (Albert) (p. 3617) ; Hernu (Charles) (p. 3624).

CAMPS MILITAIRES : Francou (Jean) (p. 3602) ; Chaumont (Jacques) (p. 3606) ; Hernu (Charles) (p. 3626).

CHÔMAGE : Chaumont (Jacques) (p. 3606) ; Voilquin (Albert) (p. 3617).

CUMULS : Genton (Jacques) (p. 3606, 3615) ; Voilquin (Albert) (p. 3617) ; Machefer (Philippe) (p. 3621) ; Hernu (Charles) (p. 3626).

DÉFENSE NATIONALE : Hernu (Charles) (p. 3598, 3599, 3600, 3623, 3624, 3625, 3626) ; Francou (Jean) (p. 3600, 3601) ; Legouez (Modeste) (p. 3602, 3603) ; Manet (Michel) (p. 3604) ; Genton (Jacques) (p. 3604, 3605, 3615, 3616) : Chaumont (Jacques) (p. 3606) ; Gauthier (Lucien) (p. 3607) ; Voilquin (Albert) (p. 3608, 3616, 3617, 3618) ; Lejeune (Max) (p. 3609, 3610) ; Bourges (Yvon) (p. 3611, 3612, 3613, 3614) ; Longequeue (Louis) (p. 3614, 3615) ; Boucheny (Serge) (p. 3618, 3619, 3620) ; Machefer (Philippe) (p. 3620, 3621).

DÉLINQUANCE : Gautier (Lucien) (p. 3607).

DÉSARMEMENT : Boucheny (Serge) (p. 3619) ; Machefer (Philippe) (p. 3621) ; Hernu (Charles) (p. 3626).

DROIT AU TRAVAIL : Genton (Jacques) (p. 3616) ; Voilquin (Albert) (p. 3617) ; Boucheny (Serge) (p. 3619).

ÉCOLE MILITAIRE DE SANTÉ : Genton (Jacques) (p. 3605) ; Hernu (Charles) (p. 3623) ; Bourges (Yvon) (p. 3623).

EMPLOIS (créations d') : Hernu (Charles) (p. 3599, 3600) ; Gautier (Lucien) (p. 3607) ; Genton (Jacques) (p. 3615) ; Boucheny (Serge) (p. 3619) ; Machefer (Philippe) (p. 3620).

ESSENCES (service des) : Manet (Michel) (p. 3604) ; Lejeune (Max) (p. 3609) ; Voilquin (Albert) (p. 3608) ; Machefer (Philippe) (p. 3620).

FEMMES : Hernu (Charles) (p. 3600).

FICHIER MILITAIRE : Hernu (Charles) (p. 3624).

FORCES TERRESTRES : Hernu (Charles) (p. 3598, 3599) ; Chaumont (Jacques) (p. 3606, 3607) ; Longequeue (Louis) (p. 3614) ; Voilquin (Albert) (p. 3618).

GENDARMERIE : Hernu (Charles) (p. 3600, 3622, 3625) ; Legouez (Modeste) (p. 3603) ; Gautier (Lucien) (p. 3607) ; Voilquin (Albert) (p. 3617).

HÉLICOPTÈRES : Gautier (Lucien) (p. 3607).

MARINE NATIONALE : Francou (Jean) (p. 3602) ; Lejeune (Max) (p. 3609, 3610) ; Bourges (Yvon) (p. 3612) ; Longequeue (Louis) (p. 3614) ; Machefer (Philippe) (p. 3621).

MIRAGE 2000 (avions) : Hernu (Charles) (p. 3599, 3625) ; Genton (Jacques) (p. 3605) ; Voilquin (Albert) (p. 3608) ; Longequeue (Louis) (p. 3614) ; Machefer (Philippe) (p. 3621).

MISSILES : Hernu (Charles) (p. 3599, 3624) ; Francou (Jean) (p. 3601) ; Chaumont (Jacques) (p. 3607) ; Bourges (Yvon) (p. 3612).

NATIONALISATION : Boucheny (Serge) (p. 3619) ; Hernu (Charles) (p. 3626).

NEUTRALISME : Francou (Jean) (p. 3601).

OBJECTEURS DE CONSCIENCE : Chaumont (Jacques) (p. 3606) ; Voilquin (Albert) (p. 3618).

OUVRIERS D'ÉTAT : Hernu (Charles) (p. 3599) ; Genton (Jacques) (p. 3604).

PARLEMENT (Contrôle du) : Longequeue (Louis) (p. 3614).

PARLEMENT (Information du) : Hernu (Charles) (p. 3600) ; Genton (Jacques) (p. 3605).

PARLEMENT (Rôle du) : Genton (Jacques) (p. 3606).

PENSIONS DE RETRAITE MILITAIRE : Genton (Jacques) (p. 3615) ; Boucheny (Serge) (p. 3620).

PLAN INTÉRIMAIRE : Francou (Jean) (p. 3601).

POLICE : Legouez (Modeste) (p. 3603) ; Voilquin (Albert) (p. 3617).

POLITIQUE DE DÉFENSE : Hernu (Charles) (p. 3598, 3624) ; Francou (Jean) (p. 3601, 3602) ; Genton (Jacques) (p. 3605) ; Bourges (Yvon) (p. 3611, 3613) ; Longequeue (Louis) (p. 3614) ; Voilquin (Albert) (p. 3616, 3618).

PORTE AVIONS : Bourges (Yvon) (p. 3612).

PRESTATIONS FAMILIALES : Genton (Jacques) (p. 3604).

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT (PIB) : Bourges (Yvon) (p. 3611).

PROTECTION ANTI-AÉRIENNE : Voilquin (Albert) (p. 3609) ; Longequeue (Louis) (p. 3614).

PROTECTION CIVILE : Legouez (Modeste) (p. 3603) ; Machefer (Philippe) (p. 3621).

SERVICE DE SANTÉ : Genton (Jacques) (p. 3605) ; Machefer (Philippe) (p. 3620) ; Hernu (Charles) (p. 3624).

SERVICE NATIONAL : Hernu (Charles) (p. 3600, 3623) ; Chaumont (Jacques) (p. 3606) ; Voilquin (Albert) (p. 3616, 3618) ; Machefer (Philippe) (p. 3621).

SOLDAT (condition du) : Hernu (Charles) (p. 3600, 3622) ; Chaumont (Jacques) (p. 3606) ; Voilquin (Albert) (p. 3608, 3618) ; Boucheny (Serge) (p. 3620) ; Machefer (Philippe) (p. 3620).

SOUS-MARINS NUCLÉAIRES LANCEURS D'ENGINS (SNLE) : Hernu (Charles) (p. 3599, 3612, 3626) ; Francou (Jean) (p. 3601) ; Genton (Jacques) (p. 3605) ; Lejeune (Max) (p. 3609, 3610) ; Bourges (Yvon) (p. 3611, 3612).

TRAVAIL (durée du) : Hernu (Charles) (p. 3599).

TRIBUNAUX PERMANENTS DES FORCES ARMÉES : Chaumont (Jacques) (p. 3607) ; Gautier (Lucien) (p. 3608) ; Bourges (Yvon) (p. 3613) ; Boucheny (Serge) (p. 3620) ; Hernu (Charles) (p. 3624).

VEUVES : Gautier (Lucien) (p. 3608) ; Longequeue (Louis) (p. 3615) ; Hernu (Charles) (p. 3625).

Examen des crédits figurant aux articles 44 et 45 [4 décembre 1981] (p. 3627, 3628) : *MM. Charles Ferrant, Charles Hernu, ministre ; Yvon Bourges, Louis Longequeue, Jacques Genton, Édouard Bonnefous, président de la Commission des finances.*

Article 44 *(Défense : mesures nouvelles sur les dépenses ordinaires)* (p. 3627).

Retirés : amendements n° 518 et 519 de M. Yvon Bourges : réduction de crédits : intégration de l'indemnité de sujetion dans les bases de calcul des pensions des officiers et sous-officiers de gendarmerie (p. 3628). — Amendement n° 505 de M. Louis Longequeue : réduction de crédits : intégration de l'indemnité de sujetion dans les bases de calcul des pensions des officiers et sous-officiers de gendarmerie, pension à 100 % des veuves de gendarmes tués en service commandé (p. 3628).

— L'article 44 est adopté (p. 3628).

Article 45 *(Défense : mesures nouvelles sur les dépenses en capital).* — Adopté (p. 3628).

Examen des crédits du budget annexe du service des essences figurant aux articles 47 et 48 (p. 3628).

Article 47 *(Service des essences : services votés).* — Adopté (p. 3628).

Article 48 *(Service des essences : mesures nouvelles).* — Adopté (p. 3628).

DÉPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER

Discussion [9 décembre 1981] (p. 3910, 3940) : *MM. Henri Emmanuelli, secrétaire d'État aux départements et territoires d'outre-mer ; René Monory, rapporteur spécial de la Commission des finances ; Bernard Parmantier, rapporteur pour avis de la Commission des affaires économiques (Départements d'outre-mer) ; Jacques Mossion, rapporteur pour avis de la Commission des affaires économiques (Territoires d'outre-mer) ; Louis Virapoullé, rapporteur pour avis de la Commission des lois (Départements d'outre-mer) ; Lionel Cherrier, rapporteur pour avis de la Commission des lois (Territoires d'outre-mer) ; Bernard Parmantier, Henri Caillavet, Marcel Gargar, Sosefo Makapé Papilio, Georges Dagonia, Roger Lise, Lionel Cherrier, Mme Rolande Perlican, MM. Edmond Valcin, Daniel Millaud, Gilbert Belin, Marcel Henry, Jacques Descours Desacres, vice-président de la Commission des finances.*

ALLOCATIONS FAMILIALES : Papilio (Sosefo Makapé) (p. 3922).

ARMES (ventes d') : Cherrier (Lionel) (p. 3927).

ARTISANAT : Gargar (Marcel) (p. 3922).

BANANE : Emmanuelli (Henri) (p. 3911) ; Dagonia (Georges) (p. 3924).

BOURSES : Emmanuelli (Henri) (p. 3938).

CARAÏBES : Dagonia (Georges) (p. 3924).

CHASSE : Cherrier (Lionel) (p. 3927).

CHÔMAGE : Monory (René) (p. 3912) ; Parmantier (Bernard) (p. 3914) ; Dagonia (Georges) (p. 3924).

CLIPPERTON : Mossion (Jacques) (p. 3915).

CODE DE PROCÉDURE PÉNALE : Cherrier (Lionel) (p. 3919) ; Millaud (Daniel) (p. 3931) ; Emmanuelli (Henri) (p. 3937).

CODE DU TRAVAIL : Cherrier (Lionel) (p. 3919) ; Caillavet (Henri) (p. 3921) ; Emmanuelli (Henri) (p. 3937).

CODE PÉNAL : Emmanuelli (Henri) (p. 3937).

COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE (CEE) : Gargar (Marcel) (p. 3922) ; Millaud (Daniel) (p. 3931).

COMMUNES : Parmantier (Bernard) (p. 3914).

CONGÉ AVEC VOYAGE PAYÉ : Gargar (Marcel) (p. 3922).

CONGÉS PAYÉS : Papilio (Sosefo Makapé) (p. 3922).

CONSEILLERS GÉNÉRAUX : Emmanuelli (Henri) (p. 3935).

DÉCENTRALISATION : Emmanuelli (Henri) (p. 3911, 3934) ; Virapoullé (Louis) (p. 3917) ; Cherrier (Lionel) (p. 3919) ; Gargar (Marcel) (p. 3922) ; Dagonia (Georges) (p. 3923) ; Lise (Roger) (p. 3925) ; Valcin (Edmond) (p. 3930) ; Belin (Gilbert) (p. 3931).

DÉPARTEMENTALISATION : Monory (René) (p. 3913) ; Virapoullé (Louis) (p. 3916) ; Lise (Roger) (p. 3925).

DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER : Emmanuelli (Henri) (p. 3910, 3911, 3933, 3934, 3935, 3936, 3937, 3938) ; Monory (René) (p. 3911, 3912, 3913, 3914) ; Parmantier (Bernard) (p. 3914, 3915) ; Virapoullé (Louis) (p. 3916, 3917) ; Gargar (Marcel) (p. 3921) ; Dagonia (Georges) (p. 3923, 3924) ; Lise (Roger) (p. 3924) ; Valcin (Edmond) (p. 3929, 3930, 3931) ; Belin (Gilbert) (p. 3931) ; Plantegenest (Marc) (p. 3939).

DÉPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER (secrétariat d'État) : Emmanuelli (Henri) (p. 3910) ; Monory (René) (p. 3913) ; Monory (Jacques) (p. 3915) ; Papilio (Sosefo Makapé) (p. 3922) ; Dagonia (Georges) (p. 3923).

DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT (DGF) : Cherrier (Lionel) (p. 3918, 3919).

DOUANES : Dagonia (Georges) (p. 3924).

ÉLECTIONS CANTONALES : Valcin (Edmond) (p. 3930, 3931) ; Emmanuelli (Henri) (p. 3934).

EMPLOIS (créations d') : Emmanuelli (Henri) (p. 3910) ; Parmantier (Bernard) (p. 3914).

EMPLOIS TERTIAIRES : Parmantier (Bernard) (p. 3914).

ÉNERGIES NOUVELLES : Parmantier (Bernard) (p. 3914) ; Mossion (Jacques) (p. 3916).

ENSEIGNEMENT : Caillavet (Henri) (p. 3921).

FONDS D'INVESTISSEMENTS DES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER (FIDOM) : Virapoullé (Louis) (p. 3916) ; Gargar (Marcel) (p. 3921).

FONDS D'INVESTISSEMENTS ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL (FIDES) : Cherrier (Lionel) (p. 3918).

FONDS EUROPÉEN DE DÉVELOPPEMENT (FED) : Dagonia (Georges) (p. 3923).

FORMATION PROFESSIONNELLE : Dagonia (Georges) (p. 3924) ; Belin (Gilbert) (p. 3931).

GENDARMERIE : Papilio (Sosefo Makapé) (p. 3922) ; Emmanuelli (Henri) (p. 3738).

GUADELOUPE (La) : Gargar (Marcel) (p. 3921) ; Dagonia (Georges) (p. 3923) ; Emmanuelli (Henri) (p. 3936, 3937).

HAÏTI (république d') : Lise (Roger) (p. 3925).

HANDICAPÉS : Emmanuelli (Henri) (p. 3911).

INDÉPENDANCE : Monory (René) (p. 3913) ; Mossion (Jacques) (p. 3915) ; Virapoullé (Louis) (p. 3916) ; Cherrier (Lionel) (p. 3919, 3928) ; Caillavet (Henri) (p. 3920) ; Perlican (Rolande) (p. 3929) ; Emmanuelli (Henri) (p. 3935).

INDUSTRIALISATION : Gargar (Marcel) (p. 3922).

INVESTISSEMENTS : Emmanuelli (Henri) (p. 3910, 3917) ; Parmantier (Bernard) (p. 3915) ; Cherrier (Lionel) (p. 3926).

LOGEMENT : Parmantier (Bernard) (p. 3914).

MARTINIQUE (La) : Lise (Roger) (p. 3925) ; Valcin (Edmond) (p. 3930, 3931).

MAYOTTE : Henri (Marcel) (p. 3932) ; Emmanuelli (Henri) (p. 3937).

MÉLANÉSIENS (ethnie) : Cherrier (Lionel) (p. 3919, 3928).

MENSUALISATION (pensions) : Papilio (Sosefo Makapé) (p. 3922).

MER (ressources de la) : Parmantier (Bernard) (p. 3914) ; Mossion (Jacques) (p. 3916).

MÉTALLURGIE : Cherrier (Lionel) (p. 3926).

MIGRANTS : Monory (René) (p. 3912) ; Parmantier (Bernard) (p. 3914).

NICKEL (industrie du) : Cherrier (Lionel) (p. 3926).

NOUVELLE-CALÉDONIE : Monory (René) (p. 3913) ; Mossion (Jacques) (p. 3916) ; Cherrier (Lionel) (p. 3919, 3920) ; Parmantier (Bernard) (p. 3920) ; Caillavet (Henri) (p. 3920) ; Cherrier (Lionel) (p. 3925, 3926, 3928) ; Perlican (Rolande) (p. 3928, 3929) ; Emmanuelli (Henri) (p. 3935, 3937).

PÊCHES MARITIMES : Cherrier (Lionel) (p. 3927) ; Emmanuelli (Henri) (p. 3938).

POLYNÉSIE FRANÇAISE : Mossion (Jacques) (p. 3915) ; Cherrier (Lionel) (p. 3918, 3919) ; Millaud (Daniel) (p. 3931) ; Emmanuelli (Henri) (p. 3937).

POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS : Parmantier (Bernard) (p. 3915).

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT (PIB) : Monory (René) (p. 3912) ; Parmantier (Bernard) (p. 3914).

RECHERCHE : Parmantier (Bernard) (p. 3914).

RÉFÉRENDUM : Caillavet (Henri) (p. 3920) ; Cherrier (Lionel) (p. 3928) ; Emmanuelli (Henri) (p. 3935).

RÉFORME FISCALE : Caillavet (Henri) (p. 3921).

RÉUNION (La) : Virapoullé (Louis) (p. 3916) ; Emmanuelli (Henri) (p. 3934).

SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON : Plantegenest (Marc) (p. 3932) ; Emmanuelli (Henri) (p. 3938).

SALAIRE MINIMUM DE CROISSANCE : Monory (René) (p. 3912) ; Lise (Roger) (p. 3925).

SÉCURITÉ SOCIALE : Emmanuelli (Henri) (p. 3911) ; Parmantier (Bernard) (p. 3914) ; Cherrier (Lionel) (p. 3919) ; Caillavet (Henri) (p. 3920) ; Millaud (Daniel) (p. 3931).

SUCRE : Emmanuelli (Henri) (p. 3911) ; Virapoullé (Louis) (p. 3917) ; Gargar (Marcel) (p. 3921) ; Dagonia (Georges) (p. 3924).

SYSTÈME DE STABILISATION DES EXPORTATIONS (STABEX) : Millaud (Daniel) (p. 3931).

TERRITOIRES D'OUTRE-MER : Emmanuelli (Henri) (p. 3910, 3933, 3934, 3935, 3936, 3937, 3938) ; Monory (René) (p. 3911, 3912, 3913, 3914 ; Mossion (Jacques) (p. 3915, 3916) ; Cherrier (Lionel) (p. 3917, 3919, 3920) ; Caillavet (Henri) (p. 3920, 3921) ; Papilio (Sosefo Makapé) (p. 3922, 3923) ; Cherrier (Lionel) (p. 3925, 3926, 3927, 3928) ; Perlican (Rolande) (p. 3928, 3929) ; Valcin (Edmond) (p. 3929, 3939) ; Millaud (Daniel) (p. 3931) ; Belin (Gilbert) (p. 3931) ; Henry (Marcel) (p. 3932).

TOURISME : Cherrier (Lionel) (p. 3927) ; Millaud (Daniel) (p. 3931) ; Emmanuelli (Henri) (p. 3936, 3937).

TRANSPORTS AÉRIENS : Mossion (Jacques) (p. 3915) ; Dagonia (Georges) (p. 3923) ; Plantegenest (Marc) (p. 3931) ; Emmanuelli (Henri) (p. 3938).

TRANSPORTS MARITIMES : Dagonia (Georges) (p. 3923).

TRANSPORTS ROUTIERS : Dagonia (Georges) (p. 3923).

UNIVERSITÉ DU PACIFIQUE : Millaud (Daniel) (p. 3931).

WALLIS ET FUTUNA : Cherrier (Lionel) (p. 3918) ; Papilio (Sosefo Makapé) (p. 3922) ; Emmanuelli (Henri) (p. 3938).

ZONE ÉCONOMIQUE MARITIME : Parmantier (Bernard) (p. 3914).

Examen des crédits concernant les départements et territoires d'outre-mer. – I. – Section commune figurant à l'état B ; – II. – Départements d'outre-mer figurant aux états B et C ; – III. – Territoires d'outre-mer figurant aux états B et C. [9 décembre 1981] (p. 3938, 3940) : *MM. Raymond Tarcy, Edmond Valcin, Henri Emmanuelli, secrétaire d'État ; Louis Virapoullé.*

I. – SECTION COMMUNE. – **État B.** – TITRE III. – Rejet (p. 3939 ; scrutin public n° 41 ; liste des votants p. 3985, 3986).

II. – DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER. – **ÉTAT B.** – TITRE IV. – Rejet (p. 3940).

État C. – TITRE V. – Rejet (p. 3940).

TITRE VI. – Adopté (p. 3940).

III. – TERRITOIRES D'OUTRE-MER. – **ÉTAT B.** – TITRE IV. – Adopté (p. 3940).

État C. – TITRES V ET VI. – Adoptés (p. 3940).

ÉCONOMIE ET FINANCES

I. – CHARGES COMMUNES

Discussion [11 décembre 1981] (p. 4079, 4088) : *MM. Jacques Delors, ministre de l'économie et des finances ; Laurent Fabius, ministre du budget ; Raymond Courrière, secrétaire d'État aux rapatriés ; Henri Duffaut, rapporteur spécial de la Commission des finances ; Pierre Gamboa, Philippe Machefer, Louis Caiveau, Jules Faigt, Édouard Bonnefous, président de la Commission des finances.*

AIDE MÉNAGÈRE : Machefer (Philippe) (p. 4085).

AIR FRANCE : Delors (Jacques) (p. 4079).

CONFÉRENCE DE PARIS SUR LES PAYS LES MOINS AVANCÉS : Delors (Jacques) (p. 4079).

COUR DES COMPTES : Bonnefous (Édouard) (p. 4086, 4087) ; Delors (Jacques) (p. 4087).

CRÉDIT D'ÉQUIPEMENT DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (CEPME) : Delors (Jacques) (p. 4079).

CRÉDIT NATIONAL : Delors (Jacques) (p. 4079).

DETTE PUBLIQUE : Delors (Jacques) (p. 4079) ; Duffaut (Henri) (p. 4082).

EMPLOI (emploi des jeunes) : Fabius (Laurent) (p. 4080) ; Duffaut (Henri) (p. 4083) ; Caiveau (Louis) (p. 4085).

EMPLOIS (créations d') : Fabius (Laurent) (p. 4080, 4088) ; Caiveau (Louis) (p. 4085).

EMPRUNTS : Delors (Jacques) (p. 4079, 4087) ; Duffaut (Henri) (p. 4082, 4083) ; Gamboa (Pierre) (p. 4084).

ENTREPRISES (aide aux) : Caiveau (Louis) (p. 4085) ; Delors (Jacques) (p. 4087) ; Fabius (Laurent) (p. 4087).

ENTREPRISES NATIONALES : Duffaut (Henri) (p. 4083) ; Caiveau (Louis) (p. 4085) ; Delors (Jacques) (p. 4087) ; Fabius (Laurent) (p. 4087).

EXPORTATIONS : Delors (Jacques) (p. 4079).

FONCTION PUBLIQUE : Fabius (Laurent) (p. 4080) ; Machefer (Philippe) (p. 4084, 4085).

FONDS DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL (FDES) : Fabius (Laurent) (p. 4087).

FONDS NATIONAL DE SOLIDARITÉ (FNS) : Fabius (Laurent) (p. 4080).

FRANÇAIS MUSULMANS : Courrière (Raymond) (p. 4081, 4088) ; Faigt (Jules) (p. 4086).

INDUSTRIE (aide à l') : Delors (Jacques) (p. 4079).

INTÉRÊT (taux d') : Delors (Jacques) (p. 4079, 4087) ; Duffaut (Henri) (p. 4083).

LA VILLETTE (établissement public) : Fabius (Laurent) (p. 4080) ; Duffaut (Henri) (p. 4083).

MENSUALISATION (pensions) : Fabius (Laurent) (p. 4080, 4087) ; Machefer (Philippe) (p. 4084).

MONNAIE : Gamboa (Pierre) (p. 4084).

NATIONALISATION : Caiveau (Louis) (p. 4085) ; Fabius (Laurent) (p. 4087).

PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT : Delors (Jacques) (p. 4079).

PENSIONS DE RETRAITES CIVILES ET MILITAIRES : Machefer (Philippe) (p. 4084, 4085) ; Fabius (Laurent) (p. 4087).

POLICE (personnels de) : Machefer (Philippe) (p. 4084).

POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS (tarifs de presse) : Fabius (Laurent) (p. 4080).

RAPATRIÉS : Courrière (Raymond) (p. 4080, 4081, 4088) ; Duffaut (Henri) (p. 4083) ; Faigt (Jules) (p. 4086).

RÉFORME FISCALE : Gamboa (Pierre) (p. 4084).

RENAULT (régie) : Delors (Jacques) (p. 4079).

RENTES VIAGÈRES : Fabius (Laurent) (p. 4080).

SCOLARISATION : Courrière (Raymond) (p. 4088).

SOCIÉTÉ NATIONALE INDUSTRIELLE AÉROSPATIALE (SNIAS) : Delors (Jacques) (p. 4079).

SOCIÉTÉS DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL (SDR) : Delors (Jacques) (p. 4079).

TAXE PROFESSIONNELLE : Duffaut (Henri) (p. 4083).

TRAVAILLEURS ÉTRANGERS : Courrière (Raymond) (p. 4081).

Examen des crédits [11 décembre 1981] (p. 4088).

État B. – TITRES I, II, III et IV : adoptés (p. 4088).

État C. – TITRES V ET VI : adoptés (p. 4088).

II. – SERVICES ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS

Discussion [11 décembre 1981] (p. 4088, 4090) : *MM. Jacques Delors, ministre de l'économie et des finances ; Michel Manet, rapporteur spécial de la Commission des finances.*

AGENCE POUR LA COOPÉRATION TECHNIQUE, INDUSTRIELLE ET ÉCONOMIQUE (ACTIM) : Delors (Jacques) (p. 4089) ; Manet (Michel) (p. 4089).

CENTRE FRANÇAIS DU COMMERCE EXTÉRIEUR (CFCE) : Delors (Jacques) (p. 4089) ; Manet (Michel) (p. 4089).

CHAMBRE RÉGIONALE DES COMPTES : Manet (Michel) (p. 4089).

COMITÉ FRANÇAIS DES MANIFESTATIONS ÉCONOMIQUES A L'ÉTRANGER : Manet (Michel) (p. 4089).

COUR DES COMPTES : Manet (Michel) (p. 4089).

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA CONSOMMATION ET DE LA CONCURRENCE (DGCC) : Delors (Jacques) (p. 4088) ; Manet (Michel) (p. 4089).

EXPORTATIONS : Manet (Michel) (p. 4089).

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES (INSEE) : Manet (Michel) (p. 4089).

PRIX : Delors (Jacques) (p. 4088) ; Manet (Michel) (p. 4089).

RECENSEMENT : Delors (Jacques) (p. 4089) ; Manet (Michel) (p. 4089).

USAGERS (COMITÉS D') : Manet (Michel) (p. 4089).

Examen des crédits [11 décembre 1981] (p. 4089, 4090).

État B. – TITRES III ET IV : adoptés (p. 4089).

État C. – TITRE V : adopté (p. 4090).

III. – BUDGET

Discussion [11 décembre 1981] (p. 4075, 4078) : *MM. Laurent Fabius, ministre du budget ; Édouard Bonnefous, président de la Commission des finances ; Michel Manet, rapporteur spécial de la Commission des finances ; Pierre Gamboa.*

AGENCE NATIONALE D'INDEMNISATION DES FRANÇAIS D'OUTRE-MER (ANIFOM) : Manet (Michel) (p. 4077).

CENTRE D'ÉTUDES DES REVENUS ET DES COÛTS (CERC) : Manet (Michel) (p. 4077).

CONTRÔLE DES CHANGES : Manet (Michel) (p. 4077) ; Gamboa (Pierre) (p. 4078).

DIRECTION GÉNÉRALE DES IMPÔTS (DGI) : Fabius (Laurent) (p. 4076) ; Gamboa (Pierre) (p. 4078).

DOUANES : Manet (Michel) (p. 4077) ; Gamboa (Pierre) (p. 4078).

EMPOIS (création d') : Fabius (Laurent) (p. 4076) ; Manet (Michel) (p. 4077) ; Gamboa (Pierre) (p. 4078).

FRAUDE FISCALE : Fabius (Laurent) (p. 4076) ; Manet (Michel) (p. 4077) ; Gamboa (Pierre) (p. 4078).

IMPÔTS LOCAUX : Fabius (Laurent) (p. 4076).

IMPÔT SUR LA FORTUNE : Fabius (Laurent) (p. 4076) ; Gamboa (Pierre) (p. 4078).

INFORMATIQUE : Fabius (Laurent) (p. 4076) ; Manet (Michel) (p. 4077).

MENSUALISATION (impôts) : Manet (Michel) (p. 4077, 4078).

TAXE D'HABITATION : Fabius (Laurent) (p. 4076) ; Bonnefous (Édouard) (p. 4076) ; Manet (Michel) (p. 4078).

Examen des crédits [11 décembre 1981] (p. 4078).

État B. – TITRE III : adopté (p. 4078).

État C. – TITRE V : adopté (p. 4078).

ÉDUCATION NATIONALE

I. – ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

II. – ENSEIGNEMENT UNIVERSITAIRE

Discussion [5 décembre 1981] (p. 3657, 3697) : *MM. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale ; Gérard Delfau, rapporteur spécial de la Commission des finances (enseignements scolaires) ; René Chazelle, rapporteur spécial de la Commission des finances (enseignement universitaire) ; Édouard Bonnefous, président de la Commission des finances ; Paul Séramy, rapporteur pour avis de la Commission des affaires culturelles (enseignements scolaires) ; Roland Ruet, rapporteur pour avis de la Commission des affaires culturelles (éducation physique et sportive) ; Léon Eeckoutte, président de la Commission des affaires culturelles ; Jean Sauvage, rapporteur pour avis de la Commission des affaires culturelles (enseignements supérieurs) ; Jules Faigt, Louis Virapoullé, Jacques Habert, Michel Miroudot, Mme Hélène Luc, MM. Adrien Gouteyron, Stéphane Bonduel, Georges Mouly, Pierre Ceccaldi-Pavard, Guy Schmaus, Sosefo Makapé Papilio, Marc Bœuf, Germain Authié, Franck Sérusclat, Gilbert Belin, Rémi Herment.*

ARCHÉOLOGIE : Chazelle (René) (p. 3663).

AUDIOVISUEL : Virapoulle (Louis) (p. 3674).

AUXILIARIAT (enseignement) : Savary (Alain) (p. 3659, 3669, 3692). Delfau (Gérard) (p. 3660) ; Miroudot (Michel) (p. 3676) ; Luc (Hélène) (p. 3677).

BACCALAURÉAT : Ruet (Roland) (p. 3665).

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE : Sauvage (Jean) (p. 3667).

BIBLIOTHÈQUES : Herment (Rémi) (p. 3688).

BOURSES : Savary (Alain) (p. 3658, 3670, 3692, 3693) ; Delfau (Gérard) (p. 3660) ; Chazelle (René) (p. 3662, 3687) ; Séramy (Paul) (p. 3664) ; Sauvage (Jean) (p. 3667, 3668) ; Habert (Jacques) (p. 3674) ; Miroudot (Michel) (p. 3676) ; Luc (Hélène) (p. 3677) ; Gouteyron (Adrien) (p. 3679) ; Papilio (Sosepho Makapé) (p. 3683) ; Belin (Gilbert) (p. 3686).

BREVET D'ÉTUDES PROFESSIONNELLES (BEP) : Savary (Alain) (p. 3657).

CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE (CNRS) : Chazelle (René) (p. 3662) ; Sauvage (Jean) (p. 3667) ; Séramy (Alain) (p. 3670) ; Herment (Rémi) (p. 3687) ; Savary (Alain) (p. 3693).

CERTIFICAT D'APTITUDE AU PROFESSORAT D'ÉDUCATION PHYSIQUE ET SPORTIVE (CAPEPS) : Savary (Alain) (p. 3671).

CERTIFICAT D'APTITUDE PROFESSIONNELLE (CAP) : Savary (Alain) (p. 3657).

CHÔMAGE : Savary (Alain) (p. 3657, 3658, 3692).

COLLÈGE DE FRANCE : Chazelle (René) (p. 3662) ; Savary (Alain) (p. 3671).

CONSEIL SUPÉRIEUR DES UNIVERSITÉS : Miroudot (Michel) (p. 3689).

CONSTRUCTIONS SCOLAIRES : Savary (Alain) (p. 3669) ; Miroudot (Michel) (p. 3676, 3677) ; Luc (Hélène) (p. 3677) ; Gouteyron (Adrien) (p. 3680) ; Bonduel (Stéphane) (p. 3680) ; Ceccaldi-Pavard (Pierre) (p. 3682) ; Papilio (Sosefo Makapé) (p. 3683) ; Authié (Germain) (p. 3685).

COOPÉRATION : Savary (Alain) (p. 3659).

DIRECTION DES RELATIONS UNIVERSITAIRES INTERNATIONALES (DRUI) : Habert (Jacques) (p. 3688).

DROITS DE L'HOMME : Chazelle (René) (p. 3687).

« ÉCOLE DE BASE » : Gouteyron (Adrien) (p. 3680).

ÉCOLES (directeurs d') : Savary (Alain) (p. 3691).

ÉCOLES FRANÇAISES DE L'ÉTRANGER : Savary (Alain) (p. 3671) ; Habert (Jacques) (p. 3675).

ÉDUCATION NATIONALE : Savary (Alain) (p. 3657, 3658, 3659, 3669, 3691, 3692, 3693, 3694, 3695) ; Delfau (Gérard) (p. 3660, 3661) ; Chazelle (René) (p. 3662) ; Bonnefous (Édouard) (p. 3663) ; Séramy (Paul) (p. 3663, 3664) ; Ruet (Roland) (p. 3665) ; Eeckoutte (Léon) (p. 3666) ; Sauvage (Jean) (p. 3667) ; Faigt (Jules) (p. 3672) ; Virapoullé (Louis) (p. 3673, 3674) ; Habert (Jacques) (p. 3674, 3675, 3688, 3689) ; Miroudot (Michel) (p. 3676, 3689, 3690) ; Luc (Hélène) (p. 3677, 3678, 3690) ; Gouteyron (Adrien) (p. 3679, 3680) ; Bonduel (Stéphane) (p. 3680) ; Moutet (Jacques) (p. 3681) ; Ceccaldi-Pavard (Pierre) (p. 3682) ; Schmaus (Guy) (p. 3683) ; Papilio (Sosefo Makapé) (p. 3683) ; Bœuf (Marc) (p. 3684) ; Authié (Germain) (p. 3685) ; Sérusclat (Franck) (p. 3685) ; Belin (Gilbert) (p. 3686) ; Dagonia (Georges) (p. 3686) : Herment (Rémi) (p. 3687, 3688).

ÉDUCATION PHYSIQUE ET SPORTIVE : Delfau (Gérard) (p. 3661) ; Ruet (Roland) (p. 3665) ; Sauvage (Jean) (p. 3667) ; Savary (Alain) (p. 3671) ; Faigt (Jules) (p. 3672) ; Bonduel (Stéphane) (p. 3680) ; Schmaus (Guy) (p. 3683).

EMPLOIS (créations d') : Delfau (Gérard) (p. 3660) ; Séramy (Paul) (p. 3663) ; Sauvage (Jean) (p. 3668) ; Luc (Hélène) (p. 3677) ; Gouteyron (Adrien) (p. 3679) ; Moutet (Jacques) (p. 3682) ; Ceccaldi-Pavard (Pierre) (p. 3682) ; Schmaus (Guy) (p. 3683) ; Sérusclat (Franck) (p. 3686) ; Belin (Gilbert) (p. 3686) ; Herment (Rémi) (p. 3688) ; Miroudot (Michel) (p. 3689) ; Savary (Alain) (p. 3692).

ÉNERGIE (économies) : Delfau (Gérard) (p. 3660).

ENSEIGNANTS : Savary (Alain) (p. 3658, 3670, 3671, 3672, 3692) ; Delfau (Gérard) (p. 3660) ; Chazelle (René) (p. 3662) ; Séramy (Paul) (p. 3664) ; Eeckoutte (Léon) (p. 3666) ; Virapoullé (Louis) (p. 3673) ; Habert (Jacques) (p. 3675) ; Luc (Hélène) (p. 3677, 3690) ; Gouteyron (Adrien) (p. 3679) ; Bonduel (Stéphane) (p. 3680) ; Moutet (Jacques) (p. 3682) ; Ceccaldi-Pavard (Pierre) (p. 3683) ; Schmaus (Guy) (p. 3683) ; Belin (Gilbert) (p. 3686) ; Herment (Rémi) (p. 3888) ; Miroudot (Michel) (p. 3689).

ENSEIGNEMENT (PERSONNEL NON ENSEIGNANT) : Savary (Alain) (p. 3659) ; Luc (Hélène) (p. 3678) ; Bonduel (Stéphane) (p. 3680).

ENSEIGNEMENT PRESCOLAIRE : Savary (Alain) (p. 3658, 3691) ; Séramy (Paul) (p. 3664) ; Miroudot (Michel) (p. 3678) ; Bon-

duel (Stéphane) (p. 3680) ; Sérusclat (Franck) (p. 3686) ; Miroudot (Michel) (p. 3689).

ENSEIGNEMENT PRIMAIRE : Ruet (Roland) (p. 3665) ; Luc (Hélène) (p. 3677) ; Bonduel (Stéphane) (p. 3680) ; Sérusclat (Franck) (p. 3686).

ENSEIGNEMENT PRIVÉ : Delfau (Gérard) (p. 3661) ; Sauvage (Jean) (p. 3668) ; Savary (Alain) (p. 3672, 2694) ; Virapoullé (Louis) (p. 3673) ; Miroudot (Michel) (p. 3676, 3677) ; Papilo (Sosefo Makapé) (p. 3684) ; Bœuf (Marc) (p. 3684) ; Sérusclat (Franck) (p. 3686) ; Savary (Alain) (p. 3692).

ENSEIGNEMENT SCOLAIRE : Miroudot (Michel) (p. 3689).

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE : Delfau (Gérard) (p. 3660) ; Chazelle (René) (p. 3662, 3687) ; Séramy (Paul) (p. 3664) ; Ruet (Roland) (p. 3665) ; Sauvage (Jean) (p. 3667) ; Luc (Hélène) (p. 3677) ; Gouteyron (Adrien) (p. 3679) ; Schmaus (Guy) (p. 3683) ; Papilio (Sosefo Makapé) (p. 3683, 3684) ; Dagonia (Georges) (p. 3687) ; Savary (Alain) (p. 3691, 3694).

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR : Savary (Alain) (p. 3658, 3659, 3671) ; Chazelle (René) (p. 3662) ; Ruet (Roland) (p. 3665) ; Sauvage (Jean) (p. 3667) ; Herment (Rémi) (p. 3688) ; Habert (Jacques) (p. 3688) ; Miroudot (Michel) (p. 3689, 3690) ; Luc (Hélène) (p. 3690).

ENSEIGNEMENT TECHNIQUE : Savary (Alain) (p. 3657, 3672) ; Delfau (Gérard) (p. 3661) ; Virapoullé (Louis) (p. 3673) ; Luc (Hélène) (p. 3678) ; Bonduel (Stéphane) (p. 3680) ; Bœuf (Marc) (p. 3684) ; Authié (Germain) (p. 3685) ; Belin (Gilbert) (p. 3686).

ÉQUIPEMENTS SPORTIFS ET SOCIO-ÉDUCATIFS : Ruet (Roland) (p. 3665) ; Schmaus (Guy) (p. 3683) ; Savary (Alain) (p. 3692).

ÉTUDIANTS : Miroudot (Michel) (p. 3689) ; Luc (Hélène) (p. 3690) ; Savary (Alain) (p. 3693).

ÉTUDIANTS ÉTRANGERS : Savary (Alain) (p. 3659, 3672, 3693) ; Sauvage (Jean) (p. 3667) ; Habert (Jacques) (p. 3688).

FAMILLE : Séramy (Paul) (p. 3664).

FORMATION CONTINUE : Savary (Alain) (p. 3658) ; Delfau (Gérard) (p. 3661) ; Luc (Hélène) (p. 3678) ; Authié (Germain) (p. 3685).

FORMATION PROFESSIONNELLE : Savary (Alain) (p. 3669) ; Virapoullé (Louis) (p. 3673) ; Ceccaldi-Pavard (Pierre) (p. 3682) ; Authié (Germain) (p. 3685) ; Luc (Hélène) (p. 3690).

FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER : Savary (Alain) (p. 3694) ; Habert (Jacques) (p. 3674, 3675).

GUADELOUPE (La) : Dagonia (Georges) (p. 3687).

HISTOIRE (enseignement) : Chazelle (René) (p. 3687).

INSTITUTEURS : Savary (Alain) (p. 3659) ; Delfau (Gérard) (p. 3660, 3661) ; Séramy (Paul) (p. 3665) ; Ruet (Roland) (p. 3665) ; Bonduel (Stéphane) (p. 3680) ; Moutet (Jacques) (p. 3682).

INSTRUCTION CIVIQUE : Chazelle (René) (p. 3687).

INVESTISSEMENTS : Authié (Germain) (p. 3685).

JEUNES : Savary (Alain) (p. 3657, 3658).

LAÏCITÉ (ÉDUCATION NATIONALE) : Savary (Alain) (p. 3659) ; Virapoullé (Louis) (p. 3673) ; Bœuf (Marc) (p. 3684) ; Sérusclat (Franck) (p. 3686).

LANGUES ÉTRANGÈRES : Moutet (Jacques) (p. 3681).

LANGES RÉGIONALES : Moutet (Jacques) (p. 3682) ; Savary (Alain) (p. 3691).

LOI « SAUVAGE » : Miroudot (Michel) (p. 3689) ; Savary (Alain) (p. 3693).

LYCÉES D'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL (LEP) : Savary (Alain) (p. 3657, 3692) ; Séramy (Paul) (p. 3664) ; Authié (Germain) (p. 3685).

MANUELS SCOLAIRES : Séramy (Paul) (p. 3664).

MÉDECINE (enseignement de la) : Sauvage (Jean) (p. 3668) ; Miroudot (Michel) (p. 3689) ; Savary (Alain) (p. 3693).

MUSÉUM D'HISTOIRE NATURELLE : Chazelle (René) (p. 3662) ; Savary (Alain) (p. 3671).

PARENTS D'ÉLÈVES : Savary (Alain) (p. 3659, 3672, 3691) ; Miroudot (Michel) (p. 3676).

PARLEMENT (rôle du) : Éeckoutte (Léon) (p. 3666).

PÉDAGOGIE : Savary (Alain) (p. 3657) ; Séramy (Paul) (p. 3664).

RECHERCHE : Savary (Alain) (p. 3658, 3693) ; Séramy (Paul) (p. 3663) ; Sauvage (Jean) (p. 3667) ; Herment (Rémi) (p. 3688).

RÉUNION (La) : Virapoullé (Louis) (p. 3673).

SCOLARISATION : Savary (Alain) (p. 3669) ; Sérusclat (Franck) (p. 3686).

SCOLARISATION (Français de l'étranger) : Habert (Jacques) (p. 3674).

SPORT SCOLAIRE : Ruet (Roland) (p. 3665) ; Faigt (Jules) (p. 3672) ; Bonduel (Stéphane) (p. 3680).

TERRITOIRES D'OUTRE-MER : Sauvage (Jean) (p. 3669) ; Papilio (Sosefo-Makapé) (p. 3683).

TRANSPORTS SCOLAIRES : Séramy (Paul) (p. 3664) ; Ceccaldi-Pavard (Pierre) (p. 3682) ; Bœuf (Marc) (p. 3684) ; Chazelle (René) (p. 3687) ; Savary (Alain) (p. 3692).

UNIVERSITÉS : Savary (Alain) (p. 3658, 3670 , 3693) ; Chazelle (René) (p. 3662) ; Sauvage (Jean) (p. 3668) ; Faigt (Jules) (p. 3672) ; Miroudot (Michel) (p. 3676, 3690) ; Luc (Hélène) (p. 3690).

UNIVERSITÉS (Conseils d') : Habert (Jacques) (p. 3688).

VACATAIRES : Miroudot (Michel) (p. 3689) ; Luc (Hélène) (p. 3690) ; Savary (Alain) (p. 3694, 3695).

WALLIS et FUTUNA : Papilio (Sosefo Makapé) (p. 3683) ; Savary (Alain) (p. 3692).

ZONES D'ÉDUCATION PRIORITAIRE : Virapoullé (Louis) (p. 3673) ; Miroudot (Michel) (p. 3676) ; Luc (Hélène) (p. 3678) ; Gouteyron (Adrien) (p. 3679) ; Savary (Alain) (p. 3691).

Examen des crédits et des articles 87 et 87 *bis* [5 décembre 1981] (p. 3695, 3697) : — MM. Georges Mouly, Daniel Millaud, James Masson, René Chazelle, rapporteur spécial ; Alain Savary, ministre.

État B. — TITRES III ET IV : adoptés (p. 3696).

État C. — TITRES V ET VI : adoptés (p. 3696).

Article 87 *(Intégration dans l'enseignement public des maîtres de deux écoles situées à Joeuf en Meurthe et Moselle).* — Adopté (p. 3696).

Article 87 *bis* *(Intégration de vacataires dans des emplois d'assistants)* (p. 3696).

Retiré : amendement n° 523 de Mme Danielle Bidard, soutenu par M. James Masson : réservation à l'intégration des vacataires et autres enseignants exerçant sans emploi budgétaire, d'une partie des emplois créés par la présente loi (p. 3696).

— L'article 87 *bis* est adopté (p. 3696).

ENVIRONNEMENT

Discussion [30 novembre 1981] (p. 3362, 3376) : *MM. Michel Crépeau, ministre de l'environnement ; Henri Torre, rapporteur spécial de la Commission des finances ; Richard Pouille, rapporteur pour avis de la Commission des affaires économiques ; Hubert Martin, rapporteur pour avis de la Commission des affaires culturelles ; Pierre Sallenave, Bernard-Michel Hugo, Michel Rigou, Édouard Le Jeune, Roger Boileau.*

AGENCE DE L'AIR : Crépeau (Michel) (p. 3363, 3375) ; Pouille (Richard) (p. 3367) ; Rigou (Michel) (p. 3372).

AGENCE NATIONALE POUR LA RÉCUPÉRATION DES DÉCHETS (ANRED) : Rigou (Michel) (p. 3372).

ASSAINISSEMENT : Crépeau (Michel) (p. 3363, 3375) ; Rigou (Michel) (p. 3371).

ASSOCIATIONS : Crépeau (Michel) (p. 3365, 3376) ; Torre (Henri) (p. 3365, 3366) ; Pouille (Richard) (p. 3368).

BRUIT : Crépeau (Michel) (p. 3364, 3374) ; Pouille (Richard) (p. 3367) ; Martin (Hubert) (p. 3368) ; Hugo (Bernard-Michel) (p. 3371) ; Rigou (Michel) (p. 3371, 3372).

CENTRALES HYDRO-ÉLECTRIQUES (micro-centrales) : Crépeau (Michel) (p. 3363).

CHASSE : Crépeau (Michel) (p. 3364).

CHIMIE (industrie) : Boileau (Roger) (p. 3373, 3374).

COLLECTIVITÉS LOCALES : Torre (Henri) (p. 3367) ; Pouille (Richard) (p. 3367, 3368) ; Rigou (Michel) (p. 3371).

COMITÉS DE BASSIN : Hugo (Bernard-Michel) (p. 3370) ; Crépeau (Michel) (p. 3375).

COMITÉS D'HYGIÈNE ET DE SÉCURITÉ : Hugo (Bernard-Michel) (p. 3371).

CONSERVATOIRE DU LITTORAL : Torre (Henri) (p. 3365).

COURS D'EAU : Crépeau (Michel) (p. 3363) ; Pouille (Richard) (p. 3368).

DÉCENTRALISATION : Crépeau (Michel) (p. 3362, 3374) ; Torre (Henri) (p. 3365) ; Pouille (Richard) (p. 3367) ; Sallenave (Pierre) (p. 3370).

DÉCHETS : Crépeau (Michel) (p. 3365) ; Torre (Henri) (p. 3366) ; Pouille (Richard) (p. 3368) ; Rigou (Michel) (p. 3371, 3372).

DÉLÉGATION A L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET A L'ACTION SOCIALE (DATAR) : Sallenave (Pierre) (p. 3369).

DÉLÉGATION RÉGIONALE A L'ARCHITECTURE ET A L'ENVIRONNEMENT : Pouille (Richard) (p. 3368).

EAU : Crépeau (Michel) (p. 3363, 3375) ; Torre (Henri) (p. 3365, 3366) ; Martin (Hubert) (p. 3369) ; Hugo (Bernard-Michel) (p. 3370) ; Rigou (Michel) (p. 3371).

EMPLOI : Crépeau (Michel) (p. 3362) ; Hugo (Bernard-Michel) (p. 3370) ; Rigou (Michel) (p. 3371) ; Boileau (Roger) (p. 3374).

EMPLOIS (créations d') : Torre (Henri) (p. 3365, 3366).

ENSEIGNEMENT : Crépeau (Michel) (p. 3364).

ENVIRONNEMENT : Crépeau (Michel) (p. 3362, 3363, 3364, 3365, 3374, 3375, 3376) ; Torre (Henri) (p. 3365, 3366, 3367) ; Pouille (Richard) (p. 3367, 3368) ; Martin (Hubert) (p. 3368, 3369) ; Sallenave (Pierre) (p. 3369, 3370) ; Hugo (Bernard-Michel) (p. 3370, 3371) ; Rigou (Michel) (p. 3371, 3372) ; Le Jeune (Édouard) (p. 3372, 3373) ; Boileau (Roger) (p. 3373, 3374).

ENVIRONNEMENT (ministère de l') : Pouille (Richard) (p. 3367) ; Martin (Hubert) (p. 3368) ; Hugo (Bernard-Michel) (p. 3370) ; Crépeau (Michel) (p. 3375).

FONDS D'INTERVENTION POUR LA QUALITÉ DE LA VIE (FIQV) : Pouille (Richard) (p. 3368) ; Le Jeune (Édouard) (p. 3372) ; Crépeau (Michel) (p. 3376).

FONDS INTERMINISTÉRIEL DE DÉVELOPPEMENT ET D'AMÉNAGEMENT RURAL (FIDAR) : Sallenave (Pierre) (p. 3369) ; Crépeau (Michel) (p. 3375).

INSTITUT SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE DES PÊCHES MARITIMES (ISTPM) : Crépeau (Michel) (p. 3374).

LIGNES ÉLECTRIQUES : Crépeau (Michel) (p. 3375).

LITTORAL : Crépeau (Michel) (p. 3364) ; Rigou (Michel) (p. 3372).

LOGEMENTS SOCIAUX : Hugo (Bernard-Michel) (p. 3371).

MINES ET CARRIÈRES : Crépeau (Michel) (p. 3364).

MONTAGNE : Crépeau (Michel) (p. 3364) ; Sallenave (Pierre) (p. 3369).

MOTOCYCLETTES : Crépeau (Michel) (p. 3364).

NATIONALISATION : Crépeau (Michel) (p. 3375).

OSTRÉICULTURE : Rigou (Michel) (p. 3371) ; Crépeau (Michel) (p. 3374).

PAPIER ET PAPETERIES : Crépeau (Michel) (p. 3365).

PARCS NATURELS NATIONAUX : Crépeau (Michel) (p. 3364, 3374) ; Martin (Hubert) (p. 3369) ; Sallenave (Pierre) (p. 3369).

PARCS NATURELS RÉGIONAUX : Crépeau (Michel) (p. 3364, 3374, 3375) ; Torre (Henri) (p. 3366) ; Pouille (Richard) (p. 3368) ; Martin (Hubert) (p. 3369) ; Sallenave (Pierre) (p. 3369) ; Le Jeune (Édouard) (p. 3372, 3373).

PARLEMENT (rôle du) : Crépeau (Michel) (p. 3375).

PAVILLONS DE COMPLAISANCE : Rigou (Michel) (p. 3372).

PÊCHE FLUVIALE : Crépeau (Michel) (p. 3364) ; Torre (Henri) (p. 3366).

POLLUTION (air) : Crépeau (Michel) (p. 3363) ; Martin (Hubert) (p. 3369) ; Rigou (Michel) (p. 3372).

POLLUTION (eau) : Crépeau (Michel) (p. 3363) ; Torre (Henri) (p. 3366) ; Pouille (Richard) (p. 3367) ; Hugo (Bernard-Michel) (p. 3370).

POLLUTION (mer) : Torre (Henri) (p. 3366) ; Rigou (Michel) (p. 3372) ; Crépeau (Michel) (p. 3374).

PYRÉNÉES : Sallenave (Pierre) (p. 3369, 3370) ; Crépeau (Michel) (p. 3375).

RÉSERVES ORNITHOLOGIQUES : Crépeau (Michel) (p. 3365) ; Hugo (Bernard-Michel) (p. 3370).

RHIN (pollution du) : Pouille (Richard) (p. 3367) ; Hugo (Bernard-Michel) (p. 3370) ; Boileau (Roger) (p. 3373) ; Crépeau (Michel) (p. 3374).

SALINES : Hugo (Bernard-Michel) (p. 3370) ; Boileau (Roger) (p. 3373, 3374) ; Crépeau (Michel) (p. 3374, 3375).

SITES (protection des) : Crépeau (Michel) (p. 3365).

TABAGISME : Martin (Hubert) (p. 3369).

ZONES RURALES : Crépeau (Michel) (p. 3364) ; Sallenave (Pierre) (p. 3369).

Examen des crédits [30 novembre 1981] (p. 3376) : *M. Georges Mouly.*

État B. – TITRES III ET IV : adoptés (p. 3376).

État C. – TITRES V ET VI : adoptés (p. 3376).

INDUSTRIE

Discussion [1er décembre 1981] (p. 3420, 3448) : *MM. Pierre Dreyfus, ministre de l'industrie ; Édouard Hervé, ministre de l'énergie ; René Tomasini, rapporteur spécial de la Commission des finances ; Francisque Collomb, rapporteur pour avis de la Commission des affaires économiques ; Marcel Lucotte, rapporteur pour avis de la Commission des affaires économiques (énergie) ; Paul Kauss, Pierre Noé, Édouard Bonnefous, président de la Commission des finances ; Michel Rigou, Jean-Marie Rausch, Robert Schmitt, Raymond Dumont, Guy Schmaus, Louis Souvet, Jacques Pelletier, Daniel Hoeffel, Jean-François Pintat, Christian Poncelet, Jean Cluzel, Hubert Martin, Étienne Dailly.*

ACCORDS MULTIFIBRES : Dreyfus (Pierre) (p. 3444).

AGENCE POUR LES ÉCONOMIES D'ÉNERGIE : Rigou (Michel) (p. 3432).

ALSACE : Hoeffel (Daniel) (p. 3439) ; Dreyfus (Pierre) (p. 3444).

AUTOMOBILE (industrie) : Collomb (Francisque) (p. 3426).

BANQUES : BONNEFOUS (Édouard) (p. 3431).

CÂBLES (industrie) : Schmauss (Guy) (p. 3436) ; Dreyfus (Pierre) (p. 3444).

CARBURANT (prix du) : Pintat (Jean-François) (p. 3441).

CENTRALES NUCLÉAIRES : Tomasini (René) (p. 3424) ; Lucotte (Marcel) (p. 3427) ; Rausch (Jean-Marie) (p. 3433) ; Schmitt (Robert) (p. 3435) ; Hervé (Édmond) (p. 3444) ; Dailly (Étienne) (p. 3445).

CENTRALES THERMIQUES : Lucotte (Marcel) (p. 3428) ; Schmitt (Robert) (p. 3434).

CHARBON : Tomasini (René) (p. 3424) ; Lucotte (Marcel) (p. 3428) ; Noé (Pierre) (p. 3430) ; Rausch (Jean-Marie) (p. 3433) ; Dumont (Raymond) (p. 3437) ; Souvet (Louis) (p. 3438) ; Pintat (Jean-François) (p. 3440) ; Hervé (Édmond) (p. 3444).

CHARBONNAGES DE FRANCE : Kauss (Paul) (p. 3429) ; Schmitt (Robert) (p. 3434).

CHÔMAGE : Dreyfus (Pierre) (p. 3421) ; Collomb (Francisque) (p. 3426) ; Kauss (Paul) (p. 3428) ; Hoeffel (Daniel) (p. 3439).

COMITÉ D'ORIENTATION POUR LES INDUSTRIES STRATÉGIQUES (CODIS) : Dreyfus (Pierre) (p. 3422).

COMMISSARIAT A L'ÉNERGIE SOLAIRE (COMES) : Hervé (Edmond) (p. 3423).

COMPAGNIE GÉNÉRALE ÉLECTRIQUE (CGE) : Schmaus (Guy) (p. 3436) ; Dreyfus (Pierre) (p. 3444).

COMPTE D'ÉPARGNE ÉNERGIE : Hervé (Edmond) (p. 3423).

CONCURRENCE : Souvet (Louis) (p. 3437).

CONCURRENCE INTERNATIONALE : Kauss (Paul) (p. 3429).

CONSEILS MUNICIPAUX (centrales nucléaires) : Hervé (Edmond) (p. 3444) ; Dailly (Étienne) (p. 3445).

CONTRATS DE SOLIDARITÉ : Poncelet (Christian) (p. 3441).

COUR DES COMPTES : Bonnefous (Édouard) (p. 3430, 3431).

EMPLOIS (créations d') : Hervé (Edmond) (p. 3423) ; Tomasini (René) (p. 3425).

ÉNERGIE (économies) : Lucotte (Marcel) (p. 3427) ; Noé (Pierre) (p. 3430) ; Rigou (Michel) (p. 3432) ; Pintat (Jean-François) (p. 3440).

ÉNERGIE NUCLÉAIRE : Tomasini (René) (p. 3424) ; Lucotte (Marcel) (p. 3427, 3428) ; Rausch (Jean-Marie) (p. 3433) ; Schmitt (Robert) (p. 3434, 3435) ; Dumond (Raymond) (p. 3436) ; Pintat (Jean-François) (p. 3440) ; Hervé (Edmond) (p. 3444).

ÉNERGIES NOUVELLES : Hervé (Edmond) (p. 3423) ; Tomasini (René) (p. 3424) ; Noé (Pierre) (p. 3430) ; Souvet (Louis) (p. 3438).

ENTREPRISES (aide aux) : Dreyfus (Pierre) (p. 3421) ; Noé (Pierre) (p. 3430) ; Rigou (Michel) (p. 3432) ; Dumont (Raymond) (p. 3436) ; Hoeffel (Daniel) (p. 3440).

ENTREPRISES (charge des) : Schmitt (Robert) (p. 3434) ; Souvet (Louis) (p. 3437) ; Poncelet (Christian) (p. 3441).

ENTREPRISES NATIONALES : Dreyfus (Pierre) (p. 3423) ; Bonnefous (Édouard) (p. 3430, 3431) ; Rigou (Michel) (p. 3432) ; Pelletier (Jacques) (p. 3439).

GAZÉIFICATION (charbon) : Lucotte (Marcel) (p. 3428) ; Dumont (Raymond) (p. 3437).

IMPORTATIONS : Pelletier (Jacques) (p. 3439) ; Poncelet (Christian) (p. 3441) ; Dreyfus (Pierre) (p. 3444).

IMPÔT SUR LA FORTUNE : Rausch (Jean-Marie) (p. 3432) ; Schmitt (Robert) (p. 3434) ; Souvet (Louis) (p. 3437, 3438).

INDUSTRIE : Dreyfus (Pierre) (p. 3420, 3421, 3422, 3423, 3443, 3444) ; Hervé (Edmond) (p. 3423, 3444) ; Tomasini (René) (p. 3424, 3425, 3426) ; Collomb (Francisque) (p. 3426, 3427) ; Lucotte (Marcel) (p. 3427, 3428) ; Kauss (Paul) (p. 3428, 3429) ; Noé (Pierre) (p. 3429, 3430) ; Bonnefous (Édouard) (p. 3430, 3431) ; Rigou (Michel) (p. 3431, 3432) ; Rausch (Jean-Marie) (p. 3432, 3433, 3434) ; Schmitt (Robert) (p. 3434, 3435) ; Dumont (Raymond) (p. 3435, 3436, 3437) ; Schmauss (Guy) (p. 3436) ; Souvet (Louis) (p. 3437, 3438) ; Pelletier (Jacques) (p. 3439) ; Hoeffel (Daniel) (p. 3439, 3440) ; Pintat (Jean-François) (p. 3440, 3441) ; Poncelet (Christian) (p. 3441, 3442) ; Cluzel (Jean) (p. 3442) ; Martin (Hubert) (p. 3442, 3443) ; Dailly (Étienne) (p. 3445).

INDUSTRIE (ministère de l') : Collomb (Francisque) (p. 3426) ; Dreyfus (Pierre) (p. 3443).

INVESTISSEMENTS : Tomasini (René) (p. 3425) ; Collomb (Francisque) (p. 3426) ; Rausch (Jean-Marie) (p. 3432) ; Schmitt (Robert) (p. 3434) ; Pelletier (Jacques) (p. 3439) ; Dreyfus (Pierre) (p. 3443).

LA HAGUE (retraitement nucléaire) : Lucotte (Marcel) (p. 3428) ; Pintat (Jean-François) (p. 3439).

LINDAL (société) : Martin (Hubert) (p. 3443).

MACHINE-OUTIL (industrie) : Collomb (Francisque) (p. 3427).

MATIÈRES PREMIÈRES : Tomasini (René) (p. 3424) ; Rigou (Michel) (p. 3431).

MEUBLE (industrie du) : Collomb (Francisque) (p. 3427) ; Martin (Hubert) (p. 3442).

MINES ET CARRIÈRES : Cluzel (Jean) (p. 3442).

NATIONALISATION : Dreyfus (Pierre) (p. 3421, 3444) ; Tomasini (René) (p. 3424, 3425) ; Bonnefous (Édouard) (p. 3431) ; Rausch (Jean-Marie) (p. 3433) ; Schmitt (Robert) (p. 3434) ; Dumont (Raymond) (p. 3436).

PARLEMENT (contrôle du) : Bonnefous (Édouard) (p. 3431) ; Hervé (Edmond) (p. 3431).

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (PME) : Tomasini (René) (p. 3425) ; Collomb (Francisque) (p. 3426) ; Rigou (Michel) (p. 3432) ; Hoeffel (Daniel) (p. 3440) ; Poncelet (Christian) (p. 3441).

PETITES ET MOYENNES INDUSTRIES (PMI) : Dreyfus (Pierre) (p. 3421, 3443) ; Tomasini (René) (p. 3425) ; Rigou (Michel) (p. 3432) ; Poncelet (Christian) (p. 3441).

PÉTROLE : Lucotte (Marcel) (p. 3428) ; Martin (Hubert) (p. 3443) ; Hervé (Edmond) (p. 3445).

POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE : Dreyfus (Pierre) (p. 3421, 3422) ; Hervé (Edmond) (p. 3423, 3444) ; Tomasini (René) (p. 3424, 3425) ; Lucotte (Marcel) (p. 3427, 3428) ; Noé (Pierre) (p. 3430) ; Rigou (Michel) (p. 3431, 3432) ; Rausch (Jean-Marie) (p. 3433) ; Schmitt (Robert) (p. 3435) ; Dumont (Raymond) (p. 3436) ; Pintat (Jean-François) (p. 3440, 3441).

POLITIQUE INDUSTRIELLE : Dreyfus (Pierre) (p. 3421, 3422, 3423) ; Tomasini (René) (p. 3424, 3425) ; Collomb (Francisque) (p. 3426, 3427) ; Kauss (Paul) (p. 3429) ; Noé (Pierre) (p. 3429, 3430) ; Rigou (Michel) (p. 3431, 3432) ; Rausch (Jean-Marie) (p. 3433, 3434) ; Schmitt (Robert) (p. 3434) ; Dumont (Raymond) (p. 3435, 3436) ; Souvet (Louis) (p. 3437, 3438) ; Pelletier (Jacques) (p. 3439) ; Hoeffel (Daniel) (p. 3439, 3440).

RECHERCHE INDUSTRIELLE : Rausch (Jean-Marie) (p. 3433).

RECHERCHE PÉTROLIÈRE : Lucotte (Marcel) (p. 3428) ; Pintat (Jean-François) (p. 3439).

SÉCURITÉ NUCLÉAIRE : Tomasini (René) (p. 3426).

SÉCURITÉ SOCIALE (cotisations) : Pelletier (Jacques) (p. 3439).

SOUS-TRAITANCE : Rigou (Michel) (p. 3432) ; Martin (Hubert) (p. 3443).

STATIONS SERVICE : Cluzel (Jean) (p. 3442).

TEXTILE (industrie) : Collomb (Francisque) (p. 3427) ; Rausch (Jean-Marie) (p. 3433) ; Poncelet (Christian) (p. 3441, 3442) ; Dreyfus (Pierre) (p. 3444).

Examen des crédits et de l'article 88 [1er décembre 1981] (p. 3445, 3448) : *MM. Christian Poncelet, Louis Virapoullé, Louis Jung, Robert Schmitt, Bernard Legrand, Edmond Hervé, ministre ; Marcel Lucotte, rapporteur pour avis.*

État B. – TITRE III ; rejeté (p. 3446).

TITRE IV (p. 3447).

Retiré : amendement n° 503 de M. Marcel Lucotte, rapporteur pour avis : réduction des crédits du titre IV : subvention accordée aux Houillières nationales (p. 3447). – Le titre IV est adopté (p. 3447).

État B. – TITRE V ET VI ; adoptés (p. 3447).

Article 88 *(Barème des redevances auxquelles sont assujettis les exploitants des installations nucléaires de base).* – Rejeté (p. 3448).

INTÉRIEUR ET DÉCENTRALISATION

Discussion [9 décembre 1981] (p. 3940, 3963) : *MM. Gaston Defferre, ministre d'État, ministre de l'intérieur et de la décentralisation ; Joseph Raybaud, rapporteur spécial de la Commission des finances ; Édouard Bonnefous, président de la Commission des finances ; Pierre Salvi, rapporteur pour avis de la Commission des lois ; Paul Girod, rapporteur pour avis de la Commission des lois (Protection civile) ; Jean Ooghe, Adrien Gouteyron, René Regnault, Jean Mercier, Jean Colin, Hubert Martin, Jacques Éberhard, Franck Sérusclat, Roger Boileau, Michel Miroudot, Louis Virapoullé.*

ABRIS ANTI-NUCLÉAIRES : Raybaud (Joseph) (p. 3943).

AGENTS COMMUNAUX : Martin (Hubert) (p. 3954) ; Miroudot (Michel) (p. 3957) ; Defferre (Gaston) (p. 3961).

ANIMATEURS : Miroudot (Michel) (p. 3957) ; Defferre (Gaston) (p. 3961).

ASSAINISSEMENT : Salvi (Pierre) (p. 3944) ; Regnault (René) (p. 3951).

CAISSE NATIONALE D'ÉPARGNE : Virapoullé (Louis) (p. 3958).

CANADAIRS : Defferre (Gaston) (p. 3941, 3959) ; Raybaud (Joseph) (p. 3943) ; Girod (Paul) (p. 3948).

CARTES D'IDENTITÉ : Defferre (Gaston) (p. 3941) ; Salvi (Pierre) (p. 3947).

CHÔMAGE : Eberhard (Jacques) (p. 3955) ; Defferre (Gaston) (p. 3959, 3960).

COLLECTIVITÉS LOCALES : Defferre (Gaston) (p. 3940, 3959, 3961) ; Raybaud (Joseph) (p. 3942) ; Salvi (Pierre) (p. 3944) ; Girod (Paul) (p. 3948) ; Ooghe (Jean) (p. 3949) ; Gouteyron (Adrien) (p. 3951) ; Regnault (René) (p. 3951) ; Martin (Hubert) (p. 3954) ; Boileau (Roger) (p. 3957) ; Virapoullé (Louis) (p. 3958).

COMITÉS DE L'EMPLOI : Defferre (Gaston) (p. 3959).

CONSTRUCTIONS PUBLIQUES : Gouteyron (Adrien) (p. 3951) ; Regnault (René) (p. 3951).

CRÉDIT AGRICOLE : Virapoullé (Louis) (p. 3958).

CRIMINALITÉ : Bonnefous (Édouard) (p. 3943).

DÉCENTRALISATION : Salvi (Pierre) (p. 3945) ; Ooghe (Jean) (p. 3950).

DÉFENSE CIVILE : Raybaud (Joseph) (p. 3943) ; Girod (Paul) (p. 3948, 3949) ; Defferre (Gaston) (p. 3948).

DÉLINQUANCE : Salvi (Pierre) (p. 3945) ; Eberhard (Jacques) (p. 3955) ; Boileau (Roger) (p. 3956) ; Defferre (Gaston) (p. 3960, 3961).

DÉPARTEMENTS : Defferre (Gaston) (p. 3959).

DIPLÔME D'ÉTAT RELATIF AUX FONCTIONS D'ANIMATION (DEFA) : Miroudot (Michel) (p. 3957).

DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT (DGF) : Raybaud (Joseph) (p. 3942, 3943) ; Salvi (Pierre) (p. 3944, 3947) ; Ooghe (Jean) (p. 3950) ; Regnault (René) (p. 3951) ; Mercier (Jean) (p. 3952) ; Colin (Jean) (p. 3954) ; Sérusclat (Frank) (p. 3956) ; Boileau (Roger) (p. 3957) ; Virapoullé (Louis) (p. 3958) ; Defferre (Gaston) (p. 3958, 3959).

ÉLECTIONS MUNICIPALES : Mercier (Jean) (p. 3953) ; Defferre (Gaston) (p. 3953, 3960).

ÉLUS LOCAUX (statut des) : Boileau (Roger) (p. 3956) ; Defferre (Gaston) (p. 3961).

EMPLOIS (créations d') : Defferre (Gaston) (p. 3940) ; Salvi (Pierre) (p. 3944, 3945) ; Ooghe (Jean) (p. 3950) ; Mercier (Jean) (p. 3953) ; Éberhard (Jacques) (p. 3955).

ÉQUIPEMENT : Defferre (Gaston) (p. 3940, 3959) ; Ooghe (Jean) (p. 3949) ; Regnault (René) (p. 3951) ; Boileau (Roger) (p. 3957).

ÉQUIPEMENTS SPORTIFS : Ooghe (Jean) (p. 3949) ; Defferre (Gaston) (p. 3959).

FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS : Martin (Hubert) (p. 3954) ; Defferre (Gaston) (p. 3960).

FONCTION PUBLIQUE : Defferre (Gaston) (p. 3960).

FONCTION PUBLIQUE DES COLLECTIVITÉS LOCALES : Raybaud (Joseph) (p. 3943) ; Colin (Jean) (p. 3954) ; Martin (Hubert) (p. 3954) ; Defferre (Gaston) (p. 3960).

FONDS DE COMPENSATION POUR LA TVA : Raybaud (Joseph) (p. 3942).

FORÊTS (incendies de) : Defferre (Gaston) (p. 3940) ; Girod (Paul) (p. 3948) ; Defferre (Gaston) (p. 3949, 3959).

GENDARMERIE : Salvi (Pierre) (p. 3947).

IMPÔTS LOCAUX : Defferre (Gaston) (p. 3940) ; Salvi (Pierre) (p. 3944) ; Ooghe (Jean) (p. 3950) ; Gouteyron (Adrien) (p. 3951) ; Regnault (René) (p. 3951) ; Mercier (Jean) (p. 3952) ; Sérusclat (Franck) (p. 3956).

IMPÔTS LOCAUX (simulation) : Defferre (Gaston) (p. 3959).

INFORMATIQUE : Defferre (Gaston) (p. 3941) ; Salvi (Pierre) (p. 3947).

INSTITUTEURS (indemnité de logement) : Ooghe (Jean) (p. 3949) ; Gouteyron (Adrien) (p. 3950) ; Defferre (Gaston) (p. 3959).

INTÉRIEUR ET DÉCENTRALISATION : Defferre (Gaston) (p. 3940, 3941, 3946, 3948, 3949, 3958, 3959, 3960, 3961) ; Raybaud (Joseph) (p. 3941, 3942, 3943) ; Bonnefous (Édouard) (p. 3943) ; Salvi (Pierre) (p. 3944, 3945, 3946, 3947) ; Girod (Paul) (p. 3948, 3949, 3950) ; Gouteyron (Adrien) (p. 3950) ; Regnault (René) (p. 3951, 3952) ; Mercier (Jean) (p. 3952) ; Colin (Jean) (p. 3953, 3954) ; Martin (Hubert) (p. 3954) ; Eberhard (Jacques) (p. 3955) ; Sérusclat (Franck) (p. 3955) ; Boileau (Roger) (p. 3956) ; Miroudot (Michel) (p. 3957) ; Virapoullé (Louis) (p. 3958).

INTERPOL : Defferre (Gaston) (p. 3961).

LABORATOIRES : Sérusclat (Franck) (p. 3956) ; Defferre (Gaston) (p. 3961).

LIBERTÉS PUBLIQUES : Eberhard (Jacques) (p. 3955) ; Sérusclat (Franck) (p. 3955).

MANDATS (cumuls) : Boileau (Roger) (p. 3957) ; Defferre (Gaston) (p. 3961).

MENSUALISATION (pensions) : Salvi (Pierre) (p. 3947) ; Defferre (Gaston) (p. 3959).

PERSONNEL DÉPARTEMENTAL : Raybaud (Joseph) (p. 3943) ; Colin (Jean) (p. 3954).

POLICE : Raybaud (Joseph) (p. 3941) ; Salvi (Pierre) (p. 3946, 3947) ; Colin (Jean) (p. 3954) ; Eberhard (Jacques) (p. 3955) ; Boileau (Roger) (p. 3957) ; Defferre (Gaston) (p. 3960, 3961).

POLICE (commissariats de) : Salvi (Pierre) (p. 3947) ; Defferre (Gaston) (p. 3959, 3961).

POLICE (personnels de) : Defferre (Gaston) (p. 3940, 3946, 3960) ; Raybaud (Joseph) (p. 3943) ; Salvi (Pierre) (p. 3944, 3946, 3947) ; Mercier (Jean) (p. 3953) ; Colin (Jean) (p. 3954) ; Eberhard (Jacques) (p. 3955) ; Boileau (Roger) (p. 3956) ; Virapoullé (Louis) (p. 3958).

POLICE DE L'AIR ET DES FRONTIÈRES : Salvi (Pierre) (p. 3946) ; Defferre (Gaston) (p. 3959).

POLICE MUNICIPALE : Eberhard (Jacques) (p. 3955) ; Defferre (Gaston) (p. 3961).

POLICE NATIONALE : Bonnefous (Édouard) (p. 3943) ; Boileau (Roger) (p. 3956).

POMPIERS : Defferre (Gaston) (p. 3959).

PROTECTION CIVILE : Raybaud (Joseph) (p. 3943) ; Girod (Paul) (p. 3948) ; Defferre (Gaston) (p. 3948).

RECENSEMENT : Colin (Jean) (p. 3954).

REPRÉSENTATION PROPORTIONNELLE : Mercier (Jean) (p. 3953) ; Defferre (Gaston) (p. 3960).

SÉCURITÉ CIVILE : Defferre (Gaston) (p. 3941) ; Raybaud (Joseph) (p. 3943) ; Girod (Paul) (p. 3948).

SÉCURITÉ PUBLIQUE : Defferre (Gaston) (p. 3941, 3960) ; Bonnefous (Édouard) (p. 3943) ; Salvi (Pierre) (p. 3944, 3945) ; Mercier (Jean) (p. 3953) ; Colin (Jean) (p. 3953) ; Boileau (Roger) (p. 3956) ; Virapoullé (Louis) (p. 3958).

TAXE D'HABITATION : Ooghe (Jean) (p. 3950) ; Regnault (René) (p. 3951) ; Defferre (Gaston) (p. 3941, 3959).

TAXE FONCIÈRE SUR LES PROPRIÉTÉS BÂTIES ET NON BÂTIES : Salvi (Pierre) (p. 3945) ; Ooghe (Jean) (p. 3950).

TAXE PROFESSIONNELLE : Defferre (Gaston) (p. 3941, 3959) ; Ooghe (Jean) (p. 3950) ; Regnault (René) (p. 3951).

TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS : Defferre (Gaston) (p. 3941, 3960) ; Raybaud (Joseph) (p. 3943) ; Salvi (Pierre) (p. 3944, 3945) ; Mercier (Jean) (p. 3952).

VOIRIE : Raybaud (Joseph) (p. 3942) ; Gouteyron (Adrien) (p. 3951) ; Colin (Jean) (p. 3954).

Examen des crédits et de l'article 64 [9 décembre 1981] (p. 3962, 3963). : *MM. Adrien Gouteyron, Joseph Raybaud, rapporteur spécial ; Gaston Defferre, ministre ; Michel Moreigne, Jacques Descours Desacres, Adolphe Chauvin.*

État B. – TITRE III (p. 3962).

Retiré : amendement n° 529 de M. François Collet, soutenu par M. Adrien Gouteyron : réduction des crédits du titre III : intégration progressive des primes de risques dans le traitement soumis à retenue pour la pension des policiers (p. 3962).

– Les crédits du titre III sont adoptés (p. 3962).

TITRE IV : adopté (p. 3963).

État C. – TITRES V et VI : adoptés (p. 3963).

Article 64 *(Subvention aux collectivités locales pour la prise en charge du réseau routier déclassé).* – Adopté (p. 3963).

JUSTICE

Discussion [8 décembre 1981] (p. 3851, 3871) : *MM. Robert Badinter, ministre de la justice ; Georges Lombard, rapporteur spécial de la Commission des finances ; Edgar Tailhades, rapporteur pour avis de la Commission des lois ; Marcel Rudloff, Charles Lederman, Pierre Carous, Félix Ciccolini, Louis Virapoullé, Mme Cécile Goldet.*

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION : Badinter (Robert) (p. 3853) ; Ciccolini (Félix) (p. 3863).

ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE : Badinter (Robert) (p. 3854, 3866, 3868) ; Lombard (Georges) (p. 3856) ; Tailhades (Edgar) (p. 3858) ; Ciccolini (Félix) (p. 3862).

AIDE JUDICIAIRE : Badinter (Robert) (p. 3852) ; Lombard (Georges) (p. 3857) ; Tailhades (Edgar) (p. 3858) ; Lederman (Charles) (p. 3860) ; Ciccolini (Félix) (p. 3863).

AMNISTIE : Goldet (Cécile) (p. 3864) ; Badinter (Robert) (p. 3867).

AVOCATS : Badinter (Robert) (p. 3852) ; Lombard (Georges) (p. 3857) ; Tailhades (Edgard) (p. 3857, 3858) ; Lederman (Charles) (p. 3860).

CASIER JUDICIAIRE (informatisé) : Badinter (Robert) (p. 3852).

CODE PÉNAL : Badinter (Robert) (p. 3852) ; Carous (Pierre) (p. 3862).

COLLECTIVITÉS LOCALES (justice) : Ciccolini (Félix) (p. 3862).

COMMISSION NATIONALE DE L'INFORMATIQUE ET DES LIBERTÉS : Tailhades (Edgar) (p. 3857).

CONSEIL D'ÉTAT : Badinter (Robert) (p. 3852).

CONSEILS DE PRUD'HOMMES : Rudloff (Marcel) (p. 3859) ; Lederman (Charles) (p. 3861) ; Badinter (Robert) (p. 3865).

CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA MAGISTRATURE : Ciccolini (Félix) (p. 3863).

CONSTITUTION (révision de la) : Badinter (Robert) (p. 3852).

COUR D'ASSISES : Virapoullé (Louis) (p. 3863).

COUR DE CASSATION : Badinter (Robert) (p. 3852).

COUR DE SÛRETÉ DE L'ÉTAT : Badinter (Robert) (p. 3851) ; Lombard (Georges) (p. 3855).

CRIMINALITÉ : Badinter (Robert) (p. 3853) ; Lombard (Georges) (p. 3855) ; Lederman (Charles) (p. 3859).

DÉLINQUANCE : Badinter (Robert) (p. 3853, 3854, 3866, 3867) ; Tailhades (Edgar) (p. 3857) ; Rudloff (Marcel) (p. 3859) ; Lederman (Charles) (p. 3859, 3860) ; Carous (Pierre) (p. 3862) ; Ciccolini (Félix) (p. 3863) ; Goldet (Cécile) (p. 3864).

DÉTENTION PROVISOIRE : Carous (Pierre) (p. 3862) ; Ciccolini (Félix) (p. 3863) ; Goldet (Cécile) (p. 3864) ; Badinter (Robert) (p. 3866).

DÉTENUS : Badinter (Robert) (p. 3854, 3868) ; Lombard (Georges) (p. 3855, 3856) ; Tailhades (Edgar) (p. 3857, 3858) ; Lederman (Charles) (p. 3859, 3860) ; Carous (Pierre) (p. 3862).

ÉCOLE NATIONALE DE LA MAGISTRATURE : Lombard (Georges) (p. 3856) ; Tailhades (Edgar) (p. 3858).

ÉDUCATION SURVEILLÉE : Badinter (Robert) (p. 3854, 3866) ; Lombard (Georges) (p. 3856) ; Tailhades (Edgar) (p. 3857, 3858) ; Rudloff (Marcel) (p. 3859) ; Lederman (Charles) (p. 3860, 3861) ; Ciccolini (Félix) (p. 3862) ; Goldet (Cécile) (p. 3864).

EMPLOIS (créations d') : Lombard (Georges) (p. 3856) ; Tailhades (Edgar) (p. 3858) ; Lederman (Charles) (p. 3860) ; Ciccolini (Félix) (p. 3863).

FAILLITE : Badinter (Robert) (p. 3867).

FORMATION PROFESSIONNELLE : Badinter (Robert) (p. 3854) ; Lederman (Charles) (p. 3860).

GREFFES (justice) (p. 3852, 3866) ; Ciccolini (Félix) (p. 3863).

INFORMATIQUE : Badinter (Robert) (p. 3852) ; Lombard (Georges) (p. 3857) ; Tailhades (Edgar) (p. 3857).

INFRACTIONS FISCALES ET FINANCIÈRES : Virapoullé (Louis) (p. 3863) ; Badinter (Robert) (p. 3867).

JUSTICE : Badinter (Robert) (p. 3851, 3852, 3853, 3854, 3865, 3866, 3867) ; Lombard (Georges) (p. 3855, 3856, 3857) ; Tailhades (Edgar) (p. 3857, 3858) ; Rudloff (Marcel) (p. 3858, 3859) ; Lederman (Charles) (p. 3859, 3860) ; Carous (Pierre) (p. 3861, 3862) ; Ciccolini (Félix) (p. 3862, 3863) ; Virapoullé (Louis) (p. 3863, 3864) ; Goldet (Cécile) (p. 3864).

MAGISTRATS : Badinter (Robert) (p. 3852) ; Lombard (Georges) (p. 3855, 3856) ; Tailhades (Edgar) (p. 3857) ; Rudloff (Marcel) (p. 3859) ; Carous (Pierre) (p. 3862) ; Ciccolini (p. 3863) ; Virapoullé (Louis) (p. 3863) ; Goldet (Cécile) (p. 3865) ; Badinter (Robert) (p. 3865).

MAGISTRATS (sécurité des) : Virapoullé (Louis) (p. 3863) ; Badinter (Robert) (p. 3865, 3866).

MAGISTRATS DU SIÈGE : Badinter (Robert) (p. 3866).

MAGISTRATURE (statut de la) : Badinter (Robert) (p. 3852).

MINEURS : Lombard (Georges) (p. 3855) ; Lederman (Charles) (p. 3860) ; Ciccolini (Félix) (p. 3863).

PEINE DE MORT : Lombard (Georges) (p. 3855) ; Carous (Pierre) (p. 3862).

PEINES : Ciccolini (Félix) (p. 3863) ; Badinter (Robert) (p. 3867).

PRISONS : Badinter (Robert) (p. 3854) ; Lombard (Georges) (p. 3855) ; Ciccolini (Félix) (p. 3863) ; Goldet (Cécile) (p. 3864).

PROCÉDURE PÉNALE : Badinter (Robert) (p. 3852).

QUARTIERS DE SÉCURITÉ RENFORCÉE (QSR) : Lombard (Georges) (p. 3855, 3856).

RÉCIDIVE : Badinter (Robert) (p. 3854) ; Lederman (Charles) (p. 3860).

RESPONSABILITÉ (accidents de la circulation) : Badinter (Robert) (p. 3853).

TRIBUNAUX (palais de justice) : Badinter (Robert) (p. 3852) ; Lombard (Georges) (p. 3857) ; Tailhades (Edgar) (p. 3858).

TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS : Lederman (Charles) (p. 3861).

TRIBUNAUX DE COMMERCE : Badinter (Robert) (p. 3853, 3865) ; Rudloff (Marcel) (p. 3859).

TRIBUNAUX DES FORCES ARMÉS : Badinter (Robert) (p. 3851) ; Lombard (Georges) (p. 3855).

TRIBUNAUX POUR ENFANTS : Lombard (Georges) (p. 3856) ; Tailhades (Edgar) (p. 3857, 3858) ; Goldet (Cécile) (p. 3864) ; Badinter (Robert) (p. 3866).

VICTIMES (droits des) : Badinter (Robert) (p. 3853) ; Tailhades (Edgar) (p. 3858) ; Lederman (Charles) (p. 3860).

Examen des crédits et de l'article 89 [8 décembre 1981] (p. 3868, 3871) : *MM. Pierre Carous, Georges Lombard, rapporteur spécial ; Edgar Tailhades, rapporteur pour avis ; Robert Badinter, ministre ; Daniel Millaud, Jean Mercier, Edmond Valcin, Michel Dreyfus-Schmidt, Louis Virapoullé, Michel Miroudot.*

État B. – TITRE III (p. 3868).

Retiré : amendement n° 528 de M. Pierre Carous : réduction des crédits du titre III : intégration de la prime de risques dans le traitement des gardiens de prison (p. 3869).

– Les crédits du titre III sont adoptés (p. 3871).

TITRE IV : adopté (p. 3871).

État C. – TITRES V et VI : adoptés (p. 3871).

Article 89 *(aide judiciaire).* – Adopté (p. 3871).

MER

Discussion [11 décembre 1981] (p. 4052, 4072) : *MM. Louis Le Pensec, ministre de la mer ; Camille Vallin, rapporteur spécial de la Commission des finances (Marine marchande) ; Tony Larue, rapporteur spécial de la Commission des finances (Ports) ; Joseph Yvon, rapporteur pour avis de la Commission des affaires économiques (Marine marchande) ; Michel Chauty, président et rapporteur pour avis de la Commission des affaires économiques (Ports maritimes), en remplacement de M. Daniel Millaud, Michel Rigou, Charles Ferrant, Philippe de Bourgoing, Gérard Ehlers, Marc Bécam, Raymond Splingard, Roger Lise, Jean-Marie Girault, Jacques Bialski, René Regnault, Louis Virapoullé, Yves Le Cozannet, Philippe Madrelle.*

AGENCE NATIONALE DE VALORISATION DE LA RECHERCHE (ANVAR) : Ferrant (Charles) (p. 4061).

ALGUES MARINES : Le Cozannet (Yves) (p. 4069).

AQUACULTURE : Rigou (Michel) (p. 4060) ; Regnault (René) (p. 4067).

« BRETAGNE-ANGLETERRE-IRLANDE » (BAI) (société) : Yvon (Joseph) (p. 4058).

BREVETS : Ferrant (Charles) (p. 4061).

CABOTAGE : Le Pensec (Louis) (p. 4053) ; Ehlers (Gérard) (p. 4062) ; Regnault (René) (p. 4067).

CAR-FERRIES : Girault (Jean-Marie) (p. 4066).

CENTRE D'EXPÉRIMENTATION ATOMIQUE DU PACIFIQUE : Virapoullé (Louis) (p. 4068) ; Le Pensec (Louis) (p. 4072).

CENTRE NATIONAL POUR L'EXPLOITATION DES OCÉANS (CNEXO) : Rigou (Michel) (p. 4060) ; Le Pensec (Louis) (p. 4070).

CENTRES RÉGIONAUX OPÉRATIONNELS DE SURVEILLANCE ET DE SAUVETAGE (CROSS) : Le Pensec (Louis) (p. 4053) ; Vallin (Camille) (p. 4054).

CHÔMAGE : Chauty (Michel) (p. 4059) ; Ferrant (Charles) (p. 4061) ; Le Pensec (Louis) (p. 4070).

COMITÉ D'ÉTUDES PÉTROLIÈRE MARINES (CEPM) : Virapoullé (Louis) (p.&4068).

COMITÉS LOCAUX DES PÊCHES : Valade (Jacques) (p. 4064).

COMPAGNIE GÉNÉRALE MARITIME (p. 4055) ; Yvon (Joseph) (p. 4057).

CONCHYLICULTURE : Le Pensec (Louis) (p. 4053) ; Rigou (Michel) (p. 4060).

CONCURRENCE INTERNATIONALE : Larue (Tony) (p. 4056) ; Chauty (Michel) (p. 4059) ; Ehlers (Gérard) (p. 4062) ; Bialski (Jacques) (p. 4066) ; Le Pensec (Louis) (p. 4070, 4071, 4072).

CONSEIL DE LA PÊCHE EUROPÉEN : Le Pensec (Louis) (p. 4053).

CONSTRUCTION NAVALE : Le Pensec (Louis) (p. 4053, 4070, 4071) ; Vallin (Camille) (p. 4055) ; Yvon (Joseph) (p. 4058) ; Ferrant (Charles) (p. 4061) ; Bourgoing (Philippe de) (p. 4061) ; Ehlers (Gérard) (p. 4062) ; Valade (Jacques) (p. 4064) ; Splingard (Raymond) (p. 4064) ; Bialski (Jacques) (p. 4066) ; Virapoullé (Louis) (p. 4068).

DOCKERS : Ehlers (Gérard) (p. 4063) ; Le Pensec (Louis) (p. 4063) ; Le Pensec (Louis) (p. 4070, 4071).

DROIT INTERNATIONAL DE LA MER : Regnault (René) (p. 4067).

ÉCOLES D'APPRENTISSAGE MARITIME : Regnault (René) (p. 4067) ; Le Pensec (Louis) (p. 4071).

ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES INVALIDES DE LA MARINE : Vallin (Camille) (p. 4056) ; Le Pensec (Louis) (p. 4070).

FONDS D'AIDE A LA RECHERCHE ET A L'INNOVATION : Le Pensec (Louis) (p. 4070).

FONDS DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL (FDES) : Valade (Jacques) (p. 4064) ; Le Pensec (Louis) (p. 4071).

FONDS D'INTERVENTION ET D'ACTION MARITIME (FIAM) : Le Pensec (Louis) (p. 4054, 4071) ; Vallin (Camille) (p. 4054) ; Rigou (Michel) (p. 4060) ; Becam (Marc) (p. 4063).

FONDS D'INTERVENTION ET D'ORGANISATION DU MARCHÉ (FIOM) : Le Pensec (Louis) (p. 4053, 4071) ; Bourgoing (Philippe de) (p. 4062).

FORMATION PROFESSIONNELLE : Chauty (Michel) (p. 4059).

HYDROCARBURES (récupérés) : Rigou (Michel) (p. 4060) ; Le Pensec (Louis) (p. 4070).

IMPORTATIONS : Bourgoing (Philippe de) (p. 4061).

INSTITUT SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE DES PÊCHES MARITIMES (ISTPM) : Rigou (Michel) (p. 4060) ; Le Pensec (Louis) (p. 4070).

KERGUELEN (îles) : Le Pensec (Louis) (p. 4070).

LITTORAL (protection du) : Vallin (Camille) (p. 4055) ; Rigou (Michel) (p. 4060) ; Ehlers (Gérard) (p. 4063) ; Becam (Marc) (p. 4064) ; Lise (Roger) (p. 4065) ; Le Cozannet (Yves) (p. 4069) ; Le Pensec (Louis) (p. 4070).

MARINE MARCHANDE : Le Pensec (Louis) (p. 4052, 4070) ; Vallin (Camille) (p. 4054) ; Yvon (Joseph) (p. 4059) ; Regnault (René) (p. 4067).

MARINS : Le Pensec (Louis) (p. 4054, 4070) ; Regnault (René) (p. 4067) ; Le Cozannet (Yves) (p. 4069).

MARINS PÊCHEURS : Vallin (Camille) (p. 4056) ; Splingard (Raymond) (p. 4065) ; Lise (Roger) (p. 4065).

MARTINIQUE (La) : Lise (Roger) (p. 4065) ; Le Pensec (Louis) (p. 4071).

MAYOTTE : Chauty (Michel) (p. 4059).

MER : Le Pensec (Louis) (p. 4052, 4053, 4054, 4069, 4070, 4071, 4072) ; Vallin (Camille) (p. 4054, 4055) ; Larue (Tony) (p. 4056, 4057) ; Yvon (Joseph) (p. 4057, 4058) ; Chauty (Michel) (p. 4058, 4059) ; Rigou (Michel) (p. 4060) ; Ferrant (Charles) (p. 4061) ; Bourgoing (Philippe de) (p. 4061, 4062) ; Ehlers (Gérard) (p. 4062, 4063) ; Becam (Marc) (p. 4063, 4064) ; Valade (Jacques) (p. 4064) ; Splingard (Raymond) (p. 4064, 4065) ; Lise (Roger) (p. 4065) ; Girault (Jean-Marie) (p. 4066) ; Bialski (Jacques) (p. 4066, 4067) ; Regnault (René) (p. 4067, 4068) ; Virapoullé (Louis) (p. 4068) ; Le Cozannet (Yves) (p. 4068) ; Madrelle (Philippe) (p. 4069).

MER (ressources de la) : Le Pensec (Louis) (p. 4053) ; Becam (Marc) (p. 4063).

NAVIGATION DE PLAISANCE : Valade (Jacques) (p. 4064) ; Madrelle (Philippe) (p. 4069).

NODULES POLYMÉTALLIQUES : Le Pensec (Louis) (p. 4053) ; Becam (Marc) (p. 4063).

OSTRÉICULTURE : Rigou (Michel) (p. 4060) ; Regnault (René) (p. 4067) ; Madrelle (Philippe) (p. 4069) ; Le Pensec (Louis) (p. 4072).

PAVILLONS DE COMPLAISANCE : Vallin (Camille) (p. 4055).

PÊCHES MARITIMES : Le Pensec (Louis) (p. 4053, 4071) ; Vallin (Camille) (p. 4055) ; Yvon (Joseph) (p. 4058) ; Rigou (Michel) (p. 4060) ; Valade (Jacques) (p. 4064) ; Splingard (Raymond) (p. 4064) ; Lise (Roger) (p. 4065) ; Regnault (René) (p. 4067) ; Virapoullé (Louis) (p. 4068) ; Le Cozannet (Yves) (p. 4068).

PENSIONS DE RETRAITE : Le Pensec (Louis) (p. 4054, 4070) ; Vallin (Camille) (p. 4056) ; Ehlers (Gérard) (p. 4063) ; Splingard (Raymond) (p. 4065).

POLLUTION (mer) : Le Pensec (Louis) (p. 4053, 4070) ; Vallin (Camille) (p. 4055) ; Becam (Marc) (p. 4064) ; Le Cozannet (Yves) (p. 4068).

PORTS AUTONOMES : Larue (Tony) (p. 4056) ; Chauty (Michel) (p. 4059) ; Ferrant (Charles) (p. 4061) ; Ehlers (Gérard) (p. 4062) ; Valade (Jacques) (p. 4064).

PORTS D'OUTRE-MER : Larue (Tony) (p. 4056) ; Chauty (Michel) (p. 4059) ; Virapoullé (Louis) (p. 4068) ; Le Pensec (Louis) (p. 4072).

PORTS MARITIMES : Le Pensec (Louis) (p. 4053, 4070, 4071) ; Larue (Tony) (p. 4056) ; Chauty (Michel) (p. 4059) ; Rigou (Michel) (p. 4060, 4061) ; Ehlers (Gérard) (p. 4062, 4063) ; Splingard (Raymond) (p. 4065) ; Bialski (Jacques) (p. 4066) ; Regnault (René) (p. 4067) ; Virapoullé (Louis) (p. 4068).

PROGRAMME D'ACTIONS PRIORITAIRE (PAP) : Larue (Tony) (p. 4057).

RECHERCHE : Le Pensec (Louis) (p. 4054, 4070) ; Vallin (Camille) (p. 4054).

RECHERCHE PÉTROLIÈRE : Le Cozannet (Yves) (p. 4068).

RÉPARATION NAVALE : Le Pensec (Louis) (p. 4053, 4072) ; Ehlers (Gérard) (p. 4062) ; Bialski (Jacques) (p. 4066).

RÉUNION (La) : Chauty (Michel) (p. 4059) ; Virapoullé (Louis) (p. 4068) ; Le Pensec (Louis) (p. 4072).

SÉCURITÉ MARITIME : Le Pensec (Louis) (p. 4053, 4054) ; Vallin (Camille) (p. 4054) ; Regnault (René) (p. 4067) ; Le Cozannet (Yves) (p. 4068).

SOCIÉTÉ NATIONALE DE SAUVETAGE EN MER : Vallin (Camille) (p. 4054) ; Ehlers (Gérard) (p. 4063) ; Regnault (René) (p. 4067) ; Le Pensec (Louis) (p. 4070).

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS (SNCF) : Yvon (Joseph) (p. 4058).

TRANSPORTS MARITIMES : Le Pensec (Louis) (p. 4052) ; Girault (Jean-Marie) (p. 4066).

TUNNEL SOUS LA MANCHE : Bialski (Jacques) (p. 4067).

Examen des crédits [11 décembre 1981] (p. 4072).

État B. – TITRES III et IV : adoptés (p. 4072).

État C. – TITRES V et VI : adoptés (p. 4072).

PLAN ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Discussion [2 décembre 1981] (p. 3497, 3518) : *MM. Michel Rocard, ministre du Plan et de l'aménagement du territoire ; Paul Jargot, rapporteur spécial de la Commission des finances (Commissariat général du Plan et Économie sociale) ; Geoffroy de Montalembert, rapporteur spécial de la Commission des finances (Aménagement du territoire) ; Bernard Barbier, rapporteur pour avis de la Commission des affaires économiques (Plan) ; Roger Rinchet, rapporteur pour avis de la Commission des affaires économiques (Aménagement du territoire) ; Pierre Lacour, Fernand Lefort, Michel Giraud, René Regnault, Stéphane Bonduel, Marcel Rudloff, Jacques Pelletier.*

AGRICULTEURS (jeunes) : Rocard (Michel) (p. 3516).

ALSACE : Rudloff (Marcel) (p. 3511, 3512) ; Rocard (Michel) (p. 3518).

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE : Rocard (Michel) (p. 3497, 3498, 3499, 3500, 3501, 3512, 3513, 3514, 3515, 3516, 3517, 3518) ; Jargot (Paul) (p. 3501) ; Montalembert (Geoffroy de) (p. 3502, 3503) ; Barbier (Bernard) (p. 3503, 3504) ; Rinchet (Roger) (p. 3505, 3506) ; Lacour (Pierre) (p. 3506, 3507) ; Lefort (Fernand) (p. 3507) ; Giraud (Michel) (p. 3507, 3508) ; Regnault (René) (p. 3508, 3509, 3510) ; Bonduel (Stéphane) (p. 3510, 3511) ; Rudloff (Marcel) (p. 3511, 3512) ; Pelletier (Jacques) (p. 3512).

AMÉNAGEMENT RURAL : Rocard (Michel) (p. 3500) ; Rinchet (Roger) (p. 3505, 3506) ; Bonduel (Stéphane) (p. 3511) ; Pelletier (Jacques) (p. 3512).

ASSOCIATIONS : Bonduel (Stéphane) (p. 3511) ; Rocard (Michel) (p. 3518).

CENTRE DE RECHERCHE ET DE DOCUMENTATION SUR LA CONSOMMATION (CREDOC) : Jargot (Paul) (p. 3501) ; Barbier (Bernard) (p. 3503) ; Rocard (Michel) (p. 3512).

CENTRE D'ÉTUDES DES REVENUS ET DES COÛTS (CERC) : Jargot (Paul) (p. 3501) ; Barbier (Bernard) (p. 3504).

CENTRE D'ÉTUDES PROSPECTIVES D'INFORMATIONS INTERNATIONALES (CEPII) : Jargot (Paul) (p. 3501) ; Barbier (Bernard) (p. 3504) ; Regnault (René) (p. 3509) ; Rocard (Michel) (p. 3513).

COMITÉ D'ORGANISATION DE RECHERCHES APPLIQUÉES SUR LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL (CORDES) : Jargot (Paul) (p. 3501).

COMITÉ INTERMINISTÉRIEL D'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE : Rocard (Michel) (p. 3499) ; Rinchet (Roger) (p. 3505) ; Giraud (Michel) (p. 3507).

COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE DÉVELOPPEMENT ET D'AMÉNAGEMENT RURAL (CIDAR) : Rinchet (Roger) (p. 3506).

COMITÉS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX : Barbier (Bernard) (p. 3504).

COMMISSARIAT GÉNÉRAL AU PLAN : Rocard (Michel) (p. 3497, 3513) ; Jargot (Paul) (p. 3501) ; Barbier (Bernard) (p. 3503, 3504) ; Rinchet (Roger) (p. 3505) ; Regnault (René) (p. 3509).

COMMISSION DU SUIVI (plan) : Rocard (Michel) (p. 3498).

CONSERVATION DU LITTORAL : Rocard (Michel) (p. 3499, 3500), Montalembert (Geoffroy de) (p. 3502) ; Regnault (René) (p. 3509).

COUR DES COMPTES (rapport) : Rocard Michel (p. 3500).

DÉCENTRALISATION : Rocard (Michel) (p. 3498, 3499, 3500, 3514, 3515) ; Barbier (Bernard) (p. 3504) ; Rinchet (Roger) (p. 3505) ; Lacour, (Pierre) (p. 3506) ; Lefort (Fernand) (p. 3507) ; Regnault (René) (p. 3508, 3509) ; Bonduel (Stéphane) (p. 3510, 3511).

DÉLÉGATION A L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET A L'ACTION RÉGIONALE (DATAR) : Rocard (Michel) (p. 3498, 3499, 3500) ; Montalembert (Geoffroy de) (p. 3502) ; Rinchet (Roger) (p. 3505) ; Lefort (Fernand) (p. 3507) ; Giraud (Michel) (p. 3508) ; Regnault (René) (p. 3509) ; Bonduel (Stéphane) (p. 3510) ; Rudloff (Marcel) (p. 3511) ; Pelletier (Jacques) (p. 3512).

DÉLÉGATION INTERMINISTÉRIELLE A L'ÉCONOMIE SOCIALE : Rocard (Michel) (p. 3500, 3501, 3517, 3518) ; Jargot (Paul) (p. 3501) ; Montalembert (Geoffroy de) (p. 3502).

ÉCONOMIE SOCIALE : Rocard (Michel) (p. 3498, 3500, 3501, 3512, 3513, 3517) ; Jargot (Paul) (p. 3501) ; Regnault (René) (p. 3509, 3510) ; Bonduel (Stéphane) (p. 3511).

EMPLOIS (création d') : Rocard (Michel) (p. 3500) ; Montalembert (Geoffroy de) (p. 3502) ; Barbier (Bernard) (p. 3504).

ENTREPRISES : Giraud (Michel) (p. 3508) ; Rocard (Michel) (p. 3501, 3513, 3517).

ENTREPRISES (création d') : Giraud (Michel) (p. 3508).

ENTREPRISES NATIONALES : Pelletier (Jacques) (p. 3512).

FÉDÉRATION FRANÇAISE DE LA MUTUALITÉ : Rocard (Michel) (p. 3513).

FONDS DES DROITS DE LA FEMME : Montalembert (Geoffroy de) (p. 3503).

FONDS D'INTERVENTION POUR L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE (FIAT) : Rocard (Michel) (p. 3500) ; Montalembert (Geoffroy de) (p. 3503) ; Rinchet (Roger) (p. 3505) ; Regnault (René) (p. 3509).

FONDS EUROPÉEN DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL (FEDER) : Regnault (René) (p. 3510) ; Pelletier (Jacques) (p. 3512) ; Rocard (Michel) (p. 3517).

FONDS INTERMINISTÉRIEL DE DÉVELOPPEMENT ET D'AMÉNAGEMENT RURAL (FIDAR) : Rocard (Michel) (p. 3500, 3513, 3515, 3517, 3518) ; Montalembert (Geoffroy de) (p. 3502) ; Rinchet (Roger) (p. 3506) ; Lefort (Fernand) (p. 3507) ; Regnault (René) (p. 3509, 3510) ; Bonduel (Stéphane) (p. 3511) ; Pelletier (Jacques) (p. 3512).

FONDS SPÉCIAL D'ADAPTATION INDUSTRIELLE (FSAI) : Rinchet (Roger) (p. 3505).

INFLATION : Barbier (Bernard) (p. 3504).

INTÉRÊT (taux d') : Barbier (Bernard) (p. 3504).

INVESTISSEMENTS : Rocard (Michel) (p. 3499) ; Rinchet (Roger) (p. 3505).

LITTORAL : Rocard (Michel) (p. 3500).

MISSION INTERMINISTÉRIELLE POUR L'AMÉNAGEMENT DE LA CÔTE D'AQUITAINE (MIACA) : Montalembert (Geoffroy de) (p. 3503).

MISSION INTERMINISTÉRIELLE DE PROTECTION ET D'AMÉNAGEMENT DES ESPACES NATURELS MÉDITERRANÉENS : Montalembert (Geoffroy de) (p. 3503).

MONTAGNE : Lefort (Fernand) (p. 3507) ; Rocard (Michel) (p. 3515).

ORGANISME D'ÉTUDES D'AMÉNAGEMENT DES AIRES MÉTROPOLITAINES (OREAM) : Rocard (Michel) (p. 3499).

PARLEMENT (contrôle du) : Rocard (Michel) (p. 3498, 3499) ; Montalembert (Geoffroy de) (p. 3503) ; Rinchet (Roger) (p. 3506) ; Bonduel (Stéphane) (p. 3510, 3511).

PLAN : Rocard (Michel) (p. 3498, 3513, 3514, 3515) ; Barbier (Bernard) (p. 3503, 3504, 3505) ; Lacour (Pierre) (p. 3506) ; Lefort (Fernand) (p. 3507) ; Regnault (René) (p. 3509, 3510) ; Bonduel (Stéphane) (p. 3510).

PLAN GRAND SUD-OUEST : Rocard (Michel) (p. 3500) ; Montalembert (Geoffroy de) (p. 3503) ; Lacour (Pierre) (p. 3506) ; Regnault (René) (p. 3509).

PLAN INTÉRIMAIRE : Rocard (Michel) (p. 3498, 3513, 3515, 3517 ; Montalembert (Geoffroy de) (p. 3503) ; Barbier (Bernard) (p. 3504) ; Rinchet (Roger) (p. 3506) ; Lacour (Pierre) (p. 3506) ; Regnault (René) (p. 3509) ; Bonduel Stéphane (p. 3511).

PLANS RÉGIONAUX : Rocard (Michel) (p. 3498, 3513, 3514, 3515) ; Barbier (Bernard) (p. 3503, 3504) ; Rinchet (Roger) (p. 3505) ; Lacour (Pierre) (p. 3506) ; Lefort (Fernand) (p. 3507).

PRESSE ASSOCIATIVE : Bonduel (Stéphane) (p. 3511).

PRIME DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL : Rocard (Michel) (p. 3499, 3514, 3515) ; Montalembert (Geoffroy de) (p. 3502) ; Rinchet (Roger) (p. 3505, 3506) ; Lefort (Fernand) (p. 3507) ; Regnault (René) (p. 3509) ; Rudloff (Marcel) (p. 3511) ; Pelletier (Jacques) (p. 3512).

PRIMES RÉGIONALES A L'EMPLOI : Rocard (Michel) (p. 3499, 3518) ; Rinchet (Roger) (p. 3505) ; Giraud (Michel) (p. 3508).

PROGRAMMES D'ACTION PRIORITAIRE (PAP) : Lefort (Fernand) (p. 3507).

RÉGION PARISIENNE : Rinchet (Roger) (p. 3505) ; Lefort (Fernand) (p. 3507) ; Giraud (Michel) (p. 3507, 3508) ; Bonduel (Stéphane) (p. 3510) ; Rocard (Michel) (p. 3515, 3516).

RÉGIONS : Rocard (Michel) (p. 3498, 3499, 3500, 3514, 3515, 3517, 3518) ; Montalembert (Geoffroy de) (p. 3502) ; Rinchet (Roger) (p. 3505) ; Lacour (Pierre) (p. 3506) ; Lefort (Fernand) (p. 3507) ; Giraud (Michel) (p. 3507) ; Regnault (René) (p. 3508, 3509) ; Bonduel (Stéphane) (p. 3510, 3511) ; Pelletier (Jacques) (p. 3512).

ROUTES : Rinchet (Roger) (p. 3506) ; Lacour (Pierre) (p. 3506) ; Rocard (Michel) (p. 3517).

STATISTIQUES : Rinchet (Roger) (p. 3505) ; Rocard (Michel) (p. 3514).

TOURISME : Rocard (Michel) (p. 3499).

TRAVAUX PUBLICS (industrie) : Rinchet (Roger) (p. 3506).

VILLES NOUVELLES : Rinchet (Roger) (p. 3505) ; Giraud (Michel) (p. 3507, 3516) ; Rocard (Michel) (p. 3516).

ZONES MINIÈRES : Rocard (Michel) (p. 3499, 3500) ; Montalembert (Geoffroy de) (p. 3503).

ZONES RURALES : Rocard (Michel) (p. 3500, 3513) ; Rinchet (Roger) (p. 3505).

Examen des crédits [2 décembre 1981] (p. 3518).

État B. – TITRES III et IV : adoptés (p. 3518).

État C. – TITRES V et VI : adoptés (p. 3518).

RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE

Discussion [30 novembre 1981] (p. 3316, 3335) : *MM. Georges Fillioud, ministre de la communication ; Jean Cluzel, rapporteur spécial de la Commission des finances ; Charles Pasqua, rapporteur pour avis de la Commission des affaires culturelles ; Jean Béranger, Louis Virapoullé, James Marson, Félix Ciccolini, Dominique Paolo, Édouard Bonnefous, président de la Commission des finances.*

AUDIOVISUEL : Fillioud (Georges) (p. 3316, 3317, 3318, 3330) ; Cluzel (Jean) (p. 3320) ; Pasqua (Charles) (p. 3321, 3322, 3323) ; Béranger (Jean) (p. 3323, 3324) ; Pado (Dominique) (p. 3327).

CRÉATION : Fillioud (Georges) (p. 3317) ; Cluzel (Jean) (p. 3320) ; Pasqua (Charles) (p. 3323) ; Marson (James) (p. 3326) ; Pado (Dominique) (p. 3327).

DÉCENTRALISATION : Fillioud (Georges) (p. 3317, 3318) ; Béranger (Jean) (p. 3323) ; Marson (James) (p. 3325) ; Ciccolini (Félix) (p. 3326).

DÉLÉGATION PARLEMENTAIRE (pour la radiodiffusion télévision française) : PADO (Dominique) (p. 3331).

DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER : Virapoullé (Louis) (p. 3325).

FRANÇAIS (langue) : Cluzel (Jean) (p. 3320).

INFORMATION RADIOTÉLÉVISÉE : Cluzel (Jean) (p. 3320, 3321) ; Pasqua (Charles) (p. 3322, 3332) ; Marson (James) (p. 3325) ; Ciccolini (Félix) (p. 3326) ; Pado (Dominique) (p. 3328) ; Fillioud (Georges) (p. 3331).

INSTITUT NATIONAL DE L'AUDIOVISUEL (INA) : Fillioud (Georges) (p. 3318) ; Cluzel (Jean) (p. 3319).

INSTRUCTION CIVIQUE : Ciccolini (Félix) (p. 3326).

LICENCIEMENTS : Fillioud (Georges) (p. 3317).

MUSIQUE : Bonnefous (Édouard) (p. 3328).

PARLEMENT (rôle du) : Pado (Dominique) (p. 3327) ; Fillioud (Georges) (p. 3332).

PRESSE : Cluzel (Jean) (p. 3320) ; Béranger (Jean) (p. 3323, 3324).

PUBLICITÉ : Fillioud (Georges) (p. 3317) ; Cluzel (Jean) (p. 3319, 3320) ; Pasqua (Charles) (p. 3322) ; Béranger (Jean) (p. 3323) ; Virapoullé (Louis) (p. 3327) ; Bonnefous (Édouard) (p. 3328).

RADIODIFFUSION TÉLÉVISION : Fillioud (Georges) (p. 3316, 3317, 3318, 3323, 3328, 3329, 3330, 3331, 3332) ; Cluzel (Jean) (p. 3318, 3319, 3320, 3321) ; Pasqua (Charles) (p. 3321, 3322, 3323) ; Béranger (Jean) (p. 3323, 3324) ; Virapoullé (Louis) (p. 3324, 3325) ; Marson (James) (p. 3325, 3326) ; Ciccolini (Félix) (p. 3326, 3327) ; Pado (Dominique) (p. 3327, 3328) ; Bonnefous (Édouard) (p. 3328, 3329).

RADIODIFFUSION TÉLÉVISION (monopole) : Béranger (Jean) (p. 3324).

RADIODIFFUSION TÉLÉVISION (programmes) : Cluzel (Jean) (p. 3320, 3329) ; Pasqua (Charles) (p. 3321) ; Virapoullé (Louis) (p. 3324) ; Ciccolini (Félix) (p. 3326) ; Bonnefous (Édouard) (p. 3328, 3329) ; Fillioud (Georges) (p. 3329).

RADIODIFFUSION TÉLÉVISION [société française de production (SFP)] : Fillioud (Georges) (p. 3317).

RADIODIFFUSION TÉLÉVISION (sociétés de programmes) : Cluzel (Jean) (p. 3320).

RADIODIFFUSION TÉLÉVISION [télédiffusion de France (TDF)] : Fillioud (Georges) (p. 3318).

RADIOS LOCALES PRIVÉES : Pasqua (Charles) (p. 3321) ; Béranger (Jean) (p. 3323, 3324) ; Ciccolini (Félix) (p. 3326) ; Pado (Dominique) (p. 3327) ; Fillioud (Georges) (p. 3330).

RADIOS MUNICIPALES : Ciccolini (Félix) (p. 3326, 3327).

RAPPORT MOINOT (audiovisuel) : Cluzel (Jean) (p. 3321) ; Pasqua (Charles) (p. 3323) ; Pado (Dominique) (p. 3327).

REDEVANCE TÉLÉVISION : Fillioud (Georges) (p. 3316, 3317) ; Cluzel (Jean) (p. 3318) ; Virapoullé (Louis) (p. 3324) ; Marson (James) (p. 3326).

SATELLITES : Fillioud (Georges) (p. 3318).

TRAVAIL (durée du) : Fillioud (Georges) (p. 3317)

VIOLENCE : Bonnefous (Édouard) (p. 3328).

Examen de la ligne 71 de l'État E annexé à l'article 58 et de l'article 65 [30 novembre 1981] (p. 3333, 3335) : *MM. Jean Cluzel, rapporteur spécial ; Georges Fillioud, ministre ; James Marson, André Méric, Jean Béranger.*

Article 58 (ligne 71 de l'État E). Adoption de la ligne 71 de l'État E (p. 3333).

Article 65 *(Répartition du produit de la redevance pour droit d'usage des appareils récepteurs de télévision)* (p. 3333).

Adopté : amendement n° 496 de M. Jean Cluzel, rapporteur spécial : affectation de la moitié des crédits aux sociétés de télévision (p. 3335 ; scrutin public n° 28 ; liste des votants p. 3384, 3385).

– L'article 65, ainsi modifié, est adopté (p. 3335).

RECHERCHE ET TECHNOLOGIE

Discussion [2 décembre 1981] (p. 3466, 3484) : *MM. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la recherche ; Jacques Descours Desacres, rapporteur spécial de la Commission des finances ; Adrien Gouteyron, rapporteur pour avis de la Commission des affaires culturelles ; Pierre Noé, rapporteur pour avis de la Commission des affaires économiques ; Marcel Rudloff, Mme Danielle Bidard.*

ACCÉLÉRATEUR EUROPÉEN DE PARTICULES SYNCHROTRON (ESRF) : Chevènement (Jean-Pierre) (p. 3482).

AÉRONAUTIQUE (industrie) : Descours Desacres (Jacques) (p. 3472) ; Noé (Pierre) (p. 3474).

AGENCE DE L'INFORMATIQUE (ADI) : Chevènement (Jean-Pierre) (p. 3467, 3468) ; Descours Desacres (Jacques) (p. 3470).

AGENCE NATIONALE POUR LA VALORISATION DE LA RECHERCHE (ANVAR) : Chevènement (Jean-Pierre) (p. 3467, 3468) ; Descours Desacres (Jacques) (p. 3470, 3472) ; Gouteyron (Adrien) (p. 3473) ; Noé (Pierre) (p. 3474, 3475, 3476).

CENTRE EUROPÉEN DE RECHERCHE NUCLÉAIRE (CERN) : Gouteyron (Adrien) (p. 3473) ; Chevènement (Jean-Pierre) (p. 3480).

CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE (CNRS) : Chevènement (Jean-Pierre) (p. 3467, 3468, 3478, 3479) ; Descours Desacres (Jacques) (p. 3471) ; Gouteyron (Adrien) (p. 3473, 3480) ; Noé (Pierre) (p. 3474, 3475).

CENTRE NATIONAL D'ÉTUDES SPATIALES (CNES) : Chevènement (Jean-Pierre) (p. 3467, 3468) ; Descours Desacres (Jacques) (p. 3470).

CENTRE NATIONAL POUR L'EXPLOITATION DES OCÉANS (CNEXO) : Chevènement (Jean-Pierre) (p. 3467, 3468) ; Descours Desacres (Jacques) (p. 3470).

CHERCHEURS : Chevènement (Jean-Pierre) (p. 3467, 3468, 3479, 3481) ; Descours Desacres (Jacques) (p. 3470, 3471) ; Gouteyron

(Adrien) (p. 3473) ; Noé (Pierre) (p. 3474) ; Rudloff (Marcel) (p. 3476, 3477) ; Bidard (Danielle) (p. 3477).

COLLECTIVITÉS LOCALES : Descours Desacres (Jacques) (p. 3471) ; Rudloff (Marcel) (p. 3476) ; Chevènement (Jean-Pierre) (p. 3482).

COMMISSARIAT A L'ÉNERGIE ATOMIQUE (CEA) : Chevènement (Jean-Pierre) (p. 3467, 3468) ; Descours Desacres (Jacques) (p. 3470, 3472) ; Noé (Pierre) (p. 3474, 3475).

COMMISSARIAT A L'ÉNERGIE SOLAIRE (COMES) : Chevènement (Jean-Pierre) (p. 3468) ; Descours Desacres (Jacques) (p. 3470) ; Noé (Pierre) (p. 3475).

COOPÉRATION SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE : Chevènement (Jean-Pierre) (p. 3468, 3482) ; Descours Desacres (Jacques) (p. 3470) ; Noé (Pierre) (p. 3476) ; Bidard (Danielle) (p. 3478).

CYCLOTRON MÉDICAL : Chevènement (Jean-Pierre) (p. 3480, 3482).

DÉCENTRALISATION : Chevènement (Jean-Pierre) (p. 3469, ,3478, 3482) ; Descours Desacres (Jacques) (p. 3470).

DÉLÉGATION GÉNÉRALE A LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE (DGRST) : Chevènement (Jean-Pierre) (p. 3467).

DOCUMENTS PARLEMENTAIRES (diffusion) : Descours Desacres (Jacques) (p. 3483).

ÉCOLE POLYTECHNIQUE (ministère de la recherche) : Chevènement (Jean-Pierre) (p. 3466, 3481) ; Rudloff (Marcel) (p. 3476).

EMPLOIS (créations d') : Chevènement (Jean-Pierre) (p. 3467) ; Descours Desacres (Jacques) (p. 3471, 3472) ; Noé (Pierre) (p. 3475).

ÉNERGIE NUCLÉAIRE : Descours Desacres (Jacques) (p. 3472) ; Gouteyron (Adrien) (p. 3473) ; Chevènement (Jean-Pierre) (p. 3480, 3482).

ÉNERGIES NOUVELLES : Chevènement (Jean-Pierre) (p. 3468) ; Descours Desacres (Jacques) (p. 3472).

ENTREPRISES (fiscalité des) : Chevènement (Jean-Pierre) (p. 3469) ; Descours Desacres (Jacques) (p. 3471).

ENTREPRISES NATIONALES : Chevènement (Jean-Pierre) (p. 3467, 3469, 3481) ; Descours Desacres (Jacques) (p. 3470, 3471) ; Gouteyron (Adrien) (p. 3473).

FRANÇAIS (langue) : Chevènement (Jean-Pierre) (p. 3468).

GROUPEMENT D'ÉTUDES ET DE RECHERCHES POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'AGRONOMIE TROPICALE (GERDAT) : Chevènement (Jean-Pierre) (p. 3467, 3468, 3482) ; Descours Desacres (Jacques) (p. 3470).

INFORMATIQUE : Chevènement (Jean-Pierre) (p. 3466, 3467, 3480) ; Descours Desacres (Jacques) (p. 3472) ; Noé (Pierre) (p. 3474).

INGÉNIEURS TECHNICIENS ET ADMINISTRATIFS (ITA) (recherche) : Chevènement (Jean-Pierre) (p. 3467, 3468) ; Descours Desacres (Jacques) (p. 3471).

INNOVATION : Chevènement (Jean-Pierre) (p. 3466, 3468, 3469, 3480, 3481) ; Gouteyron (Adrien) (p. 3473) ; Noé (Pierre) (p. 3475, 3476).

INSPECTION DE LA RECHERCHE : Descours Desacres (Jacques) (p. 3471).

INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE AGRONOMIQUE (INRA) : Chevènement (Jean-Pierre) (p. 3467, 3468).

INSTITUT NATIONAL DE LA SANTÉ ET DE LA RECHERCHE MÉDICALE (INSERM) : Chevènement (Jean-Pierre) (p. 3467, 3468) ; Descours Desacres (Jacques) (p. 3470).

INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHE EN INFORMATION ET EN AUTOMATIQUE (INRIA) : Chevènement (Jean-Pierre) (p. 3467, 3468).

INSTITUT PASTEUR : Descours Desacres (Jacques) (p. 3470).

INSTITUT SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE DES PÊCHES MARITIMES (ISTPM) : Chevènement (Jean-Pierre) (p. 3468) ; Descours Desacres (Jacques) (p. 3470).

INSTRUMENTATION SCIENTIFIQUE (industrie) : Descours Desacres (Jacques) (p. 3472) ; Noé (Pierre) (p. 3476).

MISSION INTERMINISTÉRIELLE DE L'INFORMATION SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE (MIDIST) : Chevènement (Jean-Pierre) (p. 3466, 3481, 3483) ; Noé (Pierre) (p. 3474, 3475).

OFFICE DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE D'OUTRE-MER (ORSTOM) : Chevènement (Jean-Pierre) (p. 3467, 3468, 3482) ; Descours Desacres (Jacques) (p. 3470, 3472).

PETITES ET MOYENNES INDUSTRIES (PMI) : Chevènement (Jean-Pierre) (p. 3469) ; Gouteyron (Adrien) (p. 3473).

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT (PIB) : Chevènement (Jean-Pierre) (p. 3466) ; Descours Desacres (Jacques) (p. 3470) ; Gouteyron (Adrien) (p. 3472) ; Bidard (Danielle) (p. 3477).

RECHERCHE : Chevènement (Jean-Pierre) (p. 3466, 3467, 3468, 3469, 3470, 3478, 3480, 3481, 3482, 3483) ; Descours Desacres (Jacques) (p. 3470, 3471, 3472, 3482) ; Gouteyron (Adrien) (p. 3472, 3473, 3474, 3480, 3481) ; Noé (Pierre) (p. 3474, 3475, 3476) ; Rudloff (Marcel) (p. 3476, 3477) ; Bidard (Danielle) (p. 3477, 3478).

RECHERCHE ET TECHNOLOGIE (industrie) : Chevènement (Jean-Pierre) (p. 3466, 3478, 3481) ; Descours Desacres (Jacques) (p. 3470, 3471) ; Gouteyron (Adrien) (p. 3473) ; Rudloff (Marcel) (p. 3476) ; Noé (Pierre) (p. 3474).

RECHERCHE FONDAMENTALE : Chevènement (Jean-Pierre) (p. 3466) ; Gouteyron (Adrien) (p. 3473) ; Noé (Pierre) (p. 3474) ; Rudloff (Marcel) (p. 3476) ; Bidard (Danielle) (p. 3478).

RECHERCHE INDUSTRIELLE : Chevènement (Jean-Pierre) (p. 3467, 3469, 3480) ; Descours Desacres (Jacques) (p. 3471).

RECHERCHE MILITAIRE : Noé (Pierre) (p. 3474, 3475) ; Chevènement (Jean-Pierre) (p. 3480).

RECHERCHE SOCIALE : Chevènement (Jean-Pierre) (p. 3478).

RÉGIONS : Chevènement (Jean-Pierre) (p. 3469, 3482, 3483) ; Descours Desacres (Jacques) (p. 3483).

SIGLES : Descours Desacres (Jacques) (p. 3472) ; Chevènement (Jean-Pierre) (p. 3479).

TÉLÉMATIQUE : Gouteyron (Adrien) (p. 3473) ; Chevènement (Jean-Pierre) (p. 3480).

Examen des crédits [2 décembre 1981] (p. 3483, 3484) : *Mme Danielle Bidard, MM. Louis Virapoullé, Jean-Pierre Chevènement, ministre.*

État B. – TITRE III et IV : adoptés (p. 3484).

État C. – TITRES V et VI : adoptés (p. 3484).

RELATIONS EXTÉRIEURES

I. – SERVICES DIPLOMATIQUES ET GÉNÉRAUX

II. – COOPÉRATION

Discussion [3 décembre 1981] (p. 3547, 3588) : *MM. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures ; André Chandernagor, ministre chargé des affaires européennes ; Jean-Pierre Cot, ministre chargé de la coopération ; Josy Moinet, rapporteur spécial de la Commission des finances (Services diplomatiques et généraux) ; Claude Mont, rapporteur pour avis de la Commission des affaires étrangères (Relations extérieures) ; Robert Schmidt, rapporteur spécial de la Commission des finances (Coopération) ; Francis Palmero, rapporteur pour avis de la Commission des affaires étrangères (Relations culturelles) ; Jacques Pelletier, rapporteur pour avis de la Commission des affaires culturelles (Relations culturelles, scientifiques et techniques) ; Louis Martin, rapporteur pour avis de la Commission des affaires étrangères (Coopération) ; Lucien Delmas, rapporteur pour avis de la Commission des affaires culturelles (Coopération) ;*

Jean Lecanuet, président de la Commission des affaires étrangères ; André Bettencourt, Jean Garcia, Georges Repiquet, Gérard Gaud, Jean Béranger, Jacques Genton, Jacques Habert, Paul d'Ornano, Mme Rolande Perlican, MM. Charles de Cuttoli, Jean Francou, Pierre Croze, Philippe Machefer.

AFGHANISTAN : Cheysson (Claude) (p. 3549) ; Bettencourt (André) (p. 3566).

AFRIQUE : Schmitt (Robert) (p. 3558, 3559) ; Martin (Louis) (p. 3561) ; Bettencourt (André) (p. 3567) ; Gaud (Gérard) (p. 3570) ; Machefer (Philippe) (p. 3581) ; Cot (Jean-Pierre) (p. 3582).

AFRIQUE DU SUD : Perlican (Rolande) (p. 3576).

AGRICULTURE MÉDITÉRRANÉENNE : Genton (Jacques) (p. 3572).

AIDE AU DÉVELOPPEMENT : Cot (Jean-Pierre) (p. 3554) ; Moinet (Josy) (p. 3555, 3556) ; Schmitt (Robert) (p. 35d') ; Martin (Louis) (p. 3562) ; Delmas (Lucien) (p. 3563, 3564) ; Repiquet (Georges) (p. 3569) ; Béranger (Jean) (p. 3571) ; Francou (Jean) (p. 3579).

ALGÉRIE : Palmero (Francis) (p. 3560) ; Garcia (Jean) (p. 3569) ; Perlican (Rolande) (p. 3577).

ALLIANCE ATLANTIQUE : Mont (Claude) (p. 3556) ; Garcia (Jean) (p. 3568) ; Ornano (Paul d') (p. 3575) ; Cheysson (Claude) (p. 3585).

ALLIANCE FRANÇAISE : Pelletier (Jacques) (p. 3561) ; Cheysson (Claude) (p. 3585).

AMÉRIQUE CENTRALE : Cheysson (Claude) (p. 3550, 3585) ; Mont (Claude) (p. 3557) ; Bettencourt (André) (p. 3567) ; Garcia (Jean) (p. 3568) ; Ornano (Paul An) (p. 3575) ; Perlican (Rolande) (p. 3576).

AMÉRIQUE LATINE : Moinet (Josy) (p. 3556) ; Mont (Claude) (p. 3557) ; Garcia (Jean) (p. 3568) ; Gaud (Gérard) (p. 3570) ; Cot (Jean-Pierre) (p. 3583).

ARCHÉOLOGIE : Moinet (Josy) (p. 3555) ; Cheysson (Claude) (p. 3585).

ARMES (vente d') : Mont (Claude) (p. 3557) ; Ornano (Paul d') (p. 3576) ; Cheysson (Claude) (p. 3585).

ASIE DU SUD-EST : Cheysson (Claude) (p. 3550) ; Gaud (Gérard) (p. 3570) ; Perlican (Rolande) (p. 3576) ; Machefer (Philippe) (p. 3581).

ASSOCIATION NATIONALE DES ÉCOLES FRANÇAISES DE L'ÉTRANGER (ANEFE) : Habert (Jacques) (p. 3574).

ASSOCIATION POUR LA RECHERCHE ET L'INFORMATION SUR L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT (ARIAD) : Francou (Jean) (p. 3579) ; Cot (Jean-Pierre) (p. 3582).

CAISSE CENTRALE DE COOPÉRATION ÉCONOMIQUE : Schmitt (Robert) (p. 3558).

CENTRES CULTURELS FRANÇAIS A L'ÉTRANGER : Moinet (Josy) (p. 3554) ; Pelletier (Jacques) (p. 3561).

CHANSON : Palmero (Francis) (p. 3560).

CHINE : Lecanuet (Jean) (p. 3565).

COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE (CEE) : Cheysson (Claude) (p. 3549, 3550, 3583, 3584, 3585) ; Chandernagor (André) (p. 3551, 3552) ; Mont (Claude) (p. 3557) ; Bettencourt (André) (p. 3567) ; Genton (Jacques) (p. 3572, 3573) ; Ornano (Paul d') (p. 3575).

COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE (CEE) (élargissement de la) : Chandernagor (André) (p. 3552) ; Genton (Jacques) (p. 3572).

CONFÉRENCE DE MADRID : Cheysson (Claude) (p. 3549).

CONFÉRENCE D'HELSINKI : Cheysson (Claude) (p. 3549).

CONFÉRENCE SUR LE DÉSARMEMENT EN EUROPE (CDE) : Mont (Claude) (p. 3556).

CONSEIL SUPÉRIEUR DES FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER : Cheysson (Claude) (p. 3548, 3584) ; Ornano (Paul d') (p. 3575) ; Cuttoli (Charles de) (p. 3577, 3578).

CONSTITUTION (article 43) : Cot (Jean-Pierre) (p. 3554).

CONTRIBUTIONS INTERNATIONALES : Moinet (Josy) (p. 3555) ; Mont (Claude) (p. 3556) ; Palmero (Francis) (p. 3560) ; Machefer (Philippe) (p. 3580).

COOPÉRANTS : Moinet (Josy) (p. 3554) ; Schmitt (Robert) (p. 3558) ; Martin (Louis) (p. 3562, 3563) ; Delmas (Lucien) (p. 3564) ; Croze (Pierre) (p. 3580), Machefer (Philippe) (p. 3582).

COOPÉRATION : Cot (Jean-Pierre) (p. 3553, 3554, 3582, 3583) ; Schmitt (Robert) (p. 3557, 3558, 3559) ; Martin (Louis) (p. 3561, 3562, 3563) ; Delmas (Lucien) (p. 3563, 3564) ; Repiquet (Georges) (p. 3569) ; Gaud (Gérard) (p. 3570) ; Béranger (Jean) (p. 3571) ; Perlican (Rolande) (p. 3577) ; Francou (Jean) (p. 3578) ; Croze (Pierre) (p. 3579, 3580) ; Machefer (Philippe) (p. 3581).

COOPÉRATION CULTURELLE : Schmitt (Robert) (p. 3558) ; Delmas (Lucien) (p. 3563) ; Béranger (Jean) (p. 3571) ; Croze (Pierre) (p. 3580).

CORPS DIPLOMATIQUE ET CONSULAIRE : Cheysson (Claude) (p. 3548) ; Moinet (Josy) (p. 3555, 3556) ; Repiquet (Georges) (p. 3569) ; Béranger (Jean) (p. 3571, 3572) ; Ornano (Paul d') (p. 3575) ; Machefer (Philippe) (p. 3580).

DÉSARMEMENT : Cheysson (Claude) (p. 3549) ; Mont (Claude) (p. 3556) ; Lecanuet (Jean) (p. 3565) ; Garcia (Jean) (p. 3568) ; Ornano (Paul d') (p. 3576).

DÉTENUS FRANÇAIS A L'ÉTRANGER : Palmero (Francis) (p. 3560).

DROITS DE L'HOMME : Moinet (Josy) (p. 3556) ; Mont (Claude) (p. 3557) ; Cheysson (Claude) (p. 3585).

ÉCOLES FRANÇAISES DE L'ÉTRANGER : Moinet (Josy) (p. 3554) ; Pelletier (Jacques) (p. 3561) ; Habert (Jacques) (p. 3573) ; Cheysson (Claude) (p. 3585).

EMPLOIS (créations d') : Chandernagor (André) (p. 3551, 3552) ; Cot (Jean-Pierre) (p. 3553, 3582) ; Mont (Claude) (p. 3556) ; Schmitt (Robert) (p. 3558) ; Martin (Louis) (p. 3562) ; Gaud (Gérard) (p. 3570) ; Habert (Jacques) (p. 3574) ; Ornano (Paul d') (p. 3575).

ESPACE SOCIAL EUROPÉEN : Ornano (Paul d') (p. 3575).

ÉTUDIANTS ÉTRANGERS : Schmitt (Robert) (p. 3558) ; Pelletier (Jacques) (p. 3561).

FONDS D'AIDE ET DE COOPÉRATION (FAC) : Schmitt (Robert) (p. 3558) ; Martin (Louis) (p. 3562) ; Gaud (Gérard) (p. 3570) ; Habert (Jacques) (p. 3574) ; Croze (Pierre) (p. 3580) ; Machefer (Philippe) (p. 3581).

FONDS EUROPÉEN DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL (FEDER) : Genton (Jacques) (p. 3572) ; Chandernagor (André) (p. 3583).

FRANÇAIS (langue) : Moinet (Josy) (p. 3555) ; Palmero (Francis) (p. 3560) ; Gaud (Gérard) (p. 3571) ; Cheysson (Claude) (p. 3584).

FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER : Cheysson (Claude) (p. 3548) ; Moinet (Josy) (p. 3554) ; Palmero (Francis) (p. 3560) ; Habert (Jacques) (p. 3573, 3574) ; Ornano (Paul d') (p. 3574, 3575) ; Cuttoli (Charles de) (p. 3577, 3578) ; Croze (Pierre) (p. 3580).

GROUPEMENT D'ÉTUDES ET DE RECHERCHES POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'AGRONOMIE TROPICALE (GERDAT) : Schmitt (Robert) (p. 3558).

HAUT COMITÉ DE LA LANGUE FRANÇAISE : Palmero (Francis) (p. 3560).

LIBYE : Martin (Louis) (p. 3562).

MATIÈRES PREMIÈRES : Cheysson (Claude) (p. 3550).

MIGRANTS : Cheysson (Claude) (p. 3548).

MISSILES : Cheysson (Claude) (p. 3549) ; Mont (Claude) (p. 3556) ; Lecanuet (Jean) (p. 3564) ; Bettencourt (André) (p. 3566) ; Garcia (Jean) (p. 3568) ; Genton (Jacques) (p. 3573).

MONTANTS COMPENSATOIRES MONÉTAIRES : Chandernagor (André) (p. 3552).

MOYEN-ORIENT : Cheysson (Claude) (p. 3550, 3585) ; Mont (Claude) (p. 3557) ; Garcia (Jean) (p. 3568) ; Ornano (Paul d') (p. 3575) ; Francou (Jean) (p. 3578) ; Machefer (Philippe) (p. 3581).

OFFICE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE D'OUTRE-MER (ORSTOM) : Schmitt (Robert) (p. 3558).

ORGANISATION DE LIBÉRATION DE LA PALESTINE (OLP) : Garcia (Jean) (p. 3568) ; Francou (Jean) (p. 3578).

PACIFISME : Lecanuet (Jean) (p. 3565) ; Bettencourt (André) (p. 3566) ; Garcia (Jean) (p. 3568) ; Machefer (Philippe) (p. 3581) ; Cheysson (Claude) (p. 3585).

PARLEMENT (contrôle du) : Moinet (Josy) (p. 3556).

PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT : Cheysson (Claude) (p. 3549, 3550, 3585) ; Cot (Jean-Pierre) (p. 3553) ; Moinet (Josy) (p. 3555, 3556) ; Schmitt (Robert) (p. 3558) ; Martin (Louis) (p. 3561, 3562) ; Delmas (Lucien) (p. 3563, 3564) ; Lecanuet (Jean) (p. 3565) ; Bettencourt (André) (p. 3567) ; Repiquet (Georges) (p. 3569) ; Béranger (Jean) (p. 3571) ; Ornano (Paul d') (p. 3575) ; Perlican (Rolande) (p. 3575, 3576) ; Francou (Jean) (p. 3579) ; Croze (Pierre) (p. 3579, 3580).

PÉTROLE : Lecanuet (Jean) (p. 3564).

POLITIQUE EXTÉRIEURE : Cheysson (Claude) (p. 3547, 3548, 3549, 3550, 3551, 3584, 3585, 3586) ; Chandernagor (André) (p. 3551, 3552, 3583, 3584) ; Cot (Jean-Pierre) (p. 3553, 3554, 3581, 3582, 3583) ; Moinet (Josy) (p. 3554) ; Mont (Claude) (p. 3556, 3557) ; Schmitt (Robert) (p. 3557, 3558, 3559) ; Palmero (Francis) (p. 3559, 3560) ; Pelletier (Jacques) (p. 3560, 3561) ; Martin (Louis) (p. 3561, 3562, 3563) ; Delmas (Lucien) (p. 3563, 3564) ; Lecanuet (Jean) (p. 3564, 3565, 3566) ; Bettencourt (André) (p. 3566, 3567, 3568) ; Garcia (Jean) (p. 3568, 3569) ; Repiquet (Georges) (p. 3569, 3570) ; Gaud (Gérard) (p. 3570, 3571) ; Béranger (Jean) (p. 3571, 3572) ; Genton (Jacques) (p. 3572, 3573) ; Habert (Jacques) (p. 3573, 3574) ; Ornano (Paul d') (p. 3574, 3575, 3576) ; Perlican (Rolande) (p. 3576, 3577) ; Cuttoli (Charles de) (p. 3577, 3578) ; Francou (Jean) (p. 3578, 3579) ; Croze (Pierre) (p. 3579, 3580) ; Machefer (Philippe) (p. 3580, 3581).

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT (PIB) : Cot (Jean-Pierre) (p. 3553) ; Béranger (Jean) (p. 3571).

RADIODIFFUSION TÉLÉVISION : Cheysson (Claude) (p. 3548, 3585) ; Moinet (Josy) (p. 3555) ; Palmero (Francis) (p. 3560) ; Pelletier (Jacques) (p. 3561) ; Delmas (Lucien) (p. 3564) ; Repiquet (Georges) (p. 3569) ; Gaud (Gérard) (p. 3571) ; Machefer (Philippe) (p. 3580).

RADIO FRANCE INTERNATIONAL : Moinet (Josy) (p. 3555) ; Palmero (Francis) (p. 3559, 3560).

RAPPORT RIGAUD (affaires culturelles) : Moinet (Josy) (p. 3555) ; Palmero (Francis) (p. 3559) ; Cheysson (Claude) (p. 3584).

RECHERCHE AGRO-ALIMENTAIRE : Béranger (Jean) (p. 3571).

RÉFUGIÉS : Cheysson (Claude) (p. 3548, 3584) ; Palmero (Francis) (p. 3560) ; Machefer (Philippe) (p. 3581).

RELATIONS CULTURELLES : Cheysson (Claude) (p. 3548, 3584) ; Moinet (Josy) (p. 3554, 3555) ; Palmero (Francis) (p. 3559, 3560) ; Pelletier (Jacques) (p. 3561) ; Repiquet (Georges) (p. 3569) ; Habert (Jacques) (p. 3573) ; Machefer (Philippe) (p. 3580).

RELATIONS EXTÉRIEURES (ministère des) : Cheysson (Claude) (p. 3547) ; Moinet (Josy) (p. 3556) ; Martin (Louis) (p. 3561) ; Delmas (Lucien) (p. 3564) ; Repiquet (Georges) (p. 3569).

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE ALLEMANDE (RDA) : Machefer (Philippe) (p. 3581).

REVENU AGRICOLE : Chandernagor (André) (p. 3552).

SAHRAOUI : Garcia (Jean) (p. 3568).

SCOLARISATION (Français de l'étranger) : Cheysson (Claude) (p. 3548) ; Moinet (Josy) (p. 3555) ; Palmero (Francis) (p. 3559) ; Pelletier (Jacques) (p. 3561) ; Habert (Jacques) (p. 3573, 3574).

SERVICE NATIONAL : Machefer (Philippe) (p. 3580).

SOCIÉTÉ MONÉGASQUE D'EXPLOITATION ET D'ÉTUDES DE RADIODIFFUSION (SOMERA) : Moinet (Josy) (p. 3555) ; Cheysson (Claude) (p. 3585).

SYSTÈME DE STABILISATION DES EXPORTATIONS (STABEX) : Cot (Jean-Pierre) (p. 3583).

TAXE DE CO-RESPONSABILITÉ SUR LE LAIT : Genton (Jacques) (p. 3572).

TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE (TVA) : Genton (Jacques) (p. 3572) ; Chandernagor (André) (p. 3583).

VANUATU : Moinet (Josy) (p. 3555) ; Palmero (Francis) (p. 3560) ; Machefer (Philippe) (p. 3581).

Examen des crédits [3 décembre 1981] (p. 3586, 3588) : *MM. Paul Séramy, Francis Palmero, Josy Moinet, rapporteur spécial ; Claude Cheysson, ministre ; Charles de Cuttoli, Jean Lecanuet, Bernard Parmantier.*

I. — **Services diplomatiques et généraux.**

État B : — TITRE III (p. 3586).

Rejeté : amendement n° 516 de M. Francis Palmero : réduction des crédits du titre III : Office universitaire et culturel français pour l'Algérie (p. 3587).

Rejet du titre III (p. 3587 ; scrutin public n° 32 ; liste des votants p. 3596).

TITRE IV (p. 3587).

Retirés : amendement n° 515 de M. Bernard Parmantier : réduction des crédits du titre IV : fouilles archéologiques (p. 3587). — Amendement n° 517 de M. Francis Palmero : réduction des crédits du titre IV : crédits destinés au Vanuatu, anciennes Nouvelles-Hébrides (p. 3588).

Adoption du titre IV (p. 3588).

État C. — TITRES V et VI : adoptés (p. 3588).

II. — **Coopération**

État B. — TITRES III et IV : adoptés (p. 3588).

État C. — TITRES V et VII : adoptés (p. 3588).

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

I. — SERVICES GÉNÉRAUX

INFORMATION

Discussion [30 novembre 1981] (p. 3335, 3343) : *MM. Georges Fillioud, ministre de la communication ; Henri Goetschy, rapporteur spécial de la Commission des finances ; Mme Brigitte Gros, rapporteur pour avis de la Commission des affaires culturelles ; MM. Guy Schmaus, Marcel Gargar, Félix Ciccolini, Dominique Paolo, Jacques Habert.*

AGENCE FRANCE PRESSE : Goestschy (Henri) (p. 3337) ; Fillioud (Georges) (p. 3340).

CHÔMAGE : Schmaus (Guy) (p. 3339).

DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER : Gargar (Marcel) (p. 3339) ; Fillioud (Georges) (p. 3342) ; Goetschy (Henri) (p. 3342).

FONDS D'AIDE A L'EXPANSION DE LA PRESSE FRANÇAISE A L'ÉTRANGER : Goetschy (Henri) (p. 3337) ; Gros (Brigitte) (p. 3338) ; Fillioud (Georges) (p. 3342) ; Habert (Jacques) (p. 3342).

INFORMATION : Fillioud (Georges) (p. 3335, 3336, 3340, 3341, 3342) ; Goetschy (Henri) (p. 3337, 3338, 3342) ; Gros (Brigitte) (p. 3338, 3339) ; Schmaus (Guy) (p. 3339) ; Gargar (Marcel) (p. 3339) ; Ciccolini (Félix) (p. 3339, 3340) ; Pado (Dominique) (p. 3341) ; Habert (Jacques) (p. 3342).

NOUVELLE AGENCE DE PRESSE (NAP) : Fillioud (Georges) (p. 3341).

PRESSE : Fillioud (Georges) (p. 3335, 3336, 3340, 3341, 3342) ; Goetschy (Henri) (p. 3339, 3342) ; Gros (Brigitte) (p. 3338, 3339) ; Schmaus (Guy) (p. 3339) ; Gargar (Marcel) (p. 3339) ; Ciccolini (Félix) (p. 3340) ; Habert (Jacques) (p. 3342).

PRESSE (fiscalité) : Fillioud (Georges) (p. 3335, 3336) ; Goetschy (Henri) (p. 3337) ; Schmaus (Guy) (p. 3339).

PUBLICATIONS ADMINISTRATIVES : Goetschy (Henri) (p. 3337).

PUBLICITÉ : Fillioud (Georges) (p. 3336, 3341) ; Goetschy (Henri) (p. 3337) ; Gros (Brigitte) (p. 3338, 3339) ; Schmaus (Guy) (p. 3339) ; Ciccolini (Félix) (p. 3340) ; Pado (Dominique) (p. 3341).

RAPPORT MOINOT (audiovisuel) : Gros (Brigitte) (p. 3338).

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE DE RADIODIFFUSION (SOFIRAD) : Goetschy (Henri) (p. 3337).

SOCIÉTÉ NATIONALE DES ENTREPRISES DE PRESSE (SNEP) : Goetschy (Henri) (p. 3337) ; Schmaus (Guy) (p. 3339) ; Fillioud (Georges) (p. 3341).

TARIFS PUBLICS (tarifs postaux) : Fillioud (Georges) (p. 3336) ; Goetschy (Henri) (p. 3337) ; Gros (Brigitte) (p. 3338).

TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE (TVA) : Fillioud (Georges) (p. 3336) ; Goetschy (Henri) (p. 3337) ; Gros (Brigitte) (p. 3338) ; Schmaus (Guy) (p. 3339).

TÉLÉMATIQUE : Gros (Brigitte) (p. 3338).

TÉLÉVISION : Gros (Brigitte) (p. 3338) ; Fillioud (Georges) (p. 3341) ; Pado (Dominique) (p. 3341).

Examen des crédits [30 novembre 1981] (p. 3342, 3343) ; [3 décembre 1981] (p. 3547) : *Mme Brigitte Gros, rapporteur pour avis ; MM. Georges Fillioud, ministre ; Jacques Habert, André Méric, Henri Goetschy, rapporteur spécial.*

État B. – TITRE III (p. 3342, 3547).

TITRE IV (p. 3343, 3547).

Rejeté : amendement n° 481 de Mme Brigitte Gros, rapporteur pour avis : réduction de moitié des crédits du titre IV : dotation destinée au fonds d'aide à l'expansion de la presse française à l'étranger (p. 3343).

État C. – TITRES V et VI (p. 3343, 3547).

– Les crédits sont réservés (p. 3343), adoptés (p. 3547).

SERVICES DIVERS RATTACHÉS. – FONCTION PUBLIQUE. – FORMATION PROFESSIONNELLE. – DROITS DE LA FEMME.

Discussion [3 décembre 1981] (p. 3528, 3547) : *Mme Yvette Roudy, ministre des droits de la femme ; MM. André Labarrère, ministre chargé des relations avec le Parlement ; Anicet Le Pors, ministre de la fonction publique ; Marcel Rigout, ministre de la formation professionnelle ; Robert Guillaume, rapporteur spécial de la Commission des finances ; Mme Brigitte Gros, rapporteur pour avis de la Commission des affaires culturelles (Formation professionnelle continue) ; M. Jacques Eberhard, Mme Geneviève Le Bellegou-Beguin, MM. Pierre Salvi, René Regnault, René Tinant, Francis Palmero, Dominique Pado.*

ADMINISTRATEURS CIVILS : Guillaume (Robert) (p. 3534) ; Salvi (Pierre) (p. 3537, 3538) ; Le Pors (Anicet) (p. 3542).

AGENCE NATIONALE POUR L'EMPLOI (ANPE) : Regnault (René) (p. 3540).

APPRENTISSAGE MARITIME : Regnault (René) (p. 3540).

ARTISANS (conjoints) : Roudy (Yvette) (p. 3529).

ASSOCIATION POUR LA FORMATION PROFESSIONNELLE DES ADULTES (AFPA) : Rigout (Marcel) (p. 3532).

ATTACHES D'ADMINISTRATION CENTRALE : Salvi (Pierre) (p. 3538).

BANQUE D'INFORMATION POLITIQUE ET D'ACTUALITÉ (BIPA) : Labarrère (André) (p. 3530).

BREVET PROFESSIONNEL AGRICOLE (BPA) : Tinant (René) (p. 3540).

CENTRE DES HAUTES ÉTUDES SUR L'AFRIQUE ET L'ASIE MODERNES : Guillaume (Robert) (p. 3534).

CENTRES DE FORMATION D'APPRENTIS (CFA) : Regnault (René) (p. 3540) ; Rigout (Marcel) (p. 3543).

CHÔMAGE : Roudy (Yvette) (p. 3528).

CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA FONCTION PUBLIQUE : Le Pors (Anicet) (p. 3532) ; Eberhard (Jacques) (p. 3536).

CONTRACEPTION : Roudy (Yvette) (p. 3529).

CONTRATS EMPLOI-FORMATION : Roudy (Yvette) (p. 3529) ; Le Bellegou-Beguin (Geneviève) (p. 3537).

DÉCENTRALISATION : Le Pors (Anicet) (p. 3531, 3542) ; Gros (Brigitte) (p. 3535) ; Regnault (René) (p. 3539) ; Rigout (Marcel) (p. 3544).

DÉLÉGATION A LA FORMATION PROFESSIONNELLE : Rigout (Marcel) (p. 3545).

DOCUMENTATION FRANÇAISE : Labarrère (André) (p. 3530).

ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION (ENA) : Guillaume (Robert) (p. 3534) ; Le Pors (Anicet) (p. 3541).

EMPLOIS PUBLICS : Le Pors (Anicet) (p. 3530) ; Guillaume (Robert) (p. 3533, 3534) ; Eberhard (Jacques) (p. 3536).

EXPLOITANTS AGRICOLES (conjoints) : Roudy (Yvette) (p. 3529).

FAMILLE (familles monoparentales) : Roudy (Yvette) (p. 3529).

FEMME (droits de la) : Roudy (Yvette) (p. 3528, 3529, 3530, 3542) ; Guillaume (Robert) (p. 3533) ; Le Bellegou-Beguin (Geneviève) (p. 3536, 3537).

FONCTION PUBLIQUE : Roudy (Yvette) (p. 3529) ; Le Pors (Anicet) (p. 3530, 3531, 3532, 3541, 3542) ; Guillaume (Robert) (p. 3534) ; Eberhard (Jacques) (p. 3536) ; Salvi (Pierre) (p. 3537, 3538).

FONCTION PUBLIQUE DES COLLECTIVITÉS LOCALES : Salvi (Pierre) (p. 3538) ; Regnault (René) (p. 3539) ; Le Pors (Anicet) (p. 3542).

FONDS DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE : Gros (Brigitte) (p. 3535).

FORMATION PROFESSIONNELLE : Roudy (Yvette) (p. 3529) ; Rigout (Marcel) (p. 3532, 3543, 3544, 3545) ; Guillaume (Robert) (p. 3533, 3534, 3535) ; Le Bellegou-Beguin (Geneviève) (p. 3537) ; Regnault (René) (p. 3539) ; Pado (Dominique) (p. 3545).

FORMATION PROFESSIONNELLE AGRICOLE : Tinant (René) (p. 3540) ; Rigout (Marcel) (p. 3543).

FORMATION PROFESSIONNELLE CONTINUE : Gros (Brigitte) (p. 3535, 3536) ; Regnault (René) (p. 3540) ; Tinant (René) (p. 3540) ; Rigout (Marcel) (p. 3543).

GARIBALDI (centenaire) : Palmero (Francis) (p. 3541) ; Labarrère (André) (p. 3541).

HAUT COMITÉ DE LA LANGUE FRANÇAISE : Labarrère (André) (p. 3530) ; Guillaume (Robert) (p. 3535).

HAUT COMITÉ D'ÉTUDES ET D'INFORMATION SUR L'ALCOOLISME : Labarrère (André) (p. 3530) ; Guillaume (Robert) (p. 3534, 3535).

INFORMATIQUE : Labarrère (André) (p. 3530) ; Guillaume (Robert) (p. 3534) ; Gros (Brigitte) (p. 3535).

INSTITUT AUGUSTE COMTE : Guillaume (Robert) (p. 3534).

INSTITUTS RÉGIONAUX D'ADMINISTRATION (IRA) : Guillaume (Robert) (p. 3534).

INTERRUPTION VOLONTAIRE DE GROSSESSE (IVG) : Roudy (Yvette) (p. 3529).

JEUNES : Roudy (Yvette) (p. 3529) ; Rigout (Marcel) (p. 3532, 3544) ; Guillaume (Robert) (p. 3534) ; Gros (Brigitte) (p. 3535).

MAISONS FAMILIALES RURALES : Tinant (René) (p. 3540) ; Rigout (Marcel) (p. 3543).

MENSUALISATION (pensions) : Salvi (Pierre) (p. 3538).

PANTHÉON (transfert des cendres) : Palmero (Francis) (p. 3541) ; Labarrère (André) (p. 3541).

PARLEMENT (contrôle du) : Pado (Dominique) (p. 3545).

PENSIONS ALIMENTAIRES : Roudy (Yvette) (p. 3529).

PENSIONS DE RETRAITE CIVILES ET MILITAIRES : Salvi (Pierre) (p. 3538) ; Le Pors (Anicet) (p. 3541, 3542).

PENSIONS DE REVERSION : Salvi (Pierre) (p. 3538).

PLAN « AVENIR JEUNES » : Roudy (Yvette) (p. 3529) ; Rigout (Marcel) (p. 3532, 3543) ; Le Bellegou-Beguin (Geneviève) (p. 3537) ; Regnault (René) (p. 3539).

PROSTITUTION : Roudy (Yvette) (p. 3529).

QUESTEL (centre serveur télésystème) : Labarrère (André) (p. 3530).

RÉGIMES MATRIMONIAUX : Roudy (Yvette) (p. 3529).

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DU GOUVERNEMENT : Labarrère (André) (p. 3530).

SYNDICATS PROFESSIONNELS : Le Pors (Anicet) (p. 3531) ; Regnault (René) (p. 3539).

TRAVAIL (durée du) : Le Pors (Anicet) (p. 3531) ; Guillaume (Robert) (p. 3534).

VIOLENCE : Roudy (Yvette) (p. 3529).

Examen des crédits [3 décembre 1981] (p. 3545, 3547) : *M. Hector Viron, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. André Labarrère, ministre ; Louis Virapoullé.*

État B. – TITRES III et IV : adoptés (p. 3547).

État C. – TITRES V et VI : adoptés (p. 3547).

II. – SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DE LA DÉFENSE NATIONALE

Discussion [5 décembre 1981] (p. 3652, 3654) : *MM. André Labarrère, ministre chargé des relations avec le Parlement ; Stéphane Bonduel, en remplacement de M. Christian Poncelet, rapporteur spécial de la Commission des finances.*

ABRIS ANTI-ATOMIQUES : Labarrère (André) (p. 3652) ; Bonduel Stéphane (p. 3653, 3654).

DÉFENSE CIVILE : Labarrère (André) (p. 3652) ; Bonduel (Stéphane) (p. 3654).

PROTECTION CIVILE : Labarrère (André) (p. 3652) ; Bonduel (Stéphane) (p. 3653, 3654).

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DE LA DÉFENSE NATIONALE : Labarrère (André) (p. 3652, 3653) ; Bonduel (Stéphane) (p. 3654).

Examen des crédits [5 décembre 1981] (p. 3654).

État B. – TITRE III : adopté (p. 3654).

État C. – TITRE V : adopté (p. 3654).

III. – CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Discussion [5 décembre 1981] (p. 3654, 3656) : *MM. Paul Jargot, rapporteur spécial de la Commission des finances ; Stéphane Bonduel, André Labarrère, ministre chargé des relations avec le Parlement.*

CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL : Labarrère (André) (p. 3652, 3655, 3656) ; Jargot (Paul) (p. 3654) ; Bonduel (Stéphane) (p. 3655).

CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL (construction d'une annexe) : Labarrère (André) (p. 3652, 3655) ; Jargot (Paul) (p. 3654).

CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL (statut du personnel) : Jargot (Paul) (p. 3654, 3655) ; Labarrère (André) (p. 3656).

Examen des crédits [5 décembre 1981] (p. 3656) : *MM. Marcel Gargar, André Labarrère, ministre.*

État B. – TITRE III : adopté (p. 3656).

SOLIDARITÉ NATIONALE, SANTÉ, TRAVAIL

II. – SANTÉ ; SOLIDARITÉ NATIONALE

Discussion [10 décembre 1981] (p. 3999, 4038) : *M. Jack Ralite, ministre de la santé ; Mme Georgina Dufoix, secrétaire d'État à la famille ; MM. Joseph Franceschi, secrétaire d'État aux personnes âgées ; François Autain, secrétaire d'État aux immigrés ; Mme Nicole Questiaux, ministre de la solidarité nationale ; MM. Marcel Fortier, rapporteur spécial de la Commission des finances ; Jean Chérioux, rapporteur pour avis de la Commission des affaires sociales (Solidarité nationale, santé) ; Louis Boyer, rapporteur pour avis de la Commission des affaires sociales (Solidarité nationale, sécurité sociale) ; Charles Bonifay, Jean-Pierre Cantegrit, Jean Cluzel, Michel Miroudot, Mme Monique Midy, MM. Henri Belcour, Jules Faigt, André Jouany, Bernard Lemarié, Mme Marie-Claude Beaudeau, M. Sosefo Makape Papillo, Mme Cécile Goldet, MM. Louis Jung, Robert Schwint, Hector Viron.*

AFRIQUE : Ralite (Jack) (p. 4001).

AIDE AU RETOUR (travailleurs immigrés) : Autain (François) (p. 4004).

AIDE MÉDICALE : Ralite (Jack) (p. 4001) ; Fortier (Marcel) (p. 4007) ; Questiaux (Monique) (p. 4034).

AIDE MÉNAGÈRE : Franceschi (Joseph) (p. 4003, 4006) ; Chérioux (Jean) (p. 4011) ; Cluzel (Jean) (p. 4017) ; Beaudeau (Marie-Claude) (p. 4027).

AIDE SOCIALE : Dufoix (Georgina) (p. 4002) ; Franceschi (Joseph) (p. 4003) ; Fortier (Marcel) (p. 4007) ; Chérioux (Jean) (p. 4009).

ALCOOLISME : Ralite (Jack) (p. 4007) ; Belcour (Henri) (p. 4022) ; Faigt (Jules) (p. 4022) ; Jouany (André) (p. 4023) ; Lemarié (Bernard) (p. 4024).

ALGÉRIE : Autain (François) (p. 4004).

ALLOCATION LOGEMENT : Dufoix (Georgina) (p. 4002).

ALLOCATIONS FAMILIALES : Dufoix (Georgina) (p. 4002) ; Boyer (Louis) (p. 4012) ; Beaudeau (Marie-Claude) (p. 4027) ; Goldet (Cécile) (p. 4028) ; Questiaux (Nicole) (p. 4035).

ANIMATEURS : Questiaux (Nicole) (p. 4035).

ASSOCIATION DE COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE (ACDA) : Ralite (Jack) (p. 4001).

ASSOCIATIONS : Questiaux (Nicole) (p. 4005).

ASSURANCE VEUVAGE : Cantegrit (Jean-Pierre) (p. 4015).

ASSURANCE VOLONTAIRE : Cantegrit (Jean-Pierre) (p. 4014) ; Questiaux (Nicole) (p. 4035).

BOURSES : Ralite (Jack) (p. 4000).

CAISSE DES EXPATRIÉS : Cantegrit (Jean-Pierre) (p. 4015, 4016).

CENTRES DE SANTÉ INTÉGRÉS : Fortier (Marcel) (p. 4008) ; Lemarié (Bernard) (p. 4023) ; Taittinger (Pierre-Christian) (p. 4026) ; Goldet (Cécile) (p. 4028) ; Ralite (Jack) (p. 4032) ; Questiaux (Nicole) (p. 4035).

CHIRURGIENS-DENTISTES : Jouany (André) (p. 4023) ; Ralite (Jack) (p. 4033).

CHÔMAGE : Questiaux (Nicole) (p. 4006) ; Bonifay (Charles) (p. 4014).

CHÔMEURS : Ralite (Jack) (p. 4001) ; Questiaux (Nicole) (p. 4005) ; Boyer (Louis) (p. 4012, 4013).

CLINIQUES PRIVÉES : Belcour (Henri) (p. 4021) ; Jung (Louis) (p. 4029) ; Ralite (Jack) (p. 4032, 4033).

COLLECTIVITÉS LOCALES : Questiaux (Nicole) (p. 4007).

COMPAGNIE GÉNÉRALE DE RADIOLOGIE (CGR) : Ralite (Jack) (p. 4000).

CONTRATS DE SOLIDARITÉ : Questiaux (Nicole) (p. 4005).

CRÈCHES : Dufoix (Georgina) (p. 4002, 4035) ; Chérioux (Jean) (p. 4011).

CUMULS : Boyer (Louis) (p. 4013).

DÉCENTRALISATION : Chérioux (Jean) (p. 4011).

DROGUE (lutte contre la) : Lemarié (Bernard) (p. 4024).

DROIT DE GRÈVE : Chérioux (Jean) (p. 4010).

ÉCOLE NATIONALE DE LA SANTÉ PUBLIQUE : Questiaux (Nicole) (p. 4007).

ÉCOLES PARA-MÉDICALES PUBLIQUES : Ralite (Jack) (p. 4000).

ÉDUCATION SPÉCIALISÉE : Ralite (Jack) (p. 4000) ; Beaudeau (Marie-Claude) (p. 4027).

EMPLOIS (créations d') : Ralite (Jack) (p. 4000) ; Questiaux (Nicole) (p. 4000, 4006, 4034).

ENFANTS : Dufoix (Georgina) (p. 4002) ; Chérioux (Jean) (p. 4009, 4011).

ÉPIDÉMIOLOGIE : Ralite (Jack) (p. 4001).

EXPORTATIONS : Cluzel (Jean) (p. 4017).

FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS : Boyer (Louis) (p. 4012).

FONDS D'ACTION SOCIAL (FAS) : Autain (françois) (p. 4004).

FONDS NATIONAL DE SOLIDARITÉ (FNS) : Franceschi (Joseph) (p. 4003, 4036) ; Boyer (Louis) (p. 4013).

FORMATION CONTINUE : Ralite (Jack) (p. 4000).

FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER : Cantegrit (Jean-Pierre) (p. 4014, 4015, 4016) ; Questiaux (Nicole) (p. 4035).

HANDICAPÉS : Questiaux (Nicole) (p. 4006, 4034, 4035) ; Cantegrit (Jean-Pierre) (p. 4014) ; Cluzel (Jean) (p. 4017) ; Beaudeau (Marie-Claude) (p. 4027) ; Goldet (Cécile) (p. 4028).

HÔPITAUX : Ralite (Jack) (p. 4000, 4033, 4034) ; Fortier (Marcel) (p. 4008, 4009) ; Chérioux (Jean) (p. 4010) ; Miroudot (Michel) (p. 4018) ; Midy (Monique) (p. 4019) ; Belcour (Henri) (p. 4020, 4021) ; Faigt (Jules) (p. 4022) ; Taittinger (Pierre-Christian) (p. 4025) ; Beaudeau (Marie-Claude) (p. 4027).

HÔPITAUX (conseils d'administration) : Ralite (Jack) (p. 4001) ; Chérioux (Jean) (p. 4010).

HÔPITAUX (personnels) : Fortier (Marcel) (p. 4009) ; Belcour (Henri) (p. 4020).

HÔPITAUX (tarifs) : Fortier (Marcel) (p. 4008) ; Chérioux (Jean) (p. 4010) ; Jouany (André) (p. 4023).

HÔPITAUX PSYCHIATRIQUES : Ralite (Jack) (p. 4000, 4033) ; Miroudot (Michel) (p. 4018) ; Faigt (Jules) (p. 4022).

HÔPITAUX PUBLICS (secteur privé) : Ralite (Jack) (p. 4001, 4024, 4030) ; Fortier (Marcel) (p. 4008) ; Chérioux (Jean) (p. 4010) ; Midy (Monique) (p. 4020) ; Belcour (Henri) (p. 4020) ; Lemarié (Bernard) (p. 4023) ; Taittinger (Pierre-Christian) (p. 4025).

HOSPICES : Franceschi (Joseph) (p. 4003) ; Questiaux (Nicole) (p. 4006) ; Chérioux (Jean) (p. 4009, 4011) ; Beaudeau (Marie-Claude) (p. 4027).

IMMIGRATION : Autain (François) (p. 4004) ; Questiaux (Nicole) (p. 4004) ; Beaudeau (Marie-Claude) (p. 4027).

INDUSTRIE BIO-MÉDICALE : Ralite (Jack) (p. 4000).

INDUSTRIE MÉDICO-CHIRURGICALE : Ralite (Jack) (p. 4000).

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE : Jouany (André) (p. 4023).

INFIRMIERS ET INFIRMIÈRES : Ralite (Jack) (p. 4000, 4001).

INFORMATION : Questiaux (Nicole) (p. 4006) ; Boyer (Louis) (p. 4013).

INSTITUT NATIONAL DE LA SANTÉ ET DE LA RECHERCHE MÉDICALE (INSERM) : Ralite (Jack) (p. 4001).

INSTITUT PASTEUR : Ralite (Jack) (p. 4001).

LABORATOIRES PHARMACEUTIQUES : Lemarié (Bernard) (p. 4023).

LOGEMENT : Autain (François) (p. 4004).

MAISONS FAMILIALES DE VACANCES : Questiaux (Nicole) (p. 4006).

MALADIES PROFESSIONNELLES : Cantegrit (Jean-Pierre) (p. 4017).

MÉDECINE : Fortier (Marcel) (p. 4007) ; Chérioux (Jean) (p. 4010) ; Miroudot (Michel) (p. 4018) ; Midy (Monique) (p. 4020) ; Belcour (Henri) (p. 4020) ; Lemarié (Bernard) (p. 4025) ; Taittinger (Pierre-Christian) (p. 4025) ; Ralite (Jack) (p. 4032).

MÉDECINE (enseignement de la) : Ralite (Jack) (p. 4000) ; Fortier (Marcel) (p. 4008) ; Chérioux (Jean) (p. 4010) ; Cluzel (Jean) (p. 4017) ; Belcour (Henri) (p. 4021) ; Taittinger (Pierre-Christian) (p. 4026).

MÉDECINE DU TRAVAIL : Midy (Monique) (p. 4020) ; Belcour (Henri) (p. 4022) ; Jouany (André) (p. 4023) ; Ralite (Jack) (p. 4033).

MÉDECINE PRÉVENTIVE : Ralite (Jack) (p. 4000) ; Fortier (Marcel) (p. 4007) ; Chérioux (Jean) (p. 4009) ; Midy (Monique) (p. 4019) ; Belcour (Henri) (p. 4021) ; Jouany (André) (p. 4023).

MÉDECINE SCOLAIRE : Midy (Monique) (p. 4019, 4020) ; Belcour (Henri) (p. 4021) ; Jouany (André) (p. 4023) ; Ralite (Jack) (p. 4033).

MÉDECINS : Ralite (Jack) (p. 4000, 4030, 4031, 4032) ; Fortier (Marcel) (p. 4007, 4008) ; Boyer (Louis) (p. 4012) ; Jouany (André) (p. 4023) ; Lemarié (Bernard) (p. 4023, 4024) ; Taittinger (Pierre-Christian) (p. 4025).

MÉDICAMENTS : Ralite (Jack) (p. 4000) ; Fortier (Marcel) (p. 4008) ; Boyer (Louis) (p. 4012) ; Midy (Monique) (p. 4020) ; Jouany (André) (p. 4023) ; Lemarié (Bernard) (p. 4025).

MUTUALITÉ : Faigt (Jules) (p. 4022) ; Questiaux (Nicole) (p. 4035).

NATIONALISATIONS : Fortier (Marcel) (p. 4008).

ORDONNANCES (législation par) : Viron (Hector) (p. 4029) ; Schwint (Robert) (p. 4029, 4030).

ORDRES PROFESSIONNELS : Lemarié (Bernard) (p. 4023).

PARLEMENT (contrôle du) : Questiaux (Nicole) (p. 4006) ; Boyer (Louis) (p. 4012, 4013) ; Bonifay (Charles) (p. 4013).

PARLEMENT (information du) : Questiaux (Nicole) (p. 4007).

PERSONNES ÂGÉES : Franceschi (Joseph) (p. 4003, 4036) ; Chérioux (Jean) (p. 4009, 4011, 4036) ; Cantegrit (Jean-Pierre) (p. 4014, 4016) ; Midy (Monique) (p. 4020) ; Beaudeau (Marie-Claude) (p. 4027) ; Papilio (Sosefo Makapé) (p. 4028) ; Questiaux (Nicole) (p. 4035).

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (PME) : Ralite (Jack) (p. 4000).

PHARMACIE : Fortier (Marcel) (p. 4008).

PHARMACIENS : Ralite (Jack) (p. 4000).

PHARMACIES MUTUALISTES : Fortier (Marcel) (p. 4008).

PHARMACOLOGIE : Ralite (Jack) (p. 4000) ; Taittinger (Pierre-Christian) (p. 4026).

POLITIQUE FAMILIALE : Dufoix (Georgina) (p. 4002, 4003, 4035).

PRESTATIONS SOCIALES : Questiaux (Nicole) (p. 4006) ; Fortier (Marcel) (p. 4008) ; Chérioux (Jean) (p. 4011) ; Boyer (Louis) (p. 4012, 4013) ; Cantegrit (Jean-Pierre) (p. 4014, 4015, 4016) ; Jung (Louis) (p. 4029).

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT (PIB) : Fortier (Marcel) (p. 4008).

PROGRAMME D'ACTIONS PRIORITAIRE (PAP) : Chérioux (Jean) (p. 4011).

PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE : Midy (Monique) (p. 4020) ; Belcour (Henri) (p. 4021).

PSYCHIATRIE : Miroudot (Michel) (p. 4018) ; Ralite (Jack) (p. 4033).

PUBLICITÉ : Ralite (Jack) (p. 4001).

QUOTIENT FAMILIAL : Boyer (Louis) (p. 4013) ; Dufoix (Georgina) (p. 4035).

RADIOLOGIE : Ralite (Jack) (p. 4034).

RAPPORT SCHWARTZ (immigration) : Autain (François) (p. 4004).

RECHERCHE : Ralite (Jack) (p. 4001) ; Taittinger (Pierre-Christian) (p. 4026).

RETRAITE (âge de la) : Questiaux (Nicole) (p. 4006) ; Boyer (Louis) (p. 4013).

SANTÉ PUBLIQUE : Ralite (Jack) (p. 3999, 4000, 4001, 4033, 4034) ; Questiaux (Nicole) (p. 4006) ; Fortier (Marcel) (p. 4008) ; Chérioux (Jean) (p. 4009) ; Midy (Monique) (p. 4019, 4020).

SANTÉ SCOLAIRE : Ralite (Jack) (p. 3999) ; Fortier (Marcel) (p. 4007) ; Chérioux (Jean) (p. 4009).

SÉCURITÉ SOCIALE : Ralite (Jack) (p. 4001) ; Questiaux (Nicole) (p. 4005, 4006) ; Boyer (Louis) (p. 4012) ; Bonifay (Charles) (p. 4013, 4014) ; Beaudeau (Marie-Claude) (p. 4027).

SÉCURITÉ SOCIALE (cotisations) : Questiaux (Nicole) (p. 4006, 4035) ; Fortier (Marcel) (p. 4008) ; Boyer (Louis) (p. 4012) ; Beaudeau (Marie-Claude) (p. 4027).

SÉCURITÉ SOCIALE (financement) : Fortier (Marcel) (p. 4007) ; Boyer (Louis) (p. 4012) ; Bonifay (Charles) (p. 4014) ; Questiaux (Nicole) (p. 4035).

SÉCURITÉ SOCIALE (ticket modérateur) : Boyer (Louis) (p. 4013) ; Faigt (Jules) (p. 4022) ; Questiaux (Nicole) (p. 4035).

SÉNÉGAL : Autain (François) (p. 4004).

SOLIDARITÉ NATIONALE : Franceschi (Joseph) (p. 4003) ; Questiaux (Nicole) (p. 4005, 4006, 4007, 4034, 4035) ; Fortier (Marcel) (p. 4007) ; Chérioux (Jean) (p. 4009, 4010, 4011) ; Boyer (Louis) (p. 4012, 4013) ; Beaudeau (Marie-Claude) (p. 4026) ; Schwint (Robert) (p. 4029).

TABAGISME : Lemarié (Bernard) (p. 4024).

TAXE SUR LES PRIMES D'ASSURANCE AUTOMOBILE : Fortier (p. 4009).

TERRITOIRES D'OUTRE-MER : Franceschi (Joseph) (p. 4037).

THERMALISME : Cluzel (Jean) (p. 4017) ; Ralite (Jack) (p. 4033).

TOXICOMANIE : Questiaux (Nicole) (p. 4006).

TRAVAIL CLANDESTIN : Autain (François) (p. 4004).

TRAVAILLEURS ÉTRANGERS : Autain (François) (p. 4005, 4006) ; Questiaux (Nicole) (p. 4005) ; Beaudeau (Marie-Claude) (p. 4027).

TRAVAILLEURS SALARIÉS ET NON SALARIÉS EXPATRIÉS : Cantegrit (Jean-Pierre) (p. 4015, 4016).

UNION NATIONALE DES ASSOCIATIONS FAMILIALES (UNAF) : Dufoix (Georgina) (p. 4002).

WALLIS et FUTUNA : Papilio (Sosefo Makapé) (p. 4028) ; Franceschi (Joseph) (p. 4037).

Examen des crédits et de l'article 90 [10 décembre 1981] (p. 4037, 4038) : *MM. Pierre Louvot, Louis Boyer, Jack Ralite, ministre ; Joseph Franceschi, secrétaire d'État ; Marcel Fortier, rapporteur spécial ; Jean Chérioux, rapporteur pour avis.*

État B. – TITRE III : adopté (p. 4037).

TITRE IV (p. 4037).

Adopté : amendement n° 571 de M. Joseph Franceschi, secrétaire d'État : majoration des crédits du titre IV relatifs au relèvement du plafond des rentes mutualistes des anciens combattants (p. 4038).

– Les crédits du titre IV, ainsi modifiés, sont adoptés (p. 4038).

État C. – TITRES V et VI : adoptés (p. 4038).

Article 90 *(Allocation d'éducation spéciale)* (p. 4038).

Adopté : amendement n° 514 de M. Jean Chérioux, rapporteur pour avis : fermeture d'un établissement d'éducation spéciale pour handicapés et maintien du versement de l'allocation d'éducation spéciale et de ses compléments éventuels (p. 4038).

– L'article 90, ainsi modifié, est adopté (p. 4038).

III. – **TRAVAIL**

I. – **SECTION COMMUNE**

Discussion [11 décembre 1981] (p. 4097, 4111) : *MM. Jean Auroux, ministre du travail ; André Fosset, rapporteur spécial de la Commission des finances ; Jean Béranger, rapporteur pour avis de la Commission des affaires sociales ; Édouard Bonnefous, président de la Commission des finances ; Yves Le Cozannet, Mme Monique Midy, M. Michel Moreigne.*

AGENCE NATIONALE POUR L'EMPLOI (ANPE) : Auroux (Jean) (p. 4098, 4099, 4109) ; Fosset (André) (p. 4101) ; Béranger (Jean) (p. 4103) ; Bonnefous (Édouard) (p. 4104) ; Midy (Monique) (p. 4106, 4107) ; Moreigne (Michel) (p. 4108).

AIDE AU RETOUR (travailleurs immigrés) : Bonnefous (Édouard) (p. 4105) ; Auroux (Jean) (p. 4110).

ARTISANAT : Bonnefous (Édouard) (p. 4105).

ASSOCIATION POUR LA FORMATION PROFESSIONNELLE DES ADULTES (AFPA) : Auroux (Jean) (p. 4098, 4099, 4109) ; Fosset (André) (p. 4101) ; Béranger (Jean) (p. 4103, 4104) ; Midy (Monique) (p. 4106, 4107) ; Moreigne (Michel) (p. 4108).

CHANTIERS DE DÉVELOPPEMENT LOCAL : Auroux (Jean) (p. 4098).

CHÔMAGE : Auroux (Jean) (p. 4097, 4098, 4099, 4108, 4109) ; Fosset (André) (p. 4100, 4101) ; Béranger (Jean) (p. 4102, 4103) ;

Bonnefous (Édouard) (p. 4105) ; Midy (Monique) (p. 4106) ; Moreigne (Michel) (p. 4107).

CHÔMAGE (indemnisation du) : Auroux (Jean) (p. 4098, 4099, 4109) ; Fosset (André) (p. 4101) ; Béranger (Jean) (p. 4103, 4104) ; Moreigne (Michel) (p. 4107).

CODE DU TRAVAIL : Auroux (Jean) (p. 4100).

COMITÉS D'ENTREPRISES : Le Cozannet (Yves) (p. 4105).

COMITÉS LOCAUX DE L'EMPLOI : Auroux (Jean) (p. 4101, 4110) ; Béranger (Jean) (p. 4103) ; Midy (Monique) (p. 4107).

CONSEILS DE PRUD'HOMMES : Auroux (Jean) (p. 4099) ; Fosset (André) (p. 4101).

CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET MÉTIERS (CNAM) : Bonnefous (Édouard) (p. 4105).

CONTRATS DE SOLIDARITÉ : Auroux (Jean) (p. 4098, 4099) ; Béranger (Jean) (p. 4103) ; Midy (Monique) (p. 4107).

DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER (DOM) : Auroux (Jean) (p. 4098).

EMPLOI (emploi des jeunes) : Auroux (Jean) (p. 4099) ; Fosset (André) (p. 4101) ; Béranger (Jean) (p. 4103).

EMPLOIS (créations d') : Fosset (André) (p. 4101) ; Béranger (Jean) (p. 4103) ; Midy (Monique) (p. 4107).

ENTREPRISES : Auroux (Jean) (p. 4099, 4109) ; Fosset (André) (p. 4101, 4102) ; Béranger (Jean) (p. 4104) ; Le Cozannet (Yves) (p. 4105).

FONDS NATIONAL DE L'EMPLOI (FNE) : Auroux (Jean) (p. 4099) ; Fosset (André) (p. 4101) ; Béranger (Jean) (p. 4103).

FORMATION PROFESSIONNELLE : Fosset (André) (p. 4102) ; Bonnefous (Édouard) (p. 4105).

HANDICAPÉS : Auroux (Jean) (p. 4099).

INSPECTION DU TRAVAIL : Auroux (Jean) (p. 4100, 4110).

INSTITUT NATIONAL DU TRAVAIL (INT) : Auroux (Jean) (p. 4099).

LICENCIEMENTS : Auroux (Jean) (p. 4099) ; Fosset (André) (p. 4101) ; Midy (Monique) (p. 4106).

MÉDECINE DU TRAVAIL : Auroux (Jean) (p. 4100).

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (PME) : Midy (Monique) (p. 4106).

RAPPORT AUROUX (droits des salariés) : Béranger (Jean) (p. 4104) ; Le Cozannet (Yves) (p. 4105, 4106).

RAPPORT SCHWARTZ (immigration) : Béranger (Jean) (p. 4103).

RÉGION PARISIENNE : Gamboa (Pierre) (p. 4092) ; Delors (Jacques) (p. 4093).

RETRAITE (âge de la) : Midy (Monique) (p. 4106) ; Bonnefous (Édouard) (p. 4107).

SALARIÉS (droits des) : Béranger (Jean) (p. 4104) ; Le Cozannet (Yves) (p. 4105, 4106) ; Moreigne (Michel) (p. 4108) ; Auroux (Jean) (p. 4110).

SYNDICATS PROFESSIONNELS : Auroux (Jean) (p. 4099, 4109, 4110) ; Fosset (André) (p. 4101) ; Le Cozannet (Yves) (p. 4105, 4106).

TERRITOIRES D'OUTRE-MER (TOM) : Auroux (Jean) (p. 4098).

TRAVAIL (conditions du) : Auroux (Jean) (p. 4099).

TRAVAIL (durée du) : Auroux (Jean) (p. 4100, 4110).

TRAVAIL A TEMPS PARTIEL : Midy (Monique) (p. 4107).

TRAVAIL CLANDESTIN : Bonnefous (Édouard) (p. 4104, 4105, 4107) ; Auroux (Jean) (p. 4110).

TRAVAILLEURS ÉTRANGERS : Fosset (André) (p. 4101) ; Bonnefous (Édouard) (p. 4104) ; Auroux (Jean) (p. 4110).

TRAVAIL TEMPORAIRE : Midy (Monique) (p. 4107) ; Auroux (Jean) (p. 4110).

UNION NATIONALE INTERPROFESSIONNELLE POUR L'EMPLOI DANS L'INDUSTRIE ET LE COMMERCE (UNEDIC) ; Auroux (Jean) (p. 4098, 4108, 4109) ; Fosset (André) (p. 4101) ; Béranger (Jean) (p. 4103).

Examen des crédits [11 décembre 1981] (p. 4111).

III. – **TRAVAIL**

État B. – TITRES III et IV : adoptés (p. 4111).

État C. – TITRE VI : adopté (p. 4111).

I. – **SECTION COMMUNE**

État B. – TITRE III : adopté (p. 4111).

État C. – TITRE V : adopté (p. 4111).

TEMPS LIBRE

Discussion [6 décembre 1981] (p. 3708, 3749) : *M. André Henry, ministre du temps libre ; Mme Edwige Avice, ministre de la jeunesse et des sports ; MM. François Abadie, secrétaire d'État au tourisme ; Stéphane Bonduel, rapporteur spécial de la Commission des finances ; Yves Durand, rapporteur spécial de la Commission des finances (Tourisme) ; Mme Hélène Luc, rapporteur pour avis de la Commission des affaires culturelles (Loisir social, éducation populaire et activités de pleine nature) ; MM. Roland Ruet, rapporteur pour avis de la Commission des affaires culturelles (Jeunesse et sport) ; Paul Malassagne, rapporteur pour avis de la Commission des affaires économiques (Tourisme) ; Michel Miroudot, Guy Schmaus, Bernard-Charles Hugo, Philippe Madrelle, Georges Mouly, Daniel Millaud, Bernard-Michel Hugo, Sosefo Makapé Papilo, Jean Peyrafitte, René Tinant, Edmond Valcin, Marc Bœuf, Jean Francou, Germain Authié.*

ASSOCIATION FRANÇAISE DE L'ACTION TOURISTIQUE (AFAT) : Abadie (François) (p. 3713, 3738, 3739) ; Durand (Yves) (p. 3717).

ASSOCIATIONS : Henry (André) (p. 3708, 3709, 3744) ; Avice (Edwige) (p. 3711) ; Abadie (François) (p. 3714, 3715) ; Luc (Hélène) (p. 3718, 3719) ; Ruet (Roland) (p. 3720) ; Miroudot (Michel) (p. 3724) ; Schmaus (Guy) (p. 3725) ; Hugo (Bernard-Charles) (p. 3727) ; Hugo (Bernard-Michel) (p. 3731, 3732) ; Bœuf (Marc) (p. 3735) ; Francou (Jean) (p. 3737).

AUBERGES DE JEUNESSE : Avice (Edwige) (p. 3711).

BIENVENUE-FRANCE : Durand (Yves) (p. 3717) ; Millaud (Daniel) (p. 3731) ; Abadie (François) (p. 3738, 3739).

BOURSES AVENTURE, JEUNESSE, INITIATIVE, RESPONSABILITÉS (AJIR) : AVICE (Edwige) (p. 3710, 3740) ; Bonduel (Stéphane) (p. 3715).

CAMPING ET CARAVANING : Abadie (François) (p. 3713) ; Durand (Yves) (p. 3717) ; Malassagne (Pierre) (p. 3722, 3723) ; Hugo (Bernard-Michel) (p. 3731, 3732) ; Valcin (Edmond) (p. 3734) ; Henry (André) (p. 3745).

CARBURANT (détaxation) : Hugo (Bernard-Michel) (p. 3732).

CENTRES DE VACANCES : Avice (Edwige) (p. 3711) ; Ruet (Roland) (p. 3720) ; Madrelle (Philippe) (p. 3728) ; Hugo (Bernard-Michel) (p. 3732).

CENTRES RÉGIONAUX D'ÉDUCATION PHYSIQUE ET SPORTIVE ET D'ÉDUCATION POPULAIRE (CREPS) : Ruet (Roland) (p. 3721).

CHÈQUE-VACANCES : Henry (André) (p. 3709, 3742, 3743, 3745) ; Abadie (François) (p. 3713) ; Durand (Yves) (p. 3717, 3718) ; Malassagne (Paul) (p. 3721) ; Millaud (Daniel) (p. 3730) ; Hugo

(Bernard-Michel) (p. 3731) ; Peyrafitte (Jean) (p. 3733) ; Bœuf (Marc) (p. 3735).

CHÔMAGE : Ruet (Roland) (p. 3720) ; Madrelle (Philippe) (p. 3728).

COMITÉ INTERMINISTÉRIEL POUR L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE (CIAT) : Abadie (François) (p. 3738).

COMITÉ INTERMINISTÉRIEL POUR LE DÉVELOPPEMENT ET L'AMÉNAGEMENT RURAL (CIDAR) : Abadie (François) (p. 3738).

COMITÉ POUR LES RELATIONS NATIONALES ET INTERNATIONALES DES ASSOCIATIONS DE JEUNESSE ET D'ÉDUCATION POPULAIRE (CNAJEP) : Luc (Hélène) (p. 3719) ; Henry (André) (p. 3744).

COMITÉS DÉPARTEMENTAUX ET RÉGIONAUX DU TOURISME : Abadie (François) (p. 3714) ; Malassagne (Paul) (p. 3722) ; Miroudot (Michel) (p. 3725) ; Mouly (Georges) (p. 3729) ; Millaud (Daniel) (p. 3731) ; Hugo (Bernard-Michel) (p. 3731) ; Bœuf (Marc) (p. 3736) ; Abadie (François) (p. 3739).

COMMUNES TOURISTIQUES : Durand (Yves) (p. 3717) ; Malassagne (Paul) (p. 3723) ; Henry (André) (p. 3745).

CONTRATS « JEUNES VOLONTAIRES » : Avice (Edwige) (p. 3710).

DÉCENTRALISATION : Henry (André) (p. 3708) ; Malassagne (Paul) (p. 3722) ; Millaud (Daniel) (p. 3731) ; Avice (Edwige) (p. 3742).

DÉPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER : Millaud (Daniel) (p. 3731) ; Valcin (Edmond) (p. 3734, 3735) ; Abadie (François) (p. 3739) ; Henry (André) (p. 3744).

ÉCOLE NATIONALE DE VOILE : Avice (Edwige) (p. 3712).

ÉDUCATION PHYSIQUE ET SPORTIVE : Avice (Edwige) (p. 3710, 3711, 3712) ; Bonduel (Stéphane) (p. 3714, 3715) ; Ruet (Roland) (p. 3720, 3721) ; Miroudot (Michel) (p. 3724) ; Schmaus (Guy) (p. 3725) ; Hugo (Bernard-Charles) (p. 3727) ; Francou (Jean) (p. 3737).

ÉDUCATION POPULAIRE : Henry (André) (p. 3708, 3709, 3710, 3742) ; Bonduel (Stéphane) (p. 3715) ; Luc (Hélène) (p. 3717).

EMPLOIS (créations d') : Henry (André) (p. 3709) ; Avice (Edwige) (p. 3710) ; Abadie (François) (p. 3714) ; Durand (Yves) (p. 3716) ; Madrelle (Philippe) (p. 3728) ; Valcin (Edmond) (p. 3734).

ÉQUIPEMENTS SPORTIFS ET SOCIO-ÉDUCATIFS : Avice (Edwige) (p. 3711, 3712, 3741) ; Bonduel (Stéphane) (p. 3715, 3716) ; Schmaus (Guy) (p. 3726) ; Hugo (Bernard-Charles) (p. 3727) ; Madrelle (Philippe) (p. 3728) ; Papilio (Sosefo Makapé) (p. 3732) ; Authié (Germain) (p. 3738) ; Henry (André) (p. 3742, 3743).

FONDS DE COOPÉRATION DE LA JEUNESSE ET DE L'ÉDUCATION POPULAIRE (FONJEP) : Bonduel (Stéphane) (p. 3715, 3716) ; Luc (Hélène) (p. 3719) ; Ruet (Roland) (p. 3720) ; Madrelle (Philippe) (p. 3728) ; Bœuf (Marc) (p. 3735) ; Henry (André) (p. 3742).

FONDS NATIONAL POUR LE DÉVELOPPEMENT DES SPORTS (FNDS) : Bonduel (Stéphane) (p. 3715) ; Ruet (Roland) (p. 3721) ; Hugo (Bernard-Charles) (p. 3727) ; Madrelle (Philippe) (p. 3728) ; Francou (Jean) (p. 3736, 3737) ; Avice (Edwige) (p. 3740) ; Henry (André) (p. 3742).

FRANCE-INFORMATION-LOISIRS : Abadie (François) (p. 3713, 3738, 3739) ; Durand (Yves) (p. 3717) ; Malassagne (Paul) (p. 3723) ; Millaud (Daniel) (p. 3731) ; Bœuf (Marc) (p. 3736) ; Henry (André) (p. 3744).

GROUPEMENTS D'INTÉRÂT ÉCONOMIQUE (GIE) : Abadie (François) (p. 3713) ; Durand (Yves) (p. 3717).

HAUT COMITÉ A LA JEUNESSE ET AU SPORT : Avice (Edwige) (p. 3741).

HAUT COMITÉ DU LOISIR SOCIAL, L'ÉDUCATION POPULAIRE ET LES ACTIVITÉS DE PLEINE NATURE : Luc (Hélène) (p. 3719) ; Henry (André) (p. 3745).

HÔTELS ET RESTAURANTS : Abadie (François) (p. 3713, 3739) ; Durand (Yves) (p. 3717) ; Malassagne (Paul) (p. 3723) ; Miroudot (Michel) (p. 3724, 3725) ; Mouly (Georges) (p. 3729, 3730) ; Millaud (Daniel) (p. 3730) ; Peyrafitte (Jean) (p. 3733) ; Valcin (Edmond) (p. 3735).

INSTITUT NATIONAL DES SPORTS ET D'ÉDUCATION PHYSIQUE (INSEP) : Avice (Edwige) (p. 3712).

JEUNESSE : Henry (André) (p. 3708, 3709, 3710) ; Avice (Edwige) (p. 3710, 3711, 3712, 3739, 3741, 3742) ; Bonduel (Stéphane) (p. 3714, 3715) ; Ruet (Roland) (p. 3720) ; Miroudot (Michel) (p. 3724) ; Hugo (Bernard-Charles) (p. 3726, 3727) ; Madrelle (Philippe) (p. 3728) ; Bœuf (Marc) (p. 3735).

JEUX (échecs) : Tinant (René) (p. 3734) ; Henry (André) (p. 3743).

JEUX OLYMPIQUES : Avice (Edwige) (p. 3712, 3740, 3741) ; Schmaus (Guy) (p. 3726) ; Francou (Jean) (p. 3737).

LITTORAL (protection du) : Valcin (Edmond) (p. 3735).

LOISIRS : Henry (André) (p. 3708, 3709, 3743, 3744, 3745, 3746) ; Avice (Edwige) (p. 3711, 3740) ; Durand (Yves) (p. 3717, 3718) ; Luc (Hélène) (p. 3718, 3719) ; Ruet (Roland) (p. 3720) ; Hugo (Bernard-Charles) (p. 3727) ; Madrelle (Philippe) (p. 3728) ; Hugo (Bernard-Michel) (p. 3722) ; Bœuf (Marc) (p. 3725).

LOISIR SOCIAL : Henry (André) (p. 3709, 3742, 3743) ; Bonduel (Stéphane) (p. 3715, 3716) ; Luc (Hélène) (p. 3717, 3719) ; Miroudot (Michel) (p. 3725) ; Schmaus (Guy) (p. 3725) ; Hugo (Bernard-Michel) (p. 3732).

LOTO : Ruet (Roland) (p. 3721) ; Francou (Jean) (p. 3737).

MARTINIQUE (La) : VALCIN (Edmond) (p. 3735).

MISSION INTERMINISTÉRIELLE DE LA CÔTE D'AQUITAINE (MIACA) : Bœuf (Marc) (p. 3736).

MONTAGNE : Authié (Germain) (p. 3738) ; Abadie (François) (p. 3738) ; Henry (André) (p. 3743).

NATATION : Schmaus (Guy) (p. 3725).

OBJECTEUR DE CONSCIENCE : Avice (Edwige) (p. 3740).

OFFICES DE LA JEUNESSE : Avice (Edwige) (p. 3710) ; Ruet (Roland) (p. 3720) ; Madrelle (Philippe) (p. 3728).

PARI MUTUEL URBAIN (PMU) : Ruet (Roland) (p. 3721) ; Francou (Jean) (p. 3737).

PARLEMENT (contrôle du) : Bonduel (Stéphane) (p. 3715).

PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT : Madrelle (Philippe) (p. 3728).

PÉAGES : Hugo (Bernard-Michel) (p. 3732).

PERSONNES ÂGÉES : Henry (André) (p. 3710).

PLAN GRAND SUD-OUEST : Abadie (François) (p. 3714) ; Durand (Yves) (p. 3716).

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS (SNCF) : Luc (Hélène) (p. 3719) ; Hugo (Bernard-Michel) (p. 3731) ; Henry (André) (p. 3744).

SPORTS : Henry (André) (p. 3708, 3709) ; Avice (Edwige) (p. 3710, 3711, 3740, 3741, 3742) ; Bonduel (Stéphane) (p. 3715) ; Ruet (Roland) (p. 3720, 3721) ; Miroudot (Michel) (p. 3724) ; Schmaus (Guy) (p. 3725, 3726) ; Hugo (Bernard-Charles) (p. 3727) ; Madrelle (Philippe) (p. 3728, 3729) ; Papilio (Sosefo Makapé) (p. 3732) ; Francou (Jean) (p. 3736, 3737).

SPORTS (sports de haut niveau) : Avice (Edwige) (p. 3711, 3712, 3741) ; Bonduel (Stéphane) (p. 3715) ; Ruet (Roland) (p. 3721) ; Schmaus (Guy) (p. 3725, 3726) ; Hugo (Bernard-Michel) (p. 3727) ; Madrelle (Philippe) (p. 3729).

SPORT SCOLAIRE : Avice (Edwige) (p. 3712, 3741) ; Bonduel (Stéphane) (p. 3715) ; Schmaus (Guy) (p. 3725) ; Francou (Jean) (p. 3737).

STADES SPORTIFS : Avice (Edwige) (p. 3712, 3741) ; Bonduel (Stéphane) (p. 3716) ; Madrelle (Philippe) (p. 3728) ; Francou (Jean) (p. 3737).

TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE (hôtellerie de luxe et quatre étoiles) : Durand (Yves) (p. 3717) ; Miroudot (Michel) (p. 3724) ; Millaud (Daniel) (p. 3730, 3731) ; Peyrafitte (Jean) (p. 3733) ; Abadie (François) (p. 3739).

TÉLÉVISION (programmes) : Ruet (Roland) (p. 3720).

TEMPS LIBRE (ministère du) : Henry (André) (p. 3708, 3709, 3742, 3745) ; Bonduel (Stéphane) (p. 3714) ; Luc (Hélène) (p. 3718) ; Ruet (Roland) (p. 3720) ; Madrelle (Philippe) (p. 3728) ; Mouly (Georges) (p. 3829) ; Bœuf (Marc) (p. 3731).

THERMALISME : Peyrafitte (Jean) (p. 3733, 3734) ; Authié (Germain) (p. 3738).

TOURISME : Henry (André) (p. 3708, 3709, 3743, 3744, 3745, 3746) ; Abadie (François) (p. 3713, 3714) ; Durand (Yves) (p. 3716, 3717, 3718) ; Luc (Hélène) (p. 3719) ; Malassagne (Pierre) (p. 3721, 3722, 3723) ; Miroudot (Michel) (p. 3724) ; Schmaus (Guy) (p. 3725) ; Mouly (Georges) (p. 3729, 3730) ; Millaud (Daniel) (p. 3730, 3731) ; Hugo (Bernard-Michel) (p. 3731, 3732) ; Peyrafitte (Jean) (p. 3732, 3733, 3734) ; Valcin (Edmond) (p. 3734, 3735) ; Authié (Germain) (p. 3738) ; Abadie (François) (p. 3738, 3739).

TOURISME FLUVIAL : Luc (Hélène) (p. 3719) ; Hugo (Bernard-Michel) (p. 3732).

TOURISME RURAL : Durand (Yves) (p. 3717) ; Malassagne (Paul) (p. 3722) ; Mouly (Georges) (p. 3739, 3720) ; Bœuf (Marc) (p. 3736).

TOURISME SOCIAL : Henry (André) (p. 3709, 3745, 3746) ; Durand (Yves) (p. 3718) ; Mouly (Georges) (p. 3729) ; Millaud (Daniel) (p. 3730, 3731) ; Hugo (Bernard-Michel) (p. 3731, 3732) ; Valcin (Edmond) (p. 3734).

TRANSPORTS AÉRIENS : Millaud (Daniel) (p. 3731) ; Valcin (Edmond) (p. 3735) ; Henry (André) (p. 3744).

UNITÉS TOURISTIQUES NOUVELLES (UTN) : Abadie (François) (p. 3738) ; Henry (André) (p. 3743).

VACANCES : Abadie (François) (p. 3713, 3714) ; Luc (Hélène) (p. 3718) ; Malassagne (Paul) (p. 3721) ; Miroudot (Michel) (p. 3725) ; Schmaus (Guy) (p. 3725) ; Hugo (Bernard-Michel) (p. 3732) ; Peyrafitte (p. 3733) ; Henry (André) (p. 3744).

VILLAGES DE VACANCES : Abadie (François) (p. 3713) ; Durand (Yves) (p. 3713) ; Malassagne (Paul) (p. 3722, 3723) ; Millaud (Daniel) (p. 3730) ; Hugo (Bernard-Michel) (p. 3731) ; Valcin (Edmond) (p. 3734) ; Henry (André) (p. 3743).

« VOYAGES-CONSEIL » : Bœuf (Marc) (p. 3736) ; Henry (André) (p. 3736).

WALLIS ET FUTUNA : Papilio (Sosefo Makapé) (p. 3732) ; Avice (Edwige) (p. 3741).

Examen des crédits [6 décembre 1981] (p. 3746, 3749) : *MM. Louis Virapoullé, Adolphe Chauvin, Michel Miroudot, Edmond Valcin, Mme Edwige Avice, ministre ; MM. François Abadie, secrétaire d'État ; Jean Francou, Stéphane Bonduel, rapporteur spécial ; Jean Peyrafitte.*

État B. – TITRE III : Adopté (p. 3746).

TITRE IV : adopté (p. 3748).

État C. – TITRES V et VI : adoptés (p. 3748).

Après l'article 90 (p. 3748).

Retiré : amendement n° 527 (art. additionnel) de M. Jean Francou : augmentation du plafond de déduction fiscale sur le chiffre d'affaires pour versement au FNDS ; compensation de recette par majoration du prélèvement effectué par l'État sur le loto (p. 3749).

TRANSPORTS

Discussion [1er décembre 1981] (p. 3388, 3420) : *M. Charles Fiterman, ministre des transports ; Mlle Irma Rapuzzi, rapporteur spécial de la Commission des finances (Section commerce et transports terrestres) ; MM. Georges Berchet, rapporteur pour avis de la Commission des affaires économiques (Transports terrestres) ; Jean-François Pintat, rapporteur spécial de la Commission des finances (Aviation civile et météorologie) ; Bernard Legrand, rapporteur pour avis de la Commission des affaires économiques (Aviation civile) ; Henri Caillavet, rapporteur spécial de la Commission des finances (Routes et voies navigables) ; Jacques Braconnier, rapporteur pour avis de la Commission des affaires économiques (Routes et voies navigables) ; Bernard-Michel Hugo, Michel Giraud, René Regnault, René Touzet, Daniel Hoeffel, Pierre Sallenave, Serge Boucheny, Louis Longequeue, Jean Colin, André Méric, Roger Boileau, Bernard Parmantier, Jean Cluzel, Philippe Machefer, Gérard Gaud, Louis Virapoullé.*

AÉRONAUTIQUE (industrie) : Pintat (Jean-François) (p. 3393) ; Fiterman (Charles) (p. 3400, 3416) ; Boucheny (Serge) (p. 3408).

AÉROPORTS : Pintat (Jean-François) (p. 3393) ; Fiterman (Charles) (p. 3400) ; Hugo (Bernard-Michel) (p. 3403) ; Colin (Jean) (p. 3409) ; Virapoullé (Louis) (p. 3414).

AIDE PERSONNALISÉE AU VOYAGE : Virapoullé (Louis) (p. 3414) ; Fiterman (Charles) (p. 3416).

AIRBUS : Pintat (Jean-François) (p. 3392, 3393) ; Méric (André) (p. 3410).

AIR FRANCE : Pintat (Jean-François) (p. 3392) ; Legrand (Bernard) (p. 3394) ; Fiterman (Charles) (p. 3400) ; Colin (Jean) (p. 3409).

AIR INTER : Pintat (Jean-François) (p. 3392) ; Legrand (Bernard) (p. 3395) ; Colin (Jean) (p. 3409).

ALSACE : Hoeffel (Daniel) (p. 3407) ; Gaud (Gérard) (p. 3413) ; Fiterman (Charles) (p. 3416).

ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRANSPORTS AÉRIENS (IATA) : Legrand (Bernard) (p. 3394).

ATR 42 (avion) : Pintat (Jean-François) (p. 3393) ; Fiterman (Charles) (p. 3400) ; Boucheny (Serge) (p. 3408) ; Méric (André) (p. 3410).

A 300 (avion) : Méric (André) (p. 3410).

A 310 (avion) : Méric (André) (p. 3410).

A 320 (avion) : Pintat (Jean-François) (p. 3393) ; Fiterman (Charles) (p. 3400) ; Boucheny (Serge) (p. 3408) ; Méric (André) (p. 3410).

AUTOROUTES : Caillavet (Henri) (p. 3395) ; Braconnier (Jacques) (p. 3397) ; Fiterman (Charles) (p. 3401, 3417) ; Hugo (Bernard-Michel) (p. 3403) ; Giraud (Michel) (p. 3404) ; Colin (Jean) (p. 3409) ; Machefer (Philippe) (p. 3413).

AVIATION CIVILE : Pintat (Jean-François) (p. 3392) ; Regnault (René) (p. 3406) ; Fiterman (Charles) (p. 3416).

AVIATION LÉGÈRE ET SPORTIVE : Boucheny (Serge) (p. 3409) ; Parmantier (Bernard) (p. 3412) ; Fiterman (Charles) (p. 3417).

AVIONS SUPERSONIQUES : Legrand (Bernard) (p. 3394).

BATELLERIE : Braconnier (Jacques) (p. 3398) ; Hugo (Bernard-Michel) (p. 3403) ; Boileau (Roger) (p. 3411).

CANAUX : Caillavet (Henri) (p. 3395) ; Hugo (Bernard-Michel) (p. 3403) ; Boileau (Roger) (p. 3411) ; Fiterman (Charles) (p. 3416).

CARTE ORANGE (transports) : Hugo (Bernard-Michel) (p. 3403).

CEINTURES DE SÉCURITÉ : Caillavet (Henri) (p. 3395) ; Fiterman (Charles) (p. 3401).

CHIMIE (industrie) : Boileau (Roger) (p. 3411).

CODES (feux de croisement en ville) : Caillavet (Henri) (p. 3395) ; Braconnier (Jacques) (p. 3398) ; Fiterman (Charles) (p. 3401) ; Hugo (Bernard-Michel) (p. 3403).

COMPAGNIE NATIONALE DU RHÔNE (CNR) : Gaud (Gérard) (p. 3413).

COMPAGNIES AÉRIENNES : Fiterman (Charles) (p. 3400) ; Boucheny (Serge) (p. 3409).

« CONCORDE » (avion supersonique) : Pintat (Jean-François) (p. 3392) ; Legrand (Bernard) (p. 3394) : Fiterman (Charles) (p. 3400).

CONCURRENCE : Legrand (Bernard) (p. 3393, 3394).

CORSE (transports vers la) : Fiterman (Charles) (p. 3388).

EMPLOIS (créations d') : Méric (André) (p. 3411).

ENTREPRISES NATIONALES : Parmantier (Bernard) (p. 3412).

FONDS SPÉCIAL D'INVESTISSEMENT ROUTIER (FSIR) : Colin (Jean) (p. 3409).

GENDARMERIE : Fiterman (Charles) (p. 3401).

LIGNES FÉRROVIAIRES : Rapuzzi (Irma) (p. 3390) ; Hugo (Bernard-Michel) (p. 3402) ; Regnault (René) (p. 3405) ; Sallenave (Pierre) (p. 3407) ; Fiterman (Charles) (p. 3415).

MÉTÉOROLOGIE NATIONALE : Hugo (Bernard-Michel) (p. 3403).

PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT : Legrand (Bernard) (p. 3393).

PÉAGES : Fiterman (Charles) (p. 3388, 3417) ; Hugo (Bernard-Michel) (p. 3403).

PLAN : Fiterman (Charles) (p. 3400) ; Touzet (René) (p. 3406).

PLAN INTÉRIMAIRE : Braconnier (Jacques) (p. 3397).

POLICE : Fiterman (Charles) (p. 3401).

PORTS FLUVIAUX : Colin (Jean) (p. 3409).

RÉGIE AUTONOME DES TRANSPORTS PARISIENS (RATP) : Fiterman (Charles) (p. 3388, 3398) ; Rapuzzi (Irma) (p. 3390) ; Berchet (Georges) (p. 3391) ; Hugo (Bernard-Michel) (p. 3403) ; Giraud (Michel) (p. 3404).

RÉGION PARISIENNE : Giraud (Michel) (p. 3404) ; Fiterman (Charles) (p. 3415, 3416).

RÉSEAU EXPRESS RÉGIONAL (RER) : Fiterman (Charles) (p. 3415).

RÉUNION (La) : Virapoullé (Louis) (p. 3414).

ROUTES : Fiterman (Charles) (p. 3388, 3418) ; Caillavet (Henri) (p. 3395) ; Braconnier (Jacques) (p. 3397) ; Giraud (Michel) (p. 3404) ; Regnault (René) (p. 3405) ; Touzet (René) (p. 3406) ; Sallenave (Pierre) (p. 3408) ; Longequeue (Louis) (p. 3409) ; Boileau (Roger) (p. 3411) ; Cluzel (Jean) (p. 3413) ; Machefer (Philippe) (p. 3413).

SÉCURITÉ AÉRIENNE : Pintat (Jean-François) (p. 3393) ; Fiterman (Charles) (p. 3401).

SÉCURITÉ ROUTIÈRE : Caillavet (Henri) (p. 3395) ; Braconnier (Jacques) (p. 3397).

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS (SNCF) : Fiterman (Charles) (p. 3388, 3398, 3415) ; Rapuzzi (Irma) (p. 3390) ; Berchet (Georges) (p. 3391) ; Hugo (Bernard-Michel) (p. 3403) ; Giraud (Michel) (p. 3404) ; Regnault (René) (p. 3405) ; Sallenave (Pierre) (p. 3407) ; Cluzel (Jean) (p. 3413).

SOCIÉTÉ NATIONALE D'ÉTUDE ET DE CONSTRUCTION DE MOTEURS D'AVIATION (SNECMA) : Fiterman (Charles) (p. 3401).

SOCIÉTÉ NATIONALE INDUSTRIELLE AÉROSPACIALE (SNIAS) : Fiterman (Charles) (p. 3400).

TOURISME FLUVIAL : Hugo (Bernard-Michel) (p. 3403).

TRAIN A GRANDE VITESSE (TGV) : Rapuzzi (Irma) (p. 3390) ; Berchet (Georges) (p. 3391) ; Pintat (Jean-François) (p. 3393) ; Legrand (Bernard) (p. 3395) ; Regnault (René) (p. 3406) ; Hoeffel (Daniel) (p. 3407).

TRANSPORT (prime de) : Berchet (Georges) (p. 3391) ; Hugo (Bernard-Michel) (p. 3403).

TRANSPORTS : Fiterman (Charles) (p. 3388, 3389, 3398, 3399, 3400, 3401, 3402, 3414, 3415, 3416, 3417, 3418) ; Rapuzzi (Irma) (p. 3390, 3391) ; Berchet (Georges) (p. 3391, 3392) ; Pintat (Jean-François) (p. 3392, 3393) ; Legrand (Bernard) (p. 3393, 3394, 3395) ; Caillavet (Henri) (p. 3395, 3396) ; Braconnier (Jacques) (p. 3396, 3397, 3398) ; Hugo (Bernard-Michel) (p. 3402, 3403, 3404) ; Giraud (Michel) (p. 3404, 3405) ; Regnault (René) (p. 3405, 3406) ; Touzet (René) (p. 3406, 3407) ; Hoeffel (Daniel) (p. 3407) ; Sallenave (Pierre) (p. 3407, 3408) ; Boucheny (Serge) (p. 3408, 3409) ; Longequeue (Louis) (p. 3409) ; Colin (Jean) (p. 3409, 3410) ; Méric (André) (p. 3410, 3411) ; Boileau (Roger) (p. 3411, 3412) ; Parmantier (Bernard) (p. 3412) ; Cluzel (Jean) (p. 3412, 3413) ; Machefer (Philippe) (p. 3413) ; Gaud (Gérard) (p. 3413, 3414) ; Virapoullé (Louis) (p. 3414).

TRANSPORTS (coordination des) : Berchet (Georges) (p. 3391) ; Pintat (Jean-François) (p. 3393) ; Fiterman (Charles) (p. 3398).

TRANSPORTS AÉRIENS : Fiterman (Charles) (p. 3388, 3400) ; Berchet (Georges) (p. 3391) ; Pintat (Jean-François) (p. 3392) ; Legrand (Bernard) (p. 3393) ; Hoeffel (Daniel) (p. 3407) ; Virapoullé (Louis) (p. 3414) ; Fiterman (Charles) (p. 3416).

TRANSPORTS EN COMMUN : Rapuzzi (Irma) (p. 3390) ; Fiterman (Charles) (p. 3399) ; Hugo (Bernard-Michel) (p. 3403) ; Giraud (Michel) (p. 3404).

TRANSPORTS FERROVIAIRES : Rapuzzi (Irma) (p. 3390) ; Hugo (Bernard-Michel) (p. 3402) ; Hoeffel (Daniel) (p. 3407) ; Fiterman (Charles) (p. 3415).

TRANSPORTS FLUVIAUX : Fiterman (Charles) (p. 3399) ; Boileau (Roger) (p. 3411).

TRANSPORTS TERRESTRES : Fiterman (Charles) (p. 3398) ; Giraud (Michel) (p. 3404) ; Regnault (René) (p. 3405) ; Touzet (René) (p. 3406).

TRANSPORTS URBAINS : Fiterman (Charles) (p. 3388) ; Rapuzzi (Irma) (p. 3390) ; Fiterman (Charles) (p. 3315).

TRAVAUX PUBLICS : Braconnier (Jacques) (p. 3396).

UNION DES TRANSPORTS AÉRIENS (UTA) : Legrand (Bernard) (p. 3394).

VILLES MOYENNES : Berchet (Georges) (p. 3391) ; Fiterman (Charles) (p. 3399).

VOIES NAVIGABLES : Fiterman (Charles) (p. 3388, 3400) ; Caillavet (Henri) (p. 3395) ; Braconnier (Jacques) (p. 3396, 3398) ; Hugo (Bernard-Michel) (p. 3403) ; Hoeffel (Daniel) (p. 3407) ; Colin (Jean) (p. 3409).

VOIES NAVIGABLES (liaison Rhin + Rhône) : Caillavet (Henri) (p. 3395) ; Fiterman (Charles) (p. 3340) ; Gaud (Gérard) (p. 3413) ; Fiterman (Charles) (p. 3415).

Examen des crédits et de l'article 91 [1er décembre 1981] (p. 3418, 3420) : *MM. Jean Cluzel, Henri Caillavet, rapporteur spécial ; Charles Fiterman, ministre d'État ; André Méric, Claude Mont, Michel Rigou.*

État B. – TITRE III (p. 3418).

Adopté : amendement n° 502 de M. Henri Caillavet, rapporteur spécial : réduction des crédits du titre III : utilisation des codes en ville (p. 3419 ; scrutin-public n° 30 ; liste des votants p. 3462, 3463).

TITRE IV (p. 3419). – Rejeté (p. 3420 ; scrutin public n° 31 ; liste des votants p. 3463, 3464).

État C. – TITRES V et VI : adoptés (p. 3420).

Article 91 *(organisation des transports de voyageurs dans la région d'Ile-de-France).* — Adopté (p. 3420).

URBANISME ET LOGEMENT

Discussion [6 décembre 1981] (p. 3749, 3767) : *MM. Roger Quilliot, ministre de l'urbanisme et du logement ; Charles Beaupetit, rapporteur spécial de la Commission des finances ; Robert Laucournet, rapporteur pour avis de la Commission des affaires économiques (Logement) ; Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur pour avis de la Commission des affaires économiques (Urbanisme) ; Louis Lazuech, Fernand Lefort, Amédée Bouquerel, Marcel Vidal, Pierre Ceccaldi-Pavard, Marc Bécam, André Rabineau.*

AGENCE NATIONALE POUR L'AMÉLIORATION DE L'HABITAT (ANAH) : Quilliot (Roger) (p. 3763).

AIDE A L'AMÉLIORATION DE L'HABITAT : Laucournet (Robert) (p. 3752).

AIDE AU LOGEMENT : Beaupetit (Charles) (p. 3750) ; Laucournet (Robert) (p. 3752) ; Lazuech (Louis) (p. 3754) ; Lefort (Fernand) (p. 3756) ; Ceccaldi-Pavard (Pierre) (p. 3758, 3759).

AIDE PERSONNALISÉE AU LOGEMENT (APL) : Beaupetit (Charles) (p. 3750, 3751) ; Laucournet (Robert) (p. 3753) ; Lazuech (Louis) (p. 3754) ; Lefort (Fernand) (p. 3756) ; Bouquerel (Amédée) (p. 3757) ; Quilliot (Roger) (p. 3761, 3763).

ALLOCATION LOGEMENT : Beaupetit (Charles) (p. 3751) ; Lefort (Fernand) (p. 3756) ; Quilliot (Roger) (p. 3761).

AMÉNAGEMENT RURAL : Ceccaldi-Pavard (Pierre) (p. 3753).

ARCHITECTES (ordre des) : Quilliot (Roger) (p. 3765).

ARCHITECTES DES BÂTIMENTS DE FRANCE : Ceccaldi-Pavard (Pierre) (p. 3753) ; Quilliot (Roger) (p. 3764).

BÂTIMENT (industrie du) : Beaupetit (Charles) (p. 3750) ; Laucournet (Robert) (p. 3752) ; Lazuech (Louis) (p. 3754) ; Ceccaldi-Pavard (p. 3758) ; Becam (Marc) (p. 3759) ; Rabineau (André) (p. 3750) ; Quilliot (Roger) (p. 3760).

CAISSES D'ÉPARGNE : Quilliot (Roger) (p. 3761).

CENTRES-VILLES : Bécam (Marc) (p. 3759).

CONSEILS D'ARCHITECTURE, D'URBANISME ET D'ENVIRONNEMENT (CAUE) : Beaupetit (Charles) (p. 3751).

CONSTRUCTION : Beaupetit (Charles) (p. 3750) ; Lazuech (Louis) (p. 3754) ; Lefort (Fernand) (p. 3755, 3756) ; Ceccaldi-Pavard (Pierre) (p. 3758) ; Rabineau (André) (p. 3760) ; Quilliot (Roger) (p. 3762, 3764).

CONTRATS DE PAYS : Bécam (Marc) (p. 3759).

DÉCENTRALISATION : Beaupetit (Charles) (p. 3751, 3752) ; Ceccaldi-Pavard (Pierre) (p. 3753, 3754) ; Quilliot (Roger) (p. 3764).

DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER : Beaupetit (Charles) (p. 3752).

ÉNERGIES NOUVELLES : Quilliot (Roger) (p. 3762).

ESPACES VERTS : Beaupetit (Charles) (p. 3751) ; Quilliot (Roger) (p. 3765).

EXPORTATIONS : Quilliot (Roger) (p. 3762).

FONDS D'AMÉNAGEMENT URBAIN (FAU) : Ceccaldi-Pavard (Pierre) (p. 3754) ; Lazuech (Louis) (p. 3754) ; Lefort (Fernand) (p. 3756) ; Vidal (Marcel) (p. 3758) ; Bécam (Marc) (p. 3759) ; Quilliot (Roger) (p. 3763, 3765).

FONDS NATIONAL D'AMÉLIORATION DE L'HABITAT (FNAH) : Lefort (Fernand) (p. 3756) ; Bouquerel (Amédée) (p. 3757) ; Quilliot (Roger) (p. 3763).

HABITAT ANCIEN (réhabilitation) : Beaupetit (Charles) (p. 3750) ; Laucournet (Robert) (p. 3752) ; Lazuech (Louis) (p. 3754) ; Vidal (Marcel) (p. 3758).

HABITATIONS A LOYER MODÉRÉ (HLM) : Beaupetit (Charles) (p. 3750) ; Laucournet (Robert) (p. 3752) ; Lazuech (Louis) (p. 3754) ; Lefort (Fernand) (p. 3756) ; Bouquerel (Amédée) (p. 3756, 3757) ; Ceccaldi-Pavard (Pierre) (p. 3758) ; Quilliot (Roger) (p. 3762, 3763, 3764).

HABITAT RURAL : Vidal (Marcel) (p. 3758) ; Quilliot (Roger) (p. 3765).

IMPÔT FONCIER : Beaupetit (Charles) (p. 3751) ; Laucournet (Robert) (p. 3753) ; Ceccaldi-Pavard (Pierre) (p. 3754) ; Quilliot (Roger) (p. 3765).

INTÉRÊT (taux de l') : Beaupetit (Charles) (p. 3750, 3751) ; Ceccaldi-Pavard (Pierre) (p. 3758) ; Rabineau (André) (p. 3760).

LITTORAL (protection du) : Ceccaldi-Pavard (Pierre) (p. 3753).

LOGEMENT : Beaupetit (Charles) (p. 3750, 3752) ; Laucournet (Robert) (p. 3752, 3753) ; Lazuech (Louis) (p. 3753) ; Lefort (Fernand) (p. 3755, 3756) ; Bouquerel (Amédée) (p. 3756, 3757) ; Vidal (Marcel) (p. 3758) ; Ceccaldi-Pavard (Pierre) (p. 3758, 3759) ; Bécam (Marc) (p. 3759) ; Rabineau (André) (p. 3760) ; Quilliot (Roger) (p. 3760, 3762, 3764, 3766).

LOGEMENT SOCIAL : Beaupetit (Charles) (p. 3750) ; Lazuech (Louis) (p. 3754) ; Lefort (Fernand) (p. 3755) ; Vidal (Marcel) (p. 3758) ; Quilliot (Roger) (p. 3760, 3761).

LOYERS : Beaupetit (Charles) (p. 3750, 3751) ; Laucournet (Robert) (p. 3752, 3753) ; Lefort (Fernand) (p. 3756) ; Bouquerel (Amédée) (p. 3758) ; Ceccaldi-Pavard (Pierre) (p. 3759) ; Quilliot (Roger) (p. 3763).

MONTAGNE : Ceccaldi-Pavard (Pierre) (p. 3753) ; Quilliot (Roger) (p. 3765).

OFFICES D'HLM : Bouquerel (Amédée) (p. 3757).

OFFICES PUBLICS D'AMÉNAGEMENT ET DE CONSTRUCTION (OPAC) : Bouquerel (Amédée) (p. 3757).

PERMIS DE CONSTRUIRE : Ceccaldi-Pavard (Pierre) (p. 3754).

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (PME) : Laucournet (Robert) (p. 3753) ; Lefort (Fernand) (p. 3756) ; Quilliot (Roger) (p. 3761).

PLANS D'AMÉNAGEMENT DE ZONES (PAZ) : Laucournet (Robert) (p. 3754).

PLANS D'OCCUPATION DES SOLS (POS) : Beaupetit (Charles) (p. 3751) ; Ceccaldi-Pavard (Pierre) (p. 3753, 3754) ; Quilliot (Roger) (p. 3764).

PRÊTS D'ACCESSION A LA PROPRIÉTÉ (PAP) : Quilliot (Roger) (p. 3761, 3762).

PRÊTS LOCATIFS AIDES (PLA) : Ceccaldi-Pavard (Pierre) (p. 3759) ; Quilliot (Roger) (p. 3761).

PRIMES A L'AMÉLIORATION DE LOGEMENTS A USAGE LOCATIF ET A OCCUPATION SOCIALE (PALULOS) : Beaupetit (Charles) (p. 3750) ; Lefort (Fernand) (p. 3755) ; Quilliot (Roger) (p. 3760).

PROGRAMME D'ACTION FONCIÈRE (PAF) : Ceccaldi-Pavard (Pierre) (p. 3754).

PROPRIÉTÉ (accession à la) : Beaupetit (Charles) (p. 3750, 3751) ; Laucournet (Robert) (p. 3752) ; Lazuech (Louis) (p. 3754) ; Lefort (Fernand) (p. 3756) ; Ceccaldi-Pavard (Pierre) (p. 3758) ; Bécam (Marc) (p. 3759) ; Rabineau (André) (p. 3760) ; Quilliot (Roger) (p. 3761).

SCHÉMAS DIRECTEURS D'AMÉNAGEMENT URBAIN (SDAU) : Beaupetit (Charles) (p. 3751) ; Ceccaldi-Pavard (p. 3753, 3754) ; Quilliot (Roger) (p. 3764).

SITES ET PAYSAGES (protection des) : Beaupetit (Charles) (p. 3751) ; Ceccaldi-Pavard (Pierre) (p. 3753) ; Quilliot (Roger) (p. 3764).

TERRES AGRICOLES : Ceccaldi-Pavard (Pierre) (p. 3754).

UNITÉS TOURISTIQUES NOUVELLES (UTN) : Quilliot (Roger) (p. 3765).

URBANISME : Beaupetit (Charles) (p. 3751) ; Ceccaldi-Pavard (Pierre) (p. 3753, 3754) ; Lefort (Fernand) (p. 3756).

URBANISME (documents d') : Ceccaldi-Pavard (Pierre) (p. 3753, 3754) ; Quilliot (Roger) (p. 3754).

URBANISME ET LOGEMENT : Quilliot (Roger) (p. 3750, 3760, 3761, 3762, 3763, 3764, 3765, 3766) ; Beaupetit (Charles) (p. 3750, 3751, 3752) ; Laucournet (Robert) (p. 3752, 3753) ; Ceccaldi-Pavard (Pierre) (p. 3753, 3754, 3758, 3759) ; Lazuech (Louis) (p. 3754, 3755) ; Lefort (Fernand) (p. 3755, 3756) ; Bouquerel (Amédée) (p. 3756, 3757) ; Vidal (Marcel) (p. 3757, 3758) ; Bécam (Marc) (p. 3759, 3760) ; Rabineau (André) (p. 3760).

VILLES MOYENNES : Bécam (Marc) (p. 3759).

VILLES NOUVELLES : Beaupetit (Charles) (p. 3751).

ZONES D'AMÉNAGEMENT CONCERTÉ (ZAC) : Ceccaldi-Pavard (Pierre) (p. 3754).

ZONES D'AMÉNAGEMENT DIFFÉRÉ (ZAD) : Ceccaldi-Pavard (Pierre) (p. 3754).

ZONES D'INTERVENTION FONCIÈRE (ZIF) : Ceccaldi-Pavard (pierre) (p. 3754).

ZONES RURALES : Beaupetit (Charles) (p. 3751) ; Ceccaldi-Pavard (Pierre) (p. 3753) ; Vidal (Marcel) (p. 3757, 3758) ; Quilliot (Roger) (p. 3765).

Examen des crédits et des articles 62 et 92 [6 décembre 1981] (p. 3766, 3767) : *MM. Fernand Lefort, Philippe de Bourgoing, Roger Quilliot, ministre.*

État B. – TITRES III et IV : adoptés (p. 3766).

État C. – TITRE V : adopté (p. 3766).

TITRE VI (p. 3766).

Retiré : amendement n° 526 de M. Fernand Lefort : réduction indicative des autorisations de programme du titre VI, relatives aux prêts d'accession à la propriété (PAP) (p. 3766).

Les crédits sont adoptés (p. 3766).

Article 62 *(Aide au logement social).* – Adopté (p. 3766).

Article 92 *(Accession des sociétés d'économie mixte de construction constituées dans les départements d'outre-mer au financement du régime des organismes d'habitation à loyer modéré).* – Adopté (p. 3767).

Après l'article 92 (p. 3767).

Adopté : amendement n° 524 (art. additionnel) de M. Richard Pouille, soutenu par M. Philippe de Bourgoing : garantie d'emprunt et dispense pour l'établissement public foncier de la métropole lorraine par référence aux règles s'appliquant à l'établissement public de la Basse-Seine (p. 3767).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3767).

IMPRIMERIE NATIONALE

(Budget annexe)

Discussion [11 décembre 1981] (p. 4072, 4075) : *MM. Laurent Fabius, ministre du budget ; Pierre Gamboa, rapporteur spécial de la Commission des finances, Bernard Parmantier, Serge Boucheny.*

ANNUAIRE TÉLÉPHONIQUE : Fabius (Laurent) (p. 4073) ; Gamboa (Pierre) (p. 4073) ; Parmantier (Bernard) (p. 4074).

EXPOSITIONS : Parmantier (Bernard) (p. 4074) ; Boucheny (Serge) (p. 4075).

IMPRIMERIE NATIONALE : Fabius (Laurent) (p. 4072, 4073, 4075) ; Gamboa (Pierre) (p. 4073, 4074) ; Parmantier (Bernard) (p. 4074) ; Boucheny (Serge) (p. 4075).

INVESTISSEMENTS : Fabius (Laurent) (p. 4073) ; Gamboa (Pierre) (p. 4073).

LANGUES ÉTRANGÈRES : Gamboa (Pierre) (p. 4074).

LIVRE : Gamboa (Pierre) (p. 4074) ; Boucheny (Serge) (p. 4075).

MANUELS SCOLAIRES : Gamboa (Pierre) (p. 4074) ; Fabius (Laurent) (p. 4075).

PHOTOCOMPOSITION : Boucheny (Serge) (p. 4075).

SOUS-TRAITANCE : Fabius (Laurent) (p. 4073, 4075) ; Gamboa (Pierre) (p. 4073).

TÉLÉMATIQUE : Fabius (Laurent) (p. 4073) ; Gamboa (Pierre) (p. 4073) ; Parmantier (Bernard) (p. 4074).

Examen des crédits figurant aux articles 47 et 48 [11 décembre 1981] (p. 4075).

Article 47 *(Imprimerie nationale : services votés).* – Adopté (p. 4075).

Article 48 *(Imprimerie nationale : mesures nouvelles).* – Adopté (p. 4075).

JOURNAUX OFFICIELS

(Budget annexe)

Discussion [5 décembre 1981] (p. 3656, 3657) : *MM. Pierre Gamboa, rapporteur spécial de la Commission des finances ; André Labarrère, ministre chargé des relations avec le Parlement.*

JOURNAUX OFFICIELS : Labarrère (André) (p. 3652, 3656, 3657) ; Gamboa (Pierre) (p. 3656).

JOURNAUX OFFICIELS (personnels) : Gamboa (Pierre) (p. 3656) ; Labarrère (André) (p. 3656, 3657).

MICROFICHAGE : Gamboa (Pierre) (p. 3656).

PHOTOCOMPOSITION : Labarrère (André) (p. 3652, 3653) ; Gamboa (Pierre) (p. 3656).

SOUS-TRAITANCE : Gamboa (Pierre) (p. 3656) ; Labarrère (André) (p. 3656).

Examen des crédits figurant aux articles 47 et 48 [5 décembre 1981] (p. 3657).

Article 47 *(Journaux officiels : services votés).* – Adopté (p. 3657).

Article 48 *(Journaux officiels : mesures nouvelles).* – Adopté (p. 3657).

LÉGION D'HONNEUR ET ORDRE DE LA LIBÉRATION

(Budget annexe)

Discussion [8 décembre 1981] (p. 3848, 3851) : *MM. Robert Badinter, ministre de la justice ; René Chazelle, rapporteur spécial de la Commission des finances.*

ANCIENS COMBATTANTS (Légion d'honneur) : Badinter (Robert) (p. 3849) ; Chazelle (René) (p. 3850).

LÉGION D'HONNEUR (contingents) : Badinter (Robert) (p. 3849) ; Chazelle (René) (p. 3850).

LÉGION D'HONNEUR (maison d'éducation) : Badinter (Robert) (p. 3849) ; Chazelle (René) (p. 3850).

LÉGION D'HONNEUR (ordre de la) : Badinter (Robert) (p. 3849) ; Chazelle (René) (p. 3850, 3851).

LIBÉRATION (ordre de la) : Badinter (Robert) (p. 3849) ; Chazelle (René) (p. 3850).

MÉDAILLE MILITAIRE : Badinter (Robert) (p. 3849) ; Chazelle (René) (p. 3850).

Examen des crédits figurant aux articles 47 et 48 [8 décembre 1981] (p. 3851).

Article 47 *(Légion d'honneur : services votés).* – Adopté (p. 3851).

Article 48 *(Légion d'honneur : mesures nouvelles).* – Adopté (p. 3851).

Article 47 *(Ordre de la libération : services votés).* – Adopté (p. 3851).

Article 48 *(Ordre de la libération : mesures nouvelles).* – Adopté (p. 3851).

MONNAIES ET MÉDAILLES

(Budget annexe)

Discussion [11 décembre 1981] (p. 4095, 4097) : *MM. Jean-Pierre Fourcade, rapporteur spécial de la Commission des finances ; Édouard Bonnefous, président de la Commission des finances ; Jacques Delors, ministre de l'économie et des finances.*

MONNAIES : Fourcade (Jean-Pierre) (p. 4096) ; Delors (Jacques) (p. 4097).

MONNAIES ET MÉDAILLES (administration des) : Fourcade (Jean-Pierre) (p. 4095, 4096) ; Bonnefous (Édouard) (p. 4096) ; Delors (Jacques) (p. 4096, 4097).

Examen des crédits figurant aux articles 47 et 48 [11 décembre 1981] (p. 4097) : *MM. Jean-Pierre Fourcade, rapporteur spécial ; Jacques Delors, ministre.*

Article 47 *(Monnaies et médailles : services votés).* – Adopté (p. 4097).

Article 48 *(Monnaies et médailles : mesures nouvelles).* – Adopté (p. 4097).

Retiré : amendement n° 570 de M. Jean-Pierre Fourcade, rapporteur : réduction des crédits destinés à la subvention d'équilibre (p. 4097).

– Les crédits figurant à l'article 48 sont adoptés (p. 4097).

POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

(Budget annexe)

Discussion [4 décembre 1981] (p. 3629, 3645) : *MM. Louis Mexandeau, ministre des PTT ; Louis Perrein, rapporteur spécial de la Commission des finances ; Jean-Marie Rausch, rapporteur pour avis de la Commission des affaires économiques ; Georges Dagonia, Jean Béranger, Charles Ferrant, Louis Lazuech, Fernand Lefort, Rémi Herment.*

CAISSE NATIONALE D'ÉPARGNE : Mexandeau (Louis) (p. 3630, 3641) ; Perrein (Louis) (p. 3631, 3633) ; Rausch (Jean-Marie) (p. 3633) ; Dagonia (Georges) (p. 3635) ; Lazuech (Louis) (p. 3638).

CHÈQUES POSTAUX : Mexandeau (Louis) (p. 3630, 3641) ; Perrein (Louis) (p. 3631, 3633) ; Ferrant (Charles) (p. 3638).

CHÔMAGE : Mexandeau (Louis) (p. 3630) ; Perrein (Louis) (p. 3631) ; Ferrant (Charles) (p. 3637).

COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE (CEE) (recommandations) : Perrein (Louis) (p. 3631).

DÉPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER : Dagonia (Georges) (p. 3635) ; Mexandeau (Louis) (p. 3642).

ÉLECTRONIQUE (industrie de l') : Mexandeau (Louis) (p. 3629).

EMPLOIS (créations d') : Mexandeau (Louis) (p. 3629, 3642) ; Perrein (Louis) (p. 3631) ; Dagonia (Georges) (p. 3635) ; Béranger (Jean) (p. 3636) ; Ferrant (Charles) (p. 3638) ; Lazuech (Louis) (p. 3639) ; Lefort (Fernand) (p. 3639).

INTÉRÊT (taux d') : Mexandeau (Louis) (p. 3630) ; Rausch (Jean-Marie) (p. 3633).

INVESTISSEMENTS : Perrein (Louis) (p. 3631) ; Rausch (Jean-Marie) (p. 3633, 3634) ; Ferrant (Charles) (p. 3637) ; Lazuech (Louis) (p. 3638) ; Mexandeau (Louis) (p. 3641) ; Béranger (Jean) (p. 3645).

MITEL (société canadienne) : Rausch (Jean-Marie) (p. 3634) ; Mexandeau (Louis) (p. 3643).

NATIONALISATION : Lefort (Fernand) (p. 3639).

PARLEMENT (information du) : Perrein (Louis) (p. 3633) ; Rausch (Jean-Marie) (p. 3634).

PERSONNES ÂGÉES : Mexandeau (Louis) (p. 3642, 3645).

POSTES : Perrein (Louis) (p. 3631) ; Rausch (Jean-Marie) (p. 3633) ; Béranger (Jean) (p. 3636) ; Lefort (Fernand) (p. 3639) ; Mexandeau (Louis) (p. 3641, 3642).

POSTES (sécurité des personnels) : Ferrant (Charles) (p. 3637).

POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS : Mexandeau (Louis) (p. 3629, 3630, 3631, 3641, 3642, 3643, 3644) ; Perrein (Louis) (p. 3631, 3632, 3645) ; Rausch (Jean-Marie) (p. 3633, 3634) ; Dagonia (Georges) (p. 3634, 3635) ; Béranger (Jean) (p. 3635, 3636, 3645) ; Ferrant (Charles) (p. 3637, 3638) ; Lazuech (Louis) (p. 3638) ; Lefort (Fernand) (p. 3639, 3640) ; Herment (Rémi) (p. 3640, 3641).

PRESSE : Mexandeau (Louis) (p. 3629, 3643) ; Dagonia (Georges) (p. 3635) ; Lefort (Fernand) (p. 3639).

SATELLITES : Mexandeau (Louis) (p. 3629).

SOCIÉTÉS MULTINATIONALES : Lefort (Fernand) (p. 3639).

TÉLÉ-ALARME : Mexandeau (Louis) (p. 3642).

TÉLÉCOMMUNICATIONS : Mexandeau (Louis) (p. 3630) ; Perrein (Louis) (p. 3631) ; Rausch (Jean-Marie) (p. 3634) ; Béranger (Jean) (p. 3636) ; Ferrant (Charles) (p. 3637).

TÉLÉDIFFUSION DE FRANCE (TDF) : Mexandeau (Louis) (p. 3629).

TÉLÉMATIQUE : Mexandeau (Louis) (p. 3639, 3643) ; Perrein (Louis) (p. 3633, 3634) ; Béranger (Jean) (p. 3636) ; Ferrant (Charles) (p. 3637) ; Herment (Rémi) (p. 3640).

TÉLÉPHONE : Mexandeau (Louis) (p. 3629, 3630, 3641, 3642) ; Perrein (Louis) (p. 3631) ; Rausch (Jean-Marie) (p. 3633) ; Dagonia (Georges) (p. 3635) ; Béranger (Jean) (p. 3636) ; Lefort (Fernand) (p. 3639) ; Herment (Rémi) (p. 3640).

TÉLÉPHONE (annuaire électronique) : Mexandeau (Louis) (p. 3629, 3630) ; Lefort (Fernand) (p. 3639).

TÉLÉPHONE (facturation du) : Mexandeau (Louis) (p. 3629, 3642, 3645) ; Béranger (Jean) (p. 3636) ; Ferrant (Charles) (p. 3637) ; Lefort (Fernand) (p. 3640).

TÉLÉTEL : Mexandeau (Louis) (p. 3629) ; Rausch (Jean-Marie) (p. 3633) ; Dagonia (Georges) (p. 3635) ; Béranger (Jean) (p. 3636).

TRAVAIL (conditions du) : Mexandeau (Louis) (p. 3629).

TRAVAIL (durée du) : Mexandeau (Louis) (p. 3630) ; Dagonia (Georges) (p. 3635).

TRI POSTAL : Mexandeau (Louis) (p. 3630) ; Herment (Rémi) (p. 3640).

ZONES RURALES : Ferrant (Charles) (p. 3637) ; Herment (Rémi) (p. 3640) ; Mexandeau (Louis) (p. 3641).

Examen des crédits figurant aux articles 47 et 48 [4 décembre 1981] (p. 3644, 3645) : *MM. Pierre Ceccaldi-Pavard, François Collet, Louis Mexandeau, ministre ; Louis Perrein, rapporteur spécial ; Jean Béranger.*

Article 47 *(PTT : services votés).* – Adopté (p. 3644).

Article 48 *(PTT : mesures nouvelles)* (p. 3645).

I. – Autorisation de programme : adopté (p. 3645).

II. – Crédits : rejetés (p. 3645 ; scrutin public n° 33 ; liste des votants p. 3649, 3650).

PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES

(Budget annexe)

Discussion [7 décembre 1981] (p. 3775, 3787) : *Mme Édith Cresson, ministre de l'agriculture ; MM. Henri Torre, rapporteur spécial de la*

Commission des finances ; Jean Gravier, rapporteur pour avis de la Commission des affaires sociales ; Hubert d'Andigné, Raymond Espagnac, Paul Robert, Edgar Faure, Pierre Louvot, Paul Jargot, Jean Béranger.

AIDE MÉNAGÈRE : Cresson (Édith) (p. 3776) ; Gravier (Jean) (p. 3779) ; Espagnac (Raymond) (p. 3781).

ALLOCATION DE LOGEMENT : Espagnac (Raymond) (p. 3781).

ASSURANCE MALADIE : Cresson (Édith) (p. 3775, 3776, 3777, 3786) ; Torre (Henri) (p. 3778) ; Espagnac (Raymond) (p. 3780) ; Jargot (Paul) (p. 3784).

ASSURANCE VEUVAGE : Gravier (Jean) (p. 3779).

COMITÉ D'ÉTUDE SUR LA FISCALITÉ AGRICOLE : Béranger (Jean) (p. 3785) ; Cresson (Édith) (p. 3786).

DÉMOGRAPHIE : Cresson (Édith) (p. 3775, 3776, 3785) ; Torre (Henri) (p. 3778) ; Gravier (Jean) (p. 3779) ; Andigne (Hubert d') (p. 3780) ; Louvot (Pierre) (p. 3783) ; Béranger (Jean) (p. 3784, 3785).

EXPLOITANTS AGRICOLES (conjoints) : Cresson (Édith) (p. 3776) ; Gravier (Jean) (p. 3779).

FONDS ADDITIONNEL D'ACTION SOCIALE (FAAS) : Cresson (Édith) (p. 3776) ; Espagnac (Raymond) (p. 3781).

FONDS CONGÉ MATERNITÉ (FOCOMA) : Cresson (Édith) (p. 3776) ; Gravier (Jean) (p. 3779) ; Espagnac (Raymond) (p. 3781).

FONDS NATIONAL DE SOLIDARITÉ (FNS) : Torre (Henri) (p. 3778) ; Andigné (Hubert d') (p. 3780) ; Louvot (Pierre) (p. 3783) ; Cresson (Édith) (p. 3785).

INVESTISSEMENTS : Faure (Edgar) (p. 3782).

MONTAGNE : Robert (Paul) (p. 3781) ; Cresson (Édith) (p. 3786).

MUTUALITÉ SOCIALE AGRICOLE : Cresson (Édith) (p. 3786).

PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES : Cresson (Édith) (p. 3775, 3776, 3777, 3785, 3786) ; Torre (Henri) (p. 3778) ; Gravier (Jean) (p. 3778, 3779) ; Andigné (Hubert d') (p. 3780) ; Espagnac (Raymond) (p. 3780, 3781) ; Robert (Paul) (p. 3781) ; Faure (Edgar) (p. 3782) ; Louvot (Pierre) (p. 3782, 3783) ; Jargot (Paul) (p. 3783, 3784) ; Béranger (Paul) (p. 3784, 3785).

PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES (cotisations) : Cresson (Édith) (p. 3777, 3786) ; Torre (Henri) (p. 3778) ; Gravier (Jean) (p. 3779) ; Andigné (Hubert d') (p. 3780) ; Espagnac (Raymond) (p. 3780) ; Robert (Paul) (p. 3781) ; Faure (Edgar) (p. 3782) ; Louvot (Pierre) (p. 3783) ; Jargot (Paul) (p. 3784) ; Béranger (Jean) (p. 3785).

RETRAITE (âge de la) : Gravier (Jean) (p. 3779).

RETRAITES AGRICOLES : Cresson (Édith) (p. 3776) ; Torre (Henri) (p. 3778) ; Béranger (Jean) (p. 3784).

REVENU AGRICOLE : Cresson (Édith) (p. 3777, 3786) ; Torre (Henri) (p. 3778) ; Gravier (Jean) (p. 3778, 3779) ; Andigné (Hubert d') (p. 3780) ; Robert (Paul) (p. 3781) ; Faure (Edgar) (p. 3782) ; Louvot (Pierre) (p. 3783) ; Jargot (Paul) (p. 3783, 3784) ; Béranger (Jean) (p. 3785).

TAXE SUR LES CORPS GRAS D'IMPORTATION : Jargot (Paul) (p. 3784).

Examen des crédits figurant aux articles 47 et 48 [7 décembre 1981] (p. 3787).

Article 47 *(Prestations sociales agricoles : services votés).* — Adopté (p. 3787).

Article 48 *(Prestations sociales agricoles : mesures nouvelles).* — Adopté (p. 3787).

ARTICLES DE LA DEUXIÈME PARTIE :

ARTICLES DE TOTALISATION, ARTICLES NON JOINTS A L'EXAMEN DES CRÉDITS, ARTICLES ADDITIONNELS

Discussion [12 décembre 1981] (p. 4117, 4198) : *MM. Raymond Brun, Bernard Legrand, Maurice Blin, rapporteur général ; Laurent Fabius, ministre du budget ; Jacques Carat, Louis Jung, Paul Girod, Jacques Descours Desacres, Émile Didier, Louis Virapoullé, Pierre Gamboa, Pierre-Christian Taittinger, Adolphe Chauvin, Henri Duffaut, Jacques Moutet, Pierre Ceccaldi-Pavard, René Touzet, Marcel Rudloff, Roger Rinchet, Jean-Pierre Blanc, Louis Perrein, Étienne Dailly, rapporteur pour avis de la Commission des lois ; Jean Francou, Philippe de Bourgoing, François Collet, Albert Voilquin, Paul Pillet, Jacques Genton, Charles de Cuttoli, Édouard Bonnefous, président de la Commission des finances ; Jean-Pierre Fourcade, Raymond Bourgine, Stéphane Bonduel.*

Article 41 *(Budget général : services votés).* — Adopté (p. 4117).

Article 42 et État B *(Mesures nouvelles : dépenses ordinaires des services civils).* — Adoptés (p. 4118).

Article 43 et État C *(Mesures nouvelles : dépenses en capital des services civils).* — Adoptés (p. 4119).

Article 47 *(Budgets annexes : services votés).* — Adopté (p. 4120).

Article 48 *(Budgets annexes : mesures nouvelles).* — Adopté (p. 4120).

Article 46 et État D *(Autorisations d'engagement par anticipation).* — Adoptés (p. 4120).

Article 58 et État E *(Perception des taxes parafiscales).* — Adoptés (p. 4136).

Après l'article 58 (p. 4136).

Adopté : amendement n° 492 (art. additionnel) de M. Bernard Legrand : fixation du taux de la taxe d'espaces verts par les conseils généraux (p. 4136).

— Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 4136).

Article 59 et État F *(Crédits évaluatifs).* — Adoptés (p. 4137).

Article 60 et État G *(Crédits prévisionnels).* — Adoptés (p. 4138).

Article 61 et État H *(Reports de crédits).* — Adoptés (p. 4140).

Article 63 *(Financement de grands travaux intéressant la région d'Ile-de-France).* — Adopté (p. 4141).

Après l'article 45 (p. 4141).

Adoptés : amendement n° 548 (art. additionnel) de M. Jacques Carat : augmentation du taux de la taxe sur les panneaux publicitaires perçue par les communes (p. 4141). — Amendement n° 558 (art. additionnel) de M. Jacques Carat : fixation de taux intermédiaires pour l'abattement facultatif à la base de la taxe d'habitation ; création d'un abattement à la base en faveur des personnes ne payant pas d'impôt sur le revenu (p. 4142).

Retirés : amendement n° 549 (art. additionnel) de M. Jacques Carat : institution au profit des communes d'une taxe sur les plus-values réalisées lors de la cession des terrains à bâtir (p. 4143). — Amendement n° 566 (art. additionnel) de M. Stéphane Bonduel, soutenu par M. Émile Didier : aide fiscale à l'investissement pour les entreprises agricoles soumises au bénéfice réel et ne bénéficiant pas des aides à la modernisation (p. 4143).

— Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 4141, 4142).

Article 66 *(Aménagement du régime de l'aide fiscale à l'investissement)* (p. 4143).

Adoptés : amendement n° 554 de M. Maurice Blin, rapporteur général : aide fiscale à l'investissement en cas de non diminution du nombre moyen de salariés de l'entreprise (p. 4151 ; scrutin public sur les deux premiers alinéas n° 42 ; scrutin public sur le troisième alinéa n° 43 ; scrutin public sur l'ensemble de l'amendement, n° 44 ; liste des votants p. 4200, 4204). — Amendement n° 532 de M. Rémi Herment, soutenu par M. Adolphe Chauvin : extension aux entreprises agricoles des dispositions de la déduction pour investissement (p. 4152 ; scrutin public n° 45 ; liste des votants p. 4204, 4206). — Amendement n° 567 de M. Stéphane Bonduel, soutenu par M. Émile Didier :

bénéfice de l'aide fiscale, dans le cas d'entreprises coopératives de transports, envers les investissements réalisés par la coopérative ou les coopérateurs (p. 4152).

Retiré : sous-amendement n° 564 de M. Jacques Mossion, soutenu par M. Adolphe Chauvin, à l'amendement n° 554 de M. Maurice Blin, rapporteur général : déduction fiscale sans clauses restrictives pour les entreprises du secteur des transports routiers (p. 4150).

Devenus sans objet : amendement n° 546 de M. Pierre-Christian Taittinger : suppression de cet article relatif à la subordination de l'aide fiscale à l'investissement à l'augmentation des effectifs de l'entreprise (p. 4151). – Amendement n° 560 de MM. Jacques Moutet et Paul Girod, soutenu par M. Paul Girod : extension aux entreprises agricoles des dispositions de la déduction pour investissement (p. 4152).

– L'article 66, ainsi modifié, est adopté (p. 4153).

Après l'article 66 (p. 4153).

Réservé : amendement n° 493 de MM. André Jouany et Jacques Moutet, soutenu par M. Jacques Moutet : modification du régime simplifié et actualisation des plafonds de chiffres d'affaires (p. 4153 ; puis retiré p. 4155).

Article 67 *Abattement sur le bénéfice imposable des entreprises industrielles nouvelles).* – Adopté (p. 4153).

Après l'article 67 (p. 4153).

Adopté : amendement n° 574 (art. additionnel) de M. Laurent Fabius, ministre : augmentation des limites du chiffre d'affaires définissant le champ d'application du régime simplifié d'imposition (p. 4156).

Retirés : amendement n° 533 (art. additionnel) de M. Pierre Ceccaldi-Pavard et amendement n° 553 de M. Maurice Blin, rapporteur général, soutenu par M. Henri Duffaut : augmentation des limites du chiffre d'affaires qui définissent le champ d'application du régime simplifié d'imposition (p. 4155).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 4156).

Article 68 *(Reconduction pour un an de la déduction pour achat d'actions).* – Adopté (p. 4156).

Article 69 *(Versements effectués au profit d'œuvres ou d'organismes d'intérêt général)* (p. 4156).

Retirés : amendement n° 534 de M. Marcel Rudloff : extension du bénéfice de la possibilité de déduction aux associations de bienfaisance de la loi de 1933 (p. 4157). – Amendement n° 489 de M. Josy Moinet, soutenu par M. Émile Didier : exonération de la taxe sur la valeur ajoutée au titre des études d'intérêt général en faveur des associations déclarées et agréées réalisant des études en matière d'environnement et de consommation (p. 4157). – Amendement n° 490 de M. Michel Rigou, soutenu par M. Émile Didier : extension du régime fiscal des publications périodiques inscrites à la Commission paritaire des publications et agences de presse à la presse des associations (p. 4158). – Amendement n° 491 de M. Josy Moinet, soutenu par M. Émile Didier : non applicabilité de la taxe sur les salaires envers les associations déclarées, employant moins de trois salariés ; retiré puis repris par M. Henri Duffaut et retiré (p. 4159). – Amendement n° 535 de M. Marcel Rudloff : organismes sans but lucratif et possibilité de choix d'application d'un taux unique de la taxe sur les salaires (p. 4159).

– L'article 69 est adopté (p. 4159).

Article 70 *(Aménagement du régime de déduction des dépenses destinées à économiser l'énergie)* (p. 4159).

Adopté : amendement n° 550 de M. Jacques Carat, soutenu par M. Henri Duffaut : déduction des dépenses destinées à économiser l'énergie et report de la date limite de construction ou de modification des logements (p. 4159).

– L'article 70, ainsi modifié, est adopté (p. 4159).

Article 71 *(Régime fiscal des revenus provenant d'immeubles d'habitation loués meublés lorsqu'ils ne s'inscrivent pas dans le cadre d'une activité professionnelle)* (p. 4159).

Adopté : amendement n° 545 de M. Charles Bosson, soutenu par M. Jean-Pierre Blanc : protection des logements touristiques banalisés, mis à la disposition d'un organisme de gestion hôtelière ou parahôtelière (p. 4161).

Rejeté : amendement n° 575 de M. Laurent Fabius, ministre : applicabilité des dispositions de cet article à partir du 1er janvier 1983 (p. 4161).

Retirés : amendement n° 536 de M. Pierre Vallon, soutenu par M. Adolphe Chauvin : suppression de cet article sur la fiscalité frappant les locations d'immeubles meublés, non professionnels (p. 4161). – Amendement n° 513 de M. Roger Rinchet : protection des logements touristiques banalisés, mis à la disposition d'un organisme de gestion hôtelière ou parahôtelière (p. 4161).

Devient sans objet : amendement n° 568 de M. Stéphane Bonduel soutenu par M. Émile Didier : exclusion des logements touristiques gérés sous forme quasi-hôtelière des dispositions de cet article (p. 4161).

– L'article 71, ainsi modifié, est adopté (p. 4161).

Après l'article 71 (p. 4162).

Retiré : amendement n° 537 (art. additionnel) de M. Marcel Rudloff : assimilation des organisations professionnelles artisanales aux syndicats agricoles (p. 4162).

Article 72 *(Renforcement des moyens de lutte contre le transfert des bénéfices vers l'étranger).* – Adopté (p. 4162).

Article 73 *(Défaut de délivrance de factures ou notes : sanctions applicables).* – Adopté (p. 4162).

Article 74 *(Extension des obligations relatives à l'établissement des factures).* – Adopté (p. 4162).

Article 74 *bis* *(Obligation de déclaration des sommes versées au titre des contrats de location du droit d'affichage)* (p. 4162).

Adopté : amendement n° 551 de M. Robert Schmidt, soutenu par M. Jacques Descours Desacres : publicité par panneaux, affiches et déclaration du nom des bénéficiaires, en cas de versement supérieur à 3000 francs (p. 4162).

L'article 74 *bis,* ainsi modifié, est adopté (p. 4162).

Article 75 *(Mise au nominatif des titres non cotés)* (p. 4163).

Adopté : amendement n° 565 de M. Étienne Dailly, rapporteur pour avis : mise obligatoire des actions sous forme nominative pour les sociétés par actions ; modification des statuts ; rôle des gérants et présomption de propriété des titres sans forme nominative non vendus (p. 4169).

Retiré : amendement n° 511 de M. Jean Francou : présomption de propriété par le président du conseil d'administration ou du directoire de certains titres et obligation de diligence (p. 4168).

– L'article 75, ainsi modifié, est adopté (p. 4169).

Article 76 *(Inopposabilité des cessions d'actifs couverts par l'anonymat).* – Adopté (p. 4169).

Article 77 *(Obligation de paiement par chèque pour certains achats et obligation de déclaration des compagnies d'assurances)* (p. 4169).

Adoptés : amendement n° 538 de M. Pierre Vallon, soutenu par M. Paul Pillet : relèvement du seuil à partir duquel s'applique l'obligation de paiement par chèque pour les achats d'œuvres d'art ou de bijoux (p. 4173). – Amendements identiques n° 539 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard et n° 556 de M. François Collet : suppression des dispositions de cet article sur l'obligation pour les sociétés d'assurances d'établir une liste annuelle des souscripteurs de contrats couvrant des objets précieux ou objets d'art d'un montant supérieur à 100 000 francs (p. 4173).

Retiré : amendement n° 559 de M. Albert Voilquin : suppression de cet article sur l'obligation de paiement par chèque des achats de bijoux, d'objets d'art ou d'antiquité de plus de 5 000 francs et l'établissement par les sociétés d'assurances d'une liste annuelle des

personnes ayant assuré de tels objets pour un montant supérieur ou égal à 100 000 francs (p. 4173).

Devient sans objet : amendement n° 557 de M. François Collet : établissement par les sociétés d'assurances d'une liste des souscripteurs résidents français ; seuil supérieur à 100 000 francs et évolutif (p. 4173).

– L'article 77, ainsi modifié, est adopté (p. 4173).

Article 78 *(Adaptation des moyens d'action de l'administration à la technicité croissante des vérifications d'entreprises).* – Adopté (p. 4173).

Article 79 *(Lutte contre l'organisation d'insolvabilité, en matière douanière).* – Adopté (p. 4173).

Article 80 *(Modification du taux de certaines amendes douanières).* – Adopté (p. 4173).

Article 81 *(Abandon des majorations fiscales pour insuffisance de déclaration en cas de reconnaissance spontanée de ces insuffisances avant le 1er août 1982).* – Adopté (p. 4174).

Article 82 *(Avoirs à l'étranger. – Incitation au rapatriement).* – Adopté (p. 4174).

Article 83 *(Modification de la composition et de la compétence de la Commission départementale de conciliation)* (p. 4174).

Adoptés : amendement n° 522 de M. Christian Poncelet, soutenu par M. Raymond Brun : composition de la commission départementale de conciliation et remplacement des titulaires désignés par la chambre de commerce par un expert appartenant à la profession (p. 4174). – Amendement de MM. Paul Girod et Jacques Moutet : commission de conciliation et information préalable du contribuable (p. 4175).

– L'article 83, ainsi modifié, est adopté (p. 4175).

Article 84 *(Adaptation des règles du forfait TVA pour les membres des professions non commerciales et mesures connexes).* – Adopté (p. 4175).

Après l'article 84 (p. 4175).

Retiré : amendement n° 540 (art. additionnel) de M. Jean-Pierre Blanc : dépenses d'investissements engagées par l'État et remboursement de la TVA aux collectivités locales (p. 4176).

Article 85 B *(Reconduction du régime d'électrification rurale).* – Adopté (p. 4176).

Article 86 *(Contrôle d'opérations financées par le fonds européen d'orientation et de garantie agricole).* – Adopté (p. 4176).

Après l'article 86 (p. 4176).

Retirés : amendement n° 541 (art. additionnel) de M. Francis Palmero, soutenu par M. Jacques Genton : applicabilité du minimum de pension de réversion aux veuves (p. 4177). – Amendement n° 542 (art. additionnel) de M. Jacques Genton : réforme du code des pensions civiles et militaires de retraite et applicabilité de ces dispositions aux pensions de réversion liquidées avant le 1er décembre 1964 (p. 4177).

Après l'article 87 (p. 4177).

Adopté : amendement n° 552 (art. additionnel) de M. Louis Perrein : dotation logement de l'État envers les instituteurs et calcul de la moyenne des dépenses des communes au niveau départemental (p. 4178).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 4178).

Après l'article 90 (p. 4178).

Irrecevable (article 40 de la constitution). – Amendement n° 486 (art. additionnel) de M. Charles de Cuttoli : réduction de l'âge d'entrée en jouissance immédiate des pensions civiles et militaires, en faveur des fonctionnaires ayant servi hors d'Europe (p. 4178).

Après l'article 92 (p. 4178).

Adoptés : amendement n° 563 (art. additionnel) de M. Guy Petit, soutenu par M. Jacques Moutet : réactualisation des taux de la taxe de séjour ; possibilité de perception de la taxe de séjour pour les communes touristiques bénéficiant des concours particuliers de la dotation globale de fonctionnement (p. 4179). – Amendement n° 573 (art. additionnel) de M. Maurice Blin, rapporteur général : réduction du montant des crédits de paiement ouverts aux ministres pour 1982 et économies budgétaires nécessaires ; intitulé : « Titre III. – économies budgétaires » (p. 4184 ; scrutin public n° 46 ; liste des votants p. 4206, 4207).

Retiré : amendement n° 544 (art. additionnel) de M. Jean-Marie Rausch, soutenu par M. Louis Jung : montant maximum des sommes versées annuellement par l'entreprise à chaque bénéficiaire (p. 4179).

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 4179 et 4184).

Article 40 et État A *(suite).*

Adopté : amendement de coordination n° 576 de M. Laurent Fabius, ministre (p. 4185).

– L'article 40 et l'État A, ainsi modifiés, sont adoptés (p. 4185).

Explications de vote :

– *M. Charles Pasqua* (p. 4185) : intention du Gouvernement : croissance ; réduction du chômage et de l'inflation ; incohérence de la stratégie économique du Gouvernement et méconnaissance de certaines réalités économiques élémentaires. Augmentation de la production et besoin de confiance envers les entreprises ; aggravation des charges fiscales des entreprises. Impôt sur le patrimoine. Incohérence politique ; incertitude économique et défiance internationale (p. 4186) : dévaluation du franc et inflation ; échelon international et perte de la confiance de nos partenaires. Politique défavorable à l'épargne. Aggravation du chômage. Augmentation des impôts. Appel aux banques et choix budgétaire inflationniste. Prise pour cible des classes moyennes ; épargne populaire et bons anonymes (p. 4187) : taxes indirectes. Conception de l'État-providence ; étatisation de l'économie ; vote du projet de loi de finances pour 1982, modifié par le Sénat.

– *M. Henri Duffaut* (p. 4187) : dégradation de la situation financière et économique de la France depuis 1976 ; chômage et hausse des prix (p. 4188) : bataille pour l'emploi. Relance de la consommation et des investissements. Déficit du budget. Attitude de la majorité sénatoriale ; réduction des dépenses ; hostilité aux ordonnances. Consommation et production industrielle ; exportation et marché de l'automobile (p. 4189) : opposition au budget modifié par le Sénat.

– *M. Jacques Moutet* (p. 4189) : aspect négatif du budget : augmentation des dépenses publiques et déficit. Recours à l'emprunt et démantèlement de l'économie. Taux de croissance. Taxation de l'outil de travail. Charge des entreprises. Chômage et inflation. Amendements par le Sénat du projet de loi de finances. Vote du budget.

– *M. Adolphe Chauvin* (p. 4189) : déficit du budget. Hommage au président de la Commission des finances. Limitation de l'accroissement de la charge fiscale ; retour à un déficit raisonnable (p. 4190) : croissance de la charge de la dette publique et accroissement des dépenses publiques ; déficit ; inflation ; récession de l'économie ; augmentation des charges sociales. Position de la Communauté économique européenne (CEE) et économie de marché. Réserves des chefs d'entreprises sur l'accroissement de la fiscalité ; impôts directs ; impôts sur la consommation. Projet de budget pour 1983 et décentralisation. Vote du projet de budget modifié par le Sénat.

– *M. Roland du Luart* (p. 4190) : changement radical du système économique ; concentration du pouvoir de décision entre les mains de l'État. Négation de la finalité de l'économie des marchés et stérilisation institutionnalisée des entreprises privées (p. 4191) : abstention sur le budget.

– *M. Philippe de Bourgoing* (p. 4191) : budget de relance : croissance des dépenses ; déficit budgétaire. Situation de l'emploi. Situation internationale. Fonctionnement du marché financier et création monétaire. Taux de hausse des prix. Attente d'une indexa-

tion de l'épargne populaire. Chômage. Relance et impôts supplémentaires. Planification excessive et autoritaire. Nationalisations et bouleversement des règles d'une économie de marchés. Charges sociales. Mesures fiscales et impôt sur la fortune. Fiscalité des entreprises (p. 4192) : hausse des prix. Élaboration d'une politique conjoncturelle et isolement au sein de l'Europe. Vote du budget modifié par le Sénat.

– *Mme Hélène Luc* (p. 4192) : défense par la droite du Sénat des intérêts des privilégiés de la fortune. Impôt sur les hauts revenus. Plafonnement du quotient familial. Taxation de certains frais généraux abusifs. Justice fiscale et réduction des inégalités. Politique industrielle ; croissance des investissements directs à l'étranger. Opposition du patronat et insuffisance des mesures du Gouvernement. Volonté d'obstruction systématique de la part du Sénat. Relance de la consommation populaire et lutte contre la hausse des prix (p. 4193) : hausse du SMIC. Évasion de capitaux ; exemple de Lille. Opposition du groupe communiste au budget transformé par la majorité du Sénat.

– *M. Jean Béranger* (p. 2193) : approbation de la politique sociale et économique du Gouvernement. Budget : progression du budget de l'éducation nationale ; politique culturelle : décentralisation et création ; justice ; recherche ; plan et aménagement du territoire. Opposition au projet modifié par le Sénat. Stimulation de l'économie et déficit (p. 4194) : rôle du Sénat. Justice fiscale et solidarité nationale.

– *M. Maurice Blin, rapporteur général* (p. 4193) : valeur du franc français et négociations avec les partenaires européens (p. 4194) : négociations de la France et gel de 15 milliards de francs de crédits de paiement (p. 4197, 4198) : insertion des jeunes et opposition à l'inscription de ces crédits dans le budget primitif. Inflation.

– *M. Raymond Bourgine* (p. 4194) : redressement de l'économie. Maintien du franc dans le système monétaire européen. Taxe proportionnelle. Allocations familiales et fiscalisation (p. 4195) : autofinancement de l'industrie privée ou publique. Endettement extérieur et inflation. Accaparement par l'État des sommes nécessaires à la production. Relance à la consommation et relance des investissements. Opposition au budget.

– *M. Jean-Pierre Cantegrit* (p. 4195) : lutte contre le chômage : augmentation des dépenses de l'État ; déficit budgétaire. Prix du pétrole et taux du dollard. Taux de croissance et dégradation de l'emploi industriel. Financement des dépenses : impôt sur le capital ; quotient familial ; majoration du barème de l'impôt sur le revenu ; taxation des banques et des compagnies pétrolières. Économie bloquée. Impôts indirects. Charges des entreprises et rôle marginal de l'initiative individuelle. Vote du budget amendé par le Sénat.

– *M. Charles de Cuttoli* (p. 4196) : défense des Français de l'étranger. Déception face au budget : absence de création du fonds d'aide sociale et taux excessif des cotisations ; absence d'aide personnalisée au logement, taux des intérêts d'emprunts contractés pour l'amélioration ou l'acquisition d'une résidence ; impôts locaux concernant les résidences des Français de l'étranger ; refus d'abattement pour les fonctionnaires français à l'étranger et leur famille ; radios et création d'un émetteur puissant en Guyanne française ; réduction des crédits de Radio france international. Indemnisation des rapatriés ; compatriotes du Tchad ; Français dépossédés après 1970. Fonctionnaires servant à l'étranger et titularisation des contractuels ; minoration pour les couples de coopérants. Gratuité de l'enseignement et augmentation des bourses. Vote du budget amendé par le Sénat.

– *Intervention de M. Laurent Fabius, ministre* (p. 4193, 4194) : négociation par le Gouvernement de réaménagements monétaires (p. 4196) : importance du travail accompli par l'ensemble des sénateurs, les membres de la Commission des finances et les personnels. Amélioration du projet de loi : report de la date d'application de la TVA aux loueurs de meublés ; différenciation de traitement entre les grandes et les petites entreprises et aide à l'investissement ; report du montant minimum rendant le paiement par chèque obligatoire (p. 4197) : différenciation du vote des taux pour les collectivités locales. Impôt sur les grandes fortunes. Déficit budgétaire et recettes. Opposition de conceptions politiques. Refus d'un alignement sur les partenaires étrangers. Emploi, relance et solidarité. Insertion des jeunes (p. 4198) : acceptation par le Sénat du changement, modification du projet de budget par le Sénat.

Sur l'ensemble, scrutin public à la tribune (p. 4198, n° 47 ; liste des votants p. 4207, 4208).

Adoption [12 décembre 1981] (p. 4198).

Discussion (nouvelle lecture)

[18 décembre 1981] (p. 4388, 4397).

I. – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 4388, 4389) : *MM. Maurice Blin, rapporteur général ; Laurent Fabius, ministre du budget.*

FRAIS GÉNÉRAUX : Blin (Maurice) (p. 4388).

IMPÔT SUR LA FORTUNE : Blin (Maurice) (p. 4388).

INSTITUTEURS (indemnité de logement) : Blin (Maurice) (p. 4389) ; Fabius (Laurent) (p. 4389).

INVESTISSEMENTS : Blin (Maurice) (p. 4389) ; Fabius (Laurent) (p. 4389).

VALEURS MOBILIÈRES : Blin (Maurice) (p. 4389).

II. – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4389, 4397) : *MM. Maurice Blin, rapporteur général ; Jacques Descours Desacres, Laurent Fabius, ministre ; Mme Marie-Claude Beaudeau.*

Article 2. – Rejet (p. 4389).

Articles 3 et 4. – Rejet (p. 4390).

Article 5 (p. 4390).

Adopté : amendement n° 1 de MM. Léon Jozeau-Marigné et Jacques Descours Desacres, soutenu par ce dernier : adjonction de l'article 1904-1 du code civil relatif aux donations entre époux dans le calcul du patrimoine de l'usufruitier concernant l'impôt sur les grandes fortunes (p. 4391).

– L'article 5, ainsi modifié, est adopté (p. 4391).

Articles 6, 7 et 8. – Rejetés (p. 4391).

Articles 9, 10, 10 *bis*, 11, 11 *bis*, 12, 13 *bis*. – Rejetés (p. 4392).

Articles 14, 14 *bis*, 16 *bis*, 16 *ter*, 17. – Rejetés (p. 4393).

Articles 18, 20, 22, 23, 23 *bis*, 24, 27, 27 *bis*. – Rejetés (p. 4394).

Article 40 et État A. – Rejetés (p. 4395).

Explications de vote :

– *M. Philippe de Bourgoing* (p. 4396) : budget dangereux pour la France. Partisan d'une croissance la plus élevée possible compatible avec le respect de nos équilibres extérieurs. Budget de facilité et formidable augmentation des dépenses publiques. Augmentation des recettes fiscales de 19 %. Priorité aux dépenses de fonctionnement des services par rapport aux investissements. Plafonnement du quotient familial. Augmentation du pourcentage des tranches d'impôt sur le revenu et renforcement des prélèvements de la fiscalité indirecte. Absence du monopole du souci de l'emploi et de la solidarité. Non aboutissement de nos tentatives d'amendements, se déclare opposé à l'adoption du texte de ce projet.

– *M. Adolphe Chauvin* (p. 4396) : intervention au nom du groupe du Rassemblement pour la République en remplacement de *M. Michel Caldagues*, et au nom du groupe de l'Union centriste des démocrates de progrès. Vices majeurs du projet de loi initial : déficit budgétaire dangereux pour les finances publiques et surcharge fiscale accrue en raison de la montée des dépenses. Tentatives d'amélioration du texte en première lecture. Constat de désaccord de la Commission mixte paritaire. Divorce absolu entre les conceptions de la majorité de l'Assemblée nationale et celles de la majorité sénatoriale. Rôle essentiel de la CMP dans les institutions de la V^e^ République et rapprochement des points de vue exprimés. Fixation des dépenses et des recettes de l'État : prérogatives du Parlement. Budget de l'État pour 1982 dangereusement déficitaire et fiscalement dangereux. Refus systématique de prendre en considération le point de vue du Sénat. Au nom du groupe RPR et du groupe UCDP, s'oppose au texte du projet de loi de finances pour 1982.

– *Intervention de M. Laurent Fabius, ministre* (p. 4397) : plusieurs modifications introduites par la Commission mixte paritaire. Élec-

tion du Gouvernement sur un programme. Libre jeu de la démocratie et strict respect du Sénat, de l'Assemblée nationale et de la CMP.

– *M. Maurice Blin, rapporteur général* (p. 4397) : respect des principes de la démocratie. Discussion en Commission mixte paritaire sur les travaux de la dernière assemblée délibérante. Absence de reconnaissance du rôle démocratique joué par la Haute Assemblée.

En vertu de l'article 47 *bis*, alinéa 2, du règlement « lorsque le Sénat n'adopte pas la première partie du projet de loi de finances, l'ensemble du projet de loi est considéré comme rejeté ».

Scrutin public (p. 4397 ; n° 52 ; liste des votants p. 4401, 4402).

Rejeté : [18 décembre 1981] (p. 4397).

LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES

1. – **Projet de loi de finances rectificative pour 1981,** présenté au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Laurent Fabius, ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget [3 juillet 1981] (n° **3**). – Renvoi à la Commission des finances. – Pour avis à la Commission des affaires culturelles et à la Commission des lois, à la Commission de la défense nationale et à la Commission de la production. – Rapport de M. Christian Pierret, rapporteur général [10 juillet 1981] (n° **88**). – Avis de M. André Delehedde au nom de la Commission des affaires culturelles [15 juillet 1981] (n° **102**) ; de M. Jacques Fleury au nom de la Commission des lois [15 juillet 1981] (n° **103**). – Discussion [15, 16, 17 juillet 1981]. – Adoption [17 juillet 1981] (n° **1**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (PREMIÈRE LECTURE) [21 juillet 1981] [n° **310** (1980-1981)]. – Renvoi à la Commission des finances. – Pour avis à la Commission des affaires sociales, à la Commission des affaires culturelles et à la Commission des affaires économiques [21 juillet 1981] ; à la Commission des affaires étrangères [22 juillet 1981]. – Rapport de M. Maurice Blin, rapporteur général [21 juillet 1981] [n° **311** (1980-1981)]. – Avis de M. Robert Schwint au nom de la Commission des affaires sociales [21 juillet 1981] [n° **313** (1980-1981)], de M. Paul Séramy au nom de la Commission des affaires culturelles [21 juillet 1981] [n° **314** (1980-1981)]. – Discussion [22 juillet 1981] (p. 1015, 1049) ; [23 juillet 1981] (p. 1057, 1092) ; [24 juillet 1981] (p. 1105, 1124, 1133, 1157). – Adoption modifiée [24 juillet 1981] [n° **86** (1980-1981)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (DEUXIÈME LECTURE) [27 juillet 1981] (n° **240**). – Renvoi à la Commission des finances.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLÉE NATIONALE) ; rapport de M. Christian Pierret, rapporteur général [28 juillet 1981] (n° **242**). – Adoption [29 juillet 1981] (n° **16**).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SÉNAT) ; rapport de M. Maurice Blin, rapporteur général [28 juillet 1981] [n° **327** (1980-1981)]. – Discussion [29 juillet 1981] (p. 1230, 1241). – Rejet [29 juillet 1981] [n° **92** (1980-1981)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) [27 juillet 1981] (n° **240**). – Renvoi à la Commission des finances. – Rapport de M. Christian Pierret [29 juillet 1981] (n° **250**). – Discussion [29 juillet 1981]. – Adoption [29 juillet 1981] (n° **20**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (NOUVELLE LECTURE) [30 juillet 1981] [n° **340** (1980-1981)]. – Renvoi à la Commission des finances. – Rapport oral. – Discussion [30 juillet 1981] (p. 1268, 1276). – Adoption modifiée [30 juillet 1981] (n° **94**).

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (DERNIÈRE LECTURE) [30 juillet 1981] (n° **299**). – Renvoi à la Commission des finances. – Rapport de M. Christian Pierret [30 juillet 1981] (n° **300**). – Discussion [30 juillet 1981]. – Adoption [30 juillet 1981] (n° **21**).

PROMULGATION : Loi n° 81-734 du 3 août 1981 (J.O. Lois et décrets du 4 août 1981).

Discussion (première lecture)

[22 juillet 1981] (p. 1015, 1049)

[23 juillet 1981] (p. 1057, 1092)

[24 juillet 1981] (p. 1105, 1124, 1133, 1157).

I. – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1015, 1049, 1057, 1072) : *MM. Laurent Fabius, ministre chargé du budget ; Maurice Blin, rapporteur général ; Robert Schwint, président et rapporteur pour avis de la Commission des affaires sociales ; Paul Séramy, rapporteur pour avis de la Commission des affaires culturelles ; Michel Chauty, président et rapporteur pour avis de la Commission des affaires économiques ; Lucien Gautier, rapporteur pour avis de la Commission des affaires étrangères ; Henri Duffaut, Christian Poncelet, Raymond Bourgine, Jean-Pierre Fourcade, Georges Lombard, Camille Vallin, Bernard Legrand, Pierre Noé, Jean-François Pintat, Roger Lise, Fernand Lefort, Stéphane Bonduel, Edgard Tailhades, Geoffroy de Montalembert, Guy Petit, Pierre Lacour, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Jean Béranger, Louis Longequeue, Francis Palmero, Paul Girod, Jacques Genton, Georges Dagonia, Henri Caillavet, Michel Darras, Louis Jung.*

ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE : Tailhades (Edgar) (p. 1058).

AGENCE NATIONALE DE VALORISATION DE LA RECHERCHE (ANVAR) : Chauty (Michel) (p. 1028) ; Noé (Pierre) (p. 1045).

AGRICULTEURS (jeunes) : Chauty (Michel) (p. 1027).

AGRICULTURE : Fabius (Laurent) (p. 1018) ; Dagonia (Georges) (p. 1066).

AIDE AU LOGEMENT : Chauty (Michel) (p. 1028) ; Lefort (Fernand) (p. 1048, 1049).

AIDE SOCIALE (enseignement) : Séramy (Paul) (p. 1026).

AMBASSADES (bâtiments) : Fourcade (Jean-Pierre) (p. 1039) ; Fabius (Laurent) (p. 1069).

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE : Chauty (Michel) (p. 1027).

ANCIENS COMBATTANTS : Fabius (Laurent) (p. 1018, 1070) ; Blin (Maurice) (p. 1020) ; Schwint (Robert) (p. 1024) ; Lefort (Fernand) (p. 1049).

ARMES (ventes d') : Longequeue (Louis) (p. 1063).

ASSISTANTES SOCIALES : Gautier (Lucien) (p. 1029).

ASSOCIATIONS SPORTIVES : Séramy (Paul) (p. 1026).

AUTOMOBILE (industrie) : Bourgine (Raymond) (p. 1035, 1036).

AUXILIARIAT (dans l'enseignement) : Séramy (Paul) (p. 1025) ; Beaudeau (Marie-Claude) (p. 1061).

AVIONS : Fabius (Laurent) (p. 1018).

BANQUE DE FRANCE : Petit (Guy) (p. 1060).

BANQUES : Fabius (Laurent) (p. 1018) ; Blin (Maurice) (p. 1021) ; Poncelet (Christian) (p. 1033) ; Vallin (Camille) (p. 1043) ; Petit (Guy) (p. 1060) ; Girod (Paul) (p. 1065).

CADRES (fuites des « cerveaux ») : Bourgine (Raymond) (p. 1037) ; Fabius (Laurent) (p. 1069).

CAILLAUX (citation de Joseph Caillaux sur la politique économique de Léon Blum) : Montalembert (Geoffroy de) (p. 1058) ; Darras (Michel) (p. 1067) ; Fabius (Laurent) (p. 1070, 1072).

CAISSE D'ÉPARGNE (livrets) : Chauty (Michel) (p. 1028).

CALAMITÉS : Chauty (Michel) (p. 1027).

CHÔMAGE : Fabius (Laurent) (p. 1016, 1017) ; Blin (Maurice) (p. 1021) ; Schwint (Robert) (p. 1024) ; Chauty (Michel) (p. 1027) ; Duffaut (Henri) (p. 1030) ; Bourgine (Raymond) (p. 1034, 1035) ; Fourcade (Jean-Pierre) (p. 1038) ; Vallin (Camille) (p. 1042) ; Lise (Roger) (p. 1047) ; Petit (Guy) (p. 1059) ; Béranger (Jean) (p. 1061, 1062) ; Dagonia (Georges) (p. 1066).

CHÔMAGE (indemnisation du) : Fabius (Laurent) (p. 1017, 1068, 1069) ; Blin (Maurice) (p. 1021) ; Schwint (Robert) (p. 1024) ; Legrand (Bernard) (p. 1044) ; Jung (Louis) (p. 1072).

COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN : Chauty (Michel) (p. 1027).

COMPAGNIE GÉNÉRALE MARITIME : Fabius (Laurent) (p. 1017).

CONFÉRENCE D'OTTAWA : Fabius (Laurent) (p. 1018).

CONSEILLERS TECHNIQUES ET PÉDAGOGIQUES : Séramy (Paul) (p. 1026).

CONSERVATOIRE DU LITTORAL : Chauty (Michel) (p. 1028).

CONSOMMATION : Blin (Maurice) (p. 1023) ; Duffaut (Henri) (p. 1030) ; Fourcade (Jean-Pierre) (p. 1039) ; Bonduel (Stéphane) (p. 1057) ; Girod (Paul) (p. 1064) ; Fabius (Laurent) (p. 1068, 1069).

CONSTRUCTION : Chauty (Michel) (p. 1028).

CONSTRUCTION NAVALE : Chauty (Michel) (p. 1028).

CONTRATS EMPLOI-FORMATION : Schwint (Robert) (p. 1024).

DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER : Lise (Roger) (p. 1047, 1048) ; Dagonia (Georges) (p. 1066) ; Fabius (Laurent) (p. 1069, 1070).

DÉPORTÉS ET INTERNÉS (déportés du travail) : Lefort (Fernand) (p. 1049).

DONATIONS PARTAGES : Blin (Maurice) (p. 1021, 1022) ; Duffaut (Henri) (p. 1030, 1033) ; Poncelet (Christian) (p. 1033) ; Bourgine (Raymond) (p. 1038) ; Fourcade (Jean-Pierre) (p. 1040) ; Lombard (Georges) (p. 1041) ; Vallin (Camille) (p. 1043) ; Bonduel (Stéphane) (p. 1057) ; Lacour (Pierre) (p. 1060) ; Girod (Paul) (p. 1065) ; Fabius (Laurent) (p. 1068, 1071).

ÉDUCATION : Séramy (Paul) (p. 1025).

ÉDUCATION PHYSIQUE ET SPORTIVE : Séramy (Paul) (p. 1026).

EMPLOI (créations d'emplois) : Fabius (Laurent) (p. 1018, 1068, 1069, 1070) ; Blin (Maurice) (p. 1020, 1021, 1022) ; Schwint (Robert) (p. 1024) ; Séramy (Paul) (p. 1025) ; Chauty (Michel) (p. 1027, 1028) ; Poncelet (Christian) (p. 1031) ; Bourgine (Raymond) (p. 1034) ; Vallin (Camille) (p. 1043) ; Noé (Pierre) (p. 1045) ; Pintat (Jean-François) (p. 1046) ; Lefort (Fernand) (p. 1048) ; Bonduel (Stéphane) (p. 1057) ; Tailhades (Edgar) (p. 1058) ; Béranger (Jean) (p. 1062) ; Girod (Paul) (p. 1064, 1065).

EMPLOI (emploi des jeunes) : Chauty (Michel) (p. 1027) ; Béranger (Jean) (p. 1062) ; Fabius (Laurent) (p. 1070).

ENSEIGNANTS : Séramy (Paul) (p. 1025) ; Beaudeau (Marie-Claude) (p. 1061).

ENSEIGNEMENT : Séramy (Paul) (p. 1025, 1026).

ENSEIGNEMENT PRIVÉ : Séramy (Paul) (p. 1025).

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR : Beaudeau (Marie-Claude) (p. 1061).

ENTREPRISES : Fabius (Laurent) (p. 1017, 1068) ; Béranger (Jean) (p. 1062) ; Girod (Paul) (p. 1064) ; Caillavet (Henri) (p. 1066).

ENTREPRISES (conseils d'administration et de surveillance) : Béranger (Jean) (p. 1062).

ENTREPRISES NATIONALES : Blin (Maurice) (p. 1021) ; Fabius (Laurent) (p. 1067).

ÉQUIPEMENT SPORTIF ET SOCIO-ÉDUCATIF : Séramy (Paul) (p. 1026).

ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES INVALIDES DE LA MARINE (ENIM) : Chauty (Michel) (p. 1028).

ÉTUDIANTS : Séramy (Paul) (p. 1026) ; Beaudeau (Marie-Claude) (p. 1061).

EXAMENS ET CONCOURS : Séramy (Paul) (p. 1025).

EXPLOITANTS AGRICOLES : Chauty (Michel) (p. 1027).

EXPORTATIONS : Fabius (Laurent) (p. 1016) ; Blin (Maurice) (p. 1020) ; Chauty (Michel) (p. 1027) ; Béranger (Jean) (p. 1062).

FAMILLE : Fabius (Laurent) (p. 1018) ; Blin (Maurice) (p. 1020).

FÊTES LÉGALES (commémoration du 8 mai 1945) : Lefort (Fernand) (p. 1049) ; Fabius (Laurent) (p. 1070).

FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS : Fabius (Laurent) (p. 1018, 1068) ; Blin (Maurice) (p. 1021) ; Schwint (Robert) (p. 1024) ; Chauty (Michel) (p. 1027) ; Fourcade (Jean-Pierre) (p. 1039) ; Vallin (Camille) (p. 1043) ; Jung (Louis) (p. 1072).

FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS (doubles traitements) : Jung (Louis) (p. 1072).

FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS (indemnisation-chômage) : Jung (Louis) (p. 1072).

FONDS D'ACTION CONJONCTURELLE : Blin (Maurice) (p. 1021) ; Chauty (Michel) (p. 1028) ; Poncelet (Christian) (p. 1033).

FONDS D'ACTION SOCIALE POUR L'AMÉNAGEMENT DES STRUCTURES AGRICOLES (FASASA) : Chauty (Michel) (p. 1027).

FONDS DE COOPÉRATION DE LA JEUNESSE ET DE L'ÉDUCATION POPULAIRE (FONJEP) : Séramy (Paul) (p. 1026).

FONDS DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL (FDES) : Fabius (Laurent) (p. 1018, 1068) ; Blin (Maurice) (p. 1021) ; Chauty (Michel) (p. 1028) ; Noé (Pierre) (p. 1046).

FONDS EUROPÉEN DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL : Chauty (Michel) (p. 1027).

FONDS SPÉCIAL D'ADAPTATION INDUSTRIEL (FSAI) : Chauty (Michel) (p. 1027, 1028) ; Noé (Pierre) (p. 1046).

FORMATION PROFESSIONNELLE : Schwint (Robert) (p. 1024) ; Vallin (Camille) (p. 1043) ; Béranger (Jean) (p. 1062).

FRAIS GÉNÉRAUX : Fabius (Laurent) (p. 1018, 1069) ; Blin (Maurice) (p. 1021) ; Pintat (Jean-François) (p. 1046) ; Girod (Paul) (p. 1065).

FRANC (monnaie) : Blin (Maurice) (p. 1020) ; Duffaut (Henri) (p. 1030) ; Bourgine (Raymond) (p. 1035, 1036) ; Lombard (Georges) (p. 1041) ; Béranger (Jean) (p. 1062) ; Girod (Paul) (p. 1065) ; Fabius (Laurent) (p. 1067, 1068).

FRANCISATION ET NAVIGATION (droits de) : Fabius (Laurent) (p. 1018) ; Blin (Maurice) (p. 1021) ; Fourcade (Jean-Pierre) (p. 1039) ; Lombard (Georges) (p. 1042) ; Legrand (Bernard) (p. 1044) ; Pintat (Jean-François) (p. 1046) ; Bonduel (Stéphane) (p. 1057) ; Palmero (Francis) (p. 1064).

FRAUDE FISCALE : Fabius (Laurent) (p. 1019).

GENDARMERIE : Gautier (Lucien) (p. 1029) ; Longequeue (Louis) (p. 1063) ; Genton (Jacques) (p. 1065) ; Fabius (Laurent) (p. 1068).

GUADELOUPE (La) : Dagonia (Georges) (p. 1066).

HÔPITAUX : Schwint (Robert) (p. 1024).

HABILITATIONS (enseignement) : Beaudeau (Marie-Claude) (p. 1061).

IMPORTATIONS : Fabius (Laurent) (p. 1016, 1068) ; Blin (Maurice) (p. 1020, 1022) ; Chauty (Michel) (p. 1027) ; Poncelet (Christian) (p. 1032) ; Bourgine (Raymond) (p. 1035).

IMPÔTS : Fabius (Laurent) (p. 1017, 1070) ; Girod (Paul) (p. 1065).

IMPÔTS (réforme fiscale) : Fourcade (Jean-Pierre) (p. 1040) ; Girod (Paul) (p. 1065) ; Fabius (Laurent) (p. 1067, 1070).

IMPÔTS INDIRECTS : Fabius (Laurent) (p. 1017) ; Legrand (Bernard) (p. 1044).

IMPÔTS LOCAUX : Fabius (Laurent) (p. 1019).

IMPÔT SUR LA FORTUNE : Fabius (Laurent) (p. 1017, 1019).

IMPÔT SUR LE REVENU : Fabius (Laurent) (p. 1018, 1069) ; Blin (Maurice) (p. 1021) ; Bourgine (Raymond) (p. 1037) ; Fourcade (Jean-Pierre) (p. 1038) ; Lombard (Georges) (p. 1042) ; Vallin (Camille) (p. 1043) ; Legrand (Bernard) (p. 1044) ; Bonduel (Stéphane) (p. 1057) ; Girod (Paul) (p. 1065) ; Caillavet (Henri) (p. 1066).

INDUSTRIE : Chauty (Michel) (p. 1028) ; Lombard (Georges) (p. 1040) ; Vallin (Camille) (p. 1042) ; Legrand (Bernard) (p. 1044) ; Noé (Pierre) (p. 1046) ; Fabius (Laurent) (p. 1069).

INDUSTRIE AGRO-ALIMENTAIRE : Chauty (Michel) (p. 1027).

INFLATION : Fabius (Laurent) (p. 1016, 1069) ; Blin (Maurice) (p. 1020, 1021, 1022) ; Chauty (Michel) (p. 1027) ; Duffaut (Henri) (p. 1029) ; Fourcade (Jean-Pierre) (p. 1039) ; Lombard (Georges) (p. 1040) ; Pintat (Jean-François) (p. 1047).

INFORMATIQUE : Chauty (Michel) (p. 1028).

INSTITUTEURS : Séramy (Paul) (p. 1025).

INTÉRÊTS (taux) : Fabius (Laurent) (p. 1016) ; Blin (Maurice) (p. 1020) ; Duffaut (Henri) (p. 1030) ; Bourgine (Raymond) (p. 1036) ; Lombard (Georges) (p. 1040).

INVESTISSEMENTS : Fabius (Laurent) (p. 1016, 1068, 1069) ; Blin (Maurice) (p. 1020, 1022, 1023) ; Chauty (Michel) (p. 1027) ; Duffaut (Henri) (p. 1030) ; Poncelet (Christian) (p. 1033) ; Fourcade (Jean-Pierre) (p. 1039) ; Noé (Pierre) (p. 1046).

JUSTICE (organisation de la) : Tailhades (Edgar) (p. 1058).

LOGEMENT : Fabius (Laurent) (p. 1018, 1069) ; Blin (Maurice) (p. 1020) ; Schwint (Robert) (p. 1123) ; Chauty (Michel) (p. 1028) ; Duffaut (Henri) (p. 1030) ; Vallin (Camille) (p. 1043) ; Lefort (Fernand) (p. 1048) ; Bonduel (Stéphane) (p. 1057) ; Dagonia (Georges) (p. 1066).

MARINE MARCHANDE : Chauty (Michel) (p. 1027).

MARTINIQUE (La) : Lise (Roger) (p. 1047, 1048).

MER (ministère de la) : Chauty (Michel) (p. 1027).

MONNAIE : Fabius (Laurent) (p. 1016, 1073) ; Blin (Maurice) (p. 1020, 1022) ; Duffaut (Henri) (p. 1030) ; Bourgine (Raymond) (p. 1035, 1036).

NAVIGATION DE PLAISANCE : Fabius (Laurent) (p. 1018) ; Blin (Maurice) (p. 1021) ; Fourcade (Jean-Pierre) (p. 1039) ; Lombard (Georges) (p. 1042) ; Legrand (Bernard) (p. 1044) ; Pintat (Jean-François) (p. 1046) ; Bonduel (Stéphane) (p. 1057) ; Palmero (Francis) (p. 1064).

OCTROI DE MER : Lise (Roger) (p. 1047, 1048) ; Fabius (Laurent) (p. 1069, 1070).

PACTE POUR L'EMPLOI : Blin (Maurice) (p. 1021) ; Schwint (Robert) (p. 1024) ; Chauty (Michel) (p. 1027) ; Poncelet (Christian) (p. 1031) ; Fabius (Laurent) (p. 1068).

PARCS NATURELS NATIONAUX : Chauty (Michel) (p. 1028).

PARCS NATURELS RÉGIONAUX : Chauty (Michel) (p. 1028).

PÊCHE MARITIME : Chauty (Michel) (p. 1028).

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (PME) : Schwint (Robert) (p. 1024) ; Lombard (Georges) (p. 1041) ; Lacour (Pierre) (p. 1061) ; Girod (Paul) (p. 1064).

PÉTROLE (prix du) : Fabius (Laurent) (p. 1018) ; Blin (Maurice) (p. 1020).

POLITIQUE ÉCONOMIQUE : Fabius (Laurent) (p. 1016, 1017, 1018, 1019, 1070) ; Blin (Maurice) (p. 1019, 1020, 1021, 1022, 1023) ; Schwint (Robert) (p. 1023) ; Chauty (Michel) (p. 1026, 1027, 1028) ; Duffaut (Henri) (p. 1029, 1030, 1031) ; Poncelet (Christian) (p. 1032, 1033) ; Fourcade (Jean-Pierre) (p. 1038, 1039) ; Vallin (Camille) (p. 1042) ; Noé (Pierre) (p. 1045) ; Pintat (Jean-François) (p. 1046) ; Bonduel (Stéphane) (p. 1057) ; Béranger (Jean) (p. 1062) ; Girod (Paul) (p. 1065).

POSTES TÉLÉGRAPHE ET TÉLÉPHONE (PTT) : Chauty (Michel) (p. 1028) ; Lefort (Fernand) (p. 1048).

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT (PIB) : Fabius (Laurent) (p. 1018, 1068) ; Blin (Maurice) (p. 1020) ; Bonduel (Stéphane) (p. 1057).

PROPRIÉTÉ (accession à la) : Chauty (Michel) (p. 1028) ; Lefort (Fernand) (p. 1048).

QUOTIENT FAMILIAL : Fourcade (Jean-Pierre) (p. 1040).

RAPPORT CONSTANT : Fabius (Laurent) (p. 1018) ; Schwint (Robert) (p. 1024) ; Lefort (Fernand) (p. 1049) ; Béranger (Jean) (p. 1062).

RECHERCHE : Chauty (Michel) (p. 1028) ; Noé (Pierre) (p. 1045) ; Beaudeau (Marie-Claude) (p. 1061) ; Fabius (Laurent) (p. 1069).

RENAULT (Régie) : Blin (Maurice) (p. 1021) ; Fabius (Laurent) (p. 1067).

REVENU AGRICOLE : Chauty (Michel) (p. 1027).

SALAIRE MINIMUM DE CROISSANCE (SMIC) : Fabius (Laurent) (p. 1017) ; Schwint (Robert) (p. 1023) ; Duffaut (Henri) (p. 1030) ; Vallin (Camille) (p. 1043) ; Girod (Paul) (p. 1064) ; Dagonia (Georges) (p. 1066).

SCHOELCHER (hommage à Victor Schoelcher) : Dagonia (Georges) (p. 1066) ; Fabius (Laurent) (p. 1070).

SÉCURITÉ (sécurité maritime) : Chauty (Michel) (p. 1028).

SÉCURITÉ SOCIALE (situation financière) : Schwint (Robert) (p. 1024).

SIDÉRURGIE : Fabius (Laurent) (p. 1017) ; Blin (Maurice) (p. 1021) ; Schwint (Robert) (p. 1024) ; Chauty (Michel) (p. 1028).

SOCIÉTÉS (sociétés pétrolières) : Fabius (Laurent) (p. 1018, 1069) ; Blin (Maurice) (p. 1021) ; Girod (Paul) (p. 1065).

SOLIDARITÉ : Fabius (Laurent) (p. 1015, 1018, 1071) ; Blin (Maurice) (p. 1020) ; Schwint (Robert) (p. 1023) ; Duffaut (Henri) (p. 1031).

« SONY » (Société) : Petit (Guy) (p. 1060).

STAGES PROFESSIONNELS : Béranger (Jean) (p. 1062).

SUCCESSION (droits de succession) : Blin (Maurice) (p. 1021) ; Duffaut (Henri) (p. 1031) ; Fabius (Laurent) (p. 1071).

SUCRE (industrie sucrière) : Dagonia (Georges) (p. 1066).

« TANIO » (pétrolier) : Gautier (Lucien) (p. 1029) ; Longequeue (Louis) (p. 1063) ; Fabius (Laurent) (p. 1070).

TAXE DIFFÉRENTIELLE SUR LES MOTOCYCLETTES : Blin (Maurice) (p. 1021) ; Poncelet (Christian) (p. 1034) ; Fourcade (Jean-Pierre) (p. 1039) ; Lombard (Georges) (p. 1042) ; Legrand (Bernard) (p. 1044) ; Pintat (Jean-François) (p. 1046) ; Bonduel (Stéphane) (p. 1057) ; Girod (Paul) (p. 1065) ; Fabius (Laurent) (p. 1069).

TAXE INTÉRIEURE SUR LES CARBURANTS : Blin (Maurice) (p. 1021) ; Poncelet (Christian) (p. 1034) ; Vallin (Camille) (p. 1043) ; Pintat (Jean-François) (p. 1047) ; Palmero (Francis) (p. 1064).

TAXE PROFESSIONNELLE : Fabius (Laurent) (p. 1017).

TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉ (TVA) (hôtellerie de luxe et quatre étoiles) : Fabius (Laurent) (p. 1018, 1071) ; Blin (Maurice) (p. 1021) ; Poncelet (Christian) (p. 1033) ; Fourcade (Jean-Pierre) (p. 1038) ; Lombard (Georges) (p. 1042) ; Legrand (Bernard) (p. 1045) ; Pintat (Jean-François) (p. 1046) ; Bonduel (Stéphane) (p. 1057) ; Petit (Guy) (p. 1060) ; Palmero (Francis) (p. 1063, 1064) ; Girod (Paul) (p. 1065).

TAXE SUR LES ALCOOLS : Lacour (Pierre) (p. 1060, 1061) ; Fabius (Laurent) (p. 1070).

TÉLÉCOMMUNICATIONS : Chauty (Michel) (p. 1028).

TOURISME : Fabius (Laurent) (p. 1018) ; Palmero (Francis) (p. 1063, 1064).

TOURISME SOCIAL : Fabius (Laurent) (p. 1018).

TRANSPORTS SCOLAIRES : Séramy (Paul) (p. 1026).

TRAVAIL (durée du) : PETIT (Guy) (p. 1060) ; Girod (Paul) (p. 1065).

TRAVAIL TEMPORAIRE : Béranger (Jean) (p. 1062) ; Girod (Paul) (p. 1065).

UNION NATIONALE POUR L'EMPLOI DANS L'INDUSTRIE ET LE COMMERCE (UNEDIC) : Schwint (Robert) (p. 1024).

UNIVERSITÉS : Noé (Pierre) (p. 1045, 1046) ; Beaudeau (Marie-Claude) (p. 1061).

II. – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1072, 1092 ; 1105, 1124 ; 1133, 1157) : *MM. Raymond Bourgine, Maurice Blin, rapporteur général ; Laurent Fabius, ministre chargé du budget ; Geoffroy de Montalembert, Jean Cluzel, Michel Chauty, président et rapporteur pour avis de la Commission des affaires économiques ; Paul Girod, Édouard Bonnefous, président de la Commission des finances ; Jacques Descours Desacres, Pierre Vallon, Étienne Dailly, Jean-Pierre Fourcade, Louis Jung, Louis Boyer, Maurice Schumann, Jacques Larché, Henri Duffaut, Camille Vallin, André Méric, Pierre Ceccaldi-Pavard, Raymond Dumont, Paul Robert, Jean Mercier, Rémi Herment, Christian Poncelet, François Collet, Yves Durand. – MM. Georges Lombard, Adolphe Chauvin, Jean-François Pintat, Daniel Millaud, Jean Chérioux, Louis Perrein, Bernard Legrand, Pierre Carous, Jacques Habert, Louis Souvet, Michel Darras, Paul Séramy, rapporteur pour avis de la Commission des affaires culturelles ; Gérard Delfau, André Fosset, René Regnault, Pierre Noé, Noël Berrier.*

Avant l'article 1er (p. 1072).

– *Retiré :* amendement n° 32 (art. additionnel) de M. Raymond Bourgine : rapport annuel du Gouvernement au Parlement sur l'état des dettes et créances de la France à l'égard de l'étranger (p. 1073).

Article 1er *(Majoration exceptionnelle de l'impôt sur le revenu de 1980)* (p. 1073).

Adoptés : amendement n° 90 de M. Maurice Blin, rapporteur général : exonération de la surtaxation pour les revenus exceptionnels définis à l'article 163 du Code général des impôts et pour les revenus liés à une procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique (p. 1078). – Amendement n° 57 de M. Jacques Descours-Desacres : allongement du délai accordé pour le paiement de la majoration (p. 1079).

Retirés : amendement n° 78 de M. Jacques Descours-Desacres : exception à la surtaxation de l'impôt sur le revenu pour des recettes de caractère exceptionnel provenant d'une cessation d'activités ou de la réalisation d'aménagements d'utilité publique (p. 1075). – Amendement n° 43 de M. Auguste Chupin soutenu par M. Pierre Vallon : rétablissement de la déduction de l'avoir fiscal (p. 1077). – Amendement n° 42 de M. Auguste Chupin soutenu par M. Pierre Vallon : application de la majoration aux revenus personnels des chefs d'entreprises individuelles et non à la part des bénéfices réinvestis dans l'entreprise (p. 1077). – Amendement n° 44 de M. Auguste Chupin soutenu par M. Pierre Vallon : non application de la majoration lorsque le seuil est dépassé, en raison de l'imposition d'une plus-value mobilière provenant de l'aliénation du fonds de commerce ou de l'entreprise qui constituait l'instrument de travail (p. 1077). – Amendement n° 88 de M. Étienne Dailly : effet de la majoration exceptionnelle de l'impôt sur le revenu par référence aux dispositions des articles 150 et 163 du Code général des impôts relatives à la possibilité d'étalement de l'imposition des plus-values ou revenus exceptionnels (p. 1078).

– l'article 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 1079).

Après l'article 1er (p. 1079).

Adopté : amendement n° 54 (art. additionnel) de M. Pierre Ceccaldi-Pavard : augmentation de la déduction fiscale en faveur des assistantes maternelles de la Direction des affaires sanitaires et sociales (p. 1080).

Irrecevable : (article 40 de la Constitution) : amendement n° 33, (art. additionnel) de M. Raymond Bourgine : extension aux salariés qui détiennent plus de 35 % des droits sociaux dans l'entreprise, des abattements de l'impôt sur le revenu dont bénéficient tous les autres salariés (p. 1080).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1080).

Article 1er *bis* *(Prélèvement exceptionnel sur les bénéfices des entreprises de travail temporaire)* (p. 1080).

Rejeté : amendement n° 18 de M. Maurice Blin, rapporteur général : suppression de cet article relatif à un prélèvement exceptionnel de 10 % de l'impôt dû pour 1980 sur les entreprises de travail temporaire (p. 1081).

– L'article 1er *bis* est rejeté (p. 1082).

Article 1er *ter* *(Modification des droits de mutation applicables aux successions et aux donations-partages)* (p. 1082).

Adoptés : amendement n° 89 de M. Étienne Dailly : maintien des avantages fiscaux pour les donations-partages comportant transmission de la pleine propriété (p. 1088). – Amendement n° 91 de M. Maurice Blin, rapporteur général : maintien des avantages fiscaux pour les donations-partages pour la part correspondant à des biens productifs (p. 1089 ; scrutin public n° 96 ; liste des votants p. 1101). – Sous-amendement n° 103 de M. Jacques Descours-Desacres, à l'amendement n° 91 de M. Maurice Blin, rapporteur général : exploitation par le donateur ou par le donataire (p. 1089). – Amendement n° 75 de M. Paul Girod : suppression de l'alinéa fixant la date d'application de cette disposition au 9 juillet 1981 (p. 1092).

Retirés : amendement n° 80 de M. Paul Robert : maintien du taux préférentiel d'imposition des donations-partages à concurrence de 3 000 000 F (p. 1084). – Amendement n° 55 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard : maintien de la réduction de 20 % des droits de mutation à titre gratuit pour les donations-partages en cas de transmission de l'outil de travail (p. 1084). – Amendement n° 15 de M. Paul Girod : maintien des avantages fiscaux pour les donations-partages portant transmission d'une exploitation ou de droits sociaux d'une société (p. 1085). – Amendement n° 34 de M. Raymond Bourgine : suppression du paragraphe I de cet article relatif à la suppression des avantages fiscaux des donations-partages (p. 1086). – Amendement n° 8 de M. Rémi Herment : maintien des avantages fiscaux pour les donations-partages d'immeubles agricoles en cas d'apport à un groupement foncier agricole (GFA) (p. 1087). – Amendement n° 74 de M. Jean Mercier, identique à l'amendement n° 15 de M. Paul Girod (p. 1088). – Amendement n° 13 de M. Paul Girod : possibilité de paiement fractionné des droits dans les mêmes conditions que pour les successions (p. 1090). – Amendement n° 85 de M. Jean Mercier : possibilité de paiement fractionné des droits sur 5 ans (p. 1090).

Deviennent sans objet : amendement n° 39 de M. Geoffroy de Montalembert : application de ces dispositions à compter de la promulgation de la loi (p. 1092). – Amendement n° 92 de M. Maurice Blin, rapporteur général : fixation de la date d'application de ces dispositions au 25 juillet 1981 au lieu du 9 juillet 1981 (p. 1092).

– L'article 1er *ter*, ainsi modifié, est adopté (p. 1092).

Article 2 *(Taxe exceptionnelle sur certains frais généraux des entreprises)* (p. 1105).

Adoptés : amendement n° 93 de M. Maurice Blin, rapporteur général : non application du prélèvement exceptionnel sur les frais généraux aux entreprises de moins de 50 salariés (p. 1106). – Amendement n° 94 de M. Maurice Blin, rapporteur général : non application du prélèvement exceptionnel sur les frais généraux en cas de suspension provisoire de poursuites (p. 1107). – Amendement n° 95 de M. Maurice Blin, rapporteur général : entreprises exportatrices et diminution en proportion du chiffre d'affaires à l'exportation du prélèvement exceptionnel (p. 1108). – Amendement n° 96 de

M. Maurice Blin, rapporteur général : suppression des dispositions de cet article prévoyant l'exclusion des charges déductibles du prélèvement exceptionnel sur les frais généraux (p. 1108).

Retirés : amendement n° 46 de M. Auguste Chupin, soutenu par M. Adolphe Chauvin : prélèvement exceptionnel sur les frais généraux et application aux personnes morales (p. 1106). – Amendement n° 45 de M. Auguste Chupin, soutenu par M. Adolphe Chauvin : prélèvement exceptionnel sur les frais généraux « déductibles » du résultat imposable (p. 1106). – Amendement n° 47 de M. Auguste Chupin, soutenu par M. Adolphe Chauvin : prélèvement exceptionnel sur les frais généraux et relèvement du seuil de recouvrement (p. 1108).

– L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 1109).

Article 3 *(Prélèvement exceptionnel sur les banques et établissements de crédit)* (p. 1109).

Adopté : amendement n° 97 de M. Maurice Blin, rapporteur général : suppression des dispositions de cet article excluant des charges déductibles le prélèvement assis sur les dépôts des banques (p. 1109).

Retiré : amendement n° 61 de M. Jacques Descours-Desacres : montant du prélèvement exceptionnel sur les comptes courants et les livrets bancaires (p. 1109).

– L'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 1109).

Article 4 *(Contribution exceptionnelle des entreprises de production pétrolière)* (p. 1110).

Rejetés : amendements identiques n° 36 de M. Jean-François Pintat et n° 50 de M. Michel Chauty, rapporteur pour avis : déductibilité du bénéfice imposable du prélèvement exceptionnel sur les entreprises d'hydrocarbures (p. 1111 ; scrutin public n° 97 ; liste des votants p. 1163).

– L'article 4 est adopté (p. 1111).

Article 5 *(Imposition au taux intermédiaire de la taxe sur la valeur ajoutée des hôtels de catégories 4 étoiles et luxe)* (p. 1111).

Adoptés : amendement n° 102 de M. Laurent Fabius, ministre : application au 1er octobre 1981 du taux intermédiaire de la TVA sur les hôtels de luxe (p. 1115). – Amendement n° 98 de M. Maurice Blin, rapporteur général : application au 1er octobre 1981, sauf pour les réservations faites avant le 25 juillet, du taux intermédiaire de la TVA sur les hôtels de luxe (p. 1116). – Amendement n° 52 de M. Michel Chauty, rapporteur pour avis : application du taux intermédiaire de la TVA aux seuls hôtels quatre étoiles luxe (p. 1116).

Rejetés : amendement n° 51 de M. Michel Chauty, rapporteur pour avis : application au 1er janvier 1982 du taux intermédiaire de la TVA sur les hôtels de luxe (p. 1115). – Amendement n° 30 de MM. Pierre Vallon et Daniel Millaud, soutenu par Daniel Millaud : application aux étrangers du taux réduit de TVA (p. 1116).

Retirés : amendement n° 11 de M. Pierre Vallon, soutenu par M. Daniel Millaud : application au taux intermédiaire de la TVA sur les hôtels de luxe (p. 1113). – Amendement n° 17 de M. Paul Girod, identique à l'amendement de M. Pierre Vallon, soutenu par M. Daniel Millaud (p. 1113). – Amendement n° 29 de M. Pierre Vallon, soutenu par M. Daniel Millaud : application au 1er janvier 1982 du taux intermédiaire de la TVA sur les hôtels de luxe (p. 1115).

Devient sans objet : amendement n° 69 de M. Christian Poncelet, soutenu par M. Jean Chérioux : application du taux intermédiaire de la TVA aux seuls hôtels quatre étoiles luxe (p. 1116).

– L'article 5, ainsi modifié, est adopté (p. 1119).

Article 6 *(Suppression de la taxe différentielle sur les véhicules à moteur pour les motocyclettes)* (p. 1119).

Adoptés : amendement n° 37 de M. Jean-François Pintat : suppression de cet article prévoyant l'abrogation de la vignette sur les motocyclettes de grosse cylindrée (p. 1122). – Amendement identique n° 76 de M. Bernard Legrand (p. 1122).

– L'article 6 est supprimé (p. 1122).

Article 7 *(Modification des droits concernant certains bateaux de plaisance)* (p. 1122).

Adoptés : amendement n° 21 de M. Maurice Blin, rapporteur général : suppression de cet article prévoyant une majoration de la taxe de francisation des navires de plaisance (p. 1124). – Amendement identique n° 53 de M. Michel Chauty, rapporteur pour avis (p. 1124). – Amendement identique n° 77 de M. Bernard Legrand (p. 1124).

Retiré : amendement identique n° 84 de M. Jean Mercier (p. 1123).

– L'article 7 est supprimé (p. 1124).

Article 8 *(Nouveau barème de la taxe intérieure sur les carburants)* (p. 1133).

Rejetés : amendement n° 71 de M. Christian Poncelet soutenu par M. Louis Souvet : suppression de cet article prévoyant le relèvement du taux de la taxe intérieure sur les produits pétroliers (p. 1136). – Amendement n° 73 de M. Jean-François Pintat : pourcentage de majoration de la taxe intérieure sur le mélange butane-propane (p. 1136).

– L'article 8 est adopté (p. 1136).

Article 9 *(Équilibre général)* (p. 1136).

Adopté : amendement d'harmonisation n° 104 de M. Laurent Fabius, ministre (p. 1138).

– L'article 9 et l'État A, ainsi modifiés sont adoptés (p. 1138).

Article 10 *(Dépenses ordinaires des services civils. – Ouvertures)* (p. 1138).

Adoptés : amendement n° 87 de M. Paul Séramy, rapporteur pour avis : réduction des crédits du titre III concernant l'éducation (p. 1141). – Amendement n° 23 de MM. Maurice Blin, rapporteur général et André Fosset, soutenu par M. André Fosset : diminution des crédits correspondant à la création d'emplois dans l'administration centrale du travail (p. 1141).

Retiré : amendement n° 22 de MM. Maurice Blin, rapporteur général et Henri Goetschy, soutenu par M. Henri Goetschy : diminution des crédits de l'état B concernant le ministère de la coopération (p. 1140).

– L'article 10 et l'État B, ainsi modifiés sont adoptés (p. 1142).

Article 11 *(Dépenses en capital des services civils. – Ouvertures)* (p. 1142).

Retirés : amendement n° 24 de M. Maurice Blin, rapporteur général : suppression de cet article concernant les dotations en capital attribuées à certaines entreprises nationalisées (p. 1145). – Amendement n° 64 de M. Jacques Descours Desacres : réduction des autorisations de programme du titre V, Intérieur (p. 1145). – Amendement n° 65 de M. Jacques Descours Desacres : réduction des crédits de paiement du titre V, Intérieur (p. 1145).

– L'article 11 et l'État C sont adoptés (p. 1146).

Article 12 *(Dépenses ordinaires des services militaires. – Ouvertures).* – Adopté (p. 1146).

Article 14 *(Dépenses ordinaires des budgets annexes. – Ouvertures).* – Adoptés (p. 1146).

Article 15 *(Dépenses en capital des budgets annexes. – Ouvertures).* – Adopté (p. 1146).

Article 16 *(Comptes d'affectation spéciale. – Ouvertures).* – Adopté (p. 1146).

Article 17 *(Comptes d'avances. – Ouvertures).* – Adopté (p. 1146).

Article 18 *(Comptes de prêts. – Ouvertures).* – Adopté (p. 1146).

Article 19 *(Ratification des décrets d'avances nos 81-652 et 81-653 du 5 juin 1981).* – Adopté (p. 1146).

Article 20 *(Aide au logement social).* – Adopté (p. 1147).

Article 21 *(Allègement des charges sociales des entreprises destiné à compenser le relèvement exceptionnel du salaire minimum de croissance intervenu au 1er juin 1981).* – Adopté (p. 1148).

Article 22 *(Dispositions en faveur de l'emploi)* (p. 1148).

Irrecevable (article 40 de la Constitution) : amendement n° 66 de M. Jacques Descours Desacres : embauche par les collectivités locales et bénéfice de la loi de 1979 sur la prise en charge des cotisations patronales (p. 1148).

– L'article 22 est adopté (p. 1148).

Article 23 *(Stabilisation des charges du service d'emprunts contractés en devises étrangères par des établissements de crédit spécialisés dans le financement à long terme des investissements).* – Adopté (p. 1148).

Article 24 *(Régime des pensions attribuées aux ressortissants algériens).* – Adopté (p. 1148).

Après l'article 24 (p. 1148).

Adopté : amendement n° 99 (art. additionnel) de M. Maurice Blin, rapporteur général : modification de la réglementation concernant l'utilisation des dommages de guerre ; abandon du principe de la reconstruction à l'identique (p. 1149).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1149).

Article 25 *(Relèvement des pensions perçues par les ressortissants du code des pensions militaires d'invalidité).*

Adopté : amendement n° 101 de M. Laurent Fabius, ministre : relèvement de la référence indiciaire des pensions militaires d'invalidité (p. 1150).

Retiré : amendement n° 14 de M. Jean-Marie Bouloux, soutenu par M. Jean Cluzel : échéances de majoration des pensions militaires d'invalidité au 1er janvier et au 1er juillet 1982 (p. 1150).

– L'article 25, ainsi modifié, est adopté (p. 1150).

Article 26 *(Garanties accordées à des emprunts de pays africains)* (p. 1150).

Adoptés : amendement rédactionnel n° 100 de M. Maurice Blin, rapporteur général (p. 1150). – Amendement identique n° 67 de M. Jacques Descours Desacres (p. 1150).

Retiré : amendement n° 79 de M. Jacques Descours Desacres : limitation du montant des emprunts garantis par la France (p. 1151).

– L'article 26, ainsi modifié, est adopté (p. 1151).

Article 27 *(Garantie accordée à la Banque française du commerce extérieur au titre des opérations de consolidation conclues avec des États étrangers).* – Adopté (p. 1151).

Article 28 *(Reconduction en 1982 des dispositions concernant la participation des employeurs à l'effort de la construction et au financement de la formation professionnelle continue).* – Adopté (p. 1151).

Seconde délibération portant sur **l'article 9** (p. 1151).

Adopté : amendement de coordination n° 105 de M. Laurent Fabius, ministre (p. 1153).

– L'article 9 et l'État A, ainsi modifiés, sont adoptés (p. 1153).

Explications de vote :

– *M. André Fosset* (p. 1153) : vote favorable du groupe de l'UCDP. Mesures sociales et inflation. Création d'emplois et financement par des recettes exceptionnelles. Déficit budgétaire. Nécessité d'une politique financière rigoriste.

– *M. Pierre Carous* (p. 1153) : amendement du texte et vote favorable du groupe RPR. Rôle du Sénat (p. 1154) : loi de finances rectificative et politique gouvernementale.

– *M. Paul Girod (p. 1154) :* collectif et amorce d'une doctrine fiscale. Solidarité nationale et maintien par le Sénat de ressources nouvelles. Surimposition des hauts revenus et assimilation à l'impôt sur la succession. Entreprises individuelles et donation-partage. Amendements du Sénat et vote favorable du groupe de la Gauche démocratique.

– *M. Camille Vallin* (p. 1154) : refus par le Sénat des mesures fiscales proposées par le Gouvernement ; surimposition des hauts revenus, des sociétés pétrolières et des banques. Maintien par le Sénat de la politique de l'ancienne majorité (p. 1155) : attitude du Sénat et vote de l'opinion publique le 10 mai 1981. Déformation du projet et vote défavorable du groupe communiste.

– *M. Charles de Cuttoli* (p. 1155) : vote favorable sur l'ensemble du projet. Approbation sur les crédits concernant la rémunération des personnels et l'action internationale au titre du ministère de la coopération. Investissements pour les immeubles diplomatiques et consulaires. Relations culturelles avec l'étranger ; écoles françaises à Hong Kong et centre émetteur de Kourou en Guyane. Taux de change du dollar et augmentation de la prévision des dépenses.

– *M. Philippe de Bourgoing* (p. 1155) : amendements adoptés par le Sénat et vote favorable de la majorité du groupe UREI. Résultats des élections présidentielles et rôle du Sénat.

– *M. Henri Duffaut* (p. 1155) : résultats des élections présidentielles et attitude du Sénat (p. 1156) : incidences exactes de la surimposition des hauts revenus. Qualité de l'administration des finances. Mesures sociales et incitation à la consommation ; lutte contre le chômage. Limitation du déficit budgétaire. Amendements adoptés par le Sénat et vote défavorable du groupe socialiste et des sénateurs radicaux de gauche.

– *Intervention de M. Laurent Fabius, ministre* (p. 1156) : dialogue Gouvernement-Sénat. Absence de la procédure du vote bloqué. Équilibre budgétaire et suppression de recettes par le Sénat. Différences entre le projet initial et le texte amendé par le Sénat ; attitude des différents groupes politiques (p. 1157) : espérance et besoins des Français.

Adoption [24 juillet 1981] (p. 1157).

Discussion (Commission mixte paritaire)

[29 juillet 1981] (p. 1230, 1241).

I. – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1230, 1232) : *MM. Maurice Blin, rapporteur pour le Sénat ; Louis Perrein, Jacques Descours Desacres.*

ASSISTANTES MATERNELLES : Blin (Maurice) (p. 1230).

BANQUES : Blin (Maurice) (p. 1231).

DOMMAGES DE GUERRE : Blin (Maurice) (p. 1232).

DONATIONS PARTAGE : Blin (Maurice) (p. 1231).

ENTREPRISES (aide aux) : Blin (Maurice) (p. 1231).

FRAIS GÉNÉRAUX : Blin (Maurice) (p. 1231).

FRANCISATION ET NAVIGATION (droits de) : Blin (Maurice) (p. 1231).

IMPÔT SUR LE REVENU : Blin (Maurice) (p. 1231).

PENSIONS MILITAIRES D'INVALIDITÉ : Blin (Maurice) (p. 1232).

PONTS : Blin (Maurice) (p. 1232).

TAXE DIFFÉRENTIELLE SUR LES MOTOCYCLETTES : Blin (Maurice) (p. 1231).

TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE (TVA) (hôtellerie de luxe et quatre étoiles) : Blin (Maurice) (p. 1231) ; Perrein (Louis) (p. 1232) ; Descours Desacres (Jacques) (p. 1232).

TRAVAIL TEMPORAIRE : Blin (Maurice) (p. 1231).

II. – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1232, 1241) : *MM. Jacques Descours Desacres, Laurent Fabius, ministre du budget ; Maurice Blin, rapporteur général.*

Article 1er (p. 1232). – Amendement n° 1 de M. Laurent Fabius, ministre : non application, à la demande du contribuable, du

prélèvement exceptionnel fait sur des revenus du fait d'une expropriation (p. 1232).

Article 1er *bis* A (p. 1233).

Article 1er *bis* (p. 1233).

Article 1er *ter* (p. 1233). – Amendement n° 2 de M. Laurent Fabius, ministre : imposition des successions et relèvement du seuil d'abattement (p. 1233).

Articles 2, 3, 5, 6, 7 (p. 1234).

Article 9 et État A (p. 1234). – Amendement d'harmonisation n° 3 de M. Laurent Fabius, ministre (p. 1235).

Article 10 et État B (p. 1235).

Article 24 *bis*, 25, 26 (p. 1236).

Explications de vote :

– *M. Maurice Blin, rapporteur général* (p. 1236) : dispositions de la Commission mixte paritaire éloignées de celles du Sénat. Deux options, adoption texte de la Commission mixte paritaire ou refus afin de faire entendre le sentiment du Sénat.

– *M. Georges Lombard* (p. 1236) : vote défavorable du groupe UCDP. Souci d'ouverture du Sénat. Absence de prise en compte de ses décisions ; cas des donations-partages. Rôle du Sénat.

– *M. Pierre Carous* (p. 1237) : tentative d'apporter des aménagements. Vote défavorable du groupe RPR (p. 1237) : place du Sénat dans les institutions.

– *M. Étienne Dailly* (p. 1237) : adoption du texte de la Commission mixte paritaire sauf l'amendement qui concerne les handicapés. Emploi de la procédure d'urgence et lecture unique devant le Sénat. Vote défavorable.

– *M. Philippe de Bourgoing* (p. 1237) : opposition au texte de la Commission mixte paritaire. Vote défavorable du groupe UREI (p. 1238) : procédure des Commissions mixtes paritaires. Conciliation entre les deux assemblées.

– *M. Louis Perrein* (p. 1238) : Sénat et concertation avec l'opposition. Travaux et composition des Commissions mixtes paritaires. Rôle des notaires et prélèvement exceptionnel sur les revenus. Amendement favorable aux personnes handicapées. Donations-partages et problème de l'outil de travail. Nouvelle législation sur les successions. Rôle du Sénat dans le domaine législatif (p. 1239) : vote favorable du groupe socialiste.

– *M. Raymond Dumont* (p. 1239) : ressources nouvelles. Mesures sociales et créations d'emplois publics. Réserve du groupe communiste sur la majoration de la taxe intérieure sur les produits pétroliers. Droit d'amendement du Sénat. Relations avec la nouvelle majorité de l'Assemblée nationale. Texte rétabli par la Commission mixte paritaire et amélioration de la justice fiscale et sociale. Vote favorable du groupe communiste.

– *M. André Méric* (p. 1239) : travaux des Commissions mixtes paritaires et amendements des membres de l'opposition ; application « quoi qu'il arrive », du programme de la nouvelle majorité.

– *M. Jacques Descours Desacres* (p. 1239) : défavorable au texte. Sénat, chambre de réflexion (p. 1240) : dialogue fondamental entre les deux assemblées.

– *M. Raymond Bourgine* (p. 1240) : vote défavorable de la majorité des sénateurs non inscrits. Conception de l'économie : économie de marché, liberté, propriété. Favorable à la surtaxe des hauts revenus. Volonté de justice sociale du Sénat. Majorité du Sénat et droit d'expression.

– *Intervention de M. Laurent Fabius, ministre* (p. 1240) : modifications acceptées à l'Assemblée nationale. Taxe exceptionnelle sur les entreprises de travaux temporaires ; donations-partages ; frais généraux ; droit de francisation pour les bateaux ; taxe sur les avions. Modifications apportées par le Sénat : plus-value d'expropriation non retenue pour le prélèvement exceptionnel ; abattement supplémentaire pour les assistantes maternelles ; taxe sur les frais généraux ; TVA sur les hôtels à compter du 1er octobre. Souci du dialogue et fermeté des convictions. Composition, rôle et travaux des Commissions mixtes paritaires (p. 1241) : texte proposé par le Gouvernement et volonté de dialogue. Vote, noblesse de la démocratie.

Scrutin public (p. 1241 ; n° 102 ; liste des votants p. 1264).

Rejet [29 juillet 1981] (p. 1241).

Discussion (nouvelle lecture)

[30 juillet 1981] (p. 1268, 1276).

I. – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1268, 1269) : *MM. Laurent Fabius, ministre chargé du budget ; Maurice Blin, rapporteur général.*

DONATIONS-PARTAGES : Blin (Maurice) (p. 1269).

ENTREPRISES (aide aux) : Blin (Maurice) (p. 1269).

FONDS SPÉCIAL D'INVESTISSEMENT ROUTIER (FSIR) : Blin (Maurice) (p. 1269).

FRAIS GÉNÉRAUX : Blin (Maurice) (p. 1269).

IMPÔT SUR LE REVENU : Blin (Maurice) (p. 1269).

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (PME) : Blin (Maurice) (p. 1269).

II. – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1269, 1276) : *MM. Maurice Blin, rapporteur général ; Laurent Fabius, ministre ; Jacques Descours Desacres, André Labarrère, ministre chargé des relations avec le Parlement.*

Article 1er (p. 1269).

Adopté : amendement n° 1 de M. Maurice Blin, rapporteur général : exclusion des revenus exceptionnels pour la surimposition des hauts revenus (p. 1270).

– L'article 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 1270).

Article 1er *bis* A, 1er *bis*. Adoptés (p. 1270).

Article 1er *ter* (p. 1270).

Adopté : amendement n° 2 de M. Maurice Blin, rapporteur général : donations-partages et maintien des privilèges fiscaux pour les biens productifs (p. 1271).

– L'article 1er *ter*, ainsi modifié, est adopté (p. 1271).

Article 2 (p. 1271).

Adopté : amendement n° 3 de M. Maurice Blin, rapporteur général : non application aux entreprises de moins de 50 salariés de la taxation des frais généraux (p. 1271).

– L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 1271).

Article 3. – Adopté (p. 1272).

Articles 5 à 7. – Adoptés (p. 1272).

Article 9 et État A. – Réservé (p. 1273).

Adopté : amendement de coordination n° 4 de M. André Labarrère, ministre (p. 1274).

– L'article 9, ainsi modifié, et l'État A sont adoptés (p. 1274).

Article 10 et État B. – Adoptés (p. 1273).

Explications de vote :

– *M. Raymond Dumont* (p. 1274) : effort fiscal supplémentaire des contribuables ayant les revenus les plus élevés. Meilleure justice sociale. Danger pour le Sénat d'être un bastion du conservatisme. Amendements sénatoriaux. Vote défavorable du groupe communiste.

– *M. Georges Mouly* (p. 1274) : mesures sociales de la loi de finances rectificative. Fonctionnement des institutions parlementaires et dialogue inter-assemblées (p. 1275) : crise internationale et évolutions pétrolières. Souhait de voir prendre en considération la position du Sénat. Vote favorable sur le projet.

– *M. André Méric* (p. 1275) : vote défavorable du groupe socialiste. Financement de la solidarité. Successions et relèvement du seuil d'abattement. Taxe sur les frais généraux et exonération des petites et moyennes entreprises. Dialogue dans le cadre de la démocratie. Réduction des inégalités sociales.

– *M. Jacques Descours Desacres* (p. 1275) : se présente comme le porte-parole des groupes de la majorité du Sénat. Amendements adoptés dans un esprit de concertation. Sénat, chambre de réflexion.

– *Intervention de M. André Labarrère, ministre* (p. 1275) : sur l'ensemble (p. 1275) : donations-partages et outil de travail (p. 1276) : politique gouvernementale et dialogue entre Assemblée nationale et Sénat. Rôle du Sénat.

Scrutin public (p. 1276 ; n° 104 ; liste des votants p. 1287).

Adoption [30 juillet 1981] (p. 1276).

2. – **Projet de loi de finances rectificative pour 1981,** présenté au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Jacques Delors, ministre de l'économie et des finances [23 septembre 1981] (n° **385**). – Renvoi à la Commission spéciale. – Rapport de M. René Drouin [2 octobre 1981] (n° **447**). – Discussion [8 octobre 1981]. – Adoption [8 octobre 1981] (n° **45**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (PREMIÈRE LECTURE) [13 octobre 1981] [n° **19** (1981-1982)]. – Renvoi à la Commission des finances. – Pour avis à la Commission des affaires économiques [16 octobre 1981]. – Rapport de M. René Tomasini [20 octobre 1981] [n° **32** (1981-1982)]. – Discussion [22 octobre 1981] (p. 2085, 2106). – Adoption [22 octobre 1981] (n° **9**).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLÉE NATIONALE) ; rapport de M. René Drouin [28 octobre 1981] (n° **481**). – Discussion [29 octobre 1981]. – Adoption [29 octobre 1981] (n° **54**).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SÉNAT) ; rapport de M. René Tomasini [28 octobre 1981] [n° **42** (1981-1982)]. – Discussion [4 novembre 1981] (p. 2404, 2407). – Rejet [4 novembre 1981] (n° **10**).

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) [23 octobre 1981] (n° **478**). – Renvoi à la Commission spéciale. – Rapport de M. René Drouin [4 novembre 1981] (n° **490**). – Discussion [4 novembre 1981]. – Adoption [4 novembre 1981] (n° **55**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (NOUVELLE LECTURE) [5 novembre 1981] [n° **47** (1981-1982)]. – Renvoi à la Commission des finances. – Rapport de M. René Tomasini [5 novembre 1981] [n° **48** (1981-1982)]. – Discussion [6 novembre 1981] (p. 2536, 2540). – Adoption (tous les articles supprimés) : Rejet [6 novembre 1981] (n° **11**).

PROMULGATION : Loi n° 81-1050 du 27 novembre 1981 (J.O. Lois et décrets du 28 novembre 1981).

Discusssion (première lecture)

[22 octobre 1981] (p. 2085, 2106)

I. – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2085, 2103) : *MM. Laurent Fabius, ministre du budget ; Pierre Dreyfus, ministre de l'industrie ; René Tomasini, rapporteur de la Commission des finances ; Richard Pouille, rapporteur pour avis de la Commission des affaires économiques ; Robert Laucournet, Roland Grimaldi, Raymond Dumont, René Regnault, Hubert Martin, Philippe de Bourgoing, Jacques Larché, Raymond Bourgine, Louis Souvet.*

ACIERS SPÉCIAUX : Pouille (Richard) (p. 2090) ; Grimaldi (Roland) (p. 2092) ; Dumont (Raymond) (p. 2092, 2093) ; Martin (Hubert) (p. 2096) ; Dreyfus (Pierre) (p. 2103).

AUTOMOBILE (industrie) : Laucournet (Robert) (p. 2091) ; Dumont (Raymond) (p. 2094) ; Dreyfus (Pierre) (p. 2099) ; Larche (Jacques) (p. 2100) ; Bourgine (Raymond) (p. 2100) ; Souvet (Louis) (p. 2102).

BRITISH STEEL CORPORATION : Tomasini (René) (p. 2089, 2090) ; Bourgoing (Philippe de) (p. 2099) ; Dreyfus (Pierre) (p. 2099).

CAISSE D'AMORTISSEMENT POUR L'ACIER : Tomasini (Pierre) (p. 2088, 2089).

CONCURRENCE INTERNATIONALE : Dreyfus (Pierre) (p. 2087, 2102, 2103) ; Tomasini (René) (p. 2088) ; Pouille (Richard) (p. 2090) ; Dumont (Raymond) (p. 2094) ; Regnault (René) (p. 2095).

COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE DU CHARBON ET DE L'ACIER (CECA) : Dreyfus (Pierre) (p. 2087) ; Bourgine (Raymond) (p. 2101).

EMPLOI : Tomasini (René) (p. 2089) ; Dumont (Raymond) (p. 2092, 2093) ; Regnault (René) (p. 2095) ; Martin (Hubert) (p. 2096, 2097) ; Bourgoing (Philippe de) (p. 2099) ; Bourgine (Raymond) (p. 2102).

ENTREPRISES NATIONALES : Laucournet (Robert) (p. 2091) ; Dreyfus (Pierre) (p. 2100) ; Larche (Jacques) (p. 2100) ; Bourgine (Raymond) (p. 2101, 2102).

FONDS DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL (FDES) : Fabius (Laurent) (p. 2086) ; Tomasini (René) (p. 2088, 2089) ; Pouille (Richard) (p. 2090) ; Regnault (René) (p. 2095) ; Bourgoing (Philippe de) (p. 2098).

FORMATION PROFESSIONNELLE : Pouille (Richard) (p. 2090).

FOS SUR MER (industries) : Laucournet (Robert) (p. 2091) ; Dumont (Raymond) (p. 2093).

INSTITUT DE RECHERCHE DE LA SIDÉRURGIE (IRSID) : Dumont (Raymond) (p. 2094) ; Martin (Hubert) (p. 2096) ; Grimaldi (Roland) (p. 2096, 2097) ; Dreyfus (Pierre (p. 2103).

INVESTISSEMENTS : Fabius (Laurent) (p. 2086).

LORRAINE (industries) : Tomasini (René) (p. 2088) ; Pouille (Richard) (p. 2090) ; Laucournet (Robert) (p. 2091) ; Grimaldi (Roland) (p 2092) ; Dumont (Raymond) (p. 2092, 2093) ; Martin (Hubert) (p. 2096, 2097) ; Bourgoing (Philippe de) (p. 2099).

MINES ET CARRIÈRES : Grimaldi (Roland) (p. 2092) ; Dumont (Raymond) (p. 2094) ; Martin (Hubert) (p. 2096, 2097) ; Bourgoing (Philippe de) (p. 2099) ; Dreyfus (Pierre) (p. 2103).

NATIONALISATION : Fabius (Laurent) (p. 2085, 2086) ; Dreyfus (Pierre) (p. 2086, 2099) ; Tomasini (René) (p. 2089, 2090) ; Pouille (Richard) (p. 2090) ; Laucournet (Robert) (p. 2091) ; Grimaldi (Roland) (p. 2092) ; Dumont (Raymond) (p. 2093, 2094) ; Regnault (René) (p. 2096) ; Martin (Hubert) (p. 2096, 2097) ; Bourgoing (Philippe de) (p. 2099) ; Larche (Jacques) (p. 2100) ; Souver (Louis) (p. 2102, 2103).

NORD - PAS DE CALAIS (région) : Tomasini (René) (p. 2088) ; Laucournet (Robert) (p. 2091) ; Grimaldi (Roland) (p. 2091, 2092) ; Dumont (Raymond) (p. 2092, 2093).

PARIBAS (groupe) : Fabius (Laurent) (p. 2086).

PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT : Dreyfus (Pierre) (p. 2087) ; Regnault (René) (p. 2095) ; Bourgoing (Philippe de) (p. 2098).

PLAN DAVIGNON (industrie) : Laucournet (Robert) (p. 2091) ; Dumont (Raymond) (p. 2094) ; Regnault (René) (p. 2095).

RECHERCHE SIDÉRURGIQUE : Dreyfus (Pierre) (p. 2087, 2103) ; Pouille (Richard) (p. 2090) ; Laucournet (Robert) (p. 2091) ; Grimaldi (Roland) (p. 2092) ; Dumont (Raymond) (p. 2094) ; Regnault (René) (p. 2095).

RENAULT (régie) : Dumont (Raymond) (p. 2094) ; Dreyfus (Pierre) (p. 2099, 2100) ; Larche (Jacques) (p. 2100) ; Bourgine (Raymond) (p. 2100) ; Souvet (Louis) (p. 2102, 2103).

RHÔNE-POULENC (société) : Bourgine (Raymond) (p. 2101).

SACILOR (société) : Fabius (Laurent) (p. 2086) ; Dreyfus (Pierre) (p. 2087, 2103) ; Tomasini (René) (p. 2088) ; Pouille (Richard) (p. 2090) ; Grimaldi (Roland) (p. 2092) ; Regnault (René) (p. 2095) ; Bourgoing (Philippe de) (p. 2098).

SIDÉRURGIE (industrie) : Fabius (Laurent) (p. 2086) ; Dreyfus (Pierre) (p. 2086, 2087, 2099, 2102, 2103) ; Tomasini (René) (p. 2087, 2088, 2089) ; Pouille (Richard) (p. 2090, 2091) ; Laucournet (Robert) (p. 2091) ; Grimaldi (Roland) (p. 2091, 2092) ; Dumont (Raymond) (p.2092, 2093, 2094) ; Regnault (René) (p. 2095, 2096) ; Martin (Hubert) (p. 2096, 2097) ; Bourgoing (Philippe de) (p. 2098, 2099) ; Larche (Jacques) (p. 2099) ; Bourgine (Raymond) (p. 2100, 2101, 2102, 2103).

SYNDICATS PROFESSIONNELS : Dumont (Raymond) (p. 2094).

USINOR (société) : Fabius (Laurent) (p. 2086) ; Dreyfus (Pierre) (p. 2087) ; Tomasini (René) (p. 2088) ; Pouille (Richard) (p. 2090) ; Regnault (René) (p. 2095) ; Bourgoing (Philippe de) (p. 2098).

II. – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2103, 2104)

Article 1er *(Conversion en actions des prêts consentis par le Fonds de développement économique et social aux sociétés Usinor et Sacilor).* – Rejeté (p. 2103).

Article 2 *(Incidence de la conversion sur l'équilibre général de la loi de finances pour 1981).* – Rejeté (p. 2103).

Article 3 *(Ouverture de crédit applicable au titre V du budget de l'économie et des finances, I charges communes, correspondant à la souscription par l'État à l'augmentation de capital des sociétés Usinor et Sacilor).* – Rejeté (p. 2103).

Article 4 *(Fixation par les lois de finances des conditions d'exécution des opérations budgétaires découlant de la loi de nationalisation).* – Rejeté (p. 2104).

Explications de vote :

– *M. André Morice* (p. 2104) : importance de la désignation du président directeur général de la régie Renault, évoquée par un orateur ; rappelle que cette responsabilité lui a incombé en 1955 et qu'il a alors désigné à ce poste M. Pierre Dreyfus, aujourd'hui ministre de l'industrie.

– *M. Auguste Chupin* (p. 2104) : dispositions du projet ; nationalisation des deux grandes sociétés sidérurgiques Usinor et Sacilor. Importance de l'autonomie des deux groupes. Précédent de la nationalisation de l'industrie sidérurgique britannique et situation désastreuse de la *British Steel Corporation*. Inadaptation de la nationalisation au problème posé à l'industrie sidérurgique française. Compétitivité nécessaire et déclaration faite par le Gouvernement sur la prise en compte des aspirations des travailleurs de cette profession ; risque de socialisation des pertes. Exemple de la société nationalisée italienne Italsider. Choix idéologique. Vote du groupe UCDP contre le projet de loi.

– *M. Henri Duffaut* (p. 2104) : anomalie du débat anticipé sur le principe des nationalisations. Dispositions du projet et prise en compte de la situation de fait de la sidérurgie française ; déficit cumulé des deux sociétés Usinor et Sacilor. Exemple des décisions de mises en règlement judiciaire pour les petites et moyennes entreprises (p. 2105) : mauvaise utilisation des fonds publics consentis à la sidérurgie depuis quinze ans. Reconstitution nécessaire du capital. Sauvegarde nécessaire de l'industrie sidérurgique française. Maintien de l'emploi. Soutien au Gouvernement. Vote du groupe socialiste favorable au projet.

– *M. Stéphane Bonduel* (p. 2105) : nationalisation des deux sociétés Usinor et Sacilor et mise en conformité du droit avec le fait. Montant cumulé des dettes de la sidérurgie à l'égard de l'État. Mesures d'accompagnement nécessaires : politique industrielle et de développement régional ; création d'une filière acier ; plan social. Vote des sénateurs radicaux de gauche favorable au projet.

– *Intervention de M. Étienne Dailly, vice président du Sénat, président de séance* (p. 2106) : rejet successif par le Sénat des quatre articles du projet voté par l'Assemblée nationale ; signification du scrutin sur le projet ainsi modifié.

– *M. Raymond Bourgine* (p. 2106) : nécessité de la nationalisation de la sidérurgie comme clarification de la situation de fait. Votera en faveur de la nationalisation.

– *M. Paul Girod* (p. 2106) ; caractère symbolique de ce projet de loi : situation de fait et situation de droit. Abstention du groupe de la gauche démocratique.

– *M. Raymond Dumont* (p. 2106) : position du groupe communiste favorable à la nationalisation des deux groupes sidérurgiques Usinor et Sacilor. Rejet successif par le Sénat des quatre articles constituant le projet de loi. Vote du groupe communiste contre le projet ainsi modifié.

Scrutin public (n° 2 ; p. 2106 ; liste des votants p. 2138).

Adoption [22 octobre 1981] (p. 2106).

Discussion (Commission mixte paritaire)

[4 novembre 1981] (p. 2404, 2407)

I. – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2404, 2407) : *MM. René Tomasini, rapporteur pour le Sénat ; Pierre Dreyfus, ministe de l'industrie ; Raymond Dumont.*

AUTOMOBILE (industrie) : Dumont (Raymond) (p. 2404).

FONDS DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL (FDES) : Tomasini (René) (p. 2404).

NATIONALISATION : Tomasini (René) (p. 2404) ; Dumont (Raymond) (p. 2405).

SACILOR (société) : Tomasini (René) (p. 2404) ; Dreyfus (Pierre) (p. 2404) ; Dumont (Raymond) (p. 2404, 2405).

SIDÉRURGIE (industrie) : Tomasini (René) (p. 2404) ; Dreyfus (Pierre) (p. 2404) ; Dumond (Raymond) (p. 2404, 2405).

USINOR (société) : Tomasini (René) (p. 2404) ; Dreyfus (Pierre) (p. 2404) ; Dumont (Raymond) (p. 2404, 2405).

II. – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2405)

Articles 1 à 4 (p. 2405).

Explications de vote :

– *M. Philippe de Bourgoing* (p. 2405) : opposition de la majorité du Sénat au projet en première lecture (p. 2406) : décision politique. Vote des groupes de la majorité du Sénat contre le projet.

– *M. Georges Treille* (p. 2406) : financement par l'État des pertes d'exploitation. Exemples étrangers. Vote du groupe UCDP contre le projet.

– *M. Roland Grimaldi* (p. 2406) : crise de la sidérurgie et situation de la région Nord-Pas-de-Calais. Nécessité de la nationalisation. Sauvegarde de la sidérurgie. Vote du groupe socialiste favorable au projet.

– *M. Raymond Bourgine* (p. 2406) : nécessité de la nationalisation : mise en harmonie de la situation de droit et de la situation de fait. Vote favorable au projet.

– *M. Henri Duffaut* (p. 2406) : situation de la sidérurgie française ; perte d'exploitation. Nécessité et urgence de la nationalisation. Vote du groupe socialiste favorable aux conclusions de la Commission mixte paritaire.

Scrutin public (p. 2407 ; n° 3 ; liste des votants p. 2446, 2447).

Rejet [4 novembre 1981] (p. 2407).

Discussion (nouvelle lecture)

[6 novembre 1981] (p. 2536, 2540)

I. – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2536) : *MM. Laurent Fabius, ministre du budget ; Maurice Blin, rapporteur général ; Bernard Parmantier.*

NATIONALISATION : Fabius (Laurent) (p. 2536) ; Parmantier (Bernard) (p. 2536).

SACILOR (société) : Fabius (Laurent) (p. 2536) ; Blin (Maurice) (p. 2536) ; Parmantier (Bernard) (p. 2536).

SIDÉRURGIE (industrie) : Parmantier (Bernard) (p. 2536).

USINOR (société) : Fabius (Laurent) (p. 2536) ; Blin (Maurice) (p. 2536) ; Parmantier (Bernard) (p. 2536).

II. – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2537, 2540) : *MM. Maurice Blin, rapporteur général ; Laurent Fabius, ministre ; Étienne Dailly.*

Article 1er (p. 2537).

Adopté : amendement n° 1 de M. René Tomasini, rapporteur : suppression de cet article relatif à la conversion des prêts consentis par le FDES aux sociétés Usinor et Sacilor en actions de ces sociétés.

– L'article 1er est supprimé (p. 2537).

Article 2 (p. 2537).

Adopté : amendement n° 2 de M. René Tomasini, rapporteur : suppression de l'article 2 relatif à l'exécution des opérations budgétaires découlant de la nationalisation d'Usinor et de Sacilor (p. 2537).

– L'article 2 est supprimé (p. 2537).

Article 3 (p. 2537).

Adopté : amendement n° 3 de M. René Tomasini, rapporteur : suppression de l'article 3 relatif à l'exécution des opérations budgétaires découlant de la nationalisation d'Usinor et de Sacilor (p. 2537).

– L'article 3 est supprimé (p. 2537).

Article 4 (p. 2537).

Adopté : amendement n° 4 de M. René Tomasini, rapporteur : suppression de l'article 4 relatif à la fixation par les lois de finances des conditions d'exécution des opérations budgétaires découlant de la loi de nationalisation (p. 2538).

– L'article 4 est supprimé (p. 2538).

Explications de vote :

Intervention de M. Laurent Fabius, ministre (p. 2538) : vote de la majorité du Sénat en signe de désapprobation sur un texte comportant des sous-ensembles vides. Nécessité d'un vote s'agissant d'une loi de finances.

– *M. Michel Caldaguès* (p. 2539) : pour le Gouvernement texte consacrant un état de fait et accomplissant un acte de solidarité en faveur des travailleurs de Lorraine. Inconvénients de la nationalisation : opium du peuple. Vote défavorable des groupes de l'opposition : la majorité du Sénat.

– *M. Raymond Dumont* (p. 2539) : objet réel du projet, nationalisation des grands groupes sidérurgiques Usinor et Sacilor. Situation financière critique. Existence de la sidérurgie française en cause. Nationalisation, seule solution possible. Attitude négative de l'opposition.

– *M. Bernard Parmantier* (p. 2539) : nationalisation, instrument indispensable au redressement. Dérive de la sidérurgie depuis 1960. Affirmation de position socialiste sur ce texte.

– *M. Jacques Pelletier* (p. 2539) : majorité des membres du groupe de la gauche démocratique favorable au projet gouvernemental. Vote favorable sur ce texte, qui ne préjuge en rien de la position du groupe sur les nationalisations.

– *M. Étienne Dailly* (p. 2539) : consolidation d'avances et non nationalisation. Article 17 de la déclaration des droits de l'homme : propriété, droit inviolable et sacré. Industrie sidérurgique non viable dans notre pays en temps de paix. Vote contre ce texte en raison de l'article 4. Conditions de l'accueil constitutionnel d'un projet de loi en cours de discussion. L'article 4 n'ayant pas sa place dans ce texte, se déclare opposé au texte.

Scrutin public (p. 2540 ; n° 8 ; liste des votants p. 2550).

Adoption (tous les articles supprimés) : – **Rejet** [6 novembre 1981] (p. 2540).

3. – **Projet de loi de finances rectificative pour 1981,** présenté au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Laurent Fabius, ministre chargé du budget [20 novembre 1981] (n° **561**). – Renvoi à la Commission des finances. – Pour avis à la Commission de la défense. – Rapport de M. Christian Pierret, rapporteur général [3 décembre 1981] (n° **594**). – Avis de M. Louis Robin [4 décembre 1981] (n° **596**). – Discussion [7 décembre 1981]. – Adoption]7 décembre 1981] (n° **71**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (PREMIERE LECTURE) [8 décembre 1981] [n° **104** (1981-1982)]. – Renvoi à la Commission des finances. – Pour avis à la Commission des affaires étrangères [16 décembre 1981]. – Rapport de M. Maurice Blin, rapporteur général [14 décembre 1981] [n° **121** (1981-1982)]. – Discussion [17 décembre 1981) (p. 4326, 4352). – Rejet [17 décembre 1981] (n° **22**).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLÉE NATIONALE) ; rapport de M. Christian Pierret, rapporteur général [18 décembre 1981] (n° **651**).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SÉNAT) ; rapport de M. Maurice Blin, rapporteur général [18 décembre 1981] [n° **146** (1981-1982)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) [17 décembre 1981] (n° **648**). – Renvoi à la Commission des finances. – Rapport de M. Christian Pierret, rapporteur général [18 décembre 1981] (n° **656**). – Discussion [18 décembre 1981]. – Adoption [18 décembre 1981] (n° **88**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (NOUVELLE LECTURE) [19 décembre 1981] [n° **148** (1981-1982)]. – Renvoi à la Commission des finances. – Rapport de M. Maurice Blin, rapporteur général [23 décembre 1981] [n° **159** (1981-1982)]. – Discussion [23 décembre 1981] (p. 4552, 4560). – Rejet [23 décembre 1981] (n° **34**).

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉEE NATIONALE (DERNIÈRE LECTURE) [23 décembre 1981] (n° **677**). – Renvoi à la Commission des finances. – Rapport de M. Christian Pierret, rapporteur général [23 décembre 1981] (n° **678**). Discussion [23 décembre 1981]. – Adoption [23 décembre 1981] (n° **99**).

PROMULGATION : Loi n° 81-1179 du 31 décembre 1981 (J.O. Lois et décrets du 1er janvier 1982).

DÉCISION DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL du 31 décembre 1981 (J.O. Lois et décrets du 1er janvier 1982).

Discussion (première lecture)

[17 décembre 1981] (p. 4326, 4352).

I. – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 4326, 4335) : *MM. Maurice Blin, rapporteur général de la Commission des finances ; André Labarrère, ministre chargé des relations avec le Parlement ; Jacques Genton, rapporteur pour avis de la Commission des affaires étrangères ; Serge Boucheny, Jacques Descours Desacres, Louis Perrein, André Méric.*

AÉRONAUTIQUE (industrie) : Méric (André) (p. 4334) ; Labarrère (André) (p. 4335).

AIRBUS : Méric (André) (p. 4335).

AIR FRANCE : Blin (Maurice) (p. 4326) ; Perrein (Louis) (p. 4334).

AMBASSADE (bâtiments) : Perrein (Louis) (p. 4334).

ARMÉE DE L'AIR : Genton (Jacques) (p. 4331).

ARMEMENT : Labarrère (André) (p. 4328) ; Boucheny (Serge) (p. 4332) ; Perrein (Louis) (p. 4333).

ARMES (ventes d') : Boucheny (Serge) (p. 4333).

CAISSE NATIONALE DE L'INDUSTRIE (CNI) : Descours Desacres (Jacques) (p. 4333) ; Labarrère (André) (p. 4335).

CHÔMAGE (indemnisation du) : Blin (Maurice) (p. 4326) ; Labarrère (André) (p. 4330).

CONSOMMATION : Labarrère (André) (p. 4330).

DÉFENSE : Blin (Maurice) (p. 4326) ; Genton (Jacques) (p. 4331) ; Labarrère (André) (p. 4331).

DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMET : Blin (Maurice) (p. 4327) ; Perrein (Louis) (p. 4334).

ENTREPRISES : Boucheny (Serge) (p. 4332).

ENTREPRISES NATIONALES : Blin (Maurice) (p. 4327).

ENTREPRISES PUBLIQUES : Labarrère (André) (p. 4330) ; Perrein (Louis) (p. 4334).

EXPORTATIONS : Labarrère (André) (p. 4330).

FORCES TERRESTRES : Blin (Maurice) (p. 4326).

FRAUDE FISCALE : Labarrère (André) (p. 4329, 4335) ; Descours Desacres (Jacques) (p. 4333).

GENDARMERIE : Genton (Jacques) (p. 4331).

HACHETTE (société) : Blin (Maurice) (p. 4327) ; Labarrère (André) (p. 4328).

HOUILLÈRES : Blin (Maurice) (p. 4326).

IMPÔTS : Labarrère (André) (p. 4329) ; Descours Desacres (Jacques) (p. 4333) ; Perrein (Louis) (p. 4334).

IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS : Blin (Maurice) (p. 4327).

INDEMNISATION DES ACTIONNAIRES (nationalisation) : Blin (Maurice) (p. 4327).

INTÉRÊT (taux de l') : Labarrère (André) (p. 4330).

INVESTISSEMENTS : Labarrère (André) (p. 4330) ; Perrein (Louis) (p. 4334) ; Meric (André) (p. 4334).

MARINE NATIONALE : Blin (Maurice) (p. 4326).

MARINS POMPIERS : Genton (Jacques) (p. 4331).

MATRA (société) : Blin (Maurice) (p. 4326, 4327) ; Labarrère (André) (p. 4327, 4329, 4335) ; Genton (Jacques) (p. 4331) ; Boucheny (Serge) (p. 4332, 4333) ; Perrein (Louis) (p. 4333, 4334).

NATIONALISATION : Blin (Maurice) (p. 4326, 4327) ; Labarrère (André) (p. 4327, 4328, 4330, 4335) ; Boucheny (Serge) (p. 4332, 4333) ; Perrein (Louis) (p. 4333) ; Méric (André) (p. 4334).

NOUVELLE CALÉDONIE : Perrein (Louis) (p. 4334).

OFFICE NATIONAL D'ÉTUDES ET DE RECHERCHE AÉROSPATIALES (ONERA) : Labarrère (André) (p. 4328) ; Perrein (Louis) (p. 4333).

PARLEMENT (contrôle du) : Boucheny (Serge) (p. 4333).

PARLEMENT (information du) : Genton (Jacques) (p. 4331).

PRIVILÈGE DU TRÉSOR : Labarrère (André) (p. 4329).

PRIX : Blin (Maurice) (p. 4326, 4330) ; Labarrère (André) (p. 4330).

PRODUITS INTÉRIEUR BRUT (PIB) : Perrein (Louis) (p. 4334).

RÉGIE AUTONOME DES TRANSPORTS PARISIENS (RATP) : Blin (Maurice) (p. 4326).

SACILOR (société) : Blin (Maurice) (p. 4326).

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS (SNCF) : Blin (Maurice) (p. 4326) ; Perrein (Louis) (p. 4334).

SOCIÉTÉ NATIONALE D'ÉTUDE ET DE CONSTRUCTION DE MOTEURS D'AVIATION (SNECMA) : Méric (André) (p. 4335).

« TANIO » (pétrolier) : Genton (Jacques) (p. 4331).

TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE (TVA) : Blin (Maurice) (p. 4327).

UNION NATIONALE POUR L'EMPLOI DANS L'INDUSTRIE ET LE COMMERCE (UNEDIC) : Blin (Maurice) (p. 4326) ; Perrein (Louis) (p. 4334).

USINOR (société) : Blin (Maurice) (p. 4326).

II. – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4335, 4352) : *MM. Maurice Blin, rapporteur général ; Paul Girod, André Labarrère, ministre ; Paul Billet, Pierre Gamboa, Louis Perrein, René Touzet, André Méric, Adolphe Chauvin, Josy Moinet, Jacques Descours Desacres, Paul Jargot, Bernard Legrand, Camille Vallin, Robert Laucournet, Serge Boucheny, Michel Sordel.*

Article 1er et État A *(Dépenses ordinaires des services civils. – Ouvertures).* – Adopté (p. 4338).

Article 2 et État B *(Dépenses ordinaires des services civils. – Ouvertures).* – Adopté (p. 4338).

Article 3 et État C *(Dépenses en capital des services civils. – Ouvertures).* – Adopté (p. 4339).

Article 4 *(Dépenses ordinaires des services militaires. – Ouvertures).* – Adopté (p. 4340).

Article 5 *(Dépenses en capital des services militaires. – Ouvertures).* – Adopté (p. 4340).

Article 6 *(Budgets annexes. – Ouvertures).* – Adopté (p. 4340).

Article 7 *(Mesures destinées à faciliter le recouvrement des impôts. Extension du droit de communication aux comptables chargés du recouvrement des impôts, droits et taxes).* – Adopté (p. 4340).

Article 8 *(Mesures destinées à faciliter le recouvrement des impôts. Extension de la procédure d'avis à tiers détenteur et du privilège du Trésor à l'ensemble des impôts et pénalités)* (p. 4340).

Adopté : amendement n° 4 de M. Maurice Blin, rapporteur général : suppression de cet article sur l'extension des privilèges du Trésor à l'ensemble des pénalités fiscales et l'application de la procédure d'avis à tiers détenteur pour l'ensemble des impôts et pénalités d'assiette et de recouvrement (p. 4343 ; scrutin public n° 50 ; liste des votants p. 4360).

Devient sans objet : amendement n° 10 de M. Paul Girod : suppression des dispositions de cet article sur l'extension du privilège du Trésor à l'ensemble des pénalités fiscales (p. 4343).

– L'article 8 est supprimé (p. 4343).

Article 9 *(Mesures destinées à faciliter le recouvrement des impôts. – Sursis de paiement)* (p. 4343).

Adopté : amendement n° 5 de M. Maurice Blin, rapporteur général : suppression de cet article sur la limitation de l'automaticité du bénéfice du sursis à paiement pour le contribuable de bonne foi et la détermination de la bonne ou de la mauvaise foi du contribuable par l'administration (p. 4344).

Devient sans objet : amendement n° 11 de M. Paul Girod, soutenu par M. Bernard Legrand : demande de sursis de paiement et rôle du tribunal pour prouver la bonne ou la mauvaise foi du contribuable ; taux de cette amende (p. 4344).

– L'article 9 est supprimé (p. 4344).

Article 10 *(Mesures destinées à faciliter le recouvrement des impôts. – Calcul des intérêts moratoires exigibles en cas de rejet d'une demande d'annulation ou de reduction d'une imposition)* (p. 4344).

Adopté : amendement n° 6 de M. Maurice Blin, rapporteur général : dépassement par l'administration des délais de réponse à la réclamation contentieuse ou au mémoire du contribuable et diminution des dépassements constatés de la période de calcul des intérêts (p. 4345).

Devient sans objet : amendement n° 12 de M. Paul Girod, soutenu par M. Bernard Legrand : non prise en compte pour le calcul des intérêts des dépassements de délai par l'administration pour instruire une réclamation ou produire ses mémoires (p. 4345).

– L'article 10, ainsi modifié, est adopté (p. 4345).

Article 11 *(Mesures destinées à faciliter le recouvrement des impôts. Assistance mutuelle en matière d'assiette et de recouvrement des impôts au sein de la communauté économique européenne).* – Adopté (p 4345).

Article 11 *bis* *(Recouvrement des frais d'aide judiciaires).* Adopté (p. 4346).

Article 12 *(Mise à jour des valeurs locatives foncières)* (p. 4346).

Adopté : amendement n° 9 de M. Jacques Descours Desacres : modification annuelle de la valeur locative du logement et application des coefficients à la valeur locative moyenne de l'année précédente (p. 4349).

– L'article 12, ainsi modifié, est adopté (p. 4349).

Après l'article 12 (p. 4349).

Adopté : amendement n° 8 (art. additionnel) de M. Henri Duffaut, soutenu par M. Robert Laucournet : mode de financement des dépenses des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (CAUE) (p. 4350).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 4350).

Article 12 *bis* *(Tarif du droit de licence sur les débits de boisson).* – Adopté (p. 4350).

Article 12 *ter* *(Ressources fiscales des établissements publics régionaux).* – Adopté (p. 4350).

Article 3 *(Restitution de véhicules saisis à des propriétaires de bonne foi).* – Adopté (p. 4350).

Article 13 *bis* *(Relèvement du plafond de la taxe spéciale de consommation sur les produits pétroliers applicable dans les départements d'outre-mer).* – Adopté (p. 4350).

Article 14 *(Dispositions d'ordre fiscal concernant les modalités de participation de l'État à la société Matra)* (p. 4350).

Adopté : amendement n° 7 de M. Maurice Blin, rapporteur général : suppression de cet article sur les modalités de prise de participation de l'État chez Matra (p. 4357).

– L'article 14 est supprimé (p. 4351).

Article 15 *(Garantie de l'État à un emprunt contracté par l'UNEDIC).* – Adopté (p. 4351).

Article 16 *(Augmentation du nombre des membres de la commission de la concurrence).* – Adopté (p. 4351).

Article 17 *(Révalorisation des avantages viagers servis entre le 1er janvier 1975 et le 1er janvier 1980 aux ressortissants des États Africains de la Communauté).* – Adopté (p. 4351).

Article 18 *(Suppression de la taxe sur les arrérages de pension payés par mandat-carte ou par virement de compte).* – Adopté (p. 4351).

Article 19 *(Affectation d'un immeuble appartenant à l'État).* – Adopté (p. 4351).

Article 20 *(Intérêts versés par les sociétés coopératives à leurs sociétaires)* (p. 4351).

Adopté : amendement n° 3 de M. Michel Sordel : limitation de la rémunération des parts des coopératives agricoles et de leurs unions au niveau de celles des dépôts sur les livrets de caisse d'épargne (p. 4352).

– L'article 20, ainsi modifié, est adopté (p. 4352).

Article 21 *(Dotation globale de fonctionnement. Prélèvement des communautés urbaines sur la dotation forfaitaire des communes membres).* – Adopté (p. 4352).

Article 22 *(Dotation globale de fonctionnement. Dotation particulière aux villes, centres d'une agglomération).* – Adopté (p. 4352).

Article 23 *(Dotation globale de fonctionnement. Concours particulier au profit des communes employant des agents bénéficiant d'une dispense de service pour activité syndicale).* – Adopté (p. 4352).

Explications de vote :

– *M. Pierre Gamboa* (p. 4352) : rapidité du débat et opposition au projet de loi modifié par le Sénat.

– *M. André Méric* (p. 4352) : opposition au projet de loi modifié par le Sénat.

– *M. Adolphe Chauvin* (p. 4352) : opposition au projet de loi malgré les modifications du Sénat.

Scrutin public (p. 4352 ; n° 51 ; Liste des votants p. 4361, 4362).

Rejet [17 décembre 1981] (p. 4352).

Discussion (nouvelle lecture)

[23 décembre 1981] (p. 4552, 4560).

I. – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 4552) : *M. Maurice Blin, rapporteur général.*

COOPÉRATIVES AGRICOLES : Blin (Maurice) (p. 4552).

II. – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4552, 4560) : *MM. Maurice Blin, rapporteur général ; Laurent Fabius, ministre du budget ; Raymond Dumont, André Méric.*

Article 1er et État A. – Rejet (p. 4555).

Article 2 et État B. – Rejet (p. 4556).

Article 3 et État C. – Rejet (p. 4557).

Articles 4, 5, 6, 7. – Rejet (p. 4557).

Articles 8, 9, 10, 11, 12. – Rejet (p. 4558).

Articles 12 *bis* A, 12 *bis*, 12 *ter*, 13, 13 *bis*. – Adoptés (p. 4559).

Article 14. – Rejet (p. 4559).

Articles 15 à 23. – Adoptés (p. 4560).

Scrutin public (p. 4560 ; n° 60 ; liste des votants p. 4575, 4576).

Rejet [23 décembre 1981] (p. 4560).

4. – **Projet de loi de finances rectificative,** présenté au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Laurent Fabius, ministre chargé du budget [9 décembre 1981] (n° **600**). – Renvoi à la Commission des finances. – Pour avis à la Commission de la production [9 décembre 1981]. – Rapport de M. Christian Pierret, rapporteur général [10 décembre 1981] (n° **605**). – Discussion [15, 16 et 17 décembre 1981]. – Adoption [17 décembre 1981] (n° **82**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (PREMIÈRE LECTURE) [18 décembre 1981] [n° **141** (1981-1982)]. – Renvoi à la commission des finances. – Pour avis à la Commission des affaires économiques [18 décembre 1981]. – Rapport de M. René Monory [18 décembre 1981] [n° **142** (1981-1982)]. – Avis de M. Michel Chauty [18 décembre 1981] [n° **144** (1981-1982)]. – Discussion [21 décembre 1981] (p. 4434, 4450, 4480, 4487). – Adoption [21 décembre 1981[(n° **30**).

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (DEUXIÈME LECTURE) [22 décembre 1981] (n° **663**). – Renvoi à la Commission des finances.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLÉE NATIONALE) ; rapport de M. Christian Pierret, rapporteur général [22 décembre 1981] (n° **666**).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SÉNAT) ; rapport de M. René Monory [22 décembre 1981] [n° **154** (1981-1982)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) [22 décembre 1981] [n° **663** (1981-1982)]. – Renvoi à la Commission des finances. – Rapport de M. Christian Pierret, rapporteur général [22 décembre 1981] [n° **667** (1981-1982)]. – Discussion [22 décembre 1981]. – Adoption [22 décembre 1981] (n° **95**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (NOUVELLE LECTURE) [22 décembre 1981] [n° **158** (1981-1982)]. – Renvoi à la Commission des finances. – Rapport de M. René Monory [23 décembre 1981] [n° **160** (1981-1982)]. – Discussion [23 décembre 1981] (p. 4560, 4561). – Rejet [23 décembre 1981] (n° **35**).

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (DERNIÈRE LECTURE) [23 décembre 1981] (n° **679**). – Renvoi à la Commission des finances. – Rapport de M. Christian Pierret, rapporteur

général [23 décembre 1981] (n° **680**). – Discussion [23 décembre 1981]. – Adoption [23 décembre 1981] (n° **100**).

PROMULGATION : Loi n° 81-1180 du 31 décembre 1981 (J.O. Lois et décrets du 1er janvier 1982).

DÉCISION DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL du 31 décembre 1981 (J.O. Lois et décrets du 1er janvier 1982).

Discussion (première lecture)

[21 décembre 1981] (p. 4434, 4450 ; 4480, 4487).

I. – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 4434, 4450 ; 4480, 4482) : *M. Laurent Fabius, ministre du budget ; Mme Édith Cresson, ministre de l'agriculture ; MM. René Monory, rapporteur de la Commission des finances ; Louis Minetti, Michel Chauty, président et rapporteur pour avis de la Commission des affaires économiques ; René Ballayer, Louis Jung, Michel Rigou, Paul Jargot, Jacques Braconnier, Louis Perrein, Jacques Descours Desacres, André Cellard, secrétaire d'État à l'agriculture.*

AGRICULTURE (aide à l') : Fabius (Laurent) (p. 4436) ; Cresson (Édith) (p. 4436, 4437, 4438, 4439) ; Monory (René) (p. 4440, 4441) ; Chauty (Michel) (p. 4442, 4443) ; Ballayer (René) (p. 4443, 4444) ; Rigou (Michel) (p. 4445) ; Jargot (Paul) (p. 4446) ; Minetti (Louis) (p. 4446, 4447) ; Braconnier (Jacques) (p. 4447) ; Perrein (Louis) (p. 4448, 4449) ; Descours Desacres (Jacques) (p. 4449) ; Cellard (André) (p. 4480, 4481).

AGRICULTEURS (jeunes) : Cresson (Édith) (p. 4437, 4438) ; Chauty (Michel) (p. 4443) ; Ballayer (René) (p. 4443) ; Minetti (Louis) (p. 4446) ; Perrein (Louis) (p. 4449) ; Cellard (André) (p. 4481).

BAUX DE CARRIÈRE : Cellard (André) (p. 4481).

CARBURANT (détaxation) : Braconnier (Jacques) (p. 4447).

COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE (CEE) : Monory (René) (p. 4440) ; Jargot (Paul) (p. 4446) ; Minetti (Louis) (p. 4446, 4447) ; Braconnier (Jacques) (p. 4447) ; Cellard (André) (p. 4480).

CONFÉRENCE ANNUELLE AGRICOLE : Fabius (Laurent) (p. 4435) ; Cresson (Édith) (p. 4439) ; Chauty (Michel) (p. 4442) ; Ballayer (René) (p. 4443) ; Rigou (Michel) (p. 4444) ; Minetti (Louis) (p. 4446) ; Perrein (Louis) (p. 4448) ; Cellard (André) (p. 4481).

CONTRATS DE SOLIDARITÉ : Cresson (Édith) (p. 4438) ; Chauty (Michel) (p. 4443).

CONTRATS EMPLOI FORMATION : Cresson (Édith) (p. 4438).

COOPÉRATIVES : Perrein (Louis) (p. 4449).

CORSE : Cresson (Édith) (p. 4439) ; Chauty (Michel) (p. 4443).

CRÉDIT AGRICOLE : Fabius (Laurent) (p. 4435) ; Cresson (Édith) (p. 4439) ; Monory (René) (p. 4440, 4441, 4442, 4448, 4481) ; Ballayer (René) (p. 4443, 4444) ; Rigou (Michel) (p. 4445) ; Braconnier (Jacques) (p. 4447) ; Perrein (Louis) (p. 4449) ; Cellard (André) (p. 4481).

CRÉDIT MUTUEL : Fabius (Laurent) (p. 4435) ; Monory (René) (p. 4441) ; Chauty (Michel) (p. 4442) ; Jung (Louis) (p. 4444) ; Perrein (Louis) (p. 4449).

DOMAINE PUBLIC (de l'ÉTAT) : Perrein (Louis) (p. 4449).

ÉLEVAGE : Cresson (Édith) (p. 4436, 4438) ; Jung (Louis) (p. 4444) ; Jargot (Paul) (p. 4446) ; Braconnier (Jacques) (p. 4447) ; Cellard (André) (p. 4481).

EMPLOI : Cresson (Édith) (p. 4438) ; Chauty (Michel) (p. 4443) ; Perrein (Louis) (p. 4448).

ENGRAIS : Perrein (Louis) (p. 4449).

EXPLOITATIONS AGRICOLES : Fabius (Laurent) (p. 4435) ; Cresson (Édith) (p. 4436, 4437) ; Monory (René) (p. 4441) ; Ballayer (René) (p. 4444) ; Jung (Louis) (p. 4444) ; Rigou (Michel) (p. 4445) ; Minetti (Louis) (p. 4446).

EXPORTATIONS : Fabius (Laurent) (p. 4435) ; Chauty (Michel) (p. 4442).

FÉDÉRATION NATIONALE DES SYNDICATS D'EXPLOITANTS AGRICOLES (FNSEA) : Jargot (Paul) (p. 4445) ; Perrein (Louis) (p. 4448).

FRUITS ET LÉGUMES : Cresson (Édith) (p. 4438) ; Jargot (Paul) (p. 4446).

GÎTES RURAUX : Cresson (Édith) (p. 4438).

GROUPEMENTS FONCIERS AGRICOLES (GFA) : Cellard (André) (p. 4481).

HORTICULTURE : Cresson (Édith) (p. 4438).

IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS : Chauty (Michel) (p. 4442) ; Ballayer (René) (p. 4444).

INDUSTRIE AGRO-ALIMENTAIRE : Fabius (Laurent) (p. 4435) ; Cresson (Édith) (p. 4439).

INVESTISSEMENTS : Fabius (Laurent) (p. 4435) ; Cresson (Édith) (p. 4438) ; Chauty (Michel) (p. 4442) ; Ballayer (René) (p. 4443) ; Jung (Louis) (p. 4444) ; Perrein (Louis) (p. 4448) ; Cellard (André) (p. 4448).

MANIFESTATIONS : Chauty (Michel) (p. 4442) ; Jung (Louis) (p. 4444).

MONTAGNE : Cresson (Édith) (p. 4439) ; Chauty (Michel) (p. 4443) ; Perrein (Louis) (p. 4448).

MONTANTS COMPENSATOIRES MONÉTAIRES : Jargot (Paul) (p. 4446).

OFFICES : Perrein (Louis) (p. 4448, 4449).

PARI MUTUEL URBAIN (PMU) : Perrein (Louis) (p. 4449).

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (PME) : Cresson (Édith) (p. 4439) ; Jargot (Paul) (p. 4446).

PLANTES A PARFUM : Cresson (Édith) (p. 4438).

POLOGNE : Monory (René) (p. 4440).

PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES : Chauty (Michel) (p. 4442) ; Ballayer (René) (p. 4443) ; Braconnier (Jacques) (p. 4447).

PRIX : Monory (René) (p. 4440) ; Jargot (Paul) (p. 4446) ; Minetti (Louis) (p. 4446, 4447) ; Braconnier (Jacques) (p. 4447).

REVENUS AGRICOLES : Fabius (Laurent) (p. 4435) ; Cresson (Édith) (p. 4436) ; Chauty (Michel) (p. 4442) ; Jung (Louis) (p. 4444) ; Perrein (Louis) (p. 4448, 4449).

SOCIÉTÉ POUR L'EXPANSION DES VENTES DES PRODUITS AGRICOLES ET ALIMENTAIRES (SOPEXA) : Cresson (Édith) (p. 4438) ; Chauty (Michel) (p. 4442).

SOCIÉTÉS D'AMÉNAGEMENT FONCIER ET D'ÉTABLISSEMENT RURAL (SAFER) : Cresson (Édith) (p. 4438) ; Jargot (Paul) (p. 4446) ; Perrein (Louis) (p. 4449).

SOLIDARITÉ NATIONALE : Cresson (Édith) (p. 4437) ; Rigou (Michel) (p. 4445) ; Braconnier (Jacques) (p. 4447) ; Perrein (Louis) (p. 4449) ; Cellard (André) (p. 4481).

TAXE DE CORESPONSABILITÉ SUR LE LAIT : Jargot (Paul) (p. 4446).

TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE (TVA) : Fabius (Laurent) (p. 4435) ; Monory (René) (p. 4441) ; Ballayer (René) (p. 4444) ; Perrein (Louis) (p. 4449).

II. – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4482, 4487) : *MM. Jacques Descours Desacres, René Monory, rapporteur ; André Cellard, secrétaire d'État ; Paul Jargot, Adolphe Chauvin, Michel Chauty, rapporteur pour avis ; René Ballayer.*

Article 1er *(Équilibre général)* (p. 4482).

Adopté : amendement n° 1 de M. René Monory, rapporteur : suppression de cet article relatif à la fixation du supplément de charges du budget de l'État pour 1981 (p. 4483).

– L'article 1er est supprimé (p. 4483).

Article 2 *(Dépenses ordinaires des services civils. – Ouvertures)* (p. 4483).

Adopté : amendement n° 2 de M. René Monory, rapporteur : suppression, pour coordination, de cet article relatif à la ventilation des crédits : dépenses ordinaires (p. 4483).

– L'article 2 est supprimé (p. 4483).

Article 3 *(Dépenses en capital des services civils. – Ouvertures)* (p. 4483).

Adopté : amendement n° 3 de M. René Monory, rapporteur : suppression, pour coordination, de cet article relatif à la ventilation des crédits : dépenses en capital (p. 4483).

– L'article 3 est supprimé (p. 4483).

Article 4 *(Calcul de l'impôt sur les sociétés des caisses du Crédit agricole)* (p. 4483).

Adopté : amendement n° 4 de M. René Monory, rapporteur : suppression de cet article relatif au régime fiscal du Crédit agricole (p. 4484 ; scrutin public n° 54 ; liste des votants p. 4491).

– L'article 4 est supprimé (p. 4484).

Article 5 *(Assujettissement des caisses locales du Crédit mutuel à l'impôt sur les sociétés)* (p. 4484).

Adopté : amendement n° 5 de M. René Monory, rapporteur : suppression de cet article relatif au régime fiscal du Crédit mutuel (p. 4485 ; scrutin public n° 55 ; liste des votants p. 4492).

– L'article 5 est supprimé (p. 4492).

Article 6 *(Assujettissement des exploitants agricoles à la taxe sur la valeur ajoutée)* (p. 4485).

Adopté : amendement n°6 de M. René Monory, rapporteur : relèvement du niveau fixé pour le chiffre d'affaires entraînant l'assujettissement obligatoire des exploitations agricoles à la TVA (p. 4485).

– L'article 6, ainsi modifié, est adopté (p. 4485).

Article 7 *(Déclaration à produire par les agriculteurs en annexe à leur déclaration de taxe sur le chiffre d'affaires).* – Adopté (p. 4485).

Après l'article 7 (p. 4485).

Retiré : amendement (art. additionnel) de MM. Paul Jargot et Louis Minetti : diminution du taux de la TVA sur les machines agricoles, les engrais et les produits phytosanitaires ; compensation par une taxe sur les importations (p. 4486).

Article 8 *(Modalités de prise en compte des recettes provenant des opérations agricoles à façon pour l'application du régime forfaitaire agricole).* – Adopté (p. 4486).

Article 9 *(Gestion des immeubles domaniaux, élargissement de la liste des personnes habilitées à les gérer).* – Adopté (p. 4486).

Article 10 *(Prélèvement sur le pari mutuel).* – Adopté (p. 4486).

Explications de vote :

– *M. Philippe de Bourgoing* (p. 4486) : inquiétude du monde agricole (p. 4487) : importance de la production agricole pour l'économie française ; balance commerciale. Montant des crédits inscrits au collectif et insuffisance pour le maintien du revenu agricole. Critique des modalités de répartition de l'aide : exclusion de son bénéfice des agriculteurs les plus dynamiques. Aides accordées en complément de revenu en 1980 : plafonnement ; aspect social et aspect économique. Politique agricole commune. Vote négatif sur les différents articles.

– *M. Franck Sénusclat* (p. 4487) : rejet des articles par le Sénat et texte vidé de son sens. Dégradation du revenu agricole. Organisation des marchés. Manifestations des agriculteurs suscitées par des oppositions politiques. Soutien tardif au Crédit agricole et à la mutualité. Vote négatif sur le projet ainsi modifié.

Scrutin public (p. 4487 ; n° 56 ; liste des votants p. 4492, 4493).

Adoption [21 décembre 1981] (p. 4487).

Discussion (nouvelle lecture)

[23 décembre 1981] (p. 4560, 4561).

I. – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 4560, 4561) : *M. Maurice Blin, rapporteur général en remplacement de M. René Monory, rapporteur.*

CRÉDIT AGRICOLE : Blin (Maurice) (p. 4560).

CRÉDIT MUTUEL : Blin (Maurice) (p. 4560).

TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE (TVA) : Blin (Maurice) (p. 4560).

II. – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4561) : *MM. Maurice Blin, rapporteur général ; Laurent Fabius, ministre du budget.*

Articles 1 à 6. – Rejet (p. 4561).

Scrutin public (p. 4561 ; n° 61 ; liste des votants p. 4576, 4577).

Rejet [23 décembre 1981] (p. 4561).

LOIRET

Voir QUESTION ORALE, n° **10.**

LOI « SAUVAGE »

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, **1.**
ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, **1.**
LOI DE FINANCES, **1** : Éducation nationale.

LOISIR

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Temps libre.
POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE, **1**, DG.
QUESTION ORALE, n° **100.**
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **67.**

(Loisir social.)

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Temps libre.

LORRAINE

Voir LOI DE FINANCES RECTIFICATIVES, **2**, DG.
QUESTION ORALES AVEC DÉBAT, n° **25.**

LOTO

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Temps libre.

LOYERS

Voir BAUX, **1**, DG ; CMP.
LOI DE FINANCES, **1** : Urbanisme et logement.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **4.**

LYCÉES

Voir ENSEIGNEMENT SECONDAIRE
QUESTIONS ORALES n° **95** (J.O. du 19 février 1981), **53.**

(Lycées d'enseignement professionnel [LEP].)

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Éducation nationale.
QUESTION ORALE, n° **123** (J.O. du 16 avril 1981).

M

MACHINE A COUDRE (industrie)

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **21.**

MACHINE-OUTIL (industrie)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Industrie ; Commerce extérieur.

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **1.**

MAGISTRATS

Voir JUSTICE, **1,** DG.

JUSTICE, **2,** DG.

LOI DE FINANCES, **1,** Justice.

POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE, **1,** DG ; nouvelle lecture, DG.

(Magistrats [du siège].)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Justice.

(Magistrats [sécurité des].)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Justice.

MAGISTRATURE

Voir TRAITÉS ET CONVENTIONS, **11,** DG.

MAGISTRATURE (statut)

Voir JUSTICE, **2,** DG.

LOI DE FINANCES, **1,** Justice.

MAIRES

Voir ÉLUS LOCAUX (STATUT DES)

QUESTION ORALE, n° **9.**

(Maires [responsabilité des].)

Voir COLLECTIVITÉS LOCALES, **2,** DG.

MAISON DES ANCIENS COMBATTANTS (Martinique)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Anciens Combattants.

MAISONS DE JEUX ET D'APPAREILS ÉLECTRIQUES

Voir LOI DE FINANCES, **1,** art. 24.

MAISONS DE LA CULTURE

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Culture.

MAISONS FAMILIALES RURALES D'ÉDUCATION ET D'ORIENTATION

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Services du Premier ministre. – I. – Services généraux ; Agriculture.

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **3.**

MAISONS FAMILIALES DE VACANCES

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Solidarité nationale, santé.

MAÎTRES D'ŒUVRE

Voir ARCHITECTURE, **2.**

MALADIES DE LONGUE DURÉE

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **481.**

MALADIES DES VÉGÉTAUX

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **3.**

MALADIES MENTALES

1. – **Proposition de loi tendant à modifier les conditions de mode de placement dans les établissements de soins prévus par la loi du 30 juin 1838 relative à la lutte contre les maladies mentales, présentée par M. Henri Caillavet, sénateur [28 juillet 1981] [n° 332** (1980-1981)]. – Renvoi à la commission des lois. – Pour avis à la Commission des affaires sociales [17 septembre 1981].

MALADIES PROFESSIONNELLES

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Solidarité nationale, santé.

TRAITÉS ET CONVENTIONS, **14,** DG.

MALI

Voir TRAITÉS ET CONVENTIONS, **20.**

MANDATS (cumul des)

Voir COLLECTIVITÉS LOCALES, **2,** DG.

LOI DE FINANCES, **1,** Intérieur et décentralisation.

MANIFESTATIONS

Voir LIBERTÉS PUBLIQUES, **2,** DG.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **4,** DG.

MANUELS SCOLAIRES

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Éducation nationale ; Imprimerie nationale.

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **78.**

MARCHÉS AGRICOLES

1. – **Proposition de loi tendant à ouvrir l'accès au crédit agricole en tant que sociétaire, aux négociants en grains agréés, adhérents d'une société coopérative de caution mutuelle,** présentée par M. Jean Cauchon, sénateur et plusieurs de ses collègues (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 20 décembre 1980. – 2 avril 1981) [n° **246** (1980-1981)]. – Renvoi à la Commission des affaires économiques.

MARINE MARCHANDE

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Mer.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **1,** DG.

MARINE NATIONALE

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Défense.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **3,** DG.

MARINS

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Mer.

MARINS PÊCHEURS

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Mer.

MARINS POMPIERS

Voir LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **3,** DG.

MAROC

Rapport d'information, fait, au nom de la Commission des affaires étrangères à la suite d'une mission effectuée au **Maroc** du 17 au 24 septembre 1980, par M. Roger Poudonson et plusieurs de ses collègues (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 7 avril 1981. – 2 juillet 1981) [n° **281** (1980-1981)].

MARTINIQUE (LA)

Voir COLLECTIVITÉS LOCALES, **2,** DG.

LOI DE FINANCES, **1,** Temps libre ; Culture ; Départements et territoires d'outre-mer ; Mer.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **1,** DG.

POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE, **1,** DG.

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **66.**

MATIÈRES PREMIÈRES

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, **1.**

LOI DE FINANCES, **1,** Industrie ; Relations extérieures. – I. – Services diplomatiques et généraux. – II. – Coopération.

PLAN, **1.**

TRAITÉS ET CONVENTION, **5,** DG.

MATRA (société)

Voir LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **3,** DG ; art 14.

MAURICE (île)

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **15.**

MAYOTTE

Dépôt d'un **rapport du gouvernement** en application de l'article 3, troisième alinéa, de la loi n° 79-1113 du 22 décembre 1979 relative à Mayotte [19 décembre 1981] (p. 4407).

Voir COLLECTIVITÉS LOCALES, **2,** DG.

LOI DE FINANCES, **1,** Départements et territoires d'outre-mer ; Mer.

TRAITÉS ET CONVENTIONS, **15,** DG ; **16,** DG.

MÉCANIQUE (industrie)

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **1.**

MÉCÉNAT

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Culture.

MÉDAILLE MILITAIRE

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Légion d'honneur et ordre de la Libération.

MÉDECINE

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, **1.**

LOI DE FINANCES, **1,** Solidarité nationale, santé.

PEINE DE MORT, **1,** Question préalable.

PLAN, **1,** DG.

QUESTION ORALE, n° **105.**

(Médecine [enseignement].)

Voir ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, **1,** DG.

LOI DE FINANCES, **1,** Éducation nationale ; Solidarité nationale, santé.

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n° **500, 68.**

MÉDECINE DU TRAVAIL

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Solidarité nationale, santé ; Travail.

PLAN, **1,** DG.

MÉDECINE PRÉVENTIVE

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Solidarité nationale, santé.

QUESTION ORALE, n° **116.**

MÉDECINE SCOLAIRE

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Solidarité nationale, santé.

PLAN, **1,** DG.

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **83.**

MÉDECINS

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Solidarité nationale, santé.

QUESTION ORALE, n° **148.**

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **68.**

TRAITÉS ET CONVENTIONS, **11,** DG.

MÉDICAMENTS

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Solidarité nationale, santé.

MÉLANESIENS (ethnie)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Départements et territoires d'outre-mer.

MENSUALISATION (pensions)

LOI DE FINANCES, **1,** Services du Premier ministre. – I. – Services généraux ; Intérieur et décentralisation ; Départements et territoires d'outre-mer ; charges communes.

QUESTION ORALE, n° **82.**

MER

1. – **Projet de loi modifiant la loi n° 61-1262 du 24 novembre 1961 relatif à la police des épaves maritimes,** présenté au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M.Louis Le Pensec, ministre de la mer (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 31 juillet 1981. – 8 septembre 1981) [n° **356** (1980-1981)]. – Renvoi à la Commission des affaires économiques. – Rapport de M. Joseph Yvon [15 octobre 1981] [n° **25** (1981-1982)].

2. – **Projet de loi sur l'exploration et l'exploitation des ressources minérales des grands fonds marins** présenté au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Louis Le Pensec, ministre de la mer [22 septembre 1981] [n° **384** (1980-1981)]. – Renvoi à la Commission des affaires économiques. – Rapport de M. Jacques Mossion [1er octobre 1981] [n° **407** (1980-1981)]. – Discussion [8 octobre 1981] (p. 1902, 1913). – Adoption [8 octobre 1981] (n° **5**).

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (PREMIÈRE LECTURE) [9 octobre 1981] (n° **465**). – Renvoi à la Commission de la production et des échanges. – Rapport de M. Dominique Dupilet [19 novembre 1981] (n° **557**). – Discussion [24 novembre 1981]. – Adoption [24 novembre 1981] (n° **58**).

DÉCISION DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL du 16 décembre 1981 (J.O. Lois et décrets du 18 décembre 1981).

PROMULGATION : Loi n° 81-1135 du 23 décembre 1981 (J.O. Lois et décrets du 24 décembre 1981).

Discussion (première lecture)

[8 octobre 1981] (p. 1902, 1913)

I. – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1903, 1910) : *MM. Louis Le Pensec, ministre de la mer ; Jacques Mossion, rapporteur de la Commission des affaires économiques ; Pierre Matraja, Daniel Millaud, Raymond Dumont, Louis Virapoullé.*

ASSOCIATION FRANÇAISE POUR L'ÉTUDE ET LA RECHERCHE DES NODULES (AFERNOD) : Le Pensec (Louis) (p. 1903) ; Mossion (Jacques) (p. 1904) ; Dumont (Raymond) (p. 1907).

CLIPPERTON (île) : Le Pensec (Louis) (p. 1909).

CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LE DROIT DE LA MER : Le Pensec (Louis) (p. 1903, 1904, 1909, 1910) ; Mossion (Jacques) (p. 1904) ; Matraja (Pierre) (p. 1905).

INVESTISSEMENTS : Le Pensec (Louis) (p. 1903) ; Mossion (Jacques) (p. 1904, 1905) ; Matraja (Pierre) (p. 1906) ; Dumont (Raymond) (p. 1907).

MÉTAUX : Le Pensec (Louis) (p. 1903) ; Mossion (Jacques) (p. 1904) ; Matraja (Pierre) (p. 1906) ; Virapoullé (Louis) (p. 1908).

NODULES POLYMÉTALLIQUES : Le Pensec (Louis) (p. 1903, 1909, 1910) ; Mossion (Jacques) (p. 1904, 1905) ; Matraja (Pierre) (p. 1905, 1906) ; Millaud (Daniel) (p. 1906) ; Dumont (Raymond) (p. 1907) ; Virapoullé (Louis) (p. 1908, 1909).

PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT : Le Pensec (Louis) (p. 1904, 1909) ; Mossion (Jacques) (p. 1905) ; Matraja (Pierre) (p. 1906).

PERMIS D'EXPLORATION ET D'EXPLOITATION DES FONDS MARINS : Le Pensec (Louis) (p. 1904, 1909, 1910) ; Mossion (Jacques) (p. 1905) ; Matraja (Pierre) (p. 1906) ; Dumont (Raymond) (p. 1907).

POLYNÉSIE FRANÇAISE : Millaud (Daniel) (p. 1906) ; Le Pensec (Louis) (p. 1909).

REDEVANCE SUR LES PRODUITS EXTRAITS DES FONDS MARINS : Le Pensec (Louis) (p. 1904) ; Mossion (Jacques) (p. 1905) ; Matraja (Pierre) (p. 1906).

RÉUNION (LA) : Virapoullé (Louis) (p. 1908).

ZONE ÉCONOMIQUE MARITIME : Matraja (Pierre) (p. 1905) ; Millaud (Daniel) (p. 1906).

II. – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1910, 1913) : *MM. Jacques Mossion, rapporteur ; Louis Le Pensec, ministre.*

Article 1er *(Licéité de la loi conformément au droit international)* (p. 1910).

Adopté : amendement n° 1 de M. Jacques Mossion, rapporteur : caractère provisoire de la loi dans l'attente de l'entrée en vigueur d'une convention internationale (p. 1900).

– L'article 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 1910).

Article 2 *(Définition des activités s'exerçant dans les grands fonds marins).* – Adopté (p. 1911).

Article 3 *(Conditions nécessaires pour entreprendre des activités d'exploration et d'exploitation des fonds marins).* – Adopté (p. 1911).

Article 4 *(Renvoi à un décret en Conseil d'État pour le règlement des rapports entre les titulaires de permis et l'État).* – Adopté (p. 1911).

Article 5 *(Droits conférés par le permis d'exploitation)* (p. 1911).

Adopté : amendement n° 2 de M. Jacques Mossion, rapporteur : exclusivité des droits conférés par le permis d'exploration ou par le permis d'exploitation (p. 1911).

– L'article 5, ainsi modifié, est adopté (p. 1911).

Article 6 *(Obligations du titulaire d'un permis d'exploration).* – Adopté (p. 1911).

Article 7 *(Droits et obligations conférés par le permis d'exploitation)* (p. 1911);

Adoptés : amendement de coordination n° 3 de M. Jacques Mossion, rapporteur (p. 1911). – Amendement n° 4 de M. Jacques Mossion, rapporteur : délivrance des permis d'exploitation avant le 1er janvier 1988 mais sans autorisation de démarrage de l'exploitation avant cette date (p. 1911).

– L'article 7, ainsi modifié, est adopté (p. 1911).

Article 8 *(Caractère exclusif des permis d'exploration et d'exploitation)* (p. 1911).

Adopté : amendement rédactionnel n° 5 de M. Jacques Mossion, rapporteur (p. 1912).

– L'article 8, ainsi modifié, est adopté (p. 1912).

Article 9 *(Autres obligations des titulaires de permis d'exploration ou d'exploitation).* – Adopté (p. 1912).

Article 10 *(Priorité au pavillon français dans les transports liés à l'exploration et l'exploitation des fonds marins).* – Adopté (p. 1912).

Article 11 *(Application de la loi des mesures sur le contrôle du commerce extérieur).* – Adopté (p. 1912).

Article 12 *(Paiement d'une redevance sur les produits extraits)* (p. 1912).

Adopté : amendement n° 6 de M. Jacques Mossion, rapporteur : paiement de la redevance sur chaque tonne de produit brut extrait (p. 1912).

– L'article 12, ainsi modifié, est adopté (p. 1912).

Article 13 *(Reconnaissance de la qualité d'État assurant la réciprocité).* – Adopté (p. 1912).

Article 14 *(Retrait des permis d'exploration et d'exploitation).* – Adopté (p. 1912).

Article 15 *(Définition des infractions et pénalités applicables).* Adopté (p. 1912).

Article 16 *(Applicabilité de la loi aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte).* – Adopté (p. 1912).

Explication de vote :

– *M. René Regnault* (p. 1913) : volonté du Gouvernement de pratiquer une réélle politique de la mer.

– *Intervention de M. Louis Le Pensec, ministre* (p. 1913) : unanimité sur ce texte. Coopération entre le Sénat et le Gouvernement. La mer, facteur de rapprochement entre les hommes et les pays.

Adoption [8 octobre 1981] (p. 1913).

3. – **Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 64-1331 du 26 décembre 1964 modifiée sur la pollution de la mer par les hydrocarbures,** présentée par M. Gérard Ehlers, sénateur et plusieurs de ses collègues [20 octobre 1981] [n° **31** (1981-1982)]. – Renvoi à la Commission des lois.

(Mer)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Mer ; art. 37.

(Droit de la mer.)

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **76.**

TRAITÉS ET CONVENTIONS, **12,** DG.

(Ressources de la mer.)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Départements et territoires d'outre-mer ; Mer ; art. 37.

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **46.**

TRAITÉS ET CONVENTIONS, **12,** DG.

MER (ministère de la)

Voir LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **1,** DG.

MÈRES DE FAMILLE

Voir QUESTION ORALE, n° **51.**

MÉTALLURGIE

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Départements et territoires d'outre-mer.

SIDÉRURGIE (industrie)

MÉTAUX

1. – **Proposition de loi visant à instituer un permis pour les utilisateurs de détecteur de métaux,** présentée par M. Marc Bœuf, sénateur et plusieurs de ses collègues [4 décembre 1981] [n° **94** (1981-1982)]. – Renvoi à la Commission des affaires culturelles.

(Métaux)

Voir MER, **2,** DG.

MÉTÉOROLOGIE NATIONALE

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Transports.

MÉTIERS D'ART

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Culture.

MEUBLE (industrie)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Industrie ; Commerce extérieur.
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, **3, 17.**

MEUBLES (biens)

Voir QUESTION ORALE, n° **103.**
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **24.**

MEXIQUE

Voir QUESTION ORALE, n° **72.**
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **25.**

MICROFICHAGE

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Journaux officiels.

MIDI-PYRÉNÉES

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **21.**

MIGRANTS

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Relations extérieures. – I. – Services diplomatiques et généraux. – II. – Coopération ; Départements et territoires d'outre-mer.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **48.**

MIGRATIONS

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **48.**

MILITAIRES

Voir OFFICIERS
POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE, **1,** DG.
SOLDAT (CONDITION DU)

MINES ET CARRIÈRES

1. – **Proposition de loi tendant à étendre le bénéfice des dispositions de l'article 11 de la loi de finances rectificative n° 73-1128 du 21 décembre 1973 à l'ensemble des travailleurs des mines, minières et carrières ayant fait l'objet d'une mesure de convertion,** présentée par M. Hector Viron, sénateur et plusieurs de ses collègues [9 octobre 1981] [n° **15** (1981-1982)]. – Renvoi à la Commission des affaires sociales.

2. – **Proposition de loi tendant à l'amélioration des prestations sociales minières,** présentée par M. Hector Viron, sénateur et plusieurs de ses collègues [9 octobre 1981] [n° **16** (1981-1982)]. – Renvoi à la Commission des affaires sociales.

3. – **Proposition de loi portant amélioration des retraites minières** présentée par M. Hector Viron, sénateur et plusieurs de ses collègues [9 octobre 1981] [n° **17** (1981-1982)]. – Renvoi à la Commission des affaires sociales.

4. – **Proposition de loi tendant à étendre le bénéfice de la majoration de deux ans de la durée d'assurance vieillesse par enfant aux ayants droit du régime minier,** présentée par M. Hector Viron, sénateur et plusieurs de ses collègues [9 octobre 1981] [n° **18** (1981-1982)]. – Renvoi à la Commission des affaires sociales.

(Mines et carrières)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Environnement ; Industrie.
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **2,** DG.
QUESTIONS ORALES, n° **87** (J.O. du 8 janvier 1981), **90.**
TRAITÉS ET CONVENTIONS, **10,** DG ; **19,** DG.

MINEURS (TRAVAILLEUR DE LA MINE)

1. – **Proposition de loi tendant à faire bénéficier les mineurs des houillères de bassin reconvertis avant le 30 juin 1971 des dispositions de l'article 11 de la loi de finances rectificative pour 1973,** présentée par M. François Dubanchet, sénateur et plusieurs de ses collègues (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 20 décembre 1980. - 2 avril 1981) [n° **216** (1980-1981)]. – Renvoi à la Commission des affaires sociales.

(Mineurs [travailleurs de la mine].)

Voir QUESTION ORALE, n° **90.**
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n° **25, 53.**

MINEURS (D'ÂGE)

Voir ÉTRANGERS, **1,** DG.
LOI DE FINANCES, **1,** Justice.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **85.**

MINISTÈRE PUBLIC

Voir ENTREPRISES, **4,** DG ; 2e lecture DG.

MINISTÈRES

I. – Troisième cabinet Raymond Barre :

Nomination du Premier ministre, le 3 avril 1978 (J.O. Lois et décrets des 3 et 4 avril 1978) (p. 1483).

Nomination des ministres, le 5 avril 1978 (J.O. Lois et décrets du 6 avril 1978) (p. 1539).

Garde des sceaux, ministre de la justice ..... Alain Peyrefitte.

Ministre de la santé et de la famille..... Mme Simone Veil.

Ministre de l'intérieur..... Christian Bonnet.

Ministre des affaires étrangères .....Louis de Guiringaud.

Ministre de la défense..... Yvon Bourges.

Ministre du travail et de la participation .....Robert Boulin.

Ministre de la coopération ..... Robert Galley.

Ministre de l'économie..... René Monory.

Ministre du budget..... Maurice Papon.

Ministre de l'environnement et du cadre de vie ..... Michel d'Ornano.

Ministre de l'éducation ..... Christian Beullac.

Ministre des universités..... Mme Alice Saunier-Séïté

Ministre de l'agriculture ..... Pierre Méhaignerie.

Ministre de l'industrie..... André Giraud.

Ministre des transports ..... Joël Le Theule.

Ministre du commerce et de l'artisanat ..... Jacques Barrot.

Ministre du commerce extérieur ..... Jean-François Deniau.

Ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs.. Jean-Pierre Soisson.

Ministre de la culture et de la communication ... Jean-Philippe Lecat.

Nomination des secrétaires d'État :

– le 5 avril 1978 (J.O. Lois et décrets du 6 avril 1978) (p. 1539).

Secrétaire d'État aux postes et télécommunications.. Norbert Ségard.

Secrétaire d'État aux anciens combattants.....Maurice Plantier.

– le 6 avril 1978 (J.O. Lois et décrets du 7 avril 1978) (p. 1571).

Secrétaires d'État auprès du Premier ministre..... Jacques Dominati.

(Relations avec le Parlement)..... Jacques Limouzy.

(Recherche)..... Pierre Aigrain.

Secrétaire d'État auprès du garde des sceaux, ministre de la justice.... Mme Monique Pelletier.

Secrétaire d'État auprès du ministre de la santé et de la famille Daniel Hoeffel.

Secrétaires d'État auprès du ministre de l'intérieur :

(Départements et territoires d'outre-mer) ..... Paul Dijoud.

(Collectivités locales)..... Marc Bécam.

Secrétaire d'État auprès du ministre des affaires étrangères .....Oliver Stirn.

Secrétaires d'État auprès du ministre du travail et de la participation :

(Formation professionnelle) .....Jacques Legendre.

(Travailleurs manuels et immigrés)..... Lionel Stoléru.

(Emplois féminins) ..... Mme Nicole Pasquier.

Secrétaires d'État auprès du ministre de l'environnement et du cadre de vie :

(Logement)..... Marcel Cavaillé

(Environnement)..... François Delmas.

Secrétaire d'État auprès du ministre de l'éducation . Jacques Pelletier.

Secrétaire d'État auprès du ministre de l'agriculture.....Jacques Fouchier.

Secrétaire d'État auprès du ministre de l'industrie (petite et moyenne industrie)..... Jean-Pierre Prouteau.

Modifications intervenues en 1978.

Il est mis fin aux fonctions de Mme Monique Pelletier, secrétaire d'État auprès du garde des sceaux, ministre de la justice [décret du 11 septembre 1978, J.O. Lois et décrets des 11 et 12 septembre 1978] (p. 3250).

Mme Monique Pelletier est nommée ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la condition féminine [décret du 11 septembre 1978, J.O. Lois et décrets des 11 et 12 septembre 1978] (p. 3250).

M. Jean-Paul Mourot est nommé secrétaire d'État auprès du garde des sceaux, ministre de la justice [décret du 11 septembre 1978, J.O. Lois et décrets des 11 et 12 septembre 1978] (p. 3250).

M. Pierre Bernard-Reymond est nommé secrétaire d'État auprès du ministre des affaires étrangères [décret du 11 septembre 1978, J.O. Lois et décrets des 11 et 12 septembre 1978] (p. 3250).

Il est mis fin aux fonctions de M. Louis de Guiringaud, ministre des affaires étrangères [décret du 29 novembre 1978, J.O. Lois et décrets du 20 novembre 1978] (p. 3983).

M. Jean-François Poncet est nommé ministre des affaires étrangères [décret du 29 novembre 1978, J.O. Lois et décrets du 30 novembre 1978] (p. 3983).

Modifications intervenues en 1979.

M. Jacques Barrot est nommé ministre de la santé et de la sécurité sociale en remplacement de Mme Simone Veil, dont la démission est acceptée [décret du 4 juillet 1979, J.O. Lois et décrets du 5 juillet 1979] (p. 1614).

M. Maurice Charretier est nommé ministre du commerce et de l'artisanat [décret du 4 juillet 1979, J.O. Lois et décrets du 5 juillet 1979] (p. 1614).

M. Jean Farge est nommé secrétaire d'État auprès du ministre de la santé et de la sécurité sociale [décret du 4 juillet 1979, J.O. Lois et décrets du 5 juillet 1979] (p. 1614).

M. Michel Debatisse est nommé secrétaire d'État auprès du Premier ministre chargé des industries agricoles et alimentaires [décret du 22 octobre 1979, J.O. Lois et décrets des 22 et 23 octobre 1979] (p. 2647).

M. Jean Mattéoli est nommé ministre du travail et de la participation en remplacement de M. Robert Boulin, décédé [décret du 8 novembre 1979, J.O. Lois et décrets du 9 novembre 1979] (p. 2775).

Modifications intervenues en 1980.

Il est mis fin aux fonctions de M. Yvon Bourges, ministre de la défense [décret du 2 octobre 1980, J.O. Lois et décrets du 3 octobre 1980] (p. 2295).

Il est mis fin aux fonctions de M. Marc Bécam, secrétaire d'État auprès du ministre de l'intérieur (Collectivités locales) [décret du 2 octobre 1980, J.O. Lois et décrets du 3 octobre 1980] (p. 2295).

Il est mis fin aux fonctions de M. Marcel Cavaillé, secrétaire d'État auprès du ministre de l'environnement et du cadre de vie (Logement) [décret du 2 octobre 1980, J.O. Lois et décrets du 3 octobre 1980] (p. 2295).

Il est mis fin aux fonctions de M. Jacques Pelletier, secrétaire d'État auprès du ministre de l'éducation [décret du 2 octobre 1980, J.O. Lois et décrets du 3 octobre 1980] (p. 2295).

Il est mis fin aux fonctions de M. Joël Le Theule, ministre des transports [décret du 2 octobre 1980, J.O. Lois et décrets du 3 octobre 1980] (p. 2295).

M. Joël Le Theule est nommé ministre de la défense [décret du 2 octobre 1980, J.O. Lois et décrets du 3 octobre 1980) (p. 2295).

Il est mis fin aux fonctions de M. Jean-François Deniau, ministre du commerce extérieur [décret du 2 octobre 1980, J.O. Lois et décrets du 3 octobre 1980] (p. 2295).

M. Jean-François Deniau est nommé ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des réformes administratives [décret du 2 octobre 1980, J.O. Lois et décrets du 3 octobre 1980] (p. 2295).

Il est mis fin aux fonctions de M. Daniel Hoeffel, secrétaire d'État auprès du ministre de la santé et de la famille [décret du 2 octobre 1980, J.O. Lois et décrets du 3 octobre 1980] (p. 2295).

M. Daniel Hoeffel est nommé ministre des transports [décret du 2 octobre 1980, J.O. Lois et décrets du 3 octobre 1980] (p. 2295).

M. Michel Cointat est nommé ministre du commerce extérieur [décret du 2 octobre 1980, J.O. Lois et décrets du 3 octobre 1980] (p. 2295).

Il est mis fin aux fonctions de M. Jacques Legendre, secrétaire d'État auprès du ministre du travail et de la participation (Formation professionnelle) [décret du 2 octobre 1980, J.O. Lois et Décrets du 3 octobre 1980] (p. 2295).

M. Jacques Legendre est nommé secrétaire d'État auprès du Premier ministre (Formation professionnelle) [décret du 2 octobre 1980, J.O. Lois et décrets du 3 octobre 1980] (p. 2295).

M. Rémy Montagne est nommé secrétaire d'État auprès du ministre de la santé et de la sécurité sociale [décret du 2 octobre 1980, J.O. Lois et décrets du 3 octobre 1980] (p. 2295).

Il est mis fin aux fonctions de M. Norbert Ségard, secrétaire d'État aux postes et télécommunications [décret du 5 novembre 1980, J.O. Lois et décrets du 6 novembre 1980] (p. 2582).

M. Norbert Ségard est nommé ministre délégué auprès du Premier ministre [décret du 5 novembre 1980, J.O. Lois et décrets du 6 novembre 1980] (p. 2582).

M. Pierre Ribes est nommé secrétaire d'État aux postes et télécommunications et à la télédiffusion [décret du 5 novembre 1980, J.O. Lois et décrets du 6 novembre 1980] (p. 2582).

M. Robert Galley, ministre de la coopération, est nommé ministre de la défense, en remplacement de M. Joël Le Theule décédé, et ministre de la coopération [décret du 22 décembre 1980, J.O. Lois et décrets des 22 et 23 décembre 1980] (p. 3018).

Modifications intervenues en 1981

Il est mis fin, sur sa demande, aux fonctions de Mme Monique Pelletier, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la famille et de la condition féminine [décret du 4 mars 1981, J.O. Lois et décrets du 5 mars 1981] (p. 694).

Il est mis fin, sur sa demande, aux fonctions de M. Jean-François Deniau, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des réformes administratives [décret du 4 mars 1981, J.O. Lois et décrets du 5 mars 1981] (p. 694).

Il est mis fin, sur sa demande, aux fonctions de M. Jean-Philippe Lecat, ministre de la culture et de la communication [décret du 4 mars 1981, J.O. Lois et décrets du 5 mars 1981] (p. 694).

Le Premier ministre reprend l'exercice des attributions qu'il avait déléguées au ministre délégué auprès du Premier ministe, chargé des réformes administratives, par le décret n° 80-831 du 23 octobre 1980 [décret du 4 mars 1981, J.O. Lois et décrets du 5 mars 1981] (p. 694).

Mme Alice Saunier-Seïté, ministre des universités, est chargée d'exercer les attributions déléguées à Mme Monique Pelletier, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la famille et de la condition féminine, par le décret n° 80-149 du 18 février 1980 [décret du 4 mars 1981, J.O. Lois et décrets du 5 mars 1981] (p. 694).

M. Michel d'Ornano, ministre de l'environnement et du cadre de vie, est chargé d'exercer les fonctions de ministre de la culture.

Il reçoit, en outre, délégation du Premier ministre pour exercer les attributions dévolues à M. Jean-Philippe Lecat par le décret n° 78-537 du 13 avril 1978, modifié par le décret n° 80-29 du 16 janvier 1980 [décret du 4 mars 1981, J.O. Lois et décrets du 5 mars 1981] (p. 694).

II. – Premier cabinet Pierre Mauroy :

Nomination du Premier ministre, le 21 mai 1981 (J.O. Lois et décrets du 22 mai 1981) (p. 1622).

Nomination des ministres et secrétaires d'État, le 22 mai 1981 (J.O. Lois et décrets du 23 mai 1981) (p. 1630, 1631).

Ministre d'État, ministre de l'intérieur et de la décentralisation ..... Gaston Defferre.

Ministre d'État, ministre de la solidarité nationale..... Mme Nicole Questiaux.

Ministre d'État, ministre du commerce extérieur ..... Michel Jobert.

Ministre d'État, ministre du Plan et de l'aménagement du territoire... Michel Rocard.

Ministre d'État, ministre de la recherche et de la technologie..... Jean-Pierre Chevènement.

Ministre délégué auprès du Premier ministre, ministe des droits de la femme ..... Mme Yvette Roudy.

Ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement..... André Labarrère.

Garde des sceaux, ministre de la justice ..... Maurice Faure.

Ministre des relations extérieures ..... Claude Cheysson.

Ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé des affaires européennes ..... André Chandernagor.

Ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé de la coopération et du développement * ..... Jean-Pierre Cot.

* (erratum J.O. Lois et décrets du 24 mai 1981, p. 1638).

Ministre de la défense ..... Charles Hernu.

Ministre de l'économie et des finances..... Jacques Delors.

Ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget ..... Laurent Fabius.

Ministre de l'éducation nationale..... Alain Savary.

Ministre de l'agriculture ..... Mme Edith Cresson.

Ministre de l'industrie..... Pierre Joxe.

Ministre du commerce et de l'artisanat ..... André Delelis.

Ministre du travail ..... Jean Auroux.

Ministre de l'équipement et des transports..... Louis Mermaz.

Ministre de la santé ..... Edmond Hervé.

Ministre du temps libre ..... André Henry.

Ministre délégué auprès du ministre du temps libre, chargé de la jeunesse et des sports ..... Mme Edwige Avice.

Ministre de la culture..... Jack Lang.

Ministre de la communication..... Georges Fillioud.

Ministre du logement..... Roger Quilliot.

Ministre de l'environnement..... Michel Crépeau.

Ministre de la mer ..... Louis Le Pensec.

Ministre des P.T.T..... Louis Mexandeau.

Ministre des anciens combattants..... Jean Laurain.

Secrétaire d'État auprès du Premier ministre..... Jean Le Garrec.

Secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et des réformes administratives ..... Mme Catherine Lalumière.

Secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé des rapatriés .... Raymond Courrière.

Secrétaire d'État auprès du ministre d'État, ministre de l'intérieur et de la décentralisation , chargé des départements et territoires d'outre-mer ..... Henri Emmanuelli.

Secrétaire d'État auprès du ministre d'État chargé de la solidarité nationale, chargé de la sécurité sociale..... François Autain.

Secrétaire d'État auprès du ministre d'État chargé de la solidarité nationale, chargé des personnes âgées..... Joseph Franceschi.

Secrétaire d'État auprès du ministre d'État chargé de la solidarité nationale, chargé de la famille..... Mme Georgina Dufoix.

Secrétaire d'État du ministre de l'éducation nationale, chargé de la formation professionnelle ..... Marcel Debarge.

Secrétaire d'État auprès du ministre de l'agriculture... André Cellard.

Secrétaire d'État auprès du ministre de l'industrie, chargé de l'énergie ..... Georges Lemoine.

Secrétaire d'État auprès du ministre de l'environnement ..... Alain Bombard.

Secrétaire d'État auprès du ministre du temps libre, chargé du tourisme..... François Abadie.

Démission de M. Pierre Mauroy de ses fonctions de Premier ministre, le 22 juin 1981 (J.O. Lois et décrets du 23 juin 1981) (p. 1779).

III. – Deuxième cabinet Pierre Mauroy :

Nomination du Premier ministre le 22 juin 1981 (J.O. Lois et décrets des 22 et 23 juin 1981) (p. 1779).

Nomination des ministres et secrétaires d'État, le 23 juin 1981 (J.O. Lois et décrets du 24 juin 1981 (p. 1786, 1787).

Ministre d'État, ministre de l'intérieur et de la décentralisation ..... Gaston Defferre.

Ministre d'État, ministre du commerce extérieur ..... Michel Jobert.

Ministre d'État, ministre des transports ..... Charles Fiterman.

Ministre d'État, ministre du Plan et de l'aménagement du territoire... Michel Rocard.

Ministre d'État, ministre de la recherche et de la technologie ..... Jean-Pierre Chevénement.

Ministre de la solidarité nationale ..... Mme Nicole Questiaux.

Ministre délégué auprès du Premier ministre, ministre des droits de la femme ..... Mme Yvette Roudy.

Ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement ..... André Labarrère.

Ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et des réformes administratives ..... Anicet Le Pors.

Garde des sceaux, ministre de la justice ..... Robert Badinter.

Ministre des relations extérieures ..... Claude Cheysson.

Ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé des affaires européennes ..... André Chandernagor.

Ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé de la coopération et du développement ..... Jean-Pierre Cot.

Ministre de la défense ..... Charles Hernu.

Ministre de l'économie et des finances ..... Jacques Delors.

Ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget ..... Laurent Fabius.

Ministre de l'éducation nationale ..... Alain Savary.

Ministre de l'agriculture ..... Mme Édith Cresson.

Ministre de l'industrie ..... Pierre Dreyfus.

Ministre délégué auprès du ministre de l'industrie, chargé de l'énergie ..... Edmond Hervé.

Ministre du commerce et de l'artisanat ..... André Delelis.

Ministre de la culture ..... Jack Lang.

Ministre du travail ..... Jean Auroux.

Ministre de la santé ..... Jack Ralite.

Ministre du temps libre ..... André Henry.

Ministre délégué auprès du ministre du temps libre, chargé de la jeunesse et des sports ..... Mme Edwige Avice.

Ministre de l'urbanisme et du logement ..... Roger Quilliot.

Ministre de l'environnement ..... Michel Crépeau.

Ministre de la mer ..... Louis Le Pensec.

Ministre de la communication ..... Georges Fillioud.

Ministre des P.T.T. ..... Louis Mexandeau.

Ministre des anciens combattants ..... Jean Laurain.

Ministre de la consommation ..... Mme Catherine Lalumière.

Ministre de la formation professionnelle ..... Marcel Rigout.

Secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé de l'extension du secteur public ..... Jean Le Garrec.

Secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé des rapatriés .... Raymond Courrière.

Secrétaire d'État auprès du ministre d'État, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé des départements et des territoires d'outre-mer ..... Henri Emmanuelli.

Secrétaire d'État auprès du ministre de la solidarité nationale, chargé de la famille ..... Mme Georgina Dufoix.

Secrétaire d'État auprès du ministre de la solidarité nationale, chargé des personnes âgées ..... Joseph Franceschi.

Secrétaire d'État auprès du ministre de la solidarité nationale, chargé des immigrés ..... François Autain.

Secrétaire d'État auprès du ministre de la défense.. Georges Lemoine.

Secrétaire d'État auprès du ministre de l'agriculture... André Cellard.

Secrétaire d'État auprès du ministre du temps libre, chargé du tourisme ..... François Abadie.

MINISTRES ET SECRÉTAIRES D'ÉTAT

Voir MINISTÈRES

QUESTION ORALE, n° **113** (J.O. du 3 avril 1981).

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **85.**

MIRAGE 2000 (avion)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Défense.

MISSILES

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Relations extérieures. – I. – Services diplomatiques et généraux. – II. – Coopération ; Défense.

MISSIONS D'INFORMATION

1 et 2. – Demandes de M. Robert Schmitt, président de la Commission des affaires sociales tendant à obtenir du Sénat l'autorisation de désigner deux missions d'information chargées d'étudier divers **problèmes sanitaires et sociaux** et notamment les conditions d'application de la législation sociale : la première dans le département de la **Réunion** ; la seconde dans les départements de la **Guadeloupe** et de la **Martinique** [28 juillet 1981] (p. 1177). – Octroi des autorisations demandées [31 juillet 1981] (p. 1290).

3. – Demande de M. Jean Lecanuet, président de la Commission des affaires étrangères tendant à obtenir du Sénat l'autorisation de désigner une mission d'information chargée d'étudier la **situation politique et économique de l'Inde** et d'avoir des entretiens avec les responsables politiques sur la **situation internationale** et sur les **relations entre ce pays et la France.** [5 décembre 1981] (p. 3652). – Octroi de l'autorisation demandée [23 décembre 1981] (p. 4552).

4. – Demande de M. Léon Jozeau-Marigné, président de la Commission des lois tendant à obtenir du Sénat l'autorisation de désigner une mission d'information en **Égypte** chargée d'étudier les institutions de ce pays, en particulier sous l'angle du **statut juridique des exploitations agricoles.** [14 décembre 1981] (p. 4214). – Octroi de l'autorisation demandée [23 décembre 1981] (p. 4552).

MISSION INTERMINISTÉRIELLE DE LA CÔTE D'AQUITAINE

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Temps libre.

MISSION INTERMINISTÉRIELLE DE L'INFORMATION SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE (MIDIST)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Recherche et technologie.

MISSION INTERMINISTÉRIELLE DE PROTECTION ET D'AMÉNAGEMENT DES ESPACES NATURELS MÉDITERRANNÉENS

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Plan et aménagement du territoire.

MISSION INTERMINISTÉRIELLE POUR L'AMÉNAGEMENT DE LA CÔTE D'AQUITAINE (MIRCA)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Plan et aménagement du territoire.

MITEL (société canadienne)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Postes et télécommunications.

MOEURS

1. — Proposition de loi tendant à abroger l'alinéa 2 de l'article 331 du code pénal, présentée par M. Raymond Forni, député et plusieurs de ses collègues [6 novembre 1981] (n° **527**). — Renvoi à la Commission des lois. — Rapport de Mme Gisèle Halimi [10 décembre 1981] (n° **602**). — Discussion [20 décembre 1981]. — Adoption [20 décembre 1981] (n° **93**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (PREMIÈRE LECTURE) [21 décembre 1981] [n° **149** (1981-1982)]. — Renvoi à la Commission des lois.

MONNAIE

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Commerce extérieur ; Charges communes ; Monnaies et médailles.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **1,** DG.

POLITIQUE MONÉTAIRE

PLAN, **1,** DG.

MONNAIES ET MÉDAILLES

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Monnaies et médailles.

(Monnaies et médailles [administration des].)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Monnaies et médailles.

MONOCAMÉRALISME

Voir NATIONALISATION, **1,** DG.

MONOPOLES

Voir QUESTIONS ORALES, n° **102** (J.O. du 5 mars 1981), **103** (J.O. du 5 mars 1981).

RADIODIFFUSION (MONOPOLE)

MONTAGNE

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Environnement ; Commerce et artisanat ; Plan et aménagement du territoire ; Temps libre ; Urbanisme et logement ; Agriculture ; Prestations sociales agricoles.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **4,** DG.

PLAN, **1,** DG.

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **71.**

MONTANTS COMPENSATOIRES MONÉTAIRES

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Relations extérieures. — I. — Services diplomatiques et généraux. — II. — Coopération ; Agriculture.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **4,** DG.

MONTEFIBRE - FRANCE (société)

Voir QUESTION ORALE, n° **164.**

MONUMENTS HISTORIQUES

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Culture.

PLAN, **1,** DG.

QUESTION ORALE, n° **142.**

MOTIONS D'IRRECEVABILITÉ

Voir NATIONALISATION, **1,** [16 décembre 1981] (p. 4308. — Adoption).

MOTOCYCLETTE (industrie)

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **1.**

MOTOCYCLETTES

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Environnement.

MOULIN (Jean)

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, **1.**

MOÛTS CONCENTRÉS

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **3.**

MOYEN-ORIENT

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, **1, 3.**

LOI DE FINANCES, **1,** Relations extérieures. — I. — Services diplomatiques et généraux. — II. — Coopération.

MUNICIPALISATION DES SOLS

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBATS, n° **4.**

MUSÉES

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Culture.

QUESTION ORALE n° **100** (J.O. du 26 février 1981).

(Musée du XIX^e^ siècle [Orsay].)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Culture.

(Musée du Louvre)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Culture.

(Personnels des musées)

Voir LOI AU FINANCES, **1,** Culture.

MUSÉUM D'HISTOIRE NATURELLE

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Éducation nationale.

MUSIQUE

Voir ENSEIGNEMENT MUSICAL

LOI DE FINANCES, **1,** Radiodiffusion télévision française ; Culture.

PLAN, **1,**

MUSIQUE (instruments de)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Culture.

MUTATION (droits de)

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, **2.**

QUESTION ORALE, n° **13.**

TRAITÉS ET CONVENTIONS, n° **9,** DG.

MUTUALITÉ

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Solidarité nationale, santé.

MUTUALITÉ SOCIALE AGRICOLE

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Agriculture ; Prestations sociales agricoles.

QUESTION ORALE, n° **121.**

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **72.**

N

NAMIBIE

Voir QUESTION ORALE, n° **143.**

NATATION

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Temps libre.

NATIONALISATION

1. — Projet de loi de nationalisation, présenté au nom de M. Pierre Mauroy Premier ministre par M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur [23 septembre 1981] (n° **384**). — Renvoi à la Commission spéciale. — Rapport de M. Michel Charzat [6 octobre 1981] (n° **456**). — Urgence. — Discussion [13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24 et 26 octobre 1981]. — Adoption [26 octobre 1981] (n° **51**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (PREMIÈRE LECTURE) [27 octobre 1981] [n° **36** (1981-1982)]. — Renvoi à une Commission spéciale. — Rapport de MM. Jean-Pierre Fourcade, Jean Chérioux et Étienne Dailly [16 novembre 1981] [n° **56** (1981-1982)]. — Discussion [20 novembre 1981] (p. 2900, 2948) ; [21 novembre 1981] (p. 2961, 2981) ; [23 novembre 1981] (p. 2984, 3041). — Rejet [23 novembre 1981] (n° **13**).

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (DEUXIÈME LECTURE) [24 novembre 1981] (n° **564**). — Renvoi à la Commission spéciale.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLÉE NATIONALE) ; rapport de M. Michel Charzat [25 novembre 1981] (n° **566**).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SÉNAT) ; rapport de M. Étienne Dailly [25 novembre 1981] [n° **74** (1981-1982)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) [24 novembre 1981] (n° **564**). — Renvoi à la Commission spéciale. — Rapport de M. Michel Charzat [1er décembre 1981] (n° **578**). — Discussion [1er et 3 décembre 1981]. — Adoption [3 décembre 1981] (n° **70**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (NOUVELLE LECTURE) [4 décembre 1981] [n° **93** (1981-1982)]. — Renvoi à la Commission spéciale. — Rapport de MM. Jean-Pierre Fourcade, Jean Chérioux et Étienne Dailly [14 décembre 1981] [n° **122** (1981-1982)]. — Discussion [16 décembre 1981] (p. 4270, 4308). — Rejet [16 décembre 1981] (n° **21**).

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIÈRE LECTURE) [17 décembre 1981] (n° **622**). — Renvoi à la Commission spéciale. — Rapport de M. Michel Charzat [18 décembre 1981] (n° **650**). — Discussion [18 décembre 1981]. — Adoption [18 décembre 1981] (n° **87**).

DÉCISION DE NON CONFORMITÉ DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL du 16 janvier 1982 (J.O. Lois et décrets du 17 janvier 1982. — Rectificatif du 19 janvier 1982).

Discussion (Première lecture)

[20 novembre 1981] (p. 2900, 2948) ; [21 novembre 1981] (p. 2961, 2981) ; [23 novembre 1981] (p. 2984, 3041).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE [20 novembre 1981] (p. 2900, 2948) ; [21 novembre 1981] (p. 2961, 2981) ; [23 novembre 1981] (p. 2984, 3008) : *MM. Pierre Mauroy, Premier ministre ; Jean Le Garrec, secrétaire d'état à l'extension du secteur public ; Daniel Hoeffel, président de la Commission spéciale ; Jean-Pierre Fourcade, rapporteur de la Commission spéciale (aspects économiques et financiers) ; Jean Chérioux, rapporteur de la Commission spéciale (aspects sociaux) ; Étienne Dailly, rapporteur de la Commission spéciale (aspects constitutionnels et juridiques) ; Jacques Delors, ministre de l'économie ; René Monory, Louis Virapoullé, Robert Badinter, ministre de la justice ; Christian Poncelet, René Tomasini, Louis Perrein, Josy Moinet. — Raymond Bourgine, Pierre-Christian Taittinger, Raymond Dumont, Michel Caldaguès, Félix Ciccolini, Jacques Moutet, Roger Poudonson, Jacques Larché. — Charles Lederman, Bernard Parmantier, Hector Viron, Jean-François Pintat, Jacques Eberhard, François Collet, Edouard Bonnefous, René Regnault, Frédéric Wirth, Camille Vallin. — Paul Girod.*

Question préalable [23 novembre 1981] (p. 3009, 3041) : MM. Jean-Pierre Fourcade, rapporteur ; Daniel Hoeffel, président de la Commission spéciale ; Félix Ciccolini, Jean Le Garrec, secrétaire d'État à l'extension du secteur public.

AGENCE NATIONALE POUR L'AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL (ANACT) : Collet (François) (p. 2993).

ARMEMENT (industrie) : Le Garrec (Jean) (p. 3007).

BANQUES : Mauroy (Pierre) (p. 2900, 2901) ; Le Garrec (Jean) (p. 2903, 2905) ; Fourcade (Jean-Pierre) (p. 2907, 2908, 2909, 2910, 2911, 2996) ; Chérioux (Jean) (p. 2915) ; Dailly (Étienne) (p. 2921) ; Delors (Jacques) (p. 2926, 2927, 2928) ; Badinter (Robert) (p. 2932) ; Tomasini (René) (p. 2938) ; Perrein (Louis) (p. 2940) ; Monory (René) (p. 2946) ; Taittinger (Pierre-Christian) (p. 2967) ; Dumond (Raymond) (p. 2968, 2969) ; Caldagues (Michel) (p. 2972) ; Ciccolini (Félix) (p. 2973, 2975) ; Larché (Jacques) (p. 2980) ; Pintat (Jean-François) (p. 2991) ; Collet (François) (p. 2993) ; Regnault (René) (p. 2995, 2996) ; Wirth (Frédéric) (p. 3000) ; Girod (Paul) (p. 3003).

BESANÇON : Mauroy (Pierre) (p. 2901).

BOURSE : Delors (Jacques) (p. 2925) ; Monory (René) (p. 2947) ; Taittinger (Pierre-Christian) (p. 2967) ; Dumond (Raymond) (p. 2970) ; Caldagues (Michel) (p. 2973) ; Perrein (Louis) (p. 2998) ; Regnault (René) (p. 2998) ; Le Garrec (Jean) (p. 3006) ; Dailly (Étienne) (p. 3008).

CADRES : Chérioux (Jean) (p. 2999) ; Regnault (René) (p. 2999) ; Le Garrec (Jean) (p. 3005).

CADRES (fuite des cerveaux) : Perrein (Louis) (p. 2940) ; Wirth (Frédéric) (p. 3000).

CHIMIE (industrie) : Le Garrec (Jean) (p. 2903) ; Vallin (Camille) (p. 3002).

« CITOYENNETÉ ÉCONOMIQUE » : Mauroy (Pierre) (p. 2902) ; Le Garrec (Jean) (p. 2905, 2906, 3005) ; Chérioux (Jean) (p. 2916) ; Delors (Jacques) (p. 2926) ; Moinet (Josy) (p. 2944) ; Bourgine (Raymond) (p. 2962, 2965) ; Lederman (Charles) (p. 2985) ; Eberhard (Jacques) (p. 2992) ; Regnault (René) (p. 2997).

COMITÉS D'ENTREPRISE : Chérioux (Jean) (p. 2916) ; Delors (Jacques) (p. 2927) ; Lederman (Charles) (p. 2985) ; Le Garrec (Jean) (p. 3005).

COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE (CEE) : Dailly (Étienne) (p. 2922) ; Ciccolini (Félix) (p. 2975) ; Virapoullé (Louis) (p. 2989).

COMMERCE EXTÉRIEUR : Mauroy (Pierre) (p. 2901) ; Fourcade (Jean-Pierre) (p. 2909) ; Perrein (Louis) (p. 2941) ; Poudonson (Roger) (p. 2977) ; Wirth (Frédéric) (p. 3001).

COMPAGNIE INDUSTRIELLE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS (CIT) : Moinet (Josy) (p. 2943).

CONCURRENCE INTERNATIONALE : Delors (Jacques) (p. 2929) ; Taittinger (Pierre-Christian) (p. 2966) ; Caldagues (Michel) (p. 2971) ; Poudonson (Roger) (p. 2978).

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Dailly (Étienne) (p. 2918, 2936, 3008) ; Badinter (Robert) (p. 2931, 2933, 2935) ; Ciccolini (Félix) (p. 2974, 2975) ; Larché (Jacques) (p. 2979, 2980).

CONSTITUTION : Dailly (Étienne) (p. 2918, 2919, 2922, 2923, 2936, 2937, 3008) ; Badinter (Robert) (p. 2930, 2931) ; Moinet (Josy) (p. 2942) ; Ciccolini (Félix) (p. 2973, 2974, 2975) ; Larché (Jacques) (p. 2979, 2980) ; Lederman (Charles) (p. 2985, 2986).

CONSTITUTION (article 3) : Dailly (Étienne) (p. 2919).

CONSTITUTION (article 34) : Dailly (Étienne) (p. 2921, 2927) ; Ciccolini (Félix) (p. 2975) ; Larché (Jacques) (p. 2980) ; Lederman (Charles) (p. 2986).

CONSTITUTION (article 37) : Dailly (Étienne) (p. 2918, 2919).

CONSTITUTION (article 38) : Mauroy (Pierre) (p. 2900).

CONSTITUTION (article 41) : Hoeffel (Daniel) (p. 2906).

CONSTITUTION (article 51) : Ciccolini (Félix) (p. 2974).

CONTRATS D'ENTREPRISE : Taittinger (Pierre-Christian) (p. 2967).

COUR DES COMPTES : Bonnefous (Édouard) (p. 2994, 2995) ; Le Garrec (Jean) (p. 3006).

CRÉDIT : Mauroy (Pierre) (p. 2900) ; Fourcade (Jean-Pierre) (p. 2907, 2908, 2909) ; Dailly (Étienne) (p. 2920) ; Delors (Jacques) (p. 2927, 2928) ; Badinter (Robert) (p. 2932) ; Moinet (Josy) (p. 2944) ; Monory (René) (p. 2945) ; Taittinger (Pierre-Christian) (p. 2966) ; Caldaguès (Michel) (p. 2972) ; Moutet (Jacques) (p. 2976) ; Poudonson (Roger) (p. 2978) ; Pintat (Jean-François) (p. 2991) ; Regnault (René) (p. 2996).

DÉCLARATION DES DROITS DE L'HOMME : Dailly (Étienne) (p. 2919, 3008) ; Badinter (Robert) (p. 2930) ; Ciccolini (Félix) (p. 2974) ; Larché (Jacques) (p. 2981).

DÉNATIONALISATIONS : Tomasini (René) (p. 2938) ; Moutet (Jacques) (p. 2976) ; Girod (Paul) (p. 3002).

DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER (DOM) : Virapoullé (Louis) (p. 2990).

DROIT PUBLIC INTERNATIONAL : Dailly (Étienne) (p. 2922) ; Badinter (Robert) (p. 2933) ; Bourgine (Raymond) (p. 2965) ; Ciccolini (Félix) (p. 2975) ; Virapoullé (Louis) (p. 2989) ; Collet (François) (p. 2993) ; Wirth (Frédéric) (p. 2999).

ÉLECTRONIQUE (industrie) : Le Garrec (Jean) (p. 2903).

EMPLOI : Fourcade (Jean-Pierre) (p. 2909) : Chérioux (Jean) (p. 2913) ; Delors (Jacques) (p. 2927, 2929) ; Perrein (Louis) (p. 2941) ; Monory (René) (p. 2946) ; Taittinger (Pierre-Christian) (p. 2966) ; Dumont (Raymond) (p. 2968) ; Moutet (Jacques) (p. 2976, 2977) ; Poudonson (Roger) (p. 2978) ; Lederman (Charles) (p. 2984) ; Parmantier (Bernard) (p. 2987) ; Regnault (René) (p. 2995, 2996) ; Vallin (Camille) (p. 3001) ; Girod (Paul) (p. 3002).

ENTREPRISES : Mauroy (Pierre) (p. 2900, 2901) ; Le Garrec (Jean) (p. 2905) ; Fourcade (Jean-Pierre) (p. 2910, 2912) ; Delors (Jacques) (p. 2925, 2926, 2928) ; Tomasini (René) (p. 2938) ; Perrein (Louis) (p. 2940) ; Moinet (Josy) (p. 2944) ; Monory (René) (p. 2946) ; Bourgine (Raymond) (p. 2962) ; Taittinger (Pierre-Christian) (p. 2965, 2966) ; Moutet (Jacques) (p. 2976) ; Parmantier (Bernard) (p. 2987) ; Girod (Paul) (p. 3003).

ENTREPRISES (aide aux) : Mauroy (Pierre) (p. 2901) ; Fourcade (Jean-Pierre) (p. 2909) ; Taittinger (Pierre-Christian) (p. 2966) ; Le Garrec (Jean) (p. 2906).

ENTREPRISES (conseil d'administration) : Le Garrec (Jean) (p. 2906, 3005) ; Chérioux (Jean) (p. 2914, 2915, 2997, 2999) ; Delors (Jacques) (p. 2926, 2928) ; Bourgine (Raymond) (p. 2965) ; Taittinger (Pierre-Christian) (p. 2967) ; Lederman (Charles) (p. 2985) ; Collet (François) (p. 2993) ; Regnault (René) (p. 2999) ; Girod (Paul) (p. 3003).

ENTREPRISES (fiscalité des) : Mauroy (Pierre) (p. 2901).

ENTREPRISES NATIONALES : Le Garrec (Jean) (p. 2904, 2905, 2906, 3006) ; Fourcade (Jean-Pierre) (p. 2907, 2909, 2911, 2934) ; Auroux (Jean) (p. 2915, 2916) ; Delors (Jacques) (p. 2925, 2926, 2927, 2929) ; Tomasini (René) (p. 2938) ; Moinet (Josy) (p. 2943, 2944) ; Bourgine (Raymond) (p. 2962) ; Taittinger (Pierre-Christian) (p. 2966) ; Dumond (Raymond) (p. 2968) ; Moutet (Jacques) (p. 2976, 2977) ; Parmantier (Bernard) (p. 2987) ; Collet (François) (p. 2993) ; Bonnefous (Édouard) (p. 2995) ; Regnault (René) (p. 2997) ; Girod (Paul) (p. 3003).

ÉPARGNE : Fourcade (Jean-Pierre) (p. 2910, 2911) ; Delors (Jacques) (p. 2925) ; Monory (René) (p. 2947, 2948) ; Bourgine (Raymond) (p. 2962, 2965) ; Caldagues (Michel) (p. 2972) ; Poudonson (Roger) (p. 2978).

EXPORTATIONS : Mauroy (Pierre) (p. 2901) ; Le Garrec (Jean) (p. 2904, 2905) ; Tomasini (René) (p. 2938) ; Parmantier (Bernard) (p. 2987).

ÉTATISATION : Monory (René) (p. 2928) ; Tomasini (René) (p. 2939) ; Taittinger (Pierre-Christian) (p. 2967) ; Parmantier (Bernard) (p. 2987) ; Virapoullé (Louis) (p. 2990) ; Le Garrec (Jean) (p. 3006).

FONDS DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL (FDES) : Delors (Jacques) (p. 2925).

HAUT CONSEIL DU SECTEUR PUBLIC : Le Garrec (Jean) (p. 3006).

HONEYWELL-BULL (société) : Bourgine (Raymond) (p. 2964).

IMPORTATIONS : Taittinger (Pierre-Christian) (p. 2965).

INDEMNISATION DES ACTIONNAIRES (nationalisation) : Le Garrec (Jean) (p. 2903, 2905, 2939, 3004, 3006) ; Fourcade (Jean-Pierre) (p. 2911) ; Dailly (Étienne) (p. 2919, 2920, 2923, 2937, 2970, 2998,3008) ; Delors (Jacques) (p. 2924) ; Badinter (Robert) (p. 2931, 2932, 2933) ; Perrein (Louis) (p. 2940) ; Moinet (Josy) (p. 2943) ; Monory (René) (p. 2947) ; Bourgine (Raymond) (p. 2963, 2964) ; Dumond (Raymond) (p. 2970) ; Chérioux (Jean) (p. 2970) ; Ciccolini (Félix) (p. 2974) ; Larché (Jacques) (p. 2981) ; Virapoullé (Louis) (p. 2989) ; Parmantier (Bernard) (p. 2989) ; Pintat (Jean-François) (p. 2991) ; Collet (François) (p. 2932) ; Bonnefous (Édouard) (p. 2994) ; Regnault (René) (p. 2998) ; Girod (Paul) (p. 3003).

INDUSTRIE : Mauroy (Pierre) (p. 2901, 2902) ; Le Garrec (Jean) (p. 2902, 2903, 2904, 2905, 2906) ; Fourcade (Jean-Pierre) (p. 2907) ; Delors (Jacques) (p. 2928, 2929) ; Virapouillé (Louis) (p. 2929) ; Moinet (Josy) (p. 2944) ; Bourgine (Raymond) (p. 2963).

INDUSTRIE (aide à l') : Mauroy (Pierre) (p. 2901).

INFORMATIQUE (industrie) : Le Garrec (Jean) (p. 2903).

INTÉRÊT (taux) : Monory (René) (p. 2945, 2946).

INVESTISSEMENTS : Mauroy (Pierre) (p. 2901) ; Delors (Jacques) (p. 2930) ; Monory (René) (p. 2946) ; Bourgine (Raymond) (p. 2963) ; Taittinger (Pierre-Christian) (p. 2966, 2967) ; Dumont (Raymond) (p. 2969) ; Moutet (Jacques) (p. 2976) ; Girod (Paul) (p. 3003).

MONOCAMÉRALISME : Larché (Jacques) (p. 2980).

NATIONALISATION : Mauroy (Pierre) (p. 2900, 2902) ; Le Garrec (Jean) (p. 2902, 2903, 2904, 2905, 2906, 2939, 2994, 3004, 3005, 3006, 3007) ; Hoeffel (Daniel) (p. 2906, 3001) ; Fourcade (Jean-Pierre) (p. 2907, 2908, 2909, 2910, 2911, 2927, 2928, 2996) ; Chérioux (Jean) (p. 2912, 2913, 2914, 2915, 2916, 2986, 2997, 2999, 3007) ; Dailly (Étienne) (p. 2917, 2918, 2919, 2920, 2921, 2922, 2923, 2927, 2970, 2998, 3008) ; Delors (Jacques) (p. 2923, 2924, 2925, 2926, 2927, 2928, 2929, 2930) ; Virapoullé (Louis) (p. 2929, 2988, 2989, 2990) ; Badinter (Robert) (p. 2930, 2931, 2932, 2933, 2934, 2935, 2937) ; Tomasini (René) (p. 2937, 2938, 2939) ; Perrein (Louis) (p. 2939, 2940, 2941, 2942, 2988, 2998) ; Moinet (Josy) (p. 2942, 2943, 2944, 2945) ; Monory (René) (p. 2946, 2947, 2948) ; Bourgine (Raymond) (p. 2961, 2962, 2963, 2964, 2965) ; Taittinger (Pierre-Christian) (p. 2965, 2966, 2967) ; Dumont (Raymond) (p. 2968, 2969, 2970, 2971) ; Caldagues (Michel) (p. 2971, 2972, 2973) ; Ciccolini (Félix) (p. 2973, 2974, 2975, 2976) ; Moutet (Jacques) (p. 2976, 2977) ; Poudonson (Roger) (p. 2977, 2978, 2979) ; Larché (Jacques) (p. 2979, 2980, 2981) ; Lederman (Charles) (p. 2984, 2985, 2986) ; Parmantier (Bernard) (p. 2986, 2987, 2989) ; Pintat (Jean-François) (p. 2990, 2991) ; Eberhard (Jacques) (p. 2991, 2992) ; Collet (François) (p. 2992, 2993) ; Bonnefous (Édouard) (p. 2994, 2995, 3007) ; Regnault (René) (p. 2995, 2996, 2997, 2998, 2999) ; Wirth (Frédéric) (p. 2999, 3000, 3001) ; Vallin (Camille) (p. 3001, 3002) ; Girod (Paul) (p. 3002, 3003, 3004).

PARLEMENT (rôle du) : Larché (Jacques) (p. 2979) ; Bonnefous (Édouard) (p. 2994).

PARTICIPATION DES TRAVAILLEURS : Chérioux (Jean) (p. 2913) ; Delors (Jacques) (p. 2925, 2926) ; Moutet (Jacques) (p. 2977) ; Lederman (Charles) (p. 2985) ; Regnault (René) (p. 2998) ; Perrein (Louis) (p. 2998) ; Le Garrec (Jean) (p. 3005).

PARTICIPATION FINANCIÈRE : Le Garrec (Jean) (p. 3007) ; Bonnefous (Édouard) (p. 3007) ; Chérioux (Jean) (p. 3007).

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (PME) : Fourcade (Jean-Pierre) (p. 2910) ; Perrein (Louis) (p. 2941) ; Moinet (Josy) (p. 2944) ; Bourgine (Raymond) (p. 2962) ; Poudonson (Roger (p. 2978) ; Girod (Paul) (p. 3003).

PHARMACIE (industrie) : Le Garec (Jean) (p. 2903).

PLAN : Mauroy (Pierre) (p. 2900) ; Delors (Jacques) (p. 2929) ; Tomasini (René) (p. 2938) ; Perrein (Louis) (p. 2941) ; Poudonson (Roger) (p. 2978) ; Regnault (René) (p. 2995, 2996).

POLITIQUE INDUSTRIELLE : Mauroy (Pierre) (p. 2900) ; Fourcade (Jean-Pierre) (p. 2909, 2912) ; Delors (Jacques) (p. 2928, 2929) ; Taittinger (Pierre-Christian) (p. 2965) ; Le Garrec (Jean) (p. 2969, 3006) ; Poudonson (Roger) (p. 2978) ; Pintat (Jean-François) (p. 2991) ; Wirth (Frédéric) (p. 2999, 3000).

PRIX : Mauroy (Pierre) (p. 2901, 2962) ; Bourgine (Raymond) (p. 2962).

PROPRIÉTÉ (droit de) : Le Garrec (Jean) (p. 2905) ; Chérioux (Jean) (p. 2912, 2916) ; Dailly (Étienne) (p. 2921, 2923, 2936) ; Badinter (Robert) (p. 2930, 2931) ; Bourgine (Raymond) (p. 2961) ; Larché (Jacques) (p. 2980) ; Lederman (Charles) (p. 2986) ; Virapoullé (Louis) (p. 2989).

RAPPORT AUROUX (travail) : Chérioux (Jean) (p. 2916) ; Moutet (Jacques) (p. 2976).

RECHERCHE : Le Garrec (Jean) (p. 2905) ; Delors (Jacques) (p. 2929).

RENAULT (Régie) : Monory (René) (p. 2928) ; Tomasini (René) (p. 2938) ; Bourgine (Raymond) (p. 2962) ; Dumond (Raymond) (p. 2968) ; Caldagues (Michel) (p. 2972) ; Collet (François) (p. 2993) ; Bonnefous (Édouard) (p. 2994) ; Regnault (René) (p. 2997) ; Girod (Paul) (p. 3002).

SIDÉRURGIE (industrie) : Delors (Jacques) (p. 2925) ; Bourgine (Raymond) (p. 2964) ; Dumont (Raymond) (p. 2969, 2970) ; Fourcade (Jean-Pierre) (p. 2969) ; Le Garrec (Jean) (p. 2969).

SOCIÉTÉ NATIONALE INDUSTRIELLE AÉROSPATIALE (SNIAS) : Eberhard (Jacques) (p. 2992).

SOCIÉTÉS (filiales) : Fourcade (Jean-Pierre) (p. 2908, 2934) ; Chérioux (Jean) (p. 2915) ; Dailly (Étienne) (p. 2921, 2936, 3008) ; Badinter (Robert) (p. 2934, 2937) ; Poncelet (Christian) (p. 2934) ; Tomasini (René) (p. 2938) ; Moinet (Josy) (p. 2942) ; Lederman (Charles) (p. 2985) ; Eberhard (Jacques) (p. 2992) ; Bonnefous (Édouard) (p. 2994) ; Wirth (Frédéric) (p. 2999) ; Vallin (Camille) (p. 3001) ; Girod (Paul) (p. 3003).

SOCIÉTÉS MULTINATIONALES : Le Garrec (Jean) (p. 2903) ; Fourcade (Jean-Pierre) (p. 2908) ; Taittinger (Pierre-Christian) (p. 2966) ; Caldagues (Michel) (p. 2972).

SOCIÉTÉS (sociétés pétrolières) : Mauroy (Pierre) (p. 2901).

SOUS-TRAITANCE : Fourcade (Jean-Pierre) (p. 2910) ; Dumont (Raymond) (p. 2970) ; Caldagues (Michel) (p. 2972).

SYNDICATS PROFESSIONNELS : Delors (Jacques) (p. 2926, 2927), Virapoullé (Louis) (p. 2929) ; Bourgine (Raymond) (p. 2965) ; Lederman (Charles) (p. 2985) ; Eberhard (Jacques) (p. 2992) ; Collet (François) (p. 2993) ; Chérioux (Jean) (p. 2997) ; Regnault (René) (p. 2997) ; Girod (Paul) (p. 3003).

TEXTILE (industrie) : Vallin (Camille) (p. 3001).

TRAITÉS ET CONVENTIONS : Badinter (Robert) (p. 2933, 2934) ; Ciccolini (Félix) (p. 2975) ; Virapoullé (Louis) (p. 2989).

VALEURS MOBILIÈRES : Le Garrec (Jean) (p. 2903) ; Badinter (Robert) (p. 2933) ; Monory (René) (p. 2945) ; Bourgine (Raymond) (p. 2963) ; Collet (François) (p. 2992, 2993).

Question préalable (p. 3009). – Motion n° 4 de M. Jean-Pierre Fourcade, rapporteur, tendant à opposer la question préalable. – **Adoption** (p. 3014 ; scrutin public n° 14 ; liste des votants p. 3044, 3045).

Rejet [23 novembre 1981] (p. 3014).

Discussion (nouvelle lecture)

[16 décembre 1981] (p. 4270, 4308)

I. – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 4270, 4302) : *MM. Jean Le Garrec, secrétaire d'État à l'extension du secteur public ; Daniel Hoeffel, président de la Commission spéciale ; Jean-Pierre Fourcade, rapporteur de la Commission spéciale ; Bernard Parmantier, Jean Chérioux, rapporteur de la Commission spéciale ; Étienne Dailly, rapporteur de la Commission spéciale, Robert Badinter, ministre de la justice ; Jacques Larché, Félix Ciccolini, Raymond Bourgine, Guy Petit, André Méric, Raymond Dumont, Louis Perrein, Louis Souvet, Pierre Gamboa.*

BANQUES : Fourcade (Jean-Pierre) (p. 4273) ; Dailly (Étienne) (p. 4281, 4282) ; Badinter (Robert) (p. 4289).

CADRES : Chérioux (Jean) (p. 4275) ; Le Garrec (Jean) (p. 4299).

CADRES (fuite de cerveaux) : Fourcade (Jean-Pierre) (p. 4299) ; Perrein (Louis) (p. 4299).

CAISSE NATIONALE DE L'INDUSTRIE (CNI) : Dailly (Étienne) (p. 4281).

CONCENTRATION INDUSTRIELLE : Le Garrec (Jean) (p. 4270).

CONCURRENCE INTERNATIONALE : Le Garrec (Jean) (p. 4270) ; Fourcade (Jean-Pierre) (p. 4272) ; Ciccolini (Félix) (p. 4291) ; Bourgine (Raymond) (p. 4292) ; Petit (Guy) (p. 4292).

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Larché (Jacques) (p. 4295) ; Le Garrec (Jean) (p. 4295) ; Dailly (Étienne) (p. 4298).

CONSTITUTION : Fourcade (Jean-Pierre) (p. 4275) ; Dailly (Étienne) (p. 4276, 4284, 4298) ; Badinter (Robert) (p. 4284, 4287, 4290) ; Ciccolini (Félix) (p. 4290) ; Bourgine (Raymond) (p. 4292) ; Dumont (Raymond) (p. 4297, 4298) ; Méric (André) (p. 4299).

CRÉATION : Le Garrec (Jean) (p. 4270).

DÉCLARATION DES DROITS DE L'HOMME : Dailly (Étienne) (p. 4277) ; Badinter (Robert) (p. 4289) ; Dumont (Raymond) (p. 4297).

EMPLOI : Dailly (Étienne) (p. 4297) ; Ciccolini (Félix) (p. 4291) ; Larché (Jacques) (p. 4293) ; Méric (André) (p. 4294) ; Dumont (Raymond) (p. 4296).

EMPLOIS (créations d') : Dumont (Raymond) (p. 4296).

ENTREPRISES : Le Garrec (Jean) (p. 4270) ; Fourcade (Jean-Pierre) (p. 4273) ; Dailly (Étienne) (p. 4277) ; Larché (Jacques) (p. 4294) ; Dumont (Raymond) (p. 4298) ; Perrein (Louis) (p. 4300).

ENTREPRISES (aide aux) : Perrein (Louis) (p. 4300).

ENTREPRISES (conseils d'administration) : Chérioux (Jean) (p. 4275) ; Le Garrec (Jean) (p. 4275).

ENTREPRISES NATIONALES : Fourcade (Jean-Pierre) (p. 4274) ; Perrein (Louis) (p. 4300) ; Dailly (Étienne) (p. 4278) ; Dumont (Raymond) (p. 4296, 4298) ; Souvet (Louis) (p. 4300) ; Gamboa (Pierre) (p. 4301).

INDEMNISATION DES ACTIONNAIRES (nationalisation) : Fourcade (Jean-Pierre) (p. 4273, 4274, 4299) Dailly (Étienne) (p. 4278, 4279, 4280, 4282, 4288) ; Parmantier (Bernard) (p. 4278) ; Badinter (Robert) (p. 4285, 4287, 4289) ; Ciccolini (Félix) (p. 4290) ; Bourgine (Raymond) (p. 4292).

INDUSTRIE : Le Garrec (Jean) (p. 4270).

NATIONALISATION : Le Garrec (Jean) (p. 4270, 4272, 4274, 4275, 4295) ; Hoeffel (Daniel) (p. 4271) ; Fourcade (Jean-Pierre) (p. 4272, 4273, 4274, 4275, 4285, 4299) ; Parmantier (Bernard) (p. 4273, 4278, 4279) ; Chérioux (Jean) (p. 4275, 4276, 4300) ; Dailly (Étienne) (p. 4276, 4277, 4278, 4279, 4280, 4281, 4282, 4283, 4284, 4286, 4287, 4288, 4298) ; Badinter (Robert) (p. 4284, 4285, 4286, 4287, 4288, 4289, 4290) ; Larché (Jacques) (p. 4285, 4293, 4294, 4295, 4296) ; Ciccolini (Félix) (p. 4290, 4291, 4292) ; Bourgine (Raymond) (p. 4292, 4293) ; Petit (Guy) (p. 4292, 4299) ; Méric (André) (p. 4294, 4299) ; Dumont (Raymond) (p. 4296, 4297, 4298, 4299) ; Perrein (Louis) (p. 4299, 4300, 4301) ; Souvet (Louis) (p. 4300) ; Gamboa (Pierre) (p. 4301, 4302).

PARLEMENT (rôle du) : Dailly (Étienne) (p. 4277).

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (PME) : Le Garrec (Jean) (p. 4271) ; Ciccolini (Félix) (p. 4291) ; Dumont (Raymond) (p. 4297).

PLAN INTÉRIMAIRE : Fourcade (Jean-Pierre) (p. 4274) ; Larché (Jacques) (p. 4293) ; Perrein (Louis) (p. 4300).

POLITIQUE INDUSTRIELLE : Fourcade (Jean-Pierre) (p. 4274).

PROPRIÉTÉ (droit de) : Bourgine (Raymond) (p. 4293) ; Larché (Jacques) (p. 4294).

RECHERCHE : Ciccolini (Félix) (p. 4291).

RENAULT (Régie) : Chérioux (Jean) (p. 4275) ; Dumont (Raymond) (p. 4296) ; Souvet (Louis) (p. 4300).

SOCIÉTÉ NATIONALE INDUSTRIELLE AÉROSPATIALE (SNIAS) : Chérioux (Jean) (p. 4275) ; Méric (André) (p. 4294).

SOCIÉTÉS (filiales) : Dailly (Étienne) (p. 4278, 4279, 4282, 4283) ; Badinter (Robert) (p. 4284, 4289) ; Bourgine (Raymond) (p. 4292) ; Dumont (Raymond) (p. 4296) ; Gamboa (Pierre) (p. 4301).

SOUS-TRAITANCE : Dumont (Raymond) (p. 4296).

SYNDICATS PROFESSIONNELS : Dumont (Raymond) (p. 4296) ; Gamboa (Pierre) (p. 4301, 4302).

Motion n° 4 tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité, de MM. Jean-Pierre Fourcade, rapporteur spécial, Jean Chérioux, rapporteur spécial et Étienne Dailly, rapporteur spécial (p. 4302, 4308) : *MM. Étienne Dailly, rapporteur spécial ; Charles Lederman, Jean Le Garrec, secrétaire d'État.*

Adoption de la motion (p. 4308 ; scrutin public n° 49 ; liste des votants p. 4322, 4323).

Rejet [16 décembre 1981] (p. 4308).

2. — **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les opérations de la compagnie financière de Paris et des Pays-Bas pour soustraire une partie de son patrimoine à la nationalisation,** présentée par M. Raymond Dumont, sénateur et plusieurs de ses collègues [10 décembre 1981] [n° **113** (1981-1982)]. — Renvoi à la Commission des finances.

(Nationalisation)

Voir COLLECTIVITÉS LOCALES, **2,** DG.
DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, **1, 2.**
ÉTRANGERS, **1,** DG.
LOI DE FINANCES, **1,** DG ; Environnement ; Industrie ; Défense ; Postes et télécommunications ; Commerce extérieur ; Solidarité nationale, Santé ; Charges communes.
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **2,** DG ; CMP ; Nouvelle lecture.
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **3,** DG.
PLAN, **1,** DG.
QUESTIONS ORALES, n[os] **106, 120.**
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **21.**

(Nationalisation [indemnisation des actionnaires])

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, **1.**
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **3,** DG.
NATIONALISATION, **1,** DG ; Nouvelle lecture DG.
TRAITES ET CONVENTIONS, **6,** DG.

NATIONALITÉ

Voir RAPATRIÉS, **2,** DG.
TRAITES ET CONVENTIONS, **22,** DG.

NATURALISATION

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, **11,** DG.

NAVIGATION DE PLAISANCE

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Mer.
LOI DE FINANCE RECTIVICATIVE, **1, DG** ; art. 23.

NAVIGATION MARITIME

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, **12.**

NAVIRES

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, **12,** DG.

NEUTRALISME

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Défense.

NICE (police.)

Voir QUESTION ORALE, n° **61.**

NICKEL (industrie du)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Départements et territoires d'outre-mer.

NODULES POLYMÉTALLIQUES

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Mer.
MER, **2,** DG.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **48.**
MER (ressources de la mer)

NORD-PAS-DE-CALAIS

Voir LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **2,** DG.
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n[os] **21, 25.**

NORVÈGE

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, **18,** DG.

NOURRICES

Voir QUESTION ORALE, n° **121** (J.O. du 4 avril 1981).

NOUVELLE AGENCE DE PRESSE (NAP)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Services du Premier ministre. — I. Service généraux : Information.

NOUVELLE-CALÉDONIE

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Départements et territoires d'outre-mer.
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **3,** DG.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **64.**

« NOUVELLE CITOYENNETÉ »

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, **1.**

NOUVELLES-HÉBRIDES

Voir QUESTION ORALE, n° **97** (J.O. du 19 février 1981).
RAPATRIÉS, **2,** DG.

O

OBLIGATION ALIMENTAIRE

1. – **Proposition de loi tendant à supprimer la mise en jeu de l'obligation alimentaire pour l'attribution d'allocations d'aide sociale,** présentée par Mme Monique Midy, sénateur et plusieurs de ses collègues [7 décembre 1981] [n° **101** (1981-1982)]. – Renvoi à la Commission des affaires sociales.

OBJECTEURS DE CONSCIENCE

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Défense ; Temps libre.

OCCUPATION DES LOCAUX

Voir LIBERTÉS PUBLIQUES, **2,** DG.

OCÉAN PACIFIQUE

Voir QUESTION ORALE, n° **57.**

OCTROI DE MER

Voir LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **1,** DG.
QUESTION ORALE, n° **46.**

ŒUVRES D'ART

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Culture.

(Taxation des œuvres d'art.)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** DG.

OFFICE DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE D'OUTRE-MER (ORSTOM)

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Recherche et technologie ; Relations extérieures. – I. – Services diplomatiques et généraux. – II. – Coopération.

OFFICE DU VIN

Voir LOI DE FINANCES, **1,** DG : Agriculture.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **3.**

OFFICE NATIONAL DES ANCIENS COMBATTANTS

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Anciens Combattants.

OFFICE NATIONAL DES FORÊTS

Dépôt d'un rapport du gouvernement, rapport de gestion de l'office national des forêts pour 1980 établi en application de l'article L. 124-2 du code forestier [8 septembre 1981] (p. 1375).

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 3.

OFFICE NATIONAL D'ÉTUDES ET DE RECHERCHES AÉROSPATIALES (ONERA)

Voir LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **3,** DG.

OFFICE NATIONAL D'IMMIGRATION

Voir ÉTRANGERS, **1,** DG.
TRAVAILLEURS ÉTRANGERS, **1,** DG.

OFFICE NATIONAL INTERPROFESSIONNEL DES CÉRÉALES (ONIC)

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Agriculture.

OFFICE NATIONAL INTERPROFESSIONNEL DES VINS DE TABLE (ONIVIT)

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Agriculture.

OFFICES

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Agriculture.
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **4,** DG.
PLAN, **1,** DG.

OFFICES DE LA JEUNESSE

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Temps libre.

OFFICES DE MIGRANTS

Voir ÉTRANGERS, **1,** DG.

OFFICES DÉPARTEMENTAUX DES ANCIENS COMBATTANTS

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Anciens Combattants.

OFFICES D'HABITATION A LOYER MODÉRÉ

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Urbanisme et logement.

OFFICES PUBLICS D'AMÉNAGEMENT ET DE CONSTRUCTION (OPAC)

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Urbanisme et logement.

OFFICIERS

Voir POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE, **1,** DG.

OPÉRA

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Culture.

ORDONNANCES (législation par)

Voir CONSTITUTION (art. 38).
LOI DE FINANCES, **1** : Solidarité nationale, santé.
POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE, **1,** DG.

ORDRE DU JOUR DU SÉNAT

1. – **Observations sur l'ordre du jour** présenté par la conférence des présidents et **l'interruption des travaux du Sénat en raison des élections présidentielles** des 26 avril et 10 mai 1981 [2 avril 1981] (p. 421, 422) : MM. Édouard BONNEFOUS, président de la Commission des finances ; Raymond DUMONT, Robert SCHWINT, Alain POHER, président du Sénat.

2. – **Observations sur l'ordre du jour** de la session de droit ouverte le 2 juillet 1981, sur l'inscription d'un projet de loi d'amnistie et la nécessité d'un débat de politique générale [2 juillet 1981] (p. 780) : MM. Adolphe CHAUVIN, Robert BADINTER, ministre de la justice.

3. – **Communication du Gouvernement modifiant l'ordre du jour ;** examen du projet de loi relatif au prix du livre ; conditions de travail imposées au Sénat et aux Commissions [28 juillet 1981] (p. 1188, 1189) : MM. Adolphe CHAUVIN, Étienne DAILLY, vice-président du Sénat, président de séance ; André MÉRIC.

4. – **Communication du Gouvernement** modifiant l'ordre du jour [29 juillet 1981] (p. 1230).

5. – **Communication du Gouvernement** modifiant l'ordre du jour [22 septembre 1981] (p. 1570).

6. – **Communication du Gouvernement** modifiant l'ordre du jour [23 septembre 1981] (p. 1618).

7. – **Communication du Gouvernement** modifiant l'ordre du jour [29 septembre 1981] (p. 1705).

8. – **Communication du Gouvernement** modifiant l'ordre du jour [6 octobre 1981] (p. 1854).

9. – **Communication du Gouvernement** modifiant l'ordre du jour [8 décembre 1981] (p. 3848).

(Ordre du jour.)

Voir QUESTION ORALE, n° **6.**

ORDRE PUBLIC

1. – **Proposition de loi tendant à l'abrogation de la loi n° 70-480 du 8 juin 1970, dite « loi anti-casseurs »,** présentée par M. Charles Lederman, sénateur et plusieurs de ses collègues (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 20 décembre 1980. – 2 avril 1981) [n° **234** (1980-1981)]. – Renvoi à la Commission des lois.

2. – **Proposition de loi tendant à interdire l'apologie du nazisme,** présentée par Mme Hélène Luc, sénateur et plusieurs de ses collègues [9 octobre 1981] [n° **11** (1981-1982)]. – Renvoi à la Commission des lois.

ORDRES PROFESSIONNELS

Voir LOI DE FINANCES, **1**: Solidarité nationale, santé.

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE (OCDE)

Voir LOI DE FINANCES, **1**: Commerce extérieur.

ORGANISATION DE LIBÉRATION DE LA PALESTINE (OLP)

Voir LOI DE FINANCES, **1**: Relations extérieures. – I. – Services diplomatiques et généraux. – II. – Coopération.

ORGANISMES EXTRA-PARLEMENTAIRES

Abattoirs (comité consultatif du fonds national des). – Décret n° 80-917 du 20 novembre 1980.

Membre suppléant : M. René Regnault, Commission des affaires économiques [21 juillet 1981] (p. 950).

Coopération (conseil supérieur de la). – Décret n° 76-356 du 20 avril 1976.

Membres : MM. Robert Schwint et Michel Sordel, Commission des affaires sociales, Commission des affaires économiques [20 novembre 1981] (p. 2936).

Dépôts et consignations (Commission de surveillance de la caisse). – Article 2 de la loi n° 48-103 du 17 janvier 1948.

Membre : M. Édouard Bonnefous, Commission des finances [7 avril 1981] (p. 540).

Enseignement supérieur et recherche (conseil national de l'). – Décret n° 75-1346 du 31 décembre 1975.

Membre : M. Jean Sauvage, Commission des affaires culturelles [7 avril 1981] (p. 540).

Invalides de la marine (conseil supérieur de l'établissement national des). – Décret n° 53-953 du 30 septembre 1953, modifié par les décrets n° 60-882 du 6 août 1960 et n° 64-432 du 14 mai 1964.

Membres : MM. Joseph Yvon et Jacques Bialski, Commission des affaires économiques et Commission des affaires sociales [21 juillet 1981] (p. 950).

Littoral (conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres [conseil d'administration]). – Article 5 du décret n° 75-1136 du 11 décembre 1975, modifié par le décret n° 79-369 du 9 mai 1979.

Membre titulaire : M. Marc Bœuf, Commission des affaires culturelles, en remplacement de M. Jean de Bagneux.

Membre suppléant : M. Hubert Martin, Commission des affaires culturelles, en remplacement de M. Charles Ferrant [29 octobre 1981] (p. 2228).

Mutualité (conseil supérieur de la). – Article 53 du code de la mutualité.

Membre : M. Jacques Bialski, Commission des affaires sociales, en remplacement de M. André Méric, démissionnaire [2 avril 1981] (p. 420).

Prestations sociales agricoles (conseil supérieur des). – Décret n° 64-862 du 3 août 1964.

Membre titulaire : M. Henri Torre, Commission des finances ; membre titulaire : M. Jean Gravier, Commission des affaires sociales.

Membres suppléants : MM. Michel Moreigne et René Touzet, Commission des affaires sociales [7 avril 1981] (p. 540).

Prestations sociales agricoles (conseil supérieur des) (section de l'assurance des salariés agricoles contre les accidents du travail et les maladies professionnelles). – Décret n° 73-251 du 6 mars 1973.

Membre titulaire : M. Michel Moreigne.

Membre suppléant : M. Henri Torre, (désignation par le président du Sénat) [2 juillet 1981] (p. 782).

Prévoyance (Commission supérieure de la caisse nationale de). – Article R.433-4 du code des assurances.

Membre : M. Jean Chérioux, Commission des affaires sociales [9 juillet 1981] (p. 869).

Service militaire (conseil permanent du). – Décret du 10 janvier 1981.

Membres : MM. Jacques Chaumont et Albert Voilquin (désignation par le président du Sénat) [2 juillet 1981] (p. 782).

Sites (Commission supérieure des). – Décret n° 70-288 du 31 mars 1970.

Membre : M. Michel Miroudot, Commission des affaires culturelles, en remplacement de M. Jean de Bagneux [19 novembre 1981] (p. 2894).

Sûreté nucléaire (conseil supérieur de la). – Décret n° 73-278 du 13 mars 1973.

Membre : M. Michel Chauty, Commission des affaires économiques [2 avril 1981] (p. 517).

Vins de France (comité national des). – Décret n° 70-507 du 13 juin 1970, modifié par le décret n° 78-1291 du 6 décembre 1978.

Membre : M. Serge Mathieu, Commission des affaires économiques [2 avril 1981] (p. 517).

Urbanisme commercial (Commission nationale d'). – Article 33 de la loi n° 73-1193 du 27 décembre 1973 et du décret n° 74-63 du 28 janvier 1974, modifié le 6 octobre 1975 et le 16 février 1978.

Membre : M. Maurice Janetti, Commission des affaires économiques, en remplacement de M. Roger Quilliot, nommé ministre [17 septembre 1981] (p. 1547).

ORPHELINS

Voir LOI DE FINANCES, **1**: Anciens Combattants.

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES (OCDE)

Voir QUESTION ORALE, n° **19.**

ORGANISATION DES NATIONS-UNIES (ONU)

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **49.**

TRAITÉS ET CONVENTIONS, **13.**

ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL (OIT)

Voir TRAITÉS ET CONVENTIONS, **11,** DG.

ORGANISME D'ÉTUDES D'AMÉNAGEMENT DES AIRES MÉTROPOLITAINES (OREAM)

Voir LOI DE FINANCES, **1**: Plan et aménagement du territoire.

OSTRÉICULTURE

Voir LOI DE FINANCES, **1**: Mer ; Environnement.

OTAGES (prises d')

Voir PEINE DE MORT, **1**, DG.

OUVRIERS D'ÉTAT

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Défense.

OVINS

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **8.**

P

PACIFISME

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Relations extérieures. – I. – Services diplomatiques et généraux. – II. – Coopération.

PACTE NATIONAL POUR L'EMPLOI

Voir LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **1**, DG.

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **66.**

PAKISTAN

Rapport d'information, fait, au nom de la Commission des affaires étrangères, à la suite d'une mission effectuée au Pakistan et en Arabie Saoudite du 8 au 18 mars 1981, par M. Jean Lecanuet et plusieurs de ses collègues [2 juillet 1981] [n° **288** (1980-1981)].

PANTHÉON (transfert de cendres)

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Services du Premier ministre. – I. – Services généraux.

PAPIER ET PAPETERIES

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Environnement.

QUESTION ORALE, n° **154.**

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n^{os} **1, 3.**

PAPETERIE (industrie)

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **1.**

PARCS DE STATIONNEMENT

Voir LOI DE FINANCES, **1**, DG.

PARCS NATURELS NATIONAUX

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Environnement.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **1**, DG.

PARCS NATURELS RÉGIONAUX

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Environnement.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **1**, DG.

PARENTS D'ÉLÈVES

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Éducation nationale.

PARFUMS (plantes à)

1. – **Proposition de loi tendant à la défense de la culture familiale de la lavande et du lavandin,** présentée par M. Louis Minetti, sénateur, et plusieurs de ses collègues (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 janvier 1979. – 14 mars 1979) [n° **214,** (1978-1979)]. – Renvoi à la Commission des affaires économiques et du Plan. – Retirée par ses auteurs le 2 décembre 1981. – Reprise par ses auteurs le 2 octobre 1980.

(Plantes à parfum.)

Voir LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **4**, DG.

PARIBAS (groupe)

Voir LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **2**, DG.

PARI MUTUEL URBAIN (PMU)

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Temps libre.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **4**, DG.

PARIS

Voir COLLECTIVITÉS LOCALES, **2**, DG.

PARLEMENT

1. – **Proposition de loi constitutionnelle tendant à modifier l'article 28 de la Constitution et réunir le Parlement en deux sessions ordinaires, l'une de quatre-vingt-quinze jours, l'autre de cent jours,** présentée par M. Henri Caillavet, sénateur [16 novembre 1981] [n° **53** (1980-1981)]. – Renvoi à la Commission des lois.

2. – **Proposition de loi constitutionnelle tendant à modifier les articles 23 et 25 de la Constitution et permettre aux ministres antérieurement parlementaires de retrouver leurs mandats d'élus nationaux,** présentée par M. Henri Caillavet, sénateur [16 novembre 1981] [n° **54** (1981-1982)]. – Renvoi à la Commission des lois.

3. – **Proposition de loi constitutionnelle tendant à modifier l'article 48 de la Constitution et promouvoir dans l'ordre du jour des Assemblées les initiatives parlementaires et le vote des textes en instance,** présentée par M. Henri Caillavet, sénateur [16 novembre 1981] [n° **55** (1981-1982)]. – Renvoi à la Commission des lois.

4. – **Proposition de loi constitutionnelle tendant à modifier l'alinéa 3 de l'article 49 de la Constitution et limiter l'usage par le Gouvernement, au cours d'une même session ordinaire, d'engager sa responsabilité,** présentée par M. Henri Caillavet, sénateur [25 novembre 1981] [n° **67** (1981-1982)]. – Renvoi à la Commission des lois.

5. – **Proposition de loi constitutionnelle tendant à modifier le dernier alinéa de l'article 26 de la Constitution et permettre pour un parlementaire la suspension de détention ou de poursuites jusqu'à la fin de son mandat,** présentée par M. Henri Caillavet, sénateur [25 novembre 1981] [n° **69** (1981-1982)]. – Renvoi à la Commission des lois.

6. – **Proposition de loi constitutionnelle tendant à modifier l'article 29 de la Constitution et déterminer les conditions de délibération du Parlement lorsqu'il est appelé à siéger hors session,** présentée par M. Henri Caillavet, sénateur [25 novembre 1981] [n° **70** (1981-1982)]. – Renvoi à la Commission des lois.

7. – **Proposition de loi constitutionnelle tendant à modifier l'article 43 de la Constitution et augmenter le nombre des Commissions permanentes en créant une Commission des libertés,** présentée par M. Henri Caillavet, sénateur [25 novembre 1981] [n° **72** (1981-1982)]. – Renvoi à la Commission des lois.

8. – **Proposition de loi constitutionnelle tendant à modifier l'alinéa 2 de l'article 45 de la Constitution et garantir que la navette des textes législatifs reste la règle et la Commission mixte paritaire, l'exception,** présentée par M. Henri Caillavet, sénateur [25 novembre 1981] [n° **73** (1981-1982)]. – Renvoi à la Commission des lois.

(Parlement.)

Voir QUESTION ORALE, n° **6.**

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **47.**

(Parlement [contrôle du].)

Voir CHAMBRES D'AGRICULTURE, **1**, DG.

LOI DE FINANCES, **1** : Industrie ; Plan et aménagement du territoire ; Relations extérieures. – I. – Services diplomatiques et généraux. – II. – Coopération ; Services du Premier ministre. – I. – Services généraux ; Défense ; Temps libre ; Solidarité nationale, santé ; Comptes spéciaux du Trésor.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 3, DG.

QUESTION ORALE, n° 91 (J.O. du 29 janvier 1981).

RADIODIFFUSION, 1, DG.

(Parlement [information du].)

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Défense ; Postes et télécommunications ; Agriculture.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 3, DG.

(Parlement [personnel].)

Voir FONCTIONNAIRES PARLEMENTAIRES.

(Parlement [rôle du].)

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, 3.

LOI DE FINANCES, 1 : Environnement ; Radiodiffusion télévision française ; Défense ; Éducation nationale.

NATIONALISATION, 1, DG ; nouvelle lecture.

PEINE DE MORT, 1, DG ; question préalable.

PLAN, 1, DG.

POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE, 1, DG.

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE.

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 40.

TRAITÉS ET CONVENTIONS, 11, DG.

PARTICIPATION

(Participation des travailleurs.)

Voir NATIONALISATION, 1, DG.

(Participation financière.)

Voir NATIONALISATION, 1, DG.

(Participation [universités].)

Voir ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, 1, DG.

PARTIS POLITIQUES

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, 1.

GROUPES POLITIQUES.

QUESTIONS ORALES, nos 39, 123, 169.

PATRIMOINE (protection du)

Voir QUESTION ORALE, n° 100 (J.O. du 26 février 1981).

PAUVRETÉ (quart monde)

Voir QUART MONDE.

PAVILLONS DE COMPLAISANCE

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Environnement ; Mer.

TRAITÉS ET CONVENTIONS, 12, DG ; 19, DG.

PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Transports ; Relations extérieures. – I. – Services diplomatiques et généraux. – II. – Coopération ; Temps libre ; Commerce extérieur ; Charges communes.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 2, DG.

MER, 2, DG.

PLAN, 1, DG.

QUESTIONS ORALES, nos 115 (J.O. du 3 avril 1981) 23, 30.

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, nos 21, 25.

PAYS LES MOINS AVANCÉS (PMA)

Voir PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT.

PÉAGES (autoroutes)

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Transports ; Temps libre.

QUESTION ORALE, n° 95.

PÊCHE

1. – **Proposition de loi tendant à abroger la loi n° 57-897 du 7 août 1957 portant interdiction de la pêche dans l'étang de Berre,** présentée par M. Louis Minetti, sénateur et plusieurs de ses collègues [20 octobre 1981] [n° 30 (1981-1982)]. – Renvoi à la Commission des affaires économiques.

PÊCHE FLUVIALE

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Environnement.

PÊCHE MARITIME

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Agriculture ; Départements et territoires d'outre-mer ; Mer.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, DG.

POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE, 1, DG.

QUESTION ORALE, n° 65.

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, nos 48, 66, 76.

PÉCHINEY-UGINE-KULMANN (groupe)

Voir NATIONALISATION, 1.

PÉDAGOGIE

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Éducation Nationale.

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 35.

PÉDIATRIE

Voir QUESTION ORALE, n° 77.

PEINE DE MORT

1. – **Projet de loi portant abolition de la peine de mort,** présenté au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Robert Badinter, ministre de la justice [8 septembre 1981] (n° 310). – Renvoi à la Commission des lois. – Rapport de M. Raymond Forni [10 septembre 1981] (n° 316). – Discussion [17 et 18 septembre 1981]. – Adoption [18 septembre 1981] (n° 27).

TRANSMISSION AU SÉNAT (PREMIÈRE LECTURE) [22 septembre 1981] [n° 385 (1980-1981)]. – Renvoi à la Commission des lois. – Rapport de M. Paul Girod [28 septembre 1981] [n° 395 (1980-1981)]. – Discussion [28 septembre 1981] (p. 1662, 1674) ; [29 septembre 1981] (p. 1700, 1730) ; [30 septembre 1981] (p. 1736, 1749). – Adoption [30 septembre 1981] (n° 107).

PROMULGATION : Loi n° 81-908 du 9 octobre 1981 (J.O. Lois et décrets du 10 octobre 1981).

Discussion (première lecture)

[28 septembre 1981] (p. 1662, 1674) ; [29 septembre 1981] (p. 1700, 1730) ; [30 septembre 1981] (p. 1736, 1749).

I. – DISCUSSION GÉNÉRALE [28 septembre 1981] (p. 1662, 1674) ; [29 septembre 1981] (p. 1700, 1725) : *MM. Robert Badinter, ministre de la justice ; Paul Girod, rapporteur de la Commission des lois ; Henri Caillavet, Pierre Carous, Édouard Bonnefous, Michel Caldaguès, Michel Dreyfus-Schmidt, Félix Ciccolini, Louis Souvet, Jean Amelin, Gilbert Belin, Guy Petit, André Méric, Pierre Vallon, Jules Faigt, Georges Lombard, Francis Palmero, Mme Cécile Goldet, MM. Pierre Louvot, René Tomasini, Louis Virapoullé, Charles Lederman, Albert Voilquin, Marcel Rudloff, Michel Giraud, Paul Pillet, Louis Boyer, Rémi Herment, Roger Poudonson, René Tinant, Jean-Pierre Fourcade.*

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION : Palmero (Francis) (p. 1707) ; Boyer (Louis) (p. 1720).

ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE : Badinter (Robert) (p. 1666) ; Girod (Paul) (p. 1668) ; Caillavet (Henri) (p. 1670) ; Bonnefous (Édouard) (p. 1673, 1674) ; Ciccolini (Félix) (p. 1682) ; Souvet (Louis) (p. 1683) ; Palmero (Francis) (p. 1707).

AMNESTY INTERNATIONAL : Badinter (Robert) (p. 1665) ; Ciccolini (Félix) (p. 1682).

ASILE (droit d') : Bonnefous (Édouard) (p. 1675).

AUTO-DÉFENSE : Caillavet (Henri) (p. 1670) ; Bonnefous (Édouard) (p. 1675) ; Louvot (Pierre) (p. 1709) ; Tomasini (René) (p. 1710) ; Poudonson (Roger) (p. 1721) ; Tinant (René) (p. 1722) ; Fourcade (Jean-Pierre) (p. 1722) ; Badinter (Robert) (p. 1724).

CODE PÉNAL (réforme) : Badinter (Robert) (p. 1666, 1667, 1724) ; Bonnefous (Édouard) (p. 1673) ; Faigt (Jules) (p. 1704) ; Palmero (Francis) (p. 1707) ; Lederman (Charles) (p. 1715).

CONSTITUTION : Girod (Paul) (p. 1669) ; Caillavet (Henri) (p. 1671) ; Bonnefous (Édouard) (p. 1673) ; Dreyfus-Schmidt (Michel) (p. 1678).

CRIMINALITÉ : Badinter (Robert) (p. 1663, 1664, 1665, 1666, 1725) ; Girod (Paul) (p. 1668) ; Caillavet (Henri) (p. 1670) ; Carous (Pierre) (p. 1672) ; Bonnefous (Édouard) (p. 1674) ; Caldaguès (Michel) (p. 1676, 1677) ; Dreyfus-Schmidt (Michel) (p. 1678) ; Ciccolini (Félix) (p. 1682, 1683) ; Souvet (Louis) (p. 1683, 1684) ; Palmero (Francis) (p. 1707) ; Goldet (Cécile) (p. 1708, 1709).

DÉLINQUANCE : Goldet (Cécile) (p. 1708).

DÉSERTEURS : Palmero (Francis) (p. 1707).

DROGUE : Palmero (Francis) (p. 1708).

DROITS DE L'HOMME : Badinter (Robert) (p. 1665) ; Ciccolini (Félix) (p. 1682) ; Lederman (Charles) (p. 1714).

ENSEIGNEMENT : Dreyfus-Schmidt (Michel) (p. 1678).

ERREUR JUDICIAIRE : Badinter (Robert) (p. 1665) ; Dreyfus-Schmidt (Michel) (p. 1679) ; Lederman (Charles) (p. 1714) ; Rudloff (Michel) (p. 1717).

ESPACE JUDICIAIRE EUROPÉEN : Badinter (Robert) (p. 1662, 1666, 1725) ; Ciccolini (Félix) (p. 1682).

ÉTRANGERS : Bonnefous (Édouard) (p. 1674) ; Boyer (Louis) (p. 1720).

EXTRADITION : Badinter (Robert) (p. 1665, 1724, 1725) ; Ciccolini (Félix) (p. 1682).

FEMMES : Badinter (Robert) (p. 1663) ; Dreyfus-Schmidt (Michel) (p. 1679).

GÉNÉTIQUE : Bonnefous (Édouard) (p. 1674, 1723) ; Badinter (Robert) (p. 1723).

GRÂCE (droit de) : Badinter (Robert) (p. 1663, 1664) ; Caillavet (Henri) (p. 1671) ; Bonnefous (Édouard) (p. 1673, 1674) ; Dreyfus-Schmidt (Michel) (p. 1679) ; Ciccolini (Félix) (p. 1682) ; Amelin (Jean) (p. 1701) ; Lombard (Georges) (p. 1705) ; Lederman (Charles) (p. 1714).

JURY D'ASSISES : Badinter (Robert) (p. 1664) ; Girod (Paul) (p. 1668) ; Palmero (Francis) (p. 1707).

LIBÉRATION CONDITIONNELLE : Palmero (Francis) (p. 1707) ; Rudloff (Michel) (p. 1727).

LIGUE DES DROITS DE L'HOMME : Badinter (Robert) (p. 1665) ; Ciccolini (Félix) (p. 1682).

OTAGES (prises d') : Caillavet (Henri) (p. 1670).

PARLEMENT (rôle du) : Dreyfus-Schmidt (Michel) (p. 1680) ; Lombard (Georges) (p. 1705) ; Pillet (Paul) (p. 1718, 1719).

PEINE DE MORT : Badinter (Robert) (p. 1662, 1663, 1664, 1665, 1666, 1722, 1723) ; Girod (Paul) (p. 1667, 1668, 1669) ; Caillavet (Henri) (p. 1669, 1670) ; Carous (Pierre) (p. 1672, 1673) ; Bonnefous (Édouard) (p. 1673, 1674, 1675) ; Caldaguès (Michel) (p. 1676, 1677) ; Dreyfus-Schmidt (Michel) (p. 1678, 1679, 1680, 1681) ; Ciccolini (Félix) (p. 1681, 1682, 1683) ; Souvet (Louis) (p. 1683, 1684) ; Amelin (Jean) (p. 1700, 1701) ; Belin (Gilbert) (p. 1701, 1702) ; Petit (Guy) (p. 1702, 1703) ; Méric (André) (p. 1702, 1708) ; Vallon (Pierre) (p. 1703) ; Faigt (Jules) (p. 1703, 1704) ; Lombard (Georges) (p. 1704, 1705) ; Palmero (Francis) (p. 1706, 1707) ; Goldet (Cécile) (p. 1708, 1709) ; Louvot (Pierre) (p. 1709) ; Tomasini (René) (p. 1710) ; Virapoullé (Louis) (p. 1710, 1711) ; Lederman (Charles) (p. 1712, 1713, 1714, 1715, 1716) ; Voilquin (Albert) (p. 1716) ; Rudloff (Marcel) (p. 1716, 1717, 1718) ; Giraud (Michel) (p. 1718) ; Pillet (Paul) (p. 1718, 1719) ; Boyer (Louis) (p. 1719, 1720) ; Herment (Rémi) (p. 1720, 1721) ; Poudonson (Roger) (p. 1721) ; Tinant (René) (p. 1721, 1722) ; Fourcade (Jean-Pierre) (p. 1722).

PEINE DE SUBSTITUTION : Badinter (Robert) (p. 1666) ; Girod (Paul) (p. 1668) ; Carous (Pierre) (p. 1672) ; Bonnefous (Édouard) (p. 1673) ; Faigt (Jules) (p. 1704) ; Palmero (Francis) (p. 1707) ; Goldet (Cécile) (p. 1709) ; Louvot (Pierre) (p. 1709) ; Virapoullé (Louis) (p. 1711) ; Lederman (Charles) (p. 1715) ; Rudloff (Marcel) (p. 1717) ; Herment (Rémi) (p. 1721) ; Fourcade (Jean-Pierre) (p. 1722).

POLICE (personnel de) : Badinter (Robert) (p. 1666) ; Girod (Paul) (p. 1668) ; Caillavet (Henri) (p. 1670).

RACISME : Badinter (Robert) (p. 1665).

RAPPORT PEYREFITTE (violence) : Badinter (Robert) (p. 1725).

RÉCIDIVE : Girod (Paul) (p. 1668) ; Caillavet (Henri) (p. 1670, 1671) ; Bonnefous (Édouard) (p. 1674, 1675) ; Dreyfus-Schmidt (Michel) (p. 1680) ; Ciccolini (Félix) (p. 1682) ; Vallon (Pierre) (p. 1703) ; Palmero (Francis) (p. 1707) ; Louvot (Pierre) (p. 1709) ; Voilquin (Albert) (p. 1716) ; Rudloff (Marcel) (p. 1717) ; Boyer (Louis) (p. 1720) ; Poudonson (Roger) (p. 1721) ; Badinter (Robert) (p. 1723, 1724).

RÉCLUSION A PERPÉTUITÉ : Badinter (Robert) (p. 1666, 1667) ; Girod (Paul) (p. 1668).

RÉFERENDUM : Badinter (Robert) (p. 1667) ; Girod (Paul) (p. 1669) ; Caillavet (Henri) (p. 1671) ; Bonnefous (Édouard) (p. 1673) ; Caldaguès (Michel) (p. 1677) ; Dreyfus-Schmidt (Michel) (p. 1680) ; Petit (Guy) (p. 1703) ; Lombard (Georges) (p. 1705).

SÉCURITÉ PUBLIQUE : Badinter (Robert) (p. 1663, 1723, 1725) ; Caillavet (Henri) (p. 1670) ; Carous (Pierre) (p. 1672) ; Caldaguès (Michel) (p. 1677) ; Amelin (Jean) (p. 1701) ; Vallon (Pierre) (p. 1703) ; Lombard (Georges) (p. 1704) ; Goldet (Cécile) (p. 1708) ; Louvot (Pierre) (p. 1709) ; Virapoullé (Louis) (p. 1710) ; Lederman (Charles) (p. 1715) ; Voilquin (Albert) (p. 1716) ; Giraud (Michel) (p. 1718) ; Tinant (René) (p. 1722).

SONDAGES : Caldaguès (Michel) (p. 1676) ; Dreyfus-Schmidt (Michel) (p. 1678, 1681) ; Souvet (Louis) (p. 1684) ; Amelin (Jean) (p. 1701) ; Petit (Guy) (p. 1703) ; Lombard (Georges) (p. 1704) ; Palmero (Francis) (p. 1706) ; Louvot (Pierre) (p. 1709) ; Herment (Rémi) (p. 1721).

TERRORISME POLITIQUE : Badinter (Robert) (p. 1664) ; Bonnefous (Édouard) (p. 1675) ; Ciccolini (Félix) (p. 1682) ; Poudonson (Roger) (p. 1721).

VICTIMES (droits des) : Badinter (Robert) (p. 1664, 1666) ; Caillavet (Henri) (p. 1671) ; Bonnefous (Édouard) (p. 1675) ; Dreyfus-Schmidt (Michel) (p. 1678) ; Ciccolini (Félix) (p. 1682) ; Palmero (Francis) (p. 1708) ; Louvot (Pierre) (p. 1709) ; Virapoullé (Louis) (p. 1710, 1711) ; Lederman (Charles) (p. 1713) ; Rudloff (Marcel) (p. 1717, 1718) ; Boyer (Louis) (p. 1720) ; Herment (Rémi) (p. 1721) ; Tinant (René) (p. 1722).

VIOLENCE : Palmero (Francis) (p. 1707) ; Lederman (Charles) (p. 1715) ; Badinter (Robert) (p. 1725).

Question préalable : motion n° 1 de M. Max Lejeune tendant à opposer la question préalable (p. 1725). – *MM. Max Lejeune, Edgar Tailhades, Paul Girod, rapporteur ; Robert Badinter, ministre.* – Rejet (p. 1730 ; scrutin public n° 113 ; liste des votants p. 1734).

AUTODÉFENSE : Lejeune (Max) (p. 1726).

CODE PÉNAL (réforme) : Lejeune (Max) (p. 1726).

CONSTITUTION : Lejeune (Max) (p. 1726, 1727) ; Tailhades (Edgar) (p. 1727, 1728) ; Badinter (Robert) (p. 1729).

ERREUR JUDICIAIRE : Lejeune (Max) (p. 1726).

GRÂCE (droit de) : Lejeune (Max) (p. 1726).

PARLEMENT (rôle du) : Tailhades (Edgar) (p. 1727, 1728) ; Badinter (Robert) (p. 1729).

PEINE DE MORT : Lejeune (Max) (p. 1726) ; Tailhades (Edgar) (p. 1727, 1728) ; Girod (Paul) (p. 1729) ; Badinter (Robert) (p. 1729).

PEINE DE SUBSTITUTION : Lejeune (Max) (p. 1726).

MÉDECINE : Lejeune (Max) (p. 1726).

RÉFÉRENDUM : Lejeune (Max) (p. 1726, 1727) ; Tailhades (Edgar) (p. 1728) ; Badinter (Robert) (p. 1729).

SONDAGES : Badinter (Robert) (p. 1729).

II. – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1736, 1749) : *MM. Edgar Faure, Étienne Dailly, Jacques Larché, Paul Girod, rapporteur ; Robert Badinter, ministre ; Raymond Bourgine, Michel Dreyfus-Schmidt, Josy Moinet, Pierre Carous, Franck Sérusclat, Guy Petit, André Méric, Charles Lederman.*

Article 1er *(Abolition de la peine de mort)* (p. 1737).

Rejeté : amendement n° 3 de M. Edgar Faure : maintien de la peine de mort pour les crimes prévus par l'ancien article 233 et l'article 355 du code pénal (assassinat d'agents de la force publique ; assassinat d'enfants enlevés) (p. 1747 ; scrutin public n° 114 ; liste des votants p. 1791).

Retiré : amendement n° 10 de MM. Étienne Dailly et Jacques Larché, soutenu par M. Étienne Dailly : abrogation de la peine de mort en temps de paix (p. 1743).

– L'article 1er est adopté (p. 1747 ; scrutin public n° 115 ; liste des votants p. 1792).

Article 1er *bis* *(Adaptation des règles d'exécution des peines lors de la réforme du code pénal).* – Adopté (p. 1747).

Article 2 *(Dans tous les textes, substitution de la référence à la réclusion criminelle à perpétuité ou à la détention criminelle à perpétuité, à la référence à la peine de mort).* – Adopté (p. 1747).

Article 3 *(Abrogation pour harmonisation de différents articles du code de procédure pénale).* – Adopté (p. 1747).

Article 4 *(Abrogation pour harmonisation de différents articles du code pénal).* – Adopté (p. 1747).

Article 5 *(Abrogation pour harmonisation de différents articles du code de justice militaire).* – Adopté (p. 1747).

Article 6 *(Modification de l'article 340 du code de justice militaire).* – Adopté (p. 1747).

Article 7 *(Applicabilité de la loi aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte).* – Adopté (p. 1747).

Article 8 *(Conversion des condamnations à la peine de mort prononcées après le 1er novembre 1980)* (p. 1747).

Retiré : amendement n° 18 de MM. Étienne Dailly et Jacques Larché, soutenu par M. Étienne Dailly : suppression de l'article 8 tendant à convertir la condamnation à la peine de mort en réclusion ou condamnation criminelle à perpétuité (p. 1748).

– L'article 8 est adopté (p. 1748).

Explication de vote :

– *M. Jacques Pelletier* (p. 1748) : précipitation et politisation du débat. Vote du projet. Situation de l'Iran.

Adoption [30 septembre 1981] (p. 1749).

(Peine de mort.)

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Justice.

QUESTION ORALE, n° 7.

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 47.

PEINES

Voir AMNISTIE, 1, DG ; CMP.

LOI DE FINANCES, 1 : Justice.

(Peines de substitution.)

Voir AMNISTIE, 1, DG.

PEINE DE MORT, 1, DG.

PENSIONS ALIMENTAIRES

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Services du Premier ministre. – I. – Services généraux.

PENSIONS DE RETRAITE

1. – **Proposition de loi tendant à porter à deux ans le délai imparti aux ressortissants du régime des pensions civiles et militaires de retraite pour contester les modalités de liquidation de leur pension,** présentée par M. Robert Schwint, sénateur et plusieurs de ses collègues [3 avril 1981] [n° **271** (1980-1981)]. – Renvoi à la Commission des affaires sociales.

2. – **Proposition de loi tendant à empêcher les cumuls abusifs entre une pension de retraite et une activité rémunérée et à favoriser le départ à la retraite des assurés ayant cotisé un nombre d'années suffisant,** présentée par M. Georges Mouly, sénateur [16 septembre 1981] [n° **376** (1980-1981)]. – Renvoi à la Commission des affaires sociales.

(Pensions de retraite.)

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, **2.**

LOI DE FINANCES, **1** : Mer.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **3,** art. 17 et 18.

QUESTIONS ORALES, nos **16, 43, 82.**

RAPATRIÉS, **2,** DG.

PENSIONS DE RETRAITES CIVILES ET MILITAIRES

1. – **Proposition de loi tendant à modifier l'article L.14 du code des pensions civiles et militaires de retraite,** présentée par M. Henri Caillavet, sénateur [7 décembre 1981] [n° **103** (1981-1982)]. – Renvoi à la Commission des affaires sociales.

(Pensions de retraites civiles et militaires.)

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Services du Premier ministre. – I. – Services généraux ; Charges communes.

POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE, **1.**

QUESTION ORALE, nos **109** (J.O. du 19 mars 1981), **170.**

(Pensions de retraite militaire.)

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Défense.

(Pensions militaires d'invalidité.)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** CMP.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **3,** art. 2 et 3.

QUESTION ORALE, n° **137.**

PENSIONS DE RETRAITE DES ANCIENS COMBATTANTS

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Anciens Combattants.

PENSIONS DE RETRAITE MUTUALISTE

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Anciens Combattants.

PENSIONS DE RÉVERSION

1. – **Proposition de loi ouvrant droit à une pension de réversion du régime d'assurance vieillesse aux personnes ayant vécu maritalement avec un assuré social,** présentée par M. Robert Schwint, sénateur et plusieurs de ses collègues (rattachée pour ordre au procès-verbal de

la séance du 20 décembre 1980. – 2 avril 1981) [n° **215** (1980-1981)]. – Renvoi à la Commission des affaires sociales.

(Pensions de réversion.)

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Services du Premier ministre. – I. – Services généraux.

QUESTION ORALE, n° **29.**

PERMIS DE CONDUIRE

Voir AMNISTIE, **1,** DG.

QUESTION ORALE, n° **141.**

PERMIS DE CONSTRUIRE

Voir COLLECTIVITÉS LOCALES, **2,** DG.

LOI DE FINANCES, **1** : Urbanisme et logement.

QUESTION ORALE, n° **89.**

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **4.**

PERMIS D'EXPLORATION ET EXPLOITATION DES FONDS MARINS

Voir MER, **2,** DG.

PERSONNEL DÉPARTEMENTAL

Voir FONCTION PUBLIQUE DES COLLECTIVITÉS LOCALES

LOI DE FINANCES, **1** : Intérieur et décentralisation.

PRÉFETS.

PERSONNES ÂGÉES

1. – **Proposition de loi tendant à favoriser l'hébergement des personnes âgées dans le milieu familial,** présentée par M. André Bettencourt, sénateur (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 31 juillet 1981. – 8 septembre 1981) [n° **349** (1980-1981)]. – Renvoi à la Commission des affaires sociales.

(Personnes âgées.)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** DG : Anciens Combattants ; Commerce et artisanat ; Postes et télécommunications ; Temps libre ; Solidarité nationale, santé.

PLAN, **1,** DG.

POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE, **1,** DG.

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **481.**

RAPATRIÉS, **2,** DG.

SÉCURITÉ SOCIALE, **2,** DG.

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (PME)

Voir BAUX, **1,** DG.

COLLECTIVITÉS LOCALES, **2,** DG.

DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, **1, 2.**

LOI DE FINANCES, **1,** DG : Industrie ; Commerce et artisanat ; Urbanisme et logement ; Agriculture ; Commerce extérieur ; Solidarité nationale, santé ; Travail.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **1,** DG ; nouvelle lecture.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **4,** DG.

NATIONALISATION, **1,** DG ; nouvelle lecture, DG.

PLAN, **1,** DG.

QUESTIONS ORALES, n^{os} **99** (J.O. du 19 février 1981), **8, 99, 115.**

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n^{os} **21, 62.**

PETITES ET MOYENNES INDUSTRIES (PMI)

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, **2.**

LOI DE FINANCES, **1** : Industrie ; Recherche et technologie.

PLAN, **1,** DG.

PÉTITIONS

Pétition examinée :

N° **3165** [16 novembre 1979]. – M. Victor Raiff. – Objet : dégradation de la langue française et mauvaise qualité du discours politique. – Rapport de M. Pierre Schiélé, au nom de la Commission des lois : classement [21 juillet 1981] (p. 986).

PÉTROLE

Voir CARBURANT.

DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, **3.**

HYDROCARBURES.

LOI DE FINANCES, **1** : Industrie ; Relations extérieures. – I. – Services diplomatiques et généraux. – II. – Coopération.

QUESTIONS ORALES, n^{os} **102** (J.O. du 5 mars 1981), **103** (J.O. du 5 mars 1981).

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **25.**

(Pétrole et produits raffinés.)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** art. 16, 18, 31, 35.

(Pétrole [prix du].)

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, **1.**

LOI DE FINANCES, **1,** DG ; Commerce extérieur.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **1,** DG.

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **25.**

PEUGEOT (Société)

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **1.**

PHARES ET BALISES

Voir QUESTION ORALE, n° **142.**

(Phare de Cordouan.)

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Culture.

PHARMACIE

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Solidarité nationale, santé.

PHARMACIE (industrie)

Voir NATIONALISATION, **1,** DG.

PHARMACIES MUTUALISTES

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Solidarité nationale, santé.

PHARMACIENS

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Solidarité nationale, santé.

PHARMACOLOGIE

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Solidarité nationale, santé.

PHOTOCOMPOSITION

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Journaux officiels ; Imprimerie nationale.

PLAN

1. – **Projet de loi approuvant le plan intérimaire pour 1982 et 1983,** présenté au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Michel Rocard, ministre du plan [26 novembre 1981] (n° **576**). – Lettre rectificative de M. Pierre Mauroy [11 décembre 1981] (n° **607**). – Renvoi à la Commission des finances. – Pour avis à la commission de la production et à la Commission des affaires culturelles [2 décembre 1981], à la Commission des lois [3 décembre 1981]. – Rapport de M. Jean-Paul Planchou [3 décembre 1981] (n° **592**). – Avis de M. Gustave Ansart au nom de la Commission de

la production [8 décembre 1981] (n° **597**), de M. Claude Evin, au nom de la Commission des affaires culturelles [9 décembre 1981] (n° **599**), de M. Alain Richard, au nom de la Commission des lois [10 décembre 1981] (n° **603**). – Urgence. – Discussion [11 et 12 décembre 1981]. – Adoption [12 décembre 1981] (n° **75**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (PREMIÈRE LECTURE) [14 décembre 1981] [n° **118** (1981-1982)]. – Renvoi à la Commission des affaires économiques. – Pour avis à la Commission des affaires sociales et à la Commission des finances [14 décembre 1981] ; à la Commission des affaires culturelles [15 décembre 1981]. – Rapport de M. Jacques Braconnier [16 décembre 1981] [n° **130** (1981-1982)]. – Avis de M. Pierre Louvot, au nom de la Commission des affaires sociales [15 décembre 1981] [n° **127** (1981-1982)], de M. Georges Lombard, au nom de la Commission des finances [16 décembre 1981] [n° **133** (1981-1982)], de M. Lucien Delmas, au nom de la Commission des affaires culturelles [18 décembre 1981] [n° **137** (1981-1982)]. – Discussion [22 décembre 1981] (p. 4496, 4529 ; 4534, 4544). – Rejet [22 décembre 1981] (n° **33**).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLÉE NATIONALE) ; rapport de M. Jean-Paul Planchou [23 décembre 1981] (n° **676**).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SÉNAT) ; rapport de M. Jacques Braconnier [23 décembre 1981] [n° **161** (1981-1982)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) [23 décembre 1981] (n° **675**). – Renvoi à la Commission des finances. – Rapport de M. Jean-Paul Planchou [23 décembre 1981] (n° **681**). – Discussion [23 décembre 1981]. – Adoption [23 décembre 1981] (n° **98**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (NOUVELLE LECTURE) [23 décembre 1981] [n° **165** (1981-1982)]. – Renvoi à la Commission des affaires économiques et du plan. – Discussion [23 décembre 1981] (p. 4565, 4569). – Adoption (tous les articles supprimés). – Rejet [23 décembre 1981] (n° **36**).

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (DERNIÈRE LECTURE) [23 décembre 1981] (n° **683**). – Renvoi à la Commission des finances. – Rapport de M. Jean-Paul Planchou [23 décembre 1981] (n° **685**). – Discussion [23 décembre 1981]. – Adoption [23 décembre 1981] (n° **101**).

PROMULGATION : Loi n° 82-6 du 7 janvier 1982 (J.O. Lois et décrets du 8 janvier 1982).

Discussion (première lecture)

[22 décembre 1981] (p. 4496, 4529 ; 4534, 4544).

I. – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 4496, 4529 ; 4534, 4540) : *MM. Michel Rocard, ministre du plan et de l'aménagement du territoire ; René Teulade, rapporteur du Conseil économique et social ; Jacques Braconnier, rapporteur de la Commission des affaires économiques ; Georges Lombard, rapporteur pour avis de la Commission des finances ; Lucien Delmas, rapporteur pour avis de la Commission des affaires culturelles ; Pierre Louvot, rapporteur pour avis de la Commission des affaires sociales ; Pierre Noé, Raymond Dumont, Marc Bœuf, Frédéric Wirth, Mme Monique Midy, MM. Robert Laucournet, Marcel Lucotte, Louis Souvet, Stéphane Bonduel, Roger Poudonson, Gérard Ehlers.*

AGRICULTURE : Rocard (Michel) (p. 4499) ; Braconnier (Jacques) (p. 4504) ; Delmas (Lucien) (p. 4509) ; Noé (Pierre) (p. 4515) ; Lucotte (Marcel) (p. 4525) ; Souvet (Louis) (p. 4527).

ALLEMAGNE (République fédérale d') : Wirth (Frédéric) (p. 4521).

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE : Delmas (Lucien) (p. 4508) ; Laucournet (Robert) (p. 4523).

ANIMATEURS : Delmas (Lucien) (p. 4509).

ASSOCIATIONS : Delmas (Lucien) (p. 4509) ; Bonduel (Stéphane) (p. 4527).

BÂTIMENT (industrie du) : Teulade (René) (p. 4501) ; Braconnier (Jacques) (p. 4505) ; Noé (Pierre) (p. 4515) ; Dumont (Raymond) (p. 4517).

BIBLIOTHÈQUES : Delmas (Lucien) (p. 4509).

CHÈQUES-VACANCES : Bonduel (Stéphane) (p. 4527).

CHÔMEURS : Louvot (Pierre) (p. 4512).

CINÉMA : Delmas (Lucien) (p. 4509).

COMITÉS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX : Souvet (Louis) (p. 4526).

COMMERCE ET ARTISANAT : Braconnier (Jacques) (p. 4505).

COMMERCE EXTÉRIEUR : Wirth (Frédéric) (p. 4519, 4520, 4521).

CONCURRENCE INTERNATIONALE : Rocard (Michel) (p. 4498).

CONGÉS PAYÉS : Braconnier (Jacques) (p. 4503) ; Lucotte (Marcel) (p. 4525).

CONSEILS GÉNÉRAUX : Poudonson (Roger) (p. 4529).

CONSOMMATION : Rocard (Michel) (p. 4498, 4536, 4539) ; Braconnier (Jacques) (p. 4503) ; Lombard (Georges) (p. 4506) ; Dumont (Raymond) (p. 4515) ; Souvet (Louis) (p. 4526).

CONSTRUCTION NAVALE : Braconnier (Jacques) (p. 4505).

CONTRATS DE PAYS : Laucournet (Robert) (p. 4523) ; Souvet (Louis) (p. 4526).

CONTRATS DE PLAN : Rocard (Michel) (p. 4497) ; Braconnier (Jacques) (p. 4504).

CONTRATS DE SOLIDARITÉ : Louvot (Pierre) (p. 4512).

CRÈCHES : Midy (Monique) (p. 4522, 4523).

CRÉDIT : Braconnier (Jacques) (p. 4505) ; Dumont (Raymond) (p. 4515) ; Wirth (Frédéric) (p. 4520) ; Rocard (Michel) (p. 4537).

DÉCENTRALISATION : Rocard (Michel) (p. 4496, 4497, 4537) ; Braconnier (Jacques) (p. 4502, 4505) ; Delmas (Lucien) (p. 4508, 4510) ; Noé (Pierre) (p. 4514) ; Laucournet (Robert) (p. 4523, 4524) ; Bonduel (Stéphane) (p. 4527) ; Poudonson (Roger) (p. 4529).

ÉCOLES FRANÇAISES DE L'ÉTRANGER : Wirth (Frédéric) (p. 4520) ; Rocard (Michel) (p. 4539).

ÉDUCATION PHYSIQUE ET SPORTIVE : Delmas (Lucien) (p. 4510).

EMPLOI : Rocard (Michel) (p. 4498, 4535, 4537) ; Teulade (René) (p. 4500, 4501, 4502) ; Braconnier (Jacques) (p. 4503) ; Louvot (Pierre) (p. 4510, 4511, 4512, 4513) ; Noé (Pierre) (p. 4514, 4515) ; Dumont (Raymond) (p. 4515, 4516, 4517) ; Souvet (Louis) (p. 4526) ; Poudonson (Roger) (p. 4528, 4529).

EMPLOIS (créations d') : Rocard (Michel) (p. 4498) ; Braconnier (Jacques) (p. 4503) ; Dumont (Raymond) (p. 4516, 4517) ; Bonduel (Stéphane) (p. 4527).

EMPLOIS PUBLICS : Midy (Monique) (p. 4522) ; Poudonson (Roger) (p. 4529).

EMPLOIS TERTIAIRES : Noé (Pierre) (p. 4515).

ÉNERGIE : Rocard (Michel) (p. 4498) ; Teulade (René) (p. 4500) ; Braconnier (Jacques) (p. 4502, 4503) ; Delmas (Lucien) (p. 4508) ; Lucotte (Marcel) (p. 4524).

ÉNERGIE (économies d') : Rocard (Michel) (p. 4498, 4539) ; Teulade (René) (p. 4500) ; Braconnier (Jacques) (p. 4504) ; Noé (Pierre) (p. 4514, 4515) ; Dumont (Raymond) (p. 4517) ; Bonduel (Stéphane) (p. 4527).

ÉNERGIE NUCLÉAIRE : Braconnier (Jacques) (p. 4504) ; Noé (Pierre) (p. 4515).

ÉNERGIES NOUVELLES : Rocard (Michel) (p. 4498) ; Braconnier (Jacques) (p. 4504).

ENTREPRISES : Teulade (René) (p. 4501, 4502) ; Braconnier (Jacques) (p. 4503) ; Lombard (Georges) (p. 4506, 4507) ; Louvot

(Pierre) (p. 4512, 4513) ; Dumont (Raymond) (p. 4515, 4517) ; Wirth (Frédéric) (p. 4520) ; Laucournet (Robert) (p. 4523) ; Lucotte (Marcel) (p. 4524, 4525) ; Souvet (Louis) (p. 4527) ; Rocard (Michel) (p. 4537).

ENTREPRISES (aide aux) : Rocard (Michel) (p. 4499) ; Teulade (René) (p. 4501).

ENTREPRISES PUBLIQUES : Lombard (Georges) (p. 4507).

ENSEIGNEMENT : Delmas (Lucien) (p. 4509, 4510) ; Bœuf (Marc) (p. 4518) ; Wirth (Frédéric) (p. 4521) ; Rocard (Michel) (p. 4538, 4539).

ENSEIGNEMENT AGRICOLE : Delmas (Lucien) (p. 4509).

ENSEIGNEMENT DES ARTS PLASTIQUES : Delmas (Lucien) (p. 4509).

ENSEIGNEMENT PRIMAIRE : Bœuf (Marc) (p. 4518).

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR : Delmas (Lucien) (p. 4510).

ENSEIGNEMENT TECHNIQUE : Delmas (Lucien) (p. 4509) ; Rocard (Michel) (p. 4538).

ÉQUIPEMENTS SPORTIFS ET SOCIO-ÉDUCATIFS : Delmas (Lucien) (p. 4510).

EXPLOITATIONS AGRICOLES : Rocard (Michel) (p. 4499).

EXPORTATIONS : Teulade (René) (p. 4500) ; Braconnier (Jacques) (p. 4502, 4503, 4504) ; Noé (Pierre) (p. 4515) ; Wirth (Frédéric) (p. 4520) ; Rocard (Michel) (p. 4536, 4538).

FAILLITE : Teulade (René) (p. 4501) ; Wirth (Frédéric) (p. 4520).

FONCTIONNAIRES PARLEMENTAIRES : Rocard (Michel) (p. 4534).

FORMATION CONTINUE : Delmas (Lucien) (p. 4509, 4510).

FORMATION PROFESSIONNELLE : Teulade (René) (p. 4501) ; Delmas (Lucien) (p. 4509, 4510) ; Louvot (Pierre) (p. 4512) ; Noé (Pierre) (p. 4515) ; Bœuf (Marc) (p. 4518).

FRAIS GÉNÉRAUX : Braconnier (Jacques) (p. 4503) ; Lombard (Georges) (p. 4507).

FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER : Wirth (Frédéric) (p. 4520, 4521) ; Rocard (Michel) (p. 4539).

GAZ (URSS) : Poudonson (Roger) (p. 4539).

GOUVERNEMENT : Poudonson (Roger) (p. 4539) ; Rocard (Michel) (p. 4540).

HANDICAPÉS : Louvot (Pierre) (p. 4513).

IMPÔTS LOCAUX : Braconnier (Jacques) (p. 4505) ; Dumont (Raymond) (p. 4517).

IMPÔT SUR LA FORTUNE : Lombard (Georges) (p. 4507) ; Souvet (Louis) (p. 4527).

INFLATION : Teulade (René) (p. 4501, 4502) ; Braconnier (Jacques) (p. 4504) ; Lombard (Georges) (p. 4507) ; Delmas (Lucien) (p. 4508) ; Louvot (Pierre) (p. 4512, 4513) ; Noé (Pierre) (p. 4514, 4515) ; Wirth (Frédéric) (p. 4520) ; Midy (Monique) (p. 4522) ; Lucotte (Marcel) (p. 4524, 4525) ; Souvet (Louis) (p. 4526) ; Poudonson (Roger) (p. 4528) ; Rocard (Michel) (p. 4535, 4536, 4537).

INFORMATION : Braconnier (Jacques) (p. 4503) ; Delmas (Lucien) (p. 4508).

INVESTISSEMENTS : Rocard (Michel) (p. 4498, 4500, 4536, 4537) ; Braconnier (Jacques) (p. 4503) ; Lombard (Georges) (p. 4507, 4508) ; Dumont (Raymond) (p. 4517) ; Wirth (Frédéric) (p. 4520) ; Lucotte (Marcel) (p. 4525).

LIVRE : Delmas (Lucien) (p. 4509).

LOGEMENT : Dumont (Raymond) (p. 4517).

MÉDECINE : Louvot (Pierre) (p. 4513).

MÉDECINE DU TRAVAIL : Midy (Monique) (p. 4522).

MÉDECINE SCOLAIRE : Midy (Monique) (p. 4522).

MONNAIE : Teulade (René) (p. 4501) ; Braconnier (Jacques) (p. 4504) ; Wirth (Frédéric) (p. 4520) ; Lucotte (Marcel) (p. 4525).

MONUMENTS HISTORIQUES : Delmas (Lucien) (p. 4509) ; Bœuf (Marc) (p. 4518).

MUSIQUE : Delmas (Lucien) (p. 4509).

NATIONALISATION : Braconnier (Jacques) (p. 4503) ; Dumont (Raymond) (p. 4515) ; Lucotte (Marcel) (p. 4525) ; Bonduel (Stéphane) (p. 4527).

OFFICES : Braconnier (Jacques) (p. 4504) ; Noé (Pierre) (p. 4515).

PARLEMENT (rôle du) : Braconnier (Jacques) (p. 4502).

PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT : Rocard (Michel) (p. 4497) ; Bonduel (Stéphane) (p. 4528).

PERSONNES ÂGÉES : Louvot (Pierre) (p. 4513) ; Midy (Monique) (p. 4522).

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (PME) : Braconnier (Jacques) (p. 4503, 4505) ; Delmas (Lucien) (p. 4508, 4519) ; Poudonson (Roger) (p. 4529) ; Rocard (Michel) (p. 4537).

PETITES ET MOYENNES INDUSTRIES (PMI) : Braconnier (Jacques) (p. 4503, 4505) ; Dumont (Raymond) (p. 4515).

PLAN INTÉRIMAIRE : Rocard (Michel) (p. 4496, 4497, 4498, 4499, 4500, 4528, 4529, 4534, 4535, 4536, 4537, 4538, 4539, 4540) ; Teulade (René) (p. 4500, 4501, 4502) ; Braconnier (Jacques) (p. 4502, 4503, 4504, 4505, 4506) ; Lombard (Georges) (p. 4506, 4507, 4508) ; Delmas (Lucien) (p. 4508, 4509, 4510) ; Louvot (Pierre) (p. 4510, 4511, 4512, 4513) ; Noé (Pierre) (p. 4513, 4514, 4515) ; Dumont (Raymond) (p. 4515, 4516, 4517, 4518) ; Bœuf (Marc) (p. 4518) ; Wirth (Frédéric) (p. 4519, 4520, 4521) ; Midy (Monique) (p. 4522, 4523) ; Laucournet (Robert) (p. 4523, 4524) ; Lucotte (Marcel) (p. 4524, 4525, 4526) ; Souvet (Pierre) (p. 4526, 4527) ; Bonduel (Stéphane) (p. 4527, 4528) ; Poudonson (Roger) (p. 4528, 4529, 4539, 4540) ; Ehlers (Gérard) (p. 4540).

PLAN : Teulade (René) (p. 4501) ; Louvot (Pierre) (p. 4511) ; Noé (Pierre) (p. 4514).

POLITIQUE CULTURELLE : Rocard (Michel) (p. 4497) ; Delmas (Lucien) (p. 4508, 4509) ; Bœuf (Marc) (p. 4518).

POLITIQUE ÉCONOMIQUE : Rocard (Michel) (p. 4498, 4528, 4529, 4535) ; Teulade (René) (p. 4500, 4501) ; Braconnier (Jacques) (p. 4502, 4503, 4504, 4505) ; Lombard (Georges) (p. 4506, 4507, 4508) ; Delmas (Lucien) (p. 4508) ; Louvot (Pierre) (p. 4511, 4512, 4513) ; Noé (Pierre) (p. 4514, 4515) ; Wirth (Frédéric) (p. 4519, 4520) ; Lucotte (Marcel) (p. 4524, 4525) ; Souvet (Louis) (p. 4526, 4527) ; Bonduel (Stéphane) (p. 4527, 4528) ; Poudonson (Roger) (p. 4528).

POLITIQUE EXTÉRIEURE : Poudonson (Roger) (p. 4540).

POLITIQUE FAMILIALE : Louvot (Pierre) (p. 4513) ; Midy (Monique) (p. 4522, 4523).

POLITIQUE INDUSTRIELLE : Rocard (Michel) (p. 4498, 4499, 4537) ; Teulade (René) (p. 4500, 4502) ; Braconnier (Jacques) (p. 4502, 4503, 4504, 4505) ; Lombard (Georges) (p. 4506, 4507, 4508) ; Noé (Pierre) (p. 4514, 4515) ; Dumont (Raymond) (p. 4515, 4517) ; Laucournet (Robert) (p. 4523) ; Lucotte (Marcel) (p. 4525).

POLOGNE : Poudonson (Robert) (p. 4539) ; Rocard (Michel) (p. 4540) ; Ehlers (Gérard) (p. 4540).

PRIX : Teulade (René) (p. 4501) ; Braconnier (Jacques) (p. 4504) ; Lombard (Georges) (p. 4507) ; Dumont (Raymond) (p. 4517).

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT (PIB) : Delmas (Lucien) (p. 4508) ; Dumont (Raymond) (p. 4517) ; Wirth (Frédéric) (p. 4520).

PROGRAMMES D'ACTION PRIORITAIRE (PAP) : Lucotte (Marcel) (p. 4525).

QUOTIENT FAMILIAL : Louvot (Pierre) (p. 4513) ; Poudonson (Roger) (p. 4529).

RAPPORT AUROUX (droits des salariés) : Louvot (Pierre) (p. 4512).

RAPPORT SCHWARTZ (formation professionnelle) : Louvot (Pierre) (p. 4512).

RECHERCHE : Delmas (Lucien) (p. 4508) ; Noé (Pierre) (p. 4514, 4515) ; Bœuf (Marc) (p. 4518) ; Bonduel (Stéphane) (p. 4527).

RÉSIDENCES SECONDAIRES : Wirth (Frédéric) (p. 4521).

RÉGIONS : Teulade (René) (p. 4501) ; Braconnier (Jacques) (p. 4505) ; Delmas (Lucien) (p. 4508, 4509, 4510) ; Laucournet (Robert) (p. 4523, 4524) ; Souvet (Louis) (p. 4526).

ROUTES : Dumont (Raymond) (p. 4517).

SALARIÉS (droits des) : Rocard (Michel) (p. 4498) ; Braconnier (Jacques) (p. 4503) ; Louvot (Pierre) (p. 4512) ; Poudonson (Roger) (p. 4529).

SANTÉ PUBLIQUE : Teulade (René) (p. 4501) ; Louvot (Pierre) (p. 4513).

SCOLARISATION : Bœuf (Marc) (p. 4518) ; Rocard (Michel) (p. 4538).

SÉCURITÉ SOCIALE : Rocard (Michel) (p. 4500, 4536, 4539) ; Teulade (René) (p. 4501) ; Braconnier (Jacques) (p. 4504) ; Louvot (Pierre) (p. 4513) ; Dumont (Raymond) (p. 4517) ; Wirth (Frédéric) (p. 4521) ; Midy (Monique) (p. 4522) ; Lucotte (Marcel) (p. 4525).

SOLIDARITÉ NATIONALE : Rocard (Michel) (p. 4500, 4537) ; Teulade (René) (p. 4500, 4502) ; Braconnier (Jacques) (p. 4502) ; Noé (Pierre) (p. 4515) ; Bonduel (Stéphane) (p. 4528) ; Poudonson (Roger) (p. 4528).

TEMPS LIBRE : Rocard (Michel) (p. 4497) ; Bœuf (Marc) (p. 4518).

TEXTILE (industrie) : Wirth (Frédéric) (p. 4520).

THÉÂTRES NATIONAUX : Delmas (Lucien) (p. 4509).

TRAVAIL (durée du) : Braconnier (Jacques) (p. 4503) ; Louvot (Pierre) (p. 4512, 4513) ; Dumont (Raymond) (p. 4516) ; Lucotte (Marcel) (p. 4525) ; Souvet (Louis) (p. 4527) ; Poudonson (Roger) (p. 4528) ; Rocard (Michel) (p. 4536).

TRAVAILLEURS ÉTRANGERS : Bœuf (Marc) (p. 4518).

TRAVAIL POSTÉ : Dumont (Raymond) (p. 4516).

VOIES NAVIGABLES : Braconnier (Jacques) (p. 4505).

Motion n° 1 tendant à opposer la **question préalable,** de M. Jacques Braconnier, rapporteur (p. 4540, 4544) : *MM. Jacques Braconnier, rapporteur ; René Regnault, Michel Chauty, président de la Commission des affaires économiques ; Michel Rocard, ministre du plan et de l'aménagement du territoire.*

Adoption de la motion (p. 4544 ; scrutin public n° 59 ; liste des votants p. 4549, 4550).

Rejet [22 décembre 1981] (p. 4544).

Discussion (nouvelle lecture)

[23 décembre 1981] (p. 4565, 4569).

I. – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 4565, 4566) : *MM. Michel Rocard, ministre du plan et de l'aménagement du territoire ; Jacques Braconnier, rapporteur de la Commission des affaires économiques ; Maurice Schumann.*

COMMERCE EXTÉRIEUR : Rocard (Michel) (p. 4566).

POLITIQUE ÉCONOMIQUE : Braconnier (Jacques) (p. 4566).

TEXTILE (industrie) : Schumann (Maurice) (p. 4566).

II. – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4566, 4569) : *M. Jacques Braconnier, rapporteur.*

Article 1er (p. 4567).

Adopté : amendement n° 1 de M. Jacques Braconnier, rapporteur : suppression de cet article sur l'approbation du plan intérimaire pour les années 1982 et 1983 (p. 4567).

– L'article 1er est supprimé (p. 4567).

Article 2 (p. 4568).

Adopté : amendement n° 2 de M. Jacques Braconnier, rapporteur : suppression de cet article sur la signature de contrats de plan entre l'État et les régions ou les entreprises (p. 4568).

– L'article 2 est supprimé (p. 4568).

Article 3 (p. 4568).

Adopté : amendement n° 3 de M. Jacques Braconnier, rapporteur : suppression de cet article sur la présentation d'un rapport sur l'articulation entre les options du plan intérimaire et les moyens budgétaires et la surveillance de l'exécution du plan intérimaire par une Commission (p. 4568).

– l'article 3 est supprimé (p. 4568).

Article 4 (p. 4568).

Adopté : amendement n° 4 de M. Jacques Braconnier, rapporteur : suppression de cet article sur l'apport d'aides directes ou indirectes à des entreprises par des collectivités territoriales et leurs groupements ou les régions (p. 4568).

– L'article 4 est supprimé (p. 4568).

Explications de vote :

– *M. Bernard Parmantier* (p. 4568) : opposition du groupe socialiste au texte modifié par le Sénat et approbation du projet adopté par l'Assemblée nationale.

– *M. Raymond Dumont* (p. 4568) : opposition au projet de loi vidé de sa signification par le Sénat et soutien du Gouvernement pour l'application du plan intérimaire.

– *M. Étienne Dailly* (p. 4569) : vote favorable sur le projet modifié par le Sénat.

– *M. Jacques Braconnier* (p. 4569) : vote favorable sur le projet modifié par le Sénat.

Scrutin public (p. 4569 ; n° 62 ; liste des votants p. 4577, 4578).

Adoption (tous les articles supprimés).

Rejet [23 décembre 1981] (p. 4569).

(Plan.)

Voir COLLECTIVITÉS LOCALES, **2,** DG.

LOI DE FINANCES, **1,** DG : Transports ; Plan et aménagement du territoire.

NATIONALISATION, **1,** DG.

(Plan intérimaire.)

Voir BAUX, **1,** DG.

LOI DE FINANCES, **1** : Transports ; Plan et aménagement du territoire ; Défense.

PLAN, **1,** DG.

NATIONALISATION, **1,** nouvelle lecture, DG.

PLAN « AVENIR JEUNES »

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Services du Premier ministre. – I. – Services généraux.

PLAN DAVIGNON (industrie)

Voir LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **2,** DG.

PLAN GRAND SUD-OUEST

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Plan et aménagement du territoire ; Temps libre ; Agriculture.

PLANS D'AMÉNAGEMENT DE ZONES (PAZ)

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Urbanisme et logement.

PLANS D'OCCUPATION DES SOLS (POS)

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Urbanisme et logement.

QUESTIONS ORALES, nos 124 (J.O. du 16 avril 1981), 4.

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 4.

PLANS RÉGIONAUX

Voir COLLECTIVITÉS LOCALES, 2, DG.

LOI DE FINANCES, 1 : Plan et aménagement du territoire.

PLATEAU CONTINENTAL

Voir TRAITÉS ET CONVENTIONS, 18, DG.

PLUS-VALUES (imposition des)

Voir LOI DE FINANCES, 1, DG.

QUESTION ORALE, n° 112 (J.O. du 3 avril 1981).

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 4.

POLICE

1. – **Proposition de loi cadre tendant à l'utilisation démocratique de la force publique et instituant un ensemble de règles déontologiques applicables aux fonctionnaires de police,** présentée par M. Jacques Eberhard, sénateur et plusieurs de ses collègues (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 20 décembre 1980. – 2 avril 1981) [n° 231 (1980-1981)]. – Renvoi à la Commission des lois.

(Police.)

Voir COLLECTIVITÉS LOCALES, 2.

DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, 1.

LOI DE FINANCES, 1 : Transports ; Défense ; Intérieur et décentralisation.

QUESTIONS ORALES, nos 106 (J.O. du 12 mars 1981), 61.

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, nos 486, 18.

(Police [commissariats de].)

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Intérieur et décentralisation.

(Police [personnels de].)

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Intérieur et décentralisation ; Charges communes.

PEINE DE MORT, 1, DG.

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 18.

POLICE DE L'AIR ET DES FRONTIÈRES

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Intérieur et décentralisation.

POLICE MUNICIPALE

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Intérieur et décentralisation.

POLICE NATIONALE

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Intérieur et décentralisation.

POLITIQUE CULTURELLE

Voir COLLECTIVITÉS LOCALES, 2, DG.

PLAN, 1, DG.

POLITIQUE DE DÉFENSE

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Défense.

POLITIQUE DE L'EMPLOI

Voir DÉCLARATION DU GOUVERNEMENT, 1.

POLITIQUE DE L'ÉNERGIE

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, 1, 3.

LOI DE FINANCES, 1 : Industrie.

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, nos 25, 61.

POLITIQUE ÉCONOMIQUE

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, 1, 2.

LOI DE FINANCES, 1, DG.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, DG.

QUESTIONS ORALES, nos 99, 102.

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, nos 46, 64, 66.

POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

1. – **Projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social,** présenté par M. Pierre Mauroy, Premier ministre [27 novembre 1981] (n° 577). – Renvoi à la Commission des affaires culturelles. – Rapport de M. Jean-Michel Belorgey [3 décembre 1981] (n° 593). – Discussion [10 décembre 1981]. – Adoption [10 décembre 1981] (n° 74).

TRANSMISSION AU SÉNAT (PREMIÈRE LECTURE) [11 décembre 1981] [n° 115 (1981-1982)]. – Renvoi à la Commission spéciale. – Rapport de M. François Collet [16 décembre 1981] [n° 131 (1981-1982)]. – Discussion [21 décembre 1981] (p. 4450, 4479). – Rejet [21 décembre 1981] (n° 29).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLÉE NATIONALE) ; rapport de M. Jean-Michel Belorgey [22 décembre 1981] (n° 664).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SÉNAT) ; rapport de M. François Collet [22 décembre 1981] [n° 152 (1981-1982)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) [22 décembre 1981] (n° 662). – Renvoi à la Commission des affaires culturelles. – Rapport de M. Jean-Michel Belorgey [22 décembre 1981] (n° 668). – Discussion [22 décembre 1981]. – Adoption [22 décembre 1981] (n° 96).

TRANSMISSION AU SÉNAT (NOUVELLE LECTURE) [22 décembre 1981] [n° 155 (1981-1982)]. – Renvoi à la Commission spéciale. – Rapport de M. François Collet [22 décembre 1981] [n° 156 (1981-1982)]. – Discussion [22 décembre 1981] (p. 4530). – Rejet [22 décembre 1981] (n° 31).

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (DERNIÈRE LECTURE) [23 décembre 1981] (n° 673). – Renvoi à la Commission spéciale. – Rapport de M. Jean-Michel Belorgey [23 décembre 1981] (n° 674). – Discussion [23 décembre 1981]. – Adoption [23 décembre 1981] (n° 97).

DÉCISION DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL du 5 janvier 1982 (J.O. Lois et décrets du 7 janvier 1982).

PROMULGATION : Loi n° 82-3 du 6 janvier 1982 (J.O. Lois et décrets du 7 janvier 1982).

Discussion (première lecture)

[21 décembre 1981] (p. 4450, 4479).

I. – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 4450, 4476) : *MM. Jean-Pierre Cantegrit, président de la Commission spéciale ; Robert Schwint, président de la Commission des affaires sociales ; André Labarrère, ministre chargé des relations avec le Parlement ; François Collet, rapporteur de la Commission spéciale ; Pierre Mauroy, Premier ministre ; Charles Bonifay, Michel Charasse, Franck Sérusclat, Hector Viron, Jean Chérioux, Gérard Ehlers, Mme Cécile Goldet, MM. Michel Rigou, Marcel Rudloff, Jacques Genton, Roger Lise, Jean Auroux, ministre du travail.*

AGENCE NATIONALE POUR L'EMPLOI (ANPE) : Collet (François) (p. 4453) ; Auroux (Jean) (p. 4475).

ASSURANCE VIEILLESSE : Bonifay (Charles) (p. 4461).

CAISSE NATIONALE DE RETRAITE DES AGENTS DES COLLECTIVITÉS LOCALES : Collet (François) (p. 4455).

CHÈQUES VACANCES : Collet (François) (p. 4455) ; Schwint (Robert) (p. 4460) ; Rigou (Michel) (p. 4469).

CHÔMAGE : Mauroy (Pierre) (p. 4456).

CHÔMAGE (indemnisation du) : Schwint (Robert) (p. 4461).

COMMERCE EXTÉRIEUR : Mauroy (Pierre) (p. 4456).

CONGÉS PAYÉS : Collet (François) (p. 4452) ; Mauroy (Pierre) (p. 4457) ; Bonifay (Charles) (p. 4461) ; Viron (Hector) (p. 4466) ; Auroux (Jean) (p. 4475).

CONSOMMATION : Mauroy (Pierre) (p. 4456).

CONSTITUTION (art. 38) : Collet (François) (p. 4451) ; Mauroy (Pierre) (p. 4457) ; Schwint (Robert) (p. 4461) ; Charasse (Michel) (p. 4462, 4464) ; Sérusclat (Franck) (p. 4464) ; Rudloff (Marcel) (p. 4469).

CONTRATS DE SOLIDARITÉ : Collet (François) (p. 4454) ; Mauroy (Pierre) (p. 4457, 4458) ; Schwint (Robert) (p. 4460) ; Charasse (Michel) (p. 4462) ; Viron (Hector) (p. 4467) ; Rigou (Michel) (p. 4469) ; Rudloff (Marcel) (p. 4470) ; Auroux (Jean) (p. 4475).

CONTRATS DE TRAVAIL : Collet (François) (p. 4453) ; Mauroy (Pierre) (p. 4457) ; Schwint (Robert) (p. 4460) ; Viron (Hector) (p. 4466) ; Rigou (Michel) (p. 4469) ; Rudloff (Marcel) (p. 4470) ; Chérioux (Jean) (p. 4472) ; Auroux (Jean) (p. 4475).

COUR DES COMPTES : Collet (François) (p. 4453, 4454) ; Mauroy (Pierre) (p. 4458).

CUMULS : Collet (François) (p. 4454) ; Mauroy (Pierre) (p. 4458) ; Schwint (Robert) (p. 4460) ; Charasse (Michel) (p. 4462) ; Viron (Hector) (p. 4466) ; Ehlers (Gérard) (p. 4468) ; Rigou (Michel) (p. 4469) ; Genton (Jacques) (p. 4471) ; Chérioux (Jean) (p. 4473) ; Auroux (Jean) (p. 4475).

DÉPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER : Collet (François) (p. 4452) ; Lise (Roger) (p. 4473).

DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT (DGF) : Collet (François) (p. 4455).

ÉCOLES DE PÊCHE ET D'APPRENTISSAGE MARITIME : Lise (Roger) (p. 4473).

EMPLOI : Collet (François) (p. 4452, 4453) ; Schwint (Robert) (p. 4460) ; Viron (Hector) (p. 4466, 4467).

EMPLOIS (création d') : Collet (François) (p. 4452) ; Mauroy (Pierre) (p. 4456) ; Charasse (Michel) (p. 4462) ; Viron (Hector) (p. 4466) ; Rigou (Michel) (p. 4469).

ENTREPRISES : Collet (François) (p. 4455) ; Charasse (Michel) (p. 4463) ; Viron (Hector) (p. 4467) ; Chérioux (Jean) (p. 4472).

FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS : Collet (François) (p. 4453) ; Mauroy (Pierre) (p. 4458) ; Schwint (Robert) (p. 4460) ; Chérioux (Jean) (p. 4472).

FONCTION PUBLIQUE (des collectivités locales) : Collet (François) (p. 4454) ; Mauroy (Pierre) (p. 4457) ; Schwint (Robert) (p. 4460) ; Bonifay (Charles) (p. 4461).

FORMATION PROFESSIONNELLE : Collet (François) (p. 4455) ; Mauroy (Pierre) (p. 4459) ; Schwint (Robert) (p. 4461) ; Charasse (Michel) (p. 4462) ; Viron (Hector) (p. 4467) ; Rudloff (Marcel) (p. 4470) ; Lise (Roger) (p. 4473).

INDUSTRIE : Mauroy (Pierre) (p. 4456).

INVESTISSEMENTS : Mauroy (Pierre) (p. 4456).

LOI (domaine de la) : Rudloff (Marcel) (p. 4470).

LOISIRS : Collet (François) (p. 4455).

MAGISTRATS : Collet (François) (p. 4454) ; Mauroy (Pierre) (p. 4458).

MARTINIQUE (La) : Lise (Roger) (p. 4474).

MILITAIRES : Mauroy (Pierre) (p. 4458) ; Ehlers (Gérard) (p. 4468) ; Rigou (Michel) (p. 4469) ; Genton (Jacques) (p. 4471) ; Chérioux (Jean) (p. 4473).

OFFICIERS : Collet (François) (p. 4454) ; Ehlers (Gérard) (p. 4468).

ORDONNANCES (législation par) : Collet (François) (p. 4451) ; Mauroy (Pierre) (p. 4457) ; Schwint (Robert) (p. 4461) ; Bonifay (Charles) (p. 4461) ; Charasse (Michel) (p. 4462, 4463) ; Viron (Hector) (p. 4465) ; Rudloff (Marcel) (p. 4470) ; Chérioux (Jean) (p. 4471) ; Auroux (Jean) (p. 4474).

PARLEMENT (rôle du) : Charasse (Michel) (p. 4463, 4464) ; Rigou (Michel) (p. 4469) ; Rudloff (Marcel) (p. 4470, 4471).

PÊCHES MARITIMES : Lise (Roger) (p. 4473).

PERSONNES ÂGÉES : Collet (François) (p. 4452).

RAPPORT SCHWARTZ (formation professionnelle) : Mauroy (Pierre) (p. 4459) ; Schwint (Robert) (p. 4461).

RETRAITE (âge de la) : Collet (François) (p. 4453, 4454) ; Mauroy (Pierre) (p. 4458) ; Schwint (Robert) (p. 4460) ; Bonifay (Charles) (p. 4461) ; Ehlers (Gérard) (p. 4468) ; Rigou (Michel) (p. 4469) ; Rudloff (Marcel) (p. 4470) ; Chérioux (Jean) (p. 4472) ; Auroux (Jean) (p. 4475).

SALARIÉS (droits des) : Auroux (Jean) (p. 4475).

SÉCURITÉ SOCIALE (réforme) : Bonifay (Charles) (p. 4461).

SIDÉRURGIE (industrie) : Viron (Hector) (p. 4466) ; Ehlers (Gérard) (p. 4467, 4468).

TRAVAIL (durée du) : Collet (François) (p. 4452) ; Mauroy (Pierre) (p. 4457) ; Schwint (Robert) (p. 4460) ; Sérusclat (Franck) (p. 4464) ; Viron (Hector) (p. 4466) ; Ehlers (Gérard) (p. 4467) ; Goldet (Cécile) (p. 4469) ; Rigou (Michel) (p. 4469) ; Rudloff (Marcel) (p. 4470) ; Chérioux (Jean) (p. 4472) ; Auroux (Jean) (p. 4475).

TRAVAIL A TEMPS PARTIEL : Mauroy (Pierre) (p. 4457) ; Schwint (Robert) (p. 4460) ; Bonifay (Charles) (p. 4461) ; Viron (Hector) (p. 4466) ; Goldet (Cécile) (p. 4469) ; Rudloff (Marcel) (p. 4470) ; Chérioux (Jean) (p. 4472) ; Auroux (Jean) (p. 4475) ; Rigou (Michel) (p. 4469).

TRAVAIL POSTÉ : Auroux (Jean) (p. 4475).

TRAVAIL TEMPORAIRE : Collet (François) (p. 4453) ; Mauroy (Pierre) (p. 4457) ; Schwint (Robert) (p. 4460) ; Viron (Hector) (p. 4466) ; Rigou (Michel) (p. 4469) ; Chérioux (Jean) (p. 4472) ; Auroux (Jean) (p. 4475).

USINOR (société) : Ehlers (Gérard) (p. 4467).

Motion n° 1 tendant à opposer la **question préalable,** de M. François Collet, rapporteur (p. 4476, 4479) : *MM. François Collet, rapporteur ; Robert Schwint, Jean Chérioux, Marcel Rudloff, Mme Nicole Questiaux, ministre de la solidarité nationale.*

Adoption de la motion (p. 4479 ; scrutin public n° 53 ; liste des votants p. 4490).

Rejet [21 décembre 1981] (p. 4479).

Discussion (nouvelle lecture)

[22 décembre 1981] (p. 4530).

I. – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 4530) : *M. François Collet, rapporteur de la Commission spéciale ; Mme Nicole Questiaux, ministre de la solidarité nationale.*

MAGISTRATS : Collet (François) (p. 4530).

RETRAITE (âge de la) : Collet (François) (p. 4530).

Motion n° 1 tendant à opposer la **question préalable,** de M. François Collet, rapporteur (p. 4530) : *MM. François Collet, rapporteur ; Jean-Pierre Cantegrit, président de la Commission spéciale.*

Adoption de la motion (p. 4530 ; scrutin public n° 57 ; liste des votants p. 4547, 4548).

Rejet [22 décembre 1981] (p. 4530).

(Politique économique et sociale.)

Voir COLLECTIVITÉS LOCALES, **2.**
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **3,** art. 2 et 3.
PLAN, **1,** DG ; nouvelle lecture, DG.

POLITIQUE EXTÉRIEURE

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, **1.**
LOI DE FINANCES, **1** : Relations extérieures. — I. — Services diplomatiques et généraux. — II. — Coopération.
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **3,** art. 2 et 3.
PLAN, **1,** DG.
QUESTIONS ORALES, n[os] **97** (J.O. du 19 février 1981), **36, 56, 57, 69, 72, 86, 130, 143, 156, 169.**
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n[os] **479, 25, 49, 79.**

POLITIQUE FAMILIALE

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Solidarité nationale, santé.
PLAN, **1,** DG.

POLITIQUE INDUSTRIELLE

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, **1, 2.**
LOI DE FINANCES, **1** : Industrie.
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **2.**
NATIONALISATION, **1,** DG ; nouvelle lecture, DG.
PLAN, **1,** DG.

POLITIQUE MONÉTAIRE

Voir PLAN, **1.**

POLITIQUE SOCIALE

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n[os] **46, 64, 66.**

POLLUTION

Voir AMNISTIE, **1,** DG ; CMP.
LOI DE FINANCES, **1,** art. 27.

POLLUTION (air)

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Environnement.
QUESTION ORALE, n° **89.**

POLLUTION (eau)

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Environnement.
QUESTIONS ORALES, n[os] **60, 126, 146.**

POLLUTION (mer)

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Environnement ; Mer.
TRAITÉS ET CONVENTIONS, **12,** DG.

POLOGNE

Voir ALLOCUTIONS, **7.**
DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, **1.**
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **4,** DG.
PLAN, **1,** DG.
QUESTIONS ORALES, n[os] **36, 169.**
SÉNAT - FAIT PERSONNEL.

POLYNÉSIE FRANÇAISE

Voir COLLECTIVITÉS LOCALES, **2,** DG.
LOI DE FINANCES, **1** : Départements et territoires d'outre-mer.
MER, **2,** DG.
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n[os] **15, 46.**

POMPIERS

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Intérieur et décentralisation.

PONTS

Voir LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **1,** CMP.

PORCINS

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **8.**

PORTE-AVIONS

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Défense.

PORTS AUTONOMES

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Mer.

PORTS D'OUTRE-MER

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Mer.

PORTS FLUVIAUX

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Transports.

PORTS MARITIMES

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Mer.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **48.**

POSTES

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Postes et télécommunications.

(Postes [sécurité des personnels].)

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Postes et télécommunications.

POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Postes et télécommunications ; Départements et territoires d'outre-mer.
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **1,** DG.
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **3,** art. 6.
QUESTION ORALE, n° **119.**

(Postes et télécommunications [personnel des].)

Voir FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, **7,** DG.
QUESTIONS ORALES, n[os] **126** (J.O. du 16 avril 1981), **111.**
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **488.**

(Postes et télécommunications [tarifs postaux].)

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Services du Premier ministre. — I. — Services généraux : Information.

(Postes et télécommunications [tarifs postaux de presse].)

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Charges communes.

PRÉFETS

Voir COLLECTIVITÉS LOCALES, **2,** DG.
DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, **1.**
JUSTICE, **1,** DG.

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

1. — **Proposition de loi constitutionnelle tendant à modifier l'article 18 de la Constitution et esquisser le dialogue entre le Président de la République et le Parlement en aménageant la pratique constitutionnelle du messsage,** présentée par M. Henri Caillavet, sénateur [25 novembre 1981] [n° **68** (1981-1982)]. — Renvoi à la Commission des lois.

Message. — Lecture par M. Alain Poher, président du Sénat du message de M. François Mitterrand, Président de la République, en vertu de l'article 18 de la Constitution [8 juillet 1981] (p. 814, 815) [n° **300** (1980-1981)].

PARLEMENT (RÔLE DU). SUFFRAGE UNIVERSEL. EUROPE. INFLATION. CHÔMAGE (p. 815).

PRÉSIDENT DES CONSEILS RÉGIONAUX

Voir COLLECTIVITÉS LOCALES, **2.**

PRESSE

1. — **Proposition de loi d'orientation sur la presse,** présentée par M. Henri Caillavet, sénateur [28 juillet 1981] [n° **333** (1980-1981)]. — Renvoi à la Commission des affaires culturelles.

2. — **Proposition de loi portant abrogation de l'article 26 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse,** présentée par M. René Jager, sénateur et plusieurs de ses collègues [26 novembre 1981] [n° **79** (1981-1982)]. — Renvoi à la Commission des lois.

3. — **Proposition de loi tendant à modifier l'article 226 du code pénal,** présentée par M. Louis Perrein, sénateur et plusieurs de ses collègues (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 20 décembre 1980. — 2 avril 1981) [n° **239** (1980-1981)]. — Renvoi à la Commission des lois.

(Presse.)

Voir AMNISTIE, **1,** DG ; CMP.

LOI DE FINANCES, **1** : Services du Premier ministre. — I. — Services généraux : information ; Radiodiffusion-télévision française ; Postes et télécommunications.

QUESTION ORALE, n° **114.**

RADIODIFFUSION, **1,** 2e lecture, DG.

(Presse associative.)

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Plan et aménagement du territoire.

(Presse [fiscalité].)

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Services du Premier ministre. — I. — Services généraux : information.

(Presse [publications non quotidiennes].)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** art. 20.

PUBLICATIONS ADMINISTRATIVES

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Services du Premier ministre. — I. — Services généraux : Information.

QUESTION ORALE, n° **123.**

PUBLICATIONS (non quotidiennes)

Voir PRESSE.

PRESTATIONS FAMILIALES

1. — **Proposition de loi tendant à l'extension et à la révalorisation des allocations familiales en particulier dès le premier enfant et tant qu'un enfant reste à charge,** présentée par Mme Marie-Claude Beaudeau, sénateur et plusieurs de ses collègues [7 décembre 1981] [n° **100** (1981-1982)]. — Renvoi à la Commission des affaires sociales.

(Prestations familiales.)

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, **1, 2.**

LOI DE FINANCES, **1** : Défense.

QUESTION ORALE, n° **166.**

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **34.**

PRESTATIONS SOCIALES

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Solidarité nationale, santé.

PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Agriculture ; Prestations sociales agricoles.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **4,** DG.

(Prestations sociales agricoles [cotisations].)

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Prestations sociales agricoles.

PRÊTS D'ACCESSION A LA PROPRIÉTÉ (PAP)

Voir BAUX, **1,** DG.

LOI DE FINANCES, **1** : Urbanisme et logement.

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **4.**

PRÊTS LOCATIFS AIDÉS (PLA)

Voir BAUX, **1,** DG.

LOI DE FINANCES, **1** : Urbanisme et logement.

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **4.**

PRIMES A L'EMBAUCHE

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Commerce et artisanat.

PRIMES D'ORIENTATION AGRICOLE (POA)

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Agriculture.

PRIMES A L'AMÉLIORATION DES LOGEMENTS A USAGE LOCATIF ET A OCCUPATION SOCIALE (PALULOS)

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Urbanisme et logement.

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **4.**

PRIMES DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Plan et aménagement du territoire.

PRIMES RÉGIONALES A L'EMPLOI

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Plan et aménagement du territoire.

PRISONS

Voir ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE.

AMNISTIE, **1,** DG.

LOI DE FINANCES, **1** : Justice.

PRIVILÈGE DU TRÉSOR

Voir LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **3,** DG.

PRIX

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, **2, 3.**

LOI DE FINANCES, **1,** DG ; Commerce et artisanat ; Agriculture ; Consommation ; Services économiques et financiers.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **3,** DG ; art. 16.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **4,** DG.

NATIONALISATION, **1,** DG.

PLAN, **1,** DG.

QUESTION ORALE, n° **48.**

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **3.**

(Prix [contrôle des].)

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **76.**

(Prix [libération des].)

Voir LIVRES, **1,** DG.

QUESTIONS ORALES, n^os^ **108** (J.O. du 19 mars 1981), **26.**

(Prix agricoles.)

Voir QUESTIONS ORALES, n^os^ **45, 67.**

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **19.**

PROBATION

Voir AMNISTIE, **1,** DG.

PROCÉDURE ADMINISTRATIVE

Voir QUESTION ORALE, n° **9.**

PROCÉDURE CIVILE

Voir QUESTION ORALE, n° **155.**

PROCÉDURE PÉNALE

1. — **Proposition de loi tendant à modifier les articles 552 et 411 du code de procédure pénale,** présentée par M. Louis Virapoullé, sénateur et plusieurs de ses collègues [28 juillet 1981] [n° **334** (1980-1981)]. — Renvoi à la Commission des lois.

2. — **Proposition de loi tendant à réformer l'article 738 du code de procédure pénale et supprimer le sursis aux condamnations à l'emprisonnement prononcées contre les proxénètes,** présentée par M. Henri Caillavet, sénateur [25 février 1980] [n° **180** (1979-1980)]. — Reprise par son auteur le 13 octobre 1980. — Renvoi à la Commission des lois.

(Procédure pénale.)

Voir JUSTICE, **1,** DG.

LOI DE FINANCES, **1**: Justice.

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT (PIB)

Voir LOI DE FINANCES, **1**: Recherche et technologie ; Relations extérieures. — I. — Services diplomatiques et généraux. — II. — Coopération ; Défense ; Départements et territoires d'outre-mer ; Solidarité nationale, santé.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **1,** DG.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **3,** DG.

PLAN, **1,** DG.

PRODUITS AGRICOLES

Voir QUESTION ORALE, n° **127.**

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **19.**

Voir aussi aux produits (ex. céréales).

PRODUITS CHIMIQUES

1. — **Projet de loi modifiant la loi n° 77-771 du 12 juillet 1977 sur le contrôle des produits chimiques,** présenté au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Michel Crépeau, ministre de l'environnement [30 novembre 1981] [n° **85** (1981-1982)]. — Renvoi à la Commission des affaires économiques.

PRODUITS TROPICAUX

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **66.**

PROFESSEURS

Voir ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, **1,** DG.

QUESTION ORALE, n° **109** (J.O. du 19 mars 1981).

PROFESSIONS ET ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES

Voir AGENTS IMMOBILIERS.

PROFESSIONS LIBÉRALES

Voir LOI DE FINANCES, **1,** art. 84.

PROGRAMMES D'ACTION FONCIÈRE (PAF)

Voir LOI DE FINANCES, **1**: Urbanisme et logement.

PROGRAMMES D'ACTION PRIORITAIRE (PAP)

Voir LOI DE FINANCES, **1**: Plan et aménagement du territoire ; Solidarité nationale, santé ; Mer.

PLAN, **1,** DG.

PROPAGANDE

Voir QUESTION ORALE, n° **123.**

PROPRIÉTÉ (accession à la)

Voir LOI DE FINANCES, **1**: Urbanisme et logement.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **1,** DG.

QUESTIONS ORALES, n^os^ **24, 85, 96.**

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n^os^ **4, 55.**

PROPRIÉTÉ (droit de)

Voir LOI DE FINANCES, **1**: Agriculture.

NATIONALISATION, **1,** DG ; nouvelle lecture, DG.

PROPRIÉTÉ LITTÉRAIRE ET ARTISTIQUE

Voir QUESTION ORALE, n° **87.**

PROSTITUTION

Voir LOI DE FINANCES, **1**: Services du Premier ministre. — I. — Services généraux.

PROTECTION ANTI-AÉRIENNE

Voir LOI DE FINANCES, **1**: Défense.

PROTECTION CIVILE

Voir DÉFENSE CIVILE.

LOI DE FINANCES, **1**: Défense ; Secrétariat général de la défense nationale ; Intérieur et décentralisation.

PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE

Voir LOI DE FINANCES, **1**: Solidarité nationale, santé.

PROVENCE - ALPES - CÔTE D'AZUR

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n^os^ **25, 71.**

PSYCHIATRIE

Voir LOI DE FINANCES, **1**: Solidarité nationale, santé.

PUBLICITÉ

Voir LOI DE FINANCES, **1**: Services du Premier ministre. — I. — Services généraux : information ; Radiodiffusion-télévision française ; Solidarité nationale, santé ; art. 26 ; art. 74 *bis.*

PYRÉNÉES

Voir LOI DE FINANCES, **1**: Environnement.

Q

QUARTIERS DE SÉCURITÉ RENFORCÉE (QSR)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Justice.

QUART MONDE

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 494.

QUESTEL (centre serveur télésystème)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Services du Premier ministre. – I. – Services généraux.

QUESTIONS ORALES

1. – **Avant le 21 mai 1981.**

N° **2818.** – **Résistants (Création d'un musée de la Résistance).** – Question de M. Philippe Machefer [20 août 1980] (p. 3513). – Réponse de M. Maurice Plantier, secrétaire d'État aux anciens combattants [3 avril 1981] (p. 497, 498).

N° **10.** – **Radiodiffusion et télévision (Réglementation de l'utilisation de la Citizen Band).** – Question de M. Pierre Salvi [7 octobre 1980] (p. 3859). – Réponse de M. Pierre Ribes, secrétaire d'État aux postes [3 avril 1981] (p. 498, 499).

N° **14.** – **Parlementaires (Problèmes posés par la suppléance des parlementaires nommés ministres).** – Question de M. Henri Caillavet [9 octobre 1980] (p. 3850). – Réponse de M. Jacques Limouzy, secrétaire d'État aux relations avec le Parlement [3 avril 1981] (p. 506, 507).

N° **15.** – **Parlementaires (Suppléance d'un parlementaire nommé ministre).** – Question de M. Henri Caillavet [9 octobre 1980] (p. 3850). – Réponse de M. Jacques Limouzy, secrétaire d'État aux relations avec le Parlement [3 avril 1981] (p. 506, 507).

N° **50.** – **Police (personnel de) (Port d'insignes nazis).** – Question de M. Raymond Dumont [30 octobre 1980] (p. 4292). – Réponse de M. Christian Bonnet, ministre de l'intérieur [3 avril 1981] (p. 501, 502).

N° **60.** – **Gendarmerie (révalorisation des majorations de retraites spéciales à la gendarmerie).** – Question de M. Jacques Genton [4 novembre 1980] (p. 4379). – Réponse de M. Jacques Limouzy, secrétaire d'État aux relations avec le Parlement [3 avril 1981] (p. 502, 503).

N° **71.** – **Forêts (Reboisement équivalent en surface du camp de Canjuers).** – Question de M. Maurice Janetti [12 novembre 1980) (p. 4601). – Réponse de M. Jacques Limouzy, secrétaire d'État aux relations avec le Parlement [3 avril 1981] (p. 503, 504).

N° **78.** – **Textiles (Déséquilibre de la balance du commerce extérieur).** – Question de M. Maurice Schumann [22 novembre 1980] (p. 5173). – Réponse de M. Pierre Mehaignerie, ministre de l'agriculture [3 avril 1981] (p. 514, 515, 516).

N° **86.** – **Télécommunications (Politique du gouvernement concernant le 3e canal du futur satellite de télévision).** – Question de M. Henri Caillavet [8 janvier 1981] (p. 1). – Caduque le 21 mai 1981.

N° **87.** – **Charbon (Prise en compte du bassin minier de Manosque dans l'inventaire des réserves charbonnières nationales).** – Question de M. Maurice Janetti [8 janvier 1981] (p. 1). – Réponse de M. André Giraud, ministre de l'industrie [3 avril 1981] (p. 504, 505, 506).

N° **88.** – **Handicapés (Procédure en vigueur concernant l'appareillage des handicapés).** – Question de M. Jean Cauchon [22 janvier 1981] (p. 84). – Caduque le 21 mai 1981.

N° **89.** – **Consommation (Protection et information des consommateurs).** – Question de M. Jean Cauchon [22 janvier 1981] (p. 84). – Caduque le 21 mai 1981.

N° **90.** – **Sports (Subvention attribuée à la fédération sportive et gymnastique du travail).** – Question de M. Guy Schmaus [29 janvier 1981] (p. 113). – Caduque le 21 mai 1981.

N° **91.** – **Centrales nucléaires (Projet d'implantation d'une nouvelle centrale nucléaire sur le cours de la moyenne Garonne).** – Question de M. Henri Caillavet [29 janvier 1981] (p. 113). – Caduque le 21 mai 1981.

N° **92.** – **Stupéfiants (Lutte contre la drogue).** – Question de M. Guy Schmaus [29 janvier 1981] (p. 113). – Caduque le 21 mai 1981.

N° **93.** – **Entreprises (Entreprises : allègement des procèdures administratives).** – Question de M. Pierre Vallon [12 février 1981] (p. 189). – Réponse de M. Jacques Limouzy, secrétaire d'État aux relations avec le Parlement [3 avril 1981] (p. 499, 500, 501).

N° **94.** – **Commerce extérieur (Conséquences financières de la reprise des relations avec l'Iran).** – Question de M. Édouard Bonnefous [12 février 1981] (p. 189). – Caduque le 21 mai 1981.

N° **95.** – **Enseignement secondaire (Situation du Lycée Raynouard, à Brignoles (Var).** – Question de M. Maurice Janetti [19 février 1981] (p. 230). – Réponse de M. Christian Beullac, ministre de l'éducation [3 avril 1981] (p. 507, 508).

N° **96.** – **Logement (Construction de logements pendant les quatre dernières années du VIIIe plan).** – Question de M. Jean Cluzel [19 février 1981] (p. 230). – Réponse de M. Michel d'Ornano, ministre de l'environnement, chargé des fonctions de ministre de la culture [3 avril 1981] (p. 516,517).

N° **97.** – **Politique extérieure (Politique de la France vis-à-vis de Vanuatu).** – Question de M. Henri Caillavet [19 février 1981] (p. 230). – Caduque le 21 mai 1981.

N° **98.** – **Testaments (Enregistrement des testaments).** – Question de M. Jacques Braconnier [19 février 1981] (p. 230). – Caduque le 21 mai 1981.

N° **99.** – **Entreprises (petites et moyennes) (Fiscalité des petites et moyennes entreprises).** – Question de M. Francisque Collomb [26 février 1981] (p. 244). – Caduque le 21 mai 1981.

N° **100.** – **Musées (Mises à disposition du patrimoine culturel).** – Question de Mme Cécile Goldet [26 février 1981] (p. 244). – Caduque le 21 mai 1981.

N° **102.** – **Transports maritimes (Non respect du monopole d'importation par l'État des produits pétroliers).** – Question de M. Michel Chauty [5 mars 1981] (p. 281). – Caduque le 21 mai 1981.

N° **103.** – **Transports maritimes (Perte de devises dues au non respect du monopole d'importation des produits pétroliers).** – Question de M. Michel Chauty [5 mars 1981] (p. 281). – Caduque le 21 mai 1981.

N° **101.** – **Élection du Président de la République (Vote des Français de l'étranger).** – Question de M. Henri Caillavet [26 février 1981] (p. 244). – Réponse de M. Olivier Stirn, secrétaire d'État aux affaires étrangères [3 avril 1981] (p. 512, 513).

N° **104.** – **Fonctionnaires (Situation du corps des attachés d'administration centrale).** – Question de M. Pierre Salvi [5 mars 1981] (p. 282). – Réponse de M. Jacques Limouzy, secrétaire d'État aux relations avec le Parlement [3 avril 1981] (p. 510, 511, 512).

N° **105.** – **Imprimerie (Situation d'une imprimerie).** – Question de M. Guy Schmaus [5 mars 1981] (p. 282). – Caduque le 21 mai 1981.

N° **106.** – **Étrangers (Présence indésirable d'un agitateur étranger).** – Question de M. Jean Colin [12 mars 1981] (p. 313). – Caduque le 21 mai 1981.

N° **107** – **Enseignement (Situation de l'enseignement).** – Question de Mme Hélène Luc [19 mars 1981] (p. 369). – Réponse de M. Christian Beullac, ministre de l'éducation [3 avril 1981] (p. 508, 509, 510).

N° **108.** – **Édition (Libération des prix de l'édition).** – Question de M. Jean Cluzel [19 mars 1981] (p. 370). – Caduque le 21 mai 1981.

N° **109.** – **Enseignants (Respect de la règle de péréquation chez les retraités de l'enseignement).** – Question de M. Raymond Dumont [19 mars 1981] (p. 370). – Caduque le 21 mai 1981.

N° **110.** – **Enseignants (Remplacement des enseignants dans le Pas-de-Calais).** – Question de M. Raymond Dumont [19 mars 1981] (p. 370). – Caduque le 21 mai 1981.

N° **111.** – **Administrations financières (Situation des agents non titulaires du Trésor).** – Question de M. Raymond Dumont [26 mars 1981] (p. 401). – Caduque le 21 mai 1981.

N° **112.** – **Créances (Impositions des plus values : situation d'un créancier adjudicataire des biens d'un débiteur).** – Question de M. Georges Spénale [2 avril 1981] (p. 441). – Caduque le 21 mai 1981.

N° **113.** – **Ministres et Secrétaires d'État (Séparation des fonctions ministérielles et des fonctions électorales).** – Question de M. Henri Caillavet [3 avril 1981] (p. 441). – Caduque le 21 mai 1981.

N° **114.** – **Enseignement élémentaire (Problèmes de scolarisation dans les Yvelines).** – Question de M. Philippe Machefer [3 avril 1981] (p. 441). – Caduque le 21 mai 1981.

N° **115.** – **Assistantes sociales (Formation d'assistants sociaux pour des pays du tiers monde).** – Question de M. Adolphe Chauvin [3 avril 1981] (p. 441). – Caduque le 21 mai 1981.

N° **116.** – **Viticulture (Politique économique européenne en matière viticole).** – Question de M. Gérard Delfau [3 avril 1981] (p. 441). – Réponse de M. Pierre Mehaignerie, ministre de l'agriculture [3 avril 1981] (p. 513, 514).

N° **117.** – **Crimes et délits (Mesures contre l'insécurité à la Courneuve).** – Question de M. James Marson [3 avril 1981] (p. 441). – Caduque le 21 mai 1981.

N° **118.** – **Enseignants (Situation des maîtres auxiliaires).** – Question de M. Maurice Janetti [3 avril 1981]. (p. 441) – Caduque le 21 mai 1981.

N° **119.** – **Travailleurs étrangers (Expulsion de leur logement de travailleurs immigrés).** – Question de M. Serge Boucheny [3 avril 1981] (p. 442). – Caduque le 21 mai 1981.

N° **120.** – **Hôpitaux (Centre hospitalier de Toulon : achat d'un scanographe).** – Question de M. Maurice Janetti [3 avril 1981] (p. 442). – Caduque le 21 mai 1981.

N° **121.** – **Nourrices (Situation des assistantes maternelles).** – Question de Mme Cécile Goldet [4 avril 1981] (p. 519). – Caduque le 21 mai 1981.

N° **122.** – **Radiodiffusion et télévision (Réalisations de Radio-France International).** – Question de M. Francis Palméro [8 avril 1981] (p. 541). – Caduque le 21 mai 1981.

N° **123.** – **Éducation physique et sportive (Enseignement de l'éducation physique et sportive dans les lycées d'enseignement professionnel).** – Question de M. Guy Schmaus [16 avril 1981] (p. 555). – Caduque le 21 mai 1981.

N° **124.** – **Plan d'occupation des sols (POS) (Allègement de la procédure de révision des POS).** – Question de M. Paul Séramy [16 avril 1981] (p. 555). – Caduque le 21 mai 1981.

N° **125.** – **Handicapés (Bilan de l'application de la loi d'orientation en faveur des handicapés).** – Question de M. Roger Boileau [16 avril 1981] (p. 555). – Caduque le 21 mai 1981.

N° **126.** – **Téléphone (Pas-de-Calais : longueur des délais pour l'installation du téléphone).** – Question de M. Raymond Dumont [16 avril 1981] (p. 555). – Caduque le 21 mai 1981.

N° **127.** – **Handicapés (Situation financière de l'association familiale de l'Isère pour l'aide aux enfants infirmes mentaux).** – Question de M. Paul Jargot [14 mai 1981] (p. 665). – Caduque le 21 mai 1981.

2. – **Après le 21 mai 1981**

N° **1.** – **Élections cantonales (Découpage électoral et vote à la proportionnelle).** – Question de M. Jacques Éberhard (J.O. Débats 12 juin 1981) (p. 738).

N° **2.** – **Emploi (Yvelines : dégradation de l'emploi).** – Question de M. Philippe Machefer (J.O. Débats 12 juin 1981) (p. 738). – Réponse de M. Edmond Hervé, ministre délégué auprès du ministre de l'industrie, chargé de l'énergie [23 octobre 1981] (p. 2140, 2141).

N° **3.** – **Textiles (Accroissement du pouvoir d'achat et situation du textile français).** – Question de M. Maurice Schumann (J.O. Débats 12 juin 1981) (p. 738). – Réponse de M. Pierre Dreyfus, ministre de l'industrie [16 juillet 1981] (p. 909, 910).

N° **4.** – **Plan d'occupation des sols (POS) (Procédure de révision des POS).** – Question de M. Paul Séramy (J.O. Débats 12 juin 1981) (p. 738). – Réponse de M. Roger Quilliot, ministre de l'urbanisme et du logement [9 juillet 1981] (p. 861, 862).

N° **5.** – **Expulsions (Expulsion du consul général d'U.R.S.S. à Marseille).** – Question de M. Jean Francou [12 juin 1981] (p. 738).

N° **6.** – **Parlement (Inscription de propositions de loi à l'ordre du jour du Sénat).** – Question de M. Henri Caillavet [20 juin 1981] (p. 754).

N° **7.** – **Crimes et délits (Attitude à adopter à propos de l'assassin anthropophage).** – Question de M. Édouard Bonnefous [20 juin 1981] (p. 754). – Réponse de M. Robert Badinter, ministre de la justice [9 juillet 1981] (p. 858, 859, 860).

N° **8.** – **Entreprises (Petites et moyennes) (Fiscalité des PME).** – Question de M. Francisque Collomb [20 juin 1981] (p. 754).

N° **9.** – **Emprunts (Emprunts des villes et des communes : simplification de la procédure administrative).** – Question de M. Kléber Malécot [20 juin 1981] (p. 754). – Réponse de M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur [9 juillet 1981] (p. 860, 861).

N° **10.** – **Aménagement du territoire (Loiret : mesures en faveur des installations industrielles).** – Question de M. Kléber Malécot [20 juin 1981] (p. 754). – Réponse de M. Michel Rocard, ministre du plan et de l'aménagement du territoire [9 juillet 1981] (p. 867, 868).

N° **11.** – **Céréales (Importations de produits de substitution des céréales dans la CEE).** – Question de M. Pierre Vallon [20 juin 1981] (p. 754). – Réponse de Mme Édith Cresson, ministre de l'agriculture [9 octobre 1981] (p. 1923, 1924).

N° **12.** – **Commerce extérieur (Sociétés d'ingénierie et marché international).** – Question de M. François Dubanchet [20 juin 1981] (p. 754).

N° **13.** – **Investissements (Aménagement de l'avoir fiscal et des droits de succession pour favoriser l'investissement dans les entreprises).** – Question de M. François Dubanchet [20 juin 1981] (p. 754).

N° **14.** – **Logement (gestion de l'aide personnalisée au logement).** – Question de M. François Dubanchet [20 juin 1981] (p. 754). – Réponse de M. Roger Quilliot, ministre de l'urbanisme et du logement [27 octobre 1981] (p. 2179).

N° **15.** – **Handicapés (Bilan de l'application de la loi d'orientation en faveur des handicapés).** – Question de M. Roger Boileau [20 juin 1981] (p. 755). – Réponse de Mme Nicole Questiaux, ministre de la solidarité nationale [9 octobre 1981] (p. 1928, 1929).

N° **16.** – **Pensions de retraite (Montant des retraites au cours des prochaines décennies).** – Question de M. Roger Boileau [20 juin 1981] (p. 755). – Réponse de Mme Nicole Questiaux, ministre de la solidarité nationale [9 octobre 1981] (p. 1930).

N° **17.** – **Exploitants agricoles (Établissement d'un statut professionnel en faveur des épouses d'agriculteurs).** – Question de M. Raymond Bouvier [20 juin 1981] (p. 755).

N° **18.** – **Architectes (Conditions d'obtention du titre d'agréé en architecture).** – Question de M. Raymond Bouvier [20 juin 1981] (p. 755). – Réponse de Roger Quilliot, ministre de l'urbanisme et du logement [27 octobre 1981] (p. 2180, 2182).

N° **19.** – **Emploi (Amélioration du fonctionnement des marchés du travail).** – Question de M. Jean Cauchon [20 juin 1981] (p. 755).

– Réponse de M. Jean Auroux, ministre du travail [9 juillet 1981] (p. 864, 865).

N° 20. – **Énergie solaire (Utilisation de l'énergie solaire).** – Question de M. Jean Cauchon [20 juin 1981] (p. 755). – Réponse de M. Roger Quilliot, ministre de l'urbanisme et du logement [9 juillet 1981] (p. 862, 863).

N° 21. – **Consommation (Protection et information des consommateurs).** – Question de M. Jean Cauchon [20 juin 1981] (p. 755). – Réponse de Mme Catherine Lalumière, ministre de la consommation [9 juillet 1981] (p. 868, 869).

N° 22. – **Handicapés (Procédure en vigueur concernant l'appareillage des handicapés).** – Question de M. Jean Cauchon [20 juin 1981] (p. 755). – Réponse de Mme Nicole Questiaux, ministre de la solidarité nationale [9 juillet 1981] (p. 866, 867).

N° 23. – **Assistantes sociales (Formation d'assistants sociaux pour les pays du tiers monde).** – Question de M. Adolphe Chauvin [20 juin 1981] (p. 755).

N° 24. – **Logement (Aide à l'accession à la propriété).** – Question de M. Auguste Chupin [20 juin 1981] (p. 755). – Réponse de M. Roger Quilliot, ministre de l'urbanisme et du logement [27 octobre 1981] (p. 2182, 2183).

N° 25. – **Accidents du travail (Responsabilité des chefs d'entreprise en cas d'accident du travail).** – Question de M. Auguste Chupin [20 juin 1981] (p. 255).

N° 26. – **Édition (Libération des prix de l'édition : enseignements).** – Question de M. Jean Cluzel [20 juin 1981] (p. 755).

N° 27. – **Circulation routière (Résultats de l'expérience « matin Ile de France »).** – Question de M. Jean Colin [20 juin 1981] (p. 756). – Réponse de M. Charles Fiterman, ministre des transports [9 juillet 1981] (p. 865, 866).

N° 28. – **Expulsions (Présence indésirable d'un agitateur étranger).** – Question de M. Jean Colin [20 juin 1981] (p. 756).

N° 29. – **Pensions de réversion (Taux de certaines pensions de réversion).** – Question de M. Rémi Herment [20 juin 1981] (p. 756).

N° 30. – **Pays en voie de développement (Aide médicale aux pays du tiers monde).** – Question de M. Pierre Lacour [20 juin 1981] (p. 756).

N° 31. – **Agriculture (Application de la loi d'orientation agricole).** – Question de M. Yves Le Cozannet [20 juin 1981) (p. 756). – Réponse de Mme Édith Cresson, ministre de l'agriculture [9 octobre 1981] (p. 1926).

N° 32. – **Radiodiffusion et télévision (Réalisations de Radio-France International).** – Question de M. Francis Palmero [20 juin 1981] (p. 756). – Réponse de M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures [9 juillet 1981] (p. 857, 858).

N° 33. – **Handicapés (Pouvoir d'achat des prestations servies aux handicapés).** – Question de M. Francis Palmero [20 juin 1981] (p. 756). – Réponse de Mme Nicole Questiaux, ministre de la solidarité nationale [9 octobre 1981] (p. 1931).

N° 34. – **Horticulteurs (Suites au rapport sur l'horticulture).** – Question de M. Francis Palmero [20 juin 1981] (p. 756).

N° 35. – **Radiodiffusion et télévision (Mesures en faveur des cibistes et des radio-amateurs).** – Question de M. Francis Palmero [20 juin 1981] (p. 756). – Réponse de M. Louis Mexandeau, ministre des PTT [9 octobre 1981] (p. 1932).

N° 36. – **Politique extérieure (Représentation de la France aux obsèques du cardinal Wyszynski, primat de Pologne).** – Question de M. Pierre Salvi [2 juillet 1981] (p. 785). – Réponse de M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures [9 juillet 1981] (p. 855, 856, 857).

N° 37. – **Énergie (Dépendance énergétique de la France).** – Question de M. François Dubanchet [2 juillet 1981] (p. 785). – Réponse de M. Edmond Hervé, ministre délégué auprès du ministre de l'industrie, chargé de l'énergie [23 octobre 1981] (p. 2145, 2147).

N° 38. – **Entreprises (Agissements de certaines agences de travail temporaire).** – Question de M. Jean Francou [2 juillet 1981] (p. 785).

N° 39. – **Élections (Infraction au code électoral durant la campagne précédant les élections législatives).** – Question de M. Pierre Salvi [2 juillet 1981] (p. 785).

N° 40. – **Vacances (Maintien du système d'étalement des vacances).** – Question de M. Pierre Vallon [2 juillet 1981] (p. 785).

N° 41. – **Transports ferroviaires (TGV priorités dans la construction des lignes).** – Question de M. Philippe Machefer [2 juillet 1981] (p. 786). – Réponse de M. Louis Mexandeau, ministre des PTT en remplacement de M. Michel Rocard, ministre d'État, ministre du Plan et de l'aménagement du territoire [9 octobre 1981] (p. 1934, 1935).

N° 42. – **Finances locales (Charges sociales des collectivités locales).** – Question de M. Claude Mont [2 juillet 1981] (p. 786). – Réponse de M. André Cellard, secrétaire d'État à l'agriculture [16 juillet 1981] (p. 910, 911).

N° 43. – **Pensions de retraite (Indexation des pensions).** – Question de M. Jean Cluzel [2 juillet 1981] (p. 786).

N° 44. – **Diplomes (Consigne discriminatoire d'un certain syndicat en matière de diplomes).** – Question de M. Paul Séramy [2 juillet 1981] (p. 786).

N° 45. – **Céréales (Garantie des prix des céréales).** – Question de M. Michel Sordel [8 juillet 1981] (p. 836). – Réponse de M. André Cellard, secrétaire d'État à l'agriculture [16 juillet 1981] (p. 911, 912).

N° 46. – **Départements d'outre-mer (DOM) (Perception par les Collectivités locales de « l'octroi de mer »).** – Question de M. Roger Lise [8 juillet 1981] (p. 836).

N° 47. – **Éducation physique et sportive (Indemnité versée à des enseignants d'éducation physique animateurs).** – Question de M. Louis Boyer [8 juillet 1981] (p. 836). – Réponse de Mme Edwige Avice, ministre chargé de la jeunesse et des sports [16 juillet 1981] (p. 913).

N° 48. – **Laits et produits laitiers (Prix du lait).** – Question de M. Philippe de Bourgoing [8 juillet 1981] (p. 836). – Réponse de M. André Cellard, secrétaire d'État à l'agriculture [16 juillet 1981] (p. 912, 913).

N° 49. – **Syndicats (Respect des droits syndicaux).** – Question de M. Raymond Dumont [8 juillet 1981] (p. 836). – Réponse de M. Jean Auroux [16 juillet 1981] (p. 913, 914, 915).

N° 50. – **Administrations financières (Travail à temps partiel dans les services du Trésor : remplacement du temps de travail perdu).** – Question de M. Raymond Dumont [8 juillet 1981] (p. 836).

N° 51. – **Administrations financières (Services du Trésor : travail à temps partiel des mères de famille).** – Question de M. Raymond Dumont [8 juillet 1981] (p. 837).

N° 52. – **Administrations financières (Services du Trésor : fixation des effectifs des postes comptables).** – Question de M. Raymond Dumont [8 juillet 1981] (p. 837).

N° 53. – **Lycées (Situation du lycée de Liévin).** – Question de M. Raymond Dumont [8 juillet 1981] (p. 837).

N° 54. – **Armée (Conséquences de la renonciation à l'agrandissement du camp du Larzac).** – Question de M. Jean Cluzel [8 juillet 1981] (p. 837).

N° 55. – **Bibliothèques (Situation de la bibliothèque de documentation internationale).** – Question de M. Philippe Machefer [8 juillet 1981] (p. 837).

N° 56. – **Politique extérieure (Développement des relations France-Guinée).** – Question de M. Philippe Machefer [8 juillet 1981] (p. 837).

N° 57. – **Politique extérieure (Maintien de la présence française dans le pacifique sud).** – Question de M. Philippe Machefer [8 juillet 1981] (p. 837).

N° 58. — Avocats (Accès à la profession d'avocat). — Question de M. Charles Lederman [8 juillet 1981] (p. 837). — Réponse de M. Robert Badinter, ministre de la justice [16 juillet 1981] (p. 915, 916).

N° 59. — Hôtels et restaurants (Hôtels de luxe : conséquences du relèvement de la TVA). — Question de M. Joseph Raybaud [9 juillet 1981] (p. 872).

N° 60. — Pollution (eau) (Action des collectivités locales en matière d'assainissements : crédits). — Question de M. Joseph Raybaud [9 juillet 1981] (p. 873).

N° 61. — Police (Nice et Cannes : accroissement de l'effectif des policiers permanents). — Question de M. Joseph Raybaud [9 juillet 1981] (p. 873).

N° 62. — Forêts (Renforcement des moyens de lutte contre les incendies de forêts). — Question de M. Joseph Raybaud [9 juillet 1981] (p. 873).

N° 63. — Travailleurs étrangers (Subventions accordées aux foyers de travailleurs migrants). — Question de M. Pierre Ceccaldi-Pavard [9 juillet 1981] (p. 873).

N° 64. — Communes (Difficulté de gestion des biens appartenant à des sections de communes). — Question de M. René Chazelle [9 juillet 1981] (p. 873).

N° 65. — Industrie (Dégradation de l'activité industrielle dans le Boulonnais). — Question de M. Raymond Dumont [9 juillet 1981] (p. 873). — Réponse de M. Edmond Hervé, ministre délégué auprès du ministre de l'industrie, chargé de l'énergie [23 octobre 1981] (p. 2141, 2143).

N° 66. — Fonctionnaires (Mutations de fonctionnaires : prise en compte des situations familiales). — Question de M. Adrien Gouteyron [9 juillet 1981] (p. 873).

N° 67. — Exploitants agricoles (Maintien du revenu des agriculteurs). — Question de M. Léon Jozeau-Marigné [9 juillet 1981] (p. 873). — Réponse de Mme Édith Cresson, ministre de l'agriculture [9 octobre 1981] (p. 1922, 1923).

N° 68. — Électricité (Situation des régies autonomes de distribution d'électricité). — Question de M. Jean Cauchon [9 juillet 1981] (p. 873). — Réponse de M. Edmond Hervé, ministre délégué auprès du ministre de l'industrie, chargé de l'énergie [23 octobre 1981] (p. 2143, 2144).

N° 69. — Politique extérieure (Relations de la France avec la RDA). — Question de M. Philippe Machefer [15 juillet 1981] (p. 890).

N° 70. — Commerce (Assujettissement à l'impôt sur les sociétés des unions commerciales). — Question de M. Pierre Louvot [15 juillet 1981] (p. 890).

N° 71. — Entreprises (Allègement des procédures administratives applicables aux entreprises). — Question de M. Pierre Vallon [15 juillet 1981] (p. 890). — Réponse de M. Edmond Hervé, ministre délégué auprès du ministre de l'industrie, chargé de l'énergie [23 octobre 1981] (p. 2144, 2145).

N° 72. — Politique extérieure (Rapports économiques de la France avec le Mexique). — Question de M. Pierre Salvi [15 juillet 1981] (p. 890).

N° 73. — Écoles normales (Avenir des écoles normales d'Arras). — Question de M. Raymond Dumont [15 juillet 1981] (p. 890). — Réponse de M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale [30 octobre 1981] (p. 2326, 2327).

N° 74. — Défense nationale (Rayon d'action de la force d'intervention française). — Question de M. Jean-François Pintat [16 juillet 1981] (p. 934). — Réponse de M. Charles Hernu, ministre de la défense [16 octobre 1981] (p. 2035).

N° 75. — Téléphone (Pas-de-Calais : délais dans l'installation du téléphone). — Question de M. Raymond Dumont [16 juillet 1981] (p. 934). — Réponse de M. Louis Mexandeau, ministre des PTT [9 octobre 1981] (p. 1932, 1933).

N° 76. — Valeurs mobilières (Mesures pour éviter la chute de la bourse de Paris). — Question de M. Jean-Marie Rausch [21 juillet 1981] (p. 986).

N° 77. — Enseignement (Mesures pour pallier les difficultés scolaires des jeunes). — Question de M. Jean-Marie Rausch [21 juillet 1981] (p. 986).

N° 78. — Élevage (Situation des sociétés de commercialisation du bétail). — Question de M. Roland du Luart [21 juillet 1981] (p. 986). — Réponse de M. André Cellard, secrétaire d'État auprès du ministre de l'agriculture [6 novembre 1981] (p. 2506).

N° 79. — Calamités agricoles (Mesure en faveur d'agriculteurs sinistrés de la Gironde). — Question de M. Philippe Madrelle [21 juillet 1981] (p. 986). — Réponse de Mme Édith Cresson, ministre de l'agriculture [9 octobre 1981] (p. 1925).

N° 80. — Commerçants - artisans (Protection sociale des commerçants et artisans). — Question de M. Michel Crucis [22 juillet 1981] (p. 1050).

N° 81. — Jeunes (Formation professionnelle des jeunes). — Question de M. Édouard Le Jeune [23 juillet 1981] (p. 1094).

N° 82. — Pensions de retraite (Finistère : mensualisation des pensions). — Question de M. Edouard Le Jeune [23 juillet 1981] (p. 1094).

N° 83. — Logement (Mesures en faveur du logement). — Question de M. Édouard Le Jeune [23 juillet 1981] (p. 1094). — Réponse de M. Roger Quilliot, ministre de l'urbanisme et du logement [27 octobre 1981] (p. 2183, 2185).

N° 84. — Veuves (Institution d'un capital-décès en faveur de certaines veuves). — Question de M. Georges Treille [23 juillet 1981] (p. 1095).

N° 85. — Fonctionnaires (Accession à la propriété de fonctionnaires occupant un logement de fonction). — Question de M. Jean Cauchon [23 juillet 1981] (p. 1095). — Réponse de M. Roger Quilliot, ministre de l'urbanisme et du logement [27 octobre 1981] (p. 2185).

N° 86. — Politique extérieure (Livraisons d'armement français à la Libye). — Question de M. Jean Lecanuet [23 juillet 1981] (p. 1095).

N° 87. — Propriété littéraire et artistique (Mesures en faveur de la chanson française). — Question de M. Francis Palmero [23 juillet 1981] (p. 1095).

N° 88. — Administration (organisation) (Insuffisance des créations de postes au ministère des relations extérieures). — Question de M. Paul d'Ornano [28 juillet 1981] (p. 1197).

N° 89. — Permis de construire (Coordination des procédures en vue de l'exploitation de la centrale thermique de Gardanne). — Question de M. Maurice Janetti [28 juillet 1981] (p. 1197).

N° 90. — Mineurs (travailleurs de la mine) (Houillères des Cévennes : révision d'un décret de mise à la retraite d'office par anticipation). — Question de M. André Rouvière [31 juillet 1981] (p. 1319).

N° 91. — Routes (Aménagement de la R.N. 4). — Question de M. Roger Boileau (J.O. Débats 20 août 1981) (p. 1327).

N° 92. — Taxe professionnelle (Réforme de la taxe professionnelle). — Question de M. Jean Cauchon (J.O. Débats 20 août 1981) (p. 1327).

N° 93. — Autoroutes (Achèvement de l'autoroute B 71). — Question de M. Claude Mont (J.O. Débats 20 août 1981) (p. 1327).

N° 94. — Centrales nucléaires (Construction de la centrale de Nogent-sur-Seine). — Question de M. Paul Séramy (J.O. Débats 20 août 1981) (p. 1327).

N° 95. — Autoroutes (Péages sur les autoroutes). — Question de M. Pierre Vallon (J.O. 20 août 1981) (p. 1328).

N° 96. — Logement (Aide à l'accession à la propriété). — Question de M. Kléber Malécot (J.O. Débat 20 août 1981) (p. 1328). — Répon-

se de M. Roger Quilliot, ministre de l'urbanisme et du logement [27 octobre 1981] (p. 2185, 2186).

N° **97.** – **Horticulteurs (Mesures en faveur de l'horticulture française).** – Question de M. Francis Palmero (J.O. Débat 20 août 1981) (p. 1328). – Réponse de Mme Édith Cresson, ministre de l'agriculture [9 octobre 1981] (p. 1927).

N° **98.** – **Justice (organisation de la) (Bilan de l'action des conciliateurs).** – Question de M. René Chazelle (J.O. Débats 20 août 1981) (p. 1328). – Réponse de M. Robert Badinter, ministre de la justice [16 octobre 1981] (p. 2034, 2035).

N° **99.** – **Entreprises (petites et moyennes) (Bilan de l'aide financière aux petites entreprises).** – Question de M. Paul Girod (J.O. Débats 3 septembre 1981) (p. 1359). – Réponse de M. Edmond Hervé, ministre délégué auprès du ministre de l'industrie, chargé de l'énergie [23 octobre 1981] (p. 2147, 2148).

N° **100.** – **Loisirs (Animation en milieu rural).** – Question de M. Paul Jargot [J.O. Débats 3 septembre 1981] (p. 1359).

N° **101.** – **Crédit (Conséquences sur l'économie du taux d'intérêt élevé).** – Question de M. René Chazelle [J.O. Débats 3 septembre 1981] (p. 1360).

N° **102.** – **Crédit (Allègement de la politique d'encadrement du crédit).** – Question de M. René Chazelle [J.O. Débats 3 septembre 1981] (p. 1360).

N° **103.** – **Forêts (Politique forestière du Gouvernement).** – Question de M. René Chazelle [J.O. Débats 3 septembre 1981] (p. 1360).

N° **104.** – **Hôpitaux (Acquisition par le Centre hospitalier de Toulon d'un scanographe universel à corps entier).** – Question de M. Maurice Janetti [8 septembre 1981] (p. 1394). – Réponse de M. Jack Ralite, ministre de la santé [13 novembre 1981] (p. 2630, 2631, 2632, 2633, 2634).

N° **105.** – **Médecine (Conséquences de la création de Centres de santé dans l'Essonne).** – Question de M. Jean Colin [15 septembre 1981] (p. 1449).

N° **106.** – **Entreprises (Situation d'une entreprise de Paris).** – Question de M. Serge Boucheny [22 septembre 1981] (p. 1599). – Réponse de M. Georges Lemoine, secrétaire d'État auprès du ministre de la Défense [19 décembre 1981] (p. 4404, 4405).

N° **107.** – **Hôpitaux (Équipement des établissements hospitaliers).** – Question de M. Francis Palmero [22 septembre 1981] (p. 1599). – Réponse de M. Jack Ralite, ministre de la santé [13 novembre 1981] (p. 2634, 2635, 2636).

N° **108.** – **Chômage (Équilibre financier de l'UNEDIC).** – Question de M. André Bohl [23 septembre 1981] (p. 1619).

N° **109.** – **Impôts (Harmonisation européenne en matière fiscale).** – Question de M. Jacques Mossion [23 septembre 1981] (p. 1619).

N° **110.** – **Avortement (Remboursement des frais de soins et d'hospitalisation afférents à l'IVG).** – Question de M. Adrien Gouteyron [1er octobre 1981] (p. 1810).

N° **111.** – **Postes et télécommunications (personnel des) (Pas-de-Calais : nombre et répartition des emplois nouveaux).** – Question de M. Raymond Dumont [1er octobre 1981] (p. 1810). – Réponse de M. Louis Mexandeau, ministre des PTT [9 octobre 1981] (p. 1933, 1934).

N° **112.** – **Exploitants agricoles (Taux des prêts d'installation des jeunes agriculteurs).** – Question de M. Roland du Luart [2 octobre 1981] (p. 1847). – Réponse de M. André Cellard, secrétaire d'État auprès du ministre de l'agriculture [6 novembre 1981] (p. 2507, 2508).

N° **113.** – **Assainissement (Dotation de crédits pour la réalisation de collecteurs d'eaux usées dans l'Essonne).** – Question de M. Jean Ooghe [6 octobre 1981] (p. 1885).

N° **114.** – **Presse (Conséquence pour la presse du monopole d'un syndicat).** – Question de M. Pierre Salvi [8 octobre 1981] (p. 1915).

N° **115.** – **Épargne (Petites entreprises : mode de rémunération des comptes à terme).** – Question de M. Henri Le Breton [8 octobre 1981] (p. 1915).

N° **116.** – **Santé publique (Mesures de prévention en matière médicale).** – Question de M. Adrien Gouteyron [8 octobre 1981] (p. 1915). – Réponse de M. Jack Ralite, ministre de la santé [13 novembre 1981] (p. 2636, 2637, 2638).

N° **117.** – **Automobile (Industrie) (Développement de l'industrie automobile en Ile-de-France).** – Question de M. Guy Schmaus [13 octobre 1981] (p. 1954).

N° **118.** – **Informatique (Installation d'un ordinateur biprocesseur à Bordeaux I).** – Question de M. Philippe Madrelle [13 octobre 1981] (p. 1954). – Réponse de M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale [30 octobre 1981] (p. 2327, 2328, 2329).

N° **119.** – **Postes et Télécommunications (Prélèvement exceptionnel sur le budget des PTT).** – Question de M. Michel Maurice-Bokanowski [13 octobre 1981] (p. 1954).

N° **120.** – **Emplois (Problèmes de l'emploi à Ceraver [usine de Bordères et Bazet Hautes-Pyrénnées]).** – Question de M. René Billères [14 octobre 1981] (p. 2005).

N° **121.** – **Exploitants agricoles (Limitation de la hausse des cotisations sociales des agriculteurs).** – Question de M. Adrien Gouteyron [14 octobre 1981] (p. 2005). – Réponse de M. André Cellard, secrétaire d'État auprès du ministre de l'agriculture [6 novembre 1981] (p. 2513).

N° **122.** – **Transports ferroviaires (Orientation de la recherche dans l'industrie des voitures de chemin de fer).** – Question de M. Philippe Machefer [14 octobre 1981] (p. 2005).

N° **123.** – **Transports (Ministère des) (Contenu de publications officielles).** – Question de M. Paul Girod [15 octobre 1981] (p. 2015).

N° **124.** – **Fruits et légumes (Situation du centre technique interprofessionnel des fruits et légumes).** – Question de M. Louis Minetti [15 octobre 1981] (p. 2015). – Réponse de M. André Cellard, secrétaire d'État auprès du ministre de l'agriculture [6 novembre 1981] (p. 2513, 2514, 2515).

N° **125.** – **Agriculture (Ministère de) (Conséquences de la fusion de deux organismes).** – Question de M. Louis Minetti [15 octobre 1981] (p. 2015).

N° **126.** – **Assainissement (Provence-Alpes, Côte d'Azur : stations d'épuration).** – Question de M. Louis Minetti [15 octobre 1981] (p. 2015).

N° **127.** – **Produits agricoles (Concurrence de la Grèce et de l'Espagne dans le domaine agricole).** – Question de M. Louis Minetti [15 octobre 1981] (p. 2015).

N° **128.** – **Fonctionnaires (Indemnité de résidence des fonctionnaires).** – Question de M. Maurice Janetti [20 octobre 1981] (p. 2064).

N° **129.** – **Société nationale d'exploitation industrielle des tabacs et des allumettes (SEITA) (Situation du Personnel de la SEITA).** – Question de M. Henri Caillavet [20 octobre 1981] (p. 2064).

N° **130.** – **Défense nationale (Déclaration du Président des États-Unis).** – Question de M. Jean Lecanuet [20 octobre 1981] (p. 2064).

N° **131.** – **Hôpitaux (Application des dispositions de la loi portant amnistie dans certains hôpitaux parisiens).** – Question de Mme Rolande Perlican [22 octobre 1981] (p. 2110). – Réponse de M. Jack Ralite ministre de la santé [13 novembre 1981] (p. 2641, 2642, 2643).

N° **132.** – **Hôpitaux (Situation de certains hôpitaux parisiens).** – Question de Mme Rolande Perlican [22 octobre 1981] (p. 2110).

N° **133.** – **Hôpitaux (Situation du personnel de l'hôpital Cochin).** – Question de Mme Rolande Perlican [22 octobre 1981] (p. 2110).

N° **134.** – **Entreprises (Situation de l'emploi dans une société fabricant des munitions).** – Question de M. Serge Boucheny [22 octobre 1981] (p. 2110). – Réponse de M. Georges Lemoine, secré-

taire d'État auprès du ministre de la Défense [19 décembre 1981] (p. 4405, 4406).

N° **135.** – **Archives (Rétrocession au gouvernement algérien d'archives).** – Question de Mme Hélène Luc [23 octobre 1981] (p. 2159).

N° **136.** – **Entreprises (Restructuration d'une entreprise).** – Question de Mme Hélène Luc [23 octobre 1981] (p. 2159).

N° **137.** – **Pensions militaires d'invalidité (Pensions d'invalidité des anciens combattants de 1914-1918).** – Question de M. Jean Colin [23 octobre 1981] (p. 2159).

N° **138.** – **Aide sociale (Essonne : retard dans le remboursement de l'aide sociale due par l'État).** – Question de M. Jean Ooghe [27 octobre 1981] (p. 2203).

N° **139.** – **Archives (Rétrocession au gouvernement algérien d'archives).** – Question de M. Henri Caillavet [27 octobre 1981] (p. 2203).

N° **140.** – **Handicapés (Amélioration de l'aide aux handicapés).** – Question de Mme Marie-Claude Beaudeau [28 octobre 1981] (p. 2259).

N° **141.** – **Permis de conduire (Communes rurales : conduite des tracteurs avec remorque).** – Question de M. René Touzet [30 octobre 1981] (p. 2358).

N° **142.** – **Phares et balises (Maintien du gardiennage du phare de Cordouan).** – Question de M. Jean-François Pintat [30 octobre 1981] (p. 2358).

N° **143.** – **Politique extérieure (Politique de la France vis-à-vis de certains pays d'Afrique).** – Question de M. Serge Boucheny [30 octobre 1981] (p. 2358).

N° **144.** – **Région parisienne (Emplois industriels en Ile-de France).** – Question de M. Guy Schmaus [5 novembre 1981] (p. 2427). – Réponse de M. Michel Rocard, ministre d'État, ministre du plan et de l'aménagement du territoire [19 décembre 1981] (p. 4406, 4407).

N° **145.** – **Chirurgiens-dentistes (Améliorations de la qualité des soins et du remboursement dans le domaine bucco-dentaire).** – Question de M. Alfred Gérin [5 novembre 1981] (p. 2427).

N° **146.** – **Eau (Intoxications provoquées par l'eau potable dans les Yvelines).** – Question de M. Édouard Bonnefous [6 novembre 1981] (p. 2495).

N° **147.** – **Sourds et sourds-muets (Apprentissage de la langue des signes pour les sourds).** – Question de M. Philippe Machefer [6 novembre 1981] (p. 2495).

N° **148.** – **Hôpitaux (Suppression du secteur privé dans les hôpitaux).** – Question de M. Francis Palmero [6 novembre 1981] (p. 2495). – Réponse de M. Jack Ralite, ministre de la santé [13 novembre 1981] (p. 2638, 2639, 2640).

N° **149.** – **Artisans (Contrôle des entreprises de distribution de l'acier).** – Question de M. Stéphane Bonduel [7 novembre 1981] (p. 2541).

N° **150.** – **Médecine (Développement d'une médecine préventive).** – Question de M. Raymond Dumont [11 novembre 1981] (p. 2567). – Réponse de M. Jack Ralite, ministre de la santé [13 novembre 1981] (p. 2643, 2644, 2645).

N° **151.** – **Aménagement du territoire (Bordeaux : contruction de la maison des pays ibériques).** – Question de M. Marc Bœuf [13 novembre 1981] (p. 2622).

N° **152.** – **Commerce extérieur (Hong-Kong : conséquences du contingent d'importations).** – Question de M. Stéphane Bonduel [14 novembre 1981] (p. 2671).

N° **153.** – **Autoroutes (Achèvement de l'autoroute A 56 Salon-Fos).** – Question de M. Jean Francou [19 novembre 1981] (p. 2828).

N° **154.** – **Papiers et papeteries (Sauvegarde de la « cellulose de Strasbourg »).** – Question de M. Daniel Hoeffel [19 novembre 1981] (p. 2829).

N° **155.** – **Justice (organisation de la) (Mesures pour combattre la lenteur de la justice civile).** – Question de M. René Tomasini [19 novembre 1981] (p. 2829).

N° **156.** – **Libertés publiques (Situation à Berlin Ouest).** – Question de M. Serge Boucheny [20 novembre 1981] (p. 2895).

N° **157.** – **Collectivités locales (Collectivités locales : réaménagement de la taxe de séjour).** – Question de M. Maurice Janetti [21 novembre 1981] (p. 2949).

N° **158.** – **Conflits du travail (Situation de l'emploi dans une entreprise).** – Question de M. Jean Garcia [24 novembre 1981] (p. 3080).

N° **159.** – **Artisans (Malaise dans la profession de coiffeur).** – Question de M. Pierre Ceccaldi-Pacard [26 novembre 1981] (p. 3142).

N° **160.** – **Taxis (Revendications des femmes chauffeurs de taxi).** – Question de Mme Marie-Claude Beaudeau [27 novembre 1981] (p. 3198).

N° **161.** – **Sécurité routière (Conditions de roulage sur un tronçon de la RN 202).** – Question de M. Joseph Raybaud [28 novembre 1981] (p. 3292).

N° **162.** – Non attribué.

N° **163.** – **Handicapés (Établissements spécialisés et soins) (Situation du personnel du centre de soins de l'école pour handicapés d'Eysines).** – Question de M. Marc Bœuf [5 décembre 1981] (p. 3647).

N° **164.** – **Textiles (Situation de la société Montefibre France).** – Question de M. Christian Poncelet [6 décembre 1981] (p. 3699).

N° **165.** – **Enseignement privé (Obligations des communes concernant les dépenses de fonctionnement des écoles privées).** – Question de M. Louis Boyer [9 décembre 1981] (p. 3897).

N° **166.** – **Étudiants (Allocation logement : conditions d'attribution aux étudiants).** – Question de M. Pierre Gamboa [9 décembre 1981] (p. 3897).

N° **167.** – **Sociétés (Sauvegarde des sociétés d'audit françaises).** – Question de M. Jacques Thyraud [11 décembre 1981] (p. 4043).

N° **168.** – **Instituteurs (Formation professionnelle).** – Question de M. André Rouvière [13 décembre 1981] (p. 4199).

N° **169.** – **Gouvernement (Situation en Pologne, prise de position des membres du gouvernement).** – Question de M. René Tomasini [17 décembre 1981] (p. 4309).

N° **170.** – **Pensions de retraite (Non retroactivité de certaines lois sociales).** – Question de M. Pierre Salvi [18 décembre 1981] (p. 4354).

N° **171.** – **Fonctionnaires (Situation des attachés d'administration centrale).** – Question de M. Pierre Salvi [18 décembre 1981] (p. 4354).

N° **172.** – **Fonction publique (Politique du gouvernement à l'égard des contractuels de la fonction publique.** – Question de M. Jean Béranger [18 décembre 1981] (p. 4399).

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT

1. – **Avant le 21 mai 1981**

N° **477.** – **Langues étrangères (Conditions de l'enseignement précoce des langues).** – Question de M. Robert Pontillon (J.O. Débats 15 janvier 1981) (p. 53). – Caduque le 21 mai 1981.

N° **478.** – **Stations services (Gérants libres de stations-services).** – Question de M. Franck Sérusclat (J.O. Débats 22 janvier 1981) (p. 83). – Caduque le 21 mai 1981.

N° **479.** – **Politique extérieure (Conséquences des initiatives de la Libye au Tchad et sur la politique de la France en Afrique).** – Question de M. Pierre Salvi (J.O. Débats 22 janvier 1981) (p. 84). – Caduque le 21 mai 1981.

N° **480.** – **Aménagement du territoire (Bilan des mesures prises par le fonds interministériel de développement et d'aménagement rural).** – Question de M. Rémi Herment (J.O. Débats 29 janvier 1981) (p. 113). – Caduque le 21 mai 1981.

N° **481.** – **Sécurité sociale (prestations) (Conditions d'application du ticket modérateur).** – Question de M. Maurice Janetti (J.O. Débats 19 février 1981) (p. 229). – Caduque le 21 mai 1981.

N° **482.** – **Emploi (Emploi en Franche-Comté).** – Question de M. Louis Souvet (J.O. Débats 19 février 1981) (p. 229). – Caduque le 21 mai 1981.

N° **483.** – **Avortement (Application de la loi relative à l'interruption volontaire de grossesse).** – Question de Mme Cécile Goldet (J.O. Débats 26 février 1981) (p. 243). – Caduque le 21 mai 1981.

N° **484.** – **Expulsion (Refoulements abusifs hors du territoire français).** – Question de Mme Cécile Goldet (J.O. Débats 26 février 1981) (p. 243). – Caduque le 21 mai 1981.

N° **485.** – **Femme (condition de la) (Information sur la sexualité et la contraception).** – Question de Mme Cécile Goldet (J.O. Débats 26 février 1981) (p. 243). – Caduque le 21 mai 1981.

N° **486.** – **Violence (Résultats des enquêtes effectuées à la suite d'attentats).** – Question de Mme Cécile Goldet (J.O. Débats 26 février 1981) (p. 243). – Caduque le 21 mai 1981.

N° **487.** – **Libertés publiques (Sauvegarde des libertés fondamentales).** – Question de Mme Cécile Goldet (J.O. Débats 26 février 1981) (p. 243). – Caduque le 21 mai 1981.

N° **488.** – **Télécommunications (Situation de l'emploi dans l'industrie téléphonique).** – Question de M. Louis Perrein (J.O. Débats 5 mars 1981) (p. 281). – Caduque le 21 mai 1981.

N° **489.** – **Emploi (Situation de l'emploi en Franche-Comté).** – Question de M. Robert Schwint (J.O. Débats 19 mars 1981) (p. 369). – Caduque le 21 mai 1981.

N° **490.** – **Coopération (Développement sanitaire en Afrique).** – Question de Mme Cécile Goldet (J.O. Débats 19 mars 1981) (p. 369). – Caduque le 21 mai 1981.

N° **491.** – **Vins (Politique économique européenne en matière viticole).** – Question de M. Gérard Delfau (J.O. Débats 26 mars 1981) (p. 401). – Retirée [2 avril 1981] (p. 420).

N° **492.** – **Chambres des métiers (Situation juridique du personnel enseignant des centres de formation des apprentis gérés par les chambres des métiers).** – Question de M. Maurice Janetti [2 avril 1981] (p. 420). – Caduque le 21 mai 1981.

N° **493.** – **Enseignement supérieur (Réforme du financement des universités).** – Question de M. Jean Sauvage [2 avril 1981] (p. 420). – Caduque le 21 mai 1981.

N° **494.** – **Pauvreté (Mesures à prendre en faveur du quart monde).** – Question de Mme Cécile Goldet [3 avril 1981] (p. 496). – Caduque le 21 mai 1981.

N° **495.** – **Handicapés (Loi d'orientation sur les handicapés : décrets d'application).** – Question de Mme Cécile Goldet [3 avril 1981] (p. 496). – Caduque le 21 mai 1981.

N° **496.** – **Étrangers (Risques de marginalisation et problèmes des enfants d'immigrés).** – Question de Mme Cécile Goldet [3 avril 1981] (p. 496). – Caduque le 21 mai 1981.

N° **497.** – **Enseignants (Revalorisation de la fonction d'instituteur et des professeurs d'enseignement général des collèges (PEGC)).** – Question de M. Maurice Janetti [3 avril 1981] (p. 496). – Caduque le 21 mai 1981.

N° **498.** – **Sectes (Activités des sectes : protection).** – Question de M. Philippe Machefer [7 avril 1981] (p. 528). – Caduque le 21 mai 1981.

N° **499.** – **Veuves (Situation des veuves de fusillés de la résistance).** – Question de M. Michel Dreyfus-Schmidt [7 avril 1981] (p. 540). – Caduque le 21 mai 1981.

N° **500.** – **Médecine (enseignement) (Concours de l'internat des hôpitaux de Paris).** – Question de M. Robert Schwint (J.O. Débats 16 avril 1981) (p. 555). – Caduque le 21 mai 1981.

2. – **Après le 21 mai 1981**

N° **1.** – **Emploi (Situation des industries automobiles et horlogère en Franche-Comté).** – Question de M. Louis Souvet (J.O. Débats 12 juin 1981) (p. 737). – Caduque le 22 juin 1981). – Reprise le 2 juillet 1981 (p. 778). – **Discussion** [23 octobre 1981] (p. 2148, 2158. – Commune avec la discussion des questions n° 14 de M. Pierre Vallon et n° 65 de M. Guy Schmaus).

Orateurs : *MM. Louis Souvet, Pierre Vallon, Edgar Faure, Guy Schmaus, Philippe Machefer, Pierre Dreyfus, ministre de l'industrie.*

AGENCE NATIONALE DE VALORISATION DE LA RECHERCHE (ANVAR) : Dreyfus (Pierre) (p. 2157).

ARTISANAT : Souvet (Louis) (p. 2151).

AUTOMOBILE (industrie) : Souvet (Louis) (p. 2149, 2156) ; Vallon (Pierre) (p. 2151, 2152, 2153) ; Faure (Edgar) (p. 2152) ; Schmaus (Guy) (p. 2153, 2154, 2155) ; Machefer (Philippe) (p. 2155) ; Dreyfus (Pierre) (p. 2155, 2156, 2157, 2158).

AUTOMOBILES : Souvet (Louis) (p. 2150) ; Vallon (Pierre) (p. 2151, 2152, 2153) ; Schmaus (Guy) (p. 2154) ; Machefer (Philippe) (p. 2155).

AUTOROUTES (péages d'autoroutes) : Schmaus (Guy) (p. 2154) ; Machefer (Philippe) (p. 2155) ; Souvet (Louis) (p. 2157).

BIO-GAZ (industrie du) : Souvet (Louis) (p. 2151).

CENTRE TECHNIQUE DE L'INDUSTRIE HORLOGERIE (CETEHOR) : Dreyfus (Pierre) (p. 2157).

CHÔMAGE : Souvet (Louis) (p. 2149) ; Schmaus (Guy) (p. 2154).

CITROËN (société) : Schmaus (Guy) (p. 2155).

COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES : Vallon (Pierre) (p. 2152) ; Dreyfus (Pierre) (p. 2155, 2156, 2157).

CONCURRENCE INTERNATIONALE : Souvet (Louis) (p. 2149) ; Vallon (Pierre) (p. 2151, 2152) ; Schmaus (Guy) (p. 2154) ; Machefer (Philippe) (p. 2155) ; Dreyfus (Pierre) (p. 2155, 2156, 2157).

EMPLOI : Souvet (Louis) (p. 2149, 2151) ; Vallon (Pierre) (p. 2151) ; Schmaus (Guy) (p. 2153).

EXPORTATIONS : Souvet (Louis) (p. 2151) ; Vallon (Pierre) (p. 2151, 2152) ; Dreyfus (Pierre) (p. 2156).

FONDS INTERMINISTÉRIEL DE DÉVELOPPEMENT ET D'AMÉNAGEMENT RURAL (FIDAR) : Souvet (Louis)(p. 2150, 2151).

FORMATION PROFESSIONNELLE : Schmaus (Guy) (p. 2154).

FRANCHE-COMTÉ (région) : Souvet (Louis) (p. 2149, 2151) ; Dreyfus (Pierre) (p. 2157).

GROUPEMENT D'ÉTUDES POUR LA DIVERSIFICATION DES TECHNOLOGIES ET INDUSTRIES HORLOGÈRES (GEDITEC) : Dreyfus (Pierre) (p. 2157).

IMPORTATIONS : Souvet (Louis) (p. 2149, 2157) ; Vallon (Pierre) (p. 2151, 2152) ; Schmaus (Guy) (p. 2154) ; Machefer (Philippe) (p. 2155) ; Dreyfus (Pierre) (p. 2155, 2156, 2157, 2158).

INDUSTRIE HORLOGÈRE : Souvet (Louis) (p. 2150, 2156, 2157) ; Dreyfus (Pierre) (p. 2157).

LICENCIEMENTS : Souvet (Louis) (p. 2149, 2150) ; Schmaus (Guy) (p. 2155) ; Dreyfus (Pierre) (p. 2157).

MACHINE-OUTIL (industrie) : Schmaus (Guy) (p. 2154).

MÉCANIQUE (industrie) : Souvet (Louis) (p. 2151).

MOTOCYCLETTE (industrie) : Schmaus (Guy) (p. 2154).

PAPETERIE (industrie) : Souvet (Louis) (p. 2150).

PEUGEOT (société) : Souvet (Louis) (p. 2149, 2150, 2151, 2156, 2157) ; Vallon (Pierre) (p. 2152) ; Schmaus (Guy) (p. 2154) ; Dreyfus (Pierre) (p. 2155, 2156, 2157).

RÉGION PARISIENNE : Schmaus (Guy) (p. 2154, 2155).

RENAULT (Régie) : Souvet (Louis) (p. 2149, 2156, 2157) ; Vallon (Pierre) (p. 2152) ; Schmaus (Guy) (p. 2154) ; Dreyfus (Pierre) (p. 2155, 2156).

RÉPARATIONS (automobiles) : Schmaus (Guy) (p. 2154).

REVENU AGRICOLE : Souvet (Louis) (p. 2151).

TAXE DIFFÉRENTIELLE SUR LES VÉHICULES A MOTEUR (vignette) : Souvet (Louis) (p. 2156).

TOURISME : Souvet (Louis) (p. 2151).

TRAVAIL (conditions du) : Vallon (Pierre) (p. 2153).

TRAVAIL (durée du) : Schmaus (Guy) (p. 2154).

TRANSPORTS TERRESTRES : Souvet (Louis) (p. 2150) ; Machefer (Philippe) (p. 2155).

N° **2. — Recherche scientifique (Politique gouvernementale dans le domaine de la recherche).** — Question de M. Jean-Marie Rausch (J.O. Débats 12 juin 1981) (p. 737). — Caduque le 22 juin 1981. — Reprise le 2 juillet 1981 (p. 778).

N° **3. — Enseignement agricole (Politique gouvernementale en matière d'enseignement agricole).** — Question de M. René Tinant (J.O. Débats 12 juin 1981) (p. 737). — Caduque le 22 juin 1981. — Reprise le 2 juillet 1981 (p. 778). — **Discussion** [6 novembre 1981] (p. 2515, 2518. — Commune avec la discussion des questions n° 24 de M. René Chazelle et n° 38 de M. Guy Mathieu)

Orateurs : *MM. René Tinant, Serge Mathieu, André Cellard, secrétaire d'État à l'agriculture ; René Chazelle, Alfred Gérin, Roland Courteau.*

AMEUBLEMENT (industrie) : Chazelle (René) (p. 2520).

APPELLATION D'ORIGINE CONTRÔLÉE (AOC) : Gérin (Alfred) (p. 2523) ; Cellard (André) (p. 2525).

BIÈRE : Cellard (André) (p. 2524).

BOIS (industrie du) : Chazelle (René) (p. 2520, 2521) ; Tinant (René) (p. 2521) ; Cellard (André) (p. 2526).

BUDGET (agriculture) : Tinant (René) (p. 2516, 2518) ; Cellard (André) (p. 2517).

CHAPTALISATION : Mathieu (Serge) (p. 2522) ; Courteau (Roland) (p. 2523).

COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE (CEE) : Mathieu (Serge) (p. 2522) ; Cellard (André) (p. 2523, 2524, 2525).

EMPLOI (créations d') : Tinant (René) (p. 2522) ; Cellard (André) (p. 2526).

EMPLOI (emploi des femmes) : Tinant (René) (p. 2516).

ÉNERGIE : Tinant (René) (p. 2522).

ENSEIGNANTS : Tinant (René) (p. 2515, 2516, 2518) ; Cellard (André) (p. 2518).

ENSEIGNEMENT AGRICOLE : Tinant (René) (p. 2515, 2516, 2518) ; Mathieu (Serge) (p. 2516, 2517) ; Cellard (André) (p. 2517, 2518).

ENSEIGNEMENT EN ALTERNANCE : Tinant (René) (p. 2516).

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR : Tinant (René) (p. 2516).

EXPORTATIONS : Cellard (André) (p. 2523, 2525).

FONDS FORESTIER NATIONAL : Chazelle (René) (p. 2521) ; Tinant (René) (p. 2522).

FORÊTS : Chazelle (René) (p. 2519, 2520, 2521) ; Tinant (René) (p. 2521, 2522) ; Cellard (André) (p. 2526).

FORMATION CONTINUE : Tinant (René) (p. 2516) ; Cellard (André) (p. 2518).

IMPORTATIONS : Chazelle (René) (p. 2519) ; Mathieu (Serge) (p. 2522) ; Cellard (André) (p. 2524).

IMPÔTS SUR LA FORTUNE ET LE CAPITAL : Chazelle (René) (p. 2519) ; Mathieu (Serge) (p. 2522) ; Gérin (Alfred) (p. 2523) ; Cellard (André) (p. 2525, 2526).

ITALIE : Mathieu (Serge) (p. 2522) ; Cellard (André) (p. 2524, 2525).

MAISONS FAMILIALES RURALES D'ÉDUCATION ET D'ORIENTATION : Mathieu (Serge) (p. 2517) ; Cellard (André) (p. 2518).

MALADIES DE VÉGÉTAUX : Chazelle (René) (p. 2521).

MOÛTS CONCENTRÉS : Courteau (Roland) (p. 2523) ; Cellard (André) (p. 2525).

OFFICE DU VIN (création) : Mathieu (Serge) (p. 2522) ; Gérin (Alfred) (p. 2523) ; Cellard (André) (p. 2525).

OFFICE NATIONAL DES FORÊTS : Chazelle (René) (p. 2521).

PAPIER ET PAPETERIES : Chazelle (René) (p. 2520).

PRIX : Mathieu (Serge) (p. 2522) ; Cellard (André) (p. 2524, 2525).

RECHERCHE FORESTIÈRE : Chazelle (René) (p. 2520) ; Tinant (René) (p. 2522) ; Cellard (André) (p. 2526).

TAXE SUR LES ALCOOLS : Cellard (p. 2523, 2524).

VINS : Mathieu (Serge) (p. 2522) ; Gérin (Alfred) (p. 2523) ; Courteau (Roland) (p. 2523) ; Cellard (André) (p. 2523, 2524, 2525, 2526).

VITICULTURE : Mathieu (Serge) (p. 2522) ; Gérin (Alfred) (p. 2523) ; Cellard (André) (p. 2524).

N° **4. — Logement (Politique gouvernementale en matière d'urbanisme et de logement).** — Question de M. Pierre Ceccaldi-Pavard (J.O. Débats 12 juin 1981) (p. 737). — Caduque le 22 juin 1981. — Reprise le 2 juillet 1981 (p. 778). — **Discussion** [27 octobre 1981] (p. 2187, 2197. — Commune avec la discussion des questions n° 55 de M. René Tomasini et n° 75 de M. Fernand Lefort).

Orateurs : *MM. Pierre Ceccaldi-Pavard, René Tomasini, Fernand Lefort, Robert Laucournet, Roger Quilliot, ministre de l'urbanisme et du logment.*

AIDE PERSONNALISÉE AU LOGEMENT (APL) : Ceccaldi-Pavard (Pierre) (p. 2189) ; Quilliot (Roger) (p. 2193, 2194, 2195).

ALLOCATION LOGEMENT : Lefort (Fernand) (p. 2191) ; Quilliot (Roger) (p. 2193).

ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES : Ceccaldi-Pavard (Pierre) (p. 2188).

BÂTIMENT (industrie du) : Ceccaldi-Pavard (Pierre) (p. 2187, 2190) ; Tomasini (René) (p. 2190, 2191) ; Lefort (Fernand) (p. 2192) ; Laucournet (Robert) (p. 2192) ; Quilliot (Roger) (p. 2193, 2194).

CENTRES VILLES : Lefort (Fernand) (p. 2191) ; Quilliot (Roger) (p. 2193, 2194).

COMMISSION DELMON (loyers) : Ceccaldi-Pavard (Pierre) (p. 2189) ; Laucournet (Robert) (p. 2192) ; Quilliot (Roger) (p. 2195).

CONSEILS D'ARCHITECTURE, D'URBANISME ET D'ENVIRONNEMENT (CAUE) : Quilliot (Roger) (p. 2197).

CONSTRUCTION : Ceccaldi-Pavard (Pierre) (p. 2187, 2188, 2189, 2190) ; Tomasini (René) (p. 2191) ; Lefort (Fernand) (p. 2191, 2192) ; Laucournet (Robert) (p. 2192) ; Quilliot (Roger) (p. 2194, 2195).

DÉCENTRALISATION : Ceccaldi-Pavard (Pierre) (p. 2188) ; Quilliot (Roger) (p. 2196, 2197).

EXPULSIONS : Lefort (Fernand) (p. 2192).

FONDS D'ACTION CONJONCTURELLE (FAC) : Laucournet (Robert) (p. 2192) ; Quilliot (Roger) (p. 2193).

FONDS D'AMÉNAGEMENT URBAIN (FAU) : Quilliot (Roger) (p. 2196).

FONDS NATIONAL D'AMÉLIORATION DE L'HABITAT (FNAH) : Ceccaldi-Pavard (Pierre) (p. 2190).

HABITATION A LOYER MODÉRÉ (HLM) : Ceccaldi-Pavard (Pierre) (p. 2187, 2188, 2190) ; Laucournet (Robert) (p. 2192, 2193) ; Quilliot (Roger) (p. 2195, 2196).

HABITAT (réhabilitation) : Ceccaldi-Pavard (Pierre) (p. 2190) ; Lefort (Fernand) (p. 2191) ; Quilliot (Roger) (p. 2194, 2196).

IMPÔTS FONCIERS : Ceccaldi-Pavard (Pierre) (p. 2188, 2190) ; Quilliot (Roger) (p. 2197).

IMPÔT SUR LA FORTUNE ET LE CAPITAL : Ceccaldi-Pavard (Pierre) (p. 2188).

LOGEMENT : Ceccaldi-Pavard (Pierre) (p. 2187, 2188, 2189, 2190) ; Lefort (Fernand) (p. 2191, 2192) ; Laucournet (Robert) (p. 2192) ; Quilliot (Roger) (p. 2193, 2194, 2195, 2196, 2197).

LOGEMENT SOCIAL : Lefort (Fernand) (p. 2191, 2192) ; Quilliot (Roger) (p. 2194).

LOYERS : Ceccaldi-Pavard (Pierre) (p. 2189, 2190) ; Lefort (Fernand) (p. 2191) ; Laucournet (Robert) (p. 2192) ; Quilliot (Roger) (p. 2193, 2195).

MUNICIPALISATION DES SOLS : Ceccaldi-Pavard (Pierre) (p. 2188) ; Quilliot (Roger) (p. 2197).

PERMIS DE CONSTRUIRE : Ceccaldi-Pavard (Pierre) (p. 2188) ; Quilliot (Roger) (p. 2196).

PLANS D'OCCUPATION DES SOLS (POS) : Ceccaldi-Pavard (Pierre) (p. 2188).

PLUS-VALUES (imposition des) : Ceccaldi-Pavard (Pierre) (p. 2188, 2189) ; Quilliot (Roger) (p. 2197).

PRÊT LOCATIF AIDÉ (PLA) : Lefort (Fernand) (p. 2191) ; Quilliot (Roger) (p. 2194).

PRÊTS D'ACCESSION A LA PROPRIÉTÉ (PAP) : Ceccaldi-Pavard (Pierre) (p. 2189).

PRIMES A L'AMÉLIORATION DES LOGEMENTS A USAGE LOCATIF ET A OCCUPATION SOCIALE (PALULOS) : Quilliot (Roger) (p. 2193, 2196).

PROPRIÉTÉ (accession à la) : Ceccaldi-Pavard (Pierre) (p. 2188, 2189) ; Tomasini (René) (p. 2190, 2191) ; Lefort (Fernand) (p. 2191) ; Laucournet (Robert) (p. 2192) ; Quilliot (Roger) (p. 2193, 2194, 2195).

RÉFORME FONCIÈRE : Laucournet (Robert) (p. 2192) ; Quilliot (Roger) (p. 2197).

SCHÉMAS DIRECTEURS D'AMÉNAGEMENT ET D'URBANISME (SDAU) : Ceccaldi-Pavard (Pierre) (p. 2188).

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DE LA CAISSE DES DÉPÔTS (SCIC) : Lefort (Fernand) (p. 2192).

SPÉCULATION FONCIÈRE : Lefort (Fernand) (p. 2191) ; Quilliot (Roger) (p. 2197).

URBANISME : Quilliot (Roger) (p. 2196, 2197).

URBANISME (documents d') : Ceccaldi-Pavard (Pierre) (p. 2188) ; Quilliot (Roger) (p. 2196).

N° 5. — **Fonction publique (Politique gouvernementale en matière de fonction publique).** — Question de M. Pierre Salvi (J.O. Débats 12 juin 1981) (p. 737). — Caduque le 22 juin 1981. — Reprise le 2 juillet 1981 (p. 778).

N° 6. — **Logement (Politique de l'habitat et du bâtiment).** — Question de M. Jean Cluzel (J.O. Débats 12 juin 1981) (p. 738). — Caduque le 22 juin 1981. — Reprise le 2 juillet 1981 (p. 778). — Retrait [22 octobre 1981] (p. 2097).

N° 7. — **Information (Politique de la communication).** — Question de M. Jean Cluzel (J.O. Débats 12 juin 1981) (p. 738). — Caduque le 22 mai 1981. — Reprise le 2 juillet 1981 (p. 778). — **Discussion** [16 juillet 1981] (p. 916, 931).

Orateurs : *MM. Jean Cluzel, Georges Fillioud, ministre de la Communication ; Félix Ciccolini, Bernard Parmantier, Michel Miroudot, Hubert Martin, Henri Gœtschy.*

AGENCE FRANCE PRESSE : Gœtschy (Henri) (p. 927).

AUDIOVISUEL : Cluzel (Jean) (p. 916, 917, 918, 919) ; Fillioud (Georges) (p. 921, 922, 931) ; Parmantier (Bernard) (p. 924) ; Miroudot (Michel) (p. 925, 926, 927) ; Marson (James) (p. 928).

AUDIOVISUEL (industrie) : Cluzel (Jean) (p. 919) ; Parmantier (Bernard) (p. 924) ; Miroudot (Michel) (p. 928, 929).

« CITIZEN BAND » : Cluzel (Jean) (p. 917).

COMMISSION DE L'AUDIOVISUEL : Cluzel (Jean) (p. 918).

COMMISSIONS D'ENQUÊTE : Cluzel (Jean) (p. 917).

CRÉATION (audiovisuelle) : Cluzel (Jean) (p. 917, 918) ; Ciccolini (Félix) (p. 923) ; Parmantier (Bernard) (p. 924) ; Miroudot (Michel) (p. 924, 925) ; Marson (James) (p. 929) ; Fillioud (Georges) (p. 930).

DROITS D'AUTEURS (cassettes) : Cluzel (Jean) (p. 918) ; Miroudot (Michel) (p. 926) ; Fillioud (Georges) (p. 931).

DÉLÉGATION PARLEMENTAIRE POUR LA RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE : Cluzel (Jean) (p. 917, 930) ; Miroudot (Michel) (p. 924) ; Fillioud (Georges) (p. 930).

FONDS D'EXPORTATION DE LA PRESSE FRANÇAISE A L'ÉTRANGER : Gœtschy (Henri) (p. 927).

HERSANT (Groupe de presse) : Ciccolini (Félix) (p. 923).

INFORMATION : Cluzel (Jean) (p. 919) ; Fillioud (Georges) (p. 920) ; Ciccolini (Félix) (p. 923).

INSTITUT NATIONAL DE L'AUDIOVISUEL : Cluzel (Jean) (p. 918) ; Marson (James) (p. 928).

JOURNALISTES : Cluzel (Jean) (p. 919, 929) ; Ciccolini (Félix) (p. 923) ; Marson (James) (p. 928, 929) ; Fillioud (Georges) (p. 930, 931).

PARLEMENT (rôle du) : Cluzel (Jean) (p. 919) ; Fillioud (Georges) (p. 920).

PÉDAGOGIE : Ciccolini (Félix) (p. 923).

PRESSE : Cluzel (Jean) (p. 917) ; Fillioud (Georges) (p. 920, 921, 931) ; Ciccolini (Félix) (p. 923) ; Gœtschy (Henri) (p. 927).

PRESSE (fiscalité de la) : Cluzel (Jean) (p. 917) ; Fillioud (Georges) (p. 921) ; Gœtschy (Henri) (p. 927).

PUBLICITÉ (radio) : Fillioud (Georges) (p. 922).

RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION : Cluzel (Jean) (p. 916, 917, 918, 919, 929, 930) ; Fillioud (Georges) (p. 920, 921, 922, 930, 931) ; Ciccolini (Félix) (p. 922, 923) ; Parmantier (Bernard) (p. 924) ; Miroudot (Michel) (p. 924, 925) ; Martin (Hubert) (p. 926) ; Gœtschy (Henri) (p. 927) ; Marson (James) (p. 927, 928, 929).

RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION (informations) : Cluzel (Jean) (p. 919) ; Fillioud (Georges) (p. 920, 930) ; Ciccolini (Félix) (p. 924) ; Miroudot (Michel) (p. 924) ; Marson (James) (p. 929).

RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION (monopole) : Cluzel (Jean) (p. 917) ; Fillioud (Georges) (p. 922, 930).

RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION (programmes et émissions) : Cluzel (Jean) (p. 918) ; Fillioud (Georges) (p. 922, 923) ; Ciccolini (Félix) (p. 922, 923) ; Miroudot (Michel) (p. 924, 925).

RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION PÉRIPHÉRIQUE : Cluzel (Jean) (p. 917).

RADIO FRANCE : Cluzel (Jean) (p. 917) ; Fillioud (Georges) (p. 931).

RADIOS LOCALES PRIVÉES : Cluzel (Jean) (p. 917, 929) ; Fillioud (Georges) (p. 920, 922, 930, 931) ; Parmantier (Bernard) (p. 924) ; Ciccolini (Félix) (p. 923) ; Martin (Hubert) (p. 926) ; Marson (James) (p. 928).

RADIOS RÉGIONALES ET LOCALES : Cluzel (Jean) (p. 917) ; Ciccolini (Félix) (p. 923) ; Miroudot (Michel) (p. 925) ; Gœtschy (Henri) (p. 927) ; Marson (James) (p. 928).

REDEVANCE (télévision) : Miroudot (Michel) (p. 925) ; Marson (James) (p. 928) ; Fillioud (Georges) (p. 931).

SATELLITES : Ciccolini (Félix) (p. 923).

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE DE RADIODIFFUSION (SOFIRAD) : Gœtschy (Henri) (p. 927).

SOCIÉTÉ FRANÇAISE DE PRODUCTION (SFP) : Cluzel (Jean) (p. 918) ; Marson (James) (p. 928).

SOCIÉTÉS DE PROGRAMMES : Cluzel (Jean) (p. 918) ; Miroudot (Michel) (p. 925).

TARIFS POSTAUX : Fillioud (Georges) (p. 921, 931) ; Gœstchy (Henri) (p. 927).

TÉLÉDIFFUSION DE FRANCE (TDF) : Cluzel (Jean) (p. 917).

TÉLÉMATIQUE : Cluzel (Jean) (p. 919) ; Fillioud (Georges) (p. 921, 930, 931) ; Ciccolini (Félix) (p. 923) ; Marson (James) (p. 928).

N° **8.** — **Élevage (Développement des productions ovine, bovine et porcine).** — Question de M. Jean Cluzel (J.O. Débats 12 juin 1981) (p. 738). — Caduque le 22 juin 1981. — Reprise le 2 juillet 1981 (p. 778).

N° **9.** — **Canaux (Prévention des accidents le long du canal industriel entre Jouques et Saint-Chamas).** — Question de M. Jean Francou (J.O. Débats 12 juin 1981) (p. 738). — Caduque le 22 juin 1981. — Reprise le 2 juillet 1981 (p. 778).

N° **10.** — **Travail (conditions de) (Agissements de certaines agences de travail temporaire).** — Question de M. Jean Francou (J.O. Débats 12 juin 1981) (p. 738). — Caduque le 22 juin 1981. — Reprise le 2 juillet 1981 (p. 778). — Retirée le 2 juillet 1981.

N° **11.** — **Animaux (Organisation de l'élevage des chevaux et lutte contre certaines pratiques de leur abattage).** — Question de M. Paul Séramy (J.O. Débats 20 juin 1981) (p. 753). — Caduque le 22 juin 1981. — Reprise le 2 juillet 1981 (p. 778).

N° **12.** — **Voies navigables (Projet de liaison fluviale Rhin-Rhône).** — Question de M. Pierre Vallon (J.O. Débats 20 juin 1981) (p. 753). — Caduque le 22 juin 1981. — Reprise le 2 juillet 1981 (p. 778).

N° **13.** — **Constitution (Révision de l'article 11 de la constitution).** — Question de M. Henri Caillavet (J.O. Débats 20 juin 1981) (p. 753). — Caduque le 22 juin 1981. — Reprise le 2 juillet 1981 (p. 778).

N° **14.** — **Automobiles (Situation de l'industrie automobile).** — Question de M. Pierre Vallon [2 juillet 1981] (p. 778). — **Discussion** [23 octobre 1981] (p. 2148, 2158. — Commune avec la discussion de la question n° 1 de M. Louis Souvet).

N° **15.** — **Tourisme (Développement des activités touristiques).** — Question de M. Pierre Vallon [2 juillet 1981] (p. 779). — **Discussion** [6 octobre 1981] (p. 1873, 1877).

Orateurs : *MM. Pierre Vallon, François Abadie, secrétaire d'État au tourisme ; Louis Virapoullé, Marc Bœuf, Daniel Millaud.*

AGENCES DE VOYAGE : Vallon (Pierre) (p. 1874).

BANQUES : Vallon (Pierre) (p. 1874).

« BIENVENUE FRANCE » (groupe d'intérêt économique) : Vallon (Pierre) (p. 1874).

CAMPING et CARAVANING : Bœuf (Marc) (p. 1876) ; Abadie (François) (p. 1876, 1877).

CHÈQUE-VACANCES : Virapoullé (Louis) (p. 1875) ; Bœuf (Marc) (p. 1876) ; Abadie (François) (p. 1876, 1877).

COMITÉS RÉGIONAUX DE TOURISME : Vallon (Pierre) (p. 1874) ; Bœuf (Marc) (p. 1875) ; Abadie (François) (p. 1877).

COMPAGNIES AÉRIENNES : Virapoullé (Louis) (p. 1875) ; Millaud (Daniel) (p. 1876) ; Abadie (François) (p. 1877).

CONSEIL SUPÉRIEUR DU TOURISME : Abadie (François) (p. 1876).

DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER : Abadie (François) (p. 1876).

FONDS DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL (FDES) : Abadie (François) (p. 1877).

FONDS D'INVESTISSEMENT DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL (FIDES) : Millaud (Daniel) (p. 1876).

« GROUP-INCLUSIVE-TOURS » : Virapoullé (Louis) (p. 1875).

HÔTELS ET RESTAURANTS : Vallon (Pierre) (p. 1873) ; Virapoullé (Louis) (p. 1875) ; Abadie (François) (p. 1876, 1877).

IMPÔTS SUR LA FORTUNE : Vallon (Pierre) (p. 1874).

MAURICE (île) : Virapoullé (Louis) (p. 1875).

POLYNÉSIE FRANÇAISE : Millaud (Daniel) (p. 1876) ; Abadie (François) (p. 1877).

RÉUNION (La) : Virapoullé (Louis) (p. 1874) ; Abadie (François) (p. 1877).

SERVICE D'ÉTUDE ET D'AMÉNAGEMENT TOURISTIQUE DE LA MONTAGNE (SEATM) : Abadie (François) (p. 1877).

SERVICE D'ÉTUDE ET D'AMÉNAGEMENT TOURISTIQUE DE L'ESPACE RURAL (SEATER) : Abadie (François) (p. 1877).

TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE TVA (hôtellerie de luxe et 4 étoiles) : Vallon (Pierre) (p. 1873, 1874).

TERRITOIRES D'OUTRE-MER : Abadie (François) (p. 1876).

TOURISME : Vallon (Pierre) (p. 1873, 1874) ; Abadie (François) (p. 1873, 1876, 1877) ; Virapoullé (Louis) (p. 1874, 1875) ; Bœuf (Marc) (p. 1875, 1876) ; Millaud (Daniel) (p. 1876).

TOURISME SOCIAL : Vallon (Pierre) (p. 1874) ; Virapoullé (Louis) (p. 1875) ; Bœuf (Marc) (p. 1876) ; Abadie (François) (p. 1877).

TRANSPORTS AÉRIENS : Virapoullé (Louis) (p. 1874, 1875).

VACANCES : Abadie (François) (p. 1876).

VILLAGES DE VACANCES : Virapoullé (Louis) (p. 1875) ; Bœuf (Marc) (p. 1876) ; Abadie (François) (p. 1877).

N° **16.** — **Investissements (Politique en matière d'investissement productif des entreprises).** — Question de M. Georges Lombard [2 juillet 1981] (p. 779).

N° **17.** — **Meubles (biens) (Difficultés des fabricants de meubles).** — Question de M. Hubert Martin [2 juillet 1981] (p. 779).

N° **18.** — **Police (Sécurité des personnes et des biens : moyens en personnel et en matériel).** — Question de M. Roger Boileau [2 juillet 1981] (p. 779).

N° **19.** — **Produits agricoles (Augmentation du prix des produits agricoles).** — Question de M. Pierre Tajan [8 juillet 1981] (p. 824).

N° **20.** — **Tourisme (Développement du tourisme fluvial).** — Question de M. Bernard-Michel Hugo [8 juillet 1981] (p. 824).

N° **21.** — **Textile (industrie) (Politique gouvernementale envisagée pour l'industrie textile).** — Question de M. Pierre Vallon [8 juillet 1981] (p. 824). — **Discussion** [20 octobre 1981] (p. 2042, 2061. — Commune avec la discussion des questions n° 31 de M. Michel Miroudot, n° 36 de M. Jacques Braconnier, n° 37 de M. Christian Poncelet, n° 58 de M. Roland Grimaldi, n° 59 de M. Maurice Schumann, n° 70

de M. Max Lejeune, n° 73 de M. Hector Viron et n° 74 de M. Philippe Madrelle).

Orateurs : ***MM. Pierre Vallon, Michel Miroudot, Jacques Braconnier, Christian Poncelet, Roland Grimaldi, Maurice Schumann, Hector Viron, Pierre Dreyfus, ministe de l'industrie ; Max Lejeune, Philippe Madrelle, Jacques Moutet, Germain Authié, Guy Schmaus.***

ACCORD MULTIFIBRES : Vallon (Pierre) (p. 2043, 2045) ; Miroudot (Michel) (p. 2046) ; Braconnier (Jacques) (p. 2047) ; Poncelet (Christian) (p. 2048, 2049) ; Grimaldi (Roland) (p. 2050) ; Schumann (Maurice) (p. 2050, 2051, 2059) ; Viron (Hector) (p. 2052) ; Dreyfus (Pierre) (p. 2053, 2058, 2061) ; Lejeune (Max) (p. 2054) ; Moutet (Jacques) (p. 2056).

AGACHE-WILLOT (groupe) : Viron (Hector) (p. 2052) ; Dreyfus (Pierre) (p. 2058).

ARTISANS-TISSERANDS : Authié (Germain) (p. 2057).

BOUSSAC SAINT-FRÈRES (société) : Vallon (Pierre) (p. 2043, 2045) ; Braconnier (Jacques) (p. 2047, 2060, 2061) ; Grimaldi (Roland) (p. 2049) ; Dreyfus (Pierre) (p. 2052, 2058, 2061) ; Lejeune (Max) (p. 2053, 2054) ; Poncelet (Christian) (p. 2060).

BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL (BIT) : Schumann (Maurice) (p. 2051).

CHÔMAGE : Vallon (Pierre) (p. 2043, 2045) ; Miroudot (Michel) (p. 2046) ; Braconnier (Jacques) (p. 2046, 2047) ; Poncelet (Christian) (p. 2049) ; Grimaldi (Roland) (p. 2049, 2050) ; Viron (Hector) (p. 2052) ; Madrelle (Philippe) (p. 2055) ; Dreyfus (Pierre) (p. 2058).

COMITÉ D'ORIENTATION POUR LES INDUSTRIES STRATÉGIQUES (CODIS) : Vallon (Pierre) (p. 2044).

COMITÉ INTERMINISTÉRIEL POUR LE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS ET DU SOUTIEN DE L'EMPLOI (CIDISE) : Vallon (Pierre) (p. 2044).

COMITÉS DÉPARTEMENTAUX DE FINANCEMENT DES ENTREPRISES (CODEFI) : Vallon (Pierre) (p. 2044).

COMMISSIONS D'ENQUÊTE ET DE CONTRÔLE : Vallon (Pierre) (p. 2043) ; Miroudot (Michel) (p. 2045, 2046) ; Poncelet (Christian) (p. 2047, 2060 ; Schumann (Maurice) (p. 2050, 2059) ; Viron (Hector) (p. 2051) ; Dreyfus (Pierre) (p. 2052, 2058) ; Grimaldi (Roland) (p. 2060).

COMPAGNIE FRANÇAISE D'ASSURANCE POUR LE COMMERCE EXTÉRIEUR (COFACE) : Authié (Germain) (p. 2057).

CONCURRENCE INTERNATIONALE : Vallon (Pierre) (p. 2043, 2044, 2045) ; Grimaldi (Roland) (p. 2050) ; Madrelle (Philippe) (p. 2055) ; Moutet (Jacques) (p. 2055, 2056) ; Schmaus (Guy) (p. 2058) ; Lejeune (Max) (p. 2060).

CONSOMMATION : Vallon (Pierre) (p. 2043, 2044) ; Miroudot (Michel) (p. 2045) ; Poncelet (Christian) (p. 2048) ; Grimaldi (Roland) (p. 2049), 2050) ; Schumann (Maurice) (p. 2050, 2059) ; Viron (Hector) (p. 2052) ; Dreyfus (Pierre) (p. 2052).

ENTREPRISES (charges des) : Vallon (Pierre) (p. 2043, 2044) ; Miroudot (Michel) (p. 2046) ; Braconnier (Jacques) (p. 2047) ; Poncelet (Christian) (p. 2048) ; Grimaldi (Roland) (p. 2050) ; Schumann (Maurice) (p. 2051, 2059) ; Dreyfus (Pierre) (p. 2053) ; Lejeune (Max) (p. 2054) ; Moutet (Jacques) (p. 2056).

ESPADRILLES (industrie) : Lejeune (Max) (p. 2054, 2060) ; Moutet (Jacques) (p. 2055, 2056) ; Dreyfus (Pierre) (p. 2058).

FAILLITE, RÈGLEMENT JUDICIAIRE ET LIQUIDATION DE BIENS : Poncelet (Christian) (p. 2048) ; Viron (Hector) (p. 2052) ; Madrelle (Philippe) (p. 2054, 2055).

FORMATION PROFESSIONNELLE : Dreyfus (Pierre) (p. 2053) ; Madrelle (Philippe) (p. 2055) ; Schumann (Maurice) (p. 2059).

GENERAL AGREEMENT ON TARIFFS AND TRADE (GATT) : Vallon (Pierre) (p. 2045) ; Miroudot (Michel) (p. 2046) ; Braconnier (Jacques) (p. 2047) ; Poncelet (Christian) (p. 2048, 2059) ; Schumann (Maurice) (p. 2051, 2059) ; Dreyfus (Pierre) (p. 2061).

HABILLEMENT (industrie) : Vallon (Pierre) (p. 2043) ; Poncelet (Christian) (p. 2047) ; Dreyfus (Pierre) (p. 2052, 2053) ; Madrelle (Philippe) (p. 2054, 2055).

IMPORTATIONS : Vallon (Pierre) (p. 2043, 2044, 2045) ; Miroudot (Michel) (p. 2045, 2046) ; Braconnier (Jacques) (p. 2047, 2060) ; Poncelet (Christian) (p. 2048) ; Grimaldi (Roland) (p. 2049, 2050) ; Schumann (Maurice) (p. 2050, 2051, 2059) ; Viron (Hector) (p. 2052) ; Dreyfus (Pierre) (p. 2052, 2053, 2058) ; Lejeune (Max) (p. 2054) ; Madrelle (Philippe) (p. 2055) ; Moutet (Jacques) (p. 2056) ; Authié (Germain) (p. 2057) ; Schmaus (Guy) (p. 2058).

INNOVATION : Vallon (Pierre) (p. 2044) ; Braconnier (Jacques) (p. 2047).

INTÉRÊT (taux d') : Vallon (Pierre) (p. 2044) ; Braconnier (Jacques) (p. 2047) ; Poncelet (Christian) (p. 2048) ; Dreyfus (Pierre) (p. 2053) ; Moutet (Jacques) (p. 2056) ; Authié (Germain) (p. 2057).

INVESTISSEMENTS : Vallon (Pierre) (p. 2044) ; Viron (Hector) (p. 2052) ; Dreyfus (Pierre) (p. 2053, 2058) ; Lejeune (Max) (p. 2054) ; Authié (Germain) (p. 2057).

INVESTISSEMENTS (à l'étranger) : Viron (Hector) (p. 2052).

JUTE (industrie du) : Lejeune (Max) (p. 2053, 2054, 2060) ; Dreyfus (Pierre) (p. 2058).

LICENCIEMENTS : Vallon (Pierre) (p. 2043) ; Schmaus (Guy) (p. 2058).

MACHINE A COUDRE (industrie) : Schmaus (Guy) (p. 2058) ; Dreyfus (Pierre) (p. 2058).

MIDI-PYRÉNÉES (région) : Authié (Germain) (p. 2056, 2057).

NATIONALISATION : Vallon (Pierre) (p. 2045) ; Moutet (Jacques) (p. 2056).

NORD-PAS-DE-CALAIS (région) : Viron (Hector) (p. 2051).

PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT : Vallon (Pierre) (p. 2043, 2045) ; Poncelet (Christian) (p. 2048) ; Grimaldi (Roland) (p. 2050) ; Schumann (Maurice) (p. 2050, 2051) ; Dreyfus (Pierre) (p. 2053) ; Lejeune (Max) (p. 2053) ; Moutet (Jacques) (p. 2055, 2056).

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (PME) : Grimaldi (Roland) (p. 2050) ; Authié (Germain) (p. 2057).

RHÔNE-POULENC-TEXTILE (société) : Vallon (Pierre) (p. 2043, 2045).

SOCIÉTÉS DE VENTE PAR CORRESPONDANCE : Viron (Hector) (p. 2052).

TEXTILE (industrie) : Vallon (Pierre) (p. 2043, 2044, 2045) ; Miroudot (Michel) (p. 2045, 2046) ; Braconnier (Jacques) (p. 2046, 2047, 2060) ; Poncelet (Christian) (p. 2047, 2048, 2049, 2059, 2060) ; Grimaldi (Roland) (p. 2049, 2050, 2060) ; Schumann (Maurice) (p. 2050, 2051, 2058, 2059) ; Viron (Hector) (p. 2051, 2052) ; Dreyfus (Pierre) (p. 2052, 2053, 2058, 2061) ; Lejeune (Max) (p. 2053, 2054, 2060) ; Madrelle (Philippe) (p. 2054, 2055) ; Moutet (Jacques) (p. 2055, 2056) ; Authié (Germain) (p. 2056, 2057, 2058) ; Schmaus (Guy) (p. 2058).

TEXUNION (société) : Miroudot (Michel) (p. 2046).

THIERRY (société de vêtements Armand Thierry) : Madrelle (Philippe) (p. 2054) ; Dreyfus (Pierre) (p. 2058).

TISSU CARDÉ : Authié (Germain) (p. 2056, 2057).

TRAVAIL (durée du) : Vallon (Pierre) (p. 2043, 2044) ; Dreyfus (Pierre) (p. 2053) ; Schumann (Maurice) (p. 2059).

N° 22. – **Enseignement privé (Politique du gouvernement à l'égard de l'enseignement privé).** – Question de M. Serge Mathieu [8 juillet 1981] (p. 824).

N° 23. – **Industries agro-alimentaires (Rétablissement d'un secrétariat d'État aux industries agricoles et alimentaires).** – Question de M. Christian Poncelet [15 juillet 198]] (p. 884).

N° 24. – **Forêts (Politique forestière envisagée par le gouvernement).** – Question de M. René Chazelle [15 juillet 1981] (p. 884). – Discussion [6 novembre 1981] (p. 2519, 2527. – Commune avec la discussion de la question n° 3 de M. René Tinant).

N° 25. – **Pétrole (Diversification des approvisionnements en hydrocarbures).** – Question de M. Jean-François Pintat [16 juillet 1981] (p. 931). – **Discussion** [2 octobre 1981] (p. 1814, 1838. – Commune avec la discussion des questions n° 26 de M. Jean-François Pintat, n° 41 de M. Jean-Pierre Fourcade, n° 43 de M. Maurice Blin, n° 44 de M. Jean-Marie Rausch, n° 45 de M. Auguste Chupin, n° 53 de M. Hector Viron, n° 54 de M. Paul Séramy, n° 56 de M. Pierre Noé, n° 57 de Mme Cécile Goldet, n° 61 de M. Michel Chauty et n° 63 de M. Gérad Ehlers.

Orateurs : *MM. Jean-François Pintat, Jean-Pierre Fourcade, Maurice Blin, Auguste Chupin, Hector Viron, Paul Séramy, Pierre Noé, Jean-Marie Rausch, Mme Cécile Goldet, MM. Michel Chauty, Gérard Ehlers, Rémi Herment, Maurice Janetti, Édouard Hervé, ministre de l'énergie.*

AGENCE NATIONALE POUR L'AMÉLIORATION DE L'HABITAT (ANAH) : Hervé (Edmond) (p. 1835).

AGENCES RÉGIONALES DE L'ÉNERGIE : Janetti (Maurice) (p. 1832) ; Hervé (Edmond) (p. 1835).

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE : Fourcade (Jean-Pierre) (p. 1819) ; Chupin (Auguste) (p. 1822) ; Rausch (Jean-Marie) (p. 1826).

ARDENNES : Blin (Maurice) (p. 1820, 1821).

BARRAGES : Pintat (Jean-François) (p. 1817).

BETTERAVES : Herment (Rémi) (p. 1831).

BOIS : Goldet (Cécile) (p. 1827).

BRETAGNE (région) : Chupin (Auguste) (p. 1822).

CAISSE NATIONALE DES ÉCONOMIES D'ÉNERGIE : Goldet (Cécile) (p. 1828) ; Janetti (Maurice) (p. 1832).

CENTRALES NUCLÉAIRES : Pintat (Jean-François) (p. 1816) ; Fourcade (Jean-Pierre) (p. 1817, 1818, 1819, 1837) ; Blin (Maurice) (p. 1819, 1820) ; Chupin (Maurice) (p. 1822) ; Séramy (Paul) (p. 1824, 1825) ; Noé (Pierre) (p. 1826) ; Rausch (Jean-Marie) (p. 1826, 1827) ; Chauty (Michel) (p. 1829, 1838) ; Hervé (Edmond) (p. 1833, 1836, 1837).

CENTRALES THERMIQUES : Séramy (Paul) (p. 1825).

CHARBON : Pintat (Jean-François) (p. 1816) ; Fourcade (Jean-Pierre) (p. 1817, 1818, 1819, 1837) ; Chupin (Auguste) (p. 1821, 1822) ; Viron (Hector) (p. 1823, 1824) ; Séramy (Paul) (p. 1825) ; Noé (Pierre) (p. 1825) ; Rausch (Jean-Marie) (p. 1827) ; Goldet (Cécile) (p. 1828) ; Janetti (Maurice) (p. 1831, 1832) ; Hervé (Edmond) (p. 1835, 1836, 1837).

CHARBONNAGES DE FRANCE : Janetti (Maurice) (p. 1832) ; Hervé (Edmond) (p. 1836).

COMPAGNIE GÉNÉRALE D'ÉLECTRICITÉ (CGE) : Hervé (Edmond) (p. 1834).

COMPAGNIE GÉNÉRALE DES MATIÈRES NUCLÉAIRES (COGEMA) : Ehlers (Gérard) (p. 1830).

DÉCHETS NUCLÉAIRES : Pintat (Jean-François) (p. 1817) ; Noé (Pierre) (p. 1826) ; Ehlers (Gérard) (p. 1830) ; Hervé (Edmond) (p. 1837).

ÉCOLOGIE : Pintat (Jean-François) (p. 1817) ; Fourcade (Jean-Pierre) (p. 1818).

ÉLECTRICITÉ : Pintat (Jean-François) (p. 1816) ; Séramy (Paul) (p. 1825) ; Rausch (Jean-Marie) (p. 1827) ; Goldet (Cécile)(p. 1828) ; Hervé (Edmond) (p. 1834, 1837).

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE (EDF) : Hervé (Edmond) (p. 1836).

ELF AQUITAINE (Société) : Pintat (Jean-François) (p. 1815) ; Ehlers (Gérard) (p. 1830).

EMPLOI : Pintat (Jean-François) (p. 1815, 1816, 1817) ; Fourcade (Jean-Pierre) (p. 1818, 1837) ; Blin (Maurice) (p. 1820) ; Chupin (Auguste) (p. 1821) ; Séramy (Paul) (p. 1824) ; Noé (Pierre) (p. 1826) ; Rausch (Jean-Marie) (p. 1827) ; Goldet (Cécile) (p. 1828) ; Chauty (Michel) (p. 1829) ; Ehlers (Gérard) (p. 1830).

ÉNERGIE : Pintat (Jean-François) (p. 1815, 1816, 1817) ; Fourcade (Jean-Pierre) (p. 1817, 1818, 1819, 1837) ; Blin (Maurice) (p. 1819, 1820, 1821) ; Chupin (Auguste) (p. 1821, 1822, 1823) ; Viron (Hector) (p. 1823, 1824) ; Séramy (Paul) (p. 1824, 1825) ; Noé (Pierre) (p. 1825, 1826) ; Rausch (Jean-Marie) (p. 1826, 1827) ; Goldet (Cécile) (p. 1827, 1828) ; Chauty (Michel) (p. 1828, 1829, 1837, 1838) ; Ehlers (Gérard) (p. 1829, 1830, 1831) ; Herment (Rémi) (p. 1831) ; Janetti (Maurice) (p. 1831, 1832) ; Hervé (Edmond) (p. 1832, 1833, 1834, 1835, 1836, 1837).

ÉNERGIE (économies d') : Pintat (Jean-François) (p. 1816) ; Fourcade (Jean-Pierre) (p. 1817, 1818) ; Noé (Pierre) (p. 1825, 1826) ; Goldet (Cécile) (p. 1828) ; Chauty (Michel) (p. 1829) ; Ehlers (Gérard) (p. 1830) ; Janetti (Maurice) (p. 1831, 1832) ; Hervé (Edmond) (p. 1834, 1835).

ÉNERGIE HYDRAULIQUE : Pintat (Jean-François) (p. 1817).

ÉNERGIE NUCLÉAIRE : Pintat (Jean-François) (p. 1816, 1817) ; Fourcade (Jean-Pierre) (p. 1817, 1818, 1819) ; Blin (Maurice) (p. 1819, 1820) ; Chupin (Auguste) (p. 1821, 1822) ; Séramy (Paul) (p. 1824, 1825) ; Noé (Pierre) (p. 1826) ; Rausch (Jean-Marie) (p. 1826, 1827) ; Goldet (Cécile) (p. 1828) ; Chauty (Michel) (p. 1828, 1829, 1838) ; Ehlers (Gérard) (p. 1830) ; Janetti (Maurice) (p. 1832) ; Hervé (Edmond) (p. 1833, 1836, 1837).

ÉNERGIES NOUVELLES : Fourcade (Jean-Pierre) (p. 1817) ; Séramy (Paul) (p. 1824) ; Noé (Pierre) (p. 1825) ; Goldet (Cécile) (p. 1828) ; Ehlers (Gérard) (p. 1830) ; Herment (Rémi) (p. 1831) ; Janetti (Maurice) (p. 1832) ; Hervé (Edmond) (p. 1835, 1836, 1837).

ENTREPRISES NATIONALES : Ehlers (Gérard) (p. 1830).

GAZ : Noé (Pierre) (p. 1825).

GAZÉIFICATION (du charbon) : Viron (Hector) (p. 1823) ; Ehlers (Gérard) (p. 1830) ; Hervé (Edmond) (p. 1836).

HOUILLÈRES : Viron (Hector) (p. 1823, 1824) ; Rausch (Jean-Marie) (p. 1827).

LACQ (Gaz de) : Pintat (Jean-François) (p. 1816).

LIBERTÉS SYNDICALES : Viron (Hector) (p. 1824).

LORRAINE : Rausch (Jean-Marie) (p. 1826, 1827).

MEXIQUE : Pintat (Jean-François) (p. 1815) ; Hervé (Edmond) (p. 1834).

MINEURS : Viron (Hector) (p. 1823, 1824).

NORD-PAS-DE-CALAIS : Viron (Hector) (p. 1823, 1824).

PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT : Hervé (Edmond) (p. 1835) ; Fourcade (Jean-Pierre) (p. 1837).

PÉTROLE : Pintat (Jean-François) (p. 1815, 1816) ; Fourcade (Jean-Pierre) (p. 1818, 1819) ; Chupin (Auguste) (p. 1821) ; Viron (Hector) (p. 1823) ; Noé (Pierre) (p. 1825) ; Hervé (Edmond) (p. 1834, 1836).

PÉTROLE (prix du) : Pintat (Jean-François) (p. 1815, 1816) ; Fourcade (Jean-Pierre) (p. 1819) ; Chupin (Auguste) (p. 1821) ; Noé (Pierre) (p. 1825) ; Hervé (Edmond) (p. 1834, 1836).

POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE : Pintat (Jean-François) (p. 1815, 1816, 1817) ; Fourcade (Jean-Pierre) (p. 1817, 1818, 1819, 1837) ; Blin (Maurice) (p. 1819, 1820, 1821) ; Chupin (Auguste) (p. 1821, 1822, 1823) ; Viron (Hector) (p. 1823, 1824) ; Séramy (Paul) (p. 1824, 1825) ; Noé (Pierre) (p. 1825, 1826) ; Rausch (Jean-Marie) (p. 1826, 1827) ; Goldet (Cécile) (p. 1827, 1828) ; Chauty (Michel) (p. 1828, 1829, 1837, 1838) ; Ehlers (Gérard) (p. 1829, 1830, 1831) ; Herment (Rémi) (p. 1831) ; Janetti (Maurice) (p. 1831, 1832) ; Hervé (Edmond) (p. 1832, 1833, 1834, 1835, 1836, 1837).

PROVENCE - ALPES - CÔTE D'AZUR (région) : Janetti (Maurice) (p. 1832).

SÉCURITÉ ÉNERGÉTIQUE NUCLÉAIRE : Pintat (Jean-François) (p. 1817) ; Séramy (Paul) (p. 1824) ; Noé (Pierre) (p. 1826) ; Chauty (Michel) (p. 1829) ; Hervé (Edmond) (p. 1836).

SOCIÉTÉS PÉTROLIÈRES : Pintat (Jean-François) (p. 1815, 1816) ; Ehlers (Gérard) (p. 1830) ; Hervé (Edmond) (p. 1834).

SURGÉNÉRATEURS : Pintat (Jean-François) (p. 1817) ; Ehlers (Gérard) (p. 1830).

TAXE INTÉRIEURE SUR LES PRODUITS PÉTROLIERS : Janetti (Maurice) (p. 1832) ; Hervé (Edmond) (p. 1834).

TRAVAUX PUBLICS : Blin (Maurice) (p. 1820, 1821).

N° 26. – **Énergie nucléaire (Réduction du programme nucléaire).** – Question de M. Jean-François Pintat [16 juillet 1981] (p. 931). – **Discussion** [2 octobre 1981] (p. 1814, 1838. – Commune avec la discussion de la question n° 25 de M. Jean-François Pintat).

N° 27. – **Formation professionnelle (Mesures à prendre en faveur de l'association pour la formation professionnelle des adultes de Lyon-Crépieux).** – Question de M. Jean Mercier [16 juillet 1981] (p. 931). – **Discussion** [27 octobre 1981] (p. 2197, 2199).

Orateurs : *MM. Jean Mercier, Jean Auroux, ministre du travail.*

ASSOCIATION POUR LA FORMATION PROFESSIONNELLE DES ADULTES (AFPA) : Mercier (Jean) (p. 2198) ; Auroux (Jean) (p. 2198, 2199).

FONDS SOCIAL EUROPÉEN : Auroux (Jean) (p. 2198).

FORMATION PROFESSIONNELLE DES ADULTES : Mercier (Jean) (p. 2197, 2198) ; Auroux (Jean) (p. 2198, 2199).

N° 28. – **Élections municipales (Répartition par arrondissement des conseillers municipaux de Lyon).** – Question de M. Jean Mercier [16 juillet 1981] (p. 931).

N° 29. – **Exploitants agricoles (Rémunération des agriculteurs).** – Question de M. Jean Puech [16 juillet 1981] (p. 932).

N° 30. – Non attribué.

N° 31. – **Textile (industrie) (Emploi dans l'industrie textile).** – Question de M. Michel Miroudot [21 juillet 1981] (p. 939). – **Discussion** [20 octobre 1981] (p. 2042, 2061. – Commune avec la discussion de la question n° 21 de M. Pierre Vallon).

N° 32. – **Service national (Conceptions du gouvernement en matière de service national).** – Question de M. Philippe Machefer [21 juillet 1981] (p. 939).

N° 33. – **Rapatriés (Indemnisation des Français spoliés outre-mer).** – Question de M. Francis Palmero [21 juillet 1981] (p. 939).

N° 34. – **Famille (Politique familiale).** – Question de M. Robert Schwint [21 juillet 1981] (p. 985).

N° 35. – **Enseignement (Rôle de l'audiovisuel dans l'éducation).** – Question de M. Jean Cluzel [23 juillet 1981] (p. 1056). – **Discussion** [6 octobre 1981] (p. 1877, 1881).

Orateurs : *MM. Jean Cluzel, Bernard Parmantier, Alain Savary, ministre de l'éducation nationale.*

AUDIOVISUEL : Cluzel (Jean) (p. 1877, 1878, 1879, 1881) ; Parmantier (Bernard) (p. 1879, 1881) ; Savary (Alain) (p. 1879, 1880, 1881).

AUDIOVISUEL (Charte de l') : Savary (Alain) (p. 1880, 1881) ; Cluzel (Jean) (p. 1881).

CENTRE NATIONAL DE DOCUMENTATION PÉDAGOGIQUE (CNDP) : Parmantier (Bernard) (p. 1879) ; Savary (Alain) (p. 1880).

DÉCENTRALISATION : Parmantier (Bernard) (p. 1879).

FORMATION CONTINUE : Savary (Alain) (p. 1881).

FRANÇAIS (langue) : Cluzel (Jean) (p. 1881).

INSTITUT NATIONAL DE L'AUDIOVISUEL (SNA) : Cluzel (Jean) (p. 1879).

PÉDAGOGIE : Cluzel (Jean) (p. 1879).

RADIODIFFUSION ET TÉLÉVISION : Savary (Alain) (p. 1880) ; Cluzel (Jean) (p. 1881).

TÉLÉVISION SCOLAIRE : Cluzel (Jean) (p. 1877, 1878, 1879, 1881) ; Parmantier (Bernard) (p. 1879, 1881) ; Savary (Alain) (p. 1879, 1880, 1881).

VIOLENCE : Cluzel (Jean) (p. 1879).

N° 36. – **Textile (industrie) (Politique du Gouvernement à l'égard de l'industrie textile et du groupe Boussac-Saint-Frères).** – Question de M. Jacques Braconnier [24 juillet 1981] (p. 1124). – **Discussion** [20 octobre 1981] (p. 2042, 2061. – Commune avec la discussion de la question n° 21 de M. Pierre Vallon).

N° 37. – **Textile (industrie) (Crise de l'industrie textile).** – Question de M. Christian Poncelet [28 juillet 1981] (p. 1177). – **Discussion** [20 octobre 1981] (p. 2042, 2061. – Commune avec la discussion de la question n° 21 de M. Pierre Vallon).

N° 38. – **Vins (Orientations de la politique viti-vinicole du gouvernement).** – Question de M. Serge Mathieu [28 juillet 1981] (p. 1194). – **Discussion** [6 novembre 1981] (p. 2519, 2527. – Commune avec la discussion de la question n° 3 de M. René Tinant).

N° 39. – **Construction (Nécessité de réformer l'assurance-construction).** – Question de M. Robert Laucournet [29 juillet 1981] (p. 1230).

N° 40. – **Droits de l'homme (Ratification de la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme).** – Question de M. Jean Mercier [30 juillet 1981] (p. 1268). – **Discussion** [13 octobre 1981] (p. 1948, 1953).

Orateurs : *MM. Jean Mercier, Jacques Genton, Charles de Cuttoli, André Chandernagor, ministre des affaires européennes.*

COMMISSION EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME : Mercier (Jean) (p. 1948) ; Genton (Jean) (p. 1949) ; Cuttoli (Charles de) (p. 1950, 1951) ; Chandernagor (André) (p. 1951, 1952).

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Mercier (Jean) (p. 1948).

DROITS DE L'HOMME (convention européenne de sauvegarde) : Mercier (Jean) (p. 1948) ; Genton (Jacques) (p. 1948, 1949, 1950) ; Cuttoli (Charles de) (p. 1950, 1951) ; Chandernagor (André) (p. 1951, 1952).

FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER : Cuttoli (Charles de) (p. 1950, 1951).

PARLEMENT (rôle du) : Mercier (Jean) (p. 1948) ; Genton (Jacques) (p. 1950) ; Cuttoli (Charles de) (p. 1950) ; Chandernagor (André) (p. 1952).

RADIODIFFUSION (monopole) : Mercier (Jean) (p. 1948) ; Genton (Jacques) (p. 1949) ; Chandernagor (André) (p. 1952, 1953).

N° 41. – **Centrales nucléaires (Conséquences de l'arrêt de la construction de plusieurs centrales nucléaires).** – Question de M. Jean-Pierre Fourcade [31 juillet 1981] (p. 1305). – **Discussion** [2 octobre 1981] (p. 1814, 1838. – Commune avec la discussion de la question n° 25 de M. Jean-François Pintat).

N° 42. – **Centrales nucléaires (Conséquences de la construction de la centrale nucléaire de Cattenom).** – Question de M. Richard Pouille [31 juillet 1981] (p. 1317). – Retrait le 23 septembre 1981 (p. 1606).

N° 43. – **Centrales nucléaires (Arrêt de la construction de la centrale nucléaire de Chooz (Ardennes)).** – Question de M. Maurice Blin [31 juillet 1981] (p. 1318). – **Discussion** [2 octobre 1981] (p. 1814, 1838. – Commune avec la discussion de la question n° 25 de M. Jean-François Pintat).

N° 44. – **Centrales nucléaires (Arrêt de la construction de la Centrale nucléaire de Cattenom).** – Question de M. Jean-Marie Rausch [31 juillet 1981] (p. 1318). – **Discussion** [2 octobre 1981] (p. 1814, 1838. – Commune avec la discussion de la question n° 25 de M. Jean-François Pintat).

N° 45. – **Énergie nucléaire (Ralentissement du programme électronucléaire).** – Question de M. Auguste Chupin [31 juillet 1981] (p. 1318). – **Discussion** [2 octobre 1981] (p. 1814, 1838. – Commune avec la discussion de la question n° 25 de M. Jean-François Pintat).

N° 46. – **Territoires d'outre-mer (TOM) (Politique gouvernementale pour le progrès économique et social en Polynésie française).** – Question de M. Daniel Millaud (J.O. Débats 20 août 1981) (p. 1327). – **Discussion** [30 octobre 1981] (p. 2329, 2332).

Orateurs : *MM. Daniel Millaud, Henri Emmanuelli, secrétaire d'État aux départements et territoires d'outre-mer.*

COPRAH : Millaud (Daniel) (p. 2329).

DÉCENTRALISATION : Emmanuelli (Henri) (p. 2331).

DOUANES : Millaud (Daniel) (p. 2331).

MER (ressources de la) : Emmanuelli (Henri) (p. 2331).

POLYNÉSIE FRANÇAISE : Millaud (Daniel) (p. 2329, 2331) ; Emmanuelli (Henri) (p. 2330, 2331, 2332).

RECENSEMENT : Millaud (Daniel) (p. 2330).

RÉFORME FISCALE : Emmanuelli (Henri) (p. 2330, 2332) ; Millaud (Daniel) (p. 2331).

TAHITI : Millaud (Daniel) (p. 2329, 2330).

TERRITOIRES D'OUTRE-MER (statut) : Emmanuelli (Henri) (p. 2332).

TOURISME : Millaud (Daniel) (p. 2329).

N° 47. – **Peine de mort (Report du débat parlementaire relatif à la suppression de la peine de mort).** – Question de M. Henri Caillavet (J.O. Débats 3 septembre 1981) (p. 1359).

N° 48. – **Départements d'outre-mer (Développement économique et social du département de la Réunion).** – Question de M. Louis Virapoullé [10 septembre 1981] (p. 1432). – **Discussion** [30 octobre 1981] (p. 2332, 2339).

Orateurs : *MM. Louis Virapoullé, Bernard Parmantier, Henri Emmanuelli, secrétaire d'État aux départements et territoires d'outre-mer.*

AUTONOMISTES : Virapoullé (Louis) (p. 2333).

CANNE A SUCRE : Virapoullé (Louis) (p. 2334) ; Emmanuelli (Henri) (p. 2338).

COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE (CEE) : Virapoullé (Louis) (p. 2333).

DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER : Parmantier (Bernard) (p. 2336) ; Emmanuelli (Henri) (p. 2336, 2337, 2338).

ÉLECTRICITÉ : Virapoullé (Louis) (p. 2333).

EMPLOI : Virapoullé (Louis) (p. 2333).

ENGRAIS ET AMENDEMENTS : Virapoullé (Louis) (p. 2334).

ENSEIGNEMENT : Parmantier (Bernard) (p. 2335) ; Virapoullé (Louis) (p. 2335).

INSTITUTEURS : Parmantier (Bernard) (p. 2334) ; Virapoullé (Louis) (p. 2335).

KERGUELEN (Iles) : Virapoullé (Louis) (p. 2334).

LANGUES RÉGIONALES : Emmanuelli (Henri) (p. 2338).

LOGEMENT SOCIAL : Virapoullé (Louis) (p. 2333).

LOI « BONNET » (collectivités locales) : Virapoullé (Louis) (p. 2335).

MIGRATIONS : Virapoullé (Louis) (p. 2333, 2335) ; Emmanuelli (Henri) (p. 2338).

NODULES POLYMÉTALLIQUES : Emmanuelli (Henri) (p. 2338).

PÊCHE MARITIME : Virapoullé (Louis) (p. 2334).

PORTS MARITIMES : Virapoullé (Louis) (p. 2333) ; Emmanuelli (Henri) (p. 2337, 2338).

RÉUNION (La) : Virapoullé (Louis) (p. 2332, 2333, 2334, 2335, 2339) ; Parmantier (Bernard) (p. 2334, 2335, 2336) ; Emmanuelli (Henri) (p. 2336, 2337, 2338, 2339).

RIZ : Parmantier (Bernard) (p. 2336) ; Emmanuelli (Henri) (p. 2339).

SANTÉ PUBLIQUE : Parmantier (Bernard) (p. 2334, 2335) ; Virapoullé (Louis) (p. 2335).

N° 49. – **Politique extérieure (Désarmement : initiatives françaises à l'ONU et en Europe).** – Question de M. Serge Boucheny [15 septembre 1981] (p. 1439). – **Discussion** [27 octobre 1981] (p. 2199, 2202).

Orateurs : *MM. Serge Boucheny, Claude Cheysson, ministre des relations extérieures.*

ARMEMENT NUCLÉAIRE : Boucheny (Serge) (p. 2199, 2200) ; Cheysson (Claude) (p. 2202).

CONFÉRENCES (Conférence de Madrid) : Boucheny (Serge) (p. 2201) ; Cheysson (Claude) (p. 2201).

CONFÉRENCES (Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, CSCE) : Cheysson (Claude) (p. 2201).

DÉSARMEMENT : Boucheny (Serge) (p. 2199, 2200, 2201) ; Cheysson (Claude) (p. 2201, 2202).

INSTITUT DE RECHERCHE POUR LE DÉSARMEMENT A GENÈVE : Cheysson (Claude) (p. 2202).

MISSILES : Boucheny (Serge) (p. 2200) ; Cheysson (Claude) (p. 2202).

ORGANISATION DES NATIONS UNIES (ONU) : Boucheny (Serge) (p. 2199) ; Cheysson (Claude) (p. 2201).

RECHERCHE MILITAIRE : Boucheny (Serge) (p. 2199).

N° 50. – **Sports (Situation de l'aviation légère et sportive).** – Question de M. Bernard Parmantier [16 septembre 1981] (p. 1477).

N° 51. – **Sports (Avenir du sport aérien).** – Question de M. Bernard Parmantier [16 septembre 1981] (p. 1478).

N° 52. – **Vacances (Instauration du chèque-vacances).** – Question de M. Marc Bœuf [16 septembre 1981] (p. 1478).

N° 53. – **Charbon (Relance de la production charbonnière).** – Question de M. Hector Viron [17 septembre 1981] (p. 1547). – **Discussion** [2 octobre 1981] (p. 1814, 1838. – Commune avec la discussion de la question n° 25 de M. Jean-François Pintat).

N° 54. – **Centrales nucléaires (Construction de la Centrale électronucléaire de Nogent sur Seine : suites envisagées par le Gouvernement).** – Question de M. Paul Séramy [22 septembre 1981] (p. 1559). – **Discussion** [2 octobre 1981] (p. 1814, 1838. – Commune avec la discussion de la question n° 25 de M. Jean-François Pintat).

N° 55. – **Logement (Aide aux ménages en vue de l'acquisition de leur logement : utilisation de certains fonds sociaux).** – Question de M. René Tomasini [22 septembre 1981] (p. 1559). – **Discussion** [27 octobre 1981] (p. 2187, 2197. – Commune avec la discussion de la question n° 4 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard).

N° 56. – **Énergie (Politique énergétique du Gouvernement pour rééquilibrer la part des différentes énergies dans le bilan français).** – Question de M. Pierre Noé [22 septembre 1981] (p. 1598). – **Discussion** [2 octobre 1981] (p. 1814, 1838. – Commune avec la discussion de la question n° 25 de M. Jean-François Pintat).

N° 57. – **Énergie (Politique d'économie d'énergie).** – Question de Mme Cécile Goldet [23 septembre 1981] (p. 1606). – **Discussion** [2 octobre 1981] (p. 1810, 1838. – Commune avec la discussion de la question n° 25 de M. Jean-François Pintat).

N° 58. – **Textile (Industrie : crise de l'industrie textile).** – Question de M. Roland Grimaldi [24 septembre 1981] (p. 1633). – **Discussion**

[20 octobre 1981] (p. 2042, 2061. – Commune avec la discussion de la question n° 21 de M. Pierre Vallon).

N° 59. – **Textile (Industrie : allègement des charges pesant sur l'industrie textile).** – Question de M. Maurice Schumann [24 septembre 1981] (p. 1633). – **Discussion** [20 octobre 1981] (p. 2042, 2061. – Commune avec la discussion de la question n° 21 de M. Pierre Vallon).

N° 60. – **Aéronautique (industrie) (Industrie aérospatiale : difficultés).** – Question de M. André Méric [28 septembre 1981] (p. 1662). – **Discussion** [13 octobre 1981] (p. 1943, 1948).

Orateurs : *MM. André Méric, Serge Boucheny, Gérard Roujas, Bernard Parmantier, Charles Fiterman, ministre des transports.*

AÉRONAUTIQUE (industrie) : Méric (André) (p. 1943, 1944, 1945) ; Boucheny (Serge) (p. 1945, 1946) ; Roujas (Gérard) (p. 1946) ; Parmantier (Bernard) (p. 1947) ; Fiterman (Charles) (p. 1947, 1948).

AIRBUS (avion) : Méric (André) (p. 1943, 1944) ; Boucheny (Serge) (p. 1945, 1946) ; Fiterman (Charles) (p. 1947).

ATR 42 (avion) : Méric (André) (p. 1945) ; Fiterman (Charles) (p. 1947).

AVIATION LÉGÈRE : Parmantier (Bernard) (p. 1947).

COMPAGNIES AÉRIENNES : Méric (André) (p. 1944) ; Boucheny (Serge) (p. 1945) ; Fiterman (Charles) (p. 1947).

CONCORDE (avion supersonique) : Boucheny (Serge) (p. 1946).

CONCURRENCE INTERNATIONALE : Méric (André) (p. 1944) ; Boucheny (Serge) (p. 1946).

ENTREPRISES NATIONALES : Roujas (Gérard) (p. 1946, 1947) ; Fiterman (Charles) (p. 1948).

SOCIÉTÉ NATIONALE D'ÉTUDE ET DE CONSTRUCTION DE MOTEURS D'AVION (SNECMA) : Boucheny (Serge) (p. 1946).

SOCIÉTÉ NATIONALE INDUSTRIELLE AÉROSPATIALE (SNIAS) : Méric (André) (p. 1945) ; Roujas (Gérard) (p. 1946) ; Fiterman (Charles) (p. 1948).

SOUS-TRAITANCE : Méric (André) (p. 1945).

TRANSPORTS AÉRIENS : Méric (André) (p. 1945) ; Boucheny (Serge) (p. 1946).

N° 61. – **Énergie (Options énergétiques de la France).** – Question de M. Michel Chauty [28 septembre 1981] (p. 1662). – **Discussion** [2 octobre 1981] (p. 1814, 1838. – Commune avec la discussion de la question n° 25 de M. Jean-François Pintat).

N° 62. – **Crédit (Situation du crédit).** – Question de M. Edgar Faure [29 septembre 1981] (p. 1700).

N° 63. – **Énergie nucléaire (Place de l'énergie nucléaire dans le cadre de la politique énergétique diversifiée du Gouvernement).** – Question de M. Gérard Ehlers [30 septembre 1981] (p. 1749). – **Discussion** [2 octobre 1981] (p. 1814, 1838. – Commune avec la discussion de la question n° 25 de M. Jean-François Pintat).

N° 64. – **Territoires d'outre-mer (TOM) (Situation politique en nouvelle-Calédonie).** – Question de M. Lionel Cherrier [30 septembre 1981] (p. 1774). – Retrait [20 octobre 1981] (p. 2042).

N° 65. – **Automobile (Industrie) (Sauvegarde et développement de l'industrie automobile en Ile-de-France).** – Question de M. Guy Schmaus [30 septembre 1981] (p. 1774). – **Discussion** [23 octobre 1981] (p. 2148, 2158. – Commune avec la discussion de la question n° 1 de M. Louis Souvet).

N° 66. – **Départementsd'outre-mer (DOM) (Politique du gouvernement pour le développement économique et le progrès social à la Martinique).** – Question de M. Roger Lise [6 octobre 1981] (p. 1863). – **Discussion** [30 octobre 1981] (p. 2340, 2344).

Orateurs : *MM. Roger Lise, Edmond Valcin, Henri Emmanuelli, secrétaire d'État aux départements et territoires d'outre-mer.*

ARTISANAT : Lise (Roger) (p. 2340).

CHÔMAGE : Lise (Roger) (p. 2340) ; Valcin (Edmond) (p. 2341) ; Emmanuelli (Henri) (p. 2342).

DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER : Valcin (Edmond) (p. 2342) ; Emmanuelli (Henri) (p. 2342).

ENSEIGNEMENT : Emmanuelli (Henri) (p. 2343).

GUADELOUPE (La) : Valcin (Edmond) (p. 2341).

HÔTELS ET RESTAURANTS : Emmanuelli (Henri) (p. 2343).

MARTINIQUE (La) : Lise (Roger) (p. 2340) ; Valcin (Edmond) (p. 2341, 2342) ; Emmanuelli (Henri) (p. 2342, 2343).

PACTE NATIONAL POUR L'EMPLOI : Lise (Roger) (p. 2340).

PÊCHE MARITIME : Lise (Roger) (p. 2340).

PRODUITS TROPICAUX : Lise (Roger) (p. 2340) ; Emmanuelli (Henri) (p. 2342).

SPÉCULATION FONCIÈRE : Lise (Roger) (p. 2340) ; Emmanuelli (Henri) (p. 2343).

SUCRE : Valcin (Edmond) (p. 2341) ; Emmanuelli (Henri) (p. 2342).

TRANSPORTS AÉRIENS : Valcin (Edmond) (p. 2341) ; Emmanuelli (Henri) (p. 2343).

TRANSPORTS MARITIMES : Emmanuelli (Henri) (p. 2343).

N° 67. – **Loisirs (Animation en milieu rural).** – Question de M. Paul Jargot [8 octobre 1981] (p. 1902). – Retrait [29 octobre 1981] (p. 2264).

N° 68. – **Médecine (enseignement) (Réforme des études médicales).** – Question de M. Jacques Larché [8 octobre 1981] (p. 1902).

N° 69. – **Fonctionnaires et agents publics (Contribution des fonctionnaires au financement du chômage).** – Question de M. Jacques Larché [8 octobre 1981] (p. 1902).

N° 70. – **Textile (Industrie) (Industrie textile dans la Somme).** – Question de M. Max Lejeune [9 octobre 1981] (p. 1935). – **Discussion** [20 octobre 1981] (p. 2042, 2061. – Commune avec la discussion de la question n° 21 de M. Pierre Vallon).

N° 71. – **Exploitants agricoles (Situation des jeunes agriculteurs, notamment ceux de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur).** – Question de M. Louis Minetti [13 octobre 1981] (p. 1943). – **Discussion** [6 novembre 1981] (p. 2508, 2512).

Orateurs : *MM. Louis Minetti, Alfred Gérin, André Cellard, secrétaire d'État auprès du ministre de l'agriculture ; Roland du Luart, Geoffroy de Montalembert.*

AGRICULTURE (aide à l') : Minetti (Louis) (p. 2508, 2509) ; Gérin (Alfred) (p. 2509) ; Cellard (André) (p. 2510, 2511).

AGRICULTURE (fiscalité) : Gérin (Alfred) (p. 2509).

AGRICULTEURS (jeunes) : Minetti (Louis) (p. 2508, 2509, 2512) ; Gérin (Alfred) (p. 2509) ; Cellard (André) (p. 2511) ; Montalembert (Geoffroy de) (p. 2512).

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE : Gérin (Alfred) (p. 2509).

BAUX RURAUX : Montalembert (Geoffroy de) (p. 2512) ; Cellard (André) (p. 2512).

COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE (CEE) : Gérin (Alfred) (p. 2509) ; Cellard (André) (p. 2510) ; Minetti (Louis) (p. 2512).

EXPLOITANTS AGRICOLES : Minetti (Louis) (p. 2508, 2509, 2512) ; Gérin (Alfred) (p. 2509) ; Cellard (André) (p. 2511, 2512) ; Montalembert (Geoffroy de) (p. 2512).

MONTAGNE : Minetti (Louis) (p. 2509).

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR (région) : Minetti (Louis) (p. 2508).

REVENU AGRICOLE : Minetti (Louis) (p. 2508, 2509).

SOCIÉTÉS D'AMÉNAGEMENT FONCIER ET D'ÉTABLISSEMENT RURAL (SAFER) : Cellard (André) (p. 2511) ; Luart (Roland du) (p. 2511) ; Minetti (Louis) (p. 2512) ; Montalembert (Geoffroy de) (p. 2512).

N° 72. – **Exploitants agricoles (Allégement des charges sociales des exploitants agricoles des régions défavorisées).** – Question de M. Fernand Tardy [14 octobre 1981] (p. 1973).

N° 73. – **Textile (Industrie) (Politique textile du Gouvernement).** – Question de M. Hector Viron [14 octobre 1981] (p. 1973). – **Discussion** [20 octobre 1981] (p. 2042, 2061. – Commune avec la discussion de la question n° 21 de M. Pierre Vallon).

N° 74. – **Textile (Industrie) (Situation de l'industrie textile en Gironde).** – Question de M. Philippe Madrelle [14 octobre 1981] (p. 2003). – **Discussion** [20 octobre 1981] (p. 2042, 2061. – Commune avec la discussion de la question n° 21 de M. Pierre Vallon).

N° 75. – **Construction (Aide à la construction et au développement de l'industrie du bâtiment).** – Question de M. Fernand Lefort [27 octobre 1981] (p. 2179). – **Discussion** [27 octobre 1981] (p. 2187, 2197. – Commune avec la discussion de la question n° 4 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard).

N° 76. – **Départements d'outre-mer (DOM) (Mesures économiques et sociales en faveur de Saint-Pierre et Miquelon).** – Question de M. Marc Plantegenest [28 octobre 1981] (p. 2224). – **Discussion** [30 octobre 1981] (p. 2344, 2347).

Orateurs : *MM. Marc Plantegenest, Henri Emmanuelli, secrétaire d'État aux départements et territoires d'outre-mer.*

AQUACULTURE : Plantegenest (Marc) (p. 2344) ; Emmanuelli (Henri) (p. 2346).

CANADA : Plantegenest (Marc) (p. 2344) ; Emmanuelli (Henri) (p. 2346).

FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS : Plantegenest (Marc) (p. 2345, 2346) ; Emmanuelli (Henri) (p. 2346).

FRET : Plantegenest (Marc) (p. 2345, 2346) ; Emmanuelli (Henri) (p. 2345).

PÊCHE MARITIME : Emmanuelli (Henri) (p. 2346) ; Plantegenest (Marc) (p. 2346).

PRIX (contrôle des) : Emmanuelli (Henri) (p. 2345, 2346).

SAINT-PIERRE ET MIQUELON : Plantegenest (Marc) (p. 2344, 2345, 2346) ; Emmanuelli (Henri) (p. 2345, 2346).

SÉCURITÉ SOCIALE : Plantegenest (Marc) (p. 2344, 2345).

ZONE ÉCONOMIQUE MARITIME : Plantegenest (Marc) (p. 2346).

N° 77. – **Garderies d'enfants (Problèmes posés par l'accueil des jeunes enfants).** – Question de Mme Marie-Claude Beaudeau [28 octobre 1981] (p. 2243).

N° 78. – **Enseignement (Image négative de la France donnée par un manuel scolaire).** – Question de M. Jean Francou [28 octobre 1981] (p. 2243).

N° 79. – **Droits de l'homme (Violation des droits de l'homme dans un nombre croissant de pays).** – Question de M. René Chazelle [26 novembre 1981] (p. 3197).

N° 80. – **Fonctionnaires (Malaise du corps des administrateurs civils).** – Question de M. Pierre Salvi [2 décembre 1981] (p. 3466).

N° 81. – **Aéronautique (industrie) (Situation de l'industrie de l'aviation légère et sportive).** – Question de M. Serge Boucheny [5 décembre 1981] (p. 3698).

N° 82. – **Enseignement technique et professionnel (Avenir du collège militaire préparatoire technique du Mans).** – Question de M. Serge Boucheny [8 décembre 1981] (p. 3872).

N° 83. – **Médecine scolaire (Situation du service social de santé scolaire).** – Question de M. René Regnault [9 décembre 1981] (p. 3963).

N° 84. – **Textiles (Restructuration du groupe Boussac-Saint-Frères).** – Question de M. Christian Poncelet [18 décembre 1981] (p. 4387).

N° 85. – **Avortement (Circulaire concernant l'interruption volontaire de grossesse).** – Question de M. Jean-Marie Girault [21 décembre 1981] (p. 4434).

QUESTIONS PRÉALABLES

Voir NATIONALISATION, 1 [23 novembre 1981] (p. 3009. – Adoption).

PLAN, 1 [22 décembre 1981] (p. 4544. – Adoption).

POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE, 1 [21 décembre 1981] (p. 4479. – Adoption) ; [22 décembre 1981] (p. 4530. – Adoption).

Voir aussi : RAPATRIÉS, 2 (Commission mixte paritaire. – Explications de vote).

QUOTIENT FAMILIAL

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, 1, 2.

LOI DE FINANCES, 1, DG ; Solidarité nationale, santé.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, DG.

PLAN, 1, DG.

R

RACISME

Voir AMNISTIE, 1, DG.

ASSOCIATIONS, 1, DG.

ÉTRANGERS, 1, DG.

PEINE DE MORT, 1, DG.

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 487.

RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION

1. – **Projet de loi portant dérogation au monopole d'État de la radiodiffusion,** présenté au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Georges Fillioud, ministre de la communication [10 septembre 1981] [n° **368** (1980-1981)]. – Renvoi à la Commission des affaires culturelles. – Rapport de M. Charles Pasqua [15 septembre 1981] [n° **373** (1980-1981)]. – Discusson [16 septembre 1981] (p. 1478, 1502) ; [17 septembre 1981] (p. 1527, 1547). – Adoption [17 septembre 1981] (n° **101**).

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (PREMIÈRE LECTURE) [18 septembre 1981] (n° **380**). – Renvoi à la Commission des affaires culturelles. – Rapport de M. Bernard Schreiner [24 septembre 1981] (n° **386**). – Discussion [24 septembre 1981]. – Adoption [24 septembre 1981] (n° **32**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (DEUXIÈME LECTURE) [28 septembre 1981] [n° **396** (1980-1981)]. – Renvoi à la Commission des affaires culturelles. – Rapport de M. Charles Pasqua [28 septembre 1981] [n° **398** (1980-1981)]. – Discussion [28 septembre 1981] (p. 1684, 1694). – Adoption modifiée [28 septembre 1981] (n° **106**).

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (DEUXIÈME LECTURE) [29 septembre 1981] (n° **393**). – Renvoi à la Commission des affaires culturelles. – Rapport de M. Bernard Schreiner [30 septembre 1981] (n°**394**). – Discussion [30 septembre 1981]. – Adoption [30 septembre 1981] (n° **35**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (TROISIÈME LECTURE) [30 septembre 1981] [n° **404** (1980-1981)]. – Renvoi à la Commission des affaires culturelles.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLÉE NATIONALE) ; rapport de M. Bernard Schreiner [2 octobre 1981] (n° **444**).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SÉNAT) ; rapport de M. Charles Pasqua [2 octobre 1981] [n° 1 (1981-1982)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) [2 octobre 1981] (n° **446**). – Renvoi à la Commission des affaires culturelles. – Rapport de M. Bernard Schreiner [2 octobre 1981] (n° **449**). – Discussion [2 octobre 1981]. – Adoption [2 octobre 1981] (n° **40**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (NOUVELLE LECTURE) [2 octobre 1981] [n° **5** (1981-1982)]. – Renvoi à la Commission des affaires culturelles. – Discussion [2 octobre 1981] (p. 1839, 1842). – Adoption [2 octobre 1981] (n° **1**).

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (DERNIÈRE LECTURE) [2 octobre 1981] (n° **453**). – Renvoi à la Commission des affaires culturelles. – Rapport de M. Bernard Schreiner]2 octobre 1981] (n° **454**). – Discussion [2 octobre 1981]. – Adoption]2 octobre 1981] (n°**42**).

PROMULGATION : Loi n° 81-994 du 9 novembre 1981 (J.O. lois et décrets du 10 novembre 1981).

DÉCISION DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL des 30 et 31 octobre 1981 déclarant le projet de loi partiellement non conforme à la constitution. (J.O. lois et décrets du 1er novembre 1981).

Discussion (première lecture)

[16 septembre 1981] (p. 1478, 1502) ; [17 septembre 1981] (p. 1527, 1547).

I. – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1478, 1495) : *MM. Georges Fillioud, ministre de la communication ; Charles Pasqua, rapporteur de la Commission des affaires culturelles ; Jacques Carat, Jean Cluzel, Mme Brigitte Gros, MM. James Marson, Jean Béranger, Pierre-Christian Taittinger, Dominique Pado, Félix Ciccolini.*

AUDIOVISUEL (charte de l') : Fillioud (Georges) (p. 1479) ; Carat (Jacques) (p. 1485, 1486) ; Gros (Brigitte) (p. 1489).

COMMISSION CONSULTATIVE (autorisation des radios locales) : Pasqua (Charles) (p. 1482) ; Carat (Jacques) (p. 1486) ; Cluzel (Jean) (p. 1488) ; Gros (Brigitte) (p. 1489) ; Fillioud (Georges) (p. 1494).

DÉCENTRALISATION : Pasqua (Charles) (p. 1483) ; Gros (Brigitte) (p. 1489) ; Marson (James) (p. 1490) ; Béranger (Jean) (p. 1491) ; Taittinger (Pierre-Christian) (p. 1493).

LIBERTÉS PUBLIQUES (liberté d'expression radiophonique) : Fillioud (Georges) (p. 1478, 1480, 1482, 1493, 1494) ; Pasqua (Charles) (p. 1481, 1482) ; Carat (Jacques) (p. 1484, 1486) ; Cluzel (Jean) (p. 1487, 1488) ; Gros (Brigitte) (p. 1489) ; Marson (James) (p.1489, 1490) ; Taittinger (Pierre-Christian) (p. 1492) ; Ciccolini (Félix) (p. 1495).

PARLEMENT (contrôle du) : Pado (Dominique) (p. 1494) ; Pasqua (Charles) (p. 1494).

PUBLICITÉ (radio) : Fillioud (Georges) (p. 1480, 1493) ; Pasqua (Charles) (p. 1482, 1483) ; Carat (Jacques) (p. 1486) ; Cluzel (Jean) (p. 1487, 1488) ; Gros (Brigitte) (p. 1489) ; Marson (James) (p. 1490, 1491) ; Béranger (Jean) (p. 1491).

RADIODIFFUSION (monopole) : Fillioud (Georges) (p. 1479, 1480, 1481, 1494) ; Pasqua (Charles) (p. 1482) ; Carat (Jacques) (p. 1484) ; Cluzel (Jean) (p. 1488) ; Gros (Brigitte) (p. 1489).

RADIODIFFFUSION (Télédiffusion de France) : Fillioud (Georges) (p. 1480) ; Carat (Jacques) (p. 1486) ; Taittinger (Pierre-Christian) (p. 1492, 1493).

RADIOS « PIRATES » : Pasqua (Charles) (p. 1482).

RADIOS PRIVÉES LOCALES : Fillioud (Georges) (p. 1479, 1480, 1481, 1482) ; Pasqua (Charles) (p. 1481, 1482, 1483, 1484) ; Carat (Jacques) (p. 1484, 1485, 1486) ; Cluzel (Jean) (p. 1487, 1488) ; Gros (Brigitte) (p. 1489, 1494) ; Marson (James) (p. 1490, 1491) ; Béranger (Jean) (p. 1491) ; Taittinger (Pierre-Christian) (p. 1492, 1493).

RADIOS PRIVEES LOCALES (MUNICIPALES) : Fillioud (Georges) (p. 1480) ; Pasqua (Charles) (p. 1483, 1484) ; Carat (Jacques) (p. 1485, 1486).

TÉLÉVISION (retransmission des débats du Sénat) : Cluzel (Jean) (p. 1495).

II. – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1495, 1502 ; p. 1527, 1547) : *MM. Charles Pasqua, rapporteur ; Jean Cluzel, Pierre-Christian Taittinger, Jacques Carat, Mme Brigitte Gros, MM. Bernard Parmantier, James Marson, Félix Ciccolini, Georges Fillioud, ministre ; Pierre Ceccaldi-Pavard, Jean Francou, Jean Béranger, Adolphe Chauvin.*

Article 1er *(Dispositions dérogatoires nouvelles introduites après l'article 3 de la loi n° 72-553 du 3 juillet 1972 portant statut de la radiodiffusion-télévision française)* (p. 1495).

ARTICLE 3-1 DE LA LOI DU 3 JUILLET 1972

(Attributaires des autorisations d'émettre en radio privée. Conditions juridiques et techniques de délivrance des autorisations. Interdiction du cumul) (p. 1495).

Adoptés : amendement n° 3 de M. Charles Pasqua, rapporteur : nouvelle rédaction de cet article : caractère précaire et révocable des dérogations ; autorisation des radios municipales (p. 1503 ; scrutin public n° 107 ; liste des votants p. 1523). – Sous-amendement n° 19 de M. Jean Cluzel, à l'amendement n° 3 de M. Charles Pasqua, rapporteur : octroi des dérogations pour une durée de un an renouvelable (p. 1502). – Sous-amendement n° 14 de M. Jean Cluzel, à l'amendement n° 3 de M. Charles Pasqua, rapporteur : extension aux radios locales des dispositions applicables en matière de presse relatives aux opérations de « prête-nom » (p. 1502).

Rejetés : sous-amendement n° 21 de M. Jacques Carat, à l'amendement n° 3 de M. Charles Pasqua, rapporteur : suppression de la possibilité d'octroi de dérogations au profit de collectivités territoriales (p. 1502 ; scrutin public n° 106 ; liste des votants p. 1522). – Sous-amendement n° 24 de Mme Brigitte Gros, à l'amendement n° 3 de M. Charles Pasqua, rapporteur : suppression de l'interdiction de cumul en ce qui concerne la fonction de conseil dans plus d'un organisme titulaire d'une dérogation (p. 1502).

Retirés : sous-amendement n° 13 de M. Jean Cluzel, à l'amendement n° 3 de M. Charles Pasqua, rapporteur : suppression de la possibilité de dérogation au profit de collectivités territoriales ; possibilité, en revanche, pour des associations régies par la loi du 1er juillet 1901 (p. 1499). – Sous-amendement n° 40 de M. Pierre-Christian Taittinger, à l'amendement n° 3 de M. Charles Pasqua, rapporteur : précisions sur les cas de révocation de dérogation (p. 1501).

Deviennent sans objet : amendement n° 12 de M. Bernard Parmantier : possibilités de dérogations au monopole au profit d'associations régies par la loi du 1er juillet 1901 (p. 1503). – Amendement n° 30 de M. James Marson : limitation des possibilités de dérogation au profit de sociétés ou de personnes morales (p. 1503). – Amendement n° 29 de M. Félix Ciccolini : extension aux radios locales des dispositions applicables en matière de presse relatives à la pratique du « prête-nom » (p. 1503).

– L'article 3-1 de la loi du 3 juillet 1972, ainsi modifié, est adopté (p. 1503).

ARTICLE 3-2 DE LA LOI DU 3 JUILLET 1972

(Règles relatives aux programmes et à la nationalité des attributaires d'autorisation) (p. 1527).

Adopté : amendement n° 26 de M. Charles Pasqua, rapporteur, précédemment réservé (p. 1528) : suppression du texte proposé pour l'article 3-2 de la loi du 3 juillet 1972 et visant l'obligation d'un programme propre à chaque citation et la distance limite d'émission (p. 1533).

Retirés : amendement n° 36 de M. Pierre-Christian Taittinger : limitation à la moitié des émissions de la part obligatoire de programme propre à chaque station (p. 1528). – Amendement n° 31 de M. James Marson : modulation du rayon d'émission autorisé, selon la densité de population de la zone considérée (p. 1528).

– Le texte proposé pour l'article 3-2 de la loi du 3 juillet 1972 est supprimé (p. 1533).

APRÈS L'ARTICLE 3-2 DE LA LOI DU 3 JUILLET 1972 (p. 1528).

Adoptés : amendement n° 4 (art. additionnel) de M. Charles Pasqua, rapporteur : insertion d'un article additionnel 3-2 *bis* à la loi du 3 juillet 1972 : autorité compétente pour la délivrance des dérogations et composition de la commission consultative (p. 1533). – Sous-amendement n° 15 de M. Jean Cluzel à l'amendement n° 4 (art. additionnel) de M. Charles Pasqua, rapporteur : possibilité de désigner pour siéger à la Commission des personnes choisies en raison de leur compétence juridique (p. 1533). – Sous-amendement n° 41 de M. Georges Fillioud, ministre, à l'amendement n° 4 (art. additionnel) de M. Charles Pasqua, rapporteur : suppression de la représentation, au sein de la Commission consultative, du Haut conseil de l'audiovisuel (p. 1533).

Rejetés : sous-amendement n° 25 de Mme Brigitte Gros, à l'amendement n° 4 (art. additionnel) de M. Charles Pasqua, rapporteur : avis conforme de la délégation parlementaire pour la radiodiffusion télévision française préalable à toute décision d'octroi de dérogation au monopole (p. 1533). – Sous-amendement n° 42 de M. Georges Fillioud, ministre, à l'amendement n° 4 (art. additionnel) de M. Charles Pasqua, rapporteur : suppression de la représentation, au sein de la Commission consultative, des associations de défense des consommateurs (p. 1533).

Retirés : amendement n° 10 de M. Jean Béranger, transformé en sous-amendement n° 10 à l'amendement n° 4 (art. additionnel) de M. Charles Pasqua, rapporteur (p. 1531) : création de commissions régionales consultatives (p. 1532). – Sous-amendement n° 28 de M. Félix Ciccolini à l'amendement n° 10 de M. Jean Béranger : présence au sein de ces commissions d'élus choisis parmi les conseillers régionaux (p. 1531).

Un article additionnel est inséré dans la loi du 3 juillet 1972 (p. 1533).

ARTICLE 3-3 DE LA LOI DU 3 JUILLET 1972

(Autorité compétente pour la délivrance des autorisations. Commission consultative. Conditions restrictives liées à la planification des fréquences. Principe du pluralisme) (p. 1533).

Adopté : amendement n° 27 de M. Charles Pasqua, rapporteur, précédemment réservé (p. 1534) : suppression, pour coordination, du texte proposé pour l'article 3-3 de la loi du 3 juillet 1972 (p. 1536).

– Le texte proposé pour l'article 3-3 de la loi du 3 juillet 1972 est supprimé (p. 1536).

APRÈS L'ARTICLE 3-3 DE LA LOI DU 3 JUILLET 1972 (p. 1534).

Adoptés : amendement n° 5 (art. additionnel) de M. Charles Pasqua, rapporteur : insertion, dans la loi du 3 juillet 1972, d'un article additionnel 3-3 *bis* relatif au respect du pluralisme d'expression et à la transparence des comptes des titulaires de dérogations (p. 1536). – Sous-amendement n° 16 de M. Jean Cluzel, à l'amendement n° 5 (art. additionnel) de M. Charles Pasqua, rapporteur : procédure contradictoire pour l'octroi des dérogations (p. 1536).

Rejeté : amendement n° 33 (art. additionnel) de M. James Marson : interdiction du financement publicitaire pour les radios privées locales (p. 1539 ; scrutin public n° 108 ; liste des votants p. 1532).

Retiré : amendement n° 11 de M. Jean Béranger, précédemment réservé (p. 1539) : autorisation de la publicité dans la limite de 5 minutes par heure d'émission ; modifié (p. 1538) : autorisation de la publicité dans une limite qui sera fixée par le cahier des charges après avis de la Commission consultative (p. 1545).

– Un article additionnel est inséré dans la loi du 3 juillet 9172 (p. 1536).

ARTICLE 3-4 DE LA LOI DU 3 JUILLET 1972

(Cahier des charges) (p. 1539).

Adoptés : amendement n° 6 de M. Charles Pasqua, rapporteur : énumération des dispositions devant figurer dans le cahier des charges (p. 1542 ; scrutin public n° 109 ; liste des votants p. 1553). – Sous-amendement n° 17 de M. Jean Cluzel, (paragraphe 2) à l'amendement n° 6 de M. Charles Pasqua, rapporteur : autorisation de la publicité dans la limite de 5 minutes par heure d'émission (p. 1542).

Retirés : sous-amendement n° 17 de M. Jean Cluzel (paragraphe 1) à l'amendement n° 6 de M. Charles Pasqua, rapporteur : consultation de la délégation parlementaire pour la radiodiffusion télévision française sur les cahiers des charges types (p. 1542). – Sous-amendement n° 23 de Mme Brigitte Gros, à l'amendement n° 6 de M. Charles Pasqua, rapporteur : suppression de l'obligation de programme propre à chaque station (p. 1542).

– L'article 3-4 de la loi du 3 juillet 1972, ainsi modifié, est adopté (p. 1542).

ARTICLE 3-5 DE LA LOI DU 3 JUILLET 1972

(Le contrôle technique des radios locales privées par l'établissement public de diffusion) (p. 1542).

Adoptés : amendement n° 18 de M. Jean Cluzel (premier alinéa) : diffusion des émissions sous le contrôle technique de l'établissement public de diffusion et information de la Commission consultative (p. 1544). – Amendement n° 8 de coordination de M. Charles Pasqua, rapporteur (p. 1544).

Rejeté : amendement n° 18 de M. Jean Cluzel (second alinéa) : seuil de puissance de l'émetteur entraînant la diffusion par l'établissement public de diffusion (p. 1544).

Retiré : amendement n° 7 de M. Charles Pasqua, rapporteur, transformé en sous-amendement n° 7 à l'amendement n° 18 de M. Jean Cluzel : fixation par un décret en Conseil d'État des modalités du contrôle de l'établissement public de diffusion et libre accès de ses agents aux installations et appareils (p. 1544).

– L'article 3-5 de la loi du 3 juillet 1972, ainsi modifié, est adopté (p. 1544).

ARTICLE 3-6 DE LA LOI DU 3 JUILLET 1972

(Régime précaire et révocable des autorisations) (p. 1544).

Adopté : amendement n° 9 de M. Charles Pasqua, rapporteur : suppression du texte proposé pour l'article 3-6 de la loi du 3 juillet 1972 (p. 1544).

Devient sans objet : amendement n° 35 de M. James Marson : possibilité de révision des dérogations (p. 1544).

– Le texte proposé pour l'article 3-6 de la loi du 3 juillet 1972 est supprimé (p. 1544).

L'article 1er est adopté (p. 1545 ; scrutin public n° 110 ; liste des votants p. 1554).

Article 2 *(Modification du dispositif pénal réprimant les atteintes au monopole)* (p. 1545).

Retiré : amendement n° 20 de M. Jean Cluzel : extension de la protection des émissions du service public de la radiodiffusion télévision aux émissions autorisées en dérogation au monopole (p. 1546).

– L'article 2 est adopté (p. 1546).

Après l'article 2 (p. 1546).

Adopté : amendement n° 43 (art. additionnel) de M. Georges Fillioud, ministre : application de la loi aux territoires d'outre-mer et à Mayotte ; coordination avec la réglementation en vigueur en matière de publicité (p. 1546).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1546).

Explications de vote :

– M. Jean Cluzel (p. 1546) : souci du pluralisme et caractère positif du texte adopté par le Sénat. Ouverture du Gouvernement aux

amendements du Sénat ; publicité règlementée. Vote favorable du groupe UCDP sur le projet.

– M. James Marson (p. 1546) : caractère novateur du projet. Modifications sensibles apportées par le Sénat : radios municipales ; publicité. Abstention du groupe communiste sur ce projet.

– M. Félix Ciccolini (p. 1546, 1547) : déception devant les modifications sensibles apportées par le Sénat au projet initial ; risque de mainmise des collectivités territoriales sur les radios locales. Abstention du groupe socialiste sur le projet ainsi modifié.

Scrutin public (p. 1547, n° 111 ; liste des votants p. 1555).

Adoption [17 septembre 1981] (p. 1547).

Discussion (deuxième lecture)

[28 septembre 1981] (p. 1684, 1694).

I. – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1684, 1688) : *MM. Georges Fillioud, ministre de la communication ; Charles Pasqua, rapporteur de la Commission des affaires culturelles ; Michel Miroudot, Félix Ciccolini.*

AUDIOVISUEL (charte de l') : Ciccolini (Félix) (p. 1688).

COMMISSION CONSULTATION D'AUTORISATION DES RADIOS LOCALES : Fillioud (Georges) (p. 1685) ; Pasqua (Charles) (p. 1686).

DÉCENTRALISATION : Fillioud (Georges) (p. 1685) ; Pasqua (Charles) (p. 1687).

LIBERTÉS PUBLIQUES (liberté d'expression radiophonique) : Pasqua (Charles) (p. 1686) ; Miroudot (Charles) (p. 1687).

PRESSE : Miroudot (Michel) (p. 1688) ; Ciccolini (Félix) (p. 1688).

PUBLICITÉ (radio) : Fillioud (Georges) (p. 1684) ; Pasqua (Charles) (p. 1685, 1687) ; Miroudot (Michel) (p. 1687) ; Ciccolini (Félix) (p. 1688).

RADIODIFFUSION (monopole) : Pasqua (Charles) (p. 1686) ; Miroudot (Michel) (p. 1687) ; Ciccolini (Félix) (p. 1688).

RADIOS « pirates » : Pasqua (Charles) (p. 1686).

RADIOS PRIVÉES LOCALES : Fillioud (Georges) (p. 1684, 1685) ; Pasqua (Charles) (p. 1685, 1686, 1687) ; Miroudot (Michel) (p. 1687) ; Ciccolini (Félix) (p. 1688).

RADIOS PRIVÉES LOCALES (municipales) : Fillioud (Georges) (p. 1684) ; Pasqua (Charles) (p. 1686) ; Miroudot (Michel) (p. 1687).

II. – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1689, 1694) : *MM. Charles Pasqua, rapporteur ; Georges Fillioud, ministre ; Franck Sérusclat, James Marson.*

Article 1er (p. 1689).

Adoptés : amendement n° 1 de M. Charles Pasqua, rapporteur : octroi aux collectivités territoriales de dérogations au monopole de la radiodiffusion sonore en modulation de fréquence (p. 1690). – Amendement n° 2 de M. Charles Pasqua : report des dispositions légales techniques à l'article du projet concernant les cahiers des charges (p. 1690). – Amendement n° 12 de M. Charles Pasqua, rapporteur : rédactionnel (p. 1690). – Amendement n° 3 de M. Charles Pasqua, rapporteur : suppression des dispositions de cet article concernant l'avis de la Commission établi sur le rapport d'experts délégués régionaux (p. 1690). – Amendement n° 4 de M. Charles Pasqua, rapporteur : composition de la Commission octroyant les dérogations au monopole (p. 1690). – Amendement n° 5 de M. Charles Pasqua, rapporteur : suppression des dispositions de cet article concernant la protection des services publics dans l'attribution des fréquences aux radios privées (p. 1691). – Amendement n° 6 de M. Charles Pasqua, rapporteur : conditions du respect du principe de liberté d'expression et de pluralisme par décret en Conseil d'État (p. 1691). – Amendement n° 7 de M. Charles Pasqua, rapporteur : coordination (p. 1691). – Amendement n° 8 de M. Charles Pasqua, rapporteur : coordination (p. 1691). – Amendement n° 9 de M. Charles Pasqua, rapporteur : principe et contenu du cahier des charges avec possibilité de clauses particulières ; droit de perception de ressources publicitaires pour les radios associatives (p. 1693).

– L'article 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 1693).

Article 3 (p. 1693).

Adopté : amendement n° 10 de M. Charles Pasqua, rapporteur : publicité commerciale dans les territoires d'outre-mer et à Mayotte et application des règles prévues dans ces territoires (p. 1693).

– L'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 1693).

Après l'article 3 (p. 1693).

Adopté : amendement n° 11 (art. additionnel) de M. Charles Pasqua, rapporteur : bilan d'application de la présente loi (p. 1694).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1694).

Sur l'ensemble (p. 1694).

– *Intervention de M. Georges Fillioud, ministre* (p. 1694) : qualité des débats au Sénat. Reproche concernant la précipitation gouvernementale ; non respect pendant sept ans de l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Antinomie entre publicité et liberté radiophonique.

Adoption [28 septembre 1981] (p. 1694).

Discussion (nouvelle lecture)

[2 octobre 1981] (p. 1839, 1842).

I. – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1839) : *MM. Georges Fillioud, ministre de la communication ; Charles Pasqua, rapporteur de la Commission des affaires culturelles.*

PUBLICITÉ : Fillioud (Georges) (p. 1839) ; Pasqua (Charles) (p. 1839).

RADIOS PRIVÉES LOCALES (municipales) : Fillioud (Georges) p. 1839) ; Pasqua (Charles) (p. 1839).

II. – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1839, 1842) : *MM. Georges Fillioud, ministre ; Charles Pasqua, rapporteur :*

Article 1er (p. 1839).

Adoptés : amendement n° 1 de M. Charles Pasqua, rapporteur : octroi des dérogations aux collectivités territoriales (p. 1840) ; amendement n° 2 de M. Charles Pasqua, rapporteur : définition des obligations imposées aux radios locales privées dans les cahiers des charges (p. 1840). – Amendement n° 3 de M. Charles Pasqua, rapporteur : dérogation et suppression de la consultation régionale avant les délibérations de la Commission nationale consultative (p. 1840). – Amendement n° 4 de M. Charles Pasqua, rapporteur : suppression des dispositions concernant la protection des émissions des services publics (p. 1840). – Amendement n° 5 de M. Charles Pasqua, rapporteur : dérogation au principe du monopole et décret en Conseil d'État (p. 1841). – Amendements de coordination n°s 6 et 7 de M. Charles Pasqua, rapporteur (p. 1841). – Amendement n° 8 de M. Charles Pasqua, rapporteur : principe et contenu du cahier des charges ; introduction de la publicité pour les radios locales privées ; clause particulière pour les radios municipales (p. 1841).

– L'article 1er ainsi modifié, est adopté (p. 1842).

Article 3 (p. 1842).

Adopté : amendement n° 9 de M. Charles Pasqua, rapporteur : publicité et application de la règlementation en vigueur dans les TOM et à Mayotte (p. 1842).

– L'article 3 ainsi modifié, est adopté (p. 1842).

Après l'article 3 (p. 1842).

Adopté : amendement n° 10 (art. additionnel) de M. Charles Pasqua, rapporteur : bilan d'application de la présente loi par le gouvernement (p. 1842).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1842).

Adoption [2 octobre 1981] (p. 1842).

2. – **Proposition de loi tendant à compléter l'article 15 de la loi n° 74-696 du 7 août 1974 pour associer la presse écrite au commentaire de l'information, et plus particulièrement celle des journaux télévisés de vingt heures,** présentée par M. Henri Caillavet, sénateur (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 12 mars 1980. – 2 avril 1980) [n° **189** (1979-1980)]. – Reprise par son auteur le 2 octobre 1981. – Renvoi à la Commission des affaires culturelles.

3. – **Proposition de loi tendant à favoriser la création audiovisuelle,** présentée par M. Jean Cluzel, sénateur [21 décembre 1981] [n° **151** (1981-1982)]. – Renvoi à la Commission des affaires culturelles.

Rapport d'information, fait, au nom de la délégation parlementaire pour la radiodiffusion-télévision française instituée par l'article 4 de la loi n° 74-696 du 7 août 1974, par M. Dominique Pado, président de la délégation (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 20 décembre 1980. – 2 avril 1981) [n° **217** (1980-1981)].

Rapport d'information, fait, au nom de la délégation parlementaire pour la radiodiffusion-télévision française instituée par l'article 4 de la loi n° 74-696 du 7 août 1974, par M. Dominique Pado, sénateur [18 décembre 1981] [n° **145** (1981-1982)].

(Radiodiffusion-télévision.)

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, **1.**

LOI DE FINANCES, **1,** Radiodiffusion-télévision française ; Relations extérieures. – I. – Services diplomatiques et généraux. – II. – Coopération ; art. 26.

QUESTIONS ORALES, n^os^ **86** (J.O. du 8 janvier 1981), **122** (J.O. du 8 avril 1981), **32, 35.**

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **7.**

TÉLÉVISION.

(Émissions.)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Consommation.

(Informations.)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Radiodiffusion-télévision française.

(Monopole.)

Voir AMNISTIE, **1,** DG.

LOI DE FINANCES, **1,** Radiodiffusion-télévision française.

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **40.**

RADIODIFFUSION ET TÉLÉVISION, **1,** DG ; 2^e^ lecture, DG.

(Programmes.)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Radiodiffusion-télévision française.

(Publicité.)

Voir RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION, **1,** DG, 2^e^ lecture, DG ; nouvelle lecture.

(Radio France International.)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Relations extérieures. – I. – Services diplomatiques et généraux. – II. – Coopération.

QUESTIONS ORALES, n^os^ **122** (J.O. du 8 avril 1981), **32.**

(Radios amateurs [cibistes].)

Voir QUESTION ORALE, n° **35.**

(Radios locales privées.)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Radiodiffusion-télévision française.

RADIODIFFUSION, **1,** DG ; 2^e^ lecture, DG.

QUESTION ORALE, n° **35.**

(Radios locales privées [municipales].)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Radiodiffusion-télévision française.

RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION, **1,** DG ; 2^e^ lecture DG ; nouvelle lecture.

(Radio « pirates ».)

Voir RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION, **1,** DG ; 2^e^ lecture, DG.

(Société française de production [SFP].)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Radiodiffusion-télévision française.

(Société financière de radiodiffusion [SOFIRAD].)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Services du Premier ministre.

– I. – Services généraux : Information.

(Sociétés de programme.)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Radiodiffusion-télévision française.

(Télédiffusion de France [TDF].)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Radiodiffusion-télévision française ; Postes et télécommunications.

RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION, **1,** DG.

RADIOLOGIE

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Solidarité nationale, santé.

RADIOS LIBRES

Voir RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION (radios locales privées).

RAPATRIÉS

1. – **Proposition de loi tendant à élargir le champ d'application de l'indemnisation des français d'outre-mer dépossédés de leurs biens,** présentée par M. René Tomasini, sénateur (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 20 décembre 1980. – 2 avril 1981) [n° **241** (1980-1981)]. – Renvoi à la Commission des lois. – Pour avis à la Commission des finances [2 juillet 1981].

2. – **Projet de loi portant diverses dispositions relatives à la réinstallation des rapatriés,** présenté au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Raymond Courrière, ministre chargé des rapatriés [31 octobre 1981] (n° **485**). – Renvoi à la Commission des finances. – Rapport de M. Gérard Bapt [26 novembre 1981] (n° **568**). – Urgence. – Discussion [2 décembre 1981]. – Adoption [2 décembre 1981] (n° **69**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (PREMIÈRE LECTURE) [3 décembre 1981] [n° **91** (1981-1982)]. – Renvoi à la Commission des finances. – Pour avis à la Commission des lois [4 décembre 1981]. – Rapport de M. Jean Francou [16 décembre 1981] [n° **132** (1981-1982)]. – Avis de M. Charles de Cuttoli [17 décembre 1981] [n° **135** (1981-1982)]. – Discussion [19 décembre 1981] (p. 4408, 4428). – Adoption [19 décembre 1981] (n° **27**).

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (DEUXIÈME LECTURE) [19 décembre 1981] (n° **661**). – Renvoi à la Commission des finances.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLÉE NATIONALE) ; rapport de M. Gérard Bapt [22 décembre 1981] (n° **665**). – Discussion [22 décembre 1981]. – Adoption [22 décembre 1981] (n° **94**).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SÉNAT) ; rapport de M. Jean Francou [22 décembre 1981] [n° **153** (1981-1982)]. – Discussion [22 décembre 1981] (p. 4530, 4534). – Adoption [22 décembre 1981] (n° **32**).

PROMULGATION : loi n° 82-4 du 6 janvier 1982 (J.O. Lois et décrets du 7 janvier 1982. – rectificatif du 8 janvier 1982).

Discussion (première lecture)

[19 décembre 1981] (p. 4408, 4428).

I. – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 4408, 4416) : *MM. Raymond Courrière, secrétaire d'État aux rapatriés ; Jean Francou, rapporteur de la Commission des finances ; Charles de Cuttoli, rapporteur pour avis de la Commission des lois ; Lionel Cherrier, Roger Romani, Roland Courteau, Pierre Gamboa.*

AMNISTIE : Courrière (Raymond) (p. 4409) ; Courteau (Roland) (p. 4414) ;

COMMISSIONS D'AMÉNAGEMENT DES PRÊTS (rapatriés) : Courrière (Raymond) (p. 4408, 4409, 4415) ; Francou (Jean) (p. 4410) ; Cuttoli (Charles de) (p. 4411, 4412) ; Romani (Roger) (p. 4413) ; Gamboa (Pierre) (p. 4413).

FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS : Cherrier (Lionel) (p. 4412).

FRANCAIS MUSULMANS : Courteau (Roland) (p. 4413) ; Gamboa (Pierre) (p. 4414) ; Courrière (Raymond) (p. 4415).

NATIONALITÉ : Courrière (Raymond) (p. 4410) ; Francou (Jean) (p. 4410) ; Cherrier (Lionel) (p. 4412).

NOUVELLES HÉBRIDES : Cherrier (Lionel) (p. 4412, 4413).

PENSIONS DE RETRAITE : Courrière (Raymond) (p. 4409) ; Gamboa (Pierre) (p. 4414).

PERSONNES ÂGÉES : Gamboa (Pierre) (p. 4414) ; Courrière (Raymond) (p. 4415).

RAPATRIÉS : Courrière (Raymond) (p. 4408, 4409, 4410, 4414, 4415) ; Francou (Jean) (p. 4409, 4410) ; Cuttoli (Charles de) (p. 4410, 4411, 4412) ; Cherrier (Lionel) (p. 4412, 4413) ; Romani (Roger) (p. 4413) ; Courteau (Roland) (p. 4413, 4414) ; Gamboa (Pierre) (p. 4414).

RAPATRIÉS (aide aux) : Courrière (Raymond) (p. 4408, 4409, 4410) ; Francou (Jean) (p. 4410) ; Cuttoli (Charles de) (p. 4412) ; Romani (Roger) (p. 4413).

RAPATRIÉS (associations) : Courrière (Raymond) (p. 4408) ; Francou (Jean) (p. 4410) ; Gamboa (Pierre) (p. 4414).

RAPATRIÉS (indemnisation des) : Courrière (Raymond) (p. 4408, 4410, 4414, 4415) ; Francou (Jean) (p. 4409, 4410) ; Cuttoli (Charles de) (p. 4411) ; Cherrier (Lionel) (p. 4413) ; Romani (Roger) (p. 4413) ; Courteau (Roland) (p. 4413, 4414) ; Gamboa (Pierre) (p. 4414).

SOLIDARITÉ NATIONALE : Courrière (Raymond) (p. 4408) ; Gamboa (Pierre) (p. 4414).

SPOLIATIONS : Courrière (Raymond) (p. 4408) ; Cuttoli (Charles de) (p. 4411).

VANUATU : Cuttoli (Charles de) (p. 4411) ; Cherrier (Lionel (p. 4412, 4413) ; Courrière (Raymond) (p. 4415).

II. – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4416, 4428) : *MM. Charles de Cuttoli, rapporteur pour avis ; Jean Francou, rapporteur ; Raymond Courrière, secrétaire d'État ; Louis Perrein, Roland Courteau, Jacques Habert, Roger Romani, Adolphe Chauvin.*

Article 1er *(Prêts consentis en vue de la réinstallation)* (p. 4416).

Irrecevable (Article 40 de la Constitution) : amendement n° 19 de M. Charles de Cuttoli, rapporteur pour avis : extension du bénéfice des dispositions du projet aux français ayant dû ou estimé devoir quitter, à la suite d'événements politiques, un territoire non placé antérieurement sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France (p. 4416).

– L'article 1er est adopté (p. 4416).

Article 2 *(Conditions permettant de solliciter la remise et l'aménagement des prêts de réinstallation)* (p. 4416).

Adopté : amendement n° 7 de M. Georges Spénale, soutenu par M. Louis Perrein : bénéfice de l'aménagement ou de la remise des prêts aux rapatriés ayant cédé leur exploitation et ne disposant pas de ressources suffisantes (p. 4417).

– L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 4417).

Article 3 *(Commissions d'aménagement des prêts)* (p. 4417).

Adoptés : amendement n° 8 de M. Jean Francou, rapporteur : participation d'un représentant du secrétaire d'État au tourisme à la Commission de l'aménagement des prêts (p. 4417). – Amendement rédactionnel n° 9 de M. Jean Francou, rapporteur (p. 4417). – Amendement n° 10 de M. Jean Francou, rapporteur : maintien du paritarisme dans la Commission d'aménagement des prêts et désignation de deux délégués supplémentaires des rapatriés (p. 4418). – Amendement n° 11 de M. Jean Francou, rapporteur : nomination des délégués des rapatriés par le Premier ministre, sur proposition des associations (p. 4418). – Amendement n° 20 de M. Charles de Cuttoli, rapporteur pour avis : réexamen des demandes d'aménagement ou de remise de prêts et caractère juridictionnel de la décision prise (p. 4418). – Amendement n° 1 de M. Roland Courteau : décisions de la Commission d'aménagement et recours devant la cour d'appel (p. 4419). – Amendement n° 12 de M. Jean Francou, rapporteur : possibilité d'assistance ou d'une représentation par une personne choisie par le rapatrié (p. 4419).

– L'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 4419).

Article 4 *(Aménagement des prêts)* (p. 4419).

Adopté : amendement rédactionnel n° 13 de M. Jean Francou, rapporteur (p. 4419).

– L'article 4, ainsi modifié, est adopté (p. 4419).

Article 5 *(Réexamen des mesures d'aménagement des prêts)* (p. 4419).

Adoptés : amendement rédactionnel n° 14 de M. Jean Francou, rapporteur (p. 4420). Amendement n° 15 de M. Jean Francou, rapporteur : événements nouveaux, notamment pour départ à la retraite, et réexamen des mesures d'aménagement (p. 4420).

– L'article 5, ainsi modifié, est adopté (p. 4420).

Article 6 *(Effet suspensif de la demande d'aménagement de prêts).* – Adopté (p. 4420).

Article 7 *(Octroi de prêts de consolidation).* Adopté (p. 4420).

Article 8 *(Critères de décision de la Commission)* (p. 4420).

Adopté : amendement rédactionnel n° 16 de M. Jean Francou, rapporteur (p. 4420).

– L'article 8, ainsi modifié, est adopté (p. 4420).

Article 9 *(Suspension de poursuite en cas de demande d'un prêt de consolidation).* – Adopté (p. 4420).

Article 9 *bis* *(Abrogation de textes antérieurs).* – Adopté (p. 4420).

Article 10 *(Bénéficiaires de l'indemnité de meubles meublants)* (p. 4420).

Adopté : amendement n° 17 de M. Jean Francou rapporteur : bénéfice de l'indemnité pour la perte de meubles meublants aux mineurs orphelins de père ou de mère à la date du rapatriement (p. 4421).

– L'article 10, ainsi modifié, est adopté (p. 4421).

Article 11 *(Conditions de cumul et modalités de liquidation)* (p. 4421).

Adopté : amendement n° 21 de M. Roland Courteau : indemnité pour perte de meubles meublants et exclusion des bénéficiaires de la loi de 1970 sur le droit à indemnisation pour la perte des meubles meublants d'usage courant et familial (p. 4422).

Deviennent sans objet : amendement n° 3 de M. Francis Palmero soutenu par M. Adolphe Chauvin : principe de la limitation de l'octroi de l'indemnité pour les meubles meublants sur la base de la perception d'une indemnité générale inférieure à 200.000 francs (p. 4422). – Amendement n° 18 de M. René Tomasini, soutenu par M. Roger Romani : principe de la limitation de l'octroi de l'indemnité pour les meubles meublants sur la base de la perception d'une indemnité générale inférieure à 200.000 francs (p. 4422). – Amendement n° 22 de M. Félix Ciccolini, soutenu par M. Roland Courteau : exclusion du bénéfice de l'indemnité pour meubles meublants pour les rapatriés ayant perçu une indemnité au titre de la loi de 1970, sauf pour le cas d'une indemnité différentielle (p. 4422).

– L'article 11, ainsi modifié, est adopté (p. 4422).

Article 12 *(Caractère personnel de l'indemnité).* – Adopté (p. 4422).

Article 13 *(Montant de l'indemnité).* – Adopté (p. 4422).

Article 14 *(Délai de dépôt des demandes).* – Adopté (p. 4422).

Après l'article 14 (p. 4422).

Adoptés : amendement n° 23 (intitulé de titre additionnel) de M. Félix Ciccolini soutenu par M. Roland Courteau : « De la procédure devant l'instance arbitrale » (p. 4424). – Amendement n° 24 (art. additionnel) de M. Félix Ciccolini, soutenu par M. Roland Courteau : composition de l'instance arbitrale et évaluation de l'exploitation différente de l'application des barèmes ; possibilité de recours devant la cour d'appel (p. 4424). – Amendement n° 25 (art. additionnel) de M. Félix Ciccolini, soutenu par M. Roland Courteau : évaluation forfaitaire de l'entreprise par l'instance arbitrale ; possibilité de recours devant la cour d'appel (p. 4424).

Retirés : amendement n° 5 (art. additionnel) de M. Francis Palmero, soutenu par M. Adolphe Chauvin : principe et modalités d'application de l'indexation et du remboursement des titres d'indemnisation (p. 4429). – Amendement n° 6 (art. additionnel) de M. Francis Palmero, soutenu par M. Adolphe Chauvin : décès du bénéficiaire de l'indemnisation et octroi aux héritiers de nouveaux titres prioritaires ou de titres ne tenant pas compte des droits de succession (p. 4423).

– Un intitulé de titre et deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 4424).

Article 15 *(Modalités d'application de la loi).* – Adopté (p. 4425).

Seconde délibération (p. 4425) : MM. Raymond Courrière, secrétaire d'État, Adolphe Chauvin, Jean Francou, Roger Romani, Charles de Cuttoli.

Article 2. – Adopté (p. 4425).

Article 14 *bis* (nouveau) (p. 4426).

Adopté : amendement n° 27 de M. Raymond Courrière, secrétaire d'État : recours contre les décisions de l'instance arbitrale devant la cour d'appel (p. 4426).– L'article 14 *bis,* ainsi modifié, est adopté (p. 4426).

Article 14 *ter* (nouveau) (p. 4426).

Adopté : amendement n° 28 de M. Raymond Courrière, secrétaire d'État : recours contre les décisions de l'instance arbitrale devant la cour d'appel (p. 4426).

Rejeté : amendement n° 29 de M. Raymond Courrière, secrétaire d'État : représentation ou assistance devant l'instance arbitrale par un avocat, un membre de la famille du rapatrié ou d'une association reconnue.

– L'article 14 *ter,* ainsi modifié, est adopté (p. 4428).

Explications de vote

– *M. Jacques Habert* (p. 4427) : notions d'indemnisation et vote de la loi de 1961 ; dépôt d'un amendement par le sénateur Henri Longchambon. Vote de la loi de nationalisation par le Sénat. Opposition à la notion de limitation de l'indemnisation aux rapatriés percevant un salaire inférieur au SMIC. Indemnisation et solidarité nationale ; rôle du Sénat.

– *Intervention de M. Raymond Courrière, secrétaire d'État* (p. 4427) : caractère social de l'indemnité pour perte de meubles meublants. Indemnisation et concertation. Nouvelle loi sur l'indemnisation et non prise en compte de la notion de limitation des revenus.

– *M. Adolphe Chauvin* (p. 4428) : caractère social du projet de loi et vote favorable. Dépôt d'un nouveau projet de loi et promesses du Président de la République. Nécessité de régler le problème des rapatriés au cours de l'année 1982.

Adoption [19 décembre 1981] (p. 4428).

Discussion (Commission mixte paritaire)

[22 décembre 1981] (p. 4530, 4534).

I. – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 4530, 4531) : *M. Jacques Descours Desacres, en remplacement de M. Jean Francou, rapporteur pour le Sénat ; Mme Nicole Questiaux, ministre de la solidarité nationale ; MM. André Méric, Jean Chérioux.*

Commissions d'aménagement des prêts (rapatriés) : Descours Desacres (Jacques) (p. 4531).

Rapatriés : Descours Desacres (Jacques) (p. 4530, 4531).

Sénat (rôle du) : Méric (André) (p. 4531) ; Chérioux (Jean) (p. 4531).

II. – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4531, 4534) : *M. Jacques Descours Desacres.*

Article 3 (p. 4531).

Article 4, 5, 8, 10, 11, 14 *bis,* 14 *ter* (p. 4532).

Explications de vote

– *M. André Méric* (p. 4532, 4533) : vote par le groupe socialiste du texte de la Commission mixte paritaire. Question préalable et refus de discussion du problème législatif.

– *M. François Collet* (p. 4533) : vote du texte de la Commission mixte paritaire par le groupe RPR. Délégation de pouvoirs du Parlement au Gouvernement et inefficacité des amendements. Réserves sur la capacité du Gouvernement à soutenir le programme social. Question préalable et travail législatif.

– *M. Étienne Dailly* (p. 4533) : vote du texte de la Commission mixte paritaire. Refus des délégations de pouvoirs du législateur au Gouvernement. Référence à l'action du Sénat de 1961 à 1969. Assemblée de réflexion et exception de l'opposition d'irrecevabilité. Dialogue constructif et vote contre les articles du projet plutôt que pour une question préalable.

– *M. Jean-Pierre Cantegrit* (p. 4534) : sérieux des travaux de la Commission spéciale et examen des textes ; décision d'opposition de la question préalable.

– *M. Jacques Descours Desacres* (p. 4534) : sort des français rapatriés et demande de scrutin public.

Scrutin public (p. 4534 ; n° 58 ; liste des votants p. 4548, 4549).

Adoption [22 décembre 1981] (p. 4534).

(Rapatriés.)

Voir AMNISTIE, **1,** DG.

LOI DE FINANCES, **1,** Charges communes.

(Aide aux rapatriés.)

Voir RAPATRIÉS, **2,** DG.

(Associations de rapatriés.)

Voir RAPATRIÉS, **2,** DG.

(Indemnisation des rapatriés.)

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **33.**

RAPATRIÉS, **2,** DG.

RAPPELS AU RÈGLEMENT

1. – **De M. Jacques Eberhard :** importance des publications diffusées depuis le début de l'année par le « Service d'information et de diffusion, actualité services » ; contenu des brochures et demande de constitution d'une Commission d'enquête. Dilapidation des deniers publics par le Président de la République, candidat aux élections présidentielles. [2 avril 1981] (p. 422, 423).

2. – **De M. Michel Darras et de M. François Giacobbi :** interprétation du règlement, relative au mode d'examen des amendements. – *M. Étienne Dailly, vice-président du Sénat, président de séance* [21 juillet 1981] (p. 957).

3. – **De M. Georges Lombard :** observations sur la rédaction du compte rendu analytique et du Journal officiel en ce qui concerne

l'origine des applaudissements. — *M. Robert Laucournet, vice-président du Sénat, président de séance* [23 juillet 1981] (p. 1057).

4. — **De M. Jean-Pierre Fourcade :** gel de la construction de cinq centrales électro-nucléaires par le Gouvernement. Préparation d'un débat national sur l'énergie et participation du Sénat. Inquiétude des membres du groupe UREI. — *M. Robert Laucournet, vice-président du Sénat, président de séance* [31 juillet 1981] (p. 1291).

5. — **De M. Étienne Dailly :** discussion du projet de loi portant abolition de la peine de mort et organisation des débats du Sénat. — *MM. Robert Badinter, ministre de la justice ; Maurice Schumann, vice-président du Sénat, président de séance* [29 septembre 1981] (p. 1705, 1706).

6. — **De M. Robert Schwint :** intervient sur la demande de réserve de l'article 1, présentée par le rapporteur de la Commission. — *M. Maurice Schumann, vice-président du Sénat, président de séance* [4 novembre 1981] (p. 2414).

7. — **De M. Paul Girod :** dispositions de l'article 49, alinéa 5, du règlement du Sénat, sur les délais limites de dépôt des amendements ; possibilité de dépôt d'amendements sur les titres II *bis*, III et IV du projet de loi. — *MM. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur ; Léon Jozeau-Marigné, président de la Commission des lois* [4 novembre 1981] (p. 2423, 2424).

8. — **De M. Paul Malassagne :** ordre du jour fixé par la conférence des présidents et date limite de dépôt des amendements titre par titre. — *MM. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur ; Maurice Schumann, vice-président du Sénat, président de séance :* article 44 de la constitution et article 50 du règlement du Sénat [4 novembre 1981] (p. 2424).

9. — **De M. Robert Laucournet :** opposition avec le règlement : nombreux amendements défendus par des membres du Sénat qui n'en sont pas signataires. Conséquence sur la prolongation du débat. — *M. Alain Poher, président du Sénat* [6 novembre 1981] (p. 2534).

10. — **De M. Pierre Schiélé :** l'application de l'article 40 de la constitution sans explication par le gouvernement. — *MM. Pierre-Christian Taittinger, vice-président du Sénat, président de séance ; Gaston Defferre, ministre de l'intérieur ; Jacques Descours Desacres, vice-président de la Commission des finances* [13 novembre 1981] (p. 2645, 2646).

11. — **De M. Jean-Marie Girault :** avant-projet de loi relatif aux transferts de compétences et mise à la disposition des parlementaires aux cours de ce débat [17 novembre 1981] (p. 2748).

12. — **De M. Paul Jargot :** lenteur des débats sur la loi de décentralisation due aux nombreux amendements et retrait des amendements du groupe communiste [18 novembre 1981] (p. 2795).

13. — **De M. Louis Perrein :** vote de crédits déjà votés dans l'article 40 de la première partie de la loi de finances [4 décembre 1981] (p. 3645).

14. — **De M. Roland Ruet :** paroles prononcées par M. André Henry, ministre du temps libre relatives au fonds national pour le développement du sport, devant la Commission des affaires culturelles le 27 octobre 1981. — *M. Étienne Dailly vice-président du Sénat, président de séance* [9 décembre 1981] (p. 3943, 3944).

RAPPORT AUROUX (travail)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Travail.

NATIONALISATION, 1, DG.

PLAN, 1, DG.

RAPPORT CONSTANT

Voir LOI DE FINANCES, 1, Anciens combattants.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, DG.

QUESTION ORALE, n° 43.

RAPPORT MOINOT (audiovisuel)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Services du Premier ministre. — I. — Services généraux : Information ; Radiodiffusion-télévision française.

RAPPORT OHEIX (pauvreté et quart monde)

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 494.

RAPPORT PEYREFITTE (violence)

Voir PEINE DE MORT, 1, DG.

RAPPORT RIGAUD (affaires culturelles)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Relations extérieures. — I. — Services diplomatiques et généraux. — II.— Coopération.

RAPPORT SCHWARTZ (éducation nationale)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Solidarité nationale, santé ; Travail.

PLAN, 1, DG.

POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE, 1, DG.

RAPPORTS D'INFORMATION

Voir la matière :

CANADA.

COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES (deux rapports).

ÉCOLE FRANÇAISE DE L'ACADÉMIE DE FRANCE A ROME.

EMPLOI.

ÉNERGIE.

JAPON (deux rapports).

MAROC.

PAKISTAN (ET ARABIE SAOUDITE)

RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE (deux rapports).

RELATIONS CULTURELLES (Pérou et Brésil).

RAPPORTS DU GOUVERNEMENT

Voir la matière :

CENTRE NATIONAL POUR L'AMÉNAGEMENT DES STRUCTURES DES EXPLOITATIONS AGRICOLES (CNASEA).

COMITÉ DU CONTENTIEUX FISCAL, DOUANIER ET DES CHANGES.

DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT.

MAYOTTE.

OFFICE NATIONAL DES FORÊTS.

SÉCURITÉ SOCIALE

TAXE PROFESSIONNELLE.

RECENSEMENT

Voir LOI DE FINANCES, 1, Intérieur et décentralisation ; Services économiques et financiers.

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 46.

RECHERCHE

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, 1, 2.

LOI DE FINANCES, 1, DG ; Recherche et technologie ; Éducation nationale ; Agriculture ; Départements et territoires d'outre-mer ; Solidarité nationale, santé ; Mer.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, DG.

NATIONALISATION, 1, DG ; nouvelle lecture, DG.

PLAN, 1, DG.

(Recherche fondamentale.)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Recherche et technologie.

RECHERCHES

(Recherche agro-alimentaire.)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Relations extérieures. – I. – Services diplomatiques et généraux. – II. – Coopération.

(Recherche forestière.)

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 3.

(Recherche industrielle.)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Industrie ; Recherche et technologie.

(Recherche militaire.)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Recherche et technologie.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 49.

(Recherche pétrolière.)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Industrie ; Mer.

(Recherche scientifique.)

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 2.

(Recherche sidérurgique.)

Voir LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 2, DG.

(Recherche sociale.)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Recherche et technologie.

(Recherche universitaire.)

Voir ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, 1, DG.

RÉCIDIVE

Voir LOI DE FINANCES, 1, justice.
PEINE DE MORT, 1, DG.

RÉCLUSION A PERPÉTUITÉ

Voir PEINE DE MORT, 1, DG.

REDEVANCE COMMUNALE ET DÉPARTEMENTALE DES MINES POUR LES HYDROCARBURES

Voir LOI DE FINANCES, 1, art. 16 *bis*.

REDEVANCE SUR LES PRODUITS EXTRAITS DES FONDS MARINS

Voir LOI DE FINANCES, 1, art. 37.
MER, 2, DG.

REDEVANCE TÉLÉVISION

Voir LOI DE FINANCES, 1, Radiodiffusion-télévision française.

RÉFÉRENDAIRES AU CONSEIL D'ÉTAT

Voir CONSEIL D'ÉTAT, 1, DG.

REFERENDUM

1. – **Proposition de loi constitutionnelle tendant à modifier l'article 11 de la Constitution et à élargir le domaine d'application du referendum aux problèmes de société et au choix du régime électoral,** présentée par M. Henri Caillavet, sénateur [16 novembre 1981] [n°52 (1981-1982)]. – Renvoi à la Commission des lois.

(Referendum.)

Voir COLLECTIVITÉS, 2, DG.
LOI DE FINANCES, 1, Départements et territoires d'outre-mer.
PEINE DE MORT, 1, DG, question préalable.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 13.

RÉFORME FISCALE

Voir LOI DE FINANCES, 1, DG ; Départements et territoires d'outre-mer ; Charges communes.
LOI DE FINANCE RECTIFICATIVE, 1, DG.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 46.

RÉFORME FONCIÈRE

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 4.

RÉFUGIÉS POLITIQUES

Voir LOI DE FINANCES, 1, Relations extérieures. – I. – Services diplomatiques et généraux. – II. – Coopération.
TRAVAILLEURS ÉTRANGERS, 1, 2e lecture, DG.

RÉGIE AUTONOME DES TRANSPORTS PARISIENS (RATP)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Transports.
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 3, DG.
QUESTION ORALE, n° 122.

RÉGIMES MATRIMONIAUX

Voir LOI DE FINANCES, 1, Services du Premier ministre. – I. – Services généraux.

RÉGIONALISATION

Voir AMNISTIE, 1, DG.
COLLECTIVITÉS LOCALES, 2, DG.

RÉGION PARISIENNE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Transports ; Plan et aménagement du territoire ; Travail.
QUESTION ORALE, n° 144.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 1.

RÉGIONS

1. – **Proposition de loi tendant à modifier le quatrième alinéa de l'article 18 de la loi n° 72-619 du 5 juillet 1972 portant création des régions,** présentée par M. Pierre Schiélé, sénateur et plusieurs de ses collègues, (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 31 juillet 1981. – 8 septembre 1981) [n° 348 (1980-1981)]. – Renvoi à la Commission des lois.

(Régions.)

Voir COLLECTIVITÉS LOCALES, 2, DG.
DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, 1.
ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, 1, DG.
LOI DE FINANCES, 1, Recherche et technologie ; Plan et aménagement du territoire ; Agriculture.
PLAN, 1, DG.
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, nos 42, 44.

RÈGLEMENTS DES ASSEMBLÉES PARLEMENTAIRES

1. – **Proposition de résolution tendant à modifier le règlement du Sénat,** présentée par M. Hector Viron, sénateur et plusieurs de ses collègues, (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 20 décembre 1980. – 2 avril 1981) [n° 218 (1980-1981)]. – Renvoi à la Commission des lois.

(Règlements des assemblées parlementaires [règlement du Sénat : article 42 : ordre d'intervention du ministre et des rapporteurs].)

Voir TRAITÉS ET CONVENTIONS, 18, DG.

(Règlements des assemblées parlementaires [règlement du Sénat : article 48 : recevabilité des amendements constituant un contre-projet].)

Voir COLLECTIVITÉS LOCALES, 2, DG.

(Règlements des assemblées parlementaires [règlement du Sénat : article 50 : délai de dépôt des amendements].)

Voir RAPPELS AU RÈGLEMENT, 7.

RELATIONS CULTURELLES

Voir LOI DE FINANCES, 1, Relations extérieures. – I. – Services diplomatiques et généraux. – II. – Coopération.

(Relations culturelles [Pérou et Brésil].)

Rapport d'information, fait, au nom de la Commission des affaires culturelles à la suite d'une mission effectuée du 18 février 1981 au 6 mars 1981 au **Pérou** et au **Brésil,** ayant pour objet d'étudier la situation des **relations culturelles** de la France avec ces pays, par M. Léon Eeckhoutte, sénateur et plusieurs de ses collègues [23 décembre 1981] [n°**162** (1981-1982)].

RELATIONS EXTÉRIEURES (ministère des)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Relations extérieures. – I. – Services diplomatiques et généraux. – II. – Coopération.

QUESTION ORALE, n° **88.**

REMEMBREMENT

Voir LOI DE FINANCES, 1, Agriculture.

RENAULT (régie)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Comptes spéciaux du Trésor ; Charges communes.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, DG.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 2, DG.

NATIONALISATION, 1, DG ; nouvelle lecture, DG.

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 1.

RENTES VIAGÈRES

Voir LOI DE FINANCES, 1, Charges communes.

RÉPARATION NAVALE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Mer.

RÉPARATIONS

Voir LOI DE FINANCES, 1, Commerce et artisanat.

(Réparations [automobiles].)

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 1.

REPRÉSENTATION PROPORTIONNELLE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Intérieur et décentralisation.

QUESTION ORALE, n° 1.

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE ALLEMANDE (RDA)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Relations extérieures. – I. – Services diplomatiques et généraux. – II. – Coopération.

QUESTION ORALE, n° **69.**

TRAITÉS ET CONVENTIONS, n°s **21 ; 22.**

RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE (RFA)

Voir LOI DE FINANCES, 1, DG.

PLAN, 1, DG.

QUESTION ORALE, n° **156.**

RÉSEAU EXPRESS RÉGIONAL (RER)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Transports.

RÉSERVES ORNITHOLOGIQUES

Voir LOI DE FINANCES, 1, Environnement.

RÉSIDENCES SECONDAIRES

Voir PLAN, 1, DG.

RÉSISTANTS

Voir DÉPORTÉS ET INTERNÉS

LOI DE FINANCES, 1, Anciens combattants.

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **499.**

RESPONSABILITÉ (accidents de la circulation)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Justice.

RESPONSABILITÉ CIVILE

Voir LIBERTÉS PUBLIQUES, 2, DG.

TRAITÉS ET CONVENTIONS, 4, DG.

RESPONSABILITÉ PÉNALE

Voir LIBERTÉS PUBLIQUES, 2, DG.

RESSORTISSANTS DES ÉTATS AFRICAINS DE LA COMMUNAUTÉ

Voir LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 3, art. 17.

RETRAITE (âge de la)

1. – **Proposition de loi relative à l'abaissement de l'âge de la retraite des anciens combattants titulaires d'une pension militaire d'invalidité ou de victime de guerre,** présentée par M. Robert Schwint, sénateur et plusieurs de ses collègues [3 avril 1981] [n° **270** (1980-1981)]. – Renvoi à la Commission des affaires sociales.

(Retraite [âge de la].)

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n°s **1, 2.**

LOI DE FINANCES, 1, Commerce et artisanat ; Prestations sociales agricoles ; Solidarité nationale, santé ; Travail.

POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE, 1, DG ; nouvelle lecture, DG.

RETRAITE (d'office)

Voir QUESTION ORALE, n° **90.**

RETRAITES AGRICOLES

Voir LOI DE FINANCES, 1, Prestations sociales agricoles.

RÉUNION (la)

Voir COLLECTIVITÉS LOCALES, 2, DG.

LOI DE FINANCES, 1, Transports ; Éducation nationale ; Agriculture ; Culture ; Départements et territoires d'outre-mer ; Mer.

MER, 2, DG.

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **15, 48.**

REVENU AGRICOLE

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, 2

LOI DE FINANCES, 1, Relations extérieures. – I. – Services diplomatiques et généraux. – II. – Coopération ; Agriculture ; Prestations sociales agricoles.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, DG.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 4, DG.

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **1, 29, 71.**

REVENUS

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, 3.

(Revenus fonciers.)

Voir LOI DE FINANCES, 1, art. 13.

RHIN

(Liaison fluviale Rhin-Rhône.)

Voir VOIES NAVIGABLES.

(Pollution du Rhin.)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Environnement.

RHONE-POULENC (société)

Voir LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 2, DG.
NATIONALISATION, 1.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 21.

RIZ

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBT, n° 48.

ROBOTIQUE (industrie)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Commerce extérieur ; Comptes spéciaux du Trésor.

ROUTES

Voir LOI DE FINANCES, 1, Transports ; Plan et aménagement du territoire.
PLAN, 1, DG.
QUESTION ORALE, n° 91.

S

SACILOR (société)

Voir LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 2, DG ; CMP ; nouvelle lecture.
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 3, DG.

SAHRAOUI

Voir LOI DE FINANCES, 1, Relations extérieures. – I. – Services diplomatiques et généraux. – II. – Coopération.

SAINT-GOBAIN (Société)

Voir NATIONALISATION, 1.

SAINT-PIERRE ET MIQUELON

Voir COLLECTIVITÉS LOCALES, 2, DG.
LOI DE FINANCES, 1, Départements et territoires d'outre-mer.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 76.
TRAITÉS ET CONVENTIONS, 17, DG.

SALAIRE MINIMUM DE CROISSANCE (SMIC)

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, 1.
LOI DE FINANCES, 1, DG ; Départements et territoires d'outre-mer.
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, DG.

SALAIRES

Voir DÉCLARATONS DU GOUVERNEMENT, 1.
LOI DE FINANCES, 1, DG.

SALARIÉS (droits des)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Travail.
PLAN, 1, DG.
POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE, 1, DG.
SÉCURITÉ SOCIALE, 2, DG.

SALINES

Voir LOI DE FINANCES, 1, Environnement.

SANCTIONS DICIPLINAIRES ET PROFESSIONNELLES

Voir AMNISTIE, 1, DG ; CMP.

SANG

1. – **Proposition de loi relative à la diffusion à la radio et à la télévision d'informations pour encourager le don bénévole du sang,** présentée par Mme Monique Midy, sénateur et plusieurs de ses collègues [28 octobre 1981] [n° 43 (1981-1982)]. – Renvoi à la Commission des affaires culturelles.

SANTÉ PUBLIQUE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Solidarité nationale, santé.
PLAN, 1, DG.
QUESTIONS ORALES, n^os 105, 116, 146.
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n^os 498, 48.

SANTÉ SCOLAIRE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Solidarité nationale, santé.

SAPEURS-POMPIERS

1. – **Proposition de loi relative à l'attribution de bonifications annuelles pour le calcul de la retraite des sapeurs-pompiers professionnels,** présentée par M. Paul Séramy, sénateur et plusieurs de ses collègues [4 novembre 1980] [n° 69 (1980-1981)]. – Renvoi à la Commission des lois. – Retirée par ses auteurs le 2 avril 1981.

Voir POMPIERS.

SATELLITES

Voir LOI DE FINANCES, 1, Radiodiffusion-télévision francaise ; Postes et télécommunications.
QUESTION ORALE, n° 86 (J.O. du 8 janvier 1981).

SCANNERS

Voir QUESTIONS ORALES, n^os 120 (J.O. du 3 avril 1981), 104, 106.

SCHÉMAS DIRECTEURS D'AMÉNAGEMENT ET D'URBANISME (SDAU)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Urbanisme et logement.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 4.

SCHOELCHER (Victor)

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, 1.
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, DG.

SCOLARISATION

Voir ÉTRANGERS, 1, DG.
FRANCAIS DE L'ÉTRANGER (scolarisation).
LOI DE FINANCES, 1, Éducation nationale ; Charges communes.
PLAN, 1, DG.

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DE LA DÉFENSE NATIONALE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Secrétariat général de la défense nationale.

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DU GOUVERNEMENT

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Services du Premier ministre. – I. – Services généraux.

SECRET BANCAIRE

Voir LOI DE FINANCES, **1,** DG.

SECTES

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **498.**

SECTIONS DE COMMUNES

Voir QUESTION ORALE, n° **64.**

SÉCURITÉ

(Sécurité aérienne)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Transports.

(Sécurité maritime.)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Mer.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **1,** DG.

(Sécurité nucléaire.)

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, **3.**

LOI DE FINANCES, **1,** Industrie.

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **25.**

(Sécurité routière.)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Transports.

QUESTION ORALE, n° **161.**

SÉCURITÉ CIVILE

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Intérieur et décentralisation.

SÉCURITÉ PUBLIQUE

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Intérieur et décentralisation.

PEINE DE MORT, **1,** DG.

QUESTION ORALE, n° **117** (J.O. du 3 avril 1981)

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n^{os} **9, 18.**

SÉCURITÉ SOCIALE

1. – **Proposition de loi tendant à ce qu'en matière de protection sociale chacun bénéficie de plein droit des dispositions plus favorables contenues dans les lois promulguées et publiées postérieurement à la date d'entrée en jouissance des prestations,** présentée par Mme Monique Midy, sénateur et plusieurs de ses collègues [28 octobre 1981] [n° **41** (1981-1982)]. – Renvoi à la Commission des affaires sociales.

2. – **Projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale,** présenté au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par Mme Nicole Questiaux, ministre de la solidarité nationale [2 décembre 1981] (n° **579**). – Renvoi à la Commission des affaires culturelles. – Rapport de M. Jacques Guyard [10 décembre 1981] (n° **601**). – Urgence. – Discussion [14 décembre 1981]. – Adoption [14 décembre 1981] (n° **76**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (PREMIÈRE LECTURE) [14 décembre 1981] [n° **124** (1981-1982)]. – Renvoi à la Commission des affaires sociales. – Rapport de M. Louis Boyer [15 décembre 1981] [n° **126** (1981-1982)]. – Discussion [18 décembre 1981] (p. 4372, 4375). – Adoption modifiée [18 décembre 1981] (n° **24**).

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (DEUXIÈME LECTURE) [18 décembre 1981] (n° **655**). – Renvoi à la Commission des affaires culturelles.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLÉE NATIONALE) ; rapport de M. Jacques Guyard [19 décembre 1981] (n° **659**). – Discussion [19 décembre 1981]. – Adoption [19 décembre 1981] (n° **91**).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SÉNAT) ; rapport de M. Louis Boyer [19 décembre 1981] [n° **147** (1981-1982)]. – Discussion [19 décembre 1981] (p. 4428, 4429). – Adoption [19 décembre 1981] (n° **28**).

PROMULGATION : loi n° 82-1 du 4 janvier 1982 (J.O. Lois et décrets du 5 janvier 1982).

Discussion (première lecture)

[18 décembre 1981] (p. 4372, 4384).

I. – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 4372, 4375) : *Mme Nicole Questiaux, ministre de la solidarité nationale ; Louis Boyer, rapporteur de la Commission des affaires sociales ; Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Charles Bonifay, Jean Francou.*

ALLOCATION AUX ADULTES HANDICAPÉS : Questiaux (Nicole) (p. 4372).

ALLOCATIONS FAMILIALES : Questiaux (Nicole) (p. 4372, 4375).

ARTISTES AUTEURS : Boyer (Louis) (p. 4373) ; Beaudeau (Marie-Claude) (p. 4374).

ASSURANCE MALADIE : Questiaux (Nicole) (p. 4373).

ASSURANCE VEUVAGE : Questiaux (Nicole) (p. 4373) ; Boyer (Louis) (p. 4373).

ASSURANCE VIEILLESSE : Questiaux (Nicole) (p. 4372, 4373) ; Boyer (Louis) (p. 4373, 4375).

CHÔMEURS : Questiaux (Nicole) (p. 4373) ; Boyer (Louis) (p. 4373) ; Beaudeau (Marie-Claude) (p. 4374) ; Bonifay (Charles) (p. 4375).

FONDS NATIONAL DE SOLIDARITÉ : Boyer (Louis) (p. 4373) ; Beaudeau (Marie-Claude) (p. 4374).

PERSONNES ÂGÉES : Boyer (Louis) (p. 4373) ; Beaudeau (Marie-Claude) (p. 4374).

SALARIÉS (droits des) : Beaudeau (Marie-Claude) (p. 4374).

SÉCURITÉ SOCIALE : Questiaux (Nicole) (p. 4372, 4373, 4375) ; Boyer (Louis) (p. 4373) ; Beaudeau (Marie-Claude) (p. 4374) ; Bonifay (Charles) (p. 4374, 4375) ; Francou (Jean) (p. 4375).

SÉCURITÉ SOCIALE (cotisations) : Questiaux (Nicole) (p. 4373) ; Boyer (Louis) (p. 4373).

SÉCURITÉ SOCIALE (financement) : Bonifay (Charles) (p. 4374) ; Questiaux (Nicole) (p. 4375).

TICKET MODÉRATEUR : Questiaux (Nicole) (p. 4373) ; Boyer (Louis) (p. 4373) ; Beaudeau (Marie-Claude) (p. 4374).

II. – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4375, 4384) : *M. Louis Boyer, rapporteur ; Mme Nicole Questiaux, ministre ; MM. Pierre Louvot, Charles Bonifay, Jean Béranger, Geoffroy de Montalembert, vice-président de la Commission des finances ; André Rabineau, Mme Marie-Claude Beaudeau, M. Louis Virapoullé.*

Article 1er A *(Maintien des droits, en matière de sécurité sociale, des assurés sociaux percevant un revenu de remplacement « ainsi que les indemnités de formation »).* – Adopté (p. 4375).

Article 1er *(Couverture sociale des chômeurs non indemnisés).* – Adopté (p. 4375).

Après l'article 1er (p. 4376).

Retiré : amendement n° 7 (art. additionnel) de M. Pierre Louvot : couverture sociale des chômeurs non indemnisés et des travailleurs indépendants privés d'emploi (p. 4376).

Article 2 *(Prise en charge des cotisations d'assurance personnelle des chômeurs par l'aide sociale : mise en jeu de l'obligation alimentaire).* – Adopté (p. 4376).

Article 3 *(Abrogation législative du ticket modérateur d'ordre public).* – Adopté (p. 4377).

Article 4 *(Dispositions relatives aux plafonds des cotisations de sécurité sociale)* (p. 4377).

Adopté : amendement n° 1 de M. Louis Boyer, rapporteur : fixation par décret et à intervalles non inférieurs au semestre de la périodicité du plafond applicable aux cotisations d'assurance vieillesse (p. 4378). – Sous-amendement n° 14 de M. Charles Bonifay : fixation de la périodicité du plafond applicable aux cotisations d'assurance vieillesse non supérieure à l'année (p. 4378).

Retirés : amendement n° 2 de M. Louis Boyer, rapporteur : suppression des deux derniers alinéas de l'article relatifs au déplafonnement des cotisations d'assurance veuvage (p. 4379). – Amendement n° 9 de M. André Rabineau : bénéfice de l'allocation de veuvage pour certains conjoints survivants d'adultes handicapés (p. 4379). – Amendement n° 11 de M. André Rabineau : entrée en vigueur à compter du 1er janvier 1982 de l'assurance veuvage en faveur des conjoints survivants du régime des non salariés agricoles (p. 4380).

Irrecevable (article 40 de la Constitution). – Sous-amendement n° 15 de M. Jean Béranger à l'amendement n° 1 de M. Louis Boyer, rapporteur : première année d'application de la modification de la périodicité de la revalorisation du plafond de la sécurité sociale (p. 4378).

– L'article 4, ainsi modifié, est adopté (p. 4380).

Article 5 *(Instauration d'une cotisation d'assurance maladie sur les allocations de chômage) (p. 4380).*

Adoptés : amendement n° 3 de M. Louis Boyer, rapporteur : couverture des dépenses de maladie, de maternité, d'invalidité et de décès (p. 4380). – Amendement n° 5 de M. Louis Boyer, rapporteur : unicité des seuils d'exonération des cotisations d'assurance maladie des chômeurs et des retraités (p. 4381).

Rejeté : amendement n° 4 de M. Louis Boyer, rapporteur : exclusion du principe de la double cotisation pour les allocataires de la garantie de ressources-démission (p. 4381).

– L'article 5, ainsi modifié, est adopté (p. 4381).

Article 6 *(Harmonisation de divers articles du code du travail et du code des ports maritimes).* – Adopté (p. 4381).

Article 7 *(Minimum vieillesse minoré pour les couples)* (p. 4381).

Rejeté : amendement n° 6 de M. Louis Boyer, rapporteur : suppression de l'article relatif à la variation de l'allocation supplémentaire en fonction de la situation matrimoniale des intéressés (p. 4382).

– L'article 7 est adopté (p. 4382).

Article 8 *(Contribution des diffuseurs d'œuvres graphiques et plastiques au régime de sécurité sociale des artistes auteurs).* – Adopté (p. 4382).

Après l'article 8 (p. 4382).

Adopté : amendement n° 12 (art. additionnel) de M. Louis Boyer, rapporteur : prise en charge par l'assurance maladie des exploitants agricoles des suites d'accidents survenus à un ancien assuré d'un régime obligatoire d'assurance maladie devenu exploitant agricole (p. 4384).

Retirés : amendement n° 8 (art. additionnel) de M. Louis Virapoullé : suppression de la condition d'activité pour l'attribution des prestations familiales dans les départements d'outre-mer (p. 4383). – Amendement n° 10 (art. additionnel) de M. Jacques Bialski, soutenu par M. Charles Bonifay : réduction des formalités administratives pour l'attribution des prestations familiales (p. 4383).

Irrecevable (article 40 de la Constitution) : amendement n° 13 (art. additionnel) de M. Louis Boyer, rapporteur : bénéfice de la couverture de leurs soins pour tous les pensionnés cotisant à l'assurance maladie (p. 4384).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 4384).

Adoption [18 décembre 1981] (p. 4384).

Discussion (Commission mixte paritaire)

[19 décembre 1981] (p. 4428, 4429).

I. – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 4428, 4429) : *MM. Paul Robert, en remplacement de M. Louis Boyer, rapporteur pour le Sénat ; Raymond Courrière, secrétaire d'État aux rapatriés.*

ASSURANCE MALADIE : Robert (Paul) (p. 4528, 4429).

ASSURANCE VEUVAGE : Robert (Paul) (p. 4428).

CHÔMEURS : Robert (Paul) (p. 4428, 4429).

SÉCURITÉ SOCIALE (cotisations) : Robert (Paul) (p. 4428, 4429).

II. – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4429).

Articles 4, 5, 9 (p. 4429).

Vote unique sur l'ensemble du texte de la Commission mixte paritaire.

Adoption [19 décembre 1981] (p. 4429).

Dépôt d'un **rapport du gouvernement** en application du dernier alinéa de l'article 3 du décret n° 79-237 du 22 mars 1979 portant création d'une Commission des comptes de la sécurité sociale [8 septembre 1981] (p. 1375).

(Sécurité sociale.)

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, **1.**

LOI DE FINANCES, **1,**DG ; Commerce et artisanat ; Agriculture ; Départements et territoires d'outre-mer ; Solidarité nationale, santé.

PLAN, **1,** DG.

QUESTIONS ORALES, nos **80, 110.**

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **76.**

TRAITÉS ET CONVENTIONS, **14,** DG ; **20,** DG.

(Sécurité sociale [cotisations].)

Voir COUR DES COMPTES.

LOI DE FINANCES, **1,** DG ; Industrie ; Solidarité nationale, santé.

POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE, **1.**

SÉCURITÉ SOCIALE, **2,** DG ; CMP.

(Sécurité sociale [financement].)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Solidarité nationale, santé.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **1,** DG.

SÉCURITÉ SOCIALE, **2,** DG.

(Sécurité sociale [prestations].)

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **481.**

(Sécurité sociale [réforme].)

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, **2.**

POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE, **1,** DG.

(Sécurité sociale [ticket modérateur].)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Solidarité nationale, santé.

SÉJOUR (carte de)

Voir ÉTRANGERS, **1,** DG ; CMP.

SÉNAT

I. – **Bureau.**

Voir table 1980.

II. – **Élections.**

M. René Monory, élu sénateur de la Vienne, à la suite des opérations électorales du 18 juillet 1981, en remplacement de M. Guy Robert, démissionnaire [21 juillet 1981] (p. 939).

M. Jacques Delong, élu sénateur de la Haute-Marne, à la suite des opérations électorales du 26 juillet 1981 [28 juillet 1981] (p. 1166).

M. Henri Le Breton, élu sénateur du Morbihan, à la suite des opérations électorales du 20 septembre 1981, en remplacement de M. Raymond Marcellin, élu député [22 septembre 1981] (p. 1559).

M. Marc Plantegenest, élu sénateur de Saint-Pierre-et-Miquelon à la suite des opérations électorales du 20 septembre 1981, en remplacement de M. Albert Pen, élu député [22 septembre 1981] (p. 1559).

M. William Chervy, élu sénateur de la Creuse, à la suite des opérations électorales du 27 septembre 1981, en remplacement de M. André Lejeune, élu député [28 septembre 1981] (p. 1662).

M. Roger Quilliot, élu sénateur du Puy-de-Dôme, à la suite des opérations électorales du 27 septembre 1981 [28 septembre 1981] (p. 1662).

M. Daniel Hoeffel, élu sénateur du Bas-Rhin, à la suite des opérations électorales du 27 septembre 1981, en remplacement de M. Jean-Paul Hammann, démissionnaire [28 septembre 1981] (p. 1662).

Mme Geneviève Le Bellegou-Béguin, élue sénateur du Var, à la suite des opérations électorales du 27 septembre 1981, en remplacement de M. Guy Durbec, élu député [28 septembre 1981] (p. 1662).

III. — **Groupes politiques,** liste des membres remise à la présidence du Sénat le 6 octobre 1980 [7 octobre 1980] (p. 3770, 3771).

Voir GROUPES POLITIQUES.

IV. — **Procès-verbaux des séances.**

Séance du 16 juillet 1981 : observations sur le texte du décret portant convocation du Parlement en session extraordinaire transmis au Sénat. — MM. Jacques Mossion, Maurice Schumann, vice-président du Sénat, président de séance [21 juillet 1981] (p. 939).

Séance du 6 novembre 1981 : rectification du vote de M. Hubert Martin sur l'ensemble du projet de loi de finances rectificative pour 1981. — M. Philippe de Bourgoing [10 novembre 1981] (p. 2552).

Séance du 16 novembre 1981 : observations sur l'utilisation de l'article 40 de la Constitution et sur le vote bloqué. — MM. André Méric, Adolphe Chauvin [17 novembre 1981] (p. 2727).

V. — **Sessions**

Seconde session ordinaire de 1980-1981 : ouverture [2 avril 1981] (p. 417). — Clôture : conformément à l'article 28 de la Constitution, clôture constatée le 30 juin 1981 (J.O. Lois et décrets du 1er juillet 1981) (p. 1834).

Session de droit en application de l'article 12 de la Constitution : ouverture [2 juillet 1981] (p. 775). — Clôture [16 juillet 1981] (p. 932).

Session extraordinaire ouverte le 17 juillet 1981. — Convocation du parlement en session extraordinaire pour le 17 juillet 1981 [16 juillet 1981] (p. 908). — Ouverture [21 juillet 1981] (p. 939). — Ajournement [31 juillet 1981] (p. 1318). — Clôture le 2 août 1981 (J.O. Lois et décrets, 4 août 1981, p. 2133).

Session extraordinaire ouverte le 8 septembre 1981. — Convocation du parlement en session extraordinaire pour le 8 septembre 1981 [8 septembre 1981] (p. 1374). — Ouverture (p. 1374). — Clôture [1er octobre 1981] (p. 1807).

Première session ordinaire de 1980-1981 : ouverture [2 octobre 1981] (p. 1814). — Fin constitutionnelle de la session : 20 décembre 1981.

Session extraordinaire ouverte le 21 décembre 1981. — Convocation du parlement en session extraordinaire pour le 21 décembre 1981 [19 décembre 1981] (p. 4429). — Ouverture [21 décembre 1981] (p. 4434). — Clôture [23 décembre 1981] (p. 4570).

(Sénat.)

Voir ALLOCUTIONS.

COLLECTIVITÉS LOCALES, 2, DG.

CONSEIL CONSTITUTIONNEL (décisions).

ÉLECTIONS SÉNATORIALES.

ÉLOGES FUNÈBRES.

ORDRE DU JOUR DU SÉNAT.

QUESTION ORALE, n° 6.

RAPATRIÉS, 2, CMP.

RAPPELS AU RÈGLEMENT.

RÈGLEMENTS DES ASSEMBLÉES PARLEMENTAIRES.

SÉNATEURS.

TÉLÉVISION.

SÉNATEURS

I. — **Cessations de mandat**

De MM. Anicet Le Pors (Hauts-de-Seine) nommé ministre, Roger Quilliot (Puy-de-Dôme), nommé ministre, Raymond Courrière (Aude), nommé secrétaire d'État, le 23 juillet 1981 à minuit [24 juillet 1981] (p. 1105).

De M. Roger Quilliot, ministre de l'urbanisme élu sénateur du Puy-de-Dôme le 27 septembre 1981, le 27 octobre 1981 à minuit [28 octobre 1981] (p. 2224).

II. — **Congés**

Grégory (Léon-Jean), sénateur des Pyrénées Orientales [2 juillet 1981] (p. 777).

Ballayer (René), sénateur de la Mayenne [10 septembre 1981] (p. 1429).

Bouneau (Pierre), sénateur des Landes [14 octobre 1981] (p. 1973).

Giacobbi (François), sénateur de Haute-Corse [28 octobre 1981] (p. 2224).

III. — **Décès.**

1) *Sénateurs.*

M. Jacques Bordeneuve, sénateur du Lot-et-Garonne, le 3 janvier 1981 [2 avril 1981] (p. 417).

M. Gaston Pams, sénateur des Pyrénées Orientales, le 19 février 1981 [2 avril 1981] (p. 417).

M. Bernard Chochoy, sénateur du Pas-de-Calais, le 23 avril 1981 (J.O. Lois et décrets 24 avril 1981) (p. 1155). — [2 juillet 1981] (p. 782).

M. Paul Mistral, sénateur de l'Isère, le 29 août 1981 [8 septembre 1981] (p. 1374 et 1376).

M. Lionel de Tinguy, sénateur de la Vendée, le 9 septembre 1981 [10 septembre 1981] (p. 1430).

M. Pierre Labonde, sénateur de l'Aube, le 22 novembre 1981 [23 novembre 1981] (p. 3008).

M. Gustave Héon, sénateur de l'Eure, le 29 septembre 1981 [29 septembre 1981] (p. 1700).

M. Baudoin de Hautecloque, sénateur du Pas-de-Calais, le 9 octobre 1981 [13 octobre 1981] (p. 1941).

2) *Anciens sénateurs*

M. Baptiste Dufeu (ancien sénateur de l'Isère), M. Henri Poincelot (ancien Conseiller de la République des Vosges), M. Robert Soudant (ancien sénateur de la Marne), M. Armand Kientzi (ancien sénateur du Bas-Rhin), M. Jean Deguise (ancien sénateur de l'Aisne), M. le Général Jean Ganeval (ancien sénateur de Paris) [2 avril 1981] (p. 417, 418).

M. Henri Doumenc (ancien conseiller de la République de Constantine), M. Charles Flory (ancien conseiller de la République), M. Joseph de Pommery (ancien sénateur de Meurthe-et-Moselle),

M. Jacques Beauvais (ancien sénateur de l'Aisne), M. Jean Auburtin (ancien sénateur de Paris) [2 juillet 1981] (p. 777).

M. Charles Naveau (ancien sénateur du Nord) [8 septembre 1981] (p. 1374 et 1376).

M. Roger Duchet (ancien sénateur de la Côte-d'Or) [10 septembre 1980] (p. 1430).

M. Joseph Beaujannot (ancien sénateur du Loir-et-Cher) [8 octobre 1981] (p. 1902).

M. Hubert Durand (ancien sénateur de la Vendée) [13 octobre 1981] (p. 1941).

M. Maurice Carrier (ancien sénateur des Français établis hors de france) [2 décembre 1981] (p. 3466).

M. Jean Coupigny (ancien conseiller de la République du Moyen Congo) [8 décembre 1981] (p. 3872).

M. René Debesson (ancien sénateur du Nord) [14 décembre 1981] (p. 4214).

IV. — **Démissions**

M. Guy Robert (sénateur de la Vienne), à compter du 20 mai 1981 [2 juillet 1981] (p. 777).

M. Egard Pisani (sénateur de la Haute-Marne), à compter du 26 mai 1981 [2 juillet 1981] (p. 777).

M. Jean-Paul Hammann (sénateur du Bas-Rhin), à compter du 28 juillet 1981 [28 juillet 1981] (p. 1166).

V. — **Fait personnel**

1. — ***M. Roger Poudonson :*** mis en cause par M. Gérard Ehlers, confirme l'attitude de solidarité avec la Pologne, et note la position du parti communiste et de la confédération générale du travail [22 décembre 1981] (p. 4545).

VI. — **Missions :**

M. Jacques Chaumont, auprès du secrétaire d'État à la Recherche, [22 janvier 1981] [2 avril 1981] (p. 418). — Fin de mission le 20 mai 1981 [2 juillet 1981] (p. 778).

M. Marcel Lucotte, auprès du ministre de la culture, 22 janvier 1981 [2 avril 1981] (p. 418). — Fin de mission le 20 mai 1981 [2 juillet 1981] (p. 778).

M. Marcel Rudloff, auprès du Premier ministre, 22 janvier 1981 [2 avril 1981] (p. 418). — Fin de mission le 20 mai 1981 [2 juillet 1981] (p. 778).

M. Robert Pontillon, auprès du Premier ministre, 26 mai 1981 [2 juillet 1981] (p. 778). — Fin de mission le 26 novembre 1981 [30 novembre 1981] (p. 3362).

M. Marcel Debarge, auprès du ministre de l'intérieur, 23 juillet 1981 [24 juillet 1981] (p. 1124).

M. Franck Sérusclat, sénateur du Rhône, auprès du ministre de la santé, 15 décembre 1981 [15 décembre 1981] (p. 4254).

VII. — **Remplacements**

M. Raymond Soucaret remplace M. Jacques Bordeneuve, décédé (Lot-et-Garonne) [2 avril 1981] (p. 418).

M. Sylvain Maillols remplace M. Gaston Pams, décédé (Pyrénées-Orientales) [2 avril 1981] (p. 418).

M. Marcel Wacheux remplace M. Bernard Chochoy, décédé (Pas-de-Calais) [2 juillet 1981] (p. 777).

M. Raymond Splingard remplace M. Marcel Wacheux, élu député [8 juillet 1981] (p. 814).

Mme Monique Midy remplace M. Anicet Le Pors, nommé ministre (Hauts-de-Seine) [24 juillet 1981] (p. 1105).

M. Pierre Bastié remplace M. Raymond Courrière, nommé secrétaire d'État (Aude) [24 juillet 1981] (p. 1105).

M. Raymond Espagnac remplace M. Paul Mistral, décédé (Isère) [8 septembre 1981] (p. 1375).

M. Louis Caiveau remplace M. Lionel de Tinguy, décédé (Vendée) [15 septembre 1981] (p. 1439).

M. Henri Collard remplace M. Gustave Héon, décédé (Eure) [29 septembre 1981] (p. 1700).

M. Henri Collette remplace M. Baudoin de Hautecloque, décédé (Pas-de-Calais) [13 octobre 1981] (p. 1943).

M. Michel Charasse remplace M. Roger Quilliot, ministre de l'urbanisme (Puy-de-Dôme) [28 octobre 1981] (p. 2224).

M. Bernard Laurent remplace M. Pierre Labonde, décédé (Aube) [23 novembre 1981] (p. 3041).

VIII. — **Vacances de sièges**

De M. Albert Pen, sénateur de Saint-Pierre-et-Miquelon, élu député le 21 juin 1981 [2 juillet 1981] (p. 777).

De MM. Guy Durbec, sénateur du Var, André Lejeune, sénateur de la Creuse et M. Marcel Wacheux, sénateur du Pas-de-Calais, élus députés le 21 juin 1981 [2 juillet 1981] (p. 777). — [8 juillet 1981] (p. 814).

De M. Raymond Marcellin, sénateur du Morbihan, élu député le 14 juin 1981 [2 juillet 1981] (p. 777).

De M. Roger Quilliot, sénateur du Puy-de-Dôme, nommé ministre de l'urbanisme et du logement [24 juillet 1981] (p. 1105).

De M. Jean-Paul Hammann, sénateur du Bas-Rhin, démissionnaire [30 juillet 1981] (p. 1268).

(Sénateurs.)

Voir CONSEIL CONSTITUTIONNEL (décisions sur requête en contestation d'élections).

SÉNÉGAL

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Solidarité nationale, santé.

TRAITÉS ET CONVENTIONS, **1.**

SERVICE DE SANTÉ

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Défense.

SERVICE D'ÉTUDE ET D'AMÉNAGEMENT TOURISTIQUE DE LA MONTAGNE (SEATM)

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **15.**

SERVICE D'ÉTUDE ET D'AMÉNAGEMENT TOURISTIQUE DE L'ESPACE RURAL (SEATER)

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **15.**

SERVICE NATIONAL

1. — **Proposition de loi tendant à abroger l'article L.12 du code du service national,** présentée par M. Paul Malassagne, sénateur [16 octobre 1981] [n° **26** (1981-1982)]. — Renvoi à la Commission des affaires étrangères.

2. — **Proposition de loi tendant à instituer une dispense de service national au profit des jeunes chefs d'exploitation exerçant la profession d'agriculteur à titre principal,** présentée par MM. Georges Mouly et Paul Robert, sénateurs [13 novembre 1981] [n° **50** (1981-1982)]. — Renvoi à la Commission des affaires étrangères.

(Service national.)

Voir FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, **7,** DG.

LOI DE FINANCES, **1,** Relations extérieures. — I. — Services diplomatiques et généraux. — II. — Coopération ; Défense.

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **32.**

SERVICES SECRETS

Voir QUESTION ORALE, n° 5.

SEXUALITÉ

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 485.

SIDÉRURGIE (industrie)

Voir LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, DG.
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 2, CMP ; nouvelle lecture.
NATIONALISATION, 1, DG.
POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE, 1, DG.

SIGLES

Voir Liste des sigles aux premières pages de la présente table des débats.
LOI DE FINANCES, 1, Recherche et technologie.

SITES ET PAYSAGES (protection des)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Urbanisme et logement ; Culture ; Environnement.

SOCIÉTÉS

(Société financière de radiodiffusion [SOFIRAD].)

Voir RADIODIFFUSION TÉLÉVISION (société financière de radiodiffusion SOFIRAD).

(Société française de production [SFP].)

Voir RADIODIFFUSION TÉLÉVISION (société française de production [SFP].)

(Société nationale de sauvetage en mer.)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Mer.

(Société nationale des entreprises de presse [SNEP].)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Services du Premier ministre. — I. — Services généraux : Information.
QUESTION ORALE, n° 105 (J.O. du 5 mars 1981).

(Société nationale des chemins de fer français [SNCF].)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Transports ; Temps libre ; Mer.
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 3, DG.
QUESTION ORALE, n° 122.

(Société nationale d'étude et de construction de moteurs d'avion [SNECMA].)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Transports.
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 3, DG.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 60.

(Société nationale d'exploitation industrielle des tabacs et des allumettes [SEITA].)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Agriculture.
QUESTION ORALE, n° 129.

(Société nationale industrielle aérospatiale [SNIAS].)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Transports ; Charges communes.
NATIONALISATION, 1, DG ; nouvelle lecture, DG.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 60.

(Société pour l'expansion des ventes de produits agricoles et alimentaires [SOPEXA].)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Agriculture.
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 4, DG.

(Sociétés de transport maritime.)

Voir TRAITÉS ET CONVENTIONS, 19, DG.

(Sociétés [filiales].)

Voir LOI DE FINANCES, 1, DG.
NATIONALISATION, 1, DG ; nouvelle lecture, DG.

(Sociétés pétrolières.)

Voir LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, DG.
NATIONALISATION, 1, DG.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 25.
TRAITÉS ET CONVENTIONS, 18, DG.

SOCIÉTÉ CIVILE IMMOBILIÈRE DE LA CAISSE DES DÉPÔTS (SCIC)

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 4.

SOCIÉTÉ MONÉGASQUE D'EXPLOITATION ET D'ÉTUDES DE RADIODIFFUSION (SOMERA)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Relations extérieures. — I. — Services diplomatiques et généraux. — II. — Coopération.

SOCIÉTÉS CIVILES DE PLACEMENT IMMOBILIER (SCPI)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Agriculture.

SOCIÉTÉS COMMERCIALES

1. — **Projet de loi relatif à la mise en harmonie du droit des sociétés commerciales avec la deuxième directive adoptée par le Conseil des Communautés européennes, le 13 décembre 1976,** présenté au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Robert Badinter, ministre de la justice (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 31 juillet 1981. — 8 septembre 1981) [n° 352 (1980-1981)]. — Renvoi à la Commission des lois. — Rapport de M. Étienne Dailly [13 octobre 1981] [n° 20 (1980-1981)]. — Discussion [14 octobre 1981] (p. 1981, 2003). — Adoption [14 octobre 1981] (n° 7).

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (PREMIÈRE LECTURE) [15 octobre 1981] (n° 467). — Renvoi à la Commission des lois. — Rapport de M. Pierre Bourguignon [26 novembre 1981] (n° 567). — Discussion [1er décembre 1981]. — Adoption [1er décembre 1981] (n° 68).

TRANSMISSION AU SÉNAT (DEUXIÈME LECTURE) [1er décembre 1981] [n° 86 (1981-1982)]. — Renvoi à la Commission des lois. — Rapport de M. Étienne Dailly [17 décembre 1981] [n° 134 (1981-1982)]. — Discussion [18 décembre 1981] (p. 4364, 4372). — Adoption modifiée [18 décembre 1981] (n° 23).

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (DEUXIÈME LECTURE) [18 décembre 1981] (n° 653). — Renvoi à la Commission des lois. — Rapport de M. Pierre Bourguignon [18 décembre 1981] (n° 658). — Discussion [18 décembre 1981]. — Adoption [18 décembre 1981] (n° 89).

PROMULGATION : Loi n° 81-1162 du 30 décembre 1981 (J.O. Lois et décrets du 31 décembre 1981).

Discussion (première lecture)

[14 octobre 1981] (p. 1981, 2003)

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1981, 1983) : *MM. Robert Badinter, ministre de la justice ; Étienne Dailly, rapporteur de la Commission des lois :*

COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES (directives du Conseil) : Badinter (Robert) (p. 1981, 1982) ; Dailly (Étienne) (p. 1982).

ENTREPRISES : Badinter (Robert) (p. 1982) ; Dailly (Étienne) (p. 1982).

SOCIÉTÉS ANONYMES : Badinter (Robert) (p. 1981, 1982) ; Dailly (Étienne) (p. 1982, 1983).

SOCIÉTÉS COMMERCIALES : Badinter (Robert) (p. 1981, 1982) ; Dailly (Étienne) (p. 1982, 1983).

II. – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1983, 2003) : *MM. Étienne Dailly, rapporteur ; Robert Badinter, ministre de la justice ; Marcel Rudloff, Jean Geoffroy, Charles Lederman.*

Article 1er *(Art. 1844-5, alinéa premier, du Code civil : réunion des parts sociales en une seule main)* (p. 1983).

Adopté : amendement n° 1 de M. Étienne Dailly, rapporteur : délai de régularisation (p. 1983).

– L'article 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 1983).

Article 2 *(Abrogation de l'article 9 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966, sur les sociétés commerciales)* (p. 1983). – Adopté (p. 1983).

Article 3 *(Art. 240 de la loi du 24 juillet 1966 : réduction du nombre des associés en-dessous de sept)* (p. 1983).

Adopté : amendement n° 2 de coordination de M. Étienne Dailly, rapporteur (p. 1983).

– L'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 1983).

Intitulé du chapitre II *(Dispositions relatives au nombre des associés)* (p. 1983).

Adopté : amendement n° 3 de M. Étienne Dailly, rapporteur : « Dispositions relatives à l'évaluation des biens » (p. 1983).

– L'intitulé du chapitre II, ainsi modifié, est adopté (p. 1983).

Article 4 *(Art. 72-1 de la loi du 24 juillet 1966 : évaluation des biens lors de la transformation en société anonyme d'une société d'une autre forme)* (p. 1983).

Adopté : amendement n° 4 de M. Étienne Dailly, rapporteur : transformation d'une société en société anonyme et vérification de la valeur des actifs par un ou plusieurs commissaires, soumise à l'approbation des associés, à peine de nullité de la transformation (p. 1984).

Retiré : sous-amendement n° 44 de M. Robert Badinter, ministre, à l'amendement n° 4 de M. Étienne Dailly, rapporteur : interdiction de l'opération de transformation substituée à la nullité de l'opération comme sanction de toute violation éventuelle des règles (p. 1984).

– L'article 4, ainsi modifié, est adopté (p. 1984).

Article 5 *(Art. 157-1 de la loi du 24 juillet 1966 : acquisition par la société d'un bien appartenant à un actionnaire)* (p. 1985).

Adopté : amendement n° 5 de M. Étienne Dailly, rapporteur : acquisition par la société d'un bien appartenant à un actionnaire et procédure spéciale de vérification de la valeur de ce bien (p. 1985).

– L'article 5, ainsi modifié, est adopté (p. 1985).

Article 6 *(Art. 84 de la loi du 24 juillet 1966 : constitution des sociétés ne faisant pas publiquement appel à l'épargne)* (p. 1985).

Adopté : amendement n° 6 de M. Étienne Dailly, rapporteur : suppression de cet article énumérant les dispositions non applicables aux sociétés qui ne font pas publiquement appel à l'épargne (p. 1985).

– L'article 6 est supprimé (p. 1985).

Article 7 *(Art. 153 de la loi du 24 juillet 1966 : calcul de la majorité dans les assemblées générales extraordinaires)* (p. 1986).

Adopté : amendement rédactionnel n° 7 de M. Étienne Dailly, rapporteur (p. 1986).

– L'article 7, ainsi modifié, est adopté (p. 1986).

Article 8 *(Art. 155 de la loi du 24 juillet 1966 : calcul de la majorité dans les assemblées générales ordinaires)* (p. 1986).

Adopté : amendement rédactionnel, n° 8 de M. Étienne Dailly, rapporteur (p. 1986).

– L'article 8, ainsi modifié, est adopté (p. 1986).

Après l'article 8 (p. 1986).

Rejetés : amendement n° 40 (art. additionnel) de M. Étienne Dailly, rapporteur : pouvoirs en blanc : possibilité d'utilisation par le conseil d'administration pour adopter ou rejeter une résolution présentée à l'assemblée générale (p. 1988). – Sous-amendement n° 45 de M. Robert Badinter, ministre : suppression de la disposition de l'amendement relative à la présentation des formules de procuration ; mention du directoire substituée à celle du conseil de surveillance (p. 1988).

Article 9 *(Art. 71 de la loi du 24 juillet 1966 : montant minimum du capital social)* (p. 1989).

Adopté : amendement n° 10 de M. Étienne Dailly, rapporteur : suppression dans cet article de la référence à la transformation de la société anonyme en société d'une autre forme (p. 1989).

Rejeté : amendement n° 9, de M. Étienne Dailly, rapporteur : montant du capital minimal des sociétés ne faisant pas publiquement appel à l'épargne porté de 250.000 à 300.000 F. (p. 1989).

– L'article 9, ainsi modifié, est adopté (p. 1989).

Après l'article 9 (p. 1989, 1990).

Adoptés : amendement n° 11 (art. additionnel) de M. Étienne Dailly, rapporteur : impossibilité pour les actions de représenter des apports en industrie (p. 1990). – Amendement n° 12 (art. additionnel) de M. Étienne Dailly, rapporteur : conditions dans lesquelles le conseil d'administration pourra décider de limiter l'augmentation du capital au montant des souscriptions (p. 1990). – Amendement n° 13 (art. additionnel) de M. Étienne Dailly, rapporteur : règles concernant l'amortissement du capital social (p. 1990).

– Trois articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 1990).

Article 10 *(Art. 216 de la loi du 24 juillet 1966 : protection des créanciers en cas de réduction du capital)* (p. 1990).

Adopté : amendement n° 14 de M. Étienne Dailly, rapporteur : déroulement des opérations de réduction du capital et opposition des créanciers (p. 1991).

– L'article 10, ainsi modifié, est adopté (p. 1991).

Après l'article 10 (p. 1991).

Adopté : amendement n° 15 (art. additionnel) de M. Étienne Dailly, rapporteur : convocation et information des actionnaires si l'actif net de la société devient inférieur à la moitié du capital social ; délai de régularisation (p. 1991).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1991).

Intitulé du chapitre V *(Dispositions relatives aux actions propres)* (p. 1991).

Adopté : amendement n° 16 de M. Étienne Dailly, rapporteur : « Souscription, achat ou prise en gage par les sociétés de leurs propres actions » (p. 1992).

– L'intitulé du chapitre V, ainsi modifié, est adopté (p. 1992).

Avant l'article 11 (p. 1992).

Adopté : amendement n° 17 de coordination (art. additionnel) de M. Étienne Dailly, rapporteur : intitulé de paragraphe (p. 1992).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1992).

Article 11 *(Art. 217 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 : interdiction de la souscription, d'acquisition ou de prise en gage par la société de ses propres actions).* (p. 1992).

Adopté : amendement n° 18 de M. Étienne Dailly, rapporteur : prohibition de la souscription et de l'achat par la société de ses propres actions et disjonction avec le cas de la prise en gage qui sera traité dans un article distinct ; modification de la formulation visant la pratique du prête-nom (p. 1993).

– L'article 11, ainsi modifié, est adopté (p. 1993).

Article 12 *(Art. 271-1 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 : acquisition d'actions en vue de l'actionnariat des salariés)* (p. 1993).

Adopté : amendement n° 19 de M. Étienne Dailly, rapporteur : principe général de la prohibition de l'achat par la société de ses propres actions et dérogation en faveur des sociétés cotées qui souhaitent développer l'actionnariat salarié (p. 1993).

– L'article 12, ainsi modifié, est adopté (p. 1993).

Article 13 *(Art. 217-2 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 : acquisition d'actions en vue de la régularisation des cours* (p. 1993).

Adoptés : amendement n° 20 de M. Étienne Dailly, rapporteur : possibilité d'achat en bourse de leurs propres actions pour régulariser leur marché, étendue aux sociétés inscrites au compartiment spécial du hors-cote (p. 1994). – Amendement n° 21 de M. Étienne Dailly, rapporteur : durée du délai de l'autorisation accordée par l'assemblée générale aux dirigeants sociaux ; dispense d'autorisation préalable en cas d'urgence (p. 1994). – Amendement n° 22 de M. Étienne Dailly, rapporteur : dispositions relatives à la vente en bourse des actions acquises par la société (p. 1994). – Amendement n° 23 de M. Étienne Dailly, rapporteur : montant maximum global de ses propres actions que la société pourra posséder ; dispositions relatives aux réserves de la société et au droit aux dividendes (p. 1995). – Amendement n° 24 de coordination et rédactionnel de M. Étienne Dailly, rapporteur (p. 1995).

– L'article 13, ainsi modifié, est adopté (p. 1995).

Article 14 *(Art. 217-5 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 : attributions de la Commission des opérations de bourse)* (p. 1995).

Adopté : amendement n° 25 de M. Étienne Dailly, rapporteur : suppression du pouvoir de suspension de la Commission des opérations de bourse (p. 1997).

– L'article 14, ainsi modifié, est adopté (p. 1997).

Après l'article 14 (p. 1997).

Adopté : amendement n° 26 (art. additionnel) de M. Étienne Dailly, rapporteur : non application des dispositions générales aux actions acquises à la suite d'une transmission de patrimoine à titre universel ou d'une décision de justice (p. 1998).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1998).

Article 15 *(Art. 217-7 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 : délai de cession des actions possédées en violation de la loi)* (p. 1998).

Adopté : amendement de coordination n° 27 de M. Étienne Dailly, rapporteur (p. 1998).

– L'article 15, ainsi modifié, est adopté (p. 1998).

Après l'article 15 (p. 1998).

Adopté : amendement n° 28 (art. additionnel) de M. Étienne Dailly, rapporteur : prohibition de la prise en gage par la société de ses propres actions directement ou par l'intermédiaire d'un prête-nom (p. 1998).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1998).

Article 16 *(Art. 217-9 [nouveau] de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 : interdiction des prêts ou des sûretés consentis par la société en vue de la souscription ou de l'acquisition de ses propres actions par un tiers)* (p. 1998).

Adopté : amendement n° 29 de M. Étienne Dailly, rapporteur : possibilité de prêt par une société pour l'acquisition de ses propres actions, dans le cas d'opérations courantes des entreprises de crédit et d'opérations effectuées en vue de l'acquisition par les salariés d'actions de la société ou de l'une de ses filiales (p. 1999).

Retiré : sous-amendement n° 46 de M. Robert Badinter, ministre : interdiction des opérations de prêt consenties par des entreprises de crédit ou par toute société à ses salariés lorsque l'actif net deviendrait de ce fait inférieur au montant du capital augmenté des réserves légales ou statutaires (p. 1999).

– L'article 16, ainsi modifié, est adopté (p. 1999).

Après l'article 16 (p. 1999).

Adopté : amendement n° 30 (art. additionnel) de M. Étienne Dailly, rapporteur : impossibilité pour la société de voter avec des actions par elle souscrites, acquises ou prises en gage (p. 1999).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1999).

Article 17 *(Art. 454-1 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 : sanctions pénales applicables aux dirigeants sociaux qui n'auraient pas respecté les dispositions sur la souscription, l'acquisition ou la prise en gage d'actions propres)* (p. 1999).

Adoptés : amendement n° 31 de M. Étienne Dailly, rapporteur : coordination des dispositions pénales (p. 2000). – Sous-amendement rédactionnel n° 47 de M. Robert Badinter, ministre (p. 2000).

– L'article 17, ainsi modifié, est adopté (p. 2000).

Intitulé du chapitre VI *(Dispositions relatives aux actions prioritaires sans droit de vote)* (p. 2000).

Adopté : amendement n° 32 de M. Étienne Dailly, rapporteur : rectification d'une erreur matérielle (p. 2000).

– L'intitulé du chapitre VI, ainsi modifié, est adopté (p. 2000).

Article 18 *(Art. 269-8 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 : nécessité de prévoir le rachat d'actions à dividende prioritaire sans droit de vote avant l'émission de ces actions)* (p. 2000).

Adopté : amendement n° 33 de M. Étienne Dailly, rapporteur : autorisation du rachat d'actions à dividende prioritaire sans droit de vote, préalable à l'émission de ces actions (p. 2000).

– L'article 18, ainsi modifié, est adopté (p. 2000).

Article 19 *(Art. 346 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 : sommes distribuables)* (p. 2000).

Adopté : amendement n° 34 de M. Étienne Dailly, rapporteur : définition du bénéfice distribuable et dispositions le concernant (p. 2001).

– L'article 19, ainsi modifié, est adopté (p. 2001).

Article 20 *(Art. 347 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 : acomptes sur dividendes)* (p. 2001).

Adopté : amendement n° 39 de M. Étienne Dailly, rapporteur : conditions d'attribution des acomptes sur dividende (p. 2001).

– L'article 20, ainsi modifié, est adopté (p. 2001).

Article 21 *(Art. 350 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 : répétition des dividendes fictifs).* – Adopté (p. 2001).

Article 22 *(Art. 48 de la loi du 24 juillet 1867 sur les sociétés : clause de variabilité du capital social)* (p. 2001).

Adopté : amendement n° 35 de M. Étienne Dailly, rapporteur : suppression dans cet article relatif aux variations de capital, de la mention des sociétés d'intérêt collectif agricole (SICA) et des sociétés d'investissement à capital variable (SICAV) (p. 2002).

– L'article 22, ainsi modifié, est adopté (p. 2002).

Article 23 *(Article premier de la loi n° 79-12 du 3 janvier 1979 : montant du capital social dans les SICAV)* (p. 2002).

Adopté : amendement n° 36 de M. Étienne Dailly, rapporteur : fixation par les statuts des limites minimale et maximale du capital social et prise en compte pour l'émission ou le rachat d'actions (p. 2002).

– L'article 23, ainsi modifié, est adopté (p. 2002).

Après l'article 23 (p. 2002).

Adopté : amendement n° 37 (art. additionnel) de M. Étienne Dailly, rapporteur : suppression de la variabilité du capital et possibilité de cession des actions à un fonds commun de placement (p. 2003).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2003).

Article 24 *(Dispositions relatives à l'entrée en vigueur de la loi)* (p. 2003).

Adopté : amendement n° 38 de M. Étienne Dailly, rapporteur : délais d'applicabilité de la loi et harmonisation des statuts des sociétés (p. 2003).

– L'article 24, ainsi modifié, est adopté (p. 2003).

Article 25 *(Applicabilité de la réforme aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte).* – Adopté (p. 2003).

Explications de vote :

Intervention de M. Robert Badinter, ministre de la justice (p. 2003) : collaboration entre la Commission des lois et le Gouvernement ; améliorations apportées au texte.

– *M. Étienne Dailly* (p. 2003) : collaboration entre la Commission des lois et le Gouvernement, soulignée par le garde des sceaux.

Adoption [14 octobre 1981] (p. 2003).

Discussion (deuxième lecture)

[18 décmbre 1981] (p. 4364, 4372).

I. – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 4364, 4365) : *MM. Robert Badinter, ministre de la justice ; Étienne Dailly, rapporteur de la Commission des lois.*

COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES (directives du Conseil) : Badinter (Robert) (p. 4365) ; Dailly (Étienne) (p. 4365).

SOCIÉTÉS COMMERCIALES : Badinter (Robert) (p. 4364, 4365) ; Dailly (Étienne) (p. 4365).

II. – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4365, 4372) : *MM. Étienne Dailly, rapporteur ; Robert Badinter, ministre ; Michel Dreyfus Schmidt ; François Collet.*

Article 9 (p. 4365).

Adopté : amendement n° 1 de M. Étienne Dailly : réduction du capital à un montant inférieur ne pouvant être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital (p. 4365).

– L'article 9, ainsi modifié, est adopté (p. 4365).

Article 9 *bis A.* – Adopté (p. 4365).

Article 13. – (p. 4366).

Retiré : amendement n° 2 de M. Étienne Dailly, rapporteur : absence d'autorisation de l'assemblée générale pour une société lorsque l'acquisition de ses actions est nécessaire pour éviter un dommage grave et imminent et information des commissaires au compte préalablement aux acquisitions projetées par le conseil d'administration (p. 4371 ; précédemment réservé p. 4369).

– L'article 13 est adopté (p. 4371).

Article 14 (p. 4369).

Adopté : amendement n° 3 de M. Étienne Dailly, rapporteur : suppression de l'injonction aux sociétés par la Commission des opérations de bourse (COB) de suspendre toute opération sur leurs propres titres et demande par la COB à la chambre syndicale des agents de change de prendre toutes mesures pour empêcher l'exécution des ordres des sociétés transmis directement ou indirectement (p. 4371).

– L'article 14, ainsi modifié, est adopté (p. 4371).

Article 14 *bis.* – Adopté (p. 4371).

Article 15 *bis.* (p. 4371).

Adopté : amendement n° 4 de M. Étienne Dailly, rapporteur : restitution d'actions prises en gage (p. 4371).

– L'article 15 *bis,* ainsi modifié, est adopté (p. 4371).

Article 19 et 22. – Adoptés (p. 4372).

Article 24 (p. 4372).

Adopté : amendement rédactionnel n° 5 de M. Étienne Dailly, rapporteur (p. 4372).

– L'article 24, ainsi modifié, est adopté (p. 4372).

Adoption [18 décembre 1981] (p. 4372).

(Sociétés commerciales.)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** art. 4.
UNIONS COMMERCIALES.

(Société anonyme usine Beaufort [SAUB].)

Voir COLLECTIVITÉS LOCALES, **2,** DG.

(Sociétés anonymes.)

Voir SOCIÉTÉS COMMERCIALES, **1,** DG.

(Sociétés à responsabilité limitée [SARL] dites « familiales ».)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Commerce et artisanat.

(Sociétés de vente par correspondance.)

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **21.**

SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES OUVRIÈRES DE PRODUCTION (SCOP)

Voir COLLECTIVITÉS LOCALES, **2,** DG.

SOCIÉTÉS D'AMÉNAGEMENT FONCIER ET D'ÉTABLISSEMENT RURAL (SAFER)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Agriculture.
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **4,** DG.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **71.**

SOCIÉTÉS D'AUDIT

Voir QUESTION ORALE, n° **167.**

SOCIÉTÉS D'ÉCONOMIE MIXTE

Voir COLLECTIVITÉS LOCALES, **2,** DG.

SOCIÉTÉS DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL (SDR)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Charges communes.

SOCIÉTÉS D'INTÉRÊT COLLECTIF AGRICOLE POUR L'ÉLECTRIFICATION (SICAE)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Agriculture.

SOCIÉTÉS MULTINATIONALES

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Postes et télécommunications.
NATIONALISATION, **1,** DG.

SOLDAT (condition du)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Défense.

SOLDES

Voir LIVRES, **1,** DG.

SOLIDARITÉ NATIONALE

Voir ÉTRANGERS, **1,** DG.
LOI DE FINANCES, **1,** Solidarité nationale, santé.
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **1,** DG.
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **4,** DG.
PLAN, **1,** DG.
RAPATRIÉS, **2,** DG.

SONDAGES ET ENQUÊTES

1. — **Proposition de loi relative aux sondages d'opinion,** présentée par M. Charles Lederman, sénateur et plusieurs de ses collègues (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 20 décembre 1980. — 2 avril 1981) [n° **233** (1980-1981)]. — Renvoi à la Commission des lois.

(Sondages et enquêtes.)

Voir PEINE DE MORT, **1,** DG ; question préalable.

« SONY » (société)

Voir LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **1,** DG.

SOURDS ET SOURDS-MUETS

Voir QUESTION ORALE, n° **147.**

SOUS-EMPLOI

Voir RAPPORT D'INFORMATION, n° **9.**

SOUS-MARINS NUCLÉAIRES LANCEURS D'ENGINS (SNLE)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Défense.

SOUS-TRAITANCE

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Industrie ; Journaux officiels ; Commerce extérieur ; Imprimerie nationale.

NATIONALISATION, **1,** DG ; nouvelle lecture, DG.

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **60.**

TRAVAILLEURS ÉTRANGERS, **1,** CMP.

SPÉCULATION FONCIÈRE

Voir BAUX, **1,** DG.

LOI DE FINANCES, **1,** Agriculture.

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n^{os} **4, 66.**

SPOLIATIONS

Voir RAPATRIÉS, **2,** DG.

SPORTS

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Temps libre.

QUESTION ORALE, n° **90** (J.O. du 29 janvier 1981).

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n^{os} **50, 51.**

(Sports de haut niveau.)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Temps libre.

(Sports scolaire et universitaire.)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Éducation nationale ; Temps libre.

SRI LANKA

Voir TRAITÉS ET CONVENTIONS, **6,** DG.

STADES SPORTIFS

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Temps libre.

STAGES PROFESSIONNELS

Voir LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **1,** DG.

STATIONS D'ÉPURATION

Voir QUESTION ORALE, n° **126.**

STATIONS-SERVICE

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Industrie ; Commerce et artisanat.

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **478.**

STATISTIQUES

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Commerce et artisanat ; Plan et aménagement du territoire.

QUESTION ORALE, n° **96** (J.O. du 19 février 1981).

STOCKAGE (céréales)

Voir QUESTION ORALE, n° **45.**

STUPÉFIANTS

1. — **Proposition de loi tendant à mener une lutte rigoureuse contre l'usage de la drogue, à la répression du trafic de stupéfiants, à l'organisation des soins pour les toxicomanes ainsi qu'à leur réinsertion sociale,** présentée par Mme Hélène Luc, sénateur et plusieurs de ses collègues (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 20 décembre 1980. — 2 avril 1981) [n° **222** (1980-1981)]. — Renvoi à la Commission des affaires sociales.

(Stupéfiants.)

Voir QUESTION ORALE, n^{os} **92** (J.O. du 29 janvier 1981), **106** (J.O. du 12 mars 1981), **28.**

SUCCESSIONS

1. — **Proposition de loi modifiant l'article 968 du code civil interdisant les testaments conjonctifs,** présentée par M. Guy Robert, sénateur (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 20 décembre 1980. — 2 avril 1981) [n° **242** (1980-1981)]. — Renvoi à la Commission des lois.

(Succession [droits de].)

Voir LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **1,** DG.

(Successions.)

Voir QUESTION ORALE, n° **98** (J.O. du 19 février 1981).

SUCRE

Voir LOI DE FINANCES, **1,** DG ; Départements et territoires d'outre-mer ; Commerce extérieur.

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **66.**

SUÈDE

Voir TRAITÉS ET CONVENTIONS, **14,** DG.

SUFFRAGE UNIVERSEL

Voir PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE.

SUISSE

Voir TRAITÉS ET CONVENTIONS, n° **9.**

SURGÉNÉRATEURS

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **25.**

SYNDICATS PROFESSIONNELS

Voir AMNISTIE, **1,** DG.

DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, **1, 2.**

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, **1,** DG.

LIBERTÉS PUBLIQUES, **2,** DG.

LOI DE FINANCES, **1,** DG ; Services du Premier ministre. — I. — Services généraux ; Commerce extérieur ; Travail.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **2,** DG.

NATIONALISATION, **1,** DG ; nouvelle lecture, DG.

QUESTIONS ORALES, n^{os} **44, 49, 114, 120, 131, 159, 169.**

SYNDICS ET ADMINISTRATEURS JUDICIAIRES

Voir LOI DE FINANCES, **1,** art. 13 *bis.*

SYSTÈME DE STABILISATION DES EXPORTATIONS

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Relations extérieures. – I. – Services diplomatiques et généraux. – II. – Coopération ; Départements et territoires d'outre-mer.

SYSTÈME MONÉTAIRE EUROPÉEN (SME)

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, **3.**

SYSTÈME MONÉTAIRE INTERNATIONAL (SMI)

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, **1.**
TRAITÉS ET CONVENTIONS, **7,** DG.

T

TABAC

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Agriculture.

TABACS ET ALLUMETTES

Voir LOI DE FINANCES, **1,** art. 21.

TABAGISME

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Environnement ; Agriculture ; Solidarité nationale, Santé.

TAHITI

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **46.**

TANIO (pétrolier)

Voir LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **1,** DG.
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **3,** DG.
TRAITÉS ET CONVENTIONS, **12,** DG.

TARIFS PUBLICS (tarifs postaux)

Voir POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS (tarifs postaux).

TAXE D'APPRENTISSAGE

Voir LOI DE FINANCES, **1,** art. 29.

TAXE DE CO-RESPONSABILITÉ SUR LE LAIT

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Relations extérieures. – I. – Services diplomatiques et généraux. – II. – Coopération ; Agriculture.
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **4,** DG.

TAXE DE FRANCISATION (navires de plaisance.)

Voir FRANCISATION ET NAVIGATION (droits de)

TAXE DE SÉJOUR

Voir QUESTION ORALE, n° **157.**

TAXE D'HABITATION

Voir LOI DE FINANCES, **1,** DG : Intérieur et décentralisation ; Budget.

TAXE DIFFÉRENTIELLE SUR LES MOTOCYCLETTES

Voir LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **1,** DG : CMP.

TAXE DIFFÉRENTIELLE SUR LES VÉHICULES A MOTEUR (VIGNETTE)

1. – **Proposition de loi tendant à supprimer la taxe différentielle sur les véhicules à moteur de moins de 6 CV fiscaux,** présentée par M. Pierre Vallon, sénateur (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 31 juillet 1981. – 8 septembre 1981) [n° **351** (1981-1982)]. – Renvoi à la Commission des finances.

(Taxe différentielle sur les véhicules à moteur [vignette].)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** DG : art. 22.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **1.**

TAXE INTÉRIEURE SUR LES CARBURANTS

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, **2.**
LOI DE FINANCES, **1,** art. 18 ; art. 18 *bis.*
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **1,** DG.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **25.**

TAXE PROFESSIONNELLE

– Dépôt d'un **rapport du gouvernement** établi en application de l'article 33 de la loi n° 80-10 du 10 janvier 1981 modifiant l'assiette de la taxe professionnelle [25 novembre 1981] (p. 3118).

(Taxe professionnelle)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** DG : Commerce et artisanat ; Intérieur et décentralisation ; Charges communes.
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **1,** DG.
QUESTION ORALE, n° **92.**

TAXES FONCIÈRES SUR LES PROPRIÉTÉS BÂTIES ET NON BÂTIES

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Agriculture ; Intérieur et décentralisation.

(Exonérations)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** art. 27 *bis.*

TAXES PARAFISCALES

Voir LOI DE FINANCES, **1,** art. 58.

TAXE SPÉCIALE SUR LA PUBLICITÉ TÉLÉVISÉE

Voir LOI DE FINANCES, **1,** art. 26.

TAXE SPÉCIALE SUR LES AÉRONEFS

Voir LOI DE FINANCES, **1,** art. 23 *bis.*

TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE (TVA)

1. – **Proposition de loi tendant à supprimer la taxe à la valeur ajoutée sur les attributions de charbon aux agents des houillières,** présentée par M. Paul Jargot, sénateur et plusieurs de ses collègues [3 novembre 1981]. [n° **46** (1981-1982)]. – Renvoi à la Commission des finances.

(Taxe sur la valeur ajoutée [TVA].)

Voir BAUX, **1,** DG.
DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, **2.**
LOI DE FINANCES, **1,** DG : Services du Premier ministre. – I. – Services généraux : information ; Relations extérieures. – I. – Services diplomatiques et généraux. – II. – Coopération ; art. 19 ; art. 20 ; art. 27 ; art. 84.
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **3,** DG.
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **4,** DG ; Nouvelle lecture, DG.
QUESTION ORALE, n° **59.**

(Taxe sur la valeur ajoutée [TVA] [hôtellerie de luxe et quatre étoiles].)

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Temps libre.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, DG ; CMP.

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 15.

(Taxe sur la valeur ajoutée [TVA] [sécurité sociale].)

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Commerce extérieur.

TAXE SUR LE COLZA, LA NAVETTE ET LE TOURNESOL

Voir LOI DE FINANCES, 1, art. 34.

TAXE SUR LES ALCOOLS

Voir LOI DE FINANCES, 1, DG.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, DG.

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 3.

TAXE SUR LES CÉRÉALES

Voir LOI DE FINANCES, 1, art. 34.

TAXE SUR LES CORPS GRAS D'IMPORTATION

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Prestations sociales agricoles.

TAXE SUR LES HUILES

Voir LOI DE FINANCES, 1, art. 33.

TAXE SUR LES PERMIS DE CONDUIRE ET CARTES GRISES

Voir LOI DE FINANCES, 1, art. 24 *bis*.

TAXE SUR LES PRIMES D'ASSURANCE AUTOMOBILE

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Solidarité nationale, santé.

TAXE SUR LES VINS

Voir LOI DE FINANCES, 1, art. 25 ; art. 25 *bis*.

TAXE UNIQUE SUR LES PRODUITS FORESTIERS

Voir LOI DE FINANCES, 1, art. 30.

TAXIS

Voir QUESTION ORALE, n° 160.

TCHAD

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 479.

TÉLÉ-ALARME

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Postes et télécommunications.

TÉLÉCOMMUNICATIONS

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Postes et télécommunications.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, DG.

PLAN, 1, DG.

QUESTION ORALE, n° 86 (J.O. du 8 janvier 1981).

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 488.

TÉLÉDIFFUSION DE FRANCE (TDF)

Voir RADIODIFFUSION TÉLÉVISION (TÉLÉDIFFUSION DE FRANCE TDF)

TÉLÉMATIQUE

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Services du Premier ministre. – I. – Services généraux : information ; Recherche et technologie ; Postes et télécommunications ; Imprimerie nationale ; Anciens Combattants.

TÉLÉPHONE

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Postes et télécommunications.

QUESTIONS ORALES, n° 126 (J.O. du 16 avril 1981), 75.

(Téléphone [annuaire électronique].)

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Postes et télécommunications.

(Téléphone [annuaire téléphonique].)

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Imprimerie nationale.

(Téléphone [facturation du].)

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Postes et télécommunications.

TÉLÉPHONE (industrie.)

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 488.

TÉLÉTEL

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Postes et télécommunications.

TÉLÉVISION

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Services du Premier ministre. – I. – Services généraux : information ; Culture ; Radiodiffusion, Télévision française.

RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION

(Télévision [programmes].)

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Temps libre.

(Télévision [retransmission des débats du Sénat].)

Voir Radiodiffusion, 1, DG.

(Télévision scolaire)

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 35.

« TEMPS LIBRE »

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Culture.

Plan, 1, DG.

TEMPS LIBRE (ministère du)

Voir COLLECTIVITÉS LOCALES, 2, DG.

LOI DE FINANCES, 1 : Temps libre.

TERRES AGRICOLES

Voir LOI DE FINANCES, 1, DG : Urbanisme et logement ; Agriculture.

TERRITOIRES D'OUTRE-MER (TOM)

Voir COLLECTIVITÉS LOCALES, 2, DG.

LOI DE FINANCES, 1 : Éducation nationale ; Départements et territoires d'outre-mer ; Solidarité nationale, santé ; Travail.

QUESTION ORALES, n° 113 (J.O. du 3 avril 1981).

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, nos 15, 46, 64.

TERRORISME

Voir JUSTICE, 1, DG.

PEINE DE MORT, 1, DG.

TESTAMENTS

Voir QUESTION ORALE, n° 98 (J.O. du 19 février 1981).

TEXTILE (industrie)

1. – **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les difficultés actuelles de l'industrie textile,** présentée par M. Christian Poncelet, sénateur [7 novembre 1980]

[n° **90** (1980-1981)]. – Renvoi à la commission des affaires économiques. – Pour avis à la Commission des lois. – Rapport de M. Maurice Schumann, en remplacement de M. Jacques Braconnier, rapporteur [17 décembre 1980] [n° **191** (1980-1981)]. – Avis de M. Pierre Carous [18 décembre 1980] [n° **196** (1980-1981)]. – Discussion [18 décembre 1980] (p. 6423, 6426). – Adoption [18 décembre 1980] (n° **44**). – Élection des membres de la Commission [19 décembre 1980] (p. 6486).

Composition de la Commission d'enquête

Membres : MM. Germain Authié, Roger Boileau, Michel Crucis, Michel Dreyfus-Schmidt, Paul Girod, Henri Goetschy, Bernard-Charles Hugo, Jean Mercier, Bernard Parmantier, Pierre Perrin, Jules Roujon, Jean Sauvage, Maurice Schumann, Franck Sérusclat, Charles Zwickert.

Bureau : M. Pierre Vallon, président ; MM. Roland Grimaldi, Michel Miroudot, René Touzet, vice-présidents ; M. Hector Viron, secrétaire ; M. Christian Poncelet, rapporteur.

Rapport présenté au nom de la Commission d'enquête sur les difficultés actuelles de l'industrie textile et de l'habillement par MM. Pierre Vallon et Christian Poncelet (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 7 avril 1981. – 2 juillet 1981) [n° **282** (1980-1981)].

(Textile [industrie].)

Voir HABILLEMENT, **1.**

LOI DE FINANCES, **1** : Industrie ; Commerce extérieur.

NATIONALISATION, **1**, DG.

PLAN, **1**, DG ; nouvelle lecture, DG.

QUESTIONS ORALES, n[os] **3, 164.**

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n[os] **489, 21, 31, 36, 37, 58, 59, 70, 73, 74, 84.**

TEXUNION (société)

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **21.**

THÉATRES DRAMATIQUES

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Culture.

THÉATRES NATIONAUX

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Culture.

PLAN, **1**, DG.

THERMALISME

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Temps libre ; Solidarité nationale, santé.

THOMSON-BRANDT (société)

Voir NATIONALISATION, **1.**

QUESTION ORALE, n° **106.**

TICKET MODÉRATEUR

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **481.**

SÉCURITÉ SOCIALE, **2**, DG.

TIERCE PERSONNE

Voir QUESTION ORALE, n° **140.**

THIERRY (société de vêtements Armand Thierry)

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **21.**

TIERS MONDE

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, **1.**

PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT

QUESTION ORALE, n° **115** (J.O. du 3 avril 1981).

TIMBRE (droit de)

Voir LOI DE FINANCES, **1**, art. 18 et 28 *bis.*

TISSU CARDÉ

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **21.**

TOURISME

1. – **Proposition de loi portant réforme de l'organisation régionale du tourisme,** présentée par M. Louis Perrein, sénateur et plusieurs de ses collègues (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 20 décembre 1980. – 2 avril 1981) [n° **220** (1980-1981)]. – Renvoi à la Commission des affaires économiques et du plan.

(Tourisme.)

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Plan et aménagement du territoire ; Temps libre ; Départements et territoires d'outre-mer.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **1**, DG.

QUESTION ORALE, n° **61.**

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n[os] **1, 15, 46.**

(Tourisme fluvial.)

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Transports ; Temps libre.

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **20.**

(Tourisme rural.)

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Temps libre.

(Tourisme social.)

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Temps libre.

LOI DE FINANCES RECTIVICATIVE, **1**, DG.

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **15.**

TOXICOMANIE

Voir DROGUE (LUTTE CONTRE LA)

LOI DE FINANCES, **1** : Solidarité nationale, santé.

STUPÉFIANTS

TABAGISME

TRACTEURS

Voir QUESTION ORALE, n° **141.**

TRAIN A GRANDE VITESSE (TGV)

LOI DE FINANCES, **1** : Transports ; Commerce extérieur.

QUESTION ORALE, n° **41.**

TRAITEMENTS ET INDEMNITÉS

Voir FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS.

QUESTION ORALE, n° **47.**

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **497.**

TRAITÉS ET CONVENTIONS

1. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Sénégal sur la formation en vue du retour et de l'insertion dans l'économie sénégalaise des travailleurs ayant émigré temporairement en France,** présenté au nom de M. Raymond Barre, Premier ministre, par M. Jean François-Poncet, ministre des affaires étrangères [2 avril 1981] [n° **249** (1980-1981)]. – Renvoi à la Commission des affaires étrangères. – Rapport de M. Pierre Matraja [2 juillet 1981] [n° **293** (1980-1981)]. – Discussion [8 juillet 1981] (p. 826, 827). – Adoption [8 juillet 1981] (n° **73**).

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (PREMIÈRE LECTURE) [9 juillet 1981] (n° **81**). – Renvoi à la Commission des affaires étrangères. – Rapport de M. Maurice Adevah-Poeuf [26 novembre 1981] (n° **570**). – Discussion [17 décembre 1981]. – Adoption [17 décembre 1981] (n° **80**).

PROMULGATION : Loi n° 81-1139 du 24 décembre 1981 (J.O. Lois et décrets du 26 décembre 1981).

Discussion (première lecture)

[8 juillet 1981] (p. 826, 827).

I. – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 826, 827) ; *MM. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures ; Pierre Matraja, rapporteur de la Commission des affaires étrangères.*

FORMATION PROFESSIONNELLE : Cheysson (Claude) (p. 826) ; Matraja (Pierre) (p. 827).

TRAVAILLEURS ÉTRANGERS : Cheysson (Claude) (p. 826) ; Matraja (Pierre) (p. 827).

II. – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 827)

Article unique *(Autorisation d'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Sénégal sur la formation en vue du retour et de l'insertion dans l'économie sénégalaise des travailleurs ayant émigré temporairement en France, signé à Dakar le 1er décembre 1980).* – Adopté (p. 827).

Adoption (8 juillet 1981) (p. 827).

2. – **Projet de loi autorisant la ratification d'une Convention entre la République française et la République populaire hongroise relative à l'entraide judiciaire en matière civile et familiale, à la reconnaissance et à l'exécution des décisions ainsi qu'à l'entraide judiciaire en matière pénale et à l'extradition,** présenté au nom de M. Raymond Barre, Premier ministre, par M Jean François-Poncet, ministre des affaires étrangères [2 avril 1981] [n° **250** (1980-1981)]. – Renvoi à la Commission des affaires étrangères. – Rapport de M. Serge Boucheny [2 juillet 1981] [n° **294** (1980-1981)]. – Discussion [8 juillet 1981] (p. 827, 828). – Adoption [8 juillet 1981] (n° **74**).

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (PREMIÈRE LECTURE) [9 juillet 1981] (n° **85**). – Renvoi à la Commission des affaires étrangères. – Rapport de M. Pierre Lagorce [16 juillet 1981] (n° **115**). – Discussion]14 octobre 1981]. – Adoption [14 octobre 1981] (n° **49**).

PROMULGATION : Loi n° 81-942 du 17 octobre 1981 (J.O. Lois et décrets du 20 octobre 1981).

Discussion (première lecture)

[8 juillet 1981] (p. 827, 828).

I. – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 827, 828) : *MM. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures, Serge Boucheny, rapporteur de la Commission des affaires étrangères.*

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION : Boucheny (Serge) (p. 827).

CRIMES ET DÉLITS : Cheysson (Claude) (p. 827) ; Boucheny (Serge) (p. 828).

DROIT DE GARDE (mineurs) : Cheysson (Claude) (p. 827).

ENTRAIDE JUDICIAIRE : Cheysson (Claude) (p. 827) ; Boucheny (Serge) (p. 827, 828).

EXTRADITION : Cheysson (Claude) (p. 827) ; Boucheny (Serge) (p. 828).

HONGRIE : Cheysson (Claude) (p. 827) ; Boucheny (Serge) (p. 827, 828).

II. – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 828)

Article unique *(Autorisation de ratification de la convention entre la République française et la République populaire hongroise relative à l'entraide judiciaire en matière civile et familiale, à la reconnaissance et à l'exécution des décisions ainsi qu'à l'entraide judiciaire en matière pénale et à l'extradition. Signée à Budapest le 31 juillet 1980).* – Adopté (p. 828).

Adoption [8 juillet 1981] (p. 828).

3. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire de Chine sur l'établissement de postes consulaires,** présenté au nom de M. Raymond Barre, Premier ministre, par M. Jean François-Poncet, ministre des affaires étrangères [2 avril 1981] [n° **251** (1980-1981)]. – Renvoi à la Commission des affaires étrangères. – Rapport de M. Roger Poudonson [2 juillet 1981] [n° **295** (1980-1981)]. – Discussion [8 juillet 1981] (p. 828). – Adoption [8 juillet 1981] (n° **75**).

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (PREMIÈRE LECTURE) [9 juillet 1981] (n° **84**). – Renvoi à la Commission des affaires étrangères. – Rapport de M. Pierre Raynal [24 juillet 1981] (n° **228**). – Discussion [24 juillet 1981]. – Adoption [24 juillet 1981] (n° **9**).

PROMULGATION : Loi n° 81-748 du 5 août 1981 (J.O. Lois et décrets du 6 août 1981).

Discussion (première lecture)

[8 juillet 1981] (p. 828).

I. – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 828) : *MM. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures ; Roger Poudonson, rapporteur de la Commission des affaires étrangères.*

CORPS DIPLOMATIQUE ET CONSULAIRE : Cheysson (Claude) (p. 828) ; Poudonson (Roger) (p. 828).

II. – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 828)

Article unique *(Autorisation d'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaine de Chine sur l'établissement de postes consulaires (ensemble un échange de lettres), signé à Pékin le 17 octobre 1980).* – Adopté (p. 828).

Adoption [8 juillet 1981] (p. 828).

4. – **Projet de loi autorisant la ratification de quatre Protocoles portant modification de la convention de Varsovie du 12 octobre 1929 pour l'unification de certaines règles relatives au transport aérien international,** présenté au nom de M. Raymond Barre, Premier ministre, par M. Jean François-Poncet, ministre des affaires étrangères [2 avril 1981] [n° **252** (1980-1981)]. – Renvoi à la Commission des affaires étrangères. – Rapport de M. Pierre Matraja [9 juillet 1981] [n° **305** (1980-1981)]. – Discussion [15 juillet 1981] (p. 884, 885). – Adoption [15 juillet 1981] (n° **79**).

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (PREMIÈRE LECTURE) [16 juillet 1981] (n° **107**). – Renvoi à la Commission des affaires étrangères. – Rapport de M. François Asensi [5 novembre 1981] (n° **496**). – Discussion [26 novembre 1981]. – Adoption [26 novembre 1981] (n° **65**).

PROMULGATION : Loi n° 81-1079 du 8 décembre 1981 (J.O. Lois et décrets du 9 décembre 1981).

Discussion (première lecture)

[15 juillet 1981] (p. 884, 885).

I. – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 884, 885) : *MM. André Chandernagor, ministre chargé des affaires européennes ; Pierre Matraja, rapporteur de la Commission des affaires étrangères.*

RESPONSABILITÉ CIVILE : Chandernagor (André) (p. 884) ; Matraja (Pierre) (p. 884, 885).

TRANSPORTS AÉRIENS : Chandernagor (André) (p. 884) ; Matraja (Pierre) (p. 884, 885).

II. – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 885)

Article 1er *(Autorisation de la ratification du protocole additionnel n° 1 portant modification de la convention pour l'unification de*

certaines règles relatives au transport aérien international, signée à Varsovie le 12 octobre 1929, fait à Montréal le 25 septembre 1975). – Adopté (p. 885).

Article 2 *(Autorisation de la ratification du protocole additionnel n° 2 portant modification de la convention pour l'unification de certaines règles relatives au transport aérien international, signée à Varsovie le 12 octobre 1929, amendée par le protocole fait à La Haye le 28 septembre 1955, fait à Montréal le 25 septembre 1975).* – Adopté (p. 885).

Article 3 *(Autorisation de la ratification du protocole additionnel n° 3 portant modification de la convention pour l'unification de certaines règles relatives au transport aérien international, signée à Varsovie le 12 octobre 1929, amendée par le protocole fait à La Haye le 28 septembre 1955 et par le protocole fait à Guatemala le 8 mars 1971, fait à Montréal le 25 septembre 1975).* – Adopté (p. 885).

Article 4 *(Autorisation de la ratification du protocole additionnel n° 4 portant modification de la convention pour l'unification de certaines règles relatives au transport aérien international, signée à Varsovie le 12 octobre 1929, amendée par le protocole fait à La Haye le 28 septembre 1955, fait à Montréal le 25 septembre 1975).* – Adopté (p. 885).

Adoption [15 juillet 1981] (p. 885).

5. – **Projet de loi autorisant le Gouvernement à approuver l'accord international de 1979 sur le caoutchouc naturel,** présenté au nom de M. Raymond Barre, Premier Ministre, par M. Jean François-Poncet, ministre des affaires étrangères [2 avril 1981] [n° **253** (1980-1981)]. – Renvoi à la Commission des affaires étrangères. – Rapport de M. Michel d'Aillières [2 juillet 1981] [n° **296** (1980-1981)]. – Discussion [8 juillet 1981] (p. 828, 829). – Adoption [8 juillet 1981] (n° **76**).

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (PREMIÈRE LECTURE) [9 juillet 1981] (n° **83**). – Renvoi à la Commission des affaires étrangères. – Rapport de M. Adrien Zeller [8 octobre 1981] (n° **464**). – Discussion [29 octobre 1981]. – Adoption [29 octobre 1981] (n° **53**).

PROMULGATION : Loi n° 81-990 du 6 novembre 1981 (J.O. Lois et décrets du 7 novembre 1981).

Discussion (première lecture)

[8 juillet 1981] (p. 828, 829).

I. – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 828, 829) : *MM. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures ; Jacques Chaumont, rapporteur de la Commission des affaires étrangères en remplacement de M. Michel d'Aillières.*

CAOUTCHOUC : Cheysson (Claude) (p. 828, 829) ; Chaumont (Jacques) (p. 829).

DIALOGUE NORD-SUD : Cheysson (Claude) (p. 828, 829) ; Chaumont (Jacques) (p. 829).

MATIÈRES PREMIÈRES : Cheysson (Claude) (p. 829).

II. – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 829)

Article unique *(Autorisation d'approbation de l'accord international sur le caoutchouc naturel fait à Genève le 6 octobre 1979).* – Adopté (p. 829).

Adoption [8 juillet 1981] (p. 829).

6. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République démocratique socialiste de Sri Lanka sur l'encouragement et la protection réciproque des investissements,** présenté au nom de M. Raymond Barre, Premier ministre, par M. Jean François-Poncet, ministre des affaires étrangères [2 avril 1981] [n° **254** (1980-1981)]. – Renvoi à la Commission des affaires étrangères. – Rapport de M. Émile Didier [9 juillet 1981] [n° **306** (1980-1081)]. – Discussion [15 juillet 1981] (p. 885, 886). – Adoption [15 juillet 1981] (n° **80**).

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (PREMIÈRE LECTURE) [16 juillet 1981] (n° **108**). – Renvoi à la Commission des affaires étrangères. – Rapport de M. Paul Duraffour [26 novembre 1981] (n° **574**). – Discussion [10 décembre 1981]. – Adoption [10 décembre 1981] (n° **73**).

PROMULGATION : Loi n° 81-1141 du 24 décembre 1981 (J.O. Lois et décrets du 26 décembre 1981).

Discussion (première lecture)

[15 juillet 1981] (p. 885, 886).

I. – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 885, 886) : *MM. André Chandernagor, ministre chargé des affaires européennes ; Émile Didier, rapporteur de la Commission des affaires étrangères.*

CENTRE INTERNATIONAL POUR LE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS RELATIFS AUX INVESTISSEMENTS (CIRDI) : Chandernagor (André) (p. 885).

INVESTISSEMENTS A L'ÉTRANGER : Chandernagor (André) (p. 885) ; Didier (Émile) (p. 886).

NATIONALISATION (indemnisation des actionnaires) : Chandernagor (André) (p. 885) ; Didier (Émile) (p. 886).

SRI LANKA : Chandernagor (André) (p. 885) ; Didier (Émile) (p. 885, 886).

II. – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 886)

Article unique *(Autorisation de l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République démocratique socialiste de Sri Lanka sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements, signée à Colombo le 10 avril 1980).* – Adopté (p. 886).

Adoption [15 juillet 1981] (p. 886).

7. – **Projet de loi autorisant l'adhésion au protocole à la convention du 19 mai 1956 relative au contrat de transport international de marchandises par route (CMR),** présenté au nom de M. Raymond Barre, Premier ministre, par M. Jean François-Poncet, ministre des affaires étrangères [2 avril 1981] [n° **255** (1980-1981)]. – Renvoi à la Commission des affaires étrangères. – Rapport de M. Albert Voilquin [9 juillet 1981] [n° **307** (1980-1981)]. – Discussion [15 juillet 1981] (p. 886). – Adoption [15 juillet 1981] (n° **81**).

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (PREMIÈRE LECTURE) [16 juillet 1981] (n° **106**). – Renvoi à la Commission des affaires étrangères. – Rapport de M. Pierre Raynal [26 novembre 1981] (n° **573**). – Discussion [17 décembre 1981]. – Adoption [17 décembre 1981] (n° **81**).

PROMULGATION : Loi n° 81-1140 du 24 décembre 1981 (J.O. Lois et décrets du 26 décembre 1981).

Discussion (première lecture)

[15 juillet 1981] (p. 886).

I. – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 886) : *MM. André Chandernagor, ministre chargé des affaires européennes ; Albert Voilquin, rapporteur de la Commission des affaires étrangères.*

SYSTÈME MONÉTAIRE INTERNATIONAL (SMI) : Chandernagor (André) (p. 886) ; Voilquin (Albert) (p. 886).

TRANSPORTS ROUTIERS INTERNATIONAUX : Chandernagor (André) (p. 886) ; Voilquin (Albert) (p. 886).

II. – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 886)

Article unique *(Autorisation d'adhésion au protocole à la convention relative au contrat de transport international de marchandises par route (CMR) du 19 mai 1956, fait à Genève le 5 juillet 1978).* – Adopté (p. 886).

Adoption [15 juillet 1981] (p. 886).

8. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'une Convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire hongroise tendant à éviter les doubles impositions en matières d'impôts sur le revenu et sur la fortune,** présenté au nom de M. Raymond Barre, Premier ministre, par M. Jean François-Poncet, ministre des affaires étrangères [2 avril 1981]]n° **256** (1980-1981)].

– Renvoi à la commission des finances. – Rapport de M. Yves Durant [2 juillet 1981] [n° **291** (1980-1981)]. – Discussion [8 juillet 1981] (p. 824, 825). – Adoption [8 juillet 1981] (n° **71**).

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (PREMIÈRE LECTURE) [9 juillet 1981] n° **87**). – Renvoi à la Commission des affaires étrangères. – Rapport de M. Pierre Lagorce [24 juillet 1981] (n° **231**). – Discussion [24 juillet 1981]. – Adoption [24 juillet 1981] (n° **4**).

PROMULGATION : Loi n° 81-749 du 5 août 1981 (J.O. Lois et décrets du 6 août 1981).

Discussion (première lecture)

[8 juillet 1981] (p. 824, 825).

I. – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 824, 825) : *MM. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures ; Yves Durand, rapporteur de la Commission des finances.*

COMMERCE EXTÉRIEUR : Cheysson (Claude) (p. 824) ; Durand (Yves) (p. 825).

IMPÔTS (doubles impositions) : Cheysson (Claude) (p. 824).

INVESTISSEMENTS (à l'étranger) : Durand (Yves) (p. 825).

HONGRIE (entreprises) : Durant (Yves) (p. 825).

TRANSPORTS ROUTIERS : Cheysson (Claude) (p. 824) ; Durand (Yves) (p. 825).

II. – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 825)

Article unique *(Autorisation d'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire hongroise tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (ensemble un Protocole), signée à Paris le 28 avril 1980).* – Adopté (p. 825).

Adoption [8 juillet 1981] (p. 825).

9. – **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse concernant le traitement fiscal des libéralités faites dans des buts désintéressés,** présenté au nom de M. Raymond Barre, Premier ministre, par M. Jean François-Poncet, ministre des affaires étrangères [2 avril 1981] [n° **257** (1980-1981)]. – Renvoi à la Commission des finances. – Rapport de M. Yves Durand [2 juillet 1981] [n° **292** (1980-1981)]. – Discussion [8 juillet 1981] (p. 825, 826). – Adoption [8 juillet 1981] (n° **72**).

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (PREMIÈRE LECTURE) [9 juillet 1981] (n° **86**). – Renvoi à la Commission des affaires étrangères. – Rapport de M. Claude-Gérard Marcus [5 novembre 1981] (n° **492**). – Discussion [26 novembre 1981]. – Adoption [26 novembre 1981] (n° **61**).

PROMULGATION : Loi n° 81-1078 du 8 décembre 1981 (J.O. Lois et décrets du 9 décembre 1981).

Discussion (première lecture)

[8 juillet 1981] (p. 825, 826).

I. – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 825, 826) : *MM. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures ; Yves Durand, rapporteur de la Commission des finances.*

MUTATIONS A TITRE GRATUIT (Droits) : Cheysson (Claude) (p. 826) ; Durant (Yves) (p. 826).

II. – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 826)

Article unique *(Autorisation d'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse concernant le traitement fiscal des libéralités faites dans des buts désintéressés, signé à Paris le 30 octobre 1979).* – Adopté (p. 826).

Adoption [8 juillet 1981] (p. 826).

10. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord de coopération culturelle, scientifique et technique et d'un protocole entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire révolutionnaire de Guinée,** présenté au nom de M. Raymond Barre, Premier ministre, par M. Jean François-Poncet, ministre des affaires étrangères [2 avril 1981] [n° **258** (1980-1981)]. – Renvoi à la Commission des affaires étrangères. – Rapport de M. Philippe Machefer [2 juillet 1981] [n° **297** (1980-1981)]. – Discussion [8 juillet 1981] (p. 829, 830). – Adoption [8 juillet 1981] (n° **77**).

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (PREMIÈRE LECTURE) [9 juillet 1981] (n° **82**). – Renvoi à la Commission des affaires étrangères. – Rapport de M. Pierre Lagorce [24 juillet 1981] (n° **235**). – Discussion [24 juillet 1981]. – Adoption [24 juillet 1981] (n° **5**).

PROMULGATION : Loi n° 81-745 du 5 août 1981 (J.O. Lois et décrets du 6 août 1981).

Discussion (première lecture)

[8 juillet 1981] (p. 829, 830).

I. – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 829, 830) : *MM. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures ; Philipe Machefer, rapporteur de la Commission des affaires étrangères.*

COOPÉRATION (Coopération culturelle, scientifique et technique) : Cheysson (Claude) (p. 829, 830) ; Machefer (Philippe) (p. 830).

FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER : Cheysson (Claude) (p. 830) ; Machefer (Philippe) (p. 830).

MINES ET CARRIÈRES : Machefer (Philippe) (p. 830).

II. – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 830)

Article unique *(Autorisation d'approbation de l'accord de coopération culturelle, scientifique et technique entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire révolutionnaire de Guinée et du protocole joint fixant le régime du personnel français mis par la France à la disposition de la Guinée en application de cet accord, signés à Paris le 26 juin 1979).* – Adopté (p. 830).

Adoption [8 juillet 1981] (p. 830).

11. – **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention internationale du travail n° 111 concernant la discrimination en matière d'emploi et de profession,** présenté au nom de M. Raymond Barre, Premier ministre, par M. Jean François-Poncet, ministre des affaires étrangères [2 octobre 1980] (n° **1921**). – Renvoi à la Commission des affaires étrangères. – Pour avis à la commission des affaires culturelles. – Rapport de M. Alain Vivien [11 décembre 1980] (n° **2146**). – Avis de M. Jacques Delong [4 décembre 1980] (n° **2121**). – Discussion [12 décembre 1980]. – Adoption [12 décembre 1980] (n° **405**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (PREMIÈRE LECTURE) [15 décembre 1980] [n° **177** (1980-1981)]. – Renvoi à la Commission des affaires étrangères. – Pour avis à la Commission des affaires sociales [19 décembre 1980]. – Rapport de M. Jacques Chaumont [2 avril 1981] [n° **265** (1980-1981)]. – Avis de M. Charles Bonifay [2 avril 1981] [n° **261** (1980-1981)]. – Discussion [7 avril 1981] (p. 538, 540). – Adoption [7 avril 1981] (n° **70**).

PROMULGATION : Loi n° 81-357 du 15 avril 1981 (J.O. Lois et décrets du 17 avril 1981).

Discussion (première lecture)

[7 avril 1981] (p. 538, 540).

I. – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 538, 540) : *MM. Philippe Machefer, en remplacement de M. Jacques Chaumont, rapporteur de la Commission des affaires étrangères ; Charles Bonifay, rapporteur pour avis de la Commission des affaires sociales ; Olivier Stirn, secrétaire d'État aux affaires étrangères.*

CODE DE LA NATIONALITÉ FRANÇAISE : Machefer (Philippe) (p. 538).

CODE DE LA SANTÉ PUBLIQUE : Machefer (Philippe) (p. 538).

DROITS DE L'HOMME : Machefer (Philippe) (p. 538, 539).

FEMMES : Bonifay (Charles) (p. 538).

FONCTION PUBLIQUE : Bonifay (Charles) (p. 538) ; Stirn (Olivier) (p. 539).

MAGISTRATURE : Bonifay (Charles) (p. 538) ; Stirn (Olivier) (p. 539).

MÉDECINS : Bonifay (Charles) (p. 538).

NATURALISATION : Stirn (Olivier) (p. 539).

ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL (OIT) : Machefer (Philippe) (p. 538) ; Bonifay (Charles) (p. 539).

PARLEMENT (rôle du) : Machefer (Phillipe) (p. 538, 539, 540) ; Bonifay (Charles) (p. 539).

TRAVAILLEURS ÉTRANGERS : Stirn (Olivier) (p. 539).

II. – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 540)

Article unique *(Autorisation d'approbation de la convention internationale du travail n° 111 concernant la discrimination en matière d'emploi et de profession adoptée par la Conférence internationale du travail à Genève le 25 juin 1958). – Adopté (p. 540).*

Adoption [7 avril 1981] (p. 540).

12. – **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention internationale de 1973 pour la prévention de la pollution par les navires telle que modifiée par le protocole de 1978,** présenté au nom de M. Raymond Barre, Premier ministre, par M. Jean François-Poncet, ministre des affaires étrangères [7 octobre 1980] [n° **13** (1980-1981)]. – Renvoi à la Commission des affaires étrangères. – Rapport de M. Antoine Andrieux [2 avril 1981] [n° **263** (1980-1981)]. – Discussion [7 avril 1981] (p. 529, 533). – Adoption [7 avril 1981] (n° **65**).

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (PREMIÈRE LECTURE) [7 juillet 1981] (n° 7). – Renvoi à la Commission des affaires étrangères. – Rapport de M. Pierre Raynal [16 juillet 1981] (n° **112**). – Discussion [24 juillet 1981]. – Adoption [24 juillet 1981] (n° **8**).

PROMULGATION : Loi n° 81-742 du 5 août 1981 (J.O. Lois et décrets du 6 août 1981).

Discussion (première lecture)

[7 avril 1981] (p. 529, 533).

I. – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 529, 532) : *MM. Antoine Andrieux, rapporteur de la Commission des affaires étrangères ; Olivier Stirn, secrétaire d'État aux affaires étrangères ; Édouard Bonnefous, Raymond Brun, André Morice, Anicet le Pors.*

AMOCO CADIZ (pétrolier) : Andrieux (Antoine) (p. 529, 531) ; Brun (Raymond) (p. 531) ; Le Pors (Anicet) (p. 532).

ASSURANCES MARITIMES : Stirn (Olivier) (p. 531) ; Bonnefous (Édouard) (p. 531, 532) ; Le Pors (Anicet) (p. 532).

MER (droit de la mer) : Andrieux (Antoine) (p. 531).

MER (ressources de la mer) : Andrieux (Antoine) (p. 530).

NAVIRES : Andrieux (Antoine) (p. 530).

PAVILLONS DE COMPLAISANCE : Andrieux (Antoine) (p. 529, 531) ; Bonnefous (Édouard) (p. 530, 531) ; Stirn (Olivier) (p. 531) ; Le Pors (Anicet) (p. 532).

POLLUTION (mer) : Andrieux (Antoine) (p. 529) ; Stirn (Olivier) (p. 530, 531) ; Bonnefous (Édouard) (p. 530, 531, 532) ; Le Pors (Anicet) (p. 532).

TANIO (pétrolier) : Morice (André) (p. 531, 532) ; Stirn (Olivier) (p. 531).

ZONE ÉCONOMIQUE MARITIME : Andrieux (Antoine) (p. 529).

II. – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 532, 533)

Article unique *(Autorisation d'approbation de la convention internationale de 1973 pour la prévention de la pollution par les navires (ensemble deux protocoles et cinq annexes), faite à Londres le 2 novembre 1973 telle que modifiée par le protocole de 1978 relatif à ladite convention (ensemble une annexe) fait à Londres le 17 février 1978). – Adopté (p. 532).*

Explications de vote :

– *M. Serge Boucheny (p. 532) :* vote favorable du groupe communiste sur le projet. Responsabilité des compagnies pétrolières internationales dans la pollution par les hydrocarbures. Inexistence, dans les ports de chargement en Méditerranée, des installations de traitement des eaux polluées. Responsabilité du gouvernement.

– *M. Marc Bécam (p. 533) :* progrès constitué par la convention. Votera le projet.

Adoption [7 avril 1981] (p. 533).

13. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention des Nations-Unies sur le transport de marchandises par mer,** présenté au nom de M. Raymond Barre, Premier ministre, par M. Jean François-Poncet, ministre des affaires étrangères [2 octobre 1980] (n° **1929**). – Renvoi à la Commission des affaires étrangères. – Rapport de M. Guy Guermeur [20 novembre 1980] (n° **2089**). – Discussion [4 décembre 1980]. – Adoption [4 décembre 1980] (n° **390**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (PREMIÉRE LECTURE) [4 décembre 1980] [n° **145** (1980-1981)]. – Renvoi à la Commission des affaires étrangères. – Rapport de M. Pierre Matraja [2 avril 1981] [n° **264** (1980-1981)]. – Discussion [7 avril 1981] (p. 533, 534). – Adoption [7 avril 1981] (n° **66**).

PROMULGATION : Loi n° 81-348 du 15 avril 1981 (J.O. Lois et décrets du 16 avril 1981).

Discussion (première lecture)

[7 avril 1981] (p. 533, 534).

I. – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 533) : *MM. Pierre Matraja, rapporteur de la Commission des affaires étrangères ; Olivier Stirn, secrétaire d'État aux affaires étrangères.*

CONNAISSEMENT : Matraja (Pierre) (p. 533) ; Stirn (Olivier) (p. 533).

TRANSPORT MARITIMES : Matraja (Pierre) (p. 533) ; Stirn (Olivier) (p. 533).

II. – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 534)

Article unique *(Autorisation d'approbation de la convention des Nations-Unies sur le transport de marchandises par mer, faite à Hambourg, le 31 mars 1978).* – Adopté (p. 534).

Adoption [7 avril 1981] (p. 534).

14. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention de sécurité sociale entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du Royaume de Suède (ensemble un protocole),** présenté au nom de M. Raymond Barre, Premier ministre, par M. Jean François-Poncet, ministre des affaires étrangères [2 octobre 1980] (n° **1928**). – Renvoi à la Commission des affaires étrangères. – Rapport de M. Pierre Joxe [27 novembre 1980] (n° **2107**). – Discussion [18 décembre 1980]. – Adoption [18 décembre 1980] (n° **414**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (PREMIÈRE LECTURE) [19 décembre 1981] [n° **203** (1980-1981]. – Renvoi à la Commission des affaires étrangères. – Rapport de M. Philippe Machefer [2 avril 1981] [n° **266** (1980-1981)]. – Discussion [7 avril 1981] (p. 537, 538). – Adoption [7 avril 1981] (n° **69**).

PROMULGATION : Loi n° 81-351 du 15 avril 1981 (J.O. Lois et décrets du 16 avril 1981).

Discussion (première lecture)

[7 avril 1981] (p. 537, 538).

I. – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 537) : *MM. Philippe Machefer, rapporteur de la Commission des affaires étrangères ; Olivier Stirn, secrétaire d'État aux affaires étrangères.*

ACCIDENTS DU TRAVAIL : Machefer (Philippe) (p. 537).

ASSURANCE MALADIE MATERNITÉ : Machefer (Philippe) (p. 537) ; Stirn (Olivier) (p. 537).

ASSURANCE VIEILLESSE : Machefer (Philippe) (p. 537).

CHÔMAGE : Machefer (Philippe) (p. 537) ; Stirn (Olivier) (p. 537).

MALADIES PROFESSIONNELLES : Machefer (Philippe) (p. 537).

SÉCURITÉ SOCIALE : Machefer (Philippe) (p. 537) ; Stirn (Olivier) (p. 537).

TRAVAILLEURS ÉTRANGERS : Machefer (Philippe) (p. 537) ; Stirn (Olivier) (p. 537).

II. – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 538)

Article unique *(Autorisation d'approbation de la convention de sécurité sociale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Suède, ensemble un protocole entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Suède, signés à Stockholm le 12 décembre 1979).* – Adopté (p. 538).

Adoption [7 avril 1981] (p. 538).

15. – **Projet de loi autorisant l'approbation de la Convention relative au concours en personnel apporté par la République française au fonctionnement des services publics de la République fédérale islamique des Comores, ensemble quatre Annexes et deux Protocoles, signée à Paris le 10 novembre 1978,** présenté au nom de M. Raymond Barre, Premier ministre, par M. Jean François-Poncet, ministre des affaires étrangères [25 février 1980] (n° **1578**). – Rapport de M. René Feït [14 mai 1980] (n° **1713**). – Discussion [9 décembre 1980]. – Adoption [9 décembre 1980] (n° **393**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (PREMIÈRE LECTURE) [10 décembre 1980] [n° **153** (1980-1981)]. – Renvoi à la Commission des affaires étrangères. – Rapport de M. Marcel Henry [7 avril 1981] [n° **272** (1980-1981)]. – Discussion [7 avril 1981] (p. 534, 537. – discussion commune avec celle du projet de la loi suivant n° 16). – Adoption [7 avril 1981] (n° **68**).

PROMULGATION : Loi n° 81-350 du 15 avril 1981 (J.O. Lois et décrets du 16 avril 1981).

Discussion (première lecture)

[7 avril 1981] (p. 534, 537).

I. – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 534, 536) : *MM. Marcel Henry, rapporteur de la Commission des affaires étrangères ; Jacques Habert, Olivier Stirn, secrétaire d'État aux affaires étrangères.*

COOPÉRANTS : Henry (Marcel) (p. 535).

FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS : Henry (Marcel) (p. 534, 535) ; Habert (Jacques) (p. 536) ; Stirn (Olivier) (p. 536).

MAYOTTE : Henry (Marcel) (p. 535).

II. – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 537)

Article unique *(Autorisation d'approbation de la Convention relative au concours en personnel apporté par la République française, au fonctionnement des services civils de la République fédérale islamique des Comores).* – Adopté (p. 537).

Adoption [7 avril 1981] (p. 537).

16. – **Projet de loi autorisant l'approbation de l'Accord de coopération en matière économique, monétaire et financière, de l'Accord de coopération monétaire et de la Convention relative aux conditions du concours militaire technique français, entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale islamique des Comores,** présenté au nom de M. Raymond Barre, Premier ministre, par M. Jean François-Poncet, ministre des affaires étrangères [23 mai 1980] (n° **1737**). – Renvoi à la Commission des affaires étrangères. – Rapport de M. René Feït [20 novembre 1980] (n° **2092**). – Discussion [9 décembre 1980]. – Adoption [9 décembre 1980] (n° **394**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (PREMIÈRE LECTURE) [10 décembre 1980] [n° **155** (1980-1981)]. – Renvoi à la Commission des affaires étrangères. – Rapport de M. Marcel Henry [7 avril 1981] [n° **273** (1980-1981)]. – Discussion [7 avril 1981] (p. 534, 537. – discussion commune avec celle du projet de loi précédent n° 15). – Adoption [7 avril 1981] (n° **67**).

PROMULGATION : Loi n° 81-349 du 15 avril 1981 (J.O. Lois et décrets du 16 avril 1981).

Discussion (première lecture)

[7 avril 1981] (p. 534, 537).

I. – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 534, 536) : *MM. Marcel Henry, rapporteur de la Commission des affaires étrangères ; Serge Boucheny, Philippe Machefer, Jacques Habert, Olivier Stirn, secrétaire d'État aux affaires étrangères.*

COOPÉRATION : Henry (Marcel) (p. 534, 535) ; Boucheny (Serge) (p. 535) ; Habert (Jacques) (p. 536) ; Stirn (Olivier) (p. 536).

COOPÉRATION MILITAIRE : Henry (Marcel) (p. 534) ; Boucheny (Serge) (p. 535) ; Machefer (Philippe) (p. 536).

ÉCOLES FRANÇAISES DE L'ÉTRANGER : Habert (Jacques) (p. 536) ; Stirn (Olivier) (p. 536).

MAYOTTE : Henry (Marcel) (p. 535) ; Boucheny (Serge) (p. 535).

TRANSPORTS AÉRIENS : Henry (Marcel) (p. 535).

II. – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 536, 537)

Article 1er *(Autorisation d'approbation de l'accord de coopération en matière économique, monétaire et financière entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République fédérale islamique des Comores).* – Adopté (p. 537).

Article 2 *(Autorisation d'approbation de l'accord de coopération monétaire).* – Adopté (p. 537).

Article 3 *(Autorisation d'approbation de la Convention relative aux conditions du concours militaire technique français).* – Adopté (p. 537).

Adoption [7 avril 1981] (p. 537).

17. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'un avenant modifiant la Convention du 27 novembre 1964 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Japon tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôt sur le revenu,** présenté au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures [8 juillet 1981] [n° **298** (1980-1981)]. – Renvoi à la Commission des finances. – Rapport de M. Yves Durand [8 juillet 1981] [n° **302** (1980-1981)]. – Discussion [15 juillet 1981] (p. 888, 889). – Adoption [15 juillet 1981] (n° **83**).

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (PREMIÈRE LECTURE) [16 juillet 1981] (n° **110**). – Renvoi à la Commission des affaires étrangères. – Rapport de M. Édouard Frédéric-Dupont [24 juillet 1981] (n° **229**). – Discussion [24 juillet 1981]. – Adoption [24 juillet 1981] (n° **6**).

PROMULGATION : Loi n° 81-746 du 5 août 1981 (J.O. Lois et décrets du 6 août 1981).

Discussion (première lecture)

[15 juillet 1981] (p. 888, 889).

I. – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 888, 889). *MM. André Chandernagor, ministre chargé des affaires européennes ; Joseph Raybaud, en remplacement de M. Yves Durand, rapporteur de la Commission des finances.*

AVOIR FISCAL : Chandernagor (André) (p. 888) ; Raybaud (Joseph) (p. 888).

ARTISTES : Chandernagor (André) (p. 888) ; Raybaud (Joseph) (p. 889).

IMPOTS (doubles impositions) : Chandernagor (André) (p. 888) ; Raybaud (Joseph) (p. 888).

JAPON : Chandernagor (André) (p. 888) ; Raybaud (Joseph) (p. 888, 889).

SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON : Chandernagor (André) (p. 888).

II. – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 889)

Article unique *(Autorisation d'approbation de l'avenant modifiant la Convention du 27 novembre 1964 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Japon tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu, ensemble un échange de lettres, signées à Paris le 10 mars 1981).* – Adopté (p. 889).

Adoption [15 juillet 1981] (p. 889).

18. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'une Convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Norvège en vue d'éviter les doubles impositions, de prévenir l'évasion fiscale et d'établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôt sur le revenu et sur la fortune,** présenté au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures [8 juillet 1981] [n° **299** (1980-1981)]. – Renvoi à la Commission des finances. – Rapport de M. Yves Durand [8 juillet 1981] [n° **303** (1980-1981)]. – Discussion [15 juillet 1981] (p. 887, 888). – Adoption [15 juillet 1981] (n° **82**).

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (PREMIÈRE LECTURE) [16 juillet 1981] (n° **109**). – Renvoi à la Commission des affaires étrangères. – Rapport de M. Raymond Julien [24 juillet 1981] (n° **232**). – Discussion [24 juillet 1981]. – Adoption [24 juillet 1981] (n° **10**).

PROMULGATION : Loi n° 81-744 du 5 août 1981 (J.O. Lois et décrets du 6 août 1981).

Discussion (première lecture)

[15 juillet 1981] (p. 887, 888).

I. – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 887, 888) : *MM. André Chandernagor, ministre chargé des affaires européennes ; Joseph Raybaud, en remplacement de M. Yves Durand, rapporteur de la Commission des finances ; Robert Laucournet, vice-président du Sénat.*

BÉNÉFICES INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX : Chandernagor (André) (p. 887) ; Raybaud (Joseph) (p. 887).

FRANÇAIS (langue) : Raybaud (Joseph) (p. 887).

IMPÔTS (doubles impositions) : Chandernagor (André) (p. 887) ; Raybaud (Joseph) (p. 887).

NORVÈGE : Chandernagor (André) (p. 887) ; Raybaud (Joseph) (p. 887).

PLATEAU CONTINENTAL : Chandernagor (André) (p. 887) ; Raybaud (Joseph) (p. 887).

RÈGLEMENT DES ASSEMBLÉES PARLEMENTAIRES (article 42 du règlement du Sénat) : Laucournet (Robert) (p. 888).

SOCIÉTÉS PÉTROLIÈRES : Chandernagor (André) (p. 887) ; Raybaud (Joseph) (p. 887).

II. – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 888)

Article unique *(Autorisation d'approbation de la Convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Norvège en vue d'éviter les doubles impositions, de prévenir l'évasion fiscale et d'établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Paris le 19 décembre 1980).* – Adopté (p. 888).

Adoption ([15 juillet 1981] (p. 888).

19. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'une Convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Libéria sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements,** présenté au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures [15 juillet 1981] (n° **100**). – Renvoi à la Commission des affaires étrangères. – Rapport de M. Raymond Julien [24 juillet 1981] (n° **233**). – Discussion [24 juillet 1981]. – Adoption [24 juillet 1981] (n° **12**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (PREMIÈRE LECTURE) [24 juillet 1981] [n° **319** (1980-1981)]. – Renvoi à la Commission des affaires étrangères. – Rapport de M. Émile Didier [24 juillet 1981] [n°**323** (1980-1981)]. – Discussion [28 juillet 1981] (p. 1189, 1191). – Adoption [28 juillet 1981] (n° **88**).

PROMULGATION : Loi n° 81-750 du 5 août 1981 (J.O. Lois et décrets du 6 août 1981).

Discussion (première lecture)

[28 juillet 1981] (p. 1189, 1191).

I. – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1189, 1191) : *MM. Jean-Pierre Cot, ministre chargé de la coopération ; Émile Didier, rapporteur de la Commission des affaires étrangères ; Jean Mercier.*

DROITS DE L'HOMME : Cot (Jean-Pierre) (p. 1190) ; Mercier (Jean) (p. 1190).

FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER : Cot (Jean-Pierre) (p. 1191).

INVESTISSEMENTS (à l'étranger) : Cot (Jean-Pierre) (p. 1189) ; Didier (Émile) (p. 1190).

MINES ET CARRIÈRES : Cot (Jean-Pierre) (p. 1190).

PAVILLONS DE COMPLAISANCE : Cot (Jean-Pierre) (p. 1189, 1190) ; Mercier (Jean) (p. 1190).

SOCIÉTÉS DE TRANSPORT MARITIME : Cot (Jean-Pierre) (p. 1189).

II. – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 1191)

Article unique *(Autorisation d'approbation de la Convention entre le Gouvernement de la République francaise et le Gouvernement de la République du Libéria sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements, ensemble un échange de lettres, signée à Paris le 23 mars 1979).* – Adopté (p. 1191).

Adoption [28 juillet 1981] (p. 1191).

20. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'une Convention générale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Mali sur la Sécurité sociale,** présenté au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures [15 juillet 1981] (n° **98**). – Renvoi à la Commission des affaires étrangères. – Rapport de M. Jacques Maheas [24 juillet 1981] (n° **234**). – Discussion [24 juillet 1981]. – Adoption [24 juillet 1981] (n° **13**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (PREMIÈRE LECTURE) [24 juillet 1981] [n° **320** (1980-1981)]. – Renvoi à la Commission des affaires étrangères. – Rapport de M. Gérard Gaud [24 juillet 1981] [n° **324** (1980-1981)]. – Discussion [28 juillet 1981] (p. 1191, 1192). – Adoption [28 juillet 1981] (n° **89**).

PROMULGATION : Loi n° 81-753 du 5 août 1981 (J.O. Lois et décrets du 6 août 1981).

Discussion (première lecture)

[28 juillet 1981] (p. 1191, 1192).

I. – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1191, 1192) : *MM. Jean-Pierre Cot, ministre chargé de la coopération ; Gérard Gaud, rapporteur de la Commission des affaires étrangères ; Jean-Pierre Cantegrit.*

ÉTUDIANTS (étrangers) : Gaud (Gérard) (p. 1191).

FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER : Cot (Jean-Pierre) (p. 1191) ; Gaud (Gérard) (p. 1191) ; Cantegrit (Jean-Pierre) (p. 1192).

SÉCURITÉ SOCIALE : Cot (Jean-Pierre) (p. 1191) ; Gaud (Gérard) (p. 1191) ; Cantegrit (Jean-Pierre) (p. 1191, 1192).

TRAVAILLEURS ÉTRANGERS : Cot (Jean-Pierre) (p. 1191) ; Gaud (Gérard) (p. 1191) ; Cantegrit (Jean-Pierre) (p. 1192).

II. – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 1192)

Article unique *(Autorisation d'approbation de la Convention générale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Mali sur la sécurité sociale (ensemble deux protocoles), signés le 12 juin 1979 à Paris).* – Adopté (p. 1192).

Adoption [28 juillet 1981] (p. 1192).

21. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'un Accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République démocratique allemande relatif au statut et aux modalités de fonctionnement des centres culturels institués par l'Accord de coopération culturelle conclu entre eux,** présenté au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures [15 juillet 1981] (n° **94**). – Renvoi à la Commission des affaires étrangères. – Rapport de M. Louis Odru [24 juillet 1981] (n° **227**). – Discussion [24 juillet 1981]. – Adoption [24 juillet 1981] (n° **14**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (PREMIÈRE LECTURE) [24 juillet 1981] [n° **321** (1980-1981)]. – Renvoi à la Commission des affaires étrangères. – Rapport de M. Albert Voilquin [24 juillet 1981] [n° **325** (1980-1981)]. – Discussion [28 juillet 1981] (p. 1193, 1194). – Adoption [28 juillet 1981] (n° **91**).

PROMULGATION : Loi n° 81-751 du 5 août 1981 (J.O. Lois et décrets du 6 août 1981).

Discussion (première lecture)

[28 juillet 1981] (p. 1193, 1194)

I. – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1193, 1194) : *MM. Jean-Pierre Cot, ministre chargé de la coopération ; Albert Voilquin, rapporteur de la Commission des affaires étrangères.*

CENTRES CULTURELS : Cot (Jean-Pierre) (p. 1193, 1194) ; Voilquin (Albert) (p. 1194).

II. – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 1194)

Article unique *(Autorisation d'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République démocratique allemande relatif au statut et aux modalités de fonctionnement des centres culturels institués par l'accord de coopération culturelle conclu entre eux, signé à Berlin le 16 juin 1980).* – Adopté (p. 1194).

Adoption [28 juillet 1981] (p. 1194).

22. – **Projet de loi autorisant la ratification d'une Convention consulaire entre la République française et la République démocratique allemande,** présenté au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures [15 juillet 1981] (n° **92**). – Renvoi à la Commission des affaires étrangères. – Rapport de M. Louis Odru [24 juillet 1981] (n° **230**). – Discussion [24 juillet 1981]. – Adoption [24 juillet 1981] (n° **15**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (PREMIÈRE LECTURE) [24 juillet 1981] (n° **322** (1980-1981)]. – Renvoi à la Commission des affaires étrangères. – Rapport de M. Philippe Machefer [24 juillet 1981] [n° **326** (1980-1981)]. – Discussion [28 juillet 1981] (p. 1192, 1193). – Adoption [28 juillet 1981] (n° **90**).

PROMULGATION : Loi n° 81-752 du 5 août 1981 (J.O. Lois et décrets du 6 août 1981).

Discussion (première lecture)

[28 juillet 1981] (p. 1192, 1193).

I. – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1192, 1193) : *MM. Jean-Pierre Cot, ministre chargé de la coopération ; Philippe Machefer, rapporteur de la Commission des affaires étrangères ; Jean Garcia.*

BERLIN (statut) : Cot (Jean-Pierre) (p. 1193) ; Machefer (Philippe) (p. 1193).

CORPS DIPLOMATIQUE ET CONSULAIRE (personnel consulaire) : Cot (Jean-Pierre) (p. 1192) ; Machefer (Philippe) (p. 1193) ; Garcia (Jean) (p. 1193).

NATIONALITÉ : Cot (Jean-Pierre) (p. 1192, 1193) ; Machefer (Philippe) (p. 1193).

II. DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 1193)

Article unique *(Autorisation de ratification de la Convention consulaire entre la République française et la République démocratique allemande signée à Berlin le 16 juin 1980).* – Adopté (p. 1193).

Adoption [28 juillet 1981] (p. 1193).

23. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'un avenant à la Convention sur la sécurité sociale du 28 février 1952 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la principauté de Monaco,** présenté au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures [15 juillet 1981] (n° **91**). – Renvoi à la Commission des affaires étrangères. – Rapport de M. Max Gallo [8 octobre 1981] (n° **463**). – Discussion [29 octobre 1981]. – Adoption [29 octobre 1981] (n° **52**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (PREMIÈRE LECTURE) [30 octobre 1981] [n° **45** (1981-1982)]. – Renvoi à la Commission des affaires étrangères. – Rapport de M. Francis Palméro [14 décembre 1981] [n° **120** (1981-1982)].

24. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'une Convention sur la conservation de la faune et de la flore marines de l'Antarctique,** présenté au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures [15 juillet 1981] (n° **90**). – Renvoi à la Commission des affaires étrangères. – Rapport de M. Théo Vial-Massat [5 novembre 1981] (n° **493**). – Discussion [26 novembre 1981]. – Adoption [26 novembre 1981] (n° **62**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (PREMIÈRE LECTURE) [30 novembre 1981] [n° **80** (1981-1982)]. – Renvoi à la Commission des affaires étrangères. – Rapport de M. Max Lejeune [14 décembre 1981] [n° **119** (1981-1982)].

25. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'une Convention d'assistance administrative mutuelle en matière de douane entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Autriche,** présenté au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures [15 juillet 1981] (n° **93**). – Renvoi à la Commission des affaires étrangères. – Rapport de M. François Léotard [5 novembre 1981] (n° **494**). – Discussion [26 novembre 1981]. – Adoption [26 novembre 1981] (n° **63**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (PREMIÈRE LECTURE) [30 novembre 1981] [n° **81** (1981-1982)]. – Renvoi à la Commission des affaires étrangères. – Rapport de M. Charles Bosson [15 décembre 1981] [n° **128** (1981-1982)].

26. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse concernant la pêche dans le lac Léman,** présenté au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures [15 juillet 1981] (n° **95**). – Renvoi à la Commission des affaires étrangères. – Rapport de M. Alain Madelin [5 novembre 1981] (n° **495**). – Discussion [26 novembre 1981]. – Adoption [26 novembre 1981] (n° **64**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (PREMIÈRE LECTURE) [30 novembre 1981] [n° **82** (1981-1982)]. – Renvoi à la Commission des affaires étrangères. – Rapport de M. Charles Bosson [15 décembre 1981] [n° **129** (1981-1982)].

27. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'île Maurice tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune,** présenté au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures [15 juillet 1981] (n° **96**). – Renvoi à la Commission des

affaires étrangères. – Rapport de M. Jacques Maheas [26 novembre 1981] (n° **571**). – Discussion [10 décembre 1981]. – Adoption [10 décembre 1981] (n° **72**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (PREMIÈRE LECTURE) [11 décembre 1981] [n° **116** (1981-1982)]. – Renvoi à la Commission des finances.

28. – **Projet de loi 1/ autorisant la ratification d'un Accord relatif aux produits relevant de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, signé entre les États membres de la Communauté européenne du charbon et de l'acier et la République du Zimbabwe ; 2/ autorisant l'approbation d'un Accord interne entre les États membres de la Communauté économique européenne, modifiant l'Accord interne relatif au financement et à la gestion des aides de la Communauté signé le 20 novembre 1979,** présenté au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures [2 novembre 1981] (n° **488**). – Renvoi à la Commission des affaires étrangères. – Rapport de M. Guy Vadepied [3 décembre 1981] (n°**591**). – Discussion [17 décembre 1981]. – Adoption [17 décembre 1981] (n° **79**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (PREMIÈRE LECTURE) [18 décembre 1981] [n° **143** (1981-1982)]. – Renvoi à la Commission des affaires étrangères.

(Traités et conventions.)

Voir NATIONALISATION, **1,** DG.

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, nos **40, 73.**

TRANSPORTS

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Transports.

PLAN, **1.**

(Transports [coordination des].)

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Transports.

(Transports [prime de].)

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Transports.

TRANSPORTS AÉRIENS

1. – **Projet de loi relatif au relèvement de la limite de responsabilité du transporteur de personnes en transport aérien intérieur,** présenté au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Charles Fiterman, ministre des transports [24 novembre 1981] [n° **66** (1981-1982)]. – Renvoi à la Commission des affaires économiques. – Rapport de M. Bernard Legrand [9 décembre 1981] [n° **108** (1981-1982)].

(Transports aériens.)

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Transports ; Temps libre ; Départements et territoires d'outre-mer.

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, nos **15, 60, 66.**

TRAITÉS ET CONVENTIONS, **4,** DG ; **16,** DG.

TRANSPORTS EN COMMUN

1. – **Proposition de loi sur l'organisation des transports en commun en région d'Ile-de-France,** présentée par Mme Rolande Perlican, sénateur et plusieurs de ses collègues (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 20 décembre 1980. – 2 avril 1981) [n° **229** (1980-1981)]. – Renvoi à la Commission des affaires économiques.

(Transports en commun.)

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, **2.**

LOI DE FINANCES, **1** : Transports.

TRANSPORTS FERROVIAIRES

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Transports.

QUESTIONS ORALES, nos **41, 122.**

TRANSPORTS FLUVIAUX

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Transports.

TRANSPORTS MARITIMES

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Départements et territoires d'outre-mer ; Mer.

QUESTIONS ORALES, n° **102** (J.O. du 5 mars 1981), **103** (J.O. du 5 mars 1981).

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **66.**

TRAITÉS ET CONVENTIONS, **13,** DG ; **19,** DG.

TRANSPORTS (ministère des)

Voir QUESTION ORALE, n° **123.**

TRANSPORTS ROUTIERS

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Départements et territoires d'outre-mer.

TRAITÉS ET CONVENTIONS, **8,** DG.

(Transports routiers internationaux.)

Voir TRAITÉS ET CONVENTIONS, **7,** DG.

TRANSPORTS SCOLAIRES

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Éducation nationale ; Agriculture.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **1,** DG.

TRANSPORTS TERRESTRES

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Transports.

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **1.**

TRANSPORTS URBAINS

Voir LOI DE FINANCES, **1,** DG ; Transports.

TRAVAIL

1. – **Proposition de loi tendant à abaisser la durée du travail pour certaines catégories de travailleurs manuels,** présentée par M. Jean-Marie Rausch, sénateur [15 juillet 1981] [n° **308** (1980-1981)]. – Renvoi à la Commission des affaires sociales.

(Travail.)

Voir QUESTION ORALE, n° **19.**

TRAVAIL A TEMPS PARTIEL

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, **2.**

LOI DE FINANCES, **1** : Travail.

POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE, **1,** DG.

QUESTIONS ORALES, nos **50, 51.**

TRAVAIL CLANDESTIN

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Commerce et artisanat ; Solidarité nationale, santé ; Travail.

TRAVAILLEURS ÉTRANGERS, **1,** DG ; 2e lecture, DG ; CMP.

TRAVAIL (conditions du)

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, **2.**

LOI DE FINANCES, **1** : Postes et télécommunications ; Travail.

POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE, **1.**

QUESTIONS ORALES, n° **95** (J.O. du 19 février 1981), **52, 133.**

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, nos **1, 10, 53.**

TRAVAIL DES FEMMES

Voir FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, **7.**

TRAVAIL (durée du)

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, **1, 2.**

LOI DE FINANCES, **1** : Radiodiffusion télévision française ; Services du Premier ministre. — I.— Services généraux ; Défense ; Postes et télécommunications ; Travail.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **1**, DG.

PLAN, **1**, DG.

POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE, **1**, DG.

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n[os] **1, 21.**

TRAVAILLEURS ÉTRANGERS

1. — **Projet de loi modifiant diverses dispositions du code du travail relatives à l'emploi de travailleurs étrangers en situation irrégulière,** présenté au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. François Autain, secrétaire d'État aux immigrés [10 septembre 1981] [n° **367** (1980-1981)]. — Renvoi à la Commission des affaires sociales. — Pour avis à la Commission des lois [10 septembre 1981]. — Rapport de M. Gérard Roujas [17 septembre 1981] [n° **380** (1980-1981)]. — Avis de M. Charles de Cuttoli [17 septembre 1981] [n° **377** (1980-1981)]. — Discussion [23 septembre 1981] (p. 1606, 1612). — Adoption [23 septembre 1981] (n° **104**).

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (PREMIÈRE LECTURE) [24 septembre 1981] (n° **387**). — Renvoi à la Commission des affaires culturelles. — Pour avis à la Commission des lois et à la Commission des affaires étrangères [24 septembre 1981]. — Rapport de M. Louis Lareng. — Annexe présentée au nom de la Commission des lois, par M. Michel Sapin [24 septembre 1981] (n° **388**). — Discussion [29 septembre 1981]. — Adoption [29 septembre 1981] (n° **33**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (DEUXIÈME LECTURE) [29 septembre 1981] (n° **399** (1980-1981)]. — Renvoi à la Commission des affaires sociales. — Rapport de M. Gérard Roujas [30 septembre 1981] [n° **402** (1980-1981)]. — Discussion [30 septembre 1981] (p. 1774, 1780). — Adoption [30 septembre 1981] (n° **110**).

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (DEUXIÈME LECTURE) [1[er] OCTOBRE 1981] (n° **398**). — Renvoi à la Commission des affaires culturelles. — Rapport de M. Louis Lareng [1[er] octobre 1981] (n° **400**). — Discussion [1[er] octobre 1981]. — Adoption [1[er] octobre 1981] (n° **39**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (TROISIÈME LECTURE) [2 octobre 1981] [n° **3** (1981-1982)]. — Renvoi à la Commission des affaires sociales.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLÉE NATIONALE) ; rapport de M. Louis Lareng [6 octobre 1981] (n° **455**). — Discussion [9 octobre 1981]. — Adoption [9 octobre 1981] (n° **46**).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SÉNAT) ; rapport de M. Gérard Roujas [6 octobre 1981] [n° **7** (1981-1982)]. — Discussion [6 octobre 1981] (p. 1881, 1883). — Adoption [6 octobre 1981] (n° **4**).

PROMULGATION : Loi n° 81-941 du 17 octobre 1981 (J.O. Lois et décrets du 20 octobre 1981).

Discussion (première lecture)

[23 septembre 1981] (p. 1606, 1617).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1606, 1612) : *MM. François Autain, secrétaire d'État aux immigrés ; Gérard Roujas, rapporteur de la Commission des affaires sociales ; Charles de Cuttoli, rapporteur pour avis de la Commission des lois ; Charles Bonifay, Michel Rigou, Pierre Gamboa.*

EMPLOI (création d') : Autain (François) (p. 1607).

IMMIGRATION CLANDESTINE : Autain (François) (p. 1606, 1608, 1612) ; Roujas (Gérard) (p. 1608) ; Cuttoli (Charles de) (p. 1609).

INSPECTION DU TRAVAIL : Bonifay (Charles) (p. 1610) ; Gamboa (Pierre) (p. 1611) ; Autain (François) (p. 1611).

OFFICE NATIONAL D'IMMIGRATION : Autain (François) (p. 1606, 1607).

TRAVAIL CLANDESTIN : Autin (François) (p. 1606, 1612), Roujas (Gérard) (p. 1608) ; Cuttoli (Charles de) (p. 1609) ; Bonifay (Charles) (p. 1610) ; Rigou (Michel) (p. 1610, 1611).

TRAVAILLEURS ÉTRANGERS : Autain (François) (p. 1606, 1607, 1608, 1611, 1612) ; Roujas (Gérard) (p. 1608, 1609) ; Cuttoli (Charles de) (p. 1609, 1610) ; Bonifay (Charles) (p. 1610) ; Rigou (Michel) (p. 1610, 1611) ; Gamboa (Pierre) (p. 1611).

TRAVAILLEURS SAISONNIERS : Gamboa (Pierre) (p. 1611).

II. — DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1612, 1617) : *MM. Jacques Mossion, Gérard Roujas, rapporteur ; François Autain, secrétaire d'État ; Charles Lederman, Pierre Vallon, Charles de Cuttoli, rapporteur pour avis ; Henri Belcour, André Rabineau, vice-président de la Commission des affaires sociales ; André Méric, Adolphe Chauvin.*

Article 1[er] *(Sanction de l'emploi irrégulier de travailleurs étrangers)* (p. 1612).

Adopté : amendement n° 6 de MM. Pierre Vallon et Jacques Mossion, soutenu par M. Jacques Mossion : atténuation des peines applicables aux employeurs de bonne foi (p. 1613).

— L'article 1[er], ainsi modifié, est adopté (p. 1613).

Article 2 *(Publicité du jugement).* — Adopté (p. 1613).

Article 3 *(Amélioration de la protection des travailleurs étrangers en situation irrégulière)* (p. 1613).

Adoptés : amendement n° 2 de M. Charles de Cuttoli, rapporteur pour avis : paiement des arriérés de salaire après déduction des sommes antérieurement perçues (p. 1616). — Amendement n° 3 de M. Gérard Roujas, rapporteur : limitation des indemnités du code de travail auxquelles se substitue l'indemnité forfaitaire (p. 1617).

— Amendement n° 4 de M. Gérard Roujas, rapporteur : possibilité pour le Conseil de prud'hommes d'ordonner par provision le versement de l'indemnité forfaitaire (p. 1617). — Amendement n° 5 de M. Gérard Roujas, rapporteur : possibilité pour le salarié de demander une indemnité supplémentaire pour tout préjudice (p. 1617).

Rejeté : amendement n° 1 de MM. Louis Souvet et Henri Belcour : paiement de l'indemnité forfaitaire subordonné à une condition d'ancienneté minimale (p. 1616).

Retiré : amendement n° 7 de MM. Pierre Vallon et Jacques Mossion : suppression de l'indemnité forfaitaire pour le salarié qui a fourni des faux renseignements (p. 1616).

— L'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 1617).

Article 4 *(Entrée en vigueur de la loi).* — Adopté (p. 1617).

Adoption [23 septembre 1981] (p. 1617).

Discussion (deuxième lecture)

[30 septembre 1981] (p. 1774, 1780).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1774, 1775) : *MM. François Autain, secrétaire d'État aux immigrés, Gérard Roujas, rapporteur de la Commission des affaires sociales.*

EXPLOITANTS AGRICOLES : Roujas (Gérard) (p. 1775).

REFUGIÉS POLITIQUES : Autain (François) (p. 1774) ; Roujas (Gérard) (p. 1775).

TRAVAIL CLANDESTIN : Autain (François) (p. 1774) ; Roujas (Gérard) (p. 1775).

TRAVAILLEURS ÉTRANGERS : Autain (François) (p. 1774) ; Roujas (Gérard) (p. 1774, 1775).

SYNDICATS PROFESSIONNELS : Roujas (Gérard) (p. 1775).

II. — DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1775, 1780) : *MM. Charles Lederman, François Autain, secrétaire d'État ; Gérard*

Roujas, rapporteur ; Marcel Daunay, Adolphe Chauvin, Michel Crucis, Charles Bonifay.

Article 1er A (p. 1775).

Adopté : amendement rédactionnel n° 6 de M. François Autain, secrétaire d'État (p. 1776).

– L'article 1er A, ainsi modifié, est adopté (p. 1776).

Article 1er B. – Adopté (p. 1776).

Article 1er (p. 1776).

Adopté : amendement n° 1 de M. Gérard Roujas, rapporteur : suppression de la possibilité offerte au tribunal de prononcer la fermeture de l'entreprise en cas de récidive (p. 1778). – Sous-amendement n° 7 de M. François Autain, secrétaire d'État : infractions punies d'un emprisonnement et d'une amende ou de l'une de ces deux peines (p. 1777).

– L'article 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 1778).

Article 2 (p. 1778).

Rejeté : amendement n° 4 de M. Marcel Daunay : confiscation de tout ou partie du matériel de l'entreprise exclusivement en cas de récidive (p. 1778).

– L'article 2 est adopté (p. 1778).

Article 3 (p. 1778).

Adopté : amendement n° 5 de M. François Autain, secrétaire d'État : suppression de la référence L.122-3-2 sur la rupture abusive du contrat de travail à durée déterminée, octroi de dommages + intérêts entrainant souvent le recours au juge (p. 1779).

– L'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 1779).

Article 3 *bis*. – Adopté (p. 1779).

Article 3 *ter* (p. 1779).

Adopté : amendement n° 2 de M. Gérard Roujas, rapporteur : suppression de cet article visant à élargir devant les juridictions pénales le droit pour les associations de se constituer partie civile (p. 1779).

– L'article 3 *ter* est supprimé (p. 1779).

Article 4 (p. 1779).

Adopté : amendement n° 3 de M. Gérard Roujas, rapporteur : entrée en vigueur des articles 1 et 2 de la loi à compter du 1er janvier 1982 (p. 1780).

– L'article 4, ainsi modifié, est adopté (p. 1780).

Adoption [30 septembre 1981] (p. 1780).

Discussion (Commission mixte paritaire)

[6 octobre 1981] (p. 1881, 1883).

I. – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1881, 1882) : *MM. François Autain, secrétaire d'État aux immigrés ; Gérard Roujas, rapporteur pour le Sénat ; Charles Lederman.*

SOUS-TRAITANCE : Autain (François) (p. 1881, 1882) ; Roujas (Gérard) (p. 1882) ; Lederman (Charles) (p. 1882).

TRAVAIL CLANDESTIN : Autain (François) (p. 1881, 1882) ; Roujas (Gérard) (p. 1882) ; Lederman (Charles) (p. 1882).

II. – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1882, 1883) : *MM. François Autain, secrétaire d'État ; André Rabineau, vice-président de la Commission des affaires sociales ; André Méric.*

Article 3 (p. 1882).

Adopté : amendement n° 1 de M. François Autain, secrétaire d'État : suppression de la restriction introduite par la Commission mixte paritaire, subordonnant la responsabilité solidaire du donneur d'ouvrage à la preuve qu'il savait que le travail serait effectué par un entrepreneur clandestin (p. 1883).

– L'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 1883).

Article 3 *ter* (p. 1883). – Adopté.

Adoption [6 octobre 1981] (p. 1883).

(Travailleurs étrangers.)

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, **1.**

LOI DE FINANCES, **1** : Solidarité nationale, santé ; Travail ; Charges communes.

PLAN, **1,** DG.

QUESTIONS ORALES, n° **119** (J.O. du 3 avril 1981), **63.**

TRAITÉS ET CONVENTIONS, **1,** DG ; **11,** DG ; **14,** DG ; **20,** DG.

TRAVAILLEURS IMMIGRÉS

Voir ASSOCIATIONS, **1,** DG.

ÉTRANGERS, **1,** DG ; 2e lecture DG ; CMP.

TRAVAILLEURS ÉTRANGERS.

TRAVAILLEURS MIGRANTS

Voir COUR DES COMPTES

LOI DE FINANCES, **1,** DG.

TRAVAILLEURS NON SALARIÉS NON AGRICOLES

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Commerce et artisanat.

TRAVAILLEURS SAISONNIERS

Voir TRAVAILLEURS ÉTRANGERS, **1,** DG.

TRAVAILLEURS SALARIÉS ET NON SALARIÉS EXPATRIÉS

Voir LOI DE FINANCES, **1** : Solidarité nationale, santé.

TRAVAIL POSTÉ

Voir PLAN, **1,** DG.

POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE, **1,** DG.

TRAVAIL TEMPORAIRE

1. – **Proposition de loi relative au travail temporaire et au contrat à durée déterminée,** présentée par M. Hector Viron, sénateur et plusieurs de ses collègues (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 20 décembre 1980. – 2 avril 1981) [n° **228** (1980-1981)]. – Renvoi à la Commission des affaires sociales.

(Travail temporaire.)

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, **1.**

LOI DE FINANCES, **1** : Travail.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **1,** DG ; CMP.

POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE, **1,** DG.

QUESTION ORALE, n° **38.**

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **10.**

TRAVAUX PUBLICS

Voir BÂTIMENT (industrie du)

DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, **2.**

LOI DE FINANCES, **1** : Transports ; Plan et aménagement du territoire.

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n° **25, 41.**

TRÉSOR

Voir QUESTIONS ORALES, n° **111** (J.O. du 26 mars 1981), **50, 51, 52.**

TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS

Voir CONSEIL D'ÉTAT, 1, DG.
LOI DE FINANCES, 1 : Juctice ; Intérieur et décentralisation.

TRIBUNAUX DE COMMERCE

Voir ENTREPRISES, 4, DG.
LOI DE FINANCES, 1 : Justice.

TRIBUNAUX (palais de justice)

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Justice.

TRIBUNAUX PERMANENTS DES FORCES ARMÉES

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, 1.
JUSTICE, 1, DG.
LOI DE FINANCES, 1 : Défense ; Justice.

TRIBUNAUX POUR ENFANTS

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Justice.

TRI POSTAL

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Postes et télécommunications.

TUNNELS (tunnel sous la Manche)

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, 2.
LOI DE FINANCES, 1 : Mer.

TUTELLE ADMINISTRATIVE

Voir COLLECTIVITÉS LOCALES, 2, DG.

U

UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES (URSS)

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, 1.
LOI DE FINANCES, 1 : Commerce extérieur.
QUESTION ORALE, n° 5.

UNION DES TRANSPORTS AÉRIENS (UTA)

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Transports.

UNION NATIONALE DES ASSOCIATIONS FAMILIALES (UNAF)

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Solidarité nationale, santé.

UNION NATIONALE POUR L'EMPLOI DANS L'INDUSTRIE ET LE COMMERCE (UNEDIC)

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, 2.
LOI DE FINANCES, 1 : Travail.
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, DG.
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 3, DG.
QUESTION ORALE, n° 108.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 69.

UNIONS COMMERCIALES

Voir QUESTION ORALE, n° 70.

UNITÉS TOURISTIQUES NOUVELLES (UTN)

Voir LOI DE FINANCES, 1 ; Temps libre ; Urbanisme et logement.

UNIVERSITÉ DU PACIFIQUE

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Départements et territoires d'outre-mer.

UNIVERSITÉS

Voir ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, 1, DG ; 2e lecture DG ; nouvelle lecture.
LOI DE FINANCES, 1 : Éducation nationale.
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, DG.
QUESTION ORALE, n° 118.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 493.

(Universités [conseils].)

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, 1.
ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, 1, DG ; 2e lecture DG.
LOI DE FINANCES, 1 : Éducation nationale.

(Universités [élection des présidents].)

Voir ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, 1, DG.

URBANISME

1. — **Proposition de loi tendant à la suppression de la redevance en région d'Ile-de-France,** présentée par M. Michel Giraud, sénateur et plusieurs de ses collègues [6 octobre 1981] [n° 8 (1981-1982)]. — Renvoi à la Commission des affaires économiques.

(Urbanisme.)

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Urbanisme et logement.
PLAN, 1, DG.
QUESTIONS ORALES, n° 117 (J.O. du 3 avril 1981), 4.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 4.

(Documents d'urbanisme.)

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Urbanisme et logement.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 4.

(Urbanisme commercial.)

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Commerce et artisanat.

USAGERS (comités d')

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Services économiques et financiers.

USINOR (société)

Voir LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 2 : Nouvelle lecture, DG.
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 3, DG.
POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE, 1, DG.

V

VACANCES

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Temps libre.
QUESTION ORALE, n° 61.
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, nos 15, 52.

(Vacances [étalement des].)

Voir QUESTION ORALE, n° 40.

VACATAIRES

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Éducation nationale.

VALEURS MOBILIÈRES

Voir LOI DE FINANCES, 1, DG ; art. 69 ; art. 75 ; nouvelle lecture, DG.

NATIONALISATION, 1, DG.

QUESTION ORALE, n° 76.

VANUATU

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Relations extérieures. – I.– Services diplomatiques et généraux. – II. – Coopération.

QUESTION ORALE, n° 97 (J.O. du 19 février 1981).

RAPATRIÉS, 2, DG.

VAUDREUIL (ensemble urbain du)

Voir VILLES NOUVELLES, 1, DG.

VÉLIZY (expérience télématique)

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Anciens Combattants.

VENTES A PRIMES

Voir LIVRES, 1, DG.

VENTES AUX ENCHÈRES

1. – **Proposition de loi tendant à compléter, d'une part l'article 2272 du code civil et substituer d'autre part, la prescription de deux ans à la prescription trentenaire pour les actions contre des commissaires priseurs et les experts qui les assistent dans la vente d'objets mobiliers en enchères publiques,** présentée par M. Henri Caillavet, sénateur (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 20 décembre 1980. – 2 avril 1981) [n° **240** (1980-1981)]. – Renvoi à la Commission des lois.

VÉTÉRINAIRES

1. – **Projet de loi relatif à l'exercice des activités de vétérinaire,** présenté au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par Mme Édith Cresson, ministre de l'agriculture [7 décembre 1981]. [n° **96** (1981-1982)]. – Renvoi à la Commission des affaires économiques.

(Vétérinaires.)

Voir ANIMAUX, 1, DG.

LOI DE FINANCES, 1, art. 19.

VEUVES

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Anciens Combattants ; Défense.

QUESTIONS ORALES, n° 29, 84.

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 499.

VICTIMES (droits des)

Voir AMNISTIE, 1, DG.

LOI DE FINANCES, 1 : Justice.

PEINE DE MORT, 1, DG.

VIGNETTE (motos ; autos)

Voir TAXES DIFFÉRENTIELLES

VILLAGES DE VACANCES

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Temps libre.

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 15.

VILLES MOYENNES

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Transports ; Urbanisme et logement ; Culture.

VILLES NOUVELLES

1. – **Projet de loi érigeant en commune l'ensemble urbain du Vaudreuil,** présenté au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Michel Rocard, ministre du plan et de l'aménagement du territoire (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 31 juillet 1981. – 8 septembre 1981) [n° **355** (1980-1981)]. – Renvoi à la Commission des lois. – Rapport de M. Jacques Eberhard (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 31 juillet 1981. – 8 septembre 1981) [n° **359** (1980-1981)]. – Discussion [8 septembre 1981] (p. 1376, 1378). – Adoption [8 septembre 1981] (n° **98**).

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (PREMIÈRE LECTURE) [9 septembre 1981] (n° **315**). – Renvoi à la Commission des lois. – Rapport de M. Freddy Deschaux-Beaume [17 septembre 1981] (n° **377**). – Discussion [22 septembre 1981]. – Adoption [22 septembre 1981] (n° **29**).

PROMULGATION : Loi n° 81-880 du 25 septembre 1981 (J.O. Lois et décrets du 27 septembre 1981).

Discussion (première lecture)

[8 septembre 1981] (p. 1376, 1378).

I. – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1376, 1377) : *MM. Michel Rocard, ministre du Plan et de l'aménagement du territoire ; Jacques Eberhard, rapporteur de la Commission des lois.*

CONSEILS MUNICIPAUX : Rocard (Michel) (p. 1376) ; Eberhard (Jacques) (p. 1377).

COOPÉRATION INTERNATIONALE : Rocard (Michel) (p. 1376).

LOI « BOSCHER » (loi n° 70-610 du 10 juillet 1970 tendant à faciliter la création d'agglomérations nouvelles) : Rocard (Michel) (p. 1376) ; Eberhard (Jacques) (p. 1377).

VAUDREUIL (ensemble urbain du) : Rocard (Michel) (p. 1376) ; Eberhard (Jacques) (p. 1377).

II. – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1377, 1378) : *MM. Jacques Eberhard, rapporteur ; Michel Rocard, ministre.*

Article 1er *(Organisation d'élections municipales partielles).* – Adopté (p. 1377).

Article 2 *(Maintien en fonctions du présent Conseil d'administration jusqu'à l'élection du futur Conseil municipal).* – Adopté (p. 1377).

Article 3 *(Mesures transitoires et dispositions financières applicables)* (p. 1378).

Adopté : amendement n° 1 de M. Jacques Eberhard, rapporteur : nouvelle rédaction de cet article relatif au maintien des dispositions financières : références au code des communes ; fixation de la date d'achèvement des opérations de construction et d'aménagement (p. 1378).

– L'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 1378).

Explication de vote :

– *M. Michel Giraud* (p. 1378) : attachement du groupe RPR au droit commun : vote favorable sur le projet.

Adoption [8 septembre 1981] (p. 1378).

2. – **Proposition de loi portant adaptation du statut des agglomérations nouvelles,** présentée par M. Paul Séramy, sénateur [24 novembre 1981] [n° **64** (1981-1982)]. – Renvoi à la Commission des lois.

3. – **Proposition de loi portant adaptation du statut de l'agglomération nouvelle de Melun-Sénart,** présentée par M. Paul Séramy, sénateur [5 décembre 1981] [n° **95** (1981-1982)]. – Renvoi à la Commission des lois.

(Villes nouvelles.)

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Plan et aménagement du territoire ; Urbanisme et logement.

PLAN, 1.

VINS

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Agriculture ; art. 25.

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, nos **491, 3, 38.**

VIOLENCE

Voir LIBERTÉS PUBLIQUES, 2, DG.

LOI DE FINANCES, 1 : Radiodiffusion télévision française ; Services du Premier ministre. – I. – Services généraux.

PEINE DE MORT, 1, DG.

QUESTION ORALE, n° **117** (J.O. du 3 avril 1981).

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, nos **486, 35.**

VITICULTURE

Voir LOI DE FINANCES, 1, DG ; Agriculture.

QUESTION ORALE, n° **116** (J.O. du 3 avril 1981).

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, nos **491, 3, 38.**

VOIES NAVIGABLES

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Transports.

PLAN, 1, DG.

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, nos **12, 20.**

(Voies navigables [liaison Rhin-Rhône].)

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Transports.

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **12.**

VOIRIE

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Intérieur et décentralisation.

« VOYAGES-CONSEIL »

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Temps libre.

W

WALLIS ET FUTUNA

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Commerce et artisanat ; Éducation nationale ; Temps libre ; Départements et territoires d'outre-mer ; Solidarité nationale, santé.

Z

ZONE ÉCONOMIQUE MARITIME

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Départements et territoires d'outre-mer.

MER, 2, DG.

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **76.**

TRAITÉS ET CONVENTIONS, 12, DG.

ZONES D'AMÉNAGEMENT CONCERTÉ (ZAC)

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Urbanisme et logement.

ZONES D'AMÉNAGEMENT DIFFÉRÉ (ZAD)

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Urbanisme et logement.

ZONES D'ÉDUCATION PRIORITAIRE

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Éducation nationale.

ZONES D'INTERVENTION FONCIÈRE (ZIF)

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Urbanisme et logement.

ZONES MINIÈRES

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Plan et aménagement du territoire.

ZONES RURALES

Voir LOI DE FINANCES, 1 : Environnement ; Commerce et artisanat ; Plan et aménagement du territoire ; Postes et télécommunications ; Urbanisme et logement.

QUESTIONS ORALES, n° **70, 100, 116, 141.**

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **67.**

Direction des Journaux Officiels, 26, rue Desaix, Paris. 405819998-000282.